



**HAL**  
open science

# Habiter des espaces gris et des espaces investis : une géographie de la constellation agropolitique à l'œuvre au Nord du Mozambique.

Nelly Leblond

## ► To cite this version:

Nelly Leblond. Habiter des espaces gris et des espaces investis : une géographie de la constellation agropolitique à l'œuvre au Nord du Mozambique.. Géographie. Université Paul Valéry, 2017. Français. NNT: . tel-04161230

**HAL Id: tel-04161230**

**<https://hal.science/tel-04161230>**

Submitted on 13 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# THÈSE

Pour obtenir le grade de  
Docteur

Délivré par **L'UNIVERSITE MONTPELLIER 3**

Préparée au sein de l'école doctorale 60, Territoires  
Temps, Sociétés et Développement  
Et de l'unité de recherche ART-Dev : Acteurs, Ressources,  
et Territoires dans le Développement (UMR 5281)

Spécialité : **Géographie**

Présentée par **Nelly LEBLOND**

**HABITER DES ESPACES INVESTIS ET DES ESPACES  
GRIS : UNE GEOGRAPHIE DE LA CONSTELLATION  
AGROPOLITIQUE À L'ŒUVRE AU NORD DU  
MOZAMBIQUE**

Soutenance prévue le 8 décembre 2017 devant le jury composé de

M. Xavier ARNAULD DE SARTRE, Directeur de Recherche CNRS, UMR PASSAGES	Rapporteur
Mme. Rozenn NAKANABO DIALLO, Maître de conférences, UMR LAM, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux	Examinatrice
Mme Christine RAIMOND, Directrice de Recherche CNRS, UMR PRODIG	Rapporteuse
Mme Julie TROTTIER, Directrice de Recherche CNRS, UMR ART-Dev	Directrice de thèse
M. Philip WOODHOUSE, Professeur, Université de Manchester	Examineur





## Résumé

Cette thèse analyse la circulation et la matérialisation du discours qui promeut l'augmentation de la production agricole et l'investissement privé en Afrique afin d'assurer la sécurité alimentaire et le Développement. Elle est fondée sur l'étude de la *constellation agropolitique* à l'œuvre au Nord du Mozambique, ensemble d'acteurs en interaction autour des enjeux de production agricole. Cette thèse explore à la fois la transformation d'espaces investis et d'espaces gris, laissés pour compte par la politique agricole et les projets de Développement et d'investissement. Cette thèse mobilise la géographie, la *political agronomy*, et l'étude des sciences et sociétés afin d'étudier les mécanismes de savoir, de pouvoir, d'ignorance, de violence, et de ruse, à plusieurs échelles et dans différents espaces. Ce travail repose sur l'hypothèse selon laquelle les objectifs productifs de sécurité alimentaire et de Développement s'accompagnent de stratégies de gouvernement de populations, de conquêtes de territoires ou encore de capture de ressources portées par une diversité d'acteurs. Cette recherche explore alors la façon dont les représentations de l'agriculture sont articulées pour servir divers enjeux, comment elles participent à des asymétries de pouvoir et de savoir, ainsi que la manière dont elles contribuent à reconfigurer les espaces ruraux. Cette thèse se penche sur la circulation des représentations de l'agriculture au sein de la politique agricole et de projets de Développement et d'investissement ciblant le corridor de Nacala. Elle explore l'écart entre ces représentations et celles des sociétés Makhuwa qui l'habitent, ainsi que les mécanismes permettant aux représentations de coexister et de se matérialiser. L'analyse ancrée d'espaces investis et gris montre que les interactions entre les discours sur l'agriculture, leur matérialisation, et le contexte économique et politique Nord mozambicain, alimente des mécanismes de violence structurelle et une politisation des habitants. Cette recherche inductive se fonde sur des méthodes de recherche qualitative : observations, entretiens semi-structurés, immersions dans les sociétés Makhuwa et étude de la littérature grise. Elle est le fruit d'un travail de terrain totalisant un an au Nord du Mozambique.

**Mots clefs :** Mozambique, *political agronomy*, sécurité alimentaire, Développement rural, *science and technology studies*, société Makhuwa, foncier, violence structurelle

## Abstract

This thesis analyzes the circulation and the materialization of the discourse promoting the intensification of agricultural production and private investments in Africa to achieve food security and Development. It is based on the study of the agropolitical constellation, i.e. the set of actors interacting around the issue of agricultural production, in northern Mozambique. This thesis explores the transformation of spaces targeted by investments and of grey spaces, neglected by the agricultural policy, Development, as well as investment projects. Theoretical concepts from Geography, Political Agronomy, and Science and Technology Studies, are arrayed to analyze the knowledge and power relations, the ignorance, the manipulations, and the mechanisms of violence interacting over multiple scales and across different spaces. This work relies on the assumption that the productive logic of food security and Development is accompanied with various strategies aiming at the government of populations, the conquest of territories or the capture of resources. This thesis explores the manner in which the representations of agriculture are articulated to serve multiple stakes, the manner they contribute to power and knowledge asymmetries, as well as the processes by which they reshape rural spaces. This thesis investigates the circulation of agricultural representations in the agricultural policy and in several Development and investment projects targeting the Nacala corridor. It documents the gap separating these representations from those of the Makhuwa societies inhabiting the corridor. It sheds light on the mechanisms enabling their coexistence and their materialization. The grounded analysis of grey spaces and spaces targeted by investments reveals the manner the interactions between the discourse on agriculture, its materialization, and the economic and political context of northern Mozambique generate mechanisms of structural violence and a politicization of inhabitants. This inductive research is based on qualitative research methods: observations, semi-structured interviews, immersions in Makhuwa societies, and analysis of grey literature. It is based on field work totaling one year in northern Mozambique.

**Keywords:** Mozambique, political agronomy, food security, rural development, science and technology studies, Makhuwa societies, land tenure, structural violence.

## Remerciements

Cette thèse de doctorat est le fruit d'un raisonnement collectif, de nombreuses rencontres, ainsi que du soutien et de l'engagement d'une diversité de personnes et d'institutions. Dès lors, il me tient à cœur d'exprimer ma gratitude à toutes les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de ce travail de recherche.

Pendant quatre ans, j'ai eu l'incroyable chance de travailler sous la direction de Julie Trottier. Cette thèse est largement issue du programme de recherche qu'elle a élaboré depuis le milieu des années 2000 et autour duquel nous nous sommes rencontrés en 2010. Au cours de ces années, j'ai accumulé une dette scientifique considérable, composée d'emprunts bibliographiques, d'articulations théoriques, de rencontres académiques, ou encore de réflexions méthodologiques. Je ne pourrai pas, ni ne souhaite, rembourser cette dette et j'espère avoir un jour la chance de la transmettre. Julie, mes plus sincères remerciements pour tes conseils et tes pistes de recherche, pour ton temps, ton énergie, ainsi que tes nombreuses suggestions sur les différentes versions de ce manuscrit. Merci également à ta famille pour son accueil chaleureux, ainsi que pour ses multiples participations à cette thèse de doctorat.

Cette thèse, en particulier le travail empirique, n'aurait pas été possible sans les soutiens logistiques et financiers du projet ANR « De terres et d'eaux » (ANR-12-AGRO-0002-01), de la Faculté d'Agriculture de Cuamba, de l'Institut Français d'Afrique du Sud, de l'Université Paul Valéry, du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et de l'École Normale Supérieure de Paris. Je remercie en particulier mes collègues mozambicains de la Faculté d'Agriculture de Cuamba ainsi que Christiane, Géraldine et Lalao. Vous avez tous contribué de manière décisive à ce que cette thèse voit le jour. Mille mercis !

J'exprime ma profonde gratitude à toutes celles et ceux qui ont accepté de répondre à mes questions, qui m'ont accueillie dans leurs familles, et qui m'ont fait une place dans leur quotidien au Nord du Mozambique. Je vous remercie d'avoir rendu cette recherche possible. Vous avez profondément transformé ma compréhension du monde et je vous suis reconnaissante pour nos divers échanges. Je remercie en particulier mes familles d'accueil pour leur générosité, leur curiosité, et leur patience.

De nombreux chercheurs et collègues avec lesquels j'ai pu partager mes travaux et discuter au cours de ces années ont nourri cette recherche. Merci à Valérie Lavaud Letilleul pour son accompagnement lors des premières années de cette thèse. Merci à Eric Léonard et Gérard Chouquer qui ont fait partie du comité de suivi de thèse et m'ont prodigué de précieux conseils. Merci aux membres de l'ANR « De Terres et d'Eaux » avec lesquels j'ai pu faire mûrir mes réflexions, notamment Sara Fernandez, Olivia Aubriot, Stéphane Ghiotti, Lauriane Gay, Jeanne Perrier, Caroline Sarazin et Marie-Amélie Candau. Je suis également redevable aux membres du Pôle Foncier et au projet POST pour leurs excellents séminaires.

Ce travail a bénéficié d'une équipe de relecteurs aux yeux de lynx. Merci à Julie Trottier et Klervi Fustec qui ont relu l'intégralité de la première version de ce manuscrit et l'ont débarrassé de ses tournures les plus grossières. Dans ce cadre je remercie chaleureusement Lauriane Gay, Jeanne Perrier, Lucile Garçon, Louise Clochey, Celia Innocenti, et Maurice Leblond pour leurs relectures, leurs suggestions de reformulations, et leurs corrections. Merci à tous pour votre aide dans cette dernière ligne droite. Ne craignez, rien, je revendique toutes les erreurs restantes !

Merci à mon amie et collègue Anaïs Trousselle, dont le travail sur les mobilités et les circulations nicaraguayennes a profondément transformé ma vision de l'espace rural. Ton intelligence, ton énergie et ton humour ont animé mes années de doctorat, alimenté le Collège des Doctorants, et redessiné mes perspectives. Merci ! J'en profite pour remercier mes collègues du CODOC. Ce fut un honneur d'œuvrer à vos côtés.

Merci également à mes amies et collègues Lauriane Gay et Jeanne Perrier. Lauriane, merci pour ton soutien dans l'écriture et la réécriture de différents morceaux de cette thèse. Tes conseils et tes travaux sur la politique foncière en Ouganda m'ont profondément inspirée et je suis très heureuse d'avoir eu la chance de travailler à tes côtés. Jeanne, merci pour tes relectures et ton aide dans les moments critiques de mes aventures et mésaventures académiques. Merci aussi pour les différentes discussions qui me donnent hâte de lire tes travaux !

Ces années de doctorat ont été riches de divers apprentissages. J'ai pu enseigner grâce à Dorothée Colleton, Geneviève Cortès, Valérie Lavaud Letilleul et Julie Trottier. Merci pour votre confiance et votre aide. Merci aux étudiants pour leur intérêt et leurs questions des plus pertinentes. J'ai pu accéder à diverses sources grâce à la formidable équipe de la Bibliothèque Inter Universitaire de Saint Charles. Mais tout ne fut pas toujours si joyeux. Cette thèse a également été l'occasion d'explorer les facettes moins reluisantes de la science en action et d'en faire les frais. J'avais cru que nous avions plus en commun entre collègues chercheurs. J'ai donc beaucoup appris sur le fonctionnement de la « marre académique » en me frottant aux rouages de l'ascenseur socio-professionnel. Je remercie grandement Julie Trottier et Maître Lucy Dillenscheider pour leur accompagnement. Merci également à Maité Armangaud et Marc Regny Demery pour leurs talents de médiateurs.

Un ensemble de renforts familiaux ont été présents tout au long de cette thèse. Merci à tous, en particulier à mes parents et à mon frère. Merci également à mon compagnon pour son soutien infaillible, son écoute, ses relectures, ainsi que ses conseils. Merci aussi à ses parents. Merci à tous ! Vous avez su égayer notre quotidien et nos moments partagés.

Merci à mes collègues stagiaires, doctorants, et docteurs du laboratoire ART-Dev, qui ont transformé cette aventure scientifique en une aventure humaine. Merci à tous et en particulier à Emanuele, Sergio, Itane, Lauriane, Jeanne, Lucile, Monique, Rita, Paula, Celia D. et Celia I., Juliette, Marème, Julia, Karim, Embarka, Fadia, Joana, Klervi, Charlotte, Louise, Annabelle et Silvia. Merci à mes amis, si vous acceptez encore de figurer comme amis malgré mon manque de réponse à vos diverses sollicitations.

Merci également à tous ceux qui lors d'occasions précédentes m'ont mise sur la piste de cette thèse : Claire Chenu, Florent Mouillot, Serge Rambal, Thierry Doré, Pierre Benoît Joly, Claude Kergomard, Magali Reghezza-Zitt, Pauline Guinard, Michel Foucher et Michel Volovitch. Merci pour votre énergie et pour vos diverses impulsions au cours de mes années de formation.

Je tiens enfin à remercier Xavier Arnauld de Sartre, Rozenn Nakanabo Diallo, Christine Raimond, et Philip Woodhouse, qui ont accepté de participer au jury de cette thèse.

## Table des matières

<b>Résumé</b> .....	3
<b>Abstract</b> .....	4
<b>Remerciements</b> .....	5
<b>Table des matières</b> .....	7
<b>Table des figures</b> .....	11
<b>Table des tableaux</b> .....	13
<b>Liste des sigles et acronymes les plus utilisés</b> .....	15
<b>Nota Bene pour faciliter la lecture</b> .....	21
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>23</b>
1. Agriculture, discours et pouvoir .....	24
2. Comment appréhender les interactions entre acteurs au sujet de l’agriculture .....	27
3. Contributions à l’étude de la circulation et de la matérialisation des discours sur l’agriculture.....	29
4. Organisation de la thèse .....	31
 <b>PARTIE I : CADRES THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE</b> .....	 <b>35</b>
 <b>CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE</b> .....	 <b>37</b>
Section 1 – Contexte scientifique : géographie politique des interventions dans l’agriculture africaine .....	38
1.1. Constructions et déconstructions des discours productionnistes .....	39
1.2. Pouvoir et production agricole : le poids des Etats africains .....	41
1.3. Les transformations des espaces ruraux en Afrique australe au prisme des investissements privés dans l’agriculture.....	44
Section 2 – Limites et proposition de deux notions heuristiques .....	46
2.1. Quelques lacunes dans la littérature .....	46
2.2. La notion de constellation agropolitique .....	49
2.3. La notion d’espace gris .....	55
Section 3 – Cadre conceptuel .....	61
3.1. Le prisme de la coproduction des savoirs et des rapports de pouvoir .....	62
3.2. Les enjeux d’appropriation de l’espace et des ressources .....	69
3.3. Saisir et situer la violence .....	81
Conclusion du chapitre 1 .....	90
 <b>CHAPITRE 2 : METHODOLOGIE ET CHOIX DU TERRAIN</b> .....	 <b>93</b>
Section 1 - Identifier un espace cible, construire un terrain .....	94
1.1. L’attractivité du Nord du Mozambique .....	94
1.2. Evolution des questions de recherche et redéfinition de l’espace d’enquête .....	96
1.3. Une conception de l’espace au carrefour de trois approches géographiques .....	109
Section 2 - Une approche symétrique d’une constellation agropolitique à l’épreuve de relations de pouvoir asymétriques .....	111
2.1. Comprendre et caractériser des acteurs au poids variable et aux ressources inégales .....	112
2.2. Analyser les situations d’interaction entre acteurs de la constellation agropolitique .....	121
Section 3 - Posture de l’enquêteur : nécessaire réflexivité .....	128
3.1. Un <i>préterrain</i> à la marge.....	128
3.2. Asymétrie enquêteur/enquêtés .....	135
Conclusion du chapitre 2 .....	138



**PARTIE II : LA CONSTELLATION AGROPOLITIQUE AU PRISME DE L'ADOPTION D'UNE POLITIQUE AGRICOLE ..... 141**

**CHAPITRE 3 : LA COPRODUCTION DU PLAN STRATEGIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE MOZAMBICAIN (PEDSA) ..... 143**

<b>Section 1 - L'appareil institutionnel du PEDSA</b>	<b>145</b>
1.1. Un nouveau plan sectoriel intégrateur.....	146
1.2. Un alignement sur les politiques agricoles régionales et continentales.....	150
1.3. Une procédure public-privé-bailleurs.....	152
<b>Section 2 - Le dispositif conceptuel</b>	<b>156</b>
2.1. Le diagnostic : rôle central de l'agriculture, fort potentiel, petits producteurs et défis.....	157
2.2. La stratégie de Développement : réponses technico-institutionnelles et espaces cibles.....	161
<b>Section 3 - Le PEDSA entérine une coproduction « standard » de l'agriculture</b>	<b>164</b>
3.1. Une représentation moderne centrée sur l'Etat.....	165
3.2. Un secteur associé au Développement et à la Sécurité Alimentaire.....	171
3.3. L'espace de production : un potentiel à mettre en valeur.....	180
<b>Conclusion du chapitre 3</b>	<b>190</b>

**CHAPITRE 4 : LA COPRODUCTION DU PEDSA A L'EPREUVE DU NORD DU MOZAMBIQUE. 193**

<b>Section 1 - Une exploration portugaise limitée et une économie mercantile</b>	<b>195</b>
1.1. Un espace peu exploré par les puissances européennes.....	195
1.2. Une intégration dans les réseaux marchands de l'océan Indien.....	198
1.3. Une colonie virtuelle à la veille de la conférence de Berlin.....	201
<b>Section 2 - La fragmentation du territoire colonial et la marginalisation de la région nord</b>	<b>203</b>
2.1. L'intégration du Sud dans l'économie minière sud-africaine.....	205
2.2. L'économie logistique et de plantation du Centre et de la vallée du Zambèze.....	205
2.3. Le territoire militaire du district de Moçambique.....	207
2.4. La compagnie du Nyassa : entre exploitation et abandon.....	208
<b>Section 3 - Un gouvernement colonial indirect coercitif et contesté</b>	<b>212</b>
3.1. « L'inversion » de la politique africaine du Portugal et la construction d'un Etat colonial.....	213
3.2. Une intégration inégale des africains <i>via</i> le régime du coton et les plantations coloniales.....	216
3.3. L'ancrage limité de l'Etat colonial et la lutte pour l'indépendance.....	219
<b>Section 4 - Socialisation et Guerre Civile : intégration ratée et désorganisation de la production</b>	<b>223</b>
4.1. La période du « socialisme » au pouvoir : perturbations sans transformation.....	223
4.2. Destruction et polarisation des espaces ruraux par la guerre civile.....	226
4.3. L'entrée dans le régime de l'aide et l'affirmation d'un virage libéral.....	230
<b>Section 5 - Une gouvernementalité néolibérale de l'agriculture au Nord du Mozambique</b>	<b>232</b>
5.1. Une reterritorialisation des interventions dans l'agriculture par l'aide au développement.....	233
5.2. Peu d'investissements privés et un retour de la production sous-contrat.....	235
5.3. Une appropriation de l'espace de production importante mais fragmentée.....	239
5.4. Pouvoir et accumulation : marginalisation de l'agriculture et tensions.....	244
<b>Conclusion du chapitre 4</b>	<b>248</b>

**CHAPITRE 5 : LE PEDSA, UN INSTRUMENT D'EXTRAVERSION ..... 253**

<b>Section 1 – Une coproduction sélective qui occulte les contraintes des producteurs</b>	<b>254</b>
1.1. Un espace largement approprié.....	254
1.2. Une productivité agricole limitée par la pluriactivité et l'accès à la main-d'œuvre.....	259
1.3. Les multiples intégrations dans les marchés.....	262
<b>Section 2 – Une « vitrine » permettant de capter des ressources</b>	<b>266</b>
2.1. Reproduire le gouvernement grâce au régime de l'aide.....	266
2.2. Détourner le discours de la sécurité alimentaire.....	269
2.3. Un instrument qui ne contraint ni les élites ni les partenaires de Développement.....	274

<b>Section 3 – Un instrument de reproduction des élites agro-industrielles</b>	<b>278</b>
3.1. Corridors et reproduction socio-spatiale .....	278
3.2. Le PEDSA et la légitimation d'un nouveau cycle d'investissement.....	281
3.3. Un instrument qui permet de déplacer la critique .....	285
<b>Conclusion du chapitre 5</b>	<b>287</b>

**PARTIE III : CIRCULATIONS DES DISCOURS ET DES REPRESENTATIONS ET FRICTIONS ENTRE ACTEURS DE LA CONSTELLATION AGROPOLITIQUE..... 289**

**CHAPITRE 6 : DEVELOPPER LE CORRIDOR DE NACALA : CIRCULATION DES DISCOURS, ECONOMIE D'APPARENCES, ET CONTESTATIONS ..... 291**

<b>Section 1 – La circulation du discours sur la transformation de l'agriculture dans un espace cible</b>	<b>293</b>
1.1. Un cadrage commun, des interventions centrées sur le financement.....	295
1.2. Administrer la preuve pour attirer des partenaires et justifier des interventions .....	297
1.3. Se légitimer en mobilisant les politiques nationales .....	303
<b>Section 2 – La construction d'une économie d'apparences et ses déboires : le cas du projet ProSAVANA</b>	<b>305</b>
2.1. ProSAVANA : une économie d'apparences pour attirer des investisseurs privés .....	305
2.2. Une coalition contre l'accaparement des terres .....	310
2.3. Le déploiement d'une contestation des apparences.....	315
<b>Section 3 – Construite une approbation et diviser l'opposition pour imposer ProSAVANA</b>	<b>321</b>
3.1. Modifier son discours pour éviter les critiques .....	322
3.2. Subvertir l'opposition en infiltrant les communautés du corridor .....	328
3.3. Mettre en scène une approbation.....	331
3.4. Diviser l'opposition et remodeler la « Société Civile » .....	335
<b>Section 4 – Le décalage entre les discours et les transformations du corridor de Nacala</b>	<b>340</b>
4.1. La territorialisation d'un corridor logistique.....	341
4.2. La faible territorialisation de ProSAVANA.....	344
4.3. La territorialisation des autres projets de Développement et d'investissement. ....	346
<b>Conclusion du chapitre 6</b>	<b>351</b>

**CHAPITRE 7 : LA CONSTELLATION AGROPOLITIQUE A PARTIR DES SOCIETES MAKHUWA, POPULATION « CIBLE » ..... 355**

<b>Section 1 –Éléments d'économie et de société Makuwa</b>	<b>359</b>
1.1. L'idéal typique : des économies humaines mobiles et sans Etat.....	360
1.2. Des éclatements socio-spatiaux en période coloniale et postcoloniale .....	368
1.3. Des sociétés hétérogènes : différenciations sociales et économiques.....	382
<b>Section 2 – L'appropriation de la terre</b>	<b>392</b>
2.1. Ancrages fonciers et détachements .....	393
2.2. Terre qui ne se vend pas et terre qui s'achète .....	398
2.3. Confiance et défiance dans l'accès à la terre en situation de pluralisme .....	402
<b>Section 3 – Les armes des faibles : résistances et détournements au sein du corridor</b>	<b>408</b>
3.1. Un régime cotonnier à priori désavantageux et contraignant.....	410
3.2. Vivre avec le coton: intérêts et détournements.....	413
3.3. Détourner les interventions et s'en accommoder .....	419
<b>Conclusion du chapitre 7</b>	<b>421</b>

**CHAPITRE 8 : LES RENCONTRES ENTRE HABITANTS, INVESTISSEURS ET ADMINISTRATIONS AU NORD DU MOZAMBIQUE..... 423**

<b>Section 1 – De la procédure légale au dispositif socio-spatial</b>	<b>428</b>
1.1. L'institutionnalisation de la consultation communautaire .....	429

1.2. Des représentations divergentes de la terre et de l'investissement .....	441
<b>Section 2 – Asymétrie de pouvoir et mise en retrait des intermédiaires</b>	<b>460</b>
2.1. Les administrations sous pression .....	462
2.2. La mise en retrait des autorités communautaires.....	468
2.3. Le silence de la « société civile ».....	474
<b>Section 3 – Asymétries de savoir et ruse de l'ignorance</b>	<b>477</b>
3.1. Ruses d'investisseurs : l'art du silence et la maîtrise des promesses .....	478
3.2. Ruses d'habitants : façades consensuelles et opacités.....	482
3.3. Ruses d'associations de producteurs : l'opposition insaisissable .....	485
3.4. L'échec de la ruse et le retour de la violence .....	486
<b>Conclusion du chapitre 8</b>	<b>489</b>
<b>PARTIE IV : HABITER DES ESPACES INVESTIS ET DES ESPACES GRIS.....</b>	<b>493</b>
<b>CHAPITRE 9 : VIVRE DANS LES ESPACES INVESTIS. DEUX CAS DE DEPLOIEMENT D'INVESTISSEMENT AGRICOLE .....</b>	<b>495</b>
<b>Section 1 – Un bloc de producteurs émergents : le cas d'Ipalame</b>	<b>498</b>
1.1. Les frictions entre un projet et une société hôte .....	499
1.3. Au-delà du refus « d'émerger » .....	511
1.4. Le renforcement d'une zone d'opposition ?.....	519
<b>Section 2 – Wotha, un espace interstitiel au centre du corridor</b>	<b>525</b>
2.1. Exclusions et violence infrastructurelle .....	525
2.2. Une dégradation de l'ordre social .....	538
2.3. La violence de l'aide au développement .....	544
<b>Conclusion du chapitre 9</b>	<b>550</b>
<b>CHAPITRE 10 : QUE SE PASSE-T-IL DANS LES ESPACES GRIS ? .....</b>	<b>553</b>
<b>Section 1 – Le pire n'est peut-être pas ce que les politiques agricoles font mais ce qu'elles ne font pas</b>	<b>556</b>
1.2. Discours d'abandon et critiques d'abondances.....	556
1.2. Rationaliser l'abandon : Etat corrompu et Etat régionaliste .....	562
1.3. Détournements et conversions politiques .....	567
<b>Section 2 - Le cas du « Fonds des 7 Millions » : Décentralisation de la corruption et tensions</b>	<b>572</b>
1.1. Qui « mange » le « Fonds des 7 Millions » ?.....	573
1.2. Violences structurelles et tensions dans les espaces gris.....	581
<b>Conclusion du Chapitre 10</b>	<b>590</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>593</b>
1. Des discours globaux à la transformation des territoires au Nord du Mozambique : circulation d'un discours productionniste, appropriations de ressources, et violences .....	594
2. Ouvrir de nouvelles pistes de recherche .....	600
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>605</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>645</b>

## Table des figures

Figure 1.1 : Différentes représentations et appropriations spatiales	72
Figure 2.1 : Schéma de la démarche itérative déployée au cours de cette thèse	97
Figure 2.2 : Schéma des temporalités de l'enquête et des phénomènes observés	98
Figure 2.3 : Photographies de collecte d'échantillons de sols	101
Figure 2.4 : Photographie d'experts prélevant un échantillon de sol	101
Figure 2.5 : Schéma des approches de l'espace combinées dans cette thèse	111
Figure 2.6 : Photographie des conditions de l'immersion	133
Figure 3.1 : Schéma du processus du CAADP	153
Figure 3.2 : Structures de signification relatives à la sécurité alimentaire dans le PEDSA	179
Figure 3.3 : Cartes d'aptitudes des terres au Mozambique	182
Figure 4.1 : Extraits de la carte de Boulton d'Anville (1794) centrés sur le Mozambique	196
Figure 4.2 : Carte du commerce d'importation et d'exportation du Mozambique en 1882	200
Figure 4.3 : Carte de l'occupation de l'Afrique avant la conférence de Berlin de 1883	202
Figure 4.4 : Carte du Mozambique après 1891	204
Figure 4.5 : Carte de la Compagnie de Nyassa	209
Figure 4.6 : Carte des réserves foncières du Mozambique en 1940	215
Figure 4.7 : Carte de la lutte de libération du Mozambique	221
Figure 4.8 : Zones contrôlées par la RENAMO en 1992	228
Figure 4.9 : Carte des usages des sols au Mozambique du DNTF (2010)	241
Figure 4.10 : Extrait de la carte d'usage des sols du DNTF dans le corridor de Nacala	242
Figure 4.11 : Comparaison de trois cartes d'usage des sols	243
Figure 4.12 : Schéma des recompositions de la constellation agropolitique au Nord du Mozambique entre le XII <sup>ème</sup> siècle et 1920	250
Figure 4.13 : Schéma des recompositions de la constellation agropolitique au Nord du Mozambique entre 1930 et 2010	251
Figure 5.1 : Carte de la répartition de la population au Nord du Mozambique (2007)	255
Figure 5.2 : Carte des surfaces brûlées détectées par MODIS entre 2000 et 2008	257
Figure 5.3 : Terres disponibles par province du Mozambique d'après les zonages de 2008 et 2013	258
Figure 5.4 : Carte des bassins de production et de consommation de maïs en 2004	271
Figure 5.5 : Schéma de la reproduction des spatialités des interventions dans l'agriculture au Mozambique	280
Figure 5.6 : Frise des différents cycles d'investissement privé dans l'agriculture au Nord du Mozambique	282
Figure 6.1 : Carte des différents projets dans le corridor de Nacala	295
Figure 6.2 : Représentations spatiales de quelques projets dans le corridor de Nacala	300
Figure 6.3 : Schéma simplifié du Programme de Coopération Japon Brésil pour la Savane Africaine	306
Figure 6.4 : Cartes des zones potentielles pour le Développement d'exploitations de grande taille, ProSAVANA	309
Figure 6.5 : "C'est difficile de duper un peuple qui sait lire et écrire". Affiche pour la promotion de l'éducation dans le corridor de Nacala	314
Figure 6.6 : "La recolonisation du Mozambique aux mains de l'agro-négoce". Journal d'information dans le corridor de Nacala	317
Figure 6.7 : Représentation symbolique de la lutte pour la terre produite par des organisations religieuses	318

Figure 6.8 : Affiche de communication du programme ProSAVANA	325
Figure 6.9 : Photographie du dédoublement de la voie ferrée à Mutuali.	343
Figure 6.10 : Projets financés ou soutenus par ProSAVANA-PEM	346
Figure 6.11 : Carte des surfaces en plantation agricole et forestière	348
Figure 7.1 : Carte ethnographique simplifiée du Nord du Mozambique	356
Figure 7.2 : Carte des groupes ethniques au Nord du Mozambique dans les années 1960	356
Figure 7.3 : Représentation schématique de la descendance Makuwa et des membres d'un matriclan partageant le même groupe résidentiel	362
Figure 7.4 : Schéma de l'organisation socio-spatiale d'un groupe résidentiel Makuwa	363
Figure 7.5 : Carte de localisation des sites étudiés dans le chapitre 7	368
Figure 7.6 : Schéma simplifié de la trajectoire de la zone d'Ipalame	374
Figure 7.7 : Schéma simplifié de la trajectoire de la zone de Kharamu	381
Figure 7.8 : Photographie d'une famille de travailleurs agricoles journaliers	388
Figure 7.9 : Photographie d'un lieu d'enterrement des habitants d'Ipalame	394
Figure 7.10 : Photographie d'une parcelle vendue dans la zone d'Ipalame	401
Figure 7.11 : Schéma de trois situations foncières détaillées dans le chapitre 8	406
Figure 7.12 : Rendements moyen de coton pluvial (2000-2014)	411
Figure 8.1 : Photographie d'une consultation communautaire à Kharamu (2014)	425
Figure 8.2 : Schéma du processus d'obtention d'un Droit d'Usage et d'Exploitation de la Terre (DUAT)	440
Figure 8.3 : Carte des sites d'étude dans le corridor de Nacala	442
Figure 8.4 : Superposition des titres et des certificats dans la zone de Kharamu	443
Figure 8.5 : Croquis de la rencontre à Ipalame le 07/03/2014	460
Figure 8.6 : Croquis des rencontres et de la consultation communautaire à Ekhuni (mai 2016)	464
Figure 8.7 : Comparaison de l'ancien titre et du nouveau titre demandé par l'investisseur à Ipalame	479
Figure 8.8 : Comparaison des anciens titres et du nouveau titre demandé par l'investisseur à Wotha	481
Figure 8.9 : Photographie de la signature des actes de consultation communautaire à Ekhuni	487
Figure 9.1 : Schéma des relations entre les producteurs du bloc ayant contribué à leur entrée dans le projet	502
Figure 9.2 : Surface de cotons désherbées et non désherbées dans le bloc d'Ipalame	504
Figure 9.3 : Photographie du bloc modèle d'Ipalame lors de la visite sectorielle de 2015	505
Figure 9.4 : Photographie du semis de maïs tardif dans le bloc d'Ipalame	506
Figure 9.5 : Photographie de parcelles de maïs n'ayant pas levé dans le bloc d'Ipalame	506
Figure 9.6 : Schéma des entrées et des sorties dans le bloc d'Ipalame	510
Figure 9.7 : Photographie du bloc d'Ipalame enherbé en 2017	511
Figure 9.8 : Photographie des réoccupations et remises en culture du bloc d'Ipalame en 2017	511
Figure 9.9 : Accusations de sorcellerie à Ipalame	514
Figure 9.10 : Image satellite et croquis du village de Wotha	527
Figure 9.11 : Photographie d'un foyer producteur de maïs de Wotha	528
Figure 9.12 : Photographie du passage des conteneurs à charbon	528
Figure 9.13 : Photographie des terres travaillées par l'Entreprise A en 2015	535
Figure 9.14 : Carte et images des transformations des usages de la terre à Wotha	536
Figure 9.15 : Photographie des anacardiens semés par l'Entreprise A	537
Figure 9.16 : Photographie d'un carnet de recensement des membres de la RENAMO	542
Figure 9.17 : Photographie d'un travailleur en train de construire un séchoir à maïs à l'intérieur d'une maison	543

Figure 10.1 : Photographie d'une jeune fille s'apprêtant à traverser sous un train de charbon à l'arrêt	558
Figure 10.2 : Photographies d'acheteurs de produits agricoles en 2015 et 2017	560
Figure 10.3 : Photographies de récoltes endommagées dans le district de Monapo	564
Figure 10.4 : Photographie d'une cargaison de maïs achetée à Khapa et à destination de Nampula	567
Figure 10.5 : Photographie d'un drapeau de la RENAMO installé dans la zone de Kharamu	570
Figure 10.6 : Photographie d'un commerce bénéficiaire du "Fonds des 7 Millions"	580
Figure 10.7 : Photographie de l'école détruite du village M.	583

## **Table des tableaux**

Tableau 2.1 : Liste des sites d'études et caractéristiques sommaires	103
Tableau 2.2 : Liste des investisseurs privés dans l'agriculture ou la foresterie interviewés et des sites visités	115
Tableau 2.3 : Décompte des entretiens conduits en 2014, 2015 et 2017	121
Tableau 3.1 : Liste des plans et programmes agricoles coexistant avec le PEDSA et le PNISA au Mozambique	149
Tableau 3.2 : Types d'exploitation distingués dans le PEDSA	159
Tableau 3.3 : Résumé de la stratégie de Développement agricole du PEDSA	162
Tableau 3.4 : Synthèse des représentations du PEDSA explorées dans le chapitre 3	192
Tableau 4.1 : Nombre d'exploitations agricoles par district en 1967	218
Tableau 4.2 : Cultures produites selon que les producteurs sèment ou non du coton	238
Tableau 5.1 : Statistiques de l'emploi agricole par province (2009)	261
Tableau 5.2 : Vente et achat de maïs par région d'après (2005)	261
Tableau 5.3 : Nombre d'exploitations agricoles et surfaces produisant du coton du tabac et du sésame (2009)	263
Tableau 5.4 : Balance régionale pour les céréales (2004/2005)	270
Tableau 5.5 : Eléments de budget du PNISA	272
Tableau 5.6 : Détail du budget de la composante "Production et Productivité" d'après le PNISA	273
Tableau 5.7 : Budget estimé du PNISA et valeurs sécurisées	275
Tableau 5.8 : Projets d'agriculture à grande échelle validés par le CPI entre 2007 et 2011	284
Tableau 6.1 : Différents projets promouvant le Développement de l'agriculture et des infrastructures dans le corridor de Nacala	294
Tableau 6.2 : Représentations spatiales et administration de la preuve pour différents projets dans le corridor de Développement	299
Tableau 6.3 : Budgets des principaux projets dans le corridor de Nacala	342
Tableau 7.1 : Sous-groupes ethniques Makhuwa	358
Tableau 7.2 : Activités menées dans le milieu rural permettant l'accumulation de capitaux	386
Tableau 7.3 : Activités des personnes et des foyers en situation de "souffrance" ou de précarité	391
Tableau 8.1 : Liste des sites de consultation étudiés dans le chapitre 8	445
Tableau 10.1 : Mécanismes de corruption associés au "Fonds des 7 Millions"	575



## Liste des sigles et acronymes les plus utilisés

AAM : Association des producteurs de coton du Mozambique

ABC : Agence de Coopération Brésilienne

ACORD : Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement

ADECRU : Action Académique pour le Développement des Communautés Rurales

AEEB: *Agricultural Economics Education Board*

AGC: *Agricultural Growth Corridors*

AGRA : Alliance pour la Révolution Verte en Afrique

AGRED : *Agriculture and Rural Economic Development*

AGRODEP: *African Growth and Development Policy Modeling Consortium*

AICAJU : Association des industriels de l'anacarde

ASCs : *Agribusiness Service Clusters*

ASCUT : Alliance de la Société Civile contre l'Usurpation des Terres

ASSANA : Association pour le Développement de Nampula

BAGC : *Beira Agricultural Growth Corridor*

BSAC: *British South Africa Company*

CAADP/PDDAA: *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme*

CAP: *Censo Agro Pecuario/ Recensement Agropastoral*

CARDESA: *Center for Agricultural Research in South Africa*

CAL : Entreprise Corredor Agro-Limitada

CCSA : Comité de Coordination du Secteur Agricole

CEB : Communautés Ecclésiales de Base

CEPPAG : Centre de Recherche sur les Politiques et les Programmes Agricoles et Alimentaires

CGE : *Computable General Equilibrium/modèles d'équilibre généraux*

CGIAR: *Consultative Group on International Agricultural Research*

CLUSA: *Cooperative League of USA*

CMAAE: *Collaborative Masters Programme in Agriculture and Applied Economics in Eastern, Central and Southern Africa*



CPI : Centre de Promotion de l'Investissement

CPP : Commissions de Planifications Provinciales

CTA : Confédération des Associations Economiques

DINOPROC : Directeurat National pour l'organisation de la Production Collective

DNTF : Direction Nationale des Terres et Forêts

DSGD : Division Stratégique de Développement et Gouvernance

DUAT : Droit d'Usage et d'Exploitation de la Terre

EMBRAPA : Agence Brésilienne de Recherche Agricole

EMPRENDA: *Empowering Private Enterprises in the Development of Agriculture*

ESAN : Stratégie pour la Sécurité Alimentaire Nutritionnelle

FAO : *Food and Agricultural Organisation*

FAPRI : *Food and Agricultural Policy Research Institute*

FDA : Fond de Développement Agricole

FGV : Fondation Getulio Vargas

FIR : Forces d'Intervention Rapides

FMI : Fond Monétaire International

FONAGNI : Forum des ONG de Niassa

FONGZA : Forum des ONG de Zambézia

FONPA : Forum national des Producteurs de Coton

FRELIMO : Front de libération du Mozambique

FtF : *Feed The Future*

GAEZ : Zones Agro Ecologiques Globales

GAFSP : *Global Agricultural and Food Security Program*

GAZEDA : Cabinet des Zones économiques et de Développement Accéléré du Mozambique

GPS : *Global Positioning System*

GAIN : *Global Alliance for Improved Nutrition*

GEIN : Groupe d'Entreprises Issufo Nurmamade

IAM : Institut du Coton du Mozambique

IFAD/FIDA : *International Fund for Agricultural Development*

IFPRI : *International Food Policy Research Institute*

IIAM : Institut pour la Recherche Agricole au Mozambique

INE : Institut National de Statistique

Iramuteq ou IRaMuTeQ : Interface de R pour les Analyses Multidimensionnelles de Textes et de Questionnaires

JA ! : *Justiça Ambiental !*

JEAC : *Junta de Exportação de Algodão Colonial*

JICA : *Japan International Cooperation Agency*

JFS : *Compagnie João Ferreira dos Santos*

LDH : Ligue Mozambicaine des Droits de l'Homme

MADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

MANU : *Makonde African National Union*

MASA : Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire

MCA : *Millenium Challenge Account*

MCSC : Mécanisme de Société Civile pour le corridor de Nacala

MDP : Ministère de la Planification et du Développement

MEAU : *Missão de Estudos Agronómicos do Ultramar*

MINAG : Ministère de l'agriculture

MITADER : *Ministerio de Terra, Ambiente e Desenvolvimento Rural*

MERRISA : *Macroeconomic Reforms and Regional Integration in Southern Africa*

MLT : *Mozambique Leaf Tobacco*

MONAP: *Mozambique Nordic Agricultural Programme*

MOZCAPAN: *Mozambique Policy Analysis and Planning Capacity for Improved Food Security and Nutrition Outcomes*

MNR : *Mozambique National Resistance*

MSU : Université d'Etat du Michigan

MZN : Nouveau Métical Mozambicain

NCBA : *National Cooperative Business Association*

NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

NORAD : Agence Norvégienne pour la Coopération et le Développement

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OGM : Organismes Génétiquement Modifiés

OIIL : *Orçamento de Investimento de Iniciativa Local*

OMC : *Organisation Mondiale du Commerce*

OMM : *Organização da Mulher Moçambicana/ Organisation de la Femme Mozambicaine*

ONG : *Organisation Non Gouvernementale*

ORAM : Association rurale d'aide mutuelle

OXFAM : *Oxford Committee for Famine Relief*

PAMA : Programme d'Aide aux Marchés Agricoles

PDDAA/CAADP : Programme pour le Développement de l'Agriculture Africaine

PDP : Politique des Districts Prioritaires

PDIF : *ProSAVANA Development Initiative Fund*

PEDEC : Projet de Stratégies Economiques de Développement du Corridor de Nacala

PEDSA : Plan Stratégique pour le Développement du Secteur agricole

PIB : Produit Intérieur Brut

PNDA : Plan National de Développement de l'Agrobusiness

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

PNISA : Plan National d'Investissement pour le Secteur Agricole

PPOSC : Plateforme Provinciale de la Société civile de Nampula

PROAGRI : Programme National du Mozambique pour le Développement Agricole

PROIRRI : Programme d'Irrigation Durable

PROMER : Programme de Promotion des Marchés ruraux

QIP: *Quick Impact Projects*

RENAMO : Résistance Nationale du Mozambique

ReNAPRI : Réseau Régional d'Institutions de Recherche sur les Politiques Agricoles

SACADA : Chambre d'Agriculture d'Afrique du Sud pour le Développement de l'Agriculture en Afrique

SADC : Communauté de Développement d'Afrique australe

SADCC : *Southern African Development Coordination Conference*

SAGCOT : *Southern Agricultural Growth Corridor*

SAKSS : Système d'Analyse Stratégique d'Appui à la Connaissance

SAM : *Social Accountability Matrix*/Matrice des Compatibilité Sociale

SAMO : Société Cotonnière de Monapo

SAN : Société Cotonnière du Niassa

SDAE : Services de l'Agriculture dans les Districts

SDI : *Spatial Development Initiative*

SETSAN : Secrétariat Technique de la Sécurité Alimentaire

SGDRN : Société pour la Gestion et le Développement de la Réserve de Niassa

SIG : Système d'Information Géographique

SMEs : *Small and Medium size Enterprises*

SODAN : Société de Développement Cotonnier de Namialo

SPGC : Service Provincial de Géographie et du Cadastre

SWAps : *Sector Wide Approches*/ Programmes d'approche sectorielle

TIA : *Trabalho de Inquerito Agricola*/ Enquête agricole

TICAD : Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique

UCA : Union des Paysans Associés de Lichinga

UCASN : Union des Paysans du Sud du Niassa

UDENAMO : Union Démocratique Nationale du Mozambique

UNAMI : Union Nationale Africaine du Mozambique Indépendant

USAID : Agence des États-Unis pour le Développement International

UNAC : *União Nacional de Camponeses*/ Union Nationale des Paysans

UPCN : Union Provinciale des paysans du Niassa

UP : Unité de Production reprise par l'Etat mozambicain après l'indépendance

WEF : *World Economic Forum*/Forum Economique Mondial

WNLA : *Witwatersrand Native Labour Association*

WWF : *World Wildlife Fund*



## **Nota Bene pour faciliter la lecture**

L'italique est employé pour les mots empruntés à des langues étrangères.

Les guillemets sont employés :

- pour les termes controversés ou polysémiques,
- lorsque nous reprenons les termes employés par les acteurs,
- pour encadrer les citations.

Le Développement est orthographié avec une majuscule, pour rappeler que cette thèse cherche à problématiser ce concept et ses interventions dans les espaces ruraux.



## Introduction

Cette thèse en géographie fait suite à des recherches sur la modélisation informatique globale de l'agriculture et l'alimentation (Leblond et Trottier 2016). Ces instruments situés incorporent des formalisations centrées sur une production agricole industrialisée et intégrée dans les marchés internationaux. Leurs équations privilégient les demandes économiques par rapport aux besoins alimentaires, font abstraction des questions de transport et passent sous silence les nombreux usages « non productifs » des sols. Or les trajectoires des modélisations sont façonnées par leurs communautés épistémiques et non pas par leurs domaines de validité.

Dans les années 1970-1980, les premiers modèles internationaux étaient utilisés par les agences de recherche ou de ministères nationaux pour prédire la production du secteur agricole et les échanges internationaux. Dans les années 1990-2000, les modèles sont devenus des supports de négociation internationale, d'élaboration de consensus, de construction ou encore d'évaluation de politiques publiques dans les pays récipiendaires de l'aide au développement. Une modélisation comme celle des *Global Agro Ecological Zones*, à l'origine développée par la FAO et l'IIASA (*International Institute for Applied Systems Analysis*) pour estimer le potentiel de production de la planète, est aujourd'hui présentée devant la Banque mondiale pour estimer la rentabilité en dollars d'investissements sur tel ou tel pixel en fonction du ratio entre la valeur de la production potentielle et de la production actuelle (Leblond et Trottier 2016). Des modèles d'équilibre généraux développés par l'*International Food Policy Research Institute* (IFPRI), et à l'origine inspirés du secteur agricole américain, sont en parallèle utilisés pour formuler et évaluer les nouveaux plans agricoles dans de nombreux pays africains. Connus sous le nom de *Plans pour le Développement de l'Agriculture Africaine* (PDDAA, ou CAADP), et adoptés massivement à partir des années 2005, ces plans privilégient l'investissement privé (Brüntrup 2011; Fouilleux et Balié 2009).

Ces applications des modélisations informatiques de l'agriculture et de l'alimentation soulèvent de nombreuses questions : pourquoi ces modèles sont-ils adoptés par les pays africains ? Quels effets ces instruments ont-ils sur le fond et la forme des politiques publiques ? Quelles sont les interactions entre modélisation et investissement privé ? Plus fondamentalement, quels impacts ont-ils sur « le terrain » ? Que se passe-t-il quand le contenu des pixels ne correspond pas aux simulations ? Béatrice Hibou (1998) analyse les discours de



la Banque mondiale comme un « catéchisme » : simplifié à outrance, répété à profusion, jamais remis en question. Que se passe-t-il lorsque le catéchisme pro-investissement agricole et productiviste s'ancre dans l'espace rural ? Est-ce que les investisseurs changent de discours et adaptent leurs projets ? Restent-ils fidèles à leurs représentations et essayent-ils de convaincre les habitants ? De les intégrer ? De les exclure ? C'est dans ce contexte que cette thèse interroge comment le discours dominant sur l'agriculture et l'alimentation, qui promeut le doublement de la production agricole mondiale d'ici 2050, se déploie et se matérialise au Nord du Mozambique.

Le discours dominant sur l'agriculture et l'alimentation annonce la nécessité de doubler la production d'ici 2050 (FAO 2010b; Tomlinson 2011). Il mobilise de nombreuses représentations spatiales telles que les surfaces vacantes, les terres marginales, les zones à fort écart au potentiel de production, ou encore les hot-spots d'insécurité alimentaire (Chouquer 2012b; Leblond et Trottier 2016). Cette thèse étudie la circulation de ces représentations et les processus par lesquels elles contribuent aux transformations socio-spatiales des espaces ruraux. Elle s'intéresse en particulier à leurs inscriptions dans les politiques agricoles adoptées dans le cadre du CAADP. Les objectifs affichés de production et de sécurité alimentaire de ces politiques agricoles sont accompagnés de stratégies de gouvernement de populations, d'occupation d'espaces ou encore de captures de ressources portées par une diversité d'acteurs. Mon objectif est alors d'éclairer comment les représentations de l'agriculture sont mobilisées pour servir ces enjeux, comment elles participent à, ou transforment, des asymétries de pouvoir et de savoir, ainsi que la manière dont elles contribuent à reconfigurer les espaces ruraux.

## 1. Agriculture, discours et pouvoir

L'agriculture est une activité à la fois matérielle, technique, sociale et politique qui s'inscrit dans l'espace. Elle est façonnée par une myriade d'acteurs aux ressources différenciées et aux objectifs parfois contradictoires. L'agriculture est une activité lucrative qui permet de générer des rentes et des retours sur investissement. C'est également une manière de conquérir des espaces et de gouverner des populations. Enfin c'est une activité sociale qui s'inscrit dans des processus d'émancipation ou encore de relégation. Ces différents objectifs sont rarement compatibles.

L'agriculture est un enjeu de pouvoir et de constructions discursives. Les savoirs scientifiques sur l'agriculture, comme ceux sur l'eau, sont façonnés par des mécanismes sociaux et politiques (Trottier, 2007). Dès les années 1940 de nombreux acteurs ont promu la représentation de secteurs agricoles gouvernés nationalement (Friedmann et McMichael 1989; Murdoch et Ward 1997; Didier 2011). Mais les Etats se sont rarement approprié *de facto* l'activité de production agricole. De nombreux réseaux ou assemblages interagissent avec cette dernière et les récoltes et se soustraient ou se superposent aux frontières et aux institutions étatiques. Ils déploient des représentations et des dispositifs de gestion de l'agriculture. L'hégémonie des Etats sur la recherche agronomique a été érodée dès les années 1970 (Sumberg, Thompson, et Woodhouse 2013, 2014). La privatisation des expérimentations et la reconnaissance des savoirs « locaux » ont contribué à la multiplication des représentations.

Au Mozambique on retrouve ces enjeux contradictoires de l'agriculture et cette multiplicité d'acteurs et de dispositifs intervenant dans son gouvernement. L'agriculture occupe environ 80% de la population active et contribue à environ 25% du PIB<sup>1</sup>. Une large portion de la population mozambicaine est reléguée dans cette activité du fait d'une économie peu industrialisée et peu diversifiée (Carlos Nunes Castel-Branco 2010). La guerre de libération (1962-1975) et une guerre civile (1976-1992) ont par ailleurs largement détruit le secteur entrepreneurial déjà réduit à l'issue de la période coloniale. Au Nord du pays, l'articulation des activités agricoles avec des activités d'artisanat, de commerce, de chasse, ou encore des emplois formels contribue à la subsistance de millions de personnes. L'élite politique nationale, en revanche, n'est pas construite sur l'accumulation économique à partir de l'agriculture (Cahen 1994; Bowen 2000). Elle tire néanmoins des ressources des diverses coopérations et des investissements privés orientés vers cette dernière (Pitcher 2002; Fairbairn 2013). Les interventions dans l'agriculture soutenues par l'Etat relèvent à la fois d'un populisme électoral, de relations clientélistes avec des acteurs agro-industriels et de choix de bailleurs de fonds (D. Rosário 2012; Mogues et do Rosario 2016). Enfin, depuis le milieu des années 1990, une diversité d'investisseurs privés se sont intéressés aux terres et aux récoltes mozambicaines et ont investi des concessions pour une production directe ou sous contrat (West et Myers 1996; Schut, Slingerland, et Locke 2010; R. Hall 2012; Boche 2014a).

---

<sup>1</sup> D'après les données des institutions internationales, voir par exemple (Ross 2014).

Cette thèse en géographie étudie l'agriculture en explorant les interactions de multiples acteurs pour contrôler la production agricole, formant ce que j'ai appelé une *constellation agropolitique*. Cette thèse explore ainsi les différentes appropriations de l'espace mises en jeu, qui se superposent dans le temps long et sont renforcées ou remises en question. Etudier la circulation et la matérialisation des discours sur l'agriculture au Mozambique, implique également d'aborder la question des interventions de l'Etat et du régime de l'aide au développement, dans un contexte où ce premier ne peut pas prétendre à un monopole légitime de l'agriculture et des discours.

Le Nord du Mozambique en particulier a été moins colonisé par les portugais, mis en concession jusqu'à la fin des années 1920, et intégré dans le cadre d'un gouvernement indirect jusque dans les années 1970. L'Etat mozambicain, mis en place après l'indépendance de 1975, a été pris dans une guerre civile puis réduit par une politique d'ajustement structurel. Ces différentes interventions ont transformé mais pas anéanti les structures de pouvoir préexistantes. L'Etat a adopté en 1997 une loi foncière qui implique l'accord des communautés pour transférer une partie de leurs terres à une entreprise privée. Par ailleurs, les bailleurs de fonds, les agences de développement et la libéralisation, induisent la participation d'une large catégorie d'acteurs dans la construction et la mise en œuvre des politiques publiques. Dans ce contexte, analyser la circulation d'un discours productiviste et ses effets implique d'étudier différents acteurs aux pouvoirs et aux ressources inégales.

Cette thèse interroge en particulier le cas de l'adoption du Plan Sectoriel pour le Développement Stratégique du Secteur Agricole (PEDSA) par le gouvernement mozambicain en 2011 et ses effets dans le corridor de Nacala, un des espaces qu'il cible. Ce plan agricole, qui s'inscrit dans le CAADP, reprend le cadrage porté par les institutions internationales (Brüntrup 2011). Ce dernier est pourtant en décalage avec les enjeux posés par les espaces ruraux et l'agriculture au Mozambique. Comment le PEDSA a-t-il été élaboré ? Qui a participé à sa formation ? Comment est-il mis en œuvre ? Comment impacte-t-il les habitants du corridor et leurs relations à la terre et à l'agriculture ? Que se passe-t-il dans les zones laissées pour compte ? Comment ce cadrage de l'agriculture et les interventions qu'il promeut interagissent-ils avec les affrontements armés qui se déploient depuis 2013 ? Participe-t-il à stabiliser l'Etat mozambicain ou à l'éroder ?

Cette série de questions met en avant un point crucial : les discours sur l'agriculture et les pratiques promues se déploient dans un contexte et en interaction avec une multiplicité

d'acteurs aux intérêts diversifiés. Cette thèse cherche à démontrer, d'une part, que le discours sur la sécurité alimentaire délaisse les questions alimentaires au profit des questions de production, et d'autre part que ce choix a des effets. Cependant, ces effets ne correspondent pas à ceux annoncés. Le PEDSA et le CAADP participent d'une extraversion de l'agriculture africaine (Fouilleux et Balié 2009). Au Mozambique, les ressources du régime de l'aide permettent de renforcer l'Etat. Les interventions promues dans le corridor de Nacala sont inégalement réceptionnées. L'un des projets de Développement a été fortement contesté tandis que plusieurs cas d'investissement privé ont réussi à s'ancrer dans l'espace rural. Dans les deux cas la coercition et la ruse sont centrales à la circulation des discours et à leur acceptation. L'allocation des fonds et des ressources, dans les espaces investis comme dans ceux laissés pour compte, contribue à une violence structurelle. Elle interagit avec un contexte économique et politique particulier et alimente les tensions et les critiques vis-à-vis de l'Etat mozambicain. Cette thèse étudie la façon dont la matérialisation d'un discours et d'interventions dans l'agriculture participe à une violence structurelle dans les espaces ruraux.

## 2. Comment appréhender les interactions entre acteurs au sujet de l'agriculture

Cette recherche se donne pour objectif d'étudier la circulation et la matérialisation des discours sur l'agriculture et la transformation des rapports de pouvoirs dans le contexte de l'adoption d'une politique agricole centrée sur l'augmentation de la production et de la productivité agricole. Elle intègre des éléments issus de la géographie, de la science politique, des *science and technology studies* (STS) ou encore de la *political agronomy*. La géographie permet de saisir le déploiement spatial des habitants et des interventions dans l'agriculture. Elle éclaire la trajectoire, les appropriations, et les reconfigurations de l'espace. Une de ses branches, la *political ecology*, explore les forces politiques qui interviennent dans l'appropriation, la gestion et la transformation de l'environnement en empruntant à l'économie politique, à l'écologie et aux études culturelles (Robbins 2004, 6; M. Goldman, Nadasdy, et Turner 2010). La *political agronomy* permet d'étudier la production et l'utilisation de savoirs et de technologies agronomiques (Sumberg, Thompson, et Woodhouse 2014, 1502). Les STS ont, quant à elles, montré que l'ordre social et l'ordre naturel étaient coproduits (Latour 1989, 2003; Jasanoff 2004a). Elles ont introduit la notion d'épistémologie civique pour explorer les processus institutionnalisés par lesquels une société sélectionne un énoncé scientifique afin d'arriver à une décision collective (Jasanoff 2005). L'ethnographie, la science politique et les études du Développement offrent des concepts pour saisir comment

des interventions dans l'agriculture africaine façonnent le gouvernement des humains et des espaces.

Ce cadre théorique s'est nourri de l'approche du projet ANR Terre-Eau<sup>2</sup>, explorant l'appropriation des ressources, les territorialisations et l'épistémologie civique. J'ai adapté ces éléments au contexte et aux enjeux du Mozambique. Il permet d'étudier la circulation d'un discours sur l'agriculture dans un espace cible, porté par différents projets de Développement et d'investissement, et sa réception par des habitants. Il permet également de situer une politique agricole adoptée par le gouvernement mozambicain et d'explorer ses dimensions stratégiques. Ce cadre théorique est alimenté par une démarche méthodologique ancrée, fondée sur plusieurs centaines d'entretiens et plusieurs immersions au Nord du Mozambique ainsi que l'étude d'une littérature grise conséquente relative à l'agriculture. Cette méthodologie permet d'explorer le fonctionnement d'une constellation agropolitique *in situ* et de prendre en compte ses interactions avec des éléments extra-agricoles, notamment le contexte économique et politique mozambicain. Elle considère également l'hétérogénéité des sociétés et les attachements matériels, normatifs et symboliques à l'espace, à la terre et à l'autorité.

La perspective théorique et méthodologique de cette thèse rejoint en partie la dissection de la machine antipolitique qui montre comment un discours apolitique peut en réalité reconfigurer des relations de pouvoirs (Ferguson 1990). D'une part elle permet d'explorer les enjeux politiques liés à l'agriculture, qui sont souvent négligés par une focale centrée sur les enjeux productifs et qui occultent les autres. D'autre part, elle permet de souligner les stratégies d'extraversion et de captation des ressources de l'aide internationale par des élites nationales et des habitants. Enfin, elle permet de mettre en lumière les stratégies de renforcement de l'Etat mozambicain dans un contexte de contestation partisane et d'intervention d'agences de développement étrangères dans un contexte d'opposition aux investissements privés dans les terres agricoles. Elle saisit ainsi simultanément les dimensions agricoles et non agricoles des interventions dans l'agriculture.

---

<sup>2</sup> Projet ANR-12-AGRO-0002 (2012-2017) coordonné par Julie Trottier et portant sur des terrains d'étude dans les territoires palestiniens, en Espagne, au Népal en Ouganda ou encore au Liban. Une partie du travail du terrain de cette thèse a été financée par ce projet. J'ai pu, en tant que doctorante puis en tant qu'ingénieure d'étude au CNRS dans ce cadre, participer aux différentes réunions et séminaires du projet.

### 3. Contributions à l'étude de la circulation et de la matérialisation des discours sur l'agriculture

Cette thèse permet de mettre en avant différents processus de circulation et de matérialisation des discours promouvant la transformation de l'agriculture au nom de la sécurité alimentaire. Les STS ont souligné l'importance de considérer l'épistémologie civique. Mais elles ne se sont pas penchées sur des cas d'espaces postcoloniaux, marqués par une gouvernementalité néolibérale (Ferguson et Gupta 2002) et l'héritage d'un Etat bifide (Mamdani 2004). La gouvernementalité néolibérale implique l'intervention d'une multiplicité d'acteurs dans la fabrique des politiques agricoles, dans leur mise en œuvre, dans la production et dans la gestion de la récolte. L'Etat colonial bifide a différencié les citoyens urbains, gouvernés selon le droit civil, des sujets ruraux, administrés par des chefferies selon le droit coutumier. Ces deux traits ont multiplié les sites et les institutions de sélection d'énoncés et les rapports de pouvoirs qui façonnent l'élaboration de choix collectifs. Cette thèse permet à la fois de documenter des dispositifs nationaux, notamment la procédure du PEDSA mais aussi des lieux d'élaboration de choix collectifs décentralisés, comme les sites d'investissements dans les espaces ruraux. Cela permet de dépasser le prisme national de l'épistémologie civique et d'aborder des cas de pluralisme normatif. Cette thèse démontre en particulier l'importance de la polysémie, c'est-à-dire de la superposition d'univers de sens différents, de l'extraversion, ainsi que de la coercition dans la circulation des discours et leur acceptation.

Deuxièmement, notre approche réhabilite la dimension violente des interventions dans l'agriculture et des réactions à ces dernières. Ces éléments ont souvent été occultés par les acteurs du Développement (Uvin 1998) mais aussi par la recherche académique (Rosière 2007; Cramer et Richards 2011). Au contraire, cette thèse considère que les mécanismes qui contraignent les individus et les groupes d'individus relèvent de la violence structurelle (Galtung 1969). L'expulsion d'une terre, le clientélisme politique qui empêche les plus démunis d'accéder à des crédits, ou encore les pratiques de commercialisation agricole systématiquement défavorables aux producteurs participent à des violences structurelles. Cette thèse documente ainsi la façon dont certaines interventions actuelles remettent en jeu des violences passées, notamment des oppositions antérieures à la période coloniale ou héritées de la guerre civile. Elle révèle non seulement qui bénéficie des interventions de grande taille dans l'agriculture ou des fonds alloués dans le cadre de la décentralisation

budgétaire, mais encore comment cette répartition est perçue localement. Cela permet d'interroger les interactions entre la circulation des discours sur l'agriculture et leur matérialisation et les phénomènes de stratification, de politisation et de violences directes dans les espaces ruraux. Cette approche est cruciale dans un contexte où les affrontements armés entre les forces de police du gouvernement et les soldats de la Résistance Nationale du Mozambique (RENAMO) ont repris depuis 2013 (Cahen 2016; Morier-Genoud 2017).

Troisièmement, cette recherche permet de documenter la circulation et la matérialisation du discours sur l'augmentation de la production agricole dans un pays sous régime d'aide caractérisé par un découplage entre agriculture et accumulation. Historiquement, le Mozambique a été construit comme une économie de service pour les pays voisins enclavés (Pélissier 1984; Cahen 1994; Guébourg et Brunet 1997). L'extraction des ressources minières, leur transport, l'encadrement de la main d'œuvre et les investissements industriels privés sont cruciaux pour l'économie politique du Mozambique et plus largement de l'Afrique australe. L'entrée du Mozambique dans le régime de l'aide dès les années 1980 a reconfiguré l'Etat mozambicain. Les bailleurs ont imposé des privatisations, une libéralisation de l'agriculture et l'adoption de certains dispositifs conceptuels et institutionnels. Ils ont toutefois besoin de l'Etat pour conduire leurs interventions et ont donc permis son redéploiement (Rozenn Nakanabo Diallo 2013). Ils ont donc simultanément alimenté un discours et des institutions consensuels sur l'agriculture, le Développement et la sécurité alimentaire, et engendré un ensemble de mécanismes de détournement et de dédoublement. Le cas d'étude mozambicain est alors intéressant pour documenter le découplage entre accumulation de pouvoir et production agricole, alors même que l'essentiel de la population est engagée dans l'agriculture selon de nombreuses modalités. Il permet d'éclairer les enjeux contradictoires de la production agricole dans un contexte de forte polysémie. Notre approche non-fonctionnaliste permet d'explorer les différents sens et fonctions de la production agricole pour une pluralité d'acteurs.

Quatrièmement, l'entrée par la constellation agropolitique permet de situer l'Etat et la politique agricole dans un contexte de superposition de structures d'encadrement de l'agriculture. Elle permet de montrer comment le régime de l'aide participe à faire de l'Etat l'acteur légitime pour gérer le « secteur agricole » tout en multipliant les acteurs qui interviennent *de facto* dans l'agriculture. Notre approche permet ainsi de mettre l'Etat entre parenthèses et de le situer. Elle permet en particulier d'explorer la place des acteurs et des espaces occultés par les discours dominants. Elle éclaire à la fois les habitants qui ne

participent pas à l'élaboration de la politique agricole ou aux oppositions publiques contre les investissements, et les « espaces gris » qui ne font pas l'objet d'interventions. Cette perspective décentrée permet de donner un sens et d'étudier les effets de la nature duale de la politique agricole, qui concentre les représentations et les interventions sur certains espaces cibles et délaisse les autres. Cette thèse contribue ainsi à documenter l'intégration inégale de l'espace dans les discours et les politiques et, réciproquement, leur déploiement hétérogène dans l'espace.

#### 4. Organisation de la thèse

La première partie de cette thèse présente les cadres théorique et méthodologique qui structurent cette recherche. Le chapitre 1, après un état de l'art ciblé, introduit les notions de *constellation agropolitique* et d'*espace gris*. Elles sont centrales à l'étude des interactions entre acteurs au sujet de la production agricole et à l'analyse des effets d'une politique agricole dans les espaces d'interventions ciblés et laissés pour compte. Ce chapitre précise les concepts de coproduction de l'ordre social et de l'ordre naturel, d'épistémologie civique, d'appropriation de l'espace et des ressources et de violence, ainsi que leur articulation. Ils permettent d'explorer la circulation des discours et leurs effets, en interaction avec la situation économique et politique du Mozambique.

Le chapitre 2 présente la démarche ancrée mise en œuvre. Elle associe des périodes de terrain au Nord du Mozambique et des périodes d'analyse et d'induction théorique. Elle est structurée par une posture symétrique qui considère les différents acteurs, leurs représentations et leurs pratiques sur un pied d'égalité, tout en analysant leurs interactions dans un contexte de forte asymétrie de ressources et de pouvoir.

La deuxième partie de cette thèse explore l'adoption de la politique agricole mozambicaine dans le cadre du CAADP et situe cet instrument de gouvernement. Elle explore les représentations de l'agriculture sélectionnées, leurs filiations, et leurs dimensions stratégiques. L'histoire du Nord du Mozambique permet de situer la place de l'intervention étatique dans l'agriculture et de documenter la constellation agropolitique dans le temps long. Le chapitre 3 revient en particulier sur le dispositif conceptuel et institutionnel du PEDSA. Il déconstruit le caractère de « nouveauté » mis en avant pour montrer les différentes filiations dans lesquelles cette politique s'inscrit. Il souligne en particulier le poids des cadrages exogènes et des experts étrangers dans son adoption.



Le chapitre 4 propose alors une mise en perspective du PEDSA à partir de l'histoire du Nord du Mozambique. Il souligne l'historicité des échanges marchands, des couloirs de transport, ainsi que de la faible intégration de cet espace dans le territoire mozambicain. Ce chapitre met en lumière le décalage entre la situation actuelle de la production agricole, de son encadrement, de l'investissement privé, et les représentations enchâssées dans le PEDSA. Cette mise en perspective n'invalide pas la politique agricole, mais vise à mieux saisir les enjeux de sa formation.

Le chapitre 5 propose alors d'analyser le PEDSA comme un instrument d'extraversion. Son dispositif conceptuel et institutionnel permet en effet de capter des ressources à partir de mises en scènes attractives de l'espace rural et du potentiel agronomique. Simultanément, cette politique permet le maintien d'un ensemble d'acteurs et de relations de pouvoir qu'elle occulte. Ce chapitre démontre que la politique agricole contribue ainsi au renforcement de l'Etat mozambicain et à la stabilisation du régime de l'aide, tout en limitant les critiques.

La troisième partie de cette thèse quitte l'échelle nationale pour se situer dans un espace ciblé par la politique agricole, le corridor de Nacala. Elle explore la circulation et la réception du discours agricole et alimentaire dans différents projets de Développement et d'investissement. Cette partie interroge les mécanismes de sélection, d'opposition ou d'acceptation, déployés vis-à-vis de ces discours. Elle fait apparaître les asymétries de pouvoir entre acteurs et les ruses qu'ils déploient les uns par rapport aux autres.

Le chapitre 6 analyse les cadrages de différents projets de Développement et montre qu'ils sont similaires et proches de celui du PEDSA. Ils se centrent en particulier sur l'augmentation de la production et de la productivité agricole. Le projet ProSAVANA, coopération entre le Brésil, le Japon et le Mozambique, a cependant déclenché une forte opposition. Ce chapitre analyse les interactions entre les porteurs du projet et une coalition d'acteurs mozambicains et étrangers qui s'opposent aux accaparements de terre. Il explore les moyens déployés par ProSAVANA pour subvertir cette opposition, la diviser, et façonner une « société civile » qui lui permette de mener son projet.

Le chapitre 7 propose de saisir la constellation agropolitique à partir des sociétés Makhuwa qui habitent le corridor de Nacala. Il introduit des éléments relevant de leur structure endogène, et des transformations induites par la période coloniale et postcoloniale. Cette perspective « par le bas » est fondée sur deux cas d'études, l'un dans le district de Monapo, à 90 km du port de Nacala, et l'autre dans le district de Cuamba, à plus de 400 km

de Nacala. Ce chapitre explore également la pluralité des relations à la terre dans les sociétés Makhuwa et les mécanismes déployés face à des interventions extérieures. Ces éléments permettent de situer l'agriculture et les interventions pour les habitants, et de discuter les représentations dominantes de peuple « faible » et « pacifique ».

Le chapitre 8 s'intéresse aux interactions entre investisseurs, habitants et administrations locales dans le cadre des consultations communautaires. Ces dernières sont un dispositif introduit dans la loi foncière pour encadrer le transfert de titres des utilisateurs communautaires ou de bonne foi aux investisseurs privés. A partir d'une analyse détaillée des mises en scène des rencontres et des discours sur 7 sites d'investissement, ce chapitre analyse comment le discours s'ancre dans l'espace. Bien que les acteurs partagent des représentations et des attentes différenciées, les asymétries de pouvoir et les ignorances stratégiques générées lors des consultations facilitent l'établissement d'accords.

La quatrième partie de cette thèse s'intéresse alors aux effets des différentes interventions dans l'agriculture à partir de l'étude d'espaces investis et d'« espaces gris » dans le corridor de Nacala. Elle interroge en particulier la coexistence et les contradictions entre des intérêts différenciés vis-à-vis des projets et de la production agricole. Elle démontre que ces interventions sont perçues comme une violence structurelle et accroissent les tensions dans les espaces ruraux. Le chapitre 9 souligne les bénéfices limités pour les habitants par rapport à leurs attentes, à partir de deux cas d'investissements en cours. Seuls quelques élites locales et quelques producteurs ont reçu des avantages. Souvent, cela n'a pas amélioré leur position sociale mais fragilisé cette dernière. Pour faire face aux détournements et à la faible productivité de la main d'œuvre, les investisseurs durcissent l'encadrement et le contrôle de leurs ressources. Ce chapitre explore également les alliances entre investisseurs, autorités locales et partenaires de Développement, et la manière dont elles sont perçues par les habitants. Il montre ainsi le décalage entre le discours et ses effets : il ne contribue pas à la sécurité alimentaire locale ou nationale, transforme peu le système agraire et participe à accroître les frustrations.

Le chapitre 10, enfin, part de l'étude des « espaces gris » pour explorer le vécu des habitants qui n'ont pas fait l'objet d'une intervention majeure. Le nouveau discours productionniste et libéral conduit l'Etat mozambicain, les bailleurs, et les ONG, à délaissé une grande partie de l'espace rural et à fragiliser la base de la constellation agropolitique. Ce chapitre s'intéresse en particulier aux discours relatifs à la décentralisation du budget,

devenue la principale ressource dans l'espace rural mozambicain. Il documente ainsi les interactions entre réduction des moyens, crise économique, clientélisme, crise politique, et politisation des habitants. Les habitants soulignent le paradoxe entre un discours qui promeut leur Développement et leur sécurité alimentaire mais qui en pratique se traduit par une diminution des ressources disponibles. Ils dénoncent alors un abandon et une exclusion par l'Etat mozambicain et les bailleurs. Ce chapitre met en lumière les interactions entre ces frustrations et divers mécanismes de violence structurelle et directe.

## **Partie I : Cadres théorique et méthodologique**



## Chapitre 1 : Cadre théorique

Le discours hégémonique des institutions internationales annonce qu'il faut doubler la production agricole globale pour assurer la sécurité alimentaire mondiale en 2050. Il est soutenu par des statistiques et des modèles informatiques globaux dont la construction conduit inévitablement à la nécessité d'augmenter les rendements, les investissements privés, et le commerce international libéralisé (Tomlinson 2011; Leblond et Trottier 2016). Plusieurs institutions internationales et nationales présentent les investissements privés comme une opportunité. Ils pourraient simultanément augmenter la production, intégrer les habitants comme main d'œuvre ou producteurs sous contrat et diffuser de nouvelles technologies. Cette thèse interroge la circulation et la matérialisation de ce discours dans un pays d'Afrique australe, le Mozambique. Qui bénéficie du cadrage centré sur l'augmentation de la productivité et de l'investissement privé en Afrique ? Comment l'impératif de nourrir le monde circule-t-il et se matérialise-t-il dans les espaces ruraux ? Participe-t-il au renforcement des Etats ou à leur affaiblissement ? Quels sont les effets pour les habitants de ces espaces ?

Ce chapitre présente le cadre théorique de cette thèse. Il intègre des éléments issus de la géographie, de la science politique, des *science and technology studies* (STS) ou encore de la *political agronomy*. La géographie permet de saisir le déploiement spatial des habitants et des interventions dans l'agriculture. Elle éclaire la trajectoire, les appropriations, et les reconfigurations de l'espace. Une de ses branches, la *political ecology*, explore les forces politiques qui interviennent dans l'appropriation, la gestion et la transformation de l'environnement en empruntant à l'économie politique, à l'écologie et aux études culturelles (Robbins 2004, 6; M. Goldman, Nadasdy, et Turner 2010). La *political agronomy* permet d'étudier la production et l'utilisation de savoirs et de technologies agronomiques (Sumberg, Thompson, et Woodhouse 2014, 1502). Les STS ont, quant à elles, introduit la notion d'*épistémologie civique* pour explorer les processus institutionnalisés par lesquels une société sélectionne un énoncé scientifique afin d'arriver à une décision collective (Jasanoff 2005). L'ethnographie, la science politique et les études du Développement offrent des concepts pour saisir comment des interventions dans l'agriculture africaine façonnent le gouvernement des humains et des espaces. Ce cadre théorique s'est nourri de l'approche du projet ANR Terre-

Eau<sup>3</sup>, explorant l'appropriation des ressources, les territorialisations et l'*épistémologie civique*. Je l'adapte au contexte et aux enjeux du Mozambique.

La première section situe les questions de cette thèse dans son contexte scientifique. La deuxième présente les limites de ce contexte et introduit deux notions développées pour y répondre : la *constellation agropolitique* et l'*espace gris*. La première renvoie à l'ensemble des acteurs en interaction pour la gestion de la production agricole, et les interactions entre eux à ce sujet. La notion d'espace gris permet d'explorer les espaces non investis par un projet de grande taille, qu'il soit d'origine publique ou privée. La troisième section présente alors le cadre conceptuel construit à partir de la littérature et de mes observations au Nord du Mozambique. Il permet l'étude des stratégies déployées par différents acteurs pour s'approprier ou contrôler la production agricole ainsi que leurs interactions. Il permet également d'explorer la production, la circulation et la réception de représentations de l'agriculture dans des situations de forte asymétrie sociale. *In fine*, il permet d'explorer les enjeux de pouvoir qui accompagnent les discours sur la transformation de la production et des espaces agricoles. Ce cadre théorique permet en particulier de décentrer l'analyse par rapport à l'acteur étatique et aux représentations qui le rendent dominant. Il réhabilite des effets socio-spatiaux rendus invisibles par ces dernières, notamment les mécanismes de violence.

## Section 1 – Contexte scientifique : géographie politique des interventions dans l'agriculture africaine

L'impératif de nourrir le monde est largement hégémonique. Un concept peut être qualifié d'hégémonique quand le contester ouvertement revient à se discréditer (Trottier, 2007). Qui s'opposerait à assurer la sécurité alimentaire mondiale ? Pourtant c'est une construction sociale et donc une représentation nécessairement située. Selon les structures de pouvoirs que l'on juge légitime, l'impératif alimentaire mondial et ses solutions prennent des formes différentes. Pour la firme agrochimique Monsanto, nourrir le monde implique une intensification technologique de la production et une augmentation des échanges internationaux. Pour les partisans de l'agroécologie, cet impératif nécessite une réduction de l'artificialisation des milieux. Pour la Banque Mondiale enfin, il faut soutenir les investissements privés afin de catalyser une transformation structurelle des secteurs agricoles

---

<sup>3</sup> Projet ANR-12-AGRO-0002 (2012-2017) coordonné par Julie Trottier.

africains. La circulation et la concrétisation de l'idée hégémonique selon laquelle il faut nourrir tous les humains impliquent ainsi des représentations et des actions qui peuvent être contradictoires.

Les savoirs sur l'environnement se transforment quand ils circulent et sont appliqués (Goldman et Turner, 2011). Il est donc nécessaire d'étudier simultanément la construction, la circulation et la mise en œuvre de l'impératif alimentaire mondial. La littérature sur le sujet offre des concepts qui permettent d'appréhender ces différents processus. On y trouve des analyses critiques concernant la prolifération des discours productionnistes, des réflexions sur la privatisation et l'extraversion de l'agriculture africaine, ainsi que des études sur la concrétisation de ce discours dans les investissements de grande taille.

### 1.1. Constructions et déconstructions des discours productionnistes

De nombreuses études se sont penchées sur la construction des représentations de l'agriculture aux échelles globales et continentales à partir des années 2000. Ces travaux articulent des données de télédétection, des bases de données de la FAO et de la Banque Mondiale, ainsi que des statistiques nationales. Ils contribuent à construire une nouvelle représentation des espaces ruraux. Cette représentation met en avant des zones à forte potentialité agronomique et des zones de forte concentration de population (Chouquer 2011c). Les premières sont appelées à devenir les greniers agricoles permettant de nourrir les secondes via les marchés internationaux. L'analyse de l'écart entre les rendements actuels et les rendements potentiels [*yield gap*] a fait apparaître une possibilité d'accroître considérablement la production agricole (Neumann et al. 2010; Sumberg 2012). L'Afrique est particulièrement concernée car elle aurait de nombreuses terres disponibles et une productivité actuelle très inférieure à son potentiel. Alors que les représentations précédentes se concentraient sur l'activité minière et les quelques plantations issues de la période coloniale (Marchand 1996; Guébourg et Brunet 1997; Gervais-Lambony 1999), l'agriculture est désormais réhabilitée. Les terres mozambicaines apparaissent prometteuses. Les entreprises privées ont également promu des formes spatiales spécifiques, comme les corridors de développement, dans les arènes internationales et nationales (Binet 2014).

Ces discours ont été critiqués pour leur simplisme et le caractère néfaste des interventions qu'ils légitiment. Dès la fin des années 2000, l'alerte d'un accaparement massif de terres



lancée par l'ONG GRAIN<sup>4</sup> a engendré une très forte attention médiatique ainsi que de nombreuses recherches pour analyser les acteurs et les mécanismes en jeu. La base de données Land Matrix, qui recense les acquisitions foncières de grande taille, a montré que l'essentiel des demandes étaient situées sur le continent africain (Ward Anseeuw et al. 2012). Des chercheurs ont souligné l'afflux de capitaux financiers vers l'agriculture après la crise des *subprimes*, l'hétérogénéité des entreprises investissant, et les multiples rôles des États africains (Fairbairn 2013, 2014; Mathieu Boche 2014b; Ducastel 2017). D'autres ont déconstruit le cadrage gagnant-gagnant et souligné les enjeux de coexistence entre investissements de grande taille, firmes agroindustrielles, petits producteurs et travailleurs agricoles (Oya 2009; Li 2014b).

La prolifération des chiffres annonçant la nécessité de doubler la production alimentaire mondiale et de moderniser l'agriculture a été analysée comme un retour du « productionnisme » (Bricas et Daviron 2008) ou un « nouvel esprit du productivisme » (Fouilleux et Goulet 2013). Le productivisme est une démarche consistant à accroître la rapidité et le volume de production. Un discours est productionniste quand l'accroissement de la production devient une finalité en elle-même. Il ne s'agit plus de savoir si c'est adéquat par rapport à un objectif donné, par exemple nourrir des populations affamées, mais de promouvoir cet objectif jugé intrinsèquement bon. Il a permis à la FAO de se re-légitimer et de se présenter comme un point de passage obligé (Bricas et Daviron 2008; Tomlinson 2011). Il est également porté par les firmes d'agrofourmiture, qui ont intégré les critiques adressées à la modernisation de l'agriculture et qui se lancent à la conquête de nouveaux marchés (Fouilleux et Goulet 2013; Binet 2014).

Une économie d'apparence est la construction consciente d'un spectacle pour attirer des investissements (A. L. Tsing 2005, 84). C'est une nécessité dans le cadre de projets qui dépendent de ressources privées ou de partenariats avec ces dernières. En 2008, la Banque Mondiale a consacré son *World Development Report* à l'agriculture, ce qu'elle n'avait pas fait depuis 25 ans. En 2009, elle a affiché sa nouvelle doctrine spatiale. En faisant l'apologie de la concentration des investissements autour de zones dotées d'infrastructures, elle a réactivé la dichotomie coloniale entre « Afrique utile » et « Afrique inutile » (Giraut 2009b). Le recensement des opportunités d'investissement dans le foncier agricole a fait miroiter des espaces cibles et des promesses de retour sur investissement (Deininger et al. 2011; Chouquer

---

<sup>4</sup> L'ONG GRAIN a médiatisé la question dès 2008. Voir : <https://www.grain.org/> Pour des études médiatiques sur les accaparements de terres voir par exemple (GRAIN 2012a, 2012b; Liberti 2013; Carpio 2014).

2012b; Li 2014b). Les principaux bailleurs de fonds, les entreprises privées ainsi que les institutions internationales ont repris le cadrage de la révolution verte, mettant en avant les variétés améliorées, l'irrigation, et les intrants chimiques (McKeon 2014). Tous ces acteurs ont ainsi participé d'une économie d'apparence pour attirer des capitaux vers l'agriculture africaine (Li 2014b).

La circulation du discours des arènes internationales à des interventions spécifiques a été moins explorée. Comment les investisseurs et les institutions nationales se positionnent-ils pour bénéficier de cette économie d'apparence ? Qu'en disent les populations escamotées par les représentations simplistes de l'espace rural ? Comment ce discours s'articule-t-il avec les politiques agricoles et foncières des Etats-cibles ? Que se passe-t-il quand les investisseurs atterrissent et rencontrent des habitants déjà présents ? Comment ces derniers réceptionnent-ils ces investissements ? Les Etats africains ont été analysés comme des intermédiaires incontournables bien que fortement hétérogènes (Wolford et al. 2013; Fairbairn 2013).

## 1.2. Pouvoir et production agricole : le poids des Etats africains

De nombreuses études ont interrogé les interactions entre Etats africains et agriculture. Certaines ont considéré les Etats africains comme faibles, corrompus, et dépendants. Les théoriciens de la dépendance ont analysé le régime de l'aide comme un redéploiement de l'impérialisme après la fin de la seconde guerre mondiale. Il permettrait un interventionnisme accru et le maintien des intérêts économique des anciennes métropoles dans les territoires africains. Les politiques d'ajustement structurel et de privatisation des services publics contraindraient les Etats à recourir à des investisseurs privés pour extraire des ressources de leur secteur agricole. Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), adopté par de nombreux chefs d'Etat africains en octobre 2001, a ainsi été analysé comme une conditionnalité intériorisée (Vlassenbroek 2005). Les élites auraient intégré, rendu endogènes, les contraintes des bailleurs. Dans cette perspective, la complaisance des institutions internationales et nationales vis-à-vis des nouvelles interventions privées dans les secteurs agricoles, miniers ou forestiers, a conduit à parler de nouvel extractivisme (Ayelazuno 2014), de colonialisme, ou encore d'agro-impérialisme (Philip; McMichael 2011).

Cette lecture est particulièrement développée en ce qui concerne le Mozambique. Historiquement, l'agriculture est périphérique dans la construction des Etats d'Afrique australe. Dans cette « Afrique des mines », le Mozambique est représenté comme une

économie de service et de main d'œuvre pour les puissances minières voisines (Raison et Gervais-Lambony 1994). Dans ce contexte, les discours centrés sur la nécessité de développer le secteur agricole et d'investir dans l'agriculture ont été analysés comme un redéploiement régional des grands propriétaires sud-africains, quittant leur pays après la fin de l'apartheid (Ward Anseeuw et Alden 2010; R. Hall 2012). Ils sont également perçus comme le produit d'institutions étrangères qui veulent maintenir leurs intérêts économiques non-agricoles. Par exemple, le corridor de Nacala est analysé comme l'expression d'une stratégie du Brésil et du Japon pour favoriser leurs intérêts économiques miniers et logistiques. Enfin, ils sont parfois représentés comme une dénationalisation de l'espace et une fragmentation du territoire et de la souveraineté de l'Etat (Sassen 2013). L'Etat mozambicain apparaît comme une « courroie de transmission » d'intérêts extérieurs, dépourvu d'autonomie.

En réponse à cette littérature, une partie des études africaines a mis l'accent sur les marges de manœuvre et l'hétérogénéité des Etats africains. L'Afrique est insérée dans le système international depuis plusieurs siècles et cette dépendance est simultanément une contrainte et un choix (Bayart 1999). Elle ne relèverait ni de la passivité, ni de la collaboration totale des sociétés africaines : les élites ont un recours délibéré à des stratégies d'extraversion. Elles mobilisent leurs relations, éventuellement inégales, à l'environnement extérieur, pour obtenir des ressources économiques, culturelles ou encore politiques qui leurs permettent d'asseoir leur puissance sur leurs dépendants (Bayart 1989, 43). Cette stratégie qui s'inscrit dans le temps long expliquerait le faible développement des forces productives comparativement aux continents asiatique et européen. La colonisation aurait accentué l'extraversion des configurations politiques en multipliant les opportunités des fonctions de médiation et en rendant encore moins indispensable l'intensification de l'exploitation interne (Bayart, 1989, p. 45).

Les discours sur la démocratie, la transparence, ou encore l'efficacité budgétaire, permettent un dédoublement des structures et des relations de pouvoirs et la reproduction des élites africaines (Hibou 1998; Hibou et Samuel 2011). Ils constituent une façade conforme à l'attente des bailleurs qui permet de stabiliser une rente économique et politique. En pratique, les élites nationales et locales ont des possibilités de réappropriation et de détournement. Elles peuvent tirer parti de ce que James Ferguson (1990) a appelé « la machine antipolitique du Développement ». Cette dernière dépolitise les discours mais permet au pouvoir, notamment des Etats africains, de se maintenir. La privatisation des Etats, c'est-à-dire l'usage d'intermédiaires privés pour assurer des fonctions antérieurement dévolues à l'Etat permet

simultanément un redéploiement de ce dernier (Hibou 2010; Pitcher 2002). Elle offre un paravent pour le pouvoir politique et des ressources supplémentaires pour les dirigeants les mieux placés<sup>5</sup>. Les discours productivistes s'inséreraient également dans une stratégie discursive qui permettrait de ré-intéresser les bailleurs et les investisseurs tout en laissant une large place au détournement de ressources (Carlos Nunes Castel-Branco 2013).

La privatisation des Etats et le gouvernement des conduites qu'elle met en place varient cependant selon les contextes et les ressources. Au Mozambique, les politiques de conservation de la nature, fortement façonnées par les bailleurs, créent des enclaves bureaucratiques relativement autonomes (R. Diallo 2012). Au contraire les réformes foncières en Ouganda et au Mozambique restent largement aux mains des acteurs nationaux et font l'objet de tensions internes (Kloock-Jenson 1997; Gay 2016). Madeleine Fairbairn (2013) évoque une « dépossession indirecte » pour souligner le rôle des élites mozambicaines dans les processus de transfert de terres des citoyens mozambicains aux investisseurs étrangers<sup>6</sup>. Les politiques agricoles mozambicaines enfin, sont influencées par les cadrages extérieurs à tel point qu'elles sont abordées sous l'angle du « transfert »<sup>7</sup>. Toutefois, elles contribuent également d'une façade populiste et productiviste qui permet à l'Etat de renforcer ses réseaux clientélistes (Mogues et do Rosario 2016).

Enfin, les études du politique par le bas ont révélé une multiplicité d'acteurs. Le concept de gouvernementalité néolibérale renvoie à la manière dont ces multiples acteurs construisent différentes échelles d'intervention et de revendication (Ferguson et Gupta 2002). Il permet d'analyser la production des spatialités, au sens de formes spatiales dans les discours, et d'ancrages des acteurs et des projets dans l'espace. Il permet également de relativiser le rôle de l'Etat, de souligner son hétérogénéité et de le situer parmi d'autres acteurs. Les approches des espaces publics africains saisissent ainsi simultanément les fonctionnaires locaux, les chefferies, les organisations religieuses ou encore les associations financées par des ONG

---

<sup>5</sup> En effet les privatisations sont souvent instables et impliquent un maintien des relations entre acteurs privés et acteurs publics, qui sont souvent confondus, et des rétributions personnalisées aux principaux dirigeants. L'expropriation de l'Etat et la privatisation des rentes permettent le renforcement d'une oligarchie capitaliste proche des dirigeants (C.N. Castel-Branco 2012). Jean-Pierre Chauveau et al. (2001, 151) parlent d'un Etat à « plusieurs vitesses » avec la coexistence d'une part d'un Etat officiel sous-équipé, où l'écart entre normes officielles et normes pratiques est très important, et de l'autre des enclaves semi-privées mises en place par les institutions mondialisées, où les normes officielles sont plus fortement appliquées. Voir également (Rozenn Nakanabo Diallo 2013).

<sup>6</sup> La situation serait similaire en Tanzanie, où les processus bureaucratiques et les intérêts contradictoires des élites à différentes échelles ont un poids important dans les investissements fonciers (Schlimmer 2016)

<sup>7</sup> transfert de politiques publiques, transfert de programmes, transfert de bonnes pratiques, transfert de solutions technologiques (Fouilleux et Balié 2009; Milhorance de Castro 2016).

étrangères (Bierschenk et Olivier de Sardan 1997; Olivier de Sardan 2010). Ces approches décentrées montrent par exemple que la « société civile » dans les espaces ruraux mozambicains n'est pas celle promue par les bailleurs mais composée d'églises ou encore de recours en sorcellerie (Kleibl et Munck 2017). Elles soulignent également que le clientélisme politique est source d'importantes frustrations et critiques populaires (Forquilha 2010; Sande 2011).

Ces différentes approches soulèvent de nombreuses questions. Si les discours internationaux et les politiques publiques sont des façades conformes et décalées, que deviennent les ressources ? Que deviennent ceux qui ne les obtiennent pas ? L'afflux de ressources privées dans l'agriculture mozambicaine stabilise-t-il l'Etat ou érode-t-il sa légitimité ? Ces études sont surtout centrées sur l'Etat. Que font les autres acteurs ? Parmi ces derniers, ce sont surtout les investisseurs privés qui ont suscité l'attention.

### 1.3. Les transformations des espaces ruraux en Afrique australe au prisme des investissements privés dans l'agriculture

Les investissements de grande taille dans le foncier agricole, étrangers ou nationaux, occupent l'essentiel des discours. Une course à la publication existe en parallèle à la course aux terres (Oya 2013; Edelman 2013). Le Mali, Madagascar, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ethiopie et le Mozambique comptent parmi les pays les plus médiatisés et les plus étudiés. Au-delà de quantifications en milliers d'hectares transférés, la question du sens du recours à cette intervention et de ses effets reste moins explorée. L'analyse des dépossessions et de leurs mécanismes directs domine. Elle mobilise les sources médiatiques, d'ONG, ou encore de militants, sans ou avec peu de confrontations empiriques. Mais que se passe-t-il au-delà des effets d'annonce et de dénonciation ?

Les études qui se centrent sur les transformations de l'agriculture dans ce contexte relèvent principalement de 4 approches. (1) Les approches institutionnelles qui étudient les organisations financières, techniques et administratives qui permettent les investissements et façonnent leurs formes (Ducastel et Anseeuw, 2011 ; Boche et Anseeuw, 2013, Fairbairn, 2013, Gabas et al., 2013). Elles conduisent notamment à distinguer les types d'investissements agricoles – plantations, agriculture sous contrat, concentrations – pour les analyser (Smalley 2013; R. Hall, Scoones, et Tsikata 2017). (2) Les approches par la rhétorique des projets d'investissements et la contradiction entre discours et pratiques. Elles

conduisent à souligner les incohérences et à remettre en question les promesses de ces interventions (Elizabeth Alice Clements 2015; Nogueira et Ollinaho 2013; Funada-Classen 2013a). (3) Les approches par la question des droits et des conflits fonciers, qui soulignent le besoin de démarcation des terres communautaires, ainsi qu'un suivi des contrats pour garantir le droit des communautés (Mei et Alabrese 2013; C. Tanner 2010). (4) Les approches par l'aménagement du territoire et les types de Développement déployés à travers les investissements privés, qui font ressortir les enjeux de la gouvernabilité et de la perte de cohésion des espaces nationaux (Giraut et Vanier 2006; Kaarhus 2011; Sassen 2013).

A Madagascar, sur les 2,5 millions d'ha annoncés, seulement 98 000 auraient été aménagés en 2010 soit environ 5% du potentiel annoncé (Burnod et al. 2011). En 2014, 90% des entreprises avaient abandonné leur projet d'investissement agricole à grande échelle (Andriamanalina et Ratsialonana 2015). Au Mali, en 2011, moins de 15% de la superficie attribuée par bail était exploitée, soit 11 865 ha sur 78 577 ha (Adamczewski-Hertzog 2014, 128). Au Mozambique, Mathieu Boche a montré que sur 42 projets d'investissements, 23 avaient été abandonnés ou non aboutis et que la surface en production était de 26 500 ha, à peine 6% des 475 000 ha annoncés (Mathieu Boche 2014b, 199-201). Par ailleurs, Boche souligne une conservation du dualisme des structures agraires mozambicaines, avec un maintien de petites structures de productions familiales et une remise en activité de grands blocs de production modernisée. Les investissements récents semblent ainsi s'inscrire dans un nouveau cycle au profit des élites et des investisseurs, avec peu d'effets transformatifs majeurs.

Cependant, de nombreuses études se sont attachées à montrer qu'au Mozambique la vision dualiste d'un secteur paysan traditionnel et autosuffisant d'une part et d'un secteur moderne et monétarisé de l'autre était erronée (A. Isaacman 1985; O'Laughlin 1996). Au contraire, ces auteurs soulignent qu'il y a, dès la période coloniale, une forte « différenciation » des foyers ruraux, entendue au sens d'une diversification des activités des foyers et d'une dépendance aux emplois salariés de membres de la famille au-delà de l'agriculture familiale. La période socialiste, la guerre civile, puis l'afflux de l'aide au développement n'ont pas anéanti cette différenciation mais ont facilité sa reproduction (O'Laughlin 1996; Pitcher 1998; Cramer et Pontara 1997). De nombreuses frictions doivent donc être générées par les investissements privés. Ces questions impliquent cependant des études de cas de long terme qui commencent à peine à être disponibles (R. Hall, Scoones, et Tsikata 2017). Ces différents éclairages font également apparaître que les interventions dans

l'agriculture façonnent et sont façonnés par les territoires, la souveraineté, l'autorité et la subjectivité dans leurs dimensions discursives, institutionnelles et pratiques, en des lieux et des moments particuliers (Wolford et al. 2013, 194). Ces études soulèvent alors de nombreuses questions, notamment sur ce qui se passe hors des zones investies. En effet, elles soulignent que les surfaces réellement transformées sont inférieures à celles annoncées et constituent à peine une fraction de l'espace total. Que se passe-t-il dans ce cas dans les espaces laissés pour compte ? Comment caractériser cet « aménagement territorial » dans les zones non aménagées ?

## Section 2 – Limites et proposition de deux notions heuristiques

Chacun des pans de littérature mentionnés plus haut fournit des apports incontestables et montre des limites. Après un bref retour sur ces dernières, j'introduis deux notions heuristiques utilisées dans cette thèse qui permettent en partie de remédier à ces lacunes : (1) la « constellation agropolitique » et (2) les « espaces gris ». La section suivante précise le cadre théorique élaboré.

### 2.1. Quelques lacunes dans la littérature

L'étude critique des discours sur la sécurité alimentaire permet de saisir leurs dimensions stratégiques. En revanche, elle ne permet pas d'étudier leurs intégrations dans des politiques publiques ou dans des projets de transformation de l'agriculture, et donc d'analyser leurs effets. Si les discours et leurs critiques mettent en lumière des espaces d'interventions spectaculaires, l'espace, dans son ensemble, demeure largement marqué par un délaissement économique et académique. En effet, l'essentiel des interventions et les études sont cristallisés autour des sites d'investissement de grande taille. Or ils représentent une petite fraction des espaces ruraux. L'approche par la construction et la déconstruction des discours ne permet donc pas d'appréhender leurs matérialisations et de comprendre ce que fait le discours proposant de nourrir le monde.

Les études sur les Etats et les élites africains mettent notamment en lumière les mécanismes d'incorporation d'éléments de discours internationaux dans des politiques nationales (Fouilleux et Balié 2009; Woodhouse 2012a; Sumberg 2012). Elles nous informent sur les stratégies d'extraversion et les possibilités de détournement. Toutefois, parce qu'il y a

dédoublage et détournement, ces approches permettent uniquement de comprendre ce qui se joue au niveau des interfaces, et plus précisément au niveau de la capitale et des ministères. L'adoption de la politique agricole en capitale ne signifie pas qu'elle sera mise en œuvre en province. Les processus d'extraversion et de privatisation impliquent d'analyser les processus bureaucratiques, les lieux de décisions, et les ancrages locaux des élites, qui autorisent tout autant qu'ils verrouillent les interventions dans l'agriculture. Les perspectives par « le haut » sont révélatrices de réseaux clientélistes au sommet de l'Etat mais pas de ceux situés à sa base. Des perspectives « par le bas » ont été conduites pour différents objets tels que la décentralisation (Blundo 1998), la corruption (Blundo et Olivier de Sardan 2012a), ou la protection de la nature (Rozenn Nakanabo Diallo 2013), mais pas pour l'agriculture. Elles sont nécessaires pour comprendre les interactions dans l'espace rural et entre les différentes échelles. Ce sont ces dernières qui sont *in fine* mises en jeu par la matérialisation des discours sur l'alimentation globale.

Enfin les approches explorant la matérialisation du discours alimentaire mondial se sont centrées sur les effets directs des investissements de grande taille (Adamczewski et al. 2012; R. Hall, Scoones, et Tsikata 2017). Cette lecture est problématique à au moins trois égards. Premièrement, elle est centrée sur une quantification en hectares, en emplois, et éventuellement en tonnes de production. Ce prisme terre-travail-capital ne permet pas de comprendre les transformations socio-spatiales. Qui bénéficie de l'implantation d'un projet à un endroit donné ? A qui appartiennent les 15% des terres transférées à une entreprise privée ? Comment la tenure foncière est-elle affectée ? Comment les éventuels emplois ont-ils été attribués aux habitants et qui en profite ? Comment les rapports sociaux locaux sont-ils conservés ou recomposés ? La géographie sociale repose sur le postulat selon lequel l'appropriation de l'espace compte. Il apparaît donc essentiel de s'intéresser à la manière dont les appropriations de l'espace et des ressources sont transformées pour comprendre les effets des investissements.

Deuxièmement, l'attention se concentre sur le site de mise en culture de l'investissement. Cette approche très mécaniste de l'investissement agricole exclut les effets plus larges de l'investissement comme régime politique. Le recours à l'investissement privé comme mode d'intervention dans l'agriculture agit au-delà des sites d'investissements. Il est accompagné de négociations et de transformations des législations concernant les semences, les pesticides, l'accès à la terre ou encore le commerce extérieur. Le recours à l'investissement s'accompagne par exemple d'une modification du système de financement de l'agriculture. Il



implique que beaucoup de capital soit disponible pour financer des machines et couvrir les coûts de production avant la vente de la récolte. Ces transformations ne sont pas perceptibles sur les sites mêmes des investissements où se focalisent les études.

Troisièmement, ces études négligent le contexte politique et économique dans lequel les investissements se situent. Or la situation politico-économique du Nord du Mozambique façonne grandement la réception des projets et leur déploiement. Elle est marquée par des attaques armées et des contestations ouvertes des élections<sup>8</sup>. Les effets sont multiples et entraînent notamment une réduction des investissements publics et privés car l'instabilité politique effraye les « partenaires étrangers » dont les capitaux sont cruciaux. Du point de vue des habitants, l'incertitude quant aux résultats électoraux et le retour de soldats de la RENAMO augmentent leur politisation. C'est d'autant plus vrai que la situation économique du pays s'est considérablement dégradée. En 2016, les bailleurs de fonds internationaux ont gelé leur aide budgétaire suite à l'annonce de dettes cachées<sup>9</sup>. Cela a engendré un effondrement de la monnaie et une explosion du prix des biens de consommation<sup>10</sup>. C'est dans ce contexte que les investisseurs mènent leurs projets, que les producteurs commercialisent leurs récoltes et gèrent le budget de leur foyer, et que les interventions de l'Etat et du parti d'opposition sont perçues. Ces limites appellent donc à interroger à la fois plus précisément les investissements pour saisir ce qu'ils produisent localement et dans des espaces distants, mais aussi à décaler le regard pour intégrer d'autres processus qui interagissent avec eux.

---

<sup>8</sup> Les incidents politiques se sont multipliés depuis 2013. Le chef du parti de la RENAMO, Afonso Dhlakama, a quitté Maputo en 2008 pour s'installer à Nampula, la principale ville du Nord du Mozambique. En 2012, à la suite d'attaques armées de la police ainsi qu'à la pression des anciens combattants de la RENAMO réclamant leurs indemnités, il repart dans la forêt de Gorongosa. Avec ses soldats il y mène une stratégie défensive face aux interventions de l'armée et attaque épisodiquement la route principale qui lie le sud du Mozambique au nord. Pour une analyse des affrontements entre 2013 et 2016, voir (Morier-Genoud 2017).

<sup>9</sup> En avril 2016, la situation économique du Mozambique s'effondre alors que les médias révèlent que trois entreprises publiques mozambicaines ont emprunté secrètement plus de 2 milliards de dollars (1,88 milliards d'euros). Il s'agit d'EMATUM, de PROINDICUS et de MAM (Mozambique Asset Management) (*Le Monde.fr* 2016a). Ces entreprises ont respectivement emprunté 850 Millions USD en 2013, 622 Millions USD en 2013 et 535 Millions USD en 2014. La dimension secrète est surprenante dans la mesure où le contrat entre EMATUM et les Constructions Mécaniques de Normandie a été fortement médiatisé : François Hollande et Armando Guebuza ont visité ensemble les chantiers de Cherbourg en septembre 2013 (RFI 2013).

<sup>10</sup> Entre janvier et août 2016, le Meticul a perdu 50% de sa valeur par rapport au dollar (Club of Mozambique 2016). La dette publique représentait 40% du PIB en 2013, 130% en 2016 et 120% en 2017 (Ecofin 2017; *Le Monde.fr* 2016b).

## 2.2. La notion de constellation agropolitique

Une constellation agropolitique est l'ensemble des acteurs déployant des stratégies de contrôle et de gestion de la production agricole ainsi que les relations tissées entre ces acteurs autour de ces enjeux. Cette définition est une adaptation directe de celle de constellation hydropolitique<sup>11</sup> introduite par Julie Trottier (1999).

Trottier a élaboré la notion de constellation hydropolitique afin d'étudier les acteurs en interaction pour déterminer l'usage, l'accès, la régulation, la pollution, ou encore l'instrumentalisation de l'eau à diverses échelles. Son approche permettait de rendre visible une multiplicité d'acteurs, participant aux luttes pour l'appropriation ou la conservation de l'eau, de l'espace, et du pouvoir. L'allocation de l'eau peut en effet structurer des collectifs d'irrigants mais aussi être investie par des scientifiques en quête de budgets (Trottier 2006) ou des institutions en quête de territoires (Trottier 1999; Fustec 2014). La notion de constellation hydropolitique répondait ainsi aux limites des approches centrées sur les Etats, sur les dimensions légales et publiques de l'eau, et sur les discours internationaux. Elle révèle par exemple l'existence de différentes constellations hydropolitiques locales, qui sont occultées et donc délégitimées par les discours nationaux et internationaux (Trottier 1999; Trottier et Perrier 2017a). L'intérêt heuristique de cette notion est d'intégrer une diversité d'acteurs au poids variable et aux ressources inégales. Elle permet également d'utiliser les relations à l'eau, ou à la production agricole, comme un prisme pour explorer les effets d'autres processus sociaux, par exemple ceux engendrés par la construction d'un mur entre les territoires israéliens et palestiniens (Trottier 2007a).

La sous-section suivante précise la notion de constellation agropolitique tandis que celle d'après la situe parmi les concepts déjà existants.

### 2.2.1. Eléments de précision

La notion de constellation agropolitique soulève deux difficultés constitutives des études de l'agriculture : (1) la polysémie et les contours flous de l'agriculture et de l'activité de production, (2) la pluralité des échelles d'analyse et des ancrages spatiaux des acteurs.

---

<sup>11</sup> « Une constellation hydropolitique est constituée de tous les acteurs déployant des stratégies tissées autour des divers enjeux représentés par le contrôle de la gestion de l'eau ainsi que les relations entre ces acteurs, quelle que soit leur nature. » (Trottier 2007b, 6).

Les contours et la définition d'agriculture et de production agricole sont des enjeux cruciaux souvent négligés. Il ne s'agit pas seulement de savoir où placer le curseur entre les agricultures de firme, les agricultures de ferme, et les agricultures de relégation, pour reprendre la classification de Hervieu et Purseigle (2009). Certes, les critères retenus peuvent rendre invisibles certains types de producteurs et marginaliser les réseaux agroalimentaires dits alternatifs. Il s'agit également de savoir quels sont les rôles que l'on attribue à l'agriculture et, par conséquent, quels sont les acteurs qui doivent être pris en compte.

Si l'agriculture est entendue comme un secteur économique et évaluée selon sa capacité à générer une récolte, alors l'accent est placé sur des filières agroalimentaires ou agroindustrielles. Les acteurs principaux sont les travailleurs agricoles, les firmes de transformation et de distribution, les consommateurs et leurs préférences alimentaires ou industrielles, les recherches agronomiques qui génèrent de nouvelles variétés et des intrants, ainsi que les compagnies d'agrofouritures qui les commercialisent. Mais l'agriculture peut aussi être saisie à l'aune de son emprise spatiale et analysée au prisme de luttes pour l'espace. Les mêmes acteurs ou de nouveaux, apparaissent alors dotés de stratégies différentes. Les questions agricoles impliquent désormais des Empires ou des Etats qui cherchent à construire des territoires en occupant l'espace ; des organisations qui luttent pour maintenir des espèces végétales et animales ou des taux de carbone dans les sols ; ou encore des riverains et des municipalités qui veulent préserver la qualité des ressources en eau et la santé de leurs enfants. Enfin l'agriculture peut être saisie comme une activité qui s'inscrit dans des existences aux objectifs et aux dimensions diversifiés. La production n'est alors pas une finalité mais un moyen de vivre, de survivre, d'habiter en collectivité ou encore de s'émanciper<sup>12</sup>. Cette lecture inscrit l'agriculture dans un réseau de relations sociales beaucoup plus larges. Elle coexiste par exemple avec des pratiques non-agricoles de cueillette, de chasse, de loisirs, et est façonnée par des enjeux de sociabilité et de reproduction de la famille.

Comment la notion de constellation agropolitique fait-elle face à cette polysémie ? En proposant de saisir l'ensemble des acteurs déployant des stratégies de contrôle et de gestion de la production agricole, elle ne préjuge pas des finalités de cette activité et de son produit. Il s'agit ainsi d'une approche ouverte de l'agriculture, qui n'exclut pas ni ne légitime *a priori* des acteurs, mais qui s'intéresse au contraire au sens que ces derniers lui donnent. En se

---

<sup>12</sup> Des chercheurs ont, par exemple, proposé de lire l'agriculture à partir des travaux de Hannah Arendt, en inscrivant l'activité agricole simultanément dans la sphère d'activité publique, dans la sphère du travail et dans la sphère de l'œuvre, c'est-à-dire de la recherche d'un sens personnel (Albaladejo, Sartre, et Gasselin 2012).

centrant sur les discours et les pratiques des acteurs, cette approche évite l'écueil des lectures dichotomiques pro ou anti-investissement, et centre l'analyse sur la construction des échecs et des succès<sup>13</sup>. Cette notion permet ainsi d'explorer comment les questions agricoles sont enchâssées dans des enjeux d'alimentation, de conquêtes d'espaces, ou encore de quêtes de légitimité et d'émancipation, qui varient d'une échelle à l'autre et se combinent en divers lieux. Cette approche soulève la question des échelles pertinentes.

Les échelles sont des constructions sociales. Certains acteurs produisent, investissent et promeuvent l'échelle globale, tandis que d'autres se focalisent sur le renforcement de l'échelle nationale ou locale. Problématiser la déforestation de l'Amazonie ou la sécurité alimentaire à une échelle globale renforce simultanément certaines interventions morales et technocratiques par rapport aux revendications de souveraineté nationale<sup>14</sup>. Réciproquement, affirmer l'autosuffisance alimentaire nationale légitime les interventions étatiques dans des activités de production qui relevaient principalement de la sphère privée. Dans ce contexte, à quelle échelle étudier la production agricole ? L'intérêt de la notion de constellation est de proposer d'explorer plusieurs constructions scalaires et leurs interactions. Julie Trottier (1999) analyse par exemple la constellation hydropolitique internationale, composées d'Etats et d'agences de développement cherchant à résoudre le conflit Israélo-Palestinien, les constellations locales formées autour de sources ou de puits ruraux ou de réseaux d'eau urbains, ainsi que la constellation nationale palestinienne, qui cherche à se renforcer tout en négociant avec les autres coalitions. Similairement, les enjeux agricoles impliquent des acteurs aux ancrages et aux échelles différenciés. La notion de constellation permet simultanément d'étudier comment ces échelles sont construites et comment un lieu articule plusieurs d'entre elles.

Dans les territoires palestiniens, cette approche a conduit Klervi Fustec à caractériser l'autorité Palestinienne d'Etat « hors sol » (Fustec 2014). Un Etat « hors-sol »

« [...] est un État construit par des acteurs exogènes et/ou nationaux mais plus insérés à l'échelle globale que nationale ou locale (ici les bailleurs de fonds et les leaders de l'AP et du Fatah) sur des bases non démocratiques [...]. Ensuite, c'est une entité gouvernementale qui se développe grâce à la captation de l'aide internationale. C'est également un État qui ne prend pas en compte les enjeux spatiaux et socio-politiques locaux et qui ne met pas en œuvre de politiques publiques au niveau local. Enfin, c'est un État qui n'est pas légitime aux yeux de sa propre population. » (Fustec 2014, 503).

---

<sup>13</sup> Voir par exemple (Buckley 2013)

<sup>14</sup> Voir les travaux de (Taylor et Buttel 1992) qui analysent comment la construction des problèmes environnementaux globaux est accompagnée d'impératifs moraux et technocratiques.

Fustec montre en effet que la territorialisation de l’Autorité Palestinienne dans le domaine de la gestion de l’eau et du changement climatique est limitée. Les politiques publiques ne sont pas mises en œuvre et correspondent essentiellement à des stratégies de captations de ressources de l’aide internationale. Ces éléments justifient une analyse séparée des constellations hydro-politiques locale, nationale et internationale. A la différence de l’Autorité Palestinienne, l’Etat mozambicain fait l’objet d’élections et met en œuvre des politiques publiques. Rozenn Diallo (2013) évoque d’ailleurs un (re)déploiement de l’Etat dans un contexte de régime d’aide. Il est accompagné de la mise en place d’enclaves bureaucratiques et d’une préservation voire d’une expansion du pouvoir de l’Etat. Nous n’avons donc pas distingué plusieurs constellations agropolitiques. Les enjeux méthodologiques amènent toutefois à différencier les approches pour saisir les acteurs nationaux et ceux localisés dans les espaces ruraux. Ceci est détaillé au chapitre 2.

### 2.2.2. Situer la notion de constellation agropolitique

Pourquoi introduire un nouveau terme ? De nombreux concepts ont été introduits pour analyser les acteurs et leurs interactions au sujet de la production agricole, notamment ceux de *food regimes*, de systèmes agraires, de *agro-food systems*, ou encore de *agro-food networks*. Des chevauchements existent entre la notion de constellation agropolitique et ces différents concepts.

Philip McMichael et Harriet Friedmann ont développé la notion de *food regime* à la suite de travaux de cette dernière sur les ordres alimentaires internationaux [*international food order*]<sup>15</sup>. Un *food regime* désigne un ensemble de règles formelles et informelles qui façonnent la production et la consommation alimentaire à l’échelle mondiale (Philip McMichael 2009). L’idée était « de comprendre de manière structurée le rôle de l’agriculture et de l’alimentation dans l’accumulation du capital à travers le temps et l’espace » (Philip McMichael 2009, 140). L’approche est particulièrement utile pour souligner les enjeux géopolitiques liés à l’agriculture et à l’alimentation à petite échelle<sup>16</sup>. Elle ne prétend cependant pas à une compréhension des différentes agricultures et des relations à la

---

<sup>15</sup> « [an international food order] is a stable set of complementary state policies whose implicit coordination creates specific prices relative to other prices, a specific pattern of specialization, and resulting patterns of consumption and trade » (Friedmann 1982, S248).

<sup>16</sup> En particulier à l’échelle internationale où interagissent les Etats et les institutions internationales (Banque Mondiale, FAO, OMC) et les grandes firmes d’agrofourriture ou agricoles. L’approche a ainsi permis de distinguer trois *food regimes* distincts et de les caractériser en partie, voir notamment (Verhaegen 2012; Bernstein 2015).

production à travers le monde<sup>17</sup>. De fait, cette approche a très peu appréhendé les dynamiques endogènes aux espaces qu'elle jugeait périphériques<sup>18</sup>. Pire, elle a parfois conduit à des interprétations manichéennes qui ont fait du capitalisme et plus précisément de l'agrobusiness l'origine du mal et de l'agriculture paysanne la solution sociale et écologique nécessaire et désirable (Bernstein 2015, 25). Comme je souhaitais explorer un espace considéré comme périphérique et que je voulais éviter à tout prix la dérive manichéenne, je n'ai pas élaboré mon cadre théorique à partir des *food regimes*. J'ai toutefois intégré les apports de ces études, notamment dans l'analyse du cadrage de la politique agricole mozambicaine (chapitre 3).

Le concept de système agraire a été introduit par des géographes dans les années 1950 puis repris et approfondi par une série d'agronomes (Jouve 1988; Cochet 2011; Rieutort 2016). Dans la version définie par Cochet (2011, 100-101), le système agraire analyse le mode d'exploitation du milieu, les rapports sociaux de production et d'échange, les conditions de répartition de la valeur ajoutée, les systèmes de production et leurs trajectoires, la spécialisation et la division sociale du travail au sein de filières, ainsi que les conditions économiques, sociales et politiques, qui façonnent l'intégration des producteurs au marché mondial. Les agronomes ont mis au point une méthode de diagnostic agraire pour explorer les systèmes agraires. Les géographes se sont ré-intéressés à ces études, après avoir privilégié celles des terroirs, et, des structures et des paysages agraires (Plet 2003; Rieutort 2016). Le concept est particulièrement fertile pour explorer l'hétérogénéité des exploitations dans un espace donné et leurs interactions. Il permet également de saisir la structuration progressive, tant économique que sociale, d'une zone de production. Bien que la notion de constellation partage des enjeux communs à l'approche des systèmes agraires, elle ne repose pas sur la méthodologie du diagnostic agraire. Ceci est détaillé au chapitre 2. Par ailleurs, j'interroge également la fabrique d'une politique agricole et sa circulation, ainsi que les mécanismes de violence liés aux interventions dans l'espace rural. Ceci est discuté à la section 3. Ces éléments ne sont généralement pas abordés dans l'étude des systèmes agraires. Il m'a donc semblé nécessaire d'introduire une notion complémentaire à cette dernière.

Dans les années 1980, la géographie agricole anglophone a intégré des éléments d'économie politique qui ont déplacé le regard de l'agriculture [*farming*] aux systèmes

---

<sup>17</sup> « [*Food regime analysis*] makes no claim to comprehensive treatment of different agricultures across the world » (Philip McMichael 2009, 140).

<sup>18</sup> Par opposition à ceux considérés comme centraux c'est-à-dire la puissance britannique pour le premier *food regime* et les Etats Unis d'Amérique pour le deuxième *food regime*. Cette approche centrée sur les règles qui façonnent l'alimentation à l'échelle internationale laisse peu de place pour les dynamiques « locales » qui ne génèrent pas de transformations du régime dans son ensemble.

agroalimentaires [*agro-food systems* parfois *agri-food systems*] <sup>19</sup> . Les systèmes agroalimentaires renvoient à l'ensemble des acteurs impliqués dans la production, la distribution et la consommation d'aliments, les relations entre eux et les dispositifs réglementaires [*regulatory apparatus*] qui gouvernent ces arrangements<sup>20</sup>. Cette définition est très proche de celle de constellation agropolitique énoncée plus haut. Pourquoi alors préférer la notion de constellation à celle de système ? Parce que cette dernière a tendance à réifier les différents acteurs comme s'ils s'organisaient de manière préméditée pour incorporer de nouveaux espaces, et à négliger ceux qui s'inscrivent dans des dynamiques opposées<sup>21</sup> (Whatmore et Thorne 2004, 235-36). Par ailleurs, il a été reproché à ces études de reposer sur une ontologie moderne, qui sépare la société et la nature et dépolitise cette dernière (Goodman 1999). En réponse, ces auteurs ont proposé de remplacer le terme de système par celui de réseau, initiant ainsi l'âge des *agrofood networks*.

Fondés sur la théorie de l'acteur réseau développé par Bruno Latour, les *agrofood networks* mettent l'accent sur les interactions entre d'innombrables humains, machines, plantes ou encore codes qui se déploient de manières situées dans divers lieux avec une multitude de frictions<sup>22</sup>. L'approche entend ainsi se focaliser sur les moyens par lesquels des réseaux d'acteurs construisent l'espace en mobilisant des rationalités, des technologies, des instruments de représentation, ou encore des êtres vivants, humains inclus, et non plus sur le déploiement spatial prévisible de structures sociales (Whatmore et Thorne 2004, 247). Cela rejoint l'approche adoptée dans cette thèse. Cependant, la cime du « système » avait à peine été décapitée et la graine du « réseau » plantée que la hache des « assemblages » s'est abattue sur cette dernière.

<sup>19</sup> D'après l'entrée *Agricultural Geography* du *Dictionary of Human Geography* (Gregory et al. 2011, 17);

<sup>20</sup> Traduction d'après la définition du *Oxford Dictionary of Human Geography* (Rogers, Castree, et Kitchin 2013). Une autre définition fréquente est « *the set of activities and relationships that interact to determine what, how much, by what methods and for whom food is produced and distributed* » (Gregory et al. 2011, 20).

<sup>21</sup> Pour Sarah Whatmore et Lorraine Thorne (2004, 236) « [*The reach of corporations and bureaucracies depends upon intricate interweavings of situated people, artifacts, codes, and living things and the maintenance of particular tapestries of connection across the world. Such processes and patterns of connection are not reducible to a single logic or determinant interest lying somewhere outside or above the social fray. This distinction is the difference between systems and networks; a shift in analytical metaphor [...]* ».

<sup>22</sup> « [...] *unlike systems, [agro-food networks] are not self-sustaining ; they rely on hundreds of thousands of people, machines, and codes to make the network. They are collective, that is their length and durability are woven between the capacities and practices of actants-in-relation. They are hybrid, combining people and devices and other living things in intricate and fallible ways in the performance of social practices. They are situated, inhabiting numerous nodes and sites in particular places and involving their own particular frictions (cultural and environmental) to network activity. And, finally, they are partial even as they are global, embracing surfaces without covering them, however long they reach* » (Whatmore et Thorne 2004, 246-47)

L'approche par les assemblages se présente comme un « *after* » *network theory* permettant de saisir l'« extériorité des relations », c'est-à-dire la possibilité qu'un élément assemblé change sans que l'ensemble du réseau ne soit modifié<sup>23</sup>. La théorie de l'acteur-réseau aurait tendance à nier tout ce qui est extérieur au réseau ou à le rabaisser à un plasma non formaté. La notion d'assemblage figure au centre des travaux de Saskia Sassen (2006, 2013) qui portent sur ce qui constitue ou qui déstabilise « le national » et « le global »<sup>24</sup>. Elle analyse ainsi les investissements étrangers dans les terres agricoles africaines comme des mécanismes qui contribuent à « désassembler » le territoire national (Sassen 2013). Elle explique cependant d'utiliser la notion d'assemblage dans son sens « le plus descriptif » et de manière « profondément sous-théorisée [*profoundly untheoretical*]. » (Sassen 2006, 5). À l'opposé, ceux qui théorisent les assemblages se réfèrent aux travaux de Gilles Deleuze et Félix Guattari. Ils les auraient décrits comme « *a « constellation » of elements that have been selected from a milieu, organised* » (Anderson et McFarlane 2011, 125). Dans une perspective de déflation conceptuelle, j'ai donc conservé le terme de constellation plutôt que celui d'assemblage.

### 2.3. La notion d'espace gris

J'ai formulé la notion d'« espace gris » pour désigner les espaces qui ne font pas l'objet d'une intervention de grande taille, qu'elle soit étatique, privée, issue d'une organisation quelconque, et qui se retrouvent donc, exclus de, et marginalisés par, cette dernière. Les « espaces gris » constituent ainsi le produit d'une trajectoire endogène et d'une non-intervention. L'enjeu n'est pas de les caractériser en tant que tels mais d'explorer les mécanismes à l'origine de leur marginalisation et de leur occultation. Il ne s'agit pas non-plus d'appeler à les résorber, puisqu'ils sont inévitablement produits par les interventions ciblées, mais d'inciter à prendre en compte leurs dynamiques propres, notamment en interaction avec les interventions qui les jouxtent.

---

<sup>23</sup> Voir (Anderson et al. 2012) qui proposent un revue des usages de la notion d'assemblage en géographie. Ces auteurs soulignent la diversité des emplois de ce mot, et prennent leur distance avec l'idée d'un « *after* » *actor network theory*. Ils documentent cependant les critiques faites à la théorie de l'acteur-réseau.

<sup>24</sup> « *Rather than starting with these two complex wholes—the national and the global—I disaggregate each into [territory, authority and rights]. They are my starting point. I dislodge them from their particular historically constructed encasements—in this case, the national and the global—and examine their constitution in different historical configurations and their possible shifting across and/or insertions in various institutional domains.* » (Sassen 2006)



La notion d' « espace gris » permet d'interroger les effets des interventions qui ciblent des espaces spécifiques et en délaissent d'autres. Elle répond à l'avènement de politiques, publiques et privées, qui se concentrent sur des sites bornés - un corridor, un quartier, une entreprise modèle, un périmètre irrigué particulier - au détriment de l'espace et de la population considérés dans leur ensemble. Elle répond également à la prolifération de représentations qui mettent en scène des cas particuliers et s'inscrivent dans une dynamique de *success making* (Sumberg et al. 2012, 189). Ces deux phénomènes conduisent à ne pas documenter les espaces, les acteurs, et les choses, laissés pour compte. Dans ce contexte de polarisation des interventions et de médiatisation inégale, il était nécessaire d'introduire un terme pour saisir ce qui est mis de côté.

Je pense en effet que les interventions à l'emporte-pièce correspondent à une forme de pouvoir dans et sur l'espace. Elle est caractérisée par une rationalisation des interventions pour maximiser le ratio bénéfice/coût, indépendamment de l'atteinte d'un objectif total<sup>25</sup>. Cela conduit à une concentration des interventions sur certains sites où les bénéfices sont les plus prometteurs. Elle est également liée à une idée de gouvernement par la preuve. Dans une conception néolibérale de l'individu, ce dernier s'autodiscipline de manière rationnelle en fonction des incitations et des représentations qu'il reçoit<sup>26</sup>. En somme, la notion d' « espace gris » est utile pour analyser les conceptions utilitaristes de l'espace et des humains. Elle permet à la fois d'explorer les espaces utiles d'intervention et les espaces inutiles qui peuvent être délaissés (Ferguson 2005; Giraut 2009b). Elle conduit alors à analyser les populations cibles à intégrer et les populations « en surplus » qui sont reléguées (Li 2010).

### 2.3.1. Eléments de précision

La définition d' « espace gris » présentée plus haut est :

(1) **relationnelle**. Un espace devient « gris » par rapport à une intervention donnée, par exemple vis-à-vis du zonage d'un programme de modernisation agricole, ou en regard d'un

---

<sup>25</sup> On retrouve ici en quelque sorte la distinction identifiée par Michel Foucault (2004) entre souveraineté et pouvoir disciplinaire. Pour Foucault, la souveraineté est fondée sur « le pouvoir absolu dans la dépense absolue du pouvoir » tandis que le pouvoir « disciplinaire » calcule « le pouvoir avec le minimum de dépense et le maximum d'efficacité » (Foucault 2004, 32). Mais le parallèle s'arrête ici, d'une part car Foucault était essentiellement intéressé par des manières de gouverner étatiques en France entre le 17<sup>ème</sup> et le 20<sup>ème</sup> siècle, d'autre part, car ni l'espace, ni le territoire, ni la géographie, ne peuvent être comptés parmi ses objets d'analyses principaux. Il offre des concepts et des démarches stimulants pour les géographes mais le travail reste à faire (Foucault 1976; Elden 2007).

<sup>26</sup> Cela rejoint l'analyse d'Alain Desrosières d'une gestion de l'économie par l'incitation et non pas par la régulation (Desrosières 2003, 563).

projet qui se focalise sur un type d'exploitation et exclut celles hors-critères. Il y a donc, au côté des « espaces gris », des « espaces blancs », mis en lumière par l'intervention, qui attirent l'attention et occupent les représentations. Les « espaces gris » n'existent donc pas de manière autonome ou intrinsèque. Un espace peut être marginalisé par une intervention, mais se situer au centre d'une autre dynamique, et être donc simultanément « gris » et « blanc » selon l'entrée adoptée<sup>27</sup>.

(2) **négative**. Elle ne préjuge pas de la nature ni de la forme des « espaces gris ». Leurs caractéristiques sont diverses selon les situations et il n'est pas possible de les présupposer d'emblée. Au contraire, l'enjeu est de mettre à jour les mécanismes et les raisons qui conduisent à la relégation de ces espaces, ainsi que la manière dont les interventions et les non-interventions les façonnent. Les « espaces gris » peuvent être discontinus, par exemple certaines exploitations agricoles, ou les surfaces cultivées en ville dans un contexte de négation de l'agriculture urbaine. Ils peuvent correspondre à des régions entières, par exemple l'intérieur angolais, dans un contexte où l'Etat construit sa rente politico-économique sur le secteur pétrolier (Perez-Niño et Le Billon 2013). Ils transcendent également les divisions centre/périphérie (Cattan 2006) ou espaces étatiques/non-étatiques (J. Scott 1998, 186) car ils sont pensés en relation à une intervention et non pas par rapport à une concentration, de population ou de pouvoir, ou par rapport à l'Etat.

### 2.3.2. Une notion à la croisée de nombreuses études

Un ensemble de travaux inspire la notion d'« espace gris » et la volonté de prendre en compte la non-intervention comme une manière de gouverner :

**(1) Plusieurs travaux se sont intéressés aux espaces marginaux ou laissés pour compte.** Martin Vanier (2000, 107) a, par exemple, développé la notion de « tiers-espace », désignant l'espace ni vraiment urbain ni vraiment rural, qui s'il « existe comme réalité sociétale, géographique, voire économique [...] n'est actuellement l'objet d'aucune reconnaissance dans le dispositif de l'administration territoriale et, surtout ne retient pas d'avantage l'attention des politiques de projet, de régulation, et de l'action publique territorialisée en général ». Les « espaces gris » considérés dans cette thèse ont très peu à voir avec les « tiers espaces »

---

<sup>27</sup> Par exemple, l'Ardèche est un espace gris de la modernisation agricole mais un terrain actif de (re)production de variétés-populations et donc un « espace blanc » de réseaux alternatifs (Garçon 2015).

périurbains de Vanier. Cependant l'idée d'introduire une catégorie spatiale pour saisir une réalité non problématisée par la puissance publique m'a intéressée.

Les travaux de « géographie par le bas » ont interrogé les espaces africains au prisme des espaces légitimes<sup>28</sup> et la manière dont ils s'articulent et coexistent avec les territoires étatiques (Ben Arrous et Ki-Zerbo 2009). Pour ces auteurs, une « lutte pour la géographie » est en cours, avec pour enjeu l'imagination de :

« formules territoriales et de formes d'intégration qui permettent l'expression politique de l'ensemble des individus et des communautés, indépendamment de leur présence ou de leur (in)visibilité actuelle sur les cartes géographiques par le haut. »

(Arrous 2009a, 348).

Cette approche m'a induite à prendre au sérieux les dynamiques, les pratiques, et les représentations endogènes, au-delà des espaces mis en avant dans les discours dominants.

Les recherches dans et sur les périphéries<sup>29</sup>, ont exploré les questions de frontières internes et de mobilité (Kopytoff 1986; Chauveau, Jacob, et Le Meur 2004; Claudot-Hawad 2006; Trottier et Perrier 2017b), de cartographie, notamment le sens des « blancs cartographiques » (Blais, Deprest, et Singaravélou 2011; Lavigne Delville 2016) ou encore d'innovation (Giraut 2009a). Les travaux sur les appropriations des zones humides dans les savanes africaines, *wetlands in drylands*, ont par exemple souligné des appropriations de l'eau, des techniques d'irrigations, et des conflits, rendus invisibles par les études se centrant sur les grands périmètres irrigués (Woodhouse, Bernstein, et David 2000; Woodhouse 2012c). En posant des questions sur ce qui se passait loin des centralités politiques et en périphérie ou en interaction avec des dispositifs, ces études ont réhabilité des dynamiques souvent occultées. Elles incitent à prendre en compte l'espace et les territorialités<sup>30</sup> dans leurs continuités.

**(2) Plusieurs travaux se sont intéressés simultanément aux processus de mise en ordre et de maintien du « désordre ».** On note en particulier les échanges entre James Scott et James Ferguson. Le premier soutenait dans l'introduction de *Seeing Like a State* que :

---

<sup>28</sup> Un espace légitime « c'est l'espace géographique produit par les pratiques matérielles et par les représentations d'une société ou d'une communauté liée par un commun désir de vivre ensemble. » (Arrous 2009b, 20).

<sup>29</sup> Au sens d'espaces isolés et/ou enclavés et/ou moins densément peuplés, souvent en situation de subordination par rapport à un centre (Cattan 2006).

<sup>30</sup> Au sens de l'ensemble des relations que les humains entretiennent avec l'extériorité et l'altérité dans la perspective de satisfaire leurs besoins (Raffestin 1985).

## Partie I – Chapitre 1

*«Today, global capitalism is perhaps the most powerful force for homogenization, whereas the state may in some instances be the defender of local difference and variety. »*

(J. Scott 1998, 8)

Cette affirmation étend l'argument de Scott, centré sur les dispositifs d'homogénéisation étatiques, et l'intérêt de son livre, au-delà des Etats aux fortes prétentions de pouvoir. Le capitalisme global chercherait ainsi à standardiser, homogénéiser et discipliner le monde dans sa totalité, comme l'ont fait les Etats avant lui. Dans un article intitulé *Seeing Like an Oil Company*, James Ferguson (2005) réfute cette proposition. Pour lui, le capitalisme global, exemplifié par les investissements miniers et pétroliers, ne conduit pas à l'homogénéisation de l'espace mais à la production d'enclaves sécurisées<sup>31</sup> :

*«The result is not the formation of standardized national grids, but the emergence of huge areas of the continent that are effectively “off the grid”. [...] it is worth asking whether Africa’s combination of privately secured mineral-extraction enclaves and weakly governed humanitarian hinterlands might constitute not a lamentably immature form of globalization but, rather, a quite « advanced » and sophisticated mutation of it. »*

(Ferguson 2005, 380).

Il met ainsi l'accent sur la création de vastes espaces non investis, dans lequel l'Etat intervient peu, mais qui font toutefois l'objet de certaines interventions et intégrations, *via* les ONG notamment. Cette analyse m'a conduit à voir les « espaces gris » non pas comme des espaces transitoires en cours de capitalisation mais bien comme des espaces coexistant avec les zones investies dans la durée.

Le concept d' « Etat bifide » [*bifurcated state*] caractérise un mode de domination mis en place pendant la colonisation (Mamdani 2004). Il articule un mode de gouvernement direct fondé sur le droit civil pour les citoyens résidant dans les villes et un mode de gouvernement indirect, fondé sur le droit coutumier pour les sujets résidant à l'extérieur de ces dernières. Mahmood Mamdani analyse ainsi les chefs coutumiers comme des « despotes décentralisés », instrumentalisés par l'Etat colonial pour gouverner les populations africaines à moindre coût. La nature schématique de cette proposition, la généralisation du cas Sud-Africain, et la prise au pied de la lettre des discours coloniaux, en décalage avec le fonctionnement réel des

---

<sup>31</sup> *“The movements of capital cross national borders, but they jump point to point, and huge areas are simply bypassed. [...] Usable Africa gets secured enclaves – noncontiguous “useful” bits that are secured, policed, and, in a minimal sense, governed through private or semiprivate means. These enclaves are increasingly linked up, not in a continuous, territorial national grid, but in transnational networks that link dispersed spaces in a selective, point-to-point fashion. The rest – the vast terrain of “unusable Africa”- gets states increasingly disengaged from the project of governing national territories [...]” (Ferguson 2005). Il faut toutefois souligner que James Scott identifiait également l'articulation d'espaces appropriés [state spaces] et d'espaces non appropriés [non-state spaces] comme un mode de gouvernement. Il écrit ainsi : “The role of statecraft in this context becomes that of maximizing the productive, settled population in such state spaces while at the same time drawing tribute from, or at least neutralizing, the non-state spaces.” (J. Scott 1998, 187)*

espaces ruraux, ont été critiquées (Austen et al. 1991). Toutefois la proposition reste très stimulante pour penser la « gestion de la différence » dans ses dimensions politiques, juridiques et spatiales. Elle permet de penser la division de l'espace, une partie mise en ordre, une autre laissée pour compte, comme une stratégie de gouvernement. Cette division ne coïncide pas nécessairement avec une dichotomie urbain/rural. Elle peut prendre une diversité de formes (Li 2014a, 198-99).

Tania Murray Li (2014a) analyse les régimes de protection des petits producteurs imposés par les autorités et les experts à partir des années 2000 comme une continuation de la gestion de la différence et de la contradiction<sup>32</sup>. De nombreux projets d'ONG et de bailleurs promeuvent une « solution communautaire » centrée sur la gestion collective de la terre et des ressources. Elle est présentée comme un rempart aux dynamiques de dépossession, tout en réservant certains espaces pour des interventions extérieures. Li offre ainsi une lecture de la création par « le haut » d'espaces d'interventions et simultanément d'espaces de protection qui permettent de collectiviser des peuples et de les fixer à des terres (Li 2014a, 209). Elle appelle à mettre l'accent sur la manière dont les mécanismes de dépossession et de marchandisation varient selon les espaces et donc à distinguer ces derniers. Cette approche m'a incitée à penser le gouvernement des espaces délaissés comme complémentaire et en interaction avec celui des espaces d'intervention de grande taille.

**(3) Plusieurs travaux se sont intéressés aux représentations inégales de l'espace et de l'agriculture.** Les réflexions sur la construction de *success stories* (Sumberg et al. 2012) et la prolifération de la littérature grise narrant les triomphes du Développement appellent en particulier à un regard critique. Elles interrogent non seulement le déroulement précis des cas relatés et de ce qu'ils occultent, mais encore la situation des espaces qui ne sont pas ciblés. Pierre Joseph Laurent a documenté la richesse des mises en scènes dont des villageois burkinabés étaient capables pour « tourner la tête » des bailleurs (Laurent 1998). Au Sénégal, le comportement des agronomes chinois en station agronomique est critiqué, mais ils interviennent également, hors de leur mandat et avec plus de facilité, auprès d'associations de producteurs (Buckley 2013). Ces éléments m'ont incitée à questionner le sens des interventions et des non-interventions au-delà des représentations dominantes.

---

<sup>32</sup> Contradiction notamment entre la recherche de rentabilité, le financement des administrations, le maintien de la stabilité politique, l'amélioration des conditions de vie des populations, ou encore la protection de zones naturelles.

Christophe Bonneuil (2000) a analysé les projets d'aménagement agricole de grande taille en Afrique entre 1930 et 1970 comme des « laboratoires » de l'Etat Développementiste [*Developmentalist State*]. Il s'agissait d'administrer ces espaces étatiques pour démontrer la supériorité des techniques, des savoirs, et de l'organisation sociale à l'européenne et renforcer le pouvoir de l'Etat. Ces espaces d'intervention ont ainsi été largement étudiés, documentés et archivés. Au contraire, très peu d'études sont disponibles sur les espaces de non-intervention directe [*non-state spaces*]. Il m'a semblé qu'introduire la notion d' « espace gris » permettrait de réduire, pour la période actuelle, un tel décalage. Elle incite en effet à documenter les dynamiques des « espaces gris » au-delà de l'intérêt des acteurs qui interviennent dans l'agriculture et les espaces ruraux.

La notion d' « espace gris » est héritière de tous ces travaux. Elle me semble nécessaire pour comprendre le sens des interventions dans l'agriculture d'une manière totale. Elle rejoint les approches de celles et ceux qui cherchent à analyser l'agriculture (Verhaegen 2012), la terre et l'eau (Trottier 2015a; Trottier et Perrier 2017b), l'environnement (Siméant 2017) ou encore les migrations (Niang 2014) en remplaçant des dispositifs spécifiques dans un ensemble de pratiques et d'espaces qu'ils affectent de manière partielle. La dimension « agricole » ne figure donc pas dans la définition d'espace gris, car ils ne sont pas spécifiques aux interventions dans l'agriculture.

### Section 3 – Cadre conceptuel

Cette section présente le cadre conceptuel de cette thèse, élaboré à partir de l'état de l'art (section 1), de ses limites (section 2.1.) et des notions introduites précédemment (section 2.2.). Premièrement, il explore la constellation agropolitique en termes de production et d'acceptation de savoirs, de discours, de représentations, et d'institutions. Ce sont tous des instruments de coproduction qui participent simultanément à stabiliser l'ordre social et l'ordre naturel (section 3.1.1.). Ce cadre conceptuel s'intéresse en particulier à la réception de coproductions exogènes par des habitants. Il mobilise pour cela la notion d'*épistémologie civique*, c'est-à-dire les processus institutionnalisés par lesquels les sociétés sélectionnent un énoncé (section 3.1.2.).

Dans un deuxième temps, ce cadre conceptuel s'intéresse aux appropriations de l'espace et des ressources, qui sont toutes deux centrales dans l'activité de production agricole, quel que soit le sens donné à cette dernière. L'espace est à la fois support de

ressources, moyen de production, et nécessaire à la survie des acteurs. Leurs ancrages et leurs territorialités conditionnent fortement leur position dans la constellation et comment ils peuvent s'approprier la récolte et la partager. Ces questions sont abordées dans la section 3.2.1. L'étude des constellations agropolitiques interroge également les ressources. Qu'est ce qui fait ressource ? Qui y a accès ? Quelles sont les institutions légitimes pour gérer les récoltes et les partager ? Qui décide de ce qui est produit et consommé ? Ces questions sont abordées section 3.2.2.

Enfin, les intérêts contradictoires et les compétitions entre acteurs concernant l'appropriation et le contrôle de la production agricole conduisent à contraindre certains d'entre eux. Ils déterminent qui mange et qui meurt de faim, mais également qui peut travailler et qui ne peut plus accéder à la terre, et qui peut vivre dans quel espace et sous quelles conditions. Ces contraintes sont analysées ici comme des violences qui s'exercent sous de multiples formes contre des individus ou des groupes d'individus. La section 3.3 apporte ainsi différentes notions pour saisir les violences liées aux processus d'accumulation ainsi que les violences diffuses présentes dans les sociétés et pouvant interagir avec ces premières.

### 3.1. Le prisme de la coproduction des savoirs et des rapports de pouvoir

Qui détermine quels sont les systèmes agricoles pertinents ? Quelles institutions sont légitimes pour gouverner l'agriculture ? Comment la terre, la productivité ou encore l'alimentation sont-elles appréhendées dans les discours publics ? Ma démarcher s'ancre dans une approche constructiviste. Les savoirs scientifiques qui informent les politiques et les interventions dans l'agriculture sont des construits sociaux. Ils contribuent à un discours qui se transforme à mesure qu'il circule et qu'il est mis en œuvre. Etudier la production, la circulation et la matérialisation des discours et les rapports de pouvoir qu'ils mettent en jeu implique d'articuler les apports des *Science and Technology Studies* (STS), de la *political ecology* et de la *political agronomy*.

#### 3.1.1. Les coproductions de l'ordre naturel et de l'ordre social

La manière dont les sociétés appréhendent le monde est coproduite avec la manière dont elles souhaitent le gérer (Jasanoff 2004). La compréhension et les représentations de

l'agriculture constituent un ordre naturel qui est conçu en même temps que sont mises en place des institutions pour l'encadrer. Par exemple, l'appréhension des plantes cultivées en termes de variétés-lignées pures en France à partir du début du 20<sup>ème</sup> siècle, et surtout après 1945, va de pair avec leur gestion comme des biens marchands et une nouvelle intervention publique dans les pratiques agricoles (Bonneuil et Hochereau 2009). Au nom de la modernisation, elle permet à l'Etat devenu phytogénéticien de « déplacer la reproduction des semences et l'appréciation des variétés de la ferme vers de nouveaux espaces d'expertise » (Bonneuil et Hochereau 2009, 1309). Les représentations, les discours, les institutions et les identités sont des instruments clefs dans la stabilisation simultanée d'un ordre social et d'un ordre naturel (Jasanoff 2004). Si ces instruments sont souvent analysés à l'échelle de l'Etat-nation<sup>33</sup>, ils se déploient également à des échelles supra et infranationales<sup>34</sup>.

L'étude des règles formelles et informelles qui façonnent la production, la circulation et la consommation des denrées agricoles sur le temps long a mis en évidence une succession de coproductions (Friedmann et McMichael 1989; Philip McMichael 2009). Alors que les empires coloniaux ont organisé la mise en valeur d'une partie du monde jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, ils ont progressivement fait place à l'hégémonie de l'Etat-nation. Les nouveaux Etats, comme les Etats-Unis d'Amérique ont fortement inspiré cette coproduction avec leur représentation et leur gestion de l'agriculture comme un secteur économique national. A partir des années 1930, les Etats ont cherché à s'imposer au sommet de l'agriculture *via* la mise en place d'infrastructures, d'institutions ou encore d'instruments de gouvernement telles que les cartes et les statistiques agricoles (Friedmann et McMichael 1989; Didier 2011; Pierre Muller 2000). Les institutions internationales et les agences de Développement ont contribué à véhiculer et stabiliser cette coproduction dans les anciens empires coloniaux en plaçant les Etats dans lesquelles elles intervenaient en situation de « contrôle » du « secteur agricole »

---

<sup>33</sup> Voir les travaux de James Scott sur la mise en « lisibilité » du monde par l'Etat (J. Scott 1998). Voir également la coproduction des biotechnologies analysée par Sheila Jasanoff (2005) en Allemagne, aux Etats-Unis d'Amérique et au Royaume Uni, et la coproduction des statistiques et des cartes agricoles et des institutions de planification aux Etats Unis d'Amérique (Didier 2007b, 2011). L'entrée par la fabrique des politiques publiques et des référentiels conduit également à mettre l'accent sur l'Etat-nation. Voir par exemple l'analyse du passage d'une coproduction centrée sur le maintien des campagnes à un nouveau référentiel de l'agriculture comme secteur productif cogéré entre l'Etat français et les représentants de la profession agricole (Pierre Muller 2000).

<sup>34</sup> Voir par exemple la coproduction de la Politique Agricole Commune et la circulation des modèles économiques des Etats Unis d'Amérique vers l'Europe (Fouilleux 2000), ou les enjeux de représentation et de gouvernement du climat aux échelles globales et internationales (Edwards 1999; Aykut et Dahan 2015). Le maintien des variétés-populations et des plantes anciennes exclues du catalogue officiel peut également être analysé en termes de coproduction. Elle repose sur des réseaux de producteurs, d'associations, de laboratoires, de jardins et de lieux d'échanges de graines et de tubercules qui se déploient en parallèle, en interaction et au-delà des institutions nationales (Demeulenaere et Bonneuil 2011; Garçon 2015).



(Ferguson 1990). Le financement de ministères de l'agriculture, l'étude des politiques agricoles ou encore la construction de comptabilités nationales sont autant d'actes qui ont renforcé la position de l'Etat dans la constellation agropolitique.

Les acteurs étatiques doivent cependant interagir avec des sociétés, des institutions privées ou encore des acteurs financiers qui remettent sans cesse en question la coproduction stato-centrée (Migdal 2001). Dans les territoires palestiniens, les constellations hydropolitiques locales organisent toujours la gestion de l'eau et de l'agriculture selon des régimes communautaires malgré les incursions des acteurs internationaux et étatiques (Trottier 1999, 2007b). En intervenant par-delà les frontières, les entreprises privées contribuent à désassembler les coproductions nationales et à les recomposer à leur profit<sup>35</sup>. Cela ne signifie pas que toutes les coproductions se valent ou que les savoirs sont des manipulations.

Les STS ont montré que le succès des énoncés scientifiques et des technologies n'est pas imputable à leur valeur intrinsèque mais à leur intégration dans des réseaux d'humains et de non humains (Latour 1989). L'attention portée à ces réseaux permet de souligner comment la matérialité et l'inégale distribution des ressources, qu'elles soient financières, représentationnelles ou encore coercitives, construit l'ordre social et l'ordre naturel. Elle permet de comprendre les mécanismes qui font triompher certaines coproductions sans tomber dans une histoire écrite par les vainqueurs, qui analyse le passé à la lumière du présent. La détection des feux par satellite peut simultanément accabler les petits producteurs en Amazonie brésilienne (Sorrensen 2009) et dénoncer les plantations industrielles d'huile de palme en Indonésie (Harwell 2000). Un pêcheur demandant des analyses de sa pêche pour prouver son innocuité peut engendrer de nouveaux savoirs sur la pollution du Rhône et *in fine* faire interdire sa propre activité (Gramaglia et Babut 2014). Un ensemble d'investisseurs canadiens peuvent se laisser convaincre par une « économie d'apparence » qui fait appel à leur imaginaire de pionniers et perdre des millions de dollars dans une hypothétique mine d'or indonésienne (A. Tsing 2004). Ces assemblages contingents et non-prédéterminés renforcent souvent la coproduction stato-centrée, point de passage obligé des discours, des institutions, des représentations ou encore des identités.

---

<sup>35</sup> Voir par exemple (Philip; McMichael 2005) et l'analyse de (Sassen 2013). Les chiffres de ce dernier article ne sont cependant plus d'actualité à la suite de la mise à jour de la base Land Matrix. Voir également la mise en place de standards de production (ex. Better Cotton Initiative, Round Table Responsible Soy, Bonsucro) soutenus par des grandes firmes, qui contribuent à produire des représentations et à gouverner la production au profit de ces dernières (Cheyns 2010; Fouilleux et Loconto 2012; Sneyd 2014; Fouilleux et Goulet 2013).

L'extraversion et la privatisation de l'Etat mozambicain appellent à prendre en compte non seulement la production de savoirs mais également celle d'ignorances. Dans un contexte où l'aide et les prêts extérieurs sont des ressources clefs, beaucoup de discours et d'institutions sont des façades pour les capter. Elles mettent en scène un Etat régulateur, rationnel et économe qui correspond aux attentes extérieures mais pas à l'allocation effective des ressources et du pouvoir (Hibou 1998; Bayart 1999; Samuel 2012). L'ignorance stratégique correspond à une production active de doutes, d'incertitudes, d'inconnus pour dissimuler quelque chose (Proctor 2008). Celle générée par de grandes entreprises privées a été particulièrement étudiée<sup>36</sup>. Elles n'ont cependant pas le monopole de l'ignorance stratégique. En 2016, le scandale des dettes « cachées » du Mozambique montre qu'hommes d'Etat et bailleurs de fonds peuvent également s'entendre pour occulter et oublier certaines procédures d'encadrement des prêts. Les études africaines ont montré l'importance d'une approche critique des coproductions affichées par les Etats et leurs partenaires, telles que le socialisme d'Etat (Cahen 1987), la privatisation (Pitcher 2002) ou encore la protection de la nature (Rozenn Nakanabo Diallo 2013).

La politique agricole adoptée par le Mozambique dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) résulte et contribue à une coproduction portée par les agences de Développement et par l'Etat (Brüntrup 2011). Elle est centrée sur la modernisation de l'agriculture et l'intervention de capitaux privés. L'étude critique de cette coproduction (chapitres 3, 4 et 5) est cependant limitée par le fait qu'elle se centre sur la fabrique d'une politique publique et laisse de côté sa mise en œuvre. Or les interactions plus larges entre représentations et sociétés sont clés pour déterminer leurs devenir mutuels. La réception des experts de la radioactivité après Tchernobyl par des éleveurs anglais dépend de la crédibilité des premiers et de la relation des seconds aux accidents nucléaires (Wynne 1989). Similairement, les images de la terre vue du ciel ne sont pas des mobiles immutables mais sujettes à des interprétations et des actions socialement situées (Jasanoff 2001). Comprendre le poids d'une coproduction particulière, ici celle de la politique agricole adoptée dans le cadre du NEPAD implique donc de regarder la société dans laquelle elle circule et s'inscrit.

---

<sup>36</sup> La stratégie des compagnies de tabac, maintenant le doute au sujet de la nocivité de la cigarette, a lancé les études sur l'ignorance stratégique (Oreskes et Conway 2011). Voir également la dissimulation des effets nocifs des polychlorobiphényles (PCB) par Monsanto pendant 40 ans (Robin 2008, 21-33), et plus largement les études sur les sciences et le gouvernement de la toxicité (Boudia et Jas 2014).

### 3.1.2. Circulations et réceptions des coproductions

La réception des innovations et leur mise en application sont profondément conditionnées par un contexte politique, économique et social, ainsi que par une manière d'élaborer, de cadrer et d'institutionnaliser la preuve. L'*épistémologie civique* désigne les pratiques institutionnalisées par lesquelles les sociétés mettent en œuvre des manières culturellement, historiquement et politiquement situées de tester, sélectionner, adopter ou discréditer certains énoncés scientifiques (Jasanoff 2005, 254). Elle permet de dépasser l'approche du *Public Understanding of Science* selon laquelle la réception est fonction du niveau de connaissances et de compréhension des citoyens (Jasanoff 2005, 250). Le Mozambique s'apparente peu aux « nations démocratiques technologiquement avancées » pour lesquelles l'*épistémologie civique* a été développée.

Le Mozambique est caractérisé par une unité nationale fragile (Cahen 1994) et un Etat autoritaire et extractif peu tourné vers les technosciences (Carlos Nunes Castel-Branco 2010). La société a hérité d'un gouvernement colonial bifide qui a différencié des citoyens urbains d'une part, de sujets ruraux d'autre part (Mamdani 2004). Les premiers ont été administrés selon les lois « civilisées » portugaises et devaient s'exprimer selon le registre du droit. Au contraire, les seconds ont été incorporés dans un ordre coutumier imposé par l'Etat et étaient assujettis à des autorités tribales. La décolonisation et la construction d'une « société civile » par l'aide au développement n'ont pas mis un terme à ces fractures<sup>37</sup>. Il en résulte une coexistence de procédures de sélection et de modes d'administration de la preuve qui dépend des espaces où les discours circulent<sup>38</sup>. Le contexte de gouvernementalité néolibérale implique également l'intervention d'une multiplicité d'acteurs dans la fabrique des politiques agricoles, dans leur mise en œuvre, dans la production et dans la gestion de la récolte. Ce sont leurs interactions et leurs ressources inégales qui contribuent *in fine* à la circulation, à la transformation et à l'application des savoirs.

L'articulation de la *Political Ecology* aux *STS* permet d'analyser les savoirs et leurs transformations à mesure qu'ils circulent et qu'ils sont mis en application. Elle a analysé les asymétries de pouvoirs et de ressources ainsi que les interactions mises en jeu par les *messy*

---

<sup>37</sup> Voir par exemple les analyses ancrées de la société civile en milieu rurale (Kleibl et Munck 2017). Voir également les travaux sur l'héritage du gouvernement indirect (Forquilha 2006).

<sup>38</sup> Cet impératif de dépassement du cadre national de l'*épistémologie civique* n'est pas spécifique au Mozambique ou aux Etats africains. Au sein même des Etats-Unis la réception et l'institutionnalisation d'une politique agroalimentaire peut varier d'une ville à l'autre révélant des *épistémologies civiques* différenciées (Morrell 2016).

*field base science* (M. Goldman, Nadasdy, et Turner 2010). Ceci permet d'étudier la façon dont les trajectoires spécifiques des habitants et des espaces ruraux interagissent avec les savoirs experts<sup>39</sup>. La *Political Agronomy* se focalise en particulier sur « l'étude des relations et des processus qui lient les forces et les facteurs politiques, économiques et sociaux à la production et à l'utilisation de savoirs et de technologies agronomiques » (Sumberg, Thompson, et Woodhouse 2014, 1502). Cette approche critique, permise par l'érosion de l'hégémonie de l'Etat et de l'expertise agronomique publique, explore la dimension politique des interventions dans l'agriculture (Sumberg, Thompson, et Woodhouse 2013; Sumberg et Thompson 2012). Elle intègre les apports de l'économie politique, des STS, et des études du développement. Elle permet d'étudier comment les technologies agricoles sont sélectionnées, acceptées ou refusées.

La circulation de savoirs et les interventions dans l'agriculture mettent en jeu des intermédiaires ou des médiateurs, ainsi que des mécanismes de courtage. Les intermédiaires véhiculent du sens ou de la force entre deux univers de sens sans les transformer, tandis que les médiateurs transforment et modifient le sens de ce qu'ils sont censés transmettre (Latour 2006, 58; Rioufreyt 2013, 46)<sup>40</sup>. Dans les deux cas, ces positions à l'interface entre mondes sociaux jouent un rôle clef pour construire un sens commun (dimension cognitive de la médiation) et/ou trouver des solutions acceptables entre des groupes éloignés (dimension stratégique de la médiation) (Nay et Smith 2002). Le courtage correspond à la mise en place d'intermédiaires entre univers de sens pour capter des ressources, pour leur profit et celui de leurs clients. Les courtiers du Développement drainent en particulier les ressources de l'Aide au développement vers les lieux de gestion et les espaces d'implantation de projets (Olivier de

---

<sup>39</sup> Elle permet par exemple de saisir la coproduction des rangiers canadiens et celle des nations premières quant au loup (Nadasdy 2010), les effets des processus de naturalisation spatiale de l'eau sur le long terme en Bolivie (Zimmerer 2010) ou encore la facilité de circulation du concept de corridor de conservation dans les arènes internationales et nationales et la forte opposition qu'il rencontre auprès des habitants kényans (M. Goldman 2010).

<sup>40</sup> Les définitions varient cependant selon les auteurs. Par exemple, pour Bruno Jobert et Pierre Müller (1987, 71-79), les médiateurs sont ceux qui décodent le référentiel sectoriel, le rendent intelligible et le recodent en des termes susceptibles d'agir sur le réel. La question n'est pas de savoir si l'information est « déformée » ou pas mais d'analyser la capacité des médiateurs à faire le lien entre des espaces d'action et de production de sens (P. Muller 2015, 57-58). Les concepts de médiateurs, intermédiaires, ou encore courtier ont fait l'objet de nombreuses études notamment en ethnographie. Dès les années 1950, Eric Wolf (1956) analysait les individus capables d'opérer entre les attentes des communautés et celles de la nation comme des « courtiers » économiques et politiques. Clifford Geertz (1960) analyse peu après la manière dont certaines élites locales en Indonésie rurale peuvent agir comme des « courtiers culturels » en traduisant l'idéologie abstraite dans un langage concret de la vie rurale et en rendant compréhensible à l'intelligentsia la nature des peurs et des aspirations de la paysannerie. Philippe Coulon a attiré l'attention sur les « courtiers politiques » en Afrique qui œuvrent entre le secteur politique central et le secteur périphérique et sont une clientèle des élites nationales (Coulon 1972). Plus récemment de nombreux travaux se sont penchés sur les « courtiers locaux en développement » en Afrique (Bierschenk, Chauveau, et Sardan 2000).

Sardan et Bierschenk 1993; Trottier 2006). Des médiateurs et des courtiers peuvent également opérer par-delà les frontières nationales, facilitant la circulation de savoirs, de ressources ou d'instruments et leurs réinscriptions dans de nouveaux contextes<sup>41</sup>. Au cours de ces opérations et des interactions avec des structures de pouvoir et des coproductions déjà établies, ils transforment souvent profondément le sens des savoirs et des instruments véhiculés. Ces acteurs et ces mécanismes sont constitutifs de l'*épistémologie civique* car les savoirs et les projets sont acceptés, négociés ou contestés en fonction des sens construits, des ressources annoncées et des possibilités de détournement.

Malgré l'avènement de la participation, des projets inclusifs, et des discours sur l'*ownership*, les interventions dans l'espace rural sont souvent imposées aux habitants (Whitman 2003; Delgado-Pugley 2014). Les Etudes du développement ont montré que ceux-ci déploient des ruses pour capter des projets de Développement et les détourner (Laurent 1998).

« Dans une situation d'asymétrie sociale, la ruse populaire n'est pas étrangère à l'idée de dérober des ressources, matérielles et symboliques, à un univers de sens considéré comme différent du sien afin [...] de tirer profit de matériaux précontraints sans bouleverser à fond ses propres structures. »

(Laurent 2004, 177-79).

La ruse désigne la capacité à parvenir à ses fins sans dommage pour la collectivité et sans représailles (Laurent 2004, 177-79). Elle participe à la construction de l'identité des groupes dominés et à leur manière de traiter avec le pouvoir et d'accéder à des ressources. Ces analyses permettent de comprendre comment les habitants font face à des coproductions et des savoirs qu'ils ne maîtrisent pas et qui leurs sont imposés. Elles mettent en lumière les processus et les règles qui encadrent les interventions dans l'agriculture, souvent en décalage complet avec les discours dominants et la législation. Le cadre conceptuel du projet Terre-Eau repose sur ces éléments relatifs à la coproduction de l'ordre social et de l'ordre naturel et à leur circulation. En quoi sont-ils pertinents pour saisir une constellation agropolitique ? Premièrement ils permettent de dépasser le clivage nature/culture qui a été reproduit par une partie de la géographie lorsqu'elle intègre de manière acritique les « faits de nature » et naturalise les « faits humains ». Au contraire, cette approche réhabilite la nature comme une construction tout en prenant en compte sa matérialité. Deuxièmement, elle permet d'enrichir

---

<sup>41</sup> Voir par exemple la circulation d'experts agronome Hollandais de l'Indonésie vers l'Ethiopie et la construction de « savoirs portables » induite par la décolonisation (Mehos et Moon 2011). Voir également les travaux sur le marché des savoirs et des experts de réforme, en particulier les juristes et les économistes, qui circulent entre Etats et universités du Sud, institutions internationales et universités du Nord, en particulier états-uniennes.

la portée critique de l'étude des politiques publiques « ailleurs », souvent limitée par la perspective opérationnelle (Artigas 2010). L'approche coproductionniste rejoint ainsi les entrées structurationnistes (Gay 2016) ou par les instruments de gouvernement (Lascoumes et Le Galès 2005) qui mettent en avant les rapports de pouvoirs et la dimension stratégique des savoirs. Troisièmement, cette approche enrichit les entrées par les systèmes de production ou les cas d'investissement. Ces dernières prennent souvent les politiques publiques et les projets comme des interventions données, sans pouvoir les déconstruire ou les replacer dans des rapports de pouvoirs particuliers. Au contraire, la combinaison des *STS* et de la *Political Ecology* permet d'explorer pourquoi telle coproduction a été sélectionnée et telle intervention promue, ainsi que son déploiement sur le terrain. Elle permet ainsi d'ouvrir la boîte noire macro-économique et les discours globaux et nationaux. Enfin, elle offre la possibilité de situer des asymétries de pouvoirs qui sont centrales dans la reproduction et la circulation des discours. Ces éléments permettent donc de saisir les différents acteurs de la constellation agropolitique comme des producteurs et des véhicules de savoirs aux ressources et au poids inégal.

### 3.2. Les enjeux d'appropriation de l'espace et des ressources

L'espace est le support des relations de pouvoir. La réponse de Michel Foucault aux géographes qui l'interrogent sur la prégnance des notions géographiques dans ses textes mais l'absence d'analyse critique de la géographie est éclairante :

« A travers [mes obsessions spatiales], je crois avoir découvert ce qu'au fond je cherchais : les rapports qu'il peut y avoir entre pouvoir et savoir. Dès lors qu'on peut analyser le savoir en termes de région, de domaine, d'implantation, de déplacement, de transfert, on peut saisir le processus par lequel le savoir fonctionne comme un pouvoir et en reconduit les effets. Vous avez une administration du savoir, une politique du savoir, des rapports de pouvoir qui passent à travers le savoir et qui, tout naturellement, si vous voulez les décrire, vous renvoient à ces formes de domination auxquelles se réfèrent des notions comme champ, position, région, territoire. »

(Foucault 1976).

Je partage cette analyse et l'idée que l'étude des rapports entre savoir et pouvoir implique de s'intéresser à l'espace. Mais l'étude des constellations agropolitiques va bien au-delà de cette approche. Dans ces cas l'espace n'est pas qu'un révélateur, il constitue un enjeu majeur en tant que ressource de production et support de cette activité. Sans espace cultivé, pas de production agricole. Il ne faut pas nécessairement posséder l'espace de production pour mettre la main sur cette dernière. Il existe de nombreux moyens pour contrôler l'espace et ses

occupants et pour s'appropriier la récolte. Ils impliquent cependant, fondamentalement, des interactions avec l'espace.

L'espace devient alors l'enjeu d'une lutte entre acteurs aux intérêts divergents. Des « exploitants » cherchent à extraire des lentilles, du charbon, ou du bois, pour approvisionner des marchés de consommateurs. Ceux que l'on nomme « habitants » veulent souvent vivre, assurer le futur de leurs enfants et la retraite de leurs parents. Des « touristes » espèrent traverser des paysages aménagés tandis que d'autres encore, « écologistes », souhaitent protéger des pandas, des parcs naturels ou des corridors de conservation. Ces différents acteurs ne sont pas nécessairement disjoints et « l'habitant » peut aussi être « exploitant », « touriste » ou « écologiste », au même endroit ou dans d'autres espaces. Une constellation agropolitique met alors nécessairement en jeu des luttes pour l'espace en même temps qu'elle prend appui sur ce dernier pour contrôler la production agricole. L'étudier implique d'articuler les réflexions qui ont été conduites sur les appropriations de l'espace et des ressources à notre cadre théorique.

### 3.2.1. Appropriations de l'espace

Parmi les relations que les acteurs peuvent entretenir avec l'espace, les géographes ont particulièrement exploré l'appropriation. Elle peut mettre en jeu des modalités matérielles (frontières, clôtures, agents des douanes), idéelles (représentations, imaginaires), ou encore normatives (restrictions d'usages, lois) (Ripoll et Veschambre 2004, 2005). Chez Karl Marx puis Henri Lefebvre la notion d'appropriation était connotée positivement et associée à l'émancipation, par opposition à l'aliénation, liée à la dépossession (Ripoll et Veschambre 2004, 2005). Cette dualité a été érodée. L'appropriation de l'espace peut être aliénation, si par exemple un ménage s'endette sur 50 ans pour devenir propriétaire de son terrain.

L'appropriation de l'espace a souvent été étudiée dans le cas d'espaces continus, bornés, signifiés, stables, aussi appelés territoires<sup>42</sup>. Cette appropriation, alors désignée par le terme de territorialisation, repose sur des pratiques et des dispositifs destinés à organiser,

---

<sup>42</sup> Cette définition volontairement pauvre de territoire découle de la géographie politique classique pour laquelle le territoire désigne l'espace de domination de l'Etat (Raffestin 1980, 10; M. Vanier 2009). Cette vision figée et continue limite la notion et ses possibilités (Cailly 2009). Une définition plus souple peut être choisie (Giraut 2013; Raffestin 1980) pour intégrer notamment des espaces discontinus et des appropriations spatialement dynamiques, ce qui élargit automatiquement le sens de territorialisation.

contrôler, maîtriser les usages ou encore aménager cet espace<sup>43</sup>. L'usage opérationnel du territoire et du triptyque territoire-territorialisation-territorialité a cependant mis l'accent sur des espaces figés et souvent nié la pluralité et la conflictualité des rapports à ce dernier<sup>44</sup>. Au contraire, la notion d'appropriation se focalise sur l'hétérogénéité des rapports de pouvoir et ne présuppose ni continuité spatiale, ni stabilité dans le temps, ni reconnaissance ou position commune. Je la conserve donc, tout en intégrant les apports des travaux sur le territoire et la territorialisation. Le concept de territoire multi-situé, désigne par exemple un ensemble de lieux différents et discontinus qui forme un espace fonctionnel et vécu (Giraut 2013, 300; Cortes et Pesche 2013, 290). Il permet aussi bien de saisir les appropriations de la ville sud-africaine fragmentée héritière de l'apartheid (Giraut 2013), que celle des corridors de transhumance sahéliens (Maman Moutari et Giraut 2013) ou de villages maliens connectés à différents lieux par les flux matériels et immatériels de la rente migratoire (Lima 2013, 341).

Le biais occidental-centré a tendance à associer à l'appropriation de l'espace son quadrillage et son cadastrage. Mais l'appropriation de l'espace peut prendre différentes formes, parfois chevauchantes. Les travaux sur le foncier en Afrique ont permis d'en distinguer au moins quatre : (1) *géométrique*, fondée sur une délimitation mathématique de l'espace et l'attribution d'une fonction à chaque forme, (2) *topocentrique*, fondée sur une représentation de l'espace autour de lieux (topocentres) d'où émanent des droits de gestion, (3) *odologique*, fondée sur le cheminement, et mettant en contact différents lieux, territoires et autorités, (4) *territoriale*, fondée sur le zonage et le bornage d'espace par une autorité qui attribue des droits d'accès<sup>45</sup>.

---

<sup>43</sup> En géographie, la territorialisation est caractérisée par « la mise en place d'une organisation et d'une structuration nouvelles et spécifiques, matérielles et/ou idéelles, d'une portion d'espace par un groupe social » (Ghiotti 2006) ou par « l'ensemble des actions, des techniques et des dispositifs d'action et d'information qui façonnent la nature ou le sens d'un environnement matériel pour le conformer à un projet territorial » (Debarbieux 2009). Cette notion est cependant polysémique (voir Fustec 2014, 88-91). En sciences politiques, la territorialisation fait référence aux adaptations locales d'une politique publique et s'inscrit dans le contexte de la décentralisation (Epstein 2009; Faure 2010).

<sup>44</sup> Sur l'hégémonie de la notion de territoire en géographie et le manque de réflexivité vis-à-vis de cette « norme conceptuelle dominante », voir (Ripoll et Veschambre 2002, 2005). Sur le triptyque territoire-territorialité-territorialisation voir (M. Vanier 2009; Di Méo 2015). La notion de territoire est par exemple associée à une idée de « reconnaissance collective d'une appartenance commune à l'espace » (Di Méo 1990, 368), l'accent étant mis sur la dimension commune plutôt que sur les hétérogénéités socio-spatiales et les discordes. Dans le cas de relations à l'espace ne relevant pas d'identifications collectives ou de relations continues spatialement, bornées et stabilisées, certains auteurs ont prôné le triptyque espace-spatialité-spatialisation (Cailly 2009).

<sup>45</sup> Etienne Le Roy distingue entre 3 et 5 formes selon les publications. Initialement, seules les trois premières étaient explicitées (Le Roy 1998) puis l'auteur a rajouté l'appropriation hiéronomique (ou sanctuarisation de l'espace) et l'appropriation du territoire (Le Roy 2011, 65-74). J'ai fusionné appropriation hiéronomique et territorialisation en une même catégorie car il me semble que la sanctuarisation peut être lue comme une forme



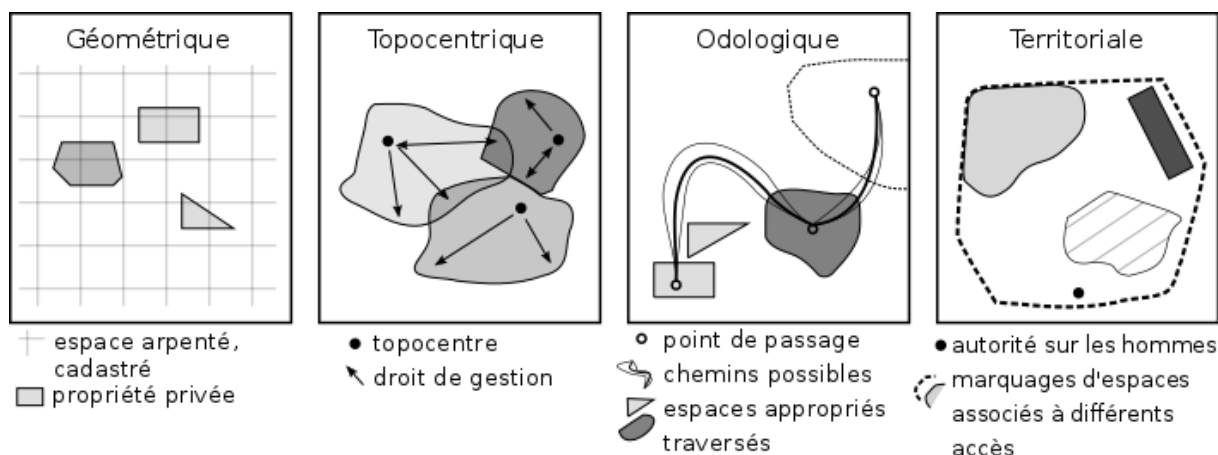


Figure 1.1 : Différentes représentations et appropriations spatiales. Adapté des travaux de E. Le Roy (1998, 2011)

Ces formes d’appropriation sont susceptibles d’être combinées dans toutes les sociétés (Le Roy 2011, 76). Ces travaux permettent alors de saisir différentes logiques spatiales et plusieurs formes de juridicité<sup>46</sup> qui peuvent coexister au sein d’une constellation agropolitique. On peut par exemple analyser les pivots d’irrigation d’Addax Bioenergy au Sierra Leone comme une appropriation géométrique de l’espace réalisée avec l’aide de l’Etat (Chouquer 2013). Au contraire, les logiques odologiques et topocentriques peuvent permettre d’éclairer le vécu des villageois au-delà du constat de relégation dans des interstices. Des familles multi-situées, aussi bien que des firmes de commercialisation agricole ou des pasteurs transhumants, peuvent déployer des représentations odologiques et façonner la production agricole et ses usages à partir d’ancrages en divers lieux.

La question des acteurs qui s’approprient l’espace, des moyens qu’ils déploient, et de leurs interactions avec la production agricole mérite plus d’attention. Les Etats peuvent s’approprier directement les espaces de production, en nationalisant des exploitations agricoles (A. Isaacman 1978), en mettant en place des projets d’aménagement hydraulique (Faggi 1990), en participant à des *joint-ventures*. Des politiques d’intervention dans l’espace rural, comme les programmes de villagisation, de coopérativisation, de nationalisation de la commercialisation ancrent simultanément l’Etat dans l’espace et dans le contrôle de la production. La production de frontières, d’administrations décentralisées, de lois, d’impôts, de statistiques nationales, de cartes ou encore des récits historiques, participent également à l’appropriation du territoire national et influencent la production agricole. L’Etat américain a,

---

de territorialisation, le marquage spatial, la relation avec les autres espaces, et le support technique ne changeant pas radicalement de nature mais juste d’amplitude.

<sup>46</sup> Entendue comme des pratiques sociales contraignantes déployées afin d’assurer la reproduction des conditions de vie en société. « si tout le droit est de la juridicité, la juridicité peut être, en particulier dans le rapport foncier, fort peu saisie par le droit » (Le Roy 2011, 26).

par exemple, inventé des méthodes statistiques et de sondage, fondées sur des réseaux de fonctionnaires et de collaborateurs dans les campagnes, pour stabiliser les prix agricoles et lancer des projets économiques (Didier 2012a, 2012b). D'une part, cela a renforcé le rôle de l'Etat et affaibli les spéculateurs qui profitaient des asymétries d'information pour diminuer les prix d'achats. De l'autre, cela a contribué à donner une consistance à « l'agriculture américaine » comme un tout, et donc à l'Etat et à son territoire<sup>47</sup>. Les Etats peuvent également s'appropriier des espaces de production hors de leurs frontières, notamment *via* les fonds souverains et les agences de développement<sup>48</sup>, mais également déléguer des espaces intérieurs à des entreprises privées (Hervieu et Purseigle 2009; Chouquer 2012b; Sassen 2013).

Les firmes agricoles s'approprient également l'espace et la production selon différentes modalités<sup>49</sup>. A partir de 1850 et surtout de 1900, les firmes européennes, sud-africaines, et indiennes, ont opéré un deuxième découpage de l'Afrique, parallèle à celui en Etats, et ont imposé leurs intérêts dans les espaces de vie et de production africains (Hopkins 1976a, 1976b, 1987). Les firmes agricoles, agroalimentaires ou d'agrofournitures ont fait l'objet d'un intérêt renouvelé<sup>50</sup>. Elles peuvent s'approprier des surfaces de centaines voire de milliers d'hectares, pour des durées plus ou moins longues, *via* la location de terres agricoles, la construction d'exploitation et/ou la mise en place d'infrastructures de stockage et de

---

<sup>47</sup> Par une appropriation représentationnelle et normative de l'espace de production il a donc renforcé sa position. Pour une discussion sur les relations entre cartographie, discipline, et gouvernement voir (Didier 2007b). Didier documente en particulier comment les cartes ne sont pas nécessairement des dispositifs de « disciplinarisation » de la population mais peuvent conduire à une réinvention du gouvernement. En Grande Bretagne, la mise en place de statistiques agricoles après la seconde guerre mondiale a permis de construire l'agriculture comme un secteur d'intervention du gouvernement (Murdoch et Ward 1997).

<sup>48</sup> On peut en effet considérer que les sites d'intervention d'agences de développement dans les pays d'intervention, qui sont souvent maintenues dans le temps long et sur lesquels les pays sources conduisent les expériences qu'ils souhaitent constituer une appropriation spatiale (Bonneuil 2000). Il ne s'agit pas tellement d'une appropriation pour la production que de mettre en place des sites d'observation et de diffusion, avec souvent des coopérations entre agences pour se découper des espaces d'intervention complémentaires au sein des territoires nationaux. Voir par exemple le découpage de la Zambie par différentes agences intervenant dans la gestion de l'eau (Trottier 2007c, 51)

<sup>49</sup> La définition de firme ou entreprise agricole varie selon les études et les contextes. Elles sont souvent identifiées par opposition à une forme d'agriculture familiale (Hervieu et Purseigle 2009, 189) et caractérisées par une agriculture hautement capitaliste installée sur les marchés des matières premières. Mais les firmes agricoles peuvent également être fondées sur des exploitations d'origine familiale, qui ont confié les fonctions d'administration, de gestion et de commercialisation à des salariés qualifiés et qui s'appuient sur des techniciens agricoles ou des ingénieurs agronomes (Albaladejo, Sartre, et Gasselín 2012; Bühler et Oliveira 2013).

<sup>50</sup> Notamment dans le cadre du projet ANR AGRIFIRME « Caractérisation des formes d'organisations sociales et économiques associées à l'agriculture de "firme" » coordonné par François Purseigle de 2010 à 2013. Voir les deux numéros d'*Etudes Rurales* issus de ces recherches (Purseigle 2012; Purseigle et Chouquer 2013). Précédemment, les géographes s'étaient intéressés aux territoires des firmes, « ensemble des lieux marqués par l'activité de l'entreprise, lieux d'ancrage que son activité transforme et à partir desquels elle cherche à assurer et développer ses performances » (Plet 1984).

transformation<sup>51</sup>. Elles établissent de nouvelles relations aux lieux orientées par les impératifs de production qui produisent par endroits des espaces ruraux extractifs et non habités ou difficilement habitables (Bühler et Oliveira 2013; Chouquer 2013). Les entreprises peuvent également s'appropriier des espaces de production et des récoltes sans posséder directement la terre<sup>52</sup>. Elles peuvent interagir avec des milliers de producteurs *via* des contrats de production de tabac au Mozambique (Perez-Niño 2014) ou organiser des « pools de semis » [*pools de siembra*] en Argentine en louant annuellement des centaines d'hectares (Chouquer 2012b, 78-80). Les entreprises peuvent alors avoir des ancrages spatiaux très réduits, limités à un siège ou une maison dans la ville voisine, des techniciens qui contrôlent les parcelles, des acheteurs postés dans les bourgs ruraux lors de la commercialisation ou encore des représentants, sillonnant les campagnes pour vendre des tracteurs et des intrants. Les entreprises ont donc, depuis des décennies, des appropriations spatiales diverses, qui peuvent associer logiques géométrique et odologique et se déployer dans une même région ou au-delà des continents.

Aux côtés des firmes et en interaction avec elles, la production et l'appropriation de l'espace est également menée par des agricultures familiales dites de « ferme », et des agricultures de relégation, dites de « subsistance » (Hervieu et Purseigle 2009). Au Mozambique, il est difficile de distinguer ces deux types et de généraliser leur situation. La colonisation, les guerres de libération et civile, l'absence d'industrialisation et de soutien à l'agriculture familiale, ont produit un ensemble d'individus préoccupés par leur survie et présents dans l'espace rural contre leur gré. Peu de titres fonciers associent des espaces de production à un individu. Plus souvent, des droits non-exclusifs sont distribués de manière topocentrique en fonction du statut social. Toutefois, comme ailleurs, on observe une individualisation et une stabilisation des appropriations individuelles exclusives<sup>53</sup>. A contrepied des lectures fixistes de l'espace et des familles rurales, elles sont souvent multi-localisées et fortement mobiles (Fernandez-Fernandez 1976; Funada-Classen 2013b;

---

<sup>51</sup> Dans des perspectives de spéculation foncière, certaines firmes achètent des terres pour les transformer, les exploiter, et les rentabiliser en 3 ans, avant de les revendre, ce qui leur a valu le surnom de «1000-day model » (M. Boche et Anseeuw 2013, 10; Mathieu Boche 2014b, 176-77). D'autres parlent d'entreprises « nomades » qui dans une logique de sécurisation de leur approvisionnement s'ancrent peu dans le territoire et sont prêtes à se déplacer rapidement pour saisir d'autres opportunités (Nguyen et Purseigle 2012).

<sup>52</sup> Des auteurs ont parlé d'accapement de la production [*production grabbing*] pour caractériser l'appropriation de segments de la chaîne de production qui ne passe pas par celle de la terre (Ducastel et Anseeuw 2011).

<sup>53</sup> Elle est marquée par une matérialisation plus forte des appropriations (ex. plantation d'arbres autour des parcelles) et une appropriation normative (ex. décisions au sein de la famille réduite et non plus en regard de la famille élargie ou de la chefferie). Pour une analyse de ce phénomène en Afrique de l'Ouest dès les années 1950 voir (Kouassigan 1966).

Premawardhana 2014). La reproduction de la famille est au cœur de l'articulation d'ancrages ruraux et urbains et de circulations multiples entre ces lieux<sup>54</sup>. Les appropriations spatiales ne sont ainsi pas centrées sur la production agricole mais permettent de faire face aux contextes économiques et aux conflits intra et extra-familiaux. Ils incluent des espaces sacrés, où se manifestent des esprits et où sont enterrés les ancêtres, des espaces de chasse et de collecte de bois, ou encore des réserves foncières pour les générations à venir.

Ce panorama est loin d'être complet, et on pourrait y ajouter les acteurs religieux qui implantent des missions et investissent dans des programmes agricoles et forestiers, des acteurs financiers qui diversifient leurs actifs dans l'agriculture, ou encore des écologistes qui aménagent des espaces de protection de la nature. Ce bref aperçu interroge toutefois la coexistence et les interactions entre ces acteurs aux moyens inégaux. Des habitants vivent entre les pivots d'irrigations et dans les espaces disloqués par les firmes (Chouquer 2012b, 2013), d'anciens travailleurs acquièrent des terres aux côtés des plantations d'huile de palme (Barral 2012), d'autres, marginalisés par la technicisation des exploitations, sont relégués dans des bourgs ruraux argentins (Albaladejo, Sartre, et Gasselin 2012). Les firmes interviennent fréquemment avec l'aide des Etats sources et hôtes, et les fonctionnaires, en poste ou non, sont souvent les premiers bénéficiaires de la privatisation du patrimoine foncier étatique<sup>55</sup>. Ces différentes interactions mettent en contact des acteurs avec des relations potentiellement très différentes au temps, à l'agriculture, et à l'espace. De nombreux habitants suivent des logiques de subsistance et de reproduction familiale qui reposent sur une vision de l'agriculture et du temps différentes de celle des politiques publiques, des investissements spéculatifs ou des agences de développement<sup>56</sup>. Aucune de ces catégories n'est par ailleurs homogène et il existe d'importantes compétitions pour l'accès à la terre entre habitants (Li 2014a; Trottier et Perrier 2017b), entre entreprises ou encore entre fonctionnaires (Fairbairn 2013).

---

<sup>54</sup> Pour un exemple au sud du Mozambique impliquant des migrations vers l'Afrique du Sud voir Mercandalli (2014). Pour des exemples de circulations ailleurs : en Namibie (Greiner 2012), au Brésil (Nasuti, Eloy, et Le Tourneau 2013), au Nicaragua (Fréguin-Gresh et al. 2015).

<sup>55</sup> Les entreprises privées et les haut fonctionnaires ont en particulier bénéficié des programmes d'ajustement structurels (Hibou 1999; Pitcher 2002) et de la privatisation des entreprises nationales (Myers 1994a; West et Myers 1996).

<sup>56</sup> Par exemple, les techniciens sénégalais n'ont pas le même partage du temps que les agronomes chinois envoyés pour les aider (Buckley 2013). Les premiers se représentent l'agriculture comme une activité sociale et intercalent temps de travail et temps de repos et de socialisation. Les seconds voient l'agriculture comme une affaire technique et distinguent le temps « amer » du travail de leur temps de loisir. Pour les travailleurs sénégalais, les chinois sont rudes et intéressés par l'extraction de profit. Au contraire pour ces derniers, les africains sont paresseux et passent leur temps à s'amuser. Les tensions observées dans ce cas se retrouvent également au Mozambique, où les travailleurs mozambicains se plaignent à la fois de l'absence d'une relation de travail durable et de son manque de flexibilité par rapport à leurs autres activités (Durán et Chichava 2012).

Le contexte spatio-temporel dans lequel ces frictions s'inscrivent contribue à façonner leurs effets (Tsing 2005). La diversité des situations a conduit à distinguer différents types d'espaces : des greniers de production (Charvet 1985), des fronts pionniers (Sartre et Sebille 2008), des *modern agricultural frontiers* (Jepson 2006), des fronts écologiques (Guyot et Richard 2010; Héritier et al. 2010; Guyot 2011), des *wetlands in drylands* (Woodhouse, Bernstein, et David 2000) ou encore des agricultures périphériques (Léonard 2001). Ces contextes, à la fois politiques, économiques, sociaux, et écologiques, façonnent, tout autant qu'ils sont produits par, les interactions entre les différentes appropriations de l'espace. Les mêmes coexistences ne sont pas possibles dans une frontière agricole moderne comme le Cerrado, où les politiques publiques soutiennent fortement l'agro-industrie (Jepson 2006), et dans l'Amazonie brésilienne, marquée par d'importantes coalitions en faveur de la protection de l'environnement et des peuples indigènes (Nepstad et al. 2005). Les interventions des firmes ne sont pas aussi faciles dans des frontières internes isolées des infrastructures de transport, que dans des paysages agricoles qui facilitent la circulation du capital et des travailleurs et naturalisent l'extraction des surplus<sup>57</sup>.

L'hétérogénéité de l'espace et sa construction sur le long terme doivent être prises en compte. Les attentes et les engagements des producteurs mozambicains, sénégalais, ou soudanais, vis-à-vis de nouveaux projets de Développement agricole sont influencés par les interventions passées (Wrangham 2010; Buckley 2013; Marriott 2015). Les espaces purgés des droits coutumiers par la mise en place d'exploitations agricoles modernes et rendus accessibles sont plus facilement réinvestis (Glover 2014; Léonard 2016). La reprise ou la constitution de domaines fonciers nationaux par les Etats Africains après leurs indépendances a facilité l'attribution de grandes concessions à des investisseurs privés et des fonds souverains (Chouquer 2012b, 98). Il faut donc non seulement saisir les interactions entre acteurs dans différents espaces mais encore l'accumulation de ces interactions et des appropriations dans le temps.

Quel est l'apport de l'approche géographique d'une constellation agropolitique ? Premièrement elle permet de suivre le « fonctionnement » du pouvoir et d'explorer les rapports de forces entre acteurs à différentes échelles. Elle permet notamment de dépasser les positions binaires concernant les investissements privés ou l'aide au développement en montrant comment ils produisent des effets différenciés selon les contextes. Deuxièmement,

---

<sup>57</sup> Voir par exemple l'analyse du paysage agricole californien par Don Mitchell (2003).

en se centrant sur les luttes pour l'espace, elle dépasse le prisme fonctionnaliste qui se centre sur l'espace rural comme espace de production. Au contraire, tous les acteurs convoitant des espaces, que ce soit pour les protéger, les mettre en valeur, en contrôler la production, ou les habiter peuvent être saisis par cette entrée. Enfin, cette approche permet de réhabiliter des espaces qui ne sont pas ciblés par les politiques agricoles. Elle incite à prendre en compte des interactions entre acteurs sur le temps long et hors des cadres fixés par les discours sur le Développement de l'Agriculture. Cela permet notamment de faire apparaître les héritages de la guerre civile mozambicaine, qui a participé à la destruction des emplois et à la relégation de nombreux habitants dans les espaces ruraux.

### 3.2.2. Appropriation des ressources

Les ressources n'existent pas en elles-mêmes mais acquièrent ce statut à partir du moment où les sociétés humaines leur confèrent une utilité (Raffestin 1980, 205). Pour accéder au statut de ressource, une portion de matière, un espace, une idée, ou une technique, doit être enchâssé dans un ensemble de relations qui vont contribuer à le rendre lisible, mesurable, extractible, exploitable ou encore consommable. L'eau est, par exemple, devenue une ressource unifiée au début du 20<sup>ème</sup> siècle lorsque le gouvernement américain a entamé une conquête hydraulique de son territoire. L'avènement de l'eau moderne, H<sub>2</sub>O, a permis de "retirer l'eau d'une vaste sphère politique et de réduire les relations sociales entretenues à son sujet à une question d'efficacité technique"(Linton 2006). Puisque les ressources sont socialement construites, différents éléments constituent des ressources pour différents acteurs<sup>58</sup>.

La question de ce qui fait ressource et de ce que l'on peut en faire est au cœur de nombreuses tensions induites par les interventions dans l'agriculture et dans l'espace rural. Dans le désert du Colorado, les Indiens Yavapai considèrent que leur attachement à la terre où sont enterrés leurs ancêtres vaut plus que la construction du barrage de l'Orme qui mettrait en valeur « la ressource en eau » (W. Espeland 1998). La valeur substantive que les Yavapai accordent à leur terre s'oppose à la valeur instrumentale des ressources en terre et en eau, au centre de l'éthos des ingénieurs du *Bureau of Reclamation*. Similairement, la chasse au loup importe pour la société Kluane mais leur métaphore est irréconciliable avec celle des Rangers

---

<sup>58</sup> Ce qui exaspère souvent les partenaires de Développement qui voient « leurs » engrais ou « leurs » fonds détournés à d'autres fins. Ceci est cependant cohérent selon la logique des bénéficiaires qui ont souvent investi pour les obtenir (Laurent 1998; Buckley 2013).

du Yukon Canadien (Nadasdy 2010). Ces deux groupes peuvent s'entendre sur la nécessité de réduire le nombre de loup mais pas sur la méthode de stérilisation par hélicoptère proposée par les seconds (Nadasdy 2010). Similairement, les femmes Duupa qui peuplent la région de la Haute Bénoué au Cameroun, acceptent de cultiver l'arachide pour enrichir les fonds de sauce de leur cuisine quotidienne mais refusent d'en faire une culture économique génératrice de rentes (E. Garine 2005). La notion d'appropriation permet de prendre en compte ces questions de définition, de représentation, d'attachement, et d'usages jugés légitimes des ressources.

L'appropriation d'une ressource renvoie à cinq modes que sont (1) la représentation, (2) les utilisations acceptables, (3) les modalités d'accès et de contrôle de l'accès aux ressources, (4) les modalités de transmission de l'accès, et (5) la répartition des ressources ou de leurs fruits au sein d'un groupe (J. Weber 1995). La notion d'appropriation des ressources a été introduite pour dépasser les écueils de la propriété. Cette dernière se focalise sur les modalités d'accès et de transmission. Elle reste largement silencieuse sur l'acceptabilité des usages, leurs répartitions, et les relations extra-économiques aux ressources. La notion d'appropriation permet ainsi d'intégrer les questions de représentation et de légitimité essentielles à l'étude des constellations hydro-politiques (Trottier 1999).

Les études foncières ont beaucoup apporté à l'étude de l'appropriation des ressources et aux interactions entre différents acteurs. Les approches juridiques ont éclairé la dimension collective du statut juridique des individus en Afrique : ces derniers ont des droits en fonction des groupes auxquels ils appartiennent (Kouassigan 1966). A la différence du droit de propriété, qui est défini en lui-même et qui peut être transféré, ces droits dépendent des personnes et de leur statut social<sup>59</sup>. Par ailleurs, les liens à la terre ne sont pas des liens purement économiques ou juridiques. La terre, si elle peut être prêtée, louée, vendue, n'est pas à proprement parler appropriable au sens d'une propriété. Les premiers arrivants deviennent maîtres de terre en passant un pacte avec les esprits des lieux : ils sont alors gérants de la terre, au profit des morts, des vivants, et des personnes à naître (Kouassigan, 1966, 116). Ils ont un droit de redistribution, qui n'est pas équivalent à un droit d'aliénation de la terre. Les

---

<sup>59</sup> Guy Kouassigan souligne l'importance du droit *jus ad rem*, c'est-à-dire le droit à une chose, par rapport au droit *jus in re*, c'est-à-dire le droit naturel, complet et parfait. Dans de nombreux cas, les droits sont des liens personnels, qui permettent un accès selon une relation sociale.

transactions sont alors souvent « incomplètes » ou « imparfaites »<sup>60</sup>. Le nouvel acquéreur reste redevable auprès du cédant et en relation avec ce dernier. Il n'obtient qu'une partie des droits sur la terre et parvient rarement à clore la relation qu'il a entamée lors de la transaction foncière. De plus, de nombreuses études ont montré que les relations à la terre en Afrique étaient caractérisées par une superposition des droits d'usage<sup>61</sup>. Les usages mêmes fortement individualisés de la terre se retrouvent ainsi enchâssés dans des pratiques collectives et réciproquement.

L'étude des modalités d'accès à la terre et aux ressources qu'elle porte ont souligné l'importance du pluralisme normatif (Woodhouse et al. 2000; Gay 2016; Trottier 2016). Le pluralisme normatif renvoie à la coexistence de plusieurs sources d'autorité dans un même espace géographique (Chauveau, Le Pape, et Olivier de Sardan 2001). La norme formelle étatique est ainsi souvent présente sans pour autant être dominante par rapport à des normes communautaires ou familiales. La nationalisation de la terre à l'indépendance a parfois conduit à une superposition de l'autorité des chefs – elle aussi transformée – et de l'autorité de l'Etat. La mobilité des individus et leur appartenance à plusieurs espaces sociaux contribue également à l'accumulation des sources de légitimité. Les différents projets de Développement ou de protection de la nature, qui ont introduit des titres, des certificats ou encore des associations de possédants ont construit de nouvelles autorités et de nouvelles normes qui se sont ajoutées aux précédentes. Les violences exercées lors de la socialisation des campagnes et de la guerre civile ont également contribué à éroder la légitimité de l'Etat et les normes de vie en commun<sup>62</sup>. *In fine*, les normes sont devenues multiples et hétérogènes, tant dans leurs déclinaisons institutionnelles que dans leurs articulations spatiales.

Le pluralisme normatif conduit à la coexistence de plusieurs logiques d'accès aux ressources et de transactions entre acteurs. Trois fondements moraux aux transactions entre humains peuvent être distingués : (1) le communisme, (2) l'échange, et (3) la hiérarchie (Graeber 2011, 2013). Le communisme correspond pour Graeber à l'adage « à chacun selon ses besoins à chacun selon ses moyens ». Il recouvre toutes les petites transactions – passer la

---

<sup>60</sup> Merci à Lauriane Gay d'avoir attiré notre attention sur les ventes incomplètes et l'importance de regarder précisément quels sont les droits transférés dans le cadre d'un accord sur la terre. Voir notamment la présentation dans le cadre du projet ANR Terre-Eau le 07/02/2015.

<sup>61</sup> Une même parcelle peut être le support de plusieurs droits d'accès, qui ont été alloués par différentes autorités. Une terre peut ainsi être exploitée par une famille A, partiellement prêtée à un membre de la famille B en échange d'une partie de la récolte, tandis que les arbres fruitiers qui s'y trouvent appartiennent à une famille C. Si la famille A peut interdire aux autres familles de cultiver cette terre, elle ne peut pas les exclure de la récolte des fruits, de la chasse ou encore de passer sur cette terre.

<sup>62</sup> Au Mozambique, voir les travaux de (Geffray 1990a; Cahen 2000; Bertelsen 2016).



salière, « prêter » du feu, porter un sac de provisions trop lourd - qui sont aux fondements de la sociabilité humaine. Au contraire, l'échange correspond à un aller-retour, monétarisé ou non, dont le principe central est l'équivalence. La transaction est faite dans l'attente d'un retour, et chacun cherche à en tirer le meilleur parti. La hiérarchie, enfin, est fondée non pas sur la réciprocité mais sur des échanges entre parties radicalement inégales : un seigneur et ses vassaux, un chef et ses dépendants, un riche donnant l'aumône charitable à un pauvre. Bien qu'elle se légitime souvent par un discours de réciprocité, elle repose plus souvent sur un acte de conquête ou une logique du précédent, c'est-à-dire une action répétée qui devient coutume. Ces différentes logiques de transactions coexistent fréquemment, en particulier dans des contextes d'augmentation des inégalités sociales et de superposition des logiques de subsistance et de marché.

Les hétérogénéités sociales sont à la fois le moteur des appropriations des ressources et leurs résultantes. Ce sont les relations entre riches et pauvres, entre maris et femmes, et entre aînés et cadets qui conditionnaient les possibilités d'achat et de vente de bovins au Lesotho (Ferguson 1985). Ces relations entre humains au sujet des bovins contraignent en retour les possibilités d'intensification de l'élevage. Plus généralement, la richesse économique et sociale est cruciale dans l'accès à la production agricole. Les acteurs peuvent accéder aux récoltes ou s'en voir refuser l'accès en fonction de leurs relations et de leur statut social (Geffray 1989a, 1989b). L'hétérogénéité sociale est particulièrement importante dans un contexte où les politiques agricoles et les projets de Développement tendent à favoriser les acteurs les mieux dotés (Cioffo, Ansoms, et Murison 2016). Seuls ceux qui ont déjà des moyens peuvent, en réalité, accéder à des ressources supplémentaires, qu'elles soient alimentaires, financières ou matérielles. Il est donc essentiel de contextualiser l'appropriation ou la non-appropriation des ressources, ainsi que leurs détournements et les structures de pouvoir qu'elles renforcent.

Quel est l'intérêt d'aborder les ressources pour étudier une constellation agropolitique ? Premièrement, cette entrée permet de rejoindre et de compléter l'étude des systèmes agraires. En effet, cette dernière met en jeu les questions d'appropriations de ressources sous-jacentes aux modes d'exploitation du milieu, aux rapports de production et d'échange, ainsi qu'aux enjeux de répartition de la valeur ajoutée. L'intérêt d'entrer par les appropriations au sens large est alors de ne pas se restreindre à la focale agraire. Cela permet de réhabiliter des valeurs substantives, comme l'attachement à certains arbres ou à certaines sources, et des mécanismes indirectement liés à la production, comme l'appropriation des

fonds issus de la Décentralisation. Cette approche permet également de saisir la pluralité des sens et des normes qui se superposent. Il est alors possible de comprendre la polysémie des transactions foncières entre acteurs qui se réfèrent à des normes différentes. Cela permet d'explorer l'influence des relations entre vendeur et acheteur sur les prix (Graeber 2013), le fait qu'un producteur laisse mourir son bétail plutôt que de le vendre (Ferguson 1985) ou encore que les producteurs ne maximisent pas leurs rendements de coton (A. F. Isaacman 1996). L'approche contribue ainsi à dépasser les lectures fonctionnalistes qui réduisent l'espace rural à un espace de production.

Deuxièmement, cette entrée permet d'explorer les relations entre structures de pouvoirs et appropriation des ressources de manière non déterministe. Par définition, les structures de domination façonnent l'allocation des ressources (Jabri 1996) ou pour le dire autrement, le politique est « la compétition pour le pouvoir et l'accès aux ressources stratégiques rares » (Chauveau, Le Pape, et Olivier de Sardan 2001, 151). L'entrée par les ressources permet d'explorer au cas par cas ces relations. Par exemple, en Côte d'Ivoire, la production de marijuana stabilise les systèmes de production et son exportation profite aux élites nationales (Léonard 2001). Au contraire au Mexique, le narcotrafic renforce la crise de l'agriculture vivrière et sa répression a contribué à sélectionner des structures mafieuses et à accroître la violence (Léonard 2001). Une approche par les ressources permet d'étudier ces mécanismes sans préjuger de la progression du capitalisme ou de la construction de l'Etat. Elle permet d'explorer les mécanismes de violences.

### 3.3. Saisir et situer la violence

Les géographes se sont intéressés tardivement à la notion de violence (Gregory et al. 2011, 798-99). Ce silence relatif pourrait être lié à la prégnance de l'idée selon laquelle l'Etat est le détenteur du monopole de la violence légitime sur son territoire<sup>63</sup>. Cette vision aurait focalisé l'attention sur la violence exercée par ou contre l'Etat et en particulier sur les interventions militaires et policières<sup>64</sup>. Si la géopolitique s'est intéressée aux rivalités de

---

<sup>63</sup> Cette définition de l'Etat comme une communauté humaine qui revendique le monopole de l'usage légitime de la force physique sur un territoire donné a été proposée par Max Weber dans les années 1910, s'inspirant notamment des travaux de Thomas Hobbes. Elle a ensuite été reprise et étendue par Pierre Bourdieu dans les années 1980. Selon lui, l'Etat serait un ensemble de champs de forces où se déroulent des luttes pour le monopole de la violence symbolique légitime (Lenoir 2012).

<sup>64</sup> Stéphane Rosière propose une critique plus radicale que la mienne : pour lui la géographie française a dit très peu de chose sur la violence exercée contre les peuples parce qu'elle a ignoré les phénomènes politiques en se centrant sur les facteurs naturels, économiques et historiques (au sens de chronologiques) ce qui a limité les

pouvoirs entre acteurs elle a placé la violence en « trame de fond » et rarement en « sujet » d'analyse (Rosière 2007). La géographie féministe, les sciences politiques, et les *peace studies* ont au contraire attiré l'attention sur les formes et les rôles de la violence diffuse au sein des sociétés. Elles permettent par exemple d'étudier les effets multiples du mur de séparation sur la société palestinienne (Trottier 2007a). En l'occurrence le mur a renforcé l'Autorité Palestinienne mais pénalisé les familles qui ont été isolées d'une partie de leurs terres agricoles et de leurs ressources en eau (Trottier 2007a, 119-23).

Les *Peace Studies* sont fondées sur une définition de la paix comme absence de violence, et de la violence, comme tout ce qui cause un écart entre la réalisation actuelle des êtres humains et leur réalisation idéale (Galtung 1969, 168). En d'autres termes, tout ce qui contraint ou empêche un individu ou un groupe d'individu de se réaliser selon leur volonté, et qui aurait pu être évité, relève de la violence<sup>65</sup>. Galtung distingue la violence directe, dont on peut identifier l'auteur, de la violence structurelle, impersonnelle, qui s'exprime à travers des normes et des institutions. Il distingue également la violence culturelle, qui correspond aux discours et aux représentations qui légitiment les violences directes et structurelles (Galtung 1990). Cette approche de la violence au sens large permet simultanément de décentrer le regard des États et de réhabiliter de nombreux mécanismes de violence tels que les discours scientifiques, les infrastructures, ou encore les interventions de Développement.

Elle enrichit les analyses marxistes, focalisées sur les violences liées à la dépossession des moyens de production et d'existence des travailleurs. Ces études ont particulièrement documenté la dimension violente de la modernisation de la production agricole et des investissements privés dans la terre. La typologie de Galtung éclaire les mécanismes qui permettent l'exercice de ces violences et leur légitimation. Appliquée à l'eau dans les territoires Palestiniens, elle fait, par exemple, apparaître les discours des bailleurs de fonds et de l'Autorité Palestinienne de l'Eau sur l'optimisation des usages de l'eau comme une violence culturelle. Ces discours légitiment, en effet, la réduction de l'accès à l'eau des travailleurs et la précarisation alimentaire des familles paupérisées qui dépendaient de la

---

travaux sur les génocides, les déplacements forcés ou encore les « nettoyages ethniques » (Rosière 2006). Pourtant dès les années 1980, Claude Raffestin a renouvelé la géographie du pouvoir et interrogé les relations entre territorialité et torture (Raffestin 1985). Il proposait notamment de partir des relations sociales dissymétriques, racines selon lui des processus de violence, pour explorer ces questions.

<sup>65</sup> Ainsi pour Galtung il ne serait pas pertinent d'étudier la tuberculose au 18<sup>ème</sup> siècle comme une violence car cette maladie était assez inévitable et incurable. Au contraire une personne qui décèderait aujourd'hui de la tuberculose, parce qu'elle n'aura pas eu accès aux moyens médicaux existant permettant de la sauver, constitue une violence (Galtung 1969).

cueillette de plantes jugées improductives poussant entre les cultures commercialisées (Trottier et Perrier 2017a). Cette approche rejoint notamment celle de Don Mitchell, qui analyse le paysage agricole californien comme « une série de points de passage dans un réseau de violence » (Mitchell 2003, 243). La violence est ainsi inscrite dans la frontière américano-mexicaine, dans les conditions de travail et d’habitat illégales des travailleurs, ou encore dans leur exposition à des pesticides<sup>66</sup>. Ces multiples violences permettent, selon Mitchell, d’extraire de la plus-value et de maintenir des denrées alimentaires à faible prix. Elles relèvent de la violence structurelle.

Au Mozambique, différentes formes de violences se combinent. Pour les aborder, il me semble nécessaire d’articuler les apports des études sur les violences des appropriations de la terre et des ressources, et ceux des travaux sur les violences quotidiennes. Une des limites évidentes de ces approches est qu’elles sont profondément asymétriques et nient la dimension pacificatrice des interventions dans l’espace rural. Les réseaux de commercialisations génèrent des ressources économiques qui permettent l’accès aux habitants à des services et à des biens. Les plantations proposent des emplois qui à leur tour assurent des revenus à des foyers. Je ne cherche pas à nier ces dimensions habilitantes, qui justifient en partie pourquoi ces interventions sont possibles et souhaitées par certains acteurs. En intégrant la violence dans ce cadre théorique, plutôt que la paix, je souhaite au contraire contribuer à l’analyse des obstacles qui la contraignent.

### 3.3.1. Violence, accumulation et pouvoir.

La violence accompagne souvent l’appropriation des ressources productives et de ce qu’elles génèrent. A ce titre, elle trouve sa place dans de nombreux travaux, qui font plus ou moins appel au marxisme. Samir Amin et Catherine Coquery Vidrovitch ont notamment théorisé les modes de production en Afrique pour explorer la violence et réfuter l’idée d’une progression pacifique des relations capitalistes. Selon cette lecture, les modes de production capitalistes, par nature expansionnistes, ont cherché à s’imposer par la violence dès la période coloniale en soumettant les modes précapitalistes<sup>67</sup>. Ils ont combiné différents moyens de

---

<sup>66</sup> « *California agriculture is structured through violence, the violence done to bodies through incessant stoop-labor, pesticide exposure, and horrible living conditions, as well as the violence endemic at the border, in the home villages, in the campaigns to organize farm workers (and resistance to these by growers), and in the cities and towns that farm workers live in up and down the agricultural valleys of the state.* » (Mitchell 2003, 238)

<sup>67</sup> Le mode capitaliste est caractérisé par un haut niveau de forces productives et l’existence de deux classes antagonistes : les propriétaires des moyens de production et les prolétaires, ne disposant que de leur force de

coercition, tels que les expropriations directes, la soumission à l'impôt, le travail forcé, les cultures imposées, ou encore le contrôle des déplacements, pour placer les sociétés rurales dans une situation de dépendance (Coquery-Vidrovitch 1976). Au Mozambique, les historiens ont particulièrement documenté les violences exercées par l'administration coloniale, les chefs, les policiers africains [*sipais* ou *cipais*], les compagnies privées et les colons. La coercition était centrale au recrutement de travailleurs par la Compagnie du Mozambique (Allina 2012), à la production du coton (A. F. Isaacman 1996), ou encore au fonctionnement des plantations de sisal et de tabac (Galvão 2013; Navohola 2010). Dans cette perspective, l'indépendance du Mozambique en 1975 et l'adoption d'une doctrine socialiste a été un grand espoir pour de nombreux acteurs<sup>68</sup>. Cet espoir a conduit à occulter la reproduction des structures de pouvoir (Cahen 1987; Pitcher 2003), à minorer la violence de la socialisation des campagnes (Geffray 1988, 1990c) et à nier les ressorts endogènes de la guerre civile, réduite à une guerre d'agression extérieure (Cahen 2002).

David Harvey a renouvelé l'étude de la violence de l'expansion du capitalisme. Il a introduit la notion de *spatial fix* pour (1) explorer l'ancrage des investissements dans l'espace [la fixation du capital] et (2) signifier que le capitalisme a besoin de conquérir de nouveaux espaces pour résoudre ses contradictions [*to fix*, réparer], comme un drogué qui prend une dose [*a fix*], (Harvey 2001; Keucheyan 2013, 153). Cette expansion peut mettre en jeu un processus « d'accumulation par dépossession » profondément violent<sup>69</sup>. L'accumulation par dépossession implique des processus d'exclusion, de privatisation, et de dévaluation permettant de libérer des ressources [*assets*] que le capital peut ensuite saisir et rendre profitables (Harvey 2003, 149). De nombreux auteurs ont théorisé les investissements privés dans les terres agricoles des années 2000 et 2010 comme relevant de l'accumulation par

---

travail (Coquery-Vidrovitch 1976, 10). Il serait intrinsèquement expansionniste et nécessiterait toujours plus de matières premières, de débouchés et de champs d'investissement de capitaux. De cette nature expansionniste découlerait l'impérialisme. Il ne s'agit pas pour autant de nier la violence des modes de production précapitalistes fondés sur le tribut et donc l'extraction de ressources des producteurs au profit de leurs élites communautaires.

<sup>68</sup> De très nombreux coopérants ont alors rejoint ce pays en espérant participer à cette expérience socialiste africaine. Pour une analyse critique des écueils de l'engouement académique et de ses proximités avec le parti de libération du FRELIMO, voir (Geffray 1988). Samir Amin (1979) montrait un optimisme très mitigé pour le Mozambique, envisageant une alliance des forces réactionnaires extérieures (capital sud-africain, portugais, européen et nord-américain) et des forces réactionnaires internes pour empêcher le socialisme.

<sup>69</sup> Selon Karl Marx, l'« accumulation primitive » violente fondée sur l'expulsion des paysans et la privatisation de biens communs devait à terme conduire à une accumulation dans des conditions de paix, de propriété et d'égalité (Harvey 2003, 143-44). Au contraire, Harvey soutient que le capitalisme internalise et maintient continuellement des pratiques cannibales, prédatrices et frauduleuses (Harvey 2003, 148).

dépossession<sup>70</sup>. L'attention portée à la privatisation et à la fermeture [*enclosure*] de grandes étendues de terre a conduit à documenter de nombreux mécanismes de violence<sup>71</sup>. Tania Murray Li (2015a) a introduit la notion de « violence infrastructurelle » pour saisir les effets des plantations d'huile de palme en Indonésie, où les entreprises façonnent les infrastructures, la justice et les vies des travailleurs. Elle est construite dans l'organisation des institutions et de l'espace *via* la forme des routes, la matérialité des palmiers ou encore les collusions entre l'administration étatique et les entreprises privées.

Pour Harvey, l'Etat et les institutions internationales auraient pour fonction première d'orchestrer les dévaluations pour permettre l'accumulation par dépossession sans que surgissent des crises ou des contestations qui feraient s'écrouler le système (Harvey 2003, 151). Au contraire, les études africaines ont souligné que l'accumulation et la « fixation » du capital ne constituent pas les logiques premières et dominantes des transformations de l'espace et de la société. Elles ont largement inversé cette approche en soulignant que le pouvoir précédait et conduisait à l'accumulation en Afrique et non l'inverse (Bayart 1989, 99). L'approche centrée sur l'histoire des structures de pouvoir, et non pas sur celle des modes de production, démontre que c'est à partir des positions de pouvoirs, chefferie, administration coloniale, administration postcoloniale, entreprises et concessions privées, qu'il est possible de capter des ressources et d'en accumuler. Les stratégies d'extraversion conduisent notamment à une autonomisation des élites par rapport aux modes de production intérieurs et à l'accroissement de la productivité (Bayart 1999). Au Mozambique, cela aurait produit une « économies extractive », où les industries et la transformation des matières premières sont peu développées (C.N. Castel-Branco 2012). Les élites instrumentalisent leur position pour participer à l'extraction de ressources, par exemple en prélevant des commissions sur les contrats, en taxant les exportations, ou encore en participant aux *joint-ventures*. Dans cette perspective, la violence accompagne la reproduction des asymétries de pouvoirs et l'allocation sélective des ressources initiée par des élites, et se déploie sous différentes formes

La violence prend une forme directe quand l'Etat s'équipe de dispositifs de répression et de coercition, ou que les investisseurs financent des milices et déploient des mines anti-

---

<sup>70</sup> Divers travaux utilisent le prisme « accumulation by dispossession » ou des dérivés comme « accumulation by displacement » ou « accumulation by encroachment » (Araghi 2009; Philip McMichael 2010; D. Hall 2013)

<sup>71</sup> Les auteurs se sont en particuliers intéressés aux consultations asymétriques, aux expulsions et aux répressions des oppositions. Voir notamment les travaux qui font de la violence une entrée dans l'étude des « nouvelles frontières du contrôle de la terre » (Peluso et Lund 2011).

personnelles<sup>72</sup>. Elle implique également des violences structurelles, au travers des pratiques de corruption quotidienne qui limitent l'accès des plus pauvres à la justice, aux soins, et aux emplois (Blundo et Olivier de Sardan 2012a). Les discours macroéconomique qui justifient les coupes dans les services publics et la privatisation des ressources au nom de la croissance économique participent, quant à eux, d'une violence culturelle. Le maintien des habitants dans des conditions de grande pauvreté (de sous reproduction diraient les marxistes), la faiblesse des prix d'achat des récoltes pratiqués par les commerçants, la non-application des lois encadrant le travail agricole, ou encore l'appropriation du contrôle des ressources par des élites locales sont également des violences structurelles qui s'exercent dans les « espaces gris »<sup>73</sup>. Ces violences facilitent en retour l'exploitation des travailleurs agricoles dans le cadre des investissements privés. Cette entrée par le pouvoir conduit donc à mettre l'accent sur d'autres formes de violences, qui n'étaient pas saisies par le prisme du mode d'accumulation capitaliste. Elles s'inscrivent dans un contexte de « perte (apparente ou réelle) du contrôle exclusif de la machinerie coercitive qu'essuient nombre d'Etats subsahariens » (Mbembe 1990). Il est alors essentiel de s'intéresser aux actes et aux discours violents qui se multiplient dans les sociétés africaines. Certains sont liés à une recherche de domination sur les hommes et les ressources, d'autres constituent une forme de « débrouillardise » comme une autre (Mbembe 1990, 22).

### 3.3.2. Violences ordinaires et effusions violentes

La violence n'est le privilège d'aucune société. Pour Gérard Prunier (1991), l'Afrique est secouée par une « violence à retardement » liée à la négation de la violence par les colonisateurs, au nom du progrès, ainsi que par les Etats africains indépendants, au nom de l'unité nationale. Cette négation serait devenue intenable avec les plans d'ajustement structurel qui ont réduit les redistributions et conduit à une exaspération vis-à-vis des élites et de leur accaparement des ressources. Dans un contexte où l'Etat n'a pas le monopole de la

---

<sup>72</sup> La LOMACO, compagnie agroindustrielle de la firme britannique Lonrho, a, par exemple, embauché des forces de défense pendant la guerre civile et miné les environs de ses parcelles, transformant le district de Montepuez, au Nord du Mozambique, en un des districts les plus minés du pays (Jon D. Unruh, Heynen, et Hossler 2003). Plus généralement, différents auteurs ont proposé d'étudier les mécanismes de coercition et de répression en Afrique (Marchal 1991; Bayart 2012).

<sup>73</sup> Voir notamment les travaux de Tania Murray Li sur ceux que le capitalisme n'a pas intégrés ou dont il a incorporé la terre mais pas la force de travail (Li 2010), et les études sur les dépossession par le bas, au-delà de l'accaparement (Silva-Castaneda et al. 2014). Voir également la destruction du travail dans la pampa Argentine par différentes révolutions agricoles (Albaladejo, Sartre, et Gasselin 2012). Bien que les auteurs n'utilisent pas le prisme de la violence, la relégation des travailleurs agricoles et leur dépendance aux aides sociales constituent une violence structurelle liée à la transformation de l'activité agricole.

violence et n'a pas établi son hégémonie, c'est-à-dire une domination consentie par les dominés, cela conduirait à des contestations violentes. Elles émaneraient non seulement d'une contre élite exclue des réseaux néo-patrimoniaux mais également, et beaucoup plus violemment, de groupes marginalisés (Prunier 1991, 12). Il apparaît alors essentiel d'examiner les violences quotidiennes qui produisent ces groupes marginalisés et la façon dont elles se répercutent sur les enjeux de production agricole et d'appropriation de cette dernière.

Les sociétés africaines sont traversées par de nombreuses violences ordinaires ou matricielles qui s'inscrivent dans leur quotidien sur le long terme (Janin et Marie 2003). Il s'agit à la fois de violences scolaires, de violences domestiques, d'humiliations, de restes de la traite esclavagiste, d'attaques en sorcellerie, ou encore de la répercussion d'inégales insertions ethniques dans l'Etat postcolonial<sup>74</sup>. Elles prennent à parti ce dernier et conduisent parfois à l'affaiblir, parfois à le faire exister. Dans le quartier sud-africain de Westbury, par exemple, les habitants font appel à la police et à la loi contre les violences domestiques pour faire pression sur leurs proches (Hornberger 2012). Cet usage abusif de l'autorité de l'Etat contribue néanmoins à le renforcer. Les violences ordinaires peuvent également prendre des formes extraordinaires lors d'émeutes urbaines, de lynchages, ou encore de la constitution de groupes armés. Ces effusions de violence peuvent alors affecter, profondément bien que sélectivement, les constellations agropolitiques. La guerre civile mozambicaine a, par exemple, interrompu la plupart des réseaux commerciaux dans les campagnes, ce qui a pénalisé l'agriculture familiale. En revanche, les plantations mieux protégées par l'armée et par leurs propres moyens ont pu continuer à fonctionner par endroits.

Les violences politico-militaires et économiques au Mozambique ont été plus documentées que les violences ordinaires<sup>75</sup>. Ces travaux révèlent tout de même des violences quotidiennes exercées par les membres de l'administration vis-à-vis des habitants, tels que les viols, les humiliations, ou encore le recours arbitraire à la chicotte. En analysant la parenté et l'économie Makhuwa, Christian Geffray (1985b, 1990b) a documenté les discriminations exercées contre les descendants d'esclaves, les raptés, et plus largement la domination des

---

<sup>74</sup> Voir notamment le numéro 91 de la revue *Politique Africaine* consacré aux violences ordinaires. Sur les violences du système scolaire au Togo, voir (Toulabor 1982).

<sup>75</sup> Voir notamment les travaux de René Pélissier sur la conquête du Mozambique (Pélissier 1984, 1993). Par violence économique, je fais ici référence à toutes les contraintes exercées dans la perspective d'accumulation (voir la section 3.1.).



hommes sur les femmes<sup>76</sup>. En contraignant l'accès à l'alimentation et au logement et en décimant les familles et les villages, la guerre civile a également été porteuse de son lot de violences quotidiennes (Funada-Classen 2013b; Geffray 1990a, 1991). Elle a contribué à détruire les infrastructures médicales, de stockage des récoltes, ou encore de transports qui étaient déjà réduites à l'issue de la période coloniale. Les paysages nord mozambicains ont alors été la scène d'une violence lente [*slow violence*]<sup>77</sup>. L'absence de retours de patrons et d'industrialisation a relégué les habitants dans les campagnes et dans l'agriculture de subsistance. La déstructuration des moyens de commercialisation et la déréglementation ont effondré les prix agricoles et conduisent annuellement à la putréfaction d'une partie des récoltes. L'attrition et la privatisation des systèmes de justice et de santé ont maintenu des conditions de vie fragiles et inégales. Les périodes d'inflation ont accru ces différents processus. Elles ont généralisé des violences quotidiennes qui s'expriment par une multiplication des attaques en sorcellerie, des vols, des lynchages, ou encore des violences conjugales (Jacobs et Schuetze 2011; Kleibl et Munck 2017).

Ces violences quotidiennes s'inscrivent également dans un contexte de reprise des affrontements armés entre le gouvernement et le parti de la RENAMO. Depuis 2013, négociations politiques et confrontations armées vont de pair (Morier-Genoud 2017). Pour Morier-Genoud, l'extension spatiale limitée du conflit, l'absence de reconnaissance officielle d'une guerre (civile), et la double posture parlementaire et guerrière de la RENAMO en font une « proto-guerre ». Comme un « prototype », ces affrontements seraient une démonstration que la guerre est possible, permettant de faire évoluer le rapport de force et les négociations<sup>78</sup>. L'attention nécessaire portée aux élites politiques et aux clivages internes aux partis ne doit cependant pas occulter les effets dans les espaces ruraux. Ils ont été profondément déstabilisés, au-delà des milliers de déplacés et des dizaines (centaines ?) de morts générés par les attaques et les assassinats. En entretenant l'idée de deux gouvernements armés, la

---

<sup>76</sup> Bien que les sociétés Makhwa soient matrilineaires, au début du XX<sup>ème</sup> siècle les hommes décidaient largement des mariages et étaient en charge de la protection des femmes. Geffray conclut ainsi que « Dans le même temps qu'elles imposent leur autorité sans partage sur l'organisation de la vie productive, les femmes referment sur elles un piège, puisqu'elles se placent par là en situation de dépendre radicalement des hommes, qui imposent finalement leur prépotence dans toute la société en vertu du rôle décisif qu'ils assument dans la reproduction violente des rapports sociaux ». (Geffray 1990b, 126).

<sup>77</sup> Rob Nixon désigne par *slow violence* « a violence that occurs gradually and out of sight, a violence of delayed destruction that is dispersed across time and space, an attritional violence that is typically not viewed as violence at all. » (Nixon 2011, 2). La violence structurelle définie par Galtung participe à la « violence lente » mais Nixon a introduit un terme supplémentaire pour réfuter l'idée que la violence serait statique et mettre l'accent sur sa construction temporelle et graduelle (Nixon, 2001,11).

<sup>78</sup> « La situation au Mozambique s'apparente plus à une négociation entre élites (*elite bargaining*) qui « jouent » à une petite guerre pour tester leur capacité mutuelle et modifier un équilibre socio-politique qui est devenu insatisfaisant pour eux. » (Morier-Genoud 2017)

RENAMO a contribué à délégitimer l'Etat mozambicain<sup>79</sup>. Cela a mis à jour la violence culturelle qui rendait la « faiblesse de l'Etat » responsable de la pauvreté et des inégalités sociales. Au contraire, cette situation apparaît pour les habitants comme la résultante d'un clientélisme politique injuste et nourrit l'opposition. Les affrontements deviennent ainsi « l'expression militaire » de l'augmentation des inégalités sociales et économiques régionales (Cahen 2016).

Ces éléments posent la question de l'interaction entre les différentes formes de violences. Quand le *statu quo* des violences structurelles dégénère-t-il en violences directes? A partir de quel point la violence lente est-elle insupportable et la proto-guerre devient-elle guerre civile? Des chercheurs ont interrogé les racines agraires des conflits violents et des guerres (Cramer et Richards 2011). Ils ont souligné l'importance d'analyser le continuum de violence ou de guerre et de paix ainsi que les contextes précis. Peter Uvin (1998) a montré dans le cas du Rwanda que l'aide au développement avait participé au génocide en niant les discriminations ethniques qui se multipliaient. En laissant proliférer les violences ethniques ordinaires, la machine du Développement a rendu possible l'escalade de violence qui a abouti au génocide. La notion d'« économie morale » a été introduite pour explorer l'établissement et la rupture de consensus entre dominants et dominés au sujet des modes de subsistance<sup>80</sup>. Des changements des termes de l'échange, de l'accès aux ressources, des prix agricoles ou des impôts, ou encore des transformations des modalités d'intervention d'acteurs étatiques ou non dans l'agriculture, peuvent entrer en contradiction avec les conceptions populaires de la justice et de la légitimité et générer des crises. Les violences structurelles et culturelles, acceptées ou contestées au quotidien par de multiples détournement deviennent alors intolérables. Selon les contextes, elles peuvent générer des critiques populaires, des révoltes, voire alimenter des conflits armés. Il apparaît donc particulièrement important de saisir les discours critiques des habitants – qu'ils portent sur les prix agricoles, sur la corruption, ou encore sur les attaques en sorcellerie– et de les situer dans un contexte plus large de violences politiques et économiques.

---

<sup>79</sup> Les membres de la RENAMO annoncent en effet qu'ils sont sur le point de gouverner les provinces dans lesquelles ils auraient gagné les élections parlementaires de 2014. Les soldats en poste dans les campagnes se désignent comme membres du « gouvernement de la forêt » (cf. Chapitres 9 et 10).

<sup>80</sup> Johanna Siméant a proposé une analyse critique des différentes définitions et des usages de la notion d'économie morale (Siméant 2010). Je synthétise ici la définition qu'elle propose et selon laquelle l'économie morale est « un ensemble de valeurs dérivées de conditions de vie marquées par l'obsession de la subsistance, liées à des attentes croisées, indissolublement pragmatiques et normatives, entre dirigés et dirigeants, concernant la juste répartition des richesses, et la responsabilité des dirigeants en matière de subsistance. » (Siméant 2010, 155)

Quel est l'apport de l'entrée par la violence pour étudier une constellation agropolitique ? L'intérêt de faire de la violence une catégorie analytique à part entière est de ne pas présupposer de l'internalisation des contraintes et des objectifs des interventions dans l'agriculture. Au contraire, on met l'accent sur les frustrations, les injustices vécues, les contradictions, et les armes déployées par les faibles. Aborder la violence au sens large permet aussi de dépasser le prisme Terre-Capital-Travail. Cela permet à la fois de saisir des violences lentes et silencieuses, inscrites dans les paysages ruraux, mais aussi des « violences infrastructurelles » liées à un investissement, qui sont souvent décrédibilisées car non quantitatives et non convertibles en termes d'appropriations de ressources. Enfin, parce que violences ordinaires et violences politiques interagissent, cette perspective permet de documenter comment la marginalisation économique et politique des habitants alimente et est alimentée par les oppositions armées entre FRELIMO et RENAMO. L'entrée par la violence permet ainsi de répondre à la double occultation. La première empêche de voir les dimensions agraires de la guerre en la cantonnant à un phénomène « irrationnel » ou à une pure « stratégie politique », quand la deuxième masque les dimensions violentes et conflictuelles des interventions dans l'agriculture. Elle permet ainsi de replacer les enjeux restreints des constellations agropolitiques dans des dynamiques sociétales plus larges. Cette entrée répond alors aux écueils accompagnant parfois l'étude de réseaux d'acteurs par les *STS*, qui minimisent les asymétries sociales et politiques du contexte.

### Conclusion du chapitre 1

Ce cadre théorique s'appuie en partie sur celui mis en œuvre dans le projet ANR Terre-Eau. Il permet d'étudier les interactions des acteurs concernant les enjeux de la production agricole au Nord du Mozambique dans le contexte du déploiement d'un discours productionniste. Ce discours est marqué par un contexte d'intervention d'acteurs exogènes dans la fabrique des politiques agricoles africaines mais aussi dans leur mise en œuvre. Il fait intervenir des agences de développement, des bailleurs de fonds, des entreprises privées, des ONG, ou encore des associations mobilisées contre l'accaparement des terres. Il met également en contact des acteurs qui ont des relations à l'espace et à l'agriculture très différentes. Afin d'analyser ces interactions nous avons proposé deux notions heuristiques, la constellation agropolitique et les « espaces gris ». Ils permettent de dépasser le prisme centré sur l'Etat pour réhabiliter la diversité des acteurs en jeu. Ils permettent également de ne pas se

centrer sur les investissements privés mais de considérer l'espace nord mozambicain dans sa continuité.

Notre cadre conceptuel propose d'articuler des éléments issus de différentes disciplines. Il emprunte notamment des notions aux STS, à la science politique et à la *political agronomy* pour analyser la coproduction de l'ordre naturel et de l'ordre scientifique et sa circulation. Il emprunte à nouveau à la science politique, aux études du développement et à la géographie pour aborder les différentes appropriations de l'espace ainsi que celles des ressources. Enfin, il permet d'aborder les mécanismes de violences générés par les différentes interventions matérielles et discursives dans l'espace rural. Ce prisme réhabilite des interactions souvent occultées par les approches sectorielles des politiques publiques et l'étude des réseaux hors de leur contexte. Il est particulièrement adapté à l'étude des interactions dans un contexte de crise politique et économique. Le chapitre suivant précise le cadre méthodologique de cette thèse.



## Chapitre 2 : Méthodologie et choix du terrain

Cette thèse explore une constellation agropolitique, c'est-à-dire l'ensemble des acteurs déployant des stratégies de contrôle et de gestion de la production agricole ainsi que les relations tissées entre ces acteurs autour de ces enjeux (chapitre 1). Comment identifier les acteurs qui constituent une constellation agropolitique ? Comment les étudier et comment étudier leurs interactions ? Fondée sur la démarche méthodologique de la théorie ancrée (Corbin et Strauss 1990; Glaser et Strauss 1967), cette thèse part des observations de terrain pour identifier les acteurs, les variables, les sites d'étude ainsi que les dynamiques à prendre en compte.

Ma démarche méthodologique est fortement influencée par ma posture symétrique. Inspirée des travaux de Bruno Latour (2003, 2006), elle me conduit à analyser les faits comme la résultante d'associations entre acteurs humains et actants non-humains et non pas comme émanant d'une supériorité intrinsèque ou de constructions sociales indépendantes de toute matérialité<sup>81</sup>. J'entends la symétrie ici comme une volonté de restituer les discours, les relations, et les pratiques des différents acteurs avec une attention similaire. Il s'agit en particulier de ne pas discréditer des représentations *a priori* sur la base de leur scientificité.

L'asymétrie des rapports de pouvoirs et des visibilitées des acteurs d'une constellation agropolitique pose des défis méthodologiques à une conception symétrique. Différentes méthodes doivent être articulées pour identifier et étudier des acteurs au poids variable et aux ressources inégales. Pour comprendre tant ceux qui fabriquent la politique publique, que ceux qui la réceptionnent en passant par ceux qui la mettent en œuvre, j'emprunte alors des approches inscrites dans différents champs disciplinaires au-delà des frontières académiques. Je présente ici la démarche ancrée adoptée dans un premier temps, avant d'aborder les méthodes employées. Dans un dernier temps, je propose des éléments réflexifs sur cette enquête.

---

<sup>81</sup> Ironiquement, la posture symétrique est profondément asymétrique car elle ne peut saisir également les humains, les babouins et les cailloux à moins que l'enquêteur ne combine les qualités d'ethnologue, de primatologue et de géologue (Grossetti 2007). Je partage cette critique, qui ne me semble pas rédhitoire à mon approche centrée sur les humains.

## Section 1 - Identifier un espace cible, construire un terrain

Le Mozambique apparaît comme une zone très attractive dans les représentations globales et dans les études sur les investissements étrangers dans la terre (Fischer 2013; Deininger et al. 2011; Sassen 2013; Ward Anseeuw et al. 2012). C'est l'analyse critique des discours globaux sur l'agriculture et l'alimentation qui m'a conduit sur ce terrain (Leblond et Trottier 2016). J'explique ici la démarche méthodologique qui m'a permis d'identifier un espace d'enquête pertinent pour étudier la circulation des discours sur l'agriculture et les transformations matérielles et politiques de l'espace.

Mon cadre méthodologique est inspiré de la *grounded theory* ou théorie ancrée<sup>82</sup>. Elle consiste à élaborer concepts et théories à partir des observations de terrain (Corbin et Strauss 1990; Glaser et Strauss 1967). Il ne s'agit pas de partir « l'esprit vide » mais d'arriver « l'esprit ouvert » pour proposer une analyse et une conceptualisation qui correspondent au mieux aux observations. C'est cette approche qui a nourri mes itérations entre observations et théorisations et m'a conduit au Nord du Mozambique.

### 1.1. L'attractivité du Nord du Mozambique

Trois éléments rendent l'espace nord mozambicain intéressant pour analyser la constellation agropolitique qui porte et est affectée par la transformation de l'agriculture au nom de la sécurité alimentaire.

Premièrement, le Nord du Mozambique est un espace marqué par le déploiement de politiques agricoles fondées sur l'investissement privé et par l'implantation de nombreux projets. On retrouve ainsi les discours sur les « corridors de Développement », la mise en place de « clusters agricoles », les fonds privés pour soutenir les « *successful farmers* », ou encore les interventions du cadastre pour faciliter les transferts de droit d'usage du sol. C'est donc un espace pertinent pour étudier la circulation des représentations, leurs mobilisations, ainsi que les trajectoires des acteurs et la matérialisation de leurs interventions.

Deuxièmement, le Nord du Mozambique fait l'objet de représentations fortement dissociées de la réalité même de cet espace. Il est présenté comme une immense savane

---

<sup>82</sup> L'ouvrage fondateur de Glaser et Strauss (1967) *The Discovery of Grounded Theory: strategies for qualitative research* a été traduit en Français sous le titre *La découverte de la théorie ancrée. Stratégies pour la recherche qualitative*. Nous traduisons donc ici le concept de "*grounded theory*" par "théorie ancrée".

vacante et fertile desservie par des infrastructures encore limitées mais en réhabilitation. Qui laisserait ainsi non utilisés dix millions d'hectares fertiles? Loin d'être vide et vacant, le Nord du Mozambique est largement approprié par un panel de sociétés en majorité Makhuwa. Elles sont enchâssées dans des réseaux de commercialisation internationaux centrés sur le coton, le tabac, le sésame, ou encore les légumineuses. Elles ont déjà connu plusieurs cycles d'investissements dans l'agriculture. Par conséquent le Nord du Mozambique met en contact des acteurs qui définissent et problématisent le Développement, la sécurité alimentaire ou encore les usages productifs de la terre de manières très différentes. Cela donne lieu à des sites de négociation, de récupération voire d'opposition vis-à-vis des nouvelles interventions. Leur étude est alors révélatrice de la constellation agropolitique qui façonne l'agriculture et l'espace rural.

Troisièmement, cet espace est situé aux marges matérielles et idéelles de l'État mozambicain. Les interventions dans l'agriculture interrogent alors la construction du territoire national et étatique. Historiquement, la région nord y a occupé une position marginale (chapitre 4). Elle a été moins explorée par les Portugais que d'autres espaces tels que la Vallée du Zambèze ou le Sud du Mozambique. Les mozambicains issus du nord du pays sont sous-représentés parmi les élites politiques, économiques et académiques. Les infrastructures et les services sont limités. Les nouvelles interventions dans l'agriculture sont ainsi des ressources clefs qui peuvent permettre la construction de l'État ou au contraire sa contestation. Ce cas d'étude est alors particulièrement intéressant pour comprendre comment un espace régional se construit entre les territorialités des entreprises privées, des agences de développement, de l'Etat, et des habitants.

La notion d'espace « nord mozambicain » appelle cependant à des précisions. La région nord est une région administrative qui comprend les provinces de Cabo Delgado, Nampula et Niassa. Elle est très hétérogène. Au nord-est, les sociétés Makonde sont beaucoup plus intégrées dans l'Etat mozambicain que ne le sont les sociétés Makhuwa (Israel 2006). A l'ouest, près du Malawi, les peuples s'inscrivent dans un espace transfrontalier spécifique (Whiteside 2002). La géographie de la production des savoirs et la dimension instrumentale de ces derniers ont largement contribué à la production d'ignorance sur l'espace et les sociétés du Nord du Mozambique. Les études ont surtout porté sur le sud du pays, tant par sa proximité géographique avec les centres politique et académique que du fait des intérêts



économiques<sup>83</sup>. Les explorateurs et les ethnologues qui se sont aventurés au Nord du Mozambique étaient avant tout intéressés par l'identification des chefferies et des interlocuteurs pour le régime colonial. Le fonctionnement plus large de ces sociétés a été moins exploré. L'historiographie des populations africaines a privilégié celle des Etats ou des royaumes africains au détriment de celle des populations qui en sont dépourvues, dites acéphales<sup>84</sup>. L'absence du recours à l'écriture dans ces sociétés a fait des productions coloniales les seules archives écrites, remplies de noms de peuples changeants et contestés<sup>85</sup>.

La notion de région nord fait par ailleurs référence à une entité territoriale connotée politiquement. En effet, le parti d'opposition de la *Resistência Nacional Moçambicana* (RENAMO) revendique l'indépendance des régions Centre et Nord du Mozambique. Une distance critique est donc nécessaire. J'ai conservé le prisme régional dans les premiers chapitres de cette thèse car il correspond au cadrage de la politique agricole. Il permet de situer les cas d'étude exposés dans les chapitres suivants dans un contexte historique et politique. Pour autant, cela ne doit pas masquer la grande hétérogénéité régionale.

## 1.2. Evolution des questions de recherche et redéfinition de l'espace d'enquête

Mon enquête repose sur 49 semaines au Mozambique, fragmentées en 4 terrains. La spatialité et la temporalité de l'enquête sont essentielles pour appréhender ses résultats (Figures 2.1 et 2.2).

---

<sup>83</sup> Les ressources en or que le royaume du Monomotapa (*Mwene Mutapa*) étaient sensées détenir ont focalisé un grand nombre d'études au sud et au centre du Mozambique pendant la période coloniale. L'établissement de la capitale à Lourenço Marques (Maputo) et la forte intégration dans l'économie minière sud africaine ont renforcé l'importance politique et économique du Sud du Mozambique.

<sup>84</sup> Voir notamment (J.-L. Paul 2013), qui attribue l'historiographie limitée des sociétés acéphales au fait qu'elles sont dépourvues de lieux de mémoires tels que construits par les sociétés centralisées ainsi qu'à la difficulté d'écrire une histoire centrée sur les relations sociales et les relations à l'environnement plutôt que sur des grands événements.

<sup>85</sup> Pour René Pélissier (1984, 18) les ethnologues, les linguistes et les administrateurs qui ont écrit sur le Mozambique « ont si bien embrouillé des questions par elles-mêmes compliquées que souvent on ne sait plus très bien de qui et de quoi l'on parle ».

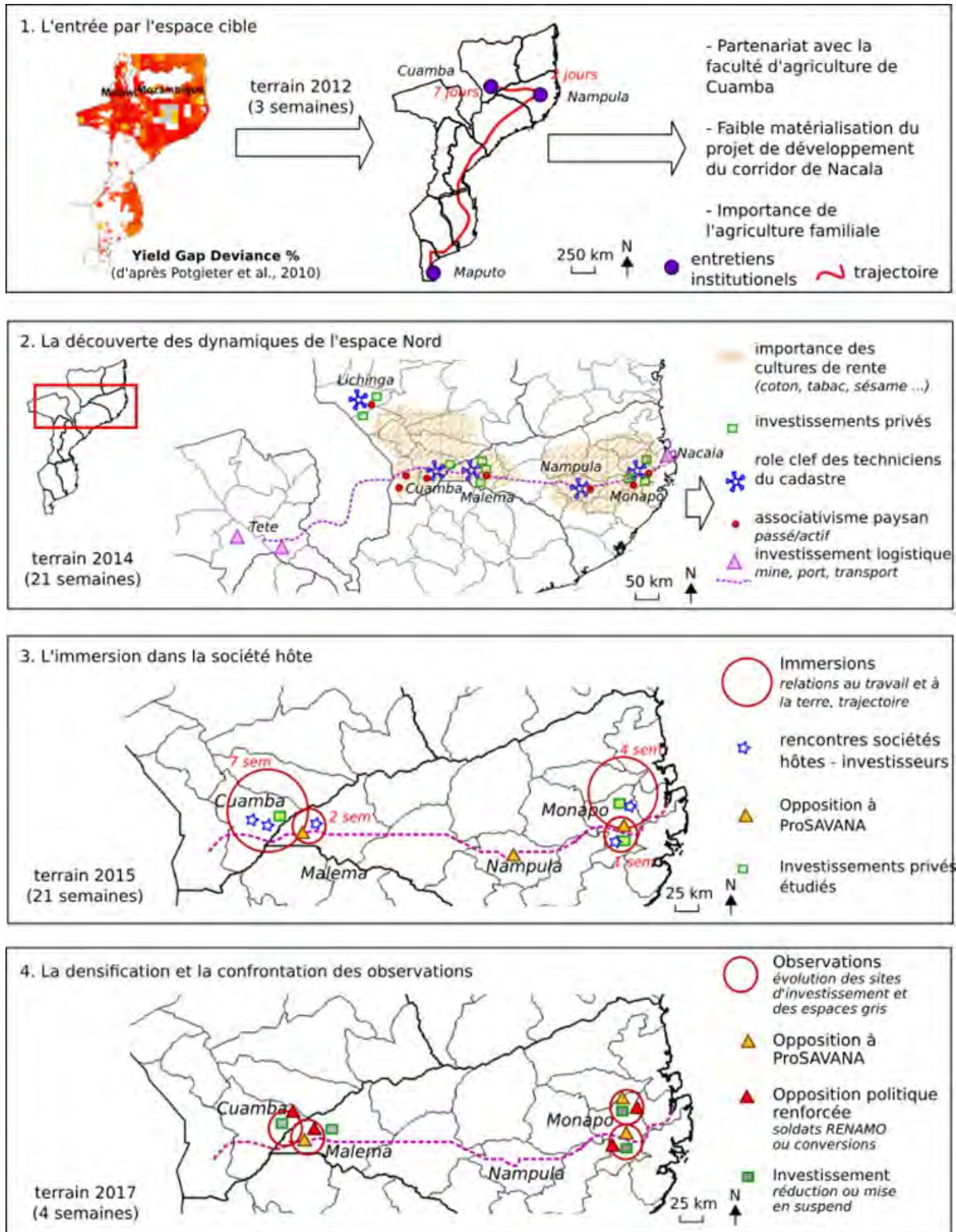
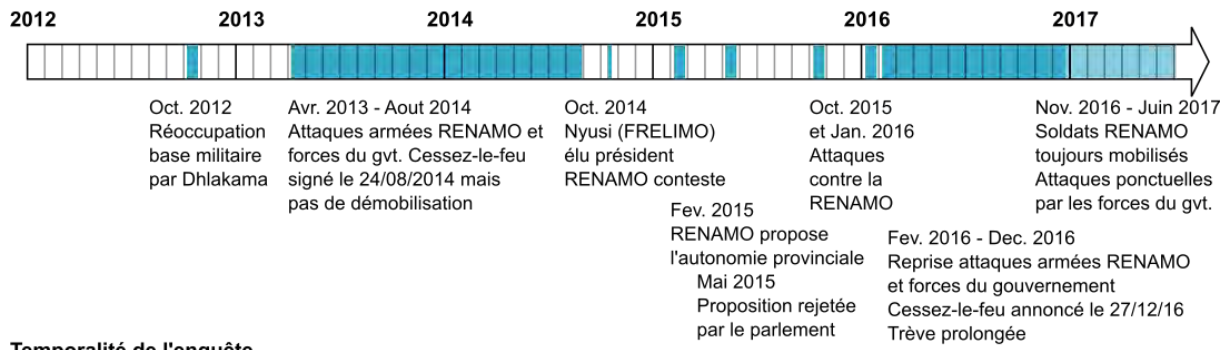


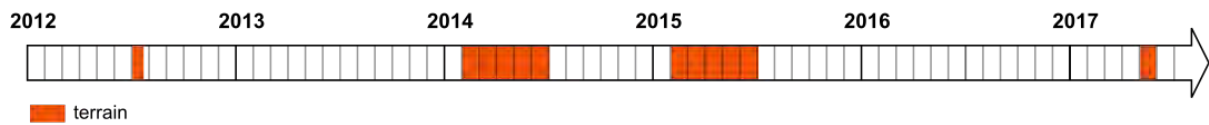
Figure 2.1 : Schéma de la démarche itérative déployée au cours de cette thèse. Source : N. Leblond, 2017.

## Partie I – Chapitre 2

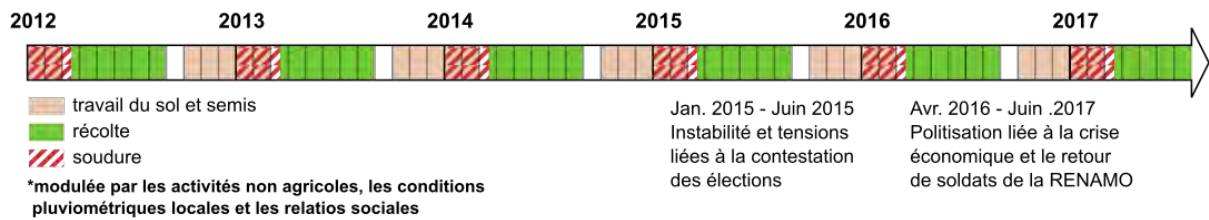
### Temporalité Politique



### Temporalité de l'enquête

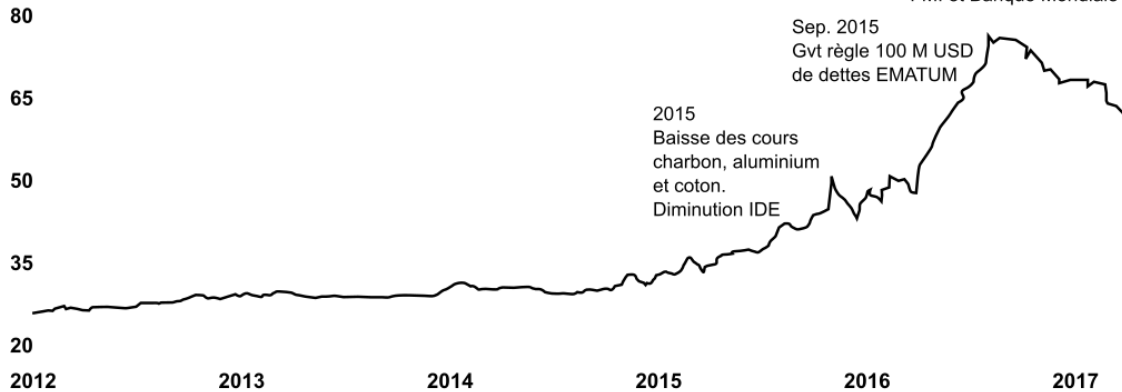


### Temporalité Habitante\*



### Parité USD/MZN

(cours moyen hebdomadaire)



### Temporalité ProSAVANA

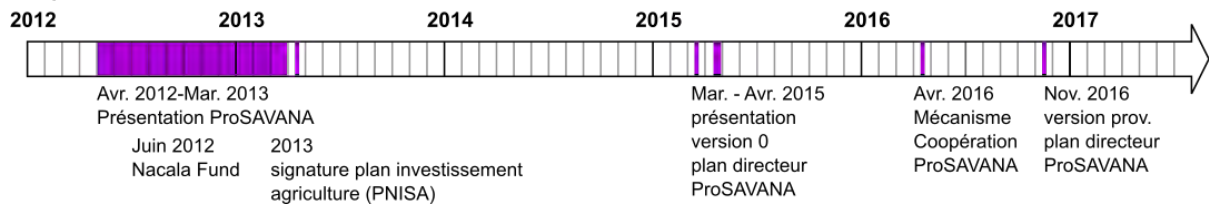


Figure 2.2 : Schéma des temporalités de l'enquête et des phénomènes observés. Réalisation : N. Leblond, 2017

### 1.2.1. Phase exploratoire: de la carte aux espaces appropriés

Un premier séjour exploratoire en juillet 2012 a permis de confirmer la pertinence du choix de ma zone d'étude. Un chercheur de l'Institut Agraire du Mozambique (IIAM) m'a expliqué que la région nord, délaissée par l'Etat mozambicain pour des raisons politiques, faisait l'objet de projets d'investissement et de Développement. Je me suis donc rendue au Nord du Mozambique pour explorer les interactions entre les représentations globales et nationales d'un espace fertile et disponible d'une part, et les représentations *in situ* d'autre part.

L'objectif de ce terrain exploratoire était d'identifier les acteurs de la constellation agropolitique et les modalités de leur coexistence. Les représentations et les statistiques exogènes sont-elles performatives ? Participent-elles, dans une longue chaîne d'interactions et d'itérations, à transformer les appropriations de la terre et de l'espace (Didier 2007a) ? Comment des habitants rendus invisibles interagissent-ils avec ses représentations ? Comment réceptionnent-ils les projets d'investissement et de Développement ? Que disent les investisseurs pour obtenir des titres fonciers ? Ces questions et cette démarche s'inscrivaient dans le cadre du projet ANR Terre-Eau. Ce dernier proposait d'identifier les capacités d'adaptation des acteurs impliqués dans la production alimentaire faisant face à des changements globaux à partir de divers cas d'étude.<sup>86</sup>.

J'avais choisi d'initier les observations dans le district de Cuamba, situé dans la province de Niassa, aux confins intérieurs du corridor de Nacala et à l'extrémité de la voie de chemin de fer.<sup>87</sup> Toutefois, les habitants d'un quartier périphérique de ce bourg financier en ont décidé autrement. Considérant que j'étais une Suédoise coopérante du Centre d'Agroforesterie, ils ont insisté pour m'y conduire.<sup>88</sup> C'est sur ce quiproquo qu'a débuté ma collaboration avec la Faculté d'Agriculture de Cuamba, partenaire mozambicain du programme d'Agroforesterie. Après avoir expliqué mes questions de thèse – et démenti mon origine suédoise – le coordinateur du Centre accepta que je revienne en tant que stagiaire.

---

<sup>86</sup> Projet ANR-12-AGRO-0002, coordonné par Julie Trottier. En 2012, le projet comprenait 7 zones d'études : Madagascar, l'Ouganda, la Cisjordanie, le Liban, le Kenya, le Népal et la France. Le cas d'étude Mozambicain a été rajouté dans un second temps, remplaçant le terrain malgache non réalisé.

<sup>87</sup> Avec environ 95 000 habitants en 2008, Cuamba est la deuxième ville de la province de Niassa après sa capitale, Lichinga (142 000 habitants en 2008). En 2012, Cuamba concentrait tous les guichets bancaires du Sud du Niassa et de l'Est de Nampula. C'était donc le bourg financier où l'ensemble des personnes recevant un salaire ou une pension convergeaient en fin de mois pour percevoir leur argent. Depuis, des guichets ont été ouverts à Malema et à Inshaca.

<sup>88</sup> Le centre d'Agroforesterie de Cuamba, situé à 4 km du centre-ville, est soutenu par divers partenaires et a été initié en octobre 2009. Voir l'ancien site (non mis à jour) : <https://cuambaagroforestry.wordpress.com/about/>

### 1.2.2. Explorer les dynamiques de l'espace Nord par une approche qualitative

Le terrain de 2014 fut donc organisé pour explorer l'agriculture et les règles formelles et informelles qui façonnent la constellation agropolitique dans le corridor de Nacala. Financée par une bourse de l'IFAS<sup>89</sup> et stagiaire du programme d'Agroforesterie, j'espérais profiter de l'ancrage de ce dernier dans différentes associations de producteurs. Cuamba semblait par ailleurs un bon point de départ en tant que nœud du corridor de Développement et site d'une « zone franche agroindustrielle » dans le cadre du projet ProSAVANA (ProSAVANA-PD 2013). Cependant, entre 2012 et 2014, le programme d'agroforesterie s'était effondré<sup>90</sup> et le projet de Développement ne s'était pas matérialisé (voir le chapitre 6). Avec l'aide de la bourse de l'IFAS, du technicien de l'Union Nationale des Paysans (UNAC) et d'un ancien agent de vulgarisation agricole du programme je réalisai 60 entretiens dans 10 associations des districts de Cuamba et Mecanhelas.

Ce dispositif d'enquête comprenait cependant des limites majeures. J'étais systématiquement assimilée à une Suédoise et confrontée à la « ruse du don » des habitants (Laurent 1998). Dans l'espoir d'un contre-don, ces derniers m'offraient à voir les entrepôts des associations, les parcelles de démonstrations, ou encore les arbres fruitiers et les ruches distribués par le programme Agroforestier. Je ne parvenais pas à situer socialement les producteurs, ni à obtenir d'informations sur les cultures de rente promues par d'autres institutions. La situation alimentaire de nombreux foyers était critique en cette fin de période de soudure mais je n'avais pas les moyens d'explorer ces questions<sup>91</sup>.

En parallèle, le nouveau responsable mozambicain du programme d'agroforesterie avait manifesté son intérêt pour que les entretiens soient couplés à un échantillonnage des sols. J'envisageai alors une orientation *Critical Political Ecology* à la fois critique des rapports de pouvoir et de savoir au sujet de l'environnement et de l'espace, et productrice de données quantitatives sur ces derniers (Forsyth 2002; Benjaminsen, Aune, et Sidibé 2010;

---

<sup>89</sup> Institut Français d'Afrique du Sud.

<sup>90</sup> Le coordinateur mozambicain était parti étudier en Angleterre. La suédoise à l'origine du projet était décédée. Le Centre de Coopération Suédois (CCS, devenu We Effect) finançait l'Union Provinciale des Paysans du Niassa (UPCN), basée à Lichinga, et non plus directement le programme basé à Cuamba.

<sup>91</sup> Il s'agit à la fois de limites personnelles, notamment de mon incapacité à « remuer la fourchette dans la plaie » face à des individus ou des foyers en grande détresse. Je ne parvenais pas à établir et exploiter une relation d'entretien dans une telle situation de dissymétrie de ressources. Si j'ai néanmoins conduit des entretiens avec des personnes en situation de grande précarité, j'ai systématiquement refusé de me servir du fait que j'avais nourri ou aidé une personne en détresse pour établir une relation d'enquête avec cette dernière. Il s'agit également de limites matérielles, compte tenu de l'importante métrologie à déployer pour saisir la complexité de la sécurité et de la sécurisation alimentaire dans l'espace rural africain (Janin 2007; Janin et Dury 2012).

Fernandez 2014b; Trottier 2015b). Je mis en place un protocole expérimental à partir du Centre de Formation en Agroforesterie et de la Faculté d'Agriculture de Cuamba<sup>92</sup> (Figure 2.3). Outre un désintérêt soudain de mes collègues, deux difficultés mirent un terme à cette piste de recherche. Premièrement, il manquait des réactifs chimiques et certains appareils donnaient des résultats aberrants. Il aurait fallu encore de nombreuses semaines pour que le dispositif soit au point. Deuxièmement la pratique de l'échantillonnage de carottes de sols était localement associée aux investisseurs. Les entreprises et les projets de Développement effectuent de tels prélèvements en début de projet (Figure 2.4). Cette méthodologie était donc trop ambiguë dans un contexte de controverse sur les accaparements de terres. Je décidai donc d'en rester à une approche qualitative fondée sur des entretiens et des observations.



Figure 2.3 : Photographies d'une collecte d'échantillons de sols analysés dans le laboratoire de la Faculté d'agriculture de Cuamba. Source : N. Leblond, 2014.



Figure 2.4 : Photographie d'ingénieurs et d'experts d'une entreprise investissant en train de prélever des carottes de sols dans la terre dont ils viennent de recevoir le titre. Source : N. Leblond, 2014.

Pour identifier les acteurs de la constellation agropolitique, j'ai réalisé des entretiens avec un ensemble de représentants d'institutions intervenant dans l'agriculture de la province

<sup>92</sup> J'ai ainsi collecté 45 échantillons (9 sites, 5 répliques) dans les 14 ha du Centre de Formation en Agroforesterie avec des tarières de 30 cm et de 5 cm. Avec l'aide de deux enseignants-chercheurs formés à la pédologie et d'équipements fournis par une précédente coopération espagnole, nous avons mis en place des protocoles sommaires pour mesurer la densité, le pH, la conductivité électrique, la texture, la teneur en matière organique et la teneur en phosphore de ces échantillons. Les bases de pédologie acquises au cours de ma formation universitaire m'ont grandement aidée pour réaliser ces mesures et en interpréter les résultats.

de Niassa: entreprises privées, coopératives et unions de producteurs, techniciens des cadastres, fonctionnaires des services de l'agriculture. De proche en proche, et par hasard, je me suis retrouvée à visiter un site d'investissement dans le district de Malema en même temps que deux Françaises documentant l'accaparement des terres (Carpio 2014). Je devins leur traductrice pour douze jours, les accompagnants sur des sites d'investissement agricole, dans le port de Nacala, et jusqu'aux mines de charbon de Tete. Cette position me permit simultanément d'observer la production du discours sur l'accaparement et d'explorer de nouveaux sites d'étude.

En avril 2014, j'avais identifié et visité quatre sites d'investissements privés et cinq lieux de mobilisation contre le projet ProSAVANA sur la base de cet échantillonnage d'opportunité [*convenience sampling*]. Après l'achat d'une moto, je pus parcourir le corridor en sens inverse, seule cette fois. Je passai plusieurs jours dans les villes locales pour prendre contact avec les administrations et les associations de producteurs. Je réalisai également des entretiens avec les habitants, les investisseurs et leurs techniciens. J'explorai ainsi, avec l'aide des investisseurs et des techniciens des cadastres et des services de l'agriculture, trois sites d'investissements supplémentaires ainsi que divers projets de Développement. Ces sites plus ou moins proches du corridor et plus ou moins peuplés sont au centre de la spatialité de mon enquête (Tableau 2.1).

site	caractéristique
1	Villages de H. et C., entre 1 et 10 km du corridor, facilement accessibles, sans électricité, zones arrosées, district de Mecanhelas. Soutenus par différents projets de Développement (OXFAM, CLUSA, PROMER), population Makhuwa originaire de la zone, réinstallée après la guerre civile, et migrants du Malawi. Production de coton et surtout de tabac.
2	Villages Naviri et Moringa, zone d’Ipalame 8 km de la localité, 40 km du centre du district de Cuamba, difficilement accessibles, sans électricité, anciennes interventions d’ONG après la guerre civile, population Makhuwa originaires de la zone et des districts voisins de Metarica et Malema. Ancienne zone d’affrontements pendant la guerre civile, importance de la production de coton. Site d’investissement colonial puis postcolonial actuellement en <b>réinvestissement</b> pour un bloc cotonnier.
3	Villages Ekhuni. et M. 20 km de la localité d’Ipalame, 55 km du centre du district de Cuamba, très difficilement accessibles, sans électricité, pas d’intervention de projets de Développement. <b>Interventions d’entreprises forestières</b> pour extraire du bois, habitants Makhuwa et arrivées de foyers de Cuamba et des districts voisins. Importance de la production de coton.
4	Zone de Khapa, poste administratif du district de Malema, située sur le corridor principal routier et ferroviaire et très facilement accessible, électricité et marché quotidien. Beaucoup de projets de Développement (ONG allemande, OXFAM, projets divers d’associations de producteurs) et entreprise de coton à proximité. <b>Echec d’implantation d’un investisseur privé suite au refus des habitants.</b> Proximité de l’investissement conflictuel d’Agromoz.
5	Zone de Wotha 15 km du centre du district de Monapo, traversée par le corridor principal routier et ferroviaire et très facilement accessible, électricité et marché quotidien. Beaucoup de projets de Développement (OXFAM, CLUSA, ProSAVANA) et <b>réinvestissements privés de grande taille à proximité.</b> Culture du coton, du sésame et de légumineuses avec importance d’acheteurs privés venus du port de Nacala (à 90 km). Populations originaires de la zone et foyers venus de Nacala, de Nampula et des districts voisins.
6	Zone de Kharamu., 8 km du centre d’une localité, 45 km du centre du district de Monapo, moyennement accessible, pas d’électricité, marché hebdomadaire. Anciens projets de Développement, <b>zones d’investissements coloniaux et postcoloniaux projet de réinvestissement.</b> Production de coton et de cultures de rentes acheminés vers le port de Nacala (50 km). Populations originaires de la zone.
7	Zone de Mukwaha, 60 km du centre du district de Malema, très isolée et difficilement accessible. Peu de projets de Développement et d’investissement. Populations originaires de la zone. <b>Projet d’investissement cotonnier prévu</b> (différentes institutions mozambicaines à la recherche d’un investisseur).
8	Zone de Maponda, district de Malema, traversée par le corridor ferroviaire et routier, facilement accessible mais sans électricité. Nombreux projets de Développement et <b>site d’investissement et de réinvestissement</b> privé de grande taille. Différentes cultures de rentes promues par des entreprises privées et des ONG. Populations originaires de la zone et de district voisins.

Tableau 2.1: Liste des sites d’études et caractéristiques sommaires. Source : N. Leblond, 2017.

A l’issue de ces entretiens et de ces observations, il apparaissait premièrement que la politique agricole et les interventions promues interagissaient avec des producteurs débordés. Ils étaient déjà fortement – bien qu’inégalement – intégrés dans les marchés de commercialisation du coton, du tabac, du sésame ou encore des lentilles. Ils faisaient face à des contraintes de main d’œuvre et de commercialisation et réceptionnaient les projets comme des ressources supplémentaires. Deuxièmement, le projet de Développement le plus médiatisé, ProSAVANA, n’existait qu’à l’état de discours. Simultanément, plusieurs entreprises privées s’étaient déployées dans le corridor ou y recherchaient des terres. La réception des investissements par les habitants variait en fonction de la trajectoire de la terre, des interventions des ONG, et des relations entre habitants et avec les élites locales. Enfin, ces sites d’investissements représentaient une très faible surface du corridor. Par conséquent, la



principale interaction entre la politique agricole et l'espace rural du corridor était en fait une absence d'intervention et un délaissement de ce dernier. L'essentiel de cet espace se trouvait transformé en un « espace gris »<sup>93</sup>, laissée aux interventions d'ONG et à la politique de décentralisation budgétaire.

Des auteurs soulignaient la nécessité d'aborder l'appropriation des ressources et les dépossessions au-delà des sites d'investissement privé de grande taille (Trottier 2015b; Silva-Castaneda et al. 2014). Mes observations confirmaient ce constat. Par ailleurs, la territorialisation de la politique agricole ne prenait sens qu'au regard des dynamiques socio-spatiales plus larges et plus anciennes. Plusieurs collègues du projet ANR Terre-Eau venaient de démontrer l'intérêt d'étudier l'interaction entre appropriation des ressources sur le long terme et territorialisation des politiques publiques (Trottier 2015b; Fernandez et Muñoz 2015; Candau, Valadaud, et Aubriot 2015; Gay et Torretti 2015; Rouillé et al. 2015). C'est à la lumière de ces éléments que j'ai construit le terrain suivant.

### 1.2.3. L'affirmation d'une question de recherche autour des appropriations de la terre

L'objectif d'une nouvelle collecte de données de février à juillet 2015 était triple. Premièrement, il s'agissait de documenter la trajectoire sur le long terme des appropriations de l'espace et de la terre. En effet, il ressortait clairement des entretiens que les nouveaux investissements étaient en fait des réinvestissements sur d'anciennes fermes coloniales ou postcoloniales (Glover et Jones 2016). Deuxièmement, l'objectif était de mieux comprendre le rapport à l'espace et à la terre des sociétés Makhuwa. Les observations laissaient apparaître des malentendus entre acteurs. Il semblait nécessaire de restituer le point de vue des habitants pour expliciter leurs attentes et les conflits lors du déploiement des investissements. Enfin, je souhaitais documenter la situation des « espaces gris ». Ces objectifs devaient permettre d'éclairer la constellation agropolitique *in situ*. Je comptais explorer plus finement les interactions entre élites, bailleurs et experts, et ainsi reconnecter les représentations globales, nationales, et locales, au sommet de l'Etat, lors d'un quatrième terrain.

Explorer les appropriations de la terre et de l'espace sur le long terme me conduisit à opter pour l'immersion. Je partis donc avec une tente et une moto pour m'établir successivement autour de 4 sites : trois en cours d'investissement (sites 2, 5 et 6, Tableau 2.1) et un sans investissement privé (site 4, Tableau 2.1). Chacun de ces points d'ancrage m'a

---

<sup>93</sup> Voir le chapitre 1 pour la définition et la discussion de la notion d' « espace gris »

permis de réaliser de nombreuses observations et entretiens avec des habitants, des autorités communautaires ou encore des fonctionnaires locaux. Je pus également assister à des rencontres entre habitants, investisseurs et fonctionnaires locaux et les remettre en contexte. Un même site permettait de révéler des dynamiques liées à l'investissement privé et aux « espaces gris », à mesure que je m'éloignais des lieux d'investissements.

Les enjeux de chefferies, les interventions de l'Etat postindépendance, la guerre civile de 1986 à 1992 et les interventions d'ONG après les accords de paix façonnent la réception des interventions extérieures par les habitants (Geffray 1990c; Funada-Classen 2013b; Wrangham 2010). Ces éléments rejouaient profondément dans la réception actuelle des investissements. Les contradictions entre les attentes des investisseurs et celles des habitants apparaissaient également flagrantes. Les premiers étaient clairement favorisés par le contexte légal, institutionnel et symbolique. Les habitants déployaient cependant des ruses et des détournements de ressources pour en tirer profit.

Ces observations se déroulaient de plus aux lendemains des élections présidentielles et législatives de 2014 (Figure 2.2). En février 2015, leurs résultats étaient encore contestés et le parti de l'opposition de la RENAMO revendiquait sa victoire dans les provinces de Niassa et de Nampula. La légitimité du parti-Etat, la corruption, et la volonté de changement étaient au centre des discours des habitants. Il m'est également apparu que la principale intervention dans les « espaces gris » était la politique de décentralisation budgétaire *via* le « Fonds des 7 Millions »<sup>94</sup>. Elle était particulièrement mal vécue et contestée. L'importance de la violence vécue et générée, allant de sentiments d'exclusion, à des destitutions de chefs locaux, en passant par des lynchages et des grèves incitait de plus à un retour sur ces sites.

D'un point de vue théorique ces observations m'ont amenée à reconsidérer les interactions entre espace rural et projets de Développement et d'Investissement sous l'angle de la violence. Ils m'ont également conduite à reconsidérer la « force » des sociétés Makhuwa. Toujours représentées comme faibles et facilement dominées, les sociétés rurales déploient au contraire un ensemble d'« armes des faibles » (J. C. Scott 1987). Ces dernières ont permis aux sociétés Makhuwa de préserver leurs structures sociales et politiques face à la colonisation, à la socialisation des campagnes ou encore à la modernisation agricole (Alpers

---

<sup>94</sup> En 2006, le gouvernement mozambicain a introduit le Fond d'Investissement d'Initiative Locale (*Orçamento de Investimento de Iniciativa Local, OIIL*), connu sous le nom de « Fonds des 7 millions » (Sande 2011). Chaque district, puis chaque localité reçoit un budget pour financer des projets portés par des habitants. Les administrations locales et les autorités communautaires jouent un rôle clef car elles participent aux comités de sélection qui choisissent les projets.

1975a; Fernandez-Fernandez 1976; A. F. Isaacman 1996). Il semblait nécessaire de regarder la cohérence de la trajectoire de l'espace nord mozambicain face à une succession d'interventions. Leur capacité à faire échouer des projets appelait donc à poursuivre une approche de la constellation agropolitique « par le bas » (Bayart 1981; Ben Arrous et Ki-Zerbo 2009).

De plus, il m'a semblé que la construction ou la déstabilisation de l'Etat mozambicain était bien partie prenante des interactions au sein de la constellation agropolitique. Les interactions entre interventions ou absences d'interventions d'une part et espaces ruraux de l'autre façonnaient la relation des habitants à leur Etat. Cela me conduisit en particulier à relativiser le poids du foncier. Les relations à la terre n'étaient pas centrales dans les discours et les pratiques des habitants. Leurs relations à l'agriculture et à l'Etat étaient façonnées par de nombreux éléments extra-fonciers tels que l'accès à d'autres activités ou aux retombées du clientélisme politique. Réciproquement les projets avec une emprise foncière, tels que des transferts de titres ou des projets de délimitation communautaire, n'étaient qu'une des modalités d'interventions dans l'espace rural. Elles partageaient des points communs avec d'autres interventions et généraient des réponses similaires de la part des habitants. Je décidai donc d'explorer dans un dernier temps la fabrique de la politique agricole mozambicaine et les interactions entre élites politiques, bailleurs, et agences de Développement en capitale.

### 1.2.4. Densification et confrontation des observations

Réaliser des entretiens en capitale avec les acteurs impliqués dans la fabrique de la nouvelle politique agricole mozambicaine avait deux objectifs. Premièrement, il s'agissait de documenter la circulation et l'appropriation des modèles informatiques du secteur agricole mis en place en Afrique de l'Est (Leblond 2012; Cornilleau 2016). Cette entrée me semblait pouvoir éclairer les relations entre bailleurs, technocrates, et élites politiques et économiques, notamment les stratégies d'extraversion (Bayart 1999; Nubukpo 2012). Deuxièmement, je souhaitais interroger l'idée d'une stratégie de renforcement de l'Etat mozambicain au nord de son territoire sous couvert d'un discours sur la productivité agricole. Les logiques productives peuvent en effet masquer des logiques stratégiques visant à créer de nouveaux espaces pour l'intervention de l'Etat (Faggi 1990; Trottier 2007b). Je souhaitais ainsi explorer si le vécu des habitants d'une « exploitation » et d'une « nouvelle colonisation », correspondait effectivement à une stratégie du gouvernement.

Des obligations familiales et l'appropriation de mon travail de thèse par un collègue m'amènèrent à renoncer à cette approche par le haut. Je ne pus pas retourner au Mozambique à l'automne 2015 ni au printemps 2016 du fait de l'hospitalisation d'un proche. Je décidai donc de me rabattre sur une étude de la littérature grise. En parallèle, je reçus en septembre 2016 un courriel d'une chercheuse suisse, dont j'ignorais tout. Elle me demandait les fichiers sources d'une de mes cartes, pourtant estampillée confidentielle. Un des membres de mon comité de thèse la lui avait montrée. Je découvris alors qu'il était sur le point d'organiser une enquête dans le corridor de Nacala sur la base de mes recherches qu'il considérait comme « un travail préparatoire ». Malgré la réactivité de ma directrice de thèse, cela dégénéra en une affaire révélatrice de la férocité du monde académique vis-à-vis de ceux qui ont le malheur d'annoncer et de dénoncer un dysfonctionnement<sup>95</sup>.

L'appropriation de mon travail de thèse dans le cadre d'un projet sur les effets des investissements de grande taille (ici nommé C.) mettait en péril ma prochaine mission. Des enquêteurs allaient pâturer autour de sites sensibles et violents. J'allais passer auprès des habitants pour un agent double qui les avait « vendus ». Malgré nos demandes de redéploiement vers des sites de collecte ne chevauchant pas les miens, dix enquêteurs y furent envoyés. L'institution de rattachement du collègue en question refusa de ~~les sites précis~~ contribua à l'annulation de ma mission de février 2017.<sup>96</sup> Je fis une nouvelle demande en choisissant, compte tenu du retard pris, de ne pas conduire d'entretiens en capitale. Je retournai ainsi au Nord du Mozambique pendant 4 semaines en mai 2017.

Après avoir vérifié à Cuamba que je ne serais pas mise en danger par le projet ici nommé C., je partis camper sur les quatre sites d'immersion que j'avais explorés en 2015.<sup>97</sup> Les campagnes étaient plongées dans une profonde crise économique et politique (Figure 2.2). La monnaie avait perdu jusqu'à 100% de sa valeur, conduisant à une explosion du prix des biens de consommation. Le parti d'opposition de la RENAMO demandait toujours

---

<sup>95</sup> Cette affaire fera l'objet d'un prochain ouvrage, notre plus grand souhait étant que cette expérience douloureuse soit utile à d'autres jeunes chercheurs et ne se reproduise pas. Le titre provisoire envisagé est « Nager avec les requins : guide de survie dans les SHS à destination des jeunes chercheurs ».

<sup>96</sup> Le président général de cette institution m'écrivit une lettre qui ne contenait pas le nom des sites de collectes demandés et niait toute appropriation, mais affirmait qu'il paraissait « sage de recommander à Madame Leblond, comme [son institution] le fait systématiquement en fonction de l'expérience dont il dispose de ces terrains, d'éviter de se rendre momentanément sur zones, de surcroît en situation d'isolement » (extrait de la lettre du 16/12/2016). Cette information contribua à ce que mon directeur d'unité annule mon ordre de mission 7 jours avant le décollage.

<sup>97</sup> Je ne suis toujours pas parvenu à avoir la liste des sites enquêtés. J'ai cependant pu vérifier que je n'avais pas d'interconnaissance avec les 10 enquêteurs. Par ailleurs leur méthode de travail – 21 jours d'enquêtes sur 2 districts pour réaliser 500 questionnaires avec des tablettes numériques – était suffisamment distincte de la mienne pour que nous ne soyons pas assimilés par les enquêtés.

à gouverner les provinces où il considérait avoir gagné. Depuis novembre 2016, des anciens combattants de la RENAMO réoccupaient des bases militaires dans l'espace rural nord mozambicain pour faire pression sur le gouvernement. Les Forces d'Intervention Rapide de l'Etat étaient envoyées pour les attaquer et dissuader les habitants de les soutenir. Dans ce contexte, et du fait de comportements d'habitants qu'ils n'avaient pas anticipés, les investisseurs rencontraient de grandes difficultés à déployer leurs projets.

Ce bref retour au Mozambique fut l'occasion d'explorer les conversions politiques à la RENAMO et l'amplification des critiques vis-à-vis de l'Etat mozambicain. Les interactions avec les membres du projet Terre-Eau et d'un projet centré sur la sortie de guerre au prisme des politiques ordinaires, m'avaient particulièrement sensibilisée à l'emprise de la guerre sur l'appropriation des ressources.<sup>98</sup> Au Nord du Mozambique, il apparaissait clairement que les anciens clivages politiques de la guerre civile étaient réactivés dans les campagnes. La décentralisation, favorisant largement les proches du parti-Etat du Front de Libération du Mozambique (FRELIMO), y participait. Les projets de Développement tournés vers les investisseurs privés et les élites rurales renforçaient également le sentiment d'exclusion et la politisation des habitants. L'emprise spatiale de ces projets était toutefois en voie de stabilisation voire de réduction. Il m'a semblé que l'instabilité politique et économique provoquée par des facteurs internes et externes au Mozambique avait mis un terme au cycle d'investissement entamé au milieu des années 2000.<sup>99</sup>

Ce dispositif d'enquête distribué sur cinq années m'a permis de saisir des temporalités qu'une immersion continue – d'un an par exemple, pour reprendre le standard anthropologique – n'aurait pas rendu possible. J'ai pu observer plusieurs interactions entre « grande politique » (élections, déploiement de ProSAVANA, crise politique et économique) et « politique ordinaire » (conditions de subsistance, relations aux autorités locales, politisation). Ces interactions sont à la fois centrales et révélatrices des transformations de la constellation agropolitique nord mozambicaine. Cet étalement dans le temps m'a également permis de relativiser mon point de vue. Ce qui me semblait aberrant ou insoutenable aux premiers abords est progressivement devenu familier. Ma lecture de la richesse et de la

---

<sup>98</sup> En particulier avec Cécile Jouhanneau, co-porteuse du Projet POST « Penser les Sorties de guerre au prisme des politiques des ressources et des crises naturelles » financé par la Maison des Sciences de l'Homme Sud en 2017, et avec Julie Trottier, Jeanne Perrier, et Lauriane Gay.

<sup>99</sup> Les racines mozambicaines de l'instabilité sont évidentes. En effet, les emprunts qui ont conduit les bailleurs à suspendre leur soutien au Mozambique en avril 2016 et participé à l'inflation ont été contractés par des élites mozambicaines. Cependant il apparaît que ces bailleurs étaient au courant, au moins partiellement des dettes cachées et que les prêteurs ont favorisé les emprunts bien que leurs prérequis ne soient pas remplis. La déstabilisation économique et politique résulte donc également d'acteurs extérieurs.

pauvreté a profondément changé à mesure que je m’immergeais dans les sociétés Makhuwa. Inversement, ce qui me semblait évident, comme par exemple la légitimité de l’Etat, a été érodé par mes observations et mes entretiens. Cette temporalité m’a notamment permis de questionner l’omniprésence de l’Etat et du territoire national dans la littérature académique.

### 1.3. Une conception de l’espace au carrefour de trois approches géographiques

Becher et Trowler (2001) ont analysé les communautés académiques comme des tribus cherchant à défendre leurs territoires, en l’occurrence un ensemble d’idées, de problématiques et de méthodes. Les géographes déploient souvent une idéologie de science intégrative, se positionnant en « grands synthétiseurs » des autres disciplines (Becher et Trowler 2001, 59). Ils soulignent cependant la pluralisation de la géographie entre discipline scolaire, ensemble de pratiques, science ou encore discours sur le monde (Robic et al. 2006; Lacoste 2014). La prise en compte de l’espace et des spatialités reste alors un des dénominateurs communs du territoire fragmenté de la géographie. Comment me suis-je positionnée par rapport à ma tribu ? Où se place ma démarche méthodologique dans son territoire académique ? Ma façon d’aborder l’espace se situe au croisement de trois approches géographiques :

(1) une géographie critique qui intègre les *Science and Technology Studies* (STS) et promeut une analyse des discours et des pratiques *in situ* sans leur associer *a priori* de sens, de valeur, ni de fonction (Demeritt 1996; Forsyth 2002; Castree 2005; M. Goldman, Nadasdy, et Turner 2010). Cela me place en porte à faux vis-à-vis des géographes qui voient dans l’augmentation des investissements privés une nécessaire progression du capitalisme ou un nécessaire affaiblissement de l’Etat. En revanche, cela me permet de saisir les interactions entre interventions dans l’agriculture, stratégies des élites et des habitants et construction de l’Etat à sa marge.

(2) une géographie politique, rejoignant l’approche géopolitique qui « analyse et explique des rivalités de pouvoirs sur des territoires géographiques, qu’ils soient de grande ou de petite taille, en prenant notamment en compte les arguments qu’avancent à tort ou à raison les protagonistes, chacun d’eux avançant des *représentations*, des *droits historiques* plus ou moins anciens, pour justifier son action » (Lacoste 2014, 46). Elle se distingue cependant de nombreuses études géopolitiques par une approche ancrée décentrée de l’Etat. L’Etat est

souvent placé en situation de verticalité, au-dessus des autres acteurs (Ferguson et Gupta 2002). Au contraire, ma méthodologie permet de le placer comme un acteur parmi d'autres.

(3) une géographie humaine qui rejoint certaines approches centrées sur l'habiter, les territorialités ou encore les spatialités habitantes (Cailly 2009; Lima 2013; Di Méo 2015). Elle s'inscrit dans un véritable parti pris de réhabilitation du « peuple » entendu comme une notion aux frontières floues qui désigne « ce qui échappe à la visibilité, à l'éminence, à la notoriété propres au monde des décideurs » (Olivier de Sardan 2001b). Cette thèse partage en effet la démarche du « populisme méthodologique » qui s'intéresse aux pratiques, aux représentations et aux discours des groupes d'acteurs moins documentés au nom desquels les interventions sont conduites. Pourquoi un tel parti pris ? Parce que cette thèse s'inscrit à la suite de travaux sur ceux qui produisent les représentations du monde, ceux qui décident de qui mange et de qui dépérit. Après cette entrée par les producteurs de savoirs institués et la prise de conscience que les interventions ne visaient pas qu'à faire vivre mais également à laisser mourir (Li 2010), j'avais envie d'explorer plus précisément ceux qu'on laisse mourir.

Quelles sont les conséquences méthodologiques d'un tel positionnement par rapport à l'étude de l'espace et du temps ? Quels en sont les écueils ? Ma démarche méthodologique m'a conduite à partir d'une marge pour réinterroger des concepts établis. Je partageais l'idée selon laquelle un terrain dit marginal peut permettre de « susciter des questions parfaitement impertinentes, et inciter à dépasser les frontières du savoir constitué afin d'en renouveler les horizons » (Claudot-Hawad 2006). Cependant ce point de départ a eu des conséquences sur mon appréhension de l'espace. Du fait de la position périphérique du Nord du Mozambique, peu d'études et de données étaient déjà disponibles. Les cartes des sols, les données de recensement, les suivis climatiques étaient limités, datés, et souvent peu exploitables. Mes conditions d'enquête ne m'ont pas permis d'établir un protocole pour intégrer, vérifier et compléter ces données. J'ai donc essentiellement appréhendé l'espace dans sa dimension discursive et sensible et non pas dans sa matérialité.

L'appréhension de l'espace en tant que produit de discours et de pratiques est un défi à part entière. Comment produire des savoirs qui ne soient pas un discours personnel sur le monde ? Ma situation à la croisée de plusieurs approches géographiques m'a conduite à combiner trois entrées spatiales (Figure 2.5): (1) une entrée discursive, qui part des formes spatiales promues par l'Etat et les agences de Développement pour identifier des sites d'études, (2) une entrée ancrée, qui construit des sites d'études à partir d'entretiens et

d'observations, et qui tend à fragmenter ou multi-situer le terrain (Mélisse 2006, 75) (3) une entrée théorique qui rééquilibre les biais du *préterrain* (voir section 3.1.) en investiguant les zones laissées pour compte par les discours dominants.

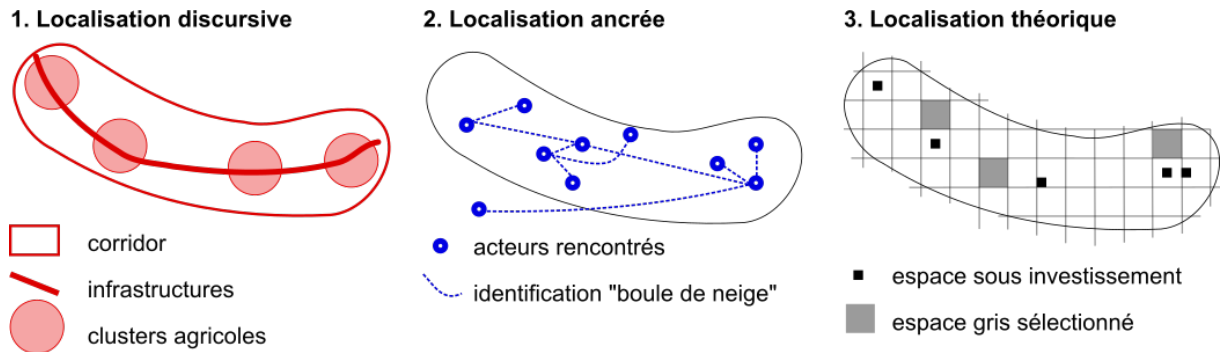


Figure 2.5 : Schéma des approches spatiales combinées dans cette thèse. Source : N. Leblond, 2017

La combinaison de ces entrées permet de saisir différents acteurs et mécanismes constitutifs de la constellation agropolitique. Son explicitation permet également de situer les savoirs et le discours produit. Ces derniers sont exclusivement centrés sur le corridor de Nacala et non pas sur la totalité de l'espace nord mozambicain. Ils sont fondés sur une approche par site, qui n'explore pas les spatialités des acteurs dans leur complexité. Ils s'intéressent largement aux représentations et aux discours des habitants, et considèrent que les investisseurs et les acteurs financiers ou économiques sont déjà mieux documentés (Kalaora 2012; Fairbairn 2014; Mathieu Boche 2014b; Du Castel 2016). Enfin, ils offrent une lecture « en pièce détachée » du corridor, qui ne permet pas de restituer les interactions entre les différents espaces. Ces éléments permettent de situer la dimension habilitante et contraignante du dispositif d'enquête et de fournir des pistes de recherche nouvelles. L'heure n'est cependant pas aux perspectives mais à l'exposition des méthodes déployées pour étudier les acteurs de la constellation agropolitique et leurs interactions.

## Section 2 - Une approche symétrique d'une constellation agropolitique à l'épreuve de relations de pouvoir asymétriques

La démarche ancrée a permis d'identifier les acteurs de la constellation agropolitique déployée au Nord du Mozambique. Elle met en jeu à la fois des habitants, des agences de développement, des entreprises privées, des acteurs étatiques, et des opposants à l'accaparement des terres. Comment rendre compte de leurs différentes appropriations matérielles et symboliques de l'agriculture et de l'espace rural ? Comment comprendre leur



poids dans la constellation agropolitique au-delà des effets d'annonces ? Comment rendre compte des représentations des acteurs et de leurs discours ? Comment s'en détacher pour produire une interprétation *non-encliquée* <sup>100</sup>?

Chacune des catégories identifiées est très hétérogène. L'Etat n'est pas un acteur cohérent. Les différents fonctionnaires poursuivent des stratégies propres en fonction de leur position institutionnelle et de leur aspiration personnelle (Jabri 1996). Les acteurs sont contraints mais disposent également de marges de manœuvres. Leurs stratégies dépendent de leurs relations sociales, de leurs engagements politiques ou encore de leurs ancrages spatiaux. Comment explorer des catégories d'acteurs sans les réifier ? Les méthodes employées empruntent aux approches discursives qui déconstruisent la rhétorique du Développement et à l'étude de l'enchevêtrement des logiques sociales (Olivier de Sardan 2001a). La première sous-section présente les méthodes déployées pour différentes catégories. La seconde sous-section aborde les méthodes mises en œuvre pour étudier les interactions entre acteurs. Ces éléments permettent de souligner les apports du concept de constellation agropolitique tout en mettant en lumière les points de vigilance dans l'enquête.

## 2.1. Comprendre et caractériser des acteurs au poids variable et aux ressources inégales

Au-delà de leur hétérogénéité, l'inégale présence des acteurs de la constellation agropolitique au Nord du Mozambique crée une difficulté méthodologique. L'Etat, par exemple, est omniprésent par les représentations qu'il produit bien plus que par ses interventions effectives dans cet espace marginal. A l'opposé, les habitants sont partout, mais ils sont largement invisibles de l'espace des représentations. Leurs points de vue et leurs attentes ne sont pas relayés. La présence des agences de développement quant à elles varie selon les spatialités et les temporalités de leurs projets. Pour documenter ces différentes catégories d'acteurs, j'ai combiné trois méthodes et divers types de matériaux: l'étude de la littérature grise, des entretiens semi-dirigés et des immersions. Je reviens d'abord sur l'Etat et les agences de développement, puis sur les investisseurs et leurs opposants, avant d'aborder les habitants.

---

<sup>100</sup> L'encliquage correspond à l'assimilation du chercheur à un groupe d'acteurs, ou « clique », qui vont façonner les informations auquel il a accès et le conduire à reproduire le point de vue de cette clique et à négliger les autres (Olivier de Sardan 1995).

### 2.1.1. Explorer la « machine antipolitique » du Développement<sup>101</sup>

La constellation agropolitique mozambicaine est marquée par des logiques de conquêtes spatiales, politiques et économiques qui s'inscrivent dans la longue durée (Pitcher 2002; Mogues et do Rosario 2016). Méthodologiquement, ce constat appelle à saisir les logiques de groupes d'acteurs stratégiques au-delà et en-deçà des logiques institutionnelles et technicistes affichées. Pour les mettre en lumière au Nord du Mozambique, j'ai reconstitué l'histoire de cet espace à partir de la bibliographie et des documents historiques accessibles (chapitre 4). J'ai étudié la fabrique du discours de la politique agricole et sa circulation à partir de la littérature grise, c'est-à-dire des documents qui ne font pas l'objet d'une édition commerciale ou scientifique.

Au Nord du Mozambique, l'Etat est notamment présent à travers le Plan Stratégique pour le Développement du Secteur Agricole (PEDSA). J'ai ainsi centré mon travail sur les différents documents qui y étaient liés (ébauches, plans d'investissements, documents techniques, évaluation des modélisateurs, diagnostics des bailleurs) et sur les rapports des agences de développement déployant des projets dans le corridor de Nacala. Le cadrage du PEDSA est en effet reproduit par les différents fonctionnaires des districts et des provinces, et repris par les agences de développement pour justifier leurs interventions. Des entretiens et des observations avec des fonctionnaires locaux m'a également permis d'apprécier leurs degrés de liberté.

L'ethnographie des plans et projets agricoles et de leurs ébauches permet de révéler les savoirs mobilisés et les structures de pouvoir qui les portent, tout en plaçant dans une perspective historique les enjeux stratégiques de la politique agricole. Les documents articulent en effet un ensemble de schèmes interprétatifs qui contribuent à renforcer des structures de signification et de domination (Jabri 1996). Dans une perspective symétrique je les ai pris au sérieux en les replaçant dans leur trajectoire spécifique (chapitre 3). Dans le cas des projets concernant le corridor de Nacala, j'ai analysé les formes spatiales mobilisées et exploré les mondes lexicaux des projets à partir du logiciel Iramuteq.<sup>102</sup> (chapitre 6).

---

<sup>101</sup> Je reprends la notion introduite par James Ferguson (1990) pour caractériser le dispositif institutionnel et idéologique mis en œuvre pour transformer le Lesotho.

<sup>102</sup> Iramuteq ou IRaMuTeQ, pour « Interface de R pour les Analyses Multidimensionnelles de Textes et de Questionnaires » est un logiciel libre développé par Pierre Ratinaud. <http://www.iramuteq.org/>

L'attention portée aux structures de significations et aux institutions dominantes ne signifie pas que les acteurs, moi y compris, les prennent pour « vraies » ou « effectives ». La littérature grise est hautement stratégique et permet d'obtenir des financements, de stabiliser des relations ou de justifier des interventions (Ferguson 1990; Carlos Nunes Castel-Branco 2013; Faggi 1990). Par ailleurs les représentations produites, et par conséquent les approches discursives, tendent à réifier les institutions et à les présenter comme des acteurs unifiés (Olivier de Sardan 2001a; Schlimmer 2016; Fairbairn 2013). Dans un contexte de clientélisme et d'extraversion, c'est-à-dire de mise en scène d'une façade pour capter des ressources exogènes et les allouer à d'autres usages (Bayart 1999), ces documents ne permettent pas de comprendre l'enchevêtrement des logiques sociales. Leur étude n'en reste pas moins essentielle pour comprendre dans un second temps leur rôle dans la constellation agropolitique.

L'analyse critique de l'appareillage institutionnel et conceptuel de la « machine antipolitique » du Développement permet de réhabiliter les relations de pouvoir. Elle révèle par exemple la dimension imposée de certaines procédures, comme la conditionnalité des prêts des agences de Développement à l'adoption d'un plan d'investissement dans l'agriculture (chapitre 3). Croiser les discours apolitiques et le poids matériel des institutions, permet également de restituer les rapports de force (Fustec 2014, 164-66). L'analyse des budgets fait apparaître les décalages entre l'allocation des ressources envisagée et les annonces d'un Développement agricole équilibré et intégré (chapitres 5 et 6). La mobilisation de l'imagerie satellitaire des feux m'a également permis de questionner les notions de « potentiel de production » et d'« espace vacant » mises en avant par le gouvernement mozambicain et les bailleurs (chapitre 5). La dissection de la machine du Développement et sa confrontation avec d'autres sources permet ainsi de faire apparaître les relations et les asymétries de pouvoir.

### 2.1.2. Documenter des cas d'investissement et une mobilisation contre ces derniers

Les entreprises privées qui interviennent dans la constellation agropolitique nord mozambicaine sont très variées. Les études se sont surtout centrées sur les investisseurs privés étrangers cherchant à obtenir des droits fonciers ou à mettre en place de nouvelles productions sous contrat (R. Hall 2012; Mathieu Boche 2014b; UNAC et GRAIN 2015). Ces investissements ont en effet déclenché une forte mobilisation anti-accaparement et de

nombreuses recherches (Edelman 2013; Oya 2013). Ils ont généré des porte-paroles souhaitant défendre les investissements ou les dénoncer. Mon étude des entreprises privées dans le corridor de Nacala est ainsi fondée sur des entretiens avec plusieurs investisseurs et avec leurs opposants. Ils m'ont conduite sur 9 cas d'investissements agricoles et forestiers déjà initiés ou potentiels, localisés dans les huit sites précédemment présentés (Tableaux 2.1 et 2.2).

	Investisseur	Surface (ha)	Projet	Matérialisation (2016)	Type
Site 2	SAN-JFS	~ 1000	Production de coton (Agrovila)	~ 300 ha de coton	Exploitation industrielle avec contrats de production
Site 6	Entreprise A.	~ 3000	Production agricole mécanisée de coton	Non initié	Exploitation industrielle avec contrats de production
Site 5	Entreprise A.	~ 1000	Production agricole mécanisée de soja puis anacardiens	~ 30 000 anacardiens plantés	Entrepreneur indépendant
Site 8	MOZACO (SAN-JFS + autre)	2727 puis 1500	Production de soja et de coton	Quelques centaines d'hectares de coton et de soja	Agrifirme et société de gestion d'actifs
Site 3	Inv. Forestier	~ 30 000	Exploitation de bois	? (témoignages contradictoires)	Entrepreneur indépendant
Site 7	SAN-JFS	1000 + 19 000 (phase 2)	Production de coton	Non initié	Exploitation industrielle avec contrats de production
Site 4	Nitori	~ 2000	Production de coton	Abandonné	Agro-industrie de plantation
Site 5	Matanuska (Rift Valley + autres)	~ 3000	Plantation de bananes	~ 1400 ha de bananes. Réorientation vers l'ananas	Agro-industrie de plantation
Site 8	SONIL et Ali Ossène	~ 500 ha	Production de soja mécanisée d'une part et fruitiers de l'autre	?	Entrepreneur indépendant

Tableau 2.2 : Liste des investisseurs privés dans l'agriculture ou la foresterie interviewés et des sites visités au cours de cette enquête.

Etudier les investissements privés dans l'agriculture est devenu aussi incontournable qu'étudier les chefferies pendant la période coloniale. Les intérêts des administrateurs et des missionnaires contribuaient à mettre les structures de pouvoir coutumières à l'agenda des observateurs (Salemink 2003, 17). Actuellement, l'assistance prodiguée à l'observateur, tant par les investisseurs que par leurs opposants, est un facteur d'orientation important vers les divers sites d'investissement. Ces acteurs façonnent largement l'accessibilité et les

« hasards »<sup>103</sup> ou « coïncidences » du terrain. Par exemple, le directeur de la compagnie cotonnière investissant sur le site n° 2 m'a prise en stop jusqu'au site de la consultation alors que je me trouvais « par hasard » sur son chemin. Par la suite, il m'a indiqué le site n°5 où son entreprise investissait dans le cadre d'une *Joint Venture*. Le site n°7 m'a été suggéré par le technicien du cadastre de Malema et des opposants locaux. Je m'y suis rendue quelques mois plus tard accompagnée d'un investisseur potentiel qui souhaitait voir la terre avant d'accepter l'offre du gouvernement. Le chef de la localité du site n°2, à qui j'avais demandé le chemin du site n°3, a profité d'une consultation communautaire pour me conduire à ce village. Je devins alors une observatrice improbable de cette consultation communautaire imprévue. Quant aux sites n°5 et n°6, ils font l'objet de demandes de titres d'un même investisseur. J'y ai atterri par excès de zèle de ce dernier, trop heureux de me montrer ses magnifiques terres. Les personnes et institutions mobilisées contre les accaparements de terres m'ont également ramenée vers cinq de ces sites (sites n°4, 5, 6, 7 et 8).

Ces investissements correspondent à quatre des cinq types identifiés par Mathieu Boche à partir des caractéristiques organisationnelles des entreprises et de leurs projets (Mathieu Boche 2014b, 148). Ils ne constituent ni un échantillon exhaustif, ni un échantillon représentatif des entreprises privées de la constellation agropolitique nord mozambicaine. En effet, aucune plantation forestière, telle que celles établies dans la province de Niassa n'a été incluse (Akesson et Nilsson 2006). En outre, il ne s'agit que d'entreprises investissant directement dans la terre. Pour inclure les institutions qui interviennent dans la production sous-contrat et la commercialisation des récoltes (ex. compagnies de coton, de tabac, acheteurs de sésame, coopérative agricole) j'ai également réalisé des entretiens avec ces dernières. Mon appréhension des réseaux de commercialisation indo-pakistanaïse a été cependant particulièrement limitée (Marchand 1995, 17; Pinto Teixeira 2008). J'ai surtout interviewé leurs acheteurs africains, les dirigeants et les cadres restant largement inaccessibles compte tenu de mes sites d'étude loin des entrepôts.

Pour ce qui est des acteurs mobilisés contre les accaparements de terre dans le corridor de Nacala, j'ai croisé des entretiens et des analyses de la littérature grise. Cinq sous-catégories d'acteurs peuvent être distinguées au sein de cette coalition très hétérogène : (1) les ONG mozambicaines basées en capitale, (2) les ONG mozambicaines implantées dans le corridor

---

<sup>103</sup> Invoquer la coïncidence ou l'intervention du hasard ne signifie pas que les choses sont purement aléatoires, mais qu'elles sont le résultat de la rencontre d'événements sociologiquement explicables dont on peine à rendre compte de l'intersection (Becker 2002).

(3) les ONG étrangères ou internationales, (4) les chercheurs, (5) les acteurs religieux basés dans le corridor. Les méthodes déployées varient selon ces sous-catégories. Elles sont essentiellement centrées sur les acteurs physiquement présents au Mozambique, ce qui restreint notamment l'appréhension de l'importante mobilisation au Brésil (Milhorance de Castro 2016). Concernant les acteurs présents dans le corridor (sous-catégories 2 et 5) j'ai réalisé 62 entretiens semi-dirigés dans les provinces de Nampula et de Niassa. Pour les autres sous-catégories, j'ai analysé leurs productions textuelles et filmographiques. J'ai construit un corpus de 362 documents qui comprend des rapports du projet ProSAVANA, des articles de journaux, des documentaires, ainsi que des études académiques et non-académiques. Grâce aux documents rendus publics par des citoyens japonais il a été possible d'analyser comment les porteurs du projet ont construit des consultations et une approbation dans le corridor de Nacala (chapitre 6).

L'enquête dans un contexte fortement polarisé pour ou contre les investissements peut favoriser *l'enclichage* du chercheur. Dans ce cas, il devient le porte-parole d'une des cliques et se ferme les portes des autres (Olivier de Sardan 1995). J'ai réussi à échapper à cette situation en dissociant dans le temps mes entretiens avec les différents acteurs et en diversifiant mes entrées sur le terrain (voir la section 3). Pour trianguler les récits et les observations, j'ai essayé de relever le plus d'informations factuelles possibles (dates, contenu des échanges, personnes présentes) et de les recouper. Comme les entretiens n'étaient pas centrés sur les investissements conflictuels mais plus largement sur les enjeux de la production agricole et de sa gestion, on ne m'a pas souvent demandé de me positionner. La connaissance du point de vue des interlocuteurs est une forme de reconnaissance (Fustec 2014, 101). Plutôt que de confronter les affirmations de mes interlocuteurs, j'ai mis en œuvre cette pratique de la connaissance de leur situation. Lorsque le sujet devenait trop sensible – par exemple au sujet des procédures d'acquisitions des titres, ou des délimitations précises des usages des sols – j'ai privilégié les observations et les entretiens libres.

### 2.1.3. Saisir et situer les discours et les représentations des habitants

Les habitants constituent l'essentiel de la constellation agropolitique du corridor de Nacala. Tous interagissent avec la terre, que ce soit en tant que moyen de production ou que support de leurs maisons, du lien avec leurs ancêtres, ou d'autres activités comme la chasse, la cueillette, ou le commerce. Pour autant, ils n'ont pas tous les mêmes intérêts et leurs

représentations et stratégies sont très diversifiées. De plus, leurs stratégies s'inscrivent dans une historicité et des relations sociales peu documentées et que les habitants ne souhaitent guère partager avec un observateur extérieur. Ils constituent ainsi une catégorie d'acteurs particulièrement difficile à appréhender du fait de son hétérogénéité et de son manque de visibilité. Comment documenter, resituer et restituer les représentations et les stratégies des habitants dans ce contexte ?

Pour comprendre les représentations des habitants ainsi que leur relation à la terre et à la production agricole, j'ai opté pour des immersions autour de 4 sites (cf. Figure 2.1). L'immersion ne consiste pas à établir une communion avec les « natifs » ni à devenir une des leurs, mais à comprendre leurs relations, comme on comprend une plaisanterie (Geertz 1974). Il s'agit de produire une interprétation de la manière dont les gens vivent, qui n'est ni emprisonnée dans leur horizon ni sourde aux particularités de leur existence (Geertz 1974, 29). Ces questions font écho à l'épineuse distinction entre l'*émique* et l'*étique*<sup>104</sup>. L'*émique* correspond aux savoirs autochtones ou significations sensées pour les acteurs. L'*étique* renvoie à la fois aux discours savants et aux données produites par des dispositifs d'observation et de recension (Sardan 1998, 161). Cette dichotomie peut être opérante si l'on n'oppose, ni ne hiérarchise les deux, mais que l'on s'en sert plutôt pour préciser « qui parle ou de qui on parle » (De Sardan, 1998, 158). C'est la posture que j'ai adoptée en entendant *émique* au sens de dire populaire ou commun, et *étique* au sens de l'ensemble des données non discursives, qui sont donc produites par l'observation du chercheur.

Les positions actuelles des habitants face à des interventions dans l'agriculture sont façonnées par les interventions précédentes (A. F. Isaacman 1996; Wrangham 2010; Marriott 2015). Pour saisir ces interventions et leur vécu, dans le temps long et en l'absence d'archives, j'ai opté comme d'autres, pour l'histoire orale (A. F. Isaacman 1996). Je n'ai pas considéré ces récits historiques comme des témoignages exacts mais comme des récits liés aux événements passés, à ceux qui se sont déroulés depuis, et au contexte spécifique de l'entretien<sup>105</sup>. L'immersion m'a permis de dépasser les ruses habitantes, de situer mes

---

<sup>104</sup> Ces termes trouvent leur origine chez les linguistes, qui distinguent les différences sonores significatives pour les locuteurs (*phonemics* ou phonémique) et celles objectivées par les chercheurs (*phonetics* ou phonétique) (Sardan 1998, 156-57).

<sup>105</sup> Voir notamment le travail d'Adèle Momméja qui propose une ethnographie rétrospective. Elle interroge en particulier comment l'implication des interlocuteurs lors des marches pour l'égalité et contre le racisme de 1983 et 1984, en France, les trajectoires postérieures de ces interlocuteurs et les relations d'entretien influencent les mémoires et les récits d'une mobilisation passée (Momméja 2016).

interlocuteurs et leurs récits, et de croiser ces derniers et les observations. Mais qui rencontrer ? Comment échantillonner une population habitante ?

Pour trianguler les récits et les observations et limiter *l'enclicage*, j'ai opté pour un mélange de méthodes par boule de neige, par échantillonnage théorique et d'opportunité. J'ai commencé par des entretiens avec des figures en charge de la représentation extérieure tels que les chefs des associations de producteurs, les autorités communautaires et les chefs de famille. Ils m'ont permis d'établir des représentations des trajectoires de la terre (chapitre 7). De proche en proche, j'ai pu conduire des entretiens avec les travailleurs des entreprises agricoles précédentes et actuelles. Je les ai complétés par des entretiens avec des catégories d'acteurs rendus invisibles par mes interlocuteurs, comme les travailleurs agricoles saisonniers, les familles ne participant pas aux associations, ou les membres du parti d'opposition de la RENAMO. J'ai également fait le choix d'entretiens avec les personnes qui étaient simplement co-présentes par exemple lors de réunions, de trajets, ou d'attentes. Ceci permet de densifier les observations et de laisser émerger des thématiques et des acteurs que je n'aurais pas pu identifier autrement (Dauvin et Siméant 2001).

L'immersion et l'approche *émique* permettent de saisir la différenciation sociale et les interactions au sein de la catégorie habitante, qui conditionnent en retour ses interactions avec les autres catégories d'acteurs. L'hétérogénéité des sociétés est clef pour comprendre comment une politique publique est reçue et quels sont ses effets. Qui veut travailler pour un « patron » et qui ne peut pas se permettre de céder des terres ? Qui peut bénéficier d'un projet du gouvernement et qui sait qu'il n'en verra pas les fruits ? L'individualisme méthodologique au centre des diagnostics agraires et des techniques de diagnostic rapide par entretien ne permettent pas de saisir cela. Ces méthodes juxtaposent des foyers sans permettre de saisir les interactions entre eux. Elles reproduisent de plus des prismes agraires ou fonciers qui masquent la diversification des activités des habitants (A. Isaacman 1985; O'Laughlin 1996). Au contraire, l'approche *émique* permet de saisir l'hétérogénéité d'une société et les relations entre foyers riches et foyers pauvres qui façonnent l'appropriation des ressources et les activités (Ferguson 1990; Graeber 2011; Geffray 1990b).

Ma démarche s'inspire de ces méthodes. J'ai été particulièrement sensible aux dynamiques temporelles de la différenciation, qui souvent n'est qu'un passage transitoire pour les foyers (Geffray 1990b; Greiner 2012; Ferguson 2013). J'ai cherché à dépasser les constats



matériels immédiats, souvent trop sommaires.<sup>106</sup>, pour m'intéresser au réseau de relations sur lequel le foyer a pu et peut compter (Tvedten, Paulo, et Rosário 2006, 51).

Ce parti pris *émique* ne met pas le chercheur à l'abri de la dimension hautement stratégique des discours des habitants. Les discours sont profondément façonnés par la situation d'énonciation et la place attribuée au chercheur (Favret-Saada 1985; Chauvier 2011). Très souvent, les acteurs mettent en scène leur pauvreté face « aux blancs » qu'ils pensent en mesure de les aider. Les individus les plus précaires sont au contraire plus difficiles d'accès.<sup>107</sup>.

Pour faire face à cette dimension stratégique des discours, j'ai recoupé les affirmations des habitants avec celles de leurs voisins et j'ai multiplié les observations à différents moments. Les archives de l'ancienne Union des paysans du sud du Niassa (UCASN), stockées dans un entrepôt du Centre Agroforestier de Cuamba m'ont permis de mettre en perspective les interventions actuelles et les attentes des habitants (chapitres 4 et 7). Mon immersion m'a également permis de faire émerger des conflits latents entre habitants ou entre habitants et d'autres acteurs de la constellation agropolitique.<sup>108</sup>. Cette approche m'a notamment conduite à étudier la décentralisation du budget étatique dans le cadre du « Fonds des 7 millions » comme un site d'interaction entre l'Etat et les habitants (voir la section 2.2.3.). Elle permet notamment d'échapper à l'oscillation entre populisme idéologique qui exalte la résistance du peuple et misérabilisme qui souligne sa domination (Grignon et Passeron in Olivier de Sardan, 2001b).

---

<sup>106</sup> Les études fondées sur des questionnaires rapides (*Rapid Rural Appraisal* et *Participatory Rural Appraisal*) ont souligné l'augmentation des biens de consommation des foyers dans de nombreuses zones rurales. Hanlon et Smart (2008) ont largement critiqué ces « décomptes de bicyclettes » en montrant que l'augmentation de leur nombre pouvait difficilement être retenue comme un critère de développement. Les habitants « à deux roues » étaient bien souvent sans accès aux hôpitaux, à des revenus, ou à une alimentation stable.

<sup>107</sup> Les plus pauvres sont souvent inaccessibles. Les jeunes hommes quittent les hameaux pour tenter leur chance ailleurs. Ils se retrouvent en ville à décharger des camions, à transporter des sacs ou à revendre des cigarettes à l'unité. Les enfants et les jeunes filles sont placés en ville ou dans des familles plus aisées. Par ailleurs les habitants plus riches sont souvent réticents à ce que le chercheur s'intéresse de trop près aux personnes et aux familles les plus précaires (Geffray 1985a). Ils attirent l'attention sur eux et la détournent de leur main d'œuvre. A de nombreuses reprises j'ai été confrontée au mécontentement des « patrons », frustrés par le fait que je cherche à discuter avec leur « cuisinier » ou leur travailleur zambézien. Réciproquement, ces derniers sont particulièrement réticents à l'enquête. Souvent ils restent en retrait et n'osent pas venir saluer la « visite » de leur patron. Ils cachent également leur origine ou leurs conditions de travail, afin de se protéger d'une éventuelle attaque en sorcellerie. Autant d'embûches qui ne facilitent pas l'appréhension de la situation sociale des travailleurs dans l'espace rural et qui appellent à une étude approfondie sur ce sujet.

<sup>108</sup> Par exemple, c'est en accompagnant un producteur de coton et son fils, qui s'était battu la veille en état d'ébriété, chez un chef local que j'ai mis le doigt sur un important conflit de chefferie sur le site d'Ipalame (chapitre 7). Le chef en question n'était pas le chef qu'on m'avait présenté mais un membre issu d'une autre famille qui revendiquait l'autorité sur la même zone. L'immersion me permit ainsi d'identifier des dynamiques que les producteurs ne m'auraient pas présentées en situation d'entretien formel.

Ces différentes méthodes pour comprendre les acteurs de la constellation agropolitique m'ont conduit à réaliser plus de 530 entretiens (Tableau 2.3).

	<b>Terrain 2014</b>	<b>Terrain 2015</b>	<b>Terrain 2017</b>	<b>Total</b>
Habitants (producteurs, commerçants, artisans...)	52	150	58	<b>260</b>
Associations et ONG (présidents ou membres d'associations paysannes, journalistes)	74	32	4	<b>110</b>
Membres de l'Etat (administrations de l'agriculture, du cadastre, élus locaux, fonctionnaires de l'éducation)	21	17	1	<b>39</b>
Entreprises privées (investisseur agricole, compagnies de vente de service aux investisseurs, ingénieurs et techniciens de compagnies).	22	8	7	<b>37</b>
Autorités communautaires (regulo, cabo ou mwene, anciens ou encore en poste et secrétaires du FRELIMO ou délégués de la RENAMO)	10	31	19	<b>60</b>
Membres d'organisation religieuse (sœurs, pères, missionnaires, animateurs)	3	12	3	<b>18</b>
Autres (universitaires, peace corps, ...)	6	0	5	<b>11</b>
<b>Total classé</b>	<b>188</b>	<b>250</b>	<b>97</b>	<b>535</b>

Tableau 2.3 : Décompte des entretiens conduit au cours des différents terrains. Source : N. Leblond, 2017

Cette commensuration en nombre d'entretiens est cependant trompeuse. Certains ont duré une trentaine de minutes tandis que d'autres ont duré plusieurs heures. Certains étaient libres et d'autres plus structurés. Certains en français (avec les journalistes par exemple), d'autres en anglais (avec des investisseurs par exemple), d'autres encore en portugais (avec les agents et représentants d'administrations locales par exemple). Ces entretiens ont été complétés par de nombreuses observations, des photographies, la localisation de parcelles et de parcours à l'aide d'un GPS ainsi que la récupération de données relatives aux droits d'usage des terres dans les cadastres. C'est en particulier l'analyse des rencontres situées entre acteurs qui permet de dé-essentialiser les catégories de la constellation agropolitique, de faire apparaître leur nature protéiforme, et de saisir les relations de pouvoirs qui les lient.

## 2.2. Analyser les situations d'interaction entre acteurs de la constellation agropolitique

L'interactionnisme méthodologique correspond aux « analyses qui prennent les interactions sociales comme une « entrée » empirique privilégiée tout en se refusant à en faire

un objet en soi, autrement dit sans s’y limiter ou s’y emprisonner » (Olivier de Sardan 2001, 742). Il offre une piste méthodologique pour étudier ce qui est parfois appelé la « microphysique du pouvoir », le « politique par le bas », les « modes populaires d’action politique » ou encore les « espaces publics africains » (Bayart 1981; Bierschenk et Olivier de Sardan 1997; Bayart 2008). J’ai adopté et adapté cette approche interactionniste pour analyser la constellation agropolitique au Nord du Mozambique.

Les itérations entre terrain et théorie au cœur de la démarche ancrée (section 1) m’ont permis d’identifier trois situations d’interactions : (1) les rencontres qui accompagnent l’attribution d’un titre foncier ou d’une licence d’exploitation forestière, (2) les sites d’investissement privé et (3) la décentralisation du budget via le « Fonds des 7 Millions ». Chacune de ces situations est révélatrice des asymétries de pouvoir et de savoir entre les catégories d’acteurs présentées précédemment ainsi que de leur hétérogénéité. Elles permettent également d’observer différentes formes de violence dans l’espace rural nord mozambicain. Cette section apporte des précisions de méthode pour chaque situation.

### 2.2.1. Disséquer un dispositif de gouvernement : les consultations communautaires

Les entreprises qui souhaitent investir dans des terres agricoles au Nord du Mozambique sont obligées de passer par une consultation communautaire (Christopher Tanner et Baleira 2006). Ces dernières permettent le transfert de titres fonciers (DUAT) des habitants aux entreprises. Elles peuvent être analysées comme un dispositif, au sens de réseau hétérogène mis en place par une structure de pouvoir pour parvenir à un objectif stratégique<sup>109</sup>. Au Mozambique, l’accord des communautés lors des consultations est nécessaire pour que les investissements puissent avoir lieu. L’étude des différentes rencontres impliquées par le dispositif consultatif permet ainsi d’explorer comment des acteurs de la constellation agropolitique, avec des représentations différentes de la terre et de l’agriculture, s’accordent. Elles sont ainsi constitutives et révélatrices de l’épistémologie civique (cf. chapitre 1).

---

<sup>109</sup> Michel Foucault définit un dispositif comme un réseau hétérogène qui comporte « des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref: du dit, aussi bien que du non-dit [...] ». » (Foucault 1994, 298-300) C’est l’articulation de ces éléments pour parvenir à un objectif - explicite ou non - qui fait dispositif, même si dans un second temps ce dernier peut être détourné à des fins diverses. Pour une telle approche au Pérou et en Bolivie voir (Delgado-Pugley 2014).

Mais comment analyser les interactions entre acteurs lors de réunions de consultation ? Comment comprendre ce qui se joue au moment d'un échange ? Comment déconstruire les mises en scène ? Et quelle place négocier en tant que chercheur ? Max Gluckman (1940) a été confronté à de telles difficultés lorsqu'il analysait, en situation coloniale, l'inauguration d'un pont par l'administration du Zoulouland. Par la description fine de la situation sociale, l'analyse située du contact entre deux cultures, et enfin un changement d'unité d'étude, de la « communauté zoulou » à la « communauté zoulou-européenne », il parvint à dépasser ces difficultés classiques (Tholoniati et de l'Estoile 2008). C'est dans cette perspective de description minutieuse d'une situation sociale, de la considération simultanée de différents groupes d'acteurs, et d'une remise en contexte que j'ai analysé les rencontres sur 7 sites de consultation (sites 2 à 8) et élaboré ma grille analytique.

La grille analytique contient six thématiques qui m'ont semblé jouer dans le fonctionnement du dispositif localement : (i) la trajectoire de la terre, en particulier l'existence d'un précédent investissement (ii) le positionnement de la chefferie lors des rencontres, (iii) la posture de l'investisseur, (iv) la situation économique et sociale de la communauté avant l'investissement, (v) les relations qu'elle a tissées avec d'autres institutions ainsi que (vi) le rôle des agents de l'administration (chapitre 8). À plusieurs moments, des entretiens avec les différents acteurs, tant ceux signataires des actes de consultation que ceux refusant de le faire, m'ont permis de renseigner ces différentes thématiques.

A ces catégories d'analyse s'ajoute une description des situations d'énonciation. Pour les rencontres que j'ai pu observer directement (4 cas sur 7) j'ai relevé la disposition spatiale des acteurs et leurs prises (ou absences) de parole. Cela permet notamment de mettre en relation le changement du discours en fonction de la situation socio-spatiale. Pour les rencontres où je n'étais pas présente (3 cas sur 7), j'ai réalisé des entretiens avec les différentes personnes présentes afin de reconstituer ce qui s'était joué lors des rencontres. Cette démarche emprunte aux approches qui dépassent la dimension sémantique du langage pour s'intéresser à la dimension située et stratégique des discours (Chauvier 2011; Durnova et Zittoun 2013, 569-70). Elle est révélatrice des violences structurelles qui contraignent les habitants à signer les actes de consultation (chapitre 8).

L'étude du dispositif de consultation *in situ* permet ainsi d'analyser comment les discours traduisent des relations de pouvoir tout en contribuant à en légitimer certaines et à en déstabiliser d'autres. L'espace, qui est l'enjeu de ces rencontres, devient donc également le

support de l'expression de relations qui préexistent et qui en sortent reconfigurées. L'analyse de ces interactions fines permet de comprendre certaines contradictions de la constellation agropolitique, comme la coexistence d'une forte mobilisation anti-accaparement au niveau régional et l'acceptation d'investisseurs localement. L'analyse des rencontres montre que ce ne sont pas les mêmes acteurs qui sont mobilisés et que la violence structurelle ne permet pas aux habitants d'exprimer une opposition aux administrations étatiques. Par ailleurs, les habitants déploient des ruses pour capter les investissements, ce qui s'inscrit dans une stratégie propre, différente de celle des ONG (chapitres 7 et 8).

### 2.2.2. Deux sites d'investissements pour explorer les frictions entre acteurs

Les cas d'étude d'investissements permettent de dépasser les lectures dichotomiques entre « Développement » et « Dépossession » (R. Hall, Scoones, et Tsikata 2017). Ils révèlent que leurs effets dépendent non seulement de leurs caractéristiques intrinsèques mais encore de leurs frictions avec un contexte particulier (A. L. Tsing 2005). Ces frictions sont cependant souvent étudiées à l'aune d'un prisme *étatique* centré sur l'accès à la terre, les conditions de travail et la distribution du capital. Le risque induit par l'usage de catégories exogènes est d'ignorer des effets qui ne s'expriment pas selon ces dernières. C'est par exemple le cas des phénomènes de violence infrastructurelle qui sont invisibles en termes de classe ou de répartition des moyens de production (Li 2015b).

Étudier les frictions du point de vue *émique* est alors clef pour comprendre la réaction des habitants et les reconfigurations de la constellation agropolitique. Des actes ou des aménagements peuvent sembler insignifiants pour les investisseurs et l'Etat, comme par exemple la mise en place de grillages, la suppression des chemins, ou le manque d'emplois pour les locaux. Au contraire, pour les habitants, ils peuvent constituer des violences insupportables, qui font écho à un ensemble de violences quotidiennes et de violences inscrites dans la longue durée (Toulabor 1982; Prunier 1991; Janin et Marie 2003; Ardit 2012). J'ai donc choisi de faire attention aux discours et aux pratiques habitantes et aux reconfigurations de la constellation agropolitique, parfois indirectement induites par l'investissement. Dans ces situations souvent conflictuelles, de nombreuses informations peuvent être occultées ou transformées de manière à enrôler le chercheur. Les habitants cherchent souvent à le transformer en relais des doléances locales. Pour pouvoir trianguler les observations et limiter mon instrumentalisation, j'ai opté pour deux études de cas détaillées.

Les interactions entre entreprises, habitants, administrations et chefferies ont été explorées à partir d'immersions autour des sites d'investissement n° 2 et n° 5 (Tableau 2.1). Le premier, situé dans le district de Cuamba, est un exemple de projet d'agriculteurs commerciaux<sup>110</sup>. Il s'inscrit dans une localité relativement isolée et peu peuplée. Il intègre des producteurs locaux dans un bloc de production de plusieurs centaines d'hectares pour les transformer en « producteurs émergents ». Le second cas, situé dans le district de Monapo, est un exemple de modèle de plantation. L'investissement se déploie à proximité de l'axe principal du corridor, dans une zone où les terres agricoles sont largement occupées. Il repose sur une production mécanisée et des emplois saisonniers. Ces deux cas correspondent donc à deux types d'investissements et à deux contextes distincts. Ces sites ont toutefois un point commun majeur : dans les deux il s'agit de réinvestissements sur d'anciennes terres coloniales. Les nouveaux titres excèdent les précédents, mais ont tous deux commencé par mettre en culture des terres précédemment travaillées par une entreprise. Dans les deux cas, les investisseurs considèrent également qu'ils font face à des difficultés importantes avec les habitants qui les ont conduits à revoir leurs projets à la baisse.

J'ai interrogé à la fois les habitants en interaction avec ces investissements, et ceux refusant d'y participer. Je me suis en particulier intéressée aux raisonnements économiques relatifs aux salaires, aux crédits, et au partage du temps et des richesses, que ces nouveaux modes d'exploitation de la terre mettaient en jeu. Cette position permettait de dépasser le prisme Terre-Travail-Capital et de mettre en lumière des mécanismes de violence et de politisation invisibles dans de nombreuses études. J'ai complété ces observations par des mesures GPS, des images satellites, et des entretiens avec les investisseurs.

### 2.2.3. Mettre en lumière les « espaces gris » : le cas du Fonds des 7 Millions

Les deux situations d'interaction présentées précédemment (sections 2.2.1 et 2.2.3.) ont l'inconvénient d'être centrées sur les investissements de grande taille dans le foncier agricole. Si en théorie ils peuvent couvrir tout l'espace rural nord mozambicain, en pratique ils affectent moins d'1% de ce dernier (chapitre 6). Ces situations d'interaction laissent donc de côté la partie la moins médiatisée de la constellation agropolitique, qui se déploie dans ce que j'ai appelé les « espaces gris » (chapitre 1). L'absence de matérialisation des investissements a

---

<sup>110</sup> Je reprends ici la typologie établie par (Smalley 2013) puis par Hall et al. (2017) qui distingue (1) les plantations, (2) les projets de production sous-contrat et (3) les projets d'agriculture commerciale ou d'agriculteurs commerciaux.

finalement transformé plusieurs sites en « espaces gris » (sites 3, 4, 6 et 7). Quelles sont les dynamiques dominantes de la constellation agropolitique dans ces « espaces gris » ? Comment les analyser ?

Ma démarche ancrée m'a conduite à identifier le « Fonds des 7 Millions » comme point de rencontre déterminant entre l'État mozambicain et les habitants. Plusieurs auteurs ont souligné le fait que le « Fonds des 7 Millions » était localement utilisé pour renforcer les réseaux clientélistes du FRELIMO et bénéficiait essentiellement aux élites locales et à leurs proches (Forquilha 2010; Sande 2011; Orre et Forquilha 2012, 83). Ces questions sont au centre des discours et des pratiques des habitants, qui dénoncent des mécanismes de corruption et d'exclusion. Pour les étudier j'ai consigné les différents discours des habitants à ce sujet. J'ai également assisté à des réunions au cours desquelles les habitants étaient informés ou se plaignaient de la situation. Cette perspective méthodologique rejoint les études de la corruption au quotidien et de la décentralisation en Afrique de l'Ouest (Blundo 1998; Blundo et Olivier de Sardan 2012a). Elles conduisent à identifier des « formes élémentaires de la corruption » et une « sémiologie populaire de la corruption ».

A la manière de la sorcellerie, la corruption fonctionne, « dans un système de croyance clos, auto-justificateur, qui fournit un mode d'explication préfabriqué à toute une série de problèmes quotidiens » (Blundo et Olivier de Sardan 2012b). C'est un système discursif qui permet simultanément de trouver des coupables, de justifier des pratiques et d'expliquer des problèmes. La triangulation des informations, par exemple la confrontation des discours sur l'exclusion du « Fonds des 7 Millions » et de la liste des bénéficiaires, montre que certaines accusations ne sont pas fondées. Il est donc nécessaire d'interroger la fonction et les effets des discours de dénonciation de la corruption. Le parallèle entre la corruption ordinaire et la sorcellerie établi par Olivier de Sardan me semble particulièrement pertinent d'un point de vue méthodologique.

Dans les situations de sorcellerie, ce sont les victimes et les désorceleurs, qui sont accessibles à l'observation (Favret-Saada 1985). Les sorciers ne sont que supposés, on ne peut pas les confondre en train de jeter des sorts. De la même manière, la corruption est avant tout l'objet de discours critiques de la part de ceux qui s'en considèrent victimes. Leurs accusations et leurs pratiques de contournement ou de surenchère sont les plus abordables. Au contraire, il est plus difficile de documenter des pratiques de corruption. J'ai pu constater que les bénéficiaires étaient souvent des membres du FRELIMO et des proches des chefs

(chapitre 10). Mais comme simultanément les membres de l'opposition ne candidatent pas ou peu, il est difficile d'établir une causalité stricte. Sur les 28 « plaignants » enquêtés en 2017, seuls 12 avaient effectivement déposé un projet. Cela ne signifie pas que leurs dénonciations doivent être discréditées, mais qu'une perspective *étiquée* est nécessaire. J'ai donc croisé les dénonciations avec d'autres pratiques ou prises de position. Mes immersions et mes entretiens m'ont appelée à observer en particulier le refus de participation aux activités planifiées par les administrations locales et la politisation des habitants. Il apparaît que le discours de la corruption sert de justificatif à la recherche d'un « nouveau maître » auprès du parti de l'opposition (Cahen 2017). La combinaison des points de vue *étiqués* et *émiques* permet de saisir ces interactions qui seraient restées invisibles dans une approche purement *émique* ou dans une perspective *étiquée* centrée sur la politique agricole.

Cette approche méthodologique décentrée – qui part des habitants et de leurs discours au lieu de partir des interventions mises en avant par l'Etat – est cohérente avec la notion de « State in Society » de Joel Migdal (2001). Ce dernier souligne l'importance d'explorer comment l'Etat interagit avec des groupes d'acteurs et comment cela interagit avec d'autres processus. Partir des interactions locales entre Etat et habitants dans le cadre de la décentralisation des budgets met en lumière des frustrations qui se répercutent sur la commercialisation agricole, sur la construction des écoles, ou encore sur l'amointrissement du monopole de la violence légitime par l'Etat. Cette approche permet ainsi de saisir le contexte dans lequel les acteurs de la constellation agropolitique interagissent. Elle permet de comprendre certaines réactions qui ne sont pas directement liées à la politique agricole mais qui ont néanmoins des effets sur sa matérialisation et sur la capacité d'intervention de l'Etat.

L'analyse de ces situations sociales apporte une réponse méthodologique à la géographie du pouvoir. Non pas pour servir ce dernier, ce qui a longtemps occupé certains géographes (Lacoste 2014), mais pour contribuer à l'étude des spatialités qu'il façonne et par lesquelles il fonctionne. La géographie du pouvoir s'est plutôt centrée sur la « géométrie du pouvoir » au sens du « découpage de l'espace en aires de contrôle, de surveillance et/ou d'observation » (Raffestin et Barampama 1998, 66). Au contraire, cette méthode s'intéresse aux « lieux du pouvoir », sites marqués par l'exercice du pouvoir (Raffestin 1980, 168). L'étude de ces derniers s'est souvent focalisée sur les villes, en particulier les capitales politiques. Au contraire, je m'intéresse à des lieux du pouvoir dans des espaces géographiquement



périphériques, c'est à dire à des « centralités » et non pas à des « centralités strictes » (Raffestin 1980, 171). Cette approche rejoint alors les travaux qui interrogent les marqueurs matériels et immatériels des relations de pouvoirs dans l'espace.<sup>111</sup>

Cette présentation des méthodes employées permet de souligner que j'ai largement recouru à l'ethnographie, entendue au sens d'une « représentation (textuelle) d'une société particulière construite par des extérieurs, conditionnée par leur interaction avec des informateurs et par des intérêts différents qui influencent la pratique ethnographique » (Salemink 2003, 1). L'absorption académique de l'ethnographie, au détriment des missionnaires, des explorateurs, et des militaires.<sup>112</sup>, a conduit à lui accoler un impératif de réflexivité. Ce retour sur l'enquête et les conditions de sa réalisation est aujourd'hui devenue nécessaire si ce n'est suffisant à sa scientificité (Beaud et Weber 2010).

### Section 3 - Posture de l'enquêteur : nécessaire réflexivité

Comment arrive-t-on au Nord du Mozambique ? Quelles sont les conditions qui permettent de mener l'enquête ? Comment façonnent-elles cette dernière ? « L'enquête n'est possible que si les enquêtés donnent une place à l'ethnographe et l'analyse n'aboutit qu'une fois cette place mise au jour. » (F. Weber 2013, 52). Consciente que mes observations ont dépendu de ma place et soucieuse de faire aboutir mon analyse, j'expose ici mon positionnement.

#### 3.1. Un *préterrain* à la marge

Le *préterrain* est le milieu colonial ou postcolonial duquel l'ethnographe part pour aller réaliser son terrain et où il ou elle retourne chercher du confort (Salemink 2003, 1). Introduit par Georges Condominas, la notion a été développée par Peter Pels pour caractériser « les relations de pouvoir dans lesquelles un ethnographe (académique ou non) est pris lors de son arrivée sur le terrain » (Pels 1994, 322). Elle inclut non seulement les relations de l'ethnographe aux autres étrangers, mais également ses relations aux indigènes et les relations entre les deux groupes.

---

<sup>111</sup> Par exemple les travaux de Razac sur le barbelé comme technologie de délimitation qui permet de gérer les populations à moindres coûts (cité par Vuattoux 2010, 32) ou ceux consacrés à la magnification symbolique de l'autorité - instituée ou d'opposition - dans l'espace et via l'espace (Monnet 1998, 5-6).

<sup>112</sup> L'existence de l'ethnographie précèdent en effet celle de l'Anthropologie (Pels et Salemink 1994; Salemink 2003, 11).

### 3.1.1. Enquêter dans une zone sous-investie

Mon *préterrain* a été façonné par une communauté épistémique à distance, des contacts réduits avec le milieu expatrié et le contexte de la controverse concernant les accaparements de terres. J'ai pu compter sur de nombreuses interactions avec les membres du projet Terre-Eau et divers collègues qui ont constitué ma communauté épistémique délocalisée. Les membres de la Faculté d'Agriculture de Cuamba m'ont apporté un soutien inestimable *via* la mise à disposition d'une maison dans l'enceinte des logements des professeurs. Cependant ils étaient initialement peu intéressés par mes travaux, éloignés de la recherche opérationnelle à laquelle ils avaient été formés. Ils manifestaient en outre une fatigue vis-à-vis des nombreuses sollicitations dont ils ne voyaient pas les bénéfices. D'autres collègues leurs demandaient les résultats de leurs étudiants puis les publiaient sans les citer. Ils appuyaient différents projets de Recherche et Développement mais n'avaient pas souvent de retours. Enfin, la mise en place de protocoles d'évaluation de semences, d'engrais, ou encore de systèmes de culture pour des entreprises privées s'effectuait souvent au détriment de leur avancée académique. Dans ce contexte, ma démarche ancrée, et ma difficulté à formuler des applications potentielles, n'était pas prometteuse. Ces divergences d'intérêts et le fait que je ne finance pas de stagiaire – qui aurait par exemple pu réaliser un diagnostic agraire – ont façonné mon enquête. Elles ont limité sa dimension physique (étude des sols, des rendements, des systèmes agraires) et m'ont conduite à acheter une moto et à opter pour une démarche qualitative.

Le milieu expatrié des districts où j'ai enquêté et où je me repliais pour recharger mes piles entre mes immersions était relativement réduit. Il comprenait quelques *peace corps* nord-américains, des membres d'ONG étrangères, quelques travailleurs venus construire ou réhabiliter les infrastructures du corridor, et les patrons et ingénieurs des entreprises agricoles. Dans un contexte de controverse, ces derniers étaient plutôt méfiants à mon égard, craignant de l'espionnage industriel ou des dénonciations d'atteintes aux droits d'Homme<sup>113</sup>. Je me suis limitée à quelques repas avec eux où j'ai eu droit aux propos intemporels sur l'ivrognerie,

---

<sup>113</sup> En sortant de la visite d'une plantation avec les journalistes, le manager nous lançait par exemple « C'est bon vous avez vu que nous ne sommes pas des esclavagistes ? » (observation, avril 2014). En 2017, le directeur d'une des compagnies cotonnières craignait que je le décrive comme un « exploiteur » et me demandait en rigolant s'il pouvait censurer mon travail « comme Salazar avec son stylo bleu ». Le directeur de la compagnie de tabac basée à Cuamba a quant à lui tout fait pour faire échouer ma demande d'entretien. J'ai dû envoyer mes questions à l'avance pour qu'elles soient validées, et relancer l'entreprise à plusieurs reprises.

la paresse et la lubricité des natifs<sup>114</sup>. Ce *préterrain* n'était pas très réconfortant mais a eu deux influences clefs sur mon enquête. Premièrement, il m'a conduite à explorer la matérialisation des investissements privés au-delà de ce que leur emprise spatiale ne le justifie. Si j'avais du respecter l'équilibre géographique du 1% de l'espace investi versus 99% sans investissement (chapitre 9), je n'aurais pas autant exploré ces questions. J'ai choisi d'assumer ce produit du contexte plutôt que de le combattre car d'un point de vue méthodologique, les investissements m'ont semblé des sites intéressants.

Deuxièmement, la présence de jeunes femmes blanches au service du « Développement », que ce soit en tant que professeur d'anglais, d'évaluatrices de projets d'ONG, ou de missionnaires, a profondément influencé la manière dont j'ai été accueillie dans les villages. J'ai été confondue avec plusieurs d'entre elles, et ces quiproquos ont toujours joué en ma faveur<sup>115</sup>. La possibilité de mon enquête doit beaucoup à leur travail, qui a dédramatisé ma présence et facilité mon accueil même si cela a nécessité de longues déconstructions pour expliquer nos différences. L'immersion et mes rudiments de langue Emakhuwa<sup>116</sup> ont largement aidé à me distinguer des autres « blanches » qui souvent ne partagent pas les repas avec les habitants et, plus souvent encore, ne restent pas dormir sur place. Il me semble important de revenir sur la dimension racialisée et genrée du *préterrain* dans lequel s'inscrit mon enquête.

### 3.1.2. Être une jeune femme blanche

Mes résultats ont été profondément conditionnés par le fait que je sois une jeune femme blanche, sans traducteur mais avec des moyens, au moins celui de pouvoir rentrer chez moi quand je le souhaitais. Quels ont été les principaux effets ? En tant que blanche, j'ai été accueillie par la plupart des habitants avec une déférence excessive: on cherchait à me donner

---

<sup>114</sup> Je reprends ici les remarques de Georges Condominas au sujet de son *préterrain* dans le Vietnam colonial (Condominas et Goudineau 1993, 42). Il s'amusait des critiques d'une communauté expatriée imbibée d'alcool fort et oisive qui critiquait allègrement les habitants, et qui avait très mal pris de voir ses paradoxes exposés.

<sup>115</sup> Sur ces confusions au Mozambique, voir également (Vivet 2012). A Cuamba j'ai été accueillie comme une coopérante suédoise (voir la section 1.1. de ce chapitre) puis souvent assimilée à ces dernières ou aux deux *peace corps* basées à cet endroit. A Malema, un activiste des droits fonciers m'a confondue avec une de ses amie *peace corps* et nous sommes par la suite devenus amis. A Monapo, j'ai très souvent été accueillie comme la gérante du projet de production de noix de cajou d'Ituculo, fort appréciée localement. Dans un village de Monapo, alors que je croyais avoir acquis ma propre position, j'étais devenue « Katarina » en 2017, la nouvelle professeur d'anglais. Je suis redevable à toutes ces femmes qui ont parcouru ces espaces avant ou en même temps que moi et qui ont rendu mon enquête possible.

<sup>116</sup> J'ai pris quelques cours à Cuamba grâce à un collègue de la Faculté d'Agriculture qui souhaitait également apprendre l'Emakhuwa. Outre des notions de base, cela m'a permis d'acquérir plusieurs livres sur la culture Makuwa écrit par différents missionnaires.

une bonne place dans les bus, on s'inquiétait de ce que j'allais manger, on me tendait toujours de quoi m'asseoir. J'ai également été perçue comme une menace : on a eu peur que je cherche à acheter des terres, que j'emporte un enfant, que je perce une ruse communautaire, ou que je vole un époux. J'étais une *Mukunya*<sup>117</sup> de plus, dont les habitants se méfiaient et à laquelle on adressait souvent les mensonges les plus grossiers<sup>118</sup>. J'ai essayé de gommer ma blancheur en mangeant et en buvant, comme, et avec, tout le monde, en m'asseyant par terre au côté des autres femmes, ou encore en refusant d'être traitée différemment (qu'on fasse chauffer ma bassine d'eau ou qu'on porte mon sac). Mais je n'ai jamais pu effacer ma couleur de peau et j'en ai parfois joué.

Quand on me demandait si ma disparition serait notée par mon gouvernement, j'ai confirmé. Je n'allais quand même pas dire que « non, personne ne me retrouvait si on m'enlevait » ? Ma seule incursion sur le terrain de la sorcellerie m'a incitée à affirmer que je n'étais pas sensible à la magie. Je suis peu fière de cet épisode qui me semble cependant mériter réflexion. Il a fait suite à la perte de mon téléphone portable alors que je revenais en immersion [l'ingestion d'un poisson avarié m'avait rendue si malade que j'avais dû rentrer à Cuamba. Le technicien de la compagnie de coton, que nous appellerons ici Mario, suspectait un sort]. Mario voulut m'emmener voir une devine pour découvrir qui avait pris mon téléphone. [Il avait surtout peur que je l'accuse lui, ce qui ne m'avait pas alors traversé l'esprit car son portable était d'une meilleure qualité que le mien]. La « tentation native » me prit et je me retrouvai à consulter une devine, puis une seconde, puis à déclencher la réunion des sages locaux et enfin la capture d'un travailleur Zambézien par la police communautaire. Tout le monde lui en voulait. Il n'avait cependant pas mon portable, puisque ce dernier était en fait sous ma tente. Je ne pouvais plus interrompre la procédure sans décrédibiliser tous les acteurs en jeu. Je compris que la sorcellerie servait à régler des tensions sociales et qu'il valait mieux, puisque ma position de blanche le permettait, ne pas prendre place dans ce dispositif.

Ma position de femme blanche, et seule, a largement conditionné qui souhaitait s'entretenir avec moi et ce que je pouvais comprendre. En contexte Makhuwa, les hommes assurent souvent la position d'interface avec l'extérieur, et apprennent le portugais pour cela, tandis que les femmes sont « confinées », et ne sont pas incitées à étudier. Le fait d'être une

---

<sup>117</sup> En emakhuwa, la catégorie de « Mukunya » renvoie aux blancs, aux colons, aux occidentaux, et parfois mêmes aux élites mozambicaines non-blanches mais qui, pour les habitants, se comportent comme telles.

<sup>118</sup> Comme ce travailleur Zambézien nouvellement installé qui avait voulu me dissimuler le nom de son frère aîné pour le protéger. J'avais attendu jusqu'à l'arrivée de ce dernier et l'avait accueilli par son « faux » nom, ce qu'il avait immédiatement corrigé devant son cadet gêné. Ils m'expliquèrent qu'ils devaient être prudents car la situation des « non-natifs » était difficile dans ce village et qu'ils généraient beaucoup de jalousies.

femme blanche, qu'ils souhaitaient « épouser », et mon piètre niveau en langue emakhuwa ont accentué cette tendance. Si j'ai pu observer de nombreuses femmes au quotidien, elles représentent à peine 15% de mes interlocuteurs. La majorité de ces 86 femmes enquêtées étaient de plus des membres des associations. Leurs propos étaient fortement liés à ce statut et aux interventions des ONG. Sur tous les sites, les femmes ont souhaité créer des rencontres pour que nous puissions échanger. Mais nous étions rapidement limitées par la langue, et la présence d'un homme-traducteur contraignait ce que nous pouvions nous dire. Créer une occasion ethnographique pour saisir les femmes nécessitait une traductrice Makhuwa que je n'ai pas trouvée dans les conditions de mon enquête. Assurément, je suis restée à leur marge.

Être une jeune femme blanche a cependant certainement créé des occasions ethnographiques auprès des administrations locales et des investisseurs. Pour les premiers, je représentais souvent une opportunité d'études à l'étranger ou de renseignements sur les bourses universitaires. Ils me glissaient alors à la fin des entretiens qu'ils souhaitaient étudier. Leur intérêt à discuter avec moi et leur grand zèle administratif m'apparaît *a posteriori* comme le produit de mises en scène destinées à asseoir leurs demandes. Pour ce qui est des investisseurs, j'ai pu représenter la compagnie féminine dont ils manquaient cruellement. La stabilité de ma condition familiale m'a permis de résister à toute avance. Il n'en n'est pas moins certain que le fait d'avoir été une jeune femme blanche, rangée du côté des potiches, a délié les langues. On livre beaucoup plus à une femme car on s'en méfie moins, puisqu'elle est nécessairement « un peu simplette ».

### 3.1.3. S'immerger tout en aménageant des espaces de repli

Ce *préterrain* m'a conduite à m'enfermer rapidement sur le terrain, mon lieu de repli étant alors essentiellement l'espace confiné de ma tente. Pourquoi planter une tente plutôt que d'être hébergée par l'habitant ? Ma tente a été un dispositif de *préterrain* essentiel à mon enquête (Figure 2.6). Il me permettait de m'isoler le soir après avoir passé la journée à poser et à répondre à une multitude de questions. Après quatorze heures d'exposition ininterrompues j'aspirais grandement à retrouver un espace clos pour écrire mes observations, vérifier la lisibilité de mes notes, et transférer mes photos et mes points GPS sur mon ordinateur portable. Sans ce dispositif, j'aurais dû partager la salle principale avec les enfants et souvent les parents car les maisons Makhuwa sont très exigües. Cela me semblait une contrainte trop importante pour les familles qui m'accueillaient et qui me faisaient pourtant

souvent cette proposition. Je l'ai toujours déclinée, considérant que je représentais déjà une surcharge en termes de corvées d'eau, de bois, et de cuisine. Ce dispositif m'a donc permis de cohabiter dans les villages Makhuwa tout en m'offrant la possibilité de m'en extraire.



Figure 2.6 : Les conditions de l'immersion : une famille d'accueil, une tente et une moto. Photographie prise en présence d'un « comité d'accueil » venu assister à mon installation. Source : N. Leblond, avril 2015.

Mais comment planter sa tente dans des communautés Makhuwa ? Quelles conséquences sur l'enquête d'avoir choisi une famille plutôt qu'une autre ? Loin d'être une pratique banalisée, le « camping communautaire » était une nouveauté, autant pour moi, que pour mes hôtes. Mon insertion a été particulière dans chaque site d'immersion A Cuamba, j'ai planté ma tente dans l'entrepôt de la compagnie de coton. Ce site me permettait : (1) d'échapper aux fortes pluies (2) d'étudier les tensions entre les employés de l'entreprise et entre cette dernière et les habitants et (3) d'être en sécurité dans une zone d'emprise de la guerre civile (voir les chapitres 7 et 9). Un contrecoup immédiat fut d'être associée à la compagnie de coton. J'avais beau expliquer que je ne travaillais pas pour cette dernière, les habitants me parlaient systématiquement de leur coton et m'adressaient des messages pour le directeur. Avec le temps, et ma feinte d'un désintéressement complet pour leur coton, cet effet fut amoindri. Certains producteurs du projet restèrent cependant méfiants, craignant que je dénonce leurs détournements à l'entreprise. Cette position me permit de densifier mes observations sur le déploiement du projet et d'explorer d'autres thématiques dans les villages périphériques où mon assimilation à la compagnie de coton importait peu.

Dans le district de Malema et dans un des sites du district de Monapo, j'ai bénéficié de l'aide des membres des associations paysannes mobilisées contre ProSAVANA. J'ai demandé à planter ma tente chez eux et ils ont accepté, non sans une certaine appréhension<sup>119</sup>. Cette position m'a permis d'interroger les membres des associations et leurs projets. Je me suis cependant rapidement dissociée de ces réseaux pour interroger des voisins et les remettre en contexte. Un des contrecoups à Malema a été de déclencher une forte angoisse auprès des autorités locales. Elles craignaient que je sois une militante anti-investissement venue pour les critiquer publiquement lors de la visite du nouveau gouverneur provincial. En mai 2015, le chef de la localité fit appeler le chef de la police, qui à son tour téléphona au président de l'union des paysans, pour s'enquérir de mon identité et du motif de ma présence. La crise fut désamorcée le lendemain, suite à ma présentation au chef de la localité et de la police. Par chance le premier étudiait à la faculté de Cuamba et put ainsi vérifier mes propos.

Enfin, dans le deuxième site de Monapo, j'ai choisi un village dont je savais les habitants opposés au projet d'investissement. Je n'avais pas de contacts sur place et j'ai donc demandé au lider<sup>120</sup>, chez lequel on m'avait automatiquement conduite, de m'indiquer le foyer où rester. Un de ses neveux, chef coutumier de deuxième ordre fut contraint de m'accueillir chez lui. Par la suite, je décidai de rester auprès de cette famille avec laquelle j'avais nouée un profond attachement. Cette position m'a permis d'interroger les chefs des différents villages ainsi que les membres du parti du FRELIMO. J'ai également pu échapper au contrôle du chef de la localité. Il s'informait régulièrement de mes déplacements et de mes interlocuteurs mais ne parvint pas à suivre le fil de mon enquête ou à l'interrompre<sup>121</sup>. Dans cette zone, j'ai interrogé les membres de la RENAMO dans un second temps.

Comment-ai-je négocié ma place auprès du « peuple » ? Malgré les réticences initiales il m'a semblé que vivre « du côté des habitants » signifiait pour eux que j'étais « de leur côté ». Un peu comme la chercheuse qui choisit Ramallah est rangée automatiquement du côté palestinien (Fustec 2014, 113), vivre du côté des Makhuwa était un gage de ma volonté

---

<sup>119</sup> Ils étaient en particulier inquiets d'avoir à maintenir leur figure de leader paysan en permanence. En leur montrant que j'étais intéressée par des questions quotidiennes, comme leur vie de famille, les histoires de sorcellerie, ou le ridicule de certains projets, ils ont rapidement abandonné cette mise en scène.

<sup>120</sup> La fonction de Lider est ici un hybride entre structure communautaire et structure du parti du FRELIMO.

<sup>121</sup> Je me rendis compte de cela car il était fier de me dire où j'avais été et qui j'avais rencontré. Je découvrais alors que mes interlocuteurs sélectionnaient certains passages croustillants de mes entretiens, tels que les divorces, les rites d'initiation et la polygamie, pour satisfaire la curiosité de leur chef. Le maintien de mon enquête a donc été rendu possible par la capacité des habitants à dissimuler son contenu. Pour un cas contraire, où une enquête dans une prison rwandaise dont le directeur perd le contrôle se termine par l'interruption de l'enquête voir (Thomson 2013).

de les prendre au sérieux. S'afficher avec l'étranger peut être un signal fort envoyé aux autres habitants (Lund 2014). J'ai mis à profit ces « malentendus » mais j'ai essayé de m'en distancier en intégrant ceux vers lesquels on ne m'avait pas dirigée et en remettant les discours en contexte.

### 3.2. Asymétrie enquêteur/enquêtés

Comment travailler dans un contexte de forte asymétrie entre les conditions de vie matérielles des interlocuteurs et celles de l'enquêtrice? Comment faire face à un environnement où les interlocuteurs n'ont pas accès à un ensemble de services qui garantiraient leur intégrité physique, et sont exposés à diverses violences? Loin d'être nouvelles ces questions n'en sont pas moins actuelles. Souvent, elles confrontent les chercheurs au sentiment qu'ils ne pourront jamais « rendre » la générosité des enquêtés et qu'ils les « utilisent » pour promouvoir leur propre carrière (Thomson, Ansoms, et Murison 2012; Wood 2007). Je n'ai pas échappé à ce sentiment, pourtant, je n'ai jamais rémunéré mes enquêtés. J'étais toutefois coutumière des cadeaux de politesse, d'autant plus que mon immersion était longue. Si mes premiers terrains ont été assez « secs », car j'étais préoccupée de ne pas « acheter » mes entretiens, mes dons et contredons ont augmenté au fil du temps.<sup>122</sup> Je ne crois pas avoir profondément bouleversé les asymétries de l'enquête par ces échanges. Pour ce qui est des violences dont j'ai pu être témoin (humiliation publique, lynchage, signatures forcées) je ne suis pas intervenue. Ethiquement cela me semble justifiable par le fait que (1) je n'ai jamais caché mon point de vue quand on me l'a demandé, ce qui a rarement été le cas, et (2) j'ai pris les acteurs au sérieux et n'ai pas projeté mes valeurs ou mes peurs. J'ai cependant souvent demandé des explications pour essayer de les comprendre.

#### 3.2.1. Enquêter dans un espace d'emprise de la guerre

La guerre civile mozambicaine a généré de nombreux traumatismes. Mon approche m'a placée face à des habitants qui ont vécu un conflit meurtrier et qui en portent les séquelles. Comment appréhender les conséquences d'une guerre sur les vécus et les récits ?

---

<sup>122</sup> En y réfléchissant je me suis dit qu'en France je ne serais pas arrivée les mains vides dans des milieux paupérisés. J'aurais certainement amené le goûter, cuisiné un peu pour l'apéro ou partagé ce que j'avais. Pourquoi faire autrement loin de chez moi ? J'ai donc transporté et offert des kilos de sucre et de riz, des barres de savon et des litres d'huile. Ces dons m'ont été largement rendus en cacahuètes, kilos de maïs, en oranges ou en noix de cajou.



Les traumatismes sont visibles dans les entretiens par des omissions et des oublis, notamment lorsque des observateurs s'invitent sur le lieu de l'entretien<sup>123</sup>. Les habitants ne nomment pas le leader de la RENAMO mais le désignent par « l'autre ». Ils prononcent rarement « RENAMO » mais disent « l'autre parti », « l'autre gouvernement » ou « le gouvernement de la forêt », même quand ils sont eux-mêmes membres de ce parti. Le contexte de la crise économique et du mécontentement vis-à-vis du parti-Etat a libéré les discours. J'ai pris connaissance en 2017 de nombreuses choses qui avaient été passées sous silence jusqu'alors. Réflexivement, je me dis que j'aurais dû mieux contrôler le contexte de mes entretiens et que ces questions traumatiques mériteraient une densification des observations. Triangler des discours elliptiques et troués, tout en préservant l'anonymat des interlocuteurs implique en effet d'accumuler beaucoup de matériaux.

Le populisme méthodologique en contexte conflictuel implique également de s'interroger sur ses conséquences psychologiques pour les interlocuteurs. Le récit des traumatismes n'est pas nécessairement libérateur (Bell 2001, 185; Campbell 2010, 4). Au contraire, les entretiens sont souvent suivis par un retour des interlocuteurs dans un environnement ravagé par la guerre et peu sympathique. Je laissais toujours la possibilité à mes interlocuteurs d'entretiens ultérieurs. Mais peu d'entre eux sont revenus vers moi et réciproquement. On pourrait questionner la dimension éthique de faire de la recherche dans un tel contexte, alors que traumatismes d'une guerre civile, violences liées à la précarité et sentiments d'exclusion et d'humiliation se superposent. Je rejoins au contraire ceux qui documentent ces situations et s'y engagent sans mettre en danger leurs interlocuteurs et en conservant le plus grand respect à leur égard<sup>124</sup>.

### 3.2.2. Construire un dispositif sécurisant pour l'interlocuteur

Comment sécuriser ses données ? Comment ne pas mettre en danger mes interlocuteurs ? Je les ai informés de l'objectif général de ma recherche et j'ai expliqué d'emblée que je réaliserais des entretiens aussi bien avec les habitants, qu'avec les

---

<sup>123</sup> Voir aussi Jeanne Vivet sur les entretiens avec des réfugiés de guerre à Maputo (Vivet 2012) et les réflexions sur les défis de la recherche dans des espaces conflictuels, post-conflit ou autoritaires (Thomson, Ansoms, et Murison 2012; Smyth et Robinson 2001).

<sup>124</sup> Voir par exemple (Bell 2001). Le respect et la protection des interlocuteurs font parti des principes éthiques de base de la recherche engageant des sujets humains, auxquelles s'ajoute également la maximisation des bénéfices pour les sujets de la recherche (Campbell 2010). Bien que ce dernier point me semble important, je ne vois pas encore comment l'atteindre dans un contexte où les intérêts des différents interlocuteurs me semblent contradictoires.

administrations locales et les investisseurs.<sup>125</sup> Je me suis engagée à ce que leur anonymat soit préservé, évitant de noter le nom de certains de mes interlocuteurs ne souhaitant pas être identifiés ou retenant le nom qu'ils s'étaient choisi le temps de l'entretien. L'ensemble des noms de villages et de personnes cités dans la thèse sont ainsi des noms d'emprunt. Pour ce qui est de leur non mise en danger, j'ai largement fait confiance à leur jugement. Partageant l'idée qu'ils avaient un sens beaucoup plus développé des risques et des violences locales (Wood 2007), j'ai toujours accepté les conditions d'entretiens qu'ils me proposaient, par exemple l'isolement, le silence lors de l'arrivée d'un observateur, ou notre déplacement vers l'intérieur d'un local.<sup>126</sup>

J'ai mis du temps à saisir la logique circulaire de leurs discours. Ils débutent souvent par l'exposition d'un message clef (« tout va bien ici », ou « nous sommes très mal ici »), avant de raconter des éléments plus personnels, parfois contradictoires avec le message initial, puis de réaffirmer ce dernier. Dans ce contexte il peut être pertinent d'accompagner l'éloge du gouvernement pour pouvoir le dépasser avant d'y revenir et de laisser l'interlocuteur apaisé (Ansoms 2013).

J'ai pris l'intégralité de mes notes de terrain sur des carnets papiers, que j'ai par la suite partiellement informatisés. Leur sécurisation était cruciale pour respecter l'impératif de non-mise en danger et l'anonymat. Comme je n'avais pas d'accès à un coffre fermé, j'ai conservé l'intégralité de mes carnets sur moi à tout moment. J'ai ainsi porté en permanence entre 1 et 15 carnets dans mon sac à dos, qui m'accompagnait absolument partout. Ces carnets ne sont jamais tombés entre les mains des habitants, des administrations, des investisseurs, ou de collègues.<sup>127</sup>

---

<sup>125</sup> Aucun comité d'éthique à l'image des « Research Ethics Boards » n'a validé mon protocole et imposé la signature de formulaires de consentement (Thomson 2013). En France, ces démarches restent non formalisées et varient d'un chercheur à l'autre. Dans mon cas, j'expliquais le but général de ma recherche comme étant l'étude de l'histoire de l'agriculture dans la région et des communautés Makuwa dans le cadre d'un travail universitaire. Je précisais également que ce travail ferait l'objet d'une thèse académique et d'articles en français, en anglais, et peut être en portugais. Les habitants demandaient souvent si je pourrais expliquer aux gouvernants la situation pour la faire changer. J'ai systématiquement souligné que je n'avais pas ce pouvoir et qu'il n'y avait pas d'effets immédiats à attendre de ma recherche. Réflexivement, je pense qu'une procédure de consentement plus élaborée, permettant notamment aux interlocuteurs de faire varier les niveaux de confidentialité au cours des entretiens, et d'entrer en contact avec mes responsables institutionnels aurait été préférable (voir par exemple la démarche de Wood, 2007).

<sup>126</sup> L'interruption des entretiens du fait de l'arrivée d'une autre personne était fréquente. En revanche, l'isolement, le déplacement vers une cour intérieure ou un local fermé étaient plutôt rares. Ils étaient surtout liés aux discussions portant sur les partis politiques, la corruption des élites locales, et le fonctionnement interne des entreprises.

<sup>127</sup> L'appropriation de mon travail par un collègue (cf. section 1.3.) porte sur mes documents de comité de suivi de thèse et des documents de travail qui avaient circulé dans ce cadre. Ils posent effectivement des questions de

### 3.2.3. Se placer au cœur des problèmes sans devenir une cible

Réflexivement, le principal défi éthique et émotionnel était pour moi les allers-retours entre les investisseurs, les autorités locales et les habitants. L'observation participante avec des journalistes fut particulièrement éprouvante car elle impliquait de passer rapidement d'un camp à l'autre en jouant sur l'ambiguïté du Développement, tantôt au service des entreprises pour faire parler les investisseurs, tantôt au service du « peuple » pour documenter les violences subies. Je ne reproduisis pas cette expérience par la suite et décidai de séparer ces entretiens dans le temps. Il n'en restait pas moins qu'entendre les représentations irréconciliables des différents acteurs fut pour moi particulièrement démoralisant. Observer de si près ces luttes directes et ces luttes de positions m'a fait sentir les limites des dispositifs participatifs, inclusifs ou encore de négociation. Il n'a jamais été question de me positionner dans, pour, ou contre ces derniers, mais je voyais clairement à quel point ils pouvaient être instrumentalisés et générateurs de violences. Mes allers-retours entre deux camps fortement polarisés pour ou contre l'investissement m'ont également transformée en cible dont on essayait d'extraire de l'information. J'ai feint l'ignorance de mon mieux, la principale difficulté étant de savoir ce qu'un interlocuteur ignore et ce qui constitue une information<sup>128</sup>. A défaut de penser que mes observations et mes analyses sont « purement » objectives, j'espère que chaque catégorie d'acteur se considèrerait convenablement représenté ici (Campbell 2010, 5).

## Conclusion du chapitre 2

Une démarche ancrée m'a conduite à alterner terrains au Mozambique et moments d'analyse en France pour cerner les contours et le contenu d'une constellation agropolitique.

---

rupture d'anonymat et de mise en danger car certains noms d'acteurs n'avaient pas été changés dans ces documents de travail. Ils contenaient de plus des données, notamment des cadastres, que les interlocuteurs m'avaient interdit de diffuser pour ne pas mettre en péril leur poste et pour ne pas alimenter la controverse sur les accaparements de terres. La procédure relative à l'utilisation de ces données est encore en cours.

<sup>128</sup> Après 6 heures d'observation auprès d'un investisseur, je racontai par exemple les derniers rebondissements de la cartographie des *stakeholders* de ProSAVANA. Alors que j'énumérais les acteurs recensés l'investisseur m'interrompit : « Il y a bien [telle organisation] alors... J'en étais sûr, ce sont eux qui agitent les habitants autour de ma ferme ». Cet investisseur n'avait rien à voir avec ProSAVANA, il n'y avait pas de rapport entre cette cartographie et sa ferme, et l'organisation en question avait ouvertement pris position contre les accaparements de terres. Mais visiblement l'investisseur ignorait cela et c'est moi qui me retrouvai à l'en informer. Pour Wood (2007, 220), dans des contextes émotionnellement difficiles le chercheur peut être amené à partager ses connaissances au-delà de ce qu'il ferait dans un contexte apaisé. Il me semble que cette situation relève largement de cette analyse. La question des impacts émotionnels de terrains conflictuels a été cependant encore peu explorée (Campbell 2017, 97).

J'ai étudié la politique agricole et les projets de Développement pour analyser la construction de savoirs et de représentations sur l'espace nord mozambicain. Des entretiens avec les investisseurs, et les acteurs mobilisés contre ces derniers, a mis en évidence la circulation des représentations nationales et leur contestation. Une triangulation avec l'ancrage actuel des investissements et des entretiens avec les habitants a fait apparaître un décalage entre les discours et leur matérialisation. Des immersions parmi les habitants m'ont permis d'éclairer leurs représentations ainsi que leurs interactions avec l'Etat et avec les investisseurs. Elles ont fait apparaître de fortes asymétries de savoirs et de pouvoirs qui sont à l'origine de multiples formes de violences au Nord du Mozambique.

J'ai présenté les différentes méthodes mises en œuvre pour saisir les acteurs de la constellation agropolitique et étudier leurs hétérogénéités et leurs interactions. Elles puisent largement dans la boîte à outils de la géographie humaine, en particulier dans l'approche ethnographique. L'explicitation des conditions de cette enquête a de plus permis d'éclairer ma position et certains effets de cette dernière sur mes observations. Elle fait apparaître la manière dont l'espace est appréhendé et les interactions entre temporalité de l'enquête et temporalité des phénomènes observés. La fragmentation des observations de terrain sur cinq années permet notamment de prendre en compte des interactions entre des phénomènes politiques et économiques spécifiques, comme les élections de 2014 et l'inflation initiée en 2015 et la constellation agropolitique au Nord du Mozambique. Les chapitres suivants exposent les données issues de cette méthodologie ainsi que leur analyse.



**Partie II : La constellation agropolitique au prisme de l'adoption  
d'une politique agricole**



## **Chapitre 3 : La Coproduction du Plan Stratégique pour le Développement du Secteur Agricole mozambicain (PEDSA)**

La constellation agropolitique mozambicaine fait intervenir le Plan pour le Développement du Secteur Agricole, dit PEDSA, à plusieurs reprises. Il a été approuvé en mai 2011 lors de la V<sup>ème</sup> session du conseil des ministres du Mozambique et est une déclinaison nationale du *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme* (CAADP). Il propose une transformation de l'agriculture mozambicaine afin qu'elle contribue à la sécurité alimentaire, à l'augmentation des revenus des producteurs ainsi qu'à l'équité sociale et de genre (PEDSA 2010). Le PEDSA constitue une interface entre les acteurs de l'aide publique au Développement et le gouvernement mozambicain. Il fixe les orientations des institutions nationales qui interviennent dans l'agriculture et justifie leurs budgets. Il est également repris par un ensemble d'investisseurs privés pour légitimer leurs interventions dans des espaces cibles. Ces multiples mobilisations incitent à explorer la coproduction<sup>129</sup> du PEDSA.

Ce chapitre analyse les institutions qui portent cette nouvelle politique publique ainsi que les représentations qui la sous-tendent. Il montre que le PEDSA est la nouvelle pierre d'angle des interventions de l'Etat mozambicain et des acteurs internationaux dans l'agriculture au Mozambique. Au-delà d'un plan sectoriel, le PEDSA est un élément dans une procédure qui comprend un pacte signé avec les « partenaires de Développement » et un plan d'investissement qui doit le rendre opérationnel. Il se positionne donc comme un point de passage obligé, discursif mais aussi procédural - via le pacte, son plan d'investissement et ses dispositifs d'évaluation - pour les acteurs souhaitant intervenir dans l'agriculture. Avec un budget de plus de deux milliards de dollars, le PEDSA et le plan d'investissement associé apparaissent comme centraux.

Dans une perspective symétrique, cette section reste très proche du discours des porteurs du PEDSA. Elle prend au sérieux les discours des acteurs sans préjuger de leur scientificité (voir le chapitre 2). Cette section est fondée notamment sur le document approuvé en 2011, ainsi que sur des ébauches de 2008 et 2010. Ces documents mettent en lumière les institutions, les procédures et les représentations de l'agriculture au centre du PEDSA. Nous

---

<sup>129</sup> La coproduction renvoie à la stabilisation simultanée d'un ordre social et d'un ordre naturel (Jasanoff, 2004). Elle peut être explorée à partir des discours, des institutions ou encore des représentations (cf. chapitre 1).



les historiciserons afin de montrer en quoi ils sont conservateurs ou novateurs. Dans la mesure où le PEDSA est proche de nombreux autres plans agricoles adoptés par des pays africains dans le cadre du CAADP, cette analyse dépasse le cas d'étude mozambicain.

Le revers de la médaille d'une analyse fondée sur le cadrage des porteurs du PEDSA est qu'elle reste bornée par les limites qu'ils ont eux-même tracées. Une de ces limites est la disparition des enjeux politiques, c'est à dire l'*apolitisation* du discours. Elle est rendue possible par sa focalisation sur la construction de la politique publique, c'est-à-dire sur l'élaboration par des autorités publiques. Elle néglige au contraire la formation de la politique publique, c'est-à-dire le processus historique contradictoire, conflictuel et émaillé de négociations et de compromis entre groupes d'acteurs (Hibou 1998, 67). Les rapports de pouvoirs et les divisions, au sein et entre, les groupes sociaux sont ainsi rendus invisibles dans les discours des porteurs du PEDSA. Pour les restituer, nous aborderons la trajectoire de l'espace nord mozambicain dans le chapitre 4 et la formation de cette politique publique dans le chapitre 5.

Nous présentons dans un premier temps l'appareil institutionnel au sein duquel le PEDSA est enchâssé. Nous détaillons en particulier sur les trois innovations majeures qu'il met en avant, à savoir (1) l'intégration du secteur et des différents plans agricoles (2) l'alignement sur les politiques régionales et continentales, (3) ainsi que l'appropriation des procédures par les institutions mozambicaines. Dans un deuxième temps nous revenons sur l'appareil conceptuel du PEDSA, et en particulier sur le diagnostic du secteur agricole et sur les solutions promues. Enfin, nous caractérisons et historicisons les représentations et les institutions mises en lumière par le PEDSA. Nous montrons que cette politique publique produit une agriculture « standard ». Cette appellation fait référence aux modèles informatiques « standards » développés par l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) pour simuler les agricultures africaines et les politiques publiques agricoles comme le PEDSA. Elle n'est pas entendue de manière normative ou péjorative. La mise en avant de la nature « standard » de l'appareil conceptuel du PEDSA nous permet de souligner que le cas Mozambicain n'est pas unique et d'interroger plus largement le cadre du CAADP. *In fine*, ce chapitre montre que le PEDSA coproduit simultanément une représentation de l'agriculture, ancrée dans des métrologies et des dispositifs d'action, et des institutions légitimées pour la gouverner.

## Section 1 - L'appareil institutionnel du PEDSA

L'adoption du PEDSA en mai 2011 s'inscrit à la suite de la Stratégie pour la Révolution Verte (*Estratégia da Revolução Verde*), adoptée par le conseil des ministres le 2 octobre 2007. Le PEDSA, porté par le ministère de l'agriculture, et plus précisément par sa Direction Economique (DE), propose une vision à horizon 2019 pour le secteur agricole. Ce dernier est défini comme l'ensemble des activités liées à (1) la fourniture d'intrants agricoles, (2) la production agricole, (3) les activités de transformation et de commercialisation qui ajoutent de la valeur aux produits agricoles (PEDSA 2008 – supprimé des versions 2010 et 2011). Le PEDSA est associé à un plan national d'investissement adopté en 2013, le PNISA (*Plano Nacional de Investimentos para o Sector Agrário*). Il détaille le budget nécessaire au financement des différentes sous-composantes et l'engagement financier du gouvernement, des agences d'aide au développement, des institutions internationales et des entreprises privées.

Le PEDSA affiche comme objectifs la prospérité et la compétitivité du secteur agricole, afin qu'il contribue à la réduction de la faim et de la pauvreté dans le pays (version de 2008). La version adoptée en 2011 a été complétée pour intégrer les questions d'équité sociale et de genre. Le PEDSA est ainsi construit autour de l'objectif général de « contribuer à la sécurité alimentaire et au revenu des producteurs agricoles de manière compétitive et durable en garantissant l'équité sociale et de genre » (PEDSA 2010, p. vi). Pour parvenir à cet objectif, le PEDSA repose sur 4 piliers<sup>130</sup> :

1. Augmenter la productivité, la production et la compétitivité dans l'agriculture en contribuant à une alimentation adéquate,
2. Améliorer les services et les infrastructures pour accroître l'accès au marché et mettre en place un cadre propice aux investissements agricoles
3. Utilisation durable des ressources en terre, en eau, en forêts et en faune.
4. Renforcer les institutions agricoles

---

<sup>130</sup> La version de 2008 comprend un 5<sup>ème</sup> pilier « services financiers » (PEDSA, 2008, p.23), la version de 2010 comprend un 5<sup>ème</sup> pilier « *Legal framework and policies conducive to agricultural investment in place* ». La présentation faite par le ministère de l'agriculture en juin 2008 ne comprend cependant que 4 piliers tout comme le pacte signé en décembre 2011.

L'objectif d'un taux de croissance annuel du secteur agricole de 7% complète ces piliers. Le PEDSA souligne trois éléments qui permettent de présenter l'appareil institutionnel sur lequel il repose : (1) sa perspective intégratrice, (2) son alignement sur les politiques agricoles régionales et continentales, (3) sa construction qui intègre dirigeants mozambicains, bailleurs et acteurs privés.

### 1.1. Un nouveau plan sectoriel intégrateur

Le PEDSA propose une double intégration sectorielle et politique. Il se présente comme une réponse à un manque de perspectives sectorielles, qui auraient fait défaut suite à l'indépendance du Mozambique en 1975. Ces politiques sectorielles ne seraient apparues qu'à la fin des années 1990, via PROAGRI I (1998-2005) et PROAGRI II (2006-2011). Le PEDSA propose en particulier d'articuler les nombreuses initiatives, plans, et projets, qui ciblent le secteur agricole sans se coordonner.

La multiplication de l'aide au développement est mise en avant pour justifier cette volonté d'intégration. Dès les années 1980, la coopération Nordique (Suède, Danemark, Finlande, Norvège et Islande) a financé des interventions centrées sur l'élevage, la foresterie et la laiterie dans le cadre des programmes MONAP (Adam et Sweden 1991). Ces choix correspondaient avant tout aux compétences de cette coopération. En parallèle, elle finançait jusqu'à 80% du budget du ministère de l'agriculture. Dans les années 1990, avec la fin de la guerre civile et l'ajustement structurel du Mozambique, une myriade d'autres pays et institutions l'ont rejointe. Entre 1993 et 2016, le Mozambique a ainsi reçu 371 projets d'aide agricole ou rurale représentant une valeur totale de 3,7 milliards USD et émanant d'une trentaine d'institutions différentes<sup>131</sup>. Rien que pour l'année 2003, 140 « missions des bailleurs » se sont rendues au Mozambique (OECD 2006). Cette multiplicité des acteurs se traduit par une fragmentation et une accumulation de plans. Le Mozambique possède par exemple une Stratégie de Révolution Verte (ERV), une Stratégie d'Irrigation (PROIRRI, soutenu par la Banque mondiale), un plan d'action pour la production d'aliments (PAPA, 2008-2011, financé entre autres par le MINAG, la JICA, et l'USAID), un Programme pour l'Acquisition d'Aliments (PAA, 2013, soutenu par la FAO, le Brésil et le Royaume-Uni), une

---

<sup>131</sup> Dont 21 Etats, la FAO, la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement, le *Millenium Challenge Account*, l'IFAD et le World Food Programme. Estimation d'après la base de données *Official Development Assistance to Mozambique*, en sélectionnant tous les projets touchant à l'agriculture, la foresterie, les pêcheries et le développement rural. En ligne : <http://www.odamoz.org.mz/> consulté le 06/06/2016.

Stratégie de Reforestation (2009, qui est complétée par des coopérations bilatérales avec la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni), et une Stratégie pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ESAN II, 2008-2015, soutenu par le Programme Alimentaire Mondial et la FAO). Il participe également à la Nouvelle Alliance pour la Nutrition et la Sécurité Alimentaire du G8. La question de la coopération entre ces acteurs apparaît ainsi cruciale.

Cette préoccupation est ancienne. Dès la fin des années 1990, les principaux bailleurs du Mozambique ont cherché à coordonner les financements, l'implémentation et le suivi des programmes. Quinze d'entre eux, officiellement appelés « Partenariat pour l'Aide au Programme » (*Programme Aid Partners*, ou PAP) et plus connus sous le nom de G15 puis de G19 ont ainsi signé un mémorandum avec le gouvernement en 2004, en 2009, et à nouveau en 2015<sup>132</sup>. En 2011, les bailleurs du secteur agricole se sont coordonnés en un Groupe de Partenaires pour l'Agriculture et le Développement Economique Rural (AgRED), présidé par la Banque mondiale. Ces dynamiques font écho à la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au Développement* de 2005 (Forum de haut niveau et OCDE 2005). Cette conférence qui a réuni plus de 90 pays - dont le Mozambique - ainsi que les principaux bailleurs et donateurs a incité à la mise en place des dispositifs de coopération communs, et à une simplification et une réappropriation des procédures par les pays récipiendaires. Le PEDSA, le pacte pour le Développement du secteur agricole et le PNISA sont parmi les instruments qui opérationnalisent ce discours.

Le PEDSA place le secteur agricole dans les mains des institutions centrales de l'Etat. Le ministère de l'agriculture (MINAG renommé *Ministério da Agricultura e Segurança Alimentar, MASA*, en janvier 2015) porte le PEDSA, signe le pacte pour le Développement du secteur agricole, organise les discussions et la signature du plan d'investissement, et est chargé du suivi de la mise en œuvre<sup>133</sup>. Le MINAG est également au cœur du 2<sup>ème</sup> pilier du PNISA, afin d'améliorer les statistiques agricoles, et du 5<sup>ème</sup> pilier, qui prévoit son

---

<sup>132</sup> Les quinze signataires en 2004 étaient ainsi la Belgique, le Danemark, la Commission Européenne, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays Bas, la Norvège, le Portugal, la Suède, la Suisse, le Royaume Uni et la Banque mondiale. En 2009 ils étaient rejoints par l'Autriche, la Banque Africaine de Développement, le Canada et l'Espagne, formant le « G19 ». En 2015, le groupe était renommé « *General Budget Support Partners* ». Ils n'étaient plus que 14 membres après le départ de 5 membres (la Norvège, les Pays Bas, l'Allemagne, la Belgique et le Danemark).

<sup>133</sup> Les documents affirment par exemple que « Le PEDSA a été développé de manière participative. Un groupe de techniciens du Ministère de l'Agriculture, conduit par la Direction de l'Economie du MINAG a été responsable de la compilation de la proposition de cette stratégie. [...] La formulation du PEDSA a été initiée en 2006, avec l'élaboration des termes de référence et la création d'un groupe de travail piloté par le MINAG, ayant sollicité l'assistance technique de nombreux partenaires de coopération, dont la FAO. » (PEDSA ,2010 ; dans la version 2011, 2006 est remplacé par 2007).

renforcement humain et financier. L'Institut pour la Recherche Agricole au Mozambique (IIAM) est également récurrent dans le 1<sup>er</sup> pilier, pour améliorer la production et la productivité des cultures. Le Secrétariat Technique de la Sécurité Alimentaire (SETSAN), sous tutelle du ministre de l'agriculture doit intervenir dans le 3<sup>ème</sup> pilier. Le Centre pour la Promotion de l'Agriculture Commerciale (CEPAGRI) a par ailleurs été créé en 2009<sup>134</sup>. Il doit coordonner les interactions avec le secteur privé, groupé sous l'égide la Confédération des Associations Economiques (CTA) et avec diverses associations, notamment celles de la filière du coton (AAM), de l'anacarde (AICAJU) et de la canne à sucre (ACIANA). L'intégration des différentes interventions dans l'agriculture se fait donc en renforçant les institutions centrales.

Le PEDSA limite cependant également le rôle de l'Etat et ses possibilités d'intervention directe. Si PROAGRI II avait déjà amorcé la transition de l'intervention directe à la simple facilitation, le PEDSA va encore plus loin. Alors que PROAGRI II soulignait le rôle du ministère de l'agriculture pour corriger les failles du marché et soutenir les agriculteurs vulnérables, le PEDSA précise que :

« Le rôle central du gouvernement dans l'économie de marché libre est de garantir la sécurité des personnes et des propriétés, de fournir un environnement macroéconomique stable, et des infrastructures basiques et des services sociaux (santé, éducation, et eau) »

(extrait du PEDSA, 2011 p., 61).

On retrouve un trait classique des politiques agricoles libérales adoptées en Afrique (Balié et Fouilleux 2008). Il n'est pas question de soutenir les producteurs plus fragiles, de contrôler les prix, de limiter les monopoles ou de veiller à la distribution équitable des profits. C'est par le marché que les objectifs d'équité et de réduction de la pauvreté doivent être atteints.

L'approche sectorielle et stato-centrée du PEDSA, qui représente l'agriculture comme un secteur économique distinct et l'Etat comme un régulateur central, est ancienne. Elle était au cœur des politiques sectorielles promues par la Banque mondiale dès 1995. Ces « *sector wide approaches* » ou SWAps avaient trois objectifs que l'on retrouve dans le dispositif institutionnel du PEDSA : (1) enrôler plus étroitement les gouvernements pour que les conditionnalités des bailleurs soient enfin intégrées (2) augmenter le suivi de la mise en œuvre pour rendre les gouvernements redevables (3) synchroniser les bailleurs pour réduire la démultiplication des financements. D'abord développés pour le secteur de la santé, les

---

<sup>134</sup> LE CEPAGRI a finalement été fermé en octobre 2016 et ses fonctions transférées au Fond pour le Développement de l'Agriculture (FDA). Le FDA est une institution publique sous tutelle du Ministère de l'Agriculture qui a récupéré les fonctions du CEPAGRI.

SWApS ont été transférées au domaine de l'agriculture à la fin des années 1990 (Cabral 2010). ProAGRI I était ainsi parmi les premiers SWAp à cibler ce que l'on connaît maintenant comme un « secteur agricole ». Au Mozambique jusqu'à 50% du budget total du ministère de l'agriculture passait par ProAGRI entre 1999 et 2006 (Cabral, Shrivastava, et Muendane 2007).

L'agriculture pose toutefois un problème majeur aux SWApS : à la différence des « secteurs sociaux » comme la santé ou l'éducation, la production, la circulation et la consommation de produits agricoles sont hétérogènes et prennent place dans la sphère privée (Foster, Brown, et Naschold 2001). L'Etat n'a donc ni le monopole des interventions ni celui des financements. Par ailleurs plusieurs bailleurs restent en dehors des SWApS – ou en sortent comme l'USAID et la Banque mondiale - car ils souhaitent maintenir des financements parallèles. Cela a conduit les nouveaux SWApS comme le PEDSA à accepter différents mécanismes de financement et à convier les entreprises privées dans l'élaboration du plan d'investissement (PNISA). Toutefois, au-delà du discours intégrateur du PEDSA et du PNISA, ils coexistent encore avec de nombreux autres plans et financements. Sur le site du nouveau Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire (MASA) on remarque ainsi que bien que le PEDSA soit le plan le budget le plus important, d'autres programmes aux financements conséquents sont déployés en parallèle (Tableau 3.1).

Liste des plans/politiques	Dates	Budget en USD (estimations)
Plan stratégique sectoriel de combat du HIV/SIDA (MINAG)	2006-2010	420 000 USD (pour 2 ans)
Plan directeur d'extension agraire (PDEA)	2007-2016	50,8 millions USD (38,8 millions nationaux et 12 millions externes) de 2007 à 2014
Plan pour le Développement du Secteur Agricole (PEDSA/PNISA)	2010-2019	Budget du PNISA estimé à 2,129 milliards USD
Stratégie de Sécurité Alimentaire et Plan d'Action	2008-2015	231 millions USD (au taux 1 USD=26,5 MZN).
Stratégie de révolution verte	2007	Pas de budget
Stratégie de reforestation	2009 - 2029	1,36 milliards USD sur 20 ans (dont 1,15 pour développer 1 million d'ha de plantations industrielles)
Programme de soutien à l'intensification de l'agriculture et de l'élevage au Mozambique (IDAP)	2008	31,7 millions USD (au taux 1 USD=26,5 MZN) pour 5 ans
Programme d'Acquisition d'Aliments (PAA-Africa).	2012-2013	4,5 millions USD au total pour le Mozambique, le Malawi, l'Ethiopie, le Niger et le Sénégal
Plan pour le Développement de l'Agro-négoce (PDDA)	2013-2020	1,4 millions USD (au taux 1 USD=26,5 MZN).

Tableau 3.1 : Liste de plans et programmes qui coexistent avec le PEDSA et le PNISA au Mozambique.

## 1.2. Un alignement sur les politiques agricoles régionales et continentales

Le PEDSA et le PNISA mettent en avant un alignement sur la perspective continentale du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et sur la perspective régionale de la Communauté de Développement d'Afrique australe (SADC).

Le NEPAD est un programme économique porté par les élites de l'Union Africaine et largement façonné par les bailleurs de fonds. Il réaffirme les impératifs de Développement et de coopération des pays africains (Vlassenbroek 2005). L'agriculture a une place centrale dans le NEPAD. Les différents Etats membres doivent adopter des *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme* (CAADP) ou Programme pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) (Brüntrup 2011). Ils mettent en avant quatre piliers, dont s'inspirent le PEDSA :

1. Augmenter la gestion durable du foncier et des ressources en eau
2. Développer des infrastructures rurales et commerciales pour un accès renforcé au marché
3. Augmenter l'approvisionnement alimentaire et la réduction de la faim à travers la région en augmentant la productivité des petits agriculteurs et en améliorant les réponses aux urgences alimentaires.
4. Améliorer la recherche agricole et les systèmes de diffusion des innovations technologiques et augmenter le soutien pour aider les agriculteurs à les adopter.

Ces programmes ont été soutenus par les élites nationales lors de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue du 10 au 12 juillet 2003, à Maputo. Au cours de cette dernière, ils se sont engagés à :

« [...] mettre d'urgence en œuvre le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA/CAADP) et les projets pilotes prévus et les Plans d'action évolutifs pour le développement agricole aux niveaux national, régional et continental. A cette fin, nous convenons d'adopter des politiques saines de développement agricole et rural et d'allouer chaque année au moins 10 pour cent de nos budgets nationaux à leur mise en œuvre, dans un délai de cinq ans. »

Extrait de la Déclaration de Maputo 2003

Outre l'adoption du CAADP, les gouvernements se sont donc engagés à allouer au moins 10% de leurs budgets dans l'agriculture. Ils ont également assorti cet objectif budgétaire à un impératif de croissance du PIB agricole de 6% par an. Issu de simulations informatiques, ce seuil permettrait de réduire de moitié le taux de pauvreté en 2015 par rapport au niveau de 1990 conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.

L'alignement du PEDSA/PNISA sur le NEPAD et le CAADP est évident et revendiqué. Ils partagent les mêmes piliers ainsi qu'un cadrage similaire de l'agriculture. Dans les deux cas, elle est représentée comme un secteur économique, et évaluée à l'aune de sa production et de sa productivité. L'acronyme CAADP apparaît à 20 reprises dans le PEDSA. A chaque fois il est accompagné d'expressions lexicales qui marquent la volonté du Mozambique de s'inscrire dans cette perspective : le PEDSA est « fondé » sur le CAADP, il est « dessiné sur cette base », il est « aligné », il « participe à cette approche », il « prend en compte » les piliers des CAADP ou encore il les « soutient ». On retrouve par ailleurs l'objectif d'une croissance sectorielle de 7% par an dans le PEDSA, qui reprend l'objectif quantitatif du CAADP.

L'alignement d'une politique agricole nationale sur le NEPAD n'est pas une nouveauté. Nombreuses politiques agricoles du Mozambique sont alignées sur les programmes et les cadres cognitifs exogènes. Déjà en 2004, le programme stratégique de ProAGRI II affirme la cohérence de ses orientations avec les 4 piliers du CAADP. Ces orientations ne sont pas non plus très différentes des quatre piliers de la politique agricole adoptée en 1995 (*Política Agrária e Estratégia de Implementação*, PAEI). Seize ans plus tard, le PEDSA est donc plutôt conservateur, et relève d'une extraversion assumée. Pour Joseph Hanlon et Teresa Smart, cet alignement du Mozambique sur les attentes des bailleurs est un « asservissement qui rapporte » puisque le Mozambique bénéficie d'une aide supérieure à celle des pays moins conformes, comme la Tanzanie et le Malawi (Joseph Hanlon et Smart 2008, 122).

En plus de cette inscription continentale, le PEDSA affiche un alignement sur les 4 piliers de la Politique Agricole Régionale de la SADC<sup>135</sup>. Adoptée en 2011, cette politique régionale émerge de la volonté de coordonner les politiques agricoles nationales, dès 2004, et d'établir une politique commune, dès 2008. Ses objectifs recourent ceux des CAADP : (1) accroître la production agricole durable, la productivité et la compétitivité, (2) améliorer le commerce régional et international et l'accès aux marchés de produits agricoles, (3) améliorer l'engagement du secteur privé et public et l'investissement dans les filières agricoles, et (4)

---

<sup>135</sup> La SADC a été créée lors du traité de Windhoek en août 1992 et remplace la SADCC, *Southern African Development Coordination Conference* (SADCC) qui avait été créée en avril 1980 à Lusaka (Zambie). La SADCC était portée par un front de pays alliés contre le régime de l'apartheid de PW Botha en Afrique du Sud cherchant à échapper à la dépendance économique vis-à-vis de ce pays (Schoeman 2002). Alors que la SADCC était centrée sur le renforcement des jeunes Etats indépendants, la sécurité, et le développement d'infrastructures de transport et de secteurs nationaux productifs, la SADC adopte progressivement un paradigme fondé sur l'intégration économique et la libéralisation des échanges (Tsie 1996).



réduire la vulnérabilité sociale et économique de la population de la région dans un contexte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SADC 2013). La proximité de ces objectifs avec ceux du CAADP est annoncée clairement en page 8 de la politique et dans son préambule : il s'agit de s'aligner sur l'initiative internationale déjà adoptée par les différents Etats membres.

Conformément à la volonté d'appropriation des programmes d'aide par les pays récipiendaires, le PEDSA sert de support endogène à leurs financements. Il s'inscrit donc le contexte d'adoption de nouveaux plans agricoles par les pays africains. Comme ces plans, le PEDSA promeut une politique agricole fondée sur l'accroissement de la production et de la productivité, l'augmentation du commerce à de multiples échelles et une régulation des prix et des investissements par des mécanismes de marché. D'un point de vue institutionnel, il est une brique africaine - car portée par le ministère de l'agriculture mozambicain- qui légitime l'intervention des bailleurs de fonds, du NEPAD et de la SADC. Le PEDSA participe ainsi de l'intériorisation des orientations et des prérequis des bailleurs et des agences de Développement et les faits siennes.

### 1.3. Une procédure public-privé-bailleurs

Au-delà de la position du PEDSA comme intégrateur national et support d'alignement international, ses auteurs soulignent sa nature procédurale. Le PEDSA est enchâssé dans une série d'étapes formalisées progressivement par le NEPAD et les CAADP. Ces étapes font écho aux engagements d'appropriation, d'harmonisation, d'alignement, d'atteinte de résultats et de responsabilité mutuelle de la Déclaration de Paris (Forum de haut niveau et OCDE 2005). Ils font intervenir à la fois des représentants du gouvernement et des bailleurs, mais aussi des entreprises privées et des membres de la société civile.

A partir de 2005, le secrétariat du NEPAD, la commission de l'Union Africaine, la Banque mondiale et l'IFPRI ont mis en œuvre une procédure de Feuille de Route [*CAADP Roadmap*] (Brüntrup 2011). Ils ont présenté cette procédure aux principaux bailleurs de fonds lors du 3<sup>ème</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique, organisé en octobre 2004 à Washington. Ce Forum est devenu par la suite le *CAADP Partnership Platform*, organe qui réunit entre autres le PNUD, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OCDE, et les partenaires dont le programme d'aide officiel est supérieur à 100 millions USD par an. La feuille de route se matérialise plus précisément dans une procédure nationale d'implémentation [*Roundtable Process*] (Figure 3.1).

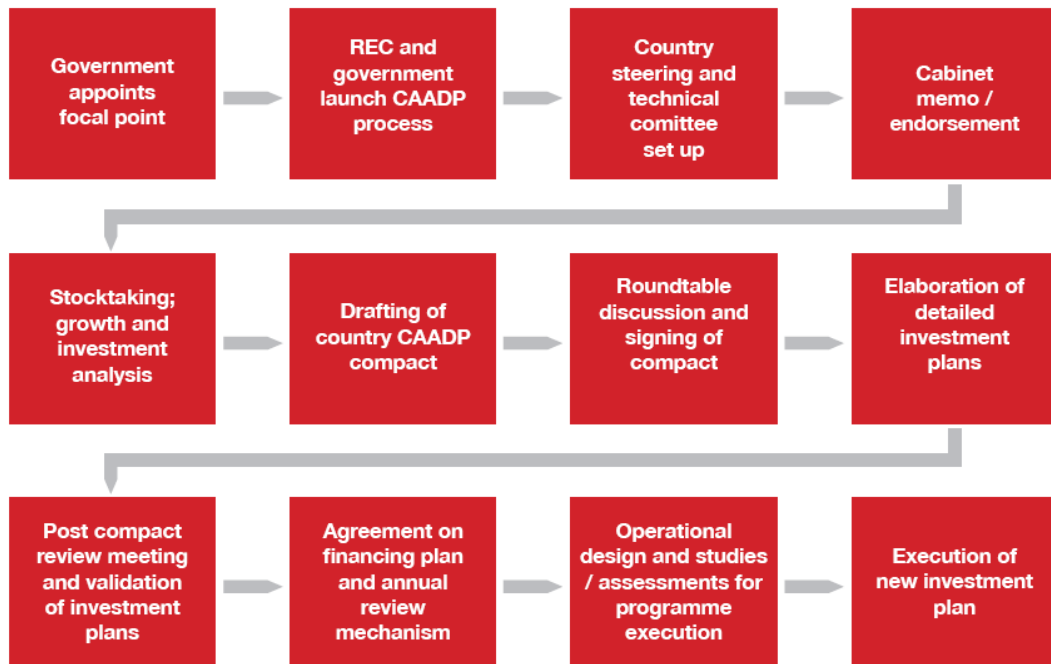
**CAADP implementation steps**

Figure 3.1 : Schéma du processus du Programme Détaillé pour le Développement de l’Agriculture Africaine. Source : (CAADP 2011)

La procédure comprend des points de passages obligés qui permettent de générer des consensus - sur les fins, les moyens et l’évaluation de la croissance du secteur agricole- au sein des pays hôtes et entre ces pays, les bailleurs et les investisseurs privés. Pour cela, les pays hôtes doivent mettre en place des équipes d’experts et/ou des comités techniques qui vont élaborer un plan national, à l’image du PEDSA. Ces plans sont ensuite analysés pour vérifier la cohérence entre les actions et les objectifs (étape de *stocktaking*). Un pacte (ou *Compact*) est alors rédigé puis discuté avec les différents acteurs impliqués (investisseurs, bailleurs, société civile). Ce dernier se fonde sur le plan national et officialise les engagements des partenaires. Suite à ce pacte, un plan d’investissement est élaboré, discuté, validé puis signé. Ce dernier est ensuite exécuté et cette exécution est à nouveau évaluée par des équipes d’experts.

Le PEDSA ne comprend donc ni budget, ni calendrier prévisionnel détaillé. Il est la base « appropriée » – adoptée par le conseil des ministres en mai 2011 - sur laquelle se fonde le pacte pour le Développement du secteur agricole. Ce dernier est signé le 9 décembre 2011 par le ministre de l’agriculture, au nom du Gouvernement du Mozambique, les représentants

de la Commission de l'Union Africaine et du NEPAD-CAADP, le secrétariat de la SADC, les partenaires de Développement de l'agriculture (la Banque mondiale, le Canada, la délégation de l'Union Européenne, les USA, l'IFAD), les représentants du secteur privé (CTA), les représentants des agriculteurs paysans (UNAC), les représentants de la société civile (ROSA, Save the Children). Il précise qu'au Mozambique, « le CAADP sera implémenté au travers du plan Stratégique pour le Développement de l'Agriculture (PEDSA) » (Compact 2011). La démarche est donc à la fois « appropriée » nationalement, alignée et harmonisée. Tout en étant portée par les acteurs nationaux, elle assure une harmonisation des interventions des différents acteurs et un alignement de ces derniers sur les principes au cœur de la politique nationale.

La signature du pacte a donné lieu à l'élaboration d'un plan d'investissement, le PNISA, lancé officiellement le 12 avril 2013. Des experts nationaux et internationaux ainsi que les principaux « stakeholders », ont participé à son Développement. Il a fait l'objet d'évaluations du 3 au 13 décembre 2012. La procédure a également conduit à la mise en place d'un Comité de Coordination du Secteur Agricole (CCSA) présidé par le ministre de l'agriculture et responsable du dialogue entre les différents acteurs. Le PNISA fait par ailleurs l'objet de *joint sector review assessment*, conduit par le CCSA et les partenaires de Développement. Le premier a eu lieu en septembre 2014. L'engagement vis-à-vis du suivi du programme et de son implémentation est donc fortement affiché. Le Mozambique, autant que ses partenaires, sont responsables d'une bonne mise en œuvre.

En quoi cela diffère-t-il du passé ? Dès PROAGRI I, le ministère de l'agriculture et les bailleurs de fonds, ont mis en place une forte interface, notamment pour la rédaction des documents clefs. Dans le cadre de PROAGRI II, au moins trois forums de concertations avec les bailleurs ainsi qu'un *Performance Assessment Framework* pour évaluer la mise en œuvre de la politique agricole (Cabral, Shrivastava, et Muendane 2007). Deux différences principales émergent : (1) la plus grande place donnée aux entreprises privées, et (2) l'accent mis sur « l'appropriation africaine ». Via le Pacte et le PNISA, les grandes entreprises qui interviennent dans l'agriculture contribuent à façonner les programmes et à implémenter la politique agricole. Cela répond à une des limites de PROAGRI qui ne parvenait pas à incorporer ces acteurs. Par ailleurs, dans cette nouvelle coproduction, les acteurs extérieurs font attention à ne pas être trop visibles. Ces acteurs interviennent fortement, comme en témoigne un extrait d'un rapport d'évaluation du MINAG par ses partenaires américains :

## Partie II – Chapitre 3

*[Michigan State University, MSU] participated in consultations, technical meetings, and formal comments on revisions to the PEDSA. After final editing by the local FAO team to ensure that PEDSA related well to the CAADP pillars, the final draft version is ready for submission to the Economic Council and then to the Council of Ministers. The document can be found on the new Mozambique CAADP website, established by MSU to assist the CAADP process in Mozambique. [Extrait de la page 3]*

*A “Friends of CAADP” group was established informally involving various donors, World Bank, FAO, WFP, IFAD, and others, with technical assistance from IFPRI/MozSAKSS and MSU. We worked with colleagues from World Bank and IFPRI to develop terms of reference for a consultant to assist MINAG on the CAADP process. As a result, IFPRI contracted Dr. Augustine Wambo, who made two missions to Maputo in late FY2010. [...] Dr. Wambo’s consultancy was able to help identify the steps needed to have a Mozambican Compact before the end of December 2010. A draft roadmap was presented in a meeting attended by Friends of CAADP and chaired by the Permanent Secretary (PS). The PS expressed optimism that the official launch can be realized within the dates proposed and supported the proposal of having the Prime Minister officiate the launch. Development partners supporting the effort to move the CAADP process forward include USAID, World Bank, SIDA, CIDA, FAO, and WFP. MSU and IFPRI/MozSAKSS participate in the discussions and work closely with DE to implement a number of activities involved in the process.*

(Extrait de MINAG, MSU, et USAID 2010), mis en gras par l’auteur

Cet extrait souligne que les experts du MSU, de l’IFPRI, de la FAO ou encore de la Banque mondiale, ont non seulement participé à l’élaboration du PEDSA, à sa mise en conformité avec le CAADP et à sa publicisation, ils ont encore contribué formellement et informellement à l’élaboration du compact et à la mise en œuvre du processus. Ces experts et ces institutions font cependant attention à garder un « profil bas » et à ne pas avoir l’air de « détourner » [« hijacking »] le processus<sup>136</sup>. Cette démarche visant à rendre les plans endogènes est nouvelle. Elle repose en partie sur une socialisation des élites mozambicaines aux instruments et aux attentes des bailleurs. Ceci facilite l’intégration de l’intérieur de ces dernières. Par exemple, le directeur de la Direction Economique du ministère de l’agriculture du Mozambique nommé en 2008, Victorino Xavier, a travaillé précédemment avec l’Université d’Etat du Michigan (MSU) (USAID/MSU 2004, 2002). En 2008, il fait appel à la MSU pour soutenir le processus du PEDSA. Bien qu’il parle au nom du ministère de

---

<sup>136</sup> Voir les rapports élaborés dans le cadre du projet MOZCAPAN (MSU Food Security Group 2012, 5) et (MINAG, MSU, et USAID 2012, 13). Les experts américains expliquent que leur « engagement avec le CAADP continuait à prendre une quantité extraordinaire du temps de leur personnel au Mozambique, avec l’aide additionnelle du campus [de l’Université d’Etat du Michigan] » mais que leur défi était de rester discrets et en retrait. Ils ont par exemple contribué à la création d’un centre d’analyse de politique agricole au Mozambique (initialement nommé CEPAD, puis créé sous le nom de CEPPAG). Les auteurs écrivent ainsi que: “CEPAD is an emerging success that may be the most important of all. MSU played a central role in working with Dr. Emilio Tostão to conceive the center and initiate, during FY12Q1, a major effort of consultation regarding its role and organization. [...] MSU will be actively engaged in this process while maintaining an appropriately low-key public role.” (MINAG, MSU, USAID, 2012, p. 13). Les acteurs exogènes reconnaissent donc leur « rôle central » tout en s’engageant à faire croire que les initiatives et les projets émergents de l’intérieur.

l'agriculture, plusieurs de ses présentations sont préparées par des chercheurs du MSU<sup>137</sup>. La MSU considère de plus que Danilo Abdula est leur « représentant » au sein de la commission d'élaboration du PEDSA<sup>138</sup>. Danilo Abdula, tout en étant mozambicain et en contribuant à l'appropriation nationale du PEDSA, porte donc des idées suffisamment cohérentes avec celles de la MSU pour que cette dernière considère qu'il est « des leurs ».

Loin d'être un coup de tête administratif, le PEDSA a donc connu une longue gestation marquée par l'intervention de très nombreux acteurs et institutions. Il s'agit véritablement d'un « état de l'art » des plans sectoriels agricoles et non pas du produit d'un gouvernement passéiste qui s'y serait attelé seul et à la va-vite. D'un point de vue financier, c'est également un programme très ambitieux : le montant total du PNISA est de 112 milliards de MZN, c'est-à-dire de plus de 2 milliards USD. Il apparaît alors particulièrement important de se pencher sur son contenu.

## Section 2 - Le dispositif conceptuel

Le PEDSA est structuré en 3 parties. La première analyse la situation du secteur agricole au Mozambique. La deuxième, intitulée « orientation » propose une stratégie de Développement agricole. La troisième présente un cadre opérationnel pour la mettre en œuvre. Nous revenons principalement sur les deux premières parties du PEDSA. Nous soulignons la coproduction entre représentations de l'agriculture et institutions perçues comme légitimes pour la gérer. Bien que le Mozambique soit un cas particulier, de nombreux autres plans qui suivent le cadre du CAADP partagent ces représentations de l'agriculture.

---

<sup>137</sup> Par exemple lors du séminaire international sur la variation des prix des denrées alimentaires tenu à Maputo en 2010, c'est Cynthia Donovan (MSU) et Emilio Tostão (Université Eduardo Mondlane et analyste pour la MSU) qui ont rédigé le papier sur lequel la présentation de Victorino Xavier se base. Comme l'explique le rapport MINAG/MSU/USAID (MINAG, MSU, et USAID 2010b, 19) "*DE requested our [MSU] assistance with various aspects for this conference, and Donovan helped Director Victorino Xavier to present the Mozambique country paper, which was drafted by Donovan and Tostão.*"

<sup>138</sup> Il a été analyste pour le ministère de l'agriculture de 1999 à 2008, et assistant de recherche à la MSU de 2002 à 2005. D'après la MSU: « *MSU is represented in the strategic plan [PEDSA] commission by Danilo Abdula with backstopping from other MSU team members.* » (MINAG, MSU, USAID, 2008, 1) ou encore "*MSU is contributing in the preparation of the strategy [PEDSA] through Danilo Abdula who is a member of the task-force and through regular consultation with the MSU in-country Director.*" (MINAG, MSU, USAID, 2008, 4)

## 2.1. Le diagnostic : rôle central de l'agriculture, fort potentiel, petits producteurs et défis

Le diagnostic établi par le PEDSA réaffirme la promesse du « Développement » en construisant un objet défaillant sur lequel il faut intervenir au nom d'un état ultérieur meilleur (Ferguson 1990; Rist 2007). Il articule problèmes et potentiels de manière à rendre les interventions simultanément nécessaires et attrayantes.

La première phrase de l'introduction du PEDSA annonce que le Développement agricole a toujours été une priorité pour le Mozambique (PEDSA, 2011, p.1). Contribuant à hauteur de 23% au PIB national en 2010, l'agriculture serait un « pilier de l'économie nationale » (PEDSA, 2010, p.4). 80% de la population - 90% de la force de travail des femmes et 70% de la force de travail des hommes - serait employée dans le secteur agricole (PEDSA, 2011, p.4). Même si la contribution moyenne de l'agriculture diminue dans le PIB du fait de projets industriels et miniers, le taux de croissance du PIB agricole reste important (PEDSA, 2011, p.5). Les exportations agricoles représentent cependant moins de 20% des exportations totales du pays, qui continue à importer des aliments (PEDSA, 2011, p.5).

La deuxième sous-section du PEDSA précise la structure du secteur agricole et de la consommation : 70% des 21,8 millions d'habitants dépendent de l'agriculture comme source de subsistance. Le pays compte 3,7 millions de petites exploitations d'une taille moyenne de 1,1 ha par famille (PEDSA, 2011, p.5). Malgré une réduction de la pauvreté (de 69% en 1996 à 54% en 2002-2003), le Mozambique compte toujours dix millions de personnes sous le seuil de pauvreté absolue. La pauvreté rurale est particulièrement importante, ce qui serait lié au manque de Développement de l'agriculture, lui-même engendré par un accès limité au marché et une faible productivité des cultures alimentaires.

Comme l'agriculture représente 80% du revenu des familles rurales le Développement de l'agriculture apparaît crucial (PEDSA, 2011, p.5). Par ailleurs, comme la commercialisation des produits alimentaires de base est faible et que les devises pour importer des aliments sont limitées, l'augmentation de la production domestique est nécessaire pour atteindre la sécurité alimentaire.

Les sous-sections suivantes du PEDSA reprennent les cadres politiques et institutionnels présentés dans la section précédente de ce chapitre, aussi nous passons

directement à la section diagnostic du PEDSA. Elle débute par une énumération des potentialités du secteur agricole :

« - une superficie de 799 380 km<sup>2</sup>, avec une frontière terrestre de 4330 km et une côte de 2400 km **avec trois ports importants non seulement pour le pays, mais aussi pour les pays voisins.**

- du point de vue du potentiel agro-écologique pour l'agriculture, le Mozambique possède **dix zones agro-écologiques avec différentes aptitudes**, définies principalement par les précipitations et le type de sol.

- Il existe plus de **36 millions d'hectares de terres arables, dont seulement 10% sont utilisés** à 90% par le secteur familial. Près de 3,3 millions d'hectares peuvent être irrigués, ce qui correspond au **double de la surface irrigable de l'Afrique du Sud.**

- en accord avec l'inventaire forestier de 2007, le pays possède une couverture forestière de 54,8 millions d'hectares, ce qui correspond à 70% de sa superficie. 26,9 millions d'hectares de cette surface sont des forêts productives, 13,2 millions d'hectares sont des réserves forestières et 14,7 millions d'hectares sont occupés par des forêts aux utilisations multiples.

- Le pays possède 15 grands bassins hydrographiques, dont 9 sont partagés avec des pays voisins, avec un **potentiel pour soutenir l'augmentation de la productivité et de la production agricole**, la réduction des impacts négatifs des variations et des changements climatiques, améliorant la capacité d'adaptation des systèmes de production.

- près de 35% de la population vit dans des zones urbaines, avec un taux de croissance approximatif de 4% par an. Il est estimé que 45% de la population sera urbaine en 2020, ce qui se traduira par une **augmentation considérable de la demande de produits alimentaires** au cours des dix prochaines années.

Extrait du PEDSA (2011) p. 14, traduit et souligné par nous

Cette énumération ébauche une représentation du Mozambique qui met en avant : (1) la position stratégique du pays en termes logistiques (2) son potentiel de production inexploré et (3) des marchés potentiels. En effet, cette description souligne les ports et les infrastructures de transport d'importance nationale et régionale. Par ailleurs, le potentiel agro-écologique est présenté comme diversifié et sous-exploité (à peine 10% des terres arables seraient cultivées, 3,3 millions d'hectares pourraient être irrigués). Enfin la croissance de la population offrirait un débouché local pour les productions. Ce diagnostic fait du Mozambique un pays particulièrement attrayant pour les acteurs souhaitant investir dans le secteur agricole.

Une section sur les exploitations agricoles fait suite à la description de ce potentiel. Trois types d'exploitations agricoles sont distingués selon leur taille (Tableau 3.2).

Type d'exploitation	Surface	Surface cultivée	Effectif animal
<b>Grandes exploitations</b>	> 100h	Ou 50 ha cultivés	Au moins 100 bovins ou 500 petits ruminants ou 10 000 volailles
<b>Moyennes exploitations</b>	25 - 100 ha	Entre 10 et 49 ha cultivés ou plus de 5 ha irrigués	Entre 10 et 100 bovins ou entre 50 et 500 petits ruminants et porcins ou entre 2000 et 10000 volailles
<b>Petites exploitations</b>	< 25 ha	Moins de 10 ha cultivés ou moins de 5 ha irrigués	Moins de 10 bovins ou moins de 50 petits ruminants et porcins ou moins de 2000 volailles

Tableau 3.2: Types d'exploitation distingués dans le PEDSA d'après les enquêtes CAP et TIA (PEDSA, 2011, p.14).

Les petites et les moyennes exploitations sont également appelés « ménages ruraux » [*agregados familiares rurales*]. 90% de la production agricole serait issue des ménages ruraux, tandis que 5% est attribuée aux 400 agriculteurs commerciaux spécialisés sur les cultures de rente et d'exportation (canne à sucre, tabac, thé, agrumes et élevage).

Une page et demi est ensuite consacrée à la caractérisation des ménages ruraux en soulignant les différences régionales et en distinguant les cultures alimentaires, les cultures de rente, l'élevage, les activités forestières, l'utilisation des intrants et les sources de revenus. Dans toutes les régions, les ménages ruraux produisent des cultures alimentaires, principalement du maïs et du manioc. Ceux produisant des cultures de rente sont plus fréquents au nord (coton et sésame) et au centre du pays (coton, sésame, tournesol, tabac). L'élevage bovin est concentré dans le sud et le centre du pays. Au nord, il est limité par la mouche Tsé-tsé et les Trypanosomes et remplacé par l'élevage caprin, plus résistant. Dans toutes les régions, les ménages exploitent les forêts pour le bois et le charbon. Les activités de cueillette et de chasse sont également présentes, surtout au centre et au nord. Les infrastructures d'irrigation se concentrent au Sud du pays, où les précipitations sont irrégulières. Peu de ménages utilisent des engrais et des pesticides, sauf pour les cultures de tabac et de coton. Le recours à de la main d'œuvre sous contrat n'est pas marqué par des différences régionales. La contribution de la vente de produits agricole dans le revenu des familles est plus importante au nord et au centre du pays. Au sud, le travail salarié, les remises et les pensions sont des sources de revenus importants. L'entrepreneuriat est également important pour une proportion significative des ménages.

Ces éléments sont la base d'un diagnostic technico-économique (PEDSA, 2011, p.16-26). La section sur la production d'aliments explique que les bas rendements sont « la cause principale de l'insécurité alimentaire ». Les causes de cette faible production et productivité



sont : le manque de services d'extension (8,3% des agriculteurs aidés par l'extension en 2008, PEDSA, 2011, p.17), des « pratiques de culture traditionnelles », l'absence d'utilisation d'engrais et de semences améliorées (moins de 10% des semences sont améliorées en 2006/2007), le travail manuel et le faible recours à la traction animale. Le fait que 95% des ménages aient des propriétés de moins de trois hectares est présenté comme une « limite naturelle » à la quantité d'aliments produits et aux revenus.

L'accent est mis sur la faible productivité. Un tableau extrait de l'enquête agricole de 2007 (TIA 2007) compare les rendements moyens et les rendements potentiels pour le maïs, le riz, les haricots, le sorgho, le coton et le soja. Les rendements moyens sont toujours largement inférieurs aux rendements potentiels. Le soja fait exception, mais il y a un astérisque : « échelle commerciale avec utilisation extensive d'intrants externes ». Autrement dit, une transformation radicale de la structure de production permet d'atteindre le rendement potentiel. Sur le potentiel irrigable de 3,3 millions d'hectares, seulement 50 000 seraient en production en 2008, majoritairement des plantations de canne à sucre. Le manque de connaissance de techniques de production et de commercialisation des producteurs mozambicains est déploré.

La quatrième sous-section résume les principaux défis et fait écho aux piliers du PEDSA. Premièrement le secteur est contraint par la faible production et productivité. Elle est liée à des facteurs essentiellement techniques : manque d'intrants et d'extension, peu d'irrigation et pas assez de crédits. Deuxièmement, il manque des infrastructures et des services pour accéder au marché. Il faut plus de routes, de structures de stockage et de chaînes de valeurs, avec des crédits. Troisièmement les ressources naturelles ne seraient pas utilisées de manière durable. Il faut augmenter la formalisation des droits fonciers des communautés et des bénéficiaires. La gestion des ressources forestières et des ressources en eau est encore insuffisante. Quatrièmement, la capacité institutionnelle est encore trop faible et il faut plus de cohérence entre les institutions et les décisions politiques.

En résumé, le diagnostic du secteur agricole au cœur du PEDSA associe deux discours :

(1) un discours sur les manques actuels, marqué par la récurrence des termes « faible » (14 occurrences), « manque » (21 occurrences), « limites » ou « limitation » (25 occurrences). Par exemple, le pays ne posséderait que 30 000 ha de plantations du fait de la difficulté à gérer ou attirer de nouveaux investissements (PEDSA, 2011, p.23). L'élevage ne contribuerait

qu'à 1,7% du PIB, c'est à dire une contribution « embryonnaire » (PEDSA, 2011, p.21), du fait du manque d'intrants, d'infrastructures et d'assistance vétérinaire.

(2) et un discours sur le besoin d'une transformation nécessairement bénéfique, via des « investissements » publics ou privés (41 occurrences), un « potentiel » élevé (30 occurrences) et des « opportunités » (17 occurrences). Par exemple, le Mozambique posséderait un potentiel pour les biocarburants au « nord du Save », là où il existe « une disponibilité de la terre et de l'eau », une « disponibilité de force de travail » et un « accès aux infrastructures comme les ports et les voies ferrées » (PEDSA, 2011, p.19).

Ce diagnostic est la base d'un ensemble de solutions qui forment la « Stratégie de Développement » et qui sont présentées dans le PEDSA et le PNISA.

## 2.2. La stratégie de Développement : réponses technico-institutionnelles et espaces cibles

La stratégie de Développement du PEDSA est une réponse technique et institutionnelle alignée sur les quatre piliers (Tableau 3.3). Elle promeut l'adoption de variétés améliorées, de pratiques d'agriculture et d'élevage plus performantes, de réseaux de commercialisation renforcés, d'incitations à l'investissement, ou encore une meilleure coordination institutionnelle. A contrario, les questions de soutien des prix, de protection de certains producteurs et marchés, de subventions, de protection de l'environnement et de maintien des diverses fonctions de l'agriculture (ex. paysagères, sociales) sont passées sous silence. L'Etat ne doit être qu'un régulateur central et l'agriculture un secteur productif.

La stratégie de Développement du PEDSA est avant tout proposée à l'échelle nationale. Le diagnostic avait identifié des différences régionales entre les ménages. Pourtant, les solutions apportées sont valables partout. Tous peuvent bénéficier de meilleures capacités de recherche, d'associations de producteurs plus fortes, d'intrants agricoles accrus et d'un meilleur accès aux marchés. D'un point de vue institutionnel c'est avant tout le ministère de l'agriculture qui doit être renforcé (cf. PNISA, p.70-74). Le secteur privé est également présenté comme le moteur du Développement de l'économie (PEDSA, 2011, p.62). Il comprend entre autres les producteurs, les commerçants, les transformateurs, et les pourvoyeurs de services financiers. Ce secteur doit investir et bénéficier d'un environnement favorable garanti par le gouvernement.

<b>Pilier I</b>	<b>Pilier II</b>	<b>Pilier III</b>	<b>Pilier IV</b>
<b>Augmentation de la productivité, de la production et compétitivité de l'agriculture</b>	<b>Services et infrastructures pour améliorer l'accès aux marchés et faciliter l'investissement agricole</b>	<b>Utilisation durable des ressources</b>	<b>Institutions agricoles fortes</b>
1.1. Adoption de <b>technologies</b> améliorées par les agriculteurs pour augmenter la production agricole et animale	2.1. Améliorer les <b>infrastructures</b> rurales (réseaux routiers, installations de stockage, marchés)	3.1. Améliorer les <b>techniques et pratiques d'utilisation des ressources</b> naturelles (terre, eau, forêt, faune)	4.1. Renforcer les organisations d'agriculteurs
1.2. Augmenter la capacité des services d'extension pour rendre disponible des <b>technologies</b> et pratiques avancées et concevoir des programmes pour la sécurité alimentaire	2.2. Améliorer la <b>capacité de réglementation</b> et de respect des normes et garanties de qualité des produits agricoles et animaux.	3.2. Améliorer la capacité de <b>formulation de politiques</b> et programmes liés à la terre, l'eau, les forêts et e changement climatique.	4.2. Développer le capital humain (ministère, écoles d'agronomie, alphabétisation des producteurs)
1.3. Renforcer la Recherche pour développer, adapter, et rendre disponible des technologies et pratiques avancées	2.3. Accroître la valeur des produits agricoles, animaux et forestiers	3.3. Améliorer <b>l'administration</b> et la gestion de la terre	4.3. Renforcer la <b>coordination des institutions</b> agraires et de sécurité alimentaire.
1.4. Améliorer la disponibilité et la <b>gestion de l'eau</b> pour la production agricole	2.4. Améliorer la gestion post-cueillette et la réserve alimentaire stratégique	3.4. Utilisation durable des ressources forestières	
1.5. Améliorer la fertilité du sol	2.5. Améliorer la capacité des acteurs le long de toute la chaîne de valeur pour qu'ils participent aux marchés domestiques et internationaux	3.5. Améliorer la capacité des communautés rurales à prévenir et contrôler les feux de forêts	
1.6. Améliorer le <b>contrôle des prédateurs</b> et maladies des cultures et de l'élevage.	2.6. Renforcer les capacités du <b>secteur privé</b> pour fournir des <b>intrants</b> (semences, engrais, pesticides, médicaments pour des usages vétérinaires, instruments, et équipements)	36. Améliorer la capacité de gestion durable de la faune sauvage en diminuant les conflits homme-faune sauvage.	
1.7. Augmenter la <b>mécanisation</b> agraire et l'utilisation de technologies efficaces	2.7. Politiques consistantes avec les objectifs du secteur	3.7. Améliorer la <b>capacité de réponse</b> aux effets du changement climatique.	
1.8. Favoriser la participation des <b>entreprises</b> dans la production de cultures commercialisées	2.8. Renforcer le <b>système d'information</b> agricole		
	2.9. Renforcer les politiques de soutien au marché des <b>intrants</b>		

Tableau 3.3 : Résumé de la stratégie de Développement agricole du Mozambique (PEDSA, 2011, p.55-56), traduit et souligné par l'auteur.

Si l'échelon national est dominant, le cadre opérationnel priorise les zones avec le « plus grand potentiel agro-écologique, des infrastructures, de l'équipement, une base scientifique, des services et des marchés » (PESDA, 2011, p.59). Il s'agit en particulier de promouvoir le Développement de chaînes de valeurs et de *clusters*. Une chaîne de valeur intègre la production agricole, le transport, la transformation, le stockage et la distribution ainsi que le marketing et la vente au consommateur (PESDA, 2011, p.33). Le terme de *cluster* en revanche n'est pas défini et n'apparaît pas dans les versions du PEDSA de 2008 et 2010. Il ferait référence à des zones géographiques concentrant des opportunités de production et de transformation agricole<sup>139</sup>.

Le PNISA identifie ainsi 6 corridors qui doivent concentrer les chaînes de valeurs et les *clusters* :

- **Le corridor de Pemba – Lichinga**, focalisé sur la pomme de terre, le blé, les haricots, le maïs, le soja, le coton, le tabac et l'élevage de volaille, avec le soutien du Centre d'Investigation Nord-est de Lichinga.
- **Le corridor de Nacala**, focalisé sur le manioc, le maïs, le coton, les fruits, les volailles et les cacahuètes, avec le soutien du Centre d'Investigation Nord-ouest de Nampula.
- **Le Corridor du Zambèze**, focalisé sur le riz, le maïs, la pomme de terre, l'élevage bovin, caprin et avicole, le coton, avec le soutien de l'unité expérimentale de Ulóngue.
- **Le corridor de Beira**, focalisé sur le maïs, le blé, les cultures maraîchères, le soja, le riz et l'élevage bovin et avicole, avec le soutien du Centre de Recherche du Centre de Sussundenga.
- **Le Corridor du Limpopo**, focalisé sur le riz, les produits maraichers, l'élevage bovin et avicole, avec le soutien du Centre d'Investigation du Sud à Chókwe.
- **Le corridor de Maputo**, focalisé sur le riz, les produits maraîchers, l'élevage avicole et bovin, avec le soutien de l'Unité Expérimentale d'Umbeluzi.

Cette représentation par « espaces cibles » en forme de corridors et de clusters agroalimentaires diffère de la politique agricole précédente. Dans ProAGRI II, les zones d'intervention étaient thématiques et non pas spatiales. Il s'agissait d'aider systématiquement tous les producteurs. Dans cette optique, les fonds étaient répartis dans toutes les provinces.

---

<sup>139</sup> Ce sens est cohérent avec l'utilisation du terme dans les projets des corridors de Nacala et de Beira (Isaac 2012; ProSAVANA-PD 2013). Le terme de *cluster* est utilisé dès 2005 par les ONG pour améliorer la coordination des institutions intervenant à la suite d'une crise (Street 2007). En 2007 le Mozambique compte ainsi dix clusters dont un centré sur la sécurité alimentaire piloté par la FAO et le Programme Alimentaire Mondiale. Ces clusters sont définis nationalement et ne correspondent pas à des espaces d'action particuliers.

Dans le PEDSA et le PNISA au contraire les espaces sont sélectionnés en fonction des retours attendus. Tout en réaffirmant l'unité nationale, cette nouvelle politique agricole établit une hiérarchie entre les espaces. Cette spatialisation n'est cependant pas entièrement neuve. Elle était déjà présente dans la Politique des Districts Prioritaires adoptée par le gouvernement dans les années 1980 (voir le chapitre 4).

Au centre de la stratégie du PEDSA se trouvent donc des solutions technoinstitutionnelles. Elles sont la conséquence logique du diagnostic du secteur agricole qui a cadré les problèmes en ces termes. Si l'échelon national et le ministère de l'agriculture sont centraux - comme dans les plans préalables - le PEDSA et le PNISA proposent toutefois une géographie d'intervention par « zones cibles », définies en fonction de leur potentiel de production et leurs infrastructures. Il fait de plus une part importante au secteur privé. Ces solutions sont assez ordinaires et on les retrouve dans de nombreux pays. Nous analysons maintenant la coproduction de l'agriculture consolidée par le PEDSA.

### Section 3 - Le PEDSA entérine une coproduction « standard » de l'agriculture

Le PEDSA – et dans une large mesure les autres plans qu'il synthétise et dans lesquels il s'encadre – renforce une coproduction « standard » de l'agriculture. « Standard » n'a ici rien de péjoratif, c'est un emprunt à un des instruments d'évaluation des CAADP, le « modèle standard » (Lofgren, Harris, et Robinson 2002). Ce modèle d'équilibre général a été développé par l'IFPRI pour simuler les économies et évaluer les politiques publiques de pays en Développement, en particulier leur secteur agricole. Il a notamment été utilisé pour évaluer le PEDSA et le PNISA au Mozambique (Thurlow 2013). Il est dit « standard » car il peut être adapté rapidement d'un pays à un autre - moyennant un paramétrage spécifique et de nouvelles données – en conservant sa structure de base. Le transfert de cet instrument d'un « secteur agricole » à un autre s'accompagne alors de la circulation de ses hypothèses structurantes. Similairement, le PEDSA emprunte un certain nombre de représentations de l'agriculture et d'institutions, qui ont été produites ailleurs et transposées au Mozambique sans modifications majeures.

Un ensemble d'ontologies et d'articulations logiques se combinent pour fonder la représentation de l'agriculture au cœur du PEDSA et du PNISA. Parmi ces briques de bases

nous revenons en particulier sur (1) l'agriculture comme construction moderne à l'échelle nationale, (2) l'agriculture comme secteur économique dont la transformation conduit au Développement, (3) la mise en valeur du potentiel agricole par les technologies, le marché, et le secteur privé. Dans les sous-sections suivantes nous détaillons ces représentations de base, identifions leurs hypothèses principales, soulignons ce qu'elles rendent visible et invisible et les historicisons.

### 3.1. Une représentation moderne centrée sur l'Etat

Le PEDSA représente l'agriculture de façon particulièrement moderne. La modernité pour Anthony Giddens est un mode d'organisation de la vie sociale apparue en Europe à partir du 17<sup>ème</sup> qui passe par (1) la séparation de l'espace et du temps et leur recombinaison en un temps uniforme et universel, (2) le dés-encastrement des rapports sociaux de leur contexte locaux et (3) le ré-ordonnancement des relations sociales à la lumière de nouveaux savoirs (Wacquant 1992; Trottier 2007b, 20). La modernité produit de nouveaux objets, comme par exemple « l'eau », transformée en ressource moderne, quantifiable, asociale, anhistorique, a-territoriale aux Etats-Unis au début du 20<sup>ème</sup> siècle (Linton 2006). Dans le cas de l'eau, Linton montre que cette représentation « moderne » était propice à une gestion centralisée et techniciste. Nous soutenons ici que dans le PEDSA, l'agriculture fait l'objet d'une représentation similaire qui la produit en un objet « moderne », qui doit être pensé à l'échelle nationale et géré par l'Etat.

#### 3.1.1. Agriculture moderne

Dans le PEDSA, l'agriculture est pensée comme une activité productive anhistorique, asociale, et quantifiable. Cette grille de lecture requalifie les habitants des espaces ruraux en termes de « producteurs agricoles » ou « d'exploitants agricoles » et gomme leurs liens sociaux et les processus de différenciation. Elle les distingue en fonction du nombre d'hectares qu'ils cultivent et du nombre d'animaux qu'ils possèdent. Les autres activités que les habitants mènent souvent en parallèle de l'agriculture – telles que l'artisanat, le commerce, la construction ou encore le travail salarié – sont passées sous silence. Les ruraux sont des producteurs ou de la main d'œuvre agricole. La lecture moderne reproduit le paradigme « *farm first* » qui met en avant l'agriculture et met de côté les autres activités, bien qu'elles représentent de 40% à 60% des revenus des familles (Ellis et Biggs 2001). Cette

représentation désencastre ainsi les rapports sociaux de leur contexte pour les reconfigurer à la lumière de nouvelles identités. Il n'est jamais question d'un ensemble de peuples ou de communautés spécifiques, ni d'une zone ayant connu une trajectoire particulière, mais toujours d'une catégorie englobante de petits, moyens ou gros exploitants. Les spécificités sociales, historiques, et économiques sont gommées pour mettre en lumière les points communs aux nouvelles catégories créées. Les questions sont ainsi posées en termes d'utilisation des intrants, d'accès aux machines et aux marchés, ou encore de rendements moyens.

Cette représentation contribue à une caractérisation quantitative de l'agriculture qui permet à la fois d'individualiser les producteurs et de les agréger. Comme il n'existe pas d'enchâssements intermédiaires entre le ménage rural et l'ensemble des ménages ruraux, telles que des appartenances géographiques, politiques ou encore socioéconomiques, toutes les agrégations sont possibles. Cette lecture se fait donc au détriment des nombreuses analyses qualitatives de l'agriculture qui tendent au contraire à distinguer ses rôles et à situer sa pratique.

Aussi naturelle que cette lecture de l'agriculture puisse paraître, il s'agit bien d'une construction située. Elle passe par la commensuration, c'est-à-dire la quantification et le rapport à une même métrique - de la terre, des animaux, de l'eau, des intrants, ou encore des semences. Wendy Espeland et Mitchell Stevens (1998) soulignent à quel point la commensuration joue un rôle social et politique fondamental. Dans le cas de l'agriculture au Mozambique, ce processus s'appuie fortement sur les recensements agricoles - *Censo Agro Pecuario* (ACP) et *Trabalho de Inquerito Agrícola* (TIA). Cités à de nombreuses reprises dans le PEDSA, ces recensements fondent la représentation de « l'agriculture moderne ». Revenons donc sur l'origine de cette lecture moderne.

La lecture moderne de l'agriculture au Mozambique a des racines coloniales et des excroissances postcoloniales. La stratégie de l'Etat colonial portugais a été d'homogénéiser la population africaine pour en faciliter le gouvernement. Ainsi, il n'a pas ethnicisé ni divisé la population africaine. Il a d'abord nié les chefferies en essayant de les pulvériser puis il les a instrumentalisées pour appuyer son administration. La stratégie a donc été « d'affirmer que la population africaine n'est qu'une masse informe » (Cahen, 1994, 224). Dès 1975, l'Etat indépendant a repris cette massification pour justifier sa politique agricole et asseoir sa légitimité. L'agrégation et l'homogénéisation des ruraux en une « paysannerie » non

différenciée et autonome permettait à la fois de concentrer la quasi-totalité des dépenses dans les fermes d'Etat et de renforcer l'unité nationale. Christian Geffray a montré que le Centre d'études Africaines avait un rôle central - en tant que dispositif de savoir et de pouvoir - oblitérant l'hétérogénéité des groupes sociaux et facilitant les interventions de l'Etat indépendant (Geffray 1988). Dès la fin des années 1980 avec l'adoption des plans d'ajustement structurel, les catégories ont simplement changé de nom, reproduisant le prisme anhistorique et asocial. Wuyts souligne ainsi que la catégorie de « petits exploitants » [*smallholders*] a remplacé celle de « paysans » conservant l'homogénéisation de ces derniers (Wuyts 2001). Il faut toutefois noter que le genre a été introduit. Ainsi, à plusieurs reprises le PEDSA distingue les exploitations dirigées par des femmes de celles dirigées par des hommes<sup>140</sup>. Cependant, cela reste dépourvu d'une mise en contexte du genre, en particulier de la nature patrilinéaire ou matrilinéaire du système social dans lequel est intégré « l'agrégat familial ». Compte tenu de l'absence de profondeur historique, sociologique, raciale, politique ou même spatiale des catégories précédant celles du PEDSA, on peut comprendre que le PEDSA reproduise cette représentation « moderne ».

Toutefois il nous apparaît important de dépasser le déterminisme historique pour prendre en compte l'influence des coopérations et institutions internationales. C'est dans le cadre du régime de l'aide au développement que les bases de données agricoles nationales ont été mises en place. Le *Trabalho de Inquerito Agricola* (TIA) a notamment été initié en 1996 pour recueillir des données sur les indicateurs des programmes PROAGRI et PARPA portés par les institutions internationales (Magaua 2012, 23). Le *Censo Agro-Pecuario* (CAP), a été mis en place à partir de 1999/2000 pour suivre les Objectifs du Développement pour le Millénaire. Tous les deux contribuent largement à la lecture moderne au cœur du PEDSA. Conformément aux représentations des experts internationaux, cette « administration de la preuve agricole » reproduit les traits de la modernité agricole que l'on peut trouver aux Etats Unis ou en Europe. Elle repose sur les savoirs agronomiques et économiques, comme les surfaces cultivées, les rendements, les intrants et l'emploi de main d'œuvre, qui dés-encastrent l'agriculture de son contexte écologique, sociopolitique et économique. Parallèlement elle n'interroge pas les éléments qui ont façonné ces activités dans le temps et l'espace. Pour James Scott, ces statistiques, aux côtés des stations agronomiques et des discours simplificateurs, contribuent à produire une agriculture « hautement moderne » [*high*

---

<sup>140</sup> Il serait intéressant d'approfondir cette question et il y aurait sans doute beaucoup à chercher du côté de l'influence de la coopération avec les pays nordiques qui ont très tôt portée la question du genre au cœur de leurs programmes de coopération.



*modernist agriculture*], dont la simplicité permet d'entretenir un projet de gouvernabilité (J. Scott 1998, 286-87).

### 3.1.2. L'agriculture nationale aux mains de l'Etat régulateur et de ses experts

Dans le PEDSA, bien que les échelles régionales et provinciales soient citées, c'est surtout à l'échelle nationale que l'agriculture doit être gouvernée. Les différences entre types d'exploitations au travers du pays semblent inférieures aux similarités conférées par l'appartenance à l'espace national. L'équilibre entre production et consommation est envisagé à l'échelle du pays, même si la faible intégration des zones fertiles et des foyers de consommation est soulignée. La représentation de l'agriculture au cœur du PEDSA place donc l'Etat au sommet de l'agriculture comme un gestionnaire de cette « ressource nationale ».

La représentation de l'agriculture à l'échelle nationale, aux mains de l'Etat, est devenue dominante après la seconde guerre mondiale (Friedmann et McMichael 1989). Elle a en partie remplacé les représentations coloniales centrées sur la complémentarité entre métropoles et colonies et la nécessité de « mise en valeur » de ces dernières. L'empire portugais était particulièrement concerné par cette lecture complémentariste puisqu'il avait affirmé la nature multi-continentale de la nation dans l'Acte Colonial de 1930 et la Constitution de 1951. Le Portugal souhaitait ainsi créer des liens de dépendances entre ses provinces au-delà des mers (A. Isaacman 1978, 17). La reconnaissance de l'Etat mozambicain comme en charge de « son agriculture » ne date donc que de l'indépendance de 1975. Cette représentation de l'agriculture a en partie été reproduite dans le cadre du « Développement », en s'appuyant paradoxalement sur le cas états-unien, alors même que l'agriculture américaine est enchâssée dans des relations de production et de consommation qui dépassent les frontières de l'Etat-nation (Philip; McMichael 1991).

Cette nationalisation et étatisation de l'agriculture est particulièrement contradictoire avec le fait que l'agriculture est une de ces activités qui échappe largement aux mains de l'Etat et dont la construction est multi-scalaire. Comme l'eau, l'agriculture est accessible à de multiples endroits par de multiples acteurs (Trottier 2007b). L'Etat et sa volonté de planification nationale, n'est qu'un acteur parmi d'autres. L'agriculture est également façonnée par des producteurs, qui cherchent à boucler dépenses et revenus à l'échelle du foyer, des entreprises privées qui mettent en jeu des capitaux transnationaux, ou encore des

filières agricoles qui se déploient par-delà les continents. En représentant l'agriculture comme une activité qui peut se penser à l'échelle de l'Etat-nation et qui peut être gouvernable, le PEDSA passe sous silence toutes ces autres interventions. On retrouve ici un des points avancé par James Ferguson dans son étude du « Développement » au Lesotho : même si l'économie est intégrée régionalement, elle doit non seulement être « définie en termes nationaux », mais encore être présentée comme « répondant aux politiques nationales du gouvernement » (Ferguson 1990, 64).

La gouvernamentalité promue par le PEDSA est celle d'un Etat régulateur, qui encadre l'agriculture sans intervenir directement. L'Etat mozambicain peut promouvoir le progrès agricole, la construction de routes et les infrastructures de stockage. Cependant, il ne peut pas fixer les prix, protéger ses producteurs et ses marchés intérieurs ou encore redistribuer les moyens de production. Cette représentation de l'Etat tranche avec celle promue à l'indépendance. En 1975, l'Etat mozambicain était au contraire au centre des interventions dans l'agriculture via la nationalisation des anciennes fermes coloniales, la mise en place de coopératives de producteurs, et le soutien des prix. En revanche, elle est cohérente avec l'objectif de retrait de l'Etat de la prise en charge directe de l'économie, apparue au Mozambique dès le premier plan d'ajustement structurel (1987). Par ailleurs, cette représentation est parfaitement alignée sur les discours des institutions internationales. Les représentations de l'inefficacité économique de l'Etat et de « l'Etat rentier » [*rent-seeking state*] sont notamment au centre du discours de la Banque mondiale depuis la fin des années 1980 (Hibou 1998; michael; Goldman 1997, 91). La représentation moderne et étatique de l'agriculture dans le PEDSA légitime donc certaines interventions de l'Etat tout en en rendant d'autres impossibles. De plus, cette représentation d'une agriculture moderne accorde une place centrale à l'expertise.

La représentation asociale, anhistorique et agrégée à l'échelle nationale de l'agriculture légitime des savoirs experts qui sont détenus par les agronomes, les économistes agricoles, les vétérinaires et les autres membres du ministère de l'agriculture et des instituts de recherche mozambicains. Eux seuls peuvent apporter des réponses à 3,7 millions de petites exploitations. Cela s'inscrit dans la perspective de renforcement des institutions centrales initiée dans le cadre de PROAGRI.

A nouveau, cette hégémonie de l'expertise dans l'agriculture ne date pas du PEDSA. En Europe et aux Etats Unis, l'intervention de l'Etat et des sciences agricoles pour encadrer et

reconfigurer la production remonte à la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle (Jas 2005; Oleson et Voss 1979, 24 - 25; Finlay 1988). La première station agronomique a été inaugurée en Allemagne en 1850. Soutenue par des fonds publics, elle était d'abord tournée vers les questions des producteurs puis vers celles de la chimie agricole (Finlay 1988). L'institutionnalisation de l'agronomie en France dans les années 1860-1890 a quant à elle reposé sur un discours déqualifiant les paysans, et légitimant les stations agricoles au nom de la prospérité nationale (Jas 2005). Aux Etats Unis, l'expertise agronomique a pris son essor dans les années 1890 avec la création de l'*U.S. Department of Agriculture* des universités (Fitzgerald 1991). Ainsi dès les années 1930, un grand nombre d'experts agronomes étaient à l'œuvre aux Etats Unis dans les institutions publiques et les entreprises privées pour transformer l'agriculture.

En Afrique, la colonisation a été un des cadres de mise en place de l'expertise agricole, notamment *via* de grands projets d'aménagement agricoles promus dès les années 1930 par les Etats développementalistes (Bonneuil 2000). Ces projets, qui coïncident avec l'adoption d'agendas dirigistes par de nombreux Etats coloniaux, sont caractérisés par la volonté de transformer les conditions de vie des populations et font de l'agriculture africaine un objet d'intervention de prédilection. Experts et expériences sont au centre de cette rationalisation qui doit permettre la « mise en valeur ». Les relations entre science et colonisation - en particulier dans le domaine de l'agriculture - ont moins été explorées dans l'empire lusophone (Castelo 2012). D'après Claudia Castelo (2012) la représentation de l'agriculture aux mains d'experts serait plutôt post-seconde guerre mondiale et daterait surtout des années 1960. La Mission pour les Etudes Agronomiques d'Outre-mer [*Missão de Estudos Agronómicos do Ultramar*] a été créée en 1960 (Arrêté n° 17549, du 23 décembre 1960). Au Mozambique, elle a contribué à l'émergence de l'Institut d'Etudes agronomiques [*Instituto de Investigacao Agronomica*], fondé en 1962. L'intérêt était exclusivement tourné vers les cultures d'exportation (coton, tabac, thé, café, agrumes, sisal) et le soutien des agriculteurs européens (Castelo, 2012). Même si les sciences agricoles absorbaient une partie importante du budget du Portugal consacré aux sciences coloniales, le nombre d'experts est resté limité. En 1966-1967 le Mozambique ne comptait que 614 étudiants à l'université (485 « Blancs », 9 « Noirs », 120 « Autres ») et 123 étudiants dans des écoles secondaires agricoles (57 « Blancs », 64 « Noirs » et 2 « Autres ») (Ferreira 1974, 92). Jusqu'à l'indépendance, les experts agronomes n'étaient donc ni au centre des représentations, ni au centre des interventions.

L'expertise agronomique a en grande partie été transférée via les politiques de Développement dès la fin des années 1960 et surtout dans les années 1970 sous l'égide de la Révolution Verte. Cette dernière, *via* les centres internationaux du CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research, fondé en 1971), a promu de nouveaux cultivars, la formation d'agronomes et la modernisation des systèmes de cultures (Cornilleau et Joly 2014). Elle a constitué un véritable instrument de gouvernement qui a renforcé l'expertise agronomique. Au Mozambique, le PEDSA, adopté à la suite de la Stratégie pour la Révolution Verte, s'inscrit dans cette logique. Il agrège l'ensemble des producteurs mozambicains et souligne leur productivité limitée, le manque de formations et la faiblesse de l'encadrement (à peine 8,3% des producteurs ayant accès aux services d'extension agricole en 2008 ; PEDSA, 2011, p. 17). En réponse, il promeut le renforcement des stations de recherches et des formations agronomiques et agro-économiques.

Au cœur du PEDSA on a donc une lecture moderne car hors du temps et du contexte social, agrégée à l'échelle nationale et placée dans les mains régulatrices de l'Etat. Elle doit être reconfigurée par des experts du ministère de l'agriculture et des autres instituts de recherche.

### 3.2. Un secteur associé au Développement et à la Sécurité Alimentaire

La possibilité même d'un plan pour le « Développement du secteur agricole » repose sur l'existence d'un « secteur agricole » et plus précisément d'un secteur qui lie transformation sectorielle et enjeux nationaux, telle que la sécurité alimentaire et le Développement. Peu de personnes douteraient aujourd'hui qu'il existe un secteur agricole dans chaque pays. Pourtant il s'agit largement une construction historique et politique. Nous revenons dans cette sous-section sur cette représentation sectorielle avant de nous interroger sur les relations établies avec le Développement et la sécurité alimentaire.

#### 3.2.1. L'agriculture comme secteur central au Mozambique

Un plan sectoriel repose nécessairement sur une vision d'un « secteur agricole », avec ses interactions intra-sectorielle (entre producteurs, transformateurs, négociants et commerçants) et inter-sectorielles (avec l'industrie, les services). Cette lecture est très productive. Elle permet de façonner un « secteur » très large, car tous ceux qui ont été

identifiés comme « producteurs » par la lecture moderne - 80% de la population - y appartiennent. A la différence du secteur industriel où il faut avoir un emploi formel, une activité bien définie, ou encore une entreprise déclarée, pour être comptabilisé, la vaste majorité des habitants peuvent être associés au secteur agricole. La lecture sectorielle permet de faire de l'agriculture la base de l'économie Mozambicaine, malgré sa contribution économique limitée. Cette représentation conduit à une série de requalifications.

Premièrement tout ce qui entre et sort du secteur est considéré en termes d'intrants (*inputs*). La terre, les semences, les engrais, l'eau, ou encore la main d'œuvre deviennent des « intrants ». Cette lecture permet de faciliter et de techniciser les interventions dans l'agriculture. Jamie Linton (2006) a bien montré que l'ontologie de « ressource en eau » était consubstantielle de l'objectif de l'augmentation de l'efficacité de son usage. En remplaçant les autres ontologies de l'eau, elle permet de légitimer les interventions de l'Etat américain. Similairement, requalifier les objets en « intrants » permet d'envisager la modification de leur application sur tout le « secteur » comme un fait purement technique. Il devient possible de préconiser des semences améliorées, plus de surfaces irriguées ou encore une mécanisation de l'agriculture à l'échelle nationale. Comme ces éléments sont définis de manière technique, ces interventions ne sont nullement présentées comme une violence structurelle ou culturelle. Elles deviennent un simple fait technique. Avoir rendu l'agriculture et les agriculteurs homogènes permet de plus de faciliter les transferts de technologie d'un pays à l'autre, en pleine cohérence avec l'objectif d'une Révolution Verte continentale.

Deuxièmement, toutes les relations sont envisagées et évaluées sous l'angle de la production. Chaque exploitation agricole est conçue comme une unité industrielle. Les producteurs sont implicitement représentés comme des individus rationnels qui cherchent à maximiser leurs revenus et leur production. L'agriculture qui a été dés-enchâssée de l'espace et des relations sociales par la représentation « moderne » est maintenant ré-enchâssée comme une activité économique qui doit se mesurer en termes de rendements. Cette représentation passe sous silence de nombreuses interactions qui débordent le cadre productiviste. Le fait que les parcelles soient des habitats pour de nombreuses espèces, que certaines pratiques permettent de préserver des sols fragiles, ou encore de concilier différentes activités économiques, ne sont plus visibles à l'aune du critère de la production et de la productivité. La dimension spatiale de l'agriculture - qui la distingue en partie de certaines activités industrielles - est particulièrement anéantie par cette représentation sectorielle. Elle occulte

l'emprise spatiale des activités et légitime ainsi une transformation dont elle néglige certaines répercussions.

Le Mozambique n'est pas le berceau de cette représentation sectorielle. D'après Deborah Fitzgerald, l'idéal industriel qui est au cœur de cette représentation sectorielle aurait émergé et se serait propagé aux Etats Unis au début du 20<sup>ème</sup> siècle (Jas 2004). Un ensemble d'acteurs parmi lesquels l'Etat, les banquiers, et les économistes, auraient commencé à penser que les exploitants devaient se comporter comme des entrepreneurs et les fermes devenir de véritables usines. Cette représentation aurait conduit progressivement à transformer ces exploitations en des puits de produits industriels et de services : pesticides, engrais, machines. Elle aurait ainsi facilité l'intégration des fermes aux autres secteurs économiques.

Cette représentation était également au centre du projet d'industrialisation de l'Union Soviétique à la fin des années 1920 (Fitzgerald 1996a). Le gouvernement soviétique a ainsi embauché plus de 1000 experts américains pour faciliter l'industrialisation du secteur agricole dans le cadre de la collectivisation. La circulation des experts et l'implantation des entreprises privées à l'étranger dès les années 1920 ont contribué tant à refaçonner les savoirs et les pratiques dans les pays hôtes qu'aux Etats-Unis d'Amérique (Fitzgerald 1996b). L'Afrique australe faisait partie de ces interactions.

La trajectoire d'Ario Lobo Azevedo est exemplaire (Castelo 2014; Azevedo 2010). Né au Mozambique en 1920, formé en Agronomie à Lisbonne, il part aux Etats Unis en 1947 et réalise des stages dans la Tennessee Valley Authority<sup>141</sup> et chez Caterpillar grâce aux relations de son père, commerçant en machinerie agricole basé au Mozambique. Bien qu'il soit très critique vis à vis de l'hégémonie de « l'establishment américain », il reconnaît l'influence de cette familiarisation avec les techniques de production industrielle qui lui permettront entre autre d'enseigner la machinisme agricole et de concevoir des techniques de préservation des sols tropicaux (Castelo 2014, 142). Au début des années 1960, avant même l'hégémonie du « modèle développementaliste » dans l'empire portugais, plus de 400 entreprises américaines étaient ainsi implantées en Angola, au Mozambique et en République sud-africaine, parmi lesquelles Caterpillar Tractor, Continental Grain, Dow Chemicals

---

<sup>141</sup> sur le rôle de la Tennessee Valley Authority dans l'internationalisation du modèle de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant, voir entre autre l'article de Sara Fernandez (2014a).

International ou encore Monsanto<sup>142</sup>. Ces interactions ont contribué à la circulation de la représentation sectorielle.

Mais c'est surtout la crise des années 1930 et la seconde guerre mondiale qui ont contribué à propager cette lecture sectorielle et industrielle via l'élaboration de comptabilités nationales et de modèles d'équilibre. Aux Etats Unis notamment, l'effondrement des prix suite à la crise de 1929 a conduit à la mise en place de bases de données, et de premiers modèles pour encadrer le « secteur agricole ». Après la seconde guerre mondiale, l'hybridation de concepts macroéconomiques (fonctions d'offre, de demande, équilibre) et de théories microéconomiques (agents rationnels, sensibilité aux prix, optimisation des facteurs) dans un contexte de recherche opérationnelle ont abouti à une véritable « ingénierie économique » qui avait pour objet la transformation de la société (Armatte 2010). L'après-guerre en Europe a été marqué par l'émergence de planifications et la rationalisation du secteur agricole, reprenant des ontologies similaires. Si la modélisation était moins développée en Europe<sup>143</sup>, les discussions internationales dans le cadre de l'Uruguay Round de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT, 1986) ont contribué à faire des modèles d'équilibre nord-américain les points de passages obligés (Fouilleux 2000; Benedictis, Filippis, et Salvatici 1991). Bien que les pays européens se soient battus pour défendre « l'exception agricole » - maintien de la protection de l'agriculture au nom de l'impératif d'autosuffisance alimentaire et de sa multifonctionnalité - progressivement, la lecture sectorielle et technique est devenue incontournable.

Pour les pays « en Développement », cette lecture sectorielle « par le haut » est arrivée entre autres par l'intermédiaire de la communauté épistémique regroupant les institutions internationales, des modélisateurs en économie d'équilibre, et des *Think Tanks* nord-américains (Leblond et Trottier 2016). Dès les années 1990 ils ont construit des matrices de comptabilités sociales (*Social Accountability Matrix*, SAM) et des modèles d'équilibres qui permettaient d'instrumenter le « secteur agricole » et de simuler sa modernisation. Leurs hypothèses reproduisent une lecture agrégée centrée sur les rendements, les intrants et les prix agricoles. Elle est particulièrement peu apte à prendre en compte l'agriculture familiale et la pluriactivité. Ces bases de données et ces modèles ont ensuite été utilisés avec plus ou moins

---

<sup>142</sup> *American Firms in Angola, Mozambique and the Republic of South Africa*, liste établie par Robert O'Shea et Jay Jones du *American Committee on Africa*. Archives en ligne: <http://africanactivist.msu.edu>

<sup>143</sup> En France, la nouvelle lecture sectorielle de l'agriculture passe par des négociations entre hauts fonctionnaires et représentants des organisations syndicales et non pas l'élaboration de consensus à partir de modèles (Pierre Muller 2000).

de succès pour justifier les politiques agricoles et former les élites. Au Mozambique, au Kenya, au Malawi, en Tanzanie, en Ouganda et en Ethiopie, l'IFPRI a par exemple mis en place des réseaux d'experts et les a formés à la modélisation macroéconomique pour qu'elles influencent les politiques agricoles nationales<sup>144</sup>. Cela a conduit à la mise en place d'instruments de modélisation peu coûteux, qui sont au centre du dispositif d'évaluation du CAADP<sup>145</sup>. La circulation des experts agronomes après les indépendances a également facilité le transfert des représentations de l'agriculture et des pratiques (Mehos et Moon 2011).

Au Mozambique, cette vision sectorielle est présente à partir du 4<sup>ème</sup> congrès du FRELIMO en 1983, quand ce dernier décide de passer d'un soutien quasi-exclusif aux fermes d'Etat à une prise en considération de l'agriculture familiale. Elle remplace la vision postindépendance du FRELIMO qui distinguait un secteur d'Etat composé de fermes et d'entreprises nationalisées et un secteur familial/paysan, représenté comme autonome. Seul le premier était au cœur des interventions de l'Etat, le second étant considéré comme autosuffisant. Merle Bowen a montré que ce dualisme était le produit de tensions au sein du FRELIMO entre la ligne révolutionnaire de Samora Machel et la ligne conservatrice de Lazaro Nkavandame (Bowen 2000, 50-53). La première au pouvoir, redoutait les élites rurales de la seconde, et aurait cherché à les asphyxier en collectivisant leurs moyens de production et en renforçant les structures étatiques. Pour Jonathan Barker (1985, 69-70) cette focalisation sur les fermes d'Etat correspondait aussi à une stratégie de reproduction des entreprises para-étatiques mises en place pour les gérer, ainsi qu'à une stratégie des bailleurs de fonds, pour placer leurs machines et leurs engrais. Le programme MONAP I (1978-1980) a par exemple investi 50 millions USD pour aider l'Etat mozambicain à reprendre les fermes abandonnées. L'analyse du projet souligne cependant que peu de liens ont été établis avec des

---

<sup>144</sup> Voir (Paarlberg 1999). Cet expert de l'IFPRI en charge de l'évaluation de sa « 2020 Vision Initiative » explique que dans chaque pays ciblé, « *most of the team leaders were western trained, previously known to IFPRI, and comfortable with IFPRI's 2020 Vision. [...] IFPRI's 2020 networking activities are a useful source of renewed empowerment for these weakened agriculturalist technocrats* ». L'IFPRI a ainsi offert des ressources économiques et cognitives aux experts mozambicains dans un contexte post-conflit d'ajustement structurel où elles sont rares. Ces élites ont bénéficié de formations dans le cadre du projet « *Macroeconomic Reforms and Regional Integration in Southern Africa* » (MERRISA) (Bolwig 2000)

<sup>145</sup> Le Système d'Analyse Stratégique et D'appui à la Connaissance (SAKSS et ReSAKSS à l'échelle régionale) qui permet d'évaluer l'adoption du CAADP est largement issu des projets de l'IFPRI des années 1990. Ces derniers ont permis de mettre en place des procédures de modélisation peu coûteuses, de moins de 100 000 USD (Benin, Johnson, et Omilola 2010; Johnson et Flaherty 2011). Au Mozambique, MozSAKSS (2008-2012), mis en place en 2009, a pour objectif l'évaluation d'une série de politiques publiques dont le PEDSA (Chilonda et al. 2011).



entreprises privées européennes et que la priorité donnée aux fermes d'Etat était fixée par le gouvernement (Adam et Sweden 1991, 51-60).

La coopération avec les Etats Unis a été centrale dans la mise en place de la lecture sectorielle de l'agriculture au Mozambique : elle a formé des experts mozambicains et les a placés à l'interface entre recherche académique et aide à la décision publique. Par exemple, Rui Benfica a obtenu sa licence à l'Université Eduardo Mondlane et un master puis une thèse en économie agricole à la MSU. Il a travaillé comme conseiller (*policy advisor*) à l'USAID (1999-2000), comme économiste à la Banque mondiale (2006 -2011), comme professeur adjoint (*assistant professor*) à la MSU (2011 -2014) et enfin économiste pour le Fond International pour le Développement Agricole en janvier 2015. Il peut ainsi faire le lien entre le ministère de l'agriculture, les analystes et les « partenaires de Développement ». Il participe activement au projet MOZCAPAN, qui a mis en place le Centre de Recherche sur les Politiques et les Programmes Agro-Alimentaires de Développement (CEPPAG) au sein de l'Université Eduardo Mondlane. Ce centre, en charge de l'évaluation du PEDSA et du PNISA, est une reproduction des institutions homologues nord-américaines, qui ont participé à le mettre en place<sup>146</sup> Il mobilise des modèles économiques d'équilibre, développés avec l'aide du FAPRI et de l'IFPRI et reproduisant la lecture sectorielle de l'agriculture<sup>147</sup>. MOZCAPAN est d'ailleurs coordonné par Rafael Uaiene, un des membres du premier réseau MERRISA de l'IFPRI, qui a obtenu un master puis une thèse en économie agricole à l'université de Purdue (2001-2006), a été analyste pour le ministère de la planification et du Développement (2007-2011) avant de faire un an de post-doctorat à l'IFPRI (2011-2012) et de devenir professeur adjoint (*assistant professor*) à la MSU. Ces différents experts ont contribué à façonner le dispositif institutionnel et conceptuel du PEDSA.

Le PEDSA, à la différence de ces lectures duales, réhabilite le « secteur agricole » dans son ensemble comme objet d'intervention technique. Il introduit chaque ménage rural comme un site d'intervention. En assimilant tous les producteurs et toutes les entreprises au

---

<sup>146</sup> Notamment de l'IFPRI, qui a été fondé en mars 1975 pour analyser les politiques agricoles et suivre la production et la consommation alimentaire aux échelles nationale et mondiale (Farrar 2000), et du FAPRI (Food Agricultural Policy Research Institute), centre établi en 1984 à l'initiative de l'Université du Missouri et de l'Iowa pour guider et évaluer les politiques américaines pour le congrès dont le Farm Bill de 1985. Le CEPPAG a été mis en place dans le cadre du projet MOZCAPAN (2012-2011) financé par l'USAID et soutenu par la MSU.

<sup>147</sup> En 2015, des chercheurs du CEPPAG ont été formés à la modélisation d'équilibre partiel dans le cadre du réseau ReNAPRI, soutenu par le FAPRI (FTF 2016, 22). En Aout 2016, le CEPPAG a organisé une formation à la modélisation d'équilibre partiel pour des cadres de différentes institutions mozambicaines (voir l'article *Capacitação em Modelos de Equilibrio Parcial*, mis en ligne le 26 août 2016 et consulté le 13/09/2016 <http://ceppag.uem.mz/index.php/2016-08-25-09-38-17/noticias>

« secteur privé » il annihile les intérêts divergents et les compétitions qui peuvent exister entre eux. L'importance du secteur agricole n'est cependant pas uniquement liée à sa taille. Elle est avant tout justifiée par les liens établis avec le Développement et la sécurité alimentaire.

### 3.2.2. La polysémie du « Développement »

La notion de « Développement » est centrale dans le PEDSA. Au-delà de sa présence dans le titre même du plan et ses 130 occurrences dans le texte, c'est à la fois l'objectif de la transformation du secteur agricole et le processus de changement. Gilbert Rist a analysé la trajectoire de ce mot qu'il qualifie de « valise » ou « plastique ». Il montre comment il est passé du champ de la biologie à celui de l'économie – repris tant par les gouvernements du Nord que par ceux du Sud et par les institutions internationales - pour devenir une croyance omniprésente (Rist 2007). James Ferguson (1990) a particulièrement bien montré comment deux sens du mot « Développement » sont souvent assimilés et entrelacés. Le « Développement » signifie simultanément et alternativement : (1) la transformation d'une économie vers le capitalisme industriel moderne et (2) l'amélioration des conditions de vie, l'élimination de la pauvreté. Cette polysémie permet de rendre le « Développement » systématiquement désirable. Elle occulte le fait que généralisation du capitalisme et réduction de la pauvreté sont rarement simultanés (Ferguson 1990).

La polysémie du « Développement » est également au cœur du PEDSA. Le secteur agricole est présenté comme la base du « développement du pays » (préface du PEDSA). Par conséquent, transformer l'agriculture revient à moderniser l'essentiel de l'économie du pays. A ce titre, le « Développement » du secteur agricole est une priorité et la représentation sectorielle une nécessité. Ce cadrage fait largement écho aux théories de la croissance comme celle proposée par Walt Whitman Rostow dans les années 1960. Rostow (1963) a représenté la croissance comme un processus en cinq étapes successives. Le processus de transformation d'une agriculture de subsistance à une agriculture productrice de surplus pour les autres secteurs et la consommation de masse est crucial à cette lecture linéaire. Le PEDSA reprend cette représentation : la commercialisation de surplus doit augmenter pour que le pays se « Développe ». Simultanément, le PEDSA attribue la pauvreté au manque de Développement et fait de ce dernier un objectif en lui-même :

« La pauvreté rurale est principalement due au développement limité de l'agriculture, à l'accès limité aux marchés et à la faible productivité des cultures alimentaires. Le développement de l'agriculture est fondamental pour réduire la pauvreté car 80% des

## Partie II – Chapitre 3

revenus des familles proviennent du secteur agricole et les 20% des autres secteurs de l'économie. » [...].

PEDSA, 2011, p.5, notre traduction

Selon cette représentation, le « Développement » signifie la réduction de la pauvreté et de la faim. Parce que le nombre de personnes qui sont dans le secteur agricole est élevé, une augmentation des performances du secteur devrait améliorer la condition de vie de ses membres. A part dans les discours, ces deux sens du « Développement » sont rarement simultanés et compatibles. Cependant dans le PEDSA ces deux processus -modernisation de la production agricole et amélioration des conditions de vie des ménages ruraux -sont présentés comme complémentaires, ce qui rend la transformation du « secteur agricole » non seulement nécessaire mais encore désirable.

Frank Ellis et Stephen Biggs (2001, 440) placent l'origine de ce glissement sémantique - des théories dualistes du Développement à celles de petites exploitations comme support de la croissance agricole - à l'ouvrage de Théodore W. Schultz, *Transforming Traditional Agriculture*, paru en 1964. Alors que l'agriculture « familiale » ou « traditionnelle » avait peu d'avenir dans les théories précédentes, elle est placée au centre des théories comme véhicule de la croissance et du Développement. Ce discours - fondé sur l'idée selon laquelle les petits producteurs peuvent être rationnels et efficaces, adopter des nouvelles techniques, et que la croissance de la production va conduire à l'augmentation des activités non-agricoles dans les zones rurales - a ensuite été repris par une multiplicité d'institutions et de théories du Développement rural, notamment dans le cadre de la Révolution Verte. C'est ce lien théorique qui permet d'envisager simultanément la transformation de l'agriculture, le Développement macroéconomique, et la réduction de la pauvreté que l'on retrouve au cœur du PEDSA. Il est associé à un autre glissement sémantique centré sur la « sécurité alimentaire ».

### 3.2.3. Le retour du productivisme au nom de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est au cœur de l'objectif général du PEDSA. Ce dernier reprend la définition adoptée par la FAO en 1996, et intégrée dans la Stratégie pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ESAN II) adoptée par le Mozambique en 2008. Il met l'accent sur la stabilité de la disponibilité, de l'accès, et des utilisations alimentaires, en intégrant les préférences culturelles.

Si l'objectif général est clairement centré sur la sécurité alimentaire des producteurs, le plan suggère qu'il s'agit également de la sécurité alimentaire de l'ensemble des habitants du pays. Deux structures de significations de la sécurité alimentaire sont donc associées dans le PEDSA et présentées comme convergentes (Figure 3.2). D'une part, celle centrée sur les producteurs ruraux : leurs revenus étant essentiellement attribués à la production agricole, une augmentation de leur production signifie un accroissement de leurs revenus et donc un accès accru à l'alimentation. De l'autre, celle centrée sur les consommateurs, en particulier urbains : leur sécurité alimentaire dépend de la commercialisation des surplus. Leur accès à l'alimentation doit être garanti par une production élevée, engendrant une disponibilité accrue et des prix réduits. Ces deux structures de signification font intervenir différents acteurs et plusieurs échelles. Le glissement de l'une à l'autre est permanent sans que leur compatibilité soit interrogée.

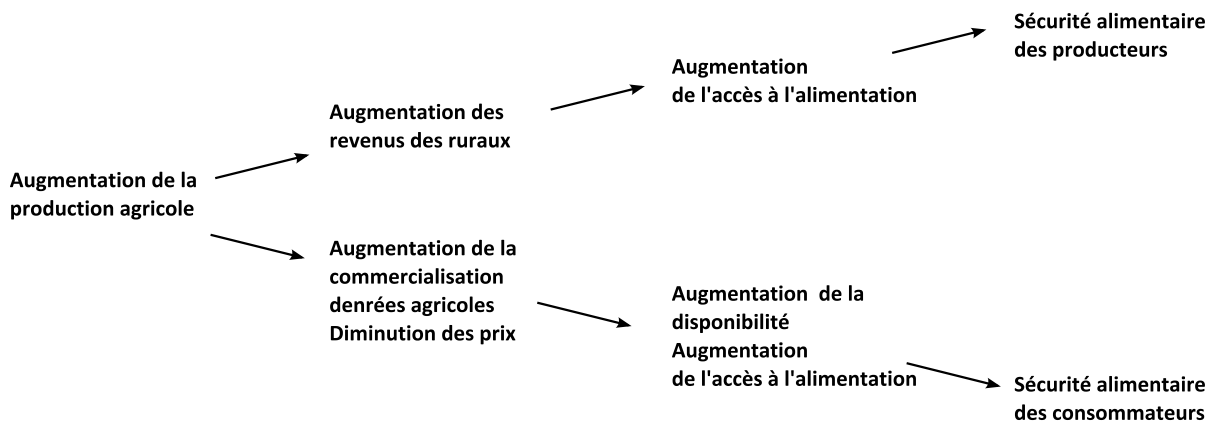


Figure 3.2 : Structures de signification relatives à la sécurité alimentaire identifiées dans le PEDSA au Mozambique

Le lien de causalité positif établi entre hausse de la production, revenus des producteurs, et disponibilité pour les consommateurs n'est cependant pas systématique. Il dépend notamment des denrées produites et du prix des denrées agricoles. Une hausse de la production de tabac au détriment de celle du maïs peut engendrer une réduction de l'accès à l'alimentation des consommateurs urbains. Réciproquement, une chute des prix du maïs suite à la saturation des marchés peut porter préjudice aux producteurs-consommateurs. D'où vient donc ce cadrage ?

Dans les années 1950-1960, les institutions internationales et plusieurs pays exportateurs ont problématisé la question alimentaire à l'échelle mondiale en terme de disponibilité (George 1981; Alcock 2009). Ils soutenaient l'idée d'une spécialisation des pays du Sud dans des produits tropicaux afin de générer des devises et d'importer des denrées

alimentaires produites dans les pays du Nord. La définition de la sécurité alimentaire adoptée par la FAO en 1974 met ainsi l'accent sur la capacité de production à l'échelle mondiale<sup>148</sup>. Dans les années 1980, l'objectif d'augmentation de la production alimentaire dans les pays du sud, avec le soutien financier, technique et matériel des pays du Nord est devenu dominant. Les travaux d'Amartya Sen (1981) conduisent à mettre l'accent sur l'accès et la demande alimentaire. La FAO adopte ainsi une nouvelle définition de sécurité alimentaire centrée sur l'accès et non pas sur la capacité de production<sup>149</sup>. L'augmentation de la production n'est donc pas vue comme une cause suffisante de la sécurité alimentaire. Rupert Alcock (2009) montre cependant que ces différentes structures de signification s'additionnent plus qu'elles ne se substituent.

Les fondations nord-américaines et les instituts de recherche agronomiques construisent de plus un discours de la faim dans le monde qui légitime l'augmentation de la production (Cornilleau et Joly 2014). Ils promeuvent des leviers techniques et passent sous silence les causes sociales de la répartition des richesses et les tentatives de réformes agraires. Ils proposent - notamment via leurs instruments de modélisation - un bricolage qui fait de l'augmentation des rendements une solution contribuant systématiquement à la réduction de la faim (Leblond et Trottier 2016). Le PEDSA s'inscrit bien dans cette logique, parant le discours productiviste de toutes les vertus - Développement, sécurité alimentaire des producteurs, approvisionnement des urbains, génération de devises - sans en interroger les limites. Cette représentation rend le plan désirable mais ne garantit pas la résolution des contradictions qu'il occulte, en particulier pour les producteurs qui font face à un manque de main d'œuvre et de pouvoir de négociation des prix (Woodhouse 2012b).

### 3.3. L'espace de production : un potentiel à mettre en valeur

Le PEDSA repose sur une représentation particulière de l'espace. Elle met en avant le potentiel de production du Mozambique. Le potentiel constitue un schème interprétatif, c'est-à-dire une manière de comprendre le monde qui peut conduire à légitimer des interventions. Par exemple, le schème interprétatif de la sécurité israélienne comme un enjeu de protection

---

<sup>148</sup> La FAO définit la sécurité alimentaire comme la « capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix » lors de l'*International Undertaking on World Food Security*, Rome 18-29 Novembre 1974.

<sup>149</sup> La sécurité alimentaire consiste ainsi à « assurer à toute personne et à tout moment un accès physique et économique aux denrées alimentaires dont elle a besoin » d'après le *Director Generals Report on World Food Security* rédigé par le Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale de la FAO en 1982.

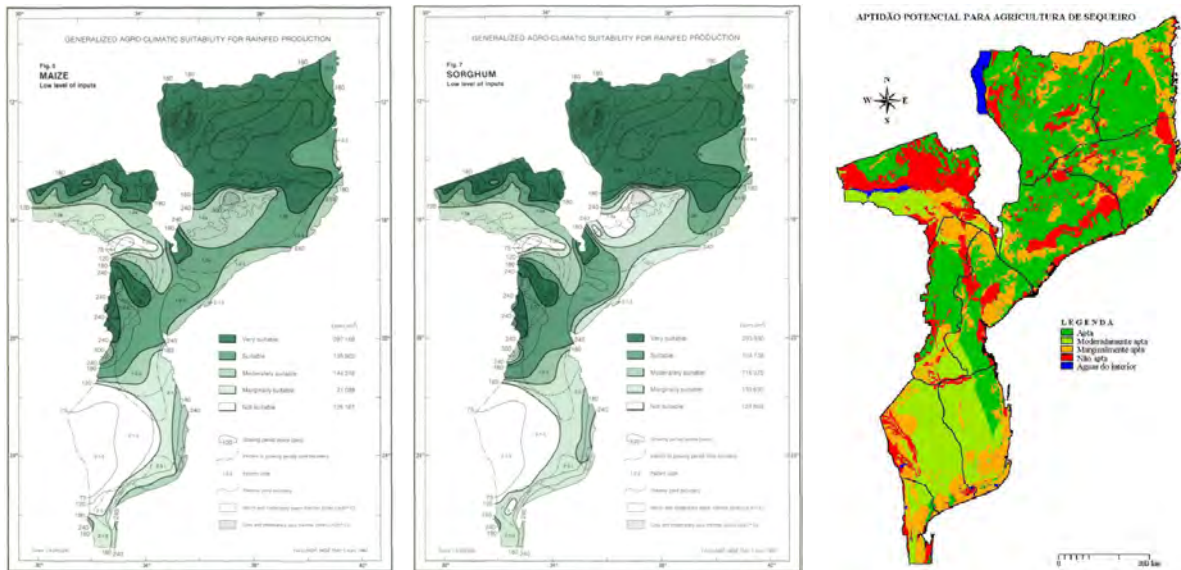
des citoyens vis-à-vis de menaces terroristes extérieures, a permis la construction du mur de séparation (Trottier 2007a). La construction de ce schème interprétatif a rendu cette intervention légitime. Dans le cas du Mozambique, la représentation d'un fort potentiel rend le secteur agricole attractif pour une diversité d'investisseurs. Elle participe à légitimer les interventions efficaces, qui maximisent les résultats par rapport aux ressources, et non pas effectives, qui transforment largement l'agriculture. Elle participe également à mettre en avant des espaces cibles, les corridors, et à délaissier des « espaces gris », moins prometteurs. Enfin, elle fait du marché le véhicule nécessaire et souhaitable pour atteindre le Développement. Mais d'où vient ce schème interprétatif ?

### 3.3.1. Le schème interprétatif du « potentiel »

La notion de « potentiel » est centrale dans la représentation de l'agriculture véhiculée par le PEDSA. Il s'agit à la fois d'un potentiel de surface, 36 millions d'hectares dont seulement 15% seraient utilisés, et d'un potentiel de rendement, ces derniers doivent doubler d'ici 2020 (PEDSA, 2011, p. viii).

La représentation selon laquelle le Mozambique disposerait de 36 millions d'hectares arables, soit 45% de la surface totale du pays, s'inscrit dans les approches par « aptitude des terres » ou « évaluation des terres ». Développées notamment par la FAO et l'IIASA depuis la fin des années 1970 pour évaluer la capacité de charge de la planète, ces approches consistent à évaluer l'adéquation entre les besoins imposés par un usage et les qualités écologiques d'une surface. Dans le cas de la méthodologie des Zones Agro Ecologiques Globales (GAEZ), les caractéristiques de chaque pixel (ex. profondeur, texture, acidité, salinité, drainage des sols, pente, disponibilité en nutriments) sont croisées avec les requêtes d'usages spécifiques (ex. agriculture pluviale, agriculture irriguée, plantations forestières) (IIASA; et al. 2012). Cela permet ensuite d'attribuer une classe d'aptitude à chaque pixel. Au début des années 1980, la FAO a transféré cette approche à plusieurs pays « en Développement » pour soutenir la planification de l'agriculture (FAO 1996). En 1982, le Mozambique était le premier pays pour lequel une étude des Zones Agro-Ecologiques (AEZ) avait été complétée (Figure 3.3) (Kassam, Van Velthuisen, Higgins, Christoforides, et al. 1982).

Des approches similaires ont ensuite été conduites au Mozambique, et ont confirmé les premiers zonages (Mafalacusser 2013). Le nord du pays, à l'exception de la province de Tete, apparaît très apte à l'agriculture et contient la majorité du « potentiel » du pays (Figure 3.3).



Carte de l'aptitude au Maïs de 1982, à faible niveau d'intrants (p. 25). Les zones les plus foncées sont considérées les plus aptes.

Carte de l'aptitude au Sorgho de 1982, à faible niveau d'intrants (p.29). Les zones les plus foncées sont considérées les plus aptes.

Carte de l'aptitude potentielle pour l'agriculture pluviale de 2013. Les zones en vert foncé sont considérées les plus aptes.

Figure 3.3 : Cartes d'aptitudes des terres au Mozambique qui fondent la représentation du "Potentiel agricole". Les deux premières sont extraites de (Kassam et al., 1982), la troisième de (Mafalacusser, 2013).

Cette représentation de l'agriculture qui met en avant les terres « potentiellement » cultivables légitime les interventions, notamment l'extension des surfaces agricoles. Cependant, elle passe sous silence la question de la disponibilité réelle des terres (voir les chapitres 4 et 5).

L'évaluation des rendements actuels à l'aune de rendements potentiels est également ancienne. Pour James Scott (1998, 270), elle fait partie depuis la seconde guerre mondiale du projet d'agriculture hautement moderne [*high modernist agriculture*], qui promeut la maximisation d'une culture et la simplification des systèmes de production. Cette représentation est fondée sur l'augmentation d'un rendement unique pour atteindre le rendement potentiel dans des conditions de température et d'ensoleillement données. Elle implique de pouvoir estimer le rendement d'une culture dans des conditions optimales, en supprimant les facteurs limitants tels que la fertilité des sols, le stress hydrique, ou encore la présence de mauvaises herbes et de ravageurs. Cette représentation par potentiel a grandement bénéficié du Développement des stations agronomiques et des travaux de simulation informatique, qui permettent d'estimer un tel potentiel. L'avènement du rendement comme

critère d'évaluation des variétés cultivées et des pratiques agricoles a par la suite rendu cette approche par potentiel incontournable<sup>150</sup>.

La représentation de rendements agricoles inférieurs aux rendements potentiels en Afrique a circulé dans le cadre des projets d'aménagements coloniaux et postcoloniaux et dans le cadre de la Révolution Verte (Bonneuil 2000; Cornilleau et Joly 2014). Cette représentation fonde également de nombreuses études globales, continentales et nationales qui estiment des écarts entre les rendements actuels et les rendements potentiels (Licker et al. 2010 ; Neumann et al. 2010 ; Penning de Vries, Rabbinge, et Groot 1997). Elle est réapparue massivement après la crise alimentaire de 2008, quand la FAO a remis sur la scène internationale l'objectif de doubler la production alimentaire d'ici 2050 (Tomlinson 2011). Bien que ces objectifs aient été déconstruits, ils ont largement circulé et ont été ré-enchâssés dans de nombreux plans agricoles comme le PEDSA. Ce retour du *productionnisme* a permis à la FAO et aux institutions agronomiques de se re-légitimer dans le champ de la sécurité alimentaire, tout en réduisant cette dernière à la définition des années 1960 centrée sur la disponibilité (Bricas et Daviron 2008).

Un des éléments qui rend la représentation par potentiel attractive est qu'elle met l'accent sur les bénéfices des interventions. James Sumberg (2012) caractérise ce discours de l'écart au rendement [*yield gap*] comme une approche par le « déficit » [*deficit approaches*] qui met en avant les facteurs limitants. Selon lui le succès de ce discours tient à la fois dans son apparence scientifique - quantitative, technique - et dans le fait que les causes du « déficit » étant peu explicitées, il est possible de promouvoir n'importe quelle réponse souhaitée (Sumberg 2012). Présenter un écart au rendement important peut ainsi permettre de promouvoir une modernisation agricole ou des investissements, publics ou privés, dans l'agriculture. Cela en fait un excellent élément de cadrage pour les politiques publiques.

Cette représentation par « potentiel » constitue un glissement majeur de la conceptualisation l'agriculture et de l'alimentation, d'un principe d'effectivité à un principe d'efficacité. L'effectivité consiste à atteindre un objectif quels que soient les moyens. Elle était centrale aux politiques agricoles européennes après la seconde guerre mondiale, quand il fallait moderniser la production pour assurer l'autonomie alimentaire, peu importe le coût économique et politique. L'efficacité au contraire a pour but d'optimiser un ratio résultats-coûts ou bénéfices-investissements. Dans ce cas, chaque intervention doit avant tout permettre

---

<sup>150</sup> Voir par exemple les travaux sur l'histoire de la sélection variétale en France (Bonneuil et Hochereau 2009)



de dégager une plus-value. Les représentations spatialisées de la production potentielle et de l'écart au rendement facilitent ce glissement. Elles s'inscrivent dans la représentation de l'agriculture comme un secteur économique rentable, qui s'est renforcée à la fin des années 2000 (Chouquer 2012b; Binet 2014; Fairbairn 2014). Elles justifient que les corridors, les investisseurs privés, et l'accès au marché soient ciblés même s'ils ne sont pas nécessairement en lien avec l'accès à l'alimentation.

### 3.3.2. La salvation par les corridors et le marché

Les corridors et l'accès au marché sont des représentations-solutions fréquentes dans le PEDSA et le PNISA. Les premiers doivent catalyser les interventions le long de chaînes de valeurs tandis que le second est présenté comme une opportunité systématique.

Le recours à la forme spatiale des corridors en tant que zones d'intervention prioritaire est allée croissante au Mozambique. Dans la version de 2008 du PEDSA, le terme « corridor » n'apparaît qu'une seule fois pour désigner la réhabilitation du « corridor central » (PEDSA, 2008, p.57). Dans la version de 2010, le terme intervient à trois reprises : (1) le plan mentionne des « corridors économiques » marqués par la déforestation (PEDSA, 2010, p.28), (2) des chaînes de valeurs doivent être développées dans les corridors de Nacala, Beira et Maputo (PEDSA, 2010 p. 46), et (3) le programme de Développement de l'Agro-négoce repose sur des « corridors de développement agricoles » (PEDSA, 2010, 9.65). Dans la version de 2011, on retrouve les deux premières utilisations. Il n'y a cependant plus trois corridors mais six, qui sont plus largement détaillés (PEDSA, 2011, p. 45 et p.59). Dans le PNISA (2013) enfin, le terme intervient à sept reprises, précisant que les investissements publics doivent s'y concentrer, que la gestion des ressources en terre et en eau doit y être intégrée, qu'il faut y soutenir l'investissement privé, ou encore que les corridors doivent faire l'objet de cartographies au 1 : 25 000. L'origine du rôle central des corridors de développement dans la politique agricole mozambicaine est multiple.

Les « corridors de croissance agricole » [*Agricultural Growth Corridors*, AGC] ont été mis en avant dès 2008 lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies, puis lors du Forum Economique Mondial (WEF) en 2009 et 2010 (H. Paul et Steinbrecher 2013). Ils sont fondés sur l'idée selon laquelle l'établissement d'infrastructures dans des régions aux potentiels agricoles non réalisés peut attirer des investissements, réduire la pauvreté et accroître la sécurité alimentaire et le Développement. Ils permettraient ainsi de réconcilier les

intérêts des petits producteurs et des entreprises agro-alimentaires, notamment le long de chaînes de valeurs et dans des *clusters* agricoles. Le concept de « corridor de croissance agricole » a été introduit à l'ONU et au WEF par l'entreprise Yara International, une multinationale spécialisée dans la production et le commerce d'engrais (Binet 2014; H. Paul et Steinbrecher 2013). Il a ensuite été enchâssé dans la Nouvelle Alliance pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique. Ayant investi dans un terminal portuaire à Dar es Salaam, Yara International a fortement soutenu la mise en place de deux premiers corridors en Tanzanie et au Mozambique, respectivement le *Southern Agricultural Growth Corridor* (SAGCOT) et le *Beira Agricultural Growth Corridor* (BAGC).

De nombreux chercheurs ont interrogé la capacité de ces corridors à parvenir aux objectifs énoncés (Kaarhus 2011; H. Paul et Steinbrecher 2013; Bergius 2016). Ils soulignent la prédominance des intérêts des investisseurs privés et des puissants au détriment de l'inclusion des petits producteurs, ce qui en ferait des « corridors des puissants » [*« corridors of power »*] (Byiers et Rampa 2013). Les corridors de croissance agricole n'en restent pas moins un des concepts centraux des stratégies d'interventions dans l'agriculture et l'agroalimentaire. En témoigne l'étude réalisée par Eva Gálvez Nogales (2014) et publiée par la FAO, qui conclue que les corridors sont un modèle de Développement non seulement pour les gouvernements mais aussi pour la communauté internationale.

Au Mozambique toutefois, les « corridors de développement » mis à l'honneur par le PEDSA précèdent les années 2000. Ils étaient présents dans la *Spatial Development Initiative* (SDI) lancée par l'Afrique du Sud à la fin des années 1990. Cette politique postapartheid cherchait à rééquilibrer le territoire sud-africain en connectant les zones portuaires littorales plus aisées à leur hinterland (Guyot et Dellier 2008). Dès 1995 le *Maputo Development Corridor* a ainsi été lancé pour réhabiliter les infrastructures de Maputo, débouché historique des mines du Transvaal, et attirer les investissements (Lamy-Giner 2009). Cette stratégie territoriale a été promue par l'Afrique du Sud dans le cadre de la SADC en 1996 et mise en œuvre par les différents pays membres (Foucher et Darbon 2001; Lamy-Giner 2009). Elle converge avec la stratégie de ces pays, qui dès les années 1980, souhaitaient réhabiliter les corridors d'exportation, notamment pour échapper à la dépendance économique vis à vis du régime de l'apartheid (Tsie 1996; Schoeman 2002). Au Mozambique six corridors de Développement, reprenant les principaux corridors de transport ont ainsi été identifiés. Ils font suite à la mise en place d'infrastructures routières, ferroviaires et portuaires pendant la période coloniale, et à leur détérioration pendant la guerre de libération puis la guerre civile

(Fonseca 2003). Après leur mise en concession dans les années 1990, l'Etat mozambicain est devenu une « courroie de transmission » pour que les investisseurs privés se fixent dans ces corridors (Söderbaum et Taylor 2001).

Le NEPAD et la Banque Africaine de Développement ont également adopté la représentation de « corridors de Développement » dès 2007. En 2009, le *World Development Report* de la Banque mondiale a mis en avant l'économie géographique et l'importance des corridors de transport dans le Développement (World Bank 2009). Il affirme que les institutions et les infrastructures peuvent résoudre les défis posés par les « 3D : Distance, Densité et Divisions ». Les corridors permettent d'accroître les accès aux marchés via les transports, de densifier les populations et les investissements, et de traverser les frontières. Les corridors comme sites de Développement font également l'objet d'un chapitre dans le rapport *La Montée en Puissance du Mozambique* publié par le FMI en 2014 (Ross 2014, 93-102). Ces différentes origines ont largement été mélangées dans un ensemble de documents, si bien que les « corridors de Développement » du PEDSA font tantôt référence aux infrastructures, tantôt aux *clusters* agricoles et aux chaînes de valeurs.

Le marché est également une représentation centrale du PEDSA et du PNISA, notamment de leur 2<sup>ème</sup> pilier (voir la section 1.1.). Il doit permettre à la fois la commercialisation des intrants, la vente des surplus, l'accroissement des revenus des producteurs, l'approvisionnement alimentaire des consommateurs, et l'augmentation des devises du pays. Cette représentation est fondée sur une dichotomie simpliste Etat/marché et Etat/acteurs privés. Elle s'inscrit à contrepied des études économiques qui soulignent la complexité des relations d'échanges et leur nature politique. Ce dualisme, qui représente le marché comme fondamentalement « bon » et l'intervention étatique comme systématiquement « mauvaise » est au centre du discours de la Banque mondiale (Hibou 1998, 63-64). Il conduit à représenter le marché comme un dispositif technique et apolitique nécessairement souhaitable. Karl Polanyi date l'émergence de l'idéologie d'une domination de l'économique et du marché, représenté comme une « création institutionnelle dernier cri », à l'Europe du 19<sup>ème</sup> siècle (Sartre 2016, 24-25). Après avoir désencastré le marché du social pour le faire apparaître comme un mécanisme autonome, les hommes l'auraient ré-enchâssé pour réguler de nombreuses relations de sociétés dites de marché. Mais comment cette représentation se retrouve-t-elle dans la politique agricole mozambicaine ?

Jusqu'à l'indépendance, l'économie agricole du Mozambique était fortement contrôlée par un Etat portugais autoritaire et façonnée par de grandes compagnies et des investisseurs européens (Pitcher 1993). L'Etat soutenait de multiples manières l'implantation d'investisseurs portugais, le recrutement de la main d'œuvre et l'exportation du coton, du tabac ou encore du sisal (Navohola 2010; Galvão 2013; Castelo 2016). La nationalisation et le fort soutien aux fermes d'Etat après l'indépendance du Mozambique en 1975 allaient également contre la représentation du marché comme mécanisme d'organisation de l'agriculture. Le tournant vers une rhétorique du marché s'est opéré dans les années 1980 sous l'influence combinée de pressions internes et externes (Pitcher 2002, 101). Les discours sur le marché libre et la dérégulation des investissements privés ont augmenté à mesure que l'Etat cherchait le soutien de bailleurs extérieurs pour faire face à son endettement et à l'opposition armée de la RENAMO (Cahen 1987; Pitcher 2002, 105). Cette représentation est devenue dominante après 1992 et a été fortement louée par la Banque mondiale<sup>151</sup>. Elle répondait aussi aux demandes d'élites mozambicaines souhaitant investir et s'engager dans des *joint ventures*.

Dans les années 1990, plusieurs fondations et universités étrangères ont soutenu la formation d'économistes agricoles africains, dont des mozambicains, pour qu'ils participent à produire une nouvelle représentation de l'agriculture. Devant le constat du faible niveau de connaissances en économie agricole, l'IFPRI et la Fondation Rockefeller ont par exemple mis en place des formations au sein d'un réseau d'universités africaines<sup>152</sup>. Si les résultats sont limités au dire de l'IFPRI, notamment du fait d'une faible maîtrise des modèles par les élites africaines<sup>153</sup>, ces premiers projets ont permis de socialiser les élites des différents pays à la construction de politiques agricoles qui intègrent vision, piliers, scénarios et indicateurs

---

<sup>151</sup> Dans un document de 1997 la Banque mondiale félicite ainsi le Mozambique pour ses progrès vers le marché. Selon elle, « *Mozambique has in recent years made substantial progress towards bringing about market-based growth. Its agricultural sector is well placed for expansion* », Mozambique Agricultural Sector Memorandum, Report N° 16529 Moz, April 30, 1997.

<sup>152</sup> L'IFPRI organise une conférence à Entebbe en 2000 afin d'évaluer « l'offre et la demande d'économistes agricoles ». Suite au constat d'une insuffisance, le Réseau Vision 2020 écrit une note à la Fondation Rockefeller pour demander un soutien financier. Ce dernier envoie deux consultants (Obwona de l'IFPRI et Prof. David Norman de l'Université du Kansas) qui vont évaluer les universités, les programmes, et les demandes et conclure qu'il faut plus de formation « non seulement pour la recherche académique, mais aussi pour la diversité des besoins dans les secteurs publics, privés, les ONG et les institutions de recherche ». Un Workshop de validation est organisé à Nairobi en 2001, afin de mettre en place une réflexion stratégique. S'en suit la formation d'un *Steering Committee* (dominé par l'IFPRI et la Fondation Rockefeller), d'un *Agricultural Economics Education Board* (AEEB) et d'une série de réunions, de tables rondes et de cycles de discussion, sous financements de la Fondation Rockefeller, de la COMART (Canada), de l'*African Capacity Building Foundation*, du SIDA, de l'USAID et de l'IDRC. Le CMAAE, *Collaborative Masters Programme in Agriculture and Applied Economics in Eastern, Central and Southern Africa*, voit ainsi le jour en 2005. La formation doit être « pertinente en regard de la modernisation rurale et du développement du secteur agro-industriel » et comprend de la micro-économie, de la modélisation et des statistiques. <http://www.agricultureconomics.net/program/home.asp>.

<sup>153</sup> Voir notamment Cornilleau (2016) pour les difficultés de transfert au Malawi et les désillusions d'un expert.

économiques diverses. Ceci a contribué à mettre en place des bases de données, des modèles, et des indicateurs centrés sur l'économie de marché<sup>154</sup>.

La lecture par potentiel contribue également à cette représentation du marché salvateur. En effet, elle met l'accent sur l'écart entre la situation actuelle et ce qu'elle pourrait être. Elle renforce ainsi les lectures des hauts fonctionnaires comme des « rentiers », qui empêchent l'atteinte d'une situation meilleure, et des politiques sociales comme de l'assistanat, qui conduisent à un décrochage avec le marché. Ces représentations de l'inefficacité de l'Etat remontent aux années 1970 (Krueger 1974). La mise en lumière d'un fort potentiel et sa spatialisation sous la forme de corridors et de clusters les réactivent. Elles rendent caduques les politiques d'intervention totale et font miroiter les bénéfices d'interventions ciblées, selon une logique marchande. La représentation d'un fort potentiel à saisir par des mécanismes de marché conduit également à promouvoir les investisseurs et le secteur privé.

### 3.3.3. La place centrale du secteur privé et de l'investissement

Le secteur privé et plus précisément les investisseurs privés sont des acteurs centraux dans la représentation de l'agriculture promue par le PEDSA. Dans la version de 2008 il existait d'ailleurs un « cinquième pilier » consacré à la facilitation des investissements privés. Le PEDSA soutient en effet, que si le secteur public injecte « l'énergie d'activation », ce sont les acteurs privés qui fournissent les services nécessaires à la production, assurent les financements, transforment, et commercialisent les récoltes. En regard de ce rôle majeur, le PEDSA annonce qu'un des objectifs des interventions publiques est de soutenir les initiatives privées.

Ce poids du privé dans le secteur agricole est ancien. Les acteurs privés, et plus précisément les firmes ont joué un rôle central sur la construction des espaces en Afrique depuis des décennies, voir des siècles, dessinant une deuxième partition de l'Afrique (Hopkins 1976a, 1976b). Au Mozambique cependant, Antonio Salazar a cherché à limiter le

---

<sup>154</sup> L'IFPRI n'est pas la seule institution à être intervenue : l'Université d'Etat du Michigan, l'Université du Missouri via le *Food and Agricultural Policy Research Institute* (FAPRI, le Centre Français d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) contribuent également à la mise en place de formations et d'instruments à destination des élites africaines. Plusieurs des institutions contribuent au Consortium de Modélisation pour la Croissance de l'Afrique et des Politiques de Développement (AGRODEP), dont l'objectif est de « mettre en réseau les experts à la pointe pour créer la masse critique d'expertise locale en modélisation » (IFPRI 2009).

rôle des acteurs privés dès les années 1930, pour s'assurer que les activités économiques bénéficieraient avant tout au Portugal (Smith 1974). La proclamation d'une République Populaire en juin 1975 et le choix du FRELIMO de devenir un parti « marxiste-léniniste » en 1977 ont également conduit à de nombreuses représentations négatives du secteur privé<sup>155</sup>. En 2004, ProAgri II affirmait que l'omniprésence de l'Etat dans l'agriculture n'était pas idéale et qu'une intervention indirecte, soutenant le Développement du secteur privé était souhaitable (ProAgri II 2004). La section consacrée au secteur privé ne dressait cependant pas un tableau flatteur. Elle décrivait un secteur privé embryonnaire, « très faible », et une agriculture dominée par le secteur informel. Bien que les acteurs privés aient prospéré malgré ces discours, leur réhabilitation dans les représentations nationales est récente.

L'après seconde guerre mondiale a été marqué par une croissance agricole largement portée par les Etats. Les acteurs privés se sont cependant affirmés avec la transformation du régime de l'aide dans les années 1990. La fin de la Guerre Froide a conduit à une réduction de l'aide publique au développement, qui s'est alors focalisée sur le refinancement de la dette, les conséquences sociales des ajustements structurels et les situations de crise (Severino et Ray 2011). Cette orientation a ouvert le Développement à une multitude d'organisations non gouvernementales telles que les fondations philanthropiques, les ONG et les entreprises privées. Ces dernières se sont en particulier centrées sur les infrastructures et les secteurs productifs délaissés par l'aide au Développement. Au Mozambique, les plans d'ajustement structurels des années 1980 ont été accompagnés de discours faisant appel aux investisseurs mozambicains et étrangers (Myers et West 1993). La privatisation est profondément liée aux positions de pouvoir et contribue au redéploiement de l'Etat (Hibou 1999; Pitcher 2002). Elle repose cependant sur une représentation positive du « secteur privé » qui le rend légitime.

La place centrale accordée aux acteurs privés dans la construction de la politique agricole est cependant nouvelle. Non seulement ils doivent l'implémenter mais encore ils participent à la construire. L'originalité n'est pas tant leur intervention dans l'agriculture que leur reconnaissance comme des acteurs de coopération internationale (Binet 2014). Depuis les années 2000, ils ne font pas uniquement partie de la mise en œuvre mais également de la formulation des politiques publiques, de la validation des plans d'investissement et de l'évaluation des politiques du gouvernement. Cela passe notamment par l'élaboration des plans d'investissement dans le cadre des CAADP et du NEPAD et se traduit par une

---

<sup>155</sup> Voir notamment (Bowen 2000). Sur les contradictions entre discours marxiste et nature de l'Etat mozambicain voir (Cahen 1987).

transformation des politiques publiques, au profit de la promotion des interventions privées. Au Mozambique, le secteur privé est particulièrement présent dans le cadre du PNISA, où les principales firmes ont été invitées.

Une ambiguïté majeure sous-tend cependant la centralité du secteur privé. Si l'ébauche de 2008 distinguait le « secteur privé » des « petits producteurs », les versions de 2010 et 2011 les assimilent. Le secteur privé comprend ainsi à la fois les producteurs, les commerçants, les transformateurs, les fournisseurs de services et les institutions de financement. Cet élargissement du « secteur privé » a deux avantages majeurs. Premièrement, il permet de comptabiliser les petits producteurs comme des bénéficiaires du soutien au secteur privé. Puisqu'ils font par définition partie de ce dernier, il est possible d'affirmer qu'un soutien à l'investissement privé est un soutien aux petits producteurs. Deuxièmement, cette assimilation masque les contradictions qui peuvent exister entre les différents acteurs du secteur privé. Les entreprises avec des capitaux importants sont censées avoir les mêmes intérêts que les petits producteurs. Vendeurs d'intrants, utilisateurs et acheteurs de surplus sont sensés tous bénéficier du marché alors que leurs intérêts en termes de prix sont clairement divergents. L'avènement du secteur et de l'investissement privés repose donc sur une représentation simpliste qui occulte les rapports de pouvoirs entre acteurs.

## Conclusion du chapitre 3

Ce chapitre contextualisait et explorait la coproduction du dispositif institutionnel et conceptuel au centre du PEDSA. Les deux premières sections ont montré que le PEDSA était un plan sectoriel qui visait à intégrer toutes les activités touchant à la production, la commercialisation, et la consommation de denrées agricoles à l'échelle du Mozambique. Elles ont également souligné l'objectif de coordination des différents acteurs qui interviennent dans le secteur agricole. Enfin, elles ont analysé le PEDSA comme une brique africaine, affiché comme endogène et support d'un pacte et d'un plan d'investissement (PNISA) signé par les bailleurs de fonds et les investisseurs privés.

La troisième section de ce chapitre a démontré qu'au-delà du discours de la nouveauté, le PEDSA reprenait largement des cadrages et des représentations qui le précèdent. On retrouve en particulier l'influence de l'expertise agronomique - qui a émergé en Europe et aux Etats Unis à la fin du 19<sup>ème</sup> et a été déployée dans le cadre de la colonisation puis des politiques de Développement. Les ontologies polysémiques du « Développement » et de la

« Sécurité Alimentaire » sont également omniprésentes, ainsi que le recours au marché et aux acteurs privés. Elles reprennent les représentations dichotomiques produites par les institutions internationales, qui tendent à occulter les rapports de pouvoirs et les contradictions. Enfin, les représentations centrées sur le potentiel agricole et l'approche par « déficit » de l'agriculture sont également très présentes. Elles s'inscrivent dans la continuité de travaux initiés dans les années 1980 et légitiment des interventions ciblées et productivistes dans l'agriculture.

La coproduction entre représentations de l'agriculture et institutions souhaitées pour la gérer, repose sur des processus de mise en visibilité/mise en invisibilité et de légitimation/dé-légitimation. Nous reprenons dans le tableau de synthèse ci-dessous les éléments discutés dans ce chapitre (Tableau 3.4). L'enjeu n'est pas de critiquer ou de décrédibiliser ces représentations ainsi que les concepteurs et les porteurs du PEDSA. Au contraire, ce chapitre prend au sérieux les représentations qu'ils ont sélectionnées et propose d'explorer les réseaux d'acteurs et d'institutions qui les ont promues. L'enjeu est de dénaturiser les représentations de l'agriculture en montrant leur histoire et des dynamiques. Cette analyse reste cependant largement prisonnière des jalons posés par les rédacteurs du PEDSA eux même. Pour mieux saisir le sens de cette coproduction, le chapitre suivant analyse la trajectoire du Nord du Mozambique.



<b>Représentation</b>	<b>Visibilité/invisibilité dans l'ordre des savoirs</b>	<b>Légitimation/Dé-légitimation dans l'ordre social</b>
<b>Moderne et Etatique</b>	<b>Visibilise</b> : l'espace national, la production, petits producteurs homogènes <b>Invisibilise</b> : l'histoire, le contexte social et écologique- anhistorique et asociale, les autres activités,	<b>Légitime</b> : l'Etat régulateur, les agronomes, les interventions techniques et la modernisation <b>Délegitime</b> : les activités non-agricoles les structures sociales locales et régionales, les savoirs des producteurs
<b>Secteur économique</b>	<b>Visibilise</b> : les intrants et la production, les échanges marchands <b>Invisibilise</b> : l'espace, les dimensions non-marchandes	<b>Légitime</b> : les interventions techniques dans l'agriculture, la productivité <b>Délegitime</b> : la multifonctionnalité de l'agriculture
<b>Développement</b>	<b>Visibilise</b> : les indicateurs macroéconomiques, les objectifs de réduction de la pauvreté <b>Invisibilise</b> : les contradictions entre les deux processus	<b>Légitime</b> : La transformation du « secteur agricole », les investissements divers dans l'agriculture <b>Délegitime</b> : les réformes agraires, les politiques sociales d'accompagnement
<b>Sécurité Alimentaire</b>	<b>Visibilise</b> : l'objectif de production, la productivité, le marché <b>Invisibilise</b> : les causes de l'insécurité alimentaire	<b>Légitime</b> : le « productionnisme » <b>Délegitime</b> : la question des inégalités sociales et économiques et de la redistribution
<b>Potentiel Agricole</b>	<b>Visibilise</b> : l'écart au rendement <b>Invisibilise</b> : les productions multiples, les autres rationalisations et activités	<b>Légitime</b> : les agronomes, l'agriculture « hautement moderne », l'efficience <b>Délegitime</b> : les savoirs des producteurs et la pluriactivité, les usages non productifs de l'espace
<b>Le secteur Privé</b>	<b>Visibilise</b> : les bienfaits du marché et des investissements privés <b>Invisibilise</b> : les contradictions entre les différents acteurs du « secteur privé »	<b>Légitime</b> : les investisseurs et l'agrobusiness <b>Délegitime</b> : l'Etat et les petits producteurs
<b>Corridors</b>	<b>Visibilise</b> : zonage, marché, chaînes de valeurs, infrastructures de transports et potentiels de retour. <b>Invisibilise</b> : les zones grises, les contradictions entre ciblage et objectifs	<b>Légitime</b> : la concentration et la reproduction des centralités <b>Délegitime</b> : les espaces marginaux à faible densité d'infrastructures et d'habitants

Tableau 3.4 : Synthèse des représentations du PEDSA explorées dans le chapitre 3, soulignant les éléments rendus visibles ou invisibles ainsi que ceux légitimés ou délégitimés. Source : N. Leblond, 2016

## **Chapitre 4 : La coproduction du PEDSA à l'épreuve du Nord du Mozambique**

Le chapitre précédent a analysé la coproduction du Plan Stratégique pour le Développement du Secteur Agricole (PEDSA) à partir des représentations de ses auteurs. Il a montré que l'Etat mozambicain se représentait au sommet du secteur agricole et en position de contrôle des interventions dans le territoire national. L'Etat se place comme un acteur incontournable, qui centralise les interventions des institutions nationales, des investisseurs privés et de l'aide au Développement. Il met en avant la fertilité et la disponibilité des terres agricoles mozambicaines pour attirer des capitaux dans six corridors de Développement. Enfin, il réaffirme son engagement vis-à-vis du Développement agricole et de la sécurité alimentaire des producteurs et de la nation.

L'objectif de ce chapitre est de situer le PEDSA à partir de l'histoire de la région nord du Mozambique. Il s'agit en particulier de mettre en perspective le cadrage historique, social et spatial établi par ses auteurs. Ce chapitre montre comment différents groupes sociaux se sont succédés, chevauchés et concurrencés, pour contrôler l'espace Nord mozambicain et sa production agricole. Il souligne la construction tardive de l'Etat colonial puis mozambicain et l'ancienneté des corridors et de l'intervention des acteurs privés. Il met également en lumière la multiplicité des réseaux agricoles marchands, déployés au-delà des frontières nationales. Enfin, il souligne l'hétérogénéité des espaces ruraux et des systèmes d'activités et le découplage entre pouvoir politique et production agricole. Cette remise en perspective historique permet d'éclairer la constellation agropolitique sous un angle qui réhabilite les acteurs non-étatiques et la multiplicité des appropriations de l'espace et des ressources. L'objectif est de situer la place et la nature du PEDSA et non pas de l'invalider. Il s'agit, selon la métaphore de James Ferguson (1990), de faire une vivisection de grenouille et non pas de réfuter ses organes.

Il est délicat de retracer l'histoire de la région nord du Mozambique. Premièrement elle a fait l'objet d'une colonisation portugaise limitée. Seules quelques ethnographies missionnaires et d'expéditions anglaises sont disponibles pour éclairer la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Deuxièmement, une grande partie des archives a été perdue, détruite, ou n'est pas encore

accessible<sup>156</sup>. A notre connaissance, il ne reste pas d'archives de la Compagnie du Nyassa [*Companhia do Nyassa*], concessionnaire d'une partie de la région de 1894 à 1929<sup>157</sup>. Troisièmement, la production de connaissance après l'indépendance a privilégié la région Sud, proche de la capitale. Ceci s'explique notamment par une proximité géographique avec le Centre d'Etudes Africaines et l'Université Eduardo Mondlane, unique université jusqu'en 1992<sup>158</sup>. Enfin, l'essentiel des représentations produites par l'Etat mozambicain et les projets de Développement cherchent à établir l'espace Nord comme un grenier sous-exploré concentrant le potentiel agricole du pays (chapitre 3). Ces représentations sont attrayantes et mobilisatrices mais elles génèrent simultanément des ignorances sur les appropriations actuelles de l'espace et de la production.

Compte tenu de ces limites, ce chapitre esquisse une histoire du Nord du Mozambique centrée sur son intégration régionale, nationale et internationale, sur les encadrements qui façonnent l'agriculture, sur la situation économique et sociale des habitants, ainsi que sur la dimension spatiale de leurs systèmes d'activité. Elle s'appuie sur l'analyse de productions cartographiques d'époque ou postérieures, afin de localiser et de spatialiser les éléments abordés. Ces cartes sont révélatrices des convoitises sur l'espace et les Hommes déployées à différents moments. Les travaux de plusieurs historiens sont également centraux, notamment ceux de Maylin Newitt, René Pélissier, Allen Isaacman, Eduardo da Conceição Medeiros, Anne Pitcher et Michel Cahen. Ils sont complétés par des observations de terrain et des entretiens réalisés au Nord du Mozambique (cf. chapitre 2).

Ce chapitre repose sur un découpage de l'histoire du Mozambique en cinq périodes : (1) la période pré-conférence de Berlin (1884-1885), marquée par d'importants échanges marchands et une présence portugaise réduite, (2) la période de mise en concession de l'espace mozambicain, de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle à 1929, caractérisée par une fragmentation de l'espace et une marginalisation de la région nord, (3) la période des années 1930 à l'indépendance de 1975, qui voit dans un premier temps l'affirmation du régime fasciste de *António de Oliveira Salazar*, puis le renforcement d'une lutte pour l'indépendance (4) la période marquée par la tentative de socialisation des campagnes et par l'éclatement d'une

---

<sup>156</sup> Lors d'entretiens dans les administrations des provinces de Niassa et de Nampula, on m'a expliqué que les documents avaient été brûlés à l'indépendance, perdus lors de changements de locaux, ou qu'ils s'étaient abîmés faute d'archivage.

<sup>157</sup> Les archives de la compagnie du Mozambique viennent d'être retrouvées récemment dans un entrepôt de Beira (Allina 2012). Peut-être qu'il en sera de même pour la Compagnie du Nyassa.

<sup>158</sup> L'ambition était de couvrir tout le pays, en témoigne la synthèse de Cahen (1982), mais de fait, le Sud du Mozambique a fait l'objet d'études plus nombreuses et plus approfondies. Pour une analyse critique des travaux du Centre d'Etudes Africaines, notamment en regard de l'espace Nord, voir (Geffray 1988).

guerre civile, de 1975 à 1992, et (5) la période de reconstruction et de libéralisation, qui reproduit la position périphérique de la région nord et de l'agriculture, de 1992 à nos jours.

Ce chapitre propose une mise en perspective historique de la constellation agropolitique nord mozambicaine. Elle permet de souligner la marginalisation progressive de la région nord pour l'Etat mozambicain, la nature fragmentée du territoire national, et l'enclassement inégal de la production agricole dans de nombreux réseaux marchands. Elle situe le PEDSA au-delà du cadrage construit par ses porteurs.

## Section 1 - Une exploration portugaise limitée et une économie mercantile

### 1.1. Un espace peu exploré par les puissances européennes

Jusqu'au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, la présence portugaise au Nord du Mozambique et la connaissance des dynamiques de cet espace par les européens sont très limitées. Vasco de Gama a pourtant débarqué sur l'Ile du Moçambique [*Ilha de Moçambique*] en 1497. Le comptoir de Sofala a été établi à l'exutoire de l'empire du Monomotapa en 1505. Mais, la couronne portugaise peine à établir une « nation portugaise » en Afrique de l'Est (Pabiou-Duchamp 2008). Malgré sa « politique matrimoniale » qui établit des jeunes femmes portugaises dotées en terres [*prazos*] dès le milieu du 16<sup>ème</sup> siècle, seules quelques centaines de portugais s'installent en Afrique de l'Est. Ils finissent par former une société métisse Luso-Africaine, concentrée sur la côte et la vallée du Zambèze. René Pélissier (1984) caractérise la situation de « trois siècles et demi de triomphes avortés » et d'un « impérialisme du pauvre »<sup>159</sup>.

La carte réalisée par Solomon Boulton en 1794 à partir de celle de Jean-Baptiste Bourguignon d'Anville (1697–1782), est révélatrice de la faible connaissance de l'intérieur du Mozambique, en particulier de la région nord (Figure 4.1). Cette carte compile tout le savoir des cartographes européens de l'époque sur le continent Africain, en rejetant les éléments non

---

<sup>159</sup> « En 1858, à l'instar de la quasi-totalité des Etats actuellement connus en Afrique noire, le Mozambique n'existe pas. Ni politiquement, ni ethniquement, ni économiquement, on ne peut lui trouver une quelconque consistance, sinon dans ses accès d'optimisme et l'ignorance de certains cartographes ultérieurs [...]. C'est la « colonie » émietée – l'une des plus abandonnées, d'ailleurs – d'un petit pays de moins de quatre millions d'habitants, sous-administré (12 000 fonctionnaires au total), tragiquement pauvre et désemparé, sans ressources militaires et qui s'épuise à maintenir des garnisons des Açores à Timor afin de continuer une tradition devenue mythique. » (Pélissier 1984, 97).

confirmés et en maintenant vide les espaces non connus. Un bref retour sur sa toponymie met en lumière le peu d'éléments qu'ils connaissaient ainsi que les intérêts économiques des puissances européennes à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle.

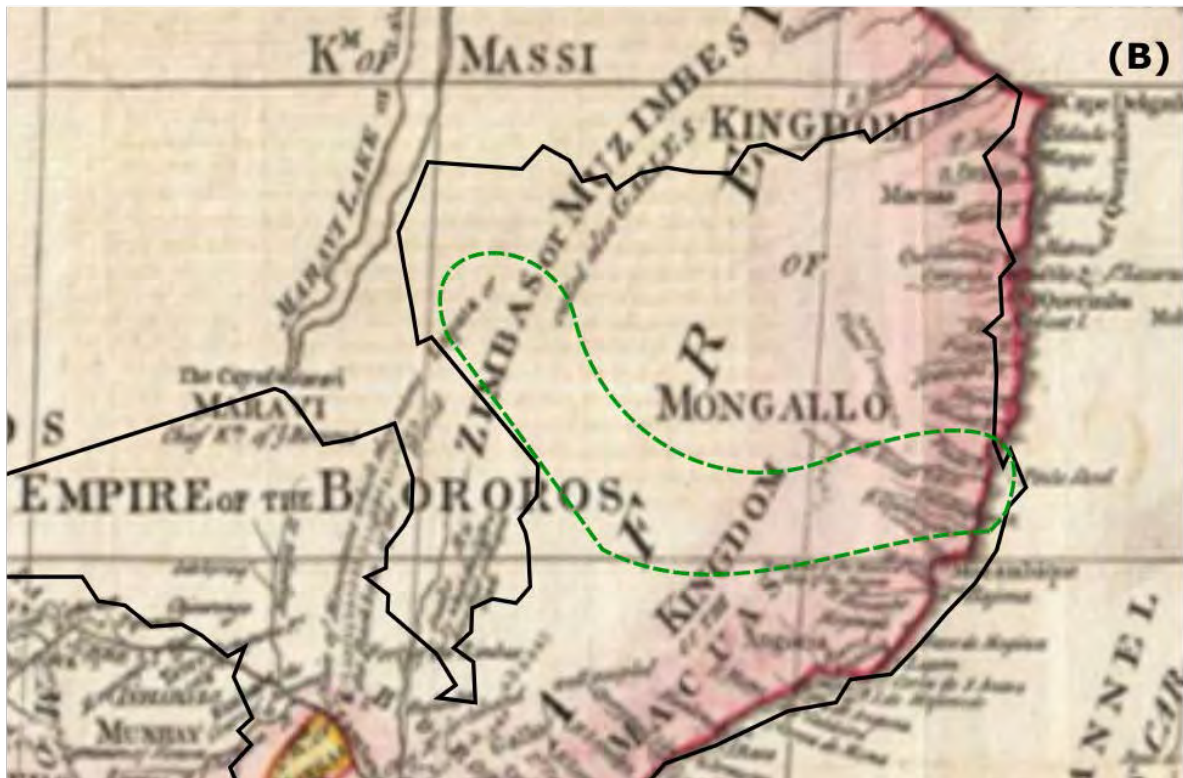
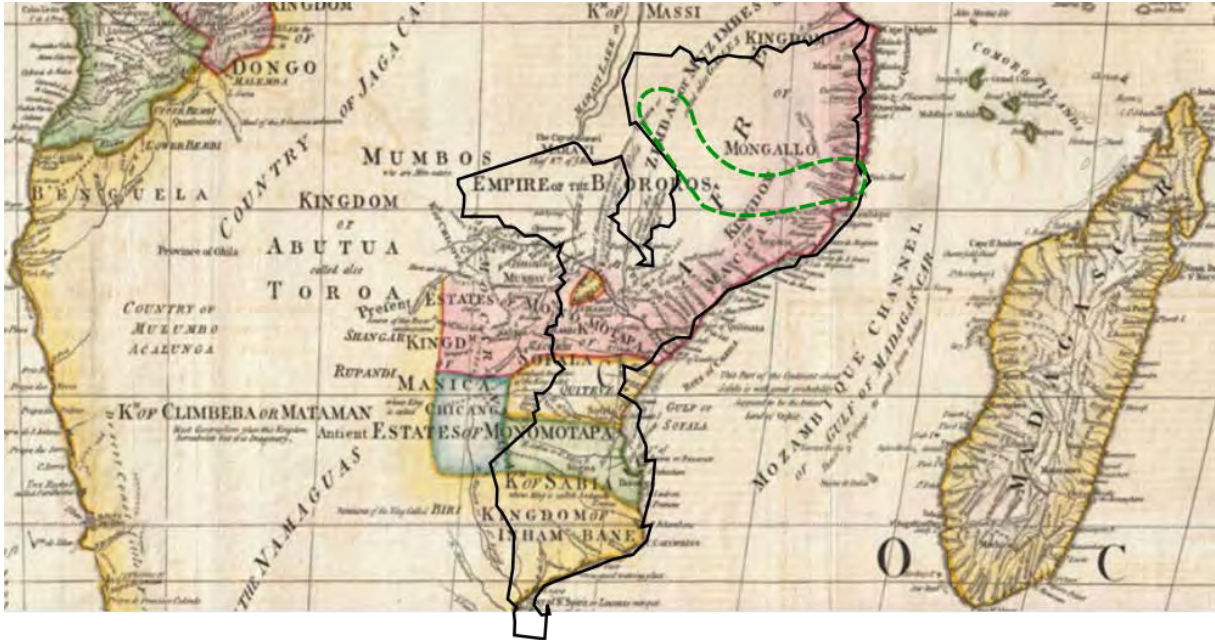


Figure 4.1 : Extraits de la carte de Boulton et d'Anville (1794). L'extrait (A) est centré sur l'Afrique australe et Madagascar, l'extrait (B) est centré sur la région nord du Mozambique. Superposé en noir, les frontières actuelles du Mozambique et en vert, les limites approximatives du Corridor de Nacala.

Alors que la présence d'or dans l'empire du Monomotapa (en vert clair, Figure 4.1.A), attire l'intérêt des portugais, les sociétés du Nord du Mozambique sont moins bien connues. « L'empire Macua » (en rouge Figure 4.1.A et 4.1.B) est en réalité formé d'une diversité de peuples qui se sont établis dans la région à partir des migrations Bantoues<sup>160</sup>. « L'empire des Bororos » n'est autre qu'une transformation portugaise du nom de « Lolos », peuples d'origine Makhuwa-Lomwe se dispersant à partir de Quelimane (Rita-Ferreira 1982, 142:83; M. D. D. Newitt 1982, 152). Il manque par ailleurs sur cette carte les Yao ou Ajaua, établis à l'Est du lac Nyassa et engagés dans des échanges marchands avec la côte dès le début du 17<sup>ème</sup> siècle (Alpers 1969, 406), ainsi que les Makonde, établis sur les plateaux du Sud-Est de la Tanzanie et du Nord-Est du Mozambique à partir du début du 18<sup>ème</sup> siècle<sup>161</sup>. Les « Zimbas ou Muzimbes » distingués sur la carte sont un groupe de « l'empire Marave », établi depuis le 16<sup>ème</sup> siècle<sup>162</sup> et dominant le commerce longue distance depuis le 17<sup>ème</sup> siècle (Fernandez-Fernandez 1976, 38-39; Macaire 1996, 37). Quant au « royaume Massi », il s'agit en fait des peuples autour du « lac N'yassi » que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de lac Nyassa (Cooley 1845, 202).

Enfin, le « royaume de Mongallo » inscrit sur la carte n'existe pas dans l'historiographie des royaumes précoloniaux et coloniaux du Mozambique. Son nom dériverait de la « rivière Mongallo », qui n'est autre que l'actuel Rovuma (Souza Cruz, de 2009). Il apparaît toutefois sur des cartes françaises de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle (ex. Bonne 1791) et dans des manuels de géographie française du début du 19<sup>ème</sup> siècle, qui y mentionnent d'importantes ressources en or (Lallemand 1821, 488; Langlois 1819, 495; Guthrie 1817, 933). La carte de Boulton est alors révélatrice de la stratégie d'intéressement des agents

<sup>160</sup> Ces migrations sont encore très peu connues. Les études linguistiques et génétiques situent le foyer Bantou au niveau de l'actuelle frontière entre le Nigeria et le Cameroun. Ils auraient migré il y a 5000 ans, formant un foyer en Afrique de l'Est. Ce dernier se serait étendu à la fois par le Rovuma, conduisant à des migrations bantoues qui arrivent au Natal au 4<sup>ème</sup> siècle, et le long du lac Malawi (Lac Nyassa), parvenant dans la région du Transvaal au 6<sup>ème</sup> siècle (Pereira et al. 2001; Pakendorf, Bostoen, et de Filippo 2011). Les études archéologiques et linguistiques confirment que des peuples bantous ont atteint les côtes Est africaines avant le 5<sup>ème</sup> siècle et pas plus tardivement, comme cela a longtemps été pensé (Chami 1998). D'après Pierre Macaire (1996, 37) les populations bantoues établies au Nord du Mozambique se seraient progressivement séparées en deux branches proto-Makhuwa entre le 9<sup>ème</sup> et le 11<sup>ème</sup> siècle (1) une branche correspondant aux Makhuwa actuels et (2) une branche correspondant aux Lomwe et aux Lolo.

<sup>161</sup> L'origine des Makonde est peu documentée. Les premières références dans la documentation portugaise remontent à Ibo au début du 19<sup>ème</sup> siècle (Liesegang 2006), soit un demi-siècle avant le début des migrations du Mfecane. Des éléments linguistiques permettent de supposer des liens aux peuples Chewa ou Shona. Si la formation de ce peuple remonte effectivement au début du 19<sup>ème</sup> siècle, alors cela peut expliquer leur absence sur une carte de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle.

<sup>162</sup> L'historiographie des Marave, en particulier leur origine, est controversée. La version dominante place l'arrivée des Marave autour du 15<sup>ème</sup> et du 16<sup>ème</sup> siècle (Rita-Ferreira 1982, 142:53; Macaire 1996; Alpers 1975b). Maylin Newitt (1982) déconstruit cependant les sources d'Alpers pour souligner qu'elles ne permettent pas d'affirmer la présence Marave avant le milieu du 16<sup>ème</sup> siècle.

commerciaux et des autorités coloniales françaises. Dès les années 1730, et surtout dans les années 1780-1800, les français comptent parmi les premiers marchands d'esclaves de la région<sup>163</sup>. Ils souhaitent implanter un comptoir esclavagiste à « Mongallo » (M. Newitt 1995, 247; Alpers 1970, 118). A défaut d'éclairer le fonctionnement de l'espace Nord mozambicain, les cartes d'époques montrent donc sa faible exploration par les puissances européennes.

## 1.2. Une intégration dans les réseaux marchands de l'océan Indien

Au-delà de la connaissance limitée des explorateurs européens, les historiens, les archéologues et les linguistes ont montré que le Nord du Mozambique était largement intégré dans des réseaux commerciaux de l'océan Indien dès le 8<sup>ème</sup> siècle. Des peuples bantous ont formé la base de la culture Swahili sur plus de 2500 km de côtes Est africaines (Chami 1998). Dès le 8<sup>ème</sup> siècle, ils ont développé une culture cosmopolite, fondée sur l'exportation de produits de l'hinterland africain (ivoire, bois, or, pierres) et la conservation de la majorité des produits importés (porcelaines, perles, tissus, livres, mobilier) (LaViolette 2008). Ainsi, entre le 12<sup>ème</sup> et le 16<sup>ème</sup> siècle, le Nord du Mozambique a attiré, et est parcouru par, des commerçants et des migrants swahilis, indiens, puis arabes. Leurs marchands, basés sur la côte, sillonnent l'intérieur mozambicain à la recherche de produits et en particulier d'ivoire et de denrées agricoles. Ils marquent la première intégration des habitants dans une économie marchande transnationale. A partir du 18<sup>ème</sup> siècle, la vente d'esclaves devient prépondérante dans ces différents réseaux<sup>164</sup>.

Edward Alpers (1969, 29), brossant une situation générale des peuples Yao, Makhuwa-Lomwe, et Maravi, et des différenciations sociales induites par les activités de production et d'échange, souligne que leur économie n'est pas fondée sur une agriculture de « subsistance ». Si les Maravi sont d'excellents agriculteurs, ils sont également impliqués dans des activités de forge et de production de coton et de tissus réputés. Les Makhuwa au contraire déploient des activités de cueillette et de chasse, en particulier pour l'ivoire, et échangent beaucoup avec les peuples voisins. Les Yao, dans une situation intermédiaire, à la

---

<sup>163</sup> Voir (Alpers 1970). Il estime que dans les années 1770 environ 4500 esclaves étaient achetés annuellement par les français dans les ports de Moçambique, Ibo, Kilwa et Zanzibar, majoritairement à destination de l'île Bourbon [la Réunion] et de l'île de France [Ile Maurice].

<sup>164</sup> Les Swahili achètent des esclaves Makhuwa dès le 16<sup>ème</sup> siècle (Médard 2013, 68; Vernet 2009). Au 17<sup>ème</sup> les Swahili et les Portugais organisent à partir de Sofala et de Moçambique un commerce d'esclaves à destination de leurs propres peuplements, des marchands arabes et de Goa. Entre 1770 et 1790, la demande française conduit à l'exportation de plusieurs milliers d'esclaves par an à partir du Nord du Mozambique (Alpers 1970). Le développement d'une économie de plantations à Zanzibar et à Oman conduit également à une forte demande d'esclaves par les marchands arabes dès le milieu du 17<sup>ème</sup> siècle (Vernet 2009; Mutiua 2014, 22).

fois agriculteurs et chasseurs, sont également de grands voyageurs qui commercent jusqu'à la côte et qui se réorientent au 19<sup>ème</sup> siècle vers le commerce d'esclaves.

Les réseaux marchands reconfigurent les systèmes d'activités pour les intégrer dans des échanges internationaux. La carte de Gerard Liesegang (1986) représente la multiplicité de ces réseaux qui connectent les espaces intérieurs et littoraux à la fin du 19<sup>ème</sup> (Figure 4.2). Les habitants associent des cultures commerciales (ex. cacahuètes, sésame, noix de cocoprah) à la culture du sorgho. Elles sont exportées au niveau des principaux comptoirs portugais (Medeiros 1997, 103-8). Des marchands arabes diffusent la culture du coton à l'intérieur des terres dès le milieu du 18<sup>ème</sup> siècle (Pires 1944, 90). Le maïs et le manioc sont introduits à partir de la deuxième moitié du 18<sup>ème</sup> siècle et largement adoptés un siècle plus tard (Alpers 1975b, 5). Chez les Makhuwa, les activités de chasse groupée contribuent à ouvrir de nouveaux territoires, tandis que chasse et commerce sont des vecteurs de différenciation sociale chez les Yao (Alpers 1975b, 11-17). Les échanges transforment donc les chefferies. Ils renforcent les chefs Makhuwa qui prélèvent des tribus sur les commerçants (Henri E. O'Neill 1882). Au contraire, ils affaiblissent le roi Chewa, qui ne parvient pas à monopoliser les réseaux commerciaux, et autonomisent les chefferies Yao (Langworthy 1971).



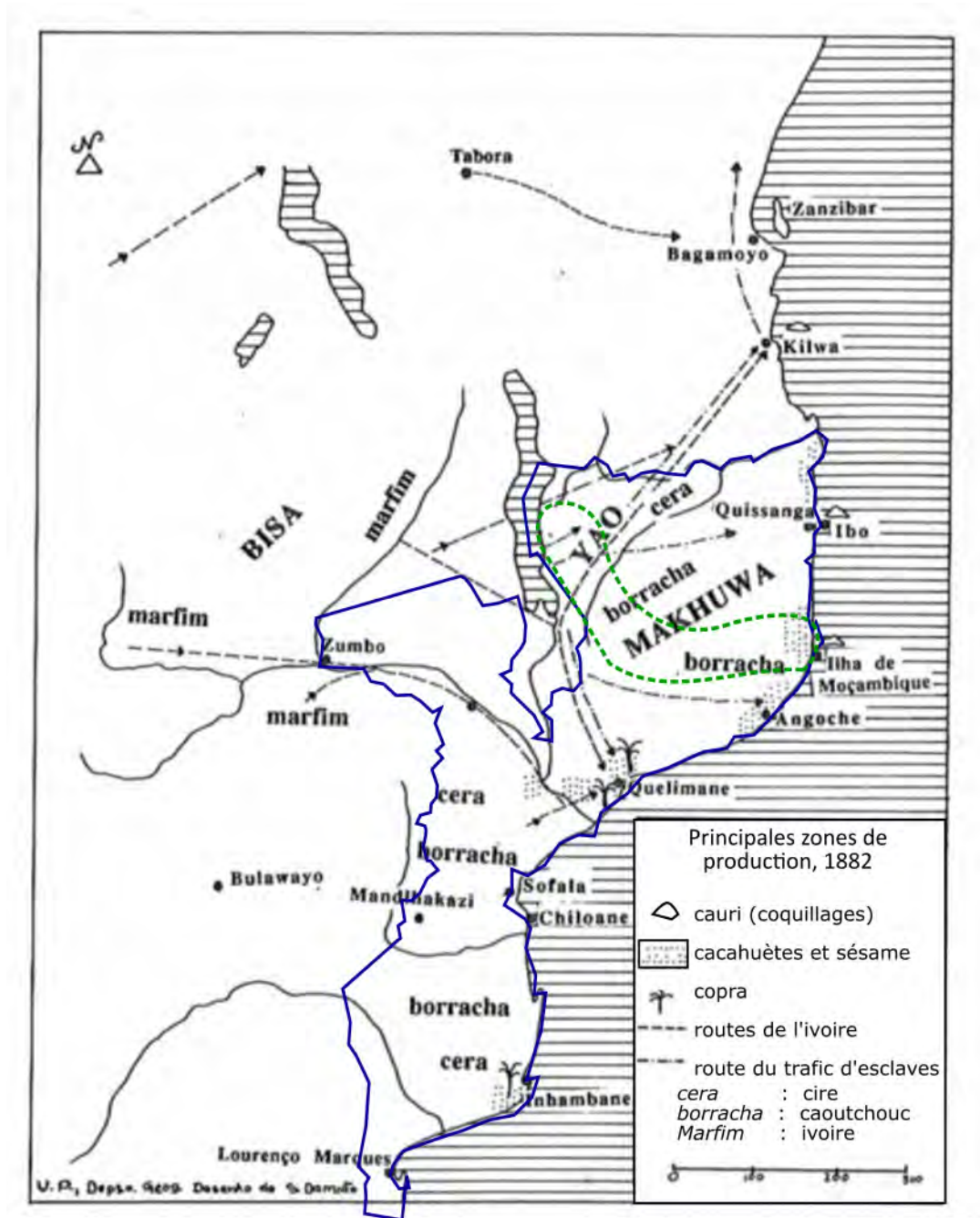


Figure 4.2 : Carte du commerce d'importation et d'exportation du Mozambique en 1882, réalisée par Gerhard Liesegang (1986). Traduction de la légende par l'auteur et superposition des limites actuelles du Mozambique et du corridor de Nacala. Carte reproduite à partir de Medeiros (1997, 105)

Les Portugais font de l'Ile du Moçambique la capitale en 1818, pour réaffirmer leur souveraineté sur les côtes. Leur incapacité à développer une économie de plantation centrée sur le coton dans les années 1860-1870, est révélatrice de leur faible emprise (Pitcher 1991). Bien que le gouverneur général de l'Angola et du Mozambique ait facilité l'accès à des concessions foncières de 1000 ha et à des semences de qualité, les planteurs ont de grandes difficultés à recruter et à soumettre la main d'œuvre africaine. Ils font face à une dépopulation

engendrée par le commerce d'esclaves<sup>165</sup>. Les habitants préfèrent de plus maintenir leurs activités de production et de commerce et contrôler les routes commerciales<sup>166</sup>. Enfin, les colons ne parviennent pas à empêcher la fuite des africains libres et de la main d'œuvre vers les régions intérieures<sup>167</sup>.

### 1.3. Une colonie virtuelle à la veille de la conférence de Berlin

Au 19<sup>ème</sup> siècle, les portugais ont dominé une partie des réseaux marchands mais leur connaissance et leur contrôle de l'espace intérieur sont toujours limités. Ils ne maîtrisent que les « *terras firmes* », c'est à dire la tête de pont où aboutissent les caravanes de porteurs et où se trouvent les maisons du gouverneur général, des marchands et quelques plantations. Ils contrôlent tout au plus 500 km<sup>2</sup> (50 000ha) et 15 000 hommes (Pélissier, 1984) et s'informent sur leur province par l'intermédiaire des expéditions du consul Britannique Henry O'Neill (1882; 1884; 1884). A la veille de la conférence de Berlin, la carte de George Cawston (1889) fait apparaître cette présence réduite. Cette carte est également révélatrice des enjeux géopolitiques dans lequel le Nord du Mozambique est inséré et qui vont façonner son devenir. La conférence de Berlin (15 novembre 1884 – 26 février 1885), précise les règles relatives à l'occupation effective des territoires africains. Dès 1886, le Portugal affirme sa volonté de souveraineté sur les territoires séparant l'Angola et le Mozambique. La Grande Bretagne, par contre, convoite la région centrale pour lier le Cap au Caire et exploiter les minerais. La carte de Cawston (Figure 4.3) utilise des aplats de couleurs dégradés de façon stratégique, pour réduire l'influence portugaise d'une part et exagérer l'influence anglaise de l'autre<sup>168</sup>. Elle favorise les revendications de la *British South Africa Company* dont George Cawson est un membre fondateur en 1889. Elle décrédibilise la carte *cor-de-rosa* établie par les portugais en 1886 et liant les côtes Est et Ouest (Annexe 4.1).

---

<sup>165</sup> 364 000 esclaves ont été exportés vers les Mascareignes à partir de la côte Est Africaine et Madagascar entre 1670 et 1848 (Médard, 2013 ; p.72). Environ 500 000 esclaves ont été exportés du Mozambique vers les îles de l'océan indien entre le 18<sup>ème</sup> et le 19<sup>ème</sup> (Capela et Medeiros 1995). Le Makhuwana (ou Macuana) a été une source majeure d'esclaves ce qui a engendré un fort dépeuplement à la fin du 19<sup>ème</sup> (Hafkin 1973, 27-28).

<sup>166</sup> Le contrôle de l'accès au littoral des caravanes d'ivoire et d'esclaves est une source de richesses et de pouvoir pour de nombreuses chefferies. Les chefferies Makhuwa-Metto se renforcent le long du fleuve Lurio ainsi à partir des années 1830 (Medeiros, 65-68). Il en est de même de la chefferie Makhuwa Mauruça [ou Maurusa] qui fait face à l'île de Moçambique (Mutuua 2014, 18). Dans l'intérieur, le commerce d'esclaves accroît les territoires des chefferies Yao (Alpers 1969).

<sup>167</sup> Des familles voir des chefferies entières fuient pour éviter les razzias et le travail sur les plantations. L'augmentation du commerce d'esclaves après 1880 et les remontées Ngoni (*Mfecane* ou *Maviti*) conduisent à une multiplication de raids sur les caravanes et à des déplacements de populations (Medeiros, 1997, 70).

<sup>168</sup> Au-delà du cas stratégique particulier, de nombreuses cartes soulignent la présence portugaise limitée à l'intérieur des terres. Voir, par exemple, les cartes de Richard Andree dans *Allgemeiner Handatlas* (1881) et les cartes détaillées de René Pélissier (1984, 240-241).

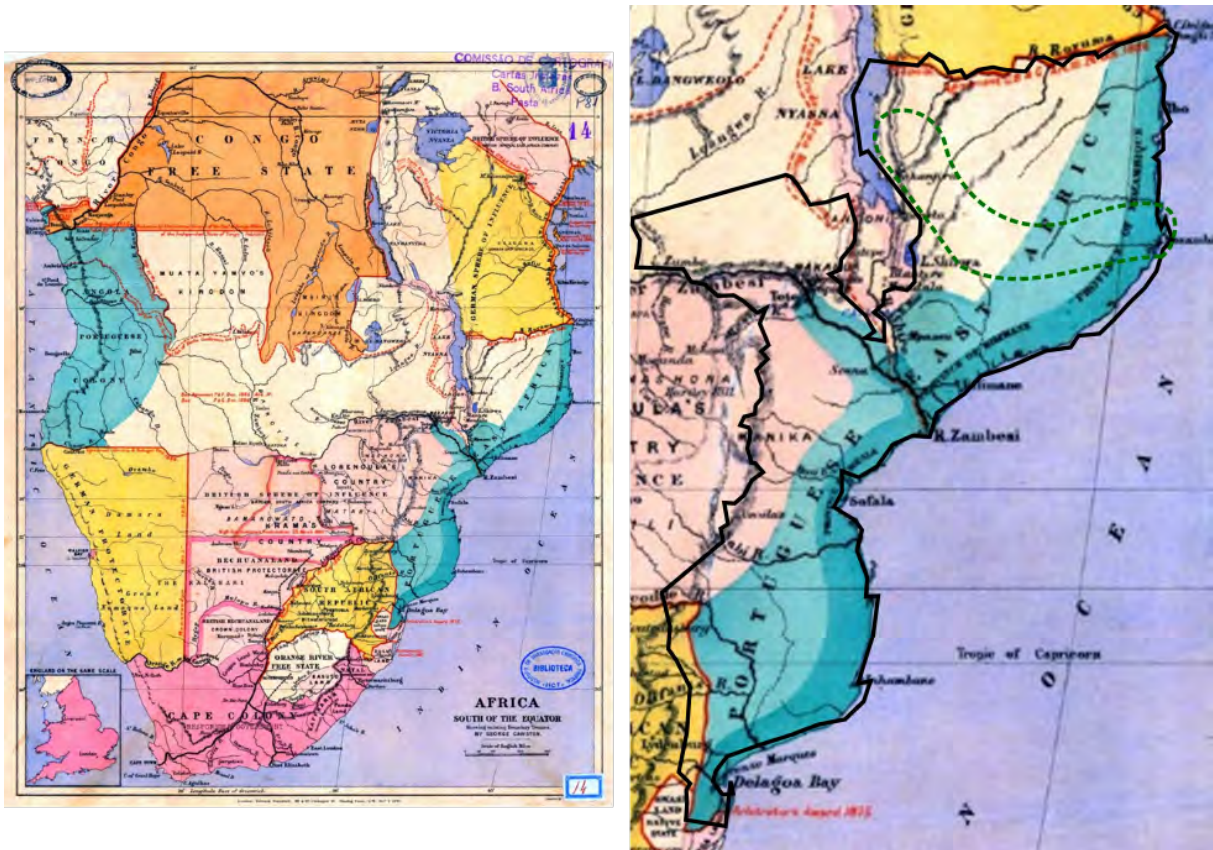


Figure 4.3: Carte de l'occupation de l'Afrique avant la conférence de Berlin de 1883 de George Cawston (1889) et détail de la côte Est-Africaine au niveau du Mozambique. Frontières actuelles du Mozambique et du corridor de Nacala ajoutées par l'auteur.

L'économie politique du Nord du Mozambique reste largement dominée par les chefferies africaines et le commerce de l'océan indien jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Suite à l'échec de plusieurs campagnes militaires et devant l'importance des résistances, les portugais ont opté pour une « politique de survie » ou « politique de collaboration » par laquelle ils maintiennent un *statu quo* avec les Etats africains et swahilis de la côte et de l'intérieur<sup>169</sup> (Mutua 2014, 27-31; Alpers 1975a; Hafkin 1973; Péliissier 1984, 190). Malgré l'abolition du commerce d'esclaves (1836), la traite continue jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle<sup>170</sup>. Les portugais soutiennent cette activité illégale qui constitue 60% de leurs recettes *via* les droits de douane (Péliissier, 1984, p.117-118).

La souveraineté portugaise à l'Est du Lac Nyassa est finalement reconnue malgré une occupation limitée. En 1889, les britanniques se dépêchent de signer des traités de protectorat

<sup>169</sup> Ils rencontrent des résistances particulièrement fortes auprès des Makhuwa du Namarral (Péliissier 1984, 188-190). Les relations entre Portugais et Makonde sont meilleures si bien que la plupart des chefs de Cabo Delgado sont intégrés dans l'administration coloniale dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle (Mutua 2014, 31).

<sup>170</sup> En 1858, 20 000 esclaves sont juridiquement affranchis (Péliissier 1984, 28). Ils resteront de fait au service de leurs maîtres jusque dans les années 1870. Par ailleurs, le changement de statut d'esclave à « libre engagé » ou travailleur volontaire, permet de maintenir l'exportation de main d'œuvre.

avec les chefs africains à l'Ouest du lac Nyassa et de créer la *British South Africa Company*. Si la frontière luso-allemande est fixée au Rovuma dès 1886, les oppositions entre portugais et britanniques vont conduire à un Ultimatum de ces derniers en 1890 (Enders 1994). A l'issue des négociations, les prétentions du Portugal sur la Rhodésie [Zimbabwe et Zambie] et le Nyassaland [Malawi] sont abandonnées mais il conserve les territoires à l'Est du lac Niassa.

Ce découpage post-conférence de Berlin d'un territoire colonial qui ne correspond à aucune occupation effective joue un rôle crucial dans l'histoire de la région nord. Britanniques et Allemands le convoitent toujours et se réunissent secrètement à plusieurs reprises pour envisager son partage en cas de faillite du Portugal (Pélissier 1984, 105). Ce dernier, endetté depuis un demi-siècle, choisit de mettre en concession des parties du Mozambique afin de conserver sa souveraineté<sup>171</sup>. Le Nord du Mozambique intéresse peu, à la différence des couloirs de Beira, du Zambèze, et de Lourenço Marques, qui attirent les investisseurs britanniques.

## Section 2 - La fragmentation du territoire colonial et la marginalisation de la région nord

La mise en concession de parties du Mozambique conduit à une fragmentation aussi bien administrative et statistique qu'infrastructurale et économique. A peine unifié, le territoire est désarticulé par la mise en place de divers couloirs d'exportation et d'exutoires au service de capitaux étrangers<sup>172</sup> (Cahen 1994). Dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le Nord est un espace relégué, largement dépeuplé, et dépourvu d'investissements dans les infrastructures. A défaut de cartes d'époque représentant l'ensemble du territoire, celle de Maylin Newitt (1995) permet de situer les espaces sous administration directe et ceux des compagnies concessionnaires (Figure 4.4).

---

<sup>171</sup> Le Portugal n'a pas les moyens de son ambition impériale : il emprunte depuis 40 ans, en 1890-1891 45% de ses revenus sont alloués à rembourser sa dette et en 1892 il déclare la faillite (Neil-Tomlinson 1977).

<sup>172</sup> Pour Cahen (1994) la géographie d'exutoire du Mozambique, passage obligé des marchandises des Rhodésies, du Nyassaland et du Nord-Est du Transvaal, a facilité la fragmentation de cet espace, au-delà des finances limitées du Portugal. Pélissier (1984, 130) décrit une « marqueterie de colonies publiques et privées » dont l'administration et les statistiques sont émiettées.

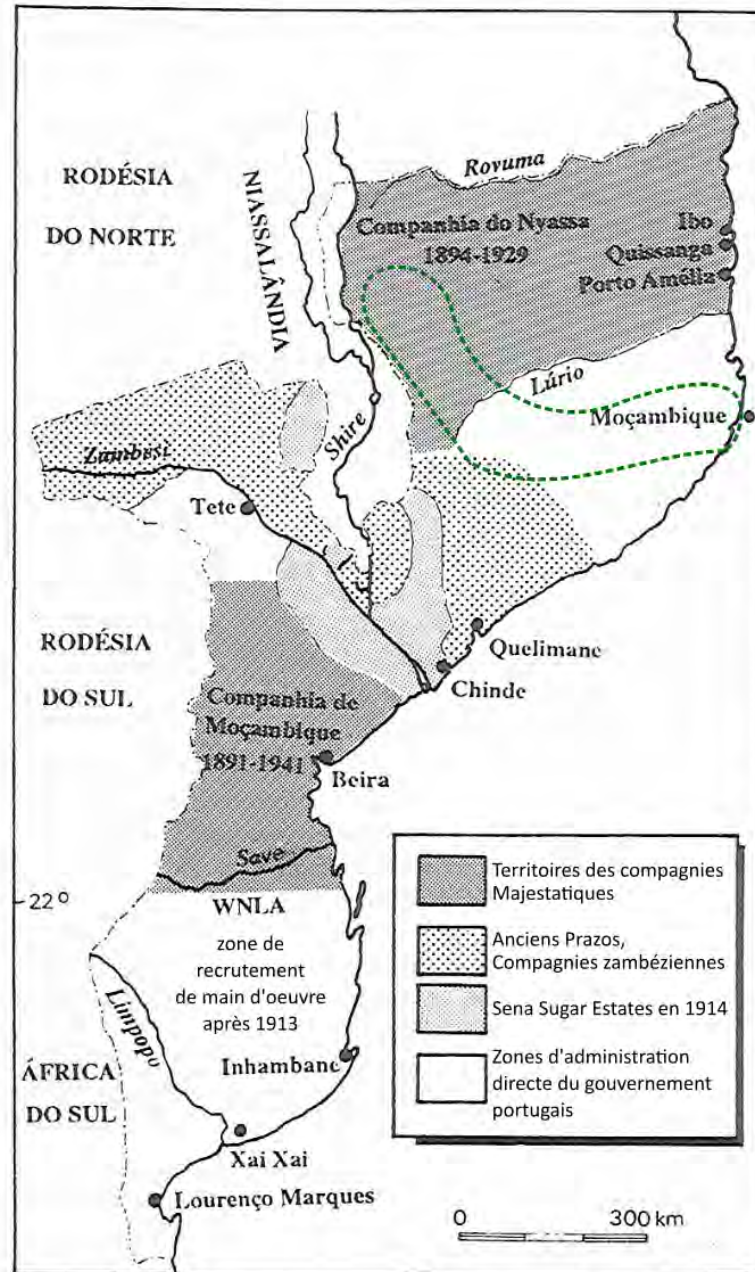


Figure 4.4 : Carte du Mozambique après 1891, légende traduite par l'auteur et ajout des limites du corridor de Nacala. Source : Maylin Newitt, 1995, *A History Of Mozambique*, reproduite à partir de Medeiros (1997, 138).

Cette carte distingue un ensemble de territoires qui segmentent le Mozambique du Nord au Sud en espaces parallèles connectant l'intérieur des terres au littoral. Un retour sur ces espaces permet de souligner la différenciation géographique de l'économie mozambicaine et d'éclairer la construction de l'encadrement politique de ce qui deviendra un Etat-nation unique. Les sous-sections suivantes détaillent (1) la zone Sud, où se met en place une économie de services, intégrée dans l'économie sud-africaine, (2) la zone de la Compagnie du Mozambique et de la Vallée du Zambèze ou s'organise une économie logistique et de

plantation, (3) le district de Moçambique, sous administration militaire, et enfin (4) l'extrême nord, concédé à la Compagnie du Nyassa.

## 2.1. L'intégration du Sud dans l'économie minière sud-africaine

Le territoire au Sud du fleuve Save est placé sous administration directe de l'Etat Portugais. Une nouvelle élite coloniale « de service » tournée vers l'économie minière sud-africaine s'y développe, en rupture avec les élites de la Vallée du Zambèze tournées vers la terre, et celles de l'île de Moçambique, fondées sur les échanges marchands (Cahen 1994). La relocalisation de l'administration au Sud est impulsée par la découverte d'or dans le Witwatersrand, sur le territoire de la colonie du Transvaal dans les années 1870. Lourenço Marques, qui a acquis le statut de municipalité en 1875 puis de ville en 1887, devient la capitale du Mozambique en 1898. L'administration directe permet également de conserver la souveraineté sur la baie de Maputo, revendiquée par les Britanniques.

Dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle, Lourenço Marques est l'exutoire des mines du Transvaal et le sud du Save une zone de recrutement de main d'œuvre pour les mines<sup>173</sup>. *La Witwatersrand Native Labour Association* recrute entre 50 000 et 100 000 travailleurs mozambicains par an. Elle verse les salaires à l'administration portugaise, contribuant à son enrichissement. Lourenço Marques peut être analysée comme une « concentration géographique et sociale du surproduit » (Harvey 2011). Une ville de ciment [*cidade de cimento*] pensée sur le modèle européen, et destinée à l'élite coloniale, fixe le capital issu du travail des mineurs et du transport des minerais. En périphérie, les habitations indigènes en jonc et bambou [*caniços*] s'accumulent et constituent des réserves de travailleurs. Cette capitale révèle l'inégale intégration du Mozambique dans l'économie minière sud-africaine et la déconnexion de l'élite coloniale à son territoire.

## 2.2. L'économie logistique et de plantation du Centre et de la vallée du Zambèze

Depuis le 11 février 1891, la Compagnie du Mozambique [*Companhia de Moçambique*] est concessionnaire de l'espace entre le Save et le Sud du Zambèze (provinces

---

<sup>173</sup> La ligne ferroviaire entre Lourenço Marques et Johannesburg entre en fonctionnement en 1895 et est suivie du développement de Lourenço Marques (De Blij 1962). En 1901, un accord est signé avec le Transvaal : ce dernier peut recruter annuellement 80 000 travailleurs mozambicains pour les mines en échange du versement aux Portugais d'une prime sur chaque travailleur et d'une redirection de 50% du trafic ferroviaire vers Lourenço Marques (Pélissier 1984, 105; Mercandalli 2013).

actuelles de Manica et Sofala), pour une durée de 50 ans. La Compagnie a l'autorisation d'exploiter les ressources et la main d'œuvre, l'exclusivité sur la collecte des taxes, ainsi que la possibilité d'autoriser des sous-concessions<sup>174</sup>. En pratique, l'essentiel de ses revenus résultent de la collecte de taxes auprès des habitants et des utilisateurs de la voie ferrée Beira – Rhodésie, ainsi que de la provision de main d'œuvre aux compagnies sous-concessionnaires<sup>175</sup>. Entre 1912 et 1916, plus de 80 000 travailleurs sont employés sur des plantations, une demande que l'administration peine à assurer et qui est source de tensions avec les planteurs<sup>176</sup>.

Pour mobiliser la main d'œuvre africaine, les colons et l'administration contraignent les possibilités de commercialisation des africains et les rendent dépendants au travail salarié. Dès 1911, au nom de la protection de l'agriculture africaine, l'administration met en place des réserves indigènes pour fixer la main d'œuvre et allouer des terres aux privés (B. P. T. Direito 2013). Le centre du Mozambique devient alors une réserve de main d'œuvre, pour les plantations, mais aussi pour les mines de Rhodésie du Sud<sup>177</sup>. Ce territoire est également marqué par une économie de plantation (essentiellement de canne à sucre, de riz, de café, de coton, de maïs et des cocotiers). Elle alimente les marchés urbains locaux, rhodésiens et européens et est dominée par les capitaux britanniques<sup>178</sup>.

La vallée du Zambèze (actuelles provinces de Tete et de Zambezia, et Nord des provinces de Sofala et Manica) s'affirme comme un couloir d'accès aux pays intérieurs et une économie de plantation (Pélissier, 1984, 503). Cet espace est divisé entre une « Zambézie utile » comprenant les plantations, les infrastructures et de fortes densités de population, et

---

<sup>174</sup> En échange, elle doit remettre une partie de ses profits au Portugal et installer un millier de familles portugaises afin d'assurer l'administration du territoire (Enders 1994, 87; Allina 2012).

<sup>175</sup> Le chemin de fer de Beira à Umtali (Rhodésie) a été financé par la *Beira Railway Compagnie* (sous-concessionnaire de la Compagnie du Mozambique) et mise en fonctionnement en 1900 (Negreiros 1904, 75). Voir (Allina, 2012) sur le fonctionnement de la Compagnie de Mozambique. En 1899, au lendemain de l'abolition de l'esclavage, la loi du travail selon laquelle les « indigènes » ont l'obligation morale et légale de chercher à acquérir par le travail les moyens de subsistance et d'améliorer leur propre condition sociale.

<sup>176</sup> La question de la main d'œuvre divise les planteurs et l'administration de la Compagnie : les premiers l'exploitent autant que possible, les seconds s'inquiètent des migrations hors du territoire et de la destruction de l'agriculture indigène. Les planteurs n'hésitent pas à redoubler de violences physiques envers leurs travailleurs à l'approche de la fin du mois pour provoquer leur fuite. Ils évitent ainsi de payer le travail réalisé et demandent à l'administration de nouvelles recrues (Allina 2012, 70).

<sup>177</sup> Voir notamment la thèse de Neves sur les transformations sociales et la migration dans la province de Manica de 1930 à 1965 (Neves 1998). A la fin des années 1930, les provinces de Manica et de Sofala comptent 980 fermes qui ont des concessions sur plus de 830 000 ha (Neves, 1998, 96). Elles se concentrent le long de la voie ferrée, que l'on connaît dès lors sous le nom de « corridor de Beira ».

<sup>178</sup> Dans les années 1910-1920, la province de Manica, en particulier la zone de Chimoio (plus de 140 fermes), exporte du maïs en direction de la Rhodésie et du Portugal (Neves 1998, 75). Le tabac et les agrumes sont exportés vers l'Europe. Le coton est exclusivement destiné aux filatures portugaises. Les capitaux britanniques sont si importants qu'ils considèrent la Compagnie comme un de leurs « condominium » (Pélissier, 1984, 146).

une « Zambézie inutile », mise sous pression pour fournir des terres et de la main d'œuvre (Pélissier, 1984, p. 503). Il est aussi caractérisé par une économie-politique qui échappe largement au contrôle portugais.

A partir de la fin des années 1900, le transport fluvial est accompagné d'un transport ferroviaire qui lie Blantyre à Sena et Beira<sup>179</sup>. Tous deux permettent de désenclaver le Nyassaland, la Rhodésie du Nord (actuelle Zambie), et plus modestement le Katanga. Ils contribuent à l'essor des villes de Beira et de Quelimane. Les plantations connaissent une forte croissance grâce à la main d'œuvre africaine et aux capitaux étrangers qui deviennent concessionnaires d'une partie des anciens *prazos* de la couronne<sup>180</sup>. Elles font travailler des milliers de travailleurs africains, assignés à résidence dans les réserves indigènes voisines. La levée d'impôt est également une des sources de revenu pour les *prazeiros* et les compagnies (Pélissier, 1984, p. 515). Ce sont des facteurs d'émigration des populations africaines, qui fuient les travaux forcés sur les plantations et l'impôt.

### 2.3. Le territoire militaire du district de Moçambique

Le district de Moçambique (actuelle province de Nampula) reste sous administration directe portugaise. Le gouverneur général et quelques centaines de militaires entreprennent de conquérir cet espace de plus de 100 000 km<sup>2</sup> dont ils ne connaissent que l'île de Moçambique et quelques kilomètres le long de la côte<sup>181</sup>. Expédition après expédition, menées par des commandants portugais et surtout leurs *cipayes*<sup>182</sup> [*cipayos* ou *sipais*] et leurs auxiliaires africains, ils finissent par soumettre la plupart des chefs Swahili et Makhuwa. Les portugais

---

<sup>179</sup> La ligne a été Blantyre-Beira a été initiée par la Shire Highlands Railway (en 1903), et prolongée par la Central African Railway et la Trans-Zambesia Railway, trois compagnies britanniques (Vail 1975). Ces derniers ont fait de nombreuses pressions sur le Portugal afin qu'il n'entreprenne pas une ligne Quelimane – Nyassaland, qui serait revenue aux Allemands en cas de partage du Mozambique (Pélissier p. 503).

<sup>180</sup> Le système des *prazos* est mis en place au début du 17<sup>ème</sup> siècle par la couronne portugaise pour faciliter l'occupation des terres par des vassaux européens (Pélissier 1984, 55). Les terres domaniales sont concédées par bail emphytéotique d'une durée de trois générations. Dès le 18<sup>ème</sup> siècle, les quelques centaines de *prazeiros* se sont mariés avec des africaines et ont formé une société luso-africaine qui ne répond plus à la couronne portugaise (Forquilha 2006). Certains *prazeiros* agrandissent leurs *prazos* qui deviennent de véritables micro-états. D'autres les affaiblissent en louant les terres et en exportant leurs habitants réduits en esclavage. Pour un exemple de concentration des *prazos* par un homme d'affaire britannique, voir le cas de John Peter Hornung (Pélissier, 1984, 514).

<sup>181</sup> Il ne reste à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle qu'une douzaine de civils après le transfert de la capitale à Lourenço Marques en 1898. Le commerce est passé sous domination indienne, et les nombreuses attaques menées par les Makhuwa, le chef Marave, et les différents états de la côte (Sancul, Sangage, Quitangonha, Angoche) ont empêché la progression portugaise vers l'intérieur (Pélissier, 1984, 194).

<sup>182</sup> Police africaine à la solde de l'administration. Pélissier établi une comptabilité des opérations et des hommes mobilisés : il estime qu'au total, 6 200 soldats portugais ont combattu, 7200 *cipayes* et 29200 auxiliaires. Les africains ont eu un rôle central dans la conquête du district.



atteignent alors Nampula, actuelle capitale de la province, à 160 km des côtes en 1907, et Mutuali, à 500 km des côtes, en 1913.

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, l'économie politique du district est celle d'un territoire militaire, dont les revenus sont majoritairement les droits de douane d'un commerce mené par les marchands indiens et allemand, un impôt de case [*imposto de palhota*] prélevé autour des postes militaires, et un trafic d'esclaves que les portugais ne parviennent pas à empêcher<sup>183</sup>. Le district n'a pas d'infrastructures, quelques espaces cultivés sur la côte, et importe essentiellement des habits, des armes, de la poudre et de l'alcool (Pélissier, 1984, 207). Pour Pélissier jamais un « mur d'ignorance » entre colons et colonisés n'a été aussi grand, à quelques encablures seulement de ce qui a été la capitale du Mozambique pendant plusieurs siècles.

#### 2.4. La compagnie du Nyassa : entre exploitation et abandon

Le 26 septembre 1891, la couronne portugaise signe la charte de la Compagnie du Nyassa [*Companhia do Nyassa*] qui entre en fonctionnement en 1894 dans les provinces actuelles de Niassa et Cabo Delgado. La Compagnie obtient l'exclusivité sur les droits de douanes, les transactions foncières et les concessions commerciales, minières, agricoles et industrielles. En échange, elle doit créer et entretenir une force de police commandée par des citoyens portugais, construire une voie de chemin de fer et reverser 7,5% de ses bénéfices au Portugal. Cela permet au Portugal de maintenir sa souveraineté sur cet espace au moindre coût (Vail 1976; Neil-Tomlinson 1977). Cette période est caractérisée par une des exploitations les plus brutales de la colonisation et par des investissements extrêmement réduits.

Suite aux voyages de Henry O'Neill (1882; 1884; 1884), les investisseurs anglais sont attirés par le Nord du Mozambique et ce sont eux qui deviendront rapidement majoritaires dans la Compagnie du Nyassa. Worsfold (1899) propose une cartographie fantasque mais prometteuses de ce territoire (Figure 4.5). Il indique une voie de chemin de fer qui traverse le territoire d'Est en Ouest, d'importantes réserves de charbon (en gris bleuté) et de minerais d'or (en jaune foncé), ainsi qu'un potentiel agricole élevé, notamment pour la culture du café (en jaune pâle).

---

<sup>183</sup> Dans la zone d'Angoche par exemple, l'administration portugaise vit des taxes sur les exports d'arachide, de caoutchouc et d'écorce de mangue, qui sont conduits par les commerçants allemands, anglais, indiens et swahilis. Il ne parvient pas à prélever l'impôt de case au-delà d'un rayon de deux kilomètres autour des postes (Pélissier, 1984, 220).

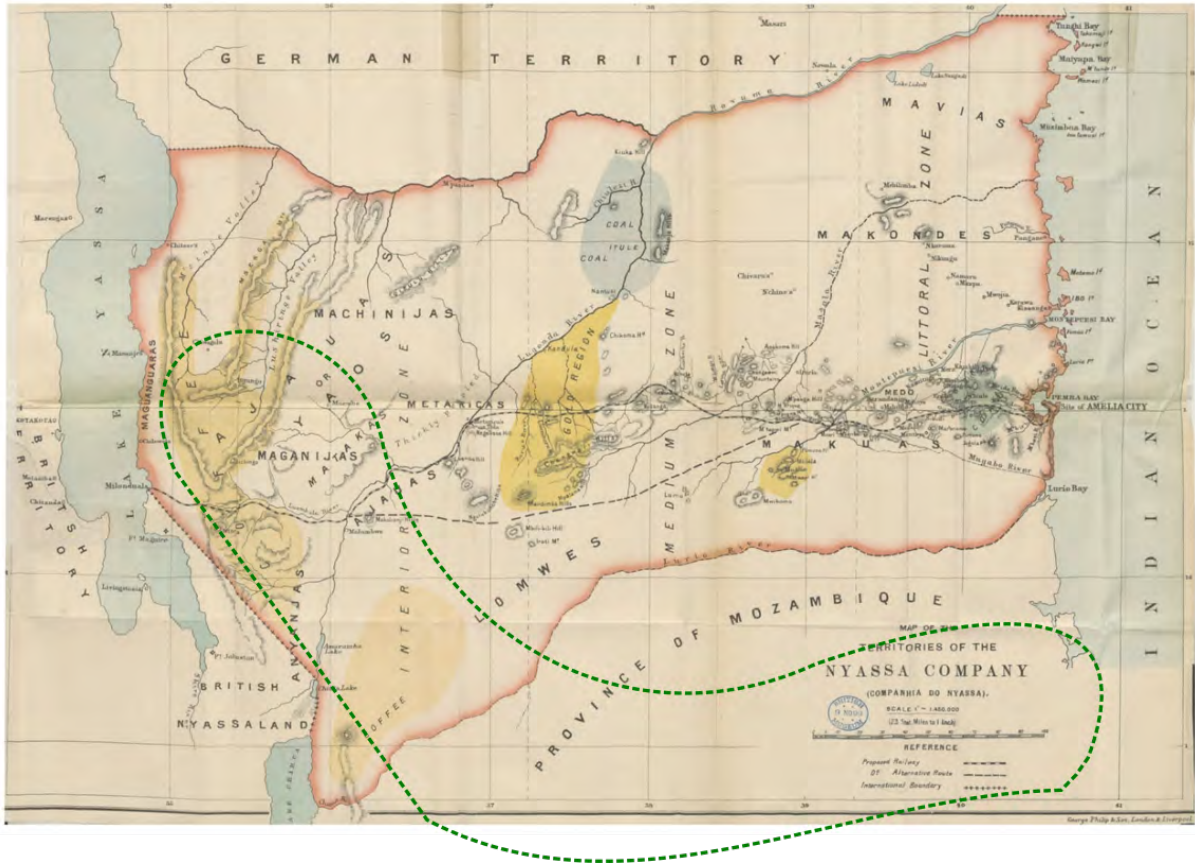


Figure 4.5 : Carte de la Compagnie du Nyassa d'après Worsfold (1899), Limites du corridor de Nacala rajoutées par l'auteur

La trajectoire de la compagnie du Nyassa et de sa concession sera très différente de celle envisagée par Worsfold (Neil-Tomlinson 1977). De 1894 à 1898 la compagnie n'a pas les moyens de construire la voie ferrée et s'intéresse surtout à la gestion spéculative des stocks financiers à Londres et Lisbonne, conduisant à un changement de directeurs en 1897 (*Ibo Trust Investment*). De 1899 à 1914, suite aux expéditions militaires du Portugal, la compagnie établit trois postes à l'intérieur de son territoire : Mtarica (Métarica), fort Amaramba (Cuamba) et Lago (Lac Niassa). Entre 45 000 et 100 000 habitants fuient vers le Tanganyika et 100 000 s'échappent vers le Nyassaland avant 1919 (Vail, 1976, p. 402 ; Medeiros, 1997, 174). *L'Ibo Trust Investment* puis la *Nyassa consolidated* optent pour une exploitation rapide avec un minimum d'investissements. Le territoire est ouvert au recrutement de la *Witwatersrand Native Labour Association*<sup>184</sup>. De 1914 à 1918, ils entreprennent une véritable « guerre » contre les natifs qui refusent l'impôt et fuient le recrutement forcé. En pleine Guerre Mondiale, la région est également au cœur d'invasions allemandes et de contre-attaques portugaises. Cela conduit à une forte mortalité des africains et à des premières

<sup>184</sup> En 1906, 369 mineurs originaires de la province de Niassa travaillaient en Afrique du Sud. En 1908, 754 hommes sont recrutés ; en 1912 ce nombre s'élève à 3867 (Medeiros, 1997, 178).

demandes de concessions privées par ceux qui ont découvert des espaces fertiles à l'occasion des explorations militaires. A partir de 1919, la compagnie refuse d'investir si elle n'est pas reconduite et accroît l'extraction de ressources financières via l'impôt<sup>185</sup>.

La compagnie transforme en profondeur les systèmes d'activités afin de pouvoir tirer profit de la principale ressource du territoire : la main d'œuvre (Medeiros 1997, 169). Pour payer les impôts de case, une partie des habitants vont accroître la production de cultures commerciales sur leurs parcelles (coton, cacahuètes, haricots, sésame, maïs) et extraire des produits commercialisables (caoutchouc, ébène). D'autres sont recrutés de force pour travailler sur les plantations de sisal le long de la côte<sup>186</sup> ou dans les mines sud-africaines. Enfin, des milliers d'habitants vont choisir la migration temporaire ou permanente vers des espaces reculés ou vers le Tanganyika et le Nyassaland où les conditions de travail sont moins redoutables<sup>187</sup>. Les migrations atteignent un pic dans les années 1920 quand la compagnie durcit la collecte de l'impôt pour forcer les hommes à travailler dans les sous-concessions agricoles (Medeiros 1997, 172; Alpers 1984). Ce sont alors leurs femmes ou leurs proches qui sont envoyés sur les plantations pour travailler comme domestiques ou participer à l'entretien des pistes jusqu'à ce que l'impôt soit payé.

Cette exploitation, qui se double d'une reprise de la traite négrière par les marchands de Zanzibar et les Swahili, contribue à dépeupler la région. Elle façonne également à des systèmes d'activités diversifiés qui intègrent chasse, agriculture, travail salarié, et migration. L'exploitation de l'agriculture familiale est au centre de cette économie de « pillage colonial » (Medeiros, 1997). D'une part, l'impôt de case constitue 70% des revenus de la compagnie en 1927 (Medeiros, 1997, p. 171). D'autre part, les productions africaines représente plus de 75% des taxes d'exportation, là où l'économie de plantation ne contribue qu'à un quart (Medeiros, 1997, p. 186).

---

<sup>185</sup> Comme le Portugal s'oppose à la reconduction de la Compagnie, elle se rentabilise en augmentant les impôts de case : ils passent de 2 escudos en 1921, à 20 escudos en 1925, et à 85 escudos en 1928 (Vail 1976, 398-99). Ces augmentations sont brutales et considérables et c'est une grande partie des revenus des natifs via leurs cultures de rentes sans aucune « supervision européenne » qui les financent (Pélissier 1984, 303).

<sup>186</sup> Plusieurs concessions d'anacardières, de cocotiers, ou encore de sisal sont accordées près de la côte et près du lac Nyassa, souvent à des administrateurs ou des proches de la compagnie (Medeiros, 1997, 183-186). Dès le début des années 1920, après les incursions allemandes dans le territoire et la perte du Tanganyika par l'Allemagne au profit de la Grande Bretagne, de nombreux immigrants allemands s'installent au Nord du Mozambique. Ils établissent des plantations de sisal (Galvão 2013, 28-31).

<sup>187</sup> Les mouvements de populations s'inscrivent dans les aires migratoires de groupes familiaux, qui se déploient pour échapper aux contraintes. Sur les mobilités des groupes Makhuwa-Xirima et Makhuwa-Metto dans les années 1920 voir (Funada-Classen 2013b, 107). Les mobilités temporaires et les émigrations permanentes sont possibles grâce aux nombreux liens établis par le commerce pré-colonial. Elles sont liées à une maximisation de la valeur des surplus des travailleurs africains, s'adaptant au niveau de rémunération, au taux de taxation, ainsi qu'à la disponibilité de bien de consommation (Alpers 1984, 375).

Cette situation particulièrement critique n'est pas mono-causale. Elle est en partie liée à la faible connaissance initiale de cet espace qui n'était pas conquis, notamment dans sa partie intérieure. Le manque d'infrastructures limite l'intérêt des investisseurs privés. Elle est également induite par l'avenir incertain de cet espace, convoité par les allemands et les britanniques. Enfin elle s'explique aussi par la stratégie de la compagnie. Les différents directeurs vont laisser faire les pires horreurs, entretenir des salaires bas, entrer en guerre contre les Makonde, maintenir les réseaux d'exportation de la main d'œuvre, et accroître les impôts de case et les violences directes<sup>188</sup>. *In fine*, le territoire de la compagnie de Nyassa est dévasté alors que celui de la compagnie du Mozambique est un site de sous-concessions rentables (Vail 1976).

La fin du 19<sup>ème</sup> et le début du 20<sup>ème</sup> siècle sont donc marqués par une fragmentation du territoire mozambicain et une marginalisation économique de l'espace nord. Le Portugal a transformé son ancienne capitale en un « territoire militaire » qui équilibre son budget en ponctionnant les habitants. Les élites coloniales se concentrent à Lourenço Marques, sur la base d'une économie de service tournée vers l'Afrique du Sud et éloignée des préoccupations agricoles. L'accueil que certains chefs Makhuwa réservent aux allemands lorsque ces derniers envahissent le Nord du Mozambique pendant la Première Guerre mondiale est emblématique de leur marginalisation. Ils reçoivent les allemands en libérateurs et leurs envoient guides, porteurs et informateurs dans l'espoir de voir partir l'occupant portugais (Pélissier 1984, 707-9)

Les habitants du Nord du Mozambique demeurent insaisissables pour les autorités portugaises ou de la compagnie du Nyassa. La vassalisation des chefs par les portugais ne signifie pas l'abandon des relations sociales et politiques préalables. Les sociétés Makhuwa ne sont pas assujetties et très peu d'habitants payent leurs impôts<sup>189</sup>. Entre la traite, le travail forcé et les impôts, de nombreuses familles ont mis en place des stratégies fondées sur la mobilité et l'invisibilité pour échapper aux autorités. On assiste donc à un maintien de systèmes de redistribution qui impliquent des groupes sociaux étendus et à une diversification

---

<sup>188</sup> Le territoire ne compte que 3 médecins et un hôpital sur l'île d'Ibo (Neil-Tomlinson, 1977 ; Pélissier, 1984, 306). La voie ferrée ne sera pas construite et seulement 36 planteurs sont implantés en 1915. La compagnie n'a pas construit d'école, malgré la charte qui impliquait une école par village de plus de 500 habitants. Pélissier (1984, 307) conclut : « Colonie privée dans les limites d'une colonie portugaise, l'Extrême-Nord est donc la quintessence de la domination européenne la plus égoïste. A défaut de morale, elle a des actionnaires et, faute de censeurs, nulle conscience. Jamais à une date aussi tardive l'ambivalence du verbe *explorar* (sens 1°) explorer ; 2°) exploiter) n'est apparue sous une lumière plus crue dans le monde mozambicain. »

<sup>189</sup> Au début du 20<sup>ème</sup>, la compagnie imposait 11 834 cases soit environ 10% des 400 000 habitants dénombrés. Le consul britannique estime que seulement 2% de la population paye l'impôt en 1908 (Pélissier, 1984, 292)

des activités et des lieux d'habitation. Le système de travailleurs-migrants « encadrés » au Sud du Mozambique a été particulièrement étudié (Mercandalli 2013). Il importe cependant de souligner qu'au Nord également, des dizaines de milliers de familles sont insérées dans des mobilités de travail « spontanées » (Alpers 1984). L'implantation d'une nouvelle politique cotonnière par l'Etat Portugais (Decret-loi 11994 de 1926) et le non renouvellement de la compagnie en 1929 vont entériner ces différences régionales.

### Section 3 - Un gouvernement colonial indirect coercitif et contesté

La dictature de l'Estado Novo (1933-1974), qui fait suite au coup d'Etat militaire de 1926, transforme profondément la politique coloniale portugaise<sup>190</sup>. Elle met en place un Etat colonial au Mozambique. Il est fondé sur une administration directe dans les principales villes et un gouvernement indirect, appuyé sur la chefferie dans les campagnes. Chaque région exporte cependant ses productions vers ses exutoires, sans qu'il n'y ait d'intégration de la production et de la consommation à l'échelle du Mozambique. Dans la région nord, les habitants sont soumis à la culture imposée du coton et à des travaux forcés sur les plantations ou les infrastructures publiques. Dans la continuité des mécanismes précédents, les systèmes d'activité des habitants se diversifient et se multilocalisent. Les systèmes de cultures se simplifient autour du coton et d'une ou deux cultures alimentaires. Le gouvernement colonial, direct ou indirect, génère de nombreuses frustrations et résistances. Il alimente des oppositions qui prennent la forme de mouvements de libération. En 1962, ils s'unissent pour former le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO). Il participe au gouvernement de transition en 1974 et fonde la République Populaire du Mozambique en 1975. Son ancrage au Nord du Mozambique est cependant limité.

---

<sup>190</sup> En mai 1926, un coup d'Etat militaire met un terme à la République Portugaise (1910-1926). Il est suivi par l'entrée au gouvernement d'Antonio de Oliveira Salazar, d'abord ministre des finances en 1928 puis chef du gouvernement en 1932 et président du conseil à partir de 1933. L'Estado Novo est une dictature conservatrice, catholique et colonialiste. António de Oliveira Salazar sera président du conseil de 1933 à 1968, date à laquelle lui succède Marcelo Caetano, ancien des jeunesses Salazaristes, qui reste au pouvoir jusqu'à la révolution des œillets du 25 Avril 1974.

### 3.1. « L'inversion » de la politique africaine du Portugal et la construction d'un Etat colonial

La dictature de l'*Estado Novo* orchestrée par António de Oliveira Salazar « inverse » la politique coloniale en reprenant en main le contrôle des territoires d'outre-mer (Smith 1974). Elle remplace les hauts commissaires par des gouverneurs généraux acquis à Lisbonne. Elle annonce la fin des compagnies et des investissements étrangers pour contrer la « dénationalisation » et abolit l'institution des *prazos* en 1929. En 1930, elle introduit l'*Acte Colonial*, dogme qui figera le gouvernement des colonies dans un paternalisme et une mise en valeur au profit du Portugal jusqu'au début des années 1960<sup>191</sup>.

La mise en place d'un appareil d'Etat colonial stable au Mozambique prendra largement vingt ans, s'achevant au milieu des années 1950<sup>192</sup>. Pour le Nord du Mozambique, elle signifie la reprise du contrôle administratif des provinces de Niassa, Nampula et Cabo Delgado par le gouvernement portugais et l'initiation de la construction de la voie de chemin de fer Nacala entre-Lagos en 1929<sup>193</sup>. Le nouveau code du travail de 1928, qui remplace celui de 1899, oblige les africains à travailler sous contrat pendant au moins 6 mois de l'année, pour des privés ou pour l'Etat (Isaacman et Isaacman, 1983, p.41). Les habitants doivent également produire des cultures forcées, en particulier du coton et du riz, afin de générer des recettes fiscales qui permettront de financer la mise en place de l'appareil d'Etat<sup>194</sup>. Cependant, au-delà du discours unificateur, la carte des réserves du Mozambique (Figure 4.6) révèle une reproduction de la fragmentation régionale et de l'intégration différentielle du pays.

---

<sup>191</sup> C'est peut-être là que « l'inversion » est la plus flagrante. Le Portugal a toujours cherché à rentabiliser ses colonies, à l'opposé de ce qu'affirme la thèse d'un « impérialisme non-économique » (W. G. Clarence-Smith 1979, 168-70). Cependant, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle l'optique du « Laisse-Faire » et la taxation des échanges ont été favorisées. Avec l'avènement d'une nouvelle élite commerciale, industrielle et financière au début du 20<sup>ème</sup> siècle la stratégie s'oriente vers une intervention directe et une intégration accrue des colonies à la métropole.

<sup>192</sup> Voir l'analyse de Michel Cahen (1994, 219-24), qui souligne en particulier l'importance de la *Reforma administrativa do Ultramar* en 1933, qui homogénéise l'administration du territoire mozambicain ; la fin de la Compagnie du Mozambique en 1942 ; ainsi que le Concordat de 1940 intégrant l'Eglise à l'Etat et associant cette première à l'effort politico-administratif colonial.

<sup>193</sup> La Compagnie du Nyassa prend fin en 1929. Le Portugal débute alors les travaux de la voie de chemin de fer à Lumbo. Elle atteindra Cuamba en 1950, Lichinga en 1970 et Entre-Lagos en 1972 (pour des éléments historiques voir Béranger 2012, 468).

<sup>194</sup> Voir l'analyse de « l'obsession fiscale » dans les années 1930 – 1940 au Nord du Mozambique (M. M. Santos et Guedes 2012; M. Santos 2015). Si les impôts de case correspondent déjà à 17% des revenus du gouvernement au début du 20<sup>ème</sup> siècle 94% de ces taxes sont collectés dans les districts de Lourenço Marques et Inhambane (M. Santos 2015, 139). Il s'agit donc de faire cotiser le Nord également.

Cette carte représente de nombreuses réserves indigènes dans le Sud et le Centre du Mozambique. L'objectif est d'y fixer des populations africaines pour augmenter leur productivité agricole et assurer la reproduction de stocks de main d'œuvre pour les mines et les plantations (A. F. Isaacman et Isaacman 1983a, 49; B. P. T. Direito 2013, 73). Les confins du pays sont laissés en « blanc », c'est-à-dire disponibles pour une colonisation libre par des entreprises privées. Ils contiennent également des « réserves pour la colonisation nationale » ou *colonatos*. L'établissement de colons portugais dans ces *colonatos* doit permettre de véhiculer le nationalisme et de donner l'exemple aux africains<sup>195</sup>. Entre 1937 et 1959, le nombre d'arrivants portugais par an passe de 1 900 à 10 000 (Isaacman et Isaacman, 1983, p.43). Au Nord du Mozambique, les *colonatos* connaissent cependant un succès très limité et l'essentiel des portugais se concentrent ainsi dans les villes de Lourenço Marques et Beira<sup>196</sup>. Cette carte révèle donc la volonté de l'Etat colonial d'exploiter la région Sud et les rentes minières et portuaires. Au contraire, il considère les trois provinces du Nord et celle de Tete comme des marges et les laisse aux entreprises portugaises qui voudront bien s'y aventurer.

---

<sup>195</sup> Pour une étude de cette politique coloniale en Angola et son échec, voir (Castelo 2016).

<sup>196</sup> A ma connaissance, il n'existe pas d'étude sur les *colonatos* au Nord du Mozambique. Mes entretiens ont confirmé que les 3600 ha du *colonato* de Nova Madeira ont été cadastrés pour accueillir 80 familles portugaises. Malgré le soutien matériel et technique, leur succès aurait été très réduit du fait de leurs faibles connaissances agricoles (entretien à Lichinga, 2014).

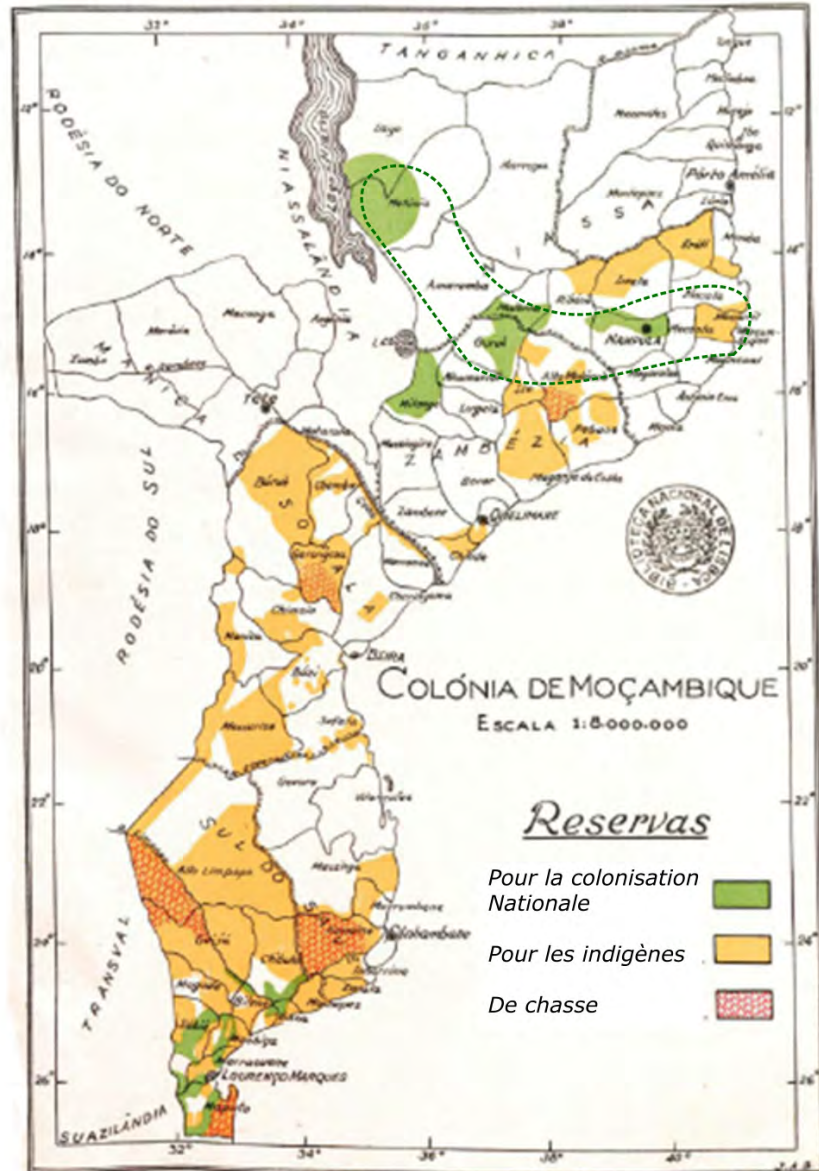


Figure 4.6 : Carte des réserves du Mozambique, Echelle 1 : 8 000 000. In : Moçambique, Relatório do Chefe dos Serviços da Agricultura, 1940-1944, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1946, parte III, (sans numérotation de page), reproduite d'après (Direito, 2013, 292). Limites du corridor de Nacala et traduction de la légende ajoutées par l'auteur.

Au Nord du Mozambique l'appropriation de l'espace et des récoltes s'organise autour de groupes familiaux relativement isolés, du régime du coton, et de plantations. Les premiers maintiennent un habitat dispersé avec des groupes de 3 ou 4 maisons. Ils échangent leurs productions au niveau de maisons commerciales [*cantinas*] tenues par des marchands portugais, métisses ou indo-pakistanaïes. Ceux qui sont proches des zones frontalières, notamment du Tanganyika, s'y rendent annuellement ou de façon permanente pour améliorer



leurs conditions de vie<sup>197</sup>. La majorité des foyers est cependant intégrée dans la production de cultures commerciales et le travail sur les plantations.

### 3.2. Une intégration inégale des africains *via* le régime du coton et les plantations coloniales

Dès 1932, le Portugal adopte une succession de décrets pour favoriser la production et l'exportation du coton et répondre aux demandes des capitaux industriels et marchands portugais<sup>198</sup>. Via la Junte pour l'Exportation du Coton Colonial [*Junta de Exportação de Algodão Colonial*, JEAC], créée en 1938, il attribue des concessions à des compagnies privées qui ont le monopole de la production et de l'achat de coton sur des zones de 50 km<sup>2</sup> puis plus de 120 km<sup>2</sup>. La JEAC fixe les surfaces minimales et les itinéraires techniques<sup>199</sup>. Les compagnies mettent en place des structures d'encadrement pour forcer les habitants à produire<sup>200</sup>. D'après Isaacman et al. (1980), en estimant la production à 90kg/personne/an, le Mozambique comptait 20 000 planteurs en 1935, 80 000 en 1937, et plus de 500 000 au début des années 1940<sup>201</sup>. Les producteurs des trois provinces du Nord comptent pour 75% de ces producteurs (A. Isaacman et al. 1980, 588). En 1950, les 424 000 producteurs de coton qui y sont enregistrés cultivent en moyenne 0,47 hectares chacun. Le Nord du Mozambique connaît alors une intégration forcée et inégale dans un marché du coton tourné vers le Portugal dès la fin des années 1930<sup>202</sup>.

Le régime du coton induit une forte différenciation sociale. Les chefs et autres autorités indigènes reconnues, sont mobilisés pour recruter de la main d'œuvre, pour collecter des taxes et pour organiser la production de coton. Ils mettent à profit les « désœuvrés » et les producteurs de leurs communautés sur leurs propres parcelles (Isaacman et Isaacman, 1982,

---

<sup>197</sup> Le *Tangayika Labour Department* recense 18 300 travailleurs mozambicains de 1951 à 1961 (1984, 376).

<sup>198</sup> Le Portugal favorise le coton, pour répondre à la demande des filatures nationales. Devant l'échec des plantations, il « change la couleur » du coton et le fait produire par les africains sur leurs propres terres (Pitcher 1991). Voir les travaux de Allen Isaacman (1980; 1996) sur les différents instruments mis en place, comme la prime à l'export, ou l'interdiction de recruter des indigènes dans les zones d'égrainage du coton.

<sup>199</sup> En 1948 les hommes de 18 à 55 ans doivent planter 1ha de coton chacun et les femmes 0,5 ha.

<sup>200</sup> Les compagnies concessionnaires, intéressées par l'augmentation de la production, cumulent les zones de concessions, déploient des *cipayes* et s'appuient sur les chefs africains pour forcer les paysans à produire. S'ils ne consacrent pas suffisamment de temps à leur coton, ils sont battus, contraints à du travail forcé sur les plantations et la voie ferrée, emprisonnés, voir exportés vers Sao Tomé (A. F. Isaacman 1996).

<sup>201</sup> En 1939, 534 000 producteurs étaient enregistrés, et en 1944 ils étaient 791 000. Ces valeurs ne prennent pas en compte la main d'œuvre infantile largement mobilisée mais non enregistrée. Au milieu des années 1940, Santos (2015) estime que 20% de la population de la région nord produit du coton.

<sup>202</sup> Entre 1938 et 1961 les exportations de coton du Mozambique sont multipliées par 700% (Isaacman, 1980, 609). Le coton est acheté à un prix artificiellement bas, et les tissus fabriqués par les filatures portugaises, sont revendues à un prix élevé, les taxes limitant les ventes de tissus étrangers.

p.56). Elles atteignent ainsi plusieurs hectares voir dizaines d'hectares<sup>203</sup>. La JEAC, qui devient l'Institut du Coton après 1961 incite également les paysans les plus productifs à devenir des « agriculteurs » et les concentre pour leur allouer plus de terres (Pitcher 1998, 120). Les habitants dont la famille produit au moins 2 ha de coton ou 1,5 ha de riz sont considérés comme des « travailleurs à leur compte » et sont exempts d'obligation de travail de 6 mois. Cette différenciation repose sur les capacités à faire travailler ses proches sur ses terres et à mobiliser d'autres capitaux (salaire d'un travailleur, transfert d'argent d'un parent migrant). Les foyers les plus aisés rémunèrent les travailleurs en aliments ou en boissons, un échange inégal qui accroît les écarts d'une année sur l'autre. Devant les violences quotidiennes, les prix artificiellement bas du coton et les menaces de travail forcé sur les plantations, des hommes, des familles, voir des villages entiers, fuient vers les pays voisins ou des zones plus reculées (A. Isaacman et al. 1980, 595-601).

Au-delà de ces migrations, le régime du coton bouleverse profondément les systèmes d'activité des familles. Les calendriers culturels du coton sont en compétition avec ceux des principales cultures alimentaires. Les producteurs abandonnent le sésame, les cacahuètes, ou encore le tabac, au profit du riz, du coton, et du maïs<sup>204</sup>. Les femmes se rabattent sur les cueillettes de manioc, peu nutritives mais moins demandeuses de temps de travail (Isaacman et Isaacman, 1982, p.54-55). Par ailleurs, le faible prix du coton ne permet pas aux producteurs d'acheter la nourriture dont ils ont besoin. En 1959, le gouvernement reconnaît que la majorité de la population est sous-alimentée (A. Isaacman et al. 1980, 593). Cela conduit à des rendements de coton particulièrement bas, car les producteurs n'ont ni la force ni l'intérêt d'y travailler et d'ouvrir de nouvelles parcelles<sup>205</sup>. L'agriculture sédentaire prend une place plus importante que précédemment. Elle reste complétement par des activités de chasse et de cueillette, qui permettent de faire face aux récoltes alimentaires insuffisantes. Les producteurs dissimulent également certaines de leurs parcelles, afin d'y travailler secrètement sans qu'elles soient détruites par les cipayes (A. F. Isaacman 1996).

---

<sup>203</sup> Pour les oppositions entre les habitants et leurs chefs voir Isaacman (1985). A partir de 1955, les paysans s'organisent en coopératives, ce qui leur permet d'échapper aux travaux forcés et de court-circuiter le rôle des chefs. Ces derniers, qui sont alors également privés de la main d'œuvre qu'ils pouvaient mobiliser sur leurs parcelles, s'associent avec les colons et les compagnies pour demander la fin des coopératives.

<sup>204</sup> Les statistiques de l'achat de production aux producteurs africains dans le district de Moçambique montrent que l'on passe de 31 000 t de cacahuètes achetées en 1931 à 5 000 t en 1948 (Navohola 2010, 42). Le gouverneur de la province de Niassa, a défendu l'importance de la culture des oléagineuses et a cherché à favoriser le sésame et les cacahuètes, en vain (M. M. Santos et Guedes 2012, 14)

<sup>205</sup> La commercialisation est si désavantageuse (entre le prix, la distance aux marchés, les pesées frauduleuses) que les paysans ne se baissent même pas pour ramasser la production qui tombe en cours de route. Les quantités de coton tombées sont si importantes, que certains se concentrent sur la « cueillette » de ce coton tombé le long des routes pour le vendre aux marchés (A. F. Isaacman 1996, 107)

L'appropriation de l'espace et de la production au Nord du Mozambique repose également sur l'installation d'agriculteurs européens et de plantations. L'Etat colonial les favorise via des concessions de terre, un accès garanti à la main d'œuvre africaine et des aides techniques et financières. En 1967, la région nord compte 692 fermes [*Developed Units*] qui occupent 373 000 ha et des dizaines de milliers de travailleurs (Tableau 4.1). Leur concentration est moindre que dans le Sud du Mozambique mais elle influence tout de même fortement les systèmes d'activité. Il s'agit essentiellement de plantations de sisal, de coton et de tabac.

Farming Units by District, 1967

	Number of Units		Area Occupied (1,000 hectares)		Average Size of Unit (in hectares)	
	tradit.	devel.	tradit.	devel.	tradit.	devel.
Lourenço Marques	53,628	567	77.4	329.5	1.4	581
Gaza	156,432	1,779	248.0	348.7	1.6	296
Inhambane	159,019	185	279.1	121.5	1.8	657
Manica and Sofala	135,446	451	224.3	676.8	1.7	1,501
Tete	99,865	61	152.3	46.2	1.5	757
Zambezia	277,961	308	219.0	376.5	0.8	1,222
Moçambique	419,745	553	688.9	302.9	1.6	548
Cabo Delgado	149,946	106	173.1	49.3	1.2	465
Niassa	62,975	33	107.8	20.7	1.7	628

Source: Standard Bank Group, Annual Economic Review, Mozambique 1968 (London, 1968), p. 3.

Tableau 4.1 : Nombre d'exploitations agricoles par district en 1967. Reproduit d'après Standard Bank Group (1968), cité par Isaacman et Isaacman, 1983, p.44)

Les plantations de Sisal sont nombreuses suite à l'augmentation des cours mondiaux aux lendemain de la Seconde Guerre mondiale (Galvão 2013). Elles sont situées sur la région littorale, et dans l'intérieur, sur la rive Est du lac Nyassa. D'après l'Association des Producteurs de Sisal du Mozambique, en 1952, les plantations requièrent 36 376 travailleurs africains, dont 23 817 dans le district de Niassa (Galvão 2013, 33-41). En 1956, les neuf plantations du district de Moçambique emploient à elles seules 14 735 travailleurs (Galvão 2013, 33). Ils sont embauchés pour 6 mois à l'issu desquels ils peuvent regagner leurs foyers. La production alimentaire y est alors essentiellement assurée par leurs épouses et complémentée par le salaire restant après prélèvement de l'impôt.

Au début des années 1960, le gouvernement colonial aboli le régime forcé du coton et favorise l'implantation de colons producteurs de coton (Pitcher 1995; de Araujo 2016, 12).

Dans la province de Cabo Delgado par exemple, le long de la route de Pemba à Namara, plusieurs blocs de 100 ha sont délimités, et 30 ha défrichés, pour accueillir des planteurs de coton (Myers et West 1993, 54). Ainsi en 1974, les deux tiers du coton produit au Mozambique est issu de plantations tenues par des colons (Isaacman, 1996, 242).

A partir de 1941 et surtout de 1961, l'Etat colonial soutient un « régime du tabac » qui favorise les planteurs blancs au détriment des producteurs africains. Il identifie une « zone préférentielle », d'abord au centre du district de Moçambique, puis étendue aux postes de Mandimba, Alto Molocué, Ribaué, Malema et Murrupula (Navohola 2010, 39-42). Grâce au nouveau Code de la Terre de 1961<sup>206</sup>, et à la mise en place d'institutions d'encadrement (stations agricoles, associations, crédit) le nombre de planteurs de tabac dans la région nord passe de 75 en 1963 à plus de 140 en 1969 (Navohola, 2010, 157). Ce régime du tabac défavorise les producteurs africains en occupant leurs terres, en leur interdisant certaines variétés, et en taxant la production et la commercialisation. Le tabac diminue donc dans leurs systèmes de culture<sup>207</sup>. A partir des années 1960, les producteurs africains ont droit à 3 ou 4 ha dans le Colonato de Ribaué<sup>208</sup> pour produire du tabac Burley. Simultanément, les colons ont droit à 135 ha sur le site de leur choix (Navohola, 2010, 64). Enfin, les plantations de tabac nécessitent beaucoup de main d'œuvre d'août à novembre pour le défrichage, le semis et le désherbage et d'avril à juin pour la cueillette et la sélection des feuilles. Les hommes sont recrutés pour les premiers travaux et les femmes et les enfants de plus de 6 ans pour les seconds. Cette mobilisation se fait au détriment des cultures alimentaires et engendre des pénuries dans des zones qui sont pourtant les plus fertiles de la région (Navohola, 2010, 89-107).

### 3.3. L'ancrage limité de l'Etat colonial et la lutte pour l'indépendance

Les appropriations de la terre et de la production, rendues possibles par l'exploitation de la main d'œuvre, ont reposé sur un gouvernement indirect fondé sur l'institution de la

---

<sup>206</sup> Le nouveau code de la terre de 1961 (Décret n° 43 894 du 14 septembre 1961) permet aux colons de s'établir où ils le souhaitent et non plus dans des zones délimitées. Ils choisissent les terres les plus fertiles, déjà occupées par des producteurs africains et déplacent ces derniers (Navohola, 2010, 64-67).

<sup>207</sup> Des expériences de crédit pour les producteurs africains et de petits barrages ont eu lieu dans les années 1950 (Navohola 2010, 44). En 1955-1956, seulement 25 kg de tabac aurait été produits sur les 368,5 ha préparés, les producteurs se consacrant avant tout aux cultures alimentaires. Ce n'est pas tant l'interdiction du tabac qui limite les producteurs que l'obligation de production de coton et de travail salarié.

<sup>208</sup> Le Colonato de Ribaué a été initié en 1964 pour augmenter la présence portugaise, faire barrage aux mouvements indépendantistes, et créer une vitrine pour la communauté internationale. Il comprend plus de 12 000 ha, et est le seul explicitement orienté vers la production de tabac (Navohola, 2010, 71).

chefferie. L'encadrement des régimes du coton, du tabac ou encore du sisal, dans le contexte d'un Etat colonial en construction, s'est appuyé sur des auxiliaires africains, tout comme la conquête militaire de la région nord. Il s'agissait de *cipayes* et surtout des chefs africains et de leurs subalternes. Bien que la chefferie préexiste à la colonisation, les autorités coloniales ont largement refaçonné les chefs de manière à pouvoir administrer le territoire et la population<sup>209</sup>. La réforme administrative de 1933 a créé des chefferies administratives<sup>210</sup>. Ce sont des points d'appui de l'administration coloniale dans des zones dont elle ignore tout.

Ce gouvernement indirect, caractéristique de l'Etat colonial bifide (Mamdani 2004 voir le chapitre 1) a engendré un ancrage faible de l'Etat colonial au Nord du pays. Les chefs organisent la production, recrutent la main d'œuvre et collectent les taxes, souvent en s'appuyant sur des répressions violentes (A. F. Isaacman 1996). En échange, ils reçoivent des avantages comme une exemption d'impôt, une maison améliorée ou encore du matériel agricole. Par endroit, il y a donc création de « despotes décentralisés », dont les pouvoirs sont exagérés par l'autorité coloniale (Mamdani 2004). Mais souvent, les chefferies administratives ne correspondent pas aux chefferies légitimes aux yeux des habitants et ne sont pas acquises à l'Etat colonial<sup>211</sup>. Le gouvernement indirect et les travaux forcés ont de plus engendré des résistances quotidiennes et consolidé des mouvements d'opposition (Isaacman et al. 1980; Navohola 2010, 117-19; Alpers 1984, 381). Seuls quelques chefs s'associent aux autorités coloniales pour lutter contre ces oppositions<sup>212</sup>. L'essentiel des chefferies ne les rejoint pas ouvertement, mais n'est pas non plus loyale à l'administration<sup>213</sup>.

Face au refus du Portugal d'accorder l'indépendance au Mozambique, les différents mouvements s'unissent en un Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) en 1962 et entament une lutte armée<sup>214</sup>. Le FRELIMO, à partir et avec le soutien de la Tanzanie et du

---

<sup>209</sup> Voir notamment les substitutions de chefs pour favoriser la conquête portugaise au début du 20<sup>ème</sup> siècle (Pélissier 1984) et la transformation des chefferies Makonde (Adam 1996, 220-21).

<sup>210</sup> Voir (Forquilha 2006) pour une étude historique de la chefferie dans la région Centre.

<sup>211</sup> Les anthropologues des Services de Centralisation et de Coordination des Informations du Mozambique (SCCIM) découvrent que leurs interlocuteurs sont des chefs fantoches (Forquilha 2006, 161-175). Pour préserver les autorités réelles, les familles ont choisi d'autres individus pour siéger à leur place.

<sup>212</sup> En particulier les chefs Chamba, Mecanhelas, Mossossumera et Karonga, du poste de Mecanhelas. Le clivage administration/FRELIMO met en jeu le clivage ethnique Yao/Makhuwa (Forquilha 2006, 175).

<sup>213</sup> Les études du SCCIM soulignent que peu de chefs collaborent avec l'administration (Pitcher, 1998, 121-122). A Netia, bien que 17 des 19 *regulos* soient des vrais chefs, ils ne parlent pas portugais (Pitcher 1998, 122). A Mecuburi, la majorité des *regulos* sont emprisonnés, accusés de soutenir le FRELIMO.

<sup>214</sup> Le Front de Libération du Mozambique, FRELIMO, fondé le 25 juin 1962, naît de la fusion de l'UDENAMO (Union Démocratique Nationale du Mozambique, basée à Bulawayo en Rhodésie du Sud, et fédérant les oppositions au Sud du Save), la MANU (Makonde African national Union, basée en Tanzanie et catalysant les oppositions des Makonde), l'UNAMI (l'Union Nationale Africaine du Mozambique Indépendant, qui regroupe essentiellement les oppositions de la province de Tete et qui est basée à Blantyre, Malawi). Le président

Malawi, initie une guérilla dans les provinces voisines de Niassa et de Cabo Delgado. Dès le milieu des années 1960 ces zones sont considérées comme libérées (Figure 4.7). Cette carte montre une conquête territoriale inachevée. Elle souligne que le FRELIMO a fondé ses politiques à partir de son expérience dans le Nord du pays. Enfin, elle relève d’une stratégie légitimatrice du FRELIMO, en amplifiant la taille des zones libérées.

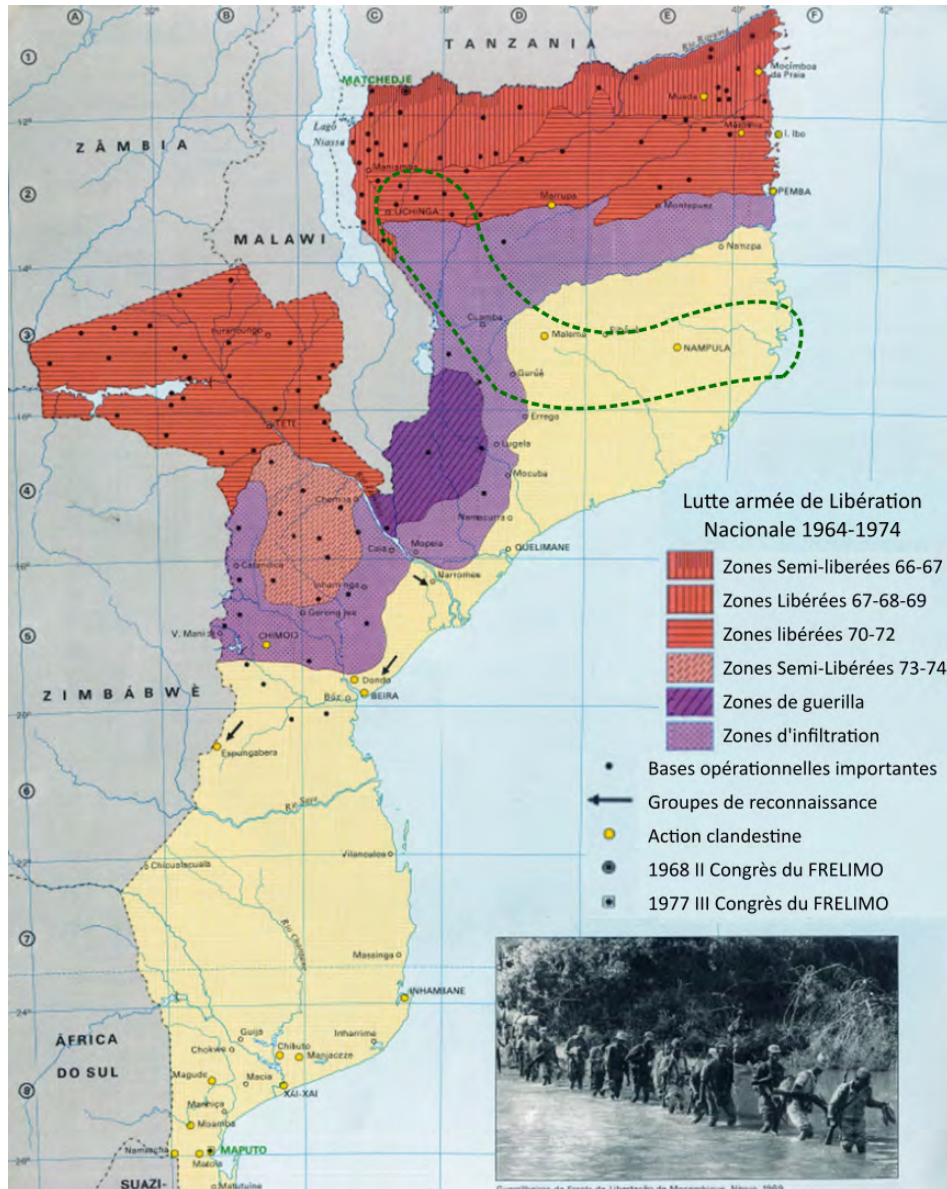


Figure 4.7 : Carte de la lutte de libération du Mozambique, extrait de *Atlas do Moçambique*, 1986, MINED/EMS. Limites du corridor de Nacala et traduction de la légende rajoutées par l’auteur.

La carte des zones libérées montre que l’effondrement soudain de la dictature portugaise a conduit au transfert de l’intégralité du pays au FRELIMO, alors qu’il n’en a

---

Tanzanien Julius Nyerere a invité les différents mouvements d’opposition à s’unir et à établir leurs quartiers généraux à Dar El Salaam (A. F. Isaacman et Isaacman 1983a, 79-80).

conquis qu'une partie<sup>215</sup>. En 1970, entre 350 000 et 400 000 personnes seulement sont contrôlées par le FRELIMO (Cahen 1994, 239). Il n'a pas eu le temps de créer une nation en 10 ans de lutte sur une fraction du territoire. Cette carte, produite par le gouvernement, est de plus flatteuse : le FRELIMO n'a pas conquis tout le Nord mais infiltré certaines zones, dispersées autour de celles contrôlées par l'armée coloniale<sup>216</sup> (Funada-Classen 2013b). Par exemple, la majorité de la population Makhuwa du poste de Maua reste sous contrôle colonial et ne rejoint pas les zones libérées établies sur les territoires Yao, Nianja et Makonde (Funada-Classen 2013b, 387). En tant que groupe minoritaire, ils sont réticents au discours anti-tribaliste que le FRELIMO a développé à partir de son expérience dans le Nord du pays.

Le FRELIMO est construit sur un discours anti-impérialiste qui passe sous silence les questions raciales, ethniques ou encore économiques qui divisent ses membres. Or dans les zones libérées, les membres du FRELIMO ont rencontré des difficultés avec les chefferies, qui poursuivent leurs exactions de taxes et de main d'œuvre. Ils ont observé le remplacement rapide des européens par des chefs, des marchands ou encore des paysans plus aisés, qui exploitent à leur tour les terres et les habitants voisins (A. F. Isaacman et Isaacman 1983a, 95). Le FRELIMO a donc décidé de remplacer les chefferies par des comités élus localement. Cela influencera fortement sa politique agricole en faveur d'une collectivisation du travail pour limiter l'émergence d'une classe capitaliste africaine (A. F. Isaacman et Isaacman 1983a; Bowen 2000). Paradoxalement, dans un contexte où la majorité des colons ont fui après l'indépendance<sup>217</sup>, ce discours anti-chefferie et anti-capitaliste fragilise l'ancrage du FRELIMO au Nord du Mozambique. Il déstabilise les appropriations de la production agricole. Le défi du FRELIMO est alors triple : intégrer un pays fragmenté, se faire accepter, et remettre en marche un appareil productif réduit en lambeaux.

Le défi est d'autant plus important au Nord du Mozambique que la lutte d'indépendance a profondément déstabilisé la production agricole. Pour essayer de limiter la

---

<sup>215</sup> Le 24 avril 1974, alors que le FRELIMO vient d'atteindre la zone de Beira à 640 km de la capitale coloniale de Lourenço Marques, de jeunes officiers de l'armée portugaise renversent le régime de Marcello Caetano. Le Mouvement des Forces Armées [*Movimento das Forças Armadas*] victorieux de la Révolution des Œillets promet de transférer le pouvoir au FRELIMO l'année suivante.

<sup>216</sup> "Although the liberated zones established the legitimacy of FRELIMO in the eyes of the world, in reality they were like small islands scattered in the Mozambican matos (forests) under colonial rule and they were not equipped to provide sustainable social welfare services. They had to operate under dreadful conditions. They were subject to the constant threat of bombing from the Portuguese forces. Supplies had to be carried in on the heads of dozens of people while being under constant threat of danger." (Funada-Classen 2013b, 387)

<sup>217</sup> Craignant des représailles, la majorité des européens du Mozambique ont émigré. Un an après l'indépendance, il ne reste que 20 000 des 200 000 « blancs » présents avant cette dernière (Isaacman et Isaacman, 1983, 113). En 1976, il ne reste que 2000 des 6000 commerçants qui assuraient la vente de biens et l'achat de produits agricoles dans les campagnes en 1975 (Cravinho 1998, 94-95).

progression du FRELIMO, l'Etat colonial a mis en œuvre une villagisation forcée, rassemblant les populations près des routes pour mieux les contrôler. Au début des années 1970, 160 000 habitants ont été relocalisés dans le district de Niassa, 270 000 dans le district de Cabo Delgado, et 250 000 dans le district de Tete, soit près de la moitié de la population (A. F. Isaacman et Isaacman 1983a, 101). De nombreuses familles ont fui, pour se réfugier dans des zones plus éloignées, maintenir leurs parcelles, et soutenir le FRELIMO. Ce dernier a organisé des « Magasins du Peuple » pour stimuler la production agricole et rétablir les échanges dès 1966 (Isaacman et Isaacman, 1983, 96). Mais les habitants et leurs systèmes d'activités ont été profondément perturbés par la lutte pour l'indépendance (Funada-Classen 2013b).

## Section 4 - Socialisation et Guerre Civile : intégration ratée et désorganisation de la production

Peu après l'indépendance de 1975, le FRELIMO met en place une politique de socialisation des campagnes, et est pris dans une guerre civile qui dure jusqu'en 1992. Cette période ne conduit ni à une intégration nationale ni à la mise en place d'infrastructures économiques nouvelles. Au contraire, le Nord reste isolé de la capitale et est peu soutenu par les politiques agricoles qui se concentrent sur les fermes d'Etat dont la région est dépourvue. La production familiale s'effondre et s'informalise du fait de prix officiels défavorables et de l'interruption du commerce des biens de base. Les affrontements armés entre le FRELIMO et la Résistance Nationale Mozambicaine (RENAMO), fragmentent les groupes familiaux. La production est très largement désorganisée et interrompue par la fuite de centaines de milliers de mozambicains hors des zones rurales. A la fin des années 1980, le FRELIMO entreprend une politique de libéralisation afin de se maintenir au pouvoir. Les institutions internationales, les investisseurs étrangers, les agences de Développement et les ONG interviennent alors dans la constellation agropolitique mozambicaine. Cette dernière se reconstruit en intégrant ces nouveaux acteurs, sans être passée par une phase de contrôle Etatique fort.

### 4.1. La période du « socialisme » au pouvoir : perturbations sans transformation

Le parti unique du FRELIMO, au pouvoir dès 1975, annonce une politique de socialisation des campagnes pour rompre avec le colonialisme et l'impérialisme et faire



émerger une nation unie et une démocratie populaire<sup>218</sup>. Cette politique est marquée par des « perturbations sans transformation » (Pitcher 1998). Pour asseoir son pouvoir dans les campagnes, l'Etat-FRELIMO fait élire localement des groupes dynamiseurs, des assemblées locales et des conseils de production<sup>219</sup>. Cette participation directe est doublée d'une nationalisation d'entreprises et de la formation de villages communautaires et de coopératives. L'agriculture est une priorité et représente environ 24% du budget entre 1975 et 1986. L'Etat nationalise près de 2000 fermes et plantations abandonnées par les colons, mobilisant environ 130 000 ha. Il importe des centaines de tracteurs et fait appel à des agronomes des pays de la coopération socialiste (A. F. Isaacman et Isaacman 1983a, 148-49). L'essentiel du budget de l'agriculture est ainsi alloué aux fermes d'Etat<sup>220</sup>. Elles reprennent les cultures de la période coloniale : coton, sucre, riz, agrumes, coprah, sisal et thé. Samora Machel propose de déplacer la capitale à Unango, dans la province de Niassa, pour contrer les disparités régionales. Il initie le « programme des 400 000 ha » pour développer de grands blocs agricoles dans la région nord<sup>221</sup>. La capitale n'est cependant pas transférée, et le Nord reste peu investi. Une partie des entreprises agricoles privées se maintient également<sup>222</sup>. L'Etat-FRELIMO reproduit alors la géographie coloniale, favorable au Sud du pays où se concentrent la majorité des anciennes fermes.

Les autres interventions de l'Etat-FRELIMO ont également un effet transformatif limité. Il maintient un réseau de boutiques rurales, les *Lojas do Povo*, achète des denrées

---

<sup>218</sup> En 1977, lors du troisième congrès du FRELIMO, le parti adopte une rhétorique marxiste-léniniste. Sur l'origine du socialisme au Mozambique et ses contradictions voir (Cahen 1987).

<sup>219</sup> En 1977, les mozambicains élisent plus de 20 000 députés, siégeant dans 894 assemblées locales (Isaacman et Isaacman, 1983, 128-130). Les habitants peuvent écarter ces députés au nom de mauvais agissements ou des collaborations avec le régime colonial. Plus de 700 « autorités traditionnelles » sont ainsi exclues. Ces procédures d'enracinement local augmentent le nombre de membres du parti : ils passent de 15 000 au milieu des années 1970 à plus de 100 000 en 1983 (A. F. Isaacman et Isaacman 1983a, 121-24).

<sup>220</sup> En 1976, le ministère de l'agriculture crée le Directeurat National pour l'organisation de la Production Collective. Il est composé de 2 branches : (1) les fermes d'Etat, comprenant 14 agronomes et économistes et (2) les coopératives, comprenant 3 membres plutôt spécialisés en organisation politique et propagande. Le déséquilibre est justifié par l'autosuffisance de la paysannerie (Bowen 2000, 41). Les fermes d'Etat absorbent 90% du budget et les coopératives environ 5%. Bien qu'elles puissent jouer un rôle local important, les coopératives concernent moins de 13 000 ha (Adam et Sweden 1991, 41; Bowen 2000).

<sup>221</sup> La ferme Unango accueille des chinois, des roumains et des allemands de l'Est, qui viennent « faire la compétition au plus haut rendement » (entretien avec un ancien technicien mozambicain, Lichinga, 2014). La coopération roumaine réhabilite 10 unités de production de coton totalisant 10 000 ha dans le cadre de l'*Empresa Estatal Algodoeira Cabo Delgado* (Myers et West 1993, 52-56). Des milliers de mozambicains sont envoyés dans les pays de la coopération socialiste pour être formés en tant qu'ingénieurs et techniciens.

<sup>222</sup> Au total, le « secteur privé résiduel » emploie 68 500 salariés agricoles en 1982 (Pitcher, 2003, 801). Les entreprises agricoles privées Joao Ferreira dos Santos et Madal continuent d'exister au Mozambique pendant la période socialiste, et reconstruisent leur empire économique après la guerre civile (Pitcher 2003, 798; Kjerland et Bertelsen 2014, 291-320). Le fait que la Norvège soit un des principaux pays coopérant avec le Mozambique à l'indépendance aurait joué dans l'absence de nationalisation du groupe Madal (Pitcher, 2003, 798).

agricoles grâce à des entreprises paraétatiques, et vend des outils agricoles<sup>223</sup> (Cravinho 1998). Le coût de ces programmes est élevé et les difficultés techniques nombreuses. Des 1979, l'Etat incite les commerçants privés à rétablir des réseaux marchands pour accroître la commercialisation agricole<sup>224</sup>. Au Nord du Mozambique, le regroupement des habitants ruraux en villages communaux [*aldeias comunais*], s'appuie notamment sur les centaines de villages mis en place par les portugais pour contrer le FRELIMO (Araujo 1983). En 1982, la région nord compte 71 coopératives et 866 villages. Ces derniers regroupent 87% de la population de la province de Cabo Delgado, 12% de la population de celle de Niassa et 6% de celle de Nampula<sup>225</sup>. Les habitants s'y concentrent pour accéder aux services, notamment aux *lojas do povo*, et pour bénéficier des machines. Beaucoup d'entre eux conservent cependant leurs anciennes habitations et retournent produire sur leur territoire d'origine, maintenant la base productive intacte (Geffray 1991, 300). De nombreux villages demeurent donc purement administratifs : les habitants viennent se faire recenser et montrer à l'Etat-FRELIMO leur bonne volonté, sans pour autant s'y soumettre. Ils sont réticents à abandonner leurs parcelles au profit d'une production collective, craignant de se faire « rouler » par le gouvernement. De plus, les biens de consommation manquent dans les *Lojas do Povo* et les coopératives, ce qui limite la production et la commercialisation des récoltes (Raikes 1984, 105).

La politique agricole marginalise la production familiale, en particulier au Nord du Mozambique. Les élites politiques et les coopérations sont déconnectées des enjeux des producteurs familiaux et favorables aux fermes d'Etat et aux solutions technologiques<sup>226</sup>. Pour Merle Bowen (2000, 50-53), cette politique « anti-paysans » a non seulement négligé la paysannerie mais encore cherché à affaiblir les producteurs aisés. Le dualisme du FRELIMO, entre un secteur d'Etat soutenu et un secteur paysan livré à lui-même, permettait d'éliminer les élites rurales et les membres du parti favorable à un socialisme conservateur<sup>227</sup>. Les élites

<sup>223</sup> En 1984, l'institut de commercialisation AGRICOM compte 90 brigades et 149 postes d'achat totalisant une capacité de stockage de 1,4 millions de tonnes. Elle vend plus de 900 000 houes et machettes.

<sup>224</sup> Voir (Isaacman et Isaacman, 1983, 159). Dans la province de Cabo Delgado, par exemple, le retour des biens de consommation décuple les surplus de maïs commercialisés (Adam, 1996, 230 ;256).

<sup>225</sup> La province de Cabo Delgado compte 543 villages (815 000 habitants), celle de Niassa 63 villages (63 000 habitants) et celle de Nampula 260 villages (154 000 habitants) (Isaacman et Isaacman, 1983, 155).

<sup>226</sup> voir (Raikes 1984, 99; Bowen 2000, 52). L'élite du FRELIMO provient de Beira et de Maputo et est largement formée d'employés subalternes de bureaux, de commerce, d'auxiliaires d'infirmier et de chauffeurs auxiliaires (Cahen, 1994, 242). Elle est déconnectée des enjeux agricoles au Nord du pays.

<sup>227</sup> Le dualisme répond aux tensions internes au FRELIMO entre Samora Machel et Lazaro Nkavandame. « *Frelimo concluded that class struggle was a prerequisite for the development of socialism and thus sought to eliminate future « Nkavandames » and other well-off farmers, using Nkavandame and his legacy to repress the wider social base that he was supposed to represent. In the aim of destroying his legacy, they exaggerated the threat of a kulak class and categorized wealthier peasants and capitalist farmers as enemies of the revolution* » (Bowen, 2000, 53).

et les habitants urbains sont de plus isolés de l'effondrement de la production familiale car ils dépendent de denrées alimentaires importées. Elles représentent 60% des importations dans les années 1980 (Raikes 1984, 101). Les membres du FRELIMO originaires du Nord du Mozambique décrochent alors progressivement du parti. En parallèle, l'Opération Production lancée en 1983 transforme le Nord du Mozambique en « Sibérie » nationale. Cette politique déporte des dizaines de milliers d'urbains considérés improductifs ou marginaux vers les provinces de Niassa et Cabo Delgado (Vivet 2012, 73-77). Entre 50 000 et 100 000 personnes sont ainsi relocalisées dans l'espace rural Nord mozambicain. Les habitants sont contraints d'accueillir et de re-ruraliser ces déportés qui n'ont souvent jamais tenu une houe. Simultanément, les habitants sont forcés de rester dans des villages communaux qu'ils décrivent comme des « villages prisons » (Funada-Classen 2013b, 387-90). Des responsables originaires du Sud du Mozambique, ou d'autres ethnies, remplacent les chefs qu'ils jugeaient légitimes<sup>228</sup>. Dans un contexte géopolitique de Guerre Froide, cette région devient le terrain d'une guerre civile.

#### 4.2. Destruction et polarisation des espaces ruraux par la guerre civile

L'histoire de la guerre civile au Mozambique fait l'objet de deux interprétations divergentes. Une partie des travaux, confortant le discours du FRELIMO, a mis l'accent sur les racines extérieures de la guerre civile. Elle souligne le rôle du régime sud-africain et de la Rhodésie dans les attaques au Mozambique<sup>229</sup>. Dès 1976 les services spéciaux de Rhodésie organisent et arment la *Mozambique National Resistance* (MNR), qui regroupe des agents des services secrets portugais, des mercenaires africains et européens, et d'anciens membres du FRELIMO passés dans l'opposition<sup>230</sup>. En 1985, les attaques dirigées contre les infrastructures et les villages communaux se déploient du Centre du pays vers le Nord et le Sud<sup>231</sup>. Des zones de guérilla s'éparpillent sur tout le territoire, formant une guerre en « peau de Léopard » (Figure 4.8). Ceux que le gouvernement désigne comme « bandits armés »

---

<sup>228</sup> Pour des cas entre Makhuwa et Nianja dans la province de Niassa voir (Funada-Classen 2013b, 387-90). Pour des cas entre Makhuwa, Yao et Makonde voir (Adam 1996, 232).

<sup>229</sup> Ils organisent des frappes extérieures (plus de 350 attaques militaires de la Rhodésie contre le Mozambique) puis intérieures pour déstabiliser le FRELIMO (Isaacman et Isaacman, 1983, 176-177).

<sup>230</sup> La Rhodésie maintiendra son soutien jusqu'à son indépendance en 1980. Elle est relayée par l'Afrique du Sud. Sur la transformation de la MNR en parti politique et sa structure interne voir (M. Hall 1990; Manning 1998)

<sup>231</sup> A la fin des années 1970, la MNR concentre ses attaques dans les provinces de Manica et Sofala. Elle se redéploie en 1985 suite aux attaques menées par le FRELIMO et les forces zimbabwéennes sur sa base de Gorongosa. Les documents saisis révèlent que la MNR comptait détruire les voies ferrées et le barrage de Cahora Bassa et éliminer les coopérants (M. Hall 1990, 58).

[*bandidos armados*], passent de 5000 en 1981-1982 à 17 000 en 1988 (Isaacman et Isaacman, 1983, 178 ; Hall, 1990, 39-43). Cette expansion serait due à la capture violente de villageois, les membres du MNR perpétrant et faisant perpétrer des meurtres et des mutilations pour les enrôler de force (M. Hall 1990).

L'interprétation d'une guerre d'agression menée par des « bandits armés » peine cependant à expliquer la progression des attaques et des sabotages dans tout le pays malgré l'accord de non-agression signé avec l'Afrique du Sud<sup>232</sup>. Elle n'explique pas non plus l'absence de mobilisation populaire massive pour défendre l'Etat-FRELIMO et les infrastructures. D'autres travaux ont alors étudié les interactions entre des segments de la société mozambicaine et les membres de la MNR (Geffray 1990a; M. Hall 1990; Cahen 2002; Funada-Classen 2013b). Ils documentent la formation d'un corps social guerrier, qui deviendra le parti politique de la RENAMO, et le déploiement d'une guerre civile (M. Hall 1990; Cahen 2002). Les soutiens à la RENAMO s'expliquent par des éléments très locaux tenants à l'histoire des lignages, aux relations avec les élites, à des trajectoires sub-ethniques, ou encore aux politiques du FRELIMO (Pitcher 1998, 132; Funada-Classen 2013b, 390; Geffray et Pedersen 1988; Geffray 1990a). Ces dernières ont induit une « implosion » et une « pulvérisation postcoloniale » (Cahen 2002, 6-7). Elles ont généré des milieux favorables à la guerre, révélés par la forme discontinue des zones FRELIMO et des zones RENAMO (Figure 4.8).

---

<sup>232</sup> L'accord d'Incomati est signé avec l'Afrique du Sud en 1984. Voir (Cahen 1987).



Figure 4.8 : Zones contrôlées par la RENAMO en 1992, d'après la carte de Alex Vines (1996), modifiée par Sayaka Funada-Classen pour enlever la composition ethnique, et reproduite de la thèse de Funada-Classen (2012, 10). Limites du corridor de Nacala et traduction de la légende ajoutées par l'auteur.

La guerre civile conduit à une polarisation des espaces ruraux et à une déstructuration des groupes familiaux et des systèmes d'activité. Dans les zones sous contrôle gouvernemental, les habitants possèdent une maison dans les villages communautaires et souvent une ou plusieurs *shoshorona*, caches clandestines établies sur les anciens territoires (Geffray 1991, 309). C'est essentiellement là qu'ils vivent, produisent, et stockent leurs récoltes. Dans les zones sous contrôle de l'opposition, les familles réoccupent leurs anciens territoires (Geffray 1991, 303). La RENAMO instaure des chefs ou *mambo*, qui correspondent parfois aux anciens chefs, ou à défaut, à des membres désignés par les habitants (Funada-Classen 2013b, 392). Les violences de la RENAMO, oreilles coupées, exécutions sommaires, viols, pillages, ont été fortement médiatisées. Les aplats monochromes (Figure 4.8) masquent

cependant leur hétérogénéité géographique (Patrick 2011). Si la violence est centrale dans le mode opératoire de la RENAMO, créant un « culte » qui terrorise les villageois et le FRELIMO, elle est surtout concentrée au Sud du pays (Wilson 1992; M. Hall 1990, 53). Au Nord du Mozambique, le nombre d'attaques est réduit<sup>233</sup> (Patrick 2011). Dans les zones restées hors d'atteinte de la RENAMO et du FRELIMO, les groupes familiaux conservent leur habitat dispersé et camouflent leurs récoltes dans plusieurs greniers (Geffray, 1991, 309). La polarisation de l'espace rural conduit à l'éclatement des spatialités des habitants. Ils dissimulent leurs parcelles et leurs greniers dans des endroits distants et disjoints. Ils dorment tantôt dans la forêt, tantôt dans les villages communautaires<sup>234</sup>. La polarisation de l'espace rural divise également les clans et les groupes familiaux (Funada-Classen 2013b, 389).

La guerre civile a contribué à l'abandon de très nombreux espaces précédemment cultivés. Entre 3,4 et 7 millions de mozambicains ont fui, sur une population totale de 12 millions (1981), générant entre 1 et 2 millions de réfugiés à l'étranger et entre 2 et 5 millions de déplacés internes [*deslocados*] (Vivet 2012, 90). Devant la multiplication des zones de guérilla, le FRELIMO se concentre sur la protection de la capitale, des principales villes et des plantations qu'il voit comme des ressources économiques majeures. Au contraire il délaisse les zones moins densément peuplées. La commercialisation de la production et le travail salarié chez les producteurs plus aisés sont interrompus par la guerre. En 1989, Il ne reste que 1800 marchands au Mozambique, concentrés autour des zones urbaines, et quelques brigades de commercialisation qui circulent difficilement entre 76 postes AGRICOM sur des routes minées (Cravinho 1998, 96). De nombreuses zones, du côté de la RENAMO comme du FRELIMO, connaissent alors des disettes voir des famines (Geffray 1991, 312). En 1986, le déficit de céréales est estimé à 106 000 tonnes à l'échelle nationale. La région nord compte 560 000 personnes « déplacées », « s'alimentant de plantes sylvestres et se couvrant d'écorces d'arbre » et « démunies des plus élémentaires conditions de vie » (Cahen 1987, 20-22)

---

<sup>233</sup> Dans les zones RENAMO au Nord du Mozambique, les chefs sont soumis à des « impôts » en nature pour nourrir les soldats, mais conservent leur autorité sur les affaires de la famille. Ils accèdent également à des biens de consommation en troquant des aliments aux soldats de la RENAMO contre des biens volés dans les zones gouvernementales (Geffray 1991, 304). Voir également le chapitre 7.

<sup>234</sup> « Pour tenter de répondre sans trop de préjudice aux exigences impérieuses et contradictoires des deux armées rivales, les groupes domestiques ont éclaté. On habitait naguère (avant les villages communautaires) dans une maison où l'on dormait, où l'on mangeait, autour de laquelle on cultivait, dans laquelle on gardait les récoltes... Aujourd'hui, l'endroit où l'on mange ne coïncide plus avec celui où l'on dort, encore moins avec celui où l'on travaille, les réserves sont gardées ailleurs et les quelques richesses en bien manufacturés (tissus, radios) sont enterrés ailleurs encore. L'unité d'habitat ne coïncide plus, comme jadis avec le lieu de stockage, l'aire de production et celle de consommation » (Geffray, 1990, 177).

### 4.3. L'entrée dans le régime de l'aide et l'affirmation d'un virage libéral

En pleine guerre civile, l'Etat-FRELIMO, dépendant de dons et endetté, adhère aux institutions internationales et entame un virage libéral<sup>235</sup>. Il débute les négociations avec le Fond Monétaire International et la Banque mondiale en 1983, et initie un premier plan d'ajustement structurel, le Plan de Réhabilitation Economique (PRE), en janvier 1987. Il abandonne la doctrine socialiste, adopte le multipartisme, dévalue la monnaie et réduit les dépenses publiques<sup>236</sup>. Concrètement, le PRE diminue les fonds alloués à l'agriculture, qui chutent de 24% du budget (1975-1986) à 10% (1989-1990). Il engendre un fort accroissement des coûts des produits de base tandis que la production agricole ne croît que de 6,3% en trois ans, contre des prévisions d'augmentation de 29% (Alden 2001, 10). Le nombre de commerçants privés et des biens de consommation augmente, mais les termes de l'échange sont si défavorables aux producteurs que la commercialisation reste faible<sup>237</sup>. Ainsi en 1996, la meilleure année de commercialisation depuis le PRE, le volume atteint à peine 75% du niveau de commercialisation de 1981 (Cravinho 1998, 99).

L'ajustement structurel conduit à privilégier de gros projets agricoles, financés par des capitaux extérieurs, et à délaisser l'agriculture familiale (Bowen 2000, 190). Dès septembre 1980, Samora Machel a reçu les représentants de la Business International Corporation pour faciliter l'implantation de grandes firmes dans le pays (Cahen 1987, 34). En 1984, un Code des Investissements Etrangers est adopté<sup>238</sup>. Il est suivi de la création du Cabinet pour la Promotion de l'Investissement Etranger (Pitcher, 2003, 806). En 1985, le corridor de Beira est constitué en tant qu'entité juridique autonome, la *Beira Corridor Authority*, afin d'attirer des investisseurs étrangers et de rentabiliser les infrastructures ferroviaires et portuaires. En 1989, le 5<sup>ème</sup> congrès du FRELIMO lève les limites sur l'investissement de ses membres et autorise leur participation dans des entreprises privées. Les fermes d'Etat et les entreprises privées à l'abandon sont privatisées (Bowen 1992). En 1991, 606 000 ha ont fait l'objet de concessions

---

<sup>235</sup> Voir (Adam 1996). En 1983, le Mozambique n'est plus solvable : sa dette totale avoisine 2,5 milliards USD, soit plus de sept fois la valeur des exportations de 1982 (Cahen, 1987, 125).

<sup>236</sup> Lors du 5<sup>ème</sup> congrès de 1989, le FRELIMO devient un « parti pour tous les mozambicains » et non plus un « parti marxiste-léniniste ». En 1990 l'Assemblée Nationale adopte le multipartisme.

<sup>237</sup> Dans la province de Nampula par exemple, en 1986 les paysans devaient vendre 10,4 kg de riz pour acheter un mètre de tissus, en 1988 ils doivent vendre 33 kg, et en 1990 plus de 80 kg pour la même pièce de tissus (Bowen, 2000, 192). Dans la province de Cabo Delgado, les marchands sont organisés en un véritable cartel qui fixe des prix extrêmement défavorables aux producteurs (Adam, 1996, 230).

<sup>238</sup> Il s'agit de la loi des Investissements Etrangers, loi n° 4/84 du 18 août 1984, implémentée à travers le Décret n° 8/87, du 30 janvier 1987. Elle réhabilite toutes les formes d'investissement sans condition de participation étatique ou locale et avec la possibilité d'exportation des bénéfices en devises étrangères.

provinciales, et 792 000 ha de concessions centrales (Myers 1994b). Ces concessions foncières restent cependant des déclarations d'intention et non pas des occupations effectives compte tenu des affrontements qui ravagent le pays.

Ces concessions et la politique agricole du gouvernement reproduisent les disparités régionales et ne conduisent pas à une intégration nationale. Le Programme des Districts Prioritaires (PDP), approuvé par l'assemblée en 1989, identifie 4 districts dans chacune des 10 provinces, qui doivent être des sites prioritaires de réhabilitation de la production familiale et de la société civile rurale (Green 1990). Cette sélection est une tentative de rééquilibrage géographique (Sidaway 1993, 253 - 54). Toutefois, comme les districts sont choisis en fonction de leur accessibilité, de leur sûreté et de leur potentiel productif, ils sont situés dans les différents corridors de transport. La sélection reproduit ainsi la géographie coloniale (Pitcher 1998, 131-32). La mise en œuvre du PDP dépend de plus des fonds de la Banque mondiale et de donateurs. Ces derniers réduisent la focale à l'agriculture et se centrent sur une coopération technocratique et bureaucratique, avant de délaisser le programme (Joseph Hanlon 1991, 186; Bowen 1992, 266; Green 1990, 25-27). *In fine*, le PDP ne permet ni l'émergence d'une « société civile » rurale, ni la résorption des écarts et du manque d'intégration entre les régions.

La guerre civile et l'ajustement structurel entraînent l'afflux massif de l'aide au développement et les interventions « par projet » dans l'agriculture. Entre 1983 et 1989, l'aide croît de 263%, passant de 249 millions USD à 952 millions USD (Adam, 1996, 129). Elle représente 66% du PIB de 1989. Le gouvernement accepte toutes les conditionnalités des donateurs bilatéraux et multilatéraux (Adam 1996, 129-130). L'action humanitaire et les situations d'urgence représentent 22% des fonds, alors que l'agriculture ne compte que pour 12% (Adam 1996, 132). Ces interventions privilégient l'importation et la distribution de denrées alimentaires et de produits de base. Elles renforcent l'intégration des principales villes mozambicaines aux marchés internationaux et effondrent la commercialisation dans les espaces ruraux<sup>239</sup>. Les ONG étrangères multiplient également leurs interventions dans les zones sous contrôle du FRELIMO, parfois l'encontre des choix du gouvernement<sup>240</sup>. A partir

---

<sup>239</sup> L'aide précipite la chute d'AGRICOM en la concurrençant par des dons de semences et de matériels agricoles et par des distributions alimentaires. En 1994, AGRICOM est remplacée par l'Institut des Céréales du Mozambique, dont la masse salariale est dix fois inférieure (Cravinho 1998).

<sup>240</sup> C'est notamment le cas des ONG américaines *CARE* et *WorldVision*, imposées au gouvernement mozambicain en échange d'une aide accrue des Etats-Unis (Joseph Hanlon et Smart 2008, 10; S. Barnes 1998, 9).



de 1991 des ONG mozambicaines apparaissent également. Les interventions dans l'agriculture échappent alors largement au contrôle du gouvernement mozambicain.

La guerre civile et la libéralisation ont donc conduit à une profonde déstabilisation de la production agricole et à une désintégration aux échelles locales, régionales et nationale. Des accords de paix entre le FRELIMO et la RENAMO, qui est reconnue comme un parti politique, sont signés en 1992<sup>241</sup>. Ils sont suivis par une reprise des investissements privés et une augmentation des projets de Développement. Ils viennent complexifier la constellation agropolitique.

## Section 5 - Une gouvernamentalité néolibérale de l'agriculture au Nord du Mozambique

Les accords de paix de 1992 sont marqués par un retour des déplacés et une reprise de la production agricole. Une gouvernamentalité néolibérale est mise en place, caractérisée par une multiplication d'acteurs qui déploient des revendications sur l'espace et la production agricole<sup>242</sup>. De nombreux habitants sont relégués dans les espaces ruraux et l'activité agricole par manque d'alternatives. Ils mettent en culture des zones précédemment cultivées par des fermes coloniales ou des parcelles dispersées dans des zones moins densément occupées. La production agricole est insérée dans des systèmes de concession et des réseaux marchands tournés vers l'exportation et non pas vers l'intérieur du Mozambique. La différenciation entre les foyers s'accroît et l'économie rurale mélange alors subsistance, production marchande et activités non-agricoles. Elle repose sur des usages fragmentés de l'espace qui sont peu saisis par les cartographies à faible résolution. L'Etat-FRELIMO met en œuvre un populisme agricole pour renforcer son ancrage, mais la marginalisation progressive des régions centre et Nord alimente les contestations.

---

<sup>241</sup> La RENAMO a renforcé son appareil administratif et politique dès le milieu des années 1980 (Manning 1998, 180-188). En 1989, lors du 1<sup>er</sup> congrès de la RENAMO, Afonso Dhlakama demande des accords de paix et un gouvernement de réconciliation nationale. Des médiateurs sont mobilisés, dont l'évêque de Beira, deux membres de la communauté romaine de Sant'Egidio et un parlementaire Italien. Pour une histoire de cette médiation à partir des notes des médiateurs voir (Rocca 1998).

<sup>242</sup> Sur la gouvernamentalité néolibérale, voir le chapitre 1.

### 5.1. Une reterritorialisation des interventions dans l'agriculture par l'aide au développement

L'Etat Mozambicain est affaibli à l'issue de la guerre civile, et ce sont essentiellement les projets d'aide au développement qui interviennent dans les espaces ruraux. 80% des fonctionnaires mozambicains sont localisés dans des zones urbaines et ont des salaires inférieurs à 150 USD par mois (Green 1996, 5 - 6). Simultanément, le pays accueille des centaines de projets de Développement agricole et rural qui offrent des positions mieux payées aux mozambicains formés<sup>243</sup>. Ils quittent leurs éventuels emplois de fonctionnaires pour rejoindre les ONG, et l'Etat mozambicain se retrouve ainsi « vidé » [*hollowed out*] par ces dernières (Bowen 2000, 196). L'Etat est partie prenante de cette décharge. Par exemple, en 2005, le programme « Sous-traitance » [*Outsourcing*] adopté par la province de Niassa délègue à des ONG la mise en œuvre du Développement dans plusieurs districts. La décharge est donc officialisée et institutionnalisée par les administrations de la province et des districts. Au-delà d'une délégation, elles n'hésitent pas à mobiliser les ressources des ONG pour accomplir les fonctions qui leurs restent dévolues. La territorialisation des interventions dans l'agriculture dépend alors des projets d'aide au développement.

Les projets reproduisent la géographie des interventions gouvernementales précédentes puis divisent le Mozambique en territoires d'action spécifiques à chaque organisation. Les programmes d'urgences [*programas de emergencia*] se focalisent entre autres sur le déminage des zones rurales et la réintégration des déplacés internes, des réfugiés internationaux et des soldats démobilisés<sup>244</sup>. La géographie des mines et du déminage est particulièrement défavorable aux anciennes zones RENAMO, notamment les provinces de Nampula et de Zambezie (Jon D. Unruh, Heynen, et Hossler 2003). Dès 1992, les programmes de reconstruction [*rehabilitação* ou *reconstrução*] reprennent largement la géographie du PDP. Ils sont soutenus par des agences de coopération et des ONG, qui se partagent alors les provinces du Mozambique<sup>245</sup>. OXFAM-GB et la coopération suédoise se

---

<sup>243</sup> Sur la période de 15 ans de 1993 et 2007, le Mozambique reçoit 17 milliards USD, dont 11 milliards USD utilisables dans le pays (en enlevant la remise de dette et l'aide sous forme de coopération technique) (Hanlon et Smart 2008, 11-12). D'après la base de données en ligne ODAMoz, entre 1990 et 2016, 308 projets portent sur les questions agricoles, alimentaires, forestières, de pêches et de développement rural.

<sup>244</sup> 93 000 soldats démobilisés sont indemnisés pendant deux ans, grâce à des fonds gouvernementaux et des donateurs, et se réinstallent ainsi dans les zones de leur choix (Joseph Hanlon et Smart 2008, 9)

<sup>245</sup> Le Programme des Nations-Unies pour le Développement soutient par exemple les Commissions de Planification Provinciale (CPP) de Maputo et de Nampula, l'Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement, soutient la CPP de Niassa, et l'Agence Norvégienne pour la Coopération et le Développement

divisent par exemple la province de Niassa. La première met en œuvre le *Niassa Food Security Programme* et organise plus de 150 associations de producteurs et l'Union des Paysans du Sud du Niassa (UCASN)<sup>246</sup>. La seconde déploie le projet *Avante Niassa* (PROANI) à partir du Nord de la province<sup>247</sup>. Ce sont donc les ONG et des agences de développement qui relancent la production agricole au Nord du Mozambique.

Les interventions des ONG facilitent la réinstallation des habitants et leur reprise des activités agricoles mais elles jouent un rôle marginal dans la commercialisation des récoltes. Elles réhabilitent en partie les anciennes chefferies ou les grandes familles de la zone, qui accueillent les ONG et les producteurs sur leurs terres et sont souvent leurs points de contacts<sup>248</sup>. Les projets promeuvent la diversification de cultures alimentaires (fruitiers, produits maraîchers) et des cultures de rentes (sésame, tournesol, soja, paprika). Au Nord du Mozambique, ils se focalisent sur une agriculture non mécanisée et familiale<sup>249</sup>. La commercialisation est cependant un point difficile. Les associations accumulent des stocks de paprika, de soja, de maïs ou encore de graines de tournesols qui ne trouvent pas preneurs (Joseph Hanlon et Smart 2008). Les coopératives de producteurs sont confrontées à des difficultés techniques (ex. disponibilité de moyens de transport, rémunération des acheteurs, stockage) et financières (ex. crédits pour acheter à l'avance, corruption et détournement de fonds)<sup>250</sup>. Les habitants comptent alors largement sur des réseaux de marchands privés qui se rétablissent dans l'espace Nord Mozambicain et enchâssent leurs productions dans les

---

prend en charge la CPP Cabo Delgado. Ce genre de partage n'est pas unique au Mozambique, pour un cas en Zambie relatif à la gestion de l'eau, voir (Trottier 2007c).

<sup>246</sup> OXFAM est présente dans la région dès la fin des années 1980 où elle a approvisionné des camps de déplacés ruraux autour des villes. Après une première phase « d'émergence », qui est un gouffre financier, OXFAM entame une phase de « Développement », réduite autour de la production et de la commercialisation agricole. « *Dans le Programme de l'Émergence, nous distribuions des intrants, nous donnions des semences, des outils, des aliments, alors que quand la phase du Programme de Développement est arrivée, tout devait être à crédit. Nous remettions 1 kg de semences de maïs et après la récolte, on devait nous en rendre 2 ou 5 kg.* » (entretien avec un ancien technicien d'OXFAM, district de Cuamba, 2015).

<sup>247</sup> PROANI coordonne des fonds de diverses origines pour reconstruire la province sur la base de 4 piliers : (1) les infrastructures de transport, (2) la formation des fonctionnaires (3) la promotion du secteur privé pour la création d'emplois et (4) la construction de la société civile. Le projet créé de nombreuses associations de producteurs et est à l'origine de la Fondation Malonda, centrée sur l'attraction d'investisseurs privés.

<sup>248</sup> Dans le district de Monapo par exemple, les ONG ont organisé les habitants selon leur groupe familial. Elles ont ensuite demandé à chaque groupe de choisir un représentant, et ils ont formé le noyau associatif de la zone à partir de ces derniers (entretiens à Kharamu, district de Monapo, mai 2015)

<sup>249</sup> L'élevage bovin est très peu développé au Nord du Mozambique et rencontre des contraintes majeures (maladies, manque de fourrage, conflits de voisinage). La collectivisation est mal vécue car elle fait écho aux travaux forcés sur les parcelles des chefs pendant la période coloniale et la « socialisation » ratée après l'indépendance (A. Isaacman et al. 1980; Wrangham 2010).

<sup>250</sup> La coopérative de l'UCASN est finalement privatisée au milieu des années 2000 pour donner naissance à la première coopérative « moderne » du pays, nommée ALIMI. Les quantités commercialisées restent bien inférieures à ce que produisaient les associations de l'UCASN. (archives de l'UCASN et entretien avec les responsables d'ALIMI, Cuamba, mars 2014).

marchés malawien, indien ou encore pakistanais. Leur poids augmente dans les années 2000, alors que les ONG délaissent les « secteurs productifs » comme l'agriculture au profit des « secteurs sociaux » comme la santé, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement<sup>251</sup>. Plus de 130 000 habitants de la région nord produisent ainsi du sésame en 2009 pour une diversité d'acheteurs privés, sans que cette culture relève d'un plan de Développement régional ou national (INE 2010).

## 5.2. Peu d'investissements privés et un retour de la production sous-contrat

Dans un contexte de privatisation des biens d'Etat, de plus en plus d'investisseurs, « nationaux » et étrangers acquièrent des droits fonciers et des entreprises au Mozambique<sup>252</sup>. La privatisation et l'implantation d'investisseurs privés marginalisent cependant la région nord qui était peu dotée en fermes coloniales et en fermes d'Etat. Comme à la fin des années 1980, où les investissements se concentraient essentiellement à Maputo et dans le corridor de Beira (Sidaway 1993, 250-51), la géographie des investissements agricoles, entre les zones minées, et les biens à reprendre, est largement favorable au Sud du Mozambique. Le gouvernement et les bailleurs réhabilitent le secteur sucrier dans le centre et le Sud du pays (D. Rosário 2012, 11). Au milieu des années 2000, c'est là que se concentrent les investissements dans les biocarburants (Schut, Slingerland, et Locke 2010, 5160). Le *Land Tenure Center* estime que sur 1 360 000 ha concédés pour l'agriculture entre 1986 et 1993, seulement 120 000 ha sont situés dans la région nord (Myers, Eliseu, et Nhachungue 1994, 24). Il est cependant stratégique pour ces auteurs d'afficher les chiffres les plus élevés possibles afin d'encourager les administrations mozambicaines à interrompre la mise en concession le temps que la loi foncière soit révisée<sup>253</sup>. Un retour sur ces concessions et leurs effets est donc nécessaire.

---

<sup>251</sup> A la fin de la guerre civile, les fonds sont essentiellement alloués à la remise de dette (21%), à l'aide alimentaire et les interventions d'urgence (13%), aux infrastructures de transport et de communication (11%), ainsi qu'à l'agriculture, la foresterie et la pêche (8%) (Hanlon et Smart, 2008, 214). Dès le début des années 2000, les « secteurs sociaux » comme l'éducation, la santé et la « société civile » (32% au total) passent devant les « secteurs productifs » comme l'agriculture et l'industrie (7%).

<sup>252</sup> Sur la privatisation des entreprises d'Etat voir (Pitcher 2003). Elle questionne en particulier la catégorie « nationale » dans laquelle certains grands groupes comme la JFS, Madal, ou encore Entreposto sont classés à l'issue de l'indépendance, alors qu'ils ont par ailleurs des éléments clairement extra-nationaux (ex. capitaux, cadres). Sur la privatisation des fermes d'Etat voir (Myers, Eliseu, et Nhachungue 1994; West et Myers 1996).

<sup>253</sup> Ils assimilent les concessions pour la production directe et la production sous-contrat, les licences d'exploitation forestière et de chasse, ou encore les licences de prospection minière, totalisant plus de 12 millions d'ha concédés. Souvent, ces concessions n'obtiendront pas de statut légal, et ne seront pas exploitées.

Au Nord du Mozambique, la plupart des anciennes exploitations coloniales de coton, de tabac et de sisal, sont réoccupées par les habitants et ne sont pas réinvesties par des entreprises privées. Au milieu des années 2000, seules cinq plantations de sisal sont actives dans les districts d'Angoche et de Monapo<sup>254</sup>. La production reste cependant bien inférieure à celle des années 1960 et n'engage que quelques centaines de saisonniers. En mai 1997, le gouvernement mozambicain établit la Société de Développement Mosagrius<sup>255</sup> pour implanter des agriculteurs sud-africains et mozambicains dans la province de Niassa (Decualanga 2006). Son échec est caractéristique des difficultés que rencontrent les investisseurs. Mosagrius reçoit 220 000 ha en concession pour 50 ans, qu'elle alloue à une douzaine de sud-africains et une dizaine de mozambicains. Le projet a eu un fort impact médiatique<sup>256</sup>. Mais du fait des coûts élevés, du manque d'infrastructures et de crédits, et de conflits avec la main d'œuvre, la plupart des investisseurs ont abandonné leurs terres avant d'avoir défriché les 1500 ha concédés (Decualanga 2006). Le crédit initial permettait à peine de défricher 60 ha et la commercialisation était un défi majeur<sup>257</sup>.

Les investissements privés de grande taille qui ont réussi à s'implanter et à se maintenir ont généré très peu d'emplois. Ils relèvent de trois types : (1) les plantations et les concessions forestières, (2) les concessions de chasse et de nature, (3) les concessions de production sous-contrat. La Fondation Malonda, mise en place par le projet PROANI (cf. section 1.4.) a facilité l'implantation de plantations de pins et d'eucalyptus. Elle a transféré plus de 140 000 ha de terres, dont celles de Mosagrius, à 6 compagnies. Ces dernières nécessitent peu de main d'œuvre et ont généré des conflits avec les occupants précédents<sup>258</sup>. Plusieurs entreprises, essentiellement mozambicaines et chinoises, ont également obtenu des concessions forestières pour l'exploitation du bois. Elles embauchent à peine quelques habitants localement, pour identifier les arbres et les abattre. La compagnie privée Madal est à

---

<sup>254</sup>En 2004, 3475 ha seraient en production sur 5 sites : Natir à Angoche (400 ha), à Monapo, Ramiane (1025 ha), Mecucu (1250 ha), Meserepane (450 ha), Jagaia (350 ha). Voir (Tembe 2014; Esisapo 2003, 2006).

<sup>255</sup> La Société de Développement Mosagrius est créée le 6 mai 1997 à Maputo. Il s'agit d'une joint-venture entre l'Etat mozambicain et la SACADA (Chambre d'Agriculture d'Afrique du Sud pour le Développement de l'Agriculture en Afrique). Chacun détient 50% des actions et investi un capital initial de 50 000 USD.

<sup>256</sup> Il a été médiatisé en tant « qu'exportation de l'apartheid » et de « second trek des boers » faisant suite aux élections sud-africaines de 1994 et à la fin de l'apartheid (voir Chossudovsky 1997, 2013; repris dans Lahiff et Scoones 2000, 18). Sur les craintes des habitants, voir (Galli 2003, 44, 237).

<sup>257</sup> Entretien avec Abel Lucas à Lichinga en avril 2014. Ancien directeur de l'agriculture de la province de Niassa, il a été un des 10 mozambicains choisis. Au lieu d'utiliser le crédit pour défricher 60 ha, il n'a mis en production que 20 ha et réinvesti le reste pour fonder une compagnie de transport commercial avec la Tanzanie. Il a ainsi produit du Tabac, vendu au Malawi, et était en 2014 à la tête d'une entreprise de transport florissante.

<sup>258</sup> Entretien avec un ingénieur de Mosagrius, Lichinga, Mai 2014. Voir également (Programa Malonda 2005; Akesson et Nilsson 2006). L'intérêt pour les plantations est lié à la mise en place de marchés du carbone, sur lesquelles s'échangent des crédits issus de projets forestiers, assimilés à des réductions d'émissions.

l'origine des concessions de chasse et de Nature autour la Réserve de Niassa. En 1998, la Société pour la Gestion et le Développement de la Réserve du Niassa (SGDRN), à 51% au gouvernement mozambicain et 49% à la *Niassa Investment Company*, détenue par la compagnie Norvégienne Astrup, même actionnaire que le groupe MADAL, obtient une concession de 10 ans renouvelable 5 fois (Soto 2009, 95). La SGDRN gère ainsi plus de 4,2 millions d'hectares au Nord du Mozambique : 2,2 millions d'ha de réserve et 2 millions d'ha de zone tampon, découpée en concessions de chasse. Ces différentes concessions ne nécessitent que quelques dizaines de travailleurs permanents et quelques centaines de saisonniers, alors que les plantations coloniales en mobilisaient des dizaines de milliers. Les habitants doivent donc compter sur d'autres activités pour obtenir de l'argent. Ils se replient notamment sur la production de coton et de tabac.

Dès les années 1990, l'Etat mozambicain relance la production de coton en formant des joint-ventures avec des entreprises privées, puis laisse ces dernières organiser une production sous-contrat dans de larges concessions territoriales<sup>259</sup>. Ces entreprises ont récupéré les anciennes infrastructures, telles que les fermes coloniales, les fermes d'Etat et les usines d'égrenage du coton. Elles reprennent rarement la production directe et font surtout planter du coton aux producteurs familiaux sur leurs terres dans le cadre de monopsones<sup>260</sup>. Par exemple, la LOMACO, obtient un titre de 39 000 ha qu'elle cultive en partie, et une concession de 1,4 millions d'ha, où elle achète la récolte de producteurs individuels ou associés en « petites unités de production intensive » (West et Myers 1996, 44-45; Pitcher 1998). Au total entre 60 000 et 100 000 habitants produisent du coton dans le cadre des concessions territoriales privées au Nord du Mozambique.

Le coton génère cependant une rente faible. En 1994, la rente moyenne de 33 producteurs de Monapo est de 93 USD, et celle de 15 familles de Mecuburi de 43 USD (Pitcher 1998, 134). En 2004, la rente moyenne de 87 producteurs de coton dans la vallée du Zambèze est de 94 USD (Benfica 2006, 38). En 2012, plus de 50% des producteurs du district de Marrupa gagnent moins de 175 USD par an<sup>261</sup>. Ces valeurs limitées sont liées au faible

---

<sup>259</sup> En 1990 il forme la SODAN, en partenariat avec l'entreprise Joao Feirreira dos Santos et la SAMO avec le groupe Entreposto. La LOMACO est aussi une joint-venture avec l'entreprise Lonrho. Voir (Pitcher 1998)

<sup>260</sup> Un monopsonne est une situation de marché dans laquelle il n'y a qu'un seul acheteur, ici une compagnie par concession territoriale. En échange de cette exclusivité, le gouvernement fixe un prix minimal d'achat et les compagnies fournissent à crédit les semences, les pesticides, les pulvérisateurs et éventuellement les tracteurs.

<sup>261</sup> D'après les entretiens avec 75 producteurs de coton réalisés par Casimiro Luis Purira dans le cadre de sa thèse de licence d'agronomie soutenue à la Faculté d'Agriculture de Cuamba en 2012.

prix du coton au Mozambique ainsi qu'aux faibles rendements des producteurs<sup>262</sup>. Ils accèdent toutefois à d'autres ressources en plantant du coton, comme des piles, des pesticides, et des moyens de transport, et complètent ces rentes par d'autres activités<sup>263</sup> (voir le chapitre 7). Comme pendant la période coloniale, l'adoption du coton réduit la complexité des systèmes de cultures (Tableau 4.2). Toutefois, elle n'est pas associée à une augmentation de l'insécurité alimentaire. Une partie de la rente du coton peut être utilisée pour acheter des denrées alimentaires, tandis que les intrants, notamment les pesticides, peuvent être revendus ou appliqués sur d'autres cultures plus lucratives.

Cultures produites	Non Producteurs de coton	Producteurs de coton
Maïs et haricots	4	11
Maïs, haricots, et Mapira	15	31 (41%)
Maïs, haricots, Nechenim (éleusine) et Manioc	35 (47%)	22 (29%)
Maïs, haricots, manioc et cacahuètes	1	9
Maïs, haricots, riz et sésame	20 (27%)	2
Total	75 (100%)	75 (100%)

Tableau 4.2 : Cultures produites selon que les producteurs sèment ou non du coton, dans le district de Marrupa, d'après la thèse de licence de Casimiro Luis Purira (2012).

La production de tabac s'organise selon un modèle de concessions territoriales similaires à celles du coton<sup>264</sup>. Depuis 2007 cependant, la *Mozambique Leaf tobacco* (MLT, filiale de la compagnie américaine *Universal Corporation*), est la principale compagnie concessionnaire<sup>265</sup>. Elle relocalise son approvisionnement dans les provinces de Tete et de Niassa, qui représentaient 66% de la production nationale en 2003 et 89% en 2011 (Perez-Niño 2014, 120). Au Nord du Mozambique, près de 40 000 familles étaient productrices de tabac en 2010. Si la MLT emploie près de 6000 personnes, elles sont essentiellement localisées dans la province de Tete, où l'entreprise a ouvert une usine de transformation des feuilles pour l'exportation. Les emplois de techniciens agricoles, qui encadrent l'allocation

<sup>262</sup> Le rendement moyen est de 500 kg/ha au Mozambique contre une moyenne mondiale de plus de 2 t/ha (observation lors de la réunion annuelle du secteur cotonnier en 2015, Cuamba ; données FAOSTAT). Le prix du coton au Mozambique est le plus bas de la région australe (D. L. Tschirley, Poulton, et Labaste 2009, 70-71).

<sup>263</sup> Les producteurs mènent des activités salariées en parallèle, travaillant en ville ou à leur compte. Lors des marchés de coton, les habitants sont souvent à la fois producteur et auto-entrepreneur : « *They sold their cotton to the company and then traded alcoholic beverages, handmade pots, clothes and other goods at the market. Women brewed beer or designed and crafted pots while men distilled alcohol for sale and in exchange for work. Such a diversity of productive activities is consistent with the history of rural life in Nampula, but is also a rational response to persistent and pervasive economic insecurity.* » (Pitcher, 1998, 135).

<sup>264</sup> Le Diplôme Ministériel n° 176/2001 du 28 novembre 2001 encadre le secteur du tabac. Il a été suivi par l'attribution de concessions à plusieurs compagnies : Joao Ferreira dos Santos (JFS), Stancom (filiale de Alliance One International, basée aux Etats-Unis), Mozambique Leaf Tobacco (MLT, filiale de la compagnie américaine Universal Corporation), SONIL, Dimon et Mosagrius (trois joint-ventures avec la Stancom).

<sup>265</sup> Sur les manœuvres de la MLT voir (Perez-Niño 2014, 118-120). Dimon, JFS et Stancom ont cédé leurs concessions à la MLT. Il ne reste plus aujourd'hui que la SONIL qui opère à l'Ouest de Nampula, et vend l'intégralité de sa production à la MLT.

des crédits, des engrais, des pesticides, et organisent l'achat des feuilles de tabac, sont limités. Le régime du tabac reconfigure donc essentiellement les systèmes d'activités familiaux en introduisant une culture de rente supplémentaire.

Les effets induits par la culture du tabac au Nord du Mozambique sont similaires à ceux observés dans la province de Tete (Benfica 2006). Le tabac engendre une élévation des revenus monétaires du fait des prix élevés<sup>266</sup>, une augmentation de l'utilisation des engrais chimiques sur le tabac et le maïs, et un recours accru à une main d'œuvre salariée<sup>267</sup>. Cette culture conduit également à une marchandisation accrue de l'alimentation. Les producteurs achètent du maïs pour l'alimentation de leur famille et de leurs travailleurs, impactant l'activité des non-producteurs de tabac. La fluctuation des cours du tabac et la tendance des habitants à s'y consacrer au détriment de leurs cultures alimentaires conduit la MLT à obliger les producteurs à planter du maïs<sup>268</sup>. Les systèmes d'activités sont donc très loin de ceux d'une paysannerie autosuffisante. L'appropriation de la production et de l'espace repose sur une multiplicité de structures d'encadrements, dans laquelle les compagnies de coton et de tabac jouent un rôle déterminant.

### 5.3. Une appropriation de l'espace de production importante mais fragmentée

La production agricole au Nord du Mozambique repose sur des producteurs familiaux de petite taille et sur des usages dispersés de l'espace. Les producteurs familiaux ne sont pas homogènes mais fortement différenciés. En définissant les « producteurs commerciaux » comme ceux qui gagnent par an au moins 567 USD (soit plus de 5 fois le revenu médian d'une famille), Hanlon et Smart (2014, 17-20) dénombrent 14 000 producteurs commerciaux dans la province de Niassa, 10 000 dans celle de Nampula et 2000 dans celle de Cabo Delgado en 2012. Cette différenciation est induite par les possibilités de commerce et par les relations des foyers aux chefferies, au parti du FRELIMO, ainsi qu'aux élites de la période coloniale (Pitcher 1998, 139 voir également le chapitre 7). Ces relations sociales permettent

---

<sup>266</sup> Comparant 117 producteurs de tabac avec 42 non-producteurs, Benfica (2006, 37) montre que les producteurs de tabac gagnent en moyenne 1572 USD via leurs activités agricoles et les non-producteurs 595 USD. Les prix au Mozambique restent cependant plus faibles que ceux dans les pays voisins (Perez-Niño 2014, 125). Beaucoup de producteurs se plaignent également de déclassements abusifs des feuilles par les techniciens (entretiens dans les districts de Mecanhelas et Malema, 2014). Voir aussi (Hammar 2010, 404-5).

<sup>267</sup> 72% des producteurs de tabac interrogés ont recours à de la main d'œuvre permanente contre 31% des non-producteurs (Benfica 2006). Les producteurs ont recours à des travailleurs saisonniers et annuels, recrutés localement, dans la province de Zambézie ou venus du Malawi.

<sup>268</sup> L'entreprise craint en effet qu'un effondrement de la production ou des cours du tabac ne se transforme en crise alimentaire (entretien avec le responsable de la MLT à Cuamba, juin 2014).



d'accéder à d'autres ressources, notamment en terre, en argent et en main d'œuvre, et de les mobiliser pour accroître la production agricole ou l'accès aux récoltes. Elle ne conduit pas nécessairement à l'appropriation et à la mise en culture de grandes surfaces homogènes. Au contraire, les foyers les plus aisés peuvent avoir accès à une multitude de parcelles, de travailleurs, de débiteurs ou encore de clients.

Concrètement, ces éléments signifient qu'il ne faut pas chercher les usages des sols dans de grandes exploitations mais dans des parcelles entre 0,5 ha et 2 ha, enchâssées dans des espaces ruraux hétérogènes<sup>269</sup>. Le discours, les statistiques et les cartes se focalisent sur 5-6 millions d'hectares cultivés. La carte de la Direction Nationale de la Terre et des Forêts produite en 2010 permet ainsi d'identifier d'importantes surfaces de forêts non cultivées et donc potentiellement disponibles (Figure 4.9). Cependant cette même carte indique également 4 millions d'hectares de *shifting cultivation with forest* et 5,8 millions d'hectares de *forest with shifting cultivation*. Si on ajoute à ces surfaces 1,24 millions d'hectares classés en plantation<sup>270</sup>, il apparaît que plus de 17 millions d'hectares sont déjà intégrés dans des activités de production agricole<sup>271</sup>, soit près de la moitié (47,6%) du « potentiel » estimé à 36 millions d'hectares.

---

<sup>269</sup> La taille des surfaces moyennes cultivées dans la province de Nampula était de 1,66 ha en moyenne pendant la période coloniale et d'un peu plus de 2 ha en 1991 (Pitcher 1998). Depuis les années 2000, les surfaces cultivées par foyer et la surface agricole totale sont cependant en diminution : 1,6 ha/foyer pour la province de Niassa, 1,1 ha/foyer pour Cabo Delgado, 1,4 ha/foyer pour Nampula en 2012 (MINAG 2012).

<sup>270</sup> Correspondant essentiellement aux plantations d'anacardiens et de palmier sur la façade littorale.

<sup>271</sup> Activités au sens large, c'est-à-dire à la fois une mise en culture directe mais aussi des activités de chasse, de cueillette, ou encore de recherche de bois, essentielles au maintien des habitants dans ces espaces.

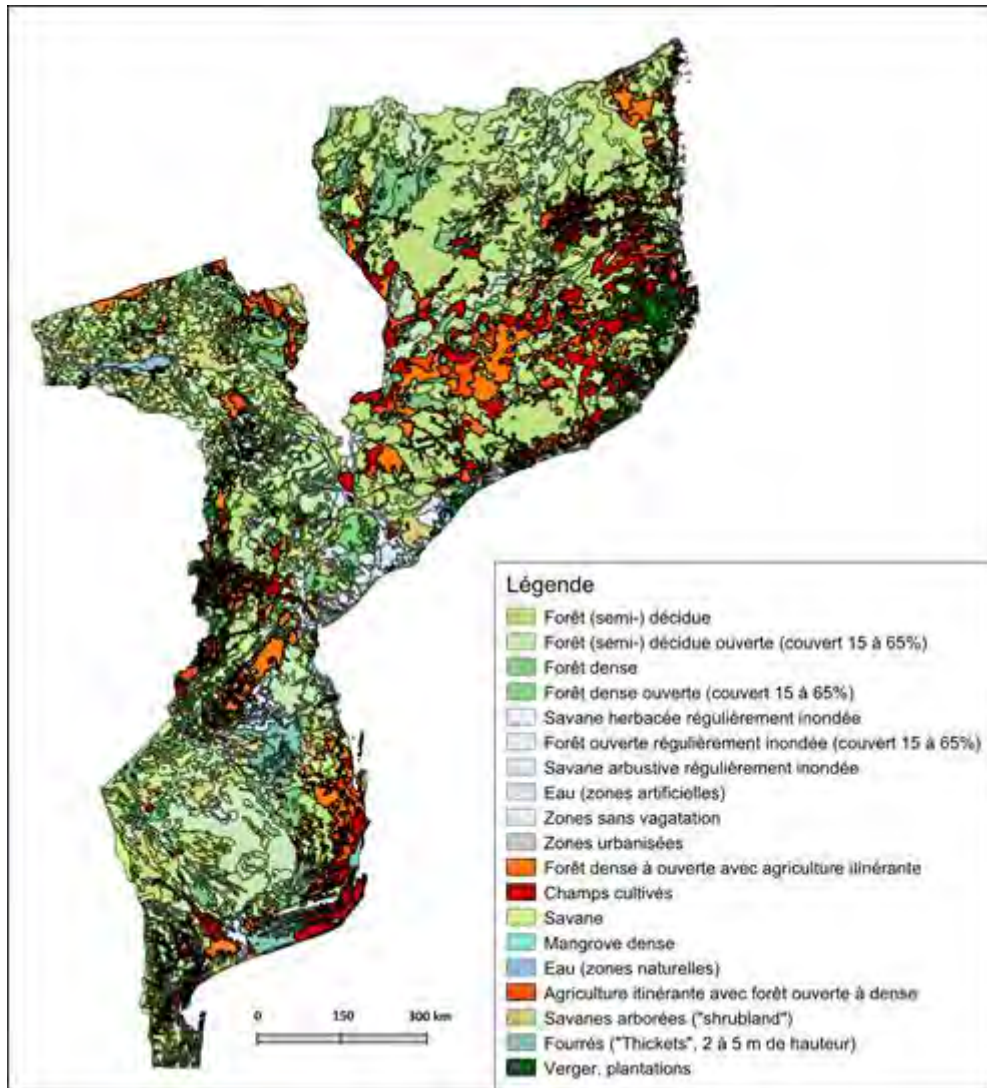


Figure 4.9 : Carte des usages des sols au Mozambique d'après les données de la Direction Nationale de la Terre et des Forêts de 2010. Réalisation : N.Leblood, 2017

Les usages fragmentés de l'espace sont cependant systématiquement sous-estimés. La carte du DNTF repose sur une classification automatique de données de télédétection en polygones qui sont ensuite validées par des experts mozambicains<sup>272</sup>. Elle représente bien les usages agricoles dans les zones caractérisées par une forte densité de parcelles, notamment les sites précédemment cultivées par de grandes fermes. Cependant, elle classe à tort les endroits moins densément cultivés ou comprenant des parcelles dispersées en zones de forêts. Par exemple, le site n°6<sup>273</sup>, marqué par une succession d'investissements coloniaux et post-

<sup>272</sup> Elle est issue du *Global Forest Resource Assessment* conduit par la FAO en 2010. Pour le rapport sur le Mozambique voir (FAO 2010a). Sur la méthodologie voir (Lindquist et D'Annunzio 2016). Les auteurs expliquent notamment la nécessité de trouver un compromis entre nombre de polygones et validation à dire d'experts. Réduire le nombre de polygones permet de faciliter la validation des cartes au détriment de la représentation de paysages complexes qui associent différents types de couverts sur de petites surfaces.

<sup>273</sup> Voir le chapitre 2 pour une description sommaire des sites d'étude et le chapitre 7 pour une histoire détaillée des sites n°6 et n°2.

coloniaux de grande taille est correctement classé comme une zone d'agriculture et de plantations (Figure 4.10). Au contraire le site n°2, occupée par des petits producteurs de cotons et un bloc colonial réduit de 200 ha est représenté comme une forêt semi-décidue. Ceci conduit à sous-estimer les surfaces mises en culture par les producteurs familiaux. Cette limite n'est pas spécifique à la carte du DNTF mais se retrouve également dans les représentations qui se fondent sur des produits de télédétection sans agrégation en polygones. Leur résolution de 1 km<sup>2</sup> (100 ha) ou de 0,5 km<sup>2</sup> (25 ha), conduit à classer en « forêt » des zones où les parcelles agricoles sont dispersées dans des couverts forestiers<sup>274</sup>. Ainsi la carte *Global Land Cover 2000* (pixels de 1km<sup>2</sup> soit 100 ha) et la carte *SADC Land Cover* (fondée sur une carte au 1/250 000 agrégée à 1km<sup>2</sup>) sous-détectent également les usages des sols dans les sites n° 2 et n°6 (Figure 4.11).

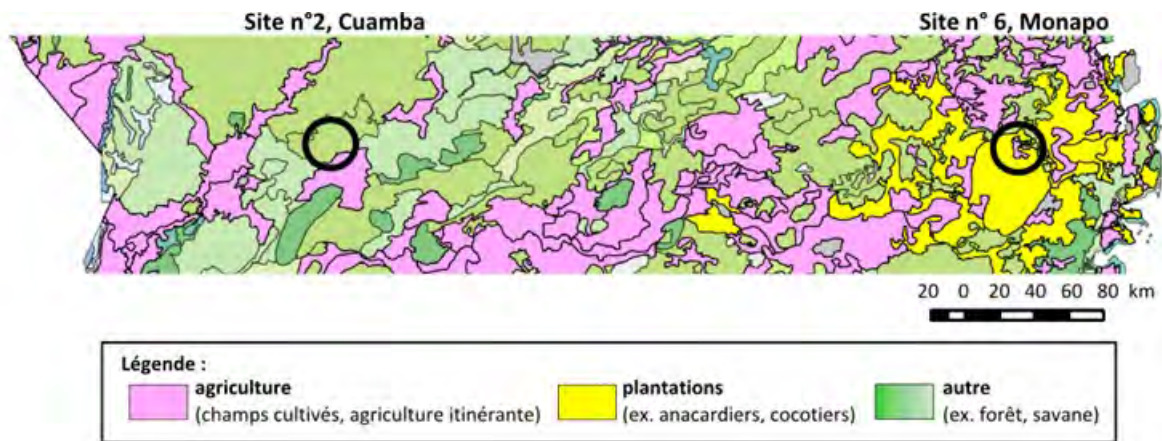
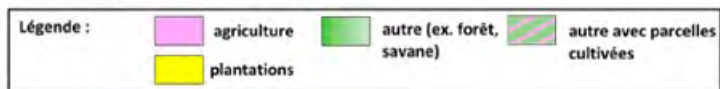


Figure 4.10 : Extrait de la carte d'usage des sols du DNTF dans le corridor de Nacala. Les cercles noirs correspondent aux sites d'étude mentionnés dans le texte. Réalisation : N. Leblond

L'analyse des différents acteurs qui interviennent dans l'agriculture au Nord du Mozambique, agences de développement, ONG, investisseurs privés, réseaux marchands, compagnies concessionnaires, producteurs familiaux, et de leurs interactions permet de souligner le poids de l'agriculture familiale non mécanisée. Elle génère des récoltes largement enchâssées dans une économie marchande. Elle est différenciée et dépend d'une main d'œuvre rémunérée qui travaille à la tâche ou annuellement. Elle déploie ses activités sur des parcelles de tailles réduites et dans des espaces qui associent forêt, savane et surfaces cultivées. Situer le PEDSA implique également de considérer les relations entre accumulation de ressources et pouvoir.

<sup>274</sup> Pour une analyse comparée des différentes cartes de végétation disponibles dans la région, voir notamment (Vancutsem et al. 2012). Les experts mozambicains soulignent en particulier les limites de la SADC LC, qui sous-estime systématiquement les zones de culture.

Site n° 2, district de Cuamba



Site n° 6, district de Monapo

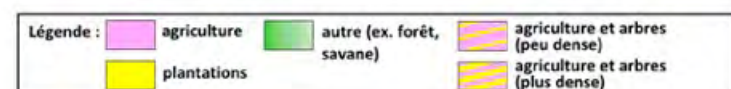
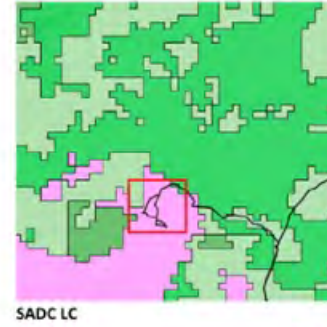
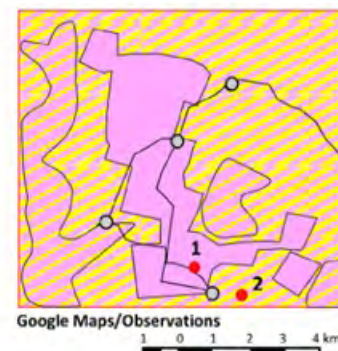
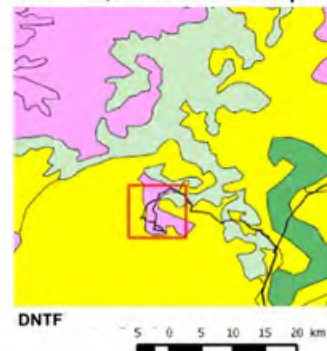


Figure 4.11 : Comparaison de trois cartes d'usage des sols : Carte du DNTF, SADC LC et GLC2000 sur les sites N°2 et n°6. Source : bases de données GLC2000 Africa, SADC LC et DNTF, photographies et données GPS : N. Leblond 2014 et 2015. Réalisation : N. Leblond, 2017

#### 5.4. Pouvoir et accumulation : marginalisation de l'agriculture et tensions

La production agricole a connu une marginalisation économique et politique. Les élites nationales dépendent peu du niveau des récoltes et largement de l'aide au développement et de l'investissement dans le secteur primaire extractif. Les interventions étatiques dans l'agriculture sont liées à un populisme visant à assurer la réélection du FRELIMO. Elles sont découplées de l'augmentation de la production. Les habitants ont diversifié leurs systèmes d'activités et leurs relations sociales pour faire face à cette réduction des ressources allouées à l'agriculture. Le populisme agricole et les interventions de l'aide au développement alimentent également les tensions dans les espaces ruraux et les critiques de l'unité nationale.

La prospérité des élites politiques mozambicaines ne dépend pas ou très peu de la production agricole. L'agriculture qui contribuait à 47% du PIB en 1989 ne représentait plus que 26% en 2013<sup>275</sup>. Simultanément, l'aide au développement représente entre 20 et 40% du PIB<sup>276</sup> et constitue une ressource majeure pour les élites étatiques et du FRELIMO. Son orientation vers les secteurs sociaux et le soutien au budget de l'Etat participe au découplage du pouvoir et de l'agriculture. La concentration des études et des interventions sur les droits fonciers a masqué les questions liées à la production et à la commercialisation agricole (Bowen 2000, 209-2010; Joseph Hanlon et Smart 2008). Les élites du parti dépendent encore des concessions foncières mais peu de leur dimension productive (Fairbairn 2013). Au contraire, elles se sont fortement réorientées vers la captation et le détournement de ressources extérieures et d'investissements miniers ou industriels (Carlos Nunes Castel-Branco 2007, 42, 2010). La fonderie d'aluminium MOZAL, la compagnie pétrolière sud-africaine SASOL et l'exploitation des sables lourds du Moma Heavy Sand Project représentent 55% du total des investissements privés réalisés ces 10 dernières années et près de 70% de la production industrielle du Mozambique (D. Rosário 2012, 3). L'Etat mozambicain repose ainsi sur une économie désarticulée, fondée sur les rentes de l'extraction de matières premières non

---

<sup>275</sup> D'après les données de la Banque mondiale (consultées le 29/08/2017) :

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=MZ>

<sup>276</sup> Le Mozambique était le 6<sup>ème</sup> pays récipiendaire de l'aide au développement en 1990 et le 14<sup>ème</sup> en 2004 (Joseph Hanlon et Smart 2008, 209)

transformées (Carlos Nunes Castel-Branco 2010). Elle a été caractérisée d' « économie extractive »<sup>277</sup>.

Le découplage entre production agricole et pouvoir politique se traduit par une diminution de cette dernière dans les budgets de l'Etat. Elle représentait 24% du budget au début des années 1980, 10% en 1989, et 4% en 2008. En 2007, les fonds décentralisés dans les districts pour promouvoir le Développement rural représentaient 2% du budget (Sande 2011, 208). Localement, les fonds reçus sont inférieurs à ceux du programme pilote qui les a inspirés (Borowczak et al. 2004). L'agriculture ne constitue pas le centre des interventions, mais un secteur relégué.

Le discours politique fort sur l'agriculture relève lors essentiellement du populisme (D. Rosário 2012). Une logique stratégique de conservation du pouvoir, en particulier celui du FRELIMO, accompagne la logique productive de soutien aux producteurs<sup>278</sup>. Le FRELIMO, et en particulier Armando Guebuza, président de la république de 2005 à début 2015, ont été confrontés à une frontière urbain/rural et ethno-régionale (D. Rosário 2012, 8). Le parti peine à s'affirmer dans les campagnes du Centre et du Nord du pays<sup>279</sup>. La stratégie d'incorporation des élites régionales conduite par Joaquim Chissano, président de 1986 à 2005, n'a pas fonctionné<sup>280</sup>. Pour accroître son électorat, l'Etat-FRELIMO a instrumentalisé certains projets de Développement agricole, renforçant sa clientèle locale dans les zones d'opposition (D. Rosário 2012). Ces interventions se concentrent dans le centre du pays<sup>281</sup>. L'Etat a également mis en place une décentralisation administrative et financière pour renforcer l'ancrage local

---

<sup>277</sup> D'après Castel-Branco (2010, 12-14), une économie extractive est caractérisée par (1) une spécialisation dans la production et la commercialisation de produits peu transformés, (2) une désarticulation des activités et des secteurs économiques, (3) une dépendance à l'exportation, (4) une concentration des centres d'accumulation et donc une forte inégalité économique et sociale, (5) l'absence de durabilité écologique et sociale, (6) une dépendance des élites à l'accès aux rentes des ressources naturelles et donc une alliance directe entre pouvoir public et capitaux industriels.

<sup>278</sup> Sur les notions de logique stratégique et de logique productive voir (Faggi 1990; Trottier 2007b).

<sup>279</sup> Le FRELIMO est essentiellement soutenu par les ethnies Changane et Ronga, élites urbaines du Sud et les Makonde, élites militaires du Nord. Plusieurs éléments explicatifs se combinent pour expliquer le plus fort ancrage du FRELIMO au Sud du pays : (1) les membres du FRELIMO originaire du Nord ont quitté le parti après la mort d'Eduardo Mondlane et de Samora Machel (2) C'est au Sud que se trouvait l'ancienne élite portugaise et assimilée, qui réinvesti la bureaucratie du parti-Etat (3) il n'y a jusqu'en 1992 qu'une seule université au Mozambique à Maputo, où sont formés les élites et qui sont principalement originaires de la région Sud (4) La RENAMO a gagné du terrain au Nord du Mozambique pendant la guerre civile en y conduisant des interventions moins violentes qu'au Sud. Voir les sections précédentes de ce chapitre et (Cahen 1994).

<sup>280</sup> Les leaders Makhuwa de l'Association pour le Développement de Nampula (ASSANA) ont par exemple été intégrés. Les résultats des élections de 1999 montrent que la stratégie ne fonctionne pas, la RENAMO ayant progressé dans toutes les provinces.

<sup>281</sup> Il s'agit par exemple de la rénovation du secteur sucrier dans les régions Sud et Centre, du renforcement de l'Office de la Vallée du Zambèze (A. F. Isaacman et Isaacman 2013), ou encore du Plan d'Action pour la Production d'Aliments (PAPA). Voir (Rosario, 2012).

du FRELIMO. Il a institutionnalisé des « autorités communautaires » qui lui sont acquises (voir le chapitre 8)<sup>282</sup>. Il a introduit en 2006 le Fond d'Investissement d'Initiative Locale (*Orçamento de Investimento de Iniciativa Local, OIIL*) connu sous le nom de « 7 millions » qui alimente le clientélisme politique (voir le chapitre 10)<sup>283</sup>. Le succès politique de Guebuza et du FRELIMO aux élections de 2009 a en grande partie été attribué à cette stratégie « populiste » en milieu rural (D. Rosário 2012, 13; Sande 2011). Leurs effets sur la production agricole au Nord du Mozambique sont cependant limités.

Concrètement ces deux stratégies politiques ont marginalisé l'agriculture et induit la diversification des activités des ruraux. Peu de projets agricoles de grande ampleur ciblent le Nord du pays. Le nombre de bénéficiaires du fonds des « 7 millions » reste très limité et ne contribue pas à créer des emplois ou à accroître la production d'aliments<sup>284</sup>. Au contraire, dans de nombreux cas, l'argent est utilisé pour l'ouverture d'une échoppe, l'achat d'un moulin, l'acquisition d'une moto ou la rénovation d'une maison (Forquilha 2010; Orre et Forquilha 2012). Comme le fonds des « 7 millions » constitue la principale ressource publique allouée à l'agriculture et aux espaces ruraux Nord mozambicains, ceci signifie une réduction du soutien à la production agricole. Le fait que les habitants allouent ces fonds vers des activités non-agricoles, comme la menuiserie, le commerce, la restauration, ou encore les transports, traduit une stratégie de diversification.

Le populisme agricole et les interventions de l'aide au développement et des ONG augmentent également la différenciation sociale et les tensions dans les espaces ruraux. Les ressources sont allouées en fonction des statuts sociaux et en particulier des relations avec les autorités communautaires et les représentants locaux du FRELIMO (voir le chapitre 10). Dans la province de Niassa, le Programme de Promotion des Marchés Ruraux<sup>285</sup>, cible les associations anciennement soutenues par OXFAM. Les chefferies et les membres du FRELIMO qui en faisaient partie se retrouvent ainsi favorisés. Le Fond de Développement

---

<sup>282</sup> L'allégeance de ces autorités au FRELIMO est assurée par l'introduction explicite de membres du parti, par une rémunération, et par l'attribution d'une fonction clef dans la gestion des ressources naturelles et du budget local. Voir notamment (Forquilha 2006, 2009; Forquilha et Lacharte 2010)

<sup>283</sup> Voir (Forquilha 2010; Orre et Forquilha 2012, 182-83).

<sup>284</sup> Voir Orre et Forquilha, qui montrent qu'entre 2 et 7 emplois sont créés pour 1000 habitants et qu'il est impossible de savoir s'il s'agit d'emplois ponctuels (ex. un travailleur agricole pour l'ouverture d'une nouvelle parcelle) ou d'emplois permanents, reconduits d'une année sur l'autre.

<sup>285</sup> Sur PROMER, voir le chapitre 6.

Agraire, en théorie disponible pour tous les paysans et associations de producteurs, bénéficie avant tout aux élites économiques<sup>286</sup>. Les habitants se sentent ainsi exclus de ces fonds.

Le renforcement du clientélisme politique et le délaissement de l'enjeu productif de l'agriculture déstabilise le discours d'unité nationale. Les habitants de la région nord critiquent vivement les inégalités régionales. Ils expriment plus ou moins ouvertement un sentiment d'abandon et d'exclusion (voir les chapitres 9 et 10). Ils soulignent la nature « coloniale » de l'Etat et le fait qu'il traite le Nord « comme une grande parcelle agricole, dans laquelle il viendrait cueillir des tomates »<sup>287</sup>. Certains habitants ont le sentiment « d'avoir été vendus » par le gouvernement, au profit d'investisseurs qui bénéficieraient avant tout aux élites<sup>288</sup>. Le système politique bi-parti ne permet cependant pas aux habitants d'exprimer leur mécontentement. La RENAMO en particulier peine à mettre sur pied un programme politique attrayant, recourant souvent à la rhétorique et aux affrontements belliqueux. Elle n'a pas tenu ses promesses dans les municipalités qu'elle a gagnées en 2003<sup>289</sup>. Dans un contexte de centralisme politique et d'incapacité à « parlementariser le mécontentement », l'unité du pays est mise en question (Darch 2016).

On ne peut pas accuser le PEDSA d'avoir passé sous silence les affrontements armés entre RENAMO et FRELIMO qui ont repris en 2013 (Morier-Genoud 2017), car ils ont explosé après son adoption. Ils sont toutefois révélateurs d'exaspérations et d'une exacerbation des inégalités qui préexistaient au PEDSA (Cahen 2000). L'absence de mention des enjeux partisans dans le PEDSA est également compréhensible. Les politiques publiques sont des sites de réaffirmation du parti-Etat et non des lieux de mise à plat des luttes partisans. Toutefois on peut s'étonner de l'application avec laquelle l'échelle nationale est mise en avant. Cette représentation homogénéisant la nation mozambicaine est remarquable alors que cette unité s'effrite dans la pratique et les esprits.

---

<sup>286</sup> Consultation de la liste des récipiendaires et entretien avec un ingénieur du FDA à Lichinga le 05/05/2014. Entretien avec les représentants de l'Union des Paysans de Lichinga (UCA) le 07/05/2014.

<sup>287</sup> Entretien avec un habitant, district de Cuamba, 07/03/2014.

<sup>288</sup> Entretiens avec des habitants craignant leur expulsion par un investissement agricole, Malema, 22/05/2014.

<sup>289</sup> Voir l'étude du *município* d'Angoche de Domingos Manuel de Rosario (2015, 2009). Il montre comment des années de fusion du FRELIMO et de l'Etat permettent à ce premier de maintenir son contrôle sur les secrétaires de quartier, l'administration du district et des autorités locales, empêchant la RENAMO de mener à bien une politique. Il explore également les divisions entre les élus de la RENAMO, qui paralysent l'appareil municipal et produisent un clientélisme parallèle à celui du FRELIMO.



## Conclusion du chapitre 4

Ce chapitre a retracé l'histoire du Nord du Mozambique afin de situer le PEDSA adopté par le gouvernement en 2011. Cette perspective historique ne visait pas à décrédibiliser les représentations sélectionnées par les experts mozambicains et étrangers, mais à montrer la place que ces acteurs et la politique agricole occupent au Mozambique. En l'occurrence, ce retour souligne leur caractère récent et leur poids limité.

Jusqu'au 19<sup>ème</sup> siècle, le Mozambique était une colonie de comptoirs émiettés et l'agriculture était enchâssée dans un ensemble de réseaux marchands échappant largement au contrôle du Portugal. La construction de l'Etat colonial a débuté dans les années 1930 pour s'achever dans les années 1960, peu avant l'indépendance du Mozambique. Le Portugal a gouverné la région nord de manière indirecte, en s'appuyant sur les chefs africains et des compagnies concessionnaires pour extraire des récoltes agricoles et de la main d'œuvre. Ce sont ces acteurs privés qui étaient le moteur de l'extraction des ressources et cela n'a pas engendré d'intégration de la production et de la consommation à l'échelle du Mozambique. Chaque région est restée tournée vers ses exutoires. L'Etat mozambicain après l'indépendance a hérité de ces structures et les a reproduites en privilégiant les fermes d'Etat. La guerre civile puis la libéralisation ont mis un terme aux fermes d'Etat et à la politique de socialisation. La production agricole s'est réorganisée autour de producteurs familiaux, encadrés par des projets d'ONG et d'agences de développement, des compagnies concessionnaires de coton et de tabac, ainsi que quelques investisseurs privés, peu présents dans la région nord. Les experts nationaux et étrangers coexistent donc avec de très nombreux autres acteurs qui s'approprient l'espace et la production de différentes manières. Ils font de plus face à un système alimentaire désarticulé : entre des villes du Sud qui dépendent des importations, des élites politiques découplées des niveaux de production, et des espaces agricoles au Nord, qui alimentent des marchés extérieurs.

Cette mise en perspective permet ainsi d'historiciser la constellation agropolitique au Nord du Mozambique. Les figures 4.12 et 4.13 offrent des représentations schématiques et simplificatrices. Elles montrent que cette région est largement intégrée dans le commerce de l'océan indien depuis plusieurs siècles. L'Etat colonial puis post-colonial ne s'est jamais imposé comme un acteur dominant. Au contraire, il a été fortement contesté par le FRELIMO dans un premier temps puis par la RENAMO dans un second temps. L'Etat est donc toujours

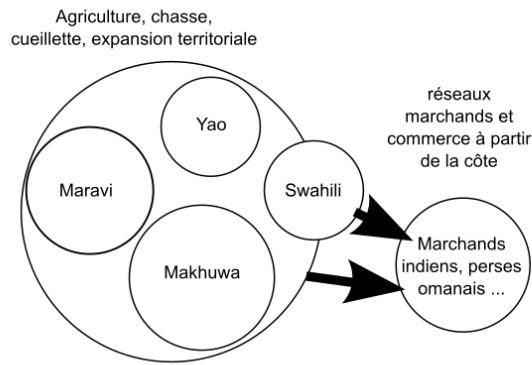
à la recherche de l'hégémonie au Nord du Mozambique. L'arrivée massive du régime de l'aide au développement a de plus multiplié les acteurs intervenant dans la fabrique et la mise en œuvre des politiques agricoles. Le PEDSA s'inscrit dans ce contexte. Revenir sur ce dernier permet de montrer les relations de pouvoirs qui accompagnent les interventions dans l'agriculture et qui sont occultées par la machine du Développement.

Le PEDSA et le plan d'investissement associé ont bénéficié de contributions d'experts nationaux et étrangers qui sont au courant des différents éléments soulignés plus haut. Il ne s'agit donc pas ici de « dévoiler » des éléments inconnus, mais de mettre en avant la dimension sélective de la coproduction. Nous interrogeons alors dans le prochain chapitre la sélectivité du processus de fabrication de cette politique publique. Quel est l'intérêt de promouvoir à nouveau des investissements privés le long des axes de transport ? Pourquoi mettre en avant des solutions techniques comme les engrais et les semences, plutôt que souligner les contraintes de main d'œuvre ? Comment maintenir la crédibilité d'une politique publique qui occulte des éléments connus de tous ? Quel sens accorder à une politique agricole ouvertement dissociée des enjeux de certains acteurs et espaces ? Le chapitre 5 répond à ces questions et soutient que le PEDSA doit être analysé comme un instrument d'extraversion.

**XII<sup>ème</sup>**

**Conquête bantoue et réseaux marchands pré-coloniaux**

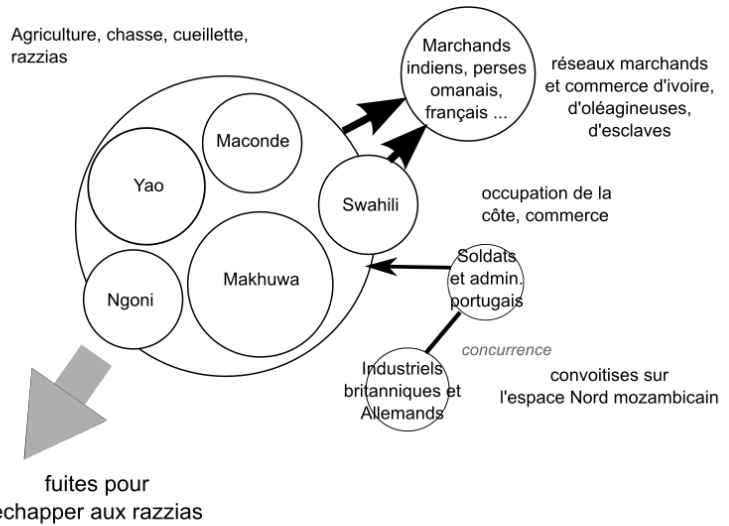
- Différenciation des populations au Nord du Mozambique et association d'activités agricoles, de chasse, de cueillette et artisanat.
- Echanges avec des marchands de l'océan indien, via l'intermédiaire des populations Swahili, établies sur la côte



**XIX<sup>ème</sup>**

**Convoitises portugaises sur le Nord du Mozambique**

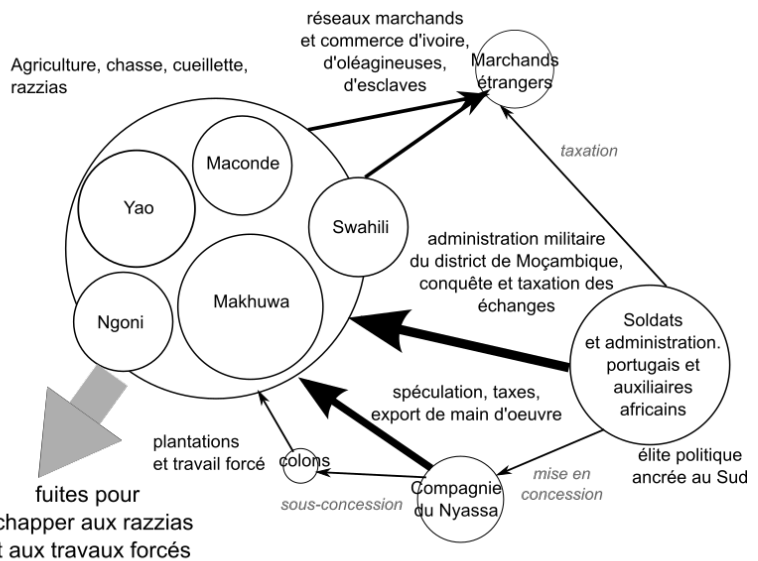
- Economie mercantile dominée par différents réseaux marchands non-portugais. Difficulté pour ces derniers à explorer et conquérir la région.
- Habitants produisent et chassent pour les réseaux marchands, refus de travailler pour les planteurs
- Après la conférence de Berlin (1884), attribution du Nord du Mozambique au Portugal, sans qu'il l'ait occupé totalement



**1896**

**Mise en concession et administration militaire**

- Compagnie du Nyassa (1896-1929), exploitation de la main d'oeuvre et taxation sans investissement
- Conquête militaire du district de Moçambique par les portugais, territoire militaire avec peu de contrôle des activités.
- Maintien des réseaux marchands alimentés par les productions africaines



Réalisation : N. Leblond, 2017

Figure 4.12 : Schéma des recompositions de la constellation agropolitique au Nord du Mozambique entre le XII<sup>ème</sup> siècle et 1920. Source : N. Leblond, 2017

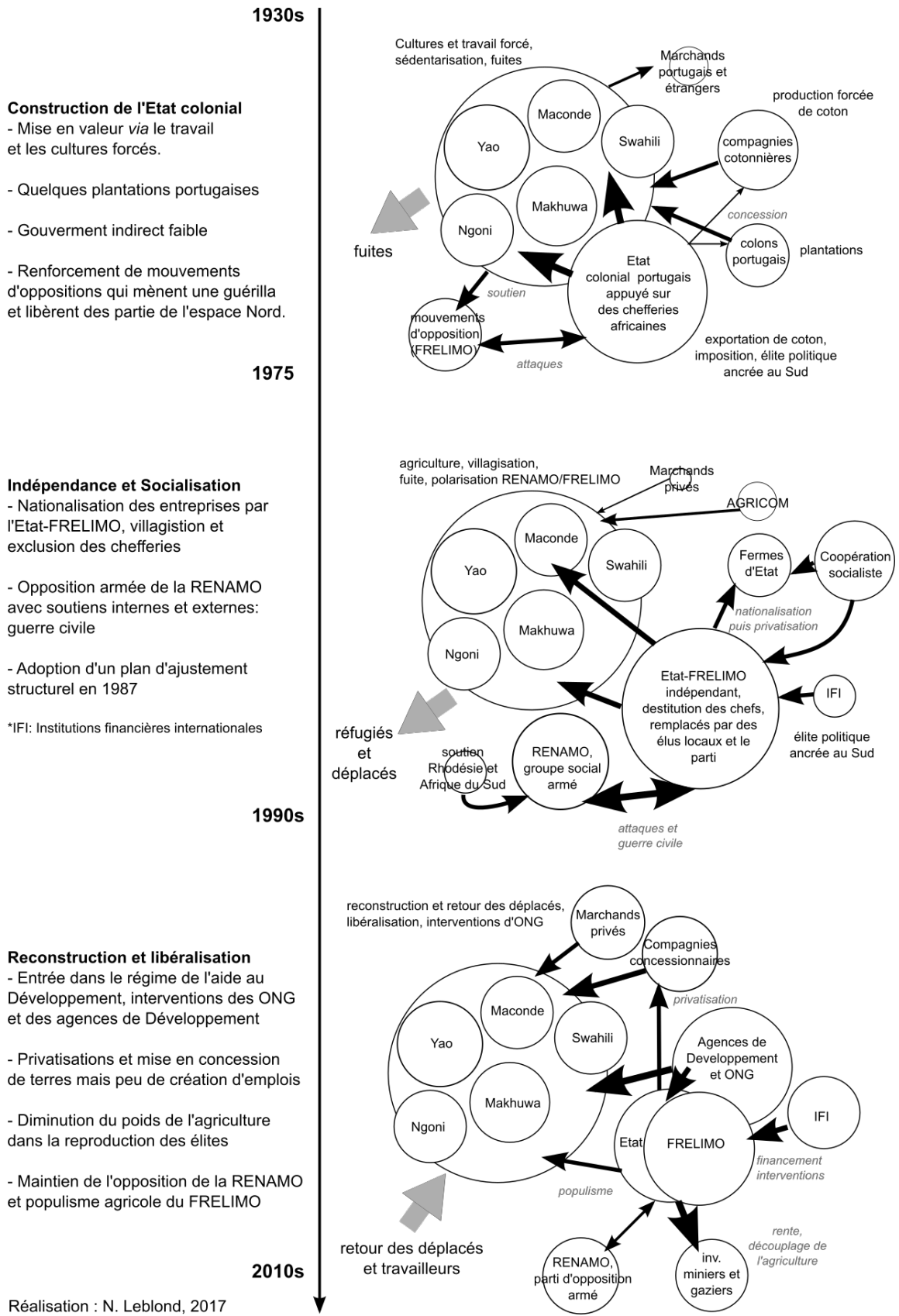


Figure 4.13 : Schéma des recompositions de la constellation agropolitique au Nord du Mozambique entre 1930 et 2010. Source : N. Leblond, 2017



## **Chapitre 5 : Le PEDSA, un instrument d’extraversion**

L’histoire du Nord du Mozambique, abordée dans le chapitre précédent, permet de situer le Plan Stratégique pour le Développement du Secteur Agricole (PEDSA) et de mettre en perspective son cadrage. Elle interroge la sélectivité de sa coproduction et sa fonction. Pourquoi adopter une représentation standardisée de l’agriculture ? Pourquoi occulter les multiples investissements privés le long des axes de transport ? Pourquoi privilégier des solutions techniques ? Ce chapitre propose de concevoir le PEDSA, et les procédures associées, notamment le Plan National d’Investissement pour le Secteur Agricole (PNISA), comme un instrument d’extraversion. Un instrument d’extraversion est un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux permettant aux élites politiques et économiques de capter des ressources et de les détourner selon leurs intérêts. Un instrument d’extraversion doit permettre à la fois d’attirer des fonds et des projets, et de rendre possible leur détournement, sans délégitimer les élites.

Ce chapitre démontre que le PEDSA peut jouer le rôle d’un instrument d’extraversion car il repose sur des représentations de l’agriculture et des solutions technologiques qui attirent des capitaux. Simultanément, il ne contraint pas l’allocation des ressources et permet aux élites politiques et économiques, mozambicaines et étrangères, de poursuivre leurs stratégies. Il reproduit les stratégies préexistantes. En particulier, il protège les intérêts des secteurs agro-industriels, comme le secteur sucrier, et permet de maintenir la stratégie de ciblage géographique, par laquelle l’Etat-FRELIMO intervient dans certaines zones où ses résultats électoraux sont défavorables (Mogues et do Rosario 2016). Enfin, il s’inscrit dans une procédure qui catalyse des consensus autour des enjeux de sécurité alimentaire, et limite les contestations. Le PEDSA rejoint ainsi les critères du gouvernement « hors sol » décrit par Klervi Fustec (2014, 503) : poids des acteurs exogènes, décalage avec les enjeux locaux, captation de l’aide internationale, et perspective de mise en œuvre limitée.

Ce chapitre analyse comment le PEDSA permet de capter des ressources et de reproduire des structures de pouvoir tout en maintenant l’approbation des différents acteurs de la constellation agropolitique. La section 1 montre que le PEDSA est une façade qui occulte les contraintes actuelles des producteurs et met en avant des représentations attractives. La section 2 analyse comment le PEDSA permet de capter des ressources et les détourner. La

section 3 montre comment le PEDSA participe à la reproduction des élites politiques et économiques qui interviennent au Mozambique.

## Section 1 – Une coproduction sélective qui occulte les contraintes des producteurs

Le PEDSA place l'agriculture en position centrale faisant tantôt appel au bon sens (80% d'actifs dans l'agriculture) tantôt à la Constitution, qui en fait la base du Développement du pays. Il apparaît ainsi logique que l'investissement dans l'agriculture augmente la production agricole et le Développement d'un côté, et réduise la pauvreté et l'insécurité alimentaire de l'autre. Il représente également les espaces comme sous-utilisés et sous-exploités, et les producteurs comme insuffisamment intégrés aux marchés (voir le chapitre 3). Dans cette section, je pars des représentations du PEDSA (chapitre 3) et de la mise en perspective historique (Chapitre 4) pour montrer que le PEDSA est une coproduction sélective. Elle a cadré les enjeux agricoles de manière à faire disparaître les appropriations de l'espace, les contraintes de main d'œuvre et les intégrations défavorables des producteurs dans les marchés. La section 2 démontre que cela permet en retour aux élites mozambicaines et étrangères de capter des ressources et de maintenir leurs interventions de prédilection.

### 1.1. Un espace largement approprié

L'histoire du Nord du Mozambique dévoile une occupation de l'espace marquée par une concentration des populations sur la côte et dans la province de Nampula, ainsi que de faibles densités de populations dans la partie intérieure (Figure 5.1).

Entre le 12<sup>ème</sup> et le 19<sup>ème</sup> siècle, le commerce de l'océan indien a attiré des populations vers les côtes mozambicaines. Les conquêtes de l'empire Marave et les remontées Ngoni ont également concentré les habitants autour du lac Malawi et dans la zone qui correspond actuellement à la province de Nampula. Au contraire, les espaces intérieurs sont demeurés peu peuplés, restant des territoires de chasse et des zones ponctionnées par les razzias pour l'exportation d'esclaves. La colonisation a renforcé cette tendance. La main d'œuvre africaine a continué à être exportée vers l'étranger ou déplacée vers les principaux foyers d'occupation coloniale dans la province de Nampula et le littoral de Cabo Delgado. Les fuites de populations africaines vers le Nyassaland et le Tanganyika et vers l'intérieur, moins

accessible, se sont multipliées. Elles ont contribué à l'impression de « vacuité » de l'espace Nord mozambicain.

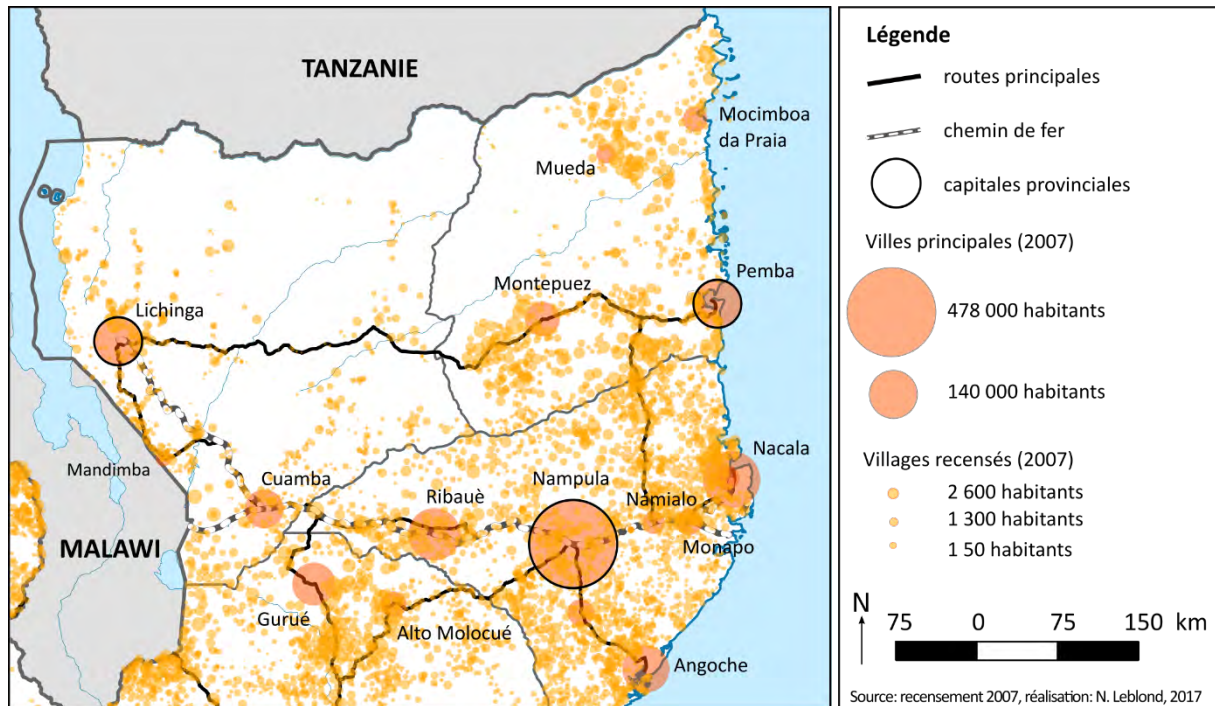


Figure 5.1 : Carte de la répartition de la population au Nord du Mozambique et des principales infrastructures de transport, d'après les données du recensement de 2007. Réalisation N. Leblond

Les politiques de villagisation coloniales et postcoloniales, et les affrontements armés, ont également conduit à réduire l'emprise spatiale visible des habitants. Ils ont continué à occuper secrètement leurs anciens territoires et ont dispersé leurs parcelles et leurs greniers, tout en étant officiellement recensés dans les villages administratifs. Ils ont également alimenté des circuits commerciaux parallèles, afin de se procurer des biens et des revenus. Une grande partie des habitants est retournée dans les différentes provinces après la signature des accords de paix de 1992. Les familles ont cependant continué à entretenir des relations avec les différents lieux dans lesquels elles se sont dispersées. Cette histoire de déplacements, de coercition, et de mobilité, façonne profondément l'appropriation de l'espace nord mozambicain.

L'espace rural nord mozambicain est largement approprié par de nombreux habitants et activités, mais ils demeurent peu visible. La production agricole repose sur la mise en culture de parcelles dispersées et de petites tailles. Les foyers qui commercialisaient le plus de maïs en 2002 cultivaient en moyenne 2 ha au total dont 0,7 ha de maïs (D. Tschirley, Abdula, et Weber 2006, 6). Les producteurs dépendent également de nombreuses activités non-agricoles impliquant des usages extensifs de l'espace et des appropriations moins visibles que



la mise en culture, telles que la chasse, la cueillette, ou encore l'extraction de bois. Dans un contexte où les infrastructures sont limitées, tout comme l'accès à des moyens d'intensification de la production (machines, intrants, crédits), ces activités reposent fortement sur des pratiques et des ressources endogènes. Elles ne sont pas détectables par satellite ou répertoriées dans les bases de données qui informent la politique agricole. La télédétection des feux permet de souligner l'ubiquité de ces appropriations. En effet, le feu est mobilisé pour de nombreuses activités, dont l'ouverture et le nettoyage des parcelles agricoles et la chasse. Il est également visible par satellite (voir Annexe 5.1 et Figure 5.2). La récurrence des feux, confirmant leur origine anthropique, atteste ainsi de dynamiques de défriche et d'appropriation de l'espace. La cartographie des surfaces brûlées entre 2000 et 2008 dans la région nord du Mozambique permet alors de faire ressortir l'omniprésence des activités anthropiques.

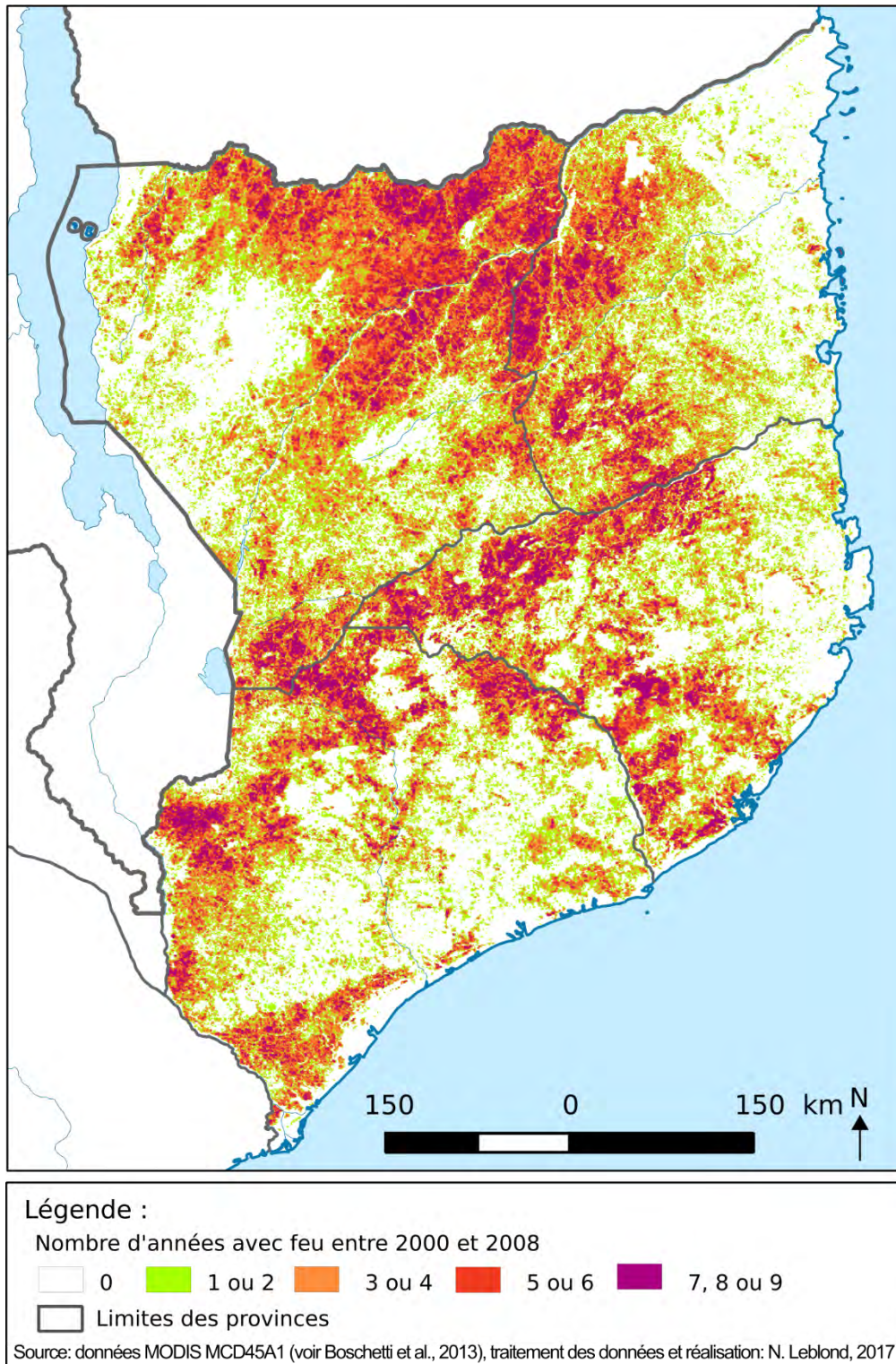


Figure 5.2 : Carte des surfaces brûlées détectées par MODIS entre 2000 et 2008 au Nord du Mozambique. Réalisation : N. Leblond, 2017

Les représentations des usages des sols dans le PEDSA sont donc à situer dans un contexte de forte appropriation de l'espace rural. Ces éléments étaient connus des porteurs du PEDSA. Si ce dernier mobilise les données de potentiel de production agricole pour alimenter une économie d'apparence et attirer des investisseurs, la disponibilité des terres au

Mozambique a été estimée en 2008 (*Zoneamento a nivel nacional*, DNTF et IIAM) et entre 2010 et 2013 (*Zoneamento agroecologico* au 1 :250 000). Elle est fondée sur l'exclusion des zones de plantation forestière, des aires de conservation, des réserves et des parcs nationaux, des concessions minières, des titres inscrits<sup>290</sup>, des usages agricoles actuels, ainsi que des terres communautaires délimitées. La surface disponible totale s'élevait à 6,9 millions d'ha en 2008 et à au moins 10,5 millions d'ha en 2013<sup>291</sup> (Figure 5.3).

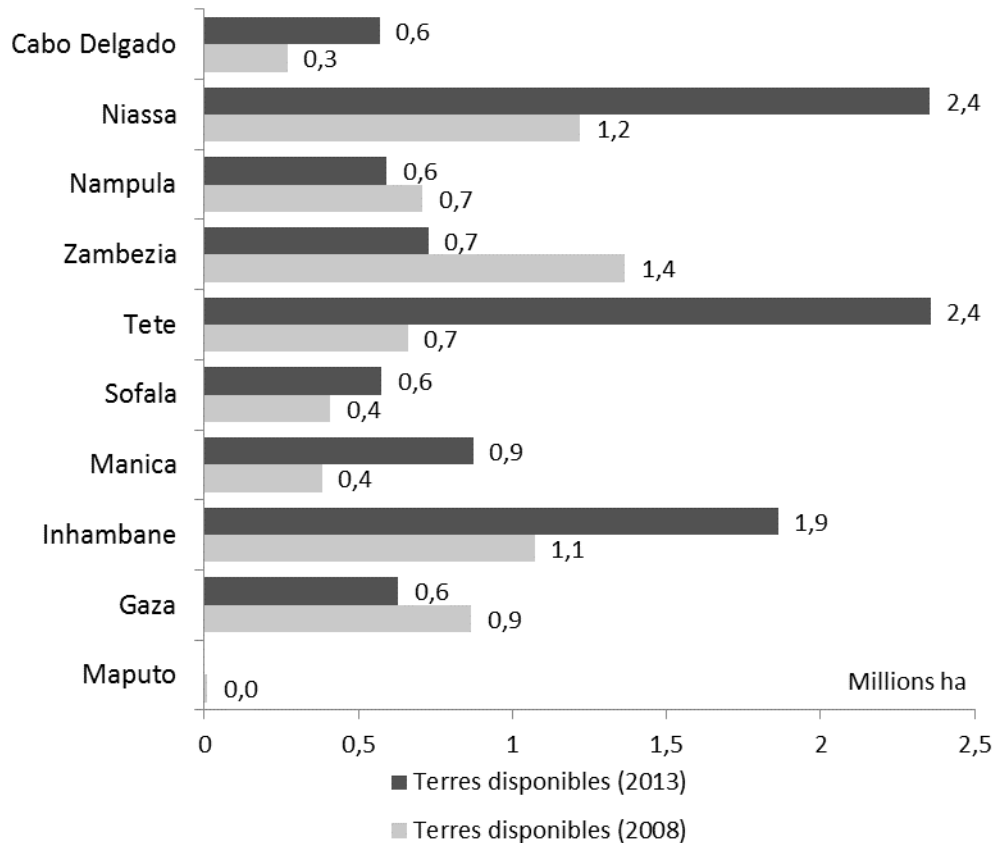


Figure 5.3 : Terres disponibles par province du Mozambique d'après les zonages de 2008 et de 2013. Données de 2008 reproduites d'après Nassar et al. (2013), données de 2013 reproduites d'après (Cambaco 2014).

L'histoire du Nord du Mozambique et ces estimations indiquent donc des surfaces disponibles très inférieures aux surfaces potentielles présentées dans le PEDSA (chapitre 3).

<sup>290</sup> Les droits d'usage et d'exploitation de la terre (DUAT) sont reconnus sur simple déclaration orale pour les habitants mozambicains mais peuvent également faire l'objet de titres formalisés inscrit dans le cadastre (voir le chapitre 8). Seuls les seconds peuvent être cartographiés et comptabilisés comme « non disponibles ».

<sup>291</sup> Les différences entre les deux estimations s'expliquent en partie par la résolution cartographique à laquelle la disponibilité a été évaluée. Il faut toutefois noter deux éléments qui biaisent ces estimations dans des directions contradictoires : (1) les communautés non délimitées n'ont pas été « exclues », par conséquent certaines zones classées disponibles peuvent relever de communautés qui ne souhaitent pas accroître les zones cultivées ou accueillir un investissement extérieur ; (2) réciproquement les communautés délimitées ont été exclues des zones disponibles. Or elles peuvent souhaiter accroître les surfaces cultivées sur leurs terres et donc accroître la « disponibilité ».

Le choix de mettre en avant les surfaces potentielles et non pas les surfaces disponibles permet de rendre le secteur plus attractif. La reconnaissance d'appropriations extensives des sols, connue des experts mozambicains et internationaux, contraint cette perspective. Il est donc stratégique de ne pas explorer les appropriations actuelles de l'espace.

## 1.2. Une productivité agricole limitée par la pluriactivité et l'accès à la main-d'œuvre

La problématisation de l'agriculture en terme « d'écart au rendement potentiel » [*yield gap*], et la mise en avant de solutions techniques (semences, engrais, machines) sous-tendent le PEDSA. Or, l'histoire de la région nord permet de souligner trois autres éléments qui façonnent fortement la productivité agricole : (1) la diversité des cultures produites, souvent sur une même surface, (2) les contraintes de main d'œuvre et (3) la pluriactivité des ruraux. Ces trois éléments qui contribuent à une « sous-productivité » apparente des systèmes de culture au Nord du Mozambique permettent de situer l'enjeu de l'accroissement des rendements dans un contexte élargi.

Les rendements potentiels au cœur des politiques agricoles peuvent être calculés selon plusieurs méthodes : à partir des rendements simulés, à partir des rendements en station expérimentale, à partir des rendements économiquement viables. Elles ont toutes en commun de porter sur une culture pure, c'est-à-dire une production unique. Les rendements potentiels d'un hectare de maïs sont ainsi connus pour n'importe quel site du Mozambique, mais pas ceux d'un hectare de maïs complanté avec des haricots et des courges ou d'un hectare de coton complanté avec du sésame<sup>292</sup>. Or la diversification des cultures et leur association domine la production agricole au Nord du Mozambique.

Les producteurs ont diversifié leurs cultures dès le 19<sup>ème</sup> siècle, notamment pour introduire des cultures commerciales comme le sésame et les cacahuètes. A partir des années 1930, contraints de planter du coton ou de travailler sur les plantations, ils ont réorganisé leurs systèmes de cultures pour faire face au manque de temps et de main d'œuvre. Ils ont notamment privilégié les cultures alimentaires et les pratiques demandant moins de main d'œuvre, comme le maïs et manioc plutôt que sorgho, ou les cultures associées, plutôt que

---

<sup>292</sup> Il existe de très nombreuses recherches sur les associations de cultures et les rendements associés, mais elles ne sont pas mobilisées dans le cadre de l'élaboration des modèles informatiques ou des recommandations qui guident les politiques agricoles. C'est essentiellement l'écologie végétale classique, centrée sur des monocultures, qui reste au cœur du discours sur la production potentielle.

l'ouverture de parcelles supplémentaires. Les compagnies de coton, intéressées par une production à moindre coût, ont misé sur la maximisation du nombre de producteurs plutôt que sur la hausse du rendement. Aux lendemains de la guerre civile, de nombreux programmes d'ONG ont mis en place des programmes d'agriculture de conservation, qui impliquaient entre autre l'association de cultures<sup>293</sup>. Bien que les quantifications restent limitées, de très nombreuses études soulignent des associations multiples de cultures alimentaires et non-alimentaires. En 2011, une enquête auprès de 1186 petits producteurs dans 31 districts concluait que 57% des producteurs complantaient des légumineuses et du maïs dans les mêmes parcelles (Mouzinho, Cunguara, et Donovan 2013). En 2012, sur 1847 producteurs de lentilles, seulement 213 (11%) cultivent ces dernières en monoculture, tandis que 887 (49%) cultivent leurs lentilles dans leurs parcelles de maïs et 378 (20%) dans leurs parcelles de manioc (T. Walker et al. 2015). Du fait de la diversification des cultures et de leur association, la comparaison des rendements obtenus avec le rendement potentiel en culture pure perd son sens. Un hectare ne produit plus seulement du maïs mais également des lentilles, des courges et des haricots. L'objectif n'est pas la maximisation de cet hectare mais son intégration dans un système de productions multiples et d'activités diverses. Ces éléments situent donc l'écart au rendement potentiel dans un contexte plus complexe que celui du « manque d'utilisation d'intrants, semences, engrais et pesticides » mis en avant par le PEDSA.

L'histoire du Nord du Mozambique permet également de réintégrer le manque de main d'œuvre dans la question de la production et de la productivité agricole. L'exportation et l'exploitation de la main d'œuvre, les fuites vers les pays voisins et les conflits armés, ont fragmenté les groupes familiaux et mis sous tension les systèmes de production. De nombreux foyers sont devenus dépendants d'un recours à de la main d'œuvre extra-familiale pour conduire leurs opérations agricoles (Tableau 5.1). En 2010, autour de 10% des exploitations du Nord du Mozambique avaient recours à des travailleurs permanents et au moins 25% d'entre elles employaient des travailleurs temporaires (INE 2010). La main d'œuvre apparaît ainsi comme une contrainte majeure qui limite l'augmentation de la production.

---

<sup>293</sup> Voir notamment (Grabowski et Mouzinho 2013).

Province	Nombre d'exploitation avec des travailleurs permanents (%)	Nombre d'exploitation ayant recours à des travailleurs saisonniers selon le type d'activité (%)				
		Préparation de la terre	Semis	désherbage	Récolte	Elevage
Niassa	33 000 (15%)	57 000 (26%)	29 000 (13%)	62 000 (27%)	32 000 (14%)	12 000 (5%)
Cabo Delgado	28 000 (8%)	121 000 (36%)	80 000 (24%)	145 000 (42%)	94 000 (28%)	4 000 (1%)
Nampula	77 000 (9%)	302 000 (36%)	16 000 (20%)	211 000 (25%)	224 000 (27%)	31 000 (4%)

Tableau 5.1 : Statistiques de l'emploi agricole par province. Source :CAP 2009-2010, données arrondies par l'auteur

Enfin, l'étude de l'histoire du Nord du Mozambique a démontré que les foyers sont pluriactifs et fortement hétérogènes. Elle montre que la catégorie de « petits producteurs » et ses variantes (*smallholder, small farmer, campones, peasant*) dissimule une diversité de situations. Au-delà de différences d'accès aux ressources entre foyers aisés et foyers paupérisés, les habitants sont souvent beaucoup plus des petits producteurs de denrées agricoles. Une grande partie travaille en ville, dans les mines informelles de Cabo Delgado ou de Tete, ou est auto-entrepreneur. Les interactions entre activités salariées et non salariées et entre production agricole et accessibilité des biens de consommation étaient cruciales dès les années 1960 (Wuyts 2001). L'économie du Nord du Mozambique n'est pas une économie de producteurs autonomes et auto-suffisants, mais une économie de producteurs pluriactifs intégrés dans des systèmes marchands multiples. La majorité des foyers sont à la fois producteurs et acheteurs de maïs, dépendant de différentes sources de revenus pour satisfaire leurs besoins alimentaires et non-alimentaires (Tableau 5.2) (D. Tschirley, Abdula, et Weber 2006).

	Sud	Centre	Nord
% des foyers qui ne produisent pas de maïs	22,5%	10 %	27,5%
% des foyers qui produisent du maïs mais n'en vendent pas	73,1%	65,7%	47,7%
% des foyers qui vendent du maïs	4,4%	24,3%	24,8%
% des foyers ruraux qui achètent du maïs	80%	76%	59%

Tableau 5.2: Statistiques de vente et d'achat de maïs par région d'après les données du TIA 2005 analysées par (Tschirley, Abdula, et Weber 2006)

L’informalité d’une grande partie des activités rend difficile leur quantification et la prise en compte de leurs interactions<sup>294</sup>. Il apparaît toutefois que l’image d’une population agricole disponible pour absorber des intrants et accroître la productivité est largement trompeuse. Au contraire la production et la productivité s’inscrivent, et sont contraintes, par une diversité d’activités et la disponibilité de la main-d’œuvre. Les experts qui ont élaboré le PEDSA et le PNISA connaissent ces éléments mais préfèrent mettre l’accent sur des solutions technologiques. Un extrait de l’ébauche du PNISA, qui détaille le pilier « Production et Productivité » est éclairant :

“Small land-holding among small-scale farmers is frequently attributed to **labor and capital constraints**; because Mozambique is often considered a land abundant country, land access is rarely considered a binding constraint for small-scale farmers. However, while labor and capital constraints certainly limit the size of farmers’ fields, increasing evidence suggests that land constraints are a real problem in many customary land areas. However, **increasing productivity is better achieved through investments in agricultural research, roads, farm credit, and irrigation than through input and output subsidies only.**”

(ébauche du PNISA, p.12, souligné par l’auteur)

Ce paragraphe du PNISA montre que les enjeux de contrainte de main-d’œuvre et de terre sont connus des experts qui ont élaboré le PNISA. Toutefois ces derniers préfèrent promouvoir des solutions agronomiques et non pas un soutien direct de la production ou des prix agricoles. Le paragraphe est alors aussi logique que la phrase suivante : « Jeanne aime la choucroute. Donc il est préférable de donner des haricots à Paul que des frites ». Il propose des solutions pour accroître la productivité qui sont déconnectées des contraintes. Ils correspondent toutefois au cadrage dominant de la sécurité alimentaire (voir les chapitres 1 et 3).

### 1.3. Les multiples intégrations dans les marchés

L’augmentation de l’accès aux marchés constitue un des piliers du PEDSA et du PNISA. Par cet accès accru, les producteurs pourraient à la fois augmenter l’achat d’intrants et la commercialisation de leur production. L’histoire du Nord du Mozambique permet de situer cette représentation dans un contexte marqué par une forte marchandisation des récoltes agricoles. L’intégration des producteurs dans des réseaux commerciaux est non seulement ancienne, mais encore souvent asymétrique. La question de leur pouvoir de négociation

---

<sup>294</sup> Les statistiques agricoles nationales de 2002 indiquaient que l’agriculture constituait 68% des rentes des foyers, complétée par le travail salarié (environ 9%) et l’auto-entrepreneuriat (environ 16%)(MINAG 2012). En 2012, l’agriculture contribuait à 63%, le travail salarié à 12% et l’auto-entrepreneuriat à environ 18%.

apparaît alors comme un élément crucial pourtant absent du PEDSA et du PNISA (Woodhouse 2012b).

Le Nord du Mozambique a été intégré dans de nombreux réseaux d'échange marchands, tant aux 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècle, tant autour de la vente de captifs, de produits de la chasse, de la cueillette, de l'agriculture et de l'artisanat, qu'au 20<sup>ème</sup> siècle avec, la commercialisation du tabac, du coton, ou encore des noix de cajou. Intégrés dans les marchés, les habitants en dépendent tant pour vendre leurs productions que pour acheter des biens de consommation, alimentaires ou non. L'importance de ces échanges marchands pour la production agricole a conduit l'Etat-FRELIMO à intervenir dans la commercialisation via les magasins du peuple [*lojas do povo*] et l'institut AGRICOM. Dès 1979, il a également incité les commerçants privés à rétablir des réseaux marchands. La guerre civile les a déstructurés mais ils ont été rétablis après cette dernière. Ils sont redevenus centraux dans la commercialisation du maïs, du sésame, des légumineuses ou encore des haricots. Des concessions territoriales qui encadrent la commercialisation de coton et de tabac se superposent à ces derniers depuis les années 1990. En 2009, la région nord comptait ainsi 66 000 producteurs de coton, 39 000 producteurs de tabac et 130 000 producteurs de sésame (INE 2010) (Tableau 5.3). La production de maïs était également intégrée dans des marchés régionaux et internationaux.

	<b>COTON</b>		<b>TABAC</b>		<b>SESAME</b>	
	Nombre E.A.	Surface (ha)	Nombre E.A.	Surface (ha)	Nombre E.A.	Surface (ha)
<b>Niassa</b>	8291	6 689	30 988	22 542	13 056	2 677
<b>Cabo Delgado</b>	27 007	17 631	1 248	273	42 596	12 999
<b>Nampula</b>	31 194	22 445	6 914	2 186	74 889	28 513
<b>Région nord</b> (% du national)	66 492 (78%)	46 765 (76%)	39 150 (35%)	25 001 (34%)	130 541 (46%)	44 189 (45%)

Tableau 5.3 : Nombre d'exploitations agricoles (E.A.) et surfaces de production d'après les données CAP 2009-2010.

L'histoire du Nord du Mozambique permet ainsi de souligner la multiplicité des structures d'encadrement de la production agricole. L'appropriation des récoltes et de l'espace de production n'est pas dominée par l'Etat mais façonnée par de nombreux acteurs. Par exemple :

(1) L'encadrement du coton et du tabac, repose sur le régime des concessions territoriales et de producteurs familiaux sous-contrats. Il génère une production intégralement exportée avec très peu de transformations (égrenage du coton, séchage des feuilles de tabac et



découpe). L'encadrement du coton est l'héritier d'un régime forcé qui a imposé cette culture dans les années 1930. Les entreprises de coton et tabac, bien qu'elles aient changées, ont de plus toujours un poids politique et économique fort.

(2) La culture du soja a été fortement soutenue par des ONG et des entreprises comme la *Cooperative League of United States* (CLUSA) et Technoserve. Elle associe des grandes plantations et des producteurs sous contrat. Elle alimente les élevages de poulets régionaux mais les effets sur le Développement local sont mitigés (J. Hanlon et Smart 2012; Mathieu Boche 2014a).

(3) La culture du maïs est largement encadrée par les producteurs et par de multiples acheteurs qui parcourent les espaces ruraux et acheminent la production vers les principales villes et vers le Malawi. L'Etat, les entreprises privées et les projets de Développement facilitent l'accès à des semences améliorées, mais ces interventions restent très limitées par rapport à l'importance du maïs dans l'alimentation quotidienne.

(4) L'encadrement des légumineuses, notamment des lentilles et des haricots mungo, repose également sur les producteurs familiaux et des réseaux de commerçants étrangers. Ces derniers ont contribué à généraliser cette culture et à l'enchâsser dans des réseaux commerciaux à destination de l'Inde. Ces échanges s'inscrivent dans la longue histoire du commerce autour de l'Océan Indien, qui avait très tôt intégré l'espace rural Nord mozambicain comme une zone d'approvisionnement. Ces échanges échappent au contrôle étatique et des bailleurs. En 2015, l'USAID a « découvert » ces filières (T. Walker et al. 2015).

Ces cultures ne sont qu'un échantillon de celles actuellement produites au Mozambique. Il faudrait y ajouter les haricots, la noix de cajou, le sisal ou encore les produits maraîchers.

L'histoire de ces échanges marchands et de leur encadrement montre cependant que les habitants, producteurs ou consommateurs, sont systématiquement en position défavorable. Au début des années 1970, les exportations de sucre et de coton étaient achetées par le Portugal à des cours bien inférieurs aux marchés mondiaux : respectivement £170 et £40 par tonne au lieu de £350 et £45 (A. Isaacman 1978, 17). Simultanément, le Portugal appliquait des taxes sur l'importation de tissus non-portugais et participait à des prix particulièrement élevés. Les prix d'achat du coton et du tabac au Mozambique sont toujours inférieurs à ceux des pays voisins. Les explications sont multifactorielles. Elles incluent des questions de faible qualité des denrées, notamment en raison des capacités de stockage limitées, et de coûts de

transport élevés. Les producteurs, individuels ou associés, manquent également souvent de capacités pour négocier des prix plus avantageux (Joseph Hanlon et Smart 2008; Woodhouse 2012b; Kaarhus et Woodhouse 2012). Contraints de vendre pour obtenir des revenus rapidement et disposant de peu d'options, ils ne peuvent pas obtenir des prix élevés. Dans de nombreux cas également, les ONG apportent des solutions techniques pour accroître la production de certains produits sans prendre en compte les demandes sur les marchés et les capacités de stockage et de négociation des producteurs (Hanlon et Smart 2008, 16). La hausse de la production dans ce contexte ne se traduit pas alors nécessairement par une hausse des revenus.

L'histoire du Mozambique suggère que les marchés fonctionnent plutôt selon une causalité inverse à celle représentée par le PEDSA : ce n'est pas la hausse de la production qui engendre la hausse de la commercialisation, mais les opportunités de commercialisation qui tirent la production. Le manque de biens de consommations et de débouchés a conduit à un effondrement de la production aux lendemains de l'indépendance (Wuyts 2001). L'analyse de la production de coton dans les années 2000 montre également que les rendements sont plus élevés suite à l'accroissement des prix d'achats (voir le chapitre 7). Ce n'est pas le renforcement du conseil technique et de l'accès aux intrants qui augmente la productivité, mais l'espoir d'un revenu élevé par kilo produit.

Similairement, la valeur élevée des prix du tabac explique fortement l'augmentation du nombre de producteurs et le délaissement de la culture du maïs. Ils préfèrent acheter du maïs avec l'argent de la vente du tabac plutôt que d'en produire<sup>295</sup>. La commercialisation du maïs est en effet difficile et les prix sont 10 fois inférieurs à ceux d'un kilo de tabac lors de la récolte. Inquiétée par cette tendance qui pourrait engendrer une crise alimentaire, en cas d'un effondrement de la production de tabac, la compagnie qui encadre la production de tabac, la *Mozambique Leaf Tobacco*, s'est mise à fournir à crédit des semences hybride de maïs<sup>296</sup>. La garanti d'un débouché et d'un prix élevé est crucial à la conversion des producteurs du maïs au tabac. Cet élément est bien connu des experts qui ont loué dans le PEDSA l'organisation de la production sous contrat dans le cadre des monopsones de coton et de tabac. Pourtant cette solution n'est pas généralisée par le PEDSA. Au contraire, la commercialisation est

---

<sup>295</sup> Un kilo de maïs se vendait localement entre 2 et 8 MZN lors de la récolte, alors qu'un kilo de tabac est acheté entre 40 et 80 MZN selon la qualité des feuilles. Entretiens avec des producteurs de tabac dans les districts de Mecanhelas et Cuamba, mars 2014.

<sup>296</sup> En 2013/2014, la MLT a ainsi distribué 33 t de semences de maïs afin d'encourager les producteurs à maintenir leurs cultures alimentaires (Entretien avec le directeur régional de la MLT, le 14/06/2014).

laissée libre et non encadrée pour les autres cultures que ce plan souhaite promouvoir. Ceci témoigne d'un désintéressement politique et économique pour la protection des producteurs et l'augmentation de la production, qui s'inscrit en porte-à-faux des objectifs annoncés par le PEDSA

L'histoire de la commercialisation au Nord du Mozambique démontre que les marchés et les chaînes de valeurs sont centraux dans les systèmes d'activités mais que les producteurs manquent de capacité de négociation. La représentation du marché dans le PEDSA occulte cette historicité des marchés pour les faire apparaître comme une solution nouvelle. Il protège les entreprises privées qui s'approprient les récoltes à des prix particulièrement faibles et dessert les producteurs. La représentation apolitique et asociale du marché légitime ce rapport de pouvoir. Elle facilite la captation de ressources par les élites économiques et politiques et leur reproduction, ce que démontre la section suivante.

## Section 2 – Une « vitrine » permettant de capter des ressources

Cette section démontre que le PEDSA permet au gouvernement mozambicain d'accéder à de nouvelles ressources au nom de la sécurité alimentaire. Il a été adopté dans un contexte de crise politique et budgétaire. Il constitue ainsi une « vitrine » destinée aux bailleurs et aux investisseurs privés, afin de capter des ressources et de permettre la reproduction des institutions mozambicaines. Le dispositif du PEDSA permet de plus de dédoubler les objectifs consensuels affichés des objectifs poursuivis. Cette dimension est essentielle à l'extraversion. Elle permet de détourner le discours de la sécurité alimentaire pour permettre le maintien des stratégies des élites.

### 2.1. Reproduire le gouvernement grâce au régime de l'aide

L'histoire du Nord du Mozambique montre que les élites nationales sont largement désintéressées de l'agriculture. Le PEDSA apparaît alors comme un instrument mis en place pour capter des ressources du régime de l'aide au développement et réaffirmer l'Etat mozambicain.

L'histoire du Nord du Mozambique ébauchée dans le chapitre 4 fait apparaître le poids de l'économie de services dans sa construction et non pas celui de l'agriculture. La capitale a été déplacée à Lourenço Marques à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle pour que les portugais puissent

bénéficiaire de la découverte d'or en Afrique du Sud. En 1972, 30% des revenus de la colonie provenaient des ports et des voies ferrées et (Bowen 2000). Jusque dans les années 1930, l'agriculture africaine a permis de fixer et d'assurer la reproduction de la main-d'œuvre. Elle a constitué une source de revenus via les taxes d'exportation. Toutefois, elle n'était pas au centre de la stratégie coloniale. L'exigence d'équilibre budgétaire d'Antonio Salazar a modifié cette place périphérique en faisant de l'agriculture un moyen de mettre à profit les populations africaines. Au Nord du Mozambique, les cultures de rente ont permis de couvrir les frais de construction de l'Etat colonial (Alexopoulou et Juif 2015). Les ressources qui y étaient allouées étaient cependant limitées car l'administration était indirecte et déléguée à des compagnies concessionnaires privées et des plantations. L'Etat-FRELIMO a hérité de cette structure parfois dite « duale » et l'a reproduite avec sa politique distinguant le secteur d'Etat qu'il devait gérer, du secteur familial qu'il a laissé autonome.

L'alliance politique entre l'Etat-FRELIMO et les habitants des espaces ruraux nord mozambicains n'a pas duré longtemps. Ils ont participé à fonder et à soutenir le FRELIMO, notamment dans les zones libérées (Alpers 1984; Isaacman 1985; Bowen 2000). Mais ils ont été rapidement marginalisés par une élite, plus bureaucratique et urbaine, et moins favorable au soutien de l'agriculture familiale. La stratégie budgétaire favorisant les fermes d'Etat et la « socialisation » des campagnes a alimenté les mécontentements et la transformation d'une guerre d'agression en une guerre civile (Geffray 1990c). Le plan d'ajustement structurel de 1987 a achevé de transformer la base socio-économique de l'Etat en augmentant le poids du secteur privé, des institutions internationales, des multinationales et des ONG. L'aide au développement, la privatisation et les investissements étrangers devinrent alors des ressources centrales pour les élites au pouvoir. Elles ont rapidement délégué les interventions dans l'agriculture aux agences de développement et aux ONG. Un changement de forces dominantes, au profit de technocrates nationaux et internationaux et d'entreprises privées s'est opéré (Bowen 1992).

Le PEDSA s'inscrit ainsi dans un contexte de découplage entre reproduction des élites politiques et agriculture. La multiplication des mégaprojets miniers, gaziers et industriels, a participé à fragiliser la place de l'agriculture. Les quelques « succès » résultent d'interventions de coopération spécifiques et souvent d'un chevauchement d'intérêts publics et privés, comme le cas de la canne à sucre (Rosário 2012; Mogues et do Rosario 2016), du

tabac (Perez-Niño 2014), ou encore de la noix de cajou (Joseph Hanlon et Smart 2008)<sup>297</sup>. Ce délaissement accroît toutefois les mécontentements et fragilise le parti-Etat. L'électorat du parti de la RENAMO augmente, bien que la correspondance entre politique agricole, mécontentement, et soutien au parti d'opposition ne soit pas automatique (Israel 2006; Mogues et do Rosario 2016). Dans de nombreux cas, les habitants se décrivent comme « l'herbe sous les pieds de deux éléphants qui s'affrontent », c'est-à-dire comme les premières victimes de la lutte entre deux partis politiques qui leurs sont étrangers. L'engagement avec le PEDSA et son plan d'investissement coïncide alors avec une période où le gouvernement a cherché à ré-intéresser les bailleurs (Carlos Nunes Castel-Branco 2013). Il avait délaissé le processus au début des années 2000, mais a dû faire face à une chute de ses financements avec la fin du programme PROAGRI en 2009 et trois remaniements du ministère de l'agriculture entre 2005 et 2008. Les institutions mises en place ou renforcées dans le cadre le PROAGRI étaient dans une situation particulièrement critique car leurs frais de fonctionnement n'étaient plus garantis. En adoptant le PEDSA, le gouvernement a pu se réengager avec les bailleurs et accéder à des ressources supplémentaires.

Le PEDSA permet de capter des ressources exogènes supplémentaires. En effet, l'adoption d'un plan agricole aligné sur les objectifs du CAADP<sup>298</sup> est un prérequis de nombreux bailleurs de fonds et de « plateformes de dons » comme le *World Bank Multi-Donor Trust Fund*, le *Global Donor Platform for Rural Development*, et le *Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP)*. Dans le cadre du GAFSP par exemple, le comité d'attribution des prêts doit par exemple :

« s'assurer que les propositions soumises par des pays Africains et des organisations régionales ont mis en place une procédure de PDDAA [CAADP] ou une procédure équivalente, et se sont alignés aux quatre piliers des PDDAA

(GAFSP, 2011).

Les pays qui souhaitent bénéficier de ces prêts doivent donc intégrer les piliers du CAADP dans leurs politiques agricoles. Cela ne signifie pas en revanche que les prêts suivront les priorités des quatre piliers, puisque les bailleurs peuvent investir selon leurs préférences. L'analyse des dépenses via le GAFSP est d'ailleurs très révélatrice à ce sujet : 61 % des financements ont été centrés sur la promotion de la recherche agricole, la diffusion et

---

<sup>297</sup> Ils sont également le fruit d'une accumulation par le bas, portée par des habitants qui parviennent à articuler ressources agricoles et non-agricoles dans des contextes spécifiques (Smart et Hanlon 2014). Cette accroissement de la production bénéficie aux producteurs mais pas aux élites nationales et passe donc largement inaperçu.

<sup>298</sup> *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme*, voir le chapitre 3.

l'adoption des technologies, tandis que seulement 5% ont ciblé la réduction du risque et de la vulnérabilité (GAFSP, 2011 :23).

L'adoption d'un plan d'investissement conforme au PEDSA était également une des actions pré-requises [*Prior Actions*<sup>299</sup>] de la Banque mondiale pour que le Mozambique puisse bénéficier de prêts sous la forme d'*Agricultural Development Policy Operation (AGDPO-1)* est ainsi :

The Recipient has **ratified the medium term investment plan for agriculture (PNISA)** that includes the irrigation sub sector with: (i) a policy agenda supporting private sector participation; (ii) clear institutional coordination arrangements; (iii) a detailed costing; and (iv) an M&E framework as evidenced by the letter issued by the Secretary of the Recipient's Council of Ministers on January 24, 2013, confirming the ratification of PNISA at the 42nd Ordinary Session of the Council of Ministers, December 4, 2012.

L'adoption du plan d'investissement adossé au PEDSA était donc nécessaire pour que ce pays puisse bénéficier de ressources supplémentaires. Elle s'inscrit dans le contexte d'une recherche supplémentaire de ressources par le gouvernement, au moment où les mécontentements se multiplient et les financements s'épuisent. Le PEDSA emprunte ainsi largement aux représentations portées par les bailleurs afin de s'assurer leur soutien. Il met en vitrine le Mozambique, via des représentations attractives et des tables rondes avec des investisseurs publics et privés. Il permet d'offrir simultanément une légitimité internationale et une légitimité nationale, en mettant en lumière des « solutions techniques et consensuelles » (Carlos Nunes Castel-Branco 2013, 15). Si le discours consensuel sur la sécurité alimentaire attire un grand nombre d'acteurs, il ne correspond toutefois pas à l'allocation réelle des ressources.

## 2.2. Détourner le discours de la sécurité alimentaire

Le cadrage et l'allocation prévisionnelle des budgets du PEDSA montrent que la sécurité alimentaire n'est pas l'objectif principal de cette politique agricole. En effet, elle est centrée sur l'augmentation de la production et de la productivité agricole alors que l'histoire du Mozambique montre une faible intégration de la production et de la consommation à l'échelle nationale. Dans ce contexte, les solutions promues ne répondent pas aux défis, pourtant connus des bailleurs de fonds, posés par les enjeux de sécurité alimentaire.

---

<sup>299</sup> D'après la Banque mondiale, « Prior actions are policy and institutional actions that are deemed critical to achieving the objectives of the program supported by a development policy operation and that a country agrees to take before the Board approves a loan (credit or grant). Prior actions are the legal terms, as defined in the loan agreement, that have to be met for each operation before disbursement. » Extrait de la base de données *Development Policy Actions* (mise à jour le 08/08/2014), en ligne sur le site de la Banque mondiale.

Les frontières mozambicaines ont été tracées alors que le territoire avait à peine été exploré par les portugais. Elles résultent de compromis entre puissances coloniales et non pas d'une unité spatiale intégrée. A peine délimité, le Mozambique a été fragmenté en plusieurs concessions, qui ont perduré jusque dans les années 1930. Les systèmes de production et de consommation ont été largement façonnés par ces discontinuités territoriales et l'absence d'infrastructures et de réseaux marchands transversaux. Malgré la construction d'un Etat colonial unifié, entre les années 1930 et années 1960, les systèmes de production et de consommation sont restés désarticulés et tournés vers de multiples exutoires. La courte période de socialisme et la guerre civile ont perturbé ces systèmes sans les transformer (Pitcher 1998). La période postérieure aux accords de paix n'a pas non plus permis une intégration nationale. Au contraire, la destruction des infrastructures de transport et la réduction drastique des entreprises étatiques et paraétatiques ont accru l'intégration de la production agricole dans divers réseaux marchands tournés vers l'extérieur.

La géographie de la production et de la consommation alimentaire au Mozambique est ainsi marquée par une fracture majeure qui sépare le Nord du pays du Centre et du Sud (Tableau 5.4). Le Nord exporte une partie de ses surplus agricoles vers le Malawi et les marchés internationaux. Au contraire, le Sud et le Centre sont dépendants d'importations de céréales, provenant d'Afrique du Sud et de l'aide alimentaire.

	<b>Region sud</b>	<b>Region centre</b>	<b>Region nord</b>
Disponibilité totale (t)	298 000	715 000	1 124 000
Consommation (t)	865 000	936 000	766 000
Déficits/Surplus (t)	-567 000	-222 000	358 000

Tableau 5.4 : Balance régionale pour les céréales (maïs, riz, blé, millet) pour la saison 2004/2005. D'après le rapport (FEWS 2004), fondé sur les chiffres du Ministère de l'Industrie et du Commerce/Directorat National du Commerce de 2004

La vallée du Zambèze constitue une frontière limitant la circulation de nombreuses denrées alimentaires du Nord du Mozambique au Sud du Mozambique, en particulier du maïs (Govereh et al. 2008) (Figure 5.4).

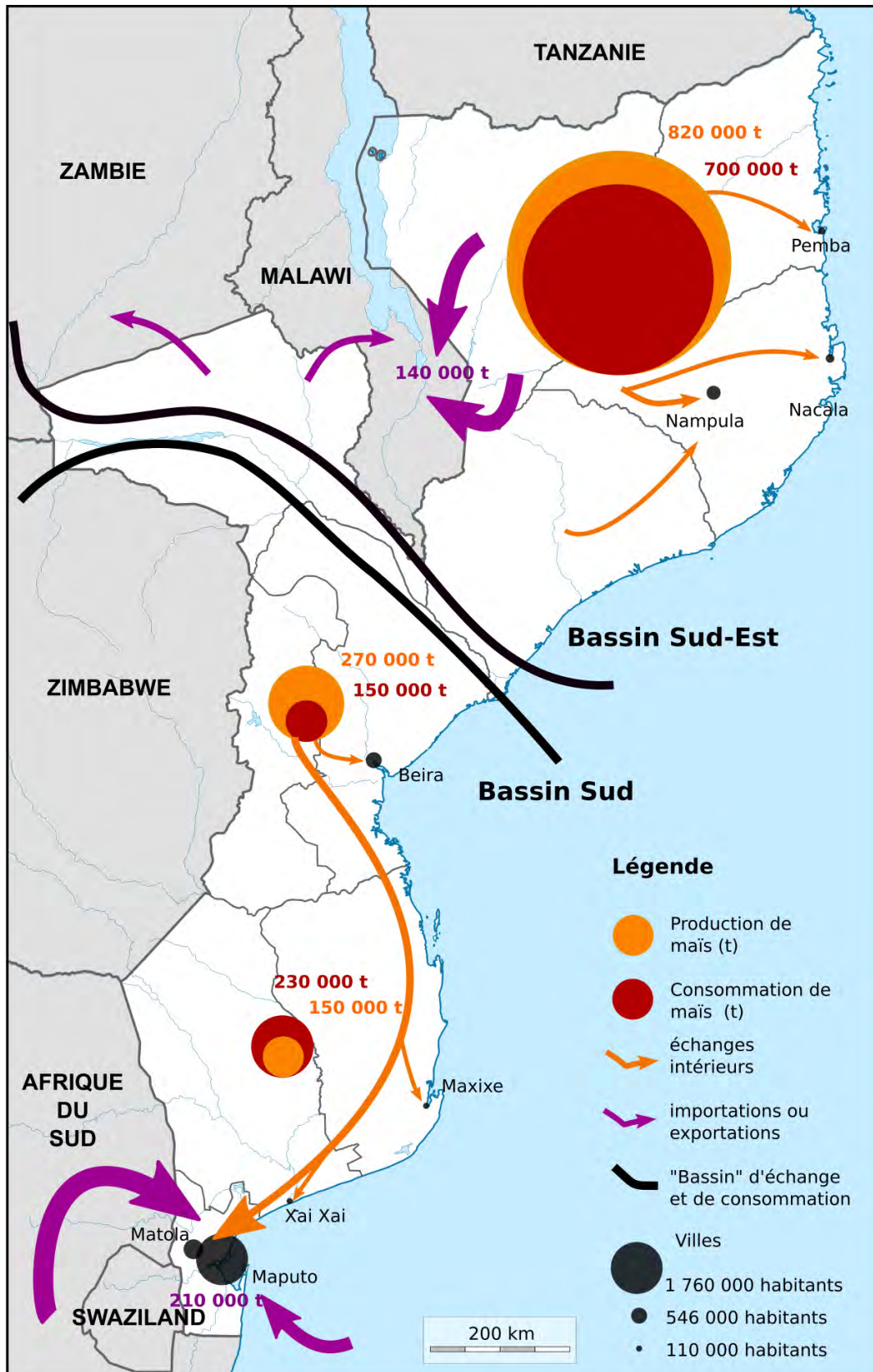


Figure 5.4 : Carte des bassins de production et de consommation de maïs en 2004, d'après les données de Govereh et al. (2008) et la carte de Tschirley (2006). Réalisation : N. Leblond, 2017



Dans ce contexte, il n’y a pas d’équilibrage automatique entre accroissement de la production et sécurité alimentaire nationale. L’augmentation des rendements de maïs au Nord du Mozambique ne conduit pas à une augmentation de la disponibilité pour les consommateurs urbains du Sud. Au contraire, elle peut saturer les marchés locaux et réduire les prix du maïs, les revenus des producteurs, et leur sécurité alimentaire. Par ailleurs, les trois régions sont dépendantes d’importations de riz et de blé<sup>300</sup>. A moins de favoriser fortement ces cultures et leur transport entre zones de production et foyers de consommation, la vulnérabilité aux fluctuations des prix internationaux restera prépondérante.

Le PEDSA permet de capter des ressources au nom de la sécurité alimentaire, sans en faire une priorité. Le budget prévisionnel du PNISA montre que ce n’est pas la sécurité alimentaire qui est au centre de l’allocation des fonds mais l’augmentation de la production et de la productivité. Le premier pilier, « accroissement de la production et de la productivité » représente plus de 86 milliards MZN, soit plus de 70% du budget, alors que le pilier « assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle » est budgété à 609 millions MZN, soit moins de 1% du budget global<sup>301</sup> (Tableau 5.5). Le décompte des projets et des budgets fait donc apparaître un déséquilibre majeur : bien que les piliers soient annoncés avec une égale importance, c’est la production et la productivité agricole qui sont privilégiées.

Pilier	Nombre de programmes	Budget total estimé (10 <sup>9</sup> MZN)	% budget total estimé
<b>1. Accroître la production et la productivité</b>	8	86,334	<b>72,5%</b>
<b>2. Améliorer l’accès aux marchés</b>	5	16,316	13,7%
<b>3. Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle</b>	2	0,609	<b>0,5%</b>
<b>4. Gestion durable des ressources naturelles (terre, eau, forêt)</b>	4	3,422	2,9%
<b>5. Réforme et renforcement institutionnel</b>	2	2,595	2,2%
<b>Contingences (= 9%)</b>		9,834	8,3%
<b>Total</b>	21	119,114	100%

Tableau 5.5 : Eléments de budget du PNISA, repris d’après la version de 2013

Le PEDSA permet donc d’afficher en objectif principal « contribuer pour la sécurité alimentaire et au revenu des producteurs agricoles de manière compétitive et durable en

<sup>300</sup> Les importations de riz étaient comprises entre 250 000 t et 530 000 tonnes dans les années 2010 -2013 soit plus de 60% de la consommation intérieure. Celles de blé, représentait autour de 430 000 t en 2010, soit 99% de la consommation intérieure. voir (Donovan et Tostão 2010) et IRRI Rice Almanac.

<sup>301</sup> 86 milliards de Meticais correspondent à environ 1 milliard d’euro au taux de 80 Meticais = 1 euro en Juillet 2016.

garantissant l'équité sociale et de genre » (PEDSA, 2011) tout en mettant en place des projets essentiellement productivistes et en reléguant les enjeux de sécurité alimentaire et d'équité à la marge des objectifs poursuivis.

Les projets d'augmentation de la production et de la productivité du PEDSA sont centrés sur des interventions technico-institutionnelles. L'analyse précise des sous-composantes du pilier 1 et des actions proposées montre que ce sont les projets d'irrigation et les institutions de recherche et d'extension agricole mozambicaine qui sont les principales bénéficiaires (Tableau 5.6). La mise en place d'infrastructures d'irrigation représente en effet au moins 29% du budget du pilier 1, via la composante « hydraulique agricole ». Les fonctionnaires impliqués dans la recherche ou l'extension représentent un deuxième tiers du budget. Le dispositif du PEDSA, tout en prônant l'efficacité et l'obtention de résultats, reproduit ainsi deux des instrumentalisations présentes dans les politiques agricoles précédentes. D'une part, elle continue largement de financer les institutions centrales au lieu de faciliter le soutien des demandes locales. Elle s'inscrit donc dans un renouvellement d'une rente pour ces dernières. D'autre part, elle légitime les projets d'irrigation portés par les bailleurs et qui coïncident en partie avec les zones où le parti-Etat cherche à renforcer son électorat (provinces de Zambezia et de Sofala). Le PEDSA offre alors un cadre qui permet à ces instrumentalisations de se maintenir tout en les dissimulant derrière une rhétorique « équilibrée » autour de quatre piliers.

<b>Pilier 1 : sous composantes</b>	Budget de la sous-composante (10 <sup>3</sup> MZN)	Pourcentage par sous-composante %
<b>Productions alimentaires</b>	9 751 634	11,2
<b>Productions de rente</b>	5 929 255	6,8
<b>Pêche</b>	11 288 250	13,0
<b>Elevage</b>	2 754 090	3,2
<b>Recherche</b>	22 000 409	25,3
<b>Extension</b>	7 498 095	8,6
<b>Mise en valeur hydroagricole</b>	25 384 393	29,2
<b>Aide à la mécanisation</b>	2 406 250	2,8
<b>TOTAL</b>	87 012 376	100

Tableau 5.6 : Détail du budget de la composante "Production et Productivité" (Pilier 1) d'après le Plan National pour l'Investissement dans le secteur Agricole (PNISA)

Parallèlement, très peu de projets ciblent la production alimentaire et aucun ne répond aux objectifs de sécurité alimentaire et d'équité prônés. Ils sont essentiellement constitués de la diffusion de « paquets technologiques » [*Pacote Tecnológico*] à base de semences

améliorées, d'engrais, de pesticide et d'irrigation. Ces solutions reprennent celles de la Révolution Verte. Le PEDSA renouvelle donc le discours et la procédure de fabrication des politiques agricoles, plus inclusives, « *evidence based* », et appropriées, tout en justifiant les mêmes interventions que les politiques précédentes.

L'analyse détaillée de la distribution des budgets du PNISA démontre que les secteurs agro-industriels du coton, du tabac ou encore de la canne à sucre ont largement contribué à l'élaboration du plan d'investissement, tout comme les agences de coopération, qui ont poussé leurs projets de renforcement des chaînes de valeur du soja et de la noix de cajou. Les investissements dans le coton sont budgétés à 1,9 milliards MZN sur un total de 5,9 milliards MZN pour les cultures de rentes. Cela en fait la deuxième culture de rente après la noix de cajou (3,64 milliards MZN). Au contraire, les besoins d'une culture alimentaire comme le maïs étaient estimés à moins de 40 millions MZN (moins de 500 000 euros). Les technocrates du gouvernement (fonctionnaires du ministère de l'agriculture, institut de recherche agricole du Mozambique, services d'extension et de cartographie) étaient également fortement mobilisés, élaborant des budgets de centaines de millions de MZN pour renforcer leur « capacité institutionnelle ». La procédure participative permet ainsi un affichage plus ouvert des intérêts des élites mozambicaines.

L'analyse du plan d'investissement adossé au PEDSA montre ainsi que ce dispositif permet de dédoubler les objectifs affichés et les objectifs poursuivis. Le PEDSA apparaît alors comme un cadre stratégique pour de nombreux acteurs, mozambicains et étrangers, qui peuvent financer les activités qu'ils souhaitent tout en revendiquant les objectifs consensuels du PEDSA. L'absence de contraintes exercées sur ces acteurs par le dispositif de PEDSA offre un deuxième élément crucial à son fonctionnement comme un instrument d'extraversion.

### 2.3. Un instrument qui ne contraint ni les élites ni les partenaires de Développement

Si l'analyse de la distribution des budgets du PNISA éclaire son biais productionniste, l'analyse des budgets « sécurisés » montre que la procédure (1) n'a pas contraint les « partenaires de Développement » à s'engager et (2) laisse la possibilité à ceux qui s'engagent de poursuivre leur agenda propre et pas celui adopté dans le cadre du PEDSA.

La distribution des budgets « sécurisés », c'est-à-dire des fonds engagés dans le cadre de projets de coopération en cours ou prévus, montre que le gouvernement fait face à un important « fossé financier » (Tableau 5.7). Il existe en effet un grand écart entre les fonds nécessaires et les fonds sécurisés pour financer le PEDSA. Sur les 119 milliards de MZN nécessaires pour la mise en œuvre du PEDSA, seuls 24,9 milliards, soit 21%, sont couverts par les différents projets des « partenaires de Développement » du Mozambique. Il manquait donc lors de la validation du PNISA près de 80% des fonds nécessaires à son financement.

Pilier	Budget total estimé (10 <sup>9</sup> MZN)	Valeurs « sécurisées » (10 <sup>9</sup> MZN)	« Fossé financier » (10 <sup>9</sup> MZN)
<b>1. Accroître la production et la productivité</b>	86,334	4,965	
<b>2. Améliorer l'accès aux marchés</b>	16,316	3,206	
<b>3. Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle</b>	0,609	0,976	
<b>4. Gestion durable des ressources naturelles (terre, eau, forêt)</b>	3,422	0,824	
<b>5. Réforme et renforcement institutionnel</b>	2,595	14,951	
<b>Contingences (= 9%)</b>	9,834		
<b>Total</b>	<b>119,114</b>	<b>24,923</b>	

Tableau 5.7 : Budget estimé du PNISA et valeurs sécurisées, d'après le PNISA (2013)

Une partie de ce « fossé financier » est imputable au fait que la contribution du gouvernement mozambicain n'a pas été prise en compte. D'après les entretiens réalisés par l'USAID, le gouvernement mozambicain devrait contribuer à hauteur de 20% du budget, ce qui réduit le « fossé financier » à 60% (USAID 2013a, 27). Au-delà des difficultés budgétaires de l'Etat mozambicain, cela montre que le PEDSA n'a pas contraint les « partenaires de Développement » à se réengager dans l'agriculture. Ils ont largement soutenu la mise en place de la procédure du PEDSA et ont participé à l'élaboration des principales orientations ainsi qu'aux différentes tables rondes. Cependant, ils n'ont pas pour autant pris en charge les solutions qu'ils ont fait afficher comme nécessaires. Le PEDSA apparaît comme une procédure où tous peuvent participer et dont tous peuvent se revendiquer sans pour autant avoir à s'y engager financièrement.

La confrontation détaillée des projets des « partenaires de Développement » avec les budgets des différentes composantes révèle un second avantage offert par le PEDSA : au-delà du manque de fonds, les bailleurs ne sont pas obligés de se plier aux budgets et aux priorités qu'ils ont contribué à mettre à l'agenda. Par exemple, le montant qu'ils prévoient d'allouer au

« renforcement institutionnel » est plus de 5 fois supérieure aux besoins évalués pour ce pilier lors de la construction du PNISA. Pourtant, ces projets qui contredisent les priorités recensées dans l'élaboration du budget sont acceptés dans le cadre du PNISA. Ils ne sont pas remis en cause. Il apparaît alors que la procédure du PEDSA et l'élaboration du PNISA ne permet pas de contraindre les différentes sources de financements à suivre les piliers. Les allocations de fonds excédentaires par rapport aux besoins ne sont pas réorientées vers les piliers sous-financés comme la « gestion durable des ressources ». Le dispositif du PEDSA laisse donc la possibilité aux différents acteurs qui interviennent dans les financements de l'agriculture de poursuivre les activités qui leurs semblent les plus intéressantes. Cela ne permet pas de dépasser les problèmes de coordination et de redondances qui étaient critiqués dans les politiques agricoles précédentes. Le PEDSA permet alors le maintien des stratégies d'intervention des bailleurs ainsi que la capture de rente des élites qui font l'intermédiation entre ces derniers et les sites spécifiques de projets.

Au-delà d'un effet d'annonce, le dispositif du PEDSA ne garantit alors en rien que la sécurité alimentaire et nutritionnelle soit l'enjeu principal. La procédure est participative, et permet l'inclusion de très nombreux acteurs, mais elle n'inclut aucun mécanisme pour contraindre ces derniers. Certains bailleurs peuvent ainsi soutenir les objectifs affichés sans pour autant aligner leurs projets de Développement sur ces derniers. Le dispositif du PEDSA permet ainsi un dédoublement entre d'une part les objectifs affichés et discutés par les acteurs lors des tables rondes, et d'autre part les objectifs véritablement poursuivis par les différents acteurs qui investissent de facto dans l'agriculture. Il constitue une « vitrine », qui permet simultanément d'attirer des fonds et de les redistribuer selon les intérêts des bailleurs, des élites, et des institutions qui interviennent dans la gestion du secteur agricole.

Les acteurs du secteur cotonnier ont par exemple fortement mobilisé le PEDSA et le discours sur la sécurité alimentaire, sans que cela conduise à remettre en question leurs interventions. Ce dispositif leur permet de légitimer leurs projets d'investissement direct, et d'être financés par des investisseurs extérieurs au nom de la sécurité alimentaire. Le *Programme de Revitalisation de la Chaîne de Valeur du secteur Cotonnier* adopté en 2011 et actualisé en 2015 propose par exemple de regrouper les producteurs en « concentrations », « blocs » ou « agrovilles »<sup>302</sup>. Chaque bloc doit comprendre des producteurs qui cultivent

---

<sup>302</sup> Le terme d'agrovilles [agrovilas] est emprunté aux projets d'aménagements promus lors de l'ouverture de la transamazonienne au Brésil dans les années 1970 – 1980 (R. Walker et al. 2011). C'est après avoir visité des

entre 10 et plus de 120 ha de coton, totalisant ainsi des surfaces de centaines d'hectares. Pour les entreprises qui dépendent actuellement de concessions territoriales, l'enjeu est crucial : leurs concessions arriveront à terme en 2017, et elles ne pourront plus garantir l'approvisionnement de leurs usines d'égrainage de coton. S'appuyant sur le PEDSA, les entreprises et l'Institut du Coton du Mozambique (IAM) font donc la promotion de 8 blocs qui totalisent des milliers d'hectares<sup>303</sup>. Au Nord du Mozambique, cette ingénierie sociale et agronomique est ancienne et a eu des résultats limités (Pitcher 1995, 1998, 2003; A. F. Isaacman 1996). Toutefois le projet du secteur cotonnier n'a pas été remis en question et sort au contraire renforcé par le dispositif du PEDSA.

L'histoire du Nord du Mozambique fait apparaître l'oligarchie capitaliste et l'économie extractive comme deux traits marquants de l'accumulation du capital dans ce pays (Carlos Nunes Castel-Branco 2010; C.N. Castel-Branco 2012). L'oligarchie capitaliste est composée de l'ensemble des élites qui se développent de l'expropriation de l'Etat et de la privatisation de rentes. L'économie extractive, au sens large, est centrée sur l'exploitation de matières premières à faible valeurs ajoutées par des capitaux étrangers et des élites nationales, de manière sectorielle, pour l'exportation, sans intégration avec le reste de l'économie. L'oligarchie capitaliste se développe notamment en favorisant les capitaux qui permettent l'extraction de matières premières. En retour, ces derniers sont à l'origine d'une diversité de rentes pour les élites, obtenues lors de l'attribution de ressources foncières, de la taxation des activités, ou encore de l'attribution d'emplois. L'écart entre la rhétorique, c'est-à-dire les objectifs affichés par le PEDSA et le CAADP, et la pratique, c'est-à-dire les objectifs poursuivis, facilite le maintien de l'oligarchie capitaliste (Castel-Branco, 2013). Ce dispositif permet de légitimer le motif d'accumulation du capital sans le contraindre :

« [CAADP] does not challenge, in any way, the dominant pattern of capital accumulation, while apparently providing (at least in discourse) some solutions for tensions related to it. »

(Castel-Branco, 2013, 15).

La section suivante explore ces éléments en interrogeant la manière dont le dispositif PEDSA permet la reproduction des élites agro-industrielles au Mozambique.

---

agrovilles au Brésil que les membres de l'IAM auraient repris le terme et le concept pour l'appliquer au Mozambique (Entretien avec le chargé des projets de l'IAM, 19/03/2015).

<sup>303</sup> En mars 2015, l'IAM avait sécurisé des droits d'usage des sols (DUAT) sur plusieurs dizaines de milliers d'hectares et la banque islamique s'apprêtait à financer la déforestation de plusieurs sites pour que les projets démarrent (Entretien avec des membres de l'IAM le 18/03/2015 et avec le coordinateur Afrique du projet BCI, 03/03/2015).

## Section 3 – Un instrument de reproduction des élites agro-industrielles

Le PEDSA et le PNISA promeuvent l'augmentation de l'accès aux marchés, l'accroissement des investissements privés et la concentration des interventions dans les corridors de Développement. La perspective historique développée dans le chapitre 4 montre que ces trois leviers ont déjà été utilisés et met en lumière leurs apports et leurs limites. La présence de ces représentations dans le PEDSA favorise les élites agro-industrielles et permet leur reproduction. Comment ? Ces représentations légitiment des interventions dans des zones ciblées par ces dernières et justifie le délaissement des espaces gris . Simultanément, ces représentations légitiment un nouveau cycle d'investissement, en occultant les échecs des cycles précédents. Enfin, elles facilitent l'établissement de consensus entre acteurs aux intérêts différents et déplacent les contestations sur le terrain de la mise en œuvre de la politique publique. Cette capacité à légitimer les rapports de force et à limiter les oppositions est essentielle au fonctionnement d'un instrument d'extraversion.

### 3.1. Corridors et reproduction socio-spatiale

Le PEDSA, et plus particulièrement le PNISA, placent les corridors de transport comme des zones prioritaires pour le Développement de chaînes de valeurs agricoles et des espaces ruraux. Ce ciblage des interventions fait écho à une succession d'aménagements et de politiques publiques qui ont accompagné la mise en place des couloirs de transport mozambicains. Leur histoire a été marquée par une forte dimension extractive, et non pas intégrative, et accompagnée par de nombreux déplacements et dépossessions des habitants qui y étaient installés. Ces éléments permettent de situer le PEDSA et le PNISA dans une dynamique de reproduction socio-spatiale.

Les infrastructures de transport qui sous-tendent les corridors de Développement, en particulier les voies ferrées, ont été mise en place au Mozambique à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. Elles permettaient de désenclaver les économies voisines, de desservir les principaux investissements agricoles au Mozambique, et d'affirmer la souveraineté territoriale du Portugal (Fonseca 2003). Dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, des chemins de fer ont été construits pour desservir les mines de charbon de Moatize dans la province de

Tete et la plantation de canne à sucre de la compagnie Sena Sugar<sup>304</sup>. La voie de chemin de fer liant Nacala à Lichinga puis au Malawi a été initiée dans les années 1930 et complétée dans les années 1970, pour renforcer la présence portugaise au Nord du pays. La route Pemba-Lichinga a été ouverte pour contrôler le territoire et faciliter l'implantation des colons dans l'intérieur de la province de Cabo Delgado. Ces infrastructures ont donc essentiellement été mises en place pour exporter des matières premières du Mozambique ou des pays voisins et contrôler le territoire colonial. Elles ont fondé ce qui est maintenant connu sous le nom d'une « économie extractive » ou d'un « pays exutoire »<sup>305</sup>.

Aux lendemains de l'indépendance, une partie de ces fonctions a été maintenue par l'Etat mozambicain afin de générer des devises. Les plans d'aménagement, tant la nationalisation des fermes et des concessions coloniales, que les plans ciblant des districts prioritaires (PDP), ont privilégié ces corridors. Ils concentraient l'essentiel de l'économie agro-industrielle dont l'Etat pouvait bénéficier économiquement et politiquement. Ces couloirs ont catalysé une grande partie des investissements après la guerre-civile, permettant leur réhabilitation et la reprise d'une partie des activités. Les surfaces disponibles identifiées par les experts ne sont pas nécessairement situées dans ces corridors. Mais c'est le long de ces derniers que les investissements privés nationaux et étrangers des années 1990 et 2000 se sont concentrés. Les représentations du PEDSA contribuent donc à reproduire la spatialité des interventions précédentes (Figure 5.5). Cette géographie favorise les entreprises qui se sont déjà implantées dans ces zones, ainsi que l'oligarchie capitaliste qui bénéficie de la mise en concession des anciennes fermes d'Etat et de nouvelles parcelles. Simultanément, elle légitime l'absence d'intervention dans des zones plus isolées, des espaces gris qui intéressent moins par ailleurs les investisseurs (Glover 2014; Glover et Jones 2016). Les corridors de Développement naturalisent ainsi l'hétérogénéité du territoire mozambicain et sa fragmentation, au nom de l'efficacité économique et agronomique.

---

<sup>304</sup> Les mines de charbon de Moatize ont été achetées en 1919 par la Société Minière et Géologique du Zambèze, société Belge, qui a construit un chemin de fer d'une vingtaine de kilomètres jusqu'à Benga, sur le Zambèze, puis en 1949 une voie de chemin de fer jusqu'à Mutara. Ceci s'est accompagné d'une augmentation considérable de la production, de 8000 t en 1936 à 200 000 t en 1956 (M. Newitt 1995, 469).

<sup>305</sup> Voir notamment les travaux de Castel Branco (2010) et les approches de géographie régionaliste qui décrivent le Mozambique comme l'exutoire de l'Afrique des Mines (Raison et Gervais-Lambony 1994).



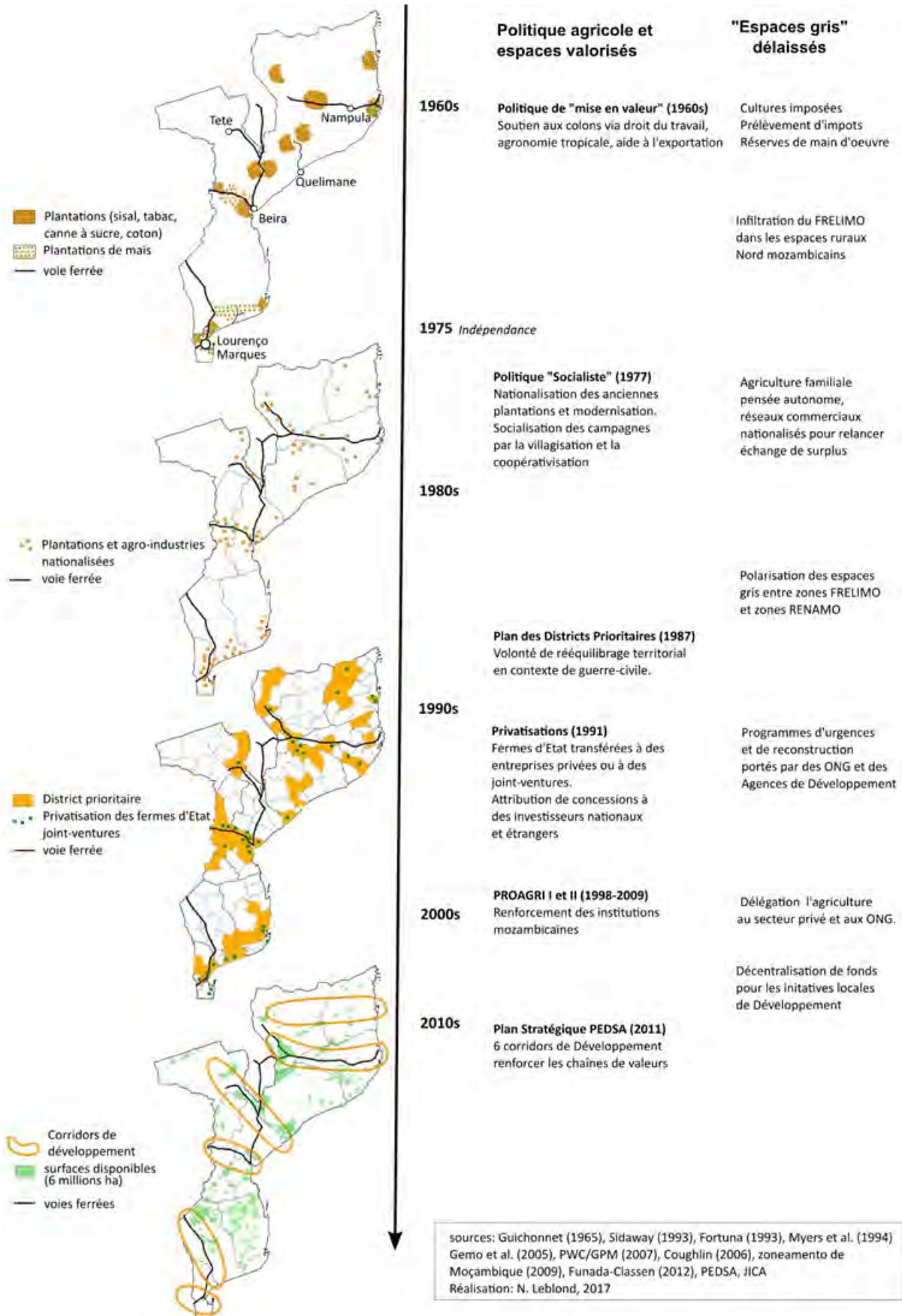


Figure 5.5 : Schéma de la reproduction des spatialités des interventions dans l'agriculture au Mozambique.

Au cours de ces différentes périodes, les couloirs de transports ont été mis en place au profit des élites agro-industrielles et des élites politiques et au détriment des habitants. Les infrastructures ont été peu intégrées avec les espaces ruraux environnants. Elles ont d'abord été construites pour servir des intérêts privés, dans des géographies ne recoupant pas les frontières étatiques. L'objectif était de faciliter l'extraction des ressources vers les marchés extérieurs et non pas d'intégrer les échanges au sein d'un territoire national<sup>306</sup>. Elles ont ensuite été nationalisées, puis privatisées à nouveau. Les habitants ont pu s'approprier ces infrastructures en les utilisant pour circuler d'un point un à autre et pour commercialiser leurs récoltes (Béranger 2004), mais la perspective intégratrice est restée limitée. Elle est contradictoire avec la réhabilitation actuelle de la voie ferrée de Nacala, mise en œuvre pour exporter le charbon des mines de Moatize. De plus, les infrastructures de transport et les activités économiques au cœur des corridors ont souvent été mises en place au détriment des habitants. Ils ont été contraints à l'extraction du bois pour les traverses, aux travaux de terrassement et de défriche ainsi qu'au transport du matériel. Si la situation est moins radicale au Mozambique que dans d'autres pays marqués par un apartheid foncier comme la Zambie ou le Zimbabwe, c'est autour des axes ferroviaires et routiers que se sont concentrées les plantations de sisal, de tabac, ou encore de coton. Les habitants dépossédés ont été réintégréés en tant que main-d'œuvre et se sont réinstallés sur d'autres espaces. La réactivation des corridors traduit et légitime la prédominance des intérêts agroindustriels au Mozambique.

La mise en perspective historique du PEDSA et des corridors de Développement montre que cette politique agricole reproduit les spatialités des interventions précédentes. Privilégier les corridors permet de légitimer la réhabilitation des infrastructures de transport promue par les bailleurs et les investisseurs privés. Cela répond également aux demandes des entreprises déjà installées dans ces espaces. La coalition entre les élites politiques et agro-industrielles au Mozambique sort renforcée et enrichie de cette stratégie spatiale.

### 3.2. Le PEDSA et la légitimation d'un nouveau cycle d'investissement

L'intégration des acteurs privés dans l'élaboration du PEDSA et du PNISA, ainsi que le rôle central qui leur est attribué dans le Développement du secteur agricole, sont présentés

---

<sup>306</sup> Ces corridors sont parfois considérés comme les « veines ouvertes de l'Afrique australe » en référence au livre d'Eduardo Galeano (2001), qui décrit l'exploitation coloniale puis impérialiste des ressources sud-américaines comme un pillage rendu possible par l'ouverture des premières routes, autant de « veines » permettant « l'écoulement » des richesses.

comme des nouveautés. La remise en perspective historique permet pourtant de souligner la récurrence de cette « solution » au Mozambique. Le Nord du Mozambique a connu au moins cinq cycles d'investissements privés dans le foncier agricole (Figure 5.6, voir également le chapitre 4). Leurs effets permettent de mieux situer la proposition du PEDSA et du PNISA.

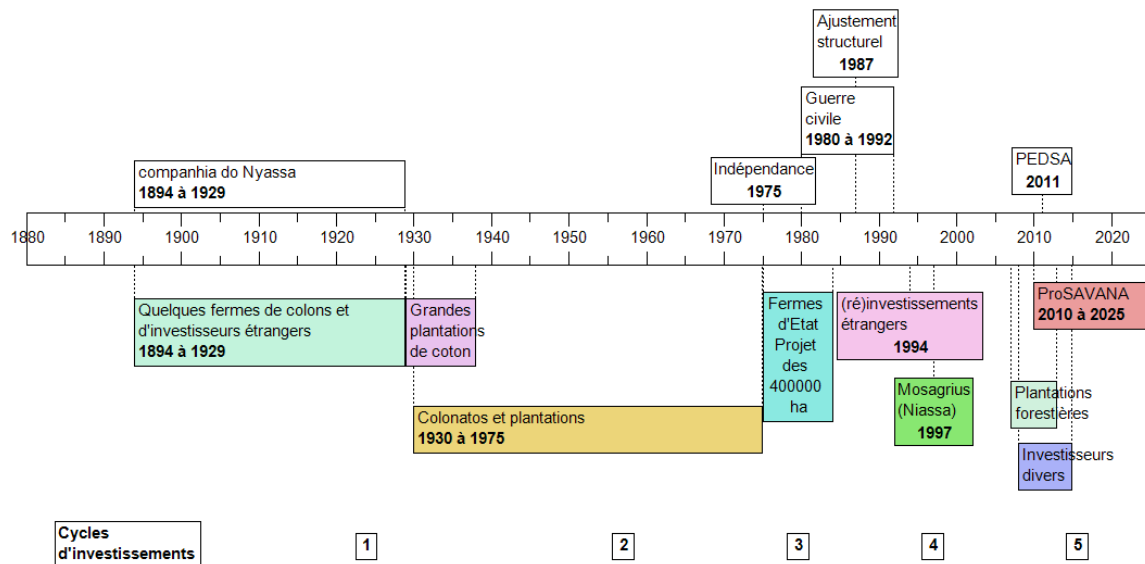


Figure 5.6 : Frise des différents cycles d'investissement privé dans l'agriculture identifiés à partir de l'histoire du Nord du Mozambique. Réalisation : N. Leblond, 2017, grâce au logiciel *frisechron*

La mise en concession d'une partie de l'espace nord mozambicain à la Compagnie du Nyassa à la fin du 19<sup>ème</sup> et jusqu'en 1929 peut être considérée comme un premier cycle faisant appel aux capitaux privés pour « Développer » le nord du pays. La compagnie et ses actionnaires ont cependant été réticents à engager des fonds et ont opté pour une spéculation financière (Vail 1976; Neil-Tomlinson 1977). Ils ont préféré prélever des impôts sur les habitants et leurs exportations plutôt que de mettre en place des plantations et des infrastructures. Très peu d'investisseurs privés ont d'ailleurs souhaité investir cet espace. Ce premier cycle a donc été caractérisé par une faible transformation des systèmes d'activités, bien qu'il ait permis de stabiliser la souveraineté portugaise.

L'implantation de colons européens dans les années 1930, après qu'Antonio Salazar ait établi une politique coloniale fondée sur la rentabilisation du territoire, peut être considérée comme un deuxième cycle d'investissement. Ces derniers se localisent le long de la côte et dans la province de Nampula. La politique des *colonatos* favorise leur établissement et les coûts de transport y sont moins élevés. Ce n'est qu'avec le soutien accru de l'Etat colonial dans les années 1950 et 1960, et des lois du travail permettant d'assurer un approvisionnement

en main-d'œuvre africaine sous-rémunérée que ce cycle d'investissement a pris de l'ampleur. A la fin des années 1960 plus de 370 000 ha dans la région nord sont ainsi cultivés par de la main-d'œuvre africaine dans le cadre de plantations coloniales (A. F. Isaacman et Isaacman 1983b, 44). Cette extension territoriale des investissements est fortement dépendante de recrutements contraints et de la mise en place d'infrastructures de transport et de stockage par l'Etat colonial. Les revenus des travailleurs sont en partie réinvestis dans les systèmes d'activités familiaux, mais ils génèrent une accumulation limitée.

Un troisième cycle d'investissement, piloté par l'Etat mozambicain et soutenu par la coopération socialiste, est constitué par la nationalisation des fermes à l'indépendance. Les habitants se souviennent plus favorablement de ce cycle qui repose sur l'emploi volontaire et non pas sur le travail forcé. Il reprend largement les productions précédentes (coton, sisal, tabac) tout en planifiant l'ouverture de nouveaux blocs, ce que la guerre civile interrompt rapidement. Ce cycle d'investissement modifie peu les relations de juxtaposition et d'interdépendance entre agriculture familiale et grands investissements agricoles (Pitcher 1998). L'espace Nord reste marginalisé par cette politique centrée sur les fermes d'Etat et les coopératives, qui y sont très limitées.

Un quatrième cycle d'investissement peut être identifié à l'issue de la guerre civile, marqué par le retour d'investisseurs privés, notamment portugais et sud-africains. Ils profitent de la privatisation des fermes d'Etat et de l'attribution de concessions foncières par les élites nationales et provinciales (Myers, Eliseu, et Nhachungue 1994; West et Myers 1996; Decualanga 2006). Les investisseurs peinent cependant à rendre leurs investissements profitables, notamment du fait du manque ou de la destruction des infrastructures et du coût des moyens de production (machines, intrants, main- d'œuvre). Les transformations de l'agriculture familiale et les effets productifs sont très limités.

Enfin, on peut distinguer un cinquième cycle d'investissements privés dans l'agriculture à partir du milieu des années 2000. Entre 2007 et 2011, plus de 1 million d'ha, dont 440 000 dans les provinces de Cabo Delgado, Nampula et Niassa, ont fait l'objet de demandes de titres fonciers (Tableau 5.1, Boche, 2014, 133-134). Ce cycle est caractérisé par une diversité des modalités d'investissements (agriculteurs-entrepreneurs, firmes de transformation foncière, agri-firmes, ou encore entreprises agro-industrielles) et par un important taux d'échec (Mathieu Boche 2014a, 169). De nombreux investisseurs, notamment les agriculteurs-entrepreneurs sous-estiment le coût d'établissement et le coût du capital et

sont alors dans des situations de fortes contraintes financières<sup>307</sup>. Le PEDSA a été élaboré dans ce dernier cycle d'investissement, alors que les demandes d'investisseurs étaient importantes mais les effets encore peu analysés.

	<b>Nombre de projet</b>	<b>Surfaces demandées par les investisseurs (ha)</b>
<b>Niassa</b>	5	236 970
<b>Cabo Delgado</b>	3	167 000
<b>Nampula</b>	6	38 845
<b>Zambezia</b>	14	414 663
<b>Tete</b>	1	20 293
<b>Manica</b>	15	278 064
<b>Sofala</b>	7	114 482
<b>Gaza</b>	7	78 300
<b>Inhambane</b>	11	84 200
<b>Maputo</b>	8	93 857

Tableau 5.8 : Projets d'agriculture à grande échelle validés par le CPI entre 2007 et 2011 d'après les calculs de Mathieu Boche à partir des données du CPI et du CEPAGRI (Boche, 2014)

La mise en avant des investisseurs privés comme un levier de Développement dans le PEDSA permet de renforcer le soutien apporté à ces derniers. En effet, elle légitime les projets de Développement fondés sur des partenariats avec ces acteurs ou sur des financements directs de leurs activités. L'histoire de la succession des investissements privés dans l'agriculture au Nord du Mozambique souligne cependant que cette « solution » a peu profité aux habitants jusqu'à présent. Ses effets d'entraînement ont été limités, si ce n'est carrément négatifs tant pour les investisseurs que pour les producteurs déplacés et les travailleurs sous-rémunérés. Les élites coloniales puis nationales ont toutefois trouvé un intérêt dans ces différents cycles. Ils leurs ont permis de conserver la souveraineté sur le Nord du Mozambique à moindre coût, de saper les oppositions internes au FRELIMO, ou encore d'attirer des capitaux privés et des coopérations. Le PEDSA occulte cette historicité. Il doit toutefois intégrer des acteurs conscients de cette dernière et avec des intérêts contradictoires, notamment les syndicats paysans et les ONG. La sous-section suivante analyse comment le PEDSA permet d'intégrer leurs critiques tout en les déplaçant sur le terrain de la mise en œuvre.

<sup>307</sup> A partir de nombreux entretiens avec une diversité d'investisseurs, Boche estime le coût d'établissement et de fonctionnement entre 1248 \$/ha et 7400 \$/ha avec un coût d'emprunt supérieur à 20%, ce qui représente une très forte contrainte, notamment pour les agriculteurs-entrepreneurs (Boche, 2014, 206).

### 3.3. Un instrument qui permet de déplacer la critique

Le PEDSA a permis d'intégrer tous les acteurs dans son élaboration ainsi que dans celle du plan d'investissement, et d'occulter leurs intérêts divergents. Deux éléments participent à cette capacité de consensus : (1) les instruments techniques, qui dépolitisent les choix et les interventions, (2) l'élaboration de discours consensuels, qui déplacent les oppositions sur le terrain.

L'instrumentation du PEDSA dépolitise les interventions et limite les critiques. Elle repose sur un ensemble d'indicateurs statistiques et de modélisations économiques qui permettent d'évaluer et de comparer les différentes options possibles. Ces instruments et les experts qui les mobilisent ne permettent cependant pas de remise en question radicale du dispositif et de l'allocation des budgets. Par exemple, les premières analyses des experts-modélisateurs étaient très favorables au PNISA, le second tour d'analyses est moins enthousiaste (Thurlow 2013; Thurlow, Benfica, et Cunguara 2014). Les modélisateurs ont revu à la baisse les gains de productivités en intégrant des données spécifiques au Mozambique. Ils montrent que les objectifs de 6% de croissance agricole et de réduction de la pauvreté ne sont pas atteints. Leurs modèles ne permettent cependant pas de proposer des alternatives radicales. Ils suggèrent « l'amélioration de l'efficacité de l'investissement ». Cette nouvelle ontologie est prometteuse pour les modélisateurs, mais pas opérationnelle.

Au-delà de la difficulté de penser en dehors de la « boîte noire » du modèle, le rôle des experts limite leur capacité à remettre en question des choix politiques. Les simulations suggéraient, par exemple, de réduire les fonds consacrés à l'irrigation de grande taille et d'augmenter les subventions directes et l'extension agricole. Mais ces éléments ne sont pas politiquement recevables. Le fort soutien aux périmètres irrigués au Mozambique s'intègre en effet à la fois dans la stratégie de financement de la Banque mondiale et dans la volonté du parti-Etat du FRELIMO d'accroître son électorat dans des districts qui lui sont peu favorables (D. Rosário 2012; Mogues et do Rosario 2016). L'augmentation des subventions est quant à elle contraire à la volonté du PEDSA de limiter les effets d'éviction du secteur privé engendrés par un interventionnisme d'Etat trop important. Dans les deux cas, les experts peuvent difficilement formuler des alternatives sans risquer de fragiliser leur crédibilité et leur carrière. Revêtue de son discours d'objectivité et de neutralité politique, l'expertise peine à s'imposer dans l'arène politique pour fournir un contrepoids aux acteurs dominants.

L'instrumentation du PEDSA contraint donc le débat par sa rigidité structurelle, renforce la place des experts, et technicise davantage les enjeux.

Le dispositif du PEDSA permet un dédoublement des objectifs affichés et des objectifs poursuivis sans fournir de mécanismes pour contraindre les seconds. Elle offre ainsi une vitrine très attractive qui convient tant aux bailleurs qu'aux principales institutions et élites mozambicaines. Ce dispositif permet également de limiter les critiques de la « société civile »<sup>308</sup>.

Formellement la « société civile » a bien été intégrée dans le PEDSA. Les représentants du principal syndicat paysan du Mozambique (UNAC) étaient ainsi signataires du Pacte élaboré à partir du PEDSA. Pourtant, au-delà de cette intégration, ils contestent le PNISA, qui selon eux est orienté en faveur des gros investisseurs et marginalise l'agriculture familiale. Les représentants de l'UNAC déclarent ainsi :

« qu'en lui-même [le PNISA] ne répond pas pleinement et d'une manière satisfaisante à toutes les lignes stratégiques des quatre piliers du Plan Stratégique pour le Développement du Secteur Agricole (PEDSA). C'est pourquoi nous soutenons l'adoption d'un Plan National de Soutien à l'Agriculture du Secteur Familial, dont la proposition a été débattue durant notre Assemblée Générale annuelle qui s'est tenue à Inhambane »

Extrait de la Déclaration de Guiúá-Inhambane du 9 mai 2013

Les représentants de l'UNAC critiquent en particulier le manque de consultations justes et démocratiques. Ils ont participé à deux tables rondes, mais ont été surpris par le contenu du plan d'investissement adopté. Ils espèrent « remplir le vide laissé par les instruments d'opérationnalisation du PEDSA » avec un plan complémentaire, centré sur l'agriculture paysanne :

« [le Plan National pour le Soutien d'une Agriculture Paysanne] adopte une approche multisectorielle focalisée sur les systèmes de production paysans. Il répond aux demandes de souveraineté des familles paysannes relatives à la production de semences indigènes [nativas] et résistantes au changement climatique ; aux services publics d'extension agricoles fondés sur la valorisation des savoirs, de la culture et des expériences des paysans et paysannes ; à la mise en valeur du potentiel d'irrigation ; à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures liées à la création de capacités productives et à la définition et l'adoption de modèles efficaces de facilitation du crédit agricole, garantissant ainsi la souveraineté alimentaire et l'alimentation adéquate pour les mozambicains et les mozambicaines. »

Extrait de la déclaration de l'UNAC 2014, 1er mai 2014, Nampula.

---

<sup>308</sup> Sur la question de la société civile au Mozambique voir le chapitre 1 et (Kleibl et Munck 2017)

Bien que le plan ne soit pas accessible, ce fragment de la déclaration montre ce qui est contesté dans le PEDSA/PNISA: l'absence de reconnaissance de la souveraineté, l'absence de place pour les semences traditionnelles et les savoirs des paysans; ainsi que le manque d'intérêt pour le crédit agricole. Ces thématiques sont des éléments classiques du discours de l'UNAC. Avec plus de 40 ONG nationales et internationales, elle a signé le 17 Avril 2014 une déclaration internationale demandant à l'Etat mozambicain et à la communauté internationale de protéger les droits des paysans mozambicains en révisant la stratégie de Développement actuelle. Le dispositif du PEDSA a toutefois réussi à obtenir la participation de l'UNAC dans un premier temps. Il a permis de générer un consensus entre des acteurs aux points de vue divergents.

Les représentants du gouvernement, des entreprises, des paysans et encore des partenaires de Développement ont tous signé le pacte faisant suite au PEDSA. La mise en avant de piliers équilibrés et consensuel a limité les oppositions pendant l'élaboration de la politique agricole et des plans attenants. Au Mozambique, le PEDSA et son instrumentation apparaissent comme un dispositif qui facilite la formulation d'une politique agricole consensuelle et déplace les contradictions sur le terrain de la mise en œuvre. Les différentes organisations de la « société civile » se retrouvent ainsi à devoir se positionner par rapport aux différents projets légitimés par le PEDSA et le PNISA au cas par cas. Ils doivent par exemple faire face aux différents projets d'investissements, qui peuvent au contraire se revendiquer du PEDSA et de la politique mozambicaine. Ceci a fortement limité l'UNAC dans son opposition aux projets dans le corridor de Nacala (voir le chapitre 6).

## Conclusion du chapitre 5

Ce chapitre a exploré la sélectivité de la coproduction du PEDSA à l'aune de la notion d'instrument d'extraversion. Il a montré que les représentations principales, détaillées dans le chapitre 3, étaient non seulement en décalage avec l'histoire de la région nord du Mozambique, abordée dans le chapitre 4, mais encore occultaient les difficultés rencontrées par les producteurs. Ce décalage ne résulte pas d'une ignorance radicale mais d'une ignorance stratégique. Il permet de présenter le Mozambique comme un espace attractif et de capter des ressources. Le PEDSA permet ainsi un réengagement des bailleurs dans l'agriculture mozambicaine et la reproduction du gouvernement mozambicain et de ses institutions.



Simultanément, le dispositif du PEDSA permet d'afficher des objectifs consensuels qui ne correspondent pas de fait à l'allocation des ressources. Ce dispositif non contraignant autorise une diversité d'acteurs à poursuivre leurs stratégies propres. La mise en avant de corridors de Développement et de la nécessité d'investissements privés permet en particulier une reproduction des élites agro-industrielles au Mozambique. Les interventions de ces dernières sont légitimées par le PEDSA. Ce plan nie en effet leur historicité et leurs échecs précédents, ce qui les fait apparaître comme des solutions désirables.

Cette analyse est basée sur l'étude des documents du PEDSA et du PNISA. Elle gagnerait à être complétée d'entretiens avec les élites mozambicaines et étrangères qui ont participé à la leur fabrique. Ceci permettrait en particulier de préciser la manière dont les ressources ont été allouées et comment elles ont permis le redéploiement de l'Etat mozambicain. Cette analyse interroge également la mise en œuvre du PEDSA. Compte tenu du décalage entre les représentations sélectionnées et la réalité de l'espace nord mozambicain, comment les interventions sont-elles mises en œuvre ? Les chapitres suivants interrogent ces dimensions dans le cadre du corridor de Nacala.

**Partie III : Circulations des discours et des représentations et frictions entre acteurs de la constellation agropolitique**



## **Chapitre 6 : Développer le corridor de Nacala : circulation des discours, économie d'apparences, et contestations**

Ce chapitre explore la circulation du discours sur la transformation de l'agriculture par l'investissement privé et l'accès accru aux marchés. Au Mozambique, ce discours est inscrit dans le Plan Stratégique pour le Développement du Secteur Agricole (PEDSA, 2011) et le Plan National d'Investissement pour le Secteur Agricole (PNISA, 2013) (chapitre 3). Ils promeuvent six corridors de Développement, dont celui de Nacala, un des deux axes de transport situé au Nord du pays. Ce chapitre analyse la constellation agropolitique nord mozambicaine à partir de la circulation et de la matérialisation de ce discours dans ce corridor. Plusieurs projets visant à transformer l'agriculture s'y superposent. Ils sont financés par des bailleurs ou des entreprises différentes. Leurs emprises spatiales et leurs objectifs sont variés, certains couvrant tout le corridor, d'autres uniquement des fragments. Leur acceptabilité est également différente : certains projets déclenchent de fortes oppositions, tandis que d'autres ne sont pas questionnés publiquement.

Les mécanismes permettant la circulation et la matérialisation d'un discours varient selon les espaces et les sociétés où les énoncés circulent (M. Goldman, Nadasdy, et Turner 2010). L'épistémologie civique correspond aux mécanismes institutionnels déployés pour sélectionner un énoncé scientifique (Jasanoff 2005). Ce chapitre contribue à son analyse à partir de l'étude de la matérialisation de projets de Développement dans le corridor de Nacala. Ces projets mobilisent des énoncés sur l'agriculture dans un contexte de gouvernementalité néolibérale (cf. chapitre 1). Cette dernière est caractérisée par un ensemble d'acteurs, de gouvernements, de mouvements transnationaux, ou encore de firmes, qui revendiquent l'espace et souhaitent organiser les populations (Ferguson et Gupta 2002). Dans ce contexte il convient d'interroger les ancrages spatiaux et les représentations spatiales mobilisés par les différents acteurs. L'Etat n'est pas à priori en position de verticalité. Le choix d'une échelle infranationale peut permettre de révéler d'autres institutions et procédures de sélection (Morrell 2016).

Ce chapitre interroge ainsi les discours et les acteurs qui proposent de transformer l'agriculture dans le corridor de Nacala au nom de la sécurité alimentaire et du Développement. Pourquoi ont-ils choisi cet espace cible ? Comment ? Font-ils référence au

PEDSA et aux corridors de Développement ? Mobilisent-ils d'autres formes spatiales ? Quelle administration de la preuve déploient-ils pour renforcer ou discréditer un énoncé ? Comment parviennent-ils à déployer leurs projets ? Le corridor de Nacala offre un terrain fertile pour analyser l'épistémologie civique car beaucoup de documents ont été produits et rendus publics.

Une économie d'apparence est la construction consciente d'un spectacle pour attirer des investissements (A. L. Tsing 2005, 84). Anna Tsing a introduit ce concept pour décrire comment la petite compagnie minière canadienne Bre-X a catalysé des centaines de millions de dollars en mettant en scène une découverte aurifère spectaculaire en Indonésie. Le déploiement d'une économie d'apparence est une nécessité dans le cadre de projets qui dépendent de ressources privées ou de partenariats avec ces dernières. Ce chapitre montre qu'un des projets ciblant le corridor de Nacala, le projet ProSAVANA, a généré une économie d'apparence destinée aux investisseurs étrangers. Elle a cristallisé une contestation des apparences, entendue comme la mobilisation d'un ensemble d'acteurs, individuels ou collectifs, qui s'opposent à une intervention en critiquant les représentations qu'elle déploie. Une contestation des apparences prend ainsi la forme d'une contre-performance. Elle organise des mises en scène pour en contrer d'autres. Il ne s'agit pas ici de critiquer cette stratégie, ni de décrédibiliser ceux qui l'ont mise en œuvre. Il ne s'agit pas non plus d'alimenter la critique intrinsèque du projet ProSAVANA. Au contraire, nous proposons une analyse critique de l'économie d'apparence et de sa contestation afin d'éclairer la constellation agro-politique au Nord du Mozambique, ainsi que les mécanismes constitutifs de l'épistémologie civique.

La contestation du projet ProSAVANA a conduit les porteurs de ce projet, dont le gouvernement mozambicain, à transformer leurs discours et à chercher à dissoudre les alliances au sein de l'opposition. Les porteurs de ProSAVANA ont marginalisé les critiques et refaçonné une « société civile » leur permettant de poursuivre leur projet. La « société civile » renvoie à un ensemble d'institutions non-étatiques et non-lucratives qui interviennent dans la vie publique. La question de son autonomie par rapport à l'Etat et aux bailleurs, son hétérogénéité, ses marges de manœuvre et sa représentativité, font cependant l'objet de luttes académiques et non-académiques (Gavare et Ohlsson 2005; Kleibl et Munck 2017). Nous employons la « société civile » comme une catégorie émiqque et la maintenons donc entre guillemets. Les porteurs de ProSAVANA ont souhaité inclure la « société civile » et ont sélectionné des organisations leur permettant de mener à bien leur projet. Ils sont ainsi parvenus à imposer le discours promouvant la transformation de l'agriculture, en prétendant à

une participation impossible. Au passage, ce discours a été transformé et l'Etat mozambicain a réaffirmé son autorité sur la région nord. La construction simultanée d'une économie d'apparence et d'une contestation des apparences a également conduit à un décalage entre les discours sur l'agriculture et leur matérialisation. Le projet ProSAVANA et ses opposants ont dominé l'espace médiatique et scientifique et relégué les autres transformations en cours dans le corridor de Nacala.

Dans un premier temps, nous analysons les discours et les représentations déployés par les projets de Développement dans le corridor de Nacala (section 1). Nous montrons ensuite que ProSAVANA a engendré une économie d'apparence destinée aux investisseurs étrangers (section 2). Les représentations attractives de l'espace rural ont rencontré une forte opposition qui a induit une contestation des apparences. Elle repose sur une mobilisation hétérogène qui associe des ONG mozambicaines et étrangères, des acteurs religieux ou encore des chercheurs. Nous explorons les mécanismes mis en œuvre par les porteurs de ProSAVANA pour l'affaiblir (section 3). Enfin, nous montrons que les principales transformations dans le corridor de Nacala ne sont pas liées à ProSAVANA mais aux autres projets de Développement et d'investissement qui se déploient en parallèle (section 4). Toutefois, ce chapitre n'explore pas ces mécanismes de transformation et leurs effets. Ce qui nous intéresse ici ce sont les processus de sélection et de circulation des discours dans le corridor de Nacala. Nous les analysons à partir de l'étude d'un corpus de 362 textes et de 62 entretiens conduits dans le corridor de Nacala (voir le chapitre 2). L'analyse des effets nécessite d'autres approches telles que l'immersion. Elles sont développées dans les chapitres 9 et 10.

## Section 1 – La circulation du discours sur la transformation de l'agriculture dans un espace cible

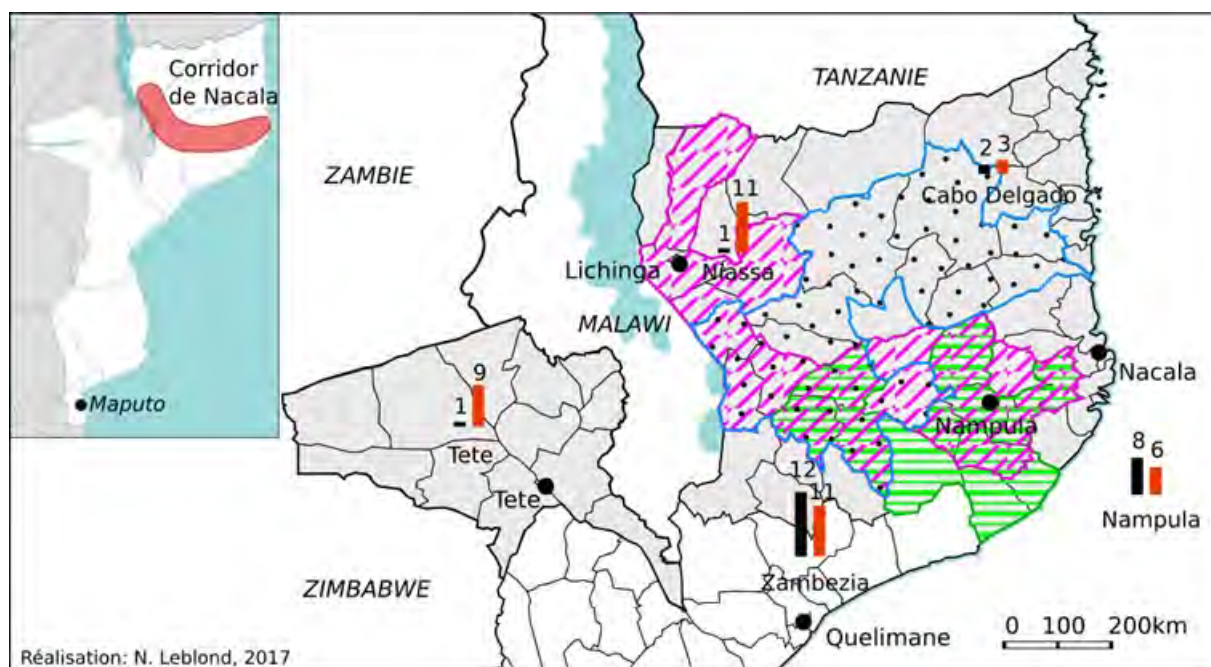
Le corridor de Nacala est un espace d'intervention ciblé par le Plan Stratégique pour le Développement du Secteur Agricole (PEDSA). D'après ses représentations, cet espace est doté d'un fort potentiel agricole et ses infrastructures de transport sont en réhabilitation. Les indicateurs socio-économiques comme le chômage, la pauvreté, ou l'éducation suggèrent que les interventions auront un grand impact. Ces interventions doivent être conduites par des agences de Développement et des investisseurs privés qui précèdent ou font suite au PEDSA.

Les projets de Développement dans le corridor de Nacala sont si nombreux qu'il n'est pas possible de les présenter de manière exhaustive. La base de données de l'aide publique au développement recense 69 projets dans les quatre provinces jouxtant le corridor de Nacala (Niassa, Nampula, Cabo Delgado et Zambézia) entre 2009<sup>309</sup> et 2016. D'après nos observations de terrain, cinq projets de Développement étaient particulièrement visibles ou médiatisés dans le corridor (Tableau 6.1, Figure 6.1) : (1) le Programme pour la Promotion des Marchés Ruraux, PROMER, (2) le Projet de Stratégies Economiques de Développement du Corridor de Nacala, PEDEC (3) le projet AgriFUTURO de l'initiative *Feed the Future* (4) la coopération triangulaire pour le Développement de la Savane, ProSAVANA et (5) le programme de Financement de l'Agrobusiness, FINAGRO. A ces projets financés par des agences d'aide au développement ou des banques internationales, s'ajoutent plusieurs dizaines de projets d'investissement privé (Annexe 6.1). Nous avons également pris en compte la documentation du fonds d'investissement *Nacala Fund*, fortement médiatisé.

Projet (porteur)	Emprise spatio-temporelle	Objectifs affichés	Contestation
PROMER (IFAD, DNPDR)	15 districts dans 3 provinces De 2009 à 2018 ou 2019	Soutenir et renforcer les chaînes de valeurs, et les petits producteurs	Faible
PEDEC (JICA, MPD)	Corridor de Nacala élargi, De 2011 à 2015	Construire des scénarios d'aménagement régional et coordonner les investissements	Moyenne, inscrite dans le cadre de la controverse ProSAVANA
ProSAVANA (JICA, ABC, MINAG puis MASA)	19 districts le long du corridor de Nacala. A partir de 2009	Renforcer la recherche agronomique, planifier et mettre au point des modèles de Développement de l'agriculture	Forte controverse
Feed The Future (FtF), en particulier AgriFUTURO (USAID)	FtF : 20 districts dont 12 dans le corridor de Nacala, AgriFUTURO = sous projet, De 2009 à 2015	Soutenir l'agriculture et l'investissement privé. Accroître la compétitivité du secteur privé en renforçant des chaînes de valeurs.	Faible
Investisseurs privés dans l'agriculture et la foresterie (une trentaine).	Concessions dans différents districts (14 000 ha en moyenne pour l'agriculture, 100 000 ha pour la foresterie).	Variable selon l'investisseur : développement, rentabilité, marchés locaux ou internationaux.	Variable. Certains conflits sont repris dans la controverse ProSAVANA.

Tableau 6.1 : Différents projets promouvant le Développement de l'agriculture et des infrastructures dans le corridor de Nacala. Réalisation : N. Leblond, 2016

<sup>309</sup> Date de signature des accords du projet ProSAVANA, qui sera analysé plus en détail dans les sections 2 et 3. Ce choix de date permet de regarder les projets qui se sont déroulés en même temps que ProSAVANA. Certains projets ont donc commencé avant l'adoption du PEDSA en 2011, et y ont fait référence dans un second temps.



### Légende

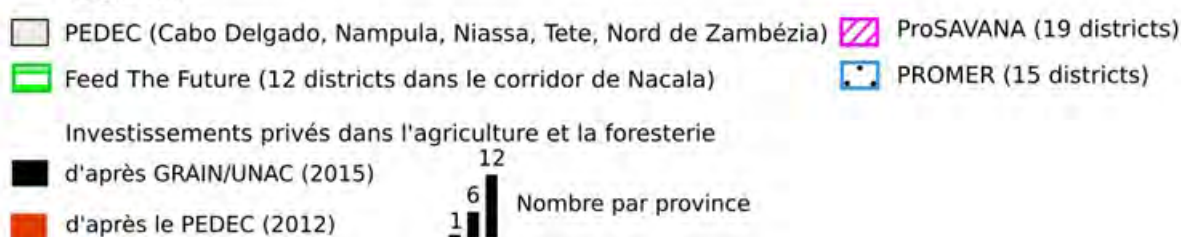


Figure 6.1 : Carte des différents projets dans le corridor de Nacala, Mozambique. Réalisation : N. Leblond, 2016

Chaque projet déploie un discours et des représentations qui justifient son intervention. Tous ont un cadrage productiviste centré sur l'augmentation de la production agricole (voir chapitre 3). Ils proposent de plus des solutions financières et non pas des coopérations techniques. Tous mobilisent des représentations spatiales du corridor spécifiques et font référence aux plans et aux politiques mozambicaines, en particulier au PEDSA. Ce dernier apparaît comme un élément de légitimation clef pour ces projets exogènes. Ces similitudes interrogent la spécificité de la trajectoire du projet ProSAVANA.

## 1.1. Un cadrage commun, des interventions centrées sur le financement

Les projets qui se déploient dans le corridor de Nacala ont un cadrage très proche, bien qu'ils soient portés par des pays et des institutions différentes. Ils conçoivent l'activité agricole au Nord du Mozambique comme limitée par plusieurs facteurs, résumables à :

- (1) une productivité insuffisante des petits producteurs,



- (2) un accès au marché limitant la vente des récoltes et l'achat d'intrants,
- (3) un manque d'infrastructures de transport,
- (4) des chaînes de valeurs inexistantes ou faibles,
- (5) l'absence d'enregistrement des titres fonciers, qui génère des conflits.

Cette problématisation rejoint en partie celle du PEDSA. Elle s'inscrit parfaitement dans le cadrage « farm first » qui domine les approches du Développement depuis les années 1960 (Ellis et Biggs, 2001). L'intensification de la production des petits producteurs est vue comme l'étape nécessaire et suffisante pour provoquer une transformation structurelle et sociale majeure. La question de l'accès à l'alimentation est abandonnée au profit du cadrage par la disponibilité alimentaire et par l'accès au marché.

Les projets mettent en avant des solutions qui font écho à leur problématisation du corridor. A nouveau, les grands principes sont communs aux différents projets même si les angles d'approches ou les expressions peuvent différer légèrement. Pour améliorer la situation, les projets proposent :

- (1) d'intensifier la production via le transfert de techniques agricoles,
- (2) de développer des chaînes de valeurs en soutenant les intermédiaires,
- (3) de renforcer les infrastructures, ce qui facilitera l'accès aux marchés et aux intrants,
- (4) de faciliter l'investissement privé et l'intégration des petits producteurs.
- (5) de sécuriser l'accès à la terre par la titrisation

Chaque projet se focalise souvent sur une partie de ces propositions. Par exemple, le PEDEC se concentre sur les infrastructures et renvoie vers ProSAVANA pour les questions d'augmentation de la productivité et de transfert des technologies agricoles. Au-delà de ces différences, le mode d'intervention des projets est relativement similaire : il s'agit de financer des acteurs privés, associations de producteurs, coopératives, commerçants, investisseurs nationaux ou étrangers, pour augmenter leur activité et la commercialisation des récoltes. Les projets proposent ainsi de mettre en place des mécanismes de financement comme des bourses, des prêts, des dons, des fonds ou encore des subventions de contrepartie [*matching-*

*grant*]. Ces mécanismes de financements sont présentés comme la manière la plus efficace pour transformer le corridor de Nacala.

Une analyse textuelle via le logiciel Iramuteq confirme un cadrage commun autour des enjeux d'augmentation de la productivité agricole et de l'accroissement des revenus des producteurs (Annexe 6.2). Cette analyse met également en lumière qu'il s'agit d'une coopération financière plus que d'une coopération technique. Il ne s'agit pas de distribuer des semences, de développer de nouveaux systèmes agricoles ou de transférer des technologies et des machines. Les projets visent avant tout à redistribuer des fonds à des acteurs qui doivent avec cet argent œuvrer à la transformation de l'agriculture. Enfin, cette analyse montre que les interactions entre les « investisseurs privés », les « producteurs émergents », et les « petits producteurs » sont toujours représentées comme positives. Les enjeux fonciers ne sont pas une thématique récurrente<sup>310</sup>. Au contraire l'accent est systématiquement mis sur la complémentarité, l'intégration, et les arrangements positifs. Les questions de superpositions entre nouveaux investisseurs et producteurs déjà présents sont peu mentionnées. Les projets proposent donc de soutenir les investisseurs privés et les partenariats privés/petits-producteurs, qui sont tous deux présentés comme incontournables pour transformer le corridor.

Bien que le cadrage des projets soit relativement similaire, chacun possède son administration de la preuve et produit des représentations spatiales spécifiques.

## 1.2. Administrer la preuve pour attirer des partenaires et justifier des interventions

Les projets produisent des représentations spatiales spécifiques pour justifier leurs interventions. Elles dépendent de l'administration de la preuve des projets, c'est-à-dire de leur manière de récolter des données, de les confronter et de les combiner, et enfin de construire et de présenter un énoncé<sup>311</sup>. Ces différentes étapes sont fonction du recours à la télédétection, de la présence de cartographes, de la délégation aux partenaires mozambicains ou encore de la contractualisation de consultants privés. Le processus d'administration de la preuve permet

---

<sup>310</sup> La problématique est abordée par ProSAVANA, par AgriFUTURO; et surtout par le PEDEC. Voir par exemple (PEDEC, 2015, chapitre 10, section 10-11).

<sup>311</sup> L'administration de la preuve est un processus (Montel 2004). Je centre ici mon analyse sur les porteurs de projet qui rédigent les premiers documents et élaborent les mises en forme des données. Je n'aborde donc pas ici la manière dont ces projets sont reçus. Ces questions sont abordées pour le projet ProSAVANA dans le reste du chapitre.

d' enrôler des alliés et de stabiliser des soutiens au sein des institutions mozambicaines. D' autre part, il génère une diversité de formes spatiales et de cartes qui peuvent attirer de nouveaux partenaires, en particulier des investisseurs privés. L' administration de la preuve façonne l' apparence d' un projet mais n' est pas pour autant liée à son emprise spatiale réelle. Ce n' est pas parce qu' ils se projettent sur des centaines de milliers d' hectares ou qu' ils annoncent sauver des dizaines de milliers d' enfants que les projets le font *de facto*. Il peut exister un grand décalage entre l' image et la concrétisation.

L' analyse textuelle des documents des projets permet d' identifier les groupes d' acteurs et les espaces ciblés par ces projets<sup>312</sup> (Tableau 6.2, colonne 1). On retrouve dans les différents projets une dualité de cibles. Les projets annoncent soutenir à la fois les petits producteurs (*small-scale farms, emerging farmers, smallholders*) et les investissements de grande taille (*large-scale farms, large scale investments, agribusiness*). Les documents issus du PEDEC, du *Nacala Fund* et de ProSAVANA sont les plus illustrés (Figure 6.2). Ils représentent des districts d' intervention, des zonages agro-écologiques, ou encore des cartes des axes de transport<sup>313</sup>. ProSAVANA met par exemple en avant sept clusters agricoles dans le corridor. Ces représentations servent à identifier des zones d' intervention et à promouvoir des partenariats et des investissements. Par comparaison, les projets FTF, AgriFUTURO, FINAGRO ou encore PROMER sont moins riches en représentations spatiales. Le discours des projets révèle une représentation de l' espace mais cette dernière n' est pas ou peu cartographiée<sup>314</sup>.

---

<sup>312</sup> Analyse factorielle en sélectionnant la variable « source », qui contient le nom des différents projets, réalisée avec Iramuteq. L' analyse donne des listes de mots caractéristiques de chaque projet.

<sup>313</sup> Le PEDEC représente surtout la dimension logistique du corridor (pour la dimension agricole voir section 13-1, chapitre 13, PEDEC 2015). Le *Nacala Fund* associe des photos qui montrent la fertilité des terres mozambicaines et des cartes d' aptitude des sols. ProSAVANA déploie de nombreuses cartes de végétation et de paramètres physico-climatiques comme les précipitations, les pentes ou les types de sols. Par ailleurs, le projet propose différentes méthodologies d' intégration de ces données qui conduisent à subdiviser l' espace du corridor en six zones et en six « *management types* » (voir documents 43 et 273 Ekman et Macamo 2014).

<sup>314</sup> L' USAID, par exemple, explique qu' elle a choisi sa zone d' intervention en fonction du potentiel agricole, de la disponibilité des terres et de la proximité aux corridors de transport. Au contraire, le programme PROMER a ciblé les districts plus éloignés des axes de transport, pour accroître la valeur ajoutée de ses interventions (IFAD, Report N°2003-MZ, 2008, page 8).

<b>Projet</b>	<b>Représentation des groupes et espaces cibles</b>	<b>Administration de la preuve dans les projets</b>	<b>Articulation PEDSA/CAADP</b>
<b>ProSAVANA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>model (business model, development model)</i></li> <li>- <i>small-scale and large-scale farms</i></li> <li>- organisations de producteurs</li> <li>- Cartographie de 6 groupes de districts.</li> <li>- Cartographie de 6 « management types »</li> <li>- Localisation de 7 clusters agricoles</li> <li>- projets pilotes (<i>Quick Impact Projects</i>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- SIG de la zone du projet : intégration de nombreuses données (agricoles, climatiques, foncières, démographiques).</li> <li>- Comparaison entre le Cerrado brésilien et la Savane mozambicaine (Latitudes similaires, discours des « parallèles », expérience de projets précédents notamment PRODECER)</li> <li>- missions et visites dans le corridor et forte visibilité internationale (présentations au Japon et au Brésil)</li> </ul>	Articulation renforcée dans les documents plus récents (2015) : ProSAVANA se dit aligné sur la vision et la mission du PEDSA
<b>PEDEC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- infrastructures (rail, port, corridor)</li> <li>- grands investissements (mine, charbon, cuivre, plantation)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- SIG de la zone élargie du corridor de Nacala</li> <li>- missions et formations aux SIG dans le corridor de Nacala</li> <li>- visites de corridors et de zones économiques spéciales en Asie</li> <li>- Scénarios à échéance 2035</li> </ul>	Peu de référence. Scénarios intègreraient les indicateurs du PEDSA et donc seraient conformes.
<b>AgriFUTURO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Agribusiness, Agribusiness Service Clusters (ASC)</i></li> <li>- Chaînes de Valeurs (en particulier fruitières)</li> <li>- <i>Emerging Farmers Group/emergent Farmers</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu de représentations</li> <li>- Etude des chaînes de valeurs et de la logistique du corridor</li> <li>- Soutien du secteur privé à l'élaboration de plans (de business, de travail, de qualité)</li> </ul>	Participerait à l'implémentation du PEDSA/CAADP via soutien à l'adoption du PNISA
<b>Feed The Future</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nutrition, nutrition infantile, sous-nutrition</li> <li>- Petits producteurs (<i>smallholders</i>)</li> <li>- (<i>Farmer cooperatives, emerging farmers, and commercial agro-enterprises.</i>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu de représentations (actions de soutien peu localisées)</li> <li>- “<i>Baseline Survey</i>”: collecte de données auprès de 2864 foyers dans la ZOI (23 districts) pour suivre les effets.</li> </ul>	Participerait à l'implémentation du PEDSA/CAADP via soutien à l'adoption du PNISA
<b>FINAGRO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entreprises</li> <li>- Coopératives</li> <li>- Chaînes de valeurs et <i>clusters</i> (oléagineux, légumineux)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu de représentations</li> <li>- Analyse du plan d'affaire (<i>plano de negócios</i>) des entreprises demandant des financements</li> </ul>	Pas de mention du PEDSA/CAADP
<b>Nacala Fund</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- investisseurs (investir, investissement, retour sur investissement)</li> <li>- gestion du fond (portfolio, risque, régulation, loi)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zonages agro-climatique et environnemental (FGV Projetos) pour des cultures spécifiques (cane à sucre, palme africaine, coton, haricots, jatropha, manioc) : mise en avant du potentiel agricole et des retours sur investissements.</li> <li>- « Ceinture tropicale » : parallèle Brésil/Mozambique</li> </ul>	Pas de mention du PEDSA/CAADP
<b>PROMER</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Commerçants, marché, intermédiaires</li> <li>- <i>Commodity</i> (chaîne de valeurs de produits)</li> <li>- Association, organisations de producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu de représentations, intervention à partir des collaborations précédentes (projet PAMA).</li> <li>- Analyse des « concepts notes » des entreprises demandant un financement.</li> </ul>	Peu de mention du PEDSA (une fois dans document de 2015 pour affirmer alignement sur les stratégies nationales).

Tableau 6.2 : Représentations spatiales et administration de la preuve pour différents projets déployés dans le corridor de Nacala. Tableau issu de l'analyse textuelle réalisée avec le logiciel Iramuteq (NB : Les expressions laissées en langue étrangère correspondent aux expressions exactes qui ressortent de l'analyse textuelle des documents)

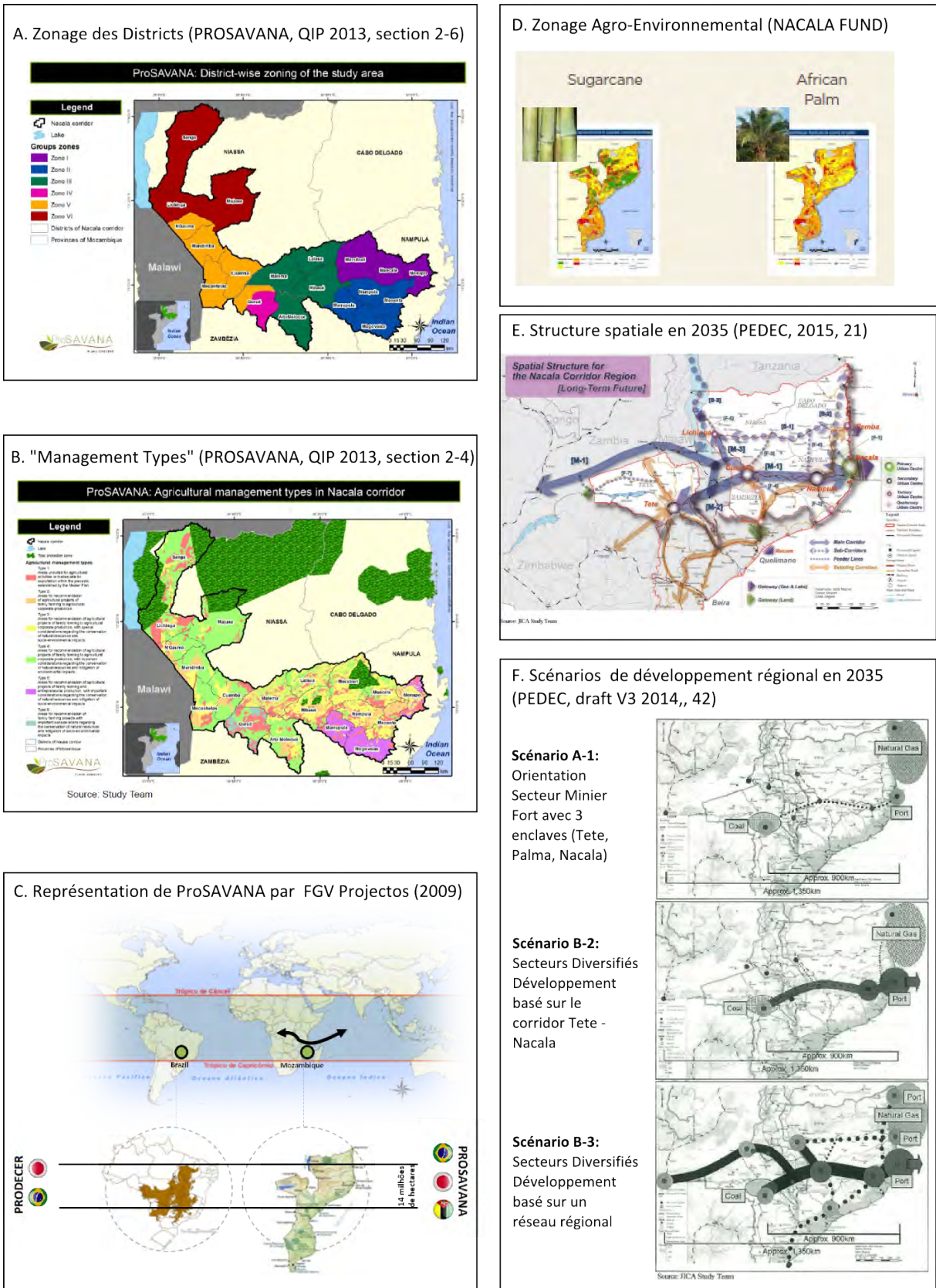


Figure 6.2 : Représentations spatiales de quelques projets dans le corridor de Nacala (source: d'après PEDEC 2014, PEDEC, 2015, ProSAVANA -QIP 2013)

La place plus ou moins importante des représentations spatiales dans les projets tient en partie à leur administration de la preuve. Elle peut être très variable d'un projet à l'autre même si leur cadrage théorique est proche. Le PEDEC, par exemple, associe l'intégration et la spatialisation des données d'une part, et la démonstration par l'exemple vécu de l'autre. Dans ce cadre, l'Agence Internationale de Coopération Japonaise (JICA) a fait construire et centraliser des bases de données dans un Système d'Information Géo-référencé (SIG). Il permet à la fois de représenter le corridor, de construire et comparer des scénarios futurs, et d'intéresser des investisseurs nationaux et étrangers. C'est également une interface avec les fonctionnaires mozambicains au niveau régional et national. Ces derniers ont été formés aux SIG et doivent sur le long terme mettre à jour cette base de données pour planifier et analyser les transformations de la région<sup>315</sup>. Ce choix d'administration de la preuve par le SIG et les scénarios, ne produit donc pas que des cartes. Il construit une interconnaissance entre les équipes de la JICA et l'administration mozambicaine. La JICA a également invité plusieurs partenaires mozambicains au Vietnam et au Japon pour leur montrer des exemples de Zones Economiques Spéciales, de Développement intégré et de parcs industriels<sup>316</sup>. Le PEDEC mise sur ces deux types de preuves pour faire circuler et matérialiser son discours.

La méthode initialement adoptée par ProSAVANA est similaire à celle du PEDEC. La Fondation brésilienne Getulio Vargas (FGV) a été contractualisée pour réaliser un premier plan directeur. Ces consultants, ainsi que les experts de la JICA, ont mis en place un SIG regroupant des données climatiques, pédologiques, agronomiques, économiques et démographiques (Shankland et Gonçalves 2016). Des experts japonais et brésiliens ont fait des missions de collecte de données dans le corridor de Nacala et ont analysé des images satellites. Cela a notamment conduit à la publication « *Os Parallelos* », qui représente le Brésil et le Mozambique alignés entre deux mêmes parallèles (Batistella et Bolfe 2010, voir également Figure 6.2). Cette représentation met en jeu deux arguments pour justifier l'intervention du Brésil au Mozambique: (1) le Brésil et le Mozambique font face à des conditions tropicales similaires, (2) le Développement du Brésil est une preuve de la capacité de ses experts à affronter ces contraintes. On retrouve ces arguments dans les documents de ProSAVANA, et ceux du *Nacala Fund*. Des fonctionnaires et des étudiants mozambicains se

---

<sup>315</sup> voir le site de la JICA (consulté le 09/03/2017) : <https://www.jica.go.jp/project/english/mozambique/002/>

<sup>316</sup> La mission au Vietnam du 11 au 17 novembre 2012 comprenait 9 officiels mozambicains (2 représentants du Ministère de la Planification et du Développement, 3 fonctionnaires du Cabinet des Zones économiques et du Développement Accéléré (GAZEDA), un fonctionnaire du Centre de Promotion de l'Investissement, un représentant de l'Autorité Douanière de Nacala, un représentant du Ministère de l'Industrie et du Commerce et un représentant de l'Agence du Zambèze). Deux autres missions ont eu lieu au Japon en 2013.

sont également rendus au Brésil pour des échanges d'expérience et des visites d'exploitations et de projets agricoles<sup>317</sup>.

Le *Nacala Fund*, mis en place par FGV projetos, « le cabinet technique de FGV », a fortement médiatisé le corridor de Nacala pour attirer des investisseurs privés. L'administration de la preuve est différente : il s'agit d'un discours plus technique pour ce qui est des questions financières et simplifié pour ce qui est des représentations du Mozambique. Le corridor, et l'Afrique, sont présentés comme une « nouvelle frontière » avec une main d'œuvre peu chère et des terres disponibles (FGV Projetos, 2013, document 362). Cela conduit à des documents qui sont riches en représentations graphiques pour montrer le potentiel agricole et attirer des capitaux privés (Figure 6.2).

Dans le cas de l'initiative *Feed The Future* (FTF), l'USAID finance un volet dit « FEEDBACK » qui collecte des données spécifiques dans les districts ciblés afin d'établir un niveau de base. Ces données ne sont cependant pas cartographiées. Elles servent essentiellement à fixer des objectifs à atteindre et à évaluer les effets. A part les positions des corridors, pour montrer que les zones cibles ont un fort potentiel, le projet ne mobilise pas de représentations des espaces actuels ou futurs. Cela peut tenir au fait que FTF s'inscrit à la suite de projets qui préexistent et dans des réseaux de partenaires déjà en place. Il n'est donc pas nécessaire pour eux de se rendre visible pour en trouver de nouveaux.

Les projets PROMER, FINAGRO, et AGRIFUTURO ciblent plus directement les agrobusiness et les intermédiaires impliqués dans la commercialisation et la transformation de produits agricoles. A part leur zone cible, qui discrimine quels espaces sont éligibles pour un prêt ou une bourse, et quels espaces en sont exclus, ces programmes s'intéressent peu à établir une représentation préalable ou future. L'essentiel de la preuve qu'ils administrent est liée au diagnostic des chaînes de valeurs et à la crédibilité des emprunteurs potentiels. Il s'agit avant tout pour eux d'identifier et de financer les bons acteurs pour obtenir des retours visibles. Ce processus repose sur des agents qui contactent directement les entreprises pour les inciter à candidater. Lors de mes entretiens et de mes observations auprès d'entreprises et d'associations de producteurs implantées au Mozambique, j'ai rencontré des employés ou des consultants de PROMER, FINAGRO ou ProSAVANA qui essayaient de les enrôler dans

---

<sup>317</sup> Voir FAEG, 07/11/2009 (document 324), qui relate la visite de Mozambicains et de Japonais dans l'Etat brésilien de Goiás.

leurs projets de financement. Dans cette optique il n'est pas nécessaire de produire des représentations de l'ensemble du corridor.

Quant aux entreprises privées, elles collectent des informations et produisent des représentations de manière doublement variable. Chaque entreprise dispose de son administration de la preuve pour identifier des sites d'investissement. Elle peut mettre en jeu des relations familiales, l'intervention d'élites nationales ou locales, la connaissance préalable du terrain dans le cadre d'autres activités, un repérage via des images satellites, ou encore une combinaison de ces modes de connaissance (voir le chapitre 7, Roda 2010; Mathieu Boche 2014b). Une même entreprise peut déployer différents moyens d'identification d'un site à l'autre<sup>318</sup>. Parallèlement, les investisseurs privés déploient des discours et des représentations qui varient selon la situation d'énonciation. Ils peuvent se raccrocher aux orientations du secteur agricole mozambicain s'ils sont face à des représentants du gouvernement. Au contraire, ils peuvent mobiliser le discours de la sécurité alimentaire et du Développement devant des associations de producteurs. Enfin, ils peuvent souligner la valeur de leurs actifs s'ils cherchent à obtenir un prêt bancaire. Une étude plus précise de l'administration de la preuve des investisseurs est nécessaire. Il importe ici de souligner qu'ils ont la capacité de se saisir des différentes représentations existantes et d'en générer de nouvelles afin de légitimer leurs interventions et de catalyser des ressources financières supplémentaires.

L'administration de la preuve varie selon les ancrages et les objectifs des projets. Elle permet tantôt de renforcer les interactions avec les partenaires mozambicains, tantôt d'attirer des investisseurs privés, qui sont présentés comme le moteur de la transformation de l'agriculture. Les différents projets articulent également les représentations produites par le gouvernement mozambicain, et en particulier le PEDSA, dans leur discours. Cette référence à la politique nationale contribue à légitimer l'intervention exogène dans l'agriculture.

### 1.3. Se légitimer en mobilisant les politiques nationales

Les politiques nationales mozambicaines sont citées dans tous les projets de Développement. Ici, nous explorons le cas du PEDSA (chapitres 3 et 5). Le cadrage adopté par les différents projets fait largement écho à ce dernier, bien qu'il ne soit pas souvent cité. A

---

<sup>318</sup> Par exemple un investisseur sud-africain du corridor de Nacala a identifié un premier site d'investissement à proximité d'une piste qu'il empruntait fréquemment. Au contraire, le deuxième site lui a été indiqué par le ministre de l'agriculture. Ce dernier lui a proposé de reprendre une ancienne unité de production étatique dans le même district.



l'exception des documents plus récents de ProSAVANA qui présentent des sections entières consacrées au PEDSA (cf. section 2), les autres projets se contentent de le mentionner rapidement. Ils le mobilisent pour :

- (1) légitimer les projets en montrant qu'ils sont alignés sur la politique nationale,
- (2) justifier les transformations qu'ils proposent.

En termes de légitimation, citer le PEDSA permet de souligner la conformité du projet avec les orientations du gouvernement mozambicain. L'initiative *Feed The Future*, par exemple, affirme que l'approche « est alignée avec la stratégie du gouvernement adoptée dans le cadre du CAADP », c'est-à-dire avec le PEDSA (ZOI document, 2014, page 6). PROMER s'annonce comme « entièrement cohérent avec les principales orientations stratégiques du pays comme la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, la Stratégie de Développement Rural, le PEDSA et le Plan pour une Commercialisation Agricole Intégrée » (IFAD, 2015, page 20). ProSAVANA, enfin, souligne que son plan directeur est « formulé sur la base du PEDSA en tant que stratégie d'ordre supérieure » (Concept note, 2013).

En retour, cette référence aux politiques nationales permet de justifier les transformations proposées. Dans le projet PROMER par exemple, la transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture marchande est présentée comme cohérente avec les stratégies du gouvernement (IFAD, 2008). Dans le PEDEC (chapitre 11, section 11-14), l'équipe précise que les scénarios réalisés pour 2025 et 2035 prennent en compte, entre autres, les indicateurs de la Stratégie Nationale de Développement (NDS, 2015-2035) et du PEDSA (2010-2019). Cette référence renforce la crédibilité des scénarios et leur légitimité, même s'ils ne correspondent pas nécessairement au PEDSA. Le PEDEC affiche ainsi un changement structurel dans lequel l'agriculture passe de 42% du PIB régional en 2011 à 24% en 2035, essentiellement au profit du secteur « mines et projets de grande taille »<sup>319</sup>. Cette transformation est à l'opposé du discours du PEDSA qui parle d'augmentation de la contribution de l'agriculture au PIB. Mais cette contradiction n'est pas soulignée.

Au-delà d'un appel au PEDSA pour légitimer leurs interventions, certains projets annoncent contribuer à sa construction. L'initiative *Feed the Future* (FTF), lancée juste avant

---

<sup>319</sup> Ce dernier passe de 0,1% (2011) à 28% en 2035 tandis que le secteur « manufacture, construction et utilities » reste constant (de 18% en 2011 à 20% en 2035) et le secteur des services diminue (de 40% en 2011 à 29% en 2035). On peut bien sûr contester la validité même de ces chiffres mais c'est surtout la mobilisation du PEDSA pour justifier d'un scénario qui m'intéresse, au-delà de sa conformité avec le réel ou le possible.

la signature du Pacte entre bailleurs, gouvernement, secteurs privés, et représentants de la « société civile », affirme vouloir contribuer à l'adoption et l'opérationnalisation du PEDSA et du CAADP<sup>320</sup>. Un des objectifs affichés est ainsi de favoriser l'adoption d'un plan d'investissement. La première composante du projet AgriFUTURO annonce également que l'équipe du projet révisera le PEDSA pour identifier les synergies, les conflits potentiels et les lacunes (AGRIFUTURO, Work Plan May 1, 2010 - September 30, 2010, page 24). Le PEDSA n'est donc pas qu'un élément de légitimation, c'est un cadre que ces projets contribuent à construire.

L'analyse de différents projets de Développement déployés dans le corridor de Nacala montre la similarité des cadrages et des modalités d'interventions entre les projets. Cette proximité interroge en retour les contestations déclenchées par le projet ProSAVANA, là où les autres projets sont passés inaperçus.

## Section 2 – La construction d'une économie d'apparences et ses déboires : le cas du projet ProSAVANA

Les nombreux projets qui se superposent dans le corridor ont des discours et des représentations similaires. Pourtant, le projet ProSAVANA a généré une opposition. Nous explorons ici les différents mécanismes qui ont produit cette dernière. Nous analysons en particulier comment l'économie d'apparence générée autour du projet ProSAVANA a été reçue et critiquée. ProSAVANA s'est déployé dans un contexte de mobilisation contre l'accaparement des terres. Il a été perçu comme un projet d'accaparement ce qui a nourri une contestation des apparences. Un ensemble d'acteurs opposés aux investissements privés de grande taille ont ainsi interagi avec ProSAVANA et ses représentations pour essayer d'interrompre ce projet.

### 2.1. ProSAVANA : une économie d'apparences pour attirer des investisseurs privés

ProSAVANA est un projet porté par des agences de développement exogènes avec un très faible ancrage dans son espace cible. L'accord sur la « Coopération Triangulaire pour le

---

<sup>320</sup> La présentation de l'USAID comprend une diapositive qui précise que « le CAADP est une priorité du plaidoyer politique et du soutien du FTF » (USAID FTF, 2011, 25 mars, diapo 6).

Développement Agricole de la Savane Tropicale au Mozambique » (ProSAVANA) a été signé en septembre 2009 par les représentants du gouvernement du Japon, du Brésil et du Mozambique. Il est le fruit d'une coopération technique entre le Brésil et le Japon initiée en 2000, qui a ciblé tardivement le Mozambique. En 2007, la coopération nippo-brésilienne se centrait sur l'Afrique. En 2009, l'espace potentiel de cette coopération était la savane africaine au sens large (Figure 6.3). Le Mozambique n'a été choisi que dans un troisième temps, notamment du fait de son appartenance à l'espace lusophone.

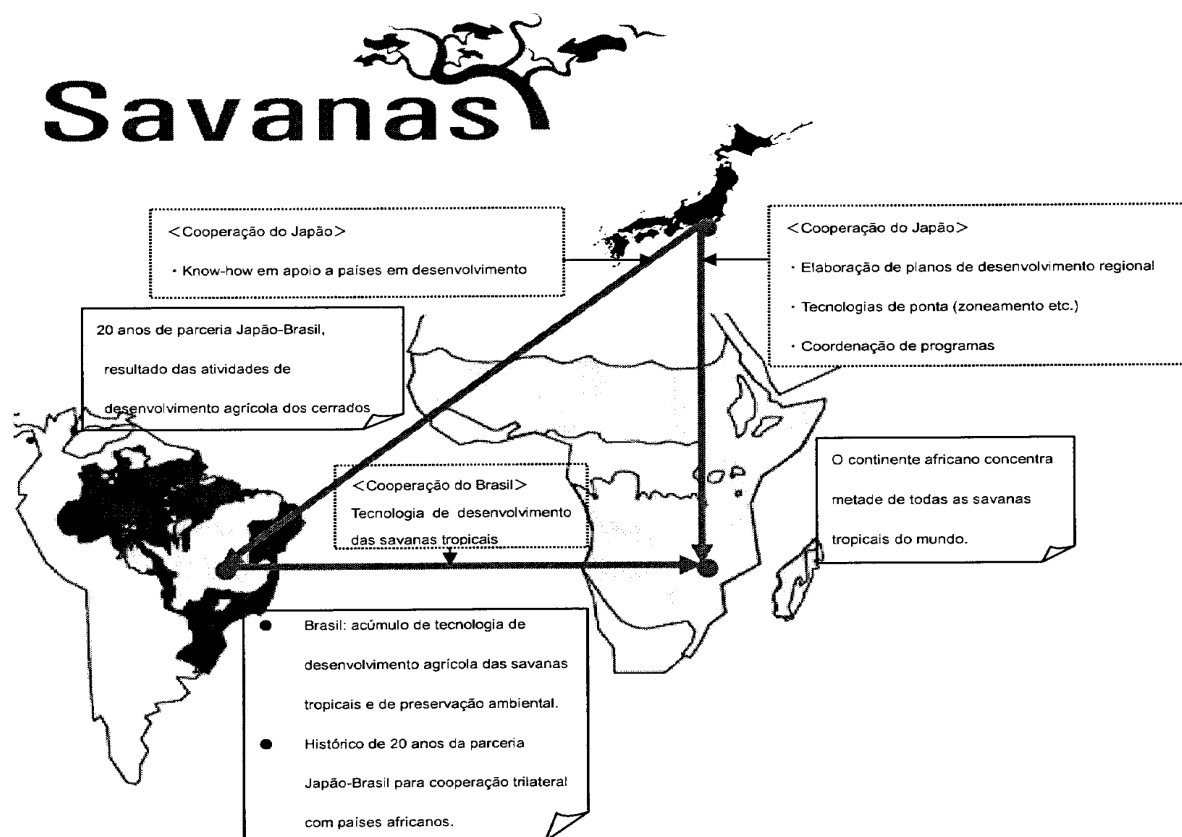


Figure 6.3 : Schéma simplifié du Programme de Coopération Japon Brésil pour la Savane Africaine. Signé en 2000, cette coopération se centre sur l'Afrique à partir de 2007, puis se concrétise au Mozambique dans le cadre de ProSAVANA a partir de 2009. (Extrait des minutes de la réunion JICA/ABC du 03/04/2009, document 205).

Très peu d'attention a été portée à ProSAVANA les deux années suivant son accord<sup>321</sup>. Peu de journaux se sont intéressés à ce qui était avant tout présenté comme un programme de Développement agricole, centré sur le renforcement des capacités de recherche et le transfert de technologies. Bien que les porteurs de ProSAVANA annoncent qu'il bénéficiera à 40 000 agriculteurs mozambicains, le projet est surtout tourné vers le

<sup>321</sup> Un Symposium International et un Workshop tripartite est organisé les 17 et 18 mars 2010 lors de l'université des Nations Unies à Tokyo (document 323 du 23/05/2010). Le 8 avril 2011, le premier ministre du Mozambique Aires Bonifácio Aly, le Ministre de l'Agriculture du Mozambique, José Pacheco, et des ambassadeurs du Japon et du Brésil lancent officiellement le projet à Nampula.

renforcement des centres de recherche, la formation des techniciens mozambicains, et l'adaptation de technologies <sup>322</sup>. Les institutions impliquées sont des agences de développement et des instituts techniques : l'Agence de Coopération Brésilienne (ABC), l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), l'Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole (EMBRAPA), le Centre International de Recherche pour les Sciences Agricoles du Japon (JIRCAS) et l'Institut d'Investigation Agricole du Mozambique (IIAM). Comme les autres projets de Développement du corridor de Nacala, cette coopération technique est passée inaperçue.

A partir de 2011 cependant, ProSAVANA engendre une économie d'apparence tournée vers les investisseurs privés de grande taille. Cette économie d'apparence est composée de discours et de représentations qui mettent en avant l'attractivité et la disponibilité des terres du corridor de Nacala. Ces discours sont produits et reproduits par une diversité d'acteurs dont seuls certains sont liés à ProSAVANA. En avril 2011, le ministre de l'agriculture du Mozambique, José Pacheco, se rend au Brésil pour un séminaire international organisé par l'EMBRAPA. Plus de 170 représentants d'institutions brésiliennes et d'entreprises privées sont présents et manifestent leur intérêt pour le projet (document 10, 2016). José Pacheco réitère l'intérêt du Mozambique pour l'expérience des agriculteurs brésiliens dans leur savane intérieure, le Cerrado. Leur succès à transformer une savane en terres agricoles productives, notamment dans le cadre du projet PRODECER porté par le Brésil et le Japon dans les années 1970, est vu comme un exemple. Les élites mozambicaines présentent et promeuvent le corridor de Nacala comme un espace à transformer.

Les médias et les investisseurs privés contribuent à l'économie d'apparence. Les journaux font état de 6 millions d'hectares disponibles au Mozambique, dont la moitié seraient « dépeuplés » comme « l'Ouest de bahia et au Mato Grosso dans les années 1980 » (document 163 ; 14/08/2011). Le président de la section agrobusiness de la Fondation Getulio Vargas (FGV), Roberto Rodrigues, manifeste son intérêt. Il est invité par l'Agence de Coopération Brésilienne (ABC) pour identifier des synergies entre FGV et l'ABC. Le président de l'Association des Producteurs de Coton du Mato Grosso, confirme quant à lui l'attrait des investisseurs privés pour le Mozambique. Pour lui, c'est « un Mato Grosso au milieu de l'Afrique, avec une terre gratuite, avec des contraintes environnementales limitées

---

<sup>322</sup> ProSAVANA compte « transformer l'agriculture en science » et « changer la conception selon laquelle l'agriculture peut être faite sans méthode » explique le chef du Département d'Extension Agricole du Ministère de l'Agriculture du Mozambique (document 325, 2010)

et un fret pour la Chine très bon marché » (document 163, 14/08/2011; document 258, 15/08/2011). Cette médiatisation suscite une première série de questions d'ONG japonaises à la JICA en décembre 2011. Elles sont peu relayées. Ce n'est qu'après la visite d'investisseurs brésiliens dans le corridor et l'ouverture d'un fond d'investissement que ces critiques s'amplifient.

En 2012, ProSAVANA organise un voyage au Mozambique afin de montrer aux investisseurs brésiliens le potentiel de Développement promis. Une délégation d'une quarantaine de personnes, comprenant des agriculteurs et entreprises brésiliennes, visite Maputo et le corridor de Nacala. Leurs déclarations enthousiastes mettent en avant la disponibilité et la fertilité des terres mozambicaines. Des entrepreneurs brésiliens réaffirment leur volonté de mettre leur « expérience » et leur « savoir-faire » au service de la « question sociale » mozambicaine (extrait article 143, 04/05/2012). Un député brésilien d'origine japonaise explique « qu'avant [il] était enthousiaste, mais que maintenant, [il est] optimiste » (document 313, 10/05/2012). Ce qu'il a vu de ses yeux est : « une région avec un potentiel énorme pour le développement du projet, surtout qu'à peine 4% de la zone est cultivée » (document 313, 10/05/2012)<sup>323</sup>.

L'ouverture d'un fonds d'investissement spécifique enrichit considérablement cette économie d'apparence. En juillet et en août 2012, FGV Projetos présente le *Nacala Fund*. Un des objectifs affichés est de « Générer des retours attractifs sur des investissements de long terme pour des investisseurs (globaux) ». La brochure de présentation fait état de « 14 millions d'hectares de terres vastement sous-développées » (document 248). Les articles de presse, surtout à destination du public brésilien, annoncent alors une « offre de terre au soja brésilien » et une « offre de concessions de 50 ans pour des producteurs brésiliens sur 6 millions d'hectares ». Dans le contexte de la forte médiatisation de l'accaparement de terres, ProSAVANA apparaît alors comme un projet d'accaparement (documents 294, 295, 163, 258).

Les documents de ProSAVANA ne s'adressent pas directement aux investisseurs privés. Les porteurs du projet ne font pas mention de millions d'hectares disponibles. Toutefois ils identifient effectivement des espaces potentiels pour un « développement à grande échelle » (Figure 6.4, ProSAVANA-PD, document 40). Par ailleurs, l'extension spatiale du projet, qui passe de 14 à 19 districts, est vue par les opposants comme une stratégie pour attirer des

---

<sup>323</sup> Sur l'intérêt des investisseurs brésiliens voir également (Milhorange, 2016, 358).

investisseurs privés<sup>324</sup>. Les nouveaux districts correspondent en effet à des zones avec un potentiel pour un « développement à grande échelle ». Les différents discours sont ainsi assimilés en une même économie d'apparence du fait des nombreuses interactions entre porteurs de ProSAVANA, les experts de FGV et du *Nacala Fund*, et les investisseurs brésiliens venus visiter le corridor. Le corridor de Nacala fait en parallèle l'objet de nombreuses demandes de titres fonciers, certaines entreprises déjà présentes souhaitant sécuriser des terres ou bénéficier de ProSAVANA (entretiens n°33, n°42, n°54).

L'interaction entre une économie d'apparence tournée vers les investisseurs privés et une coalition mobilisée contre les accaparements de terres va déclencher une forte opposition à ProSAVANA. L'analyse de l'ancrage de cette opposition permet de comprendre la contestation des apparences qu'elle déploie. Cette dernière est une contre-performance pour décrédibiliser la mise en scène de ProSAVANA.

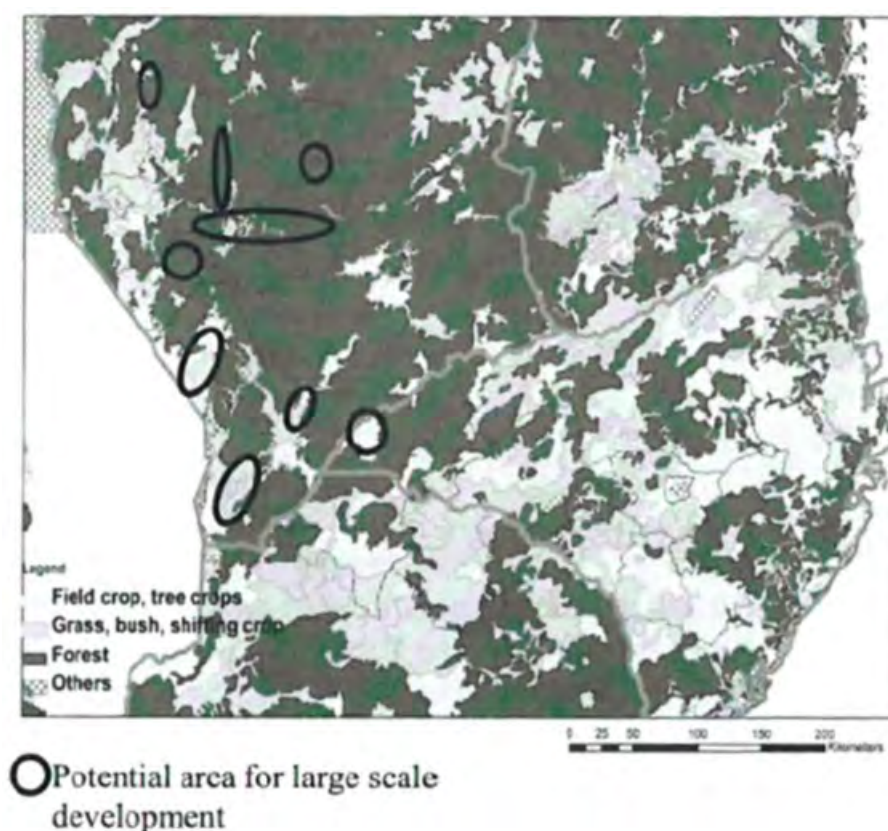


Figure 6.4 : Carte des zones potentielles pour le développement d'exploitations dans le cadre de ProSAVANA. Carte produite par la JICA Study Team, extraite du rapport intermédiaire de ProSAVANA-PD, document 40, 2015, p. 238)

<sup>324</sup> Les porteurs de ProSAVANA expliquent que cette extension est « une demande du gouvernement mozambicain » (document 273, note de bas de page 2, p. 6). Les opposants affirment que le rajout des districts « a été demandé par des acteurs brésiliens (particulièrement l'EMBRAPA) », de manière à inclure des zones moins peuplées pour « des fermes commerciales de grande taille » (document 334).

## 2.2. Une coalition contre l'accaparement des terres

Au début des années 2010, plusieurs organisations internationales et mozambicaines se mobilisent contre l'accaparement de terres<sup>325</sup>. La multiplication des investissements dans les biocarburants<sup>326</sup> et les plantations forestières au Mozambique a soulevé des inquiétudes (ex. documents 296, 297 et 300). Plusieurs chercheurs ont publié des articles sur les mécanismes de dépossession lors des transactions foncières dans ce pays (Vermeulen et Cotula 2010; R. Hall et Paradza 2012; Fairbairn 2013). Des organisations mozambicaines ont contribué à ces travaux. L'Union Nationale des Paysans du Mozambique (UNAC) et l'ONG mozambicaine Justiça Ambiental (JA !) ont accompagné les ONG et les chercheurs étrangers sur les sites d'investissements. Elles ont réalisé une partie des entretiens et ont dénoncé le comportement des élites et institutions mozambicaines (documents 316, 321, et 292). Un réseau d'ONG internationales, nationales et d'habitants impactés par des investissements préexiste donc au Mozambique. Il a généré une administration de la preuve par cas d'étude, qui a discrédité les institutions mozambicaines.

Avec l'annonce du projet ProSAVANA en avril 2011, la visite d'agriculteurs brésiliens en avril 2012 et la présentation d'un fonds pour faciliter les investissements, les coalitions constituées contre l'accaparement des terres vont prendre ProSAVANA en grippe. Dès mai 2012, un membre du Conseil Chrétien du Mozambique souligne l'importance de faire un «travail de consultation» et que les communautés soient les premières bénéficiaires des projets. Un chercheur de l'ONG GRAIN, qui a contribué à faire de l'accaparement des terres un thème médiatique au niveau mondial, débute ses recherches sur ProSAVANA. Il se rend dans le corridor de Nacala, avec des représentants de La Via campesina et de l'UNAC en juin et juillet 2012. Suite à ces travaux, les représentants nationaux de l'UNAC convoquent les représentants provinciaux pour les informer et les amener à se positionner officiellement contre ProSAVANA (document 115, 11/10/2012). Une coalition d'acteurs contre ProSAVANA se met ainsi en place sur les bases de l'opposition aux accaparements de terres.

---

<sup>325</sup> La définition de l'accaparement de terres varie selon les sources. Certains la définissent comme «la mise à disposition de terres fertiles à des investisseurs, souvent sur des baux de longue durée et pour des prix dérisoires» (document 300). D'autres définissent l'accaparement comme «La prise de possession ou le contrôle d'une terre pour une production commerciale/industrielle d'une taille disproportionnée par rapport à la moyenne des possessions de terres dans la région» (document 316). Pour une discussion sur la définition et la métrologie de l'accaparement voir (Borras et Franco 2010; Chouquer 2012a; Oya 2013; Edelman 2013)

<sup>326</sup> D'après l'inventaire de Schut et al. (2010), le gouvernement mozambicain a reçu 17 propositions d'investissements pour des biocarburants, totalisant 245 000 ha. Voir également Nhandumbo et Salomão 2010; FIAN 2010, document 321 rapport SPIRE 2010)

La coalition d'acteurs qui se mobilise contre ProSAVANA est très hétérogène. Elle comprend des acteurs et des organisations aux ancrages et à la visibilité différenciés. On peut distinguer cinq groupes, dont l'ordre ne correspond pas à l'importance :

Premièrement, cette coalition comprend des ONG mozambicaines nationales basées à Maputo. Certaines comme l'UNAC et JA ! se sont engagées contre l'accaparement de terres avant la médiatisation du projet. D'autres, comme la Ligue Mozambicaine des Droits de l'Homme (LDH), l'Action Académique pour le Développement des Communautés Rurales (ADECURU) ou encore le Forum Mulher, rejoignent l'opposition contre ProSAVANA en cours de route. L'ADECURU, par exemple, est composée d'universitaires mozambicains qui sont engagés contre les accaparements de terres et la Révolution Verte en Afrique<sup>327</sup>. L'organisation affirme sa solidarité à un ensemble de luttes dont celle contre ProSAVANA en 2013<sup>328</sup>. A part l'UNAC, qui dispose d'unions paysannes dans toutes les provinces (cf. groupe d'acteurs suivants), ces organisations ont peu ou pas d'implantations dans le corridor de Nacala. Elles s'y rendent cependant à plusieurs reprises pour informer les habitants et collecter des données sur les investissements en cours. Leurs ressources viennent largement de partenariats avec des ONG ou des institutions étrangères, qui financent leurs activités dans le cadre du soutien à la « société civile » et à la démocratie mozambicaine. En août 2013, des ONG nationales organisent, à Maputo, la première Conférence Triangulaire des Peuples. Elle réunit une soixantaine d'organisations mozambicaines, japonaises et brésiliennes mobilisées contre ProSAVANA (documents 317, 344, 345). En juin 2014, neuf organisations mozambicaines<sup>329</sup> lancent la campagne « NON A PROSAVANA » [*NÃO AO PROSAVANA*] et font donc de l'opposition au programme leur cheval de bataille commun (document 56).

Deuxièmement, cette coalition mobilise des ONG mozambicaines implantées dans le corridor de Nacala. Il s'agit en particulier des unions paysannes de l'UNAC organisées au niveau des districts et des provinces. Les organisations de la province de Nampula sont plus fortement mobilisées contre ProSAVANA que celles de Tete ou de Niassa. C'est en partie une question de dynamique d'organisation sociale et de conditions matérielles locales (Milhorance

---

<sup>327</sup> Ils se sont positionnés dès avril 2013 contre la Nouvelle Alliance pour la Révolution Verte en Afrique (document 85, 09/01/2013, document 79). Pour les membres de l'ADECURU, le fait qu'il y ait eu des investissements qui se sont mal passés dans le cadre législatif actuel et la manière dont le projet a communiqué jusqu'à présent sont suffisants pour exiger la suspension du programme ProSAVANA.

<sup>328</sup> Voir document 86, décembre 2013. Le 9 janvier 2014, l'ADECURU dénonce « l'agenda dangereux et impérial » que constitue la visite du premier ministre Japonais, Shinzo Abe, au Mozambique prévue du 11 au 13 janvier 2014. Sa visite est également accueillie de manière critique par l'UNAC (document 82).

<sup>329</sup> Il s'agit de l'UNAC, de la LDH, de JA!, de l'ADECURU, du *Fórum Mulher*, d'*Actionaid Moçambique*, de l'*Associação de Apoio e Assistência Jurídica as Comunidades* (AAAJC), de Livaningo, et de Kulima.



de Castro 2016, 366). Dans la province de Nampula, les ONG sont institutionnalisées depuis la fin des années 1990, elles sont mieux coordonnées, et reçoivent plus de visites internationales et de financements extérieurs pour se mobiliser contre l'accaparement des terres. Dans la province de Niassa au contraire, les organisations sont plus isolées d'un point de vue financier et informationnel par rapport à la lutte contre ProSAVANA. Elles sont essentiellement orientées vers les enjeux de commercialisation agricole et sont moins coordonnées. Si ces éléments éclairent en partie la mobilisation, les fragmentations qui vont naître au sein de cette coalition sont aussi liées aux interactions avec ProSAVANA (voir les sections 3.2. et 3.4).

Troisièmement, la taille et la nature trilatérale Japon-Brésil-Mozambique de ProSAVANA a engendré une forte mobilisation d'ONG internationales et étrangères. Le Projet ProSAVANA est largement médiatisé en tant que plus grand accaparement de terres d'Afrique. De nombreux journalistes participent donc à documenter et relayer l'information sur le corridor de Nacala<sup>330</sup>. Des organisations et des individus brésiliens et japonais se mobilisent pour dénoncer la stratégie de ProSAVANA, traduire les documents de la JICA ou encore dénoncer les effets de la modernisation du Cerrado brésilien (documents 28, 89, 91, et 334). Les organisations brésiliennes engagées dans les luttes paysannes accueillent leurs homologues mozambicaines et visitent le Cerrado. Symétriquement, de nombreux activistes japonais se rendent au Mozambique pour informer les communautés (entretiens n° 62, 63). Le dynamisme des organisations japonaises et brésiliennes explique donc en partie une forte opposition à ProSAVANA, là où les autres coopérations ne reçoivent pas d'attention médiatique (Milhorance De Castro et Gabas 2015, 16). Les organisations japonaises et brésiliennes ont fourni des ressources qui ont permis de déjouer la dépendance des ONG mozambicaines aux agences de développement qui promeuvent simultanément l'investissement privé et limitent les critiques.

Quatrièmement, des chercheurs ont alimenté l'opposition à ProSAVANA, notamment ceux travaillant sur les transformations du milieu rural, les coopérations Sud-Sud et les accaparements de terres. Les chercheurs mozambicains et brésiliens ont critiqué les asymétries de pouvoir dans le transferts de technologies et de politiques publiques, les dimensions stratégiques d'un tel projet, ou encore le modèle du Cerrado (E.A. Clements et

---

<sup>330</sup> Voir par exemple documents n° 1, 7, 22, 94. La journaliste et la photographe que j'ai accompagnées dans le corridor de Nacala (voir chapitre 2) ont par exemple été guidées par OXFAM. L'ONG mobilisée contre ProSAVANA en faisait un site central de médiatisation.

Fernandes 2012; Nogueira 2013; Nogueira et Ollinaho 2013; Cabral et al. 2012, voir aussi documents 4, 15, 22 et 23; S. Chichava et Durán 2016; Mosca, Bruna, et Mandamule 2015). Les académiques japonais ont été particulièrement actifs dans la déconstruction et la critique des discours (document 334, 20/12/2013). Les conclusions des chercheurs rejoignent souvent celles des ONG avec lesquelles ils travaillent. Ils ont contribué à faire de ProSAVANA un cas emblématique d'investissement et d'accaparement, qui a attiré des chercheurs européens et nord-américains (Wolford 2012, 2015).

Enfin, des acteurs religieux basés dans le corridor sont également très actifs contre ProSAVANA. Des missionnaires Comboniens, engagés dans la lutte pour les droits des plus pauvres<sup>331</sup>, organisent des formations au droit foncier et contre ProSAVANA. Les membres venus du Brésil, sont particulièrement mobilisés pour la protection des droits fonciers<sup>332</sup>. Leurs soutiens et relais à l'international vont contribuer à médiatiser l'opposition à ProSAVANA<sup>333</sup>. En avril 2015, 30 missionnaires comboniens se sont positionnés contre les accaparements de terres (document 77). Dans le corridor de Nacala, les Commissions Justice et Paix, s'appuient sur la capillarité de l'église dans les communautés, mise en place après la guerre civile, pour lutter contre les accaparements de terres<sup>334</sup>. Elles forment des animateurs

---

<sup>331</sup> Leur présence au Mozambique est liée à l'établissement d'un concordat et d'un accord missionnaire entre l'Eglise catholique et l'Estado Novo de Salazar en 1940. Alors que les missionnaires portugais étaient trop peu nombreux pour évangéliser le Mozambique, l'Estado Novo autorisa l'Eglise à recourir aux missionnaires étrangers dont les Comboniens (Duarte 2010). Ils furent envoyés au Nord du Mozambique, dans la marge de l'Etat colonial où ils établirent 13 missions. Partisans d'une église pour les pauvres et défendant le droit des peuples africains à l'indépendance, plusieurs missionnaires furent surveillés par la police portugaise et exclus du Mozambique dans les années 1970 (Duarte 2010). Il existe une grande circulation d'idées et d'engagements entre la congrégation combonienne et le mouvement de la Théologie de la Libération développé en Amérique du sud dans les années 1960 (Löwy 1998).

<sup>332</sup> Cf. entretiens n° 5, n°6 (Annexe 6.3.). Une sœur brésilienne, présente dans une des paroisses du corridor de Nacala dès le début des années 1990 a contribué à faire reconnaître dans la loi foncière mozambicaine n°19/97 la preuve orale sur un pied d'égalité avec les titres écrits. Elle est directement inspirée de l'option préférentielle pour les pauvres adoptée par les Comboniens (Negrão 2002, 19).

<sup>333</sup> Lors du forum Social Mondial de Dakar en 2011, des missionnaires ont dénoncé les accaparements de terres et le Forum Combonien a annoncé qu'il voulait s'associer aux ONG accréditées aux Nations unies pour faire de l'*advocacy* sur ce sujet. Un père combonien a lancé un appel contre l'accaparement de terres en janvier 2012 (document 346, 08/11/2012). En janvier 2013, deux douzaines de sociétés religieuses ont formé un groupe contre l'accaparement des terres. Voir notamment le site de la commission Justice, Paix et Intégrité de la Création (JPIC) <http://www.jp-pic.org/fr> (site consulté le 14/02/2017). ProSAVANA est un cas d'accaparement qu'ils relayent. Voir par exemple la Comboni JPIC Network Newsletter de Janvier 2013 et celle de Mai 2015 (document 347).

<sup>334</sup> La Commission Episcopale Justice et Paix a porté le programme « Pacification et Réconciliation » (1992-1995) après la signature des accords de paix de 1992. Plus connu sous le nom d'« Intégrateurs sociaux » ce programme reposait sur la présence d'animateurs dans la plupart des villages, sensibilisant les habitants au pardon et à la réconciliation nationale. Les « intégrateurs sociaux » sont ensuite devenus des « animateurs de la Justice et de la paix », mobilisés notamment dans le cadre du programme « Consolidation de la Paix » (1996-2000). Plus récemment ils ont œuvré dans le cadre du programme « Eduquons pour la citoyenneté », qui forme les citoyens sur la base de la Doctrine Sociale de l'Eglise. Ce réseau organisé au niveau des diocèses, dispose de membres dans la plupart des communautés du corridor.

dans toutes les communautés ainsi que des juristes spécialistes du droit foncier<sup>335</sup>. Elles ont fait de l'éducation leur fer de lance, afin de limiter les tensions avec les administrations locales et les investisseurs qui les accusent d'agitation (Figure 6.5, voir aussi entretien n°36). D'autres acteurs religieux, notamment les cheiks des mosquées, informent des dangers de ProSAVANA et des investisseurs de grande taille. Cependant, ces contributions restent plus discrètes et nécessiteraient une étude spécifique<sup>336</sup>.



Figure 6.5 : "C'est difficile de duper un peuple qui sait lire et écrire". Le sous-titre explique que « Sachant lire et écrire, il est possible de connaître nos droits et devoirs qui existent dans la loi. Que pouvons-nous donc faire pour diminuer l'analphabétisme de nos communautés ? » Au tableau, le résumé de la leçon indique « Loi de la Terre ». Cette illustration reprend l'idée que par l'éducation des enfants et des adultes, il est possible de défendre ses droits fonciers contre ceux qui chercheraient à « duper » le peuple. Source : Commission Justice et Paix du Diocèse de Nacala, Avril 2015.

<sup>335</sup> Dans plusieurs villages du corridor de Nacala, j'ai ainsi été interrogée par des animateurs, alertés par la présence d'une « blanche » dans leur village, qui vérifiaient si je n'étais pas rattachée au programme ProSAVANA et qui avertissaient leur paroisse d'une intrusion potentiellement dangereuse (ex. entretiens n°4, n°9, n°10, n°11).

<sup>336</sup> Outre les cultes musulmans, dominants au Nord du Mozambique, il serait intéressant de creuser la question des cultes évangéliques. Dans la zone de Kharamu par exemple, une famille de pasteurs sud-africains expliquait à ses fidèles que ProSAVANA serait positif car il amènerait des « patrons blancs », qui pourraient contribuer à développer le pays. Par ailleurs, il faudrait analyser également le cas des Pères Blancs, qui se mobilisent à Beira contre les accaparements de terres depuis le début des années 2000 (voir les communications du Missionnaire Norbert Angibaud, documents 260, 261, 262, et 263).

Mais comment lutter contre un projet qui n'est pas matérialisé ? ProSAVANA n'a implanté aucun investisseur privé, donc il n'est pas possible de critiquer ses effets à partir de ces derniers. La coalition hétérogène mobilisée contre ProSAVANA ne peut saisir ce projet que par ses discours. Elle va mettre en place une contestation des apparences qui déconstruit la mise en scène du projet. Cette contre-performance fait écho aux promesses de ProSAVANA.

### 2.3. Le déploiement d'une contestation des apparences

Les opposants à ProSAVANA déploient une contestation des apparences qui articule deux registres de preuves : (1) la mise en avant des écueils du modèle brésilien dont ProSAVANA dit s'inspirer (2) l'analyse des effets négatifs d'investissements agricoles privés au Mozambique.

La nocivité du modèle brésilien à la base de ProSAVANA est fortement mise en avant. L'UNAC dénonce l'arrivée de « masses de fermiers brésiliens » (document 115, 11/10/2012). Ce positionnement est largement repris et médiatisé à l'international. Le 29 novembre 2012, l'UNAC, la Via campesina Africa et GRAIN publient un article intitulé « Un mégaprojet brésilien au Mozambique s'apprête à déplacer des millions de paysans » (document 98, du 29/11/2012). Ils font de ProSAVANA un des plus gros *land grab* du continent africain, portant sur 14 millions d'hectares, et s'érigent en porte-parole des habitants<sup>337</sup>. Leurs visites dans le corridor de Nacala leur permettent également d'informer les communautés et de constater que des entreprises privées sont effectivement en train d'investir dans le corridor (document 100, 14/12/2012). Les relations établies entre les organisations mozambicaines et brésiliennes permettent de renforcer une contre-performance fondée sur la critique de l'agrobusiness au Brésil.

En novembre et décembre 2012, des représentants mozambicains de l'UNAC et de l'Association Rurale d'Aide Mutuelle (ORAM) partent visiter le Cerrado accompagnés de plusieurs associations brésiliennes. Ils filment leurs rencontres avec des producteurs marginalisés par la modernisation agricole du Cerrado. Intitulé « ProSAVANA, la face occulte de PRODECER » ce film est ensuite diffusé dans les différents districts ciblés par

---

<sup>337</sup> L'article annonce que « 14 millions d'hectares seront rendus disponibles pour l'agribusiness brésilien » et que des « millions de familles paysannes courent le risque de perdre leurs terres dans ce processus ». La venue des investisseurs brésiliens pour « repérer les terres au Nord du Mozambique », les discours sur la terre « à 1 euro l'hectare » et les hectares « disponibles » servent de preuve.

ProSAVANA (document 116, entretien n°50). C'est pour l'UNAC et l'ORAM une preuve accablante. Elle démontre que le modèle sur lequel ProSAVANA est fondé est létal pour la paysannerie et donc que l'idée même du projet est mauvaise.

Les chercheurs brésiliens alimentent cette contre-performance en documentant les écueils du modèle brésilien et de la coopération Sud-Sud (documents n° 5, 22, 140, 160, 231). Les porteurs de ProSAVANA essaient alors de se distancier du cas brésilien mais simultanément, une chercheuse japonaise, met au jour la nature changeante du discours public de la JICA (document 92, 20/01/2013). Cette dernière est passée d'un discours centré sur l'agrobusiness et ses potentialités à une promesse de soutien aux petits producteurs. Cette double rhétorique de la JICA décrédibilise un peu plus ProSAVANA aux yeux des ONG.

Bien que ProSAVANA n'ait pas implanté un seul investisseur privé, les autres cas vont alimenter la contestation des apparences qui se déploie contre ce projet (documents 75, 78, 97, 159, et 162). « *The Lands Grabbers of the Nacala Corridor* », publié par GRAIN et l'UNAC en février 2015 documente dix cas d'accaparement déjà implantés ou en cours (document 97). A partir d'entretiens dans le corridor de Nacala, ils dénoncent les procédures par lesquelles les titres fonciers ont été acquis et les désavantages pour les habitants expulsés ou voisins. ProSAVANA est cité comme un projet parmi d'autres. La critique des investissements déjà présents permet aux organisations nationales et étrangères comme l'UNAC, l'ADECRU ou encore GRAIN de densifier leurs contacts dans le corridor. Ils ciblent les communautés affectées par des investissements plutôt que celles collaborant avec ProSAVANA. La coalition contre ProSAVANA diffuse également des informations via les journaux et les radios locaux<sup>338</sup> (Figure 6.6). Elles atteignent beaucoup plus de foyers que ne le font les communiqués nationaux ou les campagnes internet.

---

<sup>338</sup> Vida Nova est une revue mensuelle dirigée et imprimée par le Centre Catéchiste d'Anchilo sous la direction de missionnaires comboniens. En 2006, 30 000 exemplaires étaient tirés, lus par environ 500 000 lecteurs. Des articles rédigés par des organisations non religieuses (ex. UNAC, ORAM, ADECRU) peuvent également être inclus dans Vida Nova. voir : <http://www.agencia.ecclesia.pt/noticias/vaticano/vida-nova-a-revista-de-formacao-e-informacao-crista-mais-lida-em-mocambique/> (consulté le 25/01/2017).



Figure 6.6 : « La recolonisation du Mozambique aux mains de l'agronégoce », couverture de la revue Vida nova, numéro d'octobre 2015. Le titre reprend celui de l'entretien avec Vicente Adriano, un des portes paroles de l'UNAC (publié par IHU en mars 2015, document 162). L'image de couverture est une reprise d'images qui ont été mobilisées par les organisations nationales et internationales dans le cadre des oppositions à ProSAVANA. Un des articles propose une analogie des investisseurs dans le corridor de Nacala avec le récit biblique du combat de David contre Goliath.

Les mobilisations contre les accaparements de terres permettent de maintenir la coalition contre ProSAVANA malgré sa matérialisation limitée. Des missionnaires et des paroisses ont par exemple lancé en 2015 une campagne intitulée « La terre est garante de la liberté du peuple : Ne vendez pas notre terre ». Ils ont fait imprimer des pages symbolisant l'attachement du peuple mozambicain à sa terre (Figure 6.7). Ils organisent des pièces de théâtres où ils mettent en scène un investisseur étranger qui promet tout et son contraire en échange de la terre. Les acteurs religieux expliquent ainsi qu'ils « éduquent le peuple » et forment les « communautés ecclésiales de base » à ne pas se laisser duper par les

investisseurs<sup>339</sup>. Ils invitent également des membres de communautés affectées par des investissements privés à témoigner dans tout le corridor.



Figure 6.7 : Représentation symbolique de la lutte pour la terre produite par les Commissions Justice et Paix dans le corridor de Nacala. La page de gauche correspond à l'imprimé des pagnes vendus dans le corridor. La page de droite, explique cette symbolique.

La coalition contre ProSAVANA se fonde sur l'économie d'apparence pour affirmer que ce projet est destiné aux investisseurs privés. Puis, elle établit une analogie entre investisseurs privés réellement implantés et investisseurs privés potentiellement attirés par ProSAVANA. Cette double série d'affirmations permet de renforcer des alliances locales et internationales. Elle est cependant vulnérable à la critique. Dans un bulletin de l'Institut des Etudes Sociales et Economiques, une doctorante brésilienne, affirme que les accusations médiatiques et académiques contre ProSAVANA ne sont pas fondées (document 27, 29/05/2013). Selon ses travaux, ProSAVANA est inspiré de PRODECER, mais pour autant

<sup>339</sup> La notion d'éducation du peuple vient du Synode pour l'Afrique et de la Doctrine Sociale de l'Eglise. Pour ce qui est des « communautés ecclésiales de base » (CEB), elles dérivent à l'origine de communautés laïques nées des mouvements sociaux et démocratiques au Brésil à la fin des années 1960. Consolidées par l'Eglise pour en faire des communautés chrétiennes, ces CEB sont devenues la base de la pastorale en Amérique du Sud. Lors du premier Synode pour l'Afrique en 1994, les Evêques ont opté pour une pastorale des CEB afin de renforcer les vocations et les pratiques chrétiennes en s'appuyant sur des dynamiques communautaires et non pas sur des individus isolés. En Afrique, les CEB ont donc été imposées par la hiérarchie ecclésiale, avec l'idée qu'elles permettraient simultanément un renforcement et une réappropriation de la chrétienté.

« assumer que ProSAVANA va répliquer les erreurs de PRODECER est, au minimum, nier la capacité d'apprentissage des pays ». Elle réfute donc la critique par l'analogie et souligne que ProSAVANA travaille avec les petits agriculteurs locaux<sup>340</sup>. Paradoxalement, critiquer le manque de fondements de la contestation des apparences, la renforce au lieu de l'affaiblir.

La critique portée par la doctorante brésilienne met en question la posture du chercheur. Doit-il mettre en garde contre un futur incertain ? Doit-il s'abstenir tant que les effets ne sont pas visibles ? A partir de quel niveau de preuve peut-il intervenir ? Cette fois, ce n'est pas tant le contexte du *land grabbing* que la catastrophe de Fukushima de 2011 qui va faire pencher la balance. Pour Sayaka Funada-Classen, une chercheuse japonaise qui a critiqué ProSAVANA à plusieurs reprises (documents 91 et 92), la catastrophe de Fukushima incite à appliquer le principe de précaution (document 93). Selon elle, dans un contexte où les habitants du corridor sont non seulement « pauvres et vulnérables », mais aussi « dépourvus » de droits, les chercheurs doivent anticiper les effets négatifs. Elle revendique donc la contestation des apparences au nom du principe de précaution et de l'asymétrie de pouvoir. Cette posture facilite le rapprochement des chercheurs et des militants et renforce l'opposition au projet.

Alors que la situation médiatique de ProSAVANA est critiquée, l'ébauche du plan directeur de mars 2013 « fuite » aux organisations de la « société civile ». 23 ONG nationales et internationales, dont JA ! et GRAIN, publient une déclaration jointe en réponse à ce document (document 28, 29/04/2013). Pour les signataires, le plan « rend clair les intentions du projet et confirme que les gouvernements du Japon, du Brésil et du Mozambique pavent secrètement la voie pour un *land grab* massif au nord du Mozambique ». Pour eux derrière la présentation d'un programme de Développement, se trouve « simplement un business plan pour un *corporate takeover* de l'agriculture au Mozambique ». Cette déclaration est largement diffusée dans les différents réseaux contre l'accapement de terres. L'UNAC renchérit avec la « Déclaration de Guiua-Inhambane sur le PNISA et le programme ProSAVANA » (document 49, 09/05/2013). Les 80 délégués présents, qui disent représenter 87 000 membres au niveau national réaffirment leur opposition au projet. Pour les porteurs de ProSAVANA, cette contestation n'est pas fondée car le projet n'a pas *de facto* accaparé des terres ou exclu des paysans.

---

<sup>340</sup> ProSAVANA a financé cinq *Quick Impact Projects* qui soutiennent directement des organisations agricoles dans le corridor de Nacala (voir la section 3).



Les porteurs de ProSAVANA ignorent la contestation des apparences au lieu de la prendre au sérieux. Ils sont persuadés que cette opposition, qu'ils jugent sans fondement, est pilotée de l'extérieur (documents 234 et 318). Cette posture des porteurs de ProSAVANA a été particulièrement contre-productive lors de la Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD) en juin 2013. A l'occasion du TICAD, une coalition d'ONG et d'individus publie une lettre commune aux gouvernements du Brésil, du Japon, et du Mozambique, pour demander l'arrêt urgent de ProSAVANA <sup>341</sup> (document 91, 28/05/2013). Alors qu'un membre du public interroge les différents représentants au sujet de la lettre, le Ministre des transports du Mozambique répond que les paysans mozambicains sont manipulés par des organisations extérieures, « après tout, les paysans au Mozambique sont pour la plupart analphabètes » explique-t-il (document 234, 03/06/2013). L'insulte fait un tôle. Le secrétaire de la Plateforme Provinciale de la « Société civile » de Nampula (PPOSC), Antonio Muagerene, qui s'est déplacé au Japon pour l'occasion, donne plusieurs interviews. Il apparaît simultanément comme un représentant de la « société civile » mozambicaine, et comme une incarnation de la viabilité de la paysannerie <sup>342</sup>. Pour différentes raisons, le ministre des transports est renvoyé en septembre 2013. Pour ceux qui ont suivi l'épisode du TICAD, c'est grâce aux organisations que le ministre a été démis (ex. entretiens n°30, n°34). Cette « victoire » et la forte médiatisation engendrée renforcent la visibilité de la coalition.

Début 2013, les porteurs de ProSAVANA sont confrontés à une opposition croissante. Elle s'est renforcée avec le positionnement officiel de nombreuses organisations, la fuite du plan directeur, la lettre ouverte aux gouvernements, ou encore le documentaire sur les dégâts de la transformation du Cerrado. Les porteurs de ProSAVANA auraient pu décider de prendre au sérieux les critiques, de s'engager dans une négociation, ou encore d'abandonner le projet. Bien au contraire, persuadés du bienfondé de ProSAVANA, et de la faiblesse de l'opposition, ils vont choisir de solidifier leur position et de déstabiliser les critiques. L'asymétrie de pouvoir est à priori si grande qu'ils ne pensent pas devoir intégrer les points de vue divergents. La section suivante explore les mécanismes déployés par ProSAVANA pour déjouer les critiques et construire une approbation. Ils sont révélateurs d'une épistémologie

---

<sup>341</sup> La lettre est signée par 23 organisations et mouvements sociaux mozambicains (dont l'ADECURU, l'AAAJC, les diocèses de Lichinga et de Nampula, JA, l'ORAM et l'UNAC), par 43 associations étrangères (surtout du Brésil et du Japon) ainsi que par 72 signataires individuels, essentiellement japonais.

<sup>342</sup> Il explique ainsi qu'il a acheté ses fournitures scolaires quand il avait 7 ans avec l'argent de sa parcelle de cacahuètes et que ses parents ont ensuite payé son éducation supérieure avec leurs revenus agricoles (document 234). Muagerene souligne également une contradiction de ProSAVANA, qui dit vouloir assurer l'alimentation de la nation tout en encourageant l'exportation.

civique dans laquelle gouvernement mozambicain et partenaires de Développement imposent leur intervention dans un espace cible.

### Section 3 – Construite une approbation et diviser l’opposition pour imposer ProSAVANA

Face à un régime oppressant, un acteur social recourt surtout à trois stratégies : la subversion, l’évitement ou la confrontation (Trottier 2007b, 131). Symétriquement, les porteurs d’un projet contesté peuvent faire appel à ces trois stratégies pour affronter une opposition. Les porteurs de ProSAVANA ont eu recours à la confrontation, sans succès, à plusieurs reprises. Par exemple, le premier ministre de l’agriculture du Mozambique a qualifié les critiques de ProSAVANA de « conspirateurs » et de « manipulateurs » qui veulent que les mozambicains « continuent de manger du poulet importé » (document 318, 14/08/2013). Ces attaques ont amplifié la visibilité de l’opposition au lieu de la discréditer. Les porteurs de ProSAVANA se sont donc rabattus sur les mécanismes d’évitement et de subversion.

Pour s’imposer, ProSAVANA a déployé quatre stratégies simultanées : (1) modifier son discours pour éviter les critiques, (2) infiltrer le corridor de Nacala pour subvertir l’opposition, (3) mettre en scène une approbation en organisant des réunions de présentation et de consultation<sup>343</sup> et (4) détruire l’opposition en remodelant la « société civile ». Ces mécanismes classiques sont particulièrement documentés dans le cas de ProSAVANA car de nombreux documents internes ont été rendus publics. La « stratégie de communication » ainsi que la stratégie de « *Stakeholder Engagement* » ont été publiées par l’ONG *No to Land Grab Japan !*<sup>344</sup>. Il est donc possible de documenter une stratégie consciente des porteurs de ProSAVANA pour venir à bout de l’opposition et imposer leur projet.

---

<sup>343</sup> Le statut légal de ces consultations [*consulta pública* ou *auscultação pública*] est contesté (cf. plus bas). J’ai conservé ce terme sans guillemets pour alléger le texte.

<sup>344</sup> Des citoyens japonais, membres de l’ONG *No to Land Grab Japan !*, ont découvert dans un rapport intermédiaire que la JICA avait embauché une agence de communication. Ils ont demandé le 30 juillet 2015 de rendre public le contrat, les Termes de Référence et les directrices relatives au contrat de communication (document 198, janvier 2016). Ils obtinrent les documents en septembre 2015 et découvrent que 4 contrats ont été signés. Le 9 novembre 2015, ils refont une demande et obtiennent tous les contrats entre décembre 2012 et octobre 2013. Des rapports d’un consultant datés d’octobre 2014 laissent penser qu’un contrat a été prolongé et/ou un autre contrat signé. De la même manière, les documents du « *Stakeholder Engagement* » ont été rendus disponibles début janvier 2016. Ils ont été analysés (document 89) et sont accessibles sur différents sites dont : <https://www.farmlandgrab.org/26158>

Ces différentes stratégies sont constitutives de l'épistémologie civique mozambicaine. Ce sont des processus institutionnalisés par lesquels un énoncé est sélectionné. Cela pose la question « qui sélectionne ? ». Dans le cas de ProSAVANA ce ne sont pas les ONG nationales ou internationales, ni les acteurs mobilisés dans le corridor. La « société civile », qui a été fortement financée et soutenue par les partenaires de Développement dès les années 1990, n'est pas autorisée à effectuer son propre choix. Tant qu'elle s'oppose aux bailleurs elle est marginalisée. Notre approche révèle *in fine* l'imposition d'un discours en prétendant à une participation impossible. Elle génère un sentiment de trahison vis-à-vis de l'Etat mozambicain et des partenaires.

### 3.1. Modifier son discours pour éviter les critiques

Les porteurs de ProSAVANA mettent en place une stratégie de communication dès décembre 2012 pour éviter les critiques et les atténuer. D'après les documents, il ne s'agit pas de les prendre au sérieux car elles sont vues comme de « nombreux mythes et fantasmes » et comme une « désinformation » (document 252, p.2, voir aussi l'analyse document 89). La « Société Civile », en majuscules, est perçue comme un acteur avec un agenda stratégique propre, qui menace ProSAVANA en « orchestrant des convulsions sociales » et en déployant des « tentatives de manipulation » (document 252, p.6, p.12). Pour faire face, la stratégie de communication identifie des « publics-cibles » et des « messages clefs ».

Les consultants embauchés par ProSAVANA distinguent la « société mozambicaine » et la « société civile organisée ». La première peut être atteinte via les médias d'influence nationale, les élus, en particulier les députés, et les communautés locales (document 252). Pour ces dernières, les consultants conseillent d'utiliser à la fois les mécanismes officiels, notamment les conseils consultatifs des districts, des postes administratifs et des localités, mais aussi les chefs traditionnels. Dans les deux cas, « il suffit juste de s'assurer que le haut de ces structures est atteint de manière efficiente » (document 252, p.10). Ce qui compte c'est donc d'inclure les autorités locales, formelles, traditionnelles, ou encore religieuses, de manière à influencer les communautés.

Pour ce qui est de la « société civile organisée », les consultants distinguent la partie mozambicaine de la partie internationale. La professionnalisation dans l'opposition de la « société civile internationale » est perçue comme un « danger » du fait de « l'impossibilité de

les démotiver de leur lutte » (document 252, p.13). Pour affaiblir ces deux groupes d'acteurs, la stratégie est d'infiltrer les communautés du corridor (voir la section 3.2) et de décrédibiliser la « société civile » internationale. Les consultants proposent de faire percevoir aux journalistes que « quand ils donnent la parole à ces acteurs internationaux, ils sont manipulés et ils agissent contre l'intérêt des citoyens mozambicains » (document 252, p.13-14). ProSAVANA déploie ainsi une stratégie de semeur de doutes<sup>345</sup>. Ils font « questionner ou critiquer (stimuler la critique, de la part d'une quelconque autorité mozambicaine) le rôle que les organisations étrangères sont en train de jouer au Mozambique ». Il s'agit donc non seulement de « donner une voix à ProSAVANA qui soit plus forte, cohérente et fiable que celle des ONG », mais encore de dissuader les journalistes de relayer le point de vue opposé.

La stratégie de communication de ProSAVANA consiste à noyauter toutes les sources : les fonctionnaires locaux, les parlementaires, les radios communautaires, les entités religieuses, les troupes de théâtre éducatif, les chercheurs ou encore les écoles (document 252, p. 27). Les porte-paroles doivent recevoir des formations en communication et être informés des avancées du projet<sup>346</sup>. Enfin, il s'agit « d'approcher » le monde académique pour « aider à communiquer et à expliquer ProSAVANA au reste de la société » (document 252, p.14). Les consultants sont prêts à tout ou presque pour « créer de la proximité et de l'empathie des communautés avec la marque ProSAVANA » : inventer une mascotte, participer aux fêtes agricoles, envoyer des SMS sur les portables des producteurs, mettre en ligne un site web et distribuer des teeshirts, des casquettes, des pagnes ou encore des vélos à l'effigie de ProSAVANA (document 252, p.44-46).

Les « messages clés » identifiés par ProSAVANA sont choisis pour renforcer l'adhésion au projet et affaiblir l'opposition. Les consultants de communication ont analysé que « suivre la stratégie de communication qui affaiblit le lien entre le corridor de Nacala et le Cerrado du Brésil discrédite quelques-uns des principaux arguments que les ONG internationales ont utilisés ces dernières années » (document 252, p.35). Ils vont donc limiter voir nier les références au Brésil et domestiquer le programme<sup>347</sup>. La généalogie de

---

<sup>345</sup> La production de doute pour décrédibiliser une opposition est une stratégie classique d'acteurs économiquement puissants (Oreskes et Conway 2011).

<sup>346</sup> L'équipe de communication a recensé les journaux nationaux et les radios locales dans lesquels ils espèrent via les services de l'agriculture des districts et des provinces diffuser une information plus positive sur ProSAVANA. L'idée est que les informations seront préenregistrées par ProSAVANA et diffusées sur les radios communautaires, gratuitement ou en achetant des espaces publicitaires.

<sup>347</sup> Parmi les messages clés sélectionnés par les consultants, on trouve notamment que « Le Corridor de Nacala et ProSAVANA ont plus de différences fondamentales avec le Cerrado brésilien et avec le projet qui a été

ProSAVANA est altérée pour en faire une progéniture du PEDSA et non pas un descendant du projet brésilien PRODECER. En mai 2014, le ministre de l'agriculture du Mozambique, réaffirme publiquement que le PEDSA et ProSAVANA sont alignés et répondent aux attentes des paysans (document 349). Sur les brochures, on voit essentiellement des mozambicains en train de convaincre des mozambicains (Figure 6.8). Dans chaque district, un fonctionnaire mozambicain doit devenir un service d'« extension de ProSAVANA »<sup>348</sup> (document 252).

Le discours de ProSAVANA a été profondément transformé. La non-durabilité intrinsèque de l'agriculture mozambicaine est mise en avant pour justifier ProSAVANA, et non plus l'expérience nippon-brésilienne. Dans la note conceptuelle de ProSAVANA de 2013, le futur est invoqué à 8 reprises pour montrer que l'abatis brûlis ne sera pas durable en 2040 et qu'il faut donc intensifier l'agriculture<sup>349</sup> (document 273). Via « l'agriculture moderne, commerciale (fixe) », ProSAVANA apparaît comme la solution à un problème endogène (document 338). Le projet est ainsi présenté comme une réponse mozambicaine à un problème mozambicain. La « matrice de consultation » issue des présentations et des questions est publiée par ProSAVANA en avril 2014 et réaffirme cela (document 39). Elle souligne que ProSAVANA est un « programme du gouvernement mozambicain », qui « vise à améliorer les conditions de vie de la population du corridor », et qu'il est « aligné sur le PEDSA et le PNISA ». Des fonctionnaires mozambicains portent ce nouveau discours et renforcent ainsi sa dimension endogène<sup>350</sup>.

---

développé là-bas qu'ils n'ont de points communs », et que « ProSAVANA, n'est pas un méga-programme » comme les projets miniers ou gaziers auxquels il a été comparé (document 252, p.19). Selon les porteurs de ProSAVANA, il s'agit de construire « des présentations *powerpoint* très objectives, qui renforcent les points de vue positifs de ProSAVANA ». Au contraire tous les messages négatifs doivent être minorés.

<sup>348</sup> Pour le cabinet de consultant, ce réseaux de collaborateurs doit être mis en place dès que possible, sans rémunération puisqu'il s'agit de fonctionnaires mozambicains et que l'Etat est impliqué (document 252, p.24).

<sup>349</sup> La note conceptuelle est construite sur l'opposition entre « l'agriculture fixe », synonyme de moderne et commerciale, et le « nomadisme », qui désigne l'agriculture actuelle de bas rendement et d'ouverture de parcelles successives. Les présentations dans le corridor de Nacala insistent ainsi sur la non-durabilité de l'agriculture « traditionnelle » dans un contexte d'augmentation de la population.

<sup>350</sup> Par exemple, dans le district de Gurué, Dra. Maria Rita, technicienne du Service Provincial de Géographie et du Cadastre présente la note conceptuelle et rappelle « que ProSAVANA repose sur le PEDSA » (document 338). Lors de « l'auscultation publique » du district d'Alto-Molocué, le 7 août 2013, le directeur des activités économiques du district a « présenté la note conceptuelle du Plan Directeur, et expliqué que ProSAVANA reposait sur le PEDSA » (document 338). Voir également l'entretien n°41 avec le point focal de ProSAVANA.

**ProSAVANA**

**A agricultura no Corredor de Nacala nos dias de hoje**

**O que o ProSAVANA está a fazer pela agricultura no Corredor de Nacala**

Investigação para o aumento e melhoria da produção agrícola

Transferência de tecnologia agrícola

Fortalecimento de estruturas agrícolas e das organizações de produtores

LOJA

Mais acesso a insumos e instrumentos de trabalho

Aumento da produção e produtividade

Fortalecimento e melhor acesso aos mercados

**Visão do ProSAVANA para o desenvolvimento da agricultura no Corredor de Nacala**

**Pelo desenvolvimento da agricultura e melhoria das condições de vida da população do Corredor de Nacala.**

**Quer saber mais sobre o ProSAVANA?**

Fale com:  
 Extensionista Técnico de Agricultura  
 Serviços Distritais de Atividades Económicas  
 Direcção Provincial da Agricultura

Contacto: \_\_\_\_\_

UM PROJECTO DE:  
 GOVERNO DA REPÚBLICA DE MOÇAMBIQUE

COM O APOIO DE:  
 jica  
 ABC

Figure 6.8 : Affiche de communication du programme ProSAVANA à destination des producteurs du corridor de Nacala. Affiche disponible en portugais, en emakhuwa, en yao et en elomwe. La domestication du programme est marquée par la représentation d'une maison traditionnelle mozambicaine, avec son toit de paille, par des experts mozambicains, ou par le fait que toutes les personnes représentées sont africaines. Source : ProSAVANA

ProSAVANA réfute également l'économie d'apparence destinée aux investisseurs privés. En juillet 2014, deux communiqués de presse soulignent l'absence de soutien à des investissements de grande taille, l'absence d'impacts négatifs liés aux premières implantations du programme et l'ouverture du programme au dialogue (document 350). La « version zéro » du plan directeur de ProSAVANA, finalisée en mars 2015, met au cœur de sa rhétorique le « producteur mozambicain » et non pas « l'investisseur privé », le « Développement » et non pas « l'Investissement », le « PEDSA » et non pas « PRODECER » (document 166). On retrouve toute la rhétorique d'un projet de Développement classique (voir la section 1). A l'opposé de l'économie d'apparence, ProSAVANA affirme désormais que la terre n'est pas disponible mais déjà occupée : « Il est conclu que le potentiel réel de terres pour l'agriculture est déjà quasiment saturé avec la pratique dominante de culture extensive des producteurs »<sup>351</sup> (document 40, page 27).

Le discours de ProSAVANA a été profondément transformé. La non-durabilité intrinsèque de l'agriculture mozambicaine est mise en avant pour justifier ProSAVANA, et non plus l'expérience nippo-brésilienne. Dans la note conceptuelle de ProSAVANA de 2013, le futur est invoqué à 8 reprises pour montrer que l'abatis brûlis ne sera pas durable en 2040 et qu'il faut donc intensifier l'agriculture<sup>352</sup> (document 273). Via « l'agriculture moderne, commerciale (fixe) », ProSAVANA apparaît comme la solution à un problème endogène (document 338). Le projet est ainsi présenté comme une réponse mozambicaine à un problème mozambicain. La « matrice de consultation » issue des présentations et des questions est publiée par ProSAVANA en avril 2014 et réaffirme cela (document 39). Elle souligne que ProSAVANA est un « programme du gouvernement mozambicain », qui « vise à améliorer les conditions de vie de la population du corridor », et qu'il est « aligné sur le PEDSA et le PNISA ». Des fonctionnaires mozambicains portent ce nouveau discours et renforcent ainsi sa dimension endogène<sup>353</sup>.

---

<sup>351</sup> Le Plan Directeur affirme que de nouvelles surfaces pourraient être développées, essentiellement pour une agriculture paysanne (document 40, page 27). Voir également l'entretien n°48.

<sup>352</sup> La note conceptuelle est construite sur l'opposition entre « l'agriculture fixe », synonyme de moderne et commerciale, et le « nomadisme », qui désigne l'agriculture actuelle de bas rendement et d'ouverture de parcelles successives. Les présentations dans le corridor de Nacala insistent ainsi sur la non-durabilité de l'agriculture « traditionnelle » dans un contexte d'augmentation de la population.

<sup>353</sup> Par exemple, dans le district de Gurué, Dra. Maria Rita, technicienne du Service Provincial de Géographie et du Cadastre présente la note conceptuelle et rappelle « que ProSAVANA repose sur le PEDSA » (document 338). Lors de « l'auscultation publique » du district d'Alto-Molocué, le 7 août 2013, le directeur des activités économiques du district a « présenté la note conceptuelle du Plan Directeur, et expliqué que ProSAVANA reposait sur le PEDSA » (document 338). Voir également l'entretien n°41 avec le point focal de ProSAVANA.

ProSAVANA réfute également l'économie d'apparence destinée aux investisseurs privés. En juillet 2014, deux communiqués de presse soulignent l'absence de soutien à des investissements de grande taille, l'absence d'impacts négatifs liés aux premières implantations du programme et l'ouverture du programme au dialogue (document 350). La « version zéro » du plan directeur de ProSAVANA, finalisée en mars 2015, met au cœur de sa rhétorique le « producteur mozambicain » et non pas « l'investisseur privé », le « Développement » et non pas « l'Investissement », le « PEDSA » et non pas « PRODECER » (document 166). On retrouve toute la rhétorique d'un projet de Développement classique (voir la section 1). A l'opposé de l'économie d'apparence, ProSAVANA affirme désormais que la terre n'est pas disponible mais déjà occupée : « Il est conclu que le potentiel réel de terres pour l'agriculture est déjà quasiment saturé avec la pratique dominante de culture extensive des producteurs »<sup>354</sup> (document 40, page 27).

Une partie de la stratégie de communication de ProSAVANA a donc été mise en œuvre<sup>355</sup>. Certains journaux nationaux ont effectivement repris mot pour mot la rhétorique du projet, notamment l'agence d'information du Mozambique et le journal *Noticias*<sup>356</sup>. Les opposants à ProSAVANA se sont retrouvés confrontés, sans le savoir, à un contrôle de l'information (élaboration de messages clefs répétés sans cesse, portes paroles habilités et formés à communiquer), à une domestication du message (pas de référence au Brésil, porte-paroles mozambicains), et à des discréditations (travail direct avec les communautés, pressions sur les journalistes, accusations de « manipulation »). Cette stratégie de « profil bas » était sensée diminuer la visibilité médiatique du programme et de l'opposition (document 257). La contradiction entre le nouveau discours et le précédent renforce cependant la contestation des apparences.

Le changement de discours de ProSAVANA est perçu par les opposants au projet comme une stratégie de dissimulation. Les académiques japonais accusent la note conceptuelle d'éluder ou de traiter « de manière cachée » la participation de l'agro-business et les acquisitions de terres (document 334, p.1). Des militants décrivent les présentations de

---

<sup>354</sup> Le Plan Directeur affirme que de nouvelles surfaces pourraient être développées, essentiellement pour une agriculture paysanne (document 40, page 27). Voir également l'entretien n°48.

<sup>355</sup> Les rapports du consultant CV&A confirment qu'ils ont produit des affiches, des documents écrits, des spots radios de ProSAVANA et une pièce de théâtre (document 257, rapport d'octobre 2014). A ma connaissance, ProSAVANA n'a pas distribué de bicyclettes ni obtenu un représentant dans chaque district.

<sup>356</sup> Pour l'AIM voir par exemple le document 193. Voir les premières analyses de la couverture médiatique par *Noticias* (Raju Rodrigues, 2014, document 298, et Carolina Peçanha, 2013, document 343, p.39). L'alignement du journal *Noticias* sur le discours du gouvernement s'explique en partie par le fait que ses actionnaires principaux sont des entités étatiques ou participant dans les finances de l'Etat (S. Chichava et Pohlmann 2010).



ProSAVANA comme « un théâtre » (entretiens n°3, n°17). Ils ont l'impression qu'on leur joue une pièce pré-écrite qu'ils ne peuvent qu'applaudir. L'ONG JA ! publie un article intitulé « ProSAVANA : Manipulations, Mensonges et demi-vérités » (document 194, 08/11/2013). Elle accuse les représentants du gouvernement de « manipuler les paysans », de « mentir effrontément » et de tenir des « faux discours ». En 2014, le film « *Nao ao ProSAVANA – A Luta Continua* » réaffirme l'objectif d'arrêter et de paralyser toutes les actions et projets qui se déroulent dans le cadre de ProSAVANA (document 117). A l'opposé du souhait de « profil bas » des consultants, l'opposition est fortement relayée à l'international.

L'ancrage et le contenu de l'opposition à ProSAVANA changent cependant fortement : c'est le processus de consultation, le manque de transparence, les doubles discours, et les mensonges qui sont dénoncés (ex. entretien n°34). En contre-point, l'opposition n'est pas nourrie par plus de terrain dans le corridor ou par l'étude des actions de ProSAVANA. La cible de la critique se déplace hors du corridor. La transformation du discours de ProSAVANA renforce donc une contestation des apparences et affaiblit la contestation ancrée dans le corridor de Nacala.

### 3.2. Subvertir l'opposition en infiltrant les communautés du corridor

Les consultants en communication embauchés par ProSAVANA proposent une stratégie de subversion fondée sur l'infiltration des communautés. Pour eux, le « contact direct avec les communautés » « dévalorisera les associations en tant que porte-voix des communautés ou des agriculteurs » (document 252, p. 34). Ils proposent donc de se placer entre les communautés et la « société civile » afin d'affaiblir cette dernière. L'enjeu est de « minimiser la force de ces organisations [paysannes] » selon l'idée que « retirer l'importance des organisations de la société civile mozambicaine, c'est retirer la force des ONG étrangères qui sont actives au Mozambique, car elles réduiront leurs contacts avec les médias et par conséquent leur influence » (document 252, p.35). L'infiltration des communautés est une véritable stratégie de subversion : il s'agit de reprendre des nouvelles démoralisantes pour les opposants à ProSAVANA en leur montrant que les producteurs sont passés du côté du projet. Les consultants espèrent ainsi conduire à un effondrement de la critique nationale et internationale. Pour faire accepter le projet ils sont donc prêts à déstabiliser la « société civile » que les agences de développement et les ONG internationales ont laborieusement renforcée depuis la fin de la guerre civile.

Dès 2013, les porteurs de ProSAVANA approchent des organisations implantées dans le corridor pour entamer des collaborations. Ils ciblent les organisations mozambicaines qu'ils ont identifiées comme « non-professionnelles de l'opposition » et qu'ils pensent pouvoir détourner de cette dernière. Les rencontres avec la Plateforme Provinciale des Organisations de la Société civile de Nampula (PPOSC), l'Union Provinciale des paysans du Niassa (UPCN), l'Union des Paysans Associées de Lichinga (UCA-Lichinga) et l'ORAM-Niassa conduisent à fragmenter la position de la « société civile ». Par exemple, Antonio Muagerene (PPOSC), qui était à Tokyo en juin 2013 pour représenter l'opposition à ProSAVANA, déclare en novembre 2013 au principal journal mozambicain qu'il n'a « jamais été contre l'implémentation de ProSAVANA, il défend à peine que le plan directeur de l'initiative comprend des éléments qui vont dans le sens des inquiétudes des communautés qui vivent le long du corridor » (document 311, journal *Noticias* 23/11/2013). Malgré toutes les critiques exprimées par Muagerene, l'article est intitulé « Une entente sur ProSAVANA ». A l'issue de ces réunions, ProSAVANA affirme ainsi avoir réussi à dialoguer avec des organisations de la société civile tout en ayant laissé les opposants les plus visibles, situés à Maputo, à l'écart.

ProSAVANA établit également des contacts avec des associations de producteurs dans le corridor de Nacala en passant par l'intermédiaire d'institutions mozambicaines. Les associations ou les unions se retrouvent ainsi engagées avec ProSAVANA, sans le savoir. C'est par exemple le cas de l'Union des Paysans Associés de Lichinga (UCA) (entretien n°56). En 2013, les services de l'agriculture sont venus leur proposer de financer deux associations pour tester un modèle de crédit. Pensant que cela pouvait intéresser ses membres, l'UCA a sélectionné deux associations et les a averties de la venue d'une aide du gouvernement. Lors de la réunion de lancement, « ce sont des japonais qui sont sortis de la voiture » et l'UCA a appris que le *ProSAVANA Development Initiative Fund* finançait la collaboration proposée par les services de l'agriculture. Cela les plaçait en porte-à-faux avec l'UPCN et l'UNAC, dont ils sont membres. Les producteurs ont toutefois souhaité bénéficier des financements. ProSAVANA a ainsi réussi à passer outre les réticences des représentants locaux de l'UCA. Le projet a affaibli l'UPCN en établissant des contacts avec certaines de ses associations.

ProSAVANA a également infiltré le Forum des Associations de Producteurs de Mutuali et conduit à son éclatement. Le Forum était fortement engagé contre ProSAVANA depuis le début, notamment à cause des effets négatifs de deux investissements voisins

(entretien n°18). Les revenus du Forum ne proviennent cependant pas de l'opposition mais de projets de production et de commercialisation agricole. En 2014, le GAPI, institution financière dont le Forum est actionnaire<sup>357</sup>, leur a proposé un crédit pour commercialiser des produits agricoles. Afin de l'obtenir, le Forum a emprunté pour faire inscrire au cadastre ses deux entrepôts en tant que contrepartie<sup>358</sup>. Après que ce premier emprunt ait été contracté, le GAPI a annoncé au Forum que l'argent provenait de ProSAVANA<sup>359</sup>. Horrifiés, les représentants du Forum ont demandé à annuler le crédit. Comme ils en avaient déjà dépensé une première partie pour l'inscription au cadastre, ils ont demandé à leurs partenaires de les aider à rembourser la somme. Aucun d'entre eux n'a voulu avancer l'argent (entretien n°21). La direction du Forum a donc décidé d'aller au bout du prêt pour la campagne 2015. Tout en maintenant leur opposition à ProSAVANA, ils sont devenus un des exemples sur lequel ce dernier pouvait s'appuyer. En 2016, le Forum a implosé. Les membres qui souhaitaient continuer à travailler avec ProSAVANA sont restés. Les autres ont été exclus et l'opposition a ainsi été « divisée » et « désorganisée » (entretien n°59).

ProSAVANA a cherché à affaiblir la mobilisation locale, nationale et internationale, en finançant des projets au sein de communautés du corridor de Nacala. Ils ont mené une stratégie de subversion en se dissimulant derrière les partenaires mozambicains. ProSAVANA a en particulier déstabilisé les unions provinciales de Niassa et de Nampula en isolant les représentants provinciaux de leurs soutiens locaux. Les opposants ont fait circuler des messages inverses dans le corridor, pour inciter les communautés ou les associations à ne pas accepter les propositions de ProSAVANA (entretien n°52, district de Cuamba). Mais au bout de plusieurs années de mobilisation contre ProSAVANA, sans voir par ailleurs arriver de projets constructifs, certaines associations se sont laissées convaincre. En 2017, dans le district de Monapo par exemple, une représentante d'association paysanne, qui a longtemps été opposée à ProSAVANA, m'explique que :

---

<sup>357</sup> Le GAPI a été créé en 1990 par la Fondation Friedrich Ebert et la Banque Populaire de Développement. En 2013 l'actionnariat était distribué entre l'Etat du Mozambique (30%), des investisseurs privés (55%) et la Société Civile (15%). Voir le site du GAPI, consulté le 14/02/2017 : <http://gapi.co.mz/quem-somos/>

<sup>358</sup> L'inscription des deux bâtiments au cadastre nécessitait en soi un prêt pour payer le déplacement des géomètres experts de la province. Le GAPI a prêté 30 000 MZN au Forum, soit environ 750€

<sup>359</sup> Le projet était financé à travers le *ProSAVANA Development Initiative Fund*, approvisionné par le Fonds de contrepartie du Japon accumulé lors de la vente d'aide alimentaire.

## Partie III – Chapitre 6

« [ProSAVANA] nous aide à élever des poulets. [...] Avant on ne voulait pas de ProSAVANA, mais maintenant nous sommes tous en train d'en profiter... C'est parce que ça a été mal expliqué au début. Ceux du Brésil pensaient que c'était la même chose alors que non. C'est de leur faute à mon avis »

Entretien n° 60, Monapo, 15/05/2017

Cette association a donc accepté un petit projet d'élevage et abandonné son opposition à ProSAVANA. Alors qu'elle était fortement en contact avec l'union du district en 2014 et 2015, elle n'avait pas interagi avec eux depuis sa participation à ProSAVANA. Ce projet a ainsi réussi à s'imposer dans le corridor en finançant quelques groupes de producteurs et en érodant leur alliance.

### 3.3. Mettre en scène une approbation

Dans un contexte de participation et d'appropriation de l'aide, le consentement des bénéficiaires de projets de Développement à ces derniers est devenu incontournable. Les porteurs de ProSAVANA ne peuvent donc pas se contenter d'infiltrer le corridor. Ils doivent mettre en avant une acceptation des habitants. Ils ont ainsi organisé des séries de réunions dans le corridor de Nacala pour créer et médiatiser une approbation publique dans un contexte de forte opposition.

Les porteurs de ProSAVANA ont organisé au moins trois séries de réunions locales pour construire et médiatiser une approbation publique. Entre novembre 2012 et mars 2013 ils ont présenté le projet aux parties intéressées [*stakeholders*]. Sur les 303 participants, 166 représentaient des « organisations publiques », 55 des « ONG et donateurs » et 19 des « agriculteurs ». Les rencontres ont donc été dominées par les fonctionnaires des différents districts et provinces (entretien n°51). Entre février et juin 2013, ProSAVANA a organisé 29 autres rencontres. 1755 personnes ont participé, comprenant à la fois des membres des conseils consultatifs et des « agriculteurs » du corridor (document 273, p.28). Les « agriculteurs » sont souvent des autorités communautaires auxquelles le gouvernement a payé les frais de déplacement (entretien n°16). En mars 2015, le gouvernement mozambicain a annoncé la tenue de 31 consultations publiques pour présenter la « version zéro » du plan directeur de ProSAVANA (documents 40 et 166). Malgré la demande d'ajournement des ONG, ces consultations ont été réalisées entre le 20 et le 29 avril 2015 (document 351).

Les réunions et les consultations publiques permettent à ProSAVANA de justifier une prise en considération des opinions des communautés mais également d'afficher leur

enthousiasme. En effet, les porteurs affirment avoir intégré leurs remarques dans la note conceptuelle de ProSAVANA et dans la matrice de consultation (documents 273, 342 et 39). La « version provisoire » du plan directeur de ProSAVANA, publiée en décembre 2015, a été modifiée par rapport à la « version zéro »<sup>360</sup> (document 217). A de nombreuses reprises, avant et après les questions, les porteurs de ProSAVANA ont réaffirmé qu'« aucun producteur/paysan ne sera exproprié de ses terres ». Pour les porteurs, l'absence de questions qui a suivi cette affirmation témoigne d'une adhésion des habitants à ProSAVANA. Selon ProSAVANA, les rencontres se sont systématiquement conclues par une acceptation du projet à l'unanimité. Par exemple, les conclusions identiques des actes des rencontres de Gurué et de Alto Molocué annoncent que : « De manière générale, les participants de la rencontre sont unanimes et concordent à l'élaboration du Plan directeur pour l'implémentation de ProSAVANA dans le district de Gurué/Alto Molocué, en effet, ce dernier va contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations » (document 338). Les porteurs de ProSAVANA interprètent ces éléments comme des preuves d'une approbation publique.

Au contraire, les observateurs japonais, brésiliens, et mozambicains qui ont assisté aux consultations de 2015 dénoncent de nombreux dysfonctionnements (documents 63, 89, 93, 241 et 351). A plusieurs reprises, les consultations ont été changées de lieu ou d'heure au dernier moment. Les habitants n'ont pas été informés et ce sont surtout des fonctionnaires et leurs proches qui étaient présents. La participation des membres de l'UNAC et des associations paysannes a été dissuadée. Dans le district de Malema, par exemple, un membre d'une association de producteurs, fortement engagé contre ProSAVANA aux côtés de l'UNAC explique que :

« Cinq personnes ont été sélectionnées pour participer à la consultation provinciale [dont trois représentants locaux de l'UNAC]. Mais au dernier moment, le gouvernement a annulé le transport et seulement deux personnes ont pu partir, le propriétaire de l'hôtel et le directeur de l'école. Les deux qui avaient dit bienvenue à ProSAVANA. Alors on a été à Nampula par nos propres moyens pour rétablir la vérité. Ils [les membres du district qui avaient annulé le transport] étaient très surpris de nous voir arriver... Dans la salle le patron [de l'hôtel] a dit que ProSAVANA était bienvenu à Mutuali. Nous avons répondu que non, nous ne voulions pas de ProSAVANA et que ce patron n'était pas paysan. Ils étaient furieux. »

Entretien n°19, district de Malema, 17/06/2015

---

<sup>360</sup> Alors que la version zéro faisait 204 pages, la version provisoire fait 318 pages. Le chapitre 2 « Analyse des défis actuels et du potentiel de développement agricole » a été reformulé ; une section sur le changement climatique a été ajoutée (section 6.5) ; un nouveau chapitre « analyse de la stratégie environnementale » a été introduit à la fin du plan directeur. Au-delà de ces modifications, les documents sont similaires.

Différentes intimidations ont été mises en place contre ceux et celles qui osaient poser des questions critiques ou afficher leur désaccord. Dans le district de Malema, les paysans et les représentants des associations ont choisi de quitter la consultation locale pour montrer leur opposition radicale au projet (documents 63 et 241). Le chef du poste administratif a convoqué ultérieurement les représentants des organisations paysannes pour qu'ils dénoncent les organisateurs de cette opposition. En vain. L'administration locale a également proposé une nouvelle réunion pour que les paysans acceptent le projet, sous menace d'être emprisonnés. Les opposants à ProSAVANA ont également contesté le statut juridico-légal des consultations (document 62). A quoi correspondent ces « discussions » ? Comment les points de vue seront-ils intégrés ? Loin d'apaiser la « Société Civile » et de la rallier au projet, les consultations ont donc conduit à une nouvelle salve de dénonciations et de demandes d'annulations (documents 60, 61, 62, 25, 351, 202, 284, 177, 245, 181). Elles ont été vécues comme une construction forcée et violente de l'approbation.

Pour l'opposition à ProSAVANA, ces rencontres et ces consultations n'ont pas permis d'intégrer leurs critiques. Si 1200 paysans ont été « consultés », leur opinion n'a pas pour autant été prise en compte (document 194, 08/11/2013). Pour plusieurs habitants et représentants d'associations qui ont assisté aux consultations, il s'agissait avant tout de réunions d'information et ces dernières n'ont pas été convaincantes (entretiens n° 13, n°14, n°25, n°28, n°57). Les ONG dénoncent un faux dialogue : « nous nous sommes assis à la même table pour dialoguer... c'est ainsi... et quel a été le dialogue ? Le dialogue n'a rien été de plus que de dialoguer sur les termes selon lesquels un dialogue pourra avoir lieu entre la société civile et les porteurs de ProSAVANA ... confus ? Sans aucun doute ! »<sup>361</sup> (document 195, 05/12/2013). Malgré les changements de discours, les détracteurs de ProSAVANA restent persuadés que son plan directeur n'est pas aligné sur le PEDSA: « On sait que les propositions et les fondements de ProSAVANA sont en décalage voir sont contre les priorités nationales » réaffirme l'ADECRU (document 62). En décembre 2015, neuf ONG mozambicaines<sup>362</sup> ont fait parvenir leur analyse critique de la « version zéro » du Plan Directeur de ProSAVANA aux différentes institutions impliquées (document 197). Elles dénoncent des pratiques de dissimulation et d'exclusion, qui contredisent le discours de transparence et d'inclusion de ProSAVANA.

---

<sup>361</sup> Voir également l'entretien n°51 pour une critique des consultations de 2013.

<sup>362</sup> UNAC, Justiça Ambiental, Friends of the Earth Mozambique, LIVANINGO, Fórum Mulher, Liga Moçambicana dos Direitos Humanos, ADECRU, AAAJC, Marcha Mundial das Mulheres

La dernière consultation organisée à Maputo en juin 2015 a cristallisé les tensions. Le ministre de l'agriculture du Mozambique a demandé en introduction à ce que « toutes les interventions soient patriotiques » et que le « public », « ne vienne pas ici avec des agendas obscurantistes » (document 59). Il a également réaffirmé le soutien inconditionnel du gouvernement mozambicain à ProSAVANA, déclarant qu'ils sont « déterminés dans cette mission. Quels que soient les obstacles, nous allons les écraser et avancer » (document 59). Les premières interventions de la salle ne manquèrent pas de dénoncer « l'agressivité » des porteurs de ProSAVANA. Celles et ceux qui s'identifièrent aux « obstacles » quittèrent la réunion alors que les organisateurs leur demandaient de mettre par écrit leurs questions pour y répondre ultérieurement. La coalition contre ProSAVANA est donc restée mobilisée malgré la reformulation du discours et l'infiltration du corridor. Sa nature a cependant changé : elle a surtout été alimentée par les ONG étrangères et nationales qui ont les moyens de se déplacer aux différentes réunions, de lire les textes, et de formuler des analyses critiques. Dans le corridor de Nacala, la coalition a été érodée par les interventions de ProSAVANA.

La construction d'une approbation a permis de réaffirmer et d'imposer ProSAVANA. Les porteurs du projet ont réaffirmé leur volonté d'intervention malgré les difficultés rencontrées lors des consultations dans le corridor en avril 2015 et la salve de critiques qui a suivi. Lors de la tournée du gouverneur de Nampula (entretien n°20, voir aussi entretiens n°12 et n°23), les orateurs ont continué à dénoncer des « perturbations » causées par les ONG et les associations de producteurs opposés à ProSAVANA. Incapable de convaincre les ONG par des arguments, un plan directeur, ou encore un processus de dialogue, le gouvernement mozambicain use d'arguments d'autorité. Les porteurs de ProSAVANA ne peuvent toutefois pas se passer d'inclure la « Société Civile », alors qu'ils affichent la « planification participative et inclusive » comme un engagement fort (plan directeur de mars 2015, page 3-8, document 40). Mais comment faire pour conserver une dimension participative et ouverte, quand ceux qui souhaitent participer veulent avant tout « mettre ProSAVANA à la poubelle »<sup>363</sup> ?

---

<sup>363</sup> Le logo de la campagne « Non à ProSAVANA » représente un dossier, qui symbolise le Plan Directeur de ProSAVANA, jeté dans une corbeille à papier. La volonté d'en finir définitivement avec ce programme est on ne peut plus claire dans le titre de la campagne et les discours des différentes organisations mobilisées.

### 3.4. Diviser l'opposition et remodeler la « Société Civile »

Pour inclure la « société civile » et « écraser » les obstacles, les porteurs de ProSAVANA vont simultanément remodeler la première et briser les seconds. De novembre 2015 à janvier 2016, la JICA a contractualisé le cabinet *MAJOL Consultores & Serviços*, ici abrégé MAJOL, pour organiser un « *Stakeholder Engagement* » (documents 30, 227, 228, 229, 230 et 256). En février 2016, les porteurs de ProSAVANA ont signé un accord avec le Mécanisme de Société Civile pour le corridor de Nacala (MCSC) (document 30 et document 32). Ce que l'on connaît maintenant sous le nom de MCSC correspond à la coordination de trois organisations provinciales : la Plateforme de la Société Civile de Nampula (PPOSC), le Forum des ONG de Niassa (FONAGNI), et le Forum des ONG de Zambézia (FONGZA). Le mandat du MCSC nouvellement créé, n'est autre que d'améliorer la communication entre la « société civile » et les porteurs de ProSAVANA afin de réviser et finaliser le Plan Directeur du programme<sup>364</sup>. Le MCSC marque donc le début d'une collaboration, qui semblait jusqu'alors compromise. Pour parvenir à cet accord, MAJOL a mis en œuvre des mécanismes d'exclusion, de division, et de déviation.

La stratégie de MAJOL pour faire face aux opposants de ProSAVANA a consisté à les exclure. MAJOL a réalisé une cartographie des « *stakeholders* » omettant les ONG les plus opposées à ProSAVANA. L'UNAC, *Friends of the Earth Mozambique*, LIVANINGO, la Ligue Mozambicaine des Droits de l'Homme, l'AAAJC ou encore la Marche Mondiale des Femmes, ont toutes signé l'analyse critique de la « version zéro » du Plan Directeur de ProSAVANA, mais ne sont pas cartographiées. Toutes les ONG japonaises, qui ont passé un temps considérable à analyser les documents de ProSAVANA, à les rendre accessible, et à faire pression sur la JICA, sont également absentes. MAJOL a donc ignoré délibérément un ensemble d'organisations qui se sont publiquement opposées à ProSAVANA<sup>365</sup>. Ces exclusions sont essentielles à ses conclusions. Elles permettent d'affirmer que seules 4 ONG sur 32 sont radicalement opposées à ProSAVANA, et « qu'elles peuvent être considérées comme une minorité, assez réduite pour être négligée en terme de négociation » (document 230). Il en ressort une cartographie particulièrement positive, dominée par les « institutions favorables à ProSAVANA sous condition de modification ». Les exclusions pratiquées par

<sup>364</sup> D'après le coordinateur du MCSC, Antonio Mutoua, ils ont reçu un peu plus de 200 000 USD de la JICA pour les aider dans ce processus de révision du Plan Directeur de ProSAVANA (document 8).

<sup>365</sup> Cela pourrait s'expliquer par le fait que le mécanisme doit avant tout intégrer des organisations mozambicaines. Cependant cette hypothèse est invalidée par la prise en compte d'autres organisations comme OXFAM, ActionAid ou encore WeEffect, toutes trois non-mozambicaines.



MAJOL permettent simultanément de fragmenter l'opposition et de reconstruire la « société civile ».

La cartographie proposée par MAJOL est le support d'une reconstruction d'une « société civile » arrangeante qui marginalise des organisations opposées à ProSAVANA, comme JA ! et l'ADECRU. Par ailleurs, elle accorde une place centrale à des organisations qui ont de nombreux membres dans le corridor et sont prêtes à discuter avec les porteurs de ProSAVANA. MAJOL a choisi les « plateformes provinciales » pour être porteuses du MCSC. Le fait qu'elles ne soient pas représentatives ou impliquées dans les questions agricoles ou rurales n'a pas été un obstacle. MAJOL a de plus considéré que *We Effect*<sup>366</sup> était « un des partenaires les plus stratégiques » car c'est un « leader d'opinion et de financement », qui soutient la campagne « Non à ProSAVANA » mais qui veut bien négocier avec le programme (document 228). Il leur semble donc stratégique qu'il se range du côté de ProSAVANA. MAJOL a ainsi poursuivi la stratégie d'infiltration amorcée par ProSAVANA dès 2012. Cette dernière reposait sur la création de liens directs avec les organisations dans le corridor, en court-circuitant leurs représentations nationales. Cela avait donné lieu à des critiques, de la plateforme de Nampula (PPOSC) notamment, qui avait reconnu l'UNAC comme le « représentant légitime des paysans » et dénoncé les « manipulations » de ProSAVANA (document 99). La stratégie de MAJOL parvint cette fois à détruire l'alliance entre le PPOSC et l'UNAC en ignorant la seconde et en offrant une place centrale à la première. MAJOL a donc réussi à remodeler une « société civile », dépourvue des critiques les plus radicales.

Comment diviser une « société civile » solidaire ? Malgré l'exclusion des ONG les plus radicales, MAJOL a été confronté à une opposition unie. Lorsque les consultants débutent leur cartographie, les ONG refusent d'être interrogées individuellement. Elles se considèrent « comme faisant partie d'unités collectives de négociation plus larges » et disent qu'elles doivent s'accorder avec les autres avant de répondre (document 227). MAJOL finit par abandonner les questionnaires individuels et opte pour des entretiens collectifs et des entretiens informels. Pour faire basculer les ONG du côté de ProSAVANA, l'idée de MAJOL fut de construire un consensus « assez large pour que les extrémistes et les jusqu'au-boutistes [*extremists and diehards*] soient une minorité isolée » (document 30, page 19). MAJOL conçoit en effet la « société civile » comme divisée entre (1) un ensemble d'ONG qu'il

---

<sup>366</sup> Anciennement Centre de Coopération Suédois

qualifie d' « extrémiste » [*hardline*] et de « jusqu'au-boutiste » [*diehards*] (document 227 et 30), et (2) un groupe d'organisations qui pourrait contribuer à ProSAVANA si le projet était amendé<sup>367</sup> (document 227 et 30). Pour MAJOL « une fois [les membres extrémistes] isolés, les autres membres de la société civile réagiraient négativement vis-à-vis d'eux, ce qui augmenterait leur isolement » (document 30, p. 19). Pour tester sa théorie, MAJOL a organisé les 11 et 12 janvier 2016 une rencontre à laquelle il a convié, par l'intermédiaire des plateformes provinciales, les différentes organisations sollicitées. Les consultants ont laissé la parole aux membres de l'UNAC afin que les autres organisations les prennent en grippe et les isolent :

« Ce jour [le 11 janvier 2016], deux membres de l'UNAC ont tant dominé la discussion que durant la pause déjeuner, un nombre d'organisations de la société civile sont venues parler à MAJOL, demandant ce qu'ils étaient en train de faire et pourquoi nous laissions ces deux représentants nous « tenir en échec ». **Nous avons « perdu » cette matinée de discussion exprès.** Nous voulions que chacun écoute avec attention ce que nous avions à dire, et ce que les deux représentants de l'UNAC avaient à dire, puis qu'ils **choisissent un camp sur la base de la qualité des discussions, des idées et de l'ouverture montrées par les deux camps.** Cette **tactique** a bien marché. Après le déjeuner nous avons resserré la modération, nous nous sommes assurés que tout le monde pouvait parler et pas seulement ces deux représentants, et à la fin de la journée il y avait un **consensus** de la part de presque tous les intervenants, y compris la présidente de l'UNAC et ses représentants provinciaux, **pour s'engager avec ProSAVANA** »

(MAJOL, document 30, page 19, souligné par l'auteur).

En d'autres termes, MAJOL a laissé l'UNAC monopoliser la parole dans un contexte où seules les ONG étaient réunies, afin que ces dernières se divisent entre elles plutôt que de s'unir contre ProSAVANA. Lorsque l'UNAC a proposé d'interrompre les discussions, et d'annuler le deuxième jour de rencontre, ils ont laissé les ONG entrer en conflit et décrédibiliser l'UNAC (document 31, p. 8-10). Les représentants nationaux de l'UNAC avaient préparé leur intervention. Ils se sont cependant retrouvés isolés par la sélection de participants opérés par MAJOL et déstabilisés par son discours qui avait intégré leurs critiques. Les liens de l'UNAC avec les organisations du corridor avaient de plus été amoindris par la stratégie d'infiltration de ProSAVANA, et par les visites et les ressources limitées allouées par l'UNAC au corridor en 2015. Plusieurs villages et associations voulaient de plus des investisseurs privés et avaient donc une position ambiguë vis-à-vis de ProSAVANA (entretiens n°5, n°7). MAJOL a exacerbé les divisions au sein de l'opposition. A la fin du deuxième jour de discussion, Antonio Mutoua, le vice-président du PPOSC est

---

<sup>367</sup> Ce groupe comprend notamment OXFAM, ActionAid, le CTA, et l'Alliance de la Société Civile contre l'Usurpation des Terres (ASCUT, *Aliança da Sociedade Civil Contra Usurpação de Terra*). Il faudrait explorer l'origine de l'ASCUT, qui a pour l'instant produit très peu de documents, mais qui recrutait, via OXFAM, des permanents en 2015.

intervenu pour critiquer ouvertement l'UNAC, les accusant d'avoir « élaboré quelques articles qui ne constituent pas la vérité » et d'avoir des attitudes « condamnables » car « nous avons besoin de penser au Développement et à la protection des droits des personnes au lieu de se concentrer sur les égos » (document 31, page 17). En deux jours, MAJOL a rendu visible et publique les fractures au sein de la coalition contre ProSAVANA. Il a de plus remodelé une « société civile » souhaitant être intégrée dans ProSAVANA. Mais que signifie « intégrer » la société civile ?

Pour MAJOL, intégrer la « société civile » implique de la faire dévier d'objectifs quand ces derniers ne sont pas compatibles avec ceux de ProSAVANA. Une partie des ONG veut, par exemple, « ranger le plan directeur [de ProSAVANA] dans un tiroir » et abandonner le nom « ProSAVANA ». Outre sa mauvaise réputation, elle considère que c'est un affront de caractériser de « savane » les écosystèmes qui relèvent de « *miombos* » selon la terminologie locale et internationale<sup>368</sup>. Cependant la JICA refuse le changement de nom et la réécriture participative d'un plan directeur, également souhaitée par MAJOL<sup>369</sup>, n'est pas compatible avec son calendrier. Pour intégrer la « société civile » sans pour autant prendre en compte ses demandes, MAJOL déploie une stratégie de déviation. Elle permet à chacun de « garder la face » tout en transformant leurs positions (document 30). Elle consiste ici à flatter les ONG, en reconnaissant qu'elles ont « gagné », tout en faisant évoluer leurs demandes pour les rendre compatibles avec celles de la JICA<sup>370</sup>. MAJOL débute par exemple la réunion du 11 janvier 2016 par une diapositive qui flatte les ONG en annonçant « La Société Civile a gagné... Que voulez-vous faire avec votre victoire ? » Il laisse les différentes organisations dire qu'elles ne sont pas disposées à faire des relectures supplémentaires et qu'elles veulent reprendre le brouillon du plan directeur du début. Puis il les amène à affirmer qu'il est possible de « profiter de quelques éléments qui sont dans le plan directeur » (document 31, page 6). Le 12 janvier, un représentant de MAJOL ouvre la réunion en expliquant que « le Plan Directeur contient des éléments qui peuvent être identifiés comme des points de départ ». La situation s'inverse ainsi, le Plan Directeur devient « un point de départ, avec des problèmes, des trous de connaissances et des trous stratégiques identifiés, qui devraient être complétés par la société civile travaillant main dans la main avec les trois partenaires

---

<sup>368</sup> Voir notamment les critiques des Commissions Justice et Paix et de *Solidaridade Nampula* (document 228).

<sup>369</sup> Dans son rapport de janvier 2016, MAJOL conseille que la « société civile » soit impliquée et chargée « d'assister directement les rédacteurs [du plan directeur] afin de créer suffisamment de garde-fous et un langage approprié » (page 6, document 227).

<sup>370</sup> La déviation passe donc par un principe de concession selon lequel « il est souvent mieux de demander pardon que de demander permission » (document 30, page 16).

gouvernementaux » (document 30, page 15). A l'issu du processus, MAJOL se félicite d'avoir réussi à « mettre de côté la question du changement de nom du programme » et d'avoir fait avancer le débat (document 30, page 16). La JICA est satisfaite d'avoir pu garder la « marque ProSAVANA ». Les organisations ont quant à elles été félicitées pour leur victoire. MAJOL a réussi à « intégrer » la « société civile » sans intégrer ses objectifs initiaux.

Le projet ProSAVANA a mis en œuvre une stratégie de division de l'opposition et de reconstruction d'une « société civile » adaptée à son intervention. Pour cela, il a déployé des mécanismes d'exclusion, consistant à marginaliser les organisations les plus opposées, à entretenir des relations privilégiées avec les plateformes provinciales, et à placer les arguments radicaux en minorité. Les opposants, en particulier l'UNAC, ont été pris au dépourvu par cette stratégie et ont participé à rompre la coalition contre ProSAVANA en monopolisant la parole et en refusant de participer aux activités proposées par MAJOL. ProSAVANA a ainsi réussi à accroître l'opposition des organisations entre elles plutôt que par rapport au projet. Enfin, il est parvenu à une déviation des positions des ONG, à son avantage. *In fine* le projet a réussi à s'imposer dans le corridor de Nacala, même s'il a dû pour cela transformer son discours et façonner une « société civile » sur mesure.

Ces mécanismes ont conduit à affaiblir considérablement l'opposition au projet ProSAVANA. Contrairement à ce qu'affirme MAJOL, des ONG se sont opposées à la création du MCSC. Elles ont critiqué les réunions organisées par MAJOL et la représentativité des plateformes provinciales (document 53, document 285). L'analyse des documents internes de MAJOL a conduit des ONG mozambicaines et japonaises à dénoncer une « manipulation » (documents 10 et 171). Les ONG ont également critiqué le partenariat avec WWF<sup>371</sup> et le processus de « re-conception » du plan directeur (documents 9, 11). Ces critiques, privées du soutien d'une partie des organisations dans le corridor de Nacala, et confrontées à un discours de « participation », entretenu par le MCSC, ont été moins relayées. La division de la « société civile » actée en janvier 2016, a été médiatisée comme une division entre les ONG nationales ancrées dans la capitale et les ONG locales, basées dans le corridor<sup>372</sup>. Ceci a profondément décrédibilisé les organisations.

---

<sup>371</sup> Le *World Wildlife Fund* (WWF) a été choisi comme gestionnaire du budget provenant du fond de contrepartie du Japon destiné à la participation de la société civile.

<sup>372</sup> L'article intitulé « Les organisations de la Société Civile de Niassa, Nampula et Zambezia « se libèrent » de Maputo grâce aux dollars de ProSAVANA » a véhiculé l'idée d'une contestation hors-sol et non-soutenue localement (document 8, 23/01/2016). Un des journalistes du Mozambique les plus connus, Joseph Hanlon, a repris l'idée d'une « bataille » entre la société civile de Nampula et celle de Maputo (document 7, 11/01/2017).

La division géographique des acteurs n'est pourtant pas exacte. Les commissions Justice et Paix des diocèses de Nacala et de Nampula, ainsi que certaines associations de paysans dans le corridor de Nacala, continuent de s'opposer à ProSAVANA (documents 177, 53, 171, 68, 69, 70, et 71, entretiens n°22, n°58, n°59). Les unions provinciales affiliées à l'UNAC n'ont pas pleinement rejoint le MCSC même si elles sont par ailleurs membres des plateformes provinciales. Il y a donc bien une fragmentation de la coalition contre ProSAVANA mais elle n'est pas strictement capitale/corridor. En contrepartie, ce processus de remodelage de la « société civile » a conduit à détourner l'attention des transformations effectives du corridor. Cette dissociation entre le discours et les transformations du corridor est pourtant une des résultantes majeures de l'économie d'apparence et de sa contestation.

## Section 4 – Le décalage entre les discours et les transformations du corridor de Nacala

Les trois sections précédentes ont exploré la circulation des discours dans le corridor de Nacala au travers de projets de Développement. Elles ont analysé le cadrage des projets, l'économie d'apparence déployée autour du projet ProSAVANA et la contestation des apparences qu'il a engendrée. En transformant son discours et en travaillant avec certaines organisations du Nord du Mozambique, ProSAVANA a détruit les alliances au sein de l'opposition et privilégié des interlocuteurs dans le corridor de Nacala. La controverse a cristallisé la médiatisation et les études sur le discours de ProSAVANA. Les questions des appropriations spatiales en cours, liées ou non à ProSAVANA, ont été moins étudiées (Ekman et Macamo, 2014, Milhorange, 2016). Les ONG ont pourtant essayé à plusieurs reprises de recentrer le discours sur les investissements réels et leurs interactions (voir par exemple le document 97). Elles ont fait face à un discours inverse, cherchant à distinguer et à dissocier ProSAVANA des autres investissements. En retour, l'attention s'est progressivement centrée sur le mécanisme de dialogue et les procédures d'intégration de la « société civile ». Elles ont délaissé les transformations effectives du corridor. Dans cette section nous revenons sur ces éléments en explorant la territorialisation des projets.

---

Selon lui, la campagne « Non à ProSAVANA » a été victorieuse mais elle « prétend qu'elle n'a pas gagné pour continuer à manifester ». Elle serait une « industrie anti accaparement des terres » en décalage avec la réalité des accaparements (document 1, 26/06/2016).

D'autres projets et investisseurs se sont déployés dans le corridor de Nacala en parallèle de ProSAVANA. Deux indicateurs, très imparfaits, permettent d'analyser la territorialisation des discours : (1) les flux d'argent impliqués et (2) leur ancrage spatial. Les flux d'argent peuvent être estimés à partir des budgets des projets et des investissements. Cet indicateur est limité. D'une part, parce qu'il est difficile de connaître tous ces flux, notamment dans le cadre d'investissements privés. D'autre part, parce qu'une même somme d'argent peut conduire à des effets très différents. Un million de dollars investis dans la réhabilitation d'une route rurale n'est pas commensurable à un million de dollars alloué à une exploitation agricole. L'ancrage spatial peut être estimé à partir des documents de projets et de la transformation des usages des sols. Les images satellites permettent d'identifier les surfaces travaillées par des entreprises « de grande taille »<sup>373</sup>. Ces estimations ne permettent pas toujours de distinguer les plantations abandonnées des plantations en fonctionnement. Les surfaces correspondent à des occupations effectives et non pas aux titres transférés. Il est difficile d'attribuer les surfaces identifiées à un projet particulier<sup>374</sup>. Certaines formes d'investissement, notamment la production sous contrat, ne sont pas associées à une forme de travail du sol particulière. Enfin, le nombre d'hectares travaillés est un indicateur très réducteur des effets d'un investissement (voir le chapitre 1). Malgré ces limites, ces indicateurs donnent un aperçu des territorialisations en cours dans le corridor de Nacala. Nous abordons le déploiement des projets logistiques avant d'explorer celui des projets agricoles dont ProSAVANA.

#### 4.1. La territorialisation d'un corridor logistique

Les investissements dans les infrastructures logistiques dominent les flux financiers dans le corridor de Nacala (Tableau 6.3.). Le port, les routes et la voie ferrée cristallisent l'essentiel des investissements. Les infrastructures de transport ont donc été au centre des interventions dans le corridor de Développement de Nacala.

---

<sup>373</sup> Ces exploitations se distinguent par (1) un travail du sol géométrique sur de grandes surfaces, (2) la présence d'un siège d'exploitation, souvent accompagné de hangars et (3) des limites externes et internes marquées.

<sup>374</sup> Une même exploitation peut travailler plusieurs parcelles proches qui correspondent à plusieurs polygones. Réciproquement on peut penser que plusieurs entreprises travaillent côte à côte, sur un même titre foncier.

<b>Projet</b>	<b>Budget (USD)</b>	<b>source des financements</b>
Nacala Railway Rehabilitation	3 400 000 000	financé par l'ensemble des compagnies concessionnaires et de leurs actionnaires
Port de Nacala-a-Velha (charbon)	1 000 000 000	Construction financée par Vale
Nacala Roads Rehabilitation	414 000 000	Réhabilitation financée par l'ADF, la JICA, Korea Exim et le gouvernement du Mozambique (phases 1 et 3)
Port de Nacala (Conteneurs)	328 000 000	Réhabilitation financée par la JICA (Phases 1 et 2)
PROMER	76 000 000	48 millions + 28 millions financés par l'IFAD (Banque Mondiale)
ProSAVANA	34 150 000	somme du PDIF, des financements de la JICA, de l'EMBRAPA, de l'ABC et du Gouvernement du Mozambique
AgriFUTURO	28 000 000	financé par l'USAID
INOVAGRO	8 900 000	financé par la Coopération Suisse (SDC)
FINAGRO	5 530 000	financé par l'USAID

Tableau 6.3 : Budgets des principaux projets dans le corridor de Nacala entre 2009 et 2016 d'après les documents de projets compilés par l'auteur.

Les infrastructures de transport ont bénéficié d'investissements privés et d'agences et de banques de développement. La coopération japonaise a beaucoup investi dans la réhabilitation du port de Nacala. L'entreprise brésilienne Vale a également construit un nouveau terminal portuaire à Nacala Velha pour exporter le charbon des mines de Moatize dont elle est concessionnaire. Différentes organisations ont financé la réhabilitation de tronçons de routes du port de Nacala jusqu'à Lichinga. La voie ferrée a été réhabilitée et dédoublée (Figure 6.9). En 2015, les premiers trains de charbon ont commencé à circuler des mines de Moatize au nouveau terminal portuaire de Nacala-a-Velha. Des milliers de familles situées sur le tracé de ces infrastructures ont perdu des terres, des maisons et des activités économiques. La réhabilitation de la voie ferrée a, à elle seule, déplacé plus de 12 000 foyers et 13 000 parcelles agricoles (rapport de Synergia, mars 2016).



Figure 6.9 : Le dédoublement de la voie ferrée à Mutuali. Photographie de la mise en place de deux voies supplémentaires pour permettre le passage des trains de charbons. Source : N. Leblond, Mai 2015

Des ONG ont documenté les expulsions engendrées par la mise en place du volet logistique du corridor (document 118). Elles ont soulevé de nombreuses interrogations telles que les impacts sur la santé, la sécurité des habitants, ou encore l'adéquation des compensations par rapport aux préjudices engendrés. Des ONG mobilisées sur ces questions au Brésil ont établi des liens entre les couloirs de transport de Vale au Mozambique et au Brésil. Ces discours ont été beaucoup moins médiatisés.

Dans l'espace rural, ce sont avant tout les questions agricoles qui sont mises en avant. La territorialisation d'infrastructures logistiques dans les campagnes africaines et leurs impacts sont beaucoup moins analysés. Les études sont avant tout guidées par la problématique de l'efficacité économique de la logistique et non pas par celle du Développement des sociétés et des interactions entre pauvreté et infrastructure (Steck 2015). La question de l'intégration du corridor ferroviaire de Nacala dans les activités économiques locales a été explorée avant sa réhabilitation par Vale (Béranger 2004, 2012). Les discours et les intérêts des entreprises privés réinvestissant les infrastructures du corridor ont également



été étudiées (Garcia et al. 2016). Toutefois l'analyse des transformations induites par le dédoublement de la voie ferrée et la circulation des trains de charbon reste à faire. Comparativement aux investissements logistiques, les budgets alloués au Développement agricole sont réduits mais très médiatisés.

#### 4.2. La faible territorialisation de ProSAVANA

La controverse autour de ProSAVANA a conduit à polariser les discours autour de ce projet. Pourtant sa matérialisation est réduite. Le Fond Nacala, qui avait été ouvert en 2013, a été fermé en 2016 faute d'investisseurs (Hanlon 2016, document 1). Aucun investisseur de grande taille n'a donc été implanté dans le corridor de Nacala *via* le projet ProSAVANA. Les résultats du volet recherche du projet, ProSAVANA-PI, sont limités (document 223, document 169). Il a construit un laboratoire d'analyse du sol et des plantes à Nampula et complété les équipements de celui de Lichinga et des stations de Nampula, Lichinga et Mutuali. Les équipements mis en place, notamment l'analyse d'échantillons de sols, sont très coûteux et ne sont pas accessibles à la majorité des producteurs mozambicains (document n°169). Dans le cadre de ProSAVANA, une dizaine d'étudiants d'universités mozambicaines ont soutenu des mémoires d'agronomie. Ils se sont essentiellement centrés sur des questions d'adaptabilité de semences brésiliennes, de réponse à différentes applications d'intrants et de calendriers de semis. Ces enjeux sont en décalage avec les contraintes rencontrées par les producteurs mozambicains (chapitres 4 et 5). ProSAVANA a ainsi contribué à transformer la recherche agronomique mozambicaine.

La majorité des dépenses de ProSAVANA correspond à des coûts logistiques et procéduraux et non pas à des investissements de long terme. Une grande partie des budgets a financé des billets d'avion et seule une part congrue de l'argent a été investie dans des activités locales<sup>375</sup>. L'élaboration du plan directeur de ProSAVANA et son imposition sont également un pôle de dépense important<sup>376</sup>. La JICA a dû embaucher divers consultants,

---

<sup>375</sup> 47% des 1,239 millions USD dépensés par l'Agence de Coopération Brésilienne entre 2011 et 2015 correspondent à des frais de voyage alors que seulement 23% des dépenses correspondent aux « coûts des activités locales » (document 223). Pour l'EMBRAPA, les 2,15 millions USD sont classés en « heures techniques » donc il est difficile d'évaluer cela en terme de dépenses dans les activités locales. Pour le bureau de la JICA au Mozambique, 69% des coûts correspondent aux activités locales (755 000 USD) et 21% à des coûts de transport (232 000 USD). Cependant ces coûts n'incluent pas ceux liés à la mobilisation d'experts japonais ainsi que ceux liés aux dépenses de communication (meeting, consultants, site internet). Leur prise en compte diminuerait considérablement le poids des « opérations de terrain » dans l'enveloppe globale de la JICA.

<sup>376</sup> D'après l'analyse de l'ADECRO la rédaction du plan directeur a été budgétée à 750 millions de Yen Japonais (environ 5.76 millions € au taux de conversion de 130 JPY/EUR ; document 54). 560 millions de Yens auraient

organiser de nombreuses réunions dans le corridor et transformer son discours (voir la section 3). L'argent alloué à ces activités n'a pas été investi dans une transformation effective de l'agriculture mozambicaine.

Plusieurs projets ont été financés dans le cadre de l'expérimentation de modèles de Développement, ProSAVANA-PEM, via le *ProSAVANA Development Initiative Fund* (PDIF) (Figure 6.10). Ces projets équivalent à des interventions de Développement classiques : financement d'associations de producteurs, soutiens d'entreprises pour la commercialisation, ou encore formations agricoles. Au dire des porteurs, des membres des associations, de leurs voisins, ou encore des chercheurs, les résultats n'ont pas été révolutionnaires (entretien n°56 à Lichinga, n°60 et 61 à Monapo, document 65). Les entreprises privées qui ont été financées pour travailler avec des producteurs mozambicains sous-contrats ont rencontré des difficultés logistiques et financières (Milhorange, 2016). Par rapport à l'ampleur de la controverse et l'argent investi par les porteurs de ProSAVANA, sa territorialisation a donc été très limitée.

La faible territorialisation de ProSAVANA ne signifie pas que les ONG ont eu tort de critiquer ce projet. C'est en partie du fait de leurs critiques que le projet ProSAVANA est resté à l'état de discours. Ce bilan conduit cependant à des interprétations très contrastées. Pour certains, ProSAVANA a échoué (Wise, 2014, document 94). Pour d'autres, la « société civile » a gagné (Hanlon, 2016, document 1). Pour certaines organisations de l'opposition au contraire, ProSAVANA reste une menace (document 10, août 2016). Ce qui nous semble central c'est que ProSAVANA en est venu à dominer l'espace médiatique et académique alors qu'il a paradoxalement exclu les transformations réelles du corridor de son discours et donc de celui de la contestation déployée contre lui.

---

été dépensés entre mars 2012 et février 2015, soit environ 4,7 millions USD, en grande partie pour rémunérer les consultants embauchés pour rédiger le plan directeur.

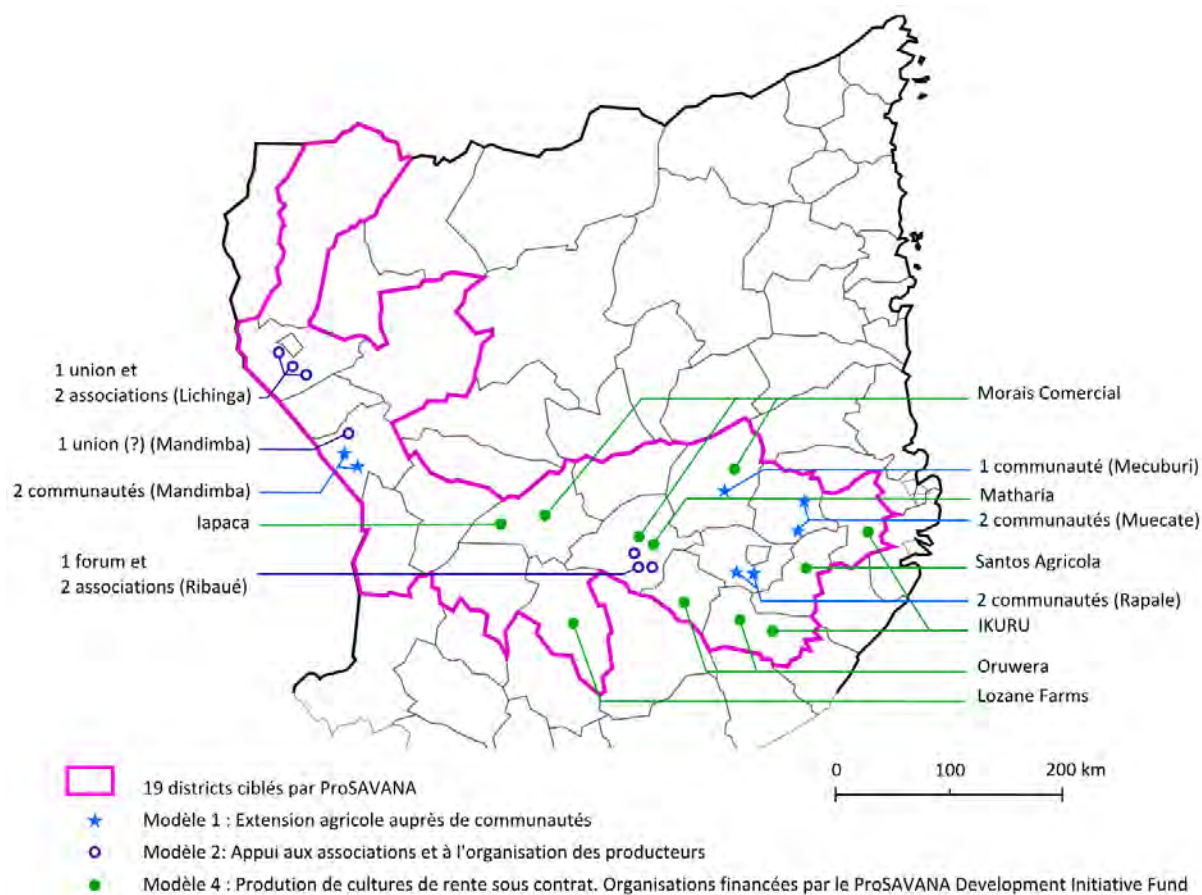


Figure 6.10 : Projets financés ou soutenus par ProSAVANA - PEM. Au total cela représente un peu moins de 1000 producteurs (d'après Ekman et Macamo, document 37). Réalisation : N. Leblond, 2017

#### 4.3. La territorialisation des autres projets de Développement et d'investissement.

PROMER, avec un budget de plusieurs dizaines de millions de dollars est le projet agricole le plus conséquent dans le corridor de Nacala. Il a financé de très nombreuses associations de producteurs ainsi que des acteurs des chaînes de valeur du sésame, du manioc, des haricots ou encore des cacahuètes. Il a largement pris la suite de la construction des associations de producteurs soutenues par CARE, la CLUSA, et OXFAM à la fin des années 1990 (chapitre 4). PROMER n'a donc pas introduit de transformations radicales dans le corridor de Nacala.

Les projets FINAGRO, AgriFUTURO ou encore INOVAGRO ont des budgets moins importants mais ils ont soutenu de nombreux investisseurs privés dans le corridor. FINAGRO

a par exemple financé 74 entreprises privées dans les corridors de Nacala et de Beira<sup>377</sup>. Le projet AgriFUTURO, quant à lui, a soutenu les principales entreprises privées du corridor telles que *Corredor Agro Limitada* (CAL), OLAM ou encore Matanuska. Les entreprises privées les plus importantes ont réussi à capter les financements bien plus facilement que les petits producteurs. Souvent elles ont réussi à articuler les bourses et les prêts de plusieurs projets de Développement. C'est en partie lié aux mécanismes de financements qui demandent des contreparties que seules les entreprises peuvent fournir. Ainsi bien que l'implantation et le soutien d'investisseurs privés de grande taille aient été vivement critiqués dans le cadre de ProSAVANA, les autres projets sont parvenus à de telles fins.

Il est très difficile d'estimer les flux financiers associés aux investissements privés dans l'agriculture. Le CEPAGRI avançait le chiffre de 386 millions USD pour 29 projets agricoles. L'USAID dit avoir réussi à générer un investissement privé de 137 millions USD grâce à ses financements complémentaires dans le cadre d'AgriFUTURO<sup>378</sup>. Cependant, cela ne correspond qu'à une partie des investisseurs et il est difficile de distinguer ce qui relève de la promesse et ce qui correspond à de l'argent effectivement investi. L'analyse de l'ancrage spatial permet de traduire ces effets d'annonces en surfaces. 122 polygones peuvent être identifiés dans le corridor de Nacala correspondant à des plantations agricoles ou forestières (Figure 6.11).

Les surfaces détectées totalisent environ 57 000 hectares. Cette estimation est beaucoup plus faible que celles de l'UNAC/GRAIN (2015) et du PEDEC (JICA 2013), toutes deux supérieures à 200 000 ha (voir l'annexe 6.1). Toutefois ce nombre élevé de polygones laisse penser que les investissements sont plus nombreux que ceux répertoriés par l'étude de l'UNAC/GRAIN (25 projets d'investissement privé) et de la JICA (43 projets).

Des éléments méthodologiques permettent d'expliquer la différence entre notre estimation de 57 000 ha occupés par des investissements agricoles ou forestiers et celle de GRAIN/UNAC et du PEDEC. Notre estimation prend en compte des investissements mozambicains qui sont rarement dénombrés, comme par exemple les investissements d'Ali Ossène et de la SONIL à Murralelo (n° 13, Figure 6.11, 105 ha, visité par l'auteur en 2014), ou les plantations de sisal de l'entreprise Joao Ferreira dos Santos à Muchelia (n° 48, Figure 6.11, 628 ha). Par ailleurs, elle ne permet pas de distinguer les anciennes plantations des

---

<sup>377</sup> Il est difficile d'établir la localisation précise des projets car la liste de FINAGRO ne précise que les provinces dans lesquels les projets sont situés pour les deux premiers appels à financement.

<sup>378</sup> AgriFUTURO, end of Project Report 1 May 2009- 2\_ february 2015, page 5.

nouvelles, ce qui conduit par exemple à comptabiliser les anciennes plantations de thé toujours en activité (n° 61, Figure 6.11, 4100 ha). Cela conduit également à prendre en compte d'anciennes fermes coloniales qui ne sont plus travaillées par une entreprise privée (n° 72, Figure 6.11, 2600 ha). Enfin, notre méthode ne dénombre que les surfaces travaillées et non pas la totalité des surfaces transférées. Ainsi, par exemple, l'ancrage spatial d'AgroMoz est de 2250 ha (n° 56, Figure 6.11) et non pas de 10 000 ha, surface d'expansion annoncée, dénombrée par l'UNAC et GRAIN. Bien que notre estimation de l'ancrage spatial des investissements privés soit très inférieure aux estimations des titres transférés et à la surface totale du corridor, elle n'est pas pour autant négligeable. Une dynamique d'investissements et de réinvestissements privés est bien en cours dans le corridor de Nacala (Chapitre 5). Elle ne correspond cependant pas à l'économie d'apparence qui a entouré ProSAVANA, avec ses perspectives d'implantations brésiliennes et de clusters agricoles.

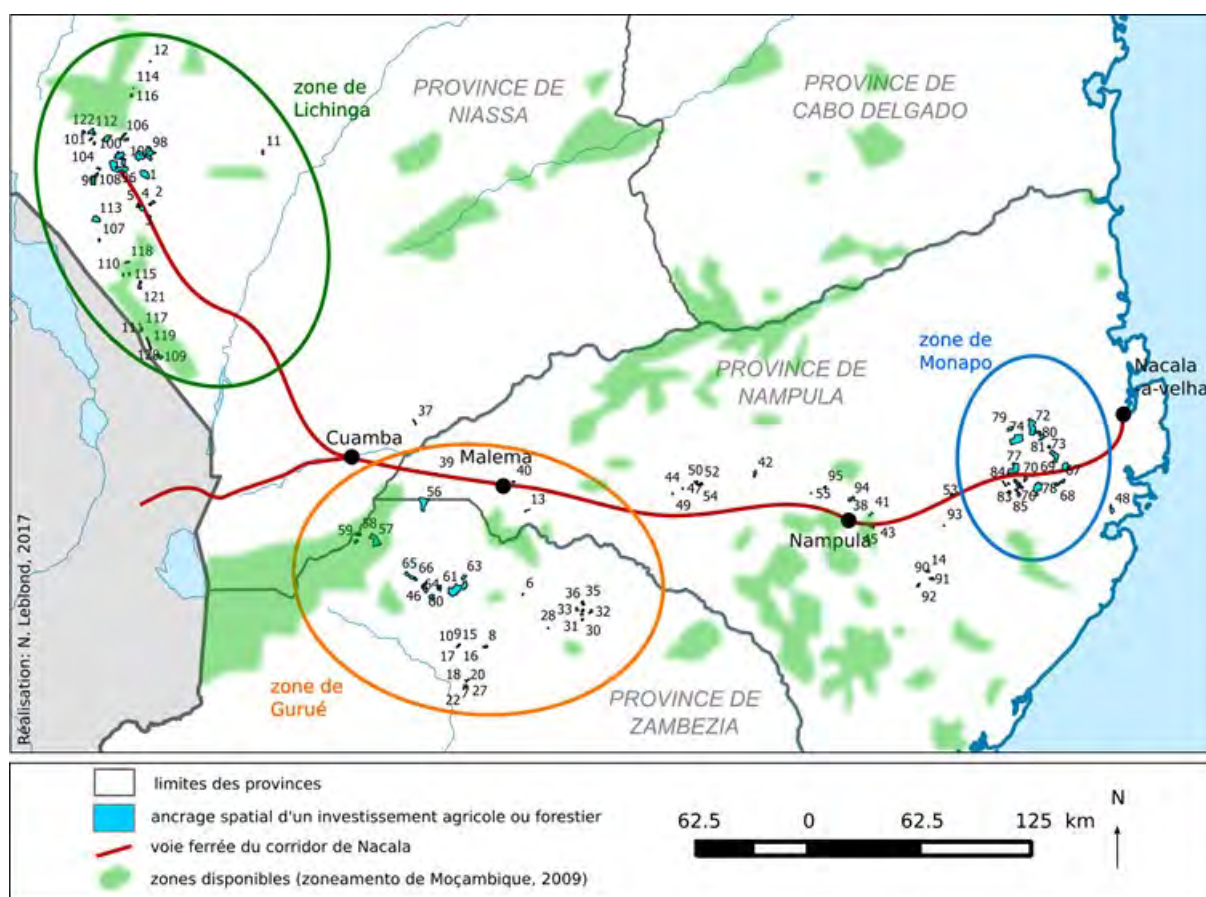


Figure 6.11 : carte des surfaces en plantation agricole ou forestière dans le corridor de Nacala d'après les images Google Earth et les observations de terrain (au 01/02/2017). Réalisation : N. Leblond, 2017

Trois éléments peuvent être mis en avant à partir de l'analyse de l'ancrage spatial des investissements privés dans l'agriculture. Premièrement, on peut identifier trois zones de concentrations d'investissements : celle de Lichinga, celle de Gurué et celle de Monapo. A

Lichinga, ce sont essentiellement des investissements forestiers qui se déploient depuis la fin des années 2000. Ils résultent en partie de la collaboration entre la Coopération Suédoise et le gouvernement mozambicain lors du programme *Avante Niassa* (PROANI) initié en 1997 (chapitre 4). A Gurué, les investissements identifiés correspondent à la fois à d'anciennes plantations coloniales de thé et à de nouveaux investissements agricoles, notamment pour la production de soja. Ces derniers se sont en partie établis sur d'anciennes plantations coloniales et se sont inscrits dans un soutien à la filière soja par de nombreux projets de Développement depuis la fin des années 1990 (J. Hanlon et Smart 2012; Mathieu Boche 2014b; Matteo, Otsuki, et Schoneveld 2016). Enfin, dans le district de Monapo, plusieurs investisseurs ont réinvesti d'anciennes plantations coloniales pour des cultures diverses. Cela correspond notamment à la plantation de bananes Matanuska (n°77), à la plantation de soja puis d'anacardier d'Alfa Agricultura (n°70) ou encore à la reprise des exploitations de sisal par plusieurs compagnies mozambicaines et indo-mozambicaines (n°68, n°69, n°78). Dans les trois cas, les investissements ont bénéficié de différents projets de Développement et de la réhabilitation des infrastructures du corridor de Nacala.

Deuxièmement, l'analyse de l'ancrage des projets permet de souligner que leur distribution ne correspond pas à celle annoncée par les différents projets de Développement. Les investissements ne se trouvent pas dans les zones « disponibles ». Au contraire, on remarque une concentration d'investissements à proximité des infrastructures de transport et dans des zones densément peuplées, considérées comme déjà occupées. Cela invalide donc l'idée que les investisseurs s'appuient sur les représentations des espaces disponibles pour identifier localement des terres. Au contraire, ils s'installent le plus souvent sur d'anciennes plantations coloniales ou postcoloniales, qui sont à la fois mieux desservies en infrastructures et suggérées par les élites des districts et des provinces (voir le chapitre 8). Les représentations de pixels fertiles et vacants peuvent avoir un rôle pour mettre en avant une région très fertile et attirer des partenaires en annonçant des retours sur investissement. Elles ne déterminent cependant pas la localisation précise des investisseurs.

Troisièmement, et cela découle largement du point précédent, les investissements sont rarement dans des zones isolées et non travaillées. Les investisseurs choisissent en priorité des espaces bien desservis (Glover 2014). Il existe donc nécessairement une interaction entre les producteurs mozambicains qui utilisaient précédemment ces terres ou qui les avoisinent. L'approche « par satellite » ne permet pas de caractériser la nature et les intensités de ces interactions. Elle pose cependant trois séries de questions :

- (1) D'une part, elle interroge l'acceptation des investisseurs par les habitants. Dans le cadre de la loi foncière n°19/97 de 1997 les investisseurs doivent en effet organiser des consultations communautaires et obtenir l'accord des utilisateurs précédents (voir le chapitre 8). Comment ces accords sont-ils obtenus ? La question se pose d'autant plus que de très nombreuses ONG sont mobilisées contre l'accapement des terres. Existe-t-il un décalage entre le discours des ONG et les attentes des habitants ? L'étude de la mobilisation contre ProSAVANA ne permet pas de répondre à ces questions.
- (2) D'autre part, quelles sont les interactions entre les habitants et les investissements lors de leur matérialisation ? Les cas médiatisés sont souvent négatifs : désappropriations de terres, perte d'accès à des ressources, manque d'emplois ou encore rémunérations limitées (voir le chapitre 1). La majorité des projets d'investissement échoue (Mathieu Boche 2014b). Les habitants y sont-ils pour quelque chose ? Que deviennent-ils après que les projets abandonnent la terre ?
- (3) Enfin, l'estimation des surfaces investies par des projets appelle à décentrer le regard de ces derniers. 57 000 ha représentent moins de 1% de la surface du corridor de Nacala. Que se passe-t-il dans les 99% restant ? Comment les habitants de ces espaces gris perçoivent-ils la nouvelle politique agricole, qui les ignore largement ?

Cette section n'a pas pour objectif de répondre à ces questions, qui sont explorées dans d'autres chapitres de la thèse (chapitres 8, 9 et 10). Au contraire, les éléments présentés dans cette section permettent de souligner le décalage qui existe entre les discours et la territorialisation des projets dans le corridor de Nacala. ProSAVANA n'a pas *de facto* soutenu des investisseurs de grande taille, à la différence d'autres projets. En revanche, ProSAVANA a contribué à produire des études, à mettre en place des capacités de recherche et à former des experts tournés vers l'intensification de la production agricole dans le corridor. A l'ombre des discours de victoire ou de défaite de ProSAVANA, la réhabilitation des infrastructures logistiques correspond au principal investissement dans le corridor de Nacala. L'analyse du décalage entre discours et matérialisation des projets invite donc à déployer d'autres approches pour saisir cette dernière. Ce décalage s'inscrit également dans une gouvernamentalité néolibérale caractérisée par une opérationnalisation de la politique agricole marquée par de nombreux acteurs publics et privés. La plupart de ces interventions sont peu médiatisées. L'essentiel des choix est donc effectué en amont par les porteurs de ces interventions. Certains choix sont également reportés en aval au niveau des consultations

communautaires qui permettent aux investisseurs d'obtenir des titres fonciers sur des terres déjà occupées.

## Conclusion du chapitre 6

Les discours se transforment au fur et à mesure qu'ils circulent et qu'ils sont matérialisés. Les multiples acteurs qui mettent en œuvre ou s'opposent à une politique agricole administrent la preuve de manière à légitimer leurs interventions. Ce chapitre démontre que dans le cas du corridor de Nacala, les discours des projets ont repris le cadrage de la politique agricole mozambicaine du PEDSA. L'un de ces projets, ProSAVANA, a activé des mécanismes qui correspondent à une économie d'apparence. Cette dernière, tournée vers les investisseurs privés brésiliens, a rencontré une mobilisation contre l'accaparement des terres qui a généré une forte opposition au projet. Les porteurs de ProSAVANA sont toutefois parvenus à imposer leur projet dans le corridor de Nacala. Pour cela, ils ont transformé leur discours, infiltré le corridor, mis en scène une approbation, et remodelé la « société civile ». Ce chapitre montre que ces processus ont conduit à un fort décalage entre les discours et la territorialisation effective des projets dans le corridor de Nacala.

La gouvernementalité néolibérale est caractérisée par la coexistence de nombreux acteurs tels que des gouvernements, des firmes, des agences de développement ou encore des mouvements sociaux qui revendiquent l'espace et souhaitent organiser les populations (Ferguson et Gupta, 2002). Ce chapitre montre que dans le corridor de Nacala, ce sont des agences de développement, des représentants du gouvernement mozambicain et des entreprises privées qui dominent le gouvernement de l'espace rural et de ses habitants. L'alliance formée entre certains habitants, des ONG mozambicaines et étrangères, des chercheurs et des acteurs religieux a transformé leurs discours. L'asymétrie politique et économique est cependant telle que cette alliance a pu être discréditée et fragmentée. Ce chapitre montre que l'approbation publique et la « société civile » peuvent être modelées et mises en scènes par le gouvernement mozambicain et les bailleurs à la mesure de leurs intérêts.

La violence structurelle est une violence infligée par les structures politiques et économiques qui contraind la possibilité d'un individu ou d'un groupe d'individus d'accéder à des ressources ou de satisfaire ses besoins (Galtung 1969). La circulation du discours sur la transformation de l'agriculture dans le corridor de Nacala est accompagnée de violence



structurelle. Un certain nombre d'acteurs sont délibérément exclus de l'accès aux médias et aux réunions. L'élaboration d'un choix collectif est façonnée par des mécanismes de subversion et des stratégies de communication. Les opposants au projet ProSAVANA font l'objet de tentatives de dé-crédibilisation et d'intimidation qui sont révélatrices de l'autoritarisme du gouvernement et des agences de développement. Bien que l'Etat mozambicain ait été réduit, démocratisé, ouvert à la critique et au compromis, le cas de ProSAVANA montre qu'il entend malgré tout décider du sort des espaces et des populations tant au niveau central qu'au niveau provincial.

Ce n'est pas la valeur intrinsèque d'un énoncé qui fait son succès mais le réseau social et matériel dans lequel il est enchâssé (Latour 1989). L'épistémologie civique permet d'appréhender les pratiques institutionnalisées par lesquelles des membres d'une société donnée sélectionnent des énoncés scientifiques (Jasanoff, 2005, 255). Ce chapitre montre que de nombreux acteurs produisent des énoncés sur l'agriculture et articulent différents registres d'objectivité dans le corridor de Nacala. Des experts brésiliens traduisent les signaux de télédétection en cartes de potentiel agricole. Des pédologues japonais collectent des échantillons de sols. Des syndicalistes mozambicains filment des champs de soja au Brésil. Des diocèses financent le déplacement d'habitants pour qu'ils partagent leur expérience vécue. Des chercheurs documentent les mécanismes de dépossession. Seules les preuves compatibles avec les interventions de ProSAVANA ont cependant été intégrées et crédibilisées. Les autres ont systématiquement été rejetées comme des « manipulations » ou un manque de « patriotisme ». Le cas de ProSAVANA montre donc une épistémologie civique dominée par l'expertise étatique, nationale ou étrangère dans le cas des partenaires de Développement.

Une de mes hypothèses était que les représentations de l'espace rural sont centrales dans la circulation et la matérialisation des discours. Je supposais que les formes spatiales façonnaient les stratégies d'investissement et la réception des projets. Le cas du corridor de Nacala montre que les représentations spatiales ne performent pas l'agriculture. De nombreux projets ciblent effectivement les zones fléchées par la politique agricole mozambicaine. Cependant tous les projets de Développement et d'Investissement n'ont pas été guidés par des images de terres vacantes. Au contraire, certaines représentations ont été produites à l'issue de collaborations entre les différents acteurs. Elles constituent plutôt des « objets frontières », qui ont permis à différents groupes d'acteurs de travailler ensemble (Star 2010). Ces représentations peuvent être brandies pour attirer des capitaux, ou pour légitimer des

interventions dans des zones « dépeuplées », mais elles ne sont pas à l'origine de la stratégie même d'investissement. De plus, certains projets de financement de l'agrobusiness participent à une appropriation de l'espace par des entreprises privées sans déployer de représentations spatiales. Enfin, les représentations d'espaces disponibles et fertiles ont fédéré une opposition et ont été vulnérables à la critique. Il est difficile de nier repérer des espaces pour des investisseurs de grande taille face à une carte légendée « espace pour des projets de développement à grande échelle ». Il n'est pas possible d'affirmer que les spécificités sociales et environnementales comptent quand toute la zone est qualifiée de « savane » alors qu'elle est localement connue sous le nom de « miombo ». Dans le cas de ProSAVANA, les formes spatiales ont donc contre-performé.

Enfin, ce chapitre interroge le vécu des habitants du corridor de Nacala et la manière dont ils réceptionnent les interventions. L'analyse de l'opposition à ProSAVANA et de la contestation des apparences (section 2) montre que les habitants ont peu participé. Ils n'étaient pas nombreux aux réunions d'information ou de consultation de ProSAVANA. Réciproquement, les ONG nationales et internationales ont un ancrage limité dans le corridor de Nacala. En revanche, l'implémentation d'investisseurs privés sur des terres déjà occupées laisse penser que les habitants les ont acceptés à plusieurs endroits. Ces accords se déploient en dehors de la controverse et sont peu médiatisés. Ce chapitre appelle donc à quitter l'espace des discours et des représentations projetés sur le corridor, tant par le gouvernement, par les porteurs de projets, que par les ONG. Il appelle à se situer parmi les habitants du corridor. Le décalage entre les discours médiatisés et l'implantation d'investisseurs questionne les mécanismes qui permettent cette implantation. C'est pour éclairer ces derniers que le chapitre 7 est centré sur les relations des habitants à la terre et à l'espace. Le chapitre 8, quant à lui, analyse les rencontres entre habitants et investisseurs. Contrairement à ce que le discours de forte opposition aux investissements privés pourrait laisser penser, ces rencontres se soldent très souvent par des accords.



## **Chapitre 7 : La constellation agropolitique à partir des sociétés Makhuwa, population « cible »**

Le chapitre 6 analysait les discours conflictuels concernant la transformation de l'agriculture dans le corridor de Nacala. Les habitants, bien que concernés de manière centrale, demeurent largement absents de ces discours. Ils sont très peu médiatisés et l'approche par les discours dominants et les controverses ne permet pas de comprendre leurs rapports à l'espace, à la terre, et aux investissements. Ce chapitre se focalise donc sur les habitants, surtout, sur les sociétés Makhuwa, majoritaires dans l'espace du corridor. Il explore la constellation agropolitique à partir des producteurs. Il rejoint ainsi la « géographie par le bas », qui aborde la dimension spatiale des dynamiques et des processus sociaux qui résistent au principe de découpage territorial, s'y dérobent, le contestent ou le subvertissent (Ben Arrous et Ki-Zerbo 2009, 5). Ce chapitre offre des éléments pour comprendre la réception de la politique agricole dans le corridor de Nacala et ses effets dans les espaces investis et les espaces gris (chapitres 8, 9 et 10). Il aborde la structure et à l'hétérogénéité des sociétés Makhuwa dans un premier temps, leur appropriation de la terre dans un deuxième temps, et leurs moyens de contournement et de détournement des interventions extérieures dans un troisième temps. Cette approche permet d'éclairer les multiples sens que peuvent prendre l'agriculture pour les habitants.

Les sociétés Makhuwa figurent parmi les grands groupes ethno-linguistiques qui peuplent le corridor de Nacala (Figure 7.1). Elles peuvent être subdivisées en sociétés Makhuwa-Achirimas [ou Achirrimas, ou Xirima], Makhuwa-Meto, Makhuwa-Lomwés, Makhuwa-Macas, Makhuwa-Eratis et Makhuwa Marevone (Figure 7.2). Ce chapitre est fondé sur des observations et des entretiens avec des Makhuwa-Achirima et des Makhuwa parfois dit Centraux, situés au sud des Makhuwa-Erati.

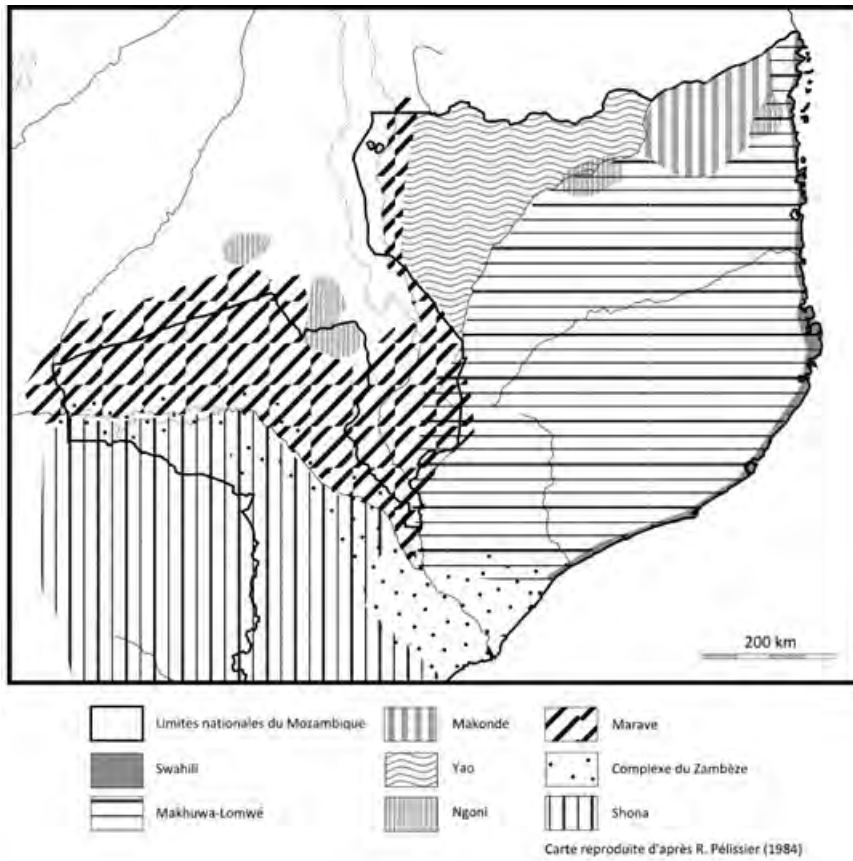


Figure 7.1 : Carte ethnographique simplifiée du Nord du Mozambique (20<sup>ème</sup> siècle), d'après R. Péliissier (1984, 33)

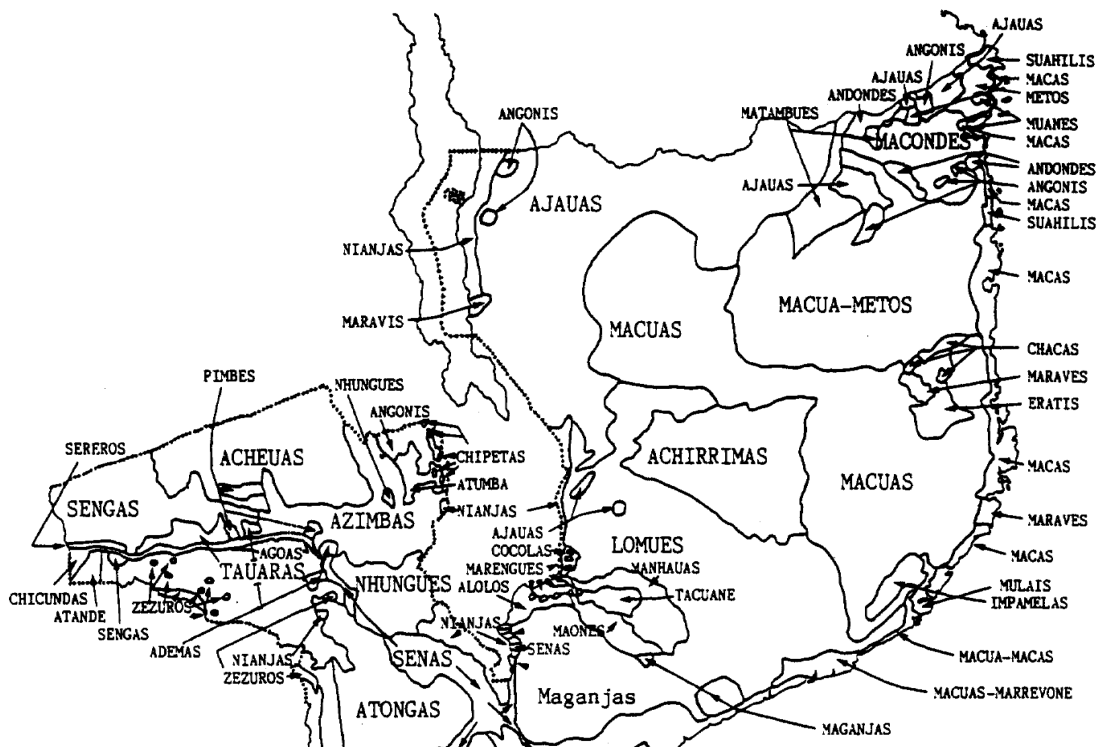


Figure 7.2 : Carte des groupes ethniques au Nord du Mozambique dans les années 1960 extraite de Cahen (1994, 250)

L'origine du terme « Makhuwa » n'est pas établie. Les portugais ont plus systématiquement employé l'écriture « Macua ». Les orthographe « M'Makhuwa », « Makhuwa » ou « Amakhuwa » ont été largement popularisés par les missionnaires cherchant à transcrire la prononciation effective (Fernandez-Fernandez, 1976, 26). L'étymologie reste sujette à de nombreuses interprétations<sup>379</sup>. L'appellation « Makhuwa » conserve « une certaine signification de « mépris ». Dans le langage courant, M'Makhuwa signifie celui qui est sauvage, celui qui mange des rats, celui qui va tout nu » (Fernandez-Fernandez, 1976, 27). Les Makhuwa seraient ceux de l'intérieur, chaque locuteur désignant toujours les « Makhuwa » comme habitant plus profondément à l'intérieur du continent (Geffray, 1987, 32-33). En synthétisant plusieurs sources ethnographiques de la période coloniale, Ivala (1993, 7-8) distingue seize groupes régionaux qui se dénomment rarement comme « Makhuwa » (Tableau 7.1).

Pour certains, l'appellation « Makhuwa » a été introduite par les colonisateurs et signifiait « barbare », « primitif » ou « étranger » (Funada Classen, 2013). Ce ne serait donc pas un nom endogène mais une manière de désigner les « autres ». Cette interprétation est fréquemment reproduite, faisant le lien tantôt avec « Ma-Goa », ceux qui viennent de Goa, et avec des insultes traduisant la barbarie ou le mépris (Fernandez-Fernandez, 1976, 27; Lerma Martinez, 2009, 40). Au-delà de ces incertitudes étymologiques, importantes puisqu'on ne sait même pas si le terme « Makhuwa » résulte d'une désignation émiq ou étique, peu d'informations existent sur la vie quotidienne des Makhuwa. Dans ce contexte, j'ai opté pour des immersions (voir le chapitre 2).

---

<sup>379</sup> Manuel Fernandez-Fernandez (1976, 27-28) rapporte que M'Makhuwa serait le pluriel de « Nikuwa ». « Nikuwa » désigne une grande étendue de terre marécageuse, un désert, une brousse ou encore une forêt. « M'Makhuwa » signifierait ainsi « homme de la brousse, barbare, sauvage ». Cependant cette interprétation est affaiblie par l'absence de H aspiré dans « Nikuwa » alors qu'il est présent dans « M'Makhuwa ». Alternativement, Rita Ferreira (1982, 142:92) relate deux origines. Premièrement, les « Macua » seraient « ceux qui fabriquent le fer » et le terme aurait été employé par les chasseurs-cueilleurs pour désigner les migrants bantous. Deuxièmement, « Macua » serait un terme péjoratif employé par les habitants du littoral mozambicain pour désigner ceux de l'intérieur, qui s'approchaient des côtes pour chercher du sel, « maca ».

Groupe régional	Dialecte	Localisation
<b>Makhuwa Central</b>	Emakhuwa	Districts de Ribáuè, Mecuburi, Muecate, Nampula, Murrupula, Mogovolas, Meconta et Monapo
<b>Meto</b>	Emetto	Districts de Marrupa, Quissanga, Montepuez et Sud du district de Macomia
<b>Xirima</b>	Exirima	Districts de Lalaua, Malema, Maúa, Nipepe, Cuamba, Metarica, Mecubúri, Nord ddu district de Alto Ligonha, Ribáuè et Namuno
<b>Lomwe</b>	Elomwe	Districts de Cuamba, Mecanhelas, Maúa Ribáuè, Lalaua, Guruè, Sud du district de Alto Mólocuè, Namarrói, Ile, Gilé, Lugela, Pebane, Maganja da Costa et Mocuba
<b>Eráti</b>	Erati	Namapa-Sede, Alua et Memba
<b>Chaka</b>	Esaaka	Districts de Namapa/Nacaroa, Memba, Mecúfi, Chiúre, Balama et Ocuá
<b>Marrevone</b>	emarrevoni	Districts de Moma et Pebane, sur la partie littorale
<b>Nampamela</b>	Enampamela	Intérieur du district d'Angoche
<b>Mulai</b>	Emulai	Intérieur du district d'Angoche
<b>Cotí</b>	Ekoti	Iles d'Angoche e environs de la ville d'Angoche, PA Aúbe [?], littoral de Larde et Moma
<b>Sangage</b>	Esankadji	Dans la péninsule de Sangage, au Nord d'Angoche et sur le littoral de Namaponda
<b>Mogincual</b>	Emuhikwari	District de Mogincual, zones côtière
<b>Naharra (Makhua du nord du littoral)</b>	Enahara	Memba, Nacala, Mossuril, et Ilha de Moçambique
<b>Makhuwa de Cabo Delgado</b>	Emakhuwa	District de Mecúfi, Pemba, Quissanga et Macomia
<b>Muani</b>	Kimwani	Zone littorale de Macomia et d'Ibo
<b>Makhuwa du rovuma</b>	Emakhuwa	Enclave sur la marge droite du Rovuma dans le district de Mueda

Tableau 7.1 : Sous-groupes ethniques Makhuwa d'après Ivala (93, 7-8) qui reprend lui même un ensemble de sources des années 1940 aux années 1990. Modifications par l'auteur de certaines orthographes.

Ce chapitre présente d'abord des éléments de structure et de fonctionnement des sociétés Makhuwa. Il montre qu'elles sont peu centralisées et marquées par une forte mobilité. Elles articulent des éléments d'économie humaine, fondée sur des circulations de biens visant à re-disposer des êtres humains et des éléments d'économie marchande, fondée sur l'accumulation de biens (Graeber, 2013). La section 1 examine l'idéal-typique des sociétés Makhuwa, et les éclatements sociaux et spatiaux induits par la période coloniale et postcoloniale. Elle met en lumière l'hétérogénéité socio-économique dans lequel la politique agricole se déploie.

La section 2 explore les interactions entre humains concernant la terre, ressource ciblée par les interventions dans l'agriculture. Les sociétés Makhuwa ne sont ni des communautés unifiées avec un lien sacré et collectif à la terre (vision « traditionnaliste »), ni

une somme d'individus espérant une modernisation fondée sur la privatisation de la terre (vision « développementaliste »). Elles démontrent un pluralisme normatif et ontologique. La terre est tantôt une entité incommensurable dont les humains ne peuvent se défaire, tantôt un bien qu'ils peuvent subdiviser, louer, voir vendre. L'accès à une parcelle est parfois stable, parfois incertain. Les habitants se positionnent donc face à des interventions exogènes dans un contexte de pluralité normative.

La troisième section aborde les mécanismes de résistance et de récupérations déployés par les habitants du corridor. Un discours prédomine concernant la faiblesse des Makhuwa, présentés comme « dociles », « faciles à dominer » ou encore « pacifiques » (Fernandez-Fernandez 1976). Cette section étudie le cas du coton et souligne les différentes stratégies de détournement et de récupération quotidiennes envers les compagnies cotonnières. Cette section explore les nombreuses « armes des faibles » déployées par les Makhuwa. Pour autant, il ne s'agit pas ici de tomber dans l'apologie de la « résistance ». Son étude infuse la littérature coloniale, pour légitimer l'œuvre civilisatrice des colons, et la littérature postcoloniale ou anticoloniale, pour glorifier la lutte contre les envahisseurs, l'impérialisme et le capitalisme (Geffray, 1987, 10-13). Au contraire, il s'agit d'éclairer les mécanismes d'interaction entre les acteurs de la constellation agropolitique. Ces éléments permettent de situer les ruses déployées face aux investisseurs (chapitre 8).

## Section 1 –Éléments d'économie et de société Makhuwa

Les transactions entre humains peuvent relever du communisme, de l'échange, de la hiérarchie, ou encore d'une combinaison de ces logiques (voir le chapitre 1, Graeber, 2011). Les économies humaines sont des systèmes économiques « soucieux non d'accumuler des richesses, mais de créer, détruire et re-disposer des êtres humains. » (Graeber 2013, 160). La monnaie n'y est pas nécessairement absente, mais elle sert essentiellement à « créer, maintenir et réorganiser autrement des relations entre des personnes : arranger les mariages, établir la paternité des enfants, éviter les vendettas, consoler les endeuillés lors de funérailles, demander pardon en cas de crime, négocier des traités, acquérir des partisans – bref, pratiquement n'importe quoi, sauf vendre et acheter des ignames, des pelles, des cochons ou des bijoux » (Graeber, 2013, 160). Ces économies se distinguent des économies marchandes, caractérisées par une place centrale du marché dans l'organisation des rapports sociaux. Les perméabilités et les passages de l'une à l'autre sont cependant possibles. Si les transactions marchandes



dominant et que des éléments hors du règne économique deviennent des biens qui s'achètent et se vendent, alors les sociétés humaines peuvent devenir des sociétés de marchés. L'inverse est également envisageable. Nous montrons dans cette section que les sociétés Makhuwa contemporaines associent des éléments de ces deux économies.

Les sociétés Makhuwa relevaient largement jusqu'au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle d'économies humaines. La période coloniale a conduit à une marchandisation croissante de certains pans de la vie sociale, si bien que ces sociétés sont aujourd'hui enchâssées dans des économies marchandes : elles produisent du coton, du tabac, des lentilles, du charbon ou encore des meubles. Ces divers produits sont vendus contre de l'argent qui permet en retour d'accéder à de nombreux biens et services. Les transactions restent cependant façonnées par des éléments non marchands. Par exemple, si j'arrivais pour la première fois dans une zone où je ne résidais pas et demandais à acheter une poule, il était probable qu'on me la vende. Mais, si c'était une zone où il était sûr que j'habitais, il était plus probable qu'on me l'offre et qu'on sollicite plus tard ma contribution, comme un peu d'huile ou de l'aide avec une démarche administrative. Les habitants préféraient m'inscrire dans des relations fondées sur le communisme<sup>380</sup> et non pas sur l'échange, pensant que j'avais, en tant que jeune femme blanche, beaucoup plus à apporter que le prix d'une poule. La forme et le contenu des transactions varient ainsi selon les relations sociales établies entre humains. Explorer ces dernières est donc essentiel.

### 1.1. L'idéal typique : des économies humaines mobiles et sans Etat

Cette sous-section synthétise les traits idéo-typiques de l'organisation sociale Makhuwa. Bien qu'ils aient été fortement transformés, ces éléments éclairent les relations sociales actuelles au sujet de la terre, du travail, de la production agricole ou encore de l'investissement dans l'agriculture. Ils façonnent également la faible centralisation des sociétés, la segmentation fréquente de groupes sociaux et les circulations d'humains et de non humains au sein de l'espace Nord mozambicain.

---

<sup>380</sup> Au sens de Graeber (2011) et non pas de Karl Marx.

### 1.1.1. Des sociétés matrilineaires sans centralisation du pouvoir

Les sociétés de l'espace Nord Mozambicain sont originellement matrilineaires, comme de très nombreux peuples bantous<sup>381</sup>. L'ordre social est ainsi structuré par la filiation maternelle. La paternité sociale est assurée par le frère de la mère, c'est-à-dire par l'oncle maternel, ce qui prive le père biologique de droits sur les enfants. Les hommes, et non les femmes, ordonnent et contractent les mariages, résolvent les conflits, et contrôlent largement le cycle productif (Geffray 1990b). Ces sociétés sont également composées de plusieurs clans. Un clan [*nihimo* en emakhuwa, pl. *mahimo*] regroupe l'ensemble des descendants unis par une origine maternelle commune<sup>382</sup>. Une soixantaine de clans coexistent au Nord du Mozambique<sup>383</sup>.

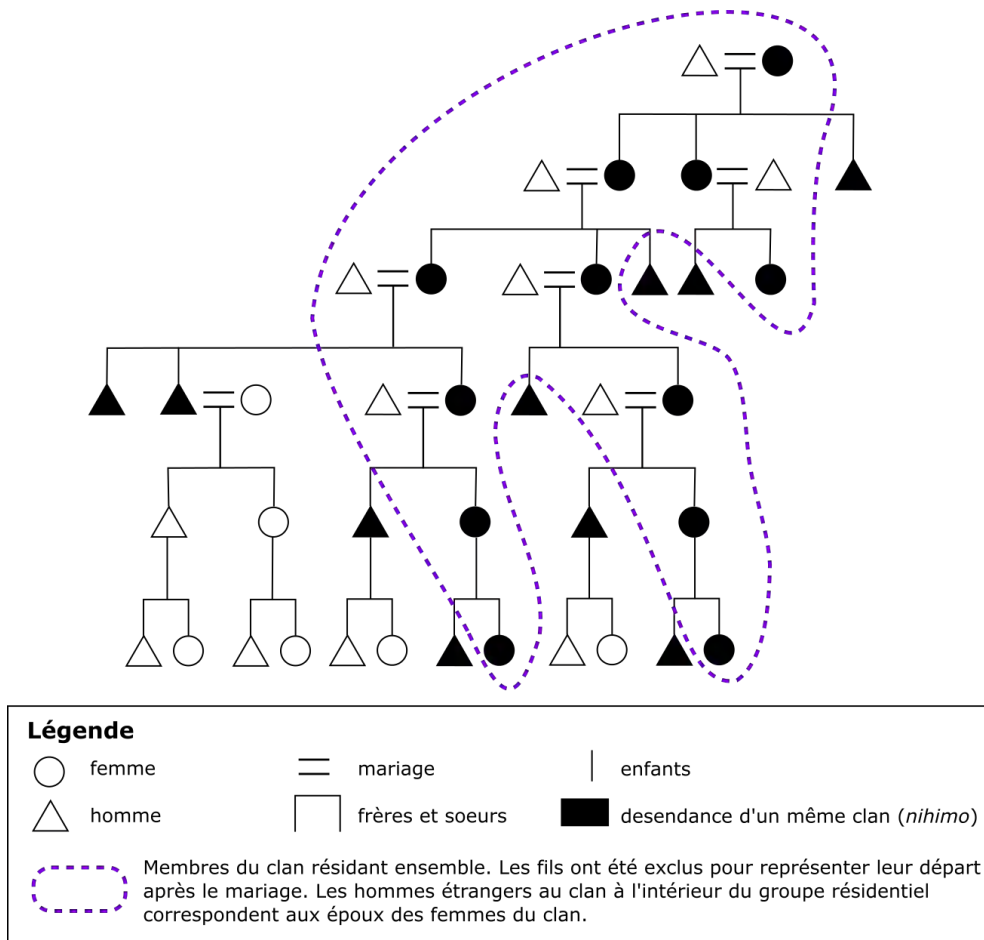
L'appartenance à un clan conditionne les possibilités de mariage. Les couples sont exclusivement exogamiques : on prend pour époux ou épouse un membre d'un autre clan que le sien. Les couples sont également matrilocaux : ils résident sur le territoire de la mère de l'épouse. Le mari vient ainsi vivre dans le territoire et dans le clan de son épouse et les enfants sont élevés dans le clan de leur mère. Les groupes de résidence comprennent ainsi des femmes apparentées en ligne maternelle, leurs maris, qui sont nés hors du lignage et y demeurent à jamais étranger, ainsi que leurs jeunes enfants (Figure 7.3). Les jeunes hommes qui ont quitté leur groupe de résidence continuent cependant de faire partie du clan maternel. Ils reviennent fréquemment rendre visite au clan et conservent des responsabilités vis-à-vis des enfants de leurs sœurs.

---

<sup>381</sup> Voir par exemple (J.-L. Paul 1993). Pour une approche générale des questions de parenté voir (Gueunier 2008).

<sup>382</sup> « Le *nihimo*, le nom de clan, ne vaut que par son transfert dont les gens pensent qu'il constitue et garantit l'appartenance de l'enfant qui en devient le dépositaire à l'initiation. Pensée de l'appartenance, le transfert du *nihimo* fait partie de la réalité sociale qu'il objective: la transmission utérine du *nihimo* permet de concevoir, pour le mettre en œuvre, le lien social spécifique qui rapporte les enfants au groupe des femmes » (Geffray, 1990, p. 159). Voir aussi Macaire (1996, 44)

<sup>383</sup> Leur importance varie localement, mais on retrouve parmi les principaux : le clan Lapone [avec les variantes Mlaponi, Alapone, Laponi, Nlaponi, Mulaponi], le clan Mulima [Mlima, anlima, Munlima], le clan Male [Mmole, Amole], le clan Selege [Mseledje, Achalege, Siraje, Chelage, Chelege, Nchelece], le clan Mirasse [Mmirasi, Amirasi], et le clan Lucasse [Lukasse, Mlukasi, Alukaci, Lukace, Lugace, Lugasse, Nlukaci] (Macaire, 1996, 50). Voir Macaire (1996), ainsi que la liste établie par Martinez (1989, 69-70).

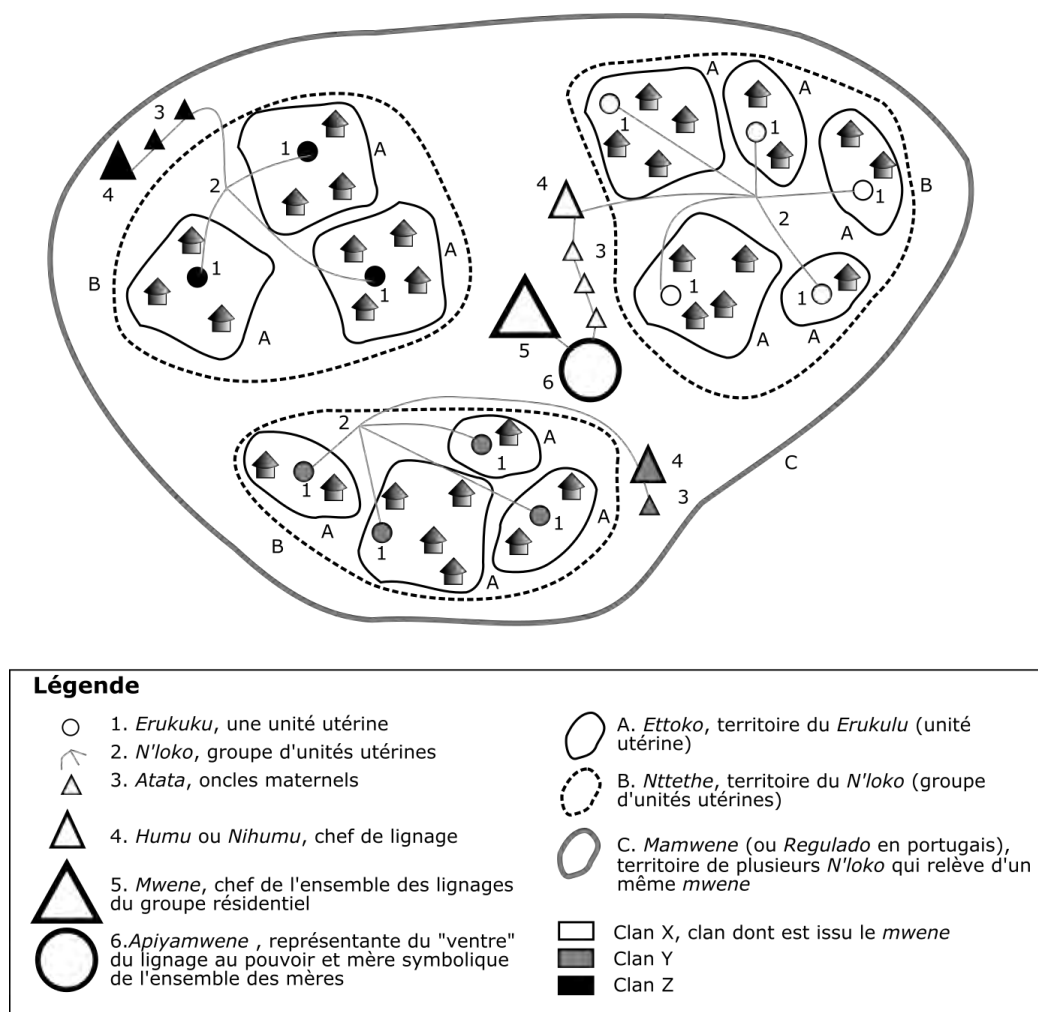


Adapté d'après Francisco Lerma Martinez (1984,77), réalisation N. Leblond

Figure 7.3 : Représentation schématique de la descendance Makhuwa et des membres d'un matriclan partageant le même groupe résidentiel (adapté de Lerma Martinez, 1984, 77)

Les sociétés Makhuwa sont des sociétés dites acéphales, ou sans-Etat. A force d'alliances et de déplacements, un même clan comprend des dizaines de milliers d'individus, dispersés à des centaines de kilomètres les uns des autres. L'ensemble de ses membres ne se connaissent pas. Les clans ne correspondent donc pas à des organisations politiques structurées et ne relèvent pas de l'autorité d'un chef unique. Ils fonctionnent plutôt comme une référence à un ancêtre mythique, à une famille matriarcale symbolique, ou encore à un même « ventre » garant de la reproduction de l'ordre social (Macaire 1996, 44-49).

Les relations de parenté façonnent l'organisation socio-spatiale des groupes résidentiels (Martínez 1989). Les habitants se regroupent autour d'une institution intermédiaire, le *n'loko*, située entre le vaste *nihimo* d'une part et d'autre part l'unité de filiation utérine la plus petite, *erukulu*, qui comprend la grand-mère, ses filles et leurs enfants (figure 7.4).



D'après Francisco Lerma Martinez (1987, 74), Réalisation N. Leblond

Figure 7.4 : Schéma d'organisation socio-spatiale d'un groupe résidentiel Makuwa

Pour chaque *n'loko*, les oncles maternels [*tata*, pl. *atata*], et surtout le doyen des oncles maternels [*Nihumu* ou *humu*] sont les figures d'autorité. Le territoire du groupe qui dépend d'un même doyen est appelé *muttethe* ou *nttethe*<sup>384</sup>. Plusieurs *n'loko* appartenant à des clans différents coexistent souvent pour former un groupe résidentiel unique. Dans ce cas, le chef local [*mwene*] et la reine [*apiyamwene*] appartiennent au clan du premier fondateur du groupe résidentiel. La substitution du *mwene* par des successeurs issus de la même lignée utérine permet de conserver l'autorité au sein du même clan. Spatialement, les sociétés s'organisent donc en hameaux d'une dizaine à une cinquantaine d'individus. Comme chez les Luguru de Tanzanie orientale, une dizaine de hameaux contigus constituent un réseau d'affinité dans laquelle plusieurs clans sont liés par des alliances croisées (J.-L. Paul 2013).

<sup>384</sup> D'après Geffray (1987, 133), *Muttethe* ou (*Mu-tthethe*) a la signification globale en *makuwa* de "territoire". Il désigne indifféremment le territoire d'un groupe qui dépend d'un même doyen et celui de l'aire matrimoniale rassemblant plusieurs doyens affiliés. Plus rarement, *Muttethe* peut désigner le territoire de la chefferie, composé de plusieurs aires matrimoniales.

Les hameaux sont relativement autonomes économiquement mais sont solidaires en cas d'accidents qui affectent la production vivrière. Ils s'inscrivent dans des aires matrimoniales et de mobilités plus vastes qui peuvent représenter des dizaines voire des centaines de kilomètres carrés.

Cette organisation socio-spatiale et les unions idéelles entre clans sont quotidiennement mises à l'épreuve. Partir de ces éléments idéologiques permet de souligner trois tensions qui génèrent des bouleversements permanents de l'organisation idéale typique Makhuwa. Premièrement, la survie locale du clan et de ses segments dépend de la naissance de filles. Pour parer à l'absence de progénitures féminines et aux aléas démographiques, les groupes résidentiels vont reposer sur des mécanismes de capture de femmes. Des circulations de personnes entre communautés domestiques, en dérogations aux règles idéologiques de la parenté et de l'affinité, permettent ainsi la reproduction dans le temps des communautés (Geffray 1990b). Deuxièmement, l'ouverture de nouveaux territoires enfreint souvent la matrilocalité. Lorsqu'un homme d'un clan A épouse une femme d'un clan B et défriche un nouveau territoire, cette dernière habite hors de son matriclan. Cette transgression constitue la condition nécessaire à l'ouverture d'un nouveau territoire et à la reproduction du clan (J.-L. Paul 1993, 267). Elle est accompagnée d'une donation d'une partie du nouveau territoire au clan de l'épouse. Troisièmement, les groupes résidentiels sont soumis à l'autorité d'oncles maternels qui sont parfois absents et qui n'ont pas autorité sur les époux qui n'appartiennent pas à leur clan. Cette disposition est particulièrement propice aux conflits et à la fragmentation du clan et de son territoire. Des *n'loko* ou des unités utérines quittent ainsi fréquemment le groupe résidentiel pour s'établir ailleurs.

### 1.1.2. Circulations d'aliments, de biens et d'humains

Cette sous-section examine les circulations d'humains et de non-humains au cœur des sociétés Makhuwa jusqu'au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. Elles structurent l'économie humaine Makhuwa.

La distribution des récoltes, des pagnes et des repas joue un rôle central au sein de la parenté chez les Makhuwa, au-delà de la filiation biologique<sup>385</sup> (Geffray 1987, 1990b). Les

---

<sup>385</sup> Cela invalide le postulat biologique qui ne cesse d'être dominant malgré les annonces de la parenté comme un « construit social ». Pour Geffray l'objet-parenté, introduit par Lewis Morgan suite à ses travaux sur les Iroquois est marqué d'une « ambiguïté constitutive » qui « résulte de l'usage du vocabulaire commun de notre parenté occidentale pour décrire la parenté des autres, comme si nos propres mots - à la différence des mots de toutes

circulations sont structurées par l'adelphie, « groupe de personnes vivantes dont l'appartenance se rapporte à un même doyen, indépendamment de la signification qu'ils attribuent collectivement à cette appartenance commune » (Geffray 1990b). Elle constitue un dispositif social centré sur la revendication d'autorité sur les enfants, qui permet de stabiliser dans le temps la production agricole et sa redistribution (Geffray 1990b, 36). La parenté est ainsi constituée par le partage des repas et de l'espace.

La circulation des récoltes et des repas se fait dans deux directions opposées. Les récoltes issues des terres des jeunes couples mariés, ou du travail du gendre sur les terres de sa belle-mère, rejoignent les greniers des doyennes. Ces dernières redistribuent à leur tour des repas à l'ensemble des progénitures des jeunes couples. Ces transactions complémentaires sont organisées de manière à renforcer l'autorité symbolique du matriclan sur les enfants et à rendre invisible les maris issus d'un clan étranger. En d'autre terme il existe au début du 20<sup>ème</sup> siècle dans les sociétés Makhuwa :

« Un circuit prestataire (gendre/belle-mère), redistributif (aïeule/enfants) [...] au terme duquel le produit du travail des hommes est redistribué aux enfants de leurs épouses sous un mode tel, que les « pères » ne peuvent jamais s'en prévaloir pour prétendre peser, en quelque façon sur le destin de leur progéniture. Le travail des hommes peut être à l'origine d'une grande part de l'avance des subsistances aux enfants, seules les femmes en sont socialement créditées »

(Geffray 1989b, 315).

Les hommes contrôlent toutefois les transactions d'individus, des cultures commerciales et des biens matériels acquis à l'extérieur. Le chef de lignage [*humu*] négocie les mariages des hommes de son lignage avec les clans alliés. Les hommes d'un lignage sont ainsi dépendants de leur chef. En cas de disette, le *humu* peut mettre en gage des proches pour obtenir de la nourriture. Ces circulations ne correspondent pas à des ventes car l'individu mis en gage peut être récupéré contre une quantité de nourriture, même des années plus tard<sup>386</sup>. Il n'y a donc pas de continuum entre recours à des captifs et esclavagisme (J.-L. Paul 2013). Le

---

les autres sociétés - étaient pourvus d'une valeur universelle » (Geffray 1990b, 19). Or notre système de parenté et ses catégories analytiques est avant tout fondé sur une terminologie et un principe de consanguinité, ce qui conduit à obscurcir ce que les interlocuteurs désignent réellement, notamment les dimensions extra-biologiques de la parenté. Voir aussi (J.-L. Paul 2009).

<sup>386</sup> La nourriture ne correspond pas véritablement à une valeur d'échange, elle a uniquement une valeur d'usage, celui de la reproduction de la vie humaine au bénéfice du groupe social (J.-L. Paul 2013, 361). Si certains auteurs comme Macaire (1996) ont pu parler « d'esclavage domestique », plusieurs points distinguent la mise en gage de la traite esclavagiste : l'absence de construction d'une classe sociale spécifique destinée à travailler pour un propriétaire, l'intégration comme un « fils » ou une « fille » du nouveau groupe social, la réversibilité de la circulation. La question du genre est cruciale pour la réintégration : s'il s'agit d'une femme captive, elle gardera ce statut [*epotha*] (Macaire 1996, 237). Ses enfants resteront des descendants de captifs qui seront eux même *epotha*. Au contraire si c'est un jeune garçon qui est capturé ou mis en gage, ses enfants auront le *nihimo* de la femme qui lui aura été attribuée comme épouse. Voir notamment (Geffray 1985b).

*humu* contrôle également la commercialisation des cultures produites par les couples installés sur son territoire (Geffray 1989b, 316). Il entrepose ces récoltes et redistribue le produit de leur vente, monnaie, outils et pagnes, aux hommes de son lignage, et non pas aux époux producteurs. Jusqu'à dans les années 1950 :

« L'administration de l'argent et des pagnes est toujours faite par le *humu*, en vertu de quoi les dépendants demeurent soumis à son autorité. Celui-ci, le chef du lignage, continue de gérer les (encore) incontournables solidarités lignagères (paiements des amendes entre voisins, de l'impôt de case à l'administration coloniale etc.), il décide encore de la délivrance des pagnes et par là, de la continuité et du confort de la condition sociale de tous ses dépendants auprès des groupes de femmes où ils sont mariés. »

(Geffray 1989a, 326)

Ces circulations d'argent et de biens permettent donc d'une part de maintenir l'autorité du *humu* sur les hommes du lignage – car ils sont dépendants de ses décisions pour accéder aux pagnes et aux outils – et d'autre part de placer les femmes dans une dépendance globale aux hommes. Exclues des échanges marchands, elles dépendent des hommes pour accéder aux pagnes et aux biens achetés. Leurs maris leur offrent ces derniers, pour marquer la reconnaissance d'une dette envers leur matriclan. La société Makhuwa apparaît ainsi comme une économie humaine centrée sur le contrôle du devenir des femmes et de leur progéniture.

Une deuxième série de circulations s'observe également à l'échelle micro-régionale et régionale. Elle repose sur la mobilité de foyers ou de groupes entiers, qui quittent la zone où ils sont établis pour occuper un nouvel espace ou pour revenir vers un lieu de vie précédent. Le fort ancrage historique et culturel du recours à la mobilité conduit parfois à parler d'un « peuple fugitif » (Premawardhana 2014). Le déplacement est un élément constitutif du parcours des Makhuwa sur terre d'après leur mythe fondateur (Martínez 1989, 40-43). La mobilité serait ainsi vécue comme une « sorte d'école où la quantité de territoires visités donne la mesure des connaissances acquises »<sup>387</sup> (Fernandez-Fernandez 1976, 174). Les groupes Makhuwa circulent ainsi le long de chemins migratoires collectifs [*niphito*, *pluriel mpitho*] qui se déploient sur des centaines de km<sup>2</sup>, au-delà des limites des districts et des provinces (Geffray 1987, 38; Funada-Classen 2013b, 109-26).

Les raisons endogènes de la mobilité Makhuwa ont été peu étudiées. On peut supposer qu'elles sont multiples et similaires aux causes actuelles de déplacement. L'une d'entre elles est la recherche de terres fertiles. Le discours d'un manque de place ou d'un besoin nouvelles

---

<sup>387</sup> Des proverbes Makhuwa énoncent ainsi que « Le nouveau chemin, c'est d'occuper la forêt » [*Nivakulo wakamelá ntupi*] ou que « La connaissance ne dépend pas de l'âge, mais du nombre de choses qu'on a pu voir » [*Wona ethu khahiyo oyariva khalai, masi ovira variaya*] (Fernandez-Fernandez 1976, 174).

terres dissimule cependant souvent d'autres motifs tels que des conflits. Le déplacement [*Otama* ou *Othama*] fait partie intégrante de la résolution des conflictualités, notamment pour éviter la honte et le ridicule suite à l'intervention du *mwene*<sup>388</sup> (Fernandez-Fernandez 1976, 178-81). La sorcellerie peut également être la cause du déplacement de foyers ou de groupes résidentiels entiers (Premawardhana 2014, 42-65). Dans le site n°2, par exemple, la quasi-totalité des habitants du *mwene* Tipo ont abandonné leurs maisons pour fuir un sorcier qu'ils accusaient de les attaquer<sup>389</sup>.

De nombreuses circulations d'humains et de non humains résultent de, et permettent, cette forte mobilité Makhuwa. Les stocks de semence, d'aliments, d'outils, et les relations sociales issues de la zone d'origine permettent à des fragments de clans de s'établir plus loin. En sens inverse, ceux qui ne résident plus dans leur zone d'origine la visitent fréquemment, apportant des vivres, de l'argent ou encore des pagnes à ceux restés sur place. Des circulations importantes sont également maintenues avec ceux qui travaillent en ville ou pour un patron hors de l'espace d'origine. Dans le port de Nacala, les arrivants sont par exemple accueillis dans des quartiers périphériques, qui portent le nom des zones d'origine de ceux qui les ont fondés<sup>390</sup> (Fernandez-Fernandez 1976). Les solidarités et les affinités passées leur permettent d'accéder à un logement. Réciproquement, ils maintiennent leurs relations avec leurs zones d'origine pour préparer leur retour en cas de renvoi ou d'expulsion.

Mobilités et circulations sont à l'origine d'un lien labile entre les Makhuwa et leur lieu de résidence (Funada-Classen, p.123). A terme, c'est surtout le territoire d'origine qui reste un référent symbolique et matériel. L'attachement aux différents sites habités et cultivés est relativement réduit (voir la section 2 pour une discussion de ces éléments). Outre les relations entre humains et espaces, mobilités et circulations façonnent également les relations entre humains. Elles contribuent notamment à la faible centralisation des sociétés Makhuwa du fait des nombreuses forces centrifuges qui fragmentent sans cesse les groupes sociaux et les espaces de vie. Ces éléments endogènes ont été profondément transformés par un ensemble de facteurs exogènes.

---

<sup>388</sup> Pour un exemple contemporain voir annexe 7.1

<sup>389</sup> Voir annexe 7.2. Sur la numérotation des sites, voir le chapitre 2.

<sup>390</sup> La ségrégation socio-spatiale, entre un centre-ville construit en dur, réservé à l'élite coloniale, et une périphérie « de jonc » ou de « bambou » où habite de manière précaire la main d'œuvre africaine, est caractéristique de l'urbanisme colonial portugais. Pour le cas de Maputo voir (Vivet 2012).



## 1.2. Des éclatements socio-spatiaux en période coloniale et postcoloniale

Les sociétés Makhuwa ont été profondément reconfigurées par les interventions coloniales et postcoloniales (voir le chapitre 4). Plusieurs processus ont interagi avec les dynamiques endogènes et ont été étudiés, tels que la traite esclavagiste (Alpers 1970, 1975b; William Gervase Clarence-Smith 1994; Vernet 2009), la mise en concession du territoire (Neil-Tomlinson 1977; Alpers 1984; Navohola 2010; Galvão 2013), ou encore les affrontements armés (Funada-Classen 2013b; Geffray 1991, 1990a; A. F. Isaacman et Isaacman 1983b). Leurs effets ont été multiples et contradictoires sur les sociétés Makhuwa. Cette section explore le cumul et les interactions des transformations socio-spatiales à partir de deux zones d'études (Figure 7.5).

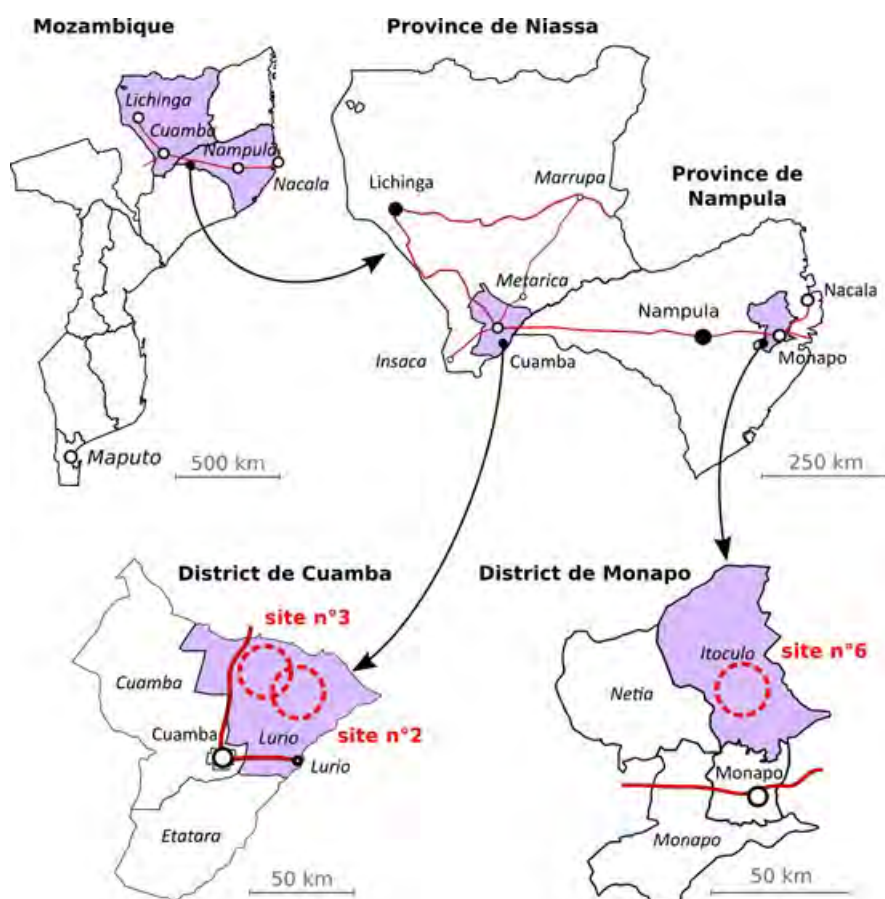


Figure 7.5 : Carte de localisation des sites n°2, 3 et 6, districts de Cuamba et Monapo. Réalisation : N. Leblond 2015

La première zone d'étude, qui comprend les sites d'Ipalame (site n°2) et d'Ekhuni (site n°3), est assez isolée, située dans le district de Cuamba à 400 km du port de Nacala<sup>391</sup>. La seconde, autour du site de Kharamu (site n°6) est située dans le district de Monapo, à 50 km du port. Ces zones, en particulier la seconde, ont été investies par l'administration coloniale et

<sup>391</sup> Ces noms sont factices. Voir le chapitre 2 pour la numérotation des sites.

postcoloniale et par des entreprises privées. Elles ont été affectées par les dynamiques du « corridor de Nacala » à différents degrés et sont donc représentatives de zones intégrées et non pas des zones très isolées.

### 1.2.1. Ipalame, zone isolée et terrain de la guerre civile

Ipalame est une zone difficilement accessible, située dans la partie intérieure du corridor, à plus de 30 km de la route principale (Figure 7.5). En 2014, Ipalame comptait 6700 habitants<sup>392</sup>. Son histoire est marquée par une alternance de phases d'arrivées - d'habitants, d'investisseurs, de projets - et de phases de délaissements. Elles ont profondément reconfiguré les relations socio-spatiales au sein de la zone. Les premiers habitants se sont installés dans les années 1930, fuyant la progression de l'administration portugaise dans le district militaire de Moçambique vers les marges de la Compagnie du Nyassa (1894-1929, voir Chapitre 4). Le premier arrivant, connu comme le chef Ipalame, a fui Mutuali et s'est établi sur ces terres isolées par le Fleuve Lurio<sup>393</sup>. Simultanément *mwene* et chef de terre, il a accueilli de nombreuses familles et partagé son territoire avec des chefs subalternes. Ipalame était ainsi une « zone de fuite » [*a land of escape*] (Funada-Classen 2013b, 121) ou une « frontière interne » (Kopytoff 1986). Elle a attiré des familles qui souhaitaient échapper à la construction des postes administratifs, à l'ouverture des pistes et la construction de la voie ferrée (Ivala 1993, 39). Ipalame constitue donc une zone composite dès son origine, occupée par plusieurs matriclans qui se sont plus ou moins autonomisés du chef Ipalame.

Les rivalités entre les chefferies, ont été exacerbées pendant la période coloniale. Les colons portugais, attirés par les terres fertiles, ont affaibli le chef Ipalame et renforcé certains chefs subalternes en s'appuyant sur ces derniers pour accéder à la terre et à la main d'œuvre. La Société Cotonnière du Niassa [*Sociedade Algodoeira do Niassa*, SAN], souhaitant cultiver les terres de Moringa en 1972 a fait des *mwene* Tipo, Moringa et Naviri, des chefs de terre autonomes<sup>394</sup>. Le rattachement administratif du chef Ipalame, devenu un chef de second ordre [*cabo*] du chef de premier ordre [*regulo*] Mukhwapa, a façonné de nouvelles chefferies. Ce

<sup>392</sup> 6699 habitants d'après le chef de localité, qui se fondait sur le recensement de 2014.

<sup>393</sup> Avant de décéder, Ipalame aurait dit à ses proches « *Vous devez traverser le Lurio pour rester là bas [à Ipalame]. Personne ne peut retourner à Mutuali. Celui qui osera retourner sera condamné à mourir.* (Entretien avec le chef S., un des neveux d'Ipalame, 24/02/2015).

<sup>394</sup> En 1972, la SAN envoie un portugais, Mateus, demander des terres au *cabo* Ipalame. Ce dernier lui dit que ces terres n'existent plus sur son territoire et l'accompagne dans la zone de Moringa. Mateus est alors reçu par les *mwne* Moringa et Tipo (neveu du premier), par le chasseur Naviri et par des hommes des quartiers voisins (Entretien avec un de ces derniers, le 04/03/2015). L'année suivante la SAN initie l'ouverture d'un bloc de 400 ha sur des terres entre Moringa et Naviri (entretien avec le fils d'un des chasseurs, le 18/03/2014).

dernier a par exemple ordonné à l'époux de sa sœur de choisir un morceau de terre d'Ipalame et de s'y installer, fondant ainsi la chefferie et la zone d'Ekhuni<sup>395</sup>. La situation coloniale a ainsi contribué à figer les territoires des différents chefs reconnus<sup>396</sup>. Cela a conduit à des tensions, notamment entre le chef Ipalame d'une part et les chefs Tipo, Naviri et Moringa de l'autre. Elles se sont exprimées par des attaques en sorcellerie et des dénonciations devant l'administration coloniale<sup>397</sup>.

L'insertion dans l'économie coloniale a de plus érodé la centralité des chefs dans le contrôle du numéraire et des biens de valeurs. Certains habitants ont été recrutés localement ou dans des districts voisins pour travailler sur les parcelles des colons<sup>398</sup> et pour alimenter la scierie établie dans un village proche d'Ekhuni<sup>399</sup>. Les autres ont dû produire du coton pour la SAN sur leurs propres terres. La piste a été agrandie pour permettre l'écoulement de la récolte vers Mutuali. Ces activités économiques ont bénéficié aux chefs qui recrutaient la main d'œuvre. Simultanément, elles ont anéanti leur monopole sur l'argent et fragilisé les groupes familiaux, dont certains foyers ont fui. La rente du coton, les salaires des travailleurs agricoles et de la scierie, et la présence d'échoppes locales, ont accru les échanges monétarisés qui échappaient au contrôle des chefs.

Si la lutte de libération a épargné Ipalame, les politiques du Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) après l'indépendance ont eu des effets importants. Le FRELIMO a construit un centre administratif à l'emplacement de l'ancienne centralité coloniale, sur les terres du chef Ipalame. Il a destitué les chefs et promu l'élection d'assemblées du peuple<sup>400</sup>.

<sup>395</sup> Entretien avec le 4<sup>ème</sup> cabo Ekhuni (Ekhuni, 11/06/2015).

<sup>396</sup> Le groupe familial de M. a par exemple été divisé entre le *regulo* Mukhwapa à l'Ouest du fleuve Lileio, et le *regulo* Metarica, du côté Est (entretien avec le cabo M., 15/03/2015)

<sup>397</sup> Pour des détails voir l'annexe 7.3.

<sup>398</sup> « Ce n'était pas du travail esclave non. Ils [les travailleurs] recevaient des salaires... c'étaient des travailleurs... mais au début, le blanc, Andrévia, il dû demander au chef car personne ne voulait travailler sur sa parcelle... Il avait un véritable palace dans la localité [d'Ipalame]... Il habitait là-bas [désignant du doigt la zone plus proche du centre de la localité]... [Andrévia] appela, les chefs et les cabos. Ils furent là-bas. Et il dit « Moi ici qui vous parle, j'ai des parcelles ici, et j'ai besoin de personnes pour travailler. Il y aura de l'argent. Chaque chef doit mobiliser des personnes pour travailler. » Alors les chefs mobilisèrent leurs populations et ils ouvrirent des surfaces. [Pour produire quoi?] Du coton. Du coton seulement. Le maître c'était le chef Ipalame. C'étaient ses travailleurs qui travaillaient. Qui coupaient et déracinaient des arbres. Puis ils [les portugais] labouraient avec des tracteurs.... Raposo aussi avait sa parcelle. Avec deux tracteurs et des travailleurs payés. ... Ce n'était pas du travail esclave non. » (d'après les notes manuscrites d'un entretien avec S., 24/02/2015). La SAN a recruté des travailleurs à Maua et Metarica pour compenser le manque de main d'œuvre locale.

<sup>399</sup> Devant les ruines d'une ancienne boutique, G. raconte qu'il fallait aider à couper et à transporter du bois : « La population aidait... Enfin... elle était obligée d'aider.... Mais on gagnait 300 *contos*... Et puis il y avait la boutique. [Ils vendaient quoi ?] On pouvait acheter du sucre, des pagnes » (entretien avec G., 14/03/2015).

<sup>400</sup> Depuis 1968, le FRELIMO considère les chefs « traditionnels » comme des « laquais » du pouvoir colonial et les exclut de toute responsabilité politique ou administrative (Geffray, 1990, 30-31). *Regulo* et *Cabo* ne purent donc pas être candidats lors des élections des assemblées du peuple en 1977. Dans plusieurs villages, les

Les proches de la chefferie Ipalame ont été élus et ont fourni l'interface avec le FRELIMO et accédé à ses ressources. Au contraire, les habitants des zones de Naviri, Ekhuni, ou encore Moringa ont été exclus de ces dynamiques. Le FRELIMO a incité les habitants à construire des villages communaux en promettant un soutien à la production et à la commercialisation. Ce soutien n'est jamais arrivé, mais les habitants ont dû accueillir, contre leur gré, les déportés de programmes de rééducation<sup>401</sup>. Dès le milieu des années 1980, des soldats de la Résistance Nationale du Mozambique (RENAMO) arrivèrent également dans les environs d'Ipalame et d'Ekhuni<sup>402</sup>. Les terres des zones périphériques d'Ipalame et celles d'Ekhuni sont alors peu à peu délaissées par les habitants ou conquises par la RENAMO.

Les affrontements armés entre RENAMO et FRELIMO et le déploiement de mines anti-personnelles polarisent fortement l'espace et les familles d'Ipalame et d'Ekhuni. Dès 1986, des familles et des villages entiers fuient vers le centre administratif protégé par le FRELIMO<sup>403</sup>. Une partie de celles qui avaient été marginalisées par le départ des colons et l'arrivée du FRELIMO rejoint au contraire la RENAMO<sup>404</sup>. Les chefferies préexistant à l'indépendance, par exemple celle d'Ekhuni, sont rétablies et deviennent responsables de l'approvisionnement des soldats. Un panier est placé devant la maison de chaque chef et doit être rempli de maïs, de farine, et d'autres produits alimentaires. Si les paniers sont vides, les chefs et les habitants sont menacés, battus, voir tués (entretien avec l'ancien chef Naviri, mars 2015). Le cours d'eau Mississi constitue un front de bataille entre une « zone FRELIMO » soutenue par le gouvernement et une « zone RENAMO » qui acquiert une autonomie par

---

habitants élurent alors les chefs de leurs lignages, *mahumu*, pour les représenter. Par endroit, par exemple à Erati, les administrateurs firent annuler ces élections et interdire la candidature des *mahumu*. Lors des nouvelles élections, les habitants votèrent alors massivement « pour des personnes réputées inoffensives, surtout pas alphabétisées, les idiots du village ». Dans ces cas, les chefferies furent donc profondément déstabilisées par le déploiement de l'administration, tandis que cette dernière était décrédibilisée aux yeux des habitants. A Ipalame, les *mahumu* des lignages alliés au chef Ipalame furent élus.

<sup>401</sup> « Ces hommes ne savaient même pas bêcher », « ce programme était mauvais, vraiment mauvais... c'est nous qui avons dû les recevoir. Nous avons dû les nourrir, ils ne savaient rien faire. » (Entretien à Naviri, 08/02/2015).

<sup>402</sup> Les investisseurs privés qui étaient restés après l'indépendance quittent alors Ipalame. En 1983, la SAN met également un terme à ses activités. L'année suivante, le gouvernement commence à « amener des personnes pour montrer ce qui se passe en Zambézie. C'étaient des personnes mutilées. Ils amenaient des gens avec des oreilles coupées. Avec des poitrines coupées. On ne savait pas de quel lieu elles venaient. » (Entretien avec le chef S., membre du FRELIMO, le 24/02/2015).

<sup>403</sup> Les 124 habitants du village de M. ont par exemple rejoint le centre d'Ipalame en 1986. Là-bas, chaque arrivant était regroupé selon son quartier d'origine et le gouvernement lui distribuait de quoi manger. Lors d'une seconde attaque de la RENAMO en 1988, certains ont fui à nouveau vers Cuamba ou vers Mutuali.

<sup>404</sup> En échange de la protection des soldats de la RENAMO, les habitants doivent contribuer au fonctionnement de la communauté : certains sont professeurs, d'autres animateurs d'église, d'autre encore soldats (Entretien avec Gi., ancien instituteur, le 23 et 24/02/2015 ; entretien avec I. animateur d'église, 05/03/2015). E. a été militaire dans l'armée mozambicaine « du temps d'Eduardo Mondlane pour lutter pour la libération du Mozambique, quand le FRELIMO et la RENAMO étaient ensemble », puis il est « resté avec la RENAMO pour lutter à ses côtés » (Entretien du 17/02/2015).

rapport à ce dernier et de l'ancienne chefferie d'Ipalame. Les affrontements sont particulièrement violents et la RENAMO parvient à contrôler la majorité du terrain, forçant l'armée à se replier sur le centre administratif.

Les accords de paix de 1992 mettent un terme aux affrontements et sont suivis de réinstallations volontaires des habitants sur leurs territoires lignagers. L'entreprise cotonnière, désormais renommée SAN-JFS réintroduit la culture du coton dès le milieu des années 1990<sup>405</sup>. Plusieurs ONG interviennent de part et d'autre de l'ancienne ligne de front pour construire des entrepôts agricoles, distribuer des vêtements et du matériel agricole et former à la production et à l'associativisme<sup>406</sup>. Elles se désengagent dès le milieu des années 2000. L'activité marchande reste limitée. Dans cette zone isolée, les habitants peuvent produire du coton, du tabac ou du sésame, et n'ont plus accès aux emplois salariés qui caractérisaient la période coloniale. De nombreux habitants ne sont pas revenus et certains endroits sont restés minés jusqu'à la fin des années 2000.

Ipalame connaît une nouvelle phase d'attraction à partir de la fin des années 2000. Des investisseurs privés souhaitent réoccuper le bloc colonial de la SAN et obtenir des concessions forestières (voir le chapitre 8). Des habitants de zones voisines sont également attirés par les terres peu densément exploitées d'Ipalame et d'Ekhuni. Les terres de Naviri, Np., Nv. et Moringa sont particulièrement prisées et leurs chefs indiquent les zones, encore en forêt, à occuper<sup>407</sup>. Ces chefs nomment des autorités subalternes pour organiser les habitants et régler les éventuels conflits. La plupart des arrivants sont des hommes qui, pour avoir accès à des terres, se marient avec des femmes de la localité. Ils tissent ainsi des liens multiples entre leurs zones d'origine, les femmes d'Ipalame, et leurs nouvelles terres. L'économie demeure peu monétarisée, notamment pour les cultures alimentaires. Les biens importés, barres de savon, huile, sucre, alcool, pagnes, ustensiles de cuisine sont acquis à partir de la commercialisation des cultures de rentes, de boissons alcoolisées, ou encore d'indemnités gagnées par un parent en ville ou un ancien combattant. Les interventions des chefferies dans ces transactions, ainsi que dans les mariages sont réduites. Les clivages entre chefferies et entre partis politiques restent cependant vifs (voir le chapitre 9).

---

<sup>405</sup> Entretien avec Z., premier *capataz* de la SAN-JFS assigné à la zone d'Ipalame, le 08/03/2015

<sup>406</sup> CONCERN intervient en 1996, OXFAM et NOVIB dès 1997, puis la CLUSA et le PAMA à la fin des années 1990. Voir les archives de l'Union des Paysans du Sud du Niassa, à laquelle les associations d'Ipalame appartiennent. La plupart des projets ne sont pas monétarisés : les transactions de matériel et de semences sont effectuées en échange d'une réinstallation des habitants et de la reprise de leurs activités agricoles.

<sup>407</sup> C'est une opportunité d'accroissement de leur pouvoir (voir section 2). La zone de Napepa passe ainsi de 4 habitants à plus de 400 en une dizaine d'années (entretiens avec le chef N., 19/02/2015 et 20/02/2015). La zone de M'puto, en périphérie de l'ancien bloc de la SAN, connaît également une croissance fulgurante.

L'histoire d'Ipalame est donc marquée par une fragmentation socio-spatiale. La situation coloniale a figé les chefferies et modifié la mobilité des familles, certaines fuyant, d'autres restant travailler pour les colons. Elle a réorganisé les circulations en érodant le monopole des chefs sur les salaires et les rentes. La période postcoloniale a réduit l'importance des chefferies en les niant et en cherchant à relocaliser les habitats dans des villages communautaires. La guerre civile a accentué ces phénomènes de fragmentation en suscitant des oppositions partisans au sein des familles et en causant la mort de plusieurs de leurs membres. Elle a également engendré des dynamiques de fuite, en brousse, vers les zones RENAMO ou vers les zones FRELIMO. Dans la fuite, certains ne se sont jamais retrouvés. Les réinstallations ont été suivies d'une reprise économique limitée. Dans ce contexte, de nombreuses circulations préexistantes (solidarités alimentaires, mises en gage, alliances, circulations monétaires) ont été interrompues. L'argent et les biens marchands se sont également raréfiés avec la disparition des emplois. Ils ont été remplacés par de nouvelles circulations, auprès des proches restés en ville, des marchands privés, ou de programmes d'ONG.

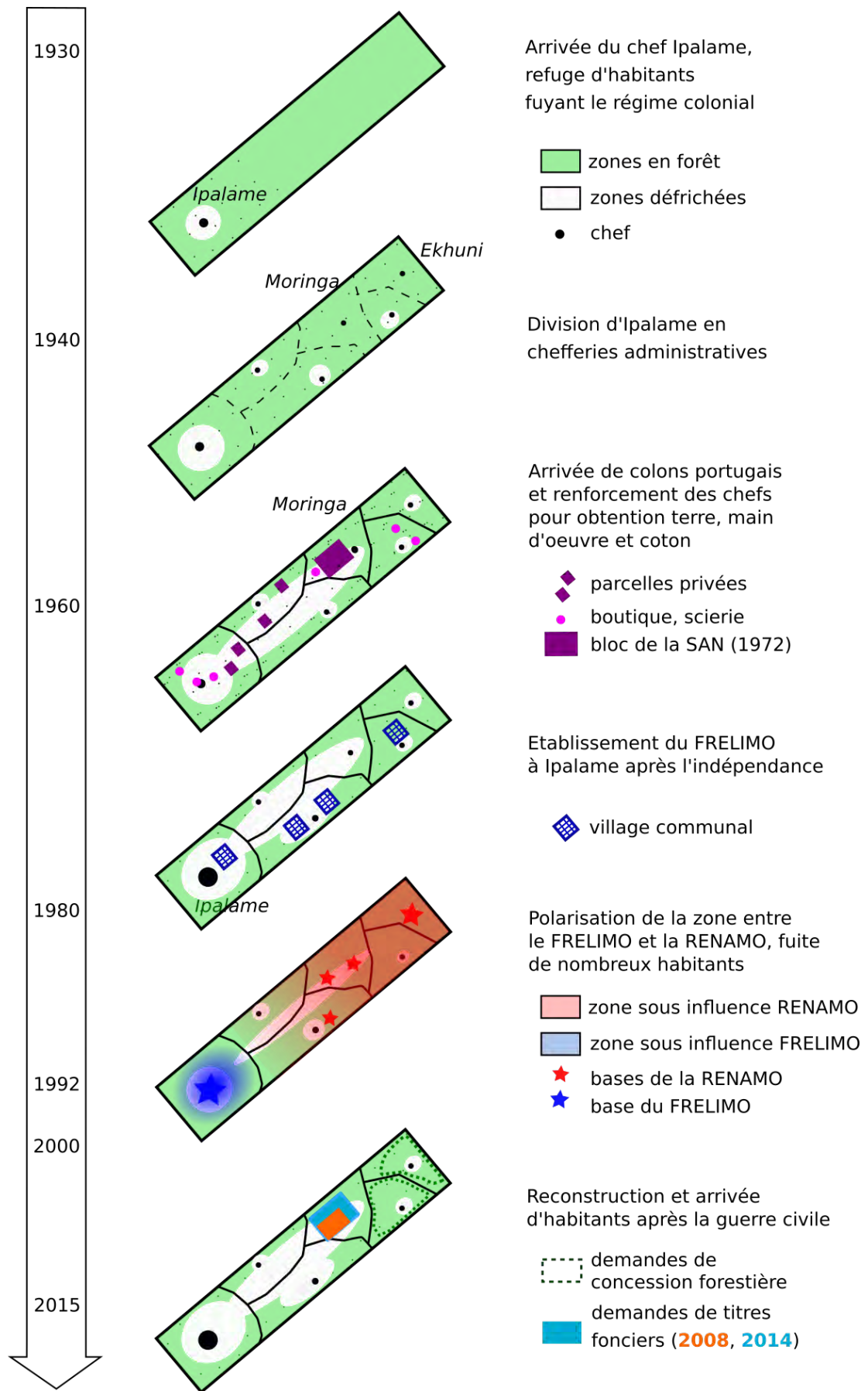


Figure 7.6 : Schéma simplifié de la trajectoire d'Ipalame d'après les entretiens. Réalisation : N. Leblond, 2015

### 1.2.2. Kharamu, forte monétarisation et territorialisation étatique inégale

La zone de Kharamu est située à proximité du port de Nacala et est desservie par des routes praticables toute l'année (Figure 7.5). A l'inverse d'Ipalame, Kharamu est une zone de forte intégration de l'économie humaine Makhuwa dans l'économie marchande précoloniale, coloniale puis postcoloniale. Le district de Monapo est le plus densément peuplé du corridor de Nacala et la localité de Kharamu compte à elle seule près de 24 000 habitants et 37 quartiers reconnus<sup>408</sup>. Située à environ 50 km de la côte, Kharamu a été intégré dans les réseaux de production de sésame et d'arachide dès le 19<sup>ème</sup> siècle.

L'origine des habitants de Kharamu et de son premier chef, Marrua, ainsi que leur alliance avec les chefs voisins de la Macuana et du Namarral contre les portugais est incertaine<sup>409</sup>. Sa résistance à la colonisation est cependant bien documentée et remémorée. Marrua a résisté aux incursions militaires portugaises, à l'abolition de l'esclavage (1842), au prélèvement de l'impôt (Décret du 3 mai 1887) et au travail forcé (réglementé en Novembre 1899) (Guerreiro Martins 2011, 180). Même après avoir accepté la création du poste d'Ituculo en 1897, de Netia en 1906, et de Rainho en 1907, Marrua et ses habitants ont continué d'attaquer les hommes en charge de l'ouverture des routes et refusé de payer l'impôt<sup>410</sup> (Pélissier 1984, 230-36). Marrua a finalement été capturé en 1913, avec 13 autres chefs, et son territoire est divisé en cinq *regulados*, dont un *regulado* Marrua, basé à Rainho.

Suite à la fragmentation de la chefferie dominante au début du 20<sup>ème</sup> siècle, Kharamu a été explorée plus intensément par des colons. Ceux-ci extraient du bois pour construire la voie ferrée dans les années 1930, mis en place des parcelles de coton, de légumes ou encore des zones de pâture, et ont ouvert des boutiques dans différents villages<sup>411</sup>. Ils importent également de la main d'œuvre de zones voisines pour compenser les fuites des habitants suite

<sup>408</sup> 23963 habitants d'après le chef de la localité, qui se fonde probablement sur le recensement de 2014 (entretien du 13/04/2015). D'après le recensement de 2007, la densité moyenne du district où est situé Kharamu est de 97 hab/km<sup>2</sup> contre 40 hab/km<sup>2</sup> pour celui d'Ipalame. En 1997, la densité du poste administratif où est situé Kharamu était de 40 hab/km<sup>2</sup> et celle du poste où se trouve Ipalame de 25 hab/km<sup>2</sup>.

<sup>409</sup> Voir l'annexe 7.4.

<sup>410</sup> En 1912, les portugais étaient ainsi toujours en lutte, à la « poursuite des irréductibles » autour de Rainho (Pélissier, 1984, 234). En 1913, deux colonnes sont envoyées pour razzier le Namarral et se présentent à Ituculo mais le chef Marrua refuse de se soumettre.

<sup>411</sup> Dans les années 1920 ou 1930, Lobes Escarvo serait le premier colon portugais à s'installer à Kharamu pour y extraire du bois. Il ouvre différentes parcelles et est rejoint par d'autres colons car la zone est fertile, proche de Nampula, et n'a pas été classée comme réserve indigène. « Il y a eu Manuel Logrado en 1969... avant il y avait Joaquim Logrado, après la zone de Mecucu... il avait un contrat de travail la bas... Les autres l'ont suivi... c'étaient des anciens prisonniers... Ils venaient après avoir été condamnés » se rappelle un ancien (entretien avec S., secrétaire du FRELIMO, Kharamu, 14/04/2015).



aux affrontements et au travail forcé<sup>412</sup>. Les hommes recrutés pour travailler finirent par se marier sur place et participèrent ainsi à complexifier les alliances entre clans. L'installation de colons et l'augmentation de l'emploi salarié s'accompagnèrent d'une transformation profonde de l'économie Makuwa<sup>413</sup>. Les transactions furent monétarisées, tant l'achat de vêtements et d'aliments que la rémunération des femmes travaillant les parcelles des hommes employés par les colons. L'héritage de cette période est encore ambigu. Certains habitants pleurent « des patrons », se remémorant qu'il était possible de s'approvisionner dans les boutiques et de vendre ses récoltes. D'autres se souviennent au contraire des violences, des travaux forcés, et des retenues injustement prélevées sur les salaires.

Après l'indépendance, de nombreuses terres furent transformées en unités de production (UP) reprises par l'Etat-FRELIMO. Les colons quittèrent Kharamu et furent remplacés par des coopérants socialistes<sup>414</sup>. Les habitants eurent le choix de travailler sur les fermes d'Etat, de s'organiser en coopératives ou de repartir sur leurs terres. Certaines familles ont fuyèrent les villages de travailleurs pour reconstruire leurs maisons et rouvrir des parcelles sur leurs anciennes terres ou dans de nouvelles zones. D'autres s'installèrent autour des UP et créèrent de nouveaux quartiers<sup>415</sup>. D'autres encore optèrent pour le coopérativisme et se regroupèrent dans des villages socialistes. L'un des participants à la coopérative cotonnière d'Offensiva raconte qu'avant l'indépendance, il vivait dans une zone dispersée, une « *shoshorona* »<sup>416</sup> :

---

<sup>412</sup> Ils établissent ainsi des quartiers de travailleurs, comme Muapatia, village établi par un colon portugais du nom de Lazare. « Le quartier [de Muapatia] s'appelle comme un quartier à Miserepane [où il y avait une autre exploitation coloniale]... un quartier avec des travailleurs importés. Les travailleurs venaient de Memba, de Namapa... Lazare les a faits venir parce qu'il manquait de main d'œuvre... Donc le nom a été le même qu'à Miserepane » explique un des secrétaires de Muapatia. D'après un ancien contremaître, près de 6000 hommes et femmes sont mobilisés par les différents colons à Kharamu.

<sup>413</sup> Voir l'Annexe 7.5

<sup>414</sup> Après l'indépendance, « on venait planter le drapeau [du FRELIMO] tous les jours devant les maisons construites pour les travailleurs à Muapatia... Alors Lazare a dit qu'un jour le FRELIMO le tuerait et il est parti. » explique un des secrétaires du quartier de Namacopa. Lazare, Diamantino Pereira, Manuel Logrado, Manuel M'baua, ou encore Lobes Escravo, abandonnent les terres, leurs maisons, et leurs biens. L'Etat fait de Kharamu une zone centrale de la reconstruction socialiste. Les machines sont nationalisées et transférées à l'entreprise Mecanagro. Les anciennes exploitations coloniales sont transformées en unité de production étatique.

<sup>415</sup> Au dire de ceux qui ont vécu ou ont entendu parler de cette époque, travailler pour l'Etat, « c'était mieux que pour les colons, le salaire était normal... un travailleur gagnait plus... il avait de quoi acheter une radio, 5 litres d'huile, 5 barres de savon, une brique de lait... il n'avait pas de retenue sur les salaires ». Des coopérants russes et allemands viennent soutenir les UP. « L'entreprise était étatique, mais elle était russe. Les semences et les produits venaient de Russie. C'était étatique mais dirigé par un Russe. » se rappelle un des travailleurs des UP.

<sup>416</sup> Par *shoshorona*, les habitants désignent une zone qui échappe aux projets de villagisation du gouvernement et où ils vivent dispersés. voir Geffray (1987,97), qui a recueilli de nombreux discours sur les *shoshorona* dans le district de Erati.

### Partie III – Chapitre 7

« Puis après l'indépendance la parcelle du blanc... [du quel ?], de Diamantino Perreira, a été occupée par les anciens travailleurs. Offensiva c'était une machamba do povo [littéralement, une parcelle du peuple] dès 1975.... c'était le deuxième village de la province de Nampula. Le premier du district... donc il y a eu beaucoup de visites. Les personnes voulaient voir les structures implantées par le FRELIMO. [...] Le gouverneur, Joao Marco Fumo est venu expliquer ce qu'était un aldeia [village communautaire]. Il a montré [le village d'Offensiva] à toutes les administrations du district. On était le modèle. Alors ils nous ont demandé quel nom on voulait. Et le gouvernement a dit « Offensiva ».  
« Parce que c'est une « Offensive généralisée sur le front de la production » [uma offensiva generalizada na frente da produção]. Le gouvernement a dit que nous étions « une organisation qui était en train de lutter pour en finir avec la pauvreté », alors on est resté avec ce nom. »

Entretien avec un des secrétaires, Offensiva, avril 2015

Offensiva devient alors le centre administratif de la zone de Kharamu et différents services publics – poste, école, hôpital – y sont installés<sup>417</sup>. Quelques hommes choisis au hasard sont envoyés en formation dans les pays socialistes<sup>418</sup>. Cependant, ce sont surtout les anciennes élites de la période coloniale qui sont réintégrées dans le nouvel appareil administratif et partisan<sup>419</sup>. Dès 1984, la guerre civile atteint Kharamu. L'administration est déplacée de quelques kilomètres pour être installée dans le village de PM., dit Kharamu, plus près des bases de la RENAMO.

La guerre civile a engendré l'abandon des coopératives, l'interruption des transactions marchandes, et la fuite des habitants<sup>420</sup>. Les coopérants socialistes ont quitté les UP et la commercialisation du coton et des noix de cajou ont été arrêtées. Afin d'éviter qu'ils ne tombent « aux mains de l'ennemi », le gouvernement local entreprend de regrouper

---

<sup>417</sup> 41 familles travaillaient ensemble sur la parcelle collective. L'argent de la récolte était « distribué selon le travail fourni. On travaillait ensemble et on marquait les jours où certains manquaient et on diminuait sur leur compte. Il y avait des visites, et ça a été jusqu'à la mise en place d'un hôpital, d'un registre civil, d'une poste, et d'un tribunal.... Puis les dirigeants sont partis. Et l'administration du district a commencé à dire qu'il fallait mettre en place une structure pour diriger le village. ». Comme l'explique un autre secrétaire, « c'était un grand village [Aldeia], il y avait plus de 2000 habitants....C'était ici [Offensiva] la localité. C'était, la Localité de Offensiva. De 1976 à 1986. Il y avait une administration ici, un poste de secours, une poste pour envoyer des cartes. C'était tout dans la grande même maison... un grand bâtiment... Puis ils ont divisé. Ils ont dit que Kharamu était au milieu.... ».

<sup>418</sup> « Ouzbekistan », qui a gardé le nom de son lieu de formation raconte qu'il est « parti en Ouzbekistan du temps de Samora... avec 25 autres hommes de Monapo et 3 de Zambezia. Le gouvernement suivait la production... il aimait notre zone. C'est pour ça que nous étions formés, nous. ». (Entretien avec Ouzbekistan a Rainho, le 02/05/2015). A. était enfant lors de l'indépendance et a terminé sa 4<sup>ème</sup> classe en 1979 parce que « le FRELIMO obligeait ceux qui étaient d'âge mineur à étudier [...]. J'allais m'inscrire à Monapo mais le gouvernement a sollicité des jeunes pour aller en Allemagne. Alors j'ai été en Allemagne...j'y ai vécu 6 ans.... » (entretien avec A., Rainho, 27/03/2015). Là-bas, A. a été formé à KarlMarxStadt, dans le domaine de l'ingénierie et de la mécanique ferroviaire. Il s'est marié, a eu une fille, et a travaillé plusieurs années, espérant à son retour servir son pays. Au total plusieurs milliers de mozambicains, dont quelques-uns de Kharamu, ont ainsi été envoyés dans les pays de la coopération socialiste.

<sup>419</sup> Sur la reproduction sociale à Kharamu, voir l'annexe 7.

<sup>420</sup> Sur le redéploiement de la RENAMO au Nord du Mozambique, voir le chapitre 4, voir également (M. Hall 1990).

l'ensemble des habitants dispersés dans les villages communautaires. Un habitant d'Offensiva, se souvient que :

« Les personnes étaient obligées [de rejoindre les villages]. C'était l'opération Cabane... C'était pour ceux qui ne voulaient pas... Tous devaient former leurs villages. Ils [Le FRELIMO] y ont été avec la force pour les regrouper dans les villages. Après avec la guerre, les gens maltraités dans la forêt sont venus ici [a Offensiva]. Rainho a été détruit [par la RENAMO] et ils ont tous fuis ici [Offensiva].».

Entretien à Offensiva, avril 2015

Ceux qui ont été regroupés de force se rappellent également être « venus construire des maisons en ligne » et avoir été par la suite « désorganisés par la guerre »<sup>421</sup>. La zone de Kharamu et ses cinq *regulados* a été une zone de forts déplacements de populations, partiellement contrôlée par le FRELIMO. Geffray (1990c), à partir de ses entretiens dans le district voisin d'Erati, a identifié Kharamu comme une zone RENAMO. Les habitants de Kharamu expliquent au contraire, qu'il y avait à la fois des bases de la RENAMO, des bases du FRELIMO, et surtout, une *shoshorona*<sup>422</sup>. Les soldats du FRELIMO étaient concentrés au niveau du centre de rééducation basé à T., et avaient un poste avancé au niveau de Kharamu<sup>423</sup>. Outre les destructions matérielles, la guerre a transformé les relations entre les chefferies et l'Etat. Les *regulos* Turra et Tamela, et leurs habitants, ont rejoint le côté de la RENAMO tandis que les chefs *Marrua, Munethaca et Macui* ont opté pour le FRELIMO<sup>424</sup>. Par ailleurs, l'Etat a déplacé sa base administrative d'Offensiva, située dans le *regulado* Munethaca, à Kharamu, situé dans le *regulado* Marrua. Il a ainsi renforcé les liens avec la famille de Marrua au détriment de celle de Munethaca. Ces changements d'alliances informelles –puisqu'officiellement, les chefferies ont été abolies – alimentent toujours les frustrations de certaines familles, notamment celles de Munethaca.

---

<sup>421</sup> Le FRELIMO essayait de « récupérer » les habitants de la *shoshorona* explique un des secrétaires du FRELIMO toujours en poste. Certains quartiers étaient connus comme des « quartiers de récupérés » [*bairros dos recuperados*]. Les paroisses locales y distribuaient des vêtements afin de faire rester les « récupérés ».

<sup>422</sup> A., explique ainsi que « Les gens fuyaient de tous les côtés. C'était un temps de guerre intense. Les gens partaient d'ici [Rainho] pour Offensiva, V., et Kharamu... Il ne restait personne ici. ». Un autre habitant de Rainho explique que « le quartier a été détruit... on a du se réfugier à Offensiva... Ils détruisaient... tuaient... ils venaient... il n'y avait plus de temps entre leurs attaques ».

<sup>423</sup> D'après ceux restés en zone FRELIMO, les soldats de la RENAMO venaient des postes avancés de Toconi et de Mariri et des zones de Tura et Tamela tandis que les soldats du FRELIMO étaient concentrés au niveau du centre de rééducation installé à proximité. Ces soldats distribuaient des armes aux habitants d'Offensiva. Les soldats de la RENAMO auraient alors fui du côté de Kharamu, conduisant le FRELIMO à déplacer la localité dans cette direction afin d'occuper le terrain. L'attaque de la RENAMO sur le village d'Offensiva en 1991 et 1992 aurait fait deux morts et aurait conduit à la « disparition » de nombreux habitants, enlevés par la RENAMO d'après ceux qui sont restés.

<sup>424</sup> Il faut souligner que je n'ai pas réalisé d'entretiens dans les zones de Tura et de Tamela. J'attribue donc leur rattachement du côté de la RENAMO aux écrits de Geffray ainsi qu'aux témoignages des habitants restés en zone FRELIMO. Il faudrait faire des enquêtes dans ces zones pour mieux saisir le degré d'implantation de la RENAMO et de ralliement des populations.

La fin de la guerre civile a été marquée par la réinstallation d'une partie des habitants et de nombreux projets d'ONG. Plusieurs familles sont rentrées sur leurs terres<sup>425</sup>. A défaut de « patrons », les anciennes fermes coloniales sont réoccupées par les habitants et surtout par de nouveaux arrivants<sup>426</sup>. La Société Cotonnière de Monapo (SAMO) obtient la concession cotonnière sur la zone de Kharamu mais ne remet pas en place de bloc de production directe<sup>427</sup>. Des ONG interviennent pour organiser des associations de producteurs, incluant des chefs [*humu*] de toutes les familles afin d'éroder les polarités générées par la guerre<sup>428</sup>. Un entrepôt est construit au centre de Kharamu pour stocker les productions des 180 membres. Des puits sont ouverts et un projet de plantation d'anacardier réoccupe une ancienne ferme coloniale<sup>429</sup>. L'enthousiasme pour les associations reste cependant limité et de courte durée<sup>430</sup>. Le gouvernement a soutenu l'implantation de plusieurs entreprises privées, parfois contre la volonté des habitants, mais elles ne sont pas restées<sup>431</sup>. L'économie de

<sup>425</sup> Offensiva se dépeuple ainsi en partie. « Il y avait des maisons tout autour d'ici » explique un des chefs d'Offensiva, « puis ils [les réfugiés] sont partis. [...] Ils sont rentrés [sur leurs terres] ». A Kharamu, ceux qui sont restés expliquent que « Quand la guerre a été terminée en 1992, il y a beaucoup de personnes qui ont disparu. Il y a eu une tempête. Cela a détruit les maisons. Les gens sont rentrés dans les *shoshorona*. Les personnes sont retournées vivre plus loin. ».

<sup>426</sup> F.A. par exemple, occupe une parcelle de coton dans l'ancien bloc de Lobes Escravo, après avoir travaillé deux ans pour ce dernier. Les habitants de V., prêtent les parcelles dans les anciens blocs aux nouveaux arrivants. Ces premiers préfèrent conserver les terres hors des blocs pour leur descendance.

<sup>427</sup> Voir le chapitre 4 et (Pitcher 1998).

<sup>428</sup> G., qui a été un des présidents du forum de Kharamu, raconte que « La CLUSA [Cooperative League of USA] nous a enseigné que nous devions être organisés en groupe pour former une association. Ils ont montré une grande patience. Ils venaient avec des paroles qui n'étaient pas menaçantes, ils s'asseyaient sur le sol, comme nous, sur la natte, avec nous. Ils cherchaient à savoir qu'elle était l'activité économique [de la zone]. On était des paysans, et on produisait des cultures de rente et non [non commercialisées]. Notre difficulté c'était pour vendre au marché... le coton, les noix de cajou, le sésame... Alors ils ont dit qu'ils n'allaient pas nous offrir de l'argent mais qu'ils allaient nous enseigner à produire et à vendre. Ils ont fait une grande réunion... Il y avait 100 ou 200 personnes. [...] Moi j'étais un *mahumu*. Alors ils ont dit que de ces dix *mahumu* [représentant 10 lignages différentes] on allait choisir un représentant de tous les *humu*. On a voté et on a choisi un représentant de nous tous... » (entretien avec G., Kharamu, 07/05/2015)

<sup>429</sup> Le projet est porté par l'organisation ADPP [*Ajuda de Desenvolvimento do Povo par o Povo*], fondée au Mozambique en 1982 mais d'origine danoise. Depuis plusieurs années ADPP est accusée de détourner l'argent de l'aide au développement et les salaires de ses employés. Voir le site (consulté le 19/01/2017) : <https://www.revealnews.org/article/us-taxpayers-are-financing-alleged-cult-through-african-aid-charities/>

<sup>430</sup> Sur les écueils de l'associativisme, voir l'annexe 7.7

<sup>431</sup> Un investisseur Indien, « Guardandras », a récupéré le droit d'usage des terres de Lazare, en face de Muapatia à la fin des années 1990. D'après un habitant de ce village « il [Guardandras] a acheté il y a longtemps mais il n'a jamais travaillé... il peut venir... Il est encore en train de traiter ses documents... » D'après un ancien travailleur de Lazare, il « serait entré sur les terres de Lazare en 1997, mais il n'a rien fait ». 20 ans se sont écoulés depuis la demande du titre et on peut penser que cet investisseur ne viendra pas. « Dubaï » est un autre investisseur qui n'a pas fait long feu. Surnommé par les habitants d'après son origine présumée, « Dubaï » aurait demandé une terre à Kharamu en 1996. Le gouvernement lui en a accordé une près de V., alors même que les habitants de ce village s'étaient opposés à quitter les terres qu'ils occupaient. A Rainho les habitants se souviennent que « Dubaï a ouvert des surfaces et il a produit ses cultures... Il a échoué... Pour ce patron, ça a été deux ans, et il a abandonné. Ensorcelé. C'était des lentilles... Il ne produisait que sur ses terres. Ils ne contractualisaient pas ». Les habitants de plusieurs villages ont travaillé pour « Dubaï ». Ils ne le considèrent pas comme un « patron ». Par ailleurs, les habitants de V. n'oublient pas que « Dubaï » a été installé sur leurs terres sans leur accord. Ils ont ainsi le sentiment d'avoir été « humiliés » par le gouvernement, qui non seulement les a délaissés mais encore n'a pas pris en compte leur choix.

Kharamu s'est donc réorganisée autour des solidarités familiales et de la marchandisation individuelle des cultures de rentes, sans patrons, avec des chefs affaiblis, et dans un contexte de désenchantement de certains habitants pour leur gouvernement.

La zone de Kharamu est aujourd'hui insérée dans une économie très monétarisée et de tensions entre un nouveau centre piloté par le FRELIMO et d'anciennes centralités qui se plaignent d'être délaissées. Les déplacements induits par la guerre, l'arrivée de populations à la recherche de terres, la multiplication des opportunités économiques individuelles, et la généralisation des mariages sans intervention des clans ont largement érodé les structures sociales précoloniales<sup>432</sup>. La dimension humaine de l'économie de Kharamu reste cependant prégnante. L'essentiel des biens produits et achetés, permettent et résultent d'une redistribution d'humains. Les activités de production agricole et d'artisanat reposent sur le travail des cadets sociaux (enfants, petits cousins), souvent non rémunérée. Les biens achetés (sucre, huile, moto), sont redistribués pour maintenir ces réseaux de co-obligations et non pas pour être accumulés par leur propriétaire. Il existe par ailleurs de nombreuses interactions entre les sources d'autorité endogène, partisans et étatiques. Les élites se reproduisent en combinant différentes fonctions et il n'est plus possible de distinguer l'Etat, du parti, des structures lignagères<sup>433</sup>. Ces mécanismes favorisent le centre de Kharamu et le chef Marrua et marginalisent certaines chefferies et les villages périphériques d'Offensiva, Rainho et V. Ces derniers décrivent un effondrement de l'Etat<sup>434</sup>. Les sociétés Makhuwa sont ainsi affectées par une inégale territorialisation étatique, qui reprend les polarisations et le transfert de centralité de la guerre civile.

---

<sup>432</sup> Sur la commercialisation à Kharamu, voir l'annexe 7.8. Les hommes et les femmes se marient souvent en rupture avec les pratiques d'uxorilocalité et d'alliances préférentielles. Ceci contribue en retour à l'affaiblissement des *mahimo* et des *mutthe*. Un des chefs du *regulado* Munethaca, constate ainsi que « les *Nihimo* [clans] sont en train de disparaître.... Il ne reste plus que les *tribos* [famille restreinte]. Avant il y avait des *Nihimo* mais aujourd'hui... il n'y a plus que les *tribos* [n'loko] ».

<sup>433</sup> Par exemple, le *cabo* N. a cédé son poste à son frère cadet car il venait d'entrer à l'université. Le cadet a alors quitté son poste de pasteur évangélique pour endosser l'uniforme de *cabo*. Son « oncle » est à la fois *leader* du FRELIMO et représentant au conseil du district. Un des chefs d'un quartier proche de Rainho explique qu'il est « l'intermédiaire entre l'Etat et la population » et qu'il a été choisi par la population et par le FRELIMO. Le chef de la localité reproduit ces assimilations. Selon lui, les capitaines [*capitao*] de quartier sont du FRELIMO et « naturels de la zone ». Ils sont « substitués par un autre membre de la famille » s'ils viennent à décéder. Ainsi ils combinent la légitimité partisane et la légitimité familiale.

<sup>434</sup> Voir l'annexe 7.9 sur les interactions entre Etat, FRELIMO, chefferies et villages dans la zone de Kharamu.

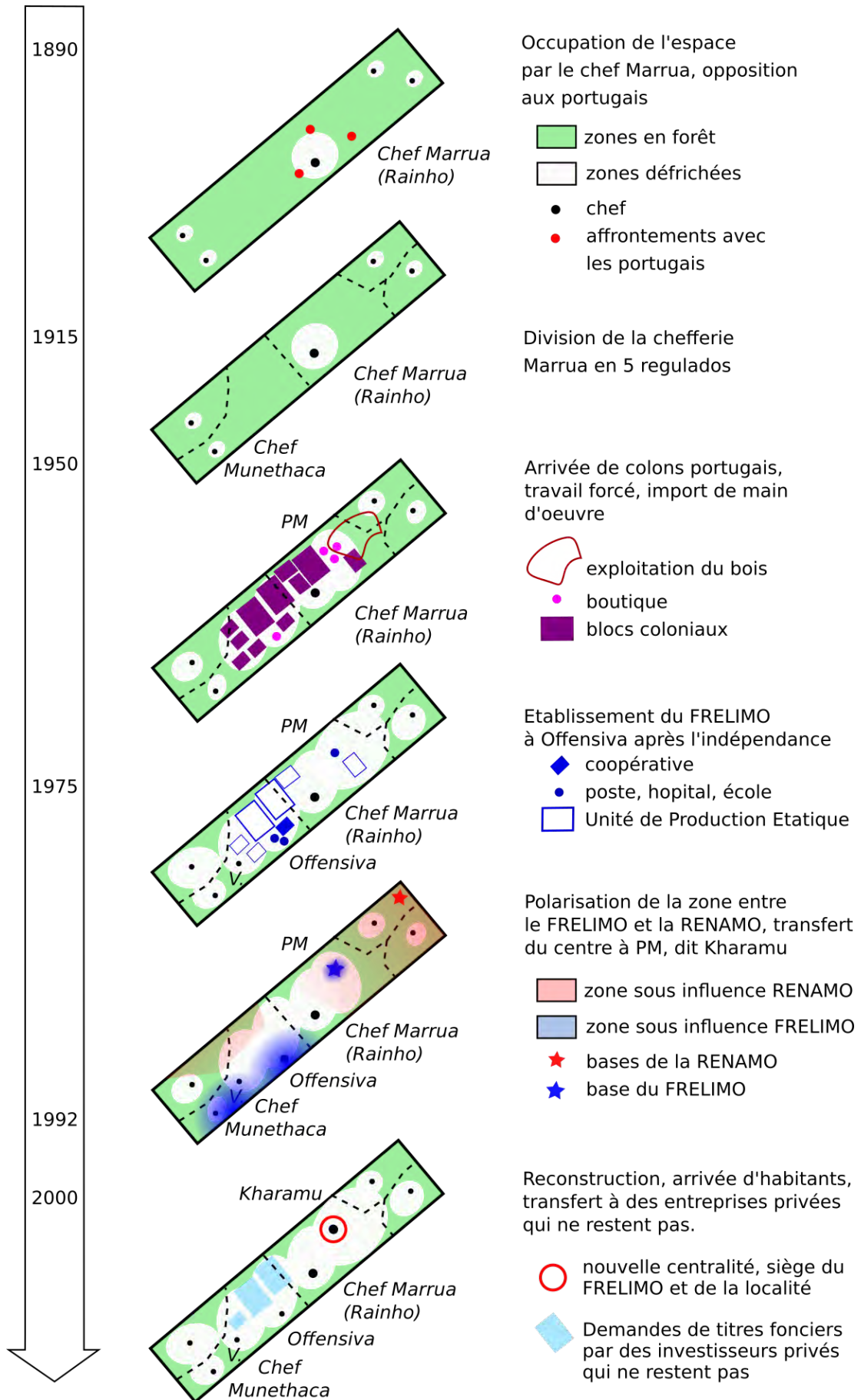


Figure 7.7 : Schéma de la trajectoire de Kharamu d'après les récits des habitants. Réalisation : N. Leblond, 2015

Ces deux cas d'étude illustrent les mécanismes qui ont profondément transformés les rapports entre humains et les rapports à l'espace au Nord du Mozambique. Ils montrent le poids des relations entre les chefferies et entre ces dernières et les colons avant l'intensification du régime colonial des années 1930. Ils soulignent les transformations induites par le gouvernement indirect sur les chefferies. Les salaires et la rente du coton ont fourni une autonomie aux habitants par rapport aux chefs de famille et de villages. Ceci a conduit à de nombreuses fuites d'habitants et à une déconcentration de l'autorité et des circulations matérielles. La politique de villagisation, puis la guerre civile, ont également participé à fragmenter les clans et les chefferies. L'économie Makhuwa s'est largement monétarisée, bien que les degrés diffèrent en fonction de la localisation dans le corridor. Ce phénomène a été plus important à Kharamu, proche du port et d'opportunités d'emplois et de commercialisation. Il a été réduit dans la zone d'Ipalame, physiquement et économiquement isolée des axes d'échange. Notre entrée par la trajectoire socio-spatiale de deux zones du corridor permet de souligner l'interaction de nombreux facteurs. Cependant elle tend à essentialiser les sociétés Makhuwa en les présentant comme homogènes et unifiées. Au contraire, ces sociétés sont hétérogènes, ce qui est à la fois un des moteurs des transactions et une résultante.

### 1.3. Des sociétés hétérogènes : différenciations sociales et économiques

Saisir « par le bas » la constellation agropolitique dans le corridor de Nacala implique de comprendre les différenciations économiques et sociales animant les sociétés Makhuwa. Cette différenciation façonne les transactions entre humains. Les différences de statuts et d'accès aux ressources déterminent les possibilités d'échanger des biens et leurs prix. L'hétérogénéité des sociétés conditionne aussi la réception d'une politique publique et ses effets. Qui veut travailler pour un « patron » et qui ne peut pas se permettre de céder des terres ? Qui peut bénéficier d'un projet du gouvernement et qui sait qu'il n'en verra pas les fruits ?

La différenciation ou l'hétérogénéité des sociétés rurales au Mozambique a été documentée. Dès les années 1980, des chercheurs ont souligné la forte « différenciation » des foyers ruraux, entendue au sens d'une diversification des activités des foyers et d'une dépendance aux emplois salariés de membres de la famille (O'Laughlin 1996; Pitcher 1998; Cramer et Pontara 1997). Ils ont critiqué la focalisation des politiques de Développement sur

les « *smallholders* » et sur l'accès à la terre, qui occultent l'accès à différentes formes de revenus et la division du travail entre les membres du foyer. La « différenciation » a aussi été abordée en tant que stratification au sein et entre des foyers voisins, caractérisée par une différence d'accès aux moyens de production, de revenus, et de niveaux de consommation (A. Isaacman 1985; Tvedten, Paulo, et Rosário 2006, 2010). Ces études ont montré la forte hétérogénéité et l'interdépendance des foyers au sein et au-delà de l'espace rural.

Des approches par le vécu des habitants dans la province de Nampula ont permis de distinguer : (1) la pauvreté physique, « Souffrance » [*Ohawa*] ou « ne pas avoir les moyens de vivre » [*Ohikalano*], (2) la pauvreté sociale, celui qui se faire souffrir lui-même [*Wihacha*] et celui qui est piégé, incapable de s'en sortir [*Ovelavela*], et (3) la pauvreté associant les deux éléments précédents, [*Opitanha*], qui signifie littéralement, « les malheurs viennent ensemble » (Tvedten, Paulo, et Rosário 2006). Elles ont pu identifier des foyers aisés et distinguer ceux qui ont [*Okalano*], ceux qui ont beaucoup [*Opwalatha*] et ceux qui sont fertiles [*Orela*]. Notre chapitre s'inscrit dans cette perspective émique, et est attentif aux dynamiques de stratification et de diversification (cf. chapitre 2).

### 1.3.1. L'ascension socio-économique dans le corridor de Nacala.

Les facteurs d'enrichissement au sein du corridor de Nacala sont à la fois multiples et transitoires. L'accès à des ressources supplémentaires correspond souvent à une phase de vie, celle du pic d'activité du jeune foyer, qui ne conduit pas à une accumulation de long terme. Les jeunes, non mariés ou récemment mariés se situent souvent dans des situations de dépendance économique vis-à-vis de leurs aînés et doivent leur allouer une partie de leur main d'œuvre ou de leur temps (Geffray 1990b, 1989b, 1989a). Les aînés, souvent des couples établis, peuvent bénéficier de ces apports pour diversifier leurs revenus et avoir accès à des biens plus nombreux. Les anciens, après avoir connu cette « période faste », réinvestissent ce « capital » pour assurer leur survie. Ils réorganisent alors les relations sociales des plus jeunes pour pouvoir se maintenir. Ils bénéficient également des solidarités diverses, notamment de celles des jeunes issus de leur clan. Ces relations sont à l'origine d'une hétérogénéité intergénérationnelle. Elle se double d'une différenciation entre les foyers. L'ascension est souvent liée à l'accès à un emploi salarié ou à de nouvelles relations sociales permettant de devenir un point de passage obligé et d'accumuler des ressources. Ces conditions de différenciation varient cependant fortement selon le contexte géographique et économique.



Dans les districts intérieurs comme ceux de Cuamba et de Mecanhelas, les foyers en phase d'accumulation articulent souvent une rente agricole, par exemple celle du tabac, et des ressources exogènes, par exemple issues de projets de Développement<sup>435</sup> ou d'une charge administrative. Les familles « à succès » sont souvent proches de celles qui détiennent la chefferie, ce qui leur a permis à l'origine d'obtenir des terres fertiles bien situées, ainsi que d'accéder aux projets extérieurs, qu'ils soient portés par l'Etat mozambicain ou par des ONG étrangères. Pour les habitants, le « succès véritable » reste cependant la diversification au-delà des activités agricoles. Dès que possible les foyers cherchent à investir dans une petite activité non-agricole, comme une boutique pour vendre du savon, de l'huile et de la lessive, une échoppe de réparation de moto, ou encore une meunerie<sup>436</sup>. Les coûts sont cependant élevés et très peu parviennent à développer ces activités sur la seule base de leurs revenus agricoles. Derrière les activités non-agricoles se trouve souvent un réseau familial important, un emploi en ville, une pension d'ancien combattant ou un fonctionnaire à la retraite. Réciproquement, une partie des jeunes de ces zones rurales n'y réside pas : ils sont en ville pour étudier ou chercher un emploi.

Les opportunités de commercialisation des productions agricoles, les interventions d'ONG, et les emplois sont plus nombreux dans les zones rurales de Mutuali, Malema ou Monapo, plus proches de villes ou d'axes de transports. Ils contribuent fortement aux ascensions économiques. A quelques kilomètres des centres urbains de Mutuali et de Malema par exemple, de nombreux foyers accumulent sur la base de leur production maraichère. Ils ont souvent bénéficié d'ONG qui ont financé des motopompes à fuel ou des petits barrages, et parviennent à commercialiser leurs récoltes jusqu'à Nampula grâce au train et aux camions<sup>437</sup>. A Monapo, les cas de succès sont souvent liés à des combinaisons d'accès privilégié à la terre, d'emplois d'un proche et de participation à des activités de commercialisation ou de revente<sup>438</sup>. L'accumulation passe ainsi par une diversification des activités au sein du foyer ou de la famille. Certains membres vont rester plus directement liés aux activités de production agricole tandis que d'autres se consacrent à des activités non-agricoles.

Nos observations et nos entretiens ne nous permettent pas d'avoir une vision quantitative de cette diversification et de son articulation avec la différenciation économique. Elle permet à peine de souligner les nombreux choix possibles (Tableau 7.2). Il nous semble

---

<sup>435</sup> Voir l'annexe 7.10 pour des exemples dans le district de Mecanhelas.

<sup>436</sup> Voir l'annexe 7.11 pour des exemples à Ipalame

<sup>437</sup> Voir l'annexe 7.12

<sup>438</sup> Voir l'annexe 7.13 pour des exemples à Kharamu.

toutefois important de revenir sur cette diversification car elle conduit à une transformation des relations à la terre. Celle-ci peut devenir très périphérique dans l'élaboration des revenus de certains foyers. Elle peut aussi rester centrale pour ceux qui fondent leur accumulation sur la commercialisation de leurs récoltes. Il n'y a pas de relation causale simple et directe entre ascension sociale et relation à la terre. Par conséquent, on peut s'attendre à ce que la politique agricole soit appréhendée de manière différenciée, même au sein de l'ensemble des foyers plus aisés.

Activité	Qui	Saisonnalité	Localisation	Retours/Revenus	Dépendance à la terre
Achat de produits agricoles	Jeunes hommes (16 – 30 ans) du village recrutés localement. Un « patron » leur laisse une balance et une somme d'argent (2000 – 10 000 Méciais) pour acheter des productions (sésame, lentille, maïs, haricots)	Mars-Aout	Dans chaque village voir hameaux, plus développé près de la zone côtière	% sur les quantités achetées, et éventuellement frais d'alimentation si les acheteurs sont placés dans des villages qui ne sont pas les leurs.	<b>Moyenne</b> (souvent pas de travail direct mais dépendent de la production des autres habitants)
Réparateur vélo/moto	hommes (20-30 ans) qui ont acquis l'expérience en ville	Toute l'année	Dans les villages les plus importants	Petits revenus quotidiens	<b>Faible</b>
Meunerie électrique	Foyer aisé, qui réinvestit souvent le salaire d'un proche ou plusieurs années de cultures de rente pour financer l'équipement (machine, essence, construction)	Toute l'année	Dans les villages les plus importants	Revenu fonction de la quantité de grain moulu (en liquide ou en nature). Souvent couplé à un petit commerce	<b>Moyenne</b> (dépend de la production des autres habitants)
Animateur d'association ou de projets d'ONG	Aînés et aînées qui ont souvent eu des contacts avec les ONG après la guerre civile et qui relancent des projets actuellement.	Fonction du projet, pic de travail au moment des visites	Dans les villages ou hameaux qui ont été repérés suite à la guerre civile ou qui sont accessibles.	Parfois rémunération de l'animateur ou du responsable du projet. Souvent pas de rémunération directe mais avantages ponctuels qui peuvent être récupérés ou détournés	<b>Forte</b>
Bar	Jeunes hommes, un peu de capital de départ ou alors femmes qui font des boissons fermentées à tour de rôle dans des bars collectifs.	Février – Septembre, dès réception des rentes agricoles	Dans les hameaux les plus peuplés et les villages	Fonction de la vente et des rentes. Rentabilité limitée qui conduit souvent à des ruptures d'approvisionnement.	<b>Faible ou Moyenne</b> (si boissons alcoolisées à partir de productions agricoles locales)
Vendeur sur les marchés	Vendeurs de pagnes, d'habits de seconde main, d'ustensiles de cuisines, de tongues, d'outillage agricole léger. Souvent employé par un patron qui gère l'approvisionnement	Mars - Septembre	Dans les principaux villages ou lors des marchés dominicaux	Rémunération fonction de la quantité vendue ou à la journée (lors de vente sur les marchés).	<b>Faible</b>
Epicier	Employé dans une boutique, assure la mise en rayon et le service aux clients.	Toute l'année	Dans les villages importants	Rémunération au mois	<b>Faible</b>
Fonctionnaire (éducation, agriculture, cadastre, santé)	Individus ayant eu accès à une éducation supérieure et des réseaux familiaux facilitant le recrutement.		Dans les centres de district, de poste administratif, de localité et à proximité de chaque école	Rémunération mensuelle avec une grille tarifaire. Parfois autres activités liées au détournement du transport de fonction.	<b>Faible</b>

Tableau 7.2 : Activités menées dans le milieu rural permettant l'accumulation de capitaux pour les familles.

### 1.3.2. Déclin et situation socio-économiques « compliquées »

Des foyers précaires coexistent avec les foyers plus aisés et interagissent avec eux. Ils sont localement décrits comme en « souffrance », « pauvres » ou dans des « situations compliquées ». Ces situations sont particulièrement visibles pendant la période de soudure [*o tempo de Fome*], qui débute en janvier après les fêtes et s'achève avec l'arrivée des nouvelles récoltes en mars-avril. Cet épisode est récurrent pour de nombreuses familles qui doivent emprunter des aliments à crédit ou vendre leur main d'œuvre auprès de leurs voisins plus aisés. Elles ont alors moins de temps pour générer leurs propres récoltes ou accumulent des dettes qui limitent d'autant leurs réserves alimentaires pour l'année à venir. A cette différenciation progressive s'ajoutent des cas de précarisation brutale, liée à une séparation ou un décès que le foyer ne parvient pas à surmonter.

Le travail journalier pour les familles voisines est une activité centrale des membres de foyers paupérisés. Les parents comme les enfants entretiennent les parcelles de leurs voisins en échange d'une rémunération, d'un repas ou de denrées alimentaires (Figure 7.8). Cette activité de « gagne-pain » [*ganho* ou *pwathi*], relève en partie du travail collectif marqué par une certaine réciprocité. En pratique, les foyers aisés font appel aux foyers plus précaires. Ce sont ainsi toujours les mêmes qui vont de famille en famille chercher de quoi subsister<sup>439</sup>. En plus de la vente de main d'œuvre, les activités de chasse, de cueillette, de construction, ou encore le placement d'un enfant caractérisent les foyers qui ont peu de ressources<sup>440</sup>.

---

<sup>439</sup> Le proverbe Makhuwa suivant résume l'idée : « qui recherchait un gagne-pain, était dans la souffrance » [*Onvanre[a] kanyo [pwathi] òrohawa*] (Filippi et Frizzi 2005, 222, 876)

<sup>440</sup> Voir l'annexe 7.14 pour des exemples d'activités caractéristiques d'une précarité sociale et économique



Figure 7.8 : Photographie d'une mère de famille et de ses quatre enfants qui vont désherber une parcelle de coton en échange d'une rémunération à la ligne. (Photographie N. Leblond, 11/02/2015).

Une partie des jeunes, notamment les jeunes hommes, choisissent également de tenter leur chance hors du village. Certains sont embauchés comme travailleurs saisonniers<sup>441</sup>. Réciproquement, les villages du corridor accueillent de nombreux travailleurs agricoles venus du Malawi ou de la province de Zambezia. Une partie des jeunes opte pour les mines informelles de Tete, de Niassa ou de Cabo Delgado. Ils s'endettent alors au départ pour pouvoir payer le voyage, puis travaillent pour des patrons en échange du matériel pour creuser et de leur alimentation. Dans l'éventualité d'une découverte, ils partagent les bénéfices avec ces patrons. Les jeunes restent souvent plusieurs mois par an dans les mines, espérant revenir avec une somme suffisante pour rembourser leur emprunt et pour investir dans une moto, une terre ou encore une maison. L'aventure est périlleuse : beaucoup de jeunes y décèdent, ne trouvent rien, ou se font confisquer leur butin par la police ou les milices qui gardent les concessions minières légales.

Les situations difficiles sont souvent liées à la disparition d'un proche ou à la séparation d'un foyer. Les solidarités familiales ne permettent pas toujours de faire face au départ ou au décès d'un mari, notamment lorsque l'union a été réalisée hors de ce cadre ou a rompu ces premières<sup>442</sup>. Les cultures de rentes peuvent également contribuer à déstabiliser l'économie des foyers. Ces derniers s'endettent pour accéder à une parcelle, faire construire

---

<sup>441</sup> Les familles préfèrent embaucher hors du village afin que les travailleurs n'effectuent pas d'autres activités en parallèle, notamment travailler sur leurs propres parcelles. Les travailleurs sont ainsi embauchés pour un période allant de 4 à 6 mois, sont logés et nourris toute la saison et sont rémunérés après la récolte. Les conditions sont particulièrement difficiles, et les employés doivent souvent participer aux travaux domestiques (cuisine, vaisselle, ménage) en plus des tâches agricoles.

<sup>442</sup> Voir l'annexe 7.15.

un séchoir ou encore alimenter des travailleurs<sup>443</sup>. Dans le cas où les récoltes ou les prix sont inférieurs à ceux espérés, les foyers sombrent dans une spirale de dettes dont ils peinent à sortir. Les plus pauvres se retrouvent alors avec des surfaces de cultures alimentaires très faibles et des «gagnes pains » quotidiens pour assurer leur subsistance. Souvent ils sont peu favorables à la venue d'un projet car leur position sociale ne leur permet pas d'en être les bénéficiaires. Par ailleurs, ils n'espèrent pas recevoir une compensation pour des terres qui leurs sont souvent prêtées.

Les différentes activités présentées ci-dessus mériteraient une analyse beaucoup plus détaillée que celle présentée dans le tableau ci-dessous (Tableau 7.3). Ce dernier permet toutefois de montrer les enjeux de la différenciation sociale vis-à-vis du déploiement de la politique agricole. Les foyers précaires dépendent souvent fortement de la terre et de l'espace à travers leurs activités agricoles, de chasse, de cueillette ou encore de « gagne pain ». Ils parviennent à obtenir ces derniers à travers les solidarités villageoises. Leurs relations avec les familles dominantes sont cependant souvent érodées et ils ne comptent pas parmi les premiers bénéficiaires d'un projet ou de ressources exogènes. Par ailleurs, la précarité engendre le départ de jeunes, placés en ville, travaillant dans les mines ou pour d'autres foyers ruraux. S'ils partent c'est souvent pour mieux revenir, avec notamment un petit capital qui leur permettrait de construire une maison et de mettre en culture des parcelles. Ces jeunes sont donc souvent absents lors de l'arrivée de projets publics ou privés. Leurs aspirations et leurs attachements à la terre ne peuvent donc pas être pris en compte lors des décisions qui s'élaborent en réponse à la présentation d'un projet. Réciproquement, une partie des jeunes qui sont présents ne sont pas des jeunes du village mais des travailleurs qui n'ont pas réellement de mot à dire dans le choix collectif. Leur présence ne garantit donc pas une large participation des personnes véritablement concernées.

Les sociétés du corridor de Nacala sont donc hétérogènes économiquement et socialement. Les foyers en situation d'accumulation et ceux en « situation difficile » ont des intérêts et des trajectoires différenciés. Ils entretiennent de nombreuses relations entre eux, et ils ne constituent pas des entités autonomes ou autosuffisantes. Les foyers sont simultanément dépendants d'emplois et employeurs de main d'œuvre. Ils sont successivement en train d'accumuler des biens ou en train d'éroder leur position. Nous avons mis l'accent sur les interactions entre mobilité en ville ou dans d'autres villages, accès à un emploi rémunéré ou à

---

<sup>443</sup> Voir l'annexe 7.16.

une source de revenus, et liens avec des familles natives de la zone qui facilitent l'accès à la terre et aux projets. Ces éléments permettent de préciser le contexte dans lequel la politique agricole et les projets sont reçus. La section suivante revient sur les liens à la terre.

Activité	Qui	Saisonnalité	Localisation	Retours/Revenus	Dépendance à la terre
Chasse	hommes (16 -60 ans), qui produisent les pièges, les posent dans la forêt et relèvent les proies capturées.	Janvier - Juin	En périphérie des hameaux, là où il reste des zones de forêt et de brousse	Vente des prises (rats, petites gazelles) localement ou échanges à des voisins contre d'autres biens.	<b>Forte</b>
Poterie	Femmes (30 – 50 ans), productrices de poteries domestiques, souvent offertes ou échangées entre femmes. Cuisson dans des fours en terre, souvent à la charge des hommes.	Décembre - mai	Dans les hameaux et les villages selon l'accès à de la terre adéquate (argileuse)	Echanges de biens alimentaires et non alimentaires, entretien de relations sociales	<b>Forte</b> (il s'agit d'une simple activité d'appoint complémentée par des travaux agricoles )
Mineurs	Jeunes hommes (16-30 ans) qui partent plusieurs mois pour trouver un « patron » qui fournit le matériel et l'alimentation	Mai - Septembre	Mines informelles, Cabo Delgado, Tete, Zambézie, Niassa.	Rémunération selon les minerais trouvés et vendus localement au patron ou à un autre acheteur.	<b>Faible</b>
Bergers	Jeunes garçons de la famille (10-16 ans)	Toute l'année	En périphérie des villages	Alimentation du jeune	<b>Forte</b>
Travailleur saisonnier	Jeunes hommes de Zambézie ou du Malawi ou de villages voisins	Décembre - Mai	Dans tous les villages et hameaux, auprès des familles les mieux établies.	Rémunération fonction du contrat (2000 – 3000 méticais en fin de saison, ou proportion de la rente) et logement au cours de la saison agricole	<b>Forte</b>
Travailleur journalier	Enfants, femmes, hommes, en « souffrance » qui travaillent chez leurs voisins en échange d'aliments ou d'une somme d'argent	Janvier - Juin	Dans tous les villages, auprès des familles les mieux établies.	Rémunération en fonction du nombre de lignes labourées, semées, désherbées ou récoltées	<b>Forte</b>
Cueillette	Femmes dont les réserves ou l'argent est épuisé et qui cherchent à assurer l'alimentation du foyer	Janvier - Juin	Dans les hameaux et dans les forêts et brousses périphériques	Feuilles, tubercules et fruits divers	<b>Forte</b>

Tableau 7.3 : Activités des personnes et des foyers en situation de "souffrance" ou de précarité dans le corridor de Nacala



## Section 2 – L’appropriation de la terre

Cette section explore les relations entre humains au sujet de la terre, c’est-à-dire le foncier, dans les sociétés Makhuwa. La terre n’est pas centrale en tant que telle. La section précédente a souligné l’importance de l’emploi, de la diversification non-agricole, ou encore des opportunités de commercialisation. Toutefois, le foncier demeure crucial pour comprendre la manière dont les interventions dans l’agriculture sont reçues, en particulier la politique agricole. La position des habitants par rapport à un investisseur ou un projet d’intensification de la production dépend fortement de leur possibilité d’accéder à d’autres parcelles, de leur certitude d’être indemnisés, de leur capacité à exploiter la terre par leurs propres moyens, de leurs attachements à un espace et à un paysage spécifique, ou encore de la manière dont l’accès à la terre a été transformé au cours du temps.

L’appropriation de la terre dans les espaces ruraux africains a fait l’objet de nombreuses études (voir le chapitre 1). Elles ont montré la diversité des droits d’accès et leur superposition, le pluralisme normatif, ainsi que des phénomènes de marchandisation imparfaite. Nous nous inscrivons dans cette perspective en situant le foncier dans des relations sociales plus larges et en soulignant les contradictions entre les discours et les pratiques. Comme pour le discours de la parenté, qui met en avant l’origine clanique alors que *de facto* les circulations s’organisent autour de l’adelphie, il existe un écart important entre les règles mises en avant par les acteurs et celles mises en œuvre. Il est par exemple courant d’entendre que la terre ne se vend pas et qu’elle appartient de manière inaliénable aux premiers occupants, alors que ces mêmes acteurs sont en train de négocier la vente d’une parcelle<sup>444</sup>. C’est un peu comme si, tel Janus, les relations foncières avaient deux visages : un visage sage, certain, formel, qui énonce que « la terre ne se vend pas » et un jeune visage, qui confronté à des situations concrètes conseille de vendre la terre, contredisant le premier<sup>445</sup>. Janus reste cependant une simple métaphore : ce ne sont pas systématiquement les anciens qui tiennent le propos du « foncier sacré inaliénable et extra-économique » ou les jeunes qui cherchent à vendre leur terre. Les deux visages de Janus peuvent être occupés par différentes personnes selon les situations. Cette section est ainsi consacrée à l’analyse de ces différentes positions et

---

<sup>444</sup> Voir par exemple le cas de l’annulation d’une vente d’une parcelle dans le village de V., zone de Kharamu, qui se solde par une nouvelle vente de cette même terre (Annexe 7.16).

<sup>445</sup> J’emprunte ici la métaphore de Bruno Latour (1989, 12-25) qui analyse la « science toute faite » et la « science en train de se faire » comme les deux faces de Janus. Elles disent des choses contradictoires mais c’est leur coexistence qui permet simultanément la recherche scientifique et le caractère grandiose de la science faite.

oppositions. Elle explore dans un premier temps les ancrages et le détachement, puis les questions des ventes et des achats, et enfin celles de l'aliénabilité et de l'inaliénabilité de la terre.

## 2.1. Ancrages fonciers et détachements

### 2.1.1. Attachements

Dans les discours des habitants, l'attachement à la terre et à l'espace de vie occupe souvent une place prépondérante. C'est notamment le cas des discours des anciens qui racontent l'origine des lieux et celle de leur famille en mettant l'accent sur leurs ancrages fonciers. En vieux Janus, ils expliquent le parcours des premiers arrivants, les arbres qu'ils ont trouvés, les montagnes qu'ils ont foulées, ou encore les lieux où ils se sont abreuvés. Autant de sites qui sont depuis centraux dans la démarcation de l'espace revendiqué si ce n'est dans l'espace vécu. Le mythe selon lequel le premier homme Makhuwa serait né du Mont Namuli, engendrant la première femme dans sa chute, contribue à cet ancrage. Cette origine mythique est souvent rappelée, suivie de la description de la descente vers les plaines et du choix de la zone en question. L'accent est alors mis sur les actes fondateurs des premiers arrivants et leur attachement aux esprits de la zone.

A Ipalame par exemple, les descendants du premier chef de terre rappellent comment leur aïeul a traversé le fleuve Lurio pour découvrir la zone qui porte maintenant leur nom (cf. section 1.2.1.). A quelques kilomètres de là, A. explique comment son père, un chasseur qui accompagnait Ipalame a abattu le dernier lion. Pointant vers un espace aujourd'hui en culture, il m'explique que se tenaient à cet endroit les principaux arbres, où les anciens avaient construit le premier cimetière. A l'Est, la forêt encore sur pied a longtemps abrité les esprits et c'est là que les habitants ont été enterrés par la suite, derrière les affleurements rocheux (Figure 7.9).



Figure 7.9 : Photographie du lieu où ont été enterrés les habitants d'Ipalame, "la bas, derrière les pierres".

Dans le village de Maponda, près de Malema, un des secrétaires de quartier et ancien de la zone insiste pour m'expliquer qu'ils sont des « éléments naturels » de la zone<sup>446</sup>. Ils sont « nés ici », leurs « ancêtres sont d'ici » :

« Nous n'avons pas de documentation [qui montre que nous sommes naturels d'ici], notre documentation c'est à travers des arbres, des cours d'eau, de connaître quand [la zone] a commencé, pourquoi les cours d'eau s'appellent comme ils s'appellent. Ici il y a des anciens qui arrivent à interpréter pourquoi tel endroit s'appelle comme cela. Voilà notre documentation. Ceux qui ont des documentations c'est parce que ce sont des éléments étrangers [vientes]. Ils ont besoin de documents pour être connus. Mais nous notre documentation, c'est de savoir que nous sommes sur nos terrains. C'est de connaître les arbres et leur histoire »

Entretien du 21/05/2014

Cette mise en avant de la connaissance des arbres, des rivières, des lieux importants de l'histoire participe à la revendication de cet espace. Elle est accompagnée d'un discours qui souligne le souhait des habitants de rester dans leur village auprès de leurs proches, de faire fructifier leurs terres, de garantir une place pour leurs enfants à leurs côtés, ou encore de toujours revenir à leur village d'origine malgré les déplacements éventuels.

La fonction de ces ancrages est souvent fortement stratégique. Ils sont invoqués dans le contexte où une « blanche », souvent perçue comme mystérieuse malgré mes tentatives de clarification, vient soudainement s'intéresser à l'histoire d'un endroit. Les craintes d'un investissement ou d'une récupération de terres précédemment occupées par des colons sont

---

<sup>446</sup> "élémentos naturais da zona", formule qui fait référence à la notion "d'éléments" par opposition à "structures". Après l'indépendance, tous les fonctionnaires et représentants de l'Etat étaient considérés comme des « structures » tandis que les habitants simples étaient considérés comme des « éléments ». L'intérêt de la formule ne porte pas sur le mot « élément » mais sur la dimension « naturelle » au sens de « originaire ». Les habitants se comparent aux arbres, qui ont des racines dans le sol.

toujours présentes. Rappeler l'ancienneté de la communauté et la bonne connaissance du terrain est ainsi un moyen d'affirmer sa prise sur un espace. Au-delà de cette dimension stratégique du discours, de nombreuses pratiques marquent l'attachement à une zone et à des sites spécifiques. Les cérémonies d'hommages aux morts et aux esprits [Makeya], contribuent, par exemple, à ancrer les habitants dans un espace particulier. Elles créent des points de contacts spatio-temporels entre le monde visible et le monde invisible autour de certains arbres et participent ainsi à l'appropriation d'un espace vécu, au-delà des activités productives<sup>447</sup>. L'enjeu n'est pas de revenir ici sur toutes ces pratiques qui font l'espace vécu des sociétés Makhwa. Une étude précise et détaillée des lieux d'ancrage mériterait d'être réalisée<sup>448</sup>.

Les discours officiels mettent en avant l'attachement à la terre et les pactes avec les esprits. Les anciens sont souvent en charge de discourir. Or, leur ancrage à la terre fait leur prestige. Ils sont « grands » parce qu'ils connaissent l'espace et descendent des premiers occupants. Il n'est donc pas surprenant qu'ils insistent là-dessus. Comme l'explique un chef « Pour être grand, il faut avoir beaucoup de population, et pour avoir beaucoup de population, il faut avoir beaucoup de terre » (entretien à Np., Ipalame, 19/02/2015). La création d'un réseau de co-obligations repose sur la relation initiale entre un chef et une terre. Ce lien fondateur entre un premier arrivant, la terre, et les esprits des lieux est donc largement rappelé et mis en scène par les chefs qui sont maîtres de terres. Cependant, ce discours coexiste avec son contraire, qui met en avant la mobilité et le détachement.

### 2.2.2. Détachements

Tout en affirmant leur attachement à une zone d'origine, à des terres familiales ou encore à certains lieux spécifiques, les habitants du corridor de Nacala déploient des discours et des projets qui reposent sur le départ et la mise en mouvement. Un producteur qui m'a décrit son attachement à sa terre peut néanmoins mettre sur pied un projet impliquant de résider en ville quelques années. Alors qu'une des deux faces de Janus chante l'ancrage,

---

<sup>447</sup> Voir l'annexe 7.17

<sup>448</sup> Les techniques de cartographie participative échouent ici face aux appréhensions suscitées par le papier et les crayons. Le plus souvent, mes interlocuteurs ne savaient ni lire ni écrire, et refusaient de se lancer dans des représentations sur du papier. Par ailleurs dans le contexte sensible du retour d'investisseurs, ils entretenaient souvent un certain flou sur les limites précises de leur zone. « C'est le baobab » là-bas qui fait la limite, ai-je souvent entendu, puis « un peu à droite, un peu vers la gauche, et jusqu'à tel autre arbre important » m'expliquait-on vaguement en refusant de m'accompagner.

l'autre entame une ode au départ. Comme ailleurs, les Makhuwa partent pour pouvoir rester<sup>449</sup>.

De fait, de nombreux foyers montrent une forte capacité de détachement vis-à-vis de leurs parcelles précédentes ou de leur zone d'origine. Au cours d'une vie, ils peuvent changer plusieurs fois de maisons et de parcelles. Pour Macaire (1996, 303) il ne s'établit pas « un lieu (lien) permanent et exclusif entre un producteur déterminé et une portion de terre définie ». Ces relations sont fluides et flexibles, ce qui est facilité par des techniques agricoles qui ne reposent pas sur des investissements importants dans l'amélioration des sols. Les parcelles sont ouvertes par des techniques d'abatis brûlis, cultivées jusqu'à ce que les rendements diminuent, souvent avec des successions de cultures exigeantes comme le sésame et le maïs puis de cultures moins demandeuses comme le coton et le sorgho. Lorsque les terres ne donnent plus suffisamment, elles sont laissées de côté au profit de nouvelles surfaces plus productives. Un habitant d'Ipalame explique ainsi que « notre engrais, c'est la migration » (entretien avec un homme de Mutuali qui s'est installé à Ipalame il y a quelques années, Ipalame, 07/03/2015). Maintenir l'accès à des parcelles fertiles implique de se déplacer pour en ouvrir des nouvelles. La mobilité est également mise en œuvre lors de conflits ou de désaccords au sein de la famille ou entre voisins (section 1.1.2.). Les foyers montrent alors une forte capacité à ouvrir de nouvelles terres et à créer de nouveaux lieux d'attachement.

Ce sont souvent les hommes, jeunes comme âgés, qui se disent prêts à céder leurs terres ou à quitter leurs maisons pour une autre opportunité. Ils se disent souvent prêts à céder leurs parcelles à un « patron » en échange d'un emploi pour ce dernier. Cet emploi devrait leur assurer le revenu qui permettra de compléter l'alimentation de la famille toujours assurée par les femmes sur leurs parcelles. Les époux peuvent aussi envisager de laisser leurs femmes sur leurs terres tandis qu'ils acceptent un emploi à l'extérieur. Tout en résidant ailleurs, ils comptent ainsi envoyer de l'argent à leur foyer et lui rendre visite de temps en temps. Ces stratégies et ces discours sont à replacer dans la structure matrilineaire des sociétés Makhuwa. Dans ce contexte, les époux sont avant tout accueillis sur des terres qui demeurent dans les familles de leurs femmes. Il est donc plus facile pour eux d'imaginer céder leur accès à la terre que cela ne l'est pour leur épouse. Par ailleurs ce sont plus souvent des emplois d'hommes qui sont fournis par les patrons, notamment ceux de gardes, de porteurs, ou

---

<sup>449</sup> En référence à l'ouvrage de Geneviève Cortès (2000) « Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines, Bolivie » dans lequel elle analyse la mobilité comme une composante du maintien des sociétés rurales dans un espace d'origine.

éventuellement de conducteurs. En revanche, les femmes sont moins enclines à envisager de ne plus cultiver pour leur foyer ou à céder des terres familiales. Enfin, il faut souligner que beaucoup de jeunes hommes, même originaires de la zone, ne possèdent pas leurs propres parcelles mais travaillent avec des proches ou pour des voisins. Ils doivent ainsi partager les récoltes ou les rentes et effectuent souvent les travaux les plus ingrats. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant qu'ils soient attirés par des perspectives d'emplois dont la rémunération leur reviendrait directement. Les plus âgés, s'ils ne peuvent pas espérer être embauchés, ne manquent pas de souligner qu'ils ont des enfants qui eux pourraient l'être. La perspective d'un emploi peut donc être à l'origine d'un discours qui met en avant le détachement vis-à-vis de la terre.

Les femmes aussi peuvent dire qu'elles vont partir, notamment quand elles se sont mariées hors de leur zone matrimoniale. Elles parlent alors de retourner vers leur terre d'origine. Ces cas restent plutôt rares dans les aires matrimoniales matrilineaires. Ce sont le plus souvent des hommes qui retournent dans leur zone précédente lorsqu'ils n'ont pas réussi à s'ancrer avec succès dans l'espace de destination. Ces retours sont parfois contraints, lorsque l'espace d'accueil les pousse au départ. Si le jeune gendre néglige son épouse, s'il la maltraite, s'il est suspecté de comportements répréhensibles, violences, alcoolisme, paresse, tromperies, il peut être poussé à quitter la zone. Certaines demandes sont indirectes, et peuvent prendre la forme d'attaques en sorcellerie, d'autres sont plus frontales. Le détachement peut ainsi résulter de volontés qui dépassent l'intéressé.

Au-delà des discours sur la facilité du détachement, il est important de souligner que ce dernier est incomplet. Les habitants entretiennent activement la possibilité d'un retour, même des années après leur départ. Ils maintiennent des liens et des transactions avec les zones dont ils sont partis en envoyant une partie de leurs salaires, en participant à la construction de puits, ou encore en rendant visite à leurs proches. Elles restent ainsi des zones « ressources » et de « repli ». L'accès à la terre se construit donc également à distance et sur le long terme, en entretenant des relations avec ceux qui sont restés.

Ces attachements et détachements successifs et simultanés ont plusieurs conséquences pour le déploiement de la politique agricole. Premièrement, la dimension symbolique et « non productive » de l'attachement met à mal l'identification d'espaces « sous utilisés » et les projets pour les transformer en « zones productives ». Les *Makeya*, par exemple, unissent le monde visible et le monde invisible autour de sites sacrés. Tout en demeurant « sous utilisés »

sur le plan de la production agricole, ces lieux sont essentiels à l’ancrage des sociétés Makhuwa. Comme ailleurs l’attachement à l’espace repose sur une multitude de lieux et de pratiques qui ne peuvent être saisies ou raisonnées en termes de productivité. Deuxièmement, les habitants attachés à un lieu ne sont pas toujours présents dans ce dernier. Les sociétés Makhuwa sont très mobiles. Par conséquent la consultation des membres présents n’est pas garante de la prise en compte des personnes effectivement concernées. Troisièmement, la dimension genrée de l’attachement et du détachement est importante. Les familles des épouses sont souvent détentrices des droits d’accès sur la terre tandis que les maris sont accueillis sur ces dernières. Il importe donc de distinguer le positionnement des hommes et des femmes lors du déploiement d’interventions dans l’agriculture. Similairement, le positionnement est fonction de l’âge des individus. Les cadets sont plus susceptibles d’être intéressés par des projets car ils ne possèdent pas de terres et peuvent espérer un emploi. Les anciens au contraire, qui dépendent de leurs terres pour finir leur vie, via la mise en culture directe, le prêt ou encore la vente, sont moins aptes à céder leur accès à la terre sans contrepartie.

## 2.2. Terre qui ne se vend pas et terre qui s’achète

Le discours dominant sur la terre est qu’elle ne se vend pas. Tout au plus, la terre se distribue. Les jeunes époux, après une période de résidence provisoire auprès du chef de famille se voient attribuer des terres par la famille de l’épouse. Ils assurent alors leur subsistance sans passer par l’achat. Mais au-delà de ce cas de figure, les raisons de l’impossibilité de la vente et de l’achat de terres sont multiples et varient selon les situations. A Kharamu par exemple, les habitants expliquent souvent que la terre ne se vend pas car elle est propriété de l’Etat mozambicain. Ce sont les arbres présents, ou le nettoyage du terrain, qui justifient le versement de sommes d’argent. Un autre argument avancé pour expliquer que la terre ne se vend pas est qu’elle « ne peut pas se refuser ». Si une personne vient demander à un chef de village ou de famille une terre pour venir la travailler, les familles déjà présentes doivent en théorie l’accueillir et lui fournir un tel accès à la terre. Réciproquement, des habitants peuvent être déplacés selon la volonté des chefs de familles et des chefs de village pour accueillir de nouveaux arrivants. C’est pour éviter qu’on remette en question leur appropriation de l’espace que ces premiers plantent des arbres ou cherchent à acheter des parcelles. J., par exemple, s’est marié avec une femme de Kharamu et a acheté 1,5 ha à son beau-père pour 1000 MZN. Pourquoi ?

### Partie III – Chapitre 7

« Parce que c'est mon beau père et pas mon père... et je ne veux pas qu'une personne vienne réclamer... Ce serait normal, la famille de mon beau-père a le droit sur la terre... mais si je veux que cela reste pour mes enfants, je dois l'acheter ».

Entretien avec J à Kharamu, 18/04/2015

Si la terre ne se vend pas, car elle ne saurait se refuser, Janus en action n'hésitera pas à l'acheter pour ne pas qu'on la lui retire.

Le discours selon lequel la terre ne se refuse pas est également mis en difficulté quand il ne reste plus de terres libres et qu'elles sont toute travaillées ou appropriées. C'est notamment le cas à Monapo ou à Malema. Dans ce cas, les nouveaux demandeurs de terres, enfants revenus au village, nouveaux habitants, travailleurs qui souhaitent s'installer par exemple, ne peuvent être accueillis que sur des petites surfaces. Ils partagent souvent une parcelle avec un oncle ou un parent, se voient attribuer des terres moins fertiles ou inondables, ou doivent louer des terres. A Monapo, par exemple, de nombreux jeunes n'ont pas de terres à eux. Ils louent donc des terres à l'année et travaillent comme revendeurs de biens ou acheteurs de produits agricoles, afin de rembourser leur location et d'assurer l'alimentation de leur foyer. Plusieurs espèrent acheter leurs propres parcelles. Mais ce discours reste nettement moins audible que celui selon lequel la terre ne se vend pas. Symboliquement, les transferts d'argent sont justifiés par la présence d'arbres ou le nettoyage de la parcelle.

Les transactions peuvent être plus ou moins complètes et porter sur différents droits. Il est par exemple possible d'acquérir une parcelle pour la mettre en culture sans pour autant avoir de droit sur les arbres fruitiers qu'elle porte<sup>450</sup>. Il existe donc bien une superposition de droits d'accès. Il existe également des ventes de terres qui peuvent être considérées comme complètes. Si les différents membres de la famille vendeuse se sont entendus, si une autorité locale a été témoin, si le prix est bien versé, alors les relations à la terre sont reconfigurées au profit d'un nouveau propriétaire, qui pourra à son tour et selon certaines conditions revendre la terre. L'existence de ces transactions de terres monétarisées dans un contexte où elles sont ouvertement niées questionne la position des vendeurs. Qui vend ses terres ? Quelles sont les situations qui légitiment le recours à une transaction monétarisée ?

Le recours à la vente de terres est caractéristique d'une « situation difficile ». Les vendeurs sont souvent des personnes qui se retrouvent relativement isolées et prises dans une

---

<sup>450</sup> Par exemple, le frère du *cabo* du village V. a acheté un terrain mais pas le cocotier au centre de ce dernier. Chaque année, l'ancien propriétaire ou un de ses neveux vient demander la permission d'aller ramasser les noix de coco. Souvent l'une d'entre elle est offerte à la famille propriétaire du terrain, en guise de remerciement, mais en aucune façon la famille ne peut revendiquer un droit sur l'arbre



crise familiale qu'elles ne peuvent régler autrement que par la vente d'une parcelle. Des enfants qui perdent subitement un parent peuvent se retrouver contraints de vendre une parcelle pour financer l'enterrement (voir le cas en annexe 7.17). Réciproquement, les vendeurs peuvent être des parents, notamment des mères célibataires, qui doivent réunir de l'argent pour leur enfant. Dans la zone de Kharamu par exemple, I. cherchait à vendre une parcelle pour venir en aide à son fils parti en ville et faisait le tour des maisons en demandant qui était intéressé (observations, Kharamu, avril 2015). Réciproquement, c'est comme cela que P., un jeune de Kharamu a réussi à acheter 1 ha pour 1500 MZN. « Une grande personne native de la zone » lui a vendu « la terre reçue de ses ancêtres » car il avait besoin d'argent pour ses proches (entretien à Kharamu, 23/04/2015). La majorité des vendeurs sont ainsi des personnes âgées, qui ont des patrimoines fonciers importants légués par leurs aïeux. Elles n'ont plus la force de les mettre en valeur ou de les faire mettre en valeur à leur profit. Recourir à la vente est ainsi une tactique de subsistance<sup>451</sup>. En rachetant des parcelles à des descendants des premiers arrivants, les nouveaux arrivés parviennent ainsi à acquérir des terres pour eux même ou pour leurs enfants.

Les vendeurs de terres peuvent également être des opportunistes. A Ipalame par exemple, très peu de personnes achètent des terres, à l'exception des terrains situés au centre de la localité, qui se vendent pour construire de nouvelles maisons. Il reste encore de nombreuses zones à défricher après que la guerre civile ait dépeuplé la zone, et les demandeurs sont orientés vers ces endroits par les familles des premiers arrivants. M., au contraire, a vendu à G. une parcelle au milieu de ses terres (Figure 7.10). M. a lui-même reçu ces terres gracieusement d'un des chefs locaux il y a une dizaine d'années. En 2013, lorsqu'il a vu arriver G., M. s'est dit qu'il pourrait obtenir de l'argent de cet acheteur de denrées agricoles. Il l'a convaincu de s'établir ici, et lui a vendu une parcelle. Depuis G. s'est marié avec la fille d'un voisin de M. Son épouse travaille ses propres terres, qui lui viennent de sa famille maternelle, tandis que G. l'aide et travaille sa parcelle. La transaction entre M. et G. n'a pas été réalisée devant un chef de famille ou une autorité locale. On peut penser qu'ils auraient invalidé un tel transfert dans la mesure où M. lui-même n'était pas un des premiers arrivants d'Ipalame.

---

<sup>451</sup> Vi. a par exemple acheté 0,25 ha le long d'un cours d'eau à un couple âgé. « Ce sont des vieux qui ont vendu » explique-t-il. « Ils avaient beaucoup de terres près du cours d'eau, 14 ha, mais comme ils ne sont plus que deux, ils n'ont gardé que deux hectares. Un de leur fils aussi a 3 ha près des berges, données par le père. Ce sont les fils qui ont vendu puis qui ont remis l'argent à leurs parents. » (entretien à Rainho, avril 2015)

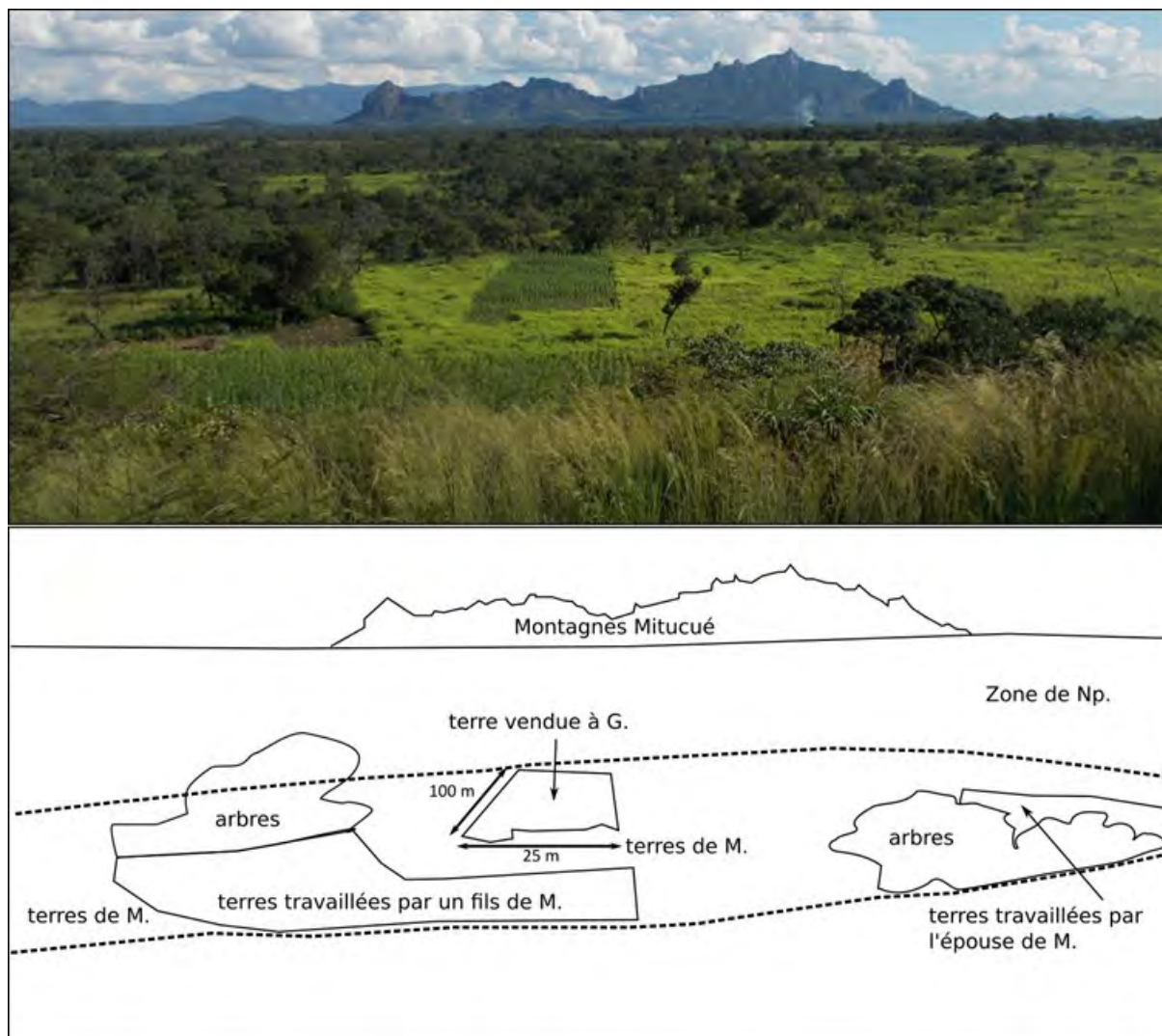


Figure 7.10 : Photographie de la parcelle vendue à G. par M., au milieu de ses terres, dans la zone d'Ipalame (Photographie N. Leblond, 2015)

La vente de terre reste un dernier recours. Les familles préfèrent entretenir des réseaux de co-obligations avec de nouveaux arrivants plutôt que de céder définitivement un morceau de terre contre une somme d'argent. L'entretien de relations de dette avec de nouveaux voisins permet à tout moment de mobiliser de la main d'œuvre, de l'aide, des biens. Au contraire, l'échange parfait et complet qui accompagne la vente d'une terre ne permet plus de compter sur ces relations. L'obligation des chefs d'accueillir les nouveaux arrivants est ainsi accompagnée de contreparties: elle génère un stock inépuisable d'obligés qu'ils peuvent redistribuer selon leurs grés. Ces réseaux d'obligations ne sont pas concentrés entre les mains des chefs de village ou de familles, puisqu'à de multiples niveaux les individus peuvent réorganiser des droits à leur avantage. Une femme peut ainsi prêter une des parcelles allouée par sa famille à son mari, un couple à un de ses enfants, un oncle à un nouveau voisin. En échange, ils comptent sur une partie de récolte, un retour en main d'œuvre ou encore un

partage de la rente. Ces contreparties sont cependant très peu formalisées. Il n'existe pas de petits papiers ou d'autres formes d'accord écrit. Cela a sans doute contribué à ce que ces co-obligations soient peu étudiées<sup>452</sup>.

Il existe donc au sein d'un même espace une diversité de modalités d'accès à la terre. L'accès au foncier dépend simultanément de l'ancienneté de la famille dans la zone, de sa force de travail, de sa capacité d'achat, de ses besoins d'argent, ou encore de l'intensité des demandes. Bien que la terre soit propriété de l'Etat et ne se vende pas, elle fait l'objet d'un grand nombre de transferts, monétaires ou non, qui contribuent à structurer les systèmes de production. Les mieux dotés pourront accroître les surfaces et faire appel à de la main-d'œuvre (payée en liquide ou en production). Les autres empruntent des parcelles, tentent de limiter les co-obligations qui les soumettent et cherchent parfois de nouveaux villages moins densément cultivés pour s'établir. La densité d'habitants a une influence majeure sur la forme des échanges. Plus les demandes sont nombreuses, plus la monétarisation est importante. Au contraire, dans les zones où il reste encore des espaces à défricher, la terre fait moins souvent l'objet d'une vente complète. Ainsi les terres du corridor les plus proches des principaux centres urbains, de la zone portuaire et des axes de transport, font plus l'objet de ventes que celles qui sont dans des zones plus isolées. La prise en compte de ces modalités d'accès à la terre est importante car elle s'accompagne d'une diversité de relations sociales. Ces dernières peuvent aller d'une relation hôte-accueilli, possédant-locataire, vendeur-nouveau détenteur, à une simple relation possédant-travailleur agricole. Selon les situations les personnes n'auront pas les mêmes possibilités de prise de position individuelle et publique.

### 2.3. Confiance et défiance dans l'accès à la terre en situation de pluralisme

Un dernier couple d'opposition porte sur la confiance ou la défiance dans l'accès à la terre au Nord du Mozambique. Des marques de confiance réaffirmant l'inaliénabilité de la terre coexistent avec des pratiques traduisant un doute au sujet de ses utilisateurs légitimes. D'un côté Janus affirme que « cette terre est la nôtre car nos ancêtres étaient les premiers ». De l'autre il murmure « qu'on ne sait jamais trop ce qui peut se passer sur cette terre, c'est celle du gouvernement ».

---

<sup>452</sup> Voir par exemple (Macaire 1996, 303) : « Le prêt de la terre n'implique aucune forme de rente ou paiement, mais le propriétaire peut récupérer son terrain à tout moment ». La seconde partie de l'affirmation est plus ou moins exacte. La première ne l'est pas. Il y a bien un ensemble de retours qui sont attendus mais qui ne sont pas annoncés explicitement lors d'un prêt de terre.

### 2.3.1. Des relations inaliénables

Plusieurs systèmes de normes foncières coexistent au Mozambique, comme dans les pays qui ont connu une phase de colonisation puis de domanialisation de la terre<sup>453</sup>. D'après la loi foncière mozambicaine n°19/97 de 1997, les droits d'usages de bonne foi et les droits d'usages communautaires sont reconnus sur un pied d'égalité avec les titres formels qui peuvent être attribués à une personne physique ou morale. Ainsi les droits d'usages de terres travaillées depuis plus de dix ans ou revendiqués par une communauté lui appartiennent de fait. La médiatisation de la loi n°19/97 a conduit à une large diffusion de l'idée selon laquelle « la terre appartient au peuple mozambicain ». C'est en regard de cette affirmation que se déploient les discours de confiance dans l'accès à la terre.

Le secrétaire du village de Maponda, près de Malema, qui tenait le discours relatif à l'enracinement énoncé plus haut (section 2.1.1.), faisait appel implicitement aux usages communautaires afin de légitimer sa revendication sur la terre. Une des représentantes de l'Organisation de la Femme Mozambicaine<sup>454</sup> qui se tenait à ses côtés ajoutait que « sans la terre ils étaient comme veufs et orphelins », il n'était donc pas envisageable qu'ils en soient séparés. Similairement de nombreux chefs de famille expliquent qu'ils sont les maîtres des terres [*donos da terra*, en portugais], et que cette relation entre eux et la terre est inaliénable. Ils expliquent que même s'ils s'absentaient des années, la terre leur serait rendue, à eux ou à leur progéniture, car ils l'ont défrichée. Cette confiance est construite au quotidien par les discours sur la filiation ancestrale et par l'enseignement aux enfants et aux neveux des limites des terres familiales.

La force des relations entre les premiers occupants et leur terre est également démontrée par des résolutions de conflits dans lesquelles le droit de ces premiers est reconnu. Dans le cas de Kharamu (Annexe 7.17), le droit d'un fils absent a été reconnu des années après que la terre ait été cédée à une autre famille et la transaction fut annulée. A Murralelo, une zone très productive du district de Malema, de nombreuses familles « naturelles »

---

<sup>453</sup> voir notamment le recensement des régimes domaniaux en Afrique entamé par Alain Rochegude et Caroline Plançon (2009) et analysé par Gérard Chouquer (2011b, 2011a). La domanialité mozambicaine place l'Etat comme propriétaire de toutes les terres selon une « domanialité globale ». Ce dernier reconnaît cependant plusieurs utilisateurs légitimes et garantit leurs droits d'utilisation sous certaines conditions.

<sup>454</sup> *Organização da Mulher Moçambicana (OMM)*, organisation créée en 1973 et qui regroupait à l'origine les femmes combattant pour l'indépendance du Mozambique. Après sa deuxième conférence en 1976, l'OMM défend l'intégration des femmes dans la production et dans la vie politique du Mozambique. Aujourd'hui, l'OMM compte des représentantes dans presque tous les villages et elles servent souvent d'interface entre les femmes et les interventions extérieures.

déploient des rhétoriques sur leurs filiations pour accéder à des terres fertiles arrosables. Avec l'aide des chefs locaux ces familles parviennent parfois à récupérer des terres qui occupées par de nouveaux arrivants pendant des décennies et à se reconvertir en producteurs maraîchers. Comme les cas se règlent localement, en présence des familles et des chefs locaux, le poids des alliances entre familles « naturelles » pèse lourd<sup>455</sup>. Elles peuvent s'unir pour revendiquer des terres et renforcent ainsi leur accès à ces dernières. Réciproquement, les seconds occupants peuvent être expulsés des années après leur installation. D'après les archives du cadastre de Malema, un cas a par exemple été traité en 2009 en faveur d'une habitante « naturelle et résidente de la zone [de Murralelo] » alors que les faits remontaient à 1993. Le recours à la loi formelle étatique et la mobilisation d'acteurs extérieurs aux habitants locaux peut toutefois jouer contre les liens entre premiers occupants et la terre. Cela donne lieu à des discours de défiance dans l'accès à la terre.

### 2.3.2. Terres sans confiance

Au Nord du Mozambique les cas de remise en cause des relations entre les habitants et leurs terres concernent essentiellement celles où se sont établis des colons. Elles sont sujettes à des réinvestissements par des entreprises étatiques, mixtes, et privées depuis l'indépendance de 1975. Les conflits entre ces entreprises et les habitants qui réoccupent ces terres ont fait l'objet de nombreuses études (Myers 1994b; West et Myers 1996; Jon Darrel Unruh 1997). Ces conflits sont alimentés par une superposition de systèmes normatifs et une pluralité d'interprétations qui légitiment pour certains les habitants et pour d'autres les investisseurs. Du point de vue des sociétés Makhuwa, il en résulte une incertitude relative à ces terres.

En regard de la loi foncière n°19/97, certains habitants considèrent que les anciennes parcelles coloniales sont des terres communautaires car elles appartenaient aux Makhuwa avant d'appartenir aux colons. Des habitants et des fonctionnaires invoquent des « usages de bonne foi » et estiment que les usages et les pratiques sont protégés par la loi foncière et que leur transformation implique une consultation communautaire. Au contraire, de nombreux fonctionnaires des cadastres et des administrations des districts, des provinces voir des

---

<sup>455</sup> Un des membres du « groupe paralégal » qui a été formé pour résoudre les conflits fonciers de Murralelo m'explique que lorsqu'un conflit est rapporté, « on se rend là bas.... on écoute l'histoire du groupe, on fait venir des témoins. En fonction du plus grand nombre de témoins, l'affaire est tranchée. [...] Par exemple hier, nous avons résolu un cas de conflit entre la famille Estevao et la famille Maxoro. Il y avait 106 personnes, 103 pour Estevao et 3 pour Maxoro. Et les 3, c'étaient les trois des enfants de Maxoro. Donc le groupe de para-légaux est arrivé à la conclusion que la terre appartenait à Estevao. Et le groupe a fait gagner la raison à Maxoro » (entretien avec un médiateur, cadastre de Malema, 19/05/2014).

ministères considèrent que ces terres appartiennent à l'Etat car elles ont été démarquées et que les entreprises ont, parfois, été nationalisées après l'indépendance. Ces acteurs considèrent qu'ils peuvent implanter de nouveaux investisseurs selon leurs grés.

Les normes communautaires peuvent légitimer les usages des habitants. Les descendants de ceux qui ont été déplacés par les colons ou qui ont défrichés revendiquent ainsi les terres en leurs noms et au nom des ancêtres et de la communauté. D'autres au contraire mettent en avant le fait que ce sont « des blancs » qui ont défriché les terres, certes avec une main d'œuvre africaine, mais « blancs » tout de même. En vertu des pratiques coutumières, ces terres appartiendraient alors avant tout aux « descendants des blancs ». A Ipalame par exemple, certains habitants considèrent que les terres de l'ancien bloc cotonnier appartiennent à la compagnie car c'est elle qui l'a défrichée<sup>456</sup>. Cette interprétation légitime la reproduction des spatialités de la période coloniale.

Enfin, certaines familles considèrent que ces terres appartiennent à leurs ancêtres et qu'ils peuvent les cultiver à loisir. Avoir cédé ces terres à un colon n'engage pas à ce que ces terres soient réservées à des occupations extérieures. Ces familles encouragent donc leurs membres à y cultiver et à y planter des arbres. D'autres considèrent que leurs familles ont perdu ces terres et que leurs usages sont temporaires. Les membres doivent être prêts à renoncer à ces parcelles à tout moment et s'assurer l'accès à des terres à l'extérieur des anciennes parcelles coloniales.

L'accès à la terre dépasse cependant les choix des différentes familles et dépend de l'interaction entre les différents systèmes de normes. Le cas des consultations communautaires est abordé dans le chapitre 8. Les paragraphes suivants explorent trois cas d'interaction (Figure 7.11). Ils montrent comment les deux faces de Janus, celle qui dit « ne vous inquiétez pas, cette terre nous appartient » et celle qui crie « prenez garde, cette terre nous échappe » coexistent<sup>457</sup>.

---

<sup>456</sup> « Cette terre est à la JFS car c'est elle qui l'a défrichée. ... Si tu demandes une parcelle dans le bloc, tu dois savoir que c'est une terre prêtée. Tous ceux qui travaillent dans ce bloc savent qu'il est à la JFS. Il nous appartient car nous sommes les maîtres de la terre. Mais nous savons que nous avons un patron qui est la JFS. » (Entretien du 18/03/2014).

<sup>457</sup> Pour des détails sur ces cas, voir l'annexe 7.19

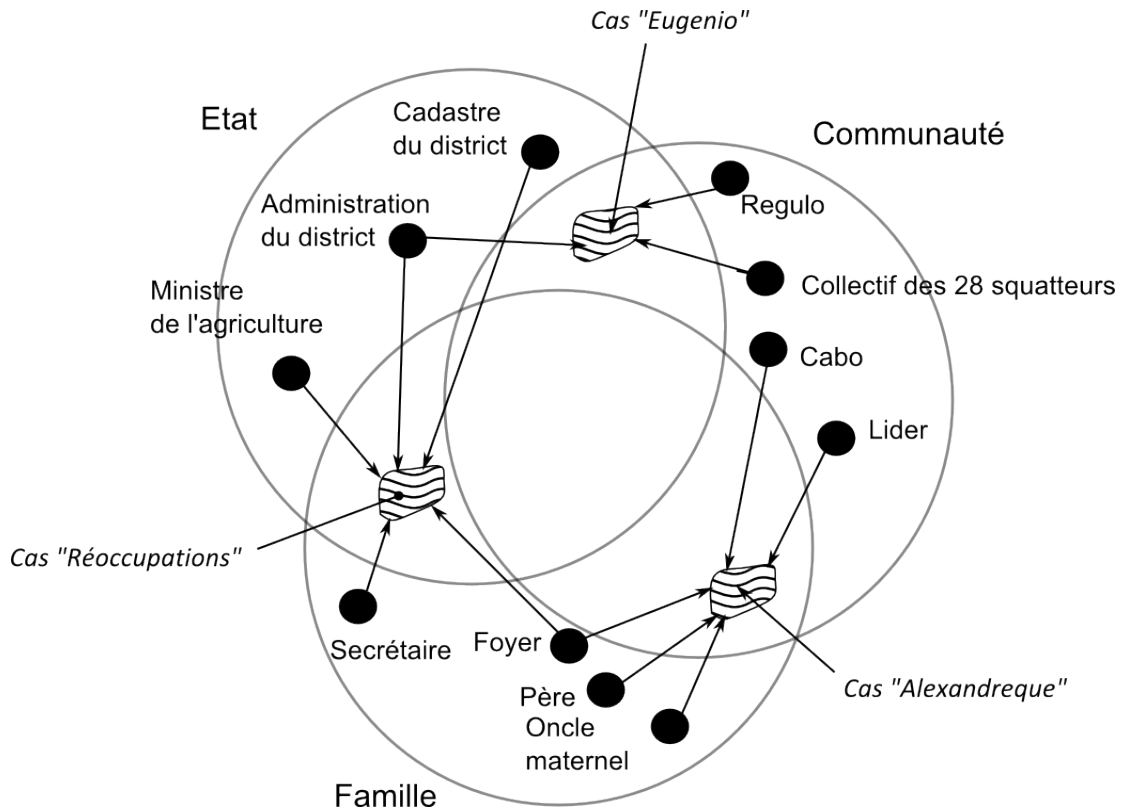


Figure 7.11 : Schéma de trois situations illustrant la superposition des systèmes de normes qui façonnent la confiance et la défiance dans la terre au Nord du Mozambique.

Le cas « Alexandreque » est révélateur des interactions entre normes familiales et normes communautaires. La famille d'Alexandreque a acheté une parcelle dans un ancien bloc colonial et y a planté de nombreux arbres fruitiers. Elle a fait reconnaître cet achat par les chefs locaux. Elle n'a pas totalement confiance dans son appropriation de la terre, mais compte sur l'indemnisation des fruitiers si elle était déplacée par le retour d'un « blanc ». Un des chefs qui a validé cet achat de terres refuse cependant de reconnaître qu'il a autorisé une vente dans un ancien bloc colonial. Il explique qu'avec ces terres « on ne sait jamais ». Ainsi si le système coutumier s'est rangé du côté de la famille d'Alexandreque au moment de la vente, on peut penser qu'il ne la soutiendra pas face à un investisseur. Ces interactions alimentent l'incertitude des habitants vis-à-vis des anciens blocs.

Le cas « Eugenio » met en jeu des interactions entre normes étatiques et normes communautaires. En 1984, Eugenio a obtenu un titre formel dans la zone de Murralelo, reprenant les limites d'un ancien titre colonial. En 2007, une partie de ses terres est cependant occupée par un groupe d'habitants, avec le soutien du *regulo* local et la complaisance des secrétaires du FRELIMO. Eugenio déclenche une procédure pour déloger les squatteurs. Les occupants argumentent que ces terres leurs appartenaient avant que le colon ne les déplace et

qu'ils ne peuvent plus rester sur les terres prêtées par la communauté voisine qui en a désormais besoin. *In fine*, l'administration locale a donné raison à Eugenio et l'argument des occupants n'a pas été retenu. Ce cas montre la diversité d'acteurs qui peuvent intervenir pour légitimer le droit à une terre.

Dans plusieurs situations de « réoccupations » de blocs coloniaux par des habitants, ce sont des normes familiales et des normes étatiques qui se superposent et se confrontent. Lorsque les autorités communautaires ne soutiennent pas les revendications foncières des familles, ces dernières sont confrontées directement aux nouveaux occupants ou aux autorités administratives. A Maponda, le secrétaire déploie seul, sans alliés auprès des chefs locaux, une rhétorique sur l'ancrage familial pour maintenir son accès à la terre. Les familles sont installées à l'intérieur d'un titre privé depuis la période coloniale, mais ont pu construire leurs maisons et ouvrir leurs parcelles sur les marges du bloc colonial. En 2013 une nouvelle entreprise a décidé de mettre en culture une plus grande partie de son titre, empiétant notamment sur les parcelles des habitants. Ils se mobilisèrent pour que « l'accord » entre le système formel du titre étatique et leurs normes familiales soient maintenus. Une dizaine de familles fut expulsée en 2013. En 2015, le titre foncier de l'entreprise fut réduit pour exclure les zones occupées par les habitants. En mobilisant des ONG ainsi que le technicien du cadastre, les habitants parvinrent à faire reconnaître leurs usages de la terre. Ces conflits sur les marges des blocs coloniaux sont fréquents. Pour faire face à ces cas, les habitants, comme Alexandreque, plantent des fruitiers ou construisent des maisons de fortunes afin de revendiquer des indemnisations<sup>458</sup>. Ils cèdent également les terres aux nouveaux arrivants et sécurisent des parcelles hors des anciennes terres exploitées par des colons.

Ces différents cas permettent de souligner que les interventions dans l'agriculture se déploient dans un contexte de pluralité normative. Cette dernière conduit à des incertitudes au sujet de certaines terres et à une forte hétérogénéité de l'espace. Les possibilités d'investissements sont conditionnées par la trajectoire de la terre. Cette dernière façonne les usages possibles des terres anciennement exploitées par des entreprises privées et des terres environnantes. Ce retour sur les appropriations de la terre montre également que la terre n'est ni un bien non-marchand, qui n'est jamais vendu, ni un bien totalement marchand, qu'on achète dans des marchés fonciers comme on achèterait un nouveau pagne. Les anthropologues

---

<sup>458</sup> « Est ce que nous savons que nous sommes sur les terres de la JFS? (sourire) Bien sûr ! C'est pour cela qu'on a construit beaucoup de maisons et planté de nombreux fruitiers. Tu vois tous ces papayers là ? (l'homme me montre du doigt les arbres qui encadrent sa cour intérieur et ses maisons de bambous). C'est pour l'indemnisation. » (Entretien avec P.M., Ipalame, 19/02/2015)



du foncier ne s'étonneront pas de ces conclusions. Un grand décalage n'en demeure pas moins entre ces relations à la terre et celles présentées précédemment par l'Etat, les missionnaires ou les ONG.

### Section 3 – Les armes des faibles : résistances et détournements au sein du corridor

La manière dont les sociétés réagissent à des projets de reconfigurations socio-spatiales conditionne leur déploiement. L'historicité des oppositions, des résistances et des détournements, permet de mieux comprendre les stratégies et les tactiques déployées actuellement. Les sociétés Makhuwa sont à la marge de l'Etat-nation mozambicain (chapitre 4). Elles sont cependant intégrées depuis longtemps dans des réseaux commerciaux internationaux et des tentatives de construction nationale. Deux discours dominent la littérature à ce sujet : (1) les Makhuwa seraient des populations faibles, qui ne prennent pas les armes, qui ne se rebellent pas, qui sont prêtes à se soumettre plutôt qu'à se battre, et (2) les Makhuwa sont considérés comme des paysans, face à un Etat et face au Capitalisme, et analysés à travers le prisme des luttes paysannes. Ils échouent parce qu'ils ne parviennent pas à se mobiliser collectivement et publiquement. En s'appuyant sur le cas du coton, et à contrepied de ces discours dominants, cette section interroge la manière dont les sociétés Makhuwa détournent ou s'accommodent des interventions extérieures.

La représentation des Makhuwa comme « faibles » remonte au moins à la période coloniale. Les Makhuwa étaient particulièrement méprisés par les colons et les missionnaires (Fernandez-Fernandez 1976). Ces derniers les considéraient comme « arriérés » et « faciles à dominer ». La faible mobilisation des Makhuwa pendant la guerre d'indépendance a souvent été interprétée comme un signe de leur incapacité à défendre leurs intérêts. A la fin des années 1960, les forces Armées Portugaises organisèrent une Action Psycho-sociale pour analyser la « vulnérabilité psychologique » des populations. Il s'agissait pour le régime colonial d'identifier les populations « vulnérables » au recrutement par les forces indépendantistes et de contrer leur action en menant une « conquête des cœurs et des esprits » (Cabaço 2007, 347 - 48; Funada-Classen 2013b, 328 - 37). Seuls les Makhuwa furent cartographiés comme

« faiblement vulnérables »<sup>459</sup>. Ils étaient perçus comme inaptes à la rébellion et à l'opposition frontale. Les études sur les accaparements de terres tendent à homogénéiser les paysans en généralisant le phénomène au niveau mondial. Elles placent les sociétés Makhuwa sur un pied d'égalité avec les paysans sans terre du Brésil ou ceux déplacés par le soja en Argentine. Les « paysans » Makhuwa apparaissent alors faiblement mobilisés et les ressources exogènes cruciales à l'opposition dans le corridor de Nacala (voir le chapitre 6).

La difficulté à transformer le fonctionnement des sociétés Makhuwa et à créer des individus plus riches ou plus qualifiés a été perçue comme une « arriération » intrinsèque et une « sauvagerie » originelle. Les Makhuwa sont souvent décrits comme des êtres maladroits, désintéressés, de mauvaise volonté et sans stratégie propre. Fernandez Fernandez (1976, 213-215) dresse ainsi un tableau synthétique de clichés qui nous semble toujours d'actualité. On peut y lire que : (1) Le Makhuwa est indolent, (2) Le Makhuwa est sauvage, (3) Le Makhuwa est un être instinctivement sexuel sans morale, (4) Le Makhuwa est ignorant, (5) Le Makhuwa est tribaliste, (6) Le Makhuwa est ingrat, (7) Le Makhuwa enfin est « générique », il n'a pas de nom. Ces clichés ont la vie dure, comme dans les années 1970, j'ai entendu dans les années 2010 que « le Makhuwa est pacifique » et que le « Makhuwa refuse de se battre pour ses droits ». De facto, les Makhuwa ont très peu participé à la création de zones libérées du FRELIMO : ils étaient 8000 à les rejoindre en 1967 contre 178 000 Makonde et 77 000 Ajaua, c'est-à-dire moins de 1% de tous les Makhuwa contre plus de 94% des Makonde et plus de 60% des Ajaua (Cahen 1994). Émerge ainsi une représentation d'un peuple passif, pacifique et exploitable.

A contrario on peut se demander si accompagner l'indépendance du pays tout en laissant penser aux colons portugais qu'ils étaient absolument fidèles au régime colonial, n'était pas un signe de l'ingéniosité des Makhuwa. Là où le régime colonial a lu une « passivité », on peut déceler des stratégies de résistance et de contournement particulièrement efficaces. Les sociétés Makhuwa ont déployé une diversité de mécanismes pour se soustraire aux contraintes de la colonisation et s'en accommoder dans un contexte de fort déséquilibre des moyens et des droits (Fernandez-Fernandez, 1976). Les Makhuwa étaient parfaitement au courant de la différence entre leur mode de vie et celui que plusieurs acteurs

---

<sup>459</sup> Une reproduction de cette carte peut être trouvée dans (Cardoso 2005, 24). Voir Cahen (2008) pour une analyse critique de cet atlas. Ces critiques, justifiées, n'enlèvent rien à la valeur historique des cartes.

cherchaient à leur imposer<sup>460</sup>. Ces sociétés ont ainsi fait face aux missions chrétiennes, aux colons portugais, aux marchands indiens, au gouvernement et à ses politiques de villagisation. Tous ont cherché à transformer les sociétés Makhuwa. En réponse, elles ont défendu leurs structures sociales. Bien que renouvelées, ces stratégies persistent. Les interactions entre tentatives de transformation extérieure et stratégies endogènes des habitants méritent discussion.

Cette section explore les stratégies déployées par les sociétés Makhuwa face aux compagnies cotonnières. Elle démontre que les Makhuwa ne sont ni « faibles », ni au cœur d'une lutte paysanne telle que médiatisée par les ONG. Ils déploient largement des « armes des faibles » :

Les armes des faibles « demandent peu ou pas de coordination et de planification, elles font usage de compréhensions implicites et de réseaux informels ; elles représentent une forme d'auto-aide individuelle, et elles évitent typiquement toute confrontation symbolique directe avec l'autorité ou [avec] les normes des élites» (J. C. Scott 1987, 29).

Ces actes quotidiens de défiance, de résistance, de sabotage ou encore de détournement, sont conduits par ceux qui sont défavorisés par les asymétries de pouvoir et de ressources. Au Nord du Mozambique ils ont été mis en place dès la période coloniale pour résister et coexister avec le régime forcé du coton (A. F. Isaacman 1996). Après avoir présenté les contraintes imposées par les compagnies cotonnières, j'analyse quelques armes des faibles déployées par les sociétés Makhuwa.

### 3.1. Un régime cotonnier à priori désavantageux et contraignant

Avec plus de 67 000 ha cultivés dans le corridor de Nacala, la culture du coton est une des principales cultures de rentes (voir les chapitres 4 et 5). Bien que les rendements par hectare de coton au Mozambique soient parmi les plus bas au niveau mondial, plus de 100 000 producteurs plantent chaque année du coton (Figure 7.12). Pourtant toutes les évaluations économiques convergent pour montrer que les bénéfices monétaires sont réduits voir négatifs : avec un rendement moyen de 500 kg/ha, un prix au kilo avoisinant 15 MZN (estimation haute pour la période 2010-2015), et des coûts de production supérieurs à 6000

---

<sup>460</sup> Le proverbe « Chaque souris a son trou » [*Kula thoro nwithwe awe*], c'est à dire que chacun a ses façons et ses intérêts, résume cette idée (Fernandez-Fernandez, 1976).

MZN/ha, un producteur dégage moins de 1000 MZN par hectare<sup>461</sup>. Des rendements plus élevés permettraient de générer une rente supérieure mais ils stagnent depuis des années.

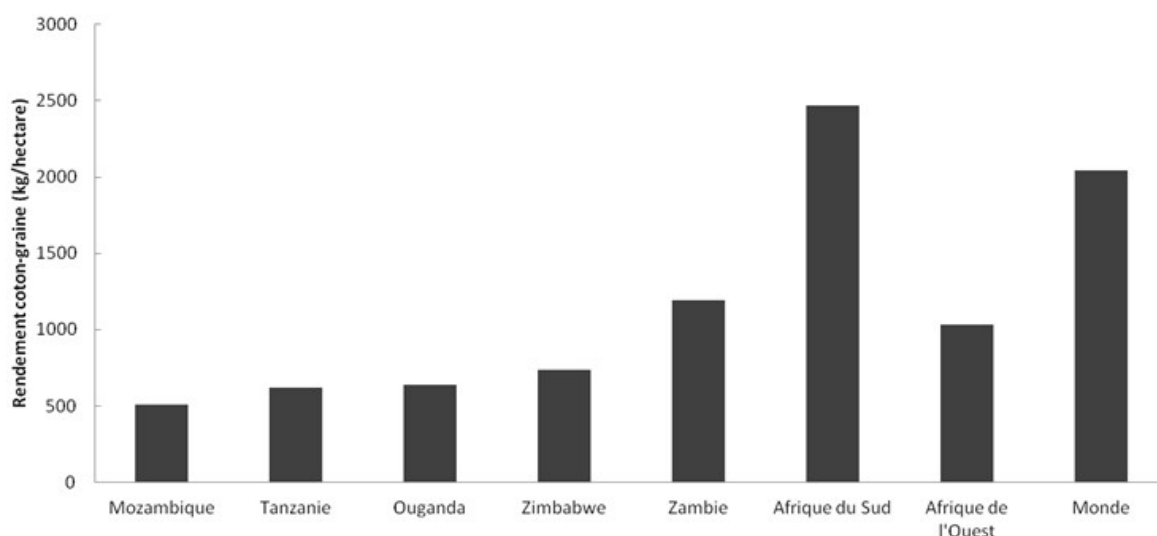


Figure 7.12 : Rendements moyens de coton pluvial (2000-2014) dans plusieurs pays d'Afrique australe, en Afrique de l'Ouest et au niveau mondial. D'après les données FAOSTAT en ligne au 11/01/2017.

Outre un revenu très faible, la culture du coton est contraignante. Elle est particulièrement sensible aux conditions météorologiques lorsqu'elle est cultivée en pluviale, ce qui est le cas au Nord du Mozambique<sup>462</sup>. Elle demande un travail important sur une période de 10 mois<sup>463</sup>. Non seulement ces opérations sont coûteuses en temps et en travail, mais encore elles sont concurrentes des principales cultures alimentaires. Par ailleurs, le prix d'achat du coton n'est pas connu en début de saison mais fixé peu avant la récolte. Ce prix est systématiquement plus bas que les cours mondiaux et son calcul fait des producteurs la variable d'ajustement permettant aux entreprises de maintenir leurs marges (voir l'annexe 7.20). Il ne permet pas toujours aux producteurs de couvrir les coûts de production qu'ils ont engagés. Cultiver du coton implique donc un certain nombre d'inconvénients.

<sup>461</sup> voir par exemple le calcul (ProSAVANA et MASA 2016, 2-32), qui conclut à une rente moyenne de 532 MZN/ha, voir également le chapitre 4.

<sup>462</sup> Le cycle végétatif du coton est long : entre 125 et 174 jours. La formation des capsules nécessite une pluviométrie importante, entre 600 mm et 1200 mm. En deçà, les capsules ne se forment pas correctement et les rendements chutent. Au-dessus les opérations agricoles sont difficiles, les prédateurs et les adventices endommagent et réduisent la production.

<sup>463</sup> Au Nord du Mozambique, le coton est semé entre Novembre et Janvier, et récolté entre Mai et Août. Le semis implique un important travail du sol, essentiellement réalisé de manière manuelle, à la houe. Plusieurs opérations de désherbage sont nécessaires pour permettre le développement des plants de coton. Plusieurs applications de pesticides, au pulvérisateur manuel, sont également requises pour réduire le nombre de chenilles, de mouches, et de sauterelles, qui s'attaquent aux feuilles et aux capsules. Enfin, la cueillette, implique plusieurs passages, pour récolter la fibre au moment de l'ouverture des capsules. In fine, la culture du coton requiert de nombreuses interventions qui s'étalent sur une période de 10 mois, de la préparation du sol en Octobre à la vente de la récolte entre juillet et octobre.

Les producteurs ne sont pas obligés de produire du coton mais sont fortement incités à le faire<sup>464</sup>. Les compagnies, les services de l'agriculture des districts et l'Institut du Coton du Mozambique (IAM) les mobilisent. Les premières organisent des tournées dans les districts avec des projections de films, éventuellement des distributions de sel, ou encore des « soirées dansantes » pour inciter les habitants à les rejoindre. Par ailleurs elles ont souvent beaucoup d'influence sur les administrations locales car elles contribuent aux rapports d'activité et prêtent éventuellement des machines pour l'entretien des routes, le transport des techniciens, et les parades des jours de fête nationale. En retour, ces administrations encouragent la culture du coton. Elles autorisent par exemple l'ouverture de parcelles de démonstration dans les écoles, afin que les enfants « éduquent » leurs parents aux bonnes pratiques culturales. Lors de l'ouverture des marchés du coton, les services de l'agriculture et de l'IAM sont également présents pour inciter les producteurs à la vente et pour vérifier la conformité des balances. La culture de coton dispose donc de tout un système d'enrôlement qui permet de facto d'extraire une récolte peu lucrative pour ses producteurs.

S'ajoutant à ces incitations, la culture du coton dispose d'un système d'encadrement très développé. En 2011, l'ensemble des compagnies cotonnières comptait plus de 1300 agents [*extension staff*], soit le double du personnel des services agricoles publics (voir les travaux de Giva et al. (2011) cités par Gêmo et Chilonda 2013). Equipés de voiture ou de motos, ces « bridages du coton » se partagent les zones de production pour veiller à l'entretien des parcelles. Chaque technicien a ainsi une dizaine de marchés de coton et quelques centaines de producteurs qu'il doit quotidiennement évaluer. Les entreprises ont également mis en place des « producteurs de contacts » en choisissant des producteurs de chaque zone pour surveiller leurs voisins<sup>465</sup>. Ils doivent limiter la disparition des producteurs lors de la commercialisation et s'assurer qu'ils remboursent leurs crédits. Pour faciliter le contrôle des producteurs, certaines compagnies ont travaillé avec l'Etat mozambicain pour leur fournir des

---

<sup>464</sup> Voir le chapitre 4 sur les cultures coloniales forcées. L'imposition du coton a été restaurée par endroits après l'indépendance. Voir par exemple l'analyse de Michel Cahen (1987, 60-65) qui souligne la dimension autoritaire de l'Etat mozambicain dans les années 1980. Le gouverneur de la province de Nampula déclarait par exemple : « produire du coton et de la noix de cajou n'est pas une prière, c'est un ordre de l'Etat. Le gouverneur ne demande pas si cela plaît, il ordonne à tous de produire du coton, de nettoyer les anacardières et de récolter le cajou pour vendre et recevoir des pagnes et du savon ».

<sup>465</sup> Ils doivent tenir un registre contenant les informations personnelles de chaque producteur (nom, sexe, statut marital, nombre d'enfants, parcelles de coton et autres parcelles, traitements effectués sur le coton) et ses crédits. Chaque producteur de contact est responsable de 20 à 80 producteurs. Selon les compagnies, il obtient un « bonus », par exemple 200 MZN soit 5 € pour ceux de la SAN-JFS, si l'ensemble de ses producteurs se présente au marché du coton pour vendre sa récolte et rembourser les crédits.

cartes d'identités<sup>466</sup>. On assiste littéralement à une « mise en ordre » de l'espace rural mozambicain, opéré par les compagnies cotonnières plus que par l'Etat mozambicain lui-même. A Cuamba, elle passe notamment par le financement de stagiaires en agronomie par les compagnies cotonnières. Ils accompagnent les techniciens et contribuent à une meilleure compréhension de l'insertion de la culture du coton parmi les cultures alimentaires, à l'étude des contraintes à l'intensification ou encore à l'amélioration du système d'encadrement.

Ce retour sur le régime du coton ne permet pas d'expliquer pleinement pourquoi les habitants maintiennent cette culture économiquement désavantageuse. Certes les incitations et les moyens d'encadrement déployés sont importants. Mais c'est également le cas pour un ensemble de cultures promues par les ONG, qui au contraire, ne sont pas adoptées. En particulier, l'analyse du régime cotonnier à partir des stratégies des entreprises et du gouvernement, ne permet pas de comprendre le « paradoxe » des rendements bas. Comment expliquer que le Mozambique ait un des plus faibles rendements de coton-graine et de coton fibre au monde? Pourquoi les producteurs continuent-ils de produire si peu, remboursant à peine leurs crédits, alors qu'ils pourraient doubler voire tripler leurs rendements ? Pourquoi ne se concentrent-ils pas sur d'autres cultures de rente, comme le sésame, dont les prix sont systématiquement plus élevés et le cycle de culture réduit ? Une entrée par les stratégies des producteurs apparaît alors révélatrice de la manière dont ils s'accommodent des ressources et des contraintes du coton et les détournent.

### 3.2. Vivre avec le coton: intérêts et détournements

Cette sous-section explore comment les habitants du Nord du Mozambique perçoivent le coton et s'accommodent de son encadrement<sup>467</sup>. Un ensemble de justifications sont récurrentes dans les discours des producteurs pour expliquer l'adoption du coton : nous produisons du coton « parce que c'est dans notre sang », parce que « l'entreprise est notre mère », « parce que sans le coton nous sommes pauvres », parce que nous y sommes

---

<sup>466</sup> Observation lors de la réunion annuelle du secteur cotonnier, Cuamba, 2015.

<sup>467</sup> Elle est fondée sur des entretiens et des observations dans trois concessions territoriales : celle de la SAN-JFS dans les districts de Cuamba et Mecanhelas, celle de la SAM dans le district de Malema et celle de la SANAM dans le district de Monapo.

« habitués », ou encore parce que « c'est notre culture »<sup>468</sup>. Des entretiens et des observations plus poussées permettent de dépasser ce déterminisme culturel.

Selon les habitants la culture du coton possède deux avantages déterminants. Premièrement, la commercialisation est garantie. Comme les entreprises cotonnières ont une obligation d'achat de la production dans leur concession, les producteurs sont certains qu'ils pourront vendre leur récolte. Au contraire la commercialisation du sésame, des lentilles, du soja ou encore du paprika est toujours incertaine (cf. chapitre 4). De nombreux producteurs ont été confrontés à l'absence d'acheteurs et ont vu leur récolte pourrir dans un grenier. Choisir le coton c'est donc choisir une certaine sécurité, même si elle est faible compte tenu du prix réduit de cette production. Deuxièmement, la commercialisation du coton permet d'obtenir une importante somme d'argent d'un coup. Au contraire, la vente de maïs, d'oignons, de haricots ou encore de sésame est fragmentée. Ces denrées sont le plus souvent vendues en appoint, et l'argent gagné est immédiatement dépensé. La rente du coton permet ainsi de thésauriser et d'entreprendre des projets de plus grande ampleur<sup>469</sup>. Ainsi, lorsqu'un habitant ou un foyer a un projet particulier, acheter une bicyclette, épargner pour une moto, couvrir le toit de la maison en tôle, recourir au coton permet parfois de le réaliser. Les jeunes hommes notamment se consacrent souvent avec application à une parcelle de coton pendant un ou deux ans afin d'épargner pour partir en ville ou pour ouvrir une échoppe

Ces deux arguments sont également vrais pour la culture du tabac, dont le système d'encadrement est similaire à celui du coton. Cela explique en partie la forte adoption de cette culture ces dernières années. Ces deux éléments rendent également compte du délaissement de la culture du coton à mesure que d'autres sources de sécurisation et de thésaurisation existent. Dans le district de Monapo, par exemple, les producteurs ont des débouchés stables pour leurs lentilles et avaient donc abandonné le coton au milieu des années 2010<sup>470</sup>. Au-delà des discours, l'analyse de la pratique quotidienne du coton est révélatrice d'une multitude de

---

<sup>468</sup> voir par exemple (Vidal, 2008, 66-67) qui rapporte une série de témoignages similaires : « avec le coton, je mange ce que je n'avais pas [à manger avant] », « le coton permet d'habiller les enfants », « le coton donne de l'argent pour la subsistance », « Je cultive du coton pour avoir de l'argent pour acheter du sel », « sans coton il y a de la pauvreté » ou encore « c'est la pauvreté qui nous conduit à produire du coton ».

<sup>469</sup> Ces relations sont similaires à celles observées par James Ferguson au Lesotho au sujet des têtes de bétail : Une grosse quantité d'argent, comme une vache, est moins susceptible aux revendications de partage et peut être transformée en « investissement » par le foyer. Au contraire, une petite somme d'argent est immédiatement revendiquée par les proches – pour boire un coup, demander un pagne, un peu d'huile, un peu de sel ou encore une barre de savon. Il est beaucoup plus difficile de repousser ces demandes.

<sup>470</sup> Voir également la figure 10.5 (D. L. Tschirley, Poulton, et Labaste 2009, 123). Elle montre que la fréquence d'adoption de la culture du coton varie inversement à la « richesse » des producteurs. Moins de 10% des producteurs les plus aisés (classés dans le « groupe 1 – large ») produisent du coton tandis que plus de 40% des producteurs les moins aisés (classés dans le « groupe 4 – very small ») produisent du coton.

raisons insoupçonnées qui donnent du sens au maintien de cette culture de rente si peu rentable.

S'inscrire comme producteur de coton permet d'accéder à des ressources et à des services. Les producteurs reçoivent, à crédit, des pesticides, des piles pour les pulvérisateurs, et éventuellement de l'argent pour rémunérer leur main d'œuvre. Toutes ces denrées sont rares et prisées dans les zones rurales isolées du Nord du Mozambique. Les pesticides peuvent être détournés et appliqués sur les autres cultures notamment le sésame ou les tomates<sup>471</sup>. Les piles peuvent être revendues pour alimenter les radios et les lampes. Ces pratiques contribuent à la faiblesse des rendements surfaciques du coton. La circulation de techniciens en voiture ou en moto dans les zones rurales permet également d'accéder à des moyens de transport. Ils sont largement sollicités pour acheminer les malades vers les villes, ainsi que ceux qui doivent aller y chercher une pension mensuelle. Ils permettent également de faire parvenir des denrées à un enfant en ville ou d'obtenir des documents inaccessibles au village. Par ailleurs les techniciens sont également des clients potentiels, qui achètent fréquemment des poules, du charbon, ou encore du maïs pour leur consommation personnelle ou pour la revente. Pour les producteurs, le régime du coton procure donc un ensemble de biens et de services hautement valorisés. Il peut être stratégique au niveau collectif d'engager certains membres dans la production de coton, pour que l'ensemble d'un hameau puisse bénéficier de l'accès à ces biens. Entre eux, les habitants reconnaissent que certains « font du bien à la communauté en choisissant le coton ».

Les avantages procurés par le coton reposent sur la capacité des producteurs à se soustraire au crédit. S'ils devaient systématiquement payer l'ensemble des biens fournis, l'intérêt serait limité. Les producteurs déploient donc un ensemble de stratégies pour échapper, au moins partiellement, aux remboursements. L'une d'entre elle consiste à « disparaître » au moment des marchés du coton. Les producteurs ne viennent pas vendre leur production et leurs crédits ne peuvent donc pas être décomptés de leurs revenus. S'ils n'ont pas détourné l'intégralité des intrants et qu'ils ont tout de même produit quelques sacs de coton, ils font passer ces sacs sur la production d'un proche. En échange du service rendu, ils laissent une partie de l'argent gagné à celui qui fait office de « mule ». Localement, ce prélèvement est reconnu comme une contribution du producteur « disparu » à payer le crédit

---

<sup>471</sup> Dans le cas de producteurs qui se sont inscrits comme producteurs de tabac, ce sont les fertilisants azotés qui font partie des intrants à crédit. Dans ce cas une grande partie de ces fertilisants azotés finit en réalité dans les parcelles de maïs ainsi que dans les parcelles maraîchères.



du producteur « mule ». Il existe donc un système de redistribution des crédits qui vient entraver les tentatives de « mise en ordre » des compagnies cotonnières.

Cette technique de dissimulation repose sur une compréhension commune et des stratégies collectives, sans nécessiter de coordination centrale. L'ensemble des producteurs contribue à faire disparaître l'un des leurs. Ainsi quand un technicien demande « où est Mario ? » certains disent qu'ils ne savent pas, d'autres « qu'il a pris une deuxième épouse ailleurs », d'autres enfin qu'ils ne l'ont pas vu depuis des semaines. Si le technicien enquête et demande à être accompagné chez Mario, soudainement personne ne sait exactement où il habite. Si quelqu'un accepte d'accompagner le technicien, Mario n'est pas chez lui. Les habitants se protègent donc entre eux. L'absence de registres fonciers, immobiliers, ou tout simplement d'identité, limite les possibilités de contrôle et de répression. Avec l'aide des « producteurs de contact », les habitants peuvent s'inscrire sous différents noms et éviter de rembourser leurs crédits. Ces premiers peuvent également créer des producteurs totalement factices afin d'obtenir des piles et des pesticides supplémentaires<sup>472</sup>. Ces actes quotidiens de détournement et de défaut de paiement sont collectivement acceptés et légitimés. Les producteurs justifient ces pratiques par le fait qu'ils « font vivre les compagnies de coton ». Ils sont convaincus que les compagnies maintiennent des prix artificiellement bas et que ce sont eux qui financent les salaires des techniciens et des ingénieurs. Les producteurs considèrent donc qu'ils travaillent pour les entreprises depuis des années, sans salaires, et qu'il est légitime de ponctionner leurs ressources<sup>473</sup>. La stratégie rejoint bien celle des « armes des faibles » car elle repose sur une compréhension partagée [il est normal de rouler les entreprises], elle n'implique pas de coordination très poussée [chacun sait qu'il doit feindre l'ignorance] et elle ne défie pas ouvertement les valeurs et les règles des dominants [les producteurs ne luttent pas pour des prix accrus].

La clef de voute qui permet de faire tenir les pratiques de dissimulation et de détournement est la mise sous pression des techniciens et des ingénieurs. Les producteurs disposent de différents moyens pour les contraindre notamment d'une arme redoutable : la dénonciation. Les entreprises font souvent des vérifications dans leurs zones, et les

---

<sup>472</sup> Dans un des villages de Kharamu, un de ces producteurs de contact m'a ainsi expliqué qu'il créait chaque année une douzaine de producteurs fictifs pour un total de 70 producteurs réels. Il obtenait donc des intrants pour 85 producteurs au lieu de 70. Sa maison était localement connue comme un site de vente de pesticides et de piles. Quand les techniciens viennent s'informer auprès de lui de l'état de la production, il déplore le manque de sérieux de certains producteurs

<sup>473</sup> En falsifiant son registre sous mes yeux, un producteur de contact de Kharamu m'expliquait ainsi « qu'il faut bien nourrir ses enfants. L'entreprise ne paye pas pour les services rendus, c'est normal que j'en tire des bénéfices à la fin du mois, non ? ».

producteurs peuvent être très néfastes, ruinant en quelques phrases la réputation d'un technicien. Il leur suffit de dire que ce technicien « ne vient jamais », « ne visite pas les parcelles », « n'a pas transmis les intrants », ou encore « qu'il n'a pas communiqué sur les opérations de traitement à effectuer »<sup>474</sup>. Ces dénonciations peuvent conduire au renvoi des techniciens et limite donc leur zèle auprès des producteurs. Au-delà de la dénonciation, les producteurs peuvent menacer les techniciens d'attaques en sorcellerie ou les laisser seuls dans les moments difficiles. P., un des ingénieurs de la SAN-JFS garde un souvenir amer de la fois où il s'est embourbé avec la voiture de l'entreprise. Les habitants voisins, et ceux qu'il avait pris en stop gratuitement, ont refusé de l'aider à moins qu'il ne les rémunère. Bien qu'il en garde un mauvais souvenir, P. considère qu'il a eu de la chance. Souvent, personne ne vient. Les techniciens doivent pousser leurs motos seuls, camper le long d'un chemin isolé, ou affronter des routes déplorables sur les conseils trompeurs des habitants. Ces derniers parviennent ainsi, à l'usure, à venir à bout des velléités des employés des entreprises.

Producteurs et employés des compagnies s'allient parfois pour mettre en scène des façades qui facilitent les détournements. Certains techniciens participent à revendre les pesticides, les piles ou encore les sacs de jute et à falsifier les registres. D'autres ferment les yeux sur l'absence d'implication des producteurs de contacts, réduisent les visites dans les zones de production et revendent leur carburant. Quand ils se rendent dans les villages, ils se postent dans une des maisons proche de la route, parfois celle du producteur de contact, et passent quelques heures à discuter avec la famille avant de reprendre leur chemin vers la ville. Il est plus rare d'entendre le point de vue des techniciens sur leurs pratiques mais parfois, il diffère rarement de celui des producteurs : « Si c'était moi à leur place, je ne planterais pas de coton. » m'explique un jour l'un d'entre eux, « Tu crois que je ne sais pas que les prix sont bas et qu'ils s'endettent toute la saison ? » (district de Cuamba, mars 2014). Un autre témoigne également que : « Parfois j'ai de la peine pour eux, moi ça fait longtemps que j'aurais abandonné » (district de Malema, 2015). En reconnaissant les difficultés des producteurs, les techniciens participent à légitimer les multiples détournements qui sont opérés.

---

<sup>474</sup> L., un des techniciens de la SAN-JFS, en a fait les frais. Il a été accusé de voler de l'argent de la caisse et a fait 2 ans de gardiennage à l'usine avant d'être blanchi. M. également a été rapidement éliminée de la course par les habitants d'Ipalame. Ils voulaient qu'une des leurs prenne son relais. Dès qu'un technicien venait, M. était critiquée : « M. ne nous rend jamais visite », « elle vend de l'alcool aux producteurs », « elle se sert dans la caisse ». Peu importe le fond de vérité de ces accusations, M. a été renvoyée et substituée.

L'inversion du point de vue sur le régime du coton pour mettre en lumière celui des producteurs conduit donc à une toute autre compréhension de la situation. Le coton est une contrainte et une opportunité avec laquelle les habitants ont appris à vivre. Ils ne l'évaluent pas à l'aune de ses rendements ou de ses bénéfices directs. Au contraire, ils sélectionnent le coton en regard d'un ensemble d'autres avantages procurés par sa mise en culture. Une « bonne entreprise » est ainsi une entreprise qui laisse la place aux récupérations (entretiens dans le district de Malema, 2015). Au contraire, certains producteurs de Malema décrivaient leur entreprise comme « un mauvais patron », car « ils nous connaissent trop bien et qu'eux on ne peut pas les rouler ». Loin d'être anecdotiques, les différentes pratiques qui conduisent à saboter les rendements du coton sont largement répandues. D'après Tschirley et al. (2009), entre 60% et 90% des crédits du coton étaient remboursés au Mozambique entre 1994 et 2004, contre 90% ou plus dans des pays voisins. Ces estimations me semblent hautes et le taux de remboursement avoisine plutôt les 50-60% à mon avis. Concrètement, cela signifie qu'annuellement, des dizaines de milliers de foyers ne remboursent pas leurs dettes et prétextent un échec de production ou disparaissent le temps des marchés du coton.

Ce détour par le coton permet de remettre en perspective les discours dominants sur la « faiblesse » et la « passivité » des Makhuwa. Derrière la façade de « faibles » producteurs et de « faible » résistance à un régime cotonnier peu rentable se dressent des dizaines de milliers de bénéficiaires qui se considèrent plutôt comme « forts ». « Forts » de ne pas avoir été démasqués par les entreprises, « forts » d'avoir obtenu des biens et des services sans les payer, « forts » enfin d'avoir des moyens de pression sur des techniciens. Par ailleurs, ce détour permet de souligner des modalités de « lutte » qui diffèrent largement de celles au cœur des oppositions paysans/Etat. Le vecteur syndical officiel est peu actif<sup>475</sup>. Les producteurs ne se mobilisent pas contre le régime du coton ou pour le transformer de manière publique et médiatisée. Ils n'hésitent pas à critiquer les compagnies devant les journalistes et les chercheurs<sup>476</sup>. Cependant ils n'organisent pas de manifestations nationales ou de grèves pour contester le prix minimal. Au contraire, les habitants s'appuient sur leur capacité à

---

<sup>475</sup> Il s'agit du Forum National des Producteurs de Coton (*Fórum Nacional de Produtores de Algodão*, FONPA), qui participe notamment à l'élaboration des prix du coton. Il a peu de poids pour négocier avec les compagnies, dépend largement de ces dernières pour atteindre les producteurs (les représentants de la FONPA se déplacent ainsi avec les techniciens des entreprises) et participe surtout à reproduire le discours pour inciter les producteurs à se consacrer à leur coton.

<sup>476</sup> voir notamment le travail de maîtrise de Maïa Vidal sur les producteurs de coton dans le Nord-Ouest du Mozambique (Vidal 2008, 61-64). Parmi les producteurs qui ont reconnu avoir des « problèmes » avec l'entreprise cotonnière, 38% des cas relèvent des « prix », 17% des « brigades d'achat » et 14% des « piles ». Les producteurs espèrent ainsi que les chercheurs feront pression sur les compagnies pour eux.

entretenir le flou et l'ignorance auprès des entreprises. Ils jouent de l'opacité du milieu rural : qui est qui ? Qui produit quoi ? Où est passé l'argent ? Ils redistribuent ainsi les contraintes et l'opportunité entre eux, selon des modalités qui échappent aux tentatives de mise en ordre des compagnies et aux perspectives d'une révolte paysanne.

### 3.3. Détourner les interventions et s'en accommoder

A travers une entrée par le coton, la section précédente a exploré des manières de résister à l'encadrement des compagnies cotonnières et de détourner leurs ressources et leurs services. Ces stratégies de résistances et de récupération rejoignent celles mises en évidence par Fernandez-Fernandez dans les années 1960. Cet auteur identifiait l'émigration, le repliement et la clandestinité parmi les modalités de résistance passive. Parmi les modalités de résistance active, il distinguait les débats publics, les lettres aux journaux et les recours aux missionnaires et à la *Police* Internationale et de Défense de l'État [PIDE, ancienne Police de l'Etat portugais]. Bien qu'on puisse discuter la dichotomie entre actif et passif, et que les interlocuteurs aient changé, les « armes » actuelles sont similaires. La disparition des producteurs au moment de rembourser leurs crédits, relève parfois de l'émigration et parfois de la clandestinité. La dénonciation des techniciens qui cherchent à limiter les détournements passe par les débats publics, devant leurs supérieurs hiérarchiques, les chercheurs et les administrateurs, et éventuellement par des courriers. Les habitants dénoncent également la corruption aux éventuels chercheurs et journalistes qui les interrogent sur leurs conditions de vie. Enfin, toutes les stratégies de création de « flou », réponses évasives, impossibilité d'identifier les responsables, ignorance feinte, relèvent du repliement et de la clandestinité. Loin d'être « soumis », les habitants du Nord du Mozambique ont donc un ensemble de moyens pour faire face aux tentatives de transformation mais également pour s'en accommoder.

L'inversion de la perspective sur le corridor de Nacala, de celle des gouvernants et des puissants à celle des habitants, donne un autre aperçu des possibilités de transformation. Si les habitants ne sont pas systématiquement opposés aux interventions, ils entendent en tirer parti. Cet espace à première vue fertile et sous-utilisé, se révèle bien moins accessible et profitable à mesure qu'on l'examine en détail.

Les différentes stratégies soulignées plus haut peuvent avoir l'air dérisoire. Pourtant, si on s'interroge sur l'historicité des stratégies des Makhuwa, force est de constater qu'elles ont

largement entravé plusieurs interventions. Le récit de la conquête du Nord du Mozambique montre l'efficacité de l'opposition des Makhuwa à la pénétration portugaise au 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles (Pélissier 1984; Alpers 1975a; Medeiros 1997). René Pélissier (1984, 186) conclut notamment que les Makhuwa constituent un ennemi « difficile à abattre définitivement ». Ce ne sont ni des attaquants armés, ni des organisateurs de sièges. Bien au contraire, il montre qu'ils réalisent une « guerre de la puce », attaquant en de multiples endroits de manière rapide et répétée. Ce sont *in fine*, leurs capacités à se dissimuler, à désorienter les troupes, à être successivement unis et insaisissables, ou encore à riposter violemment qui ont contribué à faire du Nord du Mozambique la dernière frontière interne de l'Etat colonial.

Le recours à la dissimulation et au « flou » a également permis aux habitants du Nord du Mozambique de faire face à de nombreuses contraintes. La dissimulation a en particulier largement réussi à préserver les chefs de familles des récupérations par le régime colonial. Dans de nombreux villages, les familles se sont organisées pour désigner des chefs fantoches et préserver les véritables chefs de famille et de villages. Tout en ayant l'air soumis, les Makhuwa ont donc préservé leurs structures d'autorité. Le FRELIMO n'a d'ailleurs pas été dupe et c'est en partie du fait de son expérience dans le nord du pays qu'il a cherché à abolir les chefferies. En creux du discours « positif » sur la création d'un « homme nouveau » et d'un « Etat moderne » se trouvait un discours « négatif » qui cherchait à mettre un terme aux organisations sociales locales, qui entraient en concurrence avec les velléités de contrôle et de productivité du parti et de l'Etat.

Le FRELIMO a en partie réussi à éroder les chefferies. Il n'a pas pour autant mis un terme aux pratiques de détournement et d'échappement. Les aînés Makhuwa d'un district de la province de Niassa expliquent ainsi que pour préserver leur vie et celle de leurs enfants, ils prendraient la fuite plutôt qu'ils ne prendraient les armes (Premawardhana 2014, 53). S'ils avaient à choisir un drapeau Makhuwa, il contiendrait une houe et un enfant et non pas une houe et un AK-47, symboles actuels du drapeau du Mozambique<sup>477</sup>. Ce recours à la mobilité et à la dissimulation permet selon eux de faire prospérer les deux valeurs centrales que sont le

---

<sup>477</sup> Les deux symboles du drapeau Mozambicain ont été ajoutés en 1983. Pour Devaraka Premawardhana (2014, 50-51), ces symboles, aux côtés des slogans comme « La lutte continue » permettaient au FRELIMO d'établir une continuité entre les colons combattus pendant la lutte d'indépendance et les soldats de la RENAMO. Le drapeau permettait ainsi de réaffirmer la nécessité de lutter contre des ennemis menaçants, et la victoire inéluctable du FRELIMO.

travail de la terre [*Olima*] et la procréation ou naissance [*Oyara*] bien mieux que n'importe quelle autre arme<sup>478</sup>.

Il est important de remettre ces armes des faibles en perspective car c'est dans le temps long que se construisent les modalités de réponse à des interventions extérieures. L'Etat mozambicain s'est construit tardivement, en particulier au Nord du Mozambique (chapitre 4). Les Makhuwa ne partagent pas la vision de vulnérabilité projetée par les discours qui mettent en avant leur « faiblesse » ou leur échec à conduire de véritables « luttes paysannes ». Bien au contraire, ils se perçoivent comme relativement puissants vis-à-vis des interventions extérieures si bien qu'ils choisissent souvent de les accepter pour les détourner plutôt que de les refuser d'office. Si les Makhuwa ne s'orientent pas vers la lutte armée, c'est qu'ils ont d'autres choix. Ce contexte façonne les moyens de réponse des populations ainsi que les conditions de déploiement des interventions dans l'agriculture.

## Conclusion du chapitre 7

Dans ce chapitre, nous avons proposé une « géographie par le bas » du corridor de Nacala. Nous sommes revenus dans un premier temps sur la structure des sociétés Makhuwa en soulignant que les relations entre humains étaient largement façonnées par une structure familiale matrilineaire et par une économie humaine enchâssée dans une économie marchande. Nous avons souligné la forte mobilité des Makhuwa au sein de l'espace nord Mozambicain ainsi que la profonde transformation des relations sociales et des relations à l'espace au cours de la période coloniale et postcoloniale. A travers les exemples de Kharamu et d'Ipalame nous avons abordé les processus de fragmentation et de polarisation de l'espace. Nous avons également souligné l'hétérogénéité socio-économique des sociétés. Loin de former des communautés homogènes qui parlent « d'un même cœur », nous avons montré des écarts importants et des intérêts divergents entre les plus aisés et les plus pauvres. C'est dans ce contexte d'hétérogénéité que doit être compris le déploiement des interventions dans l'agriculture.

Dans un second temps nous sommes revenus sur les relations entre humains au sujet de la terre, c'est-à-dire sur le foncier. Nous avons souligné les contradictions entre les discours et les pratiques. Nous avons expliqué ces contradictions par une pluralité de relations

---

<sup>478</sup> Sur la cosmogonie Makhuwa et l'importance de la vie, voir « La recherche de la vie » (Fernandez-Fernandez 1976, 65-134) et le « ciclo vital » (Martínez 1989, 71-184).

à la terre ainsi que par une nature changeante de ces dernières. Selon les situations, selon les personnes, selon l'histoire de la terre, elle peut être vendue ou non, cédée ou revendiquée, appropriée avec confiance ou sujette à des occupations incertaines. La pluralité des systèmes normatifs alimente les incertitudes. Une multiplicité d'acteurs peut intervenir pour revendiquer une terre ou régler un conflit foncier.

Enfin, dans un dernier temps, nous avons abordé les moyens mobilisés par les habitants pour faire face ou pour s'accommoder des interventions extérieures. Nous avons montré que derrière l'image de faiblesse et d'ignorance qui est projetée sur les sociétés Makhuwa, ces dernières disposaient de nombreuses stratégies pour tirer leur épingle du jeu. Nous sommes en particulier revenus sur le cas du coton afin de donner une explication par le bas du maintien de cette culture si peu rentable. Ce détour par le coton permet de renverser le point de vue sur les habitants du Nord du Mozambique. Ils ne se mobilisent pas ouvertement et médiatiquement contre le gouvernement ou contre des projets d'investissement, non pas nécessairement parce qu'ils y adhèrent. Bien au contraire, c'est parfois parce qu'ils ont de nombreuses autres manières de faire face à des contraintes et d'en tirer profit dans un contexte où les ressources exogènes sont rares.

Cette approche de la constellation agropolitique par les producteurs permet d'éclairer l'agriculture sous un autre angle. Des éléments de l'économie humaine Makhuwa apparaissent contradictoires avec les lectures dominantes de l'espace Nord mozambicain. Ces dernières se centrent sur la faible densité d'habitants et sur un diagnostic d'extrême pauvreté liée à la faiblesse des revenus. Au contraire nous soulignons que l'agriculture n'est qu'une des activités conduite par les habitants et qu'elle s'enchaîne dans des mobilités et des circulations multiples. L'objectif n'est pas nécessairement de maximiser un rendement mais parfois de détourner certaines ressources, comme les intrants, et de maintenir certains liens sociaux. Compte tenu de la polysémie de l'agriculture entre les différents acteurs de l'agriculture, on peut s'attendre à ce que l'ancrage des projets en des sites spécifiques et leur matérialisation génère des changements de discours et de pratiques, des ajustements, ou des tensions. Ces questions sont abordées dans les chapitres suivants.

## **Chapitre 8 : Les rencontres entre habitants, investisseurs et administrations au Nord du Mozambique**

Le chapitre 6 a montré que les investissements privés de grande taille dans le foncier agricole au Nord du Mozambique étaient nombreux. Ils s’ancrent dans l’espace rural malgré une coalition d’acteurs mobilisée contre les accaparements de terres. Le chapitre 7 a exploré les relations des sociétés Makhuwa à la terre et à l’agriculture. Il a montré que les modalités d’appropriation de la terre et de la production étaient différentes de celles représentées et promues dans le Plan Sectoriel pour le Développement de l’Agriculture (PEDSA). Ce chapitre est centré sur les relations de savoir et de pouvoir qui se déploient lors des rencontres<sup>479</sup> entre investisseurs privés, habitants et administrations, dans le corridor de Nacala.

Que se passe-t-il concrètement lorsque différents acteurs de la constellation agropolitique<sup>480</sup>, habitants, investisseurs et administrations (agricole et foncière), se rencontrent ? Comment les différentes appropriations de la terre et les représentations de l’espace se combinent-elles ? Quels sont les processus institutionnalisés par lesquels les habitants acceptent, négocient ou refusent des projets d’investissement ? Pour étudier ces moments de rencontre, ce chapitre se focalise sur des sites qui ont fait ou font l’objet de demandes de droits d’usage et d’exploitation de la terre (*Direito de Uso e Aproveitamento da Terra*, DUAT) par des investisseurs privés. L’objectif de cette entrée est double : d’une part, interroger le processus par lequel les différentes représentations de l’espace coexistent et s’articulent, d’autre part, analyser les relations et les structures de pouvoir qui permettent la construction d’accords. Les rencontres servent ainsi de prisme révélateur pour étudier les interactions au sein de la constellation agropolitique.

Les rencontres entre habitants, investisseurs et administrations découlent en partie de la loi foncière mozambicaine n°19/97 du 1<sup>er</sup> octobre 1997. Si un investisseur souhaite obtenir un DUAT pour exploiter la terre, il doit demander aux individus et communautés qui l’occupent leur accord. Des consultations communautaires sont ainsi organisées

---

<sup>479</sup> Ce chapitre s’intéresse en particulier aux consultations communautaires. Il intègre également des éléments liés à des interactions entre acteurs qui ne relèvent pas de ce dispositif, mais de simples « rencontres ». J’ai donc conservé le terme plus large de « rencontre » afin d’intégrer les observations qui se déploient sur le même site d’investissement mais qui ne sont pas confinées au moment précis de la consultation.

<sup>480</sup> La notion de constellation agropolitique a été définie dans le chapitre 1. Il s’agit de l’ensemble des acteurs déployant des stratégies de contrôle et de gestion de la production agricole ainsi que les relations tissées entre ces acteurs autour de ces enjeux.



préalablement à l'attribution d'un DUAT à une entreprise. Au-delà de ces consultations communautaires, d'autres rencontres peuvent avoir lieu pour organiser la main d'œuvre et/ou fixer le plan d'activité. Leur tenue varie selon les entreprises, leurs projets, et les interactions avec les habitants.

Les consultations communautaires ont fait l'objet de nombreuses études (Christopher Tanner et Baleira 2006; Salcedo-La Viña 2015; Akesson, Calengo, et Tanner 2009; Mei et Alabrese 2013). Elles louent la reconnaissance des droits coutumiers et l'institutionnalisation de la participation, mais soulignent des lacunes dans l'application de la loi. Les consultations sont souvent bâclées, les négociations se font en aparté, avec les chefs, et non pas publiquement, et les compensations sont insuffisantes ou insuffisamment précisées (Christopher Tanner et Baleira 2006; Nhantumbo et Salomão 2010). En réponse à ce constat, les agences de développement et les ONG se sont surtout concentrées sur la formalisation des consultations. Le soutien légal aux communautés via des formations para-légales anime l'intervention du *Center for Juridical and Judicial Training*<sup>481</sup>. Le projet PRO-Parcerias a mis en place une procédure pour faciliter les partenariats entre les communautés et les investisseurs. Elle est fondée sur la mise en place de comités, l'identification de terres disponibles et la diminution des coûts de transaction (Mathieu Boche et al. 2013; PRO-Parcerias 2013). Plusieurs projets s'intéressent également à la délimitation des communautés comme préalable aux consultations. Les délimitations conduisent à allouer un « certificat » aux communautés et à inscrire leurs limites dans le cadastre<sup>482</sup>. Elles permettent d'informer les habitants sur leurs droits, de les faire reconnaître, et de repérer des terres pour des investisseurs potentiels. Bien que les diagnostics varient d'une étude à l'autre, les recommandations des auteurs convergent : il faut plus de transparence, plus de participation, et plus de consultation pour que les rencontres soient plus démocratiques et moins conflictuelles.

Ces approches legalistes et processuelles considèrent les consultations communautaires comme des processus d'information et de choix, indépendants du contexte historique, politique ou encore culturel. Selon ce paradigme, qui rejoint le paradigme du *Public Understanding of Science* (Jasanoff 2005, 250) les citoyens se positionnent par rapport

---

<sup>481</sup> Le CFJJ, initié au Mozambique en 2001 (jusqu'en 2012) est financé par les Pays Bas et la Norvège avec une assistance technique de la FAO (Christopher Tanner et al. 2014).

<sup>482</sup> Un certificat reconnaît une occupation collective d'une terre. Des DUAT individuels peuvent être reconnus à l'intérieur de terres « certifiées ». En revanche deux DUAT ne peuvent pas se superposer. Attribuer des certificats et non pas des DUAT aux communautés laisse la possibilité de l'implantation d'investisseurs, de l'individualisation de terres ou de l'intervention étatique (entretien au cadastre de Nampula, 22/05/2015).

à une innovation scientifique, ou plus largement par rapport à une intervention, en fonction de ce qu'ils savent. S'ils ne font pas « le bon choix », c'est avant tout parce que leurs connaissances sont trop faibles. Si ces approches ont le mérite d'ouvrir des pistes d'action, elles peinent à expliquer le déroulement de certaines consultations. A Kharamu, par exemple, un investisseur convoitant une surface de 3000 ha a organisé une consultation communautaire en avril 2014. Ses photographies de la signature des actes (Figure 8.1) montrent des habitants particulièrement enthousiastes. Deux représentants des services de l'agriculture et des services du cadastre, sont assis de dos au premier plan. Au second plan, des hommes sont agglutinés au-dessus d'une table où sont disposés les documents d'acceptation du DUAT. Souriants, ils se précipitent pour signer. A l'arrière-plan, d'autres hommes, notamment des autorités communautaires de Kharamu, les regardent en discutant.



Figure 8.1 : Consultation communautaire à Kharamu à l'occasion d'une demande d'un DUAT de 3000 ha par une entreprise sud-africaine pour produire du coton. (Source : investisseur, avril 2014)

Or l'investisseur a promis très peu de contreparties : le forage de 3 puits, 50 emplois à plein temps et 200 emplois saisonniers<sup>483</sup>. Ces avantages ont été clairement énoncés et sont limités,

<sup>483</sup> Entretien avec l'investisseur le 04/06/2014. Propos confirmés par les habitants le 07/06/2015.

compte tenu du fait que les 3000 ha convoités sont cultivés par des centaines de familles. D'autre part, Kharamu constitue une zone de forte mobilisation contre les investissements privés. Plusieurs associations paysannes appartiennent au syndicat national des paysans (UNAC) et de nombreuses formations ont été organisées par la paroisse au sujet des droits fonciers (voir le chapitre 6). Pourtant, lors de la consultation, aucune demande de précisions n'a été formulée, et aucune objection n'a été soulevée. Enfin, peu de temps après la consultation, certains habitants ont commencé à dénoncer « un cas d'accaparement de terre »<sup>484</sup>. Le déroulement de cette consultation soulève plusieurs questions : les acteurs ont-ils la même compréhension de l'enjeu représenté par le document signé ? Quelles sont les structures et les relations de pouvoir qui façonnent les rencontres et leurs issues ? Pourquoi les habitants et les institutions impliqués dans les questions foncières ne sont-ils pas intervenus ? Les approches legalistes ou processuelles peinent à apporter des réponses à ces questions car elles homogénéisent les communautés et ignorent le contexte historique et politique des consultations.

Ce chapitre analyse la consultation communautaire comme un dispositif et comme un élément de l'épistémologie civique mozambicaine. Un dispositif est un réseau hétérogène mis en place par une structure de pouvoir pour parvenir à un objectif stratégique. Un dispositif peut ainsi comporter :

« Des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit [...]. »

(Foucault 1994, 298)

L'articulation de ces éléments pour parvenir à un objectif, explicité ou non, fait dispositif, même si dans un second temps ce dernier peut être détourné à des fins diverses (Foucault 1994, 300). Ce chapitre étudie les consultations comme un dispositif censé protéger le droit des communautés mais facilitant le transfert de leur terre. *L'épistémologie civique* désigne les pratiques institutionnalisées par lesquelles les citoyens mettent en œuvre des manières culturellement, historiquement et politiquement situées de tester, sélectionner, adopter ou discréditer certains énoncés scientifiques dans la construction de choix collectifs (Jasanoff 2005, 254). Les consultations communautaires constituent des moments

---

<sup>484</sup> Alors que l'investisseur n'a pas commencé les opérations agricoles, des habitants ont contacté l'union du district pour dénoncer la venue d'un « *land grabber* ».

institutionnalisés d'élaboration d'un choix et participent donc à l'épistémologie civique. Elles sont cependant marquées par d'importantes asymétries de savoir et de pouvoir.

Face à des dispositifs contraignants, les habitants peuvent mettre en place des ruses pour capter des ressources et les détourner à d'autres fins (Laurent 1998).

« Dans une situation d'asymétrie sociale, la ruse populaire n'est pas étrangère à l'idée de dérober des ressources, matérielles et symboliques, à un univers de sens considéré comme différent du sien afin [...] de tirer profit de matériaux précontraints sans bouleverser à fond ses propres structures. »

(Laurent 2004, 177-79)

Pierre Joseph Laurent analyse ainsi comment, face à des procédures qu'ils ne maîtrisent pas, les habitants organisent collectivement des mises en scènes et des détournements. Cette lecture complémentaire à celle du dispositif permet de mettre en lumière les tactiques et les stratégies des habitants. Cela rejoint l'approche de Jean-François Bayart qui déplace le regard des dispositifs du pouvoir à l'univers politique des habitants, leurs enjeux, leurs pratiques, ou encore leurs modes d'actions populaires (Bayart, Mbembe, et Toulabor 2008, 53). Matériellement, les rencontres apparaissent alors comme un théâtre éphémère construit par les autorités administratives et communautaires dans lequel se joue en quelques tirades le devenir des terres et des hommes. Investisseurs, administrateurs, chefs communautaires et habitants mettent en scène des argumentations, des silences, ou encore des promesses. Ce chapitre analyse ces mises en scène. Il montre que le dispositif de consultation participe d'une violence structurelle, ensemble de contraintes qui ne peut pas être attribué à un individu identifiable (voir le chapitre 1).

La première section de ce chapitre explore l'institutionnalisation de la consultation communautaire et les différentes représentations de la terre et de l'investissement qu'elle met en présence<sup>485</sup>. La deuxième section étudie les asymétries de pouvoir au centre des consultations communautaires. Je souligne en particulier la mise en retrait des intermédiaires qui auraient pu construire un sens commun. Le dispositif de consultation participe ainsi d'une violence structurelle qui force les habitants à transférer leurs droits d'usage de la terre. La troisième section analyse les asymétries de savoir et la place de la ruse dans les consultations et les rencontres entre acteurs. Ces sites sont en effet marqués par une construction d'ignorances et de mises en scènes qui sont clef dans l'élaboration d'accords. Elles peuvent

---

<sup>485</sup> L'approche relève de l'interactionnisme méthodologique, ensemble d'analyses qui « prennent les interactions sociales comme « une entrée » empirique privilégiée tout en se refusant à en faire un objet en soi, autrement dit sans s'y limiter ou s'y emprisonner » (Olivier de Sardan 2001a, 742, voir le chapitre 2). Les 7 cas d'études sont également cartographiés au début de la section 1.2 de ce chapitre.

être produites tant par les investisseurs et les techniciens du cadastre, qui prennent soin de passer sous silence le contenu des documents signés, que par les habitants qui jouent de l'opacité des communautés pour capter des ressources.

En analysant la constellation agropolitique au prisme des rencontres entre acteurs, ce chapitre contribue à la géographie du pouvoir dans l'espace rural. Les consultations apparaissent en effet comme un espace-temps marqué par de fortes asymétries de pouvoir et de savoir, qui permettent à différents acteurs de (re)disposer des humains et des terres. Ce chapitre explique alors comment des acteurs s'accordent, bien qu'ils aient des représentations différentes de l'investissement et de la terre, ainsi que des intérêts contradictoires. *In fine*, il apporte une réponse clef à une des questions fondamentales qui a suscité cette thèse : Comment les investisseurs privés, armés de représentations simplistes de l'espace, parviennent-ils à s'ancrer et à occuper des terres déjà appropriées ?

## Section 1 – De la procédure légale au dispositif socio-spatial

La vacuité et la domanialité sont deux « mythes complémentaires » essentiels aux processus d'appropriations foncières de grande taille dans de nombreux pays (Chouquer 2012c, 5). Le premier permet l'existence de terres disponibles tandis que le second place leurs droits d'usages dans les mains de l'État. Au Mozambique, cependant, la loi foncière n°19/97 de 1997 reconnaît les occupations individuelles et communautaires d'une manière qui porte un sérieux coup à la « vacuité ». Si les habitants déclarent que la terre est occupée et qu'ils ne souhaitent pas la céder, l'État ne peut pas transférer les droits à un autre utilisateur. Ce dernier doit organiser une consultation communautaire, plaçant de fait la terre dans une « domanialité communautaire »<sup>486</sup>.

En pratique, la reconnaissance des droits par occupation et le processus de consultation communautaire mettent à mal les mythes de la vacuité et de la domanialité. Je reviens donc dans un premier temps sur la notion d'occupation et sur l'institutionnalisation de la consultation. Je montre que cet impératif légal formalisé tardivement est lié aux changements des statuts juridiques accordés aux êtres humains, aux droits reconnus sur la terre, et aux principes de subordination entre ces différents droits. La définition différente de « communauté » dans la loi foncière et dans les décrets d'application introduit cependant une

---

<sup>486</sup> L'article 98 de la Constitution de 2004 introduit la notion de « domaine public communautaire ». Il est distingué du domaine public de l'Etat et du domaine public des collectivités locales, mais n'est pas défini.

ambiguïté majeure. Par ailleurs, plusieurs éléments indiquent une réticence de l'Etat à transférer aux communautés l'autorité sur la terre. Dans un second temps, je présente les représentations au sujet de l'investissement et de la terre des différentes parties prenantes d'une consultation. Ces représentations sont façonnées par le statut des acteurs et l'histoire des interventions précédentes. Ces représentations différentes se contredisent parfois, mais le dispositif de consultation facilite l'établissement d'un accord entre les participants.

## 1.1. L'institutionnalisation de la consultation communautaire

### 1.1.1. Un point de passage obligé

Au Mozambique, d'après la Constitution de 2004 (article 109) et la loi foncière de 1997 (loi n°19/97, articles 3 et 4), l'État mozambicain est le propriétaire de toutes les terres. La terre ne peut pas être vendue, aliénée, hypothéquée ou saisie. Toutefois, l'État reconnaît les droits d'usage et d'exploitation par autorisation pour tous les particuliers et les entreprises et par occupation pour les habitants mozambicains individuels ou les communautés. Les droits des habitants sont reconnus en vertu de la coutume ou d'une occupation de plus de dix ans. Cela permet de protéger les droits des citoyens mozambicains qui occupent des terres depuis longtemps ou qui ont été déplacés par la guerre civile, mais peuvent toujours revendiquer leurs terres coutumières. L'article 12 de la Loi n°19/97 précise que :

Le droit d'usage et d'exploitation de la terre est acquis par :

- a) occupation par des particuliers et par les communautés locales, selon les normes et les pratiques coutumières en ce qu'elles ne s'opposent pas à la Constitution.
- b) occupation par des particuliers nationaux qui, de bonne foi, exploitent la terre depuis au moins dix ans ;
- c) autorisation de demande présentée par des particuliers ou des personnes collectives [morales] dans la forme établie par la présente loi.

(Traduction Chouquer 2010)

Dans le cas d'un accès foncier pour des fins d'exploitation économique, le demandeur, qu'il soit mozambicain ou étranger, doit demander une autorisation et obtenir un titre formel. Les deux premières modalités d'accès, au contraire, n'impliquent pas de titre formel. Elles sont reconnues sur simple déclaration orale par les membres individuels ou collectifs et ont une

valeur légale équivalente à un titre<sup>487</sup>. Les communautés ont donc, par simple occupation, des droits équivalents à des titres.

En théorie, un investisseur qui demanderait un titre ne relevant pas de droits d'usage et d'exploitation d'habitants n'aurait, suite au constat d'absence d'occupation validé par les communautés voisines, qu'à obtenir l'autorisation de l'administration. En pratique, les terres occupées par les communautés locales représentent la quasi-totalité des terres cultivables au Mozambique. L'article 1 de la loi n°19/97 définit une « communauté locale » comme :

Un groupe de familles et d'individus, vivant dans une circonscription territoriale du niveau de la localité ou inférieur, qui vise à la sauvegarde des intérêts communs par la protection des zones d'habitat, des zones agricoles, cultivées ou en jachère, forêts, sites d'importance culturelle, pâturages, sources d'eau et zones d'épanchement.

(Traduction G. Chouquer, 2010)

Les terres d'une « communauté locale » comprennent ainsi non seulement les terres actuellement utilisées pour des activités agricoles, de chasse ou de cueillette, mais aussi des terres en régénération et des réserves futures. Les terres d'une « communauté locale » s'arrêtent souvent là où commencent celles d'une autre, ne laissant pas de « réserves de terres » pour l'investissement commercial (Mathieu Boche et Anseeuw 2014, 5). La définition légale « d'occupation » et sa mise en pratique conduisent ainsi à reconnaître des communautés occupant plusieurs dizaines voire centaines de milliers d'hectares<sup>488</sup>.

Cette construction normative a été le fruit d'une forte mobilisation nationale et internationale pour légitimer les pratiques des habitants existantes tout en offrant des conditions sécurisées pour de nouveaux investissements privés dans les espaces ruraux (Christopher Tanner 2002). Comme l'explique Christopher Tanner, responsable des deux projets FAO ayant contribué à la formulation de la loi n°19/97:

« Le but de cette révision de la loi était de mettre en place un mécanisme protégeant les droits élargis des communautés sur des terres qu'elles n'utilisaient pas mais qu'elles considèrent comme leur appartenant, sur le plan historique ou culturel. [...] Il s'agissait de les protéger contre l'invasion de soi-disant investisseurs privés. »

(extrait de l'article du 13 décembre 1996 de L'Actualité FAO 1996)

---

<sup>487</sup> C'est ce que précise l'article 13 de la loi n°19/97 : « (2) L'absence de titre ne porte pas préjudice au droit d'usage et d'exploitation de la terre acquis par occupation dans les termes des alinéas a) et b) de l'article antérieur. (3) Le processus de titrisation du droit d'usage et d'exploitation de la terre inclut le rapport des autorités administratives locales, précédé de la consultation des communautés respectives, aux fins de confirmation de ce que la zone est libre et n'a pas d'occupants. » (Traduction G. Chouquer, 2010)

<sup>488</sup> En 2010, parmi les 231 communautés délimitées et les 92 communautés en cours de délimitation, 154 occupaient de 1000 à 10 000 ha, 96 communautés occupaient de 10 000 à 50 000 ha, 26 communautés occupaient de 50 000 à 100 000 ha et 32 communautés occupaient plus de 100 000 ha (MINAG 2010). Pour des explications sur les raisons de la taille de ces superficies, voir (Akesson, Calengo, et Tanner 2009).

Des mécanismes de participation locale ont ainsi été institués pour inclure les habitants dans les processus d'allocation des droits d'usage et dans les bénéfices de ces nouvelles activités.

Les consultations constituent un point de passage obligé pour obtenir des terres déjà occupées. En effet, les investisseurs sont souvent intéressés par des terres qui sont déjà occupées. Réciproquement, les espaces non-occupés sont rarement exploitables. Les analyses d'imagerie satellitaire effectuées par AgDevCo sur les espaces disponibles indiqués par les habitants concluent qu'ils ne réunissent pas les conditions nécessaires, en particulier l'accès à l'eau (Mathieu Boche et al. 2013, 15). José Negrão<sup>489</sup> affirmait ainsi qu'« il y a des terres vacantes, mais elles sont précisément là où personne ne veut investir » (cité dans Joseph Hanlon 2004, 607). Les intérêts des habitants correspondent souvent à ceux des investisseurs (terres accessibles, sols fertiles, faibles pentes, accès à l'eau) si bien que de facto les terres aux « bonnes conditions » sont les premières à être occupées. Les consultations communautaires deviennent donc des sites de négociation cruciaux pour accéder aux terres fertiles.

Les investisseurs dans la région centrale du Mozambique ne passent pas nécessairement par des consultations. Ils peuvent par exemple racheter des parts d'entreprises pour contrôler les actifs sans organiser de consultations communautaires (Mathieu Boche et Anseeuw 2014). L'accès aux anciennes fermes d'État est également ambigu, les élites administrant ces terres comme si elles étaient à leur disposition. Le cas des transferts d'actifs est cependant rare dans la région nord du Mozambique car peu d'investissements récents se sont implantés dans cette région (chapitre 4). Il y a donc moins de possibilités de transferts de DUAT. La majorité des investisseurs ciblent des espaces qui ont fait l'objet d'investissements depuis longtemps abandonnés, ou qui n'ont jamais fait l'objet d'investissements. Dans les deux cas, des consultations communautaires sont organisées. Elles obligent les investisseurs et les administrations à prendre en compte les habitants.

### 1.1.2. Un dispositif pour faciliter les transferts de titres

Si le droit à la consultation des peuples autochtones est le résultat d'un activisme transnational de longue date, il a été institutionnalisé, opérationnalisé, voir contesté, différemment selon les pays (Delgado-Pugley 2014, 166). Au Mozambique, l'institutionnalisation de la consultation communautaire a débuté à la fin des années 1990. Jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la souveraineté territoriale des chefs [*regulos*] était reconnue

---

<sup>489</sup> Universitaire très actif dans la formulation et la diffusion de la loi des Terres n°19/97 de 1997.



mais leurs droits n'étaient pas formalisés<sup>490</sup>. La création de « réserves indigènes » en 1909<sup>491</sup> et d'un statut « indigène »<sup>492</sup> à partir de 1926 n'a pas été accompagnée de la mise en place d'un dispositif de consultation. L'indépendance est marquée par l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1975 et d'une nouvelle loi foncière, loi n°6/79 du 3 juillet 1979. Elles sont caractérisées par un fort pouvoir accordé à l'État, qui devient propriétaire de toutes les terres au nom du peuple<sup>493</sup>, et par l'absence de référence aux *regedorias*, *regulos*, et autres autorités « traditionnelles ». A l'extérieur des zones de Développement agricole, les ménages peuvent occuper des terres gratuitement et sans autorisation pour satisfaire leurs besoins<sup>494</sup>. Ces droits d'occupation sont contraints dans l'espace (quelques dizaines d'hectares par ménage), non collectifs et non coutumiers, et peuvent être révoqués à la convenance de l'État ou au nom de

<sup>490</sup> Voir l'Annexe 8.1 pour des éléments plus précis sur le droit foncier colonial au Mozambique.

<sup>491</sup> Les « réserves indigènes » sont établies par le *Regime provisório para a concessão de terrenos do estado na província de Moçambique* approuvé par décret le 9 juillet 1909 et la Constitution de 1911. Ces réserves ont notamment pour objectif de protéger l'agriculture africaine face à la forte demande de terres de colons privés conformément à la doctrine protectionniste (B. Direito 2014). Elles constituent également une base pour le maintien et la reproduction des familles dont la force de travail des hommes est mobilisée par les colons (Negrão 2002). Dans ces réserves les terrains destinés à « l'utilisation exclusive de la population indigène » ne donnent jamais lieu à l'obtention d'un titre de propriété. C'est ce que précise l'article 35 du décret n° 39 666 du 20 mai 1954 : « Est garanti, en commun, aux indigènes qui vivent en organisations tribales, l'usage et l'usufruit, selon une forme coutumière, des terres nécessaires à l'établissement de leurs villages, de leurs cultures et leurs pâtures pour leur bétail. Cette occupation ne confère pas des droits de propriété individuels et est régulée entre les indigènes par les us et coutumes respectifs » (traduction de l'auteur). L'article 36 précise que les terrains où sont établis des indigènes ne peuvent pas faire l'objet de concessions sans que la situation des indigènes ne soit protégée. Ils sont compensés avec d'autres terrains ou indemnisés. Ils n'ont cependant pas leur mot à dire.

<sup>492</sup> Est considéré comme indigène « l'individu de race nègre ou qui en est descendant et qui par ses us et coutumes ne se distingue pas du commun de cette race » (décret n° 12 :533 du 23 octobre 1926, et décret n° 16473 du 6 février 1929, traduction de l'auteur). L'article 2 du décret n° 39666 du 20 mai 1954 réaffirme cette catégorisation : « sont considérés comme indigènes des provinces référées ci-dessus [Guinée, Angola et Mozambique] les individus de race nègre ou ses descendants qui, y étant nés ou y vivant habituellement, ne possèdent pas encore les us et les coutumes individuels et publics nécessaires pour l'application intégrale du droit public et privé des citoyens portugais » (traduction de l'auteur).

<sup>493</sup> L'article 8 de la constitution de 1975 de la République Populaire du Mozambique établit que « la terre et les ressources naturelles situées dans le sol et le sous-sol, dans les eaux territoriales et dans la plateforme continentale du Mozambique sont propriété de l'État. L'État détermine les conditions de leur exploitation et de leur usage ». Le préambule de la Loi n°6/79 du 3 juillet 1979 précise que « quand il est dit que la terre est propriété de l'État, cela signifie que l'État appartenant aux ouvriers et aux paysans, la terre appartient au Peuple Mozambicain ». Il s'agit donc de rappeler que la centralisation des droits doit profiter au peuple selon une orientation socialiste et que la libération ne serait pas effective « si la terre restait dans les mains d'une poignée de latifundiaires étrangers ou nationaux » (Loi n°6/79) (traductions de l'auteur).

<sup>494</sup> Un ménage (*agregado familiar*) est défini comme un ensemble de personnes qui vivent dans le même noyau de maisons sous l'autorité d'un chef de famille marié ou en union de fait, et qui maintiennent des liens résultant d'une vie commune (article 1 du Décret n°16/87). Chaque membre du ménage peut occuper 0,25 ha de terrain irrigué et jusqu'à 1 ha de terrain en culture pluviale (article 48). Dans le cas d'une agriculture itinérante, des surfaces complémentaires sont prévues, n'excédant pas un total de 10 ha, ce qui peut toutefois être revu par le Conseil Exécutif de l'administration locale correspondante (article 48). Dans les zones de Développement agricole planifié les provinces peuvent autoriser des concessions de droits (Article 8). Les agrégats familiaux occupant des surfaces supérieures à l'article 48 ou ne souhaitant pas suivre les plans de Développement agricole ou autres plans approuvés légalement (article 54) doivent requérir une exploration d'économie privée ou leur intégration dans des exploitations collectives (article 59). Si les familles abandonnent le terrain occupé pour une période continue supérieure à deux ans, sans motifs justifiés, les bénéficiaires perdent le terrain au profit de l'État, sans indemnisation (article 60).

l'intérêt public<sup>495</sup>. Avec l'exclusion des chefferies et autres collectivités et la concentration des droits sur la terre dans les mains de l'État, ce régime foncier est particulièrement défavorable à la consultation<sup>496</sup>.

En 1992, à l'issue de la guerre civile, la « question foncière » est repoussée devant l'importance des déplacements et des retours de population, le constat d'un maintien de systèmes fonciers coutumiers, et la reprise de demandes privées (Christopher Tanner 2002). La Politique Nationale des Terres, résolution n°10/95 du 17 octobre 1995 et loi foncière n° 19/97 du 1<sup>er</sup> octobre 1997, introduisent une forte rupture en reconnaissant les droits fonciers des communautés locales. Le concept de « communauté locale » n'a pas de précédent dans la législation et la jurisprudence mozambicaine. La résolution n°10/95 introduit la notion de « communauté locale » ainsi que l'obligation de négocier avec elle et de la consulter, sans pour autant la définir<sup>497</sup>. Pour Scott Kloeck-Jenson, les communautés font l'objet d'une définition idéalisée adaptée au contexte de reconstruction post-guerre civile qui ne pose pas les questions de représentation juridique et politique, ou encore des compétences des communautés (Kloeck-Jenson 2000). La *Comissão de Assuntos Jurídicos, Direitos Humanos e de Legalidade*, pointe cette lacune et conduit au rajout de l'article 30, précisant que les mécanismes de représentation et d'action des communautés seront fixés ultérieurement (Kloeck-Jenson 1997, 6).

L'article 13 de la loi n°19/97 impose une consultation des communautés pour confirmer que la terre est libre et qu'il n'y a pas d'occupants. Ainsi la nouvelle loi foncière, et le décret n°66/98 du 8 décembre qui la régleme, reconnaissent les droits individuels et collectifs sur simple déclaration et sans nécessité de documents écrits. Ils rendent obligatoire la consultation et impliquent la participation des communautés dans l'administration des

---

<sup>495</sup> La loi n°6/79 est donc en pleine rupture avec la loi coloniale précédente. Cette dernière reconnaissait des droits « en commun », selon la coutume, extensifs, et avec une interdiction complète d'aliénation par une personne extérieure et de déplacement des habitations, des cultures ou des pâtures. Au contraire, l'article 50 de la loi n°6/79 intitulé « transfert de ménages » prévoit la possibilité de déplacer des ménages selon des modalités d'indemnisation précisées dans les articles 51, 52 et 53. Dans le cas de zones de planification, le déplacement des ménages donne droit à des indemnisations si les ménages ne souhaitent pas s'y intégrer et à des compensations en matériel de construction sinon (article 54).

<sup>496</sup> Voir les études les privatisations de terres au détriment des petits producteurs (West et Myers 1996; Myers 1994a; Christopher Tanner 2002, 9), ainsi que le clientélisme des élites du FRELIMO, qui (s')attribuent des concessions foncières sans consultation des habitants à partir du 5<sup>ème</sup> congrès du FRELIMO en 1989 (Bowen 2000, 198).

<sup>497</sup> Le texte suggère que ces communautés pourraient être repérées par l'identification de zones d'occupations où s'exercent des lois coutumières ou par l'identification de groupes collectifs définis par des concepts juridico-culturels (par exemple tous les membres d'un lignage ou d'un clan).

ressources naturelles<sup>498</sup>. Dans le cas de demandes de licences ou de concessions forestières les consultations sont également rendues nécessaires<sup>499</sup>. Le décret n° 66/98, en particulier l'article 27, précise le processus de consultation. Les actes doivent être signés par trois à neuf membres de la communauté locale, ainsi que par les co-titulaires ou les occupants des terres voisines. Ce cadre législatif et son application restent marqués par des faiblesses. Le processus de sélection des trois à neuf membres, qui constituent une sorte de « comité local » n'est pas précisé. On peut penser qu'il s'agit d'une sélection de représentants à l'occasion de la consultation, comme pour les délimitations<sup>500</sup>. Le principe de co-titularité au cœur de la loi n°19/97 impose cependant la participation de tous les membres co-titulaires ainsi que leur accord (Knight 2010, 111). Or, les administrations locales ont souvent tendance à n'impliquer que les autorités communautaires les plus élevées, les *regulos* notamment, et à bâcler les négociations avec le reste des co-titulaires (Akeesson, Calengo, et Tanner 2009; Christopher Tanner et Baleira 2006). Les investissements fonciers conflictuels se multiplient ainsi au Mozambique.

Deux documents constituent la pierre angulaire de l'institutionnalisation du dispositif de consultation et son renforcement : (1) le décret n° 43/2010, et (2) l'arrêté ministériel n°158/2011. Le décret n° 43/2010 du 20 octobre 2010 amende l'article 27 du décret n°66/98 et précise les participants à la consultation. En plus de l'administrateur du district ou de son représentant et des services du cadastre, doivent participer : le Conseil Consultatif local, les membres de la communauté locale, les titulaires ou occupants des terrains limitrophes, ainsi que le requérant ou son représentant. Les Conseils Consultatifs du village et de la localité

---

<sup>498</sup> La consultation communautaire est nécessaire non seulement pour les futures demandes de DUAT mais aussi pour les demandes en cours. D'après l'article 46 du décret n°66/98 les applications initiées dans le cadre de la loi foncière précédente doivent faire l'objet d'une consultation communautaire dans un délai d'un an.

<sup>499</sup> Scott Kloeck-Jenson souligne que dans les ébauches de 1998 de la Loi forestière, l'enjeu est de « protéger les communautés » plutôt que de leur « donner le pouvoir » (*to empower*) et que les consultations sont encouragées mais pas nécessaires (Kloeck-Jenson 2000, 4). Les textes ultérieurs rendent cependant les consultations et les auscultations obligatoires. Dans la loi n°10/99 du 7 juillet, l'article 17 précise que les concessions doivent être précédées d'une auscultation des communautés locales. Le décret 12/2002 du 6 Juin qui constitue la réglementation de la loi n°10/99 précise que les consultations sont obligatoires pour l'attribution de licences simples (article 18) ainsi que pour les concessions (article 26). La Section IV précise l'organisation des auscultations, en particulier l'article 36 qui impose 15 jours de préavis, une délibération par consensus entre tous les membres présents (hommes et femmes), ainsi que la signature d'au moins dix membres de la communauté.

<sup>500</sup> L'article 6 de l'annexe technique de la Régulation de la Loi foncière, relatif à la délimitation des terres communautaires précise que les documents doivent être signés par au moins 3 et pas plus de 9 représentants comprenant des hommes et des femmes choisis lors de la rencontre publique.

(*Conselhos Consultativos de Povoação e de Localidade*) sont de plus les seuls signataires des actes de la consultation<sup>501</sup>.

L'arrêté ministériel n°158/2011 du 15 juin 2011 précise les procédures spécifiques pour une consultation communautaire. Les consultations relatives à la demande d'un DUAT doivent comprendre deux phases : (1) une réunion publique d'information de la communauté, qui comprend l'identification des limites de la parcelle, (2) une deuxième réunion, dans les trente jours suivants, lors de laquelle la communauté doit se prononcer sur la disponibilité de la zone pour la réalisation de l'exploitation (article 1). En forçant la consultation à se dérouler en deux temps, alors que de nombreuses consultations avaient lieu en une seule réunion (Christopher Tanner et Baleira 2006, 5), en obligeant à l'identification de la parcelle, et en attribuant la responsabilité de l'organisation et de la divulgation de l'information aux autorités administratives, cet arrêté renforce considérablement la procédure<sup>502</sup>.

Ces deux documents formalisent les consultations. Ils introduisent également une difficulté légale majeure. Elle est liée à la définition différente de « communauté locale » dans la loi foncière d'une part, et dans le décret n°43/2010 et l'arrêté ministériel n°158/2011 d'autre part.

La loi foncière n°19/97 de 1997 définit la communauté locale comme une entité collective détentrice d'un titre collectif dont tous les membres sont co-titulaires. La notion de co-titularité, est définie et précisée dans le Chapitre V, *Compropriedade*, du Code Civil. Tous les co-titulaires ont des droits qualitativement identiques et quantitativement égaux sauf mention du contraire (article n°1403). Le droit de transfert de droits d'usage est exercé en commun, et donc tous les « copropriétaires » de la communauté doivent participer aux transferts de droits à un investisseur. Cependant, dans le cadre du décret n° 43/2010 et de l'arrêté ministériel n°158/2011, les Conseils Consultatifs sont composés d'autorités

---

<sup>501</sup> Les Conseils Consultatifs sont des organes de consultation pour les autorités de l'administration locale (décret n° 11/2005 du 10 juin 2005). L'administrateur du district est responsable pour leur institutionnalisation aux niveaux des Localités et des villages (*povoações*) (article 117). Les conseils locaux comprennent les autorités communautaires (article 111), les représentants des groupes d'intérêts de nature économique, sociale et culturel, et au moins 30% des membres doivent être des femmes (article 118). Le conseil de Localité doit comprendre entre 10 et 20 membres (article 119) et se réunir au moins deux fois par an (article 120). L'article 122 reconnaît que l'usage et l'exploitation des terres relèvent des fonctions des conseils locaux, en particulier l'appréciation des propositions d'investissement privé et de concession d'exploration des ressources naturelles article 122, §i).

<sup>502</sup> L'article 2 reprend les participants désignés par le décret n°43/2010 et réaffirme que « l'acte de la consultation est signé par les membres des Conseils consultatifs du Village et de la Localité ». Les Conseils Consultatifs du Poste Administratif et du District doivent se prononcer si la demande est supérieure à 100 ha (article 3). Les autorités administratives (District, Poste Administratif et Localité) sont responsables de la diffusion de l'information pour assurer une participation effective des communautés (article 6). Ce Diplôme ministériel réaffirme donc les dispositions du Décret n°43/2010 et les renforce.

communautaires qui relèvent de « communautés locales » entendues au sens de l'arrêté ministériel n° 107-A/2000 du 25 août 2000 :

La communauté locale est définie comme « l'ensemble de la population et des personnes morales qui sont comprises dans une unité d'organisation territoriale déterminée, notamment la localité, le poste administratif et le district ».

Article 1, arrêté ministériel n° 107-A/2000 du 25 août 2000 (traduction de l'auteur)

La communauté locale est donc strictement définie dans le cadre des échelons administratifs, comme une entité de droit public, selon des critères géographiques et démographiques. Cela s'explique entre autre par le fait que cet arrêté ministériel s'inscrit dans les réformes de décentralisation et non pas dans le cadre de la législation foncière. Ces « communautés locales administratives » constituent la base de la reconnaissance des « autorités communautaires » (décret n°15/2000 du 20 juin) qui composent les Conseils Consultatifs locaux (décret n°11/2005 du 10 juin) dans une perspective d'interaction de l'État central avec des collectivités locales. Une des fonctions des « autorités communautaires » est l'articulation avec les organes de l'État local notamment sur le plan de l'usage et de l'exploitation de la terre, afin de « consolider l'union nationale et de produire des biens matériels et des services dans la perspective de satisfaire des nécessités basiques de la vie et du développement local » (article 4, décret n°15/2000, traduction de l'auteur).

La définition de « communauté locale » dans le cadre de la décentralisation diffère de la définition de « communauté » dans la loi foncière. Cette dernière considère la communauté sur des espaces inférieurs à la localité, comme une entité de droit privé, et selon des critères de sauvegarde de l'intérêt commun (Christopher Tanner et Baleira 2006, 7; Knight 2010, 113). Une « communauté locale administrative » peut donc contenir plusieurs « communautés locales foncières ». Le nombre exact de communautés foncières n'est pas connu, mais avec environ 10 000 villages recensés, et un nombre moyen de 2 à 3 villages par communauté, Christopher Tanner estime ce nombre entre 2000 et 3000 communautés foncières. Pour ce qui est des « communautés locales administratives », correspondant aux localités, le Mozambique en comptait 1042 en 2008.

Du fait de cette différence de définition, les actes de consultation communautaire peuvent être signés par des « autorités communautaires » qui n'appartiennent pas aux « communautés locales foncières » en question ou ne sont pas représentatifs de leurs

intérêts<sup>503</sup>. Enfin, la signature de tous les co-titulaires n'est plus nécessaire, ce qui affaiblit la notion de co-titularité. Ces interrogations relatives à la légalité de la représentation, son articulation avec la co-titularité, et au statut légal du document signé demeurent pour l'instant sans réponse (Salcedo-La Viña 2015).

L'institutionnalisation de la consultation communautaire a donc véritablement débuté avec la loi n°19/97 et la reconnaissance d'un statut juridique des communautés. Cependant, elle n'a pas été un long fleuve tranquille. L'article 12 de la loi n° 19/97 a fait l'objet de nombreux débats parlementaires pour que soient reconnus non seulement les droits des individus ou communautés utilisant la terre depuis au moins dix ans mais aussi les droits selon « les normes et les pratiques coutumières ». Les premières ébauches ne contenaient pas de clause spécifique aux « normes et pratiques coutumières » (Kloock-Jenson 1997, 8-9). Elles ne mentionnaient que la clause « de bonne foi ». Cette dernière est par ailleurs très proche de l'article 39 du décret n° 39 666 du 20 mai 1954. Ce dernier précise que la « possession de bonne foi » est reconnue dans le cas d'occupation « continue, pacifique et publique, pendant dix ans au moins, de terrains précédemment vagues ou abandonnés, où l'on peut prouver que le possesseur a planté et entretient des arbres ou des cultures permanentes. » Les députés de la Résistance Nationale du Mozambique (RENAMO), parti d'opposition, ont souligné que cela rendait vulnérable des millions de mozambicains déplacés pendant la guerre et qui n'occupaient pas leurs terres depuis dix ans. Ils ont insisté pour que les usages et les autorités « traditionnelles » soient pris en compte. Un député du FRELIMO a alors proposé un compromis en rajoutant la clause actuellement présente dans l'Article 12 de la Loi n° 19/97 qui permet de suspendre le délai de temps minimum et de montrer que le parti du FRELIMO n'est pas hostile à la « tradition » sans pour autant restaurer les autorités « traditionnelles ».

La Constitution de 2004 a également affaibli les droits fonciers des habitants. Deux différences sont notables entre l'article de la Constitution de 1990 relatif aux droits fonciers et son homologue de la Constitution de 2004 :

---

<sup>503</sup> L'étude de l'attribution de DUAT dans la province de Niassa a montré que les autorités communautaires signataires n'appartenaient parfois pas à la communauté qui faisait l'objet de la demande de transfert de titre (Akesson, Calengo, et Tanner 2009, 45-47). Salvador Cadete Forquilha observait à l'occasion de la remise d'épaulettes d'un chef traditionnel dans le district de Cheringoma, province de Sofala, l'écart entre rôle d'autorité communautaire et rôle de représentant de la communauté (Forquilha 2006, 356). Devant le mutisme de leur chef, les habitants transformèrent la cérémonie en présentation des difficultés du village. La communauté apparaissait alors hétérogène et son chef n'était pas représentatif de ses revendications.

**Article 47, Constitution de 1990:**

1. L'État détermine les conditions d'usage et d'exploitation de la terre.
2. Le droit d'usage et d'exploitation de la terre est conféré aux personnes individuelles ou morales en tenant compte de leur **but social**.
3. Les conditions d'établissement de droits relatifs à la terre sont gouvernées par la loi et **priorisent les utilisateurs directs et les producteurs**. La loi **ne permet pas que de tels droits soient utilisés pour favoriser des situations de domination économique ou de privilège au détriment de la majorité de ses citoyens**.

**Article 110, Constitution de 2004 :**

1. L'État détermine les conditions d'usage et d'exploitation de la terre.
2. Le droit d'usage et d'exploitation de la terre est conféré aux personnes particulières ou morales en tenant compte de leur **but social ou économique**.

(Traduit et mis en gras par l'auteur)

La Constitution de 1990 met en avant l'attribution de DUAT pour des « buts sociaux », tandis que celle de 2004 met en avant des « buts sociaux ou économiques ». Par ailleurs, le paragraphe précisant que l'attribution de DUAT ne doit pas favoriser des « situations de domination économique » est absent de la Constitution de 2004. La Constitution de 2004 est donc marquée par un affaiblissement des garde-fous garantissant l'équité des usages de la terre (Norfolk et Tanner 2007, 3). Cela participe à affirmer la plus grande valeur des usages « productifs » par rapport aux occupations diversifiées de la terre (Fairbairn 2013).

Par ailleurs, la gouvernance foncière est marquée par une réaffirmation du rôle de l'État dans la gestion de la terre et non pas par une décentralisation de l'autorité aux communautés. Avant la loi n° 19/97, les différentes autorités sectorielles provinciales pouvaient attribuer des concessions ou des licences pour l'agriculture, la chasse, le tourisme, l'exploitation forestière ou encore l'exploitation minière. Avec la loi n°19/97, le gouverneur provincial traite désormais l'ensemble des demandes inférieures à 1000 ha (Kloeck-Jenson 1997, 4). Les DUAT de plus de 1000 ha sont quant à eux validés par le ministre de l'agriculture, et ceux de plus de 10 000 ha par le conseil des ministres. En 2007 le conseil des ministres, a constaté que des délimitations communautaires de dizaines de milliers d'hectares ne nécessitaient pas son accord. Il a alors émis une circulaire imposant que les délimitations communautaires de plus de 1000 ha soient accompagnées d'un plan de Développement et obtiennent son accord<sup>504</sup>. Il a ainsi limité les délimitations qu'il considérait comme des « accaparements » par les communautés et une contrainte à l'implantation d'investisseurs (Akeson, Calengo, et Tanner 2009, 8). La circulaire a finalement été annulée. L'anecdote

---

<sup>504</sup> Circulaire 009/DNTEF/007 [non consultée], amendant l'article 35 de la loi n°19/97 (Joseph Hanlon 2011).

révèle cependant la difficulté pour l'Etat à reconnaître les communautés locales comme des détentrices de DUAT<sup>505</sup>.

La consultation communautaire peut en théorie conduire au refus de la communauté. En pratique, cependant, les représentants du district ou des services du cadastre, ont souvent tendance à forcer l'accord. Une consultation peut avoir trois issues possibles (Christopher Tanner et Baleira 2006, 7) : (1) La communauté peut déclarer que la terre est occupée et qu'elle ne souhaite pas céder ses droits d'usages. (2) La communauté peut déclarer que la terre n'est pas occupée, l'État est libre d'allouer de nouveaux droits sur la terre au demandeur, sans aucune négociation avec la communauté. (3) La communauté peut déclarer que la terre est occupée mais qu'elle est prête à la céder à un demandeur. Elle peut négocier les termes et les conditions pour céder ce droit à l'investisseur. En pratique, les administrations locales interprètent les consultations comme des sites de négociation des contreparties et non pas comme des moments où la communauté a la possibilité de s'opposer à la demande (Christopher Tanner et Baleira 2006, 7). Le diagramme de la Direction Nationale des Terres et des Forêts (Figure 8.2) représente par un losange les étapes d'attribution d'un DUAT qui peuvent donner lieu à des choix, accords ou refus. Or, l'étape de la consultation communautaire n'est pas un losange. La demande de DUAT est sensée passer aux étapes ultérieures, quelle que soit la décision de la communauté<sup>506</sup>.

En Bolivie et au Pérou, les consultations ont été conçues comme des réunions d'information et non pas comme des sites de décision. Les consultations apparaissent comme des dispositifs aux mains de l'Etat, lui permettant de mener à bien ses politiques d'extraction de ressources en donnant l'impression d'inclure les populations autochtones (Delgado-Pugley 2014). Au Mozambique, au contraire, l'accord des communautés est nécessaire lors des consultations. L'étude de leur institutionnalisation montre que ce dispositif résulte d'intérêts contradictoires de protection des communautés et d'implantation d'investisseurs. Cette approche ne permet toutefois pas d'expliquer comment des acteurs aux représentations et aux intérêts différents s'accordent. Elle n'éclaire pas non plus la manière dont les habitants peuvent se saisir localement des consultations pour parvenir à d'autres objectifs que ceux associés initialement au dispositif. Les sections suivantes explorent ces questions.

---

<sup>505</sup> Suite à de nombreuses oppositions, la DNTF (*Direcção Nacional de Terras e Florestas*) émet en octobre 2010 une nouvelle circulaire qui annule la précédente et rétablit l'article 35.

<sup>506</sup> Cette remarque, qui incite à préciser la notion de « consultation » pour inclure la possibilité d'un « droit de veto » de la communauté avait déjà été formulée dès l'élaboration de la loi n°19/97 (Kloeck-Jenson 1997, 10)



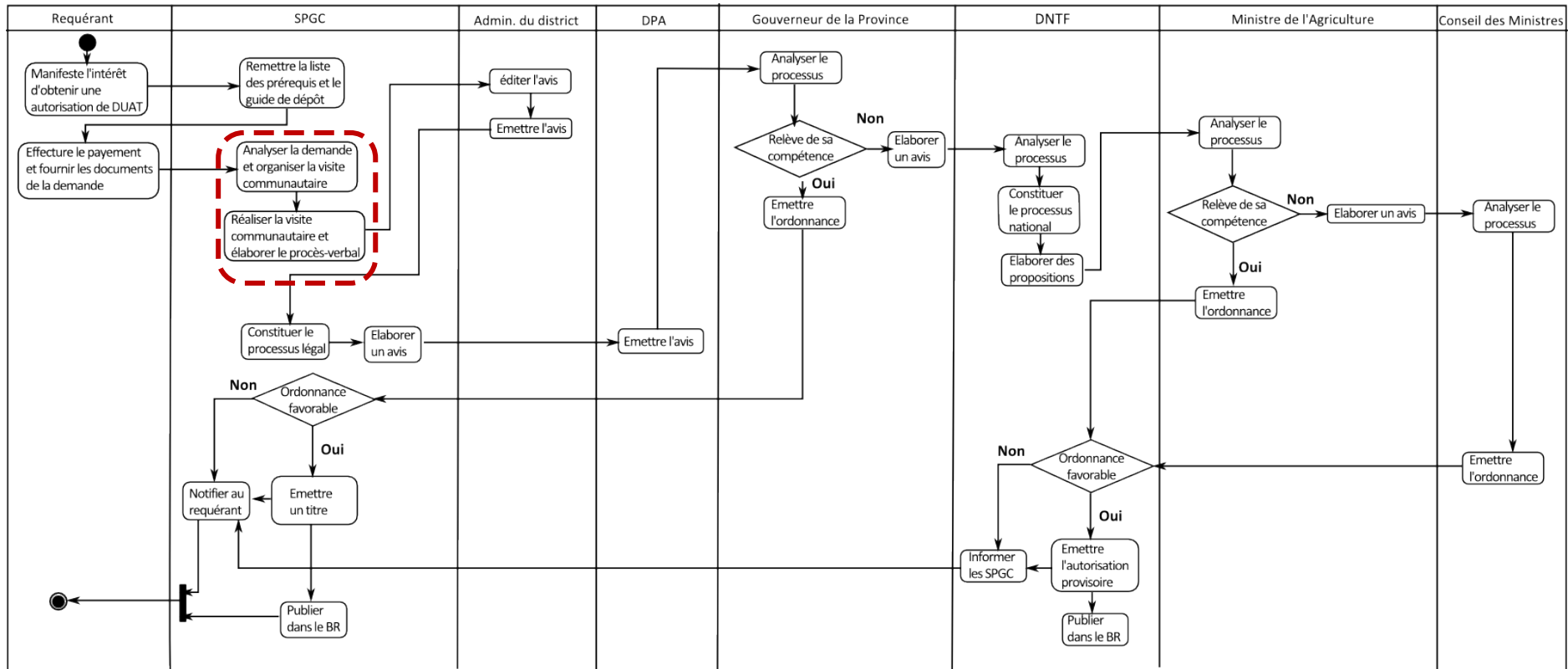


Figure 8.2 : Processus pour l'obtention d'un Droit d'Usage et d'Exploitation de la Terre (DUAT) provisoire présenté par la Direction Nationale des Terres et des Forêts (DNTF) du Mozambique en 2012. Il fait apparaître que la consultation communautaire (encerclée en pointillé par l'auteur) n'est pas un lieu de décision : la communauté ne peut pas dire non, le processus remonte de toute façon jusqu'à l'administration du district puis jusqu'au gouverneur de la province. (source: traduction de l'auteur d'après le diagramme du DNTF extrait de (ACIS 2012))

## 1.2. Des représentations divergentes de la terre et de l'investissement

Au Nord du Mozambique, administrations, investisseurs et habitants ont chacun leurs relations à la terre et à l'investissement. Elles sont largement façonnées par la trajectoire de la terre, qui influence à la fois les informations contenues dans le cadastre, ses coûts d'exploitation, ainsi que les perceptions de ses usages légitimes. En retour, ces éléments conditionnent les consultations et les accords qui peuvent être obtenus. Les demandes de DUAT ne sont pas localisées n'importe où. Elles se concentrent sur les terres qui ont déjà fait l'objet d'une exploitation de grande taille ou d'une concession. La trajectoire de ces terres a façonné les institutions qui peuvent avoir autorité sur la terre et *in fine* les relations socio-spatiales des différents acteurs qui sont impliqués dans les consultations. Mettre à jour les différentes représentations permet de comprendre le sens des accords et des désaccords qui se construisent entre les investisseurs, les habitants et les administrations.

Les catégories « administration », « investisseur », « habitant » sont outrageusement simplificatrices. L'Etat n'est pas un monolithe dont tous les fonctionnaires partagent et reproduisent l'unité. Similairement, il existe une diversité d'investisseurs qui convoitent les terres mozambicaines (Mathieu Boche 2014b). Enfin, les habitants ont des intérêts diversifiés et les communautés ne sont pas homogènes (voir le chapitre 7). Cette catégorisation grossière permet toutefois d'introduire des éléments sur les représentations et les relations qui influencent les consultations. Ils sont explorés à partir de sept sites d'études dans le corridor de Nacala (Figure 8.3 ; voir également le chapitre 2).

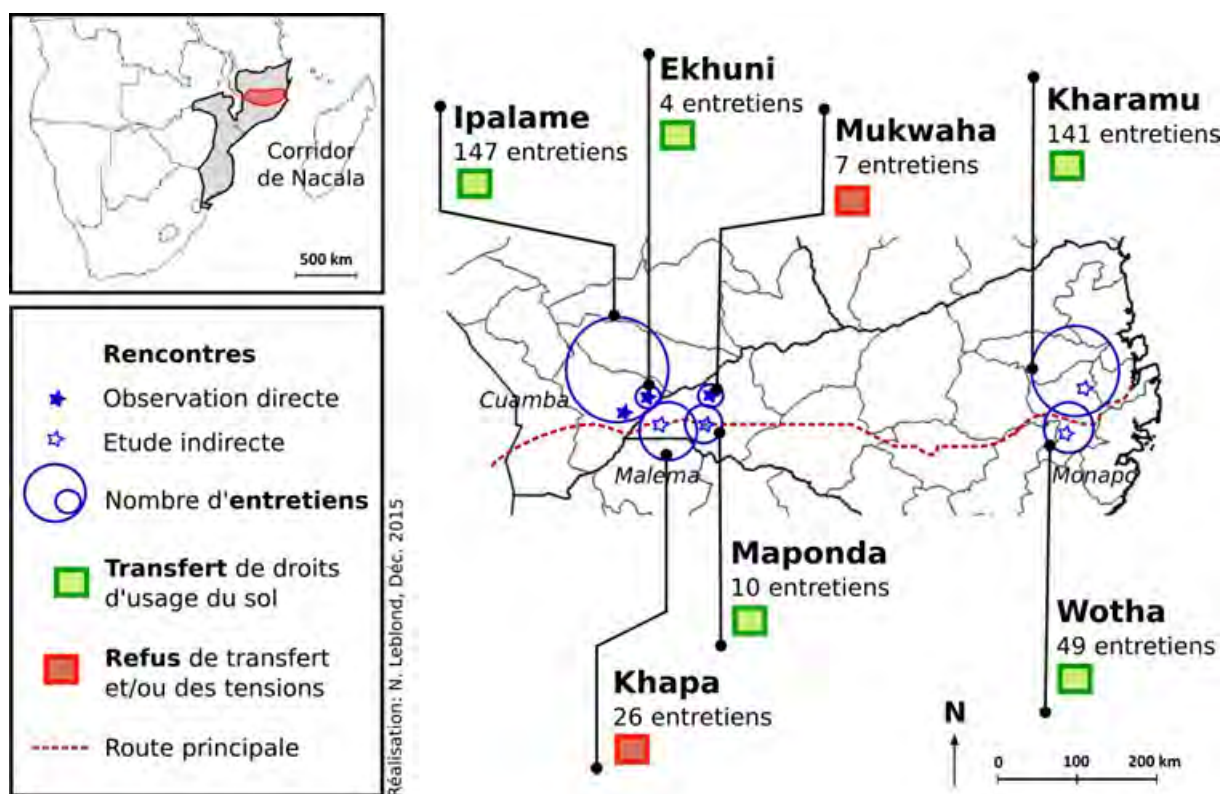
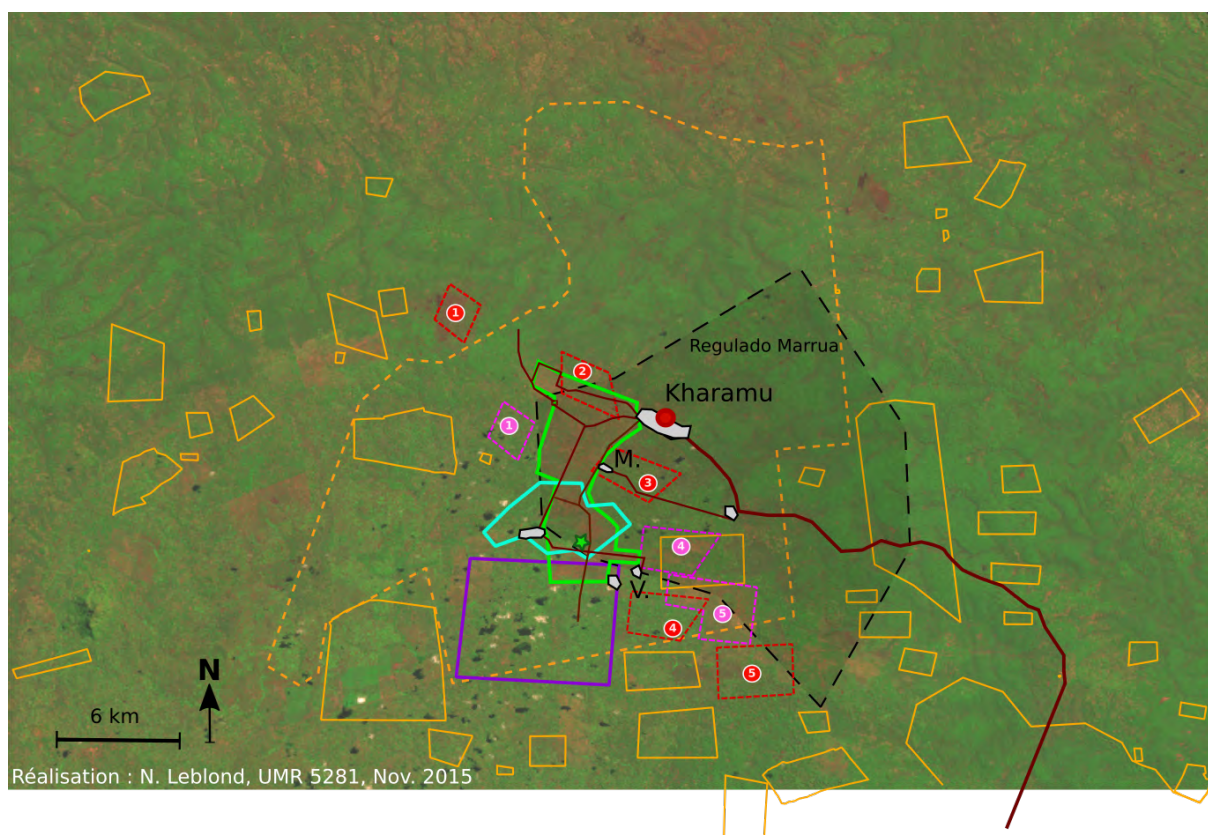















Figure 8.3 : Sites d'étude dans le corridor de Nacala. Source : N. Leblond, décembre 2015

### 1.2.1. Les administrations : l'investissement privé comme levier du Développement

La représentation de la terre et de l'investissement portée par les administrations reproduit en partie celle du PEDSA (voir le chapitre 3). Elle considère que le potentiel agricole est sous exploité et promeut des usages plus intensifs de l'espace. Au Nord du Mozambique, les gouverneurs des provinces et les administrateurs des districts guident en priorité les investisseurs qui leur demandent des terres vers les zones titrées pendant la période coloniale ou postcoloniale. Les terres de Kharamu, par exemple, ont fait l'objet d'au moins cinq cycles d'investissements qui ont conduit à une superposition de DUAT inscrits dans le cadastre provincial (Figure 8.4, voir le chapitre 7). Depuis la fin de la guerre civile, pas moins de cinq investisseurs privés ont obtenu un titre sur une partie ou la totalité des anciens blocs coloniaux de Kharamu. Les administrations centrales et provinciales jouent un rôle central dans cette récurrence en conduisant les investisseurs sur ces terres et en facilitant les transferts. Dans le cas du dernier transfert, et de la consultation communautaire organisée en 2014, le ministre de l'agriculture a demandé à l'administrateur du district de conduire l'investisseur sur l'ancienne ferme d'Etat (Entretien avec l'investisseur, 04/06/2014).



### Légende

-  route principale (en terre)
-  routes secondaires (en terre)
-  principaux villages
-  centre de la localité de Kharamu
-  Ancien siège d'exploitation colonial en réhabilitation
-  Délimitation du Regulado Marrua (Certificat obtenu en 2013)
-  DUAT des associations inscrits dans le cadastre Provincial (obtenus de 2001 à 2004)
-  DUAT des associations d'après les entretiens réalisés en 2015
-  DUAT inscrits dans le cadastre de la province de Nampula (de 1970 à 2012). (Les données ne sont pas à jour et les erreurs sont nombreuses)
-  DUAT de 33 385 ha, accordé à la **SANAM** et manifestement éronné (la surface devrait être de 3680 ha. La SANAM a bien un titre chevauchant avec celui demandé par l'entreprise A., d'où une procédure en cours).
-  DUAT de 2943 ha attribué à **Albertus Dicollas**, ressortissant Sud Africain, en 2007. Abandonné.
-  DUAT de **Jacques Estefan de Viniers**, ressortissant Indien (1069 ha accordés en 2012)
-  DUAT approximatif demandé par l'**entreprise A.** en 2013 (surface représentée de 2325 ha, surface totale obtenue de l'ordre de 3000 ha)

**sources:** terrains 2014 et 2015, cadastre du SPGC de Nampula (Fév. 2014), image Landsat du 23/07/1993

Figure 8.4 : Superposition des titres et certificats inscrits dans le cadastre provincial et d'après les entretiens pour le site de Kharamu. Source: N. Leblond, novembre 2015

La succession de cycles d'investissements au Mozambique a conduit à l'inscription de nombreuses terres dans les cadastres des districts et des provinces. À défaut d'être exhaustive<sup>507</sup>, la numérisation des titres inscrits depuis le milieu des années 1980 dans la

<sup>507</sup> Les titres papier ont été numérisés avec le soutien du *Millenium Challenge Corporation* (MCC). Au-delà des erreurs de report, le cadastre numérique est incomplet car une partie des titres papier ont été perdus ou subtilisés. Un des gardes les réutilisait et on pouvait alors croiser certains titres sur le marché central de Nampula, comme papiers d'emballage du poisson (Entretien avec un membre du cadastre de Nampula le 08/06/2015).

province de Nampula permet de souligner que les surfaces déjà démarquées sont importantes. La liste compte 4067 titres couvrant 3,79 millions d'ha, dont 2191 titres pour des fins d'agriculture ou d'élevage représentant au total 1,55 millions d'ha, tandis que la carte compte 3420 titres totalisant 1,03 millions d'ha<sup>508</sup>. L'analyse des occupations effective des terres à partir d'images satellitaires montre cependant que ces anciens blocs font l'objet d'utilisations familiales et pas de mises en culture par des entreprises privées.

Dans l'ensemble de la région nord, Steven Glover et Sam Jones ont identifié en 2012 un total de 22 exploitations agricoles de grande taille (> 50 ha) totalisant 69 000 ha, dont seulement 3800 ha (5,5%) étaient en cultures permanentes ou annuelles (Glover et Jones 2016, 23). L'analyse de la dernière vague d'investissements (2008 -2014), confirme cette estimation : la surface des projets agricoles représente environ 8% de la surface totale annoncée soit seulement 25 000 ha sur les 296 820 ha concédés (Mathieu Boche 2014b, 199). La plupart des zones titrées pour des exploitations d'agriculture ou d'élevage de grande taille ne sont donc pas exploitées par des entreprises. Elles sont cependant connues des techniciens des cadastres et des services de l'agriculture, et « disponibles », aux yeux de ces derniers, pour de nouveaux investissements. Les investisseurs y sont donc conduits en priorité pour des repérages. Ainsi à Murralelo (district de Malema), le technicien du cadastre a transféré 1000 ha d'une entreprise mozambicaine à une autre, car la première « ne faisait rien »<sup>509</sup>. A Wotha, l'investisseur avait repéré l'ancienne ferme coloniale. Les administrations de l'agriculture du cadastre et de la province lui ont affirmé qu'il pouvait avoir ces terres et ont organisé la consultation communautaire.

Les terres « entrées dans le cadastre » font donc l'objet de beaucoup de demandes et de consultations communautaires. Cela explique en partie pourquoi sur les sept cas d'études considérés ici, quatre ont lieu sur des terres qui ont déjà fait l'objet d'investissements précédents (Tableau 8.1). Le fait que ces terres soient occupées par des habitants qui les ont rapidement remises en culture ne constitue pas un obstacle pour les administrations locales. Elles considèrent qu'un projet porté par des acteurs étrangers, agence de développement, ONG ou investisseur privé, est préférable à un usage qu'ils qualifient de « traditionnel ».

---

<sup>508</sup> Sur ces 2191 titres, 182 font plus de 1000 ha et représentent 1,27 millions d'ha (82% des surfaces démarquées pour « fins d'agriculture ou d'élevage »), 948 font entre 100 et 1000 ha et représentent 250 700 ha (16% des surfaces démarquées pour « fins d'agriculture et d'élevage) et 955 font moins de 100 ha, représentant 31 000 ha (2%). En termes de surface les blocs de plus de 1000 ha représentent donc la majorité de la surface titrée.

<sup>509</sup> La SONIL (compagnie de tabac) s'est ainsi vue retirée son droit d'usage au profit de l'entreprise de Ali Ussene Entretiens les 20, 21 et 22 mai 2014).

Site	Investissements précédents	Investissement actuel			Consultation		Situation en 2015
		Investisseur	Surface (ha)	Projet	Date	Issue	
<b>Ipalame</b>	Bloc colonial (1960-1975) puis entreprise privée (2008)	Entreprise Coton (Mozambique)	~ 1000	Production de coton (Agrovila)	mars 2014	Accord	200 ha en production de coton par 21 producteurs
<b>Kharamu</b>	Blocs coloniaux (1950 - 1975) puis ferme d'État, puis investisseurs privés	Investisseur privé (Afrique du Sud)	~ 3000	Production de coton, haricots et autres cultures	avril 2014	Accord	Pas de production. Terres entièrement occupées par les habitants. <b>Opposition</b> d'une partie des habitants à l'arrivée d'un investisseur
<b>Wotha</b>	Bloc colonial puis entreprise cotonnière	Investisseur privé (Afrique du Sud)	~ 1000	Production de soja, haricots et autres cultures	2013	Accord	200 ha en soja en 2014 et en haricots en 2015. <b>Conflit</b> avec les habitants qui dénoncent une consultation biaisée
<b>Maponda</b>	Bloc colonial puis Unité de production étatique puis demande entreprise coton	Joint-venture (Mozambique, Portugal)	2727 puis 1500	Production de soja et de coton (fibre et semences)	2001	Accord	400 ha en soja en 2014, coton en 2015. <b>Conflit</b> avec les habitants qui contestent les surfaces cultivées
<b>Ekhuni</b>	Exploitation de bois par divers forestiers privés	Investisseur Forestier (Mozambique)	~ 30 000	Exploitation de bois ( <i>chanfuta, Umbila, jambirre, Mondzo</i> )	mars 2015	Accord	<b>Opposition</b> des habitants peu après la consultation. Refus du chef de la Localité d'enregistrer la demande.
<b>Mukwaha</b>	Pas d'investissement agricole précédent	Entreprise (Japon), puis privé (Afrique du Sud) puis entreprise coton (Mozambique)	1000 + 19 000 (2 <sup>ème</sup> phase)	Production de coton	mai 2014	Accord	<b>Refus</b> de l'entreprise japonaise puis de l'investisseur sud-africain. DUAT transféré à une entreprise cotonnière. Pas de mise en production.
<b>Khapa</b>	Pas d'investissement agricole précédent	Entreprise (Japon)	27 000	Production de coton	début 2014	Refus	Terres occupées par les habitants, <b>tensions</b> avec les autorités locales.

Tableau 8.1 : Liste des sites de consultation étudiés dans ce chapitre.

Les occupants ou les détenteurs des anciens titres tentent parfois de faire opposition auprès des cadastres des districts et des provinces. Cependant, les nouveaux investisseurs ont souvent des alliés au niveau du ministère et de la province pour faire pression sur l'administration locale et mettre en œuvre le processus de consultation et de titrisation. En 2013, sur le site de Maponda, par exemple, le technicien du cadastre redimensionnait à la baisse l'ancien titre colonial pour l'adapter à l'occupation croissante de la population. Il fut cependant pris de cours par une autorisation ministérielle, arrivée en novembre 2014, réattribuant le bloc à un nouveau projet. Il dut donc, sous pression de son administration, faciliter le transfert de DUAT à une nouvelle compagnie, alors qu'il était précédemment en train de faire annuler le titre. A Wotha, le titre obtenu par l'investisseur sud-africain se superposait à un titre encore valable appartenant à l'entreprise cotonnière SANAM. La gouverneure de la province a cependant soutenu le nouvel investisseur au détriment de l'entreprise précédente.

Les administrations locales et centrales gèrent ainsi les anciennes terres délimitées comme leurs ressources, et essaient de capter des investisseurs pour les mettre en exploitation. Elles privilégient les usages intensifs, mécanisés, et entrepreneuriaux, par rapport à ceux des familles mozambicaines. Dans ces différents cas la double connexion entre les élites administratives et la terre d'une part, et les investisseurs et les élites d'autre part, apparaît centrale. En contrepoint, cette affirmation traduit le faible lien entre les administrations et l'espace rural Nord mozambicain. Dans les zones qui n'ont jamais fait l'objet d'investissements privés de grande taille, il est beaucoup plus difficile pour les techniciens et les ingénieurs d'obtenir un DUAT. Ils doivent passer par des étapes d'identification des ressources disponibles avant de mettre en place une consultation et des négociations avec les habitants <sup>510</sup>. La géographie des contacts préalables (anciens investissements, délimitations) apparaît centrale dans la localisation des nouveaux investissements. Les demandes plus nombreuses pour les terres ayant déjà fait l'objet d'investissements ne relèvent cependant pas que des réseaux élites-terres et investisseurs-élites. Elles s'expliquent aussi directement par les représentations et les intérêts des investisseurs.

---

<sup>510</sup> Les délimitations des communautés sont souvent très utiles pour identifier ces terres et permettre leur transfert (Akesson, Calengo, et Tanner 2009). Certains missionnaires parlaient ainsi de la délimitation comme d'un « couteau à double tranchant » qui permet simultanément de faire reconnaître une occupation et de signaler des terres fertiles aux administrations.

### 1.2.2. Les investisseurs : à la recherche de « terres porteuses »

Les investisseurs ont une relation à la terre qui ne recoupe pas tout à fait celle du PEDSA. Ils sont intéressés par le potentiel de production, et parfois aussi par les retombées économiques pour les habitants. Cependant ils recherchent avant tout des terres bien desservies et facilement exploitables. A cet égard, les terres ayant déjà connu des investissements offrent un double avantage : elles sont souvent proches des infrastructures de transport et elles ont déjà été défrichées. Elles sont donc plus faciles à intégrer dans des stratégies d'investissement et de rentabilité. Ipalame est ainsi proche de l'usine de coton de Cuamba. Les terres de Khapa et Maponda sont connectées à la route principale et à la voie de chemin de fer. Les terres de Kharamu et Wotha se situent à moins de cent kilomètres du port de Nacala. Dans ces cinq sites, les terres agricoles sont de plus dépourvues d'arbres de grande taille.

Notre échantillon illustre une situation qui similaire à l'échelle nationale. L'étude des 68 postes administratifs dans lesquels sont localisés 156 exploitations (> 50 ha) a montré que ces postes étaient caractérisés par une proximité aux infrastructures logistiques et commerciales (Glover 2014; Glover et Jones 2016). Les investisseurs auraient ainsi une préférence pour les sites localisés dans des zones bien desservies avec de la main d'œuvre disponible<sup>511</sup>. C'est déjà ce que soulignaient Harry G. West et Gregory W. Myers (1996, 33) face au retour des investisseurs sur les anciennes fermes d'État après la fin de la guerre civile en 1992. Certes, ces terres ne représentent que 600 000 ha à 1 million d'ha, soit moins de 4% de la surface arable, mais elles correspondent aux terres les plus productives et les plus accessibles. Nos cas d'étude confirment qu'au Nord du Mozambique, la trajectoire de la terre, en particulier le passage par un investissement de grande taille dans le passé, détermine largement les stratégies des investissements actuels.

L'importance de la localisation traduit en grande partie le rapport des investisseurs à la terre. Ils sont hétérogènes, mais on retrouve souvent une stratégie de sécurisation et de rentabilité à

---

<sup>511</sup> Ces études sont cependant réalisées à une date unique (liste des exploitations et données agro-économiques en 2012). Elles ne permettent donc pas d'intégrer l'interaction entre la localisation des exploitations et les caractéristiques des postes administratifs, notamment les éléments soulignés dans la section précédente. Dans le cas de Kharamu par exemple, ce n'est pas l'investisseur qui « cherchait » un poste administratif proche des infrastructures de transport et avec de la main d'œuvre disponible, ce sont les premiers colons qui ont « construit » un poste administratif avec des infrastructures, des travailleurs et des titres fonciers, qui sont ensuite devenus disponibles pour de nouveaux investisseurs.



court terme. Comme l'explique l'entrepreneur sud-africain ayant demandé des terres à Wotha et Kharamu :

« Rien n'est éternellement à toi en Afrique. Tu penses que c'est à toi jusqu'à ce que le gouvernement change. Alors ne construis pas un palais sur ta ferme, cultive des cultures de rente et vends-les. Puis j'enverrai l'argent vers l'Afrique du Sud et je prendrai l'avion »

Entretien le 13/04/2014

Cette stratégie est le produit d'un parcours personnel. Elle traduit cependant également le nouveau rapport qui lie les investisseurs aux « terres porteuses » (Chouquer 2012b). Ces dernières ne sont qu'un moyen de production, qui peut faire l'objet de contrats de production, de baux emphytéotiques, ou encore d'un ensemble de montages techniques et financiers. Très peu d'investissements sans aucun préalable ont pour l'instant vu le jour. Le cas d'Ekhuni fait exception, car il s'agit d'une demande de licence d'exploitation forestière. Dans ce cas, l'intérêt repose au contraire sur la présence d'un couvert forestier dense et encore peu exploité.

Le site de Mukwaha, où plusieurs investisseurs ont refusé d'investir malgré l'accord des habitants, est révélateur des contraintes imposées par l'ouverture d'une nouvelle exploitation commerciale. Mukwaha, est une zone où le gouvernement et les techniciens du cadastre ont identifié 20 000 ha (dont 1000 ha prioritaires) « disponibles pour l'investissement ». En 2014, l'entreprise japonaise qui devait initier une plantation de coton à Mukwaha et une filature à Nacala a abandonné le projet au dernier moment<sup>512</sup>. Les ingénieurs de l'Institut du Coton du Mozambique (IAM) se sont ainsi retrouvés avec un « titre provisoire » à la recherche d'un investisseur (Entretien avec un représentant de l'IAM 15/05/2014). J'ai accompagné l'un d'entre eux lors de la « visite » de ces terres. Après plusieurs heures de voitures sur des pistes en mauvaise état, l'investisseur a fait demi-tour avant d'atteindre la fin du titre potentiel. Alors que nous sommes en train de rebrousser chemin il m'explique :

« Je vais en faire des cauchemars de cette terre. Toutes ces pierres ... tous ces arbres.... A Nampula cela m'a coûté plus de 20 000 MZN (environ 500 €) pour défricher chaque hectare. Et il a encore fallu enlever les souches entièrement pour que les machines puissent

---

<sup>512</sup> Plusieurs éléments permettraient d'expliquer ce changement d'avis : localement des membres de l'administration expliquent que l'entreprise manquait de capacité d'investissement (Entretien avec un fonctionnaire travaillant à Mukwaha le 18/05/2014). Officiellement, l'entreprise met en avant l'instabilité politique du Mozambique à la veille des élections (Entretien avec un représentant de l'Institut du Coton du Mozambique, le 15/05/2014 ; voir aussi (Farmlandgrab.org 2014). D'après un investisseur en négociation pour produire du coton sous contrat pour l'entreprise, elle aurait pris conscience de la difficulté des conditions d'investissement direct au Mozambique, dont le manque de qualification de la main d'œuvre. Elle aurait ainsi revu son plan en faveur d'achat de production uniquement (Entretien 05/06/2014).

## Partie III – Chapitre 8

travailler... Cette forêt va rester une forêt pour encore plusieurs décennies. Ces gens n'ont aucune idée des coûts. Ils ne savent pas ce que cela coûterait de faire venir un 30 tonnes ici ...

[Le technicien du cadastre nous interpelle : il souhaite savoir ce que l'investisseur pense des terres]

[Investisseur] : Il y a trop d'habitants sur les terres

[Chef de la localité] : C'est juste que tu as peur de les indemniser [*L'investisseur ne répond rien, il sourit en silence*]

[Chef de la localité] : C'est juste que tu as peur de payer pour toutes ces parcelles. Mais les gens peuvent partir, utiliser l'argent pour construire des maisons et travailler pour l'entreprise.

[Doctorante] : [*qui perd son sang-froid*] Ce n'est pas qu'une question d'argent, on ne peut pas déplacer les personnes comme ça.

[Technicien du cadastre] : La terre ce n'est pas juste de l'argent, mais avec de l'argent ils pourraient construire une maison.

[Chef de la localité] : Donnez-nous des emplois

[Investisseur] : [*arrêtant la voiture et sortant son téléphone pour leur montrer des photos de ses autres exploitations*] Voilà ce que j'ai fait sur mon autre ferme en un an. Mais cela m'a coûté plus de 20 000 MZN par hectare. Regardez cette terre lisse et sans arbres, c'est ça que je veux. »

[Les deux hommes restent bouche bée devant les photos qui défilent. Ils disent que c'est cela qu'ils veulent pour Mukwaha. L'investisseur leur dit qu'il doit prendre contact avec l'entreprise japonaise pour laquelle il produira afin de suivre ses instructions].

Extrait des notes prises le 08/06/2014

Cette observation singulière met bien en lumière les points de blocage du côté des investisseurs qui les amènent à privilégier les anciens blocs coloniaux. Ils souhaitent des terres accessibles, planes, sans végétation dense, sans formations rocheuses. Les meilleures terres au moindre coût, en somme. Ces terres ont déjà fait l'objet des convoitises des habitants et des différents investisseurs privés. Les interventions du chef de la localité et du technicien du cadastre éclairent également le fait qu'il est plus coûteux d'indemniser des terres occupées. S'il est vrai qu'il est plus délicat d'investir des terres habitées, les études et nos observations montrent que les compensations demeurent très modestes au Mozambique<sup>513</sup>. Ce n'est donc pas tant le coût économique de l'expulsion que celui de la mise en exploitation qui influence les investisseurs.

---

<sup>513</sup> Voir par exemple le constat de Tanner et Baleira à partir de l'étude de 260 consultations communautaires dans tout le Mozambique, et l'étude du cas de la province de Niassa (Christopher Tanner et Baleira 2006; Akesson, Calengo, et Tanner 2009). Nos observations vont également dans ce sens, avec des indemnités qui varient souvent entre 2000 et 12 000 MZN/foyer (50 à 300 €), correspondant aux arbres fruitiers, au matériel de construction voir éventuellement aux cultures sur pied.

### 1.2.3. Les habitants : entre « terres de blancs » et attente de « projets »

L'occupation des terres par une entreprise pendant la période coloniale ou postindépendance génère des relations particulières entre les habitants et ces terres. Ces relations sont souvent favorables à un réinvestissement. En effet, même si la loi foncière n°19/97 reconnaît l'ensemble des droits d'usages de nature traditionnelle ou de bonne foi, encore faut-il que les habitants partagent cette définition de leurs droits et les revendiquent. Or les habitants font souvent appel à la norme selon laquelle le droit d'usage de la terre appartient à celui qui l'a défrichée (Kouassigan 1966). Cette norme reproduit notamment la dichotomie raciale « blanc »/« indigène ». Dans des zones où les premiers à avoir défriché des terres sont « des blancs », ils sont toujours reconnus comme les occupants légitimes de ces terres (voir le chapitre 7). La loi foncière de 1997 reconnaît des droits aux communautés en vertu de leurs usages traditionnels et de bonne foi. Ces dernières en retour, reconnaissent la supériorité des droits des premiers occupants à travailler la terre, mozambicains ou non.

A Maponda les habitants ne se souviennent pas d'avoir signé le document de consultation communautaire mais se souviennent très bien des anciennes occupations pendant la période coloniale et postcoloniale<sup>514</sup>. Or la dite consultation a permis de concéder à l'entreprise des droits d'usage qui s'étendent au-delà de ce qui avait été mis en culture pendant la période coloniale. Les réactions des habitants sont très révélatrices de leur vision de la souveraineté foncière:

« A l'intérieur de l'ancien bloc, ils peuvent expulser sans problème, parce que nous avons toujours dit aux habitants que ceux qui produisent dans la parcelle de l'entreprise, quand ils seront de retour, ils devront partir [...] Si la population exploite des terres à l'intérieur, ils doivent sortir. [L'entreprise] avait dit cela dans le passé. Donc toutes les personnes qui occupaient l'intérieur du bloc sont sorties sans problème. Car ils savaient qu'ils avaient été autorisés mais qu'il fallait quitter ces terres. Et tout le monde les a quittées. Mais ici [dans le village où nous sommes situés] ce n'est pas le cas. Parce qu'ici il n'a jamais rien été produit. Cette fois ils ont augmenté les hectares jusqu'aux maisons des habitants. C'est ça la question. Et nous réclamons au gouvernement pour qu'il voit la situation. Nous sommes habitués ici. Ces manguiers, ces anacardiens sont anciens. Nos grands oncles étaient ici. »

Entretien avec un des secrétaires de quartier, le 21/05/2014

Dans cette déclaration d'un des secrétaires on voit bien l'opposition entre des terres qui ont fait l'objet d'occupations d'entreprises et des terres qui sont restées entièrement sous contrôle des

---

<sup>514</sup> Environ 1000 ha auraient été occupés par Morgado, un colon portugais pendant la période coloniale, puis ont été transformés en Unité de Production à l'indépendance. Cette Unité de Production aurait cessé de fonctionner à la fin des années 1980, à cause de la guerre civile, et les terres ont ensuite été réoccupées par les habitants. En 1992, la JFS qui possède alors l'Unité de Production de Coton de Khapa demande un titre sur ces terres. Une consultation est organisée en 2001. L'entreprise, forme une *joint-venture* avec un fond d'investissement portugais et ne débute la mise en culture qu'en 2013, soit 12 ans après la consultation.

habitants, dont fait partie le village. Autant les habitants reconnaissent la souveraineté foncière de nouvelles entreprises sur d'anciennes fermes coloniales et étatiques autant ils refusent de devoir céder les terres qu'ils occupent à l'extérieur des anciennes limites convenues. Alors qu'ils auraient pu, au titre de la loi foncière n°19/97, revendiquer des droits d'usages sur la totalité des terres, ils conservent la distinction entre des « terres de blancs » et leurs terres à eux.

A Kharamu, le président de l'association des paysans m'explique qu'ils ont planté des anacardiens sur les anciennes terres coloniales et fait légaliser certaines terres après l'épisode de l'entrée forcée d'un investisseur (voir le chapitre 7) :

« Mais cela a été très difficile. Les autres habitants du village ne voulaient pas planter. Ils pensent que c'est une terre de Blanc. Nous leur expliquons que cette terre est à eux. Qu'ils n'ont pas à être de la famille du Blanc pour pouvoir y accéder légalement. Cela a pris beaucoup de temps. »

Entretien avec un président d'association de producteurs, 04/05/2015

Le lendemain, dans un village à quelques kilomètres de là, un militant de la lutte pour les droits fonciers qui travaille en étroite collaboration avec la mission locale me tient un discours proche. Il a été formé par un juriste à la loi foncière. Pourtant, il n'ose pas planter des arbres dans le bloc colonial, « on ne peut pas planter... on n'a pas le droit. Enfin si on peut parce que ce sont nos terres. Mais... » (entretien à Kharamu, 05/05/2015). Les discours du président de l'association et du militant traduisent bien le pluralisme normatif dans lequel les habitants évoluent et qui résulte de la trajectoire de la terre. D'une part ils connaissent la loi formelle, les procédures de délimitation et de démarcation et la notion d'occupation de bonne foi. Ils savent que leurs usages sont légaux. De l'autre, la coutume reconnaît que ces terres défrichées par « des blancs » appartiennent « aux blancs » et qu'ils n'en sont pas les utilisateurs légitimes. A Wotha, un des habitants m'explique qu'il a fait démarquer au cadastre ses parcelles à l'extérieur de l'ancien bloc colonial mais pas à l'intérieur. Pourquoi ? Car il savait « qu'un jour un blanc allait revenir » et qu'il n'est pas possible pour lui de revendiquer cette « terre de blanc » (entretien avec un secrétaire de Wotha, 14/04/2014).

Cette superposition de normes liée aux différents cycles d'occupations de la terre et à la pluralité des structures de pouvoir remet radicalement en cause les approches des consultations communautaires fondées sur « l'insuffisance des connaissances des citoyens ». Ces derniers connaissent souvent la loi foncière, au point d'avoir financé à leurs frais des démarcations de titres, mais ne s'y réfèrent pas dans le cas des anciens blocs. Ce que les éléments précédents soulignent au contraire, c'est que ce n'est pas tant le savoir des habitants

qui compte que les compréhensions partagées des usages légitimes de la terre, ainsi que la manière dont la demande de titre est présentée aux habitants et articulée avec la trajectoire passée de la terre. Dans ces différents cas, un investissement passé favorise un investissement futur.

Au-delà des relations à la terre, le délaissement de l'agriculture vécu par les habitants et la récurrence des projets privés, publics, et d'ONG, les rendent souvent favorables à l'implantation d'un investisseur. Les budgets publics alloués à l'agriculture connaissent une réduction depuis les années 1980, les investisseurs privés de la période coloniale ne sont pas revenus, et les projets d'ONG qui affluaient après la guerre civile ont diminué (voir les chapitres 4 et 7). Pour la majorité des communautés, les seules ressources exogènes, outre le fruit de leur labour, restent les projets de Développement. Pour Ismael Ossemame, un des piliers de l'UNAC, ces projets jouent un rôle majeur dans le façonnement des attentes des habitants.

« [Une grande partie des projets des ONG] sont conçus d'une manière qui, selon mon analyse, à la place d'avoir un impact sur le développement des communautés, ont un impact majeur sur la manière dont les personnes pensent. Elles deviennent chaque fois davantage dépendantes aux projets. Quand un projet se termine, elles en demandent déjà un autre. Sans s'en rendre compte, ces projets rendent le pays vulnérable aux grandes entreprises qui proviennent des pays donateurs et qui peuvent ainsi entrer au Mozambique. »

Extrait d'entretien avec Ismael Ossemame (Alvarez 2008), traduction de l'auteur

Les habitants assimilent les interventions de l'État mozambicain (ex. ouverture d'un puits, projet d'éducation), les projets de Développement (ex. soutien aux associations de producteurs, projets d'alphabétisation), et les investissements privés (ex. demande de DUAT). Les mêmes termes de «projets » ou encore de « phénomènes » sont employés pour désigner les ONGs, les interventions des entreprises privées et les fonds du gouvernement. La représentation du « phénomène » - fait naturel constaté contre lequel on ne peut rien et qui finit par passer - est révélatrice. Pour les habitants, les différentes interventions sont représentées comme imposées de l'extérieur et de courte durée. Il s'agit alors essentiellement pour eux d'en tirer le meilleur profit le plus rapidement possible.

On retrouve dans de nombreux sites une forte demande de projets. Les habitants veulent « des blancs », « des projets », « des emplois », « de l'électricité »<sup>515</sup>. Outre une mise en scène devant « la blanche » que l'on assimile à une agence de développement, il s'agit

---

<sup>515</sup> Les points de vue des habitants sont hétérogènes, tout comme les communautés. Je reproduis ici le discours dominant car nous montrerons plus loin (section 3) que les habitants adoptent une façade unie et accueillante face aux investisseurs. Elle s'appuie sur la représentation présentée ici.

d'une représentation de projet salvateur qui infuse les discours et les représentations des habitants qui se sentent délaissés par leur gouvernement. Alors que j'accompagne un investisseur vers Mukwaha, le technicien du cadastre lui propose de passer voir d'autres terres dans les environs<sup>516</sup>. L'investisseur accepte mais arrivé sur les lieux décide de faire demi-tour sans même descendre de voiture: trop loin, trop peu fertile, trop peuplé. Je descends faire quelques photo et rencontre Antonio, un des neveux du chef.

[Antonio] : C'est une entreprise qui vient ?

[Doctorante] : Non, les terres ne sont pas assez bonnes, l'investisseur ne veut pas venir.

[Antonio] : Mais si, les terres sont très fertiles ici. Amenez nous une entreprise !

[Doctorante] : Mais toi, tu cultives ici ?

[Antonio] : Oui, j'ai 4 ha dans cette zone [*pointant du doigt la partie qui s'étend à gauche de la route*].

[Doctorante] : Et bien si tu cultives déjà ici, pourquoi voudrais-tu une entreprise ? Tu vois bien que toutes les terres sont occupées.

[Antonio] : Non, nous voulons une entreprise !

[Doctorante] : Tu ne veux pas qu'elle déplace tous les producteurs quand même ?

[Antonio] : Mais si, il y a plein de place dans cette zone. Nous voulons une entreprise !

[*Le technicien du cadastre et le chef de la localité sont revenus. Je remonte en voiture incrédule.*]

Je retrouve ce sentiment d'incompréhension quelques mois plus tard alors que je suis en immersion sur le site d'Ipalame depuis plusieurs semaines. M., un des producteurs sélectionné par le projet insiste pour que je vienne voir ses terres à lui, là-bas de l'autre côté de la montagne. Alors que nous surplombons ses terres il m'explique qu'il a été le premier à s'établir de ce côté donc que toute la zone est à lui. Quand je lui rends visite le lendemain, il m'explique ma mission : « Il nous faut un patron ... Un patron pour nous aider à cultiver nos terres ... Il faut que tu mesures ma surface et que tu m'aides à trouver un Blanc qui me prêtera de l'argent, des machines et qui achètera ma production » (entretien du 19/02/2015). Je l'écoute avec attention et lui explique que ce n'est pas de mon ressort. Il insiste, il veut un « Blanc ». Quelques jours plus tard, son voisin me prend à partie alors que je rentre vers mon campement :

[A.] : il nous faut un patron ... Un Blanc. Pour qu'il mette une usine ici et qu'on puisse travailler pour lui.

[Doctorante] : Mais vous avez besoin de vos terres pour produire non ?

---

<sup>516</sup> Il s'agit de la même excursion que celle évoquée précédemment, le 08/06/2014.

### Partie III – Chapitre 8

[A.] : Non. Avec un Blanc nous pourrions travailler. Par exemple moi je pourrais décharger des sacs. Les porter d'un endroit à un autre. *[Il mime un homme déchargeant des sacs d'un camion et les déplaçant de la pile de gauche vers la pile de droite.]* J'aurais un salaire... Avec un Blanc, il y aurait l'électricité ici. Et du réseau téléphonique.

[Doctorante] : Pourquoi un Blanc et pas un Mozambicain ?

[A.] : Un Blanc c'est mieux. Un blanc pourrait développer cette zone.

[Doctorante] : Mais pendant le temps colonial il y avait des Blancs et cela n'a pas bien fonctionné ici, non ? Ce n'est pas aux mozambicains de développer le pays ?

[A.] : Oui, mais il ne se passe rien ici. Avec un patron ce serait mieux.

L'absence de contradictions pour les habitants entre arrivée de patrons et maintien de leurs cultures et de leurs terres est étonnante. Antonio, M., et A. ne voient pas d'incompatibilité entre le fait qu'ils occupent les terres et l'arrivée d'un patron. Enfin, la récurrence de la dimension raciale est frappante. L'intervention extérieure doit « être blanche »<sup>517</sup>. Les jeunes font souvent allusion aux histoires qu'ils ont entendues de leurs parents et des aînés qui tiennent largement de la reconstruction idéalisée<sup>518</sup> : ils me parlent des emplois, des vêtements qu'ils pouvaient acheter, des aides en situation de disettes, des boutiques où l'on trouvait de nombreux produits. Cette représentation idéalisée d'un « patron » ou d'un « Blanc » est favorable aux demandes des investisseurs lors des consultations communautaires.

A Wotha ce serait cette attente même qui les aurait « perdus ». Au cadastre on m'explique que les habitants ont écrit une lettre demandant un nouveau patron. Le document est crucial car la terre en question avait encore un titre valide et l'ancien détenteur, la SANAM avait initié une procédure d'opposition au transfert.

[Membre du cadastre] : Les habitants de la communauté ont fait une carte. Il y avait toute la communauté dans le bureau du chef de la localité, ils disaient qu'ils voulaient des emplois. Aujourd'hui ce sont les mêmes qui pleurent et qui disent qu'on leur a pris leurs terres.

[Doctorante] Je peux voir la carte ?

[Membre du cadastre] oui, oui... S'il y a un conflit, ils l'ont créé de toute pièce. Mais la lettre n'est pas ici elle est avec le directeur. Ce n'est pas une blague parce que c'est un sujet qu'on a déjà discuté beaucoup ici. Ils ont fait une carte, une carte qui réclame un investisseur. Qui disait « trouvez-nous un investisseur ». [...] Ils ont fait une carte sans nous tenir au courant. Nous ne savions même pas qu'ils avaient fait cela. La communauté s'est assise avec le chef et ils ont fait cette carte. Deux cartes en fait, disant qu'ils voulaient des emplois. « Donnez-nous des emplois » ils ont écrit. Et ils les ont données à

---

<sup>517</sup> Le directeur d'une entreprise mozambicaine, d'origine portugaise et « blanc » me racontait ainsi que lorsqu'il avait présenté le gestionnaire de leur investissement, un mozambicain « noir » aux habitants, ces derniers s'étaient plaints. « Ils voulaient un Blanc ! Ils me disaient que leur couleur de peau ne se combine pas bien avec un directeur africain. » (Entretien avec un investisseur, Nampula, 28/05/2017).

<sup>518</sup> Les études sur la période coloniale au Nord et au centre du Mozambique mettent l'accent sur les conditions d'exploitations violentes qui caractérisaient les compagnies concessionnaires ainsi que la période de plantations et de cultures forcées qui a suivi (Allina 2012; A. F. Isaacman 1996).

## Partie III – Chapitre 8

l'investisseur. Et l'investisseur nous les a apportées en main propre. C'est comme cela que l'on fait ? Maintenant ils se plaignent.... Ceux qui devraient se plaindre c'est la SANAM... Mais les habitants ont écrit qu'ils ne voulaient plus de la SANAM. Ils ont écrit « nous voulons un patron, nous voulons des emplois. La SANAM ne nous donne pas d'emplois. Ils viennent juste ici emporter notre coton ». Voilà ce qu'ils ont écrit [...]

[Doctorante] Je peux voir la carte?

[Membre du cadastre] oui mais elle est bien gardée. Elle dit que les habitants ne veulent plus de la SANAM, Mais ici au Mozambique, qui a le pouvoir ? Les communautés n'est-ce pas ? Alors.... Voilà...

Entretien au cadastre de Monapo le 03/06/2014

Finalement, je ne parviendrai pas à voir la carte et je me ferai éconduire. L'existence de la carte est attestée par plusieurs personnes (cadastre, investisseur, SANAM). Je ne sais pas cependant qui l'a signée. Les habitants nient avoir participé à son écriture, et dénoncent une consultation frauduleuse où n'aurait été présent que leur *regulo* et ses amis proches. Son contenu reste tout de même intéressant. Il fait écho aux nombreuses revendications de patrons et d'emplois observées sur les autres sites. La situation met aussi en lumière la manière selon laquelle ces représentations peuvent jouer pour faciliter un transfert de droits.

Le souhait récurrent de voir arriver de nouveaux « patrons », contradictoire avec l'observation d'une large occupation des meilleures terres, soulève des questions. Qu'est-il espéré d'eux exactement ? Comment leur implantation est-elle compatible avec les systèmes d'activités actuels ? En quoi sont-ils une garantie du bien commun des habitants ? Les explications des habitants et les observations des rencontres entre investisseurs et habitants permettent de comprendre comment ces derniers envisagent une coexistence.

Les représentations des habitants révèlent que les frontières entre « secteur public » et « secteur privé » sont inexistantes. Ils attendent tout de celui ou celle qui s'engage avec eux. A Mukwaha, les habitants espèrent outre des emplois et du matériel pour rebâtir leurs maisons, la construction d'une clinique et d'écoles. Les espoirs sont si grands que le secrétaire du FRELIMO du village, de peur d'être discrédité, n'osait pas informer sa population du désistement de l'investisseur<sup>519</sup>. Pour autant, les habitants ne se contentent pas de promesses à long terme. Ce sont les réponses à court terme qui font l'objet de leurs préoccupations et sont garantes de la qualité du « patron ». Ainsi entrent en jeu dans les consultations à la fois des attentes de long terme et des impératifs immédiats. Cela permet notamment de réconcilier des attentes importantes avec des investisseurs aux capacités réduites.

---

<sup>519</sup> Entretiens et observations du 08/06/2014. En 2015, le titre aurait été transféré à la SAN-JFS. Le directeur m'expliquait que les habitants avaient « réclamé » son entreprise auprès des autorités locales. Il n'avait même pas vu les terres et ce n'était pas sans ses priorités (Entretien avec le directeur de la SAN-JFS le 16/03/2015).



Le cas de l'investissement de la SAN-JFS à Ipalame est révélateur des différentes temporalités en jeu lors des consultations. Lorsque le projet est présenté aux habitants en mars 2014, ces derniers restent plutôt sceptiques. Ils plantent du coton depuis des années et cela ne leur apporte pas l'enrichissement promis. Ils font de plus face à une soudure marquée qui les contraint à des emprunts d'argent et de nourriture et à des petits travaux rémunérés à la tâche (voir le chapitre 7). Ce n'est qu'à partir du moment où le directeur de la SAN-JFS leur explique qu'il y aura un peu d'argent à gagner prochainement que les habitants acceptent pleinement le projet. Le discours du directeur de l'entreprise, retranscrit à partir de mon enregistrement est placé en annexe 8.1.

Ce discours est frappant par sa simplicité et sa clarté. Le directeur n'y va pas par quatre chemins: il « veut le terrain ». Il n'hésite pas à préciser qu'il n'aura pas besoin de tout le monde, « juste des plus forts » et donc à annoncer des expulsions. Cela ne semble pas pour autant constituer un problème pour les habitants. Nous reviendrons sur l'analyse de ce discours plus bas, mais on peut déjà remarquer que les habitants expriment très peu de réactions. Leur intérêt ne se manifeste qu'après que le directeur ait évoqué les emplois pour défricher le bloc. Ainsi, suite aux discours du directeur les premières questions sont consacrées à ces emplois. « Nous ne sommes pas des enfants. Nous avons déjà été roulés. Serons-nous payés si cela ne fonctionne pas ? » demande un premier homme. Un second prend la suite :

« Nous allons nettoyer le bloc maintenant, nous allons creuser pour enlever les souches des arbres. Nous avons besoin d'aide. De l'argent, du matériel, de la nourriture. Un groupe est venu il y a quelques années. Il nous a mis au travail et il n'est jamais revenu. »

Observation du 07/03/2014

Consultés au sujet d'un transfert de titre foncier d'une validité de 50 ans, renouvelable, les habitants d'Ipalame questionnent avant tout l'investisseur sur sa capacité à rémunérer sa main d'œuvre à court terme. Les bénéfices immédiats sont centraux, au-delà de la dimension transformative et salvatrice à long terme. La cérémonie de *Makeya* organisée par l'entreprise à la demande des habitants la semaine suivante confirme ces observations<sup>520</sup>. Lors de cette cérémonie, les habitants demandent l'accord et la protection des esprits dans la réalisation de ce projet. Dans leurs incantations aux esprits, le chef Moringa et la reine, sa sœur, « remercient les blancs car ils n'avaient pas de *ganho ganhos*, et que maintenant grâce aux

---

<sup>520</sup> Une *Makeya* est un rite central dans la théologie Makuwa Xirima qui permet la convivialité entre le monde des vivants et celui des esprits (Filippi et Frizzi 2005, 249). Lors des cérémonies, le demandeur remet une petite somme d'argent à celui qui a fait l'intermédiaire avec les esprits. Une *Makeya* peut donc aussi être lue de manière stratégique comme un moyen d'accéder à de l'argent.

ancêtres, ils ont ces *ganho ganhos* »<sup>521</sup>. Ces « *ganho ganhos* » désignent les quelques jours rémunérés pour enlever les troncs et les souches résiduelles dans le bloc. Les habitants ne remercient donc pas les esprits pour le projet (perçu dans sa durée et dans sa globalité) mais pour les emplois à court terme. Cette deuxième rencontre permet de mettre en lumière la différence de temporalité entre l'investisseur et les habitants, déjà présente lors de la consultation.

La conception des habitants des emplois salariés auxquels ils peuvent prétendre occupe une place centrale dans l'accord. Les habitants se représentent des emplois compatibles avec leurs obligations familiales et leurs souhaits de rémunération. Quand j'interroge un des chefs d'un village de Kharamu sur le type de patron et d'emploi qu'il voudrait, sa description est révélatrice :

[Chef] Avec 17 MZN/jour comme du temps de Dubaï, tu arrives à 510 MZN par mois... C'est juste suffisant pour acheter une plaque en aluminium pour ton toit. Une plaque par mois ! (*il rigole*). C'est tout... Ce n'est rien... Moi, je voudrais un travail de garde. Avec un salaire de 2500 – 3000 MZN par mois. Ça ce serait bien.

[Doctorante] : mais tu arriverais à travailler à plein temps ? A y aller tous les jours ?

[Chef] Ah non, il faudrait qu'on puisse s'absenter. Qu'on puisse s'absenter tous les mois quelques jours pour la famille. Parce qu'en trente jours cela ne manque pas que quelqu'un de la famille soit malade.

[Doctorante] : Et tu penses qu'il [le patron] accepterait ?

[Chef] : mmm... Il n'aurait pas le choix, ce n'est pas possible de ne pas s'absenter.

Entretien le 20/04/2015

Une discussion avec un des jeunes du même village est également explicite :

[B.] : Les jeunes, il faut qu'ils aient une opportunité. Pour nous, il faut des Blancs.

[Doctorante] : Des Blancs ?

[B.] : Oui des Blancs, pour travailler les zones là-bas, les anciens blocs. Ils pourraient labourer avec des tracteurs... Et puis après on aurait du travail pour désherber.

[Doctorante] : Mais tu ne penses pas qu'ils utiliseraient des herbicides ?

[B.] : Si mais ils auraient quand même besoin de nous et nous pourrions recevoir [un salaire] tous les mois ... Et puis, ils mettront de l'électricité comme à Ramiane et à Mecucu où ils ont mis l'électricité [*deux plantations de sisal où B. à de la famille*].

[Doctorante] : S'ils mettent de l'électricité, tu ne crois pas que ce sera que pour eux ? Souvent ils mettent des panneaux solaires pour la ferme uniquement...

---

<sup>521</sup> D'après la traduction simultanée de l'ingénieur de la JFS le 12/03/2014. Dans ce cas il s'agit d'une vingtaine de gagne-pains pour des hommes, qui ont pour tâche d'abattre les principaux arbres pour 85 MZN/jour (environ 2 € soit l'équivalent du salaire minimal).

## Partie III – Chapitre 8

[B.] : Oui mais je pourrais demander une extension. Et je payerai avec mon salaire. Et comme ça l'électricité ira jusqu'à ma maison et je payerai.

Entretien le 16/04/2015

Cette description idéalise un travail de garde avec un salaire fixe, qui permettrait à la fois de subvenir aux besoins immédiats tout en économisant et en restant disponible pour les demandes de la famille (décès, mariages, maladies, etc.). Elle est très fréquente. Elle traduit en partie la manière dont les habitants envisagent l'investissement dans leur communauté, apportant des revenus sans pour autant détruire son fonctionnement. Souvent les habitants imposent également qu'ils pourront travailler sur leurs terres lors des bonnes années de production et avoir recours au salariat en cas de mauvaise récolte (entretien à Kharamu, le 16/05/2015). A Kharamu, les hommes d'un village ont accepté de décrire leur entreprise idéale<sup>522</sup> :

### Caractéristiques de l'entreprise souhaitée par les hommes de M., zone de Kharamu

- Elle doit installer une fabrique [de quoi ?] de riz, de clous, de plaques en aluminium, de ciment, de vin, ou encore d'huile.
- Les emplois seraient donc des postes dans la fabrique, « **nous ne travaillerons pas avec des houes...** Il y a la terre de Lazaro, personne de l'occupe [*concrètement, plusieurs centaines de personnes ont des parcelles actuellement dans les terres de Lazaro*] **la seule chose que nous ne voulons pas, c'est travailler dans les champs** ».
- Le travail serait de 7h30 à 12h30 et du lundi au vendredi. « Pas besoin de petit déjeuner, nous petit déjeunerons à la maison. Ce que nous voulons c'est de l'argent. [et l'après-midi ?] Il y aurait un autre groupe de travailleurs, de 12h30 à 17h30 ou 18h00. » Comme ça « l'après-midi nous pourrions travailler dans nos parcelles, avec nos houes ». « **A la fin du mois on aurait un salaire au cas où la production serait mauvaise** ».
- [Le salaire mensuel ?] « 2000 MZN, mais ça dépend du travail. Si par exemple je balaie un espace comme celui-ci [*environ 40 m<sup>2</sup>*] 2000 MZN ça va ». [Et s'il faut travailler dans les champs ?] « La houe ? non.... Il **faudrait que ce soit 4000 MZN... 6000 MZN...** Pour 2000 MZN, mieux vaut travailler dans ses parcelles avec sa houe. Il faudrait que ce soit au moins 5000 MZN... pour acheter des habits pour nos enfants... parce que la belle-mère va dire « mon gendre travaille, tu dois me rapporter quelque chose... ».
- En cas de **décès d'un proche, il faut des jours d'arrêt: 3 jours pour un parent, 4 jours pour une épouse**. Ce ne sont pas des journées rémunérés. En cas de maladie, le patron devra faire des avances sur salaire, pour soigner les proches.
- **Il y aurait 30 jours de vacances par personnes**. « Et le patron ferait un cadeau

---

<sup>522</sup> Entretien réalisé le 17/05/2017 avec un ensemble d'habitants de M. que j'avais déjà interviewés séparément en 2015. Après avoir dressé cette liste, ils m'ont demandé si je pensais qu'une telle entreprise existait. Mes réserves, notamment sur l'isolement de la zone et le manque d'intérêt pour une entreprise de construire une fabrique si loin de la route principale, ne les ont pas satisfaits. Nous avons convenu que je rendrais cette liste publique, et que si un investisseur manifestait son intérêt, je pourrais le conduire à M. A bon entendeur.

avant le départ en vacances. Par exemple le vingtième jour du mois il doit offrir une chose pour qu'on puisse préparer une fête ».

- L'entreprise doit construire **un hôpital, une école et forer des puits** « pour la communauté ». « Il peut aussi faire un **petit projet pour les femmes, comme un élevage des poulets, ou une activité de restauration** ... Un projet pour aider les enfants orphelins aussi [*les ONGs implantent des projets pour les orphelins à Kharamu depuis 2016*] ... Comme les maris seront au travail, en leur absence, les femmes doivent avoir des projets. Il faudrait aussi que **l'électricité arrive jusqu'à notre village et que les routes soient réparées** ».

Les habitants se représentent un ensemble de mécanismes de redistribution qui accommodent les investissements aux relations d'âge et de genre. Les jeunes hommes sont les plus fervents demandeurs d'investisseurs. Ils y voient des emplois saisonniers ou de plein temps car ils ont le profil pour être gardes, transporter des affaires, conduire des machines, ou encore travailler comme ouvriers. Ils envisagent également des bénéfices pour leurs épouses. Les plus âgés reconnaissent que c'est maintenant « le temps des jeunes » (entretiens à Kharamu les 16/04/2015 et 17/04/2015). Les aînés n'auront certainement pas d'emplois, mais ils comptent sur la redistribution des salaires des jeunes. Les femmes comptent profiter indirectement de ces emplois. A Maponda, l'une d'elle m'explique qu'avant que la nouvelle entreprise ne s'installe, elles pensaient qu'il y aurait des emplois à mi-temps pour les hommes comme pendant la période coloniale. Les hommes travaillaient le matin, et les femmes travaillaient sur les parcelles des hommes. Comme ça quand ils rentraient, elles étaient payées (entretien le 22/05/2014). Elles faisaient des *ganhos* payés par les salaires de ceux qui avaient un emploi. Les femmes de Whota se représentaient la nouvelle entreprise de manière similaire. Elles espéraient se placer dans le circuit de redistribution des salaires via leurs cultures alimentaires. Ce sont ces stratégies de placements des femmes et des anciens, le plus souvent tacite, qui permettent aux habitants d'envisager une entreprise sur leurs terres.

La représentation de la terre et des investissements dans l'imaginaire des habitants favorise l'acceptation de nouveaux « projets ». Dans un contexte de marginalisation économique et politique, ils sont perçus comme des ressources que l'on peut capter puis refuser selon les intérêts de la communauté. On retrouve ici la polysémie des « investissements » et du « Développement » qui désignent à la fois des biens matériels, des expériences nouvelles, et des contraintes avec lesquelles il faut ruser (Laurent 1998, 206). Ces représentations de la terre et de l'investissement diffèrent cependant largement de celles du gouvernement, des administrations locales et des investisseurs. La section suivante explore alors les rencontres entre ces acteurs.

## Section 2 – Asymétrie de pouvoir et mise en retrait des intermédiaires

Les différentes représentations de la terre et de l'investissement qui sont mises en présence lors des consultations communautaires n'empêchent pas l'élaboration d'accords. Selon nos observations, ces accords sont possibles car les rencontres donnent lieu à des mises en scènes de deux camps qui conservent leurs représentations différenciées. La disposition spatiale des rencontres est souvent polarisée entre, d'un côté, les habitants et, de l'autre, un agrégat formé par l'investisseur, les administrations et les autorités communautaires. Elle traduit la confrontation de deux camps dont l'un a autorité sur l'autre.

Dans le cas d'Ipalame (Figure 8.5) on observait ainsi d'un côté les habitants – assis à même le sol à l'ombre d'arbres – et de l'autre, sur des chaises, les « autorités », comprenant – de gauche à droite – un ingénieur de l'entreprise investissant, un chef traditionnel, le technicien du cadastre, le chef de la localité, un autre chef traditionnel, un ingénieur de l'entreprise faisant office de traducteur, le directeur de l'entreprise et la doctorante.

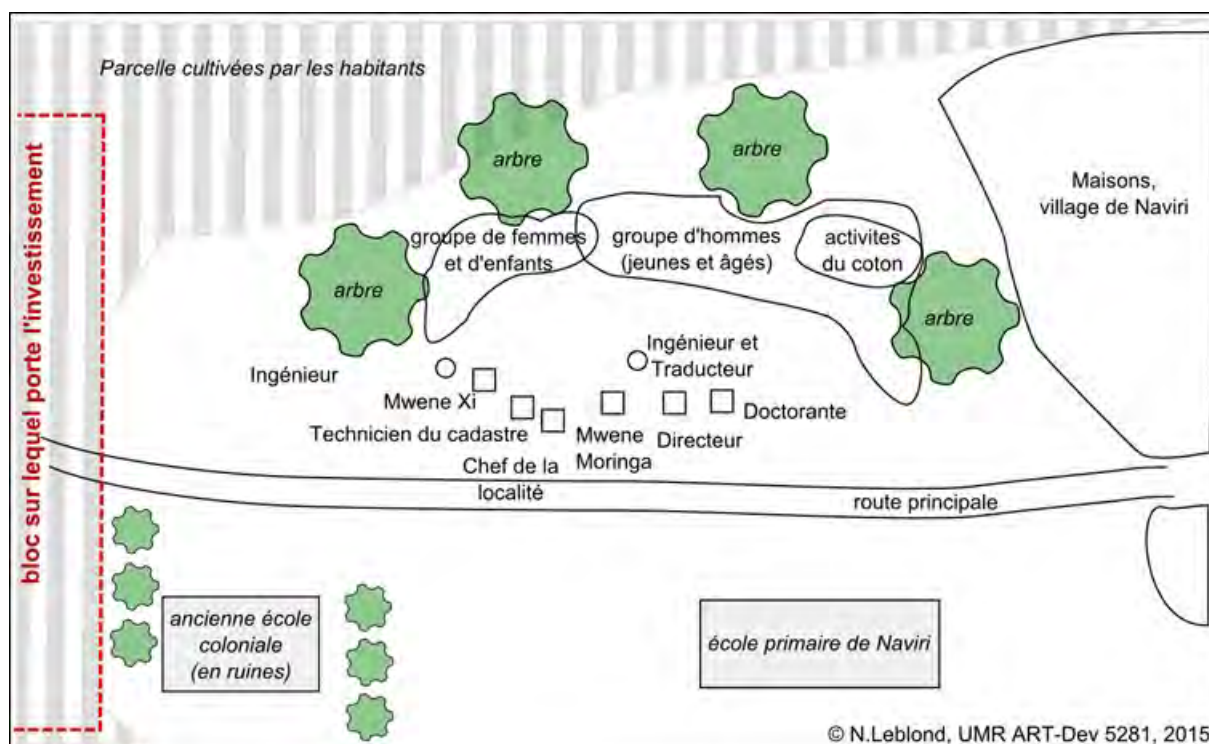


Figure 8.5: Croquis de la rencontre à Ipalame le 07/03/2014. Réalisation : N. Leblond, 2015

Coincés entre les ingénieurs et le directeur de l'entreprise, qui monopolisent la parole, et mis face aux habitants, les chefs communautaires et le chef de la localité n'ont pas dit un

mot, à moins d'être sollicités. Ils ont découvert le projet en même temps que les autres résidents, et ont été pris à partie de telle sorte qu'il était difficile de les dissocier de la brigade elle-même. Le directeur de l'entreprise, comparant son investissement à un match de foot, plaçait le chef « traditionnel » en position d'entraîneur et d'arbitre (voir le discours intégral en annexe 8.1) :

« Nous avons besoin du terrain. Le terrain, c'est le bloc. Les joueurs ce sont les producteurs, la balle c'est le tracteur, l'entraînement et l'expérience c'est le **chef**. S'il y a un producteur qui ne marche pas droit le **chef** nous le dira, et ce sera l'expulsion. Carton rouge ! ».

Discours du directeur de l'entreprise, le 07/03/2014

Les différents chefs apparaissent ainsi alignés sur les intérêts et les objectifs de l'entreprise qui souhaite investir. Ils n'ont pas démenti le discours de l'entreprise. Au contraire, le chef Moringa a supervisé les premiers travaux de nettoyage et s'est présenté comme le garant de l'intérêt du projet. Au-delà d'une situation anecdotique, cette mise en scène binaire est récurrente. Elle limite la possibilité de choix des habitants. Ces derniers se retrouvent en effet confrontés à l'investisseur, aux administrations, et à leurs propres chefs. Il est alors particulièrement difficile de prendre la parole publiquement pour énoncer des revendications ou des critiques.

Les administrations locales et les autorités communautaires pourraient s'atteler à dissiper les inconnues qui marquent les consultations et faire office d'intermédiaires ou de médiateurs (Nay et Smith 2002; Latour 2006, 58). Les études suggèrent cependant que les élites locales profitent des consultations pour détourner des ressources à leur profit (Akesson, Calengo, et Tanner 2009; Christopher Tanner et Baleira 2006). Au-delà de la diversité des situations, les points communs des analyses sont suffisamment saillants pour qu'un discours commun de « dépossession indirecte » ait été formulé (Fairbairn 2013). Il souligne le rôle des élites africaines dans le transfert de droits fonciers à des investisseurs<sup>523</sup>. Ce discours a le mérite d'élargir le cadre analytique des accaparements de terres exogènes. Il a aussi pour limite d'homogénéiser les « élites africaines ». Qui sont précisément ces élites qui se reproduisent au détriment des habitants ? Par quels mécanismes se maintiennent-elles au pouvoir ? Comment font-elles pour passer sous silence les revendications de leurs populations ?

---

<sup>523</sup> Ce discours dépasse le cas du Mozambique. Voir par exemple les travaux de Rohit Negi sur les chefs et les investissements miniers en Zambie (Negi 2011) et plus largement le numéro spécial « *Governing the Global Land Grab : The Role of the State in the Rush for Land* », *Development and change*, Vol. 44, n°2.

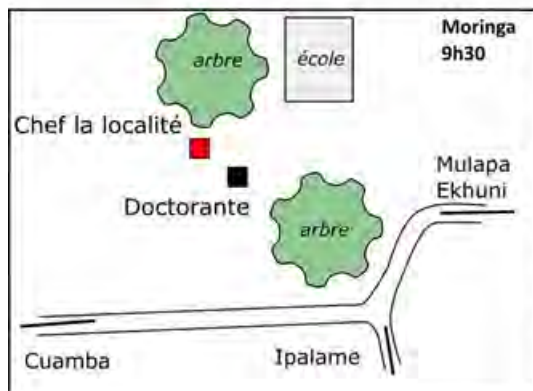
Cette section explore la posture des différents intermédiaires lors des consultations communautaires et des rencontres entre acteurs. Elle montre comment ces différents intermédiaires potentiels sont contraints et réduits au silence. Le dispositif de consultation communautaire contribue ainsi à l'exercice d'une violence structurelle au Nord du Mozambique. Il permet la reproduction d'un rapport de pouvoir qui contraint les habitants à céder leurs droits d'usages de la terre pour des contreparties limitées. Je présente la situation des administrations locales, avant d'aborder celle des autorités communautaires, et enfin, la place, de la « société civile »<sup>524</sup>.

## 2.1. Les administrations sous pression

La position adoptée lors des consultations par des membres de l'administration, des districts, des postes administratifs ou des localités, découle de leur inclinaison personnelle et de leur rôle institutionnel (Jabri 1996, 54-89). La position des différents membres de l'administration au Mozambique n'est donc pas nécessairement alignée sur le rôle que l'État central leur assigne. Souvent, en aparté, ces membres sont peu favorables aux investisseurs. Cependant, confrontés à leurs hiérarchies, ils ne peuvent pas maintenir leurs positions et « retournent leur veste ». Dans le cas d'Ekhuni par exemple, les propos défavorables du chef de la localité vis à vis de l'investisseur - qu'il me livre avant l'arrivée ce dernier - sont neutralisés par l'encadrement resserré des administrations de la province (Figure 8.X). Son discours s'inverse même complètement dans un troisième temps, quand face aux habitants il assume le rôle de traducteur et qu'il pousse à la signature du document pour clôturer cette réunion qui s'éternise. L'analyse des situations d'énonciation permet ainsi de voir la manière dont elles contraignent la position du chef de la localité. Face à des fonctionnaires plus haut placés, comme ceux de la brigade qui accompagne l'investisseur, il se range de leur côté. Il se décharge de sa responsabilité et la reporte sur les épaules du chef Ekhuni.

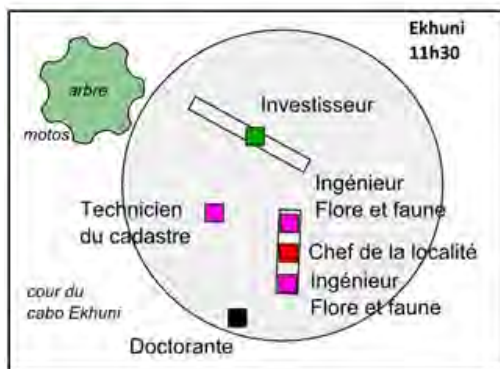
---

<sup>524</sup> La « société civile » est entendue dans ce chapitre comme l'ensemble des organisations non-gouvernementales et non-lucratives qui expriment publiquement des opinions et des valeurs de leurs membres ou des autres. Pour une perspective critique de cette définition au Mozambique, voir (Kleibl et Munck 2017).



### Moringa, 9h30, le chef de la Localité et la doctorante

- [Nelly] : [l'investisseur] pour la Localité, c'est un avantage ?
  - [Chef] : bon... C'est un avantage... Les communautés... si [l'investisseur] exploite, il apporte une petite chose. Par exemple celui de Mulapa doit donner cent plaques ondulées pour le toit de l'école et il doit ouvrir un puits... Et une partie des taxes aussi doit revenir à la communauté. C'est des avantages... Mais c'est pas des avantages si...
  - [Nelly] : Ca ne change pas grand chose ?
  - [Chef] : Non pas grand chose... Je ne sais pas s'ils vont accepter, ça dépend de ce qu'il promet.
  - [Nelly] : Ces investissements fortifient le gouvernement ou ça le déstabilise ?
  - [Chef] : Cela déstabilise clairement ! Ce bois où va-t-il ? C'est une exploitation de la richesse, je ne sais pas où elle va. Ils exploitent c'est tout. L'avantage c'est pour le gouvernement c'est tout. [...]
- La richesse, ce n'est pas vraiment pour la population.



### Ekhuni, 11h30, le chef de la Localité et la brigade

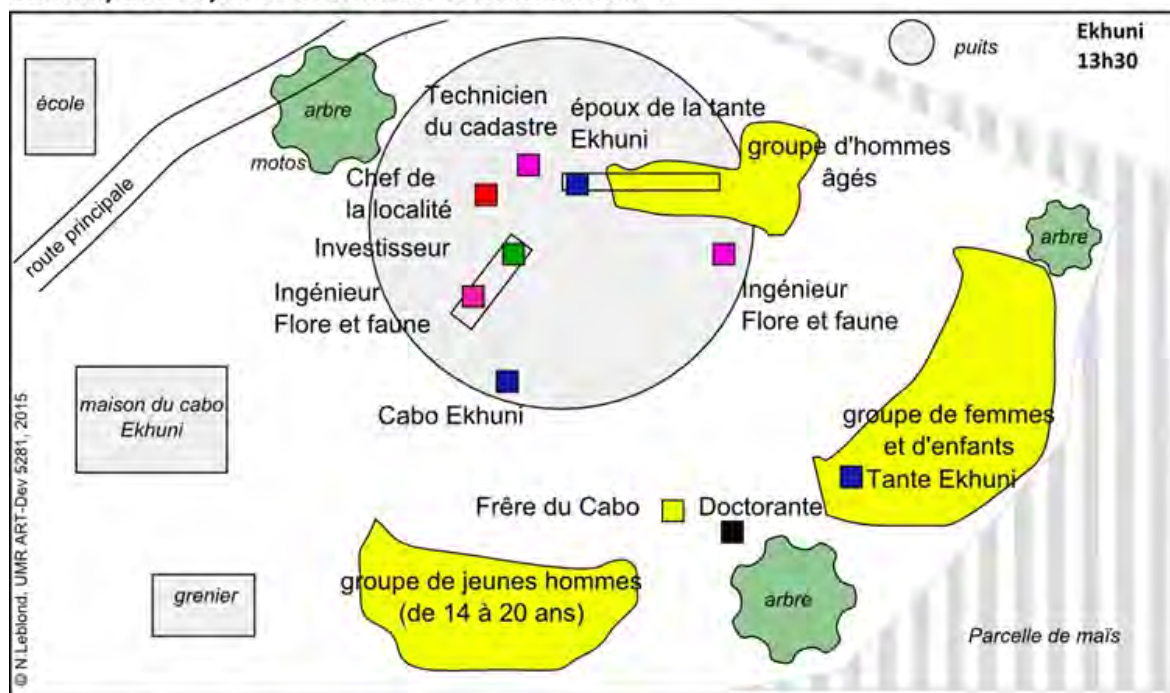
Quelques heures plus tard, la brigade composée d'ingénieurs de la Flore et de la Faune Sauvage, de l'investisseur et du technicien du cadastre organise une réunion «d'auto-préparation» pour le chef de la Localité. Ce dernier, coincé entre les différentes autorités, ne parvient qu'à émettre quelques réserves liées au mécontentement vis-à-vis de la concession voisine. La brigade insiste: «ici c'est très différent», «nous venons demander une faveur», nous voulons savoir «quelles sont leurs priorités pour les aider», nous «surveillerons l'investisseur».

Quand vers midi le chef Ekhuni arrive, et vient s'asseoir à côté du chef de la Localité, ce dernier se décharge immédiatement de la responsabilité de la consultation:

«L'objectif de la visite c'est qu'ils sont venus demander une chose, et qu'on peut leur dire oui ou non. [...] Toi, en tant que chef de la zone, tu ne dois pas voler cette information au peuple. Il faut que tu discutes, il faut entre 10 et 13 personnes d'ici qui viennent pour discuter.[...] Ne dis pas que c'est pour moi. Ne dis pas que c'est moi qui suis venu vendre ta zone. Ne le fais pas à cause de moi. C'est le bagage que je t'apporte, mais tout dépend de toi.»



## Ekhuni, 13h30, la consultation communautaire



Alors que les habitants réunis sont réticents au projet, le chef de la localité facilite la signature des documents. A l'arrière plan, derrière l'investisseur et les ingénieurs, il traduit et ajoute: «vous devez penser aux problèmes de base de Ekhuni, à ce qui serait un bien pour tous. [l'investisseur] c'est comme un fils, il vient ici pour vous aider».

Quand enfin, après que le document ait été signé, le chef Ekhuni vient le voir en aparté, il retourne complètement sa veste: c'est une «opportunité», cela «fera des emplois pour au moins dix jeunes d'ici» affirme t-il pour rassurer le chef.

Figure 8.6 : Croquis des rencontres et de la consultation communautaire à Ekhuni et extraits des discours préparatoires et de la consultation communautaire (source : N. Leblond, UMR 5281, mai 2016)

Les contraintes exercées sur les administrations locales dépendent du réseau d'influence de l'investisseur. Par exemple, à Ipalame, le nouveau chef de la localité est mécontent de l'investisseur<sup>525</sup>, mais il ne peut pas faire remonter les oppositions. La compagnie en question, la SAN-JFS, est si importante localement qu'elle se substitue sur bien des points à l'État local en réhabilitant les routes, en finançant les écoles ou encore en distribuant des crédits (voir le chapitre 7). Face à cette entreprise « para-étatique », fortement soutenue par l'administration du district, les administrations locales ont peu de poids. Comme le disait un des ingénieurs de la SAN-JFS, la proximité et la complémentarité entre l'État et l'entreprise est telle que « la JFS et le gouvernement, c'est la même farine ». Des investisseurs avec moins de passif et de ressource mais un fort sens de la mise en réseau peuvent également s'assurer des soutiens

<sup>525</sup> Arrivé très récemment, après le renvoi du précédent chef pour corruption, le nouveau chef se plaint de ne pas avoir été « présenté » au projet d'investissement de la SAN-JFS. Par ailleurs, le directeur de la compagnie possède un DUAT près d'un autre village où il emploie deux pasteurs pour surveiller son troupeau de vaches. Les habitants se plaignent très fréquemment de dégâts faits à leurs cultures par les animaux. Le directeur refuse de les indemniser car les parcelles se situeraient dans son DUAT et seraient donc illégales. Les plaintes s'accumulent au niveau de la localité d'Ipalame (Observations en avril 2014 et en février, mars et juin 2015).

haut-placés. C'est notamment le cas de l'investisseur de Wotha, qui invite fréquemment les ministres et les gouverneurs sur son exploitation. La venue de ces personnalités importantes a découragé les habitants et les élites locales.

Le fort centralisme de l'État mozambicain contribue à la prédominance du rôle sur l'inclinaison personnelle. En effet, d'après la loi relative aux organes locaux de l'État (loi n°8/2003 de 2003) tous les membres des administrations locales sont nommés et non pas élus<sup>526</sup>. Par conséquent les différents fonctionnaires sont directement redevables à leur hiérarchie et non pas aux habitants qu'ils administrent<sup>527</sup>. De plus, dans tous nos cas d'étude, les chefs de poste et de localité n'étaient pas issus des zones qu'ils administraient. Ils ne possédaient donc pas d'attaches familiales fortes les amenant éventuellement à s'opposer aux programmes du gouvernement. Le fort centralisme de l'État mozambicain, avec des promesses de reconduction et de promotion conditionnées par un comportement aligné sur celui de la hiérarchie, pourrait être une explication.

Selon cette logique, la situation devrait être différente dans les *municípios*. Issus d'une décentralisation politique, les *municípios* font l'objet d'élections directes du président de conseil municipal ainsi que de l'assemblée municipale<sup>528</sup>. Par définition, les *municípios* correspondent aux principales zones urbaines du pays et sont peu concernés par les projets d'investissements agricoles de grande taille. Les anciens blocs coloniaux étant souvent situés près des infrastructures on peut cependant trouver des sites d'investissement qui relèvent du territoire de *municípios*. L'investissement de Maponda est situé dans un *município*. Ce cas apparaît alors comme un contre-exemple à l'hypothèse selon laquelle l'élection locale augmenterait la redevabilité des élus aux habitants. En effet, dans le cas de Maponda, le

---

<sup>526</sup> Les gouverneurs des onze provinces du Mozambique sont nommés par le Président de la République (article 16, loi n°8/2003). Les administrateurs des districts et les chefs de poste administratif sont nommés par le ministre de l'Administration d'État et de la Fonction Publique sur proposition du gouverneur provincial (article 34 et article 46). Les chefs de localité sont nommés par le gouverneur provincial sur proposition de l'administrateur du district (article 49). Il y a cependant bien des élections pour les assemblées provinciales. L'existence et les fonctions des assemblées provinciales sont introduites dans la Constitution de 2004 (article n° 142). Les premières élections des assemblées provinciales ont eu lieu en 2009 au Mozambique, puis en 2014. Cependant l'assemblée provinciale reste subordonnée au gouverneur provincial (loi n°5/2007 du 9 février).

<sup>527</sup> Ce qui n'est pas sans créer des tensions localement, les habitants ne se sentant pas représentés par ces nouveaux chefs qui ignorent souvent tout des zones où ils sont nommés. Un article de presse soulignait ainsi : « C'est une blague de mauvais goût ce qui se passe avec les dirigeants de la province de Niassa ces derniers temps. Le peuple de Muembe a été très clair « Ils nous envoient des dirigeants qui ne savent rien et qui viennent en stage. » [...] Ce sont ces stagiaires qui une fois leur formation terminée rentrent dans leurs zones et laissent des ruines ici dans la province de Niassa. » (FAÍSCA 2012)

<sup>528</sup> Le statut des *municípios* comme personnes publiques collectives est fixé par la loi n°2/97 du 18 février 1997 et attribué aux *vilas* et *ciudades*. Les premières élections municipales ont eu lieu en 1998 dans 33 *municípios*. La loi n° 11/2013, du 3 juin 2013 a introduit 10 *municípios* supplémentaires portant le nombre total à 53 *municípios*. Les dernières élections municipales ont eu lieu en 2013.

président du *município* est particulièrement favorable à l'implantation d'un nouvel investisseur. Devant les réticences des autorités communautaires à annoncer à leurs communautés que d'autres familles devront quitter leur terre, le président n'hésite pas à leur rappeler l'impératif de Développement. Il conclut ainsi la réunion avec les autorités locales par l'histoire du *regulo* Mutivaze :

« Mutivaze était une zone où le *regulo* empêchait le Développement. Quand il est décédé, tout a changé pour Mutivaze. Ce n'était qu'un village et maintenant c'est déjà une ville. **Nous ne pouvons pas faire obstacle au Développement.** Nous voulons avancer avec les bénéficiaires des deux côtés [des investisseurs et des habitants]. Je voulais vous rappeler à tous, que l'électricité jusqu'au bloc de Maponda, ce fut [l'entreprise précédente] qui la fit installer. »

Observation du 11/06/2014

En concluant sur cette histoire le président du *município*, tout en réaffirmant son souhait de concilier les deux groupes, affirmait sa volonté de faciliter « le Développement » et donc l'investisseur. C'était notamment pour lui une manière de parvenir à des bénéficiaires – tels que l'électrification – qu'il n'aurait pu mettre en place autrement. Ainsi, tout en dépendant de l'électorat local, il était prêt à se mettre à dos plusieurs communautés. Au-delà d'un cas particulier, c'est un motif général qui s'explique par les impératifs d'autonomie financière et patrimoniale qui incombent aux *municípios* (Article 7 de la Loi n°2/97 de 1997, Article 3 de la Loi n°1/2008 du 16 janvier 2008). Le budget des *municípios* est fortement soutenu par l'État central. Les administrations locales doivent néanmoins en assurer une partie via les taxes locales et les activités économiques<sup>529</sup>. Les élus locaux ont donc également un rôle qui les contraint à soutenir les investissements agricoles.

Au-delà de leur rôle institutionnel, les membres des administrations peuvent subir des pressions qui les contraignent à rejoindre le camp « pro-investissement ». A Maponda, le technicien du cadastre souhaitait réduire la parcelle de l'ancien bloc colonial pour restituer une partie des terres aux habitants qui les occupent. Cette démarche s'opposait aux volontés du gouverneur provincial et du ministre de l'agriculture. Il a donc été rappelé à l'ordre et contraint de faciliter l'implantation d'un investisseur sur ces mêmes terres. Similairement, la technicienne du cadastre dont relève Wotha exprime sa déception. Elle n'aurait pas souhaité voir les habitants de Wotha expulsés. Elle reconstruit cependant un discours qui légitime son soutien à l'investisseur, conformément à son rôle :

---

<sup>529</sup> Dans le cas de ce *município*, le budget de 2015 avoisinait 42 millions MZN. Le *município* comptait assurer un peu plus de 6% (2,6 millions MZN) à partir des impôts locaux.

## Partie III – Chapitre 8

« Aujourd’hui quand vous arrivez, ils [les habitants] parlent de terres. Mais où sont-ils ? La seule chose qu’ils veulent c’est regarder la forêt c’est tout. Ils ne veulent pas travailler. Aujourd’hui l’investisseur est ici et il fait quelque chose. Il travaille. Même ceux de l’autre investissement travaillent. Mais la population d’ici refuse de voir cela. Elle est très difficile. [...] **mais on ne peut pas laisser le gouvernement perdre.** »

Entretien avec une technicienne du cadastre, le 03/06/2014

Elle place les intérêts présumés du gouvernement avant ceux des habitants pour rendre intelligible le fait que des habitants soient lésés par un investissement que son service a rendu possible. En réalité, avec le directeur des services de l’agriculture, elle a subi de très fortes pressions de la part des autorités provinciales. Comme l’explique l’investisseur qui a récupéré les terres en question :

« Ce qui a été difficile c’est l’obtention du DUAT. Au niveau du district [du district], l’administration bloquait. Alors j’ai été au niveau de la province. Et là j’ai été reçu de manière charmante. Quelqu’un à la direction m’a reçu et a appelé immédiatement le district. ... Je ne parle pas bien portugais mais j’ai compris ce qu’ils disaient. ... La personne de la province au téléphone a dit « **Si tu ne veux plus être le directeur [de l’agriculture], c’est très bien, nous avons d’autres personnes pour prendre ton poste** ». Alors tout d’un coup ils sont devenus très gentil [au district]. Le responsable [du district] m’a appelé et m’a dit. « Ecoute, je viens de résoudre ton problème ». Alors j’ai acheté mes tracteurs en Afrique du Sud et j’ai commencé le *bush clearing*.

Entretien du 13/04/2014

Dans un autre entretien daté du 06/06/2014, l’investisseur donne plus de détails sur ces deux échanges téléphoniques :

« Je suis allé voir la gouverneure. J’aurais du faire ça dès le premier jour. **Elle les a remis en place immédiatement, chacun d’entre eux.** Tu aurais vu ça. Elle leur téléphone de son bureau. Elle leur dit: « J’ai signé les documents qui prouvent que monsieur [nom de l’investisseur] possède ce DUAT. Est-ce que vous êtes en train de dire que le DUAT que je signe n’est pas valide ? **Je vous le dis maintenant : vous mettez monsieur sur sa terre pour qu’il commence à travailler. Vous m’avez comprise ? Et s’il y a un autre DUAT, ce DUAT est annulé, vous m’avez comprise ?** » Elle était tellement en colère [...] Le moment suivant, le directeur de l’agriculture du district m’appelle, il ne sait pas que je suis dans le bureau de la gouverneure. Il me dit « Monsieur, je veux vous voir demain à Wotha. J’ai réussi à vous permettre de travailler... il n’y avait pas d’autre DUAT en fait».

Entretien le 06/06/2014

Si on peut douter de l’exactitude des propos rapportés par l’investisseur du fait de sa compréhension limitée du portugais et de la différence entre les deux versions, plusieurs acteurs ont confirmé qu’il était passé par la province pour forcer les administrations du district à l’appuyer.

Au-delà des contraintes institutionnelles et des menaces, les avantages matériels immédiats sont également à prendre en considération. Si les administrations aident les investisseurs dans la réalisation des consultations communautaires, ils sont presque certains d’obtenir en retour des bénéfices. Outre les frais de déplacements, les investisseurs glissent

quelques billets à l'attention des différents membres des administrations (administrateurs, chefs de poste, chefs de localité). D'après mes observations, ils reçoivent autour de 500 MZN, soit 12,50 € pour une demi-journée ou une journée d'aide. Compte tenu des salaires des différents fonctionnaires locaux, ce n'est pas négligeable<sup>530</sup>. Les chefs forceraient donc leur amabilité et mettraient en scène une nature avenante pour s'assurer des bénéfices directs. Ils se garderaient également d'émettre des questions ou de clarifier des situations qui pourraient être au désavantage de l'investisseur. Les autorités communautaires ne dépendent cependant pas de nominations centrales mais de sélections locales, comment expliquer leur alignement avec les investisseurs et les autorités administratives ?

## 2.2. La mise en retrait des autorités communautaires

Les « autorités communautaires » correspondent aux chefs « traditionnels », aux secrétaires du parti du FRELIMO et aux « autres autorités légitimes localement » (décret n°15/2000 de 2000)<sup>531</sup>. Les autorités communautaires peuvent intervenir dans les consultations et autres rencontres en tant que membres du Conseil Consultatif ou tout simplement en tant qu'occupants des terres convoitées et co-titulaires des communautés foncières. Dans nos cas d'études, les Conseils Consultatifs n'ont pas été mobilisés. Ce sont donc essentiellement les autorités communautaires des zones directement ciblées par les demandes de DUAT qui étaient présentes. Les croquis des consultations d'Ekhuni et d'Ipalame (Figures 8.5 et 8.6) font apparaître ces autorités « du côté » des investisseurs. Ils sont également souvent les premiers signataires des actes de consultation.

Les chefs traditionnels et éventuellement les secrétaires sont mobilisés par les investisseurs et les administrateurs de district pour leur expliquer la nature de la visite dans un premier temps et éventuellement pour s'assurer leur soutien dans un second temps. Très souvent, ils ne disent que quelques mots, ne posent pas de questions, et apparaissent véritablement en retrait. Cette prise de parole limitée peut s'expliquer par le fait que les chefs traditionnels ne parlent pas nécessairement portugais<sup>532</sup>. Aussi ils ne peuvent pas jouer ce rôle

---

<sup>530</sup> Les salaires des fonctionnaires et des agents de l'État sont fixés par le Système des Carrières et des Rémunérations (SCR), notamment par les décrets n°20/2013 et n°21/2013 du 15 mai 2013. En 2014-2015, les fonctionnaires locaux gagnaient de 4000 MZN (100 €) à 15 000 MZN (400 €).

<sup>531</sup> L'histoire de ces autorités et de leur formalisation est abordée plus bas dans cette section.

<sup>532</sup> C'était manifeste dans le cas des chefs d'Ipalame et d'Ekhuni qui demandaient des traductions en Makhuwa. Si les chefs parlent portugais, leurs principaux conseillers – anciens de la famille, proches, etc. – ne le parlent pas nécessairement. Forquilha (2006) rejoint nos observations, soulignant que dans le cas du district de Cheringoma

d'intermédiaire qui impliquerait qu'ils aient également « un pied » dans l'univers de sens de la brigade qui vient demander un DUAT. Eva Sodeik observe de manière similaire des « interfaces sans courtiers » au Bénin (Sodeik 2000). Les villages qu'elle étudie ont fait l'objet de moins de projets de Développement et les chefs maîtrisent mal la rhétorique des bailleurs. Ainsi s'ils sont systématiquement mobilisés et parviennent à s'introduire dans des positions clefs, ils ne parviennent pas véritablement à capter des flux et des projets et à négocier un « Développement » à l'avantage de leurs communautés ou de leurs familles.

Par ailleurs les chefs ne sont pas toujours avertis de la venue de cette « visite » et n'en comprennent pas nécessairement les enjeux, les ressorts légaux, ni les marges de manœuvre. De nombreux chefs communautaires expriment l'indécision à laquelle ils sont confrontés pendant les consultations communautaires. C'est notamment le cas d'un des *regulo* de la zone de Khapa :

« Nous les personnes, **nous sommes comme des mouches. C'est difficile pour nous de savoir quel chemin suivre.** Nous ne savons pas si ce sont des bonnes choses qui vont être apportées ou des mauvaises choses. Nous sommes au milieu, ni devant, ni derrière. Nous ne savons pas ce qui est la vérité. ProSAVANA est devenu une véritable guerre [...] **Cette situation est un casse-tête. Si nous refusons, nous nous mettons contre le gouvernement. Si nous acceptons, nous nous plaçons contre le peuple.** »

Entretien le 23/06/2015.

Quelques jours plus tôt un autre chef tenait des propos similaires décrivant qu'ils étaient « comme des poules ne sachant pas quelle décision prendre » (entretien, le 20/06/2015). Cette indécision et la compréhension réduite de la nature de la demande limitent la prise de position des chefs communautaires en tant qu'intermédiaires. Il faut également prendre en compte les intérêts personnels des autorités communautaires. Dans de nombreux cas en effet, elles peuvent tirer des bénéfices directs de la facilitation d'investissements. Les investisseurs confrontés à l'opacité du fonctionnement des villages s'appuient sur eux pour recruter de la main d'œuvre, pour négocier avec les villageois, et pour surveiller leur investissement. Les chefs sont ainsi les premiers à recevoir des opportunités d'emplois, des rémunérations et/ou des cadeaux<sup>533</sup>.

---

plus de 70% des chefs disaient ne pas parler portugais ce qui limitait le rôle de ces « courtiers politiques » locaux.

<sup>533</sup> Les secrétaires de Wotha furent ainsi les premiers à travailler comme garde chez l'investisseur. Le secrétaire de Kharamu, et un chef traditionnel d'Ipalame firent office de contremaître pour superviser les premiers défrichements avant le début des projets. A Ekhuni, l'investisseur glissa à l'issue de la consultation un billet de 200 MZN (5 €) à l'époux de la tante Ekhuni, qu'il pensait être l'autorité du village.

Les autorités communautaires sont également contraintes par une double subordination : à leur communauté d'une part, à l'État mozambicain de l'autre. Ce rôle ambigu est le produit d'une trajectoire de long terme qui a progressivement façonné les attributs juridiques, politiques, et socio-économiques des chefs « traditionnels » et des « autorités communautaires » (Forquilha 2006). Les chefferies ont été incorporées dans, et transformées par, un gouvernement indirect pendant la période coloniale<sup>534</sup>. La création des *Regedorias* ou *regulados* par le décret-loi n°23 :229 de 1933 réorganise particulièrement les relations entre les habitants, leurs chefs, et les administrations coloniales<sup>535</sup>. Cette réforme crée de nouvelles « chefferies administratives » et une double subordination des chefs : d'une part vis-à-vis de l'administration coloniale et d'autre part vis-à-vis de la chefferie ayant acquis le statut de *regedoria* (Forquilha, 2006, 125-140). Dans nos sites d'étude ces recompositions ont affecté particulièrement les sites de Kharamu, avec une division du territoire du *regulo* Marrua en cinq *regulado*, et ceux d'Ipalame et d'Ekhuni, qui ont été inclus dans le territoire du *regulo* Mukwapa alors que certains habitants relevaient d'une autre chefferie.

Sur le plan juridique, l'administration coloniale a cristallisé les droits et les devoirs des chefs. Ils doivent obéissance immédiate et fidèle à l'administration et ont interdiction de s'absenter (décret-loi n°23 :229 de 1933). D'après le décret-loi n°39666 du 20 mai 1954, ils ont également pour interdiction de s'opposer à l'accomplissement des ordres de l'autorité administrative (Forquilha, 2006, 142). Ils reçoivent en contrepartie un subside, sont exonérés d'impôt, et dans certains cas bénéficient de la construction d'un logement.

A l'indépendance, les « chefs traditionnels » ont été destitués et remplacés par des chefs de 10 maisons, des capitaines [*capitão*], des groupes dynamiseurs [*grupos*

---

<sup>534</sup> Lors des premières explorations portugaises et jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, les colons portugais coexistent avec les différentes chefferies en place. S'ils reconnaissent de fait la souveraineté territoriale des *regulos*, roitelets, et autres chefs ils obtiennent progressivement leurs soumissions. Dans le Centre du Mozambique, ancien royaume de Quiteve, Forquilha décrit comment les colons empruntent les logiques et les mécanismes de l'exercice du pouvoir des chefs traditionnels afin de s'y substituer. Ils vont ainsi jusqu'à décaler la cérémonie d'installation d'un nouvel emphytéote sur les cérémonies indigènes d'installation d'un nouveau chef (Forquilha 2006, 86). La mise en place des compagnies concessionnaires au début du XX<sup>ème</sup> siècle et la problématisation de la « question indigène » entraînent des modifications importantes. Les chefs sont mobilisés pour prélever les impôts, approvisionner les compagnies en travailleurs, et faire exécuter les règlements. Les grandes chefferies sont fragmentées afin d'affaiblir leur résistance et de les intégrer dans l'administration. L'expérience de la Compagnie du Moçambique servira d'exemple pour l'institutionnalisation des *autoridades gentílicas* et de l'Indigénat (Forquilha 2006). (voir également le chapitre 7).

<sup>535</sup> Selon l'article 9 du décret-loi n°23 :229 de 1933 : « Aux fins de l'administration et de police dans les circonscriptions, et dans les zones non urbaines des *concelhos*, la population indigène doit être regroupée en *regedorias*. Les *regedorias* peuvent être divisées en groupe de villages (*grupos de povoações*) et en villages (*povoações*). Les *regeordias* peuvent, dans chaque colonie ou province, se voir attribuer la désignation établie par l'usage régional (*sobado, regulado, reino*, etc.) ». Ces réformes ont notamment contribué à exclure les femmes de l'accès au pouvoir (Bowen 2000, 70).

*dinamizadores*] et des secrétaires, tous affiliés au parti du FRELIMO. Cette marginalisation de la chefferie a joué, selon une géographie variable, dans le déploiement de la guerre civile (voir les chapitres 4 et 7 Geffray 1990c; Cahen 2002; Funada-Classen 2013b). Après la fin de cette dernière, et devant les discours de la RENAMO menaçant de reprendre le contrôle des chefferies, le FRELIMO et l'État mozambicain ont réintégré stratégiquement les chefs dans l'administration.

La réhabilitation des « autorités traditionnelles » a été annoncée dès 1994 par le président Joaquim Chissano. Cependant, les bons résultats de la RENAMO aux élections législatives ont conduit l'Etat et le FRELIMO à suspendre ce processus<sup>536</sup>. Le décret n°15/2000 du 20 juin 2000 et l'article 118 de la Constitution de 2004 marquent officiellement la réhabilitation des « autorités communautaires ». Au-delà de la dimension stratégique vis-à-vis de la lutte partisane, c'était aussi un choix pragmatique de l'Etat pour s'ancrer dans les espaces ruraux. Le décret n°15/2000 est ainsi une reconnaissance ambivalente : tout en rétablissant les « chefs traditionnels », il reconnaît également les secrétaires de parti et « les autres autorités légitimes » en tant « qu'autorités communautaires ». Il affaiblit donc les chefs en leur retirant l'exclusivité au profit de l'institutionnalisation d'une diversité de courtiers politiques au niveau local (Forquilha 2006, 348).

Du point de vue des chefs, cette réhabilitation les place dans une situation de « double allégeance » : ils sont censés représenter les habitants et les communautés, d'une part, et l'État, d'autre part. Les chefs doivent désormais divulguer les lois et les délibérations de l'État, informer les autorités administratives et policières des infractions commises, organiser la population pour le paiement des impôts, et mobiliser les habitants pour participer aux programmes du gouvernement. Les autorités communautaires, comme pendant la période coloniale, reçoivent en échange un salaire et un uniforme<sup>537</sup>. Les autorités communautaires

---

<sup>536</sup> L'institutionnalisation des rapports entre État et chefs traditionnels au Mozambique a fait l'objet de la Loi 3/94 du 13 septembre dont les articles 8 et 9 réhabilitent la participation des « autorités traditionnelles » dans l'administration locale (collaborations pour la gestion des terres, le prélèvement de l'impôt, le maintien de la paix, la divulgation et l'application des décisions de l'État, etc.). Mais les élections législatives, marquées par une forte bipolarisation suspendent le processus de réhabilitation des autorités traditionnelles dans les zones rurales. Le FRELIMO craint de mettre en place une décentralisation qui transférerait le pouvoir au parti adverse. La Loi 9/96 réduit ainsi l'autonomie des structures locales contenue dans la Loi 3/94 en précisant qu'elles doivent à peine « compléter » les structures locales nommées par le gouvernement central et non s'y substituer. La Loi 2/97 reste également centralisatrice en réaffirmant le principe de gradualisme : seuls les 33 *municípios* pourront élire leur président, l'ensemble des zones rurales restent subordonnées aux membres nommés par le gouvernement et les gouverneurs des provinces (Forquilha 2006, 343).

<sup>537</sup> Forquilha (2006, 306) souligne ainsi la proximité entre le règlement du décret n°15/2000 et la Réforme Administrative de 1933. La différence principale réside en ceci que les autorités communautaires actuelles ne sont pas tenues d'obéir immédiatement et fidèlement aux autorités administratives.



« performant [donc] un double rôle » de « représentants des communautés » et « d'assistants de l'État » (Buur et Kyed 2005). Ces fonctions peuvent se révéler contradictoires.

Le rôle ambigu des chefs est également façonné par des situations locales. A Ipalame, les autorités communautaires conviées à la consultation bénéficient d'un fort soutien des habitants. Elles sont cependant en conflit avec la chefferie d'Ipalame et avec l'administration. Elles ont donc vu dans le projet d'investissement une opportunité qui leur permettrait d'affirmer leur légitimité (voir le chapitre 7 sur l'histoire d'Ipalame). Accepter l'attribution d'un DUAT représentait pour elles un pas vers l'autonomisation de leurs quartiers en leur offrant des perspectives d'emploi, d'électrification ou encore d'ouverture d'un commerce. Il ne s'agissait donc pas pour les autorités communautaires de clarifier le discours de l'investisseur mais de capter son projet.

La situation est très différente à Maconda où les habitants tiennent les autorités communautaires pour responsables de l'expulsion des familles et de l'expansion de l'investissement. Sous contrainte des habitants, les autorités communautaires ont donc refusé de recevoir les documents de l'administration préparant l'expulsion de dix-sept familles supplémentaires. Ils étaient alors convoqués le 11 juin 2014 par l'administration du *município*. J'assiste à cette rencontre lors de laquelle le secrétaire d'un des villages se lève et explique :

« J'ai refusé d'accepter le document sur les prochaines expulsions car je ne connaissais pas la personne qui portait le document. Aussi, il y a des menaces dans la communauté... Les habitants **disent qu'ils vont prendre des machettes**... Aujourd'hui les chefs sont ici et toute la population nous attend dans l'espoir d'explications... Ils vont dire qu'ici, nous avons reçu de l'argent. Nous allons expliquer que seulement dix-sept personnes vont être indemnisées. **La population ne va pas accepter. Ils vont dire que le secrétaire reçoit de l'argent... Nous sommes très mal** ».

Secrétaire d'un des quartiers, 11/06/2014

Le discours de ce secrétaire traduit bien la détresse des autorités communautaire causée par leur double fonction. Il met en lumière les accusations de corruption et les menaces qu'ils subissent. Les autorités communautaires incarnent ainsi véritablement la contradiction entre le projet de l'État mozambicain et les aspirations des communautés. Eventuellement, comme le suggère ce secrétaire, leur intégrité physique est mise en danger et les autorités communautaires sont obligées de quitter leurs fonctions, voire de fuir (voir le chapitre 9). La situation est partagée à Khapa où un chef manifeste clairement son inquiétude d'être vu en ma compagnie au cours de notre discussion. Alors que je lui demande pourquoi il n'a pas pris la parole lors de la visite du gouverneur :

## Partie III – Chapitre 8

[Doctorante] : En tant que membre du gouvernement tu ne peux pas dire quelque chose?

[Chef] : Je suis membre du gouvernement pour travailler avec les gens. Je ne peux pas me plaindre... J'avais peur...

[Doctorante] : De quoi ?

[Chef] : Ils auraient pu dire, « ce n'est pas toi qui commande. Pourquoi est-ce que tu dis ça maintenant ? »... Ils auraient dit que j'étais un ambitieux. ... j'avais peur des chefs...

[Doctorante] : des chefs ?

[Chef] : des chefs [du poste administratif] là... Ils nous parlent mal.... [...]

[Chef] D'ailleurs, qui t'a dit que tu devais venir discuter avec moi ?

[Doctorante] : Le chef de poste.

[Chef] : Il t'a dit de venir dans ma maison ?

[Doctorante] : Oui.

[Chef] : Où est le document qu'il a fait pour moi ?

[Doctorante] : il n'y en n'a pas.

[Chef] : Il a fait une erreur. Il aurait dû faire un document.... C'est lui qui dit qu'on ne peut pas recevoir les visites sans avertir le gouvernement. ... Il a fait une erreur car il ne m'a laissé aucun document. Un autre jour il va dire que j'ai reçu une mukunha [une blanche] ici et que je ne l'ai pas averti.

[Je propose alors d'appeler le chef de poste pour qu'il confirme. Nous essayons à plusieurs reprises mais personne ne décroche. On se remet à parler de choses diverses en attendant.]

[Chef] : Je vais te dire, j'ai accepté de discuter avec toi parce que ça fait beaucoup de temps que tu es à Ipalame. J'ai entendu que les gens discutent avec toi. Mon fils est là-bas, il m'a dit qu'il y a une blanche et qu'il n'y a pas de problèmes. Si ce n'avait pas été cela, je n'aurais rien répondu. Je t'aurais dit, allons au poste ensemble discuter.

[Doctorante] : vous avez peur de quoi ?

[Chef] : De la population.

[Doctorante] : De la population ?

[Chef] : Ils m'ont déjà menacé. Ils auraient dit que j'ai vendu la terre. « Cette dame elle venait pour que tu signes le document pour recevoir de l'argent ». [il se met à rire nerveusement]. C'est pour ça que je voulais le document du chef de poste pour me dire de te recevoir.

Entretien à Khapa, le 19/06/2015

Dans cet entretien, ce chef énonce clairement sa peur de représailles, tant de la part de sa population, que de la part du gouvernement. De crainte de perdre le respect de l'administration, son salaire, ou encore d'être attaqué par des proches, il préfère ne rien dire publiquement. La fonction d'intermédiaire est donc en partie détruite par le rôle ambigu des chefs.

Les chefs peuvent ainsi difficilement prendre position de manière frontale. Même dans le cas où certains d'entre eux sont profondément défavorables au projet d'investissement, ils ne s'opposent pas directement. Un des habitants explique ainsi que ce sont eux qui ont refusé et non pas leurs chefs :

« [Un des *regulos*] était de notre côté. [L'investisseur] lui avait promis beaucoup de choses : une voiture... une grosse voiture... un pickup. Mais le *regulo* nous a informés. **Il nous a dit qu'il était très mal. Qu'il ne pouvait pas parler devant le gouvernement, mais qu'il fallait dire non.** Que c'était la faute des habitants s'ils acceptaient. Il leur a dit qu'une rencontre avait été fixée. **Que quelle que soit la brigade d'autorité qui serait en face de nous il fallait nier.** Il nous a dit que lui il serait présent au milieu. Mais qu'il ne pourrait rien dire. **Parce qu'il est dans la main du gouvernement.** »

Entretien avec un habitant d'un des villages de Khapa, le 22/06/2015

Cet entretien montre la marge de manœuvre limitée des autorités communautaires. Pris « dans la main du gouvernement » elles soutiennent plus volontiers leurs habitants par une mise en scène de leur impuissance que par une opposition à l'administration. Lorsque les consultations communautaires se tiennent en une seule fois, elles n'ont pas le temps d'en discuter avec leurs habitants et deviennent un rouage de la violence structurelle.

Assimiler toutes les autorités communautaires et les administrations locales à des « élites » qui profitent de la dépossession est donc trop réducteur. Ces quelques exemples montrent que ces intermédiaires jouent des rôles au sein de situations sociales complexes qui annihilent souvent le fondement même de leur mission d'intermédiation. S'ils ne sont pas directement contraints par les investisseurs et les administrations, ils se mettent souvent eux-mêmes en retrait. On pourrait s'attendre à ce que des membres de la « société civile » potentiellement moins soumis à de telles contraintes institutionnelles soient en mesure de remplir cette fonction.

### 2.3. Le silence de la « société civile »

Différentes institutions de la « société civile » interviennent au Nord du Mozambique pour mobiliser les habitants au sujet de la question de l'accès à la terre et des investissements. Nous avons en particulier souligné le rôle des associations de producteurs et de l'UNAC, ainsi que de l'ORAM et des paroisses catholiques (chapitre 6). Nous avons montré que les ancrages spatiaux de ces institutions étaient variés et relevaient de logiques multiples. Ces spatialités et temporalités diffèrent de celles des investisseurs. Cette discordance explique en partie le fait

que la « société civile » soit rarement présente lors des consultations communautaires, si elle n'est pas délibérément exclue des rencontres.

Les spatialités et les temporalités des différentes institutions de la société civile ne coïncident pas nécessairement avec celles des investisseurs. Les paroisses mobilisées contre l'accaparement des terres rayonnent à partir des anciennes missions et dans les villages via des réseaux d'animateurs et d'activistes formés au droit foncier. Les ONG nationales interviennent pour démarquer ou délimiter des terres, selon l'agenda et la géographie de leurs financeurs. Les associations de producteurs sont plus ou moins informées et mobilisées. Ainsi bien que le nombre de communautés délimitées et informées sur leurs droits aille croissant, elles ne se trouvent pas nécessairement au niveau des sites de demandes de DUAT.

Sur les sept sites étudiés, seul le site de Kharamu avait fait l'objet d'une délimitation communautaire chevauchant la demande de DUAT de l'investisseur (Figure 8.4). Le comité foncier mis en place n'a cependant pas été mobilisé lors de la consultation communautaire. Un des habitants de Kharamu formé par la mission locale au droit foncier explique qu'il était impossible d'intervenir pour s'opposer à la demande de l'investisseur. Les missionnaires l'avaient pourtant mis en garde, comparant les habitants à des proies et l'investisseur à un lion qui les dévoreraient. Réfléchissant à ce conseil il reconnaît que :

« Oui, nous avons peut-être laissé rentrer un lion sur nos terres ... Mais on ne pouvait pas dire non ouvertement ... Nous avons demandé à l'administration le Développement. Nous ne pouvons pas refuser quand le chef de la localité nous apporte un investisseur. »

Entretien avec un activiste et secrétaire du FRELIMO, le 14/04/2015

Les activistes formés au sein des communautés ne sont ainsi pas parvenus à s'opposer frontalement à l'investisseur et aux administrations locales. La « communauté » s'est ainsi engagée toute entière par son attente « d'intervention ». Elle n'a pas les moyens de rejeter à priori un projet ou un investisseur. Parfois, ces activistes et les missions locales ne sont tout simplement pas informés de la tenue de la consultation communautaire. C'est ce qui s'est passé pour les missions à proximité de Wotha, Kharamu et Maponda.

La temporalité des consultations limite la possibilité d'intermédiation des ONG et des missionnaires. La réalisation de deux consultations à moins de 30 jours d'intervalle (Diplôme Ministériel n°158/2011) devait permettre à la communauté de se concerter et de faire intervenir des acteurs extérieurs. Même si une consultation unique « tout en un » est réalisée, on peut s'attendre à ce que la « société civile » construite par des projets successifs et en place via des associations locales et/ou des représentants intervienne. Nos observations montrent

cependant que les consultations continuent de se dérouler en une seule fois. Les habitants sont informés du projet et confrontés à la signature du document de transfert de droit d'usage le même jour. A l'exception du cas de Khapa (voir la partie suivante), cela ne permet pas de mobiliser les réseaux spécialisés sur les questions foncières.

Au-delà de la disjonction spatio-temporelle, l'absence des organisations non gouvernementales est parfois sciemment voulue. Il s'agit dans ce cas d'exclusions volontaires mises en œuvre par le gouvernement local. Un des missionnaires engagé dans la défense des droits fonciers raconte ainsi qu'il a été appelé par une communauté dans laquelle devait se tenir une consultation communautaire. Les autorités ont refusé que la consultation se tienne en sa présence, déclarant que l'investisseur reviendrait quand les habitants seraient « prêts pour le Développement » (entretien avec un missionnaire, le 15/04/2014). L'épisode est édifiant car il révèle la construction volontaire de l'ignorance des habitants par l'administration. Les autorités locales ont dans ce cas refusé qu'un intermédiaire, apte à expliquer les enjeux aux habitants et à faciliter la discussion, puisse être présent. La situation est similaire à celle observée dans le cas d'un DUAT de 10 000 ha pour un projet d'écotourisme au Sud du Mozambique (Tanner et Baleira, 2006, 17). Les membres de l'ORAM sollicités par les habitants ont été qualifiés « d'agitateurs » et interdits de travailler dans la zone<sup>538</sup>.

Dans la périphérie que constitue le Nord du Mozambique, les contraintes institutionnelles et les pressions plus ou moins subtiles contribuent de manière déterminante à la mise en retrait des intermédiaires. L'asymétrie de pouvoir apparaît cruciale à la construction d'accords. Elle est accompagnée de multiples asymétries matérielles et symboliques : les habitants s'assoient à même le sol alors que la brigade dispose de sièges, ils attendent au soleil tandis que cette dernière est à l'ombre. La brigade vient avec des documents, les habitants n'en ont aucun. Les techniciens portent une tenue officielle - uniforme kaki et rangers - tandis que les habitants sont vêtus de leurs habits de travail et souvent pieds nus. Pourtant les asymétries ne sont pas suffisantes pour rendre compte de ce qui se joue lors des rencontres. Il apparaît également important de les saisir comme des sites de ruse.

---

<sup>538</sup> Le vocabulaire est le même qu'à Monapo et à Malema. Je l'ai également retrouvé à Tete, où les associations militants pour la reconnaissance des droits des populations déplacées par les mines étaient traitées d'« agitateurs », de « perturbateurs », ou encore de « manipulateurs ».

### Section 3 – Asymétries de savoir et ruse de l'ignorance

L'accord est une mise en scène collective. Même si des habitants peuvent avoir des réserves au sujet de certaines interventions, quand ils y sont confrontés collectivement, ils passent sous silence leurs différends. Cette « façade consensuelle » des communautés face à des intervenants extérieurs fait partie du savoir-faire des acteurs locaux (Olivier de Sardan et Bierschenk cités par Forquilha 2006, 356-57). Pierre-Joseph Laurent (2004) analyse cela comme une conséquence classique de la domination et de la ruse : les dominés font « équipe », mettent en scène l'entente, devant l'intervenant extérieur mêmes s'ils sont divisés entre eux. L'immersion et les entretiens avec les habitants permettent de révéler ces oppositions informelles et les ignorances stratégiques<sup>539</sup>.

A Kharamu, comme à Ipalame plusieurs habitants ont choisi de ne pas signer les documents pour montrer aux autres membres leur désaccord tout en préservant l'apparente unité de la communauté aux yeux de l'investisseur. Ainsi sur la photographie prise pendant la consultation communautaire de Kharamu (Figure 8.1), parmi les hommes situés à l'arrière-plan, plusieurs étaient opposés à la signature. V., un secrétaire du village de M. m'explique qu'il était opposé à l'investissement :

[V.] « J'étais à la consultation communautaire. Oui. **Mais je n'ai pas signé.** Parce que ces colons, s'ils se comportent comme leurs pères, on aura l'air de quoi ? On aura tous signé ? Cet investisseur c'est comme un gendre qui veut épouser ta fille. Il est tout beau, tout gentil et après le mariage, il commence à la battre. Donc non, je n'ai pas signé.

[Doctorante] : Mais est-ce que tu as dit aux autres de ne pas signer ?

[V.] : Non. Ils auraient dit que c'est parce que j'ai de l'argent que je refuse. Ils auraient dit qu'ils veulent une usine pour travailler. **La démocratie, si tu es tout seul, tu ne gagnes pas. Donc je n'ai pas signé.**

Entretien à M., le 17/04/2015

Les témoignages comme ceux de V. sont rares mais révélateurs. Il explique en effet, qu'il faisait partie de la mise en scène. Cependant compte tenu de sa situation sociale et des aspirations contradictoires de la majorité des jeunes, il n'était pas en position de s'opposer ouvertement. V., et un ensemble de ses proches que je rencontre les jours suivants, sont très dubitatifs au sujet de l'investisseur à venir. Cependant, cela n'est pas visible au premier abord. Dans un premier temps V. a même nié avoir participé à la consultation. Ce n'est que dans un second temps, quand la foule qui accompagnait l'entretien s'est dispersée, qu'il m'a expliqué

<sup>539</sup> Sur la notion d'ignorance stratégique, voir le chapitre 1.

sa position. Ce témoignage met profondément à mal le processus même de consultation. Il est possible de « participer » tout en restant en retrait et en n'étant pas d'accord avec la proposition. Les opposants se rassurent en se disant que leurs noms ne sont pas inscrits sur le document. C'est une protection de faible valeur. Une fois que le projet a officiellement obtenu l'accord de la « communauté », tous les habitants devront y faire face.

La mise en scène de l'entente, essentielle à la captation de projets, a donc un coût social majeur : elle oblige à passer sous silence les désaccords au sein de la communauté. Les refus ne sont plus perceptibles que pour ses membres et demeurent insaisissables pour le regard extérieur. Le coût est particulièrement préoccupant dans le cadre d'investissements agricoles car les transferts de droits d'usages portent sur des périodes de temps considérables. Une chose que les habitants n'imaginent pas lorsqu'ils acceptent les projets.

En effet, les habitants n'ont pas le monopole de la ruse. Les investisseurs et les membres des administrations peuvent également construire des mises en scènes qui occultent des informations. Les différents acteurs des rencontres se retrouvent ainsi au cœur de multiples ruses par ignorance, chacun cachant à l'autre ce qui lui semble pouvoir faire échouer l'accord. Ils participent à la construction d'ignorances sur les terres convoitées, le contenu et les attendus des investissements. Revenir sur ces ruses est crucial pour comprendre la construction d'accords dans l'espace-temps des consultations et éclairer les relations de savoir et de pouvoir dans l'espace rural.

### 3.1. Ruses d'investisseurs : l'art du silence et la maîtrise des promesses

Il existe une diversité de stratégies d'investissement. Les discours des investisseurs lors des consultations communautaires présentent des similarités. Ils omettent souvent les éléments relatifs aux surfaces convoitées, à la durée de la demande, ainsi que les contreparties précises auxquelles ils s'engagent. Les cas d'Ipalame et de Wotha sont illustratifs.

Lors de la rencontre avec les habitants d'Ipalame en mars 2014, le directeur de la compagnie souhaitant investir avait préparé un discours anthologique comparant son investissement à un match de foot (voir l'annexe 8.1). En plein pluralisme normatif, il invoquait sa filiation avec les colons portugais (légitimation historique), s'appuyait sur la chefferie traditionnelle (légitimation coutumière), et obtenait un DUAT (légitimation juridique). L'investisseur avait donc parfaitement intégré le pluralisme juridique. Il omettait

toutefois de préciser les contours du « terrain » qu'il souhaitait. Les habitants supposèrent qu'il s'agissait des 400 ha du bloc colonial. Il s'agissait en fait de 1000 ha, comprenant à la fois l'ancien bloc colonial et une partie des terres occupées par les habitants (Figure 8.7). C'est en accompagnant les ingénieurs faire des prélèvements de sols dans leur nouvelle parcelle que je compris quelques semaines plus tard que les terres demandées dépassaient le bloc colonial.

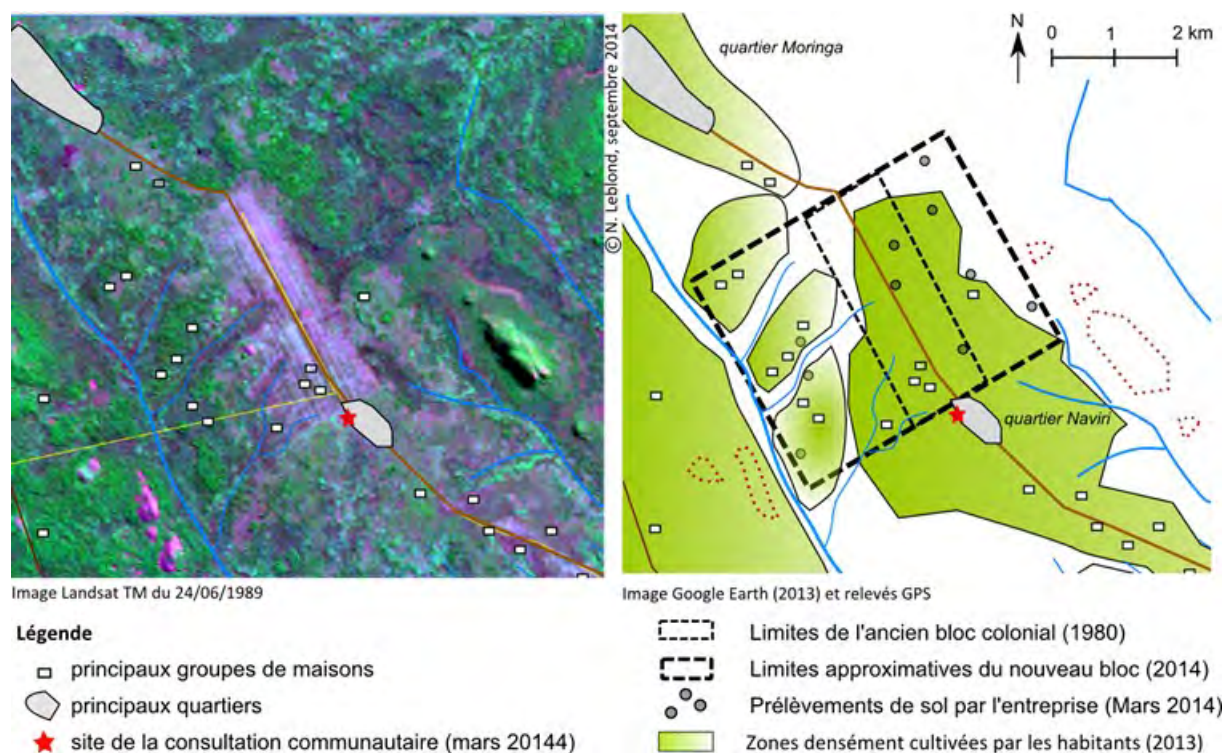


Figure 8.7 : Construction d'ignorance à Ipalame: différences entre l'ancien bloc colonial et le nouveau DUAT (traitement de l'image Landsat TM, relevés GPS et cartes réalisés par l'auteur).

L'entreprise dit ouvertement à ses partenaires (administrations, Institut du Coton du Mozambique, investisseurs) que son bloc fait plus de 1000 ha. Localement elle se garde cependant de mentionner cette information<sup>540</sup>. A demi-mots, des ingénieurs me confirment que les habitants ont signé sans avoir bien saisi l'enjeu (entretien le 19/03/2014, entretien le 06/03/2015). A ma connaissance, la durée de demande du titre n'a pas non plus été évoquée. Au-delà des questions de représentation de la communauté, de la définition de la notion d'occupation, ou encore de la négociation de contreparties, la simple question de l'information mise en scène est cruciale. Ici c'est l'ignorance subtilement construite par l'entreprise pour masquer sa prétention foncière qui a facilité l'élaboration d'un accord.

<sup>540</sup> Les habitants n'ont pas questionné la réalisation de prélèvements de sol hors de l'ancien bloc. Des bornes ont été placées aux quatre coins du nouveau bloc. Ne parvenant pas à les trouver, un ingénieur m'a expliqué que les habitants les avaient probablement enlevées (ce qui est fréquent et que j'ai pu par ailleurs observer sur le site de Maponda).



La situation est similaire à Wotha, bien qu'il n'y ait jamais eu de consultation communautaire dans le village selon les habitants. Pour eux, la consultation a été manipulée par leur *regulo* à son profit. Lors d'une réunion entre l'investisseur et les habitants en mars 2015, ces derniers ont fait venir leur *regulo* de force. Il a reconnu avoir reçu une grosse somme d'argent personnelle. L'investisseur confirme également avoir donné une somme importante au chef pour le remercier de son rôle de facilitateur. En 2017, plusieurs habitants reconnaissaient cependant qu'une consultation avait bien eu lieu devant l'entrepôt des associations. Ils n'avaient cependant pas cédé l'ensemble des terres que l'investisseur revendique depuis 2013. La conception de l'investisseur de la consultation communautaire éclaire ce qui a pu se passer ce jour-là :

« La consultation, c'est la chose la plus importante. Tu appelles le chef local. Pendant qu'il arrive sur une bicyclette, tu attends sous un arbre. Il viendra à toi. Tu dis : « Comment allez-vous ? Est-ce que ce vous avez besoin de quelque chose ? Est-ce que vous voulez une cigarette ? » **Toutes ces astuces du gouvernement.** Tu lui dis que tu foreras des puits pour la population, que tu leur donneras de l'alcool. Puis il dira : « d'accord, pour moi c'est bon, mais il faut que j'appelle ma population et nous ferons une réunion ensemble. » Donc là, tu prépares de la nourriture et des boissons et tu fais une consultation. C'est la chose la plus importante du processus de demande de DUAT. J'en ai fait une l'année dernière [Pour Wotha]. [...] La deuxième consultation [pour Kharamu] c'est la semaine prochaine. J'ai donné quelques paquets de cigarettes. J'enverrai un travailleur [vous n'y allez pas?] Je ne veux pas y aller non... Je n'y vais pas parce que c'est une culture différente... Les gens prient, ils chantent, donc ... mais il y aura les représentants du service de l'agriculture. ... **Si j'y vais, je risque de dire quelque chose de déplacé ... donc c'est mieux que je n'y sois pas.** »

Entretien avec l'investisseur, 13/04/2014

Ce discours est très révélateur de la conception de la consultation communautaire de cet investisseur comme une mise en scène qu'il doit orchestrer à son profit. L'investisseur explique prendre soin de répondre aux demandes immédiates, « attendre » le temps nécessaire pour que chefs et habitants soient réunis, fournir des biens de consommation pour s'assurer leur soutien. Au-delà d'une bonne conduite c'est bien « d'astuce » dont l'investisseur parle, conscient qu'il s'agit de tromper les jugements pour favoriser sa demande. L'asymétrie de savoir est véritablement entretenue. Quelle meilleure stratégie de dissimulation que celle de l'évitement ? Dans le cas de Wotha, l'investisseur était présent mais on peut penser que la situation a été proche de celle d'Ipalame. En effet, il a joué sur l'existence d'un ancien bloc colonial pour obtenir l'acceptation d'un transfert de titre portant sur une surface bien plus grande (Figure 8.8).

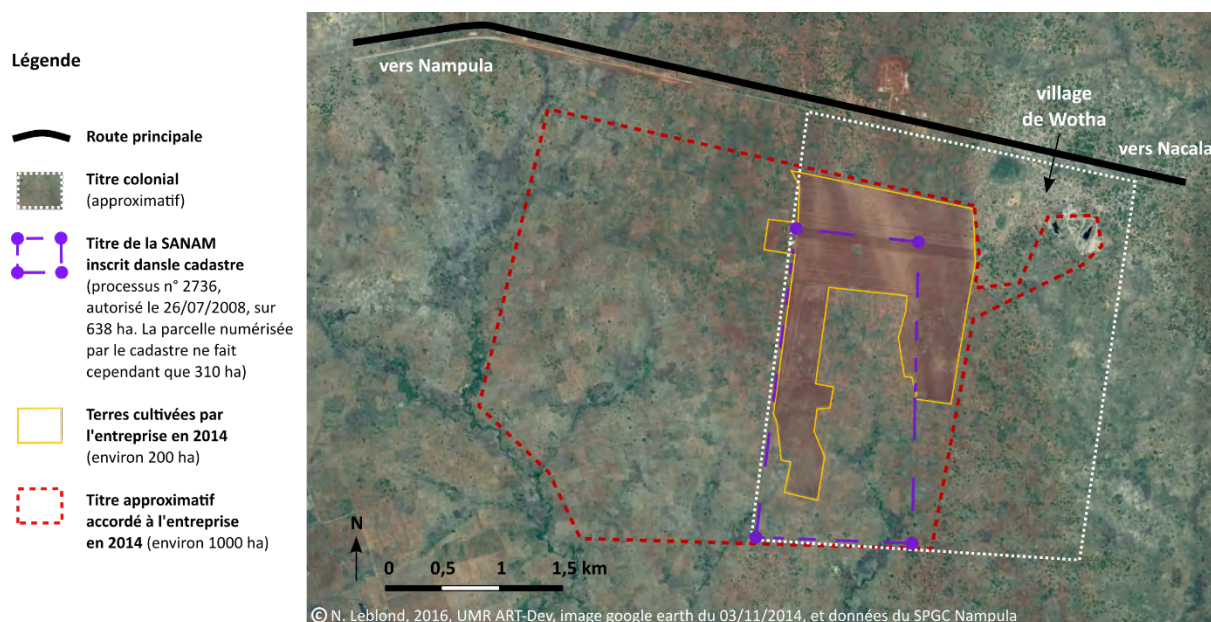


Figure 8.8 : Construction d'ignorances à Wothe : titres inscrits dans le cadastre provincial et approximés d'après les entretiens. (Source : N. Leblond, UMR ART-Dev 5281, janvier 2016)

Le nouveau titre vise 1080 ha, bien plus que le DUAT précédent qui portait sur 638 ha, et que les surfaces effectivement travaillées pendant la période coloniale, de l'ordre de 300 hectares. Comme dans le cas d'Ipalame il s'agit ici d'un redécoupage du titre demandé et connu par l'investisseur mais probablement pas par les autres signataires des documents de la consultation communautaire. Les propres techniciens du cadastre du district ne connaissaient pas les limites de ce nouveau titre. L'investisseur raconte ainsi qu'un jour, les services de l'agriculture et du cadastre du district ont débarqué sur sa terre, furieux, après qu'un paysan de Wothe leur ait dit que le DUAT faisait 5000 ha :

« Alors je les [les représentants du cadastre et de l'agriculture] ai mis dans ma voiture avec mon avocat et nous sommes allés reprendre des points GPS avec le GPS du technicien du cadastre [du district]. Je les ai emmenés exactement là où le technicien du cadastre [provincial] avait pris les points. Comme ça, j'ai pu envoyer tous les points au cadastre de la province en leur demandant de m'envoyer une carte avec le DUAT que nous venions de tracer.... Et je leur ai sorti la carte du DUAT de 1080 ha pour leur clouer le bec. Comme c'étaient les mêmes points, en fait je n'ai pas vraiment envoyé au cadastre, j'ai fait comme si et j'ai juste ressorti la carte. »

Entretien le 08/06/2014

Le titre ne faisait donc pas 5000 ha et les représentants du district ont dû s'excuser. Mais l'anecdote révèle le processus par lequel l'investisseur est parvenu à faire signer des documents de transfert de droits d'usages sans que les principaux intéressés sachent de quelle terre il s'agissait. A coup de paquets de cigarettes, « d'astuces » et de courts-circuits entre les autorités concernées il a pu obtenir l'accord, certes non pas de toute la communauté, mais au moins du *regulo* et de ses proches. Le dossier de demande de titre est parlant : l'investisseur a

« copié-collé » des photographies, extraites d'internet, de tracteurs rouges éclatants, de charrues à disques, d'entrepôt flambant neuf, autant de symboles d'un progrès assuré<sup>541</sup>. Ce dossier ne comprend cependant pas de carte du DUAT, ni les coordonnées GPS des différents points relevés par les techniciens du cadastre.

### 3.2. Ruses d'habitants : façades consensuelles et opacités

Pierre Joseph Laurent (1998) a montré que la ruse du « don » animait les relations entre habitants et porteurs des projets de Développement. Les premiers organisent un « don » qui comprend la mise en scène de leur unité, de leur motivation et de leurs ressources. Les rencontres sont ainsi l'occasion de remettre aux ONG « un cadeau qui cimentera un lien social et donc un espoir de contre-prestation - certes non explicite - duquel viendra peut-être un jour un financement » (Laurent 1998, 265). La mise en scène de l'unité des habitants et de leur volonté de travail salarié peut être interprétée comme une « ruse du don ». Les « façades consensuelles » des habitants peuvent occulter des informations afin de capter des « projets ». Dans le cas de Kharamu, les habitants et l'administration locale ont joué de la complexité de la tenure foncière pour accepter l'investisseur sur des terres qui ne relevaient pas de leur autorité. La mise en scène stratégique de leur unité dissimule une situation foncière complexe.

Kharamu est une localité dont les usages de la terre ont fait l'objet de nombreuses transformations pendant la période coloniale et postcoloniale (voir le chapitre 7). Pendant la période coloniale, le territoire du chef Marrua a été divisé en 5 *regulados*, placés sous l'autorité de cinq *regulos*. Lors de la consultation communautaire tenue en 2014, le chef de la localité et les habitants étaient persuadés de transférer le titre précédemment attribué à « Dubaï », situé à cheval sur les terres de Marrua et de Munethaca. Cependant, ils pensaient que le *regulo* Munethaca n'accepterait pas ce transfert. En effet, il s'était déjà opposé à la venue de « Dubaï » et ses habitants étaient fortement mobilisés contre l'actuel chef de la localité. Ce dernier s'organisa donc pour ne convier à la consultation communautaire que le *regulo* Marrua et les habitants sous son contrôle direct. Ainsi une partie des utilisateurs légitimes de la terre fut écartée.

Lors de la consultation communautaire, les habitants présents étaient convaincus qu'il ne s'agissait pas de leurs terres. C'est bien pour cela qu'ils se réjouissaient tant de signer le document (Figure 8.1) : ils espéraient obtenir des emplois sans perdre leurs parcelles. Loin

---

<sup>541</sup> Dossier consulté au cadastre provincial le 02/06/2014.

d'être dupe l'administration locale était partie prenante de cette mise en scène. Le comportement du premier secrétaire du FRELIMO de Kharamu lors d'une visite de l'investisseur ne fait aucun doute. Alors que l'investisseur prenait le chemin de V. pour visiter ses terres, le secrétaire assis sur la banquette arrière devint nerveux. Il demanda à faire demi-tour :

[Secrétaire] : il faut faire demi-tour.

[Doctorante] : il y a quelque chose qui ne va pas monsieur le secrétaire ?

[Secrétaire] : **C'est que je ne peux pas aller là-bas, c'est un autre *regulado*.**

[Doctorante] : Il y a plusieurs *regulados* ici ?

[Secrétaire] : oui nous étions sur celui de Marrua. Le village de V., c'est Munethaca.... **Le *regulo* n'était pas à la *consulta*.**

[Doctorante] : il n'était pas à la *consulta* ?

[Secrétaire] : **Non il n'était pas à la *consulta* ... mais sa population était à la *consulta*.** Et ils étaient tous très heureux de travailler aussi. [Il réexplique les 5 *regulados*]. Le *regulo* Munethaca n'était pas là mais sa population est emplie d'allégresse. ... **Il faut faire demi-tour maintenant, nous arrivons au village.**

Observation à Kharamu, le 04/06/2014

Sensible à la nervosité croissante de son passager ou satisfait de sa visite, l'investisseur qui n'avait pas suivi notre conversation fini par s'arrêter et faire demi-tour. L'angoisse du secrétaire à l'idée d'arriver à V. en compagnie de l'investisseur se dissipa. Elle indique cependant qu'il était bien conscient de sa « ruse » et qu'il craignait qu'elle n'éclate s'il était vu avec l'investisseur sur les terres des habitants qui n'avaient en réalité pas donné leur accord. Le chef de la localité légitime cette consultation en expliquant que le *regulo* Marrua est le plus ancien, le plus grand, et donc le véritable chef de terres à Kharamu (entretien du 11/05/2015). Cette reconstruction historique ne manque pas d'audace. Elle fait abstraction de la période coloniale, de l'indépendance et de la reconnaissance des autorités communautaires. La photographie de la consultation communautaire (Figure 8.1) cristallise donc ce qui était censé rester dans l'ombre. Elle montre des jeunes de Kharamu en train de concéder la terre de leurs voisins. Elle révèle en second plan des anciens parfaitement conscients d'assister à une signature par la « mauvaise » communauté.

Administrations locales et habitants s'appuient donc ici sur une asymétrie de savoirs afin de mettre en scène une communauté foncière factice et capter un projet sans en assumer les coûts. A moins de véritablement chercher à mettre à jour la trajectoire de la terre et

d'interroger la construction de la consultation communautaire, il est difficile de révéler cette ruse. L'ironie de cette consultation est que les habitants persuadés de transférer la terre de leurs voisins n'ont pas questionné l'investisseur sur la localisation précise du DUAT. S'ils l'avaient fait, ils se seraient rendu compte qu'ils transféraient non seulement les terres de « Dubaï » mais aussi les leurs<sup>542</sup> (voir la figure 8.4).

Enfin, les habitants tendent à assimiler les investissements à des projets de courte durée ou à des interventions qu'ils peuvent écarter. Ils se savent dotés d'armes redoutables (voir le chapitre 7). Lorsque je suis arrivée pour la première fois à Wotha en mars 2014, les habitants pensaient qu'ils étaient parvenus à faire interrompre l'investissement<sup>543</sup>. Ils avaient dénoncé les pratiques de l'investisseur (salaires trop bas, indemnités manquantes) à la gouverneure de la province, et expliquaient qu'elle avait décidé de leur restituer leurs terres. Personne n'avait cependant vu la lettre de la gouverneure ni reçu de nouvelles de sa part. Les habitants finirent alors par reconnaître que c'était une histoire qu'ils se racontaient pour se reconforter en attendant que le projet s'arrête. Ils n'avaient jamais imaginé qu'une personne puisse rester pendant cinquante ans dans de si mauvaises conditions. Ils envisagent donc maintenant une attaque en sorcellerie.

Similairement, à Kharamu, certains habitants ne s'inquiétaient pas trop de l'arrivée de l'investisseur. Le précédent était parti en moins de trois ans. Ils pensaient pouvoir chasser le nouveau tout aussi rapidement<sup>544</sup>. Le récit de l'origine de leurs communautés, issues de la résistance du chef Marrua aux portugais, contribue à cette assurance (voir le chapitre 7). Si Marrua avait réussi à déjouer les colons en se cachant, en les empoisonnant et en les ensorcelant, ils y parviendraient également. Un village de la zone avait notamment un sorcier puissant, ayant déjoué toutes les attaques de la RENAMO pendant la guerre civile (entretien à T., zone de Kharamu le 19/04/2015). Il était invoqué comme une solution pour se débarrasser rapidement d'un « projet » qui ne conviendrait pas. Les habitants abordent les consultations

---

<sup>542</sup> Il est difficile de connaître la localisation et la surface exacte des terres qui ont été transférées à l'investisseur. Ce dernier pense avoir récupéré un titre de 3000 ha. Les habitants et le chef de la Localité pensent avoir transféré environ 1000 ha. Le directeur de l'agriculture du district quant à lui faisait référence aux anciens titres de la SAMO, qui auraient couvert entre 1500 ha (Mauricio dos Santos 1996) et 2000 ha (d'après un ancien employé, entretien du 17/04/2015).

<sup>543</sup> J'accompagnais alors un reportage sur les accaparements de terres en tant que traductrice (chapitre 2). La journaliste très pointilleuse cherchait à rassembler un maximum de preuves tangibles pour son reportage. Ses nombreuses questions firent éclater l'assurance apparente des habitants.

<sup>544</sup> Après quelques saisons agricoles de lentilles, l'investisseur précédent a abandonné la zone sans explication. Il est possible qu'il ait rencontré des difficultés de production et/ou de capacités financières, ce qui est très fréquent pour les nouveaux investissements. Pour les habitants cependant, c'est une attaque en sorcellerie en relation avec de mauvais paiements envers les travailleurs qui aurait mis un terme à cette exploitation (Entretien le 20/04/2015).

communautaires avec ces tactiques et ces stratégies en mémoire. La trajectoire de la terre a donc non seulement produit des « terres de blanc » mais également mis en place un ensemble de moyens pour détourner et contrer les interventions extérieures. La confiance dans ces armes des faibles contribue à faciliter les accords.

### 3.3. Ruses d'associations de producteurs : l'opposition insaisissable

Les ruses d'habitants peuvent aussi permettre de faire échouer des consultations tout en sauvant la face. C'est notamment ce qui s'est passé à Khapa entre 2013 et 2015. Soutenus par de nombreuses formations d'ONG et de missionnaires, les habitants ont réussi déployer une « ruse administrative » et à faire échouer la demande d'une entreprise agricole qui souhaitait 27 000 ha.

Lorsque la brigade composée de l'investisseur et du technicien du cadastre est arrivée, elle est d'abord allée trouver le *regulo* responsable de la zone convoitée. Un des jeunes qui écoutait la conversation alla avertir les associations de producteurs. Un des habitants raconte :

« Cela a été difficile de dire non, notre administrateur est au courant. Ils [le technicien du cadastre et les investisseurs] venaient sans carte de recommandation. [...] **Nous avons dit que nous voulions voir leur document de recommandation.** Nous leur avons dit que **nous ne pouvions pas recevoir une brigade sans l'autorisation du gouvernement.** Si la personne vient sans document, elle doit repartir. Alors ils sont partis et ils ne sont pas revenus. Ceux du parti du FRELIMO ont été convoqués et on nous a demandé pourquoi on avait refusé la visite. On a dit que c'est parce qu'il n'y avait pas d'autorisation officielle. [...] Comment avons-nous eue cette idée ? **C'est grâce au chef de l'association qu'on a eu cette idée.** Lors des prochaines réunions, nous avons nié [le transfert du DUAT]. Nous avons beaucoup de force ici. »

Entretien avec un habitant le 22/06/2015

Face à cette première ruse, qui prétexte le besoin de documents signés, la brigade est allée réunir les *regulos* et les *cabos* de la zone pour leur expliquer le projet et leur demander leur accord. En parallèle, les associations de producteurs ont organisé des visites sur un site d'investissement voisin, où de nombreux habitants ont perdu leurs terres. Ils ont ainsi réussi à convaincre les habitants de s'opposer tout en restant dissimulés. Un autre habitant explique :

« Il y a eu une première réunion. Puis cinq personnes sont allées pour voir ce qui se passait à Lioma. Nous avons vu des habitants qui nous ont dit qu'au début l'entreprise ne voulait que 200 ha, puis qu'elle avait occupé beaucoup plus. L'entreprise disait qu'elle allait apporter des emplois. Au début il y avait 3000 travailleurs. Après ce sont des machines qui sont venues. A partir de ce moment-là, plus personne n'a travaillé. Certains en sont même au point où ils dorment dans l'église.

Après cela, nous avons dit au chef de poste que nous avions vu ce que faisaient ces investisseurs. S'il le souhaitait, nous pouvions aller voir là-bas ensemble. Il aurait vu que ce n'était pas pour croître ensemble. Le chef de poste est resté sans voix. [...]

## Partie III – Chapitre 8

Donc la première réunion c'était en septembre 2013. Il y a eu **8 réunions à la suite**. Nous disions non, **ils amenaient d'autres autorités et des forces de police**. Les habitants ont dit que c'était hors de question. Alors ils ont choisi six personnes pour parler, quatre hommes et deux femmes. Ces personnes ont dit : vous avez déjà entendu, les personnes de Khapa sont déjà développées. Monsieur l'administrateur nous savons déjà. Et les 4 hommes ont dit non. [Qui était ce ?] **C'étaient des membres des associations et des personnes singulières**. L'administrateur a été démoralisé. »

Entretien avec un secrétaire du FRELIMO, le 22/06/2015

Ce récit met en lumière la ruse des associations de producteurs pour esquiver la violence structurelle. Elles ont réussi à gagner du temps pour que les habitants se consultent et construisent une position à partir d'un exemple voisin. Pour le chef du poste administratif, cette opposition était alors insaisissable. Ce dernier a convoqué successivement les autorités communautaires, les membres du parti, les membres des associations, sans parvenir à y mettre un terme ou à en déterminer l'origine. Pour le chef de poste, c'était donc nécessairement des « agitateurs extérieurs » qui venaient « tourner la tête » des habitants (entretien du 19/06/2015).

Ce cas et le précédent illustrent l'importance des relations entre habitants et leurs élites dans la construction de mises en scène et donc la nécessité de ne pas essentialiser les « élites africaines ». Dans les deux cas, ces relations restent largement opaques aux investisseurs et aux autorités des provinces et des districts.

### 3.4. L'échec de la ruse et le retour de la violence

Les ruses présentées précédemment contribuent à contourner la violence structurelle de la consultation communautaire. En effet, elles laissent penser aux différents acteurs qu'ils parviennent à défendre leurs intérêts même si ces derniers ne sont pas clairement explicités. Pourtant, parfois, les ruses peuvent échouer. C'est notamment le cas à Ekhuni où malgré les promesses de l'investisseur forestier, qui souhaitait obtenir le droit d'exploiter plusieurs essences sur 30 000 ha, des habitants se sont frontalement opposés. La violence structurelle de la consultation communautaire est alors apparue clairement.

La consultation s'est tenue en une seule fois, le projet étant présenté et les actes signés dans la foulée. Suite à la présentation du projet d'investissement forestier, plusieurs habitants ont exprimé leur opposition. Ils s'appuyaient notamment sur l'absence de bénéficiaires lors du précédent investissement forestier et sur les promesses non tenues d'un investisseur dans la communauté voisine. La tante Ekhuni, doyenne et reine de la famille fondatrice du village, pris la parole. Elle souligna que l'extraction des principaux arbres mettait en péril l'héritage

laissé aux générations futures. Cependant, les habitants ne purent pas se réunir pour discuter entre eux ou avec leur chef. Ce dernier demeura coincé entre l'administration et sa population (Figure 8.5).

Alors que la conversation n'était pas terminée, et que ni l'étendue ni la durée de la licence forestière demandée n'avaient été précisées, les ingénieurs de la Flore et de la Faune Sauvage demandèrent aux habitants de signer un document d'autorisation. Devant le manque de mobilisation des habitants, un des ingénieurs du se déplacer avec les documents, un stylo, et un tampon encreur emprunté quelques heures plus tôt au directeur de l'école du village voisin (Figure 8.9). L'ingénieur fit d'abord signer le chef Ekhuni. Comme la majorité des habitants ne savaient ni lire ni écrire, il inscrivait leur nom pour eux et enfonçait leur index dans l'encrier pour l'apposer à côté (Figure 8.9).



Figure 8.9 : Signature des actes de la consultation communautaire à Ekhuni : L'ingénieur de la Flore et de la Faune Sauvage presse successivement l'index d'une habitante dans l'encrier qu'il a posé sur son page puis en face de son nom, qu'il a écrit pour elle. (Source : N. Leblond, UMR ART-Dev 5281, mars 2015)

Quand le technicien s'approcha du groupe des femmes, assises à l'écart de la paillote centrale, les enfants se mirent à pleurer. Le technicien, apeuré, retourna du côté des hommes. Il fit signer mon voisin, un parent du chef Ekhuni, qui était par hasard, de passage ce jour-là. Ce dernier lui demanda alors la durée du contrat. Les techniciens, qui n'avaient jusqu'alors précisé ni la surface ni la durée - annoncèrent que c'était une licence pour 5 ans. Les jeunes se mirent à rire, trouvant cette durée très importante. Les collègues du technicien tenant les actes insistèrent pour qu'il équilibre le nombre de signatures masculines et féminines. Le technicien



ne parvenait cependant pas à regarder l'assemblée des femmes assises. Les enfants pleuraient toujours. Ses collègues le guidèrent alors à distance, lui indiquant les femmes sans enfant, en âge de signer le document. La consultation pris fin peu après. Au moment où nous nous séparâmes de la brigade, un des techniciens me confia qu'il avait eu peur que cette communauté « timide » refuse de signer. Il demanda à l'investisseur de laisser « un peu de pain » au chef de la localité. L'investisseur sorti alors de sa poche un billet de 500 MZN qu'il remit au chef de la localité en le remerciant pour son aide.

Cette consultation communautaire révèle les mécanismes d'une signature sous la contrainte. La violence est d'autant plus forte que quelques mois plus tard, après que les habitants se soient réunis et aient collectivement décidé de refuser l'investisseur, le chef de la localité s'est opposé à leur décision. Les habitants ont envoyé leur chef pour qu'il fasse annuler le projet. Il a rendu les 200 MZN (environ 5€) qui avaient été « offerts » par l'investisseur. Le chef de la localité lui aurait alors dit : « Même si ta population n'aime pas ce projet tu peux abandonner, cet investisseur viendra travailler en juin. C'est comme ça » (entretien avec le chef Ekhuni le 11/06/2015). Le chef de la localité explique que cela ne ferait « pas bien » s'il commençait à dire à ses supérieurs que les habitants ont changé d'avis et que la consultation n'était pas valide (entretien avec le chef de la localité le 12/06/2015). Il craignait peut être également qu'il faille rendre l'argent reçu. Il avait dépensé l'argent « offert » par l'investisseur immédiatement. Ayant consommé son « don » il ne pouvait pas s'opposer à l'arrivée de l'investisseur à moins de le rendre, à l'image des habitants de Ekhuni.

La violence structurelle s'exerce donc d'une part au moment de la consultation, par l'organisation spatiale de la rencontre et les jeux d'autorités, et d'autre part à posteriori, par l'impossibilité des habitants d'avoir un recours. Le cas n'est pas unique, à Kharamu, à Maponda, ou encore à Wotha, les documents de consultation sont introuvables. Les habitants qui souhaitent les voir, en particulier pour savoir qui a signé, font face à une opacité administrative contre laquelle ils sont impuissants. La violence du dispositif des consultations communautaire fonctionne donc au-delà de l'espace-temps de la rencontre en s'appuyant cette fois sur le droit formel étatique. Les consultations communautaires apparaissent ainsi comme des situations sociales profondément asymétriques et des sites de ruses multiples.

## Conclusion du chapitre 8

L'analyse de l'institutionnalisation des consultations communautaires, doublée de celle de leur déploiement dans l'espace Nord mozambicain, permet de comprendre comment les investisseurs parviennent à obtenir des titres fonciers malgré la diversité des représentations de la terre et de l'investissement et leur incompatibilité.

La première section de ce chapitre a montré que le dispositif de consultation a été institutionnalisé au Mozambique depuis la fin des années 1990 avec l'objectif paradoxal de protéger les communautés et de faciliter le transfert de leurs terres à des tiers. Il repose par ailleurs sur une notion de « communauté » polysémique. Les textes précisant l'application de la loi foncière n°19/97 de 1997 sont fondés sur des « communautés locales administratives », qui peuvent contenir plusieurs « communautés foncières » telles que définies dans la loi n°19/97. La formalisation du dispositif de consultation a donc précisé les étapes nécessaires au transfert d'un DUAT. Elle a également mis à jour des intérêts contradictoires. L'Etat mozambicain a montré à plusieurs reprises sa volonté de conserver son autorité sur la terre. En institutionnalisant les « communautés locales administratives » et les « autorités communautaires » il a simultanément reconnu l'autorité des « chefferies traditionnelles » et affaibli ces dernières.

Au-delà de l'approche légaliste, la première section a souligné que les représentations de la terre et de l'investissement des différents acteurs mis en présence par les consultations communautaires sont très différentes. Les investisseurs sont à la recherche de terres fertiles aux coûts d'exploitation réduits. Une partie des habitants, au contraire, conçoit les investissements comme des projets éphémères qui permettront d'apporter des ressources et des services. L'attente d'une intervention extérieure pour en tirer des ressources de court et long terme résulte d'une histoire marquée par des interventions successives. Les vestiges matériels et immatériels de la colonisation, anciennes fermes, entrepôts, pistes d'atterrissage, barrages et réservoirs d'eau, ont inscrit dans l'espace et les esprits la force constructrice des « blancs ». Les violences des expulsions, le travail forcé, et les inégalités de la période coloniale sont comparativement moins remémorés. A la suite des implantations coloniales, les politiques portées par l'État mozambicain et les projets des ONG ont contribué à ce « mythe du cargo », qui viendrait apporter le Développement (Hanlon 2004).

Les sections 2 et 3 ont exploré les asymétries de pouvoir et de savoir lors des consultations à partir de l'analyse de leur déroulement dans 7 sites différents. Elles ont montré que les consultations ne conduisaient pas à ce que les différentes représentations soient partagées ou transformées mais à leur superposition. Les intermédiaires, qui permettraient de traduire les informations et les attentes entre les habitants et les investisseurs n'interviennent pas ou peu. Certains sont contraints par leur rôle de fonctionnaire ou d'autorité communautaire. D'autres ne parviennent pas à être informés à temps du déroulement de la consultation ou à s'opposer frontalement aux autorités locales. D'autres enfin, sont délibérément exclus des consultations.

Les rapports de force et les ignorances stratégiques apparaissent centraux dans le déroulement et le dénouement des consultations. Les accords résultent d'une violence structurelle et de multiples ruses. Violence et ruses s'expriment dans les mises en scènes tout autant qu'elles en résultent. Les administrations locales et les investisseurs exploitent la « façade consensuelle » des communautés pour leur faire signer des documents dont elles ignorent le contenu et la valeur normative. Si les habitants refusent, l'asymétrie de pouvoir leur est directement rappelée. La pluralité des normes qui portent sur la terre est centrale au déroulement des consultations. Les administrations locales et les investisseurs jouent des représentations et des pratiques coutumières pour faciliter les accords. En particulier, ils exploitent la règle selon laquelle « la terre ne se refuse pas ». En échange, les habitants s'attendent à un ensemble de contreparties de la part du nouvel occupant. Ces contreparties ne sont cependant pas formalisées (Tanner et Baleira 2006; Akesson, Calengo, et Tanner 2009). Les consultations contribuent ainsi à reproduire les asymétries de pouvoir au détriment des habitants.

Notre approche permet d'apporter un regard nouveau sur l'étude de Tanner et Baleira (2006). Ces experts ont analysé 260 actes de consultations communautaires distribuées dans 7 provinces du Mozambique. 82 actes mentionnent la mise en place de « bonnes relations [de l'investisseur] avec la communauté » comme condition au transfert de droits d'usages de la terre. Les « bonnes relations » sont la troisième condition la plus fréquente, après l'absence d'information (99 cas) et la demande d'emplois locaux (91 cas). Pour ces experts, cette condition est « peu pratique ». Les « bonnes relations » ne sont pas définies légalement et ne sont donc pas contraignantes. On peut garder de « bonnes relations » avec ses voisins tout en clôturant sa parcelle, en plaçant des pitbulls dans son jardin et en laissant son quartier dans un dénuement extrême. Tanner et Baleira expliquent ainsi que « les bonnes relations » ne

« remplissent pas les estomacs » (Christopher Tanner et Baleira 2006, 9). Au contraire, notre analyse montre que les représentations de la terre et de l'investissement se superposent sans se contredire. L'inscription de « bonnes relations » comme contrepartie traduit l'absence d'intermédiation entre les représentations des habitants et celles des investisseurs.

Pour les habitants, les « bonnes relations » signifient des obligations auxquelles l'investisseur devra se soumettre : comme apporter de l'électricité, prêter sa voiture, fournir des emplois, ou aider en situation de pénurie. Selon eux, en s'engageant à de « bonnes relations », l'investisseur consent à une véritable obligation de redistribution avec sa « communauté d'accueil ». Les investisseurs sont bien conscients de la valeur légale limitée d'un tel engagement. Ils l'acceptent tout en sachant qu'ils ne seront pas redevables devant la loi étatique. La récurrence de cette condition dans les actes montre à quel point le pluralisme des représentations et des normes est prégnant dans les consultations communautaires. Il est permis par l'instrumentalisation de la loi foncière opérée par les administrations et par la violence structurelle qui limite les intermédiations. La superposition d'ordres normatifs permise par le dispositif de la consultation communautaire constitue donc une asymétrie de savoir et de pouvoir qui facilite la dépossession des habitants tout en limitant les recours possibles à postériori.

Notre approche enrichit également le concept d'épistémologie civique. Elle permet notamment d'introduire l'importance des ancrages spatiaux des acteurs et des trajectoires socio-spatiales dans le temps long. Nos cas d'études au Nord du Mozambique montrent que l'hétérogénéité de l'espace conditionne le processus de consultation et les choix des habitants. Cette dimension n'avait pas été discutée par Jasanoff (2005). Au contraire, les enjeux posés par l'implantation d'investisseurs révèlent l'importance des usages précédents de l'espace, et en particulier des terres agricoles, et des normes légitimes pour la gérer. L'inscription de certaines terres dans le cadastre modifie les relations des administrations, des investisseurs et des habitants vis-à-vis de ces dernières. L'existence d'un investissement conflictuel à côté d'un site potentiel conduit les habitants à s'opposer à la venue d'une nouvelle entreprise. Le rôle de l'espace, comme support de l'épistémologie civique et comme enjeu de cette dernière est particulièrement mis en lumière par notre entrée dans un dispositif décentré des institutions nationales et focalisé sur les enjeux fonciers. Spatialiser les processus au centre de l'épistémologie civique et explorer cette dernière dans l'espace permet d'identifier certains mécanismes tels que la ruse, la violence, ou encore l'ignorance. Ils peuvent parfois jouer un

rôle aussi important que l'objectivité et la démonstration publique, deux éléments centraux dans le cadre initial proposé par Jasanoff.

Entrer dans l'étude des rapports de pouvoir et de la construction de choix collectifs par le décryptage des rencontres permet de sortir des impasses généralement rencontrées par les politologues d'une part et par les anthropologues et les géographes tropicalistes de l'autre. Les approches politiques, souvent centrées sur l'État, demeurent très institutionnelles et font rarement un examen poussé du déploiement local des politiques publiques et de la mise en œuvre effective des projets<sup>545</sup>. Réciproquement, les approches géographiques se focalisent sur les communautés ou encore les terroirs et ont souvent fait abstraction du cadre politique étatique et national, jugé « non naturel » et trop politique<sup>546</sup>. A contrepied, aborder les rencontres en s'intéressant à la mise en réseau locale d'éléments hétérogènes, met en lumière les interactions entre « le projet Étatique » et les « projets des habitants ». La domination n'apparaît alors plus seulement comme le résultat d'un programme venu « d'en haut », elle émane également d'un désir d'État, d'une demande de services, d'infrastructures, et d'opportunités économiques, « venues d'en bas » (Hibou 2011; cité dans Hugon 2012). Compte tenu de ces éléments théoriques : polysémie, ruses, forts enjeux de pouvoirs et de savoirs, les consultations communautaires et autres rencontres constituent des sites stratégiques peu accessibles à l'observateur extérieur. Notre méthodologie fondée sur l'immersion nous a cependant permis d'assister à plusieurs rencontres (voir le chapitre 2).

Ce chapitre suscitera peut être des frustrations. En effet, il n'aborde pas ce qui se passe après les accords. L'analyse des consultations ne nous dit rien sur les interactions entre investisseurs et habitants à mesure que le projet se matérialise et que les contradictions deviennent intenable. Ces questions sont abordées dans le chapitre 9. Le chapitre 10 en revanche s'intéresse aux espaces gris, qui n'ont pas fait l'objet de projet. La partie IV permet ainsi de saisir les effets des discours sur l'agriculture dans la continuité de l'espace et non pas uniquement dans les espaces ciblés.

---

<sup>545</sup> Coulon reproche à la science politique africaniste de se concentrer sur les éléments les plus superficiels et les plus fragiles des systèmes politiques africains (partis, élites nouvelles, administrations et idéologies) sans considérer leur impact réel et l'organisation de la société (Coulon 1972). Voir également les travaux du projet Terre-Eau (Trottier 2015a).

<sup>546</sup> Michel Bruneau concluait par exemple que « P. Gourou [géographe français, 1900-1999] a contribué à maintenir une certaine géographie des tropiques à distance d'un examen critique de l'impact du colonialisme, du capitalisme et des dynamiques nationalistes des peuples des Tiers Mondes. » entre autres pour des questions de méthodes et d'échelles d'analyses. Marie-Albane de Suremain (2011) explique que les géographes et anthropologues concevaient le terroir et la région comme des échelles légitimes car fondées physiquement, climatiquement et humainement, alors que l'État-nation apparaissait comme une construction trop politique.

## **Partie IV : Habiter des espaces investis et des espaces gris**



## **Chapitre 9 : Vivre dans les espaces investis. Deux cas de déploiement d'investissement agricole**

Les chapitres précédents ont analysé l'adoption d'une politique promouvant l'investissement privé dans les terres agricoles au Mozambique, puis la circulation de ce discours dans un espace cible, le corridor de Nacala<sup>547</sup>. Ils ont montré qu'un ensemble de projets de Développement et d'investissement se déployaient à proximité des principales infrastructures. Les chapitres 7 et 8 ont exploré la structure et les attentes des sociétés Makhuwa qui habitent le corridor de Nacala et montré le décalage entre leurs représentations de l'agriculture et celles des investisseurs. Les transferts de titres fonciers des communautés aux entreprises privées sont fondés sur des représentations non partagées de la terre, des ignorances stratégiques et des attentes incompatibles<sup>548</sup>. Le chapitre 9 explore la matérialisation des projets d'investissement et les contradictions et tensions générées. Il permet ainsi d'étudier les interactions entre les interventions dans l'agriculture et les sociétés qu'elles ciblent, ainsi que la reconfiguration de la constellation agropolitique qu'elles induisent.

Les investissements privés se déploient sur une infime partie de l'espace du corridor de Nacala<sup>549</sup>. Il est toutefois important de revenir sur ces espaces car ils constituent des sites de frictions des différentes appropriations de la terre et de l'agriculture. Les discours globaux et nationaux qui promeuvent les transformations de l'agriculture par l'implantation d'investisseurs privés se matérialisent au niveau de ces points de contacts. Ces sites permettent ainsi d'explorer les effets de ces discours. Au dire des investisseurs et des analyses économiques de leurs projets, les investissements se soldent souvent par des « échecs » (Mathieu Boche 2014b). Il importe toutefois de ne pas s'arrêter à ce constat et d'interroger les multiples effets occultés par le prisme terre-travail-capital<sup>550</sup>. Le chapitre 9 s'intéresse ainsi à d'autres éléments tels que l'appropriation des ressources au-delà de la terre, les mécanismes de violence structurelle, ou encore la transformation des relations socio-spatiales au niveau local et par rapport à l'Etat. Ce prisme permet de comprendre les transformations induites au

---

<sup>547</sup> Voir les chapitres 3, 4 et 5, sur l'adoption et la situation du Plan Stratégique pour le Développement de l'Agriculture (PEDSA). Voir le chapitre 6 sur les différents projets qui ont ciblé le corridor de Nacala.

<sup>548</sup> Voir le chapitre 8 sur le déroulement des consultations, les ruses, les ignorances, et les asymétries de pouvoir.

<sup>549</sup> Dans le corridor de Nacala, la somme des surfaces cultivées par des entreprises de grande taille (>50 ha) reste inférieure à 1% de la surface totale. Voir les chapitres 6 et 8.

<sup>550</sup> Voir le chapitre 1, qui précise notre cadre théorique.



sens large, au-delà du cadrage véhiculé par la politique agricole, par les instruments d'évaluation économique et par les discours apolitiques des partenaires de Développement.

Le déploiement des investissements privés et leurs effets dépendent non seulement de leurs caractéristiques intrinsèques mais encore de leurs interactions avec un contexte particulier. Les études qui se sont penchées sur différents cas d'investissement privé dans l'agriculture ont souligné l'importance de distinguer trois types de projets (Smalley 2013; R. Hall, Scoones, et Tsikata 2017) :

(1) Les projets de plantation, qui correspondent à des exploitations de grande taille intégrées verticalement dans des marchés nationaux ou internationaux souvent avec une production dominante.

(2) Les systèmes de producteurs sous contrats [*outgrowing schemes*] qui désignent l'incorporation de petits producteurs autour d'une infrastructure de stockage ou de transformation.

(3) Les producteurs commerciaux ou les zones d'agriculture commerciale, qui sont fondés sur un regroupement de producteurs de taille moyenne sur des terres contiguës ou quasi-contiguës, bénéficiant d'interventions exogènes (planification, crédit, matériel).

A l'opposé des lectures dichotomiques pro ou anti-investissement, de nombreuses articulations existent entre travail salarié pour les projets et la production domestique, entre la vente de terres, la location de parcelles et le maintien d'accès coutumiers, ou encore entre la venue de travailleurs migrants, la diversification des activités, et la production sous contrat (R. Hall, Scoones, et Tsikata 2017). La polarisation des discours pour ou contre les projets tend à occulter ces interactions. Elles façonnent cependant le déploiement des projets et conditionnent leurs effets.

Ce chapitre explore la matérialisation d'investissements privés dans l'agriculture à partir de deux cas d'investissement contrastés. Le cas d'Ipalame, dans le district de Cuamba, fournit un exemple de projet d'agriculteurs commerciaux dans une zone isolée. Une entreprise cotonnière, la SAN-JFS, a sélectionné des producteurs locaux afin de leur faire produire du coton côte à côte. L'objectif est de les transformer en « producteurs émergents », cultivant chacun plusieurs dizaines d'hectares sur une terre dont l'entreprise possède le titre foncier. Le cas de Wotha, dans le district de Monapo, offre un exemple de plantation. L'Entreprise A. a mis en place une production mécanisée à proximité de l'axe principal du corridor, dans une

zone où les terres agricoles sont limitées. Les habitants jouxtant l'investissement peuvent éventuellement travailler sur différentes plantations ou s'engager dans des activités de commerce le long de la route. Ce chapitre est donc fondé sur deux types de projets dans deux contextes distincts.

Les deux sites explorés ici ont toutefois des points communs majeurs : dans les deux cas, il s'agit de réinvestissements sur d'anciennes exploitations coloniales. Les nouveaux titres fonciers excèdent les titres précédents<sup>551</sup>. Les entreprises ont cependant commencé par mettre en culture des terres des anciennes fermes coloniales, c'est-à-dire des « terres de blancs » (voir les chapitres 7 et 8). Par ailleurs, dans les deux cas, les investisseurs considèrent qu'ils font face à des difficultés importantes, voir qu'ils sont proches de « l'échec ». Ce chapitre montre que le déploiement des projets ne fonctionne pas comme les discours l'avaient prévu ou comme les rencontres l'avaient mis en scène<sup>552</sup>. Les investisseurs ne sont pas les patrons aux ressources inépuisables que les habitants avaient espérés. Les sociétés Makhuwa ne se comportent pas comme une somme de foyers ruraux souhaitant l'intensification des rendements et des emplois d'ouvriers agricoles. Les projets remettent souvent en question les mécanismes assurant la sécurité alimentaire des habitants. Les investissements sont simultanément vécus comme des ressources qui sont réappropriées par certains habitants et comme des violences structurelles et infrastructurales par d'autres.

Dans les deux cas, ces investissements accroissent les mécontentements vis-à-vis de l'Etat mozambicain et les tensions sociales. Les interactions entre ces projets et le contexte de crise politique et économique que connaît le Mozambique depuis 2013 ont renforcé les critiques vis-à-vis du parti du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) au pouvoir et accru le soutien au parti de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO). Ces effets tiennent à la trajectoire spécifique des deux sites d'études et aux mécanismes qui sous-tendent le déploiement d'investissements privés dans l'agriculture. Ces répercussions politiques restent invisibles dans le cadrage terre-travail-capital. Elles apparaissent ici du fait de notre perspective émique et de notre approche ancrée qui permettent de saisir des dynamiques qui ne s'expriment pas selon les catégories de l'économie agraire. Ce chapitre présente d'abord le cas d'Ipalame puis celui de Wotha.

---

<sup>551</sup> Voir le chapitre 8 sur les ruses des investisseurs pour faire accepter des titres supérieurs aux précédents sans que les habitants ne s'en aperçoivent.

<sup>552</sup> Voir les chapitres 3 et 6 sur les discours relatifs à la transformation de l'agriculture et le chapitre 8 sur l'étude des consultations communautaires et des représentations des différentes parties prenantes.

## Section 1 – Un bloc de producteurs émergents : le cas d’Ipalame

La localité d’Ipalame a été fortement polarisée pendant la guerre civile entre des chefferies proches de l’administration locale et du parti du FRELIMO et des chefferies dites « d’opposition » situées dans les anciennes zones occupées par la RENAMO<sup>553</sup>. En 2014, la SAN-JFS a obtenu un titre foncier de plus de 1000 ha englobant les 400 ha d’une ancienne exploitation coloniale de coton<sup>554</sup>. Ce titre est situé dans l’ancienne « zone RENAMO », entre les villages de Naviri et Moringa. L’entreprise a sélectionné des petits producteurs de coton (<2 ha) pour les accompagner techniquement afin qu’ils deviennent des producteurs « émergents » ou « avancés » (>10 ha). D’après le discours du directeur régional de la SAN-JFS, il s’agissait de produire « cinquante *regulos* Mukwapa » à Ipalame, c’est-à-dire cinquante producteurs prestigieux, avec des tracteurs et des maisons en ciment<sup>555</sup>. Les frictions avec les habitants d’Ipalame ont conduit à un résultat différent. Après trois années de fonctionnement, le directeur et l’ingénieur en chef de la SAN-JFS déclaraient ouvertement que ce projet avait échoué.

Le modèle de producteurs émergents promu par la SAN-JFS s’est heurté à un ensemble de contraintes et d’attentes que l’entreprise n’avait pas prévues. L’accès à la terre n’a pas constitué l’une de ces contraintes. Les surfaces travaillées par l’entreprise (200 ha en 2014/2015, 350 ha en 2015/2016 et 200 ha en 2016/2017) se situaient à l’intérieur de l’ancien bloc colonial. Les habitants acceptèrent de céder ces terres à l’entreprise et de déplacer leurs maisons construites dans le bloc. En revanche, la plupart des habitants n’a pas souhaité devenir des producteurs « émergents » de coton. Ils ont refusé de quitter leurs terres familiales pour travailler sur les terres de l’entreprise. Ceux qui ont participé au projet espéraient être salariés par la SAN-JFS. Ils n’ont pas été satisfaits du système de production à crédit et ont accumulé des dettes vis-à-vis de l’entreprise. Les routes vers Ipalame devant inondées une partie de l’année, les opérations agricoles ont été retardées et les rendements ont été réduits. Selon l’entreprise, la faute incombait aux producteurs d’Ipalame, « paresseux », « assistés » et « sans volonté de Développement ». Pour les habitants au contraire, l’entreprise les avaient « roulés » et avait voulu les « exploiter ». Qui plus est, des soldats de la RENAMO

---

<sup>553</sup> Voir le chapitre 7 sur la trajectoire de la terre et des chefferies à Ipalame.

<sup>554</sup> Voir le chapitre 8 sur la consultation communautaire d’Ipalame.

<sup>555</sup> Voir le discours du directeur régional en Annexe 8.2. Un des ingénieurs de la SAN-JFS expliquait quant à lui que « l’objectif du bloc c’est que les producteurs fassent le coton comme un négoce et pas comme une habitude » (entretien à Cuamba le 23/05/2017).

réoccupèrent la forêt jouxtant le bloc d'Ipalame en 2016 et 2017. Leur présence contribua à accroître les discours de mécontentement vis-à-vis de l'entreprise et de l'Etat mozambicain. La section 1.1 explore le déploiement de cet investissement et ses effets.

### 1.1. Les frictions entre un projet et une société hôte

L'un des buts du projet de la SAN-JFS consistait à renforcer l'assistance technique aux producteurs et à accroître les rendements de coton. La proximité spatiale des producteurs devait permettre la présence d'un technicien à temps plein. Elle devait faciliter l'intervention de machines, et permettre un contrôle des producteurs entre voisins. Sur les terres familiales, les contraintes techniques et de main d'œuvre permettent rarement de dépasser 1 ha de coton. Au contraire, en concentrant les producteurs et en augmentant l'aide à la production, la SAN-JFS espérait atteindre 50 ha par producteur. Elle comptait leur avancer de l'argent afin qu'ils rémunèrent la main d'œuvre supplémentaire pour conduire les opérations de semis, de désherbage, de sélection des plants, de traitements chimiques ou encore de cueillette. La production de coton devait rembourser les crédits accumulés par les producteurs et générer un gain suffisant pour subvenir aux besoins de la famille et réinvestir l'année suivante. Ainsi, les petits producteurs seraient progressivement devenus des producteurs « émergents »<sup>556</sup>.

Contrairement à ce que la consultation communautaire d'Ipalame et les discours pro-investissement avançaient, très peu d'habitants ont souhaité participer au projet de la SAN-JFS. Ils applaudirent lors de la présentation du projet, mais restèrent dubitatifs. Quand des ingénieurs revinrent en juin 2014 pour dresser une liste de producteurs émergents potentiels, ils ne parvinrent pas à réunir 40 producteurs pour occuper les 200 ha que l'entreprise avait labourés<sup>557</sup>. A peine une vingtaine de personnes se porta candidate pour la première saison. Ces producteurs ne correspondaient pas aux attentes de l'entreprise. L'inverse est également vrai.

Les grands producteurs de coton d'Ipalame refusèrent de participer au projet de la SAN-JFS car ils craignaient que ses promesses se révèlent trompeuses et que l'entreprise n'apporte pas l'aide annoncée. Ils préféraient ainsi laisser entrer les jeunes et les aventureux

---

<sup>556</sup> Entretien avec le directeur régional de la SAN-JFS, Ipalame, 07/03/2014. Pour un des ingénieurs « l'objectif du bloc c'est que les producteurs fassent le coton comme un négoce et pas comme une habitude » (entretien avec un ingénieur de la SAN-JFS le 23/05/2017)

<sup>557</sup> Entretien avec un ingénieur de la SAN-JFS le 13/02/2015.

« pour voir si personne ne sortait prisonnier »<sup>558</sup>. D'autres ne voulaient pas dépendre des décisions et des itinéraires techniques de l'entreprise<sup>559</sup>. D'autres enfin, voyaient un désavantage majeur à travailler la terre d'un autre. Le bloc appartenant à la SAN-JFS les habitants savaient qu'ils restaient susceptibles d'être expulsés à tout moment et que leur famille n'obtiendrait ni terre ni indemnisation s'ils décédaient. La question de la transmission est un enjeu majeur pour les agriculteurs « émergents » (R. Hall, Scoones, et Tsikata 2017, 529). Les producteurs interrogèrent la SAN-JFS sur son projet et évaluèrent des désavantages à court terme et à long terme trop élevés :

« J'ai demandé à [l'ingénieur] et au patron [directeur de la SAN-JFS] ce qui se passerait si, par exemple, je venais à mourir. Que se passerait-il pour ma femme qui a travaillé avec moi dans le bloc ? Ils m'ont répondu :

« Si tu es garde, que t'a femme t'aide, et que tu meures, ta femme ne va-t-elle pas rentrer dans sa famille ? Si ? Et bien ici, c'est pareil. Elle doit repartir dans sa zone »

Alors j'ai insisté. J'ai demandé s'il y aurait une indemnisation. Ils m'ont dit que non, je n'ai pas aimé. C'est ça qui retient de nombreux producteurs. »

Entretien avec un habitant de N., 12/03/2015

Les réseaux d'amitié et de redevabilité aux chefs locaux jouèrent un rôle crucial dans la sélection des producteurs participants (Figure 9.1). Les proches des chefs Moringa et Naviri, du secrétaire du FRELIMO de Naviri, et des associations de coton ont constitué l'essentiel des participants. Nombre d'entre eux se désignent « naturels » [*naturais*] par rapport à ceux qui sont arrivés plus récemment, qu'ils désignent comme « *vientes* ». Les chefs locaux participant au processus de sélection favorisèrent les membres de leurs familles et leurs amis. Certains d'entre eux avaient déjà travaillé pour les entreprises précédemment implantées sur le bloc (la SAN pendant la période coloniale et Miranda Agricola dans les années 2000). Les associations de coton ont également servi de vecteur de mobilisation pour les ingénieurs de la SAN-JFS. Les chefs Naviri et Moringa espéraient développer leurs quartiers grâce au projet et les transformer en une localité, à l'égal d'Ipalame. La sélection de l'entreprise a ainsi renforcé les chefferies Naviri et Moringa et affaibli les prétentions de la chefferie Ipalame sur le projet. Cette dernière s'est donc montrée particulièrement critique et

---

<sup>558</sup> Entretiens avec un ancien de Naviri (23/02/2015), avec l'ancien chef [*cabo*] Ipalame (09/03/2015) et avec M., un des plus grands producteurs de coton et de tabac de la zone d'Ipalame (09/03/2015). La technicienne en charge du bloc jusqu'en février 2015 explique que les meilleurs producteurs considèrent la SAN-JFS comme « une entreprise de mafieux » (entretien le 17/02/2015).

<sup>559</sup> « Dans ma parcelle je peux laisser des mauvaises herbes. Je ne suis lié à personne... c'est à moi et c'est tout... Ici [dans le bloc] il y a pleins de problèmes, j'ai laissé les problèmes... » explique un producteur qui a refusé d'entrer (entretien le 07/02/2015). Un des ingénieurs de la SAN-JFS reconnaissait également en aparté que, si on lui proposait ce projet, il partirait « très loin, ouvrir ma parcelle là-bas derrière la montage, pour ne pas avoir à suivre le programme de l'entreprise » (entretien le 14/03/2014).

s'est plainte d'une exclusion induite. La SAN-JFS, au contraire, a considéré avoir intégré les chefs légitimes<sup>560</sup>.

Les « naturels » n'ont pas monopolisé l'entrée dans le bloc de la SAN-JFS. Plusieurs producteurs, notamment des hommes jeunes, arrivés à Ipalame récemment, ont également participé. Ils percevaient ce projet comme un moyen de diversifier leurs activités et d'accéder à une autre source de revenus, notamment pour mettre en place des activités de commerce (bar, meunerie, réparation de vélos et de motos). Ne possédant pas de terres, ils ne risquaient pas de les perdre. Ils ont de facto occupé la position de « cobaye » que les aînés ont laissé « tester » le projet.

---

<sup>560</sup> Les interactions entre politique locale et projet de la SAN-JFS sont abordées dans la section 1.3 de ce chapitre.

## Partie IV – Chapitre 9

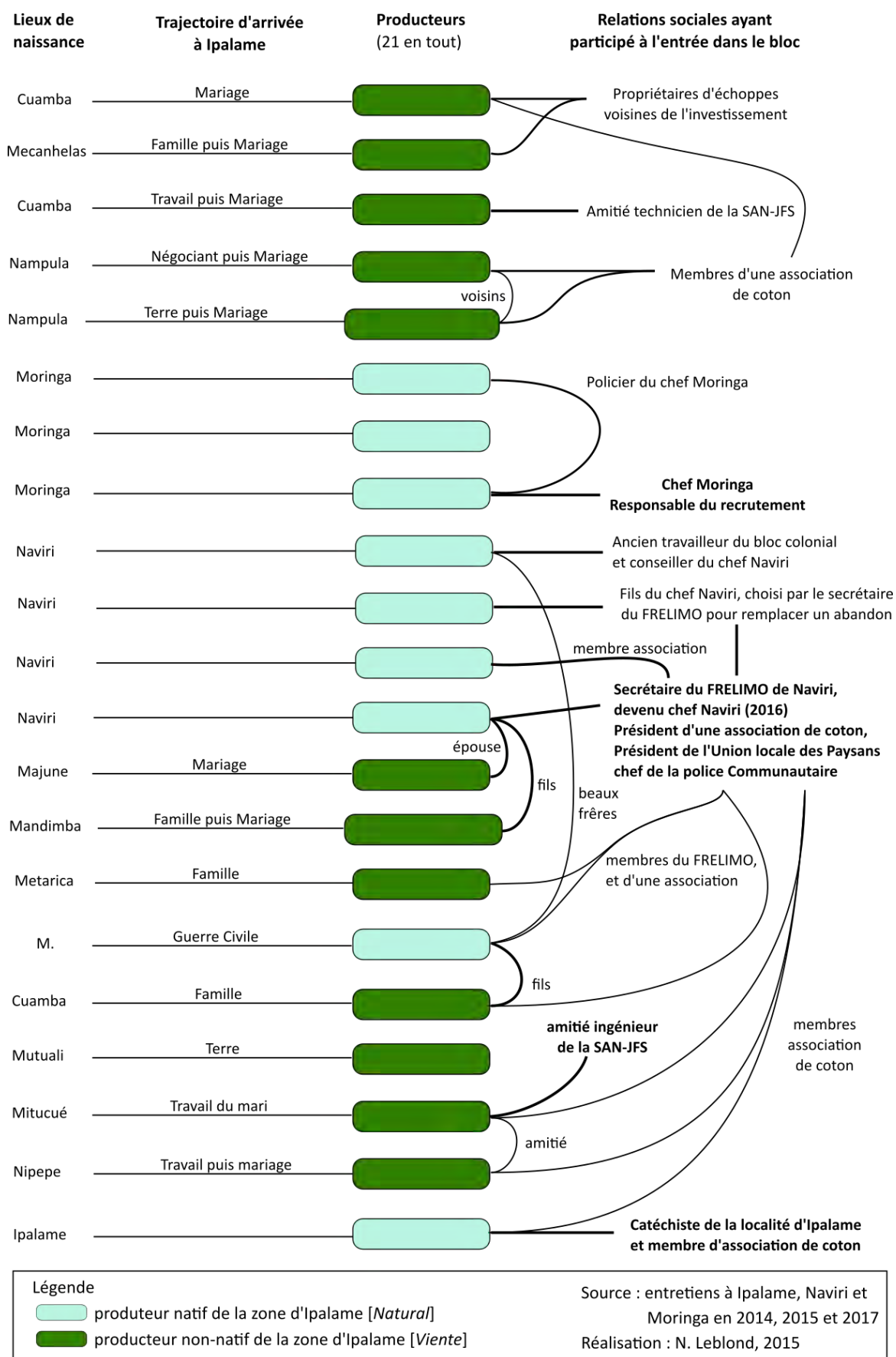


Figure 9.1 : Schéma des relations entre les producteurs du bloc ayant contribué à leur entrée dans le projet. Réalisé d'après les entretiens et les observations menées en 2014, 2015 et 2017.

Le déroulement de la première campagne agricole donna raison à ceux qui avaient refusé de produire dans le bloc. La pénurie de candidats pour occuper les terres labourées par l'entreprise en 2014 conduisit cette dernière à attribuer de plus grandes parcelles aux 21 producteurs participants. Ils obtinrent ainsi 5, 10 ou 15 ha, c'est-à-dire des surfaces très supérieures à ce qui avait été initialement envisagé et à ce qu'ils avaient l'habitude de cultiver. Cette attribution favorisait l'entreprise qui transférait automatiquement les coûts de préparation de la terre à crédit aux producteurs. Elle conduisit cependant à l'endettement de ces derniers. En effet, ils ne parvinrent pas à cultiver l'intégralité des surfaces qui leur avaient été attribuées.

Les 21 producteurs se sont considérablement endettés lors de la première année du projet, empruntant beaucoup à l'entreprise et produisant peu de coton. L'argent emprunté fut largement utilisé pour subvenir aux besoins immédiats des producteurs et de leurs proches. Il servit à payer la meunerie, des vêtements, ou encore du riz et de l'huile, vendus dans la boutique de la SAN-JFS ouverte à côté de la maison d'assistance technique. Les producteurs qui tenaient des petits commerces réinvestirent leur crédit pour acheter des marchandises. La main-d'œuvre familiale se révélant insuffisante pour cultiver 5 ha de coton ou plus, les 21 producteurs rémunérèrent des habitants voisins pour travailler dans le bloc<sup>561</sup>. La position de « patron », expression locale par laquelle les habitants désignaient les producteurs du projet, en apparence confortable et symboliquement convoitée, était en réalité matériellement défavorable. Les journaliers profitèrent de l'absence de tarifs communs entre les « patrons », et du fait qu'il s'agissait de l'argent de l'entreprise, pour accourir au plus offrant et faire tripler, voir décupler, les tarifs des tâches agricoles<sup>562</sup>. Les producteurs demandèrent des avances supplémentaires à la SAN-JFS, mais entre les détournements des crédits pour leur consommation et les exigences de la main-d'œuvre, une grande partie du bloc resta non désherbé et le coton fut perdu (Figure 9.2).

---

<sup>561</sup> Seuls 3 des 21 producteurs embauchèrent des travailleurs saisonniers, venus de la province de Zambesia. Les producteurs se montraient réticents envers cette option car elle requiert d'engager des dépenses importantes. Aller chercher un travailleur coûte environ 500 MZN, auxquels s'ajoutent les 5000 MZN de rémunération saisonnière (pour un travail de Janvier à Juin), le coût de l'alimentation pour 6 mois (environ 5000 MZN, ce qui est une surestimation car la quasi-totalité de l'alimentation est produite par la famille et non pas achetée), et le coût du trajet de retour du travailleur chez lui. Un travailleur représente ainsi une dépense totale d'environ 11 000 MZN (280 €). A raison d'un prix d'achat de 12 MZN/kg de coton et d'un rendement moyen de 600 kg/ha, chaque travailleur doit produire au moins 2 ha de coton pour être « rentable », ou plus vraisemblablement participer à la production de sésame, plus lucrative.

<sup>562</sup> Ainsi le désherbage d'une ligne de coton sur 25 m coûtait 2 MZN en 2013, 5 MZN en février 2014 et jusqu'à 20 MZN en mars 2014. Si les tarifs semblaient insuffisants aux travailleurs, et même s'ils étaient deux fois supérieurs à ce qu'ils auraient touché ailleurs, ils n'hésitaient pas à rentrer chez eux. J'ai souvent rencontré des habitants qui avaient gagné plus de 250 MZN (6 €) en une demi-journée et plus de 1000 MZN en une semaine. Ils devinrent au dire de tous les grands gagnants du bloc d'Ipalame.



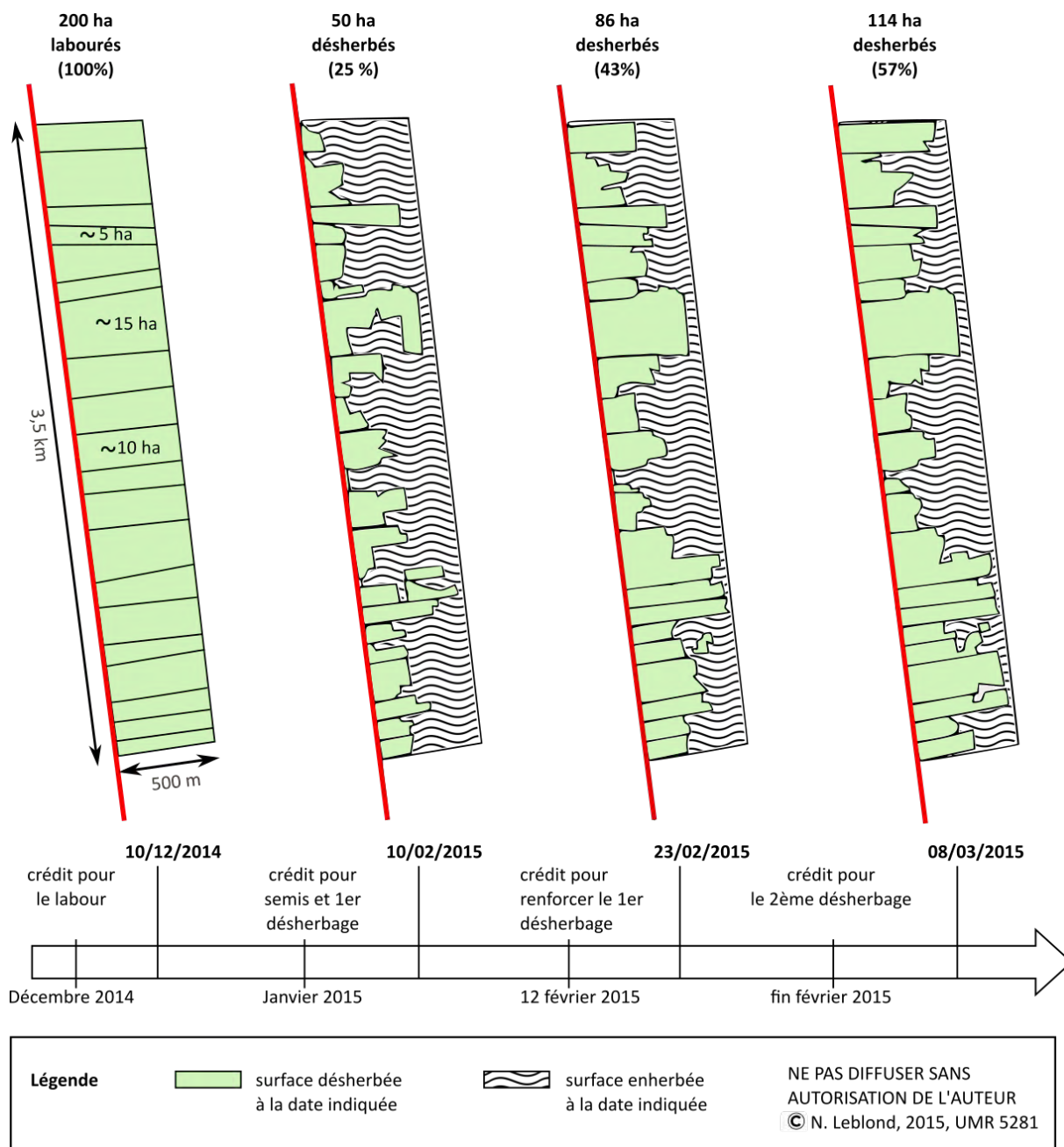


Figure 9.2 : Surfaces de coton désherbées et non désherbées dans le bloc d’Ipalame entre Février et Mars 2015. Figure réalisée d’après des mesures avec GPS faites par l’auteur aux dates indiquées.

Sur les 200 ha labourés et distribués entre producteurs, à peine 25% étaient désherbés lors de mon arrivée au début de février 2015. Les crédits supplémentaires accurent la surface désherbée au-delà de 50% du bloc. Mais les producteurs, en position d’intermédiation entre l’entreprise allouant de l’argent à crédit, et la main-d’œuvre, exigeant une rémunération pour chaque ligne de coton semée, désherbée, pulvérisée, ou encore récoltée, accumulèrent des dettes colossales. Alors que les estimations initiales envisageaient un gain positif pour les producteurs, la réévaluation à la hausse des crédits faisait apparaître la possibilité d’une perte nette de plus de 2000 MZN/ha. Plusieurs dettes dépassaient 40 000 MZN (1000 €).

L'entreprise et les producteurs étaient au courant de la situation<sup>563</sup>. Mais la SAN-JFS souhaitait à tout prix faire du bloc d'Ipalame un bloc modèle, afin d'obtenir d'autres titres fonciers dans le district. Elle était prête à fournir des crédits aux producteurs, à perte, pour montrer un bloc bien désherbé aux représentants nationaux du secteur cotonnier (Figure 9.3).



Figure 9.3 : Le bloc modèle d'Ipalame « face visible ». Producteurs, ingénieurs et représentants du secteur cotonnier réunis lors de la visite annuelle du coton. Les producteurs ont reçu des crédits supplémentaires pour entretenir la partie visible depuis la route paradis. Photographie N. Leblond, 20/03/2015.

Par ailleurs, la SAN-JFS privilégia la culture du coton dans le bloc et tarda à autoriser les producteurs à semer du maïs et à leur fournir des semences. Lorsqu'elle apporta ces dernières en mars 2015, et imposa aux producteurs de semer le jour même, la saison était déjà trop avancée (Figures 9.4 et 9.5). Les pluies étaient terminées et le maïs sécha sur pied, devant les regards moqueurs des voisins qui avaient anticipé la situation.

---

<sup>563</sup> En février 2015, l'ingénieur en chef rappelait ainsi aux producteurs, publiquement, leurs dettes. L'objectif était double : (1) d'une part les préparer pour la visite de l'Institut du Coton, qui avait fait de la « tenue d'une comptabilité » un caractère distinctif des « producteurs commerciaux ». La SAN-JFS souhaitait donc les préparer aux questions (2) d'autre part rappeler aux producteurs que « tous ici ont reçu beaucoup d'argent » et qu'il serait très malvenu de se plaindre d'avoir été « négligés » par l'entreprise devant les visites. L'énumération des crédits individuels soulignaient des dettes allant de 22500 MZN pour les producteurs avec 5 ha et 65 000 MZN pour ceux avec 15 ha.



Figure 9.4 : Semis de maïs très tardif dans le bloc d'Ipalame. Le technicien de la SAN-JFS vient de distribuer les semences et d'expliquer la taille des interlignes souhaitée par l'entreprise. Les producteurs ont décidé de mutualiser leurs efforts et de travailler ensemble sur les parcelles des uns et des autres. Photographie N. Leblond, 17/03/2015



Figure 9.5 : Photographie de parcelles de maïs semées dans le bloc d'Ipalame en mars 2015. Il n'a pas plu après le semis et les jeunes plants de maïs ont séché avant la production des épis. Photographie N. Leblond 26/06/2015

D'un point de vue alimentaire, l'engagement dans le bloc de la SAN-JFS conduit à réduire les parcelles cultivées à destination de l'alimentation de la famille. En 2014/2015, la plupart des producteurs sélectionnés abandonnèrent leurs parcelles de maïs, de cacahuète, de sésame ou encore de manioc pour se consacrer au coton. Parfois, leurs épouses et leurs enfants restèrent à cultiver ces parcelles. Privé de la main d'œuvre de leurs époux, voir

travaillant dans le bloc, les femmes des producteurs sélectionnés ont peu produit par ailleurs. Plusieurs foyers durent ensuite emprunter de l'argent ou du maïs pour faire face à la soudure :

« La première année [en 2014/2015] on avait laissé nos parcelles [sur les terres familiales] et on a eu très peu d'argent... On a cueilli 50 sacs... [et gagné] environ 30 000 MZN mais il n'est resté que 10 000 après les dettes.... Mais il fallait aussi enlever les dépenses à la boutique [achat de biens de consommation]. Alors on a fait un emprunt. [à qui ? ] On a emprunté de l'argent à ceux qui en ont [...] On a emprunté 1000 et il a fallu rembourser 2500. »

Entretien avec O., producteur du bloc d'Ipalame, le 04/05/2017

La situation d'O. n'est pas anecdotique, et a été rencontrée par J. en 2015/2016 :

« [Les ingénieurs de la SAN-JFS] avaient promis du coton et du maïs mais tout a été dans le sens contraire. Sur mes terres, dans ma zone, je peux faire jusqu'à 100 sacs [de coton] mais là.... J'ai dû faire des emprunts de maïs. J'ai utilisé l'argent de ma boutique pour acheter du maïs, pour pouvoir le donner à mes fils... c'était la première fois que je faisais ça. Avant c'est moi qui achetais le maïs aux autres et là c'était le contraire. C'est moi qui ai dû me débrouiller pour avoir du maïs »

Entretien avec J., producteur du bloc d'Ipalame en 2015/2016, le 07/05/2017

Le projet de la SAN-JFS laissait miroiter des gains de productivité et des rentes importantes. Les foyers participants ont cependant rencontré des difficultés à équilibrer leurs ressources monétaires et alimentaires. Ils ont éprouvé des difficultés à articuler travail sur les terres de l'entreprise et culture des terres familiales.

Lors de la deuxième saison agricole, en 2015/2016, l'entreprise décida d'étendre son projet et laboura 350 ha qu'elle répartit entre 54 producteurs. Les 21 premiers producteurs furent réintégrés malgré l'échec de la première saison, afin qu'ils puissent rembourser leurs dettes. D'autres souhaitèrent les rejoindre pour profiter des ressources mises à disposition par la SAN-JFS. L'entreprise accepta cette fois que les producteurs sèment sur ses terres non seulement du coton (entre 2 et 4 ha par producteur) mais également du maïs (environ 1 ha) et des pois [*ervilha*] (environ 1 ha). Une quinzaine de producteurs abandonnèrent le projet en cours de route, fuyant avec les crédits (Figure 9.6).

En juin 2016, la récolte s'annonça prometteuse. L'entreprise demanda aux producteurs de récolter le coton en utilisant leurs ressources propres et refusa de leur accorder des avances pour cette opération. Elle espérait ainsi éviter leur surendettement, en incitant les producteurs à financer la deuxième phase de cueillette avec les bénéfices de la première phase, et ainsi de

suite<sup>564</sup>. Seuls 7 producteurs acceptèrent ce programme. Les autres se mirent en grève, espérant que l'entreprise leur apporterait de l'argent pour éviter de perdre son coton. Ils dissuadèrent les autres producteurs de continuer la récolte. Le bras de fer se prolongea. Ni les producteurs, ni la SAN-JFS ne changeaient d'avis. L'entreprise finit par amener des travailleurs de Cuamba. Ils cueillirent ainsi dans les parcelles des producteurs et vendirent la récolte à l'entreprise au prix de 4 MZN/kg. Le prix minimal étant alors de 16 MZN/kg, aucun des producteurs n'accepta de récolter pour si peu. La seconde campagne du bloc d'Ipalame se termina donc dans un contexte de tensions, une partie du coton pourrissant sur pied.

Le projet de la SAN-JFS induit également des tensions au sein des foyers. Certains producteurs utilisèrent leur nouveau pouvoir symbolique et monétaire pour partir à la recherche d'une épouse supplémentaire, déstabilisant leur union précédente. Certaines épouses refusèrent de participer à la production de coton, soupçonnant leurs maris de dépenser l'argent du bloc à leur insu<sup>565</sup>. Dans deux cas, les épouses divorcèrent, laissant leurs anciens maris sans terre et sans famille<sup>566</sup>. Le projet conduit le plus souvent à une séparation des travaux des producteurs et de leur conjointe. Les hommes assuraient essentiellement la production du coton dans le bloc tandis que les femmes travaillaient les cultures alimentaires sur les parcelles familiales. Cette division du travail et de la terre éroda les prérogatives des femmes sur l'argent du coton, puisqu'elles ne participaient plus à cette culture. Une des productrices du bloc dû également faire face aux revendications de son mari sur sa récolte, alors qu'il avait négligé sa propre parcelle. En 2015, la productrice envisageait de quitter Ipalame après la récolte. En 2017, elle avait finalement abandonné sa parcelle dans le bloc pour se consacrer à la production alimentaire du foyer. Le projet a donc contribué à l'implosion des foyers et non pas à la stabilisation de « noyaux commerciaux ».

En 2017/2018, lors de la troisième campagne, l'entreprise annonça qu'il n'y aurait plus de crédit en argent, mais uniquement une aide en maïs. Les producteurs pourraient emprunter à crédit des sacs de maïs pour payer en nature les travailleurs journaliers et alimenter la main d'œuvre familiale. Seuls 31 producteurs se portèrent volontaires pour cultiver dans ces conditions. Les autres refusèrent de s'engager pour une campagne

---

<sup>564</sup> Entretien avec le directeur de la SAN-JFS, le 03/05/2017

<sup>565</sup> L'épouse de P., par exemple, refuse de « mettre un pied dans le bloc » car elle dit que « l'argent n'arrivait jamais entre ses mains et qu'elle pense qu'il y a une autre épouse ici » (entretien avec P. le 05/05/2017)

<sup>566</sup> L'un d'entre eux explique que « les femmes d'ici ne travaillent pas dans le bloc car elles pensent que nous n'allons pas amener l'argent de la récolte à la maison. Elles pensent que nous allons retourner avec la rente vers notre autre famille, comme nous ne sommes pas originaires d'ici ». Elles précipitent ainsi *de facto* le départ des hommes.

supplémentaire. Parmi les 31 producteurs inscrits, une partie espérait que l'entreprise change d'avis et lui apporte une aide financière. Quand ces producteurs réalisèrent qu'il n'y aurait effectivement aucune avance, ils abandonnèrent le projet. En parallèle, l'entreprise tarda à initier les opérations. Elle laboura en novembre, et non pas en août, et le semis du coton pris du retard. Craignant que la situation de 2014/2015 ne se reproduise, les producteurs ouvrirent des parcelles à l'extérieure du bloc ou au fond de ce dernier, dans les parties invisibles depuis la route (Figures 9.7 et 9.8). Ils semèrent du sésame, des pois et des haricots mungo [*fejiao holoco*], tous comestibles et commercialisables à de meilleurs prix que le coton.

Pour le directeur régional de la SAN-JFS, « il n'y avait que des mauvaises herbes à voir dans ce bloc en 2017 »<sup>567</sup>. Les parcelles de coton, notamment celles du technicien en poste à Ipalame et de quelques producteurs, restaient minoritaires. Il considérait que ce projet avait « échoué » et misait désormais sur quatre autres sites dans le district de Cuamba, où il avait initié des blocs similaires. Les ingénieurs de la SAN-JFS, partageaient cette conclusion, parlant « de tristesse » et « d'échec ». Les producteurs évoquaient une « arnaque ». Les observateurs extérieurs leurs donnaient raison<sup>568</sup>. Le directeur régional de la SAN-JFS imputait la responsabilité de l'échec aux producteurs d'Ipalame. Selon lui, ils ne voulaient pas « grandir » ni « travailler » mais seulement « rester comme ils étaient »<sup>569</sup>. L'explication centrée sur la capacité ou l'incapacité des producteurs peine à expliquer comment ils peuvent simultanément « rater leur coton », « échouer à s'appliquer dans le bloc », et investir dans des herbicides et des travailleurs pour produire diverses cultures (Figure 9.6). Il importe donc de dépasser ce discours pour explorer les interactions entre l'investissement de la SAN-JFS et les habitants d'Ipalame.

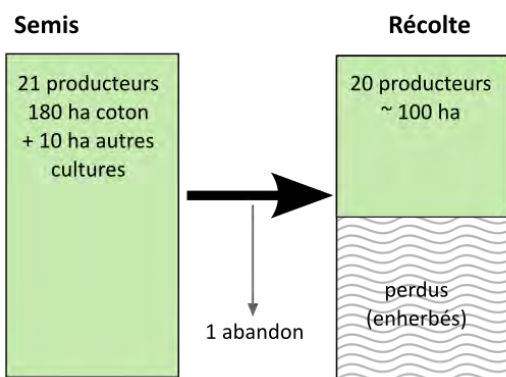
---

<sup>567</sup> Entretien avec le directeur de la SAN-JFS, Cuamba, le 03/05/2017.

<sup>568</sup> En février 2015, calculant les coûts de production d'une parcelle sur laquelle il voulait tester une nouvelle combinaison de produits chimiques, le représentant d'une compagnie de pesticides avait ainsi marqué une pause. La somme s'affichant sur son téléphone était si élevée qu'il venait de se rendre compte que le producteur repartirait les mains vides. Ne voulant aucunement être associé à cela, il avait refusé de tester son cocktail d'insecticides sur la parcelle. Quelques semaines plus tard, un des ingénieurs d'une compagnie de coton concurrente avait une réaction similaire. Analysant les crédits des producteurs, il avait constaté que ces derniers « avaient tété leurs parcelles » et que le projet ne survivrait pas à la 1<sup>ère</sup> année. Il avait vu son propre père, portugais, échouer dans un projet similaire vingt ans plus tôt.

<sup>569</sup> Entretien avec le directeur de la SAN-JFS, Nampula, le 28/05/2017.

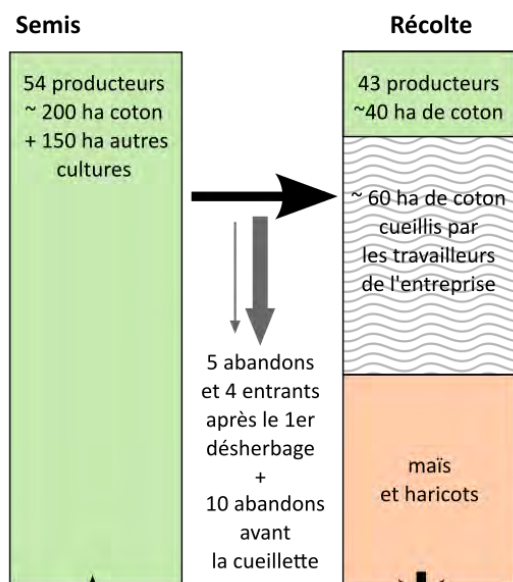
### Campagne 2014/2015



21 volontaires, petits-producteurs avec chacun entre 5 et 15 ha.

Endettement de tous les producteurs. récolte très faible + pas de cultures alimentaires

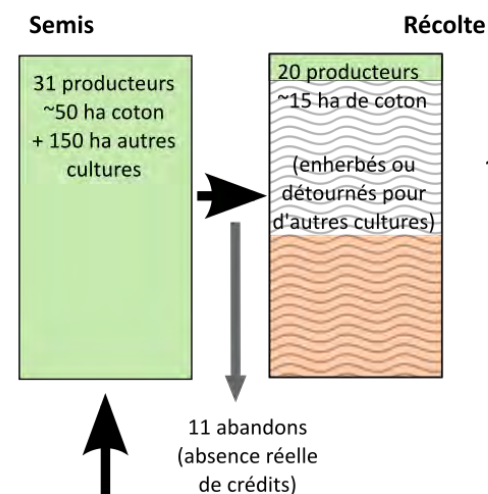
### Campagne 2015/2016



54 volontaires dont les producteurs de la campagne précédente.

Cueillette limitée Remboursement des dettes. Pas de profits. Cueillette par des travailleurs embauchés par l'entreprise.

### Campagne 2016/2017



31 volontaires, entrés en sachant qu'il n'y aurait pas de crédit

Fin des observations avant la cueillette

Figure 9.6 : Schéma des entrées et des sorties dans le bloc d'Ipalame au cours des campagnes 2014/2015, 2015/2016, et 2016/2017. Réalisation : N. Leblond, juin 2017

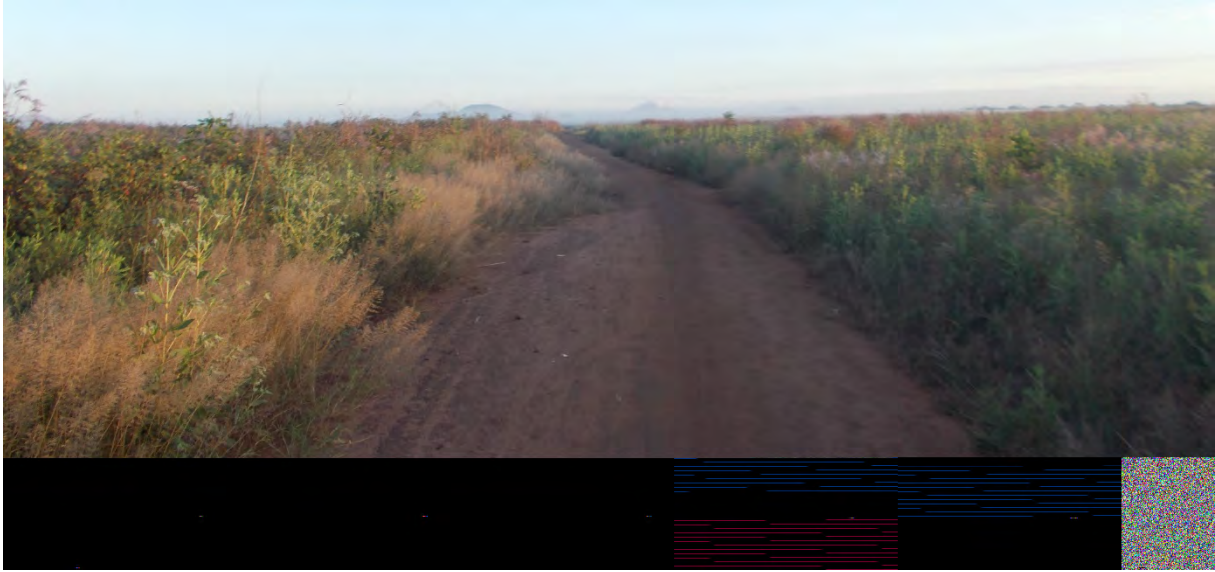


Figure 9.7: "Tu ne verras que des mauvaises herbes dans ce bloc". Le bloc d'Ipalame depuis la route en mai 2017. Une partie des producteurs a fui le projet et ceux qui sont restés ont préféré faire des cultures alimentaires et de rentes à l'intérieur du bloc, loin des regards. Photographie : N. Leblond, mai 2017.



Figure 9.8 : Le bloc d'Ipalame vu depuis le fond. A gauche, une parcelle de sésame, semée par un producteur à l'aide de sa famille et d'un travailleur saisonnier qu'il a embauché. A droite, parcelle qui a été pulvérisée d'herbicides, achetés aux frais du producteur. Photographies : N. Leblond, mai 2017.

### 1.3. Au-delà du refus « d'émerger »

La trajectoire détaillée du projet de la SAN-JFS pourrait suggérer que ce cas est unique et singulier. Chaque acteur déploie des explications tantôt immuables tantôt



particulières pour expliquer la situation. D'après le directeur de la SAN-JFS, trois facteurs ont causé l'échec du projet (entretien le 03/05/2017) : premièrement les producteurs ont « manqué d'ambition ». Ils « voulaient juste une nouvelle maison et une bicyclette et ils n'ont pas l'esprit entrepreneurial ». Deuxièmement les producteurs sélectionnés n'avaient pas de moyens. Plusieurs étaient des « *vientes* », sans famille pour travailler sur leurs parcelles et sans ressources à investir dans ces dernières. Enfin, les producteurs « n'ont pas voulu laisser leurs parcelles à la maison, du coup ils n'étaient jamais dans le bloc pour travailler ». Pour couronner le tout, le directeur souligne que ses employés ont « été peureux », ont mal expliqué le projet, et ont été incapables d'exclure les mauvais producteurs.

Selon les producteurs, le projet a échoué car l'entreprise est devenue « faible », « elle a fait des promesses qu'elle n'a pas tenues ». Au lieu de payer un prix convenable pour le coton elle ne fait que « l'emporter », avec « un prix si bas qu'on ne peut pas parler d'achat ». Plusieurs considèrent qu'elle veut « exploiter » les habitants, comme au temps colonial :

« Du temps de la guerre, il y avait un nom pour ça, c'était le nom **d'esclave**. Le directeur ne peut pas nous faire travailler comme des **esclaves**. On peut cueillir 20 sacs mais pas 5 ha [référence à la campagne de 2015/2016]. [...] Le directeur dit qu'il ne pouvait pas apporter de l'argent pour tout le monde. C'est pour ça qu'on dit qu'il a échoué »

Entretien avec un producteur du bloc, Ipalame, 04/05/2017

Ces deux séries d'explications sont confortables car elles rejettent la faute sur « l'autre », tantôt les producteurs, tantôt l'entreprise. Les producteurs sont trop « arriérés » pour réussir à émerger. L'entreprise est trop « capitaliste » pour réussir à Développer l'espace rural. A partir de l'étude de l'élevage au Lesotho, James Ferguson (1990) a réfuté simultanément les explications dualistes (qui font des sociétés africaines des économies radicalement différentes, « traditionnelles », « symboliques ») et les explications utilitaristes (qui transforment les producteurs en calculateurs sous contraintes qui optimisent leurs investissements et leurs détournements au détriment de la productivité). Il apparaît central de comprendre les frictions et les relations entre le projet de l'entreprise et les habitants.

« L'échec » du projet de producteurs émergents met en jeu des relations différenciées à l'agriculture. Les enjeux de transmission des parcelles et la distribution des risques et des gains ont façonné les entrées dans le bloc d'Ipalame. Ces relations ne peuvent pas être expliquées par la théorie dualiste selon laquelle les habitants sont trop « traditionnels » pour émerger. Elles ne peuvent pas non plus être analysées par la théorie utilitariste selon laquelle les producteurs maximisent leur utilité personnelle en ne s'investissant pas ou en détournant les ressources de l'entreprise. Travailler sur la terre de l'entreprise signifie réduire les surfaces

familiales et donc le patrimoine transmissible. Les habitants ne raisonnent donc pas uniquement en termes d'utilité individuelle à court terme mais également en termes de reproduction de leur famille sur le long terme. La relation spécifique des sociétés Makhuwa à la terre freine la réorganisation des producteurs. Il est tentant de voir ici une relation « traditionnelle » à la terre, qui s'oppose à une relation « moderne », individualisée et délimitée dans le temps. Effectivement, les habitants maintiennent une relation topocentrique à l'espace incompatible avec la relation géométrique au cœur du modèle de bloc<sup>570</sup>. Cette lecture dualiste ne permet cependant pas de comprendre les interactions entre ceux qui ont rejoint le projet et l'entreprise.

La totalité des producteurs entrés dans le bloc d'Ipalame explique à un moment ou à un autre qu'il s'agissait pour eux d'accéder à des ressources supplémentaires. Le mode d'accès à ces ressources s'est cependant heurté à des mécanismes de redistribution des risques et des gains qui ne relève ni de la tradition ni de l'utilitarisme. Produire avec et pour une entreprise implique devoir suivre son calendrier et ses choix agronomiques. Le « *control grabbing* » et le « *production grabbing* » désignent les processus d'appropriation des calendriers culturels et des cultures produites par les investisseurs (Chouquer 2012b). Dans le cas d'Ipalame, les calendriers de semis, de désherbage, de traitements chimiques et de cueillette, ainsi que les cultures plantées, sont fixés par l'entreprise.

Les choix agronomiques de l'entreprise ont été fortement critiqués par les habitants, peu suivis, et se sont révélés contradictoires avec leurs attentes. Les pratiques agricoles des habitants ne relèvent ni de la tradition ni d'un utilitarisme forcené. Elles sont façonnées par un ensemble de relations sociales qui ont systématiquement joué contre les producteurs du bloc d'Ipalame. Des mécanismes de partage des risques et des gains influencent les pratiques agricoles. Ils reposent sur le fait que les habitants adoptent des pratiques similaires ou complémentaires. La diversification des cultures permet de faire face aux aléas climatiques. En cas de succès, la main d'œuvre des voisins est mobilisée. En cas d'échec, il est possible de travailler sur les parcelles de ces derniers. Dans le bloc d'Ipalame au contraire, les choix de l'entreprise sont souvent en décalage avec ceux des producteurs environnants. Ce décalage est lié au découplage entre le projet et les dynamiques locales. Il est systématiquement en défaveur des producteurs du bloc. S'ils ont des ressources au moment où les autres n'en ont pas, les multiples relations familiales et amicales les ponctionnent et empêchent les

---

<sup>570</sup> Voir le chapitre 7. Voir également (Le Roy 2011)

producteurs de capitaliser. Le riche éleveur Basotho ne peut pas refuser de prêter ses bœufs aux foyers appauvris de son village (Ferguson 1985). Similairement, les producteurs de coton ne peuvent pas s'enrichir seuls.

Celui qui essaie de faire différemment, par exemple en investissant tout son crédit dans son coton et en refusant de prêter secours à ses voisins, est rapidement critiqué voir menacé. F., par exemple, un producteur du district voisin entré dans le bloc lors de la campagne de 2015/2016 a été menacé d'expulsion car son coton était trop bien travaillé. Inquiet de son succès, les producteurs « naturels » l'accusèrent de sorcellerie : on lui reprocha de transférer magiquement le coton de ses voisins dans sa propre parcelle<sup>571</sup>. Les producteurs demandèrent formellement son exclusion du bloc d'Ipalame (Figure 9.9). Après cet épisode, F. et son épouse réduisirent le soin apporté à leur coton.

« - Les producteurs accusent le producteur F. de rentrer dans les champs des autres producteurs et d'ensorceler leurs parcelles avec des drogues magiques.

- Le producteur L.M. a été battu pour avoir prouvé ou rencontré ce producteur en train de jeter des sorts dans les parcelles.

- Par conséquent, il [L.M.] confirme que O.T. a également vu ce producteur [F.] entrer dans les parcelles des autres faisant de la sorcellerie.

Donc les producteurs se lamentent de ce cas qui arrive dans le bloc parce que par le passé c'était le contraire, il y avait peu de pluie mais ils avaient eu du coton. [ce n'est pas normal que la production soit si basse en 2016 alors qu'il a bien plu. Il y a donc un sorcier]

Durant cette réunion, les producteurs demandent à l'entreprise que le producteur qui a été vu en train d'ensorceler les parcelles vende son coton et sorte de ce champ.

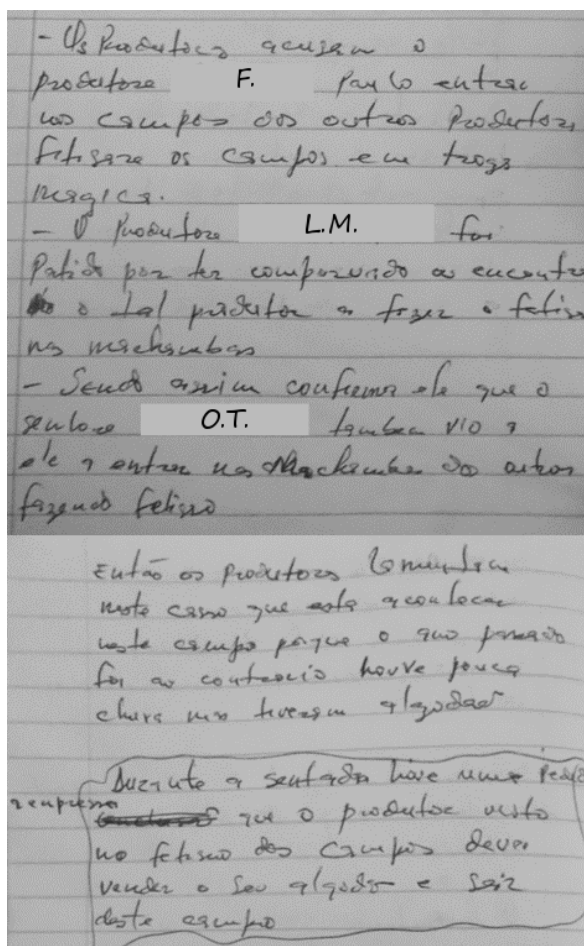


Figure 9.9 : Accusation de sorcellerie contre un producteur à succès dans le bloc d'Ipalame. Source : extrait du carnet du technicien de l'entreprise daté du 01/04/2016, traduction de l'auteur

<sup>571</sup> Entretien avec le technicien de l'entreprise le 05/05/2017.

Le cas de F. n'est pas unique. Tous ceux qui a un moment ou à un autre « prennent de l'avance » sont soumis aux demandes des voisins et des proches de telle sorte qu'ils ne parviennent jamais à atteindre le « potentiel » souhaité par l'entreprise. L'épouse du technicien de la SAN-JFS, entrée comme productrice pour la campagne de 2015/2016 a connu un cas similaire. Elle compta parmi les 7 producteurs à cueillir leur coton dès les premières semaines de juin, sans aide de l'entreprise. Avec les 18 000 MZN obtenus, elle rémunéra des travailleurs pour une 2<sup>ème</sup> phase de cueillette. Elle remboursa ses dettes, mis de l'argent de côté et entama une 3<sup>ème</sup> phase de récolte. Son époux explique :

« que les autres étaient ambitieux... les vieux d'ici parlaient aux travailleurs pour qu'ils ne viennent pas enrichir une « *viente* » [manière de parler de L., qui est originaire de Cuamba]. Ils ne veulent pas que nous allions de l'avant.... [Une voisine] disait aux travailleurs qu'ils allaient gâcher leurs forces. »

Entretien avec l'époux de L. le 03/05/2017

Devant les pressions et les menaces des voisins, le couple interrompit la cueillette du coton. Avec les autres producteurs, ils laissèrent pourrir le reste de leur récolte. Ces dénonciations de sorcellerie et ces intimidations, s'inscrivent dans des mécanismes de partage des risques et des profits. Ils limitent la productivité agricole, mais ils permettent de redistribuer les ressources de l'entreprise. Ce sont ces mêmes mécanismes qui ont permis aux producteurs de survivre malgré leurs dettes et la diminution de leurs réserves vivrières. Les producteurs ont pu bénéficier de petits travaux chez leurs parents ainsi que d'une partie de leurs récoltes. Le programme imposé par l'entreprise s'inscrit donc en porte-à-faux avec les mécanismes de sécurisation alimentaire que les habitants sont prêts à défendre, au détriment de ce premier.

Suivre un programme imposé qui ne correspond pas à celui que les producteurs auraient choisi, ou à celui de leurs voisins, est toujours défavorable. Si les producteurs du projet réussissent mieux, ils doivent partager ou réduire la voilure. S'ils échouent, ils sont l'objet de moqueries et deviennent sans ressources. En 2015/2016 la plupart des habitants d'Ipalame s'enrichit grâce à la culture du pois [*ervilha*]. Au contraire les producteurs du bloc avaient peu de pois et beaucoup de coton. Les voisins cueillirent leurs pois, s'achetèrent de nouvelles motos, puis refusèrent de travailler pour les producteurs dont le coton était encore dans les champs. Les producteurs du bloc ne parvinrent donc pas à trouver de la main-d'œuvre. Cette tension concernant la dépendance et le contrôle des opérations culturelles ne peut pas être expliquée uniquement en termes dualistes ou utilitaristes. Il s'agit d'un ensemble de relations sociales qui façonnent les activités agricoles et non-agricoles. Cela ne signifie pas

que l'accumulation n'est jamais possible dans les sociétés Makhuwa. L'analyse des trajectoires socio-économiques ascendantes montre le contraire<sup>572</sup>. Ces trajectoires reposent souvent sur la combinaison pluriannuelle de multiples rentes. Pour comprendre pourquoi le projet de la SAN-JFS n'a pas contribué à cette accumulation, il est crucial de revenir sur les relations entre les producteurs et l'entreprise ainsi qu'entre les producteurs et la culture du coton.

Le bloc de producteurs émergents d'Ipalame est un projet de réorganisation de la production agricole « par le haut ». Une entreprise privée prend en charge les coûts de réorganisation des producteurs pour qu'ils augmentent leurs surfaces et leurs rendements sur ses terres. Cette réorganisation met ainsi en jeu non seulement les relations des producteurs entre eux, et avec leurs voisins, mais également les relations entre les producteurs et l'entreprise. Or l'entreprise en question, la SAN-JFS, est une des principales entreprises de la région. Elle organise la production de coton auprès de plusieurs milliers de producteurs, contribue au fonctionnement des administrations locales et injecte annuellement des millions de méticais dans l'espace rural<sup>573</sup>. Perçue « d'en bas », la SAN-JFS, est un « grand patron » et le « père » des producteurs. Les transactions entre les producteurs et l'entreprise sont façonnées par cette représentation paternaliste et prennent la forme du communisme, entendu au sens de « à chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » (Graeber 2011). Les producteurs considèrent qu'ils rendent service à l'entreprise en plantant du coton<sup>574</sup>. Au grand regret de la SAN-JFS, ils ne se considèrent pas comme des producteurs à leur propre compte mais comme les « enfants de Joao [diminutif de JFS] ». Ils attendent donc que « Joao », en bon père de famille, pourvoie à leur besoin et partage ses ressources.

Compte tenu de l'asymétrie de richesse entre la SAN-JFS et les producteurs, ces derniers réclament sans cesse plus de crédits, de tracteurs, d'aide. Ils ne raisonnent pas ces interventions pour savoir si leur culture sera rentable ou non mais en fonction des moyens de « Joao » et de leurs besoins. Dans ce contexte, ils ne comprennent pas pourquoi l'entreprise a refusé de payer pour la récolte de « son » coton. Ils ne comprennent pas non plus pourquoi une fois qu'elle a récolté ce coton à ses frais, elle ne leur a pas donné une partie de l'argent. Puisqu'elle a effectivement obtenu « son » coton, pourquoi n'a-t-elle pas partagé avec « ses »

---

<sup>572</sup> Voir le chapitre 7.

<sup>573</sup> Voir les chapitres 7 et 8.

<sup>574</sup> Voir la section 3 du chapitre 7.

enfants ? A., une productrice du bloc exprime bien cette incompréhension qui m'a été rapportée à maintes reprises :

« La deuxième année, les dettes ont été terminées. Il manquait de l'argent [pour terminer la cueillette] mais l'entreprise ne m'a pas donné plus. Les avances se sont terminées. L'argent était là-bas [dans l'entreprise] mais... l'entreprise a amené des gens de Cuamba pour cueillir et leur a donné l'argent. Pourquoi ? Pourquoi est-ce que l'entreprise ne nous a pas donné d'argent à nous ? [...] J'ai terminé de payer mes dettes **mais l'argent des enfants** [au sens de nous les enfants de l'entreprise] **ne m'a pas été remis.** [...] **C'est un pêché d'avoir de l'argent qui reste et de ne rien me donner.**»

Entretien avec A., Naviri, le 04/05/2017

La lamentation de A. vient du fait que l'entreprise, qui a les moyens de lui donner de l'argent, ne l'a pas fait, et non pas de l'absence de bénéfices ou du fait que son coton ait été cueilli par d'autres. Dans une représentation paternaliste, il s'agit ici d'un manque grave de l'entreprise à ses « devoirs ». Cette représentation conditionne également ce que les producteurs sont prêts à faire, ou pas, pour leur « père » et pour « son » coton. En l'occurrence dans un contexte de forte asymétrie de richesses ils ne sont pas prêts à « investir pour » l'entreprise.

Parce que les producteurs considèrent que le coton est à l'entreprise et que cette dernière est riche, ils refusent d'investir leurs ressources personnelles dans le bloc. A l'opposé d'entrepreneurs qui calculeraient leurs dépenses dans la perspective de bénéfices, ils prennent soin de cloisonner les ressources de leur foyer et celles du bloc. De nombreux producteurs, comme Fa., refusent ainsi d'y mobiliser leur argent personnel :

« A La maison j'ai l'habitude d'aller chercher des travailleurs de Zambezia. [Et dans le bloc ?] Non, ah non, ça non. Dans le bloc, on ne peut pas amener de l'argent de la maison pour le mettre dans le bloc. Et après ce qui va être produit l'entreprise l'emporte et toi tu restes sans rien ? Cela non. Dans le bloc il faut que tu utilises l'argent de l'entreprise, l'argent du bloc même. On ne peut pas mettre de l'argent de la maison. »

Entretien avec Fa., Ipalame, le 05/05/2017

Fa., qui est entré dans le bloc en 2015/2016 et 2016/2017, rémunère donc des travailleurs sur ses terres hors du bloc mais refuse d'utiliser ses ressources pour augmenter sa production de coton sur les terres de l'entreprise. La campagne de 2014/2015, qui s'est soldée par l'absence de production de maïs et des dettes, a servi de leçon pour de nombreux producteurs. Après ça, ils ont tous ré-ouvert des parcelles hors du bloc ou dans ses parties reculées, souvent avec les ressources de l'entreprise. A l'inverse de ce qu'espérait l'entreprise, le travail en bloc n'a pas conduit à concentrer les ressources et les efforts mais à les disperser.

Les tensions concernant la cueillette de 2015/2016 offrent la parfaite synthèse de cette stratégie. De nombreux producteurs disposaient de ressources pour initier la récolte du coton.

Certains avaient déjà vendu leurs pois et d'autres possédaient encore de l'argent. Mais ils ne voulaient pas « investir l'argent de la maison » dans le coton. Il existe pour les habitants une différence radicale entre leur économie domestique et celle de l'entreprise. Comme les éleveurs Basotho, qui préfèrent voir leur vaches mourir plutôt que les vendre et les convertir en argent, ils préfèrent regarder le coton pourrir plutôt qu'investir les ressources de leur foyer. Il ne s'agit pas de deux économies, l'une moderne et l'autre traditionnelle. Il s'agit des mêmes producteurs et des mêmes ressources, enchâssées dans des relations sociales qui contraignent ce qui peut être fait ou non. Pour l'entreprise cela passe pour de la paresse et un manque d'ambition. Mais ces explications ne permettent pas d'expliquer les nombreux investissements que les producteurs font à l'extérieur du bloc.

L'absence de transfert entre les ressources personnelles et les terres de l'entreprise est d'autant plus fatale au bloc d'Ipalame que l'entreprise n'a pas *de facto* les moyens de contrôler les producteurs. Comme illustré par la Figure 9.1, de nombreuses relations sociales lient les producteurs et alimentent leur solidarité face à l'entreprise. Ils refusent de se dénoncer les uns les autres et font pression sur le technicien pour que ce dernier garde le silence. Le directeur régional était ainsi furieux contre ce dernier, qui disait ne pas savoir distinguer les bons producteurs des mauvais.

Les menaces et les attaques en sorcellerie des habitants sur les précédents techniciens limitent sa capacité de délation. La trajectoire des techniciens affectés à Ipalame est marquée par de nombreuses « difficultés ». En 2014, le technicien P. a tenu une journée. Ne supportant pas l'isolement, il a fui à Cuamba le lendemain de son arrivée. En 2015, le technicien R., qui avait travaillé plusieurs années à Ipalame, a été atteint de folie et s'est noyé. Les habitants d'Ipalame imputent sa mort à une attaque en sorcellerie suite aux mauvais paiements qu'il infligeait aux producteurs de coton. En 2014, le précédent ingénieur en chef du bloc d'Ipalame a été atteint d'une maladie pulmonaire et a dû être hospitalisé au Malawi. En 2015, la technicienne M. postée à Ipalame a été renvoyée, gravement malade, après que son compagnon ait été retrouvé mort le long d'une route d'Ipalame. Quant au technicien actuellement en poste, L., une de ses épouses est décédée à Ipalame en mars 2015, le jour même de sa première visite. Dans ce contexte, L. se sent menacé et protège sa vie avant les

intérêts de l'entreprise Le directeur ne prenait cependant pas au sérieux ces éléments et considérait son technicien « faible » et « peureux comme un Makhuwa »<sup>575</sup>.

Les frictions au sujet des itinéraires techniques et de l'allocation des ressources ont multiplié les frustrations et le rejet de la faute sur « l'autre ». Elles ont généré de nombreuses tensions et violences pour l'entreprise et pour les habitants. L'entreprise a perdu de l'argent et n'a pas pu mener à bien son projet. Les habitants ont le sentiment d'avoir été « exploités » par leur « père » et d'être « insultés » par les ingénieurs qui les tiennent pour responsable de l'échec. Dans ce contexte, les habitants ont refusé de construire une nouvelle école alors que l'entreprise leur avait apporté des briques pour le faire. Bien qu'ils se soient engagés à monter les murs auprès de la SAN-JFS, plusieurs mois après la remise des briques, ils espéraient toujours que « Joao » amènerait le maçon. Puisque « Joao » a les moyens et que ce sont « ses » enfants, pourquoi un père laisserait-ils ses enfants sans école ? Réciproquement, plusieurs ingénieurs étaient excédés par le fait que les producteurs pénalisent leur propre progéniture. Les effets du projet dépassent cependant la relation entre les habitants et l'entreprise et interagissent avec le contexte politique local et national.

#### 1.4. Le renforcement d'une zone d'opposition ?

Le projet de la SAN-JFS interagit de plusieurs façons avec le contexte politique local et national polarisé entre le parti du FRELIMO et celui de la RENAMO. Le matin du 26 février 2015, le technicien de la SAN-JFS en poste à Ipalame se demanda où en était le processus électoral. Depuis son arrivée onze jours plus tôt, nous n'avions pas eu de nouvelles. Les députés de la RENAMO ont-ils occupés leurs postes ? Le candidat du FRELIMO, Filipe Nyussi, est-il bien Président de la République ? Soudain il m'interroge :

- [Le technicien] : Mais tu sais qu'on travaille avec le peuple de la RENAMO ici ?

- [Nelly] (rires et hochement de tête affirmatif)

- [Le technicien] : Ah, tu sais. Toute cette zone ici, c'est la RENAMO... C'est pour ça qu'ils n'hésitent pas à te planter avec un couteau [référence à la visite du chef de la localité hier qui avait laissé le technicien avec un conseil : « ici, il vaut mieux ne pas avoir trop d'amis. Ils n'ont pas peur de tuer »]

- [Nelly] Pourquoi ?

- [Le technicien] Parce que tous ici, ils ont fait l'armée. Ils ont lutté aux côtés de la RENAMO. Ils n'ont pas peur. .... Ils n'ont pas peur .... Ils veulent juste éliminer les autres.

---

<sup>575</sup> Alors que je lui rappelais le décès de la 1<sup>ère</sup> épouse de L. le directeur me répondit en rigolant que ce n'était pas grave car L. en avait une seconde (entretien à Nampula, le 28/05/2017).



Observation du 26 février 2015, 7h, Maison d'assistance technique de la SAN-JFS

Comme le technicien de la SAN-JFS, de nombreux habitants pensent que l'investissement aide « le peuple de la RENAMO ». La suspicion pèse d'autant plus que l'allégeance politique des chefs directement mobilisés par le projet, Naviri et Moringa, est en doute. Officiellement ces deux chefs, comme tous les autres, possèdent une carte du FRELIMO. Officieusement, ils « marchent avec deux cartes, une de chaque parti politique »<sup>576</sup>. Le chef Moringa reconnaît en particulier que sa « tête est de la RENAMO »<sup>577</sup>. Peu de personnes déclarent aussi publiquement leur soutien à la RENAMO<sup>578</sup>. Mais au-delà du simple effet d'affichage, la déclaration du chef traduit l'ambiguïté politique de la zone. L'arrivée du projet de la SAN-JFS a ainsi été perçue comme une ressource qui, échappant officiellement à toute politique partisane, allait de fait constituer une ressource pour la RENAMO. Le déploiement matériel et symbolique au sein des quartiers est plus subtil.

La zone de Naviri compte à la fois des membres du FRELIMO et de la RENAMO. Le cercle [*circulo*] du FRELIMO de Naviri comprend 18 cellules et de 125 à 160 membres<sup>579</sup>. Pour établir leur autorité et leur attractivité, les membres du FRELIMO instrumentalisent les projets d'ONG, les fonds du gouvernement, ou encore les projets privés. Le projet de la SAN-JFS n'a pas échappé à ce procédé. Le secrétaire du FRELIMO de Naviri était un des producteurs du bloc, et un des membres influents parmi ces derniers. A l'échelle du quartier de Naviri, le bloc d'Ipalame était donc perçu comme un projet sous autorité du FRELIMO et non sous autorité de la RENAMO. Les membres des cellules et du cercle entretenaient activement cette association. A l'opposé, les autorités extérieures aux quartiers perçoivent le projet comme une ressource aux mains de la RENAMO. La question de l'échelle d'analyse apparaît centrale pour comprendre comment un projet d'investissement déstabilise ou renforce les allégeances partisans.

---

<sup>576</sup> Le dimanche 8 février 2015, le délégué de la RENAMO rend visite aux deux chefs, assis devant la maison d'assistance technique. La scène est l'occasion d'une longue discussion informelle sur l'allégeance aux partis politiques et la situation politique nationale. Un voisin, professeur dans un village de la zone me traduit les discussions en simultanée.

<sup>577</sup> « Du temps de l'affliction [manière de désigner la guerre civile], nous les chefs, nous étions ici, influencés par la RENAMO. ... [me prenant à parti] Je te l'ai raconté non ? [La veille il m'expliquait qu'il était resté pendant la guerre et qu'il voyait passer Dhlakama à cheval. Compte tenu de son état d'ébriété, je n'avais pas pris très au sérieux sa description de la guerre civile à Ipalame. Cette fois je hoche la tête pour confirmer que le chef s'était bien présenté la veille comme un chef de la RENAMO] ... La carte du FRELIMO, c'est pour remplir mes obligations vis à vis du pouvoir - le FRELIMO est au pouvoir non ? - mais ce qui nous influence, c'est la RENAMO. Notre tête est de la RENAMO. » (Discussion le 08/02/2015)

<sup>578</sup> Certains ne le déclarent même jamais franchement de peur de représailles, notamment pour leurs emplois ou leurs fonctions. Dans les entretiens il est rare que le propre nom de « Dhlakama » soit mentionné, le plus souvent les interlocuteurs en parlent en l'appelant « l'autre » et c'est moi qui souvent doit prononcer son nom pour qu'on soit bien certains de parler du même « autre ».

<sup>579</sup> Entretiens avec le secrétaire de Naviri, 04/03/2015 et avec le secrétaire adjoint le 08/03/2015.

Les membres du FRELIMO de Naviri et les principales familles du quartier espèrent que le projet de la SAN-JFS leur permettra d'obtenir un nouveau statut administratif. Pour les habitants de Naviri, non contents d'être devenus une porte d'entrée de capitaux, où accourent travailleurs, négociants et consommateurs, le projet constitue aussi un pas supplémentaire dans l'acquisition de leur « autonomie ». Ils espèrent que le poste administratif de Lurio deviendra bientôt un district, que la localité d'Ipalame sera promue poste administratif, et par conséquent que le quartier sera élevé au rang de localité. L'origine exacte de cette information n'est pas claire ou est dissimulée par les habitants. Les conséquences, en revanche, sont connues. Ce transfert de fonctions administratives devrait engendrer de nouvelles infrastructures, l'ouverture d'un marché, d'un poste de santé, ou encore d'une école complète.

Le discours de la création d'une nouvelle localité permet aussi aux habitants de répondre à leur frustration vis-à-vis de l'administration locale. Pour les habitants, cette administration refuserait de leur accorder des fonds du gouvernement. Elle chercherait à destituer leur chef Naviri au profit de la famille Ipalame. Elle s'opposerait à l'installation des marchands le samedi, en prétextant qu'il n'y a pas d'espace adéquat pour eux. Enfin, elle convoiterait l'argent introduit par les acheteurs de denrées agricoles<sup>580</sup>. La combinaison de ces reproches culmine en la menace de se plaindre directement au poste administratif de Lurio, afin qu'il prenne des mesures contre la localité d'Ipalame. Dans ce contexte, le projet de la SAN-JFS a considérablement accru la « force » des quartiers de Naviri et de Moringa.

Dans son bureau à 8 km de là, le nouveau chef de la localité d'Ipalame réitère son mécontentement vis-à-vis de la SAN-JFS. A chaque fois qu'il me croise, il me demande de transmettre une requête au directeur. Il souhaite que ce dernier lui présente la boutique et le nouveau technicien. Il exige que la localité soit informée des ventes réalisées. Il dénonce les dégradations causées par l'entreprise. Il ponctue également ses discours de remarques désobligeantes pour les quartiers de Naviri et de Moringa. Pour lui ce sont « des zones à problèmes », des endroits « sans ordre », « dangereux », « remplis de marginaux ». Reproduisant, consciemment ou non, le discours des chefs opposés à ceux de ces quartiers, il accuse le chef Naviri d'être un faux-chef : « Il mange l'argent du gouvernement [avec son salaire] c'est tout. Mais bientôt il sera retiré. Le chef S. peut très bien s'occuper de cette zone ». Quand je l'interroge sur l'éventuelle promotion de la localité au statut de poste

---

<sup>580</sup> Chaque acheteur doit se présenter à la localité avant de s'installer dans une zone. Il paie une somme au chef de cette zone, somme qui est divisée entre le chef et l'administration. Le fait de ne pas avoir de bonnes relations avec le chef ni de regard sur les activités de la zone génère la possibilité (au moins théorique) que le chef ne reverse pas la part due à l'administration.

administratif, il est surpris. Il n'a jamais entendu parler de ce projet officiellement. Il y aura bientôt un poste de police, « pour contrôler ces marginaux de Moringa ». Mais il n'a pas eu plus d'information. Selon lui ce sont les membres de la RENAMO qui répandent ces rumeurs.

Les discours sont donc profondément contradictoires et incompatibles d'un camp à l'autre. Pour les habitants de l'administration locale, « ces membres de la RENAMO » « racontent » ces histoires de création d'un poste. « Comme « l'autre » [Afonso Dhlakama] a dit qu'il ferait des provinces autonomes, ils pensent déjà qu'ils peuvent être un poste autonome. » Le fait que les plus fervents défenseurs de cette proposition appartiennent au FRELIMO invalide cette affirmation. La relation établie par le chef de la localité entre le discours de Dhlakama et celui des habitants de Naviri demeure cependant extrêmement importante. Elle enchâsse le bloc de la SAN-JFS dans les négociations contemporaines aux échelles nationale et provinciale.

Le parti de la RENAMO a contesté le résultat des élections présidentielles et législatives de 2014. Il a proposé une loi pour « l'autonomie des provinces », qui si elle est acceptée conduira à la création d'une nouvelle unité administrative, se superposant aux provinces. La RENAMO a de plus réclamé le droit de choisir directement le président des provinces dans lesquelles elle est arrivée en tête. La province de Niassa, où est situé Ipalame, figure parmi ces provinces. Le fait que le chef de la localité d'Ipalame mette en relation des événements des quartiers avec cette crise politique nationale conduit donc à inscrire les revendications d'autonomie d'un quartier dans la lignée des propositions de la RENAMO. Pour certains membres du FRELIMO ces propositions questionnent l'unité même du pays. Le sens du projet d'Ipalame interagit ainsi avec le processus de construction locale de l'Etat. Dans ce contexte, la lutte du chef de la localité pour défendre son autorité et son inclusion dans le projet de la SAN-JFS participe symboliquement à la lutte du FRELIMO pour conserver le pouvoir et l'unité nationale. Il n'est pas prêt d'abandonner.

En 2017, l'échec relatif du bloc de la SAN-JFS a quelque peu réduit les ambitions d'autonomie des quartiers de Naviri et de Moringa. L'influence locale du FRELIMO s'est également érodée. A partir de Novembre 2016, une trentaine d'anciens soldats de la RENAMO, issus des provinces de Niassa, de Nampula et de Zambézia, ont réoccupé la zone. Ils ont construit une base dans la forêt, à la lisière du bloc de la SAN-JFS. Ils l'occupaient toujours en mai 2017, expliquant qu'ils constituaient « le nouveau gouvernement », « les

enfants de Dhlakama », ou encore « le gouvernement de la forêt »<sup>581</sup>. Ces soldats ont choisi cet emplacement car la RENAMO l'occupait pendant la guerre civile, du fait de sa proximité avec Cuamba, et non pas à cause du projet agricole<sup>582</sup>. Depuis novembre 2016, les soldats ont reçu l'ordre de ne pas attaquer et de ne pas nuire aux habitants<sup>583</sup>. Ils circulent donc dans les quartiers et discutent avec eux. Ces derniers les aident en retour, acceptant de moudre leur maïs gratuitement, leur offrant de quoi agrémenter leur repas, voir les prenant pour époux. La présence de ces anciens soldats de la RENAMO ayant repris les armes à l'appel de Dhlakama a ainsi renforcé la visibilité de ce parti. Elle a également décrédibilisé les interventions du FRELIMO.

Le 25 décembre 2016, les Forces d'Intervention Rapides (FIR) ont quitté leur base à Nampula pour attaquer celle la RENAMO à Ipalame. Localement, les soldats des FIR furent perçus comme des « soldats du FRELIMO », bien qu'ils dépendent du ministère de l'intérieur non pas du parti du FRELIMO<sup>584</sup>. Or, pour les habitants, leur intervention fut traumatique. Une grande partie d'entre eux fuirent à l'approche des soldats. Le chef Moringa fut capturé, emmené de force à Cuamba, et torturé, pour qu'il livre des informations sur la base de la RENAMO présente sur son territoire<sup>585</sup>. Après avoir tiré des coups de feu sur la base, sans atteindre un soldat de la RENAMO, les membres des FIR revinrent vers la localité. En chemin, ils menacèrent les habitants des quartiers et les ont accusés de soutenir la RENAMO<sup>586</sup>. Passant dans les quartiers avec des armes, ils frappèrent deux des producteurs du bloc qui les regardaient et subtilisèrent des affaires (une radio, de la viande, des machettes)<sup>587</sup>. Les habitants se plainquirent à l'administration locale de l'intervention des forces armées du FIR. Mais leur dénonciation resta sans réponses. A contrepied de ses objectifs, cette intervention a alors renforcé le soutien local à la RENAMO.

---

<sup>581</sup> Observations et entretiens en mai 2017

<sup>582</sup> Entretien avec un membre de la RENAMO le 04/05/2017

<sup>583</sup> Entretien avec trois soldats de la RENAMO le 05/05/2017

<sup>584</sup> Les FIR dépendent des forces de police et non de l'armée. Il faut cependant souligner que d'un point de vue historique, les FIR ont effectivement été renforcées dans les années 1980 pour lutter contre les « bandits armés », c'est-à-dire contre la RENAMO. Il y avait alors une assimilation entre forces armées du gouvernement et soldats du FRELIMO. Voir le site du ministère de l'intérieur (site consulté le 05/06/2017) : <http://www.mint.gov.mz/>. Par ailleurs le FRELIMO a transféré ses commandos dans les FIR à la fin de la guerre civile pour éviter qu'ils soient démobilisés et elles sont donc particulièrement loyales à ce parti politique (Morier-Genoud 2017).

<sup>585</sup> Entretien avec Moringa, Naviri, le 07/05/2017 et entretien avec un producteur, Ipalame, le 07/05/2017.

<sup>586</sup> « Le FRELIMO disait que quand ils vont revenir la deuxième fois ... [signe de la main que ça va barder] ... [imitant un soldat réprobateur] Comment est-ce que vous donnez de la nourriture ? C'est vous qui donnez de la nourriture ? Personne ne doit les approvisionner ! » (Entretien avec C., producteur du bloc, Naviri, 04/05/2007).

<sup>587</sup> Entretien avec le technicien de la SAN-JFS, 03/05/2017, entretien avec A., travailleur sur le bloc d'Ipalame, Naviri, le 04/05/20

La RENAMO a pris grand soin de ne pas mécontenter les habitants. Les soldats basés localement ont reçu l'ordre de ne pas répondre aux tirs des forces armées. Cela a accru le soutien local à la RENAMO et déstabilisé le FRELIMO et le gouvernement. En 2017, j'ai pu entendre d'anciens fervents défenseurs du FRELIMO déclarer qu'ils n'appartenaient à aucun parti politique et qu'ils étaient simplement « attrapés alors qu'ils étaient déjà là ». Ce discours aurait été impensable deux ans plus tôt. Pour un des chefs locaux :

« Le FRELIMO est une faillite. Quand ils viennent, ils attrapent les villageois, ils les battent, ils arrachent leurs téléphones, ce n'est pas bien. Quand une personne vient pour pleurer avec la population, ce n'est pas pour voler. La RENAMO n'a jamais fait ça. Pour la population, maintenant que le FRELIMO est venu en faisant mal. Ils ont vu et ils ont tous pleuré ».

Entretien avec un chef de la zone d'Ipalame, le 07/05/2017

Le chef en question appartenait déjà à la RENAMO avant l'intervention, mais son discours met en avant le fait que c'est maintenant sa population qui s'est rangée du côté de ce parti. Les discussions avec les habitants de ces quartiers confirment les dires de leur chef. Mais comment le projet de producteurs émergents interagit-il avec cette politisation?

Les liens entre le projet de la SAN-JFS, le renforcement de la popularité locale de la RENAMO, et le mécontentement vis-à-vis de l'administration locale et de l'Etat, sont indirects. Ce n'est pas l'échec du projet qui conduit à une conversion politique. Il serait par ailleurs inexact de conclure que la RENAMO s'est installée près du projet pour instrumentaliser les frustrations et récupérer des ressources. La succession d'interventions dans la zone d'Ipalame a conduit à cette convergence<sup>588</sup>. Cependant, l'échec du projet contribue bien à renforcer une dynamique politique qui se déploie par ailleurs. Ainsi les mécontentements vis-à-vis de la compagnie de coton vont nourrir le flot élargi des critiques adressées au parti du FRELIMO et à l'Etat mozambicain. Symétriquement, la RENAMO apparaît comme une solution qui permettra non seulement de répondre aux échecs du gouvernement mais encore à ceux des entreprises :

« [Quand la RENAMO entrera au pouvoir]... on va remercier et c'est tout. On mettra les enfants à l'école. Le directeur de la SAN-JFS nous vole pour améliorer sa maison. Sa maison est belle, mais le producteur n'a rien. En ce moment Dhlakama donne de l'argent pour manger [à ses soldats]. Quand il va gouverner le pays, moi j'aurais un emploi. On va vivre bien. [...] Dhlakama a de l'argent. Il a de la thune. Il a de l'argent pour donner des emplois. Il en donne un peu en ce moment. Mais comme il n'a pas de postes pour ses gouverneurs, il ne donne pas tout. Quand il va avoir les postes, il va donner de l'argent et gouverner là où il a gagné. »

Entretien avec un chef local, 07/05/2017

---

<sup>588</sup> Voir le chapitre 7 sur la trajectoire d'Ipalame.

Ce témoignage est emblématique des discours déployés en 2017 dans le corridor de Nacala<sup>589</sup>. L'échec du projet est attribué à une mauvaise gestion de l'entreprise. La RENAMO au contraire, est présenté comme un « nouveau maître » qui prendra soin de sa population en offrant des emplois et en sélectionnant de meilleurs entrepreneurs (Cahen 2017). L'échec relatif du bloc de producteurs émergents d'Ipalame est interprété localement comme une preuve de plus que le FRELIMO n'a pas la capacité de gérer le Nord du pays. Ce mécanisme n'est pas spécifique au cas d'Ipalame. La situation de Wotha rejoint ces observations.

## Section 2 – Wotha, un espace interstitiel au centre du corridor

Le village de Wotha se situe paradoxalement au centre du corridor de Nacala et dans un espace interstitiel. Ses habitants et ceux des villages voisins ont cédé une partie de leurs terres à des plantations dans l'espoir d'infrastructures et d'emplois. Ils se sont retrouvés exclus de ces biens. La violence infrastructurelle est une violence construite dans l'organisation de l'espace, dans la forme des routes, dans la mise en place de grillages, ou encore dans l'exclusion de certains usages des sols (Li 2015b). Elle participe de manière centrale au fonctionnement des plantations d'huile de palme en Indonésie, où les entreprises façonnent les infrastructures, la justice et les existences (Li 2015a). Dans le cas de Wotha, la violence infrastructurelle va de pair avec la privatisation de l'Etat, mécanisme par lequel des services publics sont transférés à des « partenaires » privés. Les services mis en place répondent alors principalement aux besoins et aux intérêts de ces partenaires et les habitants en sont exclus. Ils se retrouvent dans une position interstitielle : relégués sur les marges des investissements, ne bénéficiant plus des services, et périphériques aux interventions (Chouquer 2013). A Wotha, cette violence se double d'une violence culturelle car les discours et les projets de Développement viennent soutenir les investisseurs et nier les difficultés auxquelles les habitants font face. Ces violences alimentent une dégradation de l'ordre sociale et les frustrations des habitants.

### 2.1. Exclusions et violence infrastructurelle

Du fait de sa localisation, Wotha concentre tous les investissements qui fondent un corridor de Développement (Figure 9.10). La route et la voie ferrée qui lient la capitale

---

<sup>589</sup> Voir le chapitre 10 sur les discours dans les espaces gris.

provinciale de Nampula au port de Nacala traversent le village. La route polarise de nombreuses activités de commerce, comme la vente de vêtements et de bien de consommation et l'achat de denrées agricoles. La plupart de ces activités se situent dans la bande de 100 m de large encadrée par la double voie goudronnée et la voie ferrée, appelée le « quartier des 100 m ». L'asphaltage de la route principale en 2000 a conduit à l'électrification du village et à l'ouverture de deux carrières de pierre. Des habitants ont par la suite continué l'extraction manuelle de pierre et les carrières sont devenues des réservoirs d'eau pour la consommation domestique. De nouveaux foyers s'établirent à Wotha pour profiter de l'électricité et des possibilités de commerce<sup>590</sup>. Wotha a également attiré des familles à la recherche de terres agricoles. E. et M., par exemple, louent plusieurs hectares afin de produire du maïs pour les membres de leurs familles qui travaillent à Nacala et à Nampula (Figure 9.11). Dès 2013, l'entreprise minière Vale a initié la réhabilitation de la voie ferrée reliant les mines de charbon de Moatize jusqu'au port de Nacala. En 2015, les premiers trains de charbon ont commencé à circuler. En 2016, Gouvernement du Japon a financé un Institut de Formation des Professeurs. Wotha est ainsi fortement marqué par les projets du corridor de Nacala.

Plusieurs investissements agricoles se sont également déployés autour de Wotha dès la fin des années 2000. En 2008, l'entreprise *Matanuska Mozambique Limitada* s'est implantée sur une ancienne ferme coloniale à 5 km de Wotha. Elle prévoyait de cultiver 3000 ha de bananes. En 2009, *Corredor Agro Limitada* (CAL), en joint-venture avec *Matanuska*, a repris l'ancienne plantation de Meserepane, à 4 km de Wotha<sup>591</sup>. Un chef d'entreprise mozambicain a réinvesti la plantation de sisal de Jagaia, une plantation coloniale de 3300 ha, également à quelques kilomètres. En 2013, la *Regional Development Corporation*, entreprise basée à l'île Maurice, a obtenu un titre de 2456 ha dans une zone voisine<sup>592</sup>. Egalement en 2013, l'Entreprise A. a réinvesti les terres d'un colon qui avaient entretemps été transférées à l'entreprise cotonnière SANAM<sup>593</sup>. Dans ces différents cas, des centaines de familles qui travaillaient les terres durent céder la place aux plantations, qui exploitent la terre directement. Malgré l'importance des investissements, les habitants de Wotha ont le sentiment d'être exclus et non pas intégrés. Les questions de l'emploi et de la terre apparaissent au centre de leurs discours et de mes observations.

<sup>590</sup> Entretien avec de nouveaux arrivants, Wotha, le 14/05/2015 et le 16/05/2015.

<sup>591</sup> Corredor Agro Limitada est un partenariat entre Rift Valley Holdings et Matanuska Mauritius Ltd.

<sup>592</sup> Circulaire n°18 du 22 mai 2013 de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dhaka, « Call for expression of interest for food security and renewable energy projects in Mozambique ».

<sup>593</sup> Voir le chapitre 8 pour des éléments sur cette consultation.

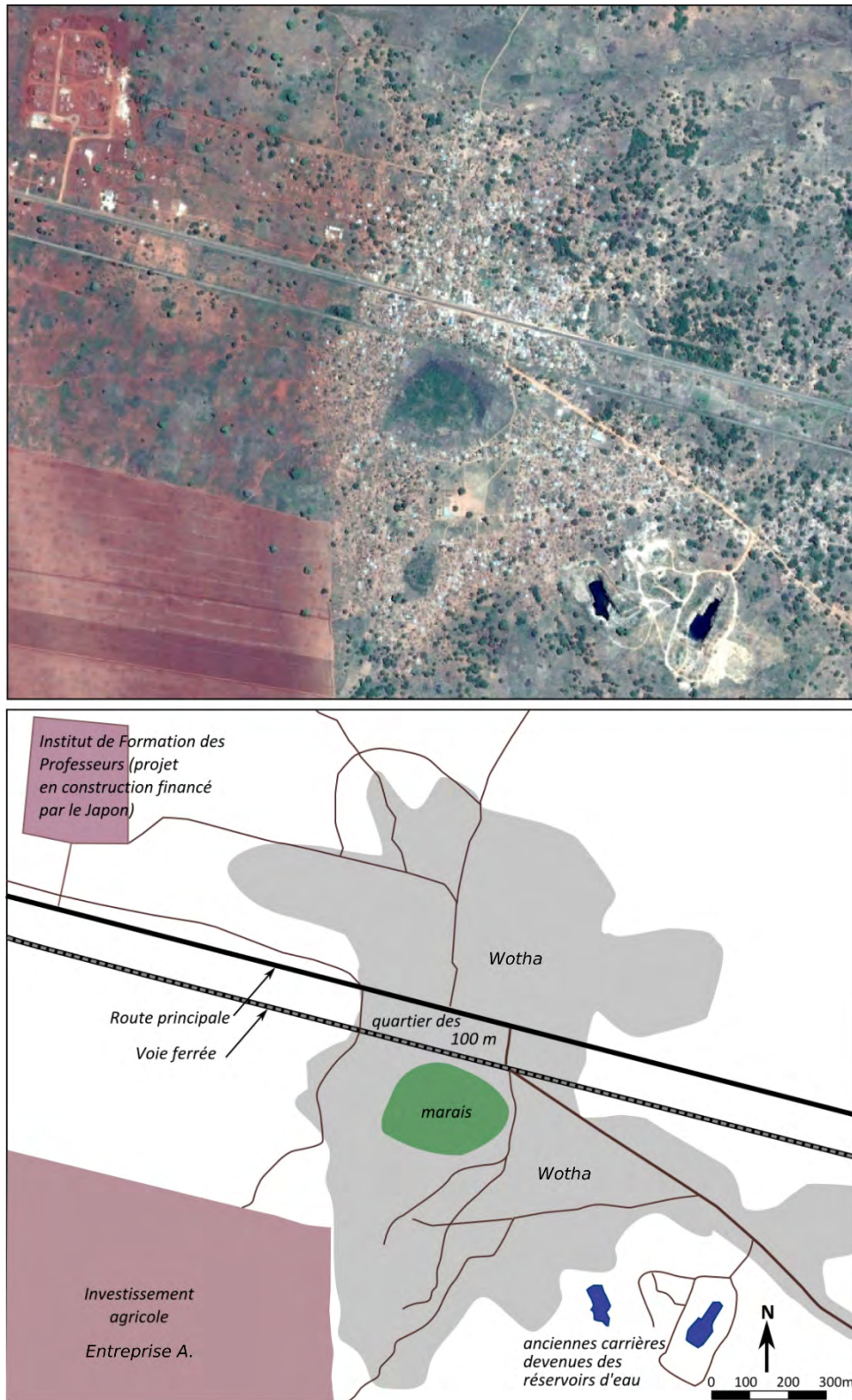


Figure 9.10 : Image satellite et croquis du village de Wotha (source: google earth, image du 03/11/2014)





Figure 9.11 : Photographie d'un foyer de Wotha devant sa récolte de maïs. Cette dernière sera envoyée à des proches à Nacala et à Nampula. Photographie : N. Leblond, mai 2015



Figure 9.12 : Passage des nouveaux conteneurs à charbon dans la localité de Wotha. La voie ferrée a été rénovée mais aucun passage aérien ou souterrain n'a été introduit pour permettre la traversée des habitants. Photographie : N. Leblond, mai 2015.

Les investissements agricoles n'ont pas généré les emplois souhaités par les habitants de Wotha en regard desquels ils ont cédé des terres. Rapidement, les différentes représentations qui semblaient coïncider lors de l'annonce d'un projet ou des rencontres entre acteurs apparaissent incompatibles. Les tensions portent notamment sur l'absence d'emploi à long terme. Les habitants espéraient des contrats de travail annuels et reconductibles. Au

contraire une grande partie des emplois proposés par les plantations environnant Wotha sont des contrats journaliers ou saisonniers. Ce type d'emploi caractérise les plantations semi-mécanisées, dont à peine une opération particulière fait appel à du travail manuel, par exemple le désherbage ou la cueillette. Elle donne lieu à des rémunérations « à la tâche », fonction du nombre de lignes ou du nombre de jours travaillés. Pour les habitants, il n'est alors pas possible de « compter sur » les investisseurs.

Le directeur de l'Entreprise A. par exemple « n'accepte pas que les gens viennent travailler. Au bout d'un mois il renvoie tout le monde. Ce n'est pas possible de travailler 10 mois. On ne sait pas quel est son problème »<sup>594</sup>. En 2013, l'Entreprise A. a employé entre 200 et 300 hommes de Wotha pour couper les buissons et les arbustes présents sur les terres de l'ancien bloc colonial avant le premier travail du sol<sup>595</sup>. Après le labour, une cinquantaine d'hommes ont été embauchés pour des désherbages manuels et pour compléter la récolte de soja essentiellement effectuée par une moissonneuse. En 2015, seulement une vingtaine d'hommes ont récolté des haricots, l'essentiel ayant été perdu faute de pluie. Suite à cet échec, le directeur de l'Entreprise A. a décidé de semer 30 000 anacardiens et d'arrêter les cultures annuelles. En janvier 2017, après que les plantules d'anacardier aient été semées, l'ensemble des travailleurs agricoles a donc été renvoyé. Pour habitants de Wotha, l'entreprise occupait la terre « en vain » et ne « servait à rien »<sup>596</sup>. Bien que les conditions d'emploi sur l'entreprise Matanuska diffèrent, la trajectoire a été similaire.

La plantation de banane de Matanuska promettait de nombreux emplois mais a progressivement réduit leur nombre. En 2014, 2500 mozambicaines et mozambicains travaillaient dans les différentes unités de la plantation. Dépourvus de qualifications spécifiques, les habitants ne pouvaient accéder qu'aux emplois de cueilleurs, de garde, ou d'ouvriers des stations d'emballage de banane. Le nombre de candidats excédait celui des postes. Par ailleurs, l'arrivée de la souche du *Fusarium Oxysporum Tropical Race 4*, plus connue sous le nom de mal du Panama, a contraint les activités de la plantation. Identifié sur la plantation en février 2013, ce champignon létal pour la variété plantée, mais aussi pour les variétés locales, a mis un terme aux perspectives d'expansion. Pour faire face à l'infection et

---

<sup>594</sup> Entretien avec un habitant de Wotha 14/05/2015.

<sup>595</sup> Entretien avec le directeur de l'Entreprise A., Wotha, 13/04/2014.

<sup>596</sup> « On ne sait pas ce qu'il fait. Il est juste en train d'interdire aux personnes de travailler là-bas pour lui [Comment ?] Il n'a même plus 30 employés » (entretien avec une habitante de Wotha, 15/05/2017). « Ces anacardiens c'est juste pour arnaquer le gouvernement. C'est juste pour qu'il [le directeur de l'Entreprise A.] puisse faire d'autres activités [sous-entendu, il n'est pas vraiment là pour travailler la terre mais à peine pour occuper l'espace] » (entretien avec un habitant de Wotha le 15/05/2017).

limiter sa propagation, Matanuska et de nombreux « partenaires » financèrent des études, des formations et un renforcement des mesures sanitaires<sup>597</sup>. Cela ne contribua pas à créer des emplois pour les habitants. En 2014, 54 ha de banane infestés étaient détruits et abandonnés. En 2016, 230 000 pieds avaient été atteints, puis détruits, et l'entreprise perdait environ 15 000 plants par semaine. En 2017, une grande partie des cueilleurs et des travailleurs des stations d'emballage avaient été licenciés. Il ne restait que les gardes, chargés de contrôler les entrées et les sorties sur la plantation et de limiter les vols. En mai 2017 les habitants avaient donc pleinement réalisé que les emplois offerts par les investissements ne correspondaient pas à leurs attentes. Outre le nombre de contrats et leur durée, les habitants de Wotha critiquaient leur rémunération et la pénibilité des tâches.

Les habitants considèrent que les emplois sur les plantations ne sont pas une opportunité de Développement car leur pénibilité est élevée et leur rémunération réduite. En 2013, la rémunération journalière sur l'Entreprise A. s'élevait à 50 MZN (environ 1,25 €)<sup>598</sup>. Les « auxiliaires des champs » chargés de coordonner les journaliers, touchaient 2400 MZN par mois (60 €)<sup>599</sup>. De nombreux habitants de Wotha ont refusé de travailler à ces prix. A l'issue de grèves le salaire journalier est passé à 100 MZN. Le maintien des plaintes des travailleurs a participé à leur renvoi en février 2017<sup>600</sup>. En 2015, le salaire journalier s'élevait à 120 MZN sur la plantation de Meserepane, et à 150 MZN sur la plantation de Matanuska. Un coupeur de bananes de Matanuska m'explique qu'il gagnait environ 1800 MZN/mois (45€) en 2010, et 2400 MZN/mois en 2014 suite à plusieurs grèves<sup>601</sup>. Les conditions de travail sur les différentes plantations sont de plus particulièrement mal vécues : longues

---

<sup>597</sup> Le Mozambique est le premier pays d'Afrique contaminé par le *Fusarium Oxysporum Tropical Race 4* (Foc TR4). De nombreuses institutions ont ainsi formé le « *African Consortium for Foc TR4* » (AC4TR4) et ont financées une « stratégie pour répondre à la menace du FocTR4 en Afrique » (AC4TR4 2014). Parmi elles on trouve: la Fondation Bill et Melinda Gates, l'USAID, la FAO, le *Global Partnership for Agriculture Research*, le *Research Program on Roots, Tubers and Bananas*, l'Université de Stellenbosch et l'*International Institute for Tropical Agriculture*.

<sup>598</sup> Entretien avec le directeur de l'Entreprise A, Whota, 13/04/2014

<sup>599</sup> Contrats de travaux consultés chez un ancien auxiliaire, Whota, Mai 2017.

<sup>600</sup> L'ancien chef de groupe raconte que le 20 janvier 2017, ses travailleurs ont refusé de continuer à désherber 100 ma par jour pour 100 MZN. Cela représente 1,7 MZN/25 m, ce qui est effectivement beaucoup plus bas que les taux entre 5 et 15 MZN/25 m pratiqués par les producteurs mozambicains. Le directeur aurait refusé d'entendre ces plaintes et le 31 janvier, tous les travailleurs ont réaffirmé qu'ils ne travailleraient plus. Le 1<sup>er</sup> février, le chef de groupe expliqua la situation au directeur qui le fit renvoyer également. (Entretien avec un ancien travailleur de l'Entreprise A., 15/05/2017).

<sup>601</sup> Entretiens avec des travailleurs de Matanuska sur l'exploitation le 14/04/2014. Il est difficile d'établir la rémunération exacte des travailleurs de Matanuska. Le coupeur, F., annonce un salaire mensuel. Un collègue de F. m'explique qu'ils sont rémunérés au régime de banane. Ils gagnent 3,5 MZN (0,09 €) par régime. A cinq travailleurs ils parviennent à cueillir près de 200 régimes par jour, soit environ 140 MZN/jour/personne. En 2010, les travailleurs en grève dénonçaient un salaire de 1475 MZN, plus de deux fois inférieure aux 3000 MZN annoncés par Matanuska. Voir l'article du 11/07/2010 « *Namialo: Trabalhadores da Matanuska retomam* », <http://macua.blogs.com/>

journées de travail, absence de déjeuner fourni par l'entreprise, tâches pénibles. Nombreux sont ceux qui ont abandonné ou ont été renvoyés<sup>602</sup>.

Ceux qui sont employés comme gardes sur les plantations décrivent également des conditions de travail difficiles<sup>603</sup>. Les vols sont très nombreux sur la plantation et l'entreprise fait souvent appel à la police locale pour arrêter des suspects ou emprisonner des voleurs capturés par les gardes. Elle n'hésite pas non plus à accuser les gardes de complicité, lorsque ces derniers ne parviennent pas à empêcher la « fuite » des bananes. Pour s'assurer une main d'œuvre docile et fidèle, les entreprises cherchent alors à recruter avec l'appui des chefs locaux. Elles espèrent ainsi sélectionner des travailleurs fiables, qui se rangeront du côté de l'entreprise plutôt que de celui des voleurs. Paradoxalement cela conduit à mettre en place des systèmes de recrutement qui excluent une partie des habitants.

Le recrutement sur les plantations génère des exclusions et des frustrations. Les investisseurs délèguent souvent cette question à un de leur gestionnaire, qui à son tour fait appel aux autorités locales, administratives ou communautaires. Un système de recrutement clientéliste est alors mis en place, à l'insu des directeurs d'entreprise. Il est piloté par les chefs « traditionnels », les secrétaires du FRELIMO, ou encore les fonctionnaires locaux. Dans le cas de l'Entreprise A. par exemple, les secrétaires du FRELIMO sont aux commandes. Comme l'explique l'un d'entre eux :

« Quand [le patron] est arrivé il a dit qu'il voulait parler avec des responsables pour savoir qui pouvait être employé. En tant que secrétaire de quartier, c'est moi qui ai identifié les personnes. Et donc la première personne à être entrée chez l'Entreprise A., ce fut moi. »

Entretien avec un secrétaire du FRELIMO, le 15/05/2017

Effectivement au moins deux secrétaires du FRELIMO, et plusieurs de leurs amis, figuraient parmi les premières recrues de l'Entreprise A. Dans le cas de Matanuska, l'entreprise transmet

---

<sup>602</sup> A Matanuska : « On creusait sur 14 m à 1 m de profondeur, tous les jours. Au début on gagnait 1900 MZN par mois. Puis en 2013 on gagnait 2200 MZN. Dans le cahier ils écrivaient qu'on recevait 3000 MT mais en vrai on reçoit 2800 MZN ou moins. Au début il y avait 80 personnes qui creusaient. Puis certains fuyaient et il en est resté 45. Il fallait entrer à 6 h du matin pour ceux qui avaient de la force. On finissait à 15 heures. Certains ont été [employés pour] couper [des régimes de bananes], d'autres pour les mettre dans les boîtes, d'autres pour charger. Après quelques mois je n'y arrivais plus. J'ai abandonné ». (Entretien avec un ancien travailleur de Matanuska, Wotha le 14/05/2015).

<sup>603</sup> Un des anciens gardes de l'Entreprise A, en poste pendant 2 ans raconte que « tous les jours [toutes les nuits en fait] il fallait travailler. Le patron m'appelait pour que je ne puisse pas m'endormir. Une fois il m'a appelé et je n'ai pas répondu... Il a dit qu'il n'avait plus besoin de moi » (entretien avec un ancien travailleur de l'Entreprise A. le 15/05/2017). Un garde de Matanuska explique que « C'est un boulot risqué. [...] Si tu perds quelque chose [si tu laisses voler une banane], tu termines en prison. Et là-bas [sur la plantation Matanuska], il y a beaucoup de vol. Il y a des bandits qui viennent voler des bananes tous les jours. Mais les patrons disent que c'est nous [les gardes] qui volons. Alors que non, nous on est juste des gardes et on est là sans machettes, sans armes. » (Entretien avec un garde de Matanuska le 15/05/2017).

des listes de poste de garde à pourvoir aux commandants de la police de quartier de Wotha. Les commandants inscrivent les candidats en échange d'une somme d'argent. J'étais hébergée chez l'un des recruteurs au moment où il devait fournir 12 gardes. Tous les matins, des hommes attendaient en ligne dans la cour intérieure, espérant que leur « cadeau » suffirait pour obtenir un poste. D'après leurs témoignages, un poste s'achetait entre 1000 et 2000 MZN<sup>604</sup>. La somme devait être avancée, conduisant les prétendants à emprunter et privant les plus démunis d'emplois. Pour les recruteurs, ces « cadeaux » compensent le fait que Matanuska ne le rémunère pas<sup>605</sup>. Autour de Wotha, les emplois créés sont donc peu nombreux et peu accessibles pour la majorité des habitants.

Ceux qui ont réussi à obtenir un emploi ne décrivent pas pour autant une amélioration de leurs conditions de vie. J., par exemple, qui travaille à l'emballage des bananes de 6h du matin à 20h du soir, n'a plus le temps de cultiver ses parcelles et a donc confié ces dernières à deux travailleurs agricoles. L'essentiel de son salaire est consacré à l'alimentation quotidienne de ces travailleurs et de son foyer. Il ne parvient plus à économiser. S'il obtenait 10 000 MZN avec ses parcelles, il « achèterait » un meilleur emploi à Nampula<sup>606</sup>. Les exemples abondent et plusieurs habitants expliquent que leur situation était meilleure avant leur embauche ou après leur licenciement<sup>607</sup>. Pour les habitants, l'accès à un emploi sur une plantation ne signifie donc pas automatiquement le Développement. Comme les plantations se situent à proximité de la route principale, elles parviennent toutefois à trouver facilement des travailleurs et peuvent maintenir des conditions de travail et des salaires réduits.

<sup>604</sup> Un jeune qui attend m'explique discrètement que « pour avoir un emploi il faut payer... il faut payer le chef... a peu près 1500 MZN pour entrer chez Matanuska. Le salaire après c'est entre 2000 et 3000 MZN. J'aimerais bien entrer mais l'argent n'est pas suffisant » (entretien à Wotha le 14/05/2015).

<sup>605</sup> En trois ans, le recruteur chez qui je logeais avait fourni plus de 50 travailleurs à Matanuska. En 2017, il s'était finalement « auto-sélectionné » pour travailler comme garde sur la plantation. Son épouse me dit qu'il était enfin « entré comme professionnel. Parce que ce service de recherche de personne cela ne rapportait pas assez finalement » (entretien avec l'épouse d'un recruteur pour Matanuska, mai 2017).

<sup>606</sup> Entretien avec un travailleur de Matanuska, Wotha, le 17/04/2015.

<sup>607</sup> Un travailleur de Matanuska explique que « La vie c'était mieux avant d'entrer chez Matanuska. [Avant] j'ai acheté le toit en zinc pour ma maison, j'ai acheté la moto et d'autres choses. Quand je suis entré, l'argent [qu'il gagne] ne me sert pas parce que je dois faire des emprunts et du coup mon salaire sert à rembourser ces emprunts et les taux d'intérêts. Si j'emprunte 2000, je dois payer 3000. Si j'emprunte 1000 je dois payer 1500. A la fin il me reste 500 et cela ne m'aide pas du tout. Je continue dans la pauvreté » (entretien avec un travailleur de Matanuska, 15/05/2017). La situation de J., qui travaille sur un poste de lavage à Matanuska, est similaire. En 2013, J. a obtenu un emploi et un salaire, mais elle doit dépendre de la solidarité et des demandes villageoises. En 2015, elle laissait son enfant à garder chez une voisine, et hébergeait un neveu pour travailler ses terres. En retour, ses frais pour alimenter son foyer et remercier ses voisins avaient augmentés. En 2017, elle fut licenciée. Elle était chez elle dans une situation comparable à celle qu'elle avait quittée. Pour D., un ancien travailleur de l'Entreprise A., le licenciement a finalement été une bonne chose. Quand je lui demande s'il retournerait travailler sur une plantation, il répond sans hésiter que « Non. Comme employé non. Je veux bien travailler un jour de temps en temps mais je ne peux pas me priver. Tous les prix vont de l'avant [référence à l'augmentation des prix des biens de consommation], alors à la fin du mois avec 3000 MZN tu ne fais rien. Je peux m'en sortir beaucoup mieux à mon compte » (entretien le 15/05/2017).

Bien que les types d'investissement diffèrent entre Ipalame et Wotha, un bloc d'agriculteurs commerciaux dans le premier cas et des plantations dans le second, les habitants font face à des difficultés similaires pour articuler les ressources des projets et l'économie familiale. Les salaires demeurent insuffisants dans un contexte où les travailleurs font l'objet de multiples demandes, que les taux d'intérêts des prêts sont usuriers et que la valeur du metical s'est effondrée<sup>608</sup>. Les emplois apportent une sécurité face à la variabilité climatique, cependant ils limitent également les profits lors des bonnes récoltes. Au bout de quelques années, les salariés se disent plus mal en point que leurs voisins producteurs. Par ailleurs, les plantations ne contribuent pas à alimenter les marchés locaux. Les bananes de Matanuska et le sisal des différentes entreprises sont exportés. Les productions de l'Entreprise A. rejoignent l'Afrique du Sud ou la capitale provinciale de Nampula. Les prix des denrées alimentaires restent ainsi élevés pour les travailleurs. Comme à Wotha, la matérialisation des projets d'investissement remet en question les mécanismes non monétarisés constitutifs de la sécurisation alimentaire des habitants et n'apportent pas une alternative préférable de leur point de vue.

Le cas de Wotha met en lumière l'incompatibilité entre les attentes des habitants et celles des entreprises. Ces premiers souhaitent des horaires de travail réduits, des indemnités en cas de maladie, des repas, et une aide infrastructurelle (puits, écoles, transport). Au contraire les entreprises misent sur une main d'œuvre dévouée, peu rémunérée, efficace et flexible. Elles espèrent stabiliser leurs marges et faire face aux contraintes des marchés, aux contraintes agronomiques et aux contraintes salariales. Dans ces conditions, elles ne cèdent pas face aux demandes des habitants. Au contraire elles réagissent par un renforcement de leur position et de leurs moyens de contrôle de la main d'œuvre.

« Tu dois leur montrer [aux travailleurs] que tu es le plus fort. S'ils pensent que tu es faible, tu es foutu. [...] Ces gens ne travaillent pas sans la peur. C'est pour ça que je ne leur parle jamais. **Il faut qu'ils te craignent. C'est comme ça que ça marche.** »

Entretien avec le directeur de l'Entreprise A., Wotha, 15/04/2014

Entre 2014 et 2017, j'ai vu différents directeurs, comme celui-ci, durcir leur discours et leurs pratiques. Face à eux, les travailleurs multiplient les critiques, organisent des grèves,

---

<sup>608</sup> Les salaires ont un peu augmenté entre 2013 et 2017, mais les prix des biens de consommation ont doublé. Dans ce contexte, les habitants qui produisent leur propre nourriture ont au moins l'assurance d'avoir de quoi alimenter leurs proches. Comme l'explique l'un d'eux « Travailler sur une plantation ? Je préfère 1000 fois travailler à mon compte. Faire des lentilles, du maïs. Le prix [des produits agricoles] ne me rapporte rien. Mais si le prix est bas au moins je peux manger mon produit. » (Entretien avec A., producteur à Wotha, 21/05/2015). Au contraire, les travailleurs qui dépendent de l'achat sur les marchés locaux sont endettés et dans des situations économiques critiques.

caillassent les tracteurs, et envoient leurs chefs pour négocier des augmentations. Les grévistes sont réprimés dans la force voir dans le sang<sup>609</sup>. Pour faire face à cette situation certaines entreprises réduisent leur dépendance envers la main-d'œuvre locale :

« Pendant l'apartheid, il n'y a eu aucune grève dans les mines, aucun chômage. S'ils ne voulaient pas travailler, on en prenait d'autres [...] **On a fait l'erreur de ne pas mécaniser et de miser sur la main d'œuvre locale** [...] Je ne dis pas que l'apartheid c'était une bonne chose mais il y avait certaines raisons pour sa mise en place. Je veux dire, nous sommes des personnes raisonnables. [...] »

Entretien avec le directeur de l'Entreprise A. 15/04/2014

Avec la mise en place d'anacardières, le directeur de l'Entreprise A. a donc non seulement fait face à la variabilité climatique, mais encore aux contraintes de main-d'œuvre. Il a fait emprisonner un de ses travailleurs pour vol et renforcé leur contrôle et leur exclusion<sup>610</sup>. Les tensions concernant l'emploi se combinent alors avec une violence infrastructurelle. Ensemble, ces processus conduisent à rendre la relégation socio-spatiale insupportable pour les habitants. Elle est d'autant plus importante dans le cas de Wotha que la consultation communautaire a occulté l'emprise spatiale réelle du projet<sup>611</sup>. En 2015, lorsque l'investisseur a souhaité mettre en culture les terres villageoises, qui n'avaient pas été travaillées précédemment par une entreprise, un conflit foncier a explosé. Confronté à une opposition qui ne faiblissait pas, l'investisseur n'a pas réussi à s'étendre. Son investissement est toutefois déjà mal vécu par les habitants de Wotha.

La transformation des parcelles des villageois en une monoculture de soja en 2013/2014 a considérablement modifié leurs relations à cet espace (Figures 9.13 et 9.14). Les terres travaillées manuellement par les habitants ont été remplacées par une grande surface labourée mécaniquement. Les seconds occupants, qui cultivaient des terres dans l'ancien bloc colonial ont été les plus nombreux à perdre leur accès à la terre. Ils avaient par ailleurs moins de liens avec les autorités locales et se sont donc également retrouvés exclus de l'emploi.

---

<sup>609</sup> En octobre 2015, une manifestation des travailleurs de Matanuska pour une augmentation des salaires s'est soldée par un mort et quatre blessés grave. La police du district de Monapo a tiré sur les manifestants. Voir : article du 23/10/2015, *A verdade*, « *Polícia mata um cidadão, e fere outros quatro, que exercia direito à greve na multinacional Matanuska em Monapo* » consulté en ligne le 11/06/2017 : <http://www.verdade.co.mz> . Voir également Mozambique News Reports & Clippings n°301 du 25/10/2015, article « *Banana disease threatens all local bananas; Striker killed by police* ».

<sup>610</sup> Le directeur de l'Entreprise A. a fait emprisonner un de ses gardes en 2014. Ce dernier avait subtilisé les clefs au gérant durant la journée. Dénoncé par d'autres gardes, il fut capturé en pleine nuit alors qu'il s'était introduit sur le siège de l'exploitation. Bien que cet employé soit un chef local, et que la police du district ne souhaite pas l'emprisonner, l'investisseur insista pour faire un exemple et pour que la peine de prison soit appliquée. Une « véritable honte » d'après les autorités du district.

<sup>611</sup> Voir le chapitre 8.



Figure 9.13 : Terres travaillées par l'Entreprise A. après la récolte, vues depuis le village de Wotha. Au dernier plan, une partie des terres ont été labourées pour accueillir un deuxième cycle de culture. (Photographie N. Leblond, 2015).

La matérialisation de la plantation a supprimé les chemins de traverse directs qui liaient le village de Wotha aux terres villageoises situées de l'autre côté. Le cimetière du village de Wotha est désormais au milieu des terres de l'entreprise. Les habitants continuent de s'y rendre pour les cérémonies annuelles mais craignent que l'entreprise ne rase les tombes de leurs ancêtres. Enfin, l'investisseur a clôturé le siège de son exploitation, empêchant les villageois d'accéder à cet espace et plus précisément aux arbres fruitiers présents à l'intérieur. Or les habitants n'avaient pas l'intention de céder leur accès à ces arbres. Certains ont refusé l'indemnisation proposée par l'investisseur et ce dernier a ordonné à ses gardes de bloquer leur accès. Les autorités du district auprès desquelles les habitants de Wotha se plaignirent ne les ont pas aidés. Au contraire, elles participèrent au recensement des arbres et à l'indemnisation. Pour les habitants la perte inattendue de leurs arbres a été vécue comme une véritable violence : ils ont eu l'impression d'avoir été « vendus » par leur gouvernement et que cet investisseur cherchait à les « éliminer ».



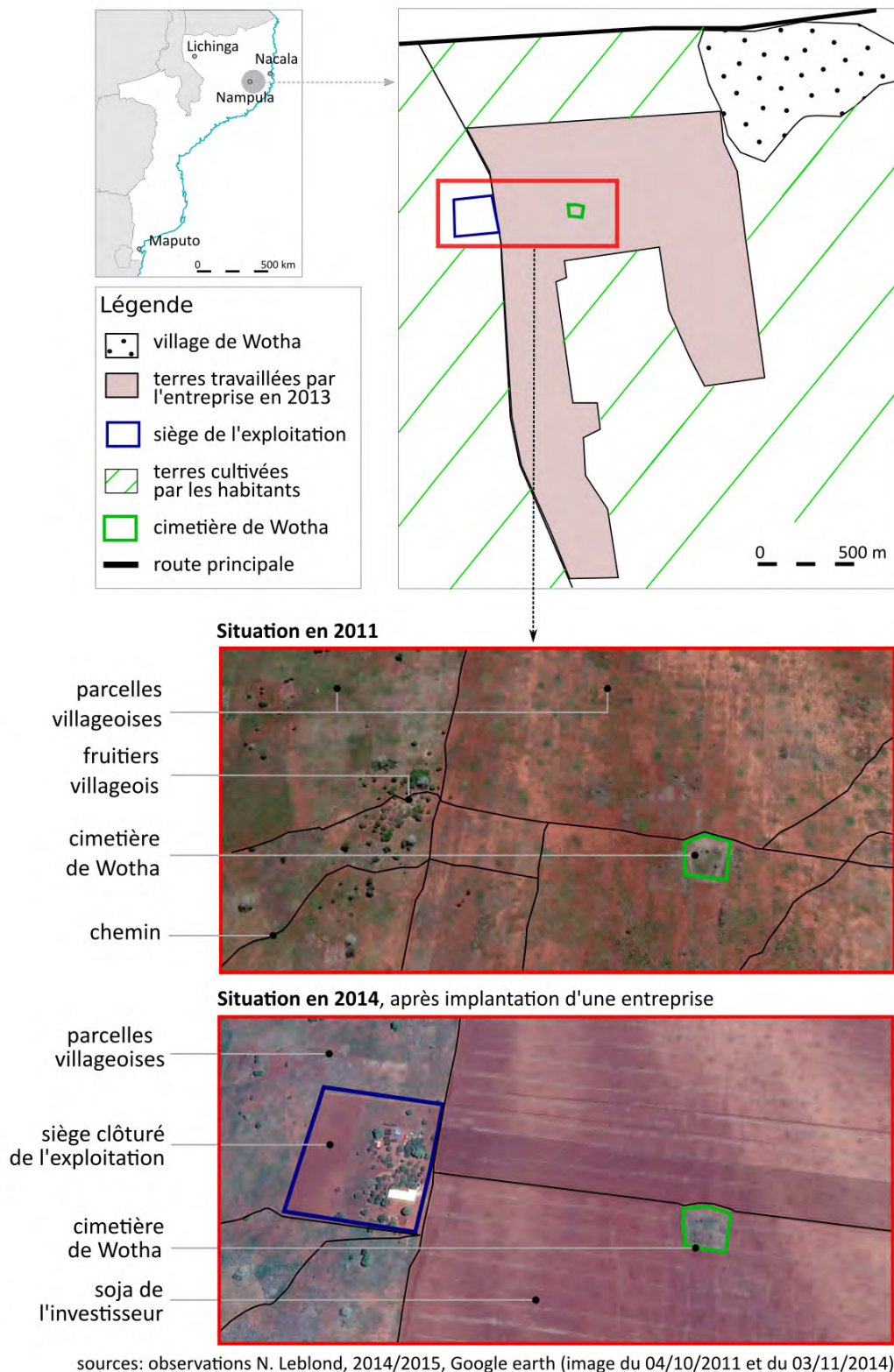


Figure 9.14 : Situation du village de Wotha et transformations des usages de la terre. Réalisation : N. Leblond, 2015

Les investisseurs promettent toujours de travailler en collaboration avec les producteurs et de contribuer à les « Développer ». L'analyse de leurs ancrages spatiaux et de leurs interactions avec les habitants témoignent souvent du contraire. La plantation

d'anacardiens par l'Entreprise A. en 2016 n'a pas amélioré la situation des habitants. Ils sont toujours contraints de faire le tour de la parcelle cultivée par l'entreprise (Figure 9.15). En 2015, l'investisseur a souhaité exploiter l'eau des anciennes carrières de pierre de Wotha pour irriguer ses cultures. Malgré le refus des habitants, l'administration provinciale a donné son accord. L'investisseur abandonna finalement cette option devant les oppositions répétées des habitants. Il réalisa des forages sur sa parcelle, mais ne construisit pas de puits ou d'accès pour les habitants de Wotha (Figure 9.15).



Figure 9.15 : Photographie des anacardiens semés par l'Entreprise A. en 2016. Les habitants doivent emprunter le chemin périphérique pour rejoindre Wotha. Le bâtiment joutant ce chemin correspond à un forage et une pompe, installés par l'investisseur pour irriguer ses cultures. Photographie N. Leblond, mai 2017

Pour ce qui est de Matanuska, le PDG expliquait qu'ils ne souhaitent pas développer de partenariats avec les petits producteurs voisins <sup>612</sup>. Au contraire l'entreprise a considérablement augmenté les grillages et diminué le nombre d'accès afin de contrôler les mouvements autour et dans la plantation. Dans le cas de l'Entreprise A., afin de limiter les

---

<sup>612</sup> « La Banane n'est pas une culture pour les petits producteurs... C'est intensif en capital et il faut beaucoup d'eau. Si vous n'avez pas d'eau il ne faut pas planter des bananes » (Entretien avec le PDG de Matanuska sur le site de l'exploitation, le 14/04/2014). Il n'était donc pas question pour eux de pratiquer de l'agriculture sous contrat sur les parcelles familiales.

vols, l'investisseur cherche avant tout des cultures qui n'intéressent pas les habitants<sup>613</sup>. Il a en partie misé sur le soja car :

« C'est une culture qui n'a pas de pieds pour quitter la parcelle .... C'est une culture qui ne peut pas être volée et qui ne peut pas s'en aller. Il n'y a pas besoin de soja ici, donc personne ne le volera ».

Entretien avec le directeur de l'Entreprise A., avril 2014

Les entreprises mettent ainsi en place diverses infrastructures pour limiter et contrôler les interactions avec les habitants, bien que cela ne fasse pas toujours partie de leurs plans initiaux. Les habitants assistent alors à la construction d'infrastructures dont ils ne bénéficient pas ou qui les excluent. Les routes constituent des détours par rapport aux chemins qu'ils empruntaient. Les pompes à eau installées leurs sont inaccessibles. L'électrification se limite aux sièges des exploitations. Pour les habitants, les investisseurs manquent aux « bonnes relations » avec la communauté auxquelles ils étaient tenus<sup>614</sup>. Ils entrent en contradiction avec les mécanismes de sécurisation alimentaire sur lesquelles les habitants comptaient. Ces critiques sont toutefois peu considérées par les administrations et les investisseurs.

Wotha est devenu une halte routière et une réserve de main d'œuvre pour les emplois temporaires des plantations. Les trains de charbon ont débuté leurs passages, loin de l'harmonieux développement promis pour le corridor de Nacala. La violence vécue par les habitants naît non seulement du décalage entre leurs attentes et les effets des projets, mais encore des contraintes exercées par les investisseurs et les administrations. Les effets d'exclusion qui accompagnent le déploiement des investissements reposent sur d'importantes interactions entre ces derniers et les structures de pouvoirs en place. La sous-section suivante aborde ces interactions et leurs effets sur l'ordre social à Wotha.

## 2.2. Une dégradation de l'ordre social

L'enclassement de l'investissement dans le système juridique et administratif local permet de maintenir la violence structurelle et de limiter les recours des habitants (Li 2015a). Cette section explore les interactions entre l'investissement de l'Entreprise A et le village de

---

<sup>613</sup> Il explique que lorsqu'il avait une grande exploitation de production de maïs en Afrique du Sud, un de ses employés l'a fait monter en haut de la moissonneuse batteuse: derrière les premières rangées de maïs, les champs ressemblaient à des terrains de football, totalement vides. Des « locaux » avaient volé toute sa production. Ils construisaient des abris en cannes de maïs, égrainaient les épis, et écoulaient la production.

<sup>614</sup> Voir la conclusion du chapitre 8 sur « les bonnes relations » comme une condition du transfert des terres. « [Le directeur de l'Entreprise A.] est un être humain, comme nous, mais il ne nous donne rien. C'est le patron de l'eau mais il n'a pas ouvert une fontaine. Il a de l'argent mais il n'a pas contribué à un seul morceau de notre école » (entretien avec un ancien travailleur de l'Entreprise A. le 15/05/2017).

Wotha. Cet investissement a d'abord favorisé les élites locales, avant de conduire au renvoi du chef « traditionnel » de 1<sup>er</sup> ordre, le *regulo* M. En plus de fragiliser la chefferie, ce projet a érodé un peu plus la confiance des habitants dans les institutions formelles. Ces dernières ne sont plus perçues comme des garantes de l'ordre social et de la justice, mais comme des institutions soucieuses de leur propre intérêt. En retour cela conduit à une remise en question de l'ordre social à Wotha. En plein cœur du corridor, on observe une marginalisation spatiale et sociale des habitants.

La matérialisation de l'investissement de l'Entreprise A. a déstabilisé la chefferie de Wotha. Quand l'investisseur a souhaité mettre en culture les terres de son titre qui n'avaient jamais été exploitées par une entreprise précédemment, les habitants se sont fortement opposés. Le conflit a mobilisé les autorités de la localité, du district et de la province. La consultation a été remise en question par les habitants. Refusant de reconnaître leur faute, les fonctionnaires ont reporté cette dernière sur le *regulo*. Ils l'ont accusé d'avoir dissimulé l'information à ses habitants pour s'enrichir personnellement :

"Nos responsables il n'y a pas assez d'emplois...alors c'est facile de les corrompre avec une petite somme d'argent... nous luttons contre un éléphant. C'est un éléphant, il est puissant... nous on est comme une gazelle. [...] **Ici ce sont les structures traditionnelles même qui sont coupables.** Ils [les investisseurs] leur ont donné 500 MZN et ils [les chefs] ont cédé la terre, sans prendre en compte le préjudice pour la communauté. **Le propre chef... ce sont les anacardiens de sa famille. Il voulait un emploi. Il s'est cru comme un grand chef et il a donné son autorisation sans informer sa famille. Maintenant il est en conflit avec sa famille. Ils ont besoin de leurs terres. Un des humu de la famille a perdu sa terre.** On a fait des documents pour savoir qui a signé. On a demandé à l'agriculture, au cadastre. **Ils savent que c'était faux** [que c'était une fausse consultation communautaire]. Que c'était le *regulo* et ses beaux-frères [qui ont signé les documents]. Jusqu'à maintenant nous n'avons pas réussi [à avoir le papier]. A la localité ils disent que c'est au district qu'il faut aller voir. Au district ils disent que c'est à la province. **Lors de la rencontre ils ont mis toute la faute sur le regulo.** Les autorités du poste ont dit que c'était sa faute. Le *lider* [du FRELIMO] a continué à travailler [pour l'Entreprise A.]. Mais ils ont tous les deux facilité la conquête.

Entretien avec un ancien de Wotha, le 12/05/2015

Cet habitant souligne la stratégie de blâme du *regulo* déployés par les fonctionnaires, et que les habitants de Wotha ne sont pas dupes. Si l'administration locale et les secrétaires du FRELIMO ont été dédouanés, certains continuant à travailler pour l'Entreprise A., les habitants les tiennent également pour responsables. Ce discours précise également le conflit entre le *regulo* et sa famille. Il a lésé des membres de son propre clan en ne les tenant pas au courant et en refusant de partager le « don » de l'investisseur. La matérialisation de l'investissement et le report de la faute sur le *regulo* ont donc destitué ce dernier.

En mai 2015, un nouveau *regulo* entrain en fonction à Wotha, issu de la même famille que le *regulo* précédent. Il promettait de gouverner pour les habitants et de les consulter<sup>615</sup>. Très peu d'habitants de Wotha assistèrent à la cérémonie. Cette dernière avait été organisée dans la précipitation par l'administration du district et de la province. Le gouverneur devait visiter le poste dans les semaines à venir et les différents représentants voulaient qu'un nouveau *regulo* soit en poste. Ils ne souhaitaient pas que le gouverneur entende parler de cette histoire de consultation frauduleuse et d'accaparement de terres. Entre le renvoi d'un *regulo* et la mobilisation des autorités locales pour le recrutement, les investissements autour de Wotha ont donc contribué à l'instrumentalisation des chefs et à une érosion de leur autorité. Les habitants ont accepté le changement de *regulo*, tout en restant critiques vis-à-vis des administrations locales et des secrétaires du FRELIMO.

Les investissements ont préservé les autorités formelles de Wotha. Les secrétaires et les *lider* du FRELIMO sont restés en poste bien qu'ils soient largement impliqués dans l'implantation de l'Entreprise A. et qu'ils aient instrumentalisé le recrutement à leur profit. L'un d'entre eux a été embauché comme garde en 2013 puis renvoyé pour tentative de vol en 2014. L'administrateur du district a fait pression sur l'investisseur pour qu'il soit réembauché. Pour les habitants, la situation ne s'explique que par les liens d'amitiés entre l'administrateur et ce représentant. Elle contribue au sentiment d'injustice et d'impuissance des habitants.

Les autorités locales sont intervenues à plusieurs reprises en faveur de l'investisseur et au détriment des habitants. Outre le cas des documents officiels de consultation qui sont introuvables, ils ont facilité la perte d'accès aux arbres fruitiers des habitants. Dans le cas des grèves et des demandes d'augmentation de salaires, les autorités du district se sont systématiquement rangées du côté de l'investisseur. Le directeur de l'Entreprise A. raconte ainsi que quatre hommes réclamant des augmentations se sont rendus à l'administration du district :

« Or ce gars [au niveau du district], **c'est notre pote...** **Ce gars du district qui travaille pour nous**, il n'a pas accepté ces quatre demandeurs... Ils venaient d'une communauté entre Monapo et Namialo... [Quand j'ai été informé], j'ai dit que je n'accepterais plus personne de là-bas [de ce village]. Il y a quand même quatre femmes qui sont revenues travailler le lendemain. Les quatre hommes aussi ils sont revenus, mais ils ont reçu leur paye et ils ont été renvoyés »

Entretien avec le directeur de l'Entreprise A. du 15/04/2014

---

<sup>615</sup> Observations lors de la cérémonie d'investiture du nouveau *regulo* à Wotha, 13/05/2015.

Les fonctionnaires ont donc dénoncé les plaignants à l'investisseur, précipitant leur renvoi. Les interactions entre fonctionnaires et investisseur sont telles, que ce dernier considère certain d'entre eux comme des « potes » voir des personnes qui « travaillent pour lui ». De fait, le directeur rémunère certains fonctionnaires, notamment des douanes, des services de l'agriculture, et du cadastre, pour faciliter ses activités.

La confiance des habitants de Wotha dans les différentes autorités, formelles et informelles, a été profondément érodée. Pour eux, elles ont largement contribué à la dégradation de leur situation. Elles participent à la violence des investissements et à réduire les prises qu'ils ont sur ces derniers. Elles privatisent l'Etat en utilisant leur position publique pour leur bénéfice personnel. En retour, la violence structurelle et l'effondrement de la confiance dans les autorités génère des tensions et une politisation à Wotha.

La perte de confiance dans les autorités a renforcé la politisation des habitants de Wotha. Plusieurs d'entre eux tiennent le parti-Etat du FRELIMO pour responsable de la situation. Par exemple, pour un travailleur de Matanuska, le gouvernement prélève un tribut sur les entreprises et réduit d'autant la valeur des salaires<sup>616</sup>. Un second affirme que les entreprises alimentent cette explication en soulignant que le gouvernement limite les rémunérations<sup>617</sup>. Du fait de cette association entre gouvernement et situation économique locale, de nombreux habitants espèrent qu'un nouveau parti au pouvoir changerait la situation. Pour un des délégués de la RENAMO de Wotha, l'Entreprise A. s'est implantée à cause du FRELIMO :

« C'est que le leader du FRELIMO et le chef de poste l'ont laissée entrer à cause de l'argent. Parce que le FRELIMO veut de l'argent. [...] Si la RENAMO était au pouvoir, la RENAMO aurait consulté les gens. Cela n'arriverait pas. Parce que la RENAMO dit que nous voulons être libres. Elle va nous envoyer des blancs pour travailler. Pas comme [l'Entreprise A.] Ce patron, il est assis c'est tout, il a réussi à s'assurer une place. Personne ne travaille pour lui. C'est pareil pour l'entreprise de chemin de fer, la RENAMO ne la veut pas. »

Entretien le 21/05/2017

Cette interprétation est fortement partagée par les habitants de Wotha. Ces dernières années, le nombre de désistements du FRELIMO ou d'entrées dans la RENAMO a considérablement

---

<sup>616</sup> « le problème c'est notre **gouvernement**. Le blanc apporte de l'argent et le gouvernement en prélève une partie.... Ils [les blancs] viennent à Monapo et le gouvernement diminue la valeur [qui reste pour payer les salaires] » (entretien avec A. le 15/05/2017).

<sup>617</sup> « Quand nous demandons pourquoi les salaires sont si bas, ils [les patrons de l'entreprise] disent que c'est à travers de notre gouvernement. Que c'est lui qui fixe les prix. [...] Les entreprises arrivent avec des prix élevés puis le gouvernement dit que le prix d'ici c'est plus bas, et ils [les membres du gouvernement] restent avec l'argent qui est entre les deux. C'est pour ça qu'ils payent peu les travailleurs]. » (Entretien avec B. le 15/05/2017).

augmenté. Un des quartiers comptait ainsi plus de 700 membres de la RENAMO en 2017 (Figure 9.16). Les nouveaux adhérents espèrent qu'elle mettra un terme aux autorités corrompues qui dominent la zone de Wotha.

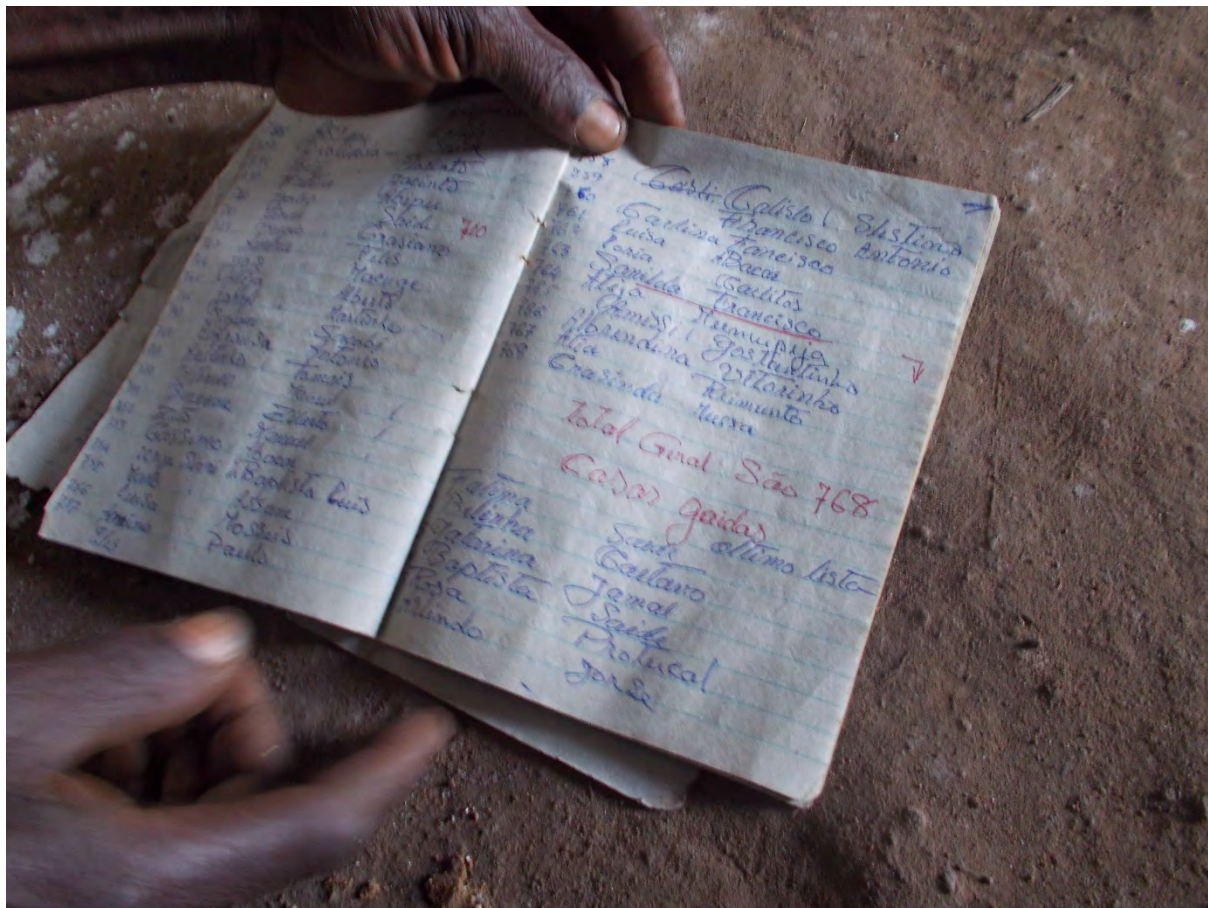


Figure 9.16 : Photographie d'un carnet de recensement des membres de la RENAMO dans un quartier de Wotha. On peut lire le total des inscrits sur la page de droite: 768 membres en mai 2017. Photographie N. Leblond, Mai 2017.

L'effondrement des structures d'autorité ainsi que la réduction des opportunités pour les habitants va de pair avec une augmentation de la violence directe à Wotha. La criminalité, en particulier les vols, ont explosé. Le 13 mars 2015, les gardes de Matanuska retrouvaient un corps criblé de coups de machette à proximité du grillage de la plantation. Pour plusieurs habitants, les vols sont une des conséquences du manque d'opportunités créées par les investissements<sup>618</sup>. Le directeur de l'Entreprise A. déplore également des cambriolages

<sup>618</sup> « On voit beaucoup de gens en prison parce qu'ils volent des bananes. Mais s'ils volent des bananes c'est parce qu'ils ont faim. Avant la terre était occupée par des paysans. Et puis on leur a arrachée. » (Entretien avec un habitant de Wotha le 15/04/2014). Dans la même lignée, un ancien de Wotha explique que : "Nous souffrons du [manque de] travail... Si nous n'allons pas dans nos parcelles, des voleurs apparaissent parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens pour faire leur vie. [...] Par exemple je n'aurais pas de travail [a Matanuska] alors cela me conduit à voler parce que je reste la journée assis. J'entends qu'il y en a d'autres qui ont des choses, cela me perturbe, mon cœur est troublé.... je pars avec mon cœur sali et je vais voler pour être comme celui qui a. » (entretien avec un habitant de Wotha le 14/05/2015).

fréquents. A plusieurs reprises, il a surpris ses gardes en train de dérober des légumes dans son enclos. Les voleurs ne s'en prennent cependant pas qu'aux entreprises, au sein même du village les habitants disent que le vol est devenu un problème « au moins aussi grand que l'investissement voisin ». Dans les listes de doléances qu'on m'a présentées, les deux sont souvent mis sur un pied d'égalité, voir présentés comme des phénomènes complémentaires.

Face à la multiplication des vols, les habitants gardent maintenant leurs animaux et leurs récoltes à l'intérieur de leur maison et non plus devant cette dernière ou dans leur cour intérieure. Ils construisent des séchoirs à maïs dans leur chambre (Figure 9.17). La recrudescence n'est pas seulement liée au manque d'opportunité pour les jeunes, elle résulte également de la dé-crédibilisation des autorités locales. Un membre de la RENAMO m'explique que celle-ci introduirait des entreprises qui permettrait de « réduire de 50% le nombre de voleurs car ils pourraient travailler sur les différentes plantations »<sup>619</sup>. Avec la RENAMO, « il n'y aurait plus de bandits ». On peut interroger la capacité de la RENAMO à attirer des « blancs » de meilleure qualité que le FRELIMO. Dans tous les cas, cette politisation offre une alternative non-violente aux habitants.



Figure 9.17 : Travailleur en train de construire un séchoir à maïs à l'intérieur d'une maison et non pas dehors comme traditionnellement. La construction d'un grenier intérieur permet de limiter les vols de récoltes.

<sup>619</sup> Entretien avec un membre de la RENAMO, Wotha, 21/05/2017.



Le cas de T. est révélateur de la violence directe qui se déploie à Wotha et du manque de confiance dans les autorités locales. En mai 2015, T. faisait face à des vols de maïs dans ses parcelles. Des voisins avaient identifié le voleur et l'avaient avertie. Le secrétaire du FRELIMO du village lui dit qu'il interviendrait si elle payait ses services. T. refusa et le secrétaire lui annonça qu'il ne ferait rien. Excédée, T., décida de se faire justice elle-même. Pour elle, le secrétaire était un « bandit » et un ami du voleur. Il tirait profit des habitants et de l'Entreprise A., servant ses intérêts avant tout.

T. envoya ses voisins capturer le voleur présumé. Quelques jours plus tard, il fut amené dans sa cour intérieure, mains liées. Devant l'ensemble des voisins qui avaient accouru, elle insulta le jeune homme, demandant à l'assemblée si un tel comportement n'était pas punissable. « Donnez-moi la machette [catana] et je vais le découper » grondait elle devant l'homme qui était maintenant à terre et niait son implication. Il accusa un travailleur de Matanuska d'avoir dérobé le maïs de T. On envoya chercher l'homme en question. L'adjoint du secrétaire du FRELIMO arriva au même moment que le travailleur de Matanuska. Ce dernier nia avoir participé, affirmant qu'il rentrait tranquillement de la plantation. Les cris de l'assemblée s'élevèrent alors contre le voleur et il fut roué de coups. Il fut trainé hors de la cour intérieure devant T. et le secrétaire adjoint qui assistait sans rien dire. T. ne récupérerait pas son maïs car il avait été vendu et l'argent avait été dépensé.

Le cas est anecdotique et indubitablement ethno-centré. Je n'ai pas l'habitude d'assister à des règlements informels violents. Ce cas me semble tout de même révélateur des interactions entre investissement, frustrations et dégradations de l'ordre social. Exclue des projets les habitants sont confrontés à une dégradation de leurs conditions de vie. Trahis par leurs chefs, ils exercent eux-mêmes les fonctions de police et d'ordre. Ces interactions entre violence structurelle et violence directe appellent à des études supplémentaires. A Wotha, l'aide au développement apparaît comme un facteur contribuant à ces mécanismes de violence.

### 2.3. La violence de l'aide au développement

L'aide au développement peut contribuer à l'exercice de la violence structurelle et de la violence directe. Ce fut notamment le cas au Rwanda, où l'absence d'opposition au racisme et aux violences ethniques a contribué à les légitimer (Uvin 1998). La situation est très différente au Mozambique, où la rhétorique ethnique est limitée. Pourtant, le décalage entre

les promesses des projets de Développement et leur pratique me semble relever d'un processus semblable. La relégation des habitants dans un interstice spatial et social est niée voir accentuée par les projets de Développement, ce qui contribue à la légitimer. Ils participent de plus à la privatisation de l'Etat, en finançant les investisseurs pour effectuer des services jadis dévolus aux administrations publiques.

Alors que les habitants de Wotha perdaient une partie de leurs terres au profit de l'Entreprise A. et qu'ils étaient exclus des emplois sur les plantations, ils ont été confrontés à une diminution des projets de Développement. Wotha est un village qui a bénéficié d'un fort soutien aux associations de producteurs. Depuis la fin des années 1990 la CLUSA, l'USAID, OXFAM ou encore AfriCare, ont mis en place et aidé les associations de producteurs. Avec l'aide de la CLUSA, les associations ont acquis le statut de coopérative. En 2003 elles ont reçu un prêt de 20 000 \$ du GAPI, afin d'acheter des productions agricoles à leurs membres. Elles ont également rejoint IKURU, une organisation de production de semence et de commercialisation de denrées agricoles, mise en place par la CLUSA (Kaarhus et Woodhouse 2012). Différentes agences de coopération, ONG, et administrations mozambicaines ont construit des bâtiments aux bénéfices des associations. Ces projets ont commencé à diminuer à la fin des années 2000.

A partir de la fin des années 2000, les associations de producteurs ont fait face au souhait des « partenaires de Développement » de financer des entreprises privées ou des projets apportant une partie des capitaux. En 2011, AgriFUTURO a par exemple aidé l'entreprise *Corredor Agro Limitada* (CAL) à utiliser l'unité de traitement du sésame de Wotha et à contractualiser des producteurs des associations de Wotha. Ces derniers ont dénoncé le fait que CAL ne respectait pas les contrats en achetant à des prix inférieurs, mais la situation n'a pas été résolue<sup>620</sup> (entretiens et USAID 2013b, 291-92). A la fin des années 2000, les associations ont découvert qu'elles devaient désormais élaborer des plans d'activités et avancer des contreparties financières pour accéder aux projets et aux financements. Elles ont essayé à plusieurs reprises mais n'ont pas été sélectionnées. Une partie des membres délaissa les associations. L'Entreprise A. occupait une partie des terres cultivées, sapant d'autant plus la base associative. L'histoire racontée par un des membres fondateurs des associations de Wotha est révélatrice des barrières administratives et de son exaspération :

---

<sup>620</sup> Comme l'explique un des membres d'une coopérative de Wotha, « On a essayé de travailler avec CAL mais ils ne respectaient pas le contrat. Ils achetaient à des prix plus bas que prévus. L'administration est venue. Les services de l'agriculture aussi mais cela n'a pas eu d'effet. » (Entretien le 16/05/2016).

## Partie IV – Chapitre 9

[Après la formation de la coopérative, ils ont voulu emprunter], « Mais les **banques** ont beaucoup de pré-requis. Et il y a une forte **bureaucratie** du gouvernement. Alors nous avons perdu une année, nous avons dépassé le temps de la vente de la production et sa valeur a diminué.

Le gouvernement voulait une **légalisation sous forme de société anonyme** ... après il voulait un **DUAT**... Nous avons ça maintenant. Nous avons le document qui dit que la maison est à un tel et que le terrain à un tel. Puis **Mozabanco et le GAPI** ont eu d'autres de demandes, et [les **services de**] **l'agriculture** aussi...

Le problème c'est qu'on est du Nord [du Mozambique].... Pour les personnes qui sont à Maputo nous sommes les derniers ici. Nous sommes membres d'IKURU mais [...] **IKURU** avançait l'argent mais ça été difficile. Et puis l'entreprise de traitement du sésame ne fonctionnait pas. C'est Corredor Agro [CAL] qui s'en est servi pour son sésame [...]

Et puis il y a **ProSAVANA. Avec le statut d'entreprise. On a fait un plan de négoce.** Puis on a fait un plan pour une meunerie. Et encore un autre plan. On a gagné un concours pour qu'un camion nous soit financé. Un camion qui nous permettrait de transporter la production vers l'entrepôt puis vers le marché. Et on pouvait payer, mais cela a été refusé...

On a fait un **autre plan pour un tracteur** mais il fallait qu'on réunisse 600 000 MZN et nous n'avions pas l'argent... Fin 2014 on a fait encore un concours pour **FINAGRO**, pour une machine pour transformer le maïs et les haricots. Et à la dernière minute ils nous ont dit qu'on devait financer 300 000 MZN. Hier encore ils étaient ici. On a dit qu'on ne pouvait pas. [...]

Notre problème c'est qu'il faut des documents et de l'argent... **il faut de l'argent pour avoir de l'argent.** Maintenant il y a une **nouvelle formation technique**... encore... Je n'y vais plus... je reste à la maison..."

Entretien à Wotha, le 16/05/2015

Ce témoignage révèle l'impact des nouvelles modalités de financement du Développement sur les associations de Wotha. Les projets ne correspondent plus à l'aide technique post-guerre civile mais à des mécanismes complexes de co-financements. Ces mécanismes se révèlent systématiquement défavorables aux producteurs mozambicains peu dotés en capitaux. Alors que ces producteurs apparaissent centraux dans les discours du Développement, les agences de développement en question préfèrent soutenir les investisseurs avec un fort capital initial.

Le cas de FINAGRO a été particulièrement violent pour les habitants de Wotha. Le fonds porté par l'USAID a d'un côté refusé de financer les associations de Wotha et de l'autre accordé une bourse à l'Entreprise A. Le programme annonce soutenir et privilégier les entreprises mozambicaines de petite et moyenne taille plutôt que les demandes individuelles centrées sur les bénéfices financiers<sup>621</sup>. En pratique, cependant, il fait l'inverse. Les associations et la coopérative de Wotha ont donc non seulement été privées de financements, en plus, elles ont dû constater que leurs anciens « partenaires » soutenaient le projet auquel

---

621 « The program will focus on supporting Mozambican small and medium size enterprises (SMEs) and farmer associations/cooperatives operating in farming, agro-processing, marketing and exporting activities. The grants will be justified if they contribute directly and substantially to the competitiveness of selected sub-sectors, enterprise clusters or value chains as opposed to only generating financial benefits to an individual grantee. »  
Extrait du site de FINAGRO, <http://www.finagro.org.mz>, consulté le 28/05/2015

elles s’opposaient. Les habitants se retrouvent privés des meilleures terres, relégués entre la route, la voie ferrée, un bloc agricole et d’anciennes carrières de pierres. Simultanément ils subissent une relégation sociale, exclus des partenariats et de l’attention médiatique sur lesquelles ils comptaient précédemment. Le discours sur l’investissement privé et le corridor de Développement contribue à légitimer la violence structurelle exercée contre les habitants.

Le discours du Développement constitue une forme de violence culturelle qui occulte la violence vécue par les habitants. Cette violence culturelle s’explique en partie par la réticence des « partenaires de Développement » à aborder les questions d’accaparements de terres, la controverse ProSAVANA, ou encore les conflits qui leurs sont extérieurs. Par exemple, alors que les habitants s’opposaient à ce que l’investisseur puise dans leurs réserves d’eau, l’*Associação Nacional de Extensão Rural* (AENA) proposait une nouvelle formation financée par OXFAM centrée sur la formation d’associations. Elle reprenait largement les formations des ONG précédentes. A aucun moment la question de l’accès à la terre ou à l’eau n’a été abordée. Soit le technicien n’était pas au courant, soit il ne s’intéressait pas à la question. Il formait des producteurs à l’agro-écologie alors que ces derniers venaient de perdre l’accès à une partie de leurs parcelles et risquaient de perdre leur accès à l’eau.

La forte médiatisation des « succès » de Matanuska et de l’Entreprise A. contribue également à disqualifier les violences subies par les habitants. Alors qu’en 2012 le Président de la République, Armando Guebuza, inaugurait la campagne agricole à Wotha, depuis, les officiels se sont surtout déplacés pour visiter Matanuska et l’Entreprise A. A chaque passage dans le « Nord », ils posent devant des cartons de banane, sont pris en photo aux côtés des machines agricoles ou encore félicitent les entrepreneurs qui apportent le Développement. A l’opposé, les habitants ne sont pas interrogés par les médias. Ils ont dénoncé la situation auprès des autorités locales et provinciales ainsi qu’auprès de l’UNAC et de l’ADECRU. Cela a donné lieu à une forte médiatisation dans les réseaux opposés à l’accaparement des terres. Mais cela n’a pas permis aux habitants d’obtenir des financements ou le départ de l’Entreprise A. Les habitants de Wotha se retrouvent ainsi traités comme des obstacles au Développement et non plus comme les principaux bénéficiaires.

Les observations conduites en 2017 sur le site de Wotha confirment ces interactions entre aide au Développement et violence structurelle. L’Entreprise A. et la Banque mondiale construisaient un nouveau projet qui promettait d’être l’objet d’une violence accrue. Il consiste en une bourse de 1,5 millions USD pour l’Entreprise A, permettant de financer la

construction d'une canalisation de la rivière Monapo vers un petit barrage situé sur le siège de l'exploitation. L'infrastructure doit permettre à l'investisseur d'assurer ses besoins en irrigation. En échange de cet argent, l'investisseur doit mettre en place deux pivots d'irrigation de 50 ha chacun et semer entre 60 000 et 80 000 anacardiens sur les terres des habitants. Ces anacardiens seront situés sur les surfaces conflictuelles qu'il n'a pas réussi à mettre en culture précédemment. L'investisseur devra de plus fournir l'assistance technique aux habitants et acheter leur récolte<sup>622</sup>.

Compte tenu des relations entre les habitants de Wotha et cet investisseur, il est facile d'anticiper que ce projet soit générateur de violence. Il implique que l'investisseur traverse les terres des habitants pour faire passer une canalisation et pour installer des pivots d'irrigation. Il implique également que l'investisseur parcourt leurs terres pour irriguer les anacardiens les premières années. Par ailleurs, le passage des machines suppose que les habitants modifient leurs pratiques pour ne semer que des cultures pérennes. Ils devront en particulier abandonner la culture du manioc. Enfin, les habitants devront travailler ponctuellement, sans rémunération, sur les pivots d'irrigation pendant la période de soudure. Le système s'apparente à une tenure inversée et prévoit leur rémunération au moment de la récolte (Cochet, Léonard, et Tallet 2011; Colin 2015). Les petits exploitants céderaient en faire-valoir 100 ha à l'Entreprise A. En effectuant les opérations agricoles avec ses machines et l'aide ponctuelle des habitants, elle participerait à leur transférer de nouvelles techniques de cultures. Les habitants auraient en échange droit à une partie de la récolte, reversée en nature ou en espèce. Toutes ces interventions sont potentiellement génératrices de tensions et l'investisseur en est parfaitement conscient. Son « partenaire de Développement » a cependant exigé qu'il en soit ainsi. La Banque mondiale souhaite en effet que le Développement et la diffusion des innovations agronomiques soient pris en charge par les entreprises privées et non plus par les administrations publiques.

Les conditions du « partenaire de Développement » ont façonné le projet de l'Entreprise A. Son projet précédent, fondé sur l'exploitation des terres de l'entreprise, a été refusé car il n'intervenait pas assez dans l'agriculture des « locaux »<sup>623</sup>. Un conseiller de

---

<sup>622</sup> Dans le cas du maïs, l'investisseur effectuera toutes les opérations agricoles à l'aide de machines et 50% du rendement – en argent ou en nature – sera reversé aux habitants. Dans le cas des noix de cajou, les paysans auront la possibilité de travailler dans la future usine de transformation de l'investisseur. (D'après le projet de financement de l'Entreprise A. consulté sur le site de l'exploitation en mai 2017).

<sup>623</sup> « Il ne faut pas que ce soit sur mes terres. Ils m'ont dit que ça devait être sur les terres des locaux. [Mais c'est beaucoup plus compliqué logistiquement ?] Bien sûr que oui, mais.... C'est comme ça, ils [l'agence de

l'agence de Développement en question a donc aidé l'Entreprise A. à réécrire un projet pour que cela corresponde à leurs attentes. L'investisseur sait qu'il va faire face à une levée de boucliers : qu'il est peu probable qu'on le laisse installer les pivots, que le semis des anacardiens en ligne sera difficile, qu'il faudra mettre en place des grillages autour de ses parcelles pour limiter les vols, et qu'il devra faire venir des travailleurs sur les pivots car les habitants de Wotha refuseront de travailler pour lui. Alors que nous venons d'énumérer ces difficultés, l'investisseur m'interroge :

[Directeur] : Mais pour un mec dans un bureau au Canada, ça paraît crédible non ?

[Doctorante] : hmmm... [rire] probablement, pour quelqu'un qui ne connaît pas la situation, loin dans un bureau, cela pourrait passer....

[Directeur] : Exactement, c'est très bien alors. Parce que de toute façon, il n'y a pas d'obligation que cela fonctionne. Il faut juste que la bourse soit acceptée par l'expert dans son bureau. C'est ce que m'a dit l'expert [de l'agence de Développement], c'est pour ça qu'il faut que ce soit séparé de ma ferme. Si ça foire, moi je garde ma ferme.

Entretien avec le directeur de l'Entreprise A., Wotha, le 28/05/2017

D'après son conseiller, la bourse n'est pas conditionnée au succès : si les habitants refusent l'installation du pivot d'irrigation, il pourra le garder pour lui et il aura déjà construit sa canalisation. Si les propos de l'investisseur sont exacts et que son « partenaire de Développement » le finance tout en sachant que le projet sera générateur de tensions, alors on pourrait établir un lien direct et assumé entre aide au développement et violence envers les habitants. L'agence en question financerait en effet un projet dont certains de ses membres savent qu'il sera vécu comme une violence<sup>624</sup>.

L'analyse du cas de Wotha fait apparaître l'écart entre les discours sur le corridor de Développement et leur matérialisation. Les mécanismes en jeu sont assez classiques : exclusion des terres, faiblesse des emplois, faible médiatisation. Ils relèvent des processus de création d'interstices par les investissements agricoles privés de grande taille (Chouquer, 2013). Ils interagissent cependant avec un contexte économique particulier qui rend les salaires faibles par rapport au coût de la vie et conduit au désistement de nombreux travailleurs. Le contexte politique quant à lui accroît les frustrations vis-à-vis du FRELIMO et génère des conversions au parti de la RENAMO. La violence structurelle alimente également

---

Développement] ne veulent pas que je sois le boss. Ils veulent que ce soit sur leurs terres et indépendant de ma ferme » (entretien avec le directeur de l'Entreprise A. le 27/05/2017)

<sup>624</sup> Plus d'observations sont nécessaires pour confirmer ces observations. Je n'ai pas pu conduire ces entretiens pour l'instant car je me suis engagée auprès de l'investisseur à ne pas contacter le « partenaire de Développement » tant que les résultats des bourses n'avaient pas été établis et communiqués.

des violences directes, notamment lorsque les habitants décident de se faire justice eux même car ils n'ont plus confiance dans les autorités locales.

## Conclusion du chapitre 9

Ce chapitre a exploré deux cas d'investissement agricole dans le corridor de Nacala afin d'étudier la matérialisation du discours sur la transformation de l'agriculture. Ces deux cas contrastés ont été interrogés à l'aune de la recomposition des rapports de pouvoir et des rapports à l'espace, pour dépasser le prisme terre-travail-capital.

Les situations diffèrent d'un site à l'autre. Dans le cas d'Ipalame, l'investissement a renforcé les chefferies de deux quartiers périphériques. Il a conduit à l'endettement des producteurs participants et à leur désistement. L'investissement n'a pas transformé le rapport à l'espace des habitants car il s'est déployé sur une surface ayant déjà fait l'objet d'une exploitation coloniale et postcoloniale. La ruse de l'investisseur, qui a fait signer aux habitants un DUAT deux fois plus grand qu'ils ne l'imaginaient (chapitre 8), a été contrée provisoirement par les détournements des habitants. Leur refus de se consacrer uniquement au coton, leur volonté de maintenir leurs parcelles familiales, et leurs demandes d'un soutien accru à la production ont fragilisé le projet.

Dans le cas de Wotha, l'investissement de l'Entreprise A. a déstabilisé la chefferie dominante. Il a conduit au renvoi du *regulo*, qui a été rendu responsable de l'absence de consultation et de corruption. La matérialisation du corridor n'a pas généré les emplois espérés et les habitants se sont sentis marginalisés spatialement et socialement. Cependant l'investisseur n'a pas pu s'étendre sur de nouvelles terres. Les habitants ont réussi à se mobiliser contre l'expansion. Leur situation sociale reste critique. La délinquance s'est accrue et les tensions vis-à-vis des autorités locales sont très fortes. Le soutien continu des « partenaires de Développement » à l'investisseur légitime la violence infrastructurelle qui s'exerce contre les habitants et constitue une violence culturelle.

La mise en regard de ces deux cas permet de souligner l'importance du contexte d'implantation de l'investissement. Il n'existe pas d'association directe entre la forme spatiale et ses conséquences. Au contraire, la disponibilité de la main d'œuvre, la capacité à faire pression sur l'entreprise, la présence ou l'absence d'alternatives, ainsi que les relations entre les chefferies d'une part, et entre les chefferies et les administrations de l'autre sont centrales.

Ces deux cas d'études ont toutefois montré que des mécanismes de violences accompagnent les différents investissements. Ils naissent du déplacement des usages et des ancrages ainsi que du décalage des représentations et des attentes des personnes en présence. Les investissements ciblent des terres fertiles souvent déjà occupées et induisent des déplacements de maisons et de parcelles. Ils reconfigurent les chemins, les accès aux lieux comme les cimetières ou les parcelles. Ils deviennent de nouveaux centres de visite, de projets, et de médiatisation, qui relèguent les habitants dans des interstices. La violence naît également des attentes différenciées des investisseurs et des habitants. Rapidement, ces derniers réalisent que les investisseurs ne fournissent pas les emplois ou les services qu'ils souhaitent. Les ressources monétaires qu'ils procurent sont insuffisantes pour sécuriser un accès à l'alimentation stable des travailleurs et de leur famille. Elles supposent de plus des contraintes temporelles, organisationnelles et agronomiques qui érodent les mécanismes non-marchands sur lesquels les producteurs comptaient. Le dispositif de consultation communautaire et de DUAT, doublé de l'opacité des administrations, ne permet pas aux habitants de faire marche arrière. Ils réalisent ainsi assez vite que les ruses jouent à leur désavantage.

Le manque de recours formels, l'absence d'intérêt et de réponses des administrations et des « partenaires de Développement » contribuent à légitimer la violence structurelle qui s'exerce contre les habitants. Il apparaît particulièrement important de souligner ici que les deux cas traités sont des cas de réinvestissements. Les déplacements de maisons et les nouvelles occupations de terres sont donc réduits. Il faudrait interroger les effets de cas d'investissements sur des terres qui n'ont jamais été transférées à des entreprises précédemment. Les interactions entre les violences liées aux investissements et les violences directes au sein de la société mozambicaine mériteraient d'être explorées plus finement.

Enfin, ce chapitre montre qu'il peut exister un grand écart entre les perceptions et les représentations locales et celles qui circulent aux échelles régionales, nationales ou encore internationales. Premièrement, la construction d'images « par le haut » peut masquer d'importantes hétérogénéités locales. Les terres fertiles et disponibles vues du ciel sont en fait déjà occupées et insérées dans de multiples appropriations. Les producteurs du bloc de coton ne sont pas tous identiques, et ils s'en sortent plus ou moins. Deuxièmement, une même intervention peut être vécue et interprétée très différemment. La plantation modèle peut simultanément être une aubaine pour les voisins et un endettement pour les producteurs sélectionnés. La joie de l'investisseur qui parvient à capter un fond d'aide au Développement



est accompagnée d'une frustration de la coopérative voisine qui échoue à le faire. Les représentations et les vécus ont cependant des capacités de circulations différenciées et se rencontrent rarement. Les vidéos des parcelles mécanisées élaborées par les investisseurs et les journalistes sont diffusées sur internet et à la télévision. Elles contribuent à « l'économie d'apparences » qui à son tour attire de nouveaux capitaux (A. Tsing 2004). Les photographies de reporters documentant l'accaparement des terres sont montrées dans des expositions et publiées dans des magazines. Elles catalysent parfois de nouveaux fonds pour les ONG. Les joies et les peines des habitants dépassent rarement le cadre du village et de leurs familles étendues. Il existe une profonde asymétrie dans la capacité à faire circuler son point de vue et à imposer sa version d'une situation profondément polysémique. Ce chapitre a contribué à souligner cette polysémie et à documenter des effets souvent disqualifiés car peu quantifiés.

Deux limites à ce chapitre doivent être dépassées. Premièrement, il s'est centré sur les effets directs des investissements. Il ne prend pas en compte les effets indirects, en particulier les dynamiques foncières induites par les investissements. La multiplication des investissements et de la médiatisation de cas conflictuels induisent pourtant une augmentation des interventions portant sur la loi foncière et son implémentation. L'afflux de projets, d'investisseurs et d'ONG au niveau des cadastres locaux pour sécuriser des terres mériterait d'être analysé. Deuxièmement, ce chapitre analyse le discours sur la transformation de l'agriculture à partir des sites qu'il met en lumière. Il participe ainsi à reproduire son cadrage spatial, qui laisse 99% de l'espace de côté. Il apparaît essentiel de détourner le regard des sites mêmes d'investissement pour documenter les dynamiques dans les espaces gris. Le chapitre 10 explore la transformation des espaces gris et la façon dont l'absence d'intervention constitue également une forme de gouvernement.

## Chapitre 10 : Que se passe-t-il dans les espaces gris ?

Les chapitres précédents ont analysé la circulation du discours sur l'augmentation de la production de l'agriculture et des investissements privés en Afrique. Ce discours sélectionne des zones d'intervention et alimente des politiques agricoles ciblées et non pas totales. Cette approche par « espaces cibles » a remplacé la planification d'une politique agricole et de budgets pour l'ensemble de l'espace national<sup>625</sup>. Elle s'inscrit de plus dans une perspective de limitation des interventions publiques directes afin de favoriser les investissements privés. Ces derniers se concentrent dans les infrastructures de transport et dans des exploitations agricoles de grande taille<sup>626</sup>. Dans le contexte du corridor de Nacala, la majorité de l'espace ne connaît donc ni intervention publique ni intervention privée majeures dans l'agriculture. Elle constitue un espace gris, laissé pour compte par les projets d'investissement et de Développement<sup>627</sup>.

Ce chapitre explore le vécu des habitants des espaces gris<sup>628</sup>. Comment perçoivent-ils la nouvelle politique agricole ? Constatent-ils effectivement une diminution des interventions ou une transformation dans les modalités d'allocation des ressources ? Comment leurs relations à la constellation agropolitique sont-elles impactées par les discours sur la promotion des investissements privés et du Développement du corridor de Nacala ? En interrogeant des espaces qui sont marqués par une diminution des budgets et des interventions centrées sur l'agriculture, ce chapitre apporte une perspective complémentaire à celle du chapitre précédent. Il permet de dépasser le cadrage de la politique agricole pour interroger les effets des interventions et de l'absence d'interventions qu'elle promet. L'ignorance et le délaissement sont ainsi réintégrés comme des pratiques de gouvernement.

Depuis 2006, la principale ressource dans les espaces gris est le « Financement d'Investissement d'Initiatives Locales », renommé « Fonds de Développement du District » en 2009 et plus connu sous le nom de « Fonds des 7 Millions » (Sande 2011). Le fonds est alloué aux projets des habitants qui sont sélectionnés par les conseils locaux et le conseil du district. Ces conseils ont été mis en place dans le cadre de la décentralisation budgétaire et de

---

<sup>625</sup> Voir les chapitres 3, 4 et 5.

<sup>626</sup> Voir les chapitres 6, 8 et 9.

<sup>627</sup> Voir le chapitre 1 pour une discussion et des précisions sur la notion d'espaces gris.

<sup>628</sup> Voir le chapitre 2 pour des éléments de méthode. Je mobilise également des entretiens de zones qui ont été investies, comme Ipalame et Wotha, lorsqu'il s'agit de foyers éloignés des sites d'investissement, qui n'interagissent pas avec ces derniers et vivent donc également une relégation.

la loi sur les Organes Locaux de l'Etat (Loi n°8/2003)<sup>629</sup>. Ces conseils sont dominés par des membres du parti du FRELIMO, des fonctionnaires, et des groupes affiliés comme l'Organisation de la Femme Mozambicaine (OMM) ou les autorités communautaires (Forquilha 2009; Forquilha et Orre 2012). Le « Fonds des 7 Millions » est ainsi entre les mains d'élites administratives et de représentants du parti du FRELIMO. Ce fonds devait renforcer l'ancrage local du parti-Etat (Orre et Forquilha 2012; Sande 2011). En pratique, il alimente des critiques et catalyse les frustrations vis-à-vis de l'Etat mozambicain.

La corruption, l'exclusion et le régionalisme sont les trois principales structures de signification qui dominent les espaces gris du corridor de Nacala<sup>630</sup>. La corruption renvoie à un ensemble de pratiques par lesquelles une personne ou un groupe de personne, sollicite, agréé ou accepte des avantages quelconques en vue d'accomplir, de retarder, ou d'omettre d'accomplir un acte entrant dans le cadre de ses fonctions (Olivier de Sardan 1996, 99; Blundo et Olivier de Sardan 2012a). Les habitants accusent les fonctionnaires locaux et les représentants du FRELIMO de détourner et de ponctionner des ressources à leur avantage. Les habitants dénoncent également leur exclusion, induite par un clientélisme politique et une concentration des ressources par les élites économiques. Enfin, la critique de régionalisme met en cause la sélectivité spatiale de l'Etat mozambicain. Ce dernier est accusé d'intervenir de manière préférentielle au Sud du pays et de laisser le Nord du Mozambique à l'abandon. Ces structures de signification convergent pour accabler l'Etat mozambicain et les élites du FRELIMO de la situation des espaces gris.

Les structures de signification sont des systèmes discursifs qui permettent simultanément d'expliquer des problèmes, de trouver des coupables, et de justifier des pratiques (Jabri 1996; Trottier 2007a, 2008). A la manière de la sorcellerie, la corruption fonctionne, « dans un système de croyance clos, auto-justificateur, qui fournit un mode d'explication préfabriqué à toute une série de problèmes quotidiens » (Blundo et Olivier de Sardan 2012b). Il apparaît alors important d'interroger la fonction sociale des accusations de corruption, d'exclusion ou encore de régionalisme. Qui produit ce discours ? Qui en bénéficie ? Quelles sont les conséquences de ces accusations ? Les schèmes interprétatifs

---

<sup>629</sup> D'après le décret n°11/2005, ces conseils incluent des autorités communautaires, des représentants des groupes d'intérêts locaux, ainsi que des personnes influentes choisies par le président du conseil.

<sup>630</sup> Une structure de signification, instituée dans les pratiques discursives, permet aux acteurs de donner un sens à leurs actions. Elle repose sur des schèmes interprétatifs : « Le concept de 'terroriste', par exemple, constitue un schème interprétatif au sein d'une structure de signification qui dé-légitimise la violence perpétrée par d'autres acteurs que l'Etat et renforce donc la structure de domination de type étatique » (Trottier 2007b, 54)

contribuent en effet à modifier les interactions entre les acteurs de la constellation agropolitique à partir des espaces gris.

Dans les espaces gris du Nord du Mozambique, les différents discours cristallisent les mécontentements des habitants autour du parti-Etat du FRELIMO. Ils connectent la « grande corruption » des ministres et des présidents et la « corruption quotidienne » des administrations locales et des membres du FRELIMO. Les dénonciations d'exclusions justifient également un abandon de la participation aux activités promues par les administrations locales, la fin de l'espoir placé dans le parti-Etat, et une recherche de solutions du côté de l'opposition politique. Les accusations de corruption convergeraient ainsi en un discours critique qui attribue tout « le mal » et « l'origine du mal » au parti-Etat au pouvoir. Réciproquement, il conduirait à promouvoir une solution à tous les malheurs placée dans les partis adverses, notamment celui de la RENAMO. Tel un puissant désorceleur, la RENAMO serait alors qualifiée d'attributs qui lui permettraient de faire face aux pratiques corruptives du parti-Etat. Mon hypothèse est donc que la relégation de certains espaces et l'opérationnalisation de la décentralisation au Nord du Mozambique renforcent une opposition à l'Etat mozambicain. Selon les contextes, elle se traduirait par une politisation des habitants et par différentes formes de violences structurelles, culturelles ou directes<sup>631</sup>.

Ce chapitre explore ainsi les interactions entre d'une part l'allocation des ressources et les discours de corruption dans les espaces gris, et d'autre part, l'augmentation des oppositions au parti-Etat du FRELIMO. La première section analyse le discours d'abandon et de corruption dans les espaces gris. Il conclut à l'augmentation des détournements et la politisation des habitants. La deuxième section est fondée sur l'analyse de l'allocation du « Fonds des 7 Millions », principale intervention du gouvernement mozambicain dans les espaces gris. Ce fonds cristallise les critiques et est au cœur du système discursif de la corruption. Ce chapitre éclaire ainsi des mécanismes générés par la politique agricole mais rarement pris en compte par cette dernière ou par ses analystes.

---

<sup>631</sup> Sur la notion de violence, voir le chapitre 1.

## Section 1 – Le pire n’est peut-être pas ce que les politiques agricoles font mais ce qu’elles ne font pas

Dans les espaces gris, marqués par des interventions publiques et privées réduites, les habitants se plaignent d’être abandonnés. Ce sentiment nourrit un discours critique vis-à-vis de l’Etat mozambicain, tenu pour responsable. Les habitants dénoncent en particulier (1) un biais régional, conduisant à l’oubli du Nord du pays et à la concentration des ressources au Sud, (2) un biais économique, favorisant les habitants aisés au détriment des plus pauvres, et (3) un biais politique, reposant sur un clientélisme du FRELIMO et une exclusion des membres de la RENAMO. Combinées, ces critiques alimentent une conversion politique de certains habitants à la RENAMO.

### 1.2. Discours d’abandon et critiques d’abondances

Le peu d’étude sur les zones grises pourrait laisser penser que la politique de Développement des corridors est plutôt bien vécue. Une approche ancrée montre que ce n’est pas le cas. Un sentiment d’abandon domine le discours des habitants des espaces gris. Il renvoi à différentes dimensions de la nouvelle politique agricole et des transformations du corridor de Nacala.

Premièrement, les nouvelles infrastructures ne servent pas les intérêts des habitants et engendrent des violences infrastructurelles (Li 2015a). La rénovation de la voie ferrée et la circulation de convois de charbon limitent la commercialisation des denrées agricoles des producteurs. Cela engendre une perte de revenus et un bouleversement des échanges qui étaient liés à la voie ferrée (Béranger 2012). Les habitants ne peuvent plus vendre leurs produits aux passagers car le nombre et la durée des arrêts sont réduits. Simultanément ils ne parviennent plus à charger leurs récoltes en vue de leur commercialisation dans les principales villes régionales. Selon eux, ils doivent désormais se vendre leurs récoltes entre voisins, ce qui offre des perspectives de rente monétaire très limitées.

Le passage des trains de charbons engendre également des inconvénients pour les habitants. Très peu de passages ont été aménagés pour permettre leur traversée. Les habitants doivent ainsi contourner les convois, passer en dessous, ou attendre qu’ils dégagent les voies (Figure 10.1). Alors qu’un unique train de passager circulait quotidiennement, cette ligne

accueille désormais une dizaine de convoi de charbon chaque jour. Les discours des habitants traduisent simultanément des plaintes vis-à-vis de la poussière et des maux de gorge générés, ainsi qu'un sentiment d'abandon par un gouvernement indifférent<sup>632</sup>.

La nouvelle route goudronnée a déplacé une partie des maisons. Cela a parfois donné lieu à des compensations monétaires. Cependant, des erreurs dans les indemnités nourrissent des frustrations pérennes. Aucun aménagement n'a été prévu pour que les habitants puissent vendre leur marchandise. Un jeune de Nakata auquel je demande pourquoi il n'y commercialise pas son manioc souligne les inconvénients :

« Sur la route, on apporte nos produits alors qu'il n'y a pas d'arrêt. C'est dangereux, les camions passent, ils tapent des personnes. Et des personnes sans niveau comme nous, on est rapidement dominés. Alors on a peur. [...] Ces chauffeurs passent sur le corps des autres sans crainte. [Et si vous vous plaignez?] Ils ne vont pas nous entendre. Le gouvernement ne va pas accepter qu'on vende sur la route. Ils savent que les chauffeurs de camion ne sont pas bien dans leur tête. Cela ne vaut pas la peine de se plaindre. »

(Jeune de Nakata, entretien à Khapa, le 13/05/2017)

Ce discours traduit un mélange de difficulté physique à commercialiser le long de la route [c'est dangereux], d'impuissance [personne ne nous aidera] et de résignation [le gouvernement n'est pas là pour nous].

---

<sup>632</sup> « Ces trains... on doit attendre que les trains passent... les enfants rentrent à la maison au lieu d'aller à l'école car le train les empêchent de traverser. Et il y a des maladies... [Des maladies ?] Des maux de gorge, cela ne s'arrête pas. Et le gouvernement n'en n'a rien à faire » (entretien avec une habitante de Khapa le 13/05/2017).



Figure 10.1 : Photographie d'une jeune fille s'apprêtant à traverser sous un train de charbon à l'arrêt afin d'aller vendre ses lentilles de l'autre côté. Aucun passage n'a été aménagé à proximité. Source : N. Leblond, mai 2017

Deuxièmement, les habitants des espaces gris font face à une forte augmentation du coût de la vie, qui n'est pas accompagnée d'une hausse de la valeur des salaires ou des

produits agricoles. Ainsi les habitants constatent une détérioration de leur pouvoir d'achat. Un secrétaire d'un poste administratif de Monapo conclut qu'il n'a pas vu le Développement mais uniquement une hausse des prix<sup>633</sup>. Entre 2015 et 2017 la valeur des principaux biens de consommation a doublé. Au contraire le prix des denrées agricoles a stagné. Un kilo de maïs s'achetait entre 4 et 10 MZN en 2014, c'est toujours le cas en 2017 (Figure 10.2). Cela alimente le sentiment d'abandon. Selon les habitants, l'Etat ne donne pas de valeur à leur travail et à leur production et participe à un « sabotage de l'économie du peuple » :

« [Pendant la période coloniale] on gagnait 6 escudos pour désherber une ligne et les parents gagnaient 12 escudos. Dans les boutiques on arrivait à acheter une chose alors qu'aujourd'hui non, on ne peut rien acheter. Avec 10 millions [10 MZN], tu vas dans la boutique et tu n'achètes rien. Avant on achetait de bonnes choses, aujourd'hui on n'achète plus rien. [...] **Ceux du gouvernement ne donnent pas de valeurs aux paysans, les prix sont faibles. On travaille pour eux.** [Eux ?] Oui pour ces patrons qui ont de l'argent et qui veulent des produits. Ils viennent ici et ils achètent à bas prix. C'est du sabotage de l'économie du peuple. »

Entretien avec un ancien, district de Monapo, 13/05/2017

Les habitants dénoncent ainsi la faiblesse des prix, assimilant les patrons qui achètent les récoltes et les fonctionnaires. La baisse du pouvoir d'achat des producteurs contribue également à un sentiment d'exploitation et à une relecture de l'histoire. De nombreux habitants concluent que la période actuelle est pire que la période coloniale et par conséquent que le parti-Etat d'aujourd'hui ne vaut pas mieux que les colons d'alors :

« Le problème c'est la différence entre le prix des marchandises et le prix des produits agricoles. Un kilo de savon c'est 35 quand un kilo de maïs c'est toujours 5... [Calculant avec son téléphone portable] c'est 7 fois plus. C'est comme ça pour que le gouvernement se remplisse les poches. [Comment?] Avec les taxes d'importation. Ils n'ont pas d'intérêt pour nous parce que nous ne payons pas de licence pour produire du maïs [...] **Ceux du FRELIMO, on dirait des étrangers dans leur propre pays. C'est pire que du temps des colons.** »

Entretien à Khapa le 13/05/2017

---

<sup>633</sup> « Oui... je ne suis pas en train de voir une différence parce que l'école, c'est la même. Rien n'a changé. Rien n'a été fait de nouveau pour l'école. .... Donc je ne vois pas de développement. Parce que les mêmes maisons que nous avons trouvées [en arrivant, les anciennes constructions coloniales] sont encore celles que nous voyons aujourd'hui. Je ne vois aucune différence non. Je ne vois aucun développement. [...] Il y a un changement de coût de la vie. C'est ça le changement que nous vivons. (Entretien avec un secrétaire de poste, avril 2015)





Figure 10.2 : Photographie d'acheteurs de produits agricoles dans un espace gris du district de Cuamba en juin 2015 et en mai 2017. Un kilo de maïs [*milho*] s'achetait 7 MZN en mai 2015 et 4 MZN en juin 2017. Source : N. Leblond.

Troisièmement, les habitants voient arriver un nombre réduit de projets pour soutenir leurs activités agricoles ou non agricoles. La principale intervention est désormais le « Fonds

des 7 Millions », issu de la décentralisation du budget national (cf. section 2). Les ONG qui soutenaient le Développement rural ont transformé leurs priorités au profit du genre, de la sécurisation des droits fonciers, de la santé ou encore de l'éducation. les habitants vivent cela comme un abandon de la part de leurs « partenaires ». Le président d'une association de producteurs de Khapa explique ainsi que :

« Pour la partie de la production on est déçu du gouvernement. Il ne fait qu'aider les privés et pas les associations de paysans. Ils ont remis des tracteurs [aux grandes entreprises privées]. C'est une politique. **Ils invoquent le nom du paysan mais dans la pratique ce ne sont pas nous qui recevons quelque chose.** »

Entretien avec le président M., Khapa, 13/05/2017

Un des producteurs d'une association voisine va dans ce sens, soulignant que les moins dotés sont délaissés au profit des plus aisés :

« Les seuls projets qui nous restent, ce sont des projets de délimitation [de la terre]. C'est comme des maris qui veulent t'épouser mais qui n'apportent rien. On ne peut pas juste interdire un mariage [c'est-à-dire l'accès à la terre], il faut choisir le meilleur mari. [...] **Il y a une diminution des fonds pour les paysans.** Ils [les partenaires de Développement et le gouvernement] **n'aident que les privés qui ont plus d'argent** »

Entretien avec un membre d'une association de Khapa, 13/05/2017

Ce producteur a participé à l'opposition contre ProSAVANA depuis le début<sup>634</sup>. Son association a été fortement soutenue par des ONG afin de refuser ce projet. Les ONG ont expliqué qu'il ne fallait pas accepter d'entreprise privée, ce « gendre » qui parlait bien mais pouvait sur le long terme les déposséder. En revanche, elles n'ont pas contribué à soutenir les activités agricoles des producteurs ou à réaliser un meilleur « mariage ».

Ces discours font écho à de nombreux témoignages qui soulignent un opportunisme économique du parti-Etat. Seuls les « privés », « les riches », « les patrons », la « famille des chefs » pourraient s'en sortir. Au contraire, les « pauvres », les « paysans », les « éléments simples », seraient exclus de la redistribution des richesses. Les habitants des espaces gris ont le sentiment d'être exclus par leur gouvernement de toute perspective d'ascension sociale :

« On passe des moments difficiles. **Je ne sais pas comment notre gouvernement pense.** Les prix... on achète des vêtements pour 150 MZN mais on vend pour rien du tout. C'est difficile d'acheter un pantalon. C'est parce qu'**il n'y a pas d'emplois...** Parce qu'il faut **corrompre** pour tout... Pour étudier aussi... **Un pauvre ne peut pas étudier.** Alors toute la famille reste pauvre ».

Entretien avec un jeune de Khapa, 13/05/2017

---

<sup>634</sup> Voir le chapitre 6 sur la controverse autour de ProSAVANA, et le chapitre 8 pour les consultations à Khapa.

Le sentiment d'abandon naît donc de l'accumulation des violences infrastructurelles, de la baisse du pouvoir d'achat des habitants, de la diminution des projets de soutien à la production agricole, et du manque d'opportunité d'accès à des ressources. Un habitant de Khapa résumait alors que le corridor de Nacala n'était pas un corridor de Développement mais un « corridor de la honte »<sup>635</sup>. Bien que les mécanismes et les acteurs derrière ces phénomènes soient différents, pour les habitants, l'Etat mozambicain est responsable. Cette structure de signification est clef pour comprendre les stratégies des habitants et leur politisation.

## 1.2. Rationnaliser l'abandon : Etat corrompu et Etat régionaliste

Les habitants des espaces gris font sens de leur abandon en blâmant leur Etat. Ils le tiennent pour responsable de la corruption, de l'inflation, du manque d'emplois, et de la faiblesse des prix des produits agricoles. L'Etat mozambicain cristallise ainsi toutes les frustrations. Cette sous-section restitue de manière critique une partie des dénonciations dominantes, afin de ne pas alimenter naïvement le système discursif de la corruption (Olivier de Sardan 1995).

Plusieurs rationalisations de la faiblesse des prix agricoles se combinent et convergent pour accuser l'Etat mozambicain. Certains habitants accusent les fonctionnaires de prélever l'argent des acheteurs, diminuant le prix qui est offert aux producteurs. Les fonctionnaires des localités ponctionnerait les négociants ruraux et les forcerait à afficher des prix faibles. D'autres accusent l'Etat de la faiblesse des prix en soulignant que la dette, engendrée par la corruption au sommet de l'Etat, a précipité l'effondrement de la monnaie. La décredibilisation de leur pays auprès des institutions internationales aurait accru le différentiel entre le prix des biens importés et celui des récoltes commercialisées. D'autre encore accablent la doctrine libérale de l'Etat, favorisant le libre commerce. Ce dernier laisserait aux négociants la possibilité de fixer leurs prix et exposerait les producteurs au lieu de les protéger. Enfin, d'autres rationalisent le différentiel des prix comme une stratégie des fonctionnaires des douanes. Ils se construiraient une rente sur les importations de biens coûteux et sur l'exportation de produits agricoles aux prix réduits. Tous ces éléments convergent pour dénoncer l'exploitation systématique des producteurs.

---

<sup>635</sup> Entretien à Khapa le 13/05/2017.

Les accusations portées à l'encontre de l'Etat au sujet des prix agricoles méritent d'être déconstruites. Certains districts et postes administratifs fixent en effet des prix minimum afin de garantir les revenus des producteurs. La localité de Khapa, par exemple, a établi un prix minimum de 10 MZN par kilogramme de maïs en 2017. Elle ne peut donc pas être accusée de libéralisme. Il est cependant exact que les commerçants n'appliquaient pas ces tarifs et achetaient à des valeurs inférieures, en toute connaissance de cause. Les habitants n'avaient pas la capacité de négocier les prix, ni celle d'échapper à l'urgence qui les poussait à vendre leur maïs. Par ailleurs, les fonctionnaires locaux ne contraignaient pas les commerçants à appliquer les prix minimaux fixés, se contentant d'une « amende » lorsqu'ils les prenaient sur le fait.

Les critiques qui dénoncent l'enrichissement des fonctionnaires, retenant une partie de l'argent des négociants, au détriment des producteurs doivent également être relativisées. Les acheteurs expliquent en effet la faiblesse des prix par la saturation des marchés et non pas par l'avidité des élites locales. Par exemple, en 2017, le prix des haricots mungo [*feijao holoco*] a fortement diminué<sup>636</sup>. Dans les espaces gris de Monapo, tous accusent les fonctionnaires locaux de prélever un tribut auprès des négociants. Ces derniers soulignent au contraire une saturation des marchés induite par la hausse du nombre de producteurs<sup>637</sup>. Ils soulignent également un désistement de plusieurs importateurs indiens du fait de la putréfaction d'une partie des récoltes, causée par les pluies tardives de 2017 (Figure 10.3). Ces importateurs auraient ainsi demandé à leurs fournisseurs de diminuer les prix d'achats, voir, d'interrompre la commercialisation. Les producteurs ont connaissance de la détérioration de leur récolte mais ne mobilisent jamais cette structure de signification et reportent l'intégralité de la responsabilité sur la corruption des élites administratives.

---

<sup>636</sup> Un kilo s'achetait 30 MZN en Avril, 17 MZN en Mai et 5 MZN en septembre 2017.

<sup>637</sup> Les producteurs seraient face à un « cycle du haricot mungo » : les prix élevés en 2013, 2014 et 2015, ont conduit à une augmentation de la production en 2016 et 2017 qui a fait chuter la valeur du produit en saturant les marchés. La notion de cycle agricole a été caractérisée au début du XX<sup>ème</sup> siècle à partir du cas du « cycle du porc » (Fox 1986, 1989).



Figure 10.3 : Photographies de récoltes endommagées dans le district de Monapo et de l’affiche d’un entrepôt indiquant que les haricots mungo [*feijao Holoco*] ne sont plus commercialisés. Source : N. Leblond

Les accusations de clientélisme favorisant les investisseurs privés et des élites économiques ne sont pas toujours fondées. Pour les habitants, les entrepreneurs concentrent les ressources car ils ont les moyens de corrompre les fonctionnaires. Ils peuvent par exemple embaucher des membres de la famille des autorités locales en échange de faveurs comme du matériel agricole. Pour le président M. d’une association de producteurs de Khapa, le gouvernement instrumentalise les petits-producteurs, il « invoque le nom du paysan », pour obtenir des ressources de partenaires de développement et les transférer à des entreprises privées (cf. section 1.2.). Dans ce cas précis, le président M. accuse le gouvernement d’avoir remis les tracteurs qui étaient destinés aux associations et qui avaient été « promis » par le nouveau gouverneur de Nampula lors de sa visite à Khapa<sup>638</sup>. Le cas des tracteurs en question est plus complexe.

<sup>638</sup> Observation de la visite le 17/06/2015.

Ces machines font partie du Fonds pour le Développement de l'Agriculture (FDA), qui alloue de l'argent et de l'équipement à crédit. Les entreprises achètent ainsi ces tracteurs, et remboursent progressivement le FDA. Pour le directeur de la SAN-JFS, qui a obtenu plusieurs machines en coopération avec le FDA, ces tracteurs alimentent erronément le discours de corruption :

« Dès la réception des machines, j'ai collé les logos de l'entreprise... C'est mes tracteurs quoi... je les ai achetés après tout. Donc je colle les logos. Après quand un type demande aux fonctionnaires [du district de Cuamba] à qui sont les machines, le fonctionnaire répond que « ce sont les machines du gouvernement ». Alors là c'est la confusion. Les producteurs pensent que le gouvernement est corrompu. Il ne favorise que les plus riches. Mais non, moi, je les ai payées ces machines. »

Entretien avec le directeur de la SAN-JFS le 28/05/2017

Le mécanisme d'aide mis en place, fondé sur des garanties et des contreparties favorise les entreprises les mieux dotées et peut, perçu de l'extérieur, passer pour du clientélisme. Cet exemple souligne que la nouvelle modalité de fonctionnement de l'aide au Développement selon des mécanismes de « coparticipation », « d'appropriation » ou encore de « subvention de contrepartie » [*matching grant*] attise les suspicions et les critiques. Elle ne fonctionne plus sur le mode du « don » et du « contre-don » (Laurent 1998) que les habitants ont connu après la guerre civile. Cette nouvelle allocation ciblée des fonds alimente alors les critiques contre l'Etat mozambicain et les entreprises privées, bien que ces dernières ne soient pas directement à l'origine de sa mise en place.

Les accusations de corruption se doublent souvent d'une critique régionaliste voir tribaliste. Dans ce cas, les habitants accusent les autorités administratives et le gouvernement de mal se comporter spécifiquement dans la région nord et envers les Makhuwa. L'Etat exploiterait intentionnellement cette partie du Mozambique et dénigrerait ce peuple. Symétriquement, les habitants dénoncent une surabondance d'aide pour les producteurs au Sud du Mozambique. Ce biais régional serait lié au fait que les agences de développement ne visitent que la capitale et ses environs. Le gouvernement surinvestirait donc cet espace pour en faire une vitrine, duper les partenaires, et détourner leurs ressources. Pour certains, le mépris et l'humiliation sont tels qu'ils n'hésitent pas à faire le lien entre ce manque de respect et une éventuelle guerre :

« Ils nous ont arraché Ilha [de Moçambique, première capitale du Mozambique] pour Maputo. Ilha pourrait être comme Maputo mais **ils ont arraché le pays pour** [emmener les choses] **là-bas [à Maputo]**. Ils sont en train de croître, avec de grands ventres et nous nous sommes en train de souffrir. **Ils nous insultent de "Xingondo"** [insulte dérivée de la langue changane signifiant personne rustre, sauvage]. C'est une offense. J'ai discuté avec quelqu'un de Maputo et je suis resté offensé. J'allais presque le frapper. Ils pensent que

## Partie IV – Chapitre 10

nous n'avons pas de vision. C'est ça qui créé la confusion. C'est ça qui va créer une guerre. Ils nous insultent beaucoup. Le pays est à nous et pas à Maputo. Cela ne peut pas se passer comme ça, nous aussi nous sommes des êtres humains. »

Entretien avec un ancien membre de la RENAMO, Kharamu, 17/05/2017

Beaucoup d'habitants racontent des scènes d'humiliation similaires à celle vécue par cet ancien d'une zone grise de Kharamu. Les travailleurs mozambicains qualifiés qui ont été embauchés pour rénover les infrastructures du corridor de Nacala ont contribué aux accusations de régionalisme et de tribalisme. Largement originaires du Sud du Mozambique, ils sont coutumiers d'insultes vis-à-vis de leurs subalternes Makhuwa moins qualifiés<sup>639</sup>. Ils ont alimenté le sentiment d'un mépris généralisé du Sud du pays envers le Nord du pays. Comme l'Etat est plus fortement ancré au Sud cela se répercute sur ce dernier et c'est l'Etat mozambicain même, vu comme un acteur unifié, qui est perçu comme tribal.

Enfin, le biais régional est également mobilisé pour expliquer la faiblesse des prix. Des acheteurs du « Sud » du pays viendraient s'emparer de la production du Nord à bas prix. Les producteurs marginalisés nourriront ainsi les élites du pays sans être rémunérés à leur juste valeur :

« Au Nord ils [les membres du gouvernement] disent que c'est dehors, que c'est hors du pays. Que dans le Nord il n'y a pas de richesses. Le gouvernement ne nous considère par ici. Il dit que c'est dans la brousse. Pourtant il y a des personnes de Maputo qui viennent ici à la recherche de notre produit. [Ils viennent] juste pour nous rouler. »

Entretien avec un habitant d'Ipalame, le 06/05/2017

A nouveau, ces accusations ne peuvent pas être prises au pied de la lettre. Le cas des acheteurs est le plus frappant : ce sont souvent des habitants plus aisés des villages qui achètent les récoltes de leurs voisins à bas prix. A Khapa, le propriétaire d'un camion chargeant du maïs acheté à 6 MZN au lieu du prix minimum de 10 MZN afin de le revendre à Nampula est originaire du village (Figure 10.4). A Ipalame, l'homme qui se plaint des « personnes de Maputo », habite en face d'un marchand natif de la zone qui achetait le kilo de maïs à 4 MZN en mai 2017, comme les commerçants extérieurs. Certes, les acheteurs locaux sont souvent engagés par des patrons résidant dans les grandes villes provinciales. Mais les acheteurs fixent les prix et les annoncent à leurs voisins. Ces faits sont connus de tous mais à nouveaux, mais les habitants sélectionnent d'autres schèmes interprétatifs.

---

<sup>639</sup> Ils parlaient ouvertement des Makhuwa comme d'un « peuple facile à dominer », de personnes « crédules », « simples d'esprit », que l'on peut « arnaquer facilement ». (Observations auprès de travailleurs de différentes entreprises contractualisées pour la rénovation de la voie ferrée et de la route en 2014 et 2015).



Figure 10.4 : Cargaison de maïs achetée localement et qui s'apprête à être acheminée vers la capitale provinciale de Nampula. Le propriétaire du camion et du stock est un habitant "naturel" de Khapa. Source : N. Leblond, mai 2017

L'augmentation des prix des biens de consommation, concomitante avec la réduction des prix des denrées agricoles et la baisse des interventions dans l'agriculture, renforce le discours dénonçant la corruption et le régionalisme de l'Etat. Ce discours alimente le sentiment des habitants d'être traités comme des citoyens de seconde zone. Ces critiques se sont amplifiées depuis le début des années 2010, pour devenir la structure de signification dominante dans les espaces gris. Le fait d'être « simple », « pauvre » et « Makhuwa », c'est-à-dire de ne pas appartenir à l'administration ou à l'élite économique est devenu une structure de signification qui façonne les relations des habitants à l'Etat et aux interventions dans l'agriculture. Cette rationalisation agit alors localement pour légitimer divers détournements opérés par les habitants et pour justifier une conversion au parti d'opposition de la RENAMO.

### 1.3. Détournements et conversions politiques

Les espaces gris sont marqués par un sentiment d'abandon et par un discours critique vis-à-vis de l'Etat Mozambicain. Quels sont les effets de ce discours ? Pourquoi est-il produit



et reproduit par les habitants ? Comment légitime-t-il des pratiques qui permettent de vivre dans les espaces gris ? Mobiliser le système de croyance de la corruption permet de légitimer les pratiques de détournement (Blundo et Olivier de Sardan 2012b). Au Nord du Mozambique, au nom de la corruption des fonctionnaires, il est possible de s'approprier des ressources publiques ou privées et de les revendiquer. Les différents registres populaires pour légitimer la corruption quotidienne sont omniprésents (Blundo et Olivier de Sardan 2012b). Parmi les expressions fréquentes se trouvent par exemple : « Dieu pour tous et chacun pour soi », « la chèvre mange là où elle est attachée », « il faut bien que moi aussi je travaille », « je ne peux pas rester assis pendant qu'ils mangent tout seuls ». Les habitants, et les fonctionnaires locaux, n'hésitent pas à mobiliser l'exemple du président Armando Guebuza, considérablement enrichi au cours de ses deux mandats présidentiels (2005-2015), pour justifier leurs pratiques.

Le discours de corruption et d'exclusion alimente une série de détournements quotidiens. Le cas de la production du coton et des ressources des entreprises cotonnières a été abordé au chapitre 7. Ceux qui occupent un emploi cherchent toujours à ponctionner leur entreprise « pour être quitte ». « Je vais travailler » me dit ainsi un chauffeur poids lourd, qui en plus de m'avoir prise en stop pour arrondir ses fins de mois, revend une partie de son stock d'essence à des stations informelles ouvertes par les habitants le long de la route. Les projets de Développement sont également « démontés » par les habitants et réappropriés à d'autres fins. Dans le district de Monapo par exemple, les parents inscrivaient leurs enfants comme orphelins pour que les frais d'études soient payés par des familles américaines<sup>640</sup>. Les associations de producteurs enfin, détournent les projets sur le genre, sur la sécurisation foncière ou encore sur les formations au coopérativisme, pour canaliser les ressources vers la production et la commercialisation. Un président d'association de paysans de Khapa m'explique ainsi qu'ils ont « laissé entrer » OXFAM Belgique et son projet sur le genre pour ensuite les amener sur le terrain du financement de la commercialisation agricole<sup>641</sup>. Ils cherchent à développer cette activité depuis des années, mais les ONG et les agences de développement rechignent à la financer :

« On va voir... on va voir quand ils vont commencer à travailler... Tu sais **on a déjà du renvoyer un autre projet. C'était un projet de parcelles de démonstration.** On leur a dit qu'ici c'était dépassé, qu'on voulait des tracteurs. Qu'on a déjà la capacité de produire. **Alors là on s'est dit qu'on allait les laisser entrer, qu'on va leur expliquer pour la partie agricole.** On va leur dire qu'on veut des machines pour ouvrir des surfaces plus

---

<sup>640</sup> Observations en mai 2017

<sup>641</sup> Entretien avec le président d'association M., Khapa, 13/05/2017

## Partie IV – Chapitre 10

grandes et gagner un peu.... on veut des tracteurs et des financements. On veut une facilitation pour obtenir des crédits. [...] On n'arrête pas d'écrire pour demander des projets, pour demander des formations financières et en ressource humaine pour mieux gérer les budgets.

Entretien à Khapa avec Président M., le 13/05/2017

Les habitants doivent donc ruser en permanence pour pouvoir détourner des ressources et les réorienter selon leurs intérêts. Il s'agit d'une stratégie classique de débrouille et de bricolage pour faire face à une inflation économique et à une réduction des opportunités. Le système discursif de la corruption permet aux habitants de justifier leurs pratiques en reportant la faute sur l'Etat et les élites mozambicaines.

Les dénonciations de corruption et de régionalisme permettent également de renforcer la légitimité du parti d'opposition de la RENAMO. La question de l'unité nationale au Mozambique est au cœur de rhétorique politique du FRELIMO depuis l'indépendance. L'unicité du Mozambique du Rovuma au Maputo et du peuple mozambicain est sans cesse rappelée. A contrepied de ce discours, la RENAMO a mis en avant l'importance des cultures « traditionnelles », de la chefferie, et demandé à gouverner certaines provinces suite aux élections parlementaires de 2014/2015. En novembre 2016, des anciens combattants de la RENAMO ont réoccupé certaines de leurs anciennes bases militaires<sup>642</sup>. L'interaction entre la visibilité de la RENAMO d'une part, et le discours de corruption et de régionalisme du parti-Etat d'autre part, légitime la conversion des habitants à la RENAMO. Pour un habitant de Khapa :

« Le gouvernement disait que l'autre [Dhlakama] ne sert à rien parce qu'il avait peu fait d'études. Mais au final c'est lui qui veut libérer le pays. Les médias sont biaisés. [...] Lalaua, Ribaué et Malema ce sont trois districts pauvres. C'étaient des zones du FRELIMO. Alors le FRELIMO se concentrait sur les zones d'opposition [et n'intervenait pas dans ces trois districts]. Maintenant on a pris du retard. On est désorganisés et cela donne de la force à d'opposition. Le FRELIMO est en train d'aller vers le bas.

Entretien à Khapa le 13/05/2017

Le manque d'intervention de l'Etat mozambicain et l'écart entre les annonces et les résultats nourrissent l'opposition dans les zones grises. Souvent, les nouveaux convertis à la RENAMO sont effectivement des habitants déçus du parti-Etat. Un des villages périphériques de Kharamu, que nous appellerons ici Maraba, est un cas exemplaire.

A Maraba, la RENAMO compte 345 membres. Certains ont rejoint le parti lors de la guerre civile, mais aucun n'est ancien combattant, et la majorité des membres ont rejoint la RENAMO ces 10 dernières années. Un des piliers de cette cellule, membre depuis 1999, est

---

<sup>642</sup> Voir les chapitres 4 et 7.

chargé de garder le drapeau installé dans le quartier début mai 2017 (Figure 10.5). Selon son interprétation, le renforcement de l'opposition est lié à leurs activités politiques ainsi qu'à l'exaspération des habitants vis-à-vis du FRELIMO :

« [Les gens d'ici] ne savaient pas que la RENAMO était en paix avec nous. Alors on s'est dit qu'on allait apporter cette information à ces éléments [à ces personnes] et avec Dieu de notre côté, nous avons réussi à mettre ce drapeau. [Quand ?] C'était le 9 mai 2017. On a vu que cette zone n'allait pas bien. [...] Il [Dhlakama] dit la vérité. On a des produits [agricoles] mais quand on les met dans la balance, certaines indiquent 5 kilos, d'autre 10, d'autres 3. C'est épuisant. Et il n'y a pas de structure où on peut poser des questions. Le FRELIMO ne répond pas. »

Entretien à Maraba avec un membre de la RENAMO, 17/05/2017



Figure 10.5 : Un drapeau de la RENAMO, récemment planté par des habitants qui ont rejoint "l'opposition" dans un "espace gris" de la localité de Kharamu, district de Monapo. Photographie : N. Leblond, 17/05/2017

Planter un drapeau de l'opposition est un signe fort, qui signifie généralement l'exclusion des projets portés par le gouvernement et par les ONG. Cependant, dans le cas de Maraba, les habitants se disent dans une « souffrance » telle qu'ils « veulent voir un autre parti pour voir si les choses changent ou pas ». Une partie des nouveaux membres de la

RENAMO est d'ailleurs constituée par les anciens militants de la cellule locale du FRELIMO. Un voisin, membre du FRELIMO pendant 20 ans, explique qu'il a été fatigué des promesses :

« On est fatigués des promesses du FRELIMO. Ils ne font que mentir et je n'ai pas été satisfait... Ils ne font qu'apporter des teeshirts »

Entretien avec un membre de la RENAMO entré en 2016, 17/05/2017

Le membre en charge du secrétariat de la cellule raconte que sa conversion à la RENAMO en 2016 est liée à la corruption du FRELIMO :

« J'ai étudié, j'ai été jusqu'à faire la 11<sup>ème</sup> classe, j'ai postulé pour des emplois de fonctionnaire mais le FRELIMO voulait de l'argent. Je voulais être agent de police routière. **Mais avec cette corruption, je ne peux pas.** Je suis pauvre, je n'ai pas de quoi payer. Comment peuvent-ils faire ça ? J'ai étudié et maintenant ils me demandent beaucoup de choses. Mes parents sont pauvres, ils sont fatigués. Alors je suis resté avec mes documents ... je suis resté à la maison... Je suis resté, j'ai travaillé la terre, et j'ai perçu que Dhlakama c'était un autre parti... alors je devais entrer dans la RENAMO, pour voir si cela me réussissait ou pas. »

Entretien à Maraba le 17/05/2017

Le cas de Maraba permet de souligner que les nouvelles recrues de la RENAMO ne sont ni des marginaux ni d'anciens combattants. Au contraire, de nombreuses personnes qui ont étudié ou qui s'étaient engagées avec le FRELIMO, rejoignent actuellement la RENAMO. Les observations que j'ai conduites la semaine suivante dans les villages voisins de Maraba vont dans le même sens. Deux villages attendaient de recevoir leur drapeau. Les hommes, les femmes, et les jeunes, recrutaient. Ces dynamiques tranchent avec la médiatisation de la RENAMO qui continue de représenter ses membres comme des « bandits » (Cahen 2002).

Les attentes des habitants vis-à-vis de la RENAMO sont à la fois limitées et immenses. D'un côté ils veulent simplement « changer de pagne » (entretien à Ipalame le 07/05/2017), « enlever les anciens habits pour en mettre de nouveaux » (entretien à Maraba le 17/05/2017), « voir un autre parti gouverner » (entretien à Monapo le 21/05/2017). De l'autre, les habitants attendent que Dhlakama devienne leur nouveau père, ce qui est lourd de conséquences. Les hommes de Maraba espèrent qu'il construira des routes, réhabilitera leur fontaine, et leur apportera des emplois. Leurs voisins veulent également des emplois ainsi que de l'aide pour commercialiser leurs produits. A Ipalame, les habitants attendent un hôpital, une école et des « patrons ». Les discours relèvent de la demande de sujets, à la recherche d'un nouveau maître, et non pas de citoyens, exigeant que la république satisfasse leurs droits (Cahen 2017). Dhlakama est ce nouveau maître, perçu localement comme riche et puissant : il aurait beaucoup d'argent, des connexions internationales, la capacité d'influencer le FRELIMO, ou encore des pouvoirs de longévité.

La politisation rapide des espaces gris interroge. S'agit-il d'un éveil du pluripartisme mozambicain après 40 ans de FRELIMO au pouvoir ? S'agit-il d'un opportunisme qui s'effondrera avant la prochaine campagne présidentielle ? Les conversions seront-elles suffisamment nombreuses pour que l'opposition devienne majorité ? Si c'était le cas, le parti du FRELIMO acceptera-t-il de céder le pouvoir ? Et dans le cas contraire ? Observera-t-on un retour généralisé de la violence ? Les attaques contre la RENAMO sont-elles les prémises d'un autoritarisme sanglant ? Mes observations ne permettent pas de trancher. Elles soulignent simplement un renforcement endogène de la RENAMO, qui ne se nourrit pas de la coercition exercée par d'anciens combattants, mais de frustrations vis-à-vis du FRELIMO. La production d'espaces gris par la politique agricole, les investissements et les projets de Développement, contribuent à cette politisation. Le « pire » n'est donc pas ce que les interventions directes dans l'agriculture font, mais ce qu'elles ne font pas dans les 99% de l'espace restant. La section suivante explore ces questions à partir de l'interaction entre abandon des espaces gris et décentralisation du budget dans le cadre du « Fonds des 7 Millions ».

## Section 2 - Le cas du « Fonds des 7 Millions » : Décentralisation de la corruption et tensions

Dans les espaces gris, non ciblés par des investissements ou des projets de grande taille, les fonds issus de la décentralisation constituent la principale ressource allouée au Développement rural. Depuis 2006, le Mozambique a mis en place le « Financement d'Investissement d'Initiatives Locales » [ *Orçamento de Investimento de Iniciativa Local* ] (OIIL) (Sande 2011). En 2006, chaque district a reçu 7 millions MZN, soit environ 230 000 €. En 2007, la valeur de l'allocation a été modifiée pour prendre en compte des critères de densité de population, de pauvreté, de taille du district et de capacité de collecte d'impôts<sup>643</sup>. En 2009 l'OIIL est devenu le « Fonds de Développement du District » [ *Fundo Distrital de Desenvolvimento* ] (FDD), doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie administrative et financière gérée localement. Le nom populaire de « Fonds des 7 millions » est cependant resté et nous le conserverons ici.

---

<sup>643</sup> En 2008 le district d'Ilha de Moçambique a par exemple reçu près de 7,5 millions MZN tandis que celui de Moma recevait autour de 8,9 millions MZN.

Le « Fonds des 7 millions » est la principale intervention publique dans les espaces gris. « Il n’y a plus de politique agricole, il n’y a plus que des projets » déclarait ainsi un des fonctionnaires du service provinciale de l’agriculture de Niassa quand je lui demandais les orientations principales<sup>644</sup>. Entre 2006 et 2008, d’après le gouvernement, plus de 25 000 projets ont été financés dans l’ensemble du pays (Orre et Forquilha 2012, 178). Entre 2006 et 2010, le gouvernement Mozambicain a consacré près de 200 millions USD à ce fonds, soit près de 2% du budget annuel pour les 128 districts (Sande 2011). Bien que la somme globale représente moins de 0,5% du PIB du Mozambique, le «Fonds des 7 Millions» reste une intervention majeure dans les districts. Elle transfère des fonds aux localités, via l’intermédiaire des districts et des postes administratifs. Ce mécanisme se substitue aux budgets planifiés de manière centrale dans le cadre de la politique agricole précédente.

La distribution du « Fonds des 7 Millions » favorise les proches des élites administratives, les membres du parti du FRELIMO ainsi que les élites économiques locales. Cette allocation des ressources est liée à des mécanismes clientélistes ainsi qu’à un désistement des habitants moins fortunés et moins proches des élites locales (Forquilha 2010; Orre et Forquilha 2012). Mais qu’en est-il du point de vue des habitants ? Comment cette transformation de la politique agricole, d’une intervention centralisée et passant par les services de l’agriculture, à une distribution aux mains des élites politiques locales, est-elle vécue ? Loin de faire l’unanimité, le « Fonds des 7 Millions » fait l’objet de discours critiques. Les habitants parlent d’une « décentralisation de la corruption ». Nos observations indiquent que l’allocation de cette ressource alimente une politisation des espaces gris et des mécanismes de violence structurelle voire de violence directe. Après avoir analysé les discours, j’aborde les tensions catalysées par le « Fonds des 7 Millions » dans les espaces gris.

### 1.1. Qui « mange » le « Fonds des 7 Millions » ?

Le « Fonds des 7 Millions » et en particulier sa procédure d’allocation, est particulièrement critiqué par les habitants. La somme reçue par chaque district est répartie entre les postes administratifs et les localités, de telle sorte que chacune d’entre elles reçoit annuellement entre 10 000 et 40 000 €<sup>645</sup>. Chaque année, les localités, et plus précisément les

---

<sup>644</sup> Entretien au Service de l’Agriculture de la province de Niassa, 2014

<sup>645</sup> Cette valeur est une estimation : En supposant que le district reçoit 7 millions MZN, qu’il compte entre 4 et 9 localités, et que le taux de conversion moyen du métical en euro est de 51 (valeur moyenne entre 2014 et 2017) alors chaque localité reçoit entre 15 000 et 34 000 euros. Cette estimation ne prend pas en compte la variabilité

membres des conseils consultatifs locaux, organisent des « appels à projets » auprès des habitants. Ils les informent des procédures à suivre pour déposer un projet. Ces derniers peuvent porter sur la production agricole. Les habitants, ou des associations d'habitants, demandent alors une somme d'argent pour ouvrir une nouvelle parcelle, accroître une parcelle cultivée, ou embaucher des travailleurs agricoles. Le développement d'une activité de commerce (meunerie, réparation de vélo, menuiserie), ou encore l'achat d'un équipement spécifique, comme une pompe à eau ou des tuyaux d'irrigation peuvent également faire l'objet d'un projet. Leur valeur est variable, se situant entre 10 000 et 200 000 MZN, c'est à dire entre 200 et 4 000 €. Entre 10 et 30 projets peuvent ainsi être financés chaque année dans chaque localité.

Pour soumettre un projet au niveau de la localité, les habitants doivent réunir un ensemble de documents, en général une photocopie d'une pièce d'identité, un descriptif du projet et éventuellement une photo. Le conseil consultatif se réunit ensuite pour classer les demandes et sélectionner celles qui semblent les plus pertinentes par rapport aux besoins de la localité. Les demandeurs sélectionnés reçoivent alors l'argent, ou une partie de l'argent demandé. Cette somme correspond à un prêt qu'ils doivent rembourser à mesure de la mise en œuvre de leur activité. Cependant, d'après les habitants, construire un bon projet n'est pas suffisant pour qu'il soit sélectionné. Pour être choisi, il faut à la fois « dépenser de l'argent », « avoir des relations », et « laisser une partie de l'argent aux chefs ». Dans les discours habitants, ces éléments sont dénoncés comme relevant d'une corruption effectuée par les autorités locales à leur détriment.

Les dénonciations de corruption associée au « Fonds des 7 Millions » sont récurrentes. J'ai ainsi entendu à plusieurs reprises que pour qu'un projet soit accepté, « il faut donner des poules au chef »<sup>646</sup> ; que les chefs « ne donnent pas de l'argent [mais] vendent de l'argent »<sup>647</sup> ; que les membres du FRELIMO « mangent [l'argent] entre eux »<sup>648</sup> ou encore qu'en cas de sélection, « les chefs veulent diviser l'argent au milieu » et conserver 50% de la valeur du projet<sup>649</sup>. Le témoignage de F., un habitant d'un des villages d'Ipalame, qui a concouru sans succès au « Fonds des 7 Millions » en 2015 résume un certain nombre de ces éléments :

---

de la dotation des différents districts ainsi que les pondérations plus fines qui peuvent exister entre les localités en fonction du nombre d'habitants. J'ai donc arrondi entre 15 000 et 40 000 euros.

<sup>646</sup> Entretien dans la localité d'Ipalame le 04/05/2017

<sup>647</sup> Entretien dans la localité d'Ipalame le 07/05/2017

<sup>648</sup> Entretien dans la localité d'Ipalame le 07/07/2017

<sup>649</sup> Entretien dans la localité d'Ipalame le 06/07/2017

## Partie IV – Chapitre 10

« L'année dernière j'ai perdu 500 MZN chez le chef [*cabo*] pour faire des photocopies. Quand j'ai rapporté les photocopies, j'ai dû donner 400 MZN de plus et il m'a dit que mon nom allait presque sortir. Ensuite j'ai été donner 1000 MZN au gouvernement [de la localité]. Il m'a dit que mon nom y était presque. Je suis retourné voir le chef [*cabo*] et il m'a dit de lui donner 100 MZN. J'ai dit que je ne les avais pas. J'ai fini par donner 125 MZN de plus au chef [*cabo*]. Et jusqu'à aujourd'hui, mon nom n'est pas sorti. »

Entretien avec F., habitant de la zone d'Ipalame, le 06/07/2017

Le discours de F. met en lumière plusieurs mécanismes élémentaires de corruption (Blundo et Olivier de Sardan 2012a). F. a dû rémunérer un des chefs locaux pour obtenir une photocopie, effectuée avec le matériel du poste de la localité, ce qui relève d'une utilisation à des fins commerciales du matériel de l'administration. F. a dû payer ce même chef pour s'assurer que son nom était bien sur la liste, ce qui relève de la rétribution, si on considère que c'est un service normalement gratuit, ou du piston, si on considère que c'est un achat de faveurs. Enfin, il a dû verser une somme d'argent supplémentaire pour augmenter ses chances, ce qui relève cette fois clairement du piston. En cumulant les différents témoignages sur le « Fonds des 7 Millions » il est possible de repérer les sept mécanismes élémentaires de corruption identifiés par Blundo et Olivier de Sardan (2012a) (Tableau 10.1).

Mécanisme de corruption	Processus	Exemples
<b>Commission</b>	Rémunérer les membres du conseil consultatif pour que le projet soit sélectionné	Payer 1000 ou 2000 MZN pour déposer le projet, offrir une chèvre ou une poule
<b>« Piston » / Clientélisme</b>	Favoritisme dans l'allocation des projets de manière à sélectionner un proche ou un membre du parti	Surreprésentation des membres du FRELIMO et des proches des membres du conseil consultatif dans les bénéficiaires du Fonds des 7 Millions
<b>Rétribution indue</b>	Facturation d'un service qui est normalement gratuit	Faire payer l'information sur la procédure à suivre ou sur la liste des projets soumis et sélectionnés
<b>Gratification</b>	Remercier les membres du conseil consultatif, souvent le chef de la localité et les autorités communautaires, après l'obtention d'un projet	Offrir un repas une fois que l'on vient de recevoir l'argent, offrir des services ou des biens (accès gratuit à la meunerie, boissons)
<b>Perruque</b>	Utilisation à des fins privés du matériel public	Surfacturer le coût d'une photocopie, l'impression d'un projet ou encore l'apposition d'un tampon officiel
<b>Tribut</b>	Obligation de laisser une partie de la somme obtenue au chef de la localité ou aux membres du conseil	Partage 50/50 entre le bénéficiaire et le chef de la localité
<b>Détournement</b>	Appropriation d'une partie du Fonds par le chef de la localité et les membres du conseil	Utilisation de l'argent pour construire une maison ou pour acheter un nouveau moyen de transport personnel

Tableau 10.1 : Mécanismes de corruption associés au "Fonds des 7 Millions" et dénoncés par les habitants au Nord du Mozambique. D'après les travaux de (Blundo et Olivier de Sardan 2012a)

Les membres des conseils consultatifs sont au centre des accusations de corruption portées par les habitants. Les chefs de localité, les secrétaires de parti, ainsi que les chefs communautaires, notamment les *cabos*, sont tenus pour responsable du clientélisme, du



détournement de fonds, ou du prélèvement indu de tributs. Ces critiques peuvent être exercées par des membres même des conseils consultatifs, comme c'est le cas dans le district de Cuamba :

"Le fonds des 7 Millions n'arrive jamais ici. [Pourquoi?] Le coupable c'est le chef de la localité et le *cabo*... Ils nous coupent les fonds. Pour faire une application il faut payer... [Mais tu es dans le conseil consultatif?] Oui, j'évalue les projets mais ceux qui approuvent c'est le *cabo*, et le chef de la localité.... Après ils rectifient les listes, ils inventent. Moi j'attends qu'ils m'appellent pour me consulter mais ils remettent l'argent sur l'autre marge du fleuve [du côté de la localité et dans la zone FRELIMO]. Il n'y a pas eu d'autre consultation. »

Entretien avec un chef de village, Ipalame, 04/05/2017

Ce chef de village accuse donc plus précisément le chef de la localité et le *cabo* d'organiser le détournement du « Fonds des 7 Millions » vers leur zone et non pas vers la sienne. La géographie locale des partis politique en fait une attaque indirecte contre le FRELIMO<sup>650</sup>.

Comme les conseils consultatifs et les bénéficiaires du « Fonds des 7 Millions » sont majoritairement composés d'élites locales et de proches du parti du FRELIMO, les critiques se répercutent alors sur le parti au pouvoir. L'étude détaillée des conseils et des bénéficiaires dans trois districts confirme l'orientation politique du « Fonds des 7 Millions » (Forquilha et Orre 2012, 191-92). Dans le district de Gorongosa, au moins 69% des 61 bénéficiaires dénombrés étaient membres du FRELIMO ou membres d'associations présidées par un membre du FRELIMO. A peine quelques militants de la RENAMO, pourtant parti majoritaire dans ce district, avaient réussi à accéder à des financements. Les autres bénéficiaires étaient indirectement liés au FRELIMO *via* une appartenance à l'Organisation de la Femme Mozambicaine (OMM) ou à l'Organisation de la Jeunesse Mozambicaine (OJM), ou encore *via* un statut d'ancien combattant, essentiellement accordé aux anciens du FRELIMO. Deux habitants avaient même publiquement renoncé à leur adhésion à la RENAMO afin de pouvoir bénéficier du « Fonds des 7 Millions » (Orre et Forquilha 2012, 192). Ces auteurs en concluent que « Le FRELIMO gère la fidélité politique des principales voies et villes à ses alentours, donnant la priorité à ces zones, alors que les zones de l'intérieur (incluant les zones du Mont Gorongosa) continuent à être considérées comme « appartenant à la RENAMO » (Orre et Forquilha, 2012, 193).

Pour Orre et Forquilha (2012), la politisation s'effectue essentiellement au niveau des conseils consultatifs. Elle repose sur deux mécanismes complémentaires. Premièrement, les membres du FRELIMO sont fortement représentés dans les conseils locaux. Ils vont donc

---

<sup>650</sup> Sur la géographie partisane à Ipalame, voir le chapitre 7.

faire la promotion du dispositif auprès de membres du parti et accroître le nombre de projets portés par ses adhérents. Deuxièmement, les relations d'interconnaissance et de clientèle entre les membres du conseil et les postulants façonnent les projets retenus. Ceci contribue à une augmentation de la proportion de partisans du FRELIMO qui sont financés. Ces deux mécanismes s'inscrivent dans des logiques sociales et institutionnelles qui les rendent légitimes pour ceux qui les mettent en œuvre. Pour Sande (2011) et pour Forquilha (2010) on peut cependant quitter le point de vue émique pour parler d'un Etat ou d'une gestion néo-patrimoniale. L'allocation du « Fonds des 7 Millions » relève d'un système politique personnalisé qui alloue les ressources vers un groupe restreint d'individus et limite l'accès aux ressources de la majorité.

Les témoignages que j'ai recueillis dans les districts de Cuamba, de Malema et de Monapo vont dans le sens des travaux précédemment cités. L'appartenance ou la proximité avec le parti du FRELIMO constitue un prérequis pour pouvoir bénéficier du « Fonds des 7 Millions ». Un adjoint de la RENAMO dans le district de Monapo m'a expliqué que le « Fonds des 7 Millions » leur était interdit par les élus locaux du FRELIMO :

« Le Fonds apparaît mais personne ne reçoit de l'argent. J'ai inscrit notre groupe [de maçonnerie] dans le Fonds des 7 Millions. Mais cela n'a pas été possible d'avoir cet argent. Ils ont dit qu'on devait avoir des documents. On les a faits. Puis il fallait un compte en banque. On l'a ouvert. Mais l'argent n'est pas arrivé. Le premier secrétaire [du FRELIMO] a dit **« vous êtes de la RENAMO donc vous n'allez pas remporter cet argent. Vous êtes en train de mettre vos noms mais l'argent n'est pas à la RENAMO. Il est au FRELIMO. »**

Entretien avec un adjoint de la RENAMO, 21/05/2017

L'adjoint de la RENAMO décrit ici un étiquetage du « Fonds des 7 Millions » comme un « Fonds du FRELIMO ». Cette assimilation de l'argent public à l'argent du parti au pouvoir est fréquente. Dans la localité d'Ipalame, un secrétaire du FRELIMO m'a clairement expliqué que le fonds était essentiellement réservé aux membres de son parti et servait à dissuader les habitants de rejoindre la RENAMO<sup>651</sup>. Dans cette même localité, le chef de poste était plus prudent et se gardait bien d'établir un lien de causalité entre parti politique et acceptation d'un projet. La liste des 25 projets financés en 2014 qu'il m'a fournie est cependant révélatrice. 11 projets se trouvaient dans le centre de la localité, 3 dans un village à proximité et 2 dans un village voisin, appartenant pourtant à une autre localité. Aucun projet ne se situait dans les

---

<sup>651</sup> « Le Fonds oui c'est essentiellement pour le FRELIMO. Celui de la RENAMO on ne va pas le financer. Et comme ça il saura qu'il n'est pas financé parce qu'il a la mauvaise carte politique » (entretien avec un secrétaire du FRELIMO de la zone d'Ipalame, Février 2015).

zones décrites comme « d'opposition ». Comme dans le district de Gorongosa, la localisation des projets reprend la géographie partisane supposée<sup>652</sup>.

La situation est similaire dans la localité de Kharamu. Les projets financés par le « Fonds des 7 Millions » sont concentrés autour de la localité et dans les villages liés à la chefferie Marrua. Au contraire, les habitants des différents villages du *regulado* Munethaca, souvent (dis)qualifiés de « partisans de la RENAMO », déclarent recevoir moins de projets. Pour eux, le chef de la localité se venge à leur détriment. Lors de la visite du Président de la République du Mozambique en 2013, un homme issu d'une famille du *regulado* Munethaca a publiquement attaqué le chef de la localité. Il l'a accusé de voler leurs épouses et de détourner l'argent public, sous les applaudissements des villageois. En conseil fermé, l'orateur fut discrédité comme un opposant de la RENAMO. Par la suite, le chef de la localité annonça publiquement qu'aucun projet ne serait attribué aux familles qui s'étaient identifiées au grand jour en applaudissant la critique. De fait, à ma connaissance, aucun projet du « Fonds des 7 Millions » ne fut attribué à ces villages en 2014 et en 2015.

Les membres de l'opposition politique dénoncent le plus ouvertement les mécanismes d'exclusion du « Fonds des 7 Millions ». Cette dénonciation nourrit leur argumentaire politique. Plus le FRELIMO est corrompu, plus les partis d'opposition sont légitimes et peuvent se présenter comme des alternatives nécessaires. De nombreux habitants, qui ne sont ni du FRELIMO ni de la RENAMO, partagent cependant ces dénonciations. Ils critiquent en particulier le fait que seuls les habitants les plus aisés, « les patrons », où ceux avec « des proches dans l'administration » puissent accéder au « Fonds des 7 Millions »<sup>653</sup>. Au-delà de la corruption, le mécanisme même de « coparticipation » à l'aide au développement, qui s'est substitué à celui de « don », alimente la frustration des habitants. Il conduit à accroître les conversions à la RENAMO, et à décourager les habitants les moins dotés en capitaux ou en relations sociales à « participer » au Développement<sup>654</sup>.

---

<sup>652</sup> Il s'agit bien d'une géographie supposée car la géographie des affiliations politiques réelles est plus complexe, voir le chapitre 7.

<sup>653</sup> « Le Fonds des 7 Millions ce n'est que pour les amis du chef, ceux qui ont [de l'argent] sont ceux qui reçoivent » (entretien avec une habitante de Wotha, le 15/05/2017) ; « Pour obtenir cet argent [le Fonds des 7 Millions] si tu me donnes 100 000 il faut que je te laisse 20 000... Et ensuite il faut toujours avoir des engagements de partage. Si tu n'as personne là-dedans [dans l'administration], tu n'as pas d'argent. Moi je ne vais pas réussir à faire les documents et à corrompre. Un défavorisé [carenciado] comme moi n'a aucune chance » (entretien avec un habitant de Wotha, le 15/05/2017) ; ou encore « Le district ne donne pas d'argent. L'argent, il le donne aux patrons, à ceux qui ont. Aux autres il ne donne rien. Celui qui possède recevra. Celui comme moi, [sans rien], non ». (Entretien avec un habitant de Kharamu, 17/05/2017).

<sup>654</sup> « Pour déposer [un projet] on nous dit "Va la bas au registre chercher un document". Puis "va chez le *regulo* faire signer un papier"... cela n'a pas de sens... Quel est le chemin par lequel je dois passer? Ici sans une chèvre

Une grande partie des habitants qui critique le « Fonds des 7 Millions » n'a en réalité jamais soumis de projet où affronté directement la corruption dénoncée. Sur les 28 personnes qui m'ont parlé du « Fonds des 7 Millions » en mai 2017, 16 n'avaient en fait jamais déposé de projet, soit 57% des personnes interrogées<sup>655</sup>. Seulement 8 personnes, parmi les 12 ayant déposé un projet, avaient effectivement connu un refus. La dénonciation de la corruption est donc souvent fondée sur le discours des autres et non pas sur une expérience personnelle. A Ipalame par exemple, un jeune m'explique que « les chefs [d'Ipalame] choisissent leurs familles et pas les familles d'ici [son village]. Nous qui sommes à l'extérieur de leurs familles on ne parvient à rien attraper »<sup>656</sup>. Il n'a cependant jamais soumis de projet car ses aînés s'y opposent, craignant d'initier des dettes vis-à-vis des élites locales<sup>657</sup>. Le discours de corruption conduit ainsi à des mécanismes d'auto-exclusion. Il reproduit le système de croyance dominant selon lequel les chefs « mangent entre eux » et les personnes simples n'ont aucune chance d'accéder aux ressources.

L'analyse des bénéficiaires des projets confirme que les membres des chefferies dominantes et les élites locales sont les principaux bénéficiaires. Dans le district de Mecanhelas, par exemple, un ancien fonctionnaire des services de l'agriculture a bénéficié d'un projet pour agrandir son hôtel<sup>658</sup>. A Ipalame, un commerçant aisé a obtenu deux projets la même année : l'un pour développer son commerce (Figure 10.6), l'autre pour produire du maïs. Il a entretenu de très bonnes relations avec le chef de la localité pour accéder à cet argent et a même accepté de localiser une meunerie à Ipalme, pour satisfaire à sa demande. Plusieurs éléments convergent pour expliquer que les élites locales soient mieux financées et que ces élites soient proches du parti du FRELIMO et des fonctionnaires locaux. Elles ont une plus grande connaissance des procédures à compléter pour bénéficier d'un projet, une

---

tu ne passes pas... ils tuent la chèvre, ils mangent la chèvre. En vain. Toi tu n'as rien et le propriétaire de la chèvre réclame son argent. A Kharamu, un de l'opposition a donné un cabri et rien n'est sorti. Il est entrain de pleurer maintenant. Pour que je ne mette pas mon nom c'est parce que j'ai entendu ces histoires. Et c'est pour ça que je ne veux pas connaître la procédure. Pour avoir de l'argent il faut apporter de l'argent. » (Entretien avec un habitant d'un espace gris de Kharamu, 17/05/2017).

<sup>655</sup> Voir l'Annexe 9.1 pour une liste des soumissions, des acceptations ou des refus, et des extraits d'entretien correspondants.

<sup>656</sup> Entretien avec J. dans la zone d'Ipalame, 06/05/2017

<sup>657</sup> Les membres de sa famille « n'aiment pas le sujet. Il y a une chose... C'est que si je reçois une somme, je vais devoir donner la moitié, et ils ont peur. Ils ont peur que je n'arrive pas à rembourser. [Ils disent quoi?] Ils disent que je vais emmener cet argent et que je ne saurais pas comment le rendre. Ils disent que si je perds la vie, le chef de famille va rester avec quoi? Avec des dettes, alors ils ne veulent pas que je mette mon nom » (entretien avec J., le 06/05/2017). Très peu de personnes remboursent effectivement leurs prêts, mais la famille de J. est de celles qui n'ont pas les moyens de ne pas respecter les règles. Elle préfère donc lui interdire de candidater

<sup>658</sup> Entretiens avec le propriétaire, Insaca, mars 2014.

meilleure maîtrise de l'écriture et des attentes d'un comité de sélection. Par ailleurs, elles ont plus de contreparties à offrir pour « faciliter » le processus.



Figure 10.6 : Photographie du commerce ouvert à Ipalame par un mozambicain originaire de Mecanhelas et qui a bénéficié en 2014 de deux projets du « Fonds des 7 Millions ». Source : N. Leblond, 2015

Malgré la médiatisation positive du « Fonds des 7 Millions », de nombreux auteurs ont souligné la limite de cette intervention d'un point de vue économique (Orre et Forquilha 2012; Sande 2011). Le cadrage centré sur l'individu pauvre, qui se transformerait en autoentrepreneur, ne correspond pas aux pratiques observées. La dépense immédiate de l'argent dans des biens de consommation et dans des activités peu lucratives et durables est à l'origine d'une faible matérialisation de retours. L'évaluation quantitative de cette intervention est cependant rendue difficile par les contradictions entre les chiffres annoncés et le manque de précision des indicateurs retenus (Orre et Forquilha 2012). Les projets sont comptabilisés en nombre de personnes financées et en nombre d'emplois créés. Mais la notion même d'emploi n'est pas définie. S'agit-il d'un emploi agricole saisonnier, qui ne dure que l'année d'attribution du Fonds? S'agit-il d'un emploi rémunéré, qui est reconduit d'une année sur l'autre? Quels sont les impacts sur les foyers bénéficiaires au-delà de l'année d'allocation? Qu'implique réellement un projet de commercialisation de denrées alimentaires? Des observations directes font souvent apparaître qu'il s'agit avant tout de bars où les principales denrées comestibles sont en fait des boissons alcoolisées (Orre et Forquilha 2012, 185). Peut-on encore comptabiliser cela comme une amélioration de la commercialisation de denrées alimentaires?

A l'image des accusations de sorcellerie, celles de corruption sont difficilement vérifiables. Dans la localité d'Ipalame, par exemple, le chef est accusé de conserver la moitié de la valeur des projets. Ce serait avec cet argent qu'il aurait réussi à s'offrir une nouvelle voiture. Ceux qui ont reçu l'argent des projets nient cependant systématiquement avoir laissé la moitié de la valeur au chef de la localité<sup>659</sup>. Ce dernier affirme avoir acheté sa voiture avec ses économies. A Kharamu, les habitants accusent l'ancien chef d'avoir détourné une partie du « Fonds des 7 Millions » pour se construire une maison en ciment. Le chef de la localité a cependant été transféré dans une autre zone et il n'est pas possible d'établir l'origine précisée des ressources qui ont permis de construire sa maison. Il est donc difficile de prouver ces accusations de corruption. La question n'est cependant pas de savoir si les accusations sont exactes ou erronées. Dans la perspective où la corruption est un système de croyance, il importe au contraire de s'interroger sur les effets de cette structure de signification.

Dans la sous-section suivante je reviens sur des effets du discours de corruption qui accompagnent l'allocation du « Fonds des 7 Millions ». Nous avons vu plus haut qu'ils peuvent alimenter une conversion à la RENAMO. Les exemples détaillés ci-dessous montrent que les critiques des habitants ne sont pas seulement une mise en scène déployée face à « la blanche » en l'espoir d'un retour quelconque. Au contraire, le discours de corruption catalyse un ensemble de frustrations vis-à-vis de diverses violences structurelles vécues par les habitants. Il conduit à des pratiques qui affectent profondément les relations des habitants à l'Etat et donc la constellation agropolitique.

## 1.2. Violences structurelles et tensions dans les espaces gris

Les habitants des espaces gris critiquent fortement la concentration des projets et des budgets par les élites locales. Au-delà d'un discours d'injustice et d'accaparement des ressources par les élites, le « Fonds des 7 Millions » transforme profondément les pratiques et les engagements. Souvent, il participe à une dégradation des relations sociales au sein des villages. Persuadés que leurs chefs les ont trahis, là où il s'agit simplement parfois d'un budget limité, les habitants mettent en doute leur autorité et refusent d'obéir ou de participer à la vie collective. Le « Fonds des 7 Millions » ne génère pas à lui tout seul la violence structurelle qui conduit les habitants à ces remises en question. Il cristallise toutefois les frustrations, les discours d'abandon, ou encore les exclusions vécues dans les espaces gris du

---

<sup>659</sup> Entretiens dans des villages d'Ipalame le 03/05/2007 et le 06/05/2017.

Nord du Mozambique. Deux cas d'études permettent d'illustrer ces interactions et la manière dont les espaces gris modifient la constellation agropolitique. Bien qu'ils soient peu médiatisés, ils contribuent à façonner les relations à l'Etat et le sens de la politique agricole mozambicaine.

### 1.2.1. Le «Fonds des 7 Millions » comme catalyseur de tensions locales

Dans le village de M., en périphérie de la localité d'Ipalame, la situation s'est dégradée depuis le « Fonds des 7 Millions ». Il s'agit d'un espace gris typique, situé à une vingtaine de kilomètres du centre de la localité, dépourvu d'interventions d'ONG ou de projets du « Fonds des 7 Millions ». De nombreux habitants, qui n'appartiennent pas à la famille du chef, le *cabo* M., pensent que ce dernier détourne le fonds à son profit et à celui de ses amis<sup>660</sup>. Ils dénoncent en particulier le fait que la cellule A du FRELIMO, proche du chef M. et du secrétaire du FRELIMO d'Ipalame, « mangent l'argent », tandis que la cellule B du FRELIMO n'obtient pas de ressource. Que le détournement d'argent soit vrai ou faux n'a pas d'importance. En représailles, les habitants de M., et en particulier les membres de la cellule B ont refusé d'intervenir pour consolider l'école en 2014<sup>661</sup>.

Dans le village de M., le discours de corruption de l'Etat local et des chefs dans le cadre du « Fonds des 7 Millions » justifie un désengagement des habitants des activités collectives. Les fortes pluies de 2014-2015 ont conduit à l'effondrement d'une partie de l'école principale de M. (Figure 10.7). Malgré les demandes du chef M., les familles dont les enfants sont scolarisés ont refusé de réparer les murs et le toit. Informé de la situation par des membres de la cellule A, le chef de la localité d'Ipalame nouvellement en poste a convoqué une réunion à M. à la mi-avril 2015. Ayant conduit des entretiens à M. la veille, avec des membres de la cellule B, je suis revenue pour y assister. Cette réunion qui a duré 5 heures montre que le discours d'exclusion du « Fonds des 7 Millions » attise les tensions dans les espaces gris. Les discours des élus locaux apparaissent comme des violences culturelles, qui rendent les habitants de M. responsables de leur situation de délaissement et la légitiment.

---

<sup>660</sup> Un homme réclamant le départ du chef explique que :« le *cabo* [M.] est entré en 2007 ou en 2008... Il mange l'argent tout seul. Les 7 Millions il les garde pour lui... et il les distribue aux mauvaises personnes. Alors les gens ne veulent plus construire l'école » (Entretien à M. le 13/03/2015).

<sup>661</sup> Dans de nombreux villages ruraux, l'éducation est un service qui repose sur la contribution des parents pour fournir les infrastructures comme l'école, les chaises, les bancs, les latrines et éventuellement les tables (très rares). Localement les fonctionnaires et les parents présentent cela comme une co-participation : le gouvernement finance le salaire des professeurs, en retour les parents doivent participer à la construction et à l'entretien des bâtiments.



Figure 10.7 : Photographie de l'école détruite de M., à l'arrière-plan. Au premier plan, une partie des hommes réunis sur convocation du chef de la localité d'Ipalame. Source : N. Leblond, 14/03/2015.

Plusieurs élites locales se sont déplacées pour la réunion qui se tient le 14 mars 2015. Parmi elles se trouvent les secrétaires du FRELIMO de la cellule A, de la cellule B et d'Ipalame, le Directeur de l'école de M., le chef de la localité d'Ipalame, le *cabo* M., ainsi que les animateurs de l'église et de la mosquée de M. Après des présentations à la gloire du FRELIMO, scandées d'acclamation au parti et au président Felipe Nyussi, le chef de la localité d'Ipalame demande à l'assemblée de s'exprimer sur l'histoire du « Fonds des 7 Millions ». Un homme se lève et dénonce l'absence de projets :

« Sur cette terre [celle de M.] il n'y a rien. Le *cabo* M. garde l'argent pour lui. Il n'y rien, pas de boutiques, pas de projets ».

L'homme est chaleureusement applaudi par les habitants. Deux hommes de la cellule B se lèvent et reproduisent la même critique. L'assemblée rit et applaudit. Les femmes sont incitées à parler par le chef de la localité mais aucune d'entre elle ne souhaite s'exprimer. Un homme réclame un hôpital. A sa suite, un voisin souligne que leur pompe à eau est cassée. Les femmes doivent donc aller chercher l'eau au fleuve. Les femmes applaudissent.

Le chef de la localité reprend alors la parole et dément l'implication du *cabo* M. dans des affaires de corruption. Il affirme qu'en tant que chef de la localité, il est le seul responsable de l'argent du « Fonds des 7 Millions ». Comme il vient d'arriver, il ne peut par ailleurs pas être tenu pour responsable des allocations de projets antérieurs. Il entame un discours moralisateur expliquant que l'absence de Développement incombe aux habitants :

« Sur la question de la corruption... Je l'entends partout. Mais ce n'est pas vrai. Les fonctionnaires n'ont pas le droit de bénéficier de projets car ils ont des salaires. C'est pour les jeunes, vous qui êtes en âge de travailler, c'est à vous de faire des projets. Alors cette



**question d'école c'est inacceptable. L'école c'est le gouvernement, et là vous pénalisez les enfants.** Les projets c'est pour les hommes prêts à travailler. [...] **Mais ici, personne n'a réussi à ouvrir une seule baraque pour vendre du sel. C'est vrai qu'il y a des problèmes ici. [...] C'est lamentable qu'à M. on ne trouve que de la brousse, c'est une honte cette situation. C'est une honte que la route ne soit pas débroussaillée, que les maisons soient loin dans la forêt, que personne n'ait de radio.** Cette école, vous devez la réparer avant le mois d'Avril. M. ne peut pas rester comme ça sans école. Jamais. Alors oubliez l'hôpital, ce n'est pas pour demain. Vous devez juste avoir un petit stock de médicaments. »

Le directeur de l'école prend alors la parole pour souligner que les habitants « vivent sans ordre ». D'un ton accusateur il affirme que :

« Les chefs ne connaissent pas leurs fonctions, certains profitent de la confusion [des élections présidentielles] pour paralyser l'ensemble. »

Il suggère ainsi que des membres de la RENAMO agitent le village et désorganisent les parents d'élève. Le *cabo* M. interroge à son tour les habitants : « On va signer un accord » leur dit-il, « On va construire une école ici oui ou non ? » Les habitants répondent de manière affirmative avec un entrain très limité. Le chef de la localité déclare alors :

« **Arrêtez de mélanger projets et école.** L'école n'est pas du parti. L'école n'est à personne. Nous devons tous la construire, et défendre nos enfants. Nous devons **mettre un terme aux idées réactionnaires.** Si nous ne reconstruisons pas l'école, le directeur [de l'école] partira.... **C'est le cannabis qui cause ce désordre.** Qui fume du cannabis oublie ses enfants et est désorganisé. Une salle de 12 mètres ce n'est pas difficile à construire non ? Chaque père va apporter des bambous, 30 bambous, des poutres, des cordes, et samedi prochain, nous allons reconstruire cette école. De toute ma carrière, je n'ai jamais vu ça. **Vous passez votre temps à réclamer, vous ne savez faire que ça,** « donnez-nous ceci, donnez-nous cela... ». Mais sans rien faire. C'est comme ça que les choses fonctionnent ? **Etre blanc c'est être civilisé. Vous utilisez mal l'argent, c'est pour cela que toute votre vie n'est que pauvreté.** Notre problème ici c'est l'**espièglerie** [*malandrice*, néologisme dérivé de « *malandro* », qui signifie vaurien ou rusé]. »

Ces attaques relèvent de la violence culturelle, imputant l'absence de richesse à la paresse des habitants de M. et à leur espièglerie<sup>662</sup>. L'assemblée reste silencieuse devant ce discours. Le chef de la localité réexplique alors le fonctionnement des projets, la nécessité de rembourser l'argent et l'impératif de reconstruire l'école. La réunion se termine vers 15 heures. Les applaudissements finaux sont très limités, tout comme les hurrahs au FRELIMO. A peine la visite partie, certains habitants se rassemblent pour exprimer leur mécontentement.

Certains habitants de M. espéraient que cette réunion permettrait la destitution du *cabo* M. et la nomination d'un nouveau chef. Au contraire, ce dernier a été dédouané. Les habitants ont été rendus responsables de la situation générale du village, isolé, mal desservi, sans

---

<sup>662</sup> On pourrait objecter ici que les parents d'élève ont pris en otage leurs enfants en refusant de reconstruire l'école. Ils seraient donc les auteurs d'une violence structurelle vis-à-vis de ces derniers, violence dénoncée par le chef de la localité. En réalité, les parents, notamment les membres de la cellule B ont construit une deuxième école pour leurs enfants, plus proche de leurs résidences. Le discours du chef de localité occulte ces efforts.

services, le chef de la localité les insultants d'être désordonnés, drogués, et insoucieux du bien de leurs enfants. Ils ont été décrits comme des bons à rien qui vivent dans l'assistanat et qui ne sont pas des « blancs » « civilisés ». Cette référence raciale est peut être liée à la présence « d'une blanche » dans l'assemblée. Dans tous les cas elle contribue à rabaisser les habitants de M. et à décrédibiliser leurs critiques.

Les tensions entre les deux cellules du FRELIMO ne sont pas alimentées que par le « Fonds des 7 Millions ». Elles relèvent largement de la question du dédoublement de l'école, qui conduit les membres de la cellule B à réaffirmer qu'ils ne participeront pas à construire l'école de la cellule A<sup>663</sup>. Les membres de la cellule B habitent un quartier périphérique de M. et cherchent à s'autonomiser de la cellule A et à construire une école plus proche pour leurs enfants. Ils ne sont pas soutenus par le *cabo* M. et interprètent l'absence de projets comme une conséquence de leur volonté d'émancipation. Le « Fonds des 7 Millions » n'est pas responsable de toutes les tensions entre le village de M. Il a toutefois contribué à les catalyser. Le discours de corruption du chef a permis de justifier un refus de contribution des habitants et de mettre sur pied une tentative de destitution. Cette dernière a échoué car le chef de la localité a soutenu la chefferie en place. En retour, ceci a alimenté une violence culturelle qui a effrité un peu plus la confiance des habitants envers les autorités locales.

« Entre chefs ils ne peuvent pas se dénoncer » conclut un des hommes de M. qui souhaite poursuivre la procédure d'expulsion du *cabo* M. en faisant pression sur sa famille. Ce dernier a finalement été destitué en 2016. En 2017, les responsables de la localité d'Ipalame l'accusaient d'appartenir à la RENAMO. Au contraire, les habitants de M. tenaient la localité pour responsable de la corruption. Dans cet espace gris, le « Fonds des 7 Millions » est ainsi devenu le support d'une critique habitante vis-à-vis de leurs élites villageoises puis vis-à-vis des fonctionnaires de la localité. La contestation n'est pas seulement discursive mais contribue effectivement à un refus de coopération des habitants avec les programmes étatiques. Elle modifie donc les relations entre les acteurs de la constellation agropolitique.

---

<sup>663</sup> Un membre de la cellule B du FRELIMO affirme à l'issue de la réunion que l'école ne sera pas réparée : « Personne ne va le faire d'ailleurs. Parce que quand on a construit l'annexe [dans le cercle B] personne ne nous a aidés. En plus le chef [de la localité] vient de nous dire que dans l'annexe il n'y aura que les classes 1 et 2 et pas les classes 3 et 4 » (observation le 14/03/2015)

### 1.2.2. De la violence structurelle à la violence directe

Dans la zone de Kharamu, l'absence d'accès aux ressources du « Fonds des 7 Millions » se combine avec un mécontentement vis-à-vis de l'Etat pour engendrer des violences directes de la part des habitants. Ils en sont venus à saisir la justice entre leurs mains et à lyncher les suspects d'un crime dans un des villages. Dans ce cas, le sentiment d'abandon et d'exclusion vécu par les habitants des espaces gris conduit à une érosion des prérogatives de l'Etat.

Les habitants des villages en périphérie de la localité de Kharamu se disent trahis et abandonnés par le gouvernement mozambicain et par le FRELIMO. Certains habitants de ces espaces gris ont le sentiment d'appartenir à un autre territoire, défavorisé :

« Le problème c'est le FRELIMO. Il n'apporte rien. Tout reste dans les postes administratifs.... **Il a une frontière ce gouvernement? Est-ce que nous sommes en dehors?** Les prix au poste c'est 30 MZN [pour vendre un kilo de produit] et ici c'est 20 MZN. Quel est donc le gouvernement de là-bas et le gouvernement d'ici? »

Entretien dans le village de C., 17/05/2017

D'autres expriment un profond sentiment de mépris, déclarant que le gouvernement mozambicain ne les considère pas comme des humains mais comme des animaux :

« Ici nous sommes dans la forêt, **nous sommes comme des animaux**. [L'argent du « Fonds des 7 Millions »] ce n'est que pour les personnes qui sont au district [dans la capitale du district]. Pourtant on paye des impôts, des impôts de bicyclettes et des licences de motos. **Mais le gouvernement pense que nous sommes des animaux sauvages** »

Entretien dans un village de localité de Kharamu, 18/05/2017

Une partie des habitants des espaces gris a publiquement dénoncé le chef de la localité en 2013 (cf. section 1.1). En 2015, ces habitants disaient n'avoir pas reçu de projets. En 2017, le secrétaire d'un des quartiers, également membre du conseil consultatif de la localité, dénombrait 5 projets mais déclarait que c'était très peu :

« Le chef de la localité était un mafieux. Il choisissait ses amis pour que leurs projets sortent. Dans les zones [deux zones « d'opposition »] il ne voulait pas. Il ne voulait pas que les projets sortent. Quelques-uns sont sortis finalement mais c'était très peu »

Entretien dans le village de V., localité de Kharamu, 18/05/2017

Simultanément, les critiques des habitants sont restées sans suite. Le chef de la localité dénoncé devant le Président de la République n'a pas été renvoyé. Au contraire, il a emménagé dans la maison présidentielle construite pour la visite. En 2016, il a été muté, à sa demande, pour rejoindre une localité moins isolée.

Le 8 mai 2015, le nouveau gouverneur de la province de Nampula est venu livrer un discours moralisateur aux habitants. Il leur a rappelé que le FRELIMO était au pouvoir, qu'ils devaient travailler, et qu'ils devaient accepter les patrons. Ce discours était décalé par rapport à la situation locale. Quelques semaines plus tôt, l'Etat n'était pas intervenu suite à l'assassinat d'un villageois. Se sentant exclus et trahis par les différentes administrations, les habitants avaient décidé de régler l'affaire eux-mêmes. Le discours « hors sol » du gouverneur les incitant à se prendre en main alors même qu'ils se sentaient marginalisés était un affront de plus. En effet, le crime avait, selon les habitants, été commis par un détenu du centre de rééducation, centre publique où divers condamnés étaient envoyés terminer leur peine en semi-liberté. Cette affaire éclaire les mécanismes à l'œuvre dans cet espace gris.

Le crime qui a conduit au lynchage de trois détenus dans la zone de Kharamu en avril 2015, résulte de l'interaction entre un cambriolage violent et un sentiment d'abandon et de relégation. Trois cambrioleurs entrèrent dans une maison pour la dévaliser. Le jeune couple propriétaire résista. Les intrus frappèrent l'homme à la tête et le tuèrent sur le coup. L'épouse réussit à prendre la fuite, tous comme les cambrioleurs qui subtilisèrent les économies du foyer. L'épouse et les voisins soupçonnèrent des détenus du centre. Ils s'y rendirent pour demander si tous étaient présents. Le centre refusa de prendre au sérieux leur demande et leur affirma que tous les pensionnaires étaient dans leurs cellules. Le lendemain, à quelques kilomètres de là, trois hommes demandaient leur chemin. Ils voulaient partir vers Monapo. Les jeunes qui les renseignèrent s'étonnèrent que trois adultes ne connaissent pas la direction de la capitale du district. Ils avertirent leurs aînés<sup>664</sup>. Ces derniers firent le rapprochement avec les trois cambrioleurs en fuite et capturèrent les trois hommes. Il s'agissait bien de trois détenus du centre. L'épouse du mari défunt identifia les suspects. Les hommes capturés furent ramenés chez l'un des chefs d'un village de l'espace gris.

Les récits des événements postérieurs à la capture des suspects sont contradictoires. Certains habitants, dont les proches du foyer cambriolé, disent avoir averti la police suite au cambriolage et à l'homicide. Cette dernière aurait refusé de se déplacer. Une partie des voisins dit avoir averti nouvellement la police après la capture des suspects. D'autres, au contraire, ne font pas mention de cette étape et affirment que l'affaire a été réglée entre les habitants et les chefs des principales familles. Ils auraient concédé à l'idée qu'un châtement à la hauteur du crime devait être exercé et qu'un message fort devait être envoyé au centre de

---

<sup>664</sup> Dans la version rapportée dans la presse, les trois hommes font du stop sur un des chemins. L'homme qui les prend en stop est originaire de la zone où le cambriolage a été commis et les conduit chez un chef local.

rééducation et au gouvernement. En effet, il s'agissait selon eux du deuxième meurtre perpétré par des détenus. En 2013, une femme âgée avait disparu près du centre. Elle avait été retrouvée morte dans les parcelles du centre un an plus tard mais la police du poste administratif n'avait pas conduit d'enquête. Dans un contexte où les habitants pensaient que les forces de police et les officiers de justice ne feraient pas leur travail, les trois suspects furent lynchés le jour même. Comme certains chefs participaient au lynchage, les habitants pensèrent bénéficier d'impunité si l'Etat décidait de conduire une enquête<sup>665</sup>. A Kharamu, le discours de corruption et d'exclusion ont ainsi contribué à éroder le monopole étatique de la violence légitime.

J'ai interrogé longuement les habitants les jours qui suivirent afin de recueillir leur opinion sur la situation. Ils hésitèrent souvent à me répondre, craignant que je ne les dénonce. Ils répondaient plutôt par des interrogations : « Et toi, que ferais tu si la police ne venait pas ? » « Quel autre moyen de justice avons-nous ? », « Protéger nos familles, ce n'est pas important ça ? ». D'autres réfléchissaient à exclure complètement les détenus des villages et à expulser ceux qui s'y étaient mariés. La police vint récupérer les corps sans rien dire. Au moment où je quittais Kharamu, à la mi-mai 2015, plusieurs chefs avaient été convoqués par l'administration du district. Les hommes n'étaient pas inquiets, ils disaient que les chefs étaient « anciens », « qu'ils ne parleraient jamais ». Aucun d'entre eux ne regrettait le lynchage.

Lors de mon retour en 2017, l'affaire avait été « enterrée ». Pour les habitants, une enquête nationale avait été conduite et la situation ne s'était pas reproduite. Dans certains villages, les hommes du centre avaient été expulsés. Ailleurs, les détenus ont simplement été mis en garde. Pour les habitants, la situation n'avait cependant pas fondamentalement changé. Leur demande de suppression de la liberté conditionnelle n'avait pas été retenue. Le maintien du centre constituait pour eux une marque de la déconsidération de leur zone :

« Ici c'est dans la forêt, les personnes qui vivent en ville c'est grâce à nous. Parce que tout ce qu'ils mangent là-bas, cela vient d'ici. **Mais la ville ne fait que nous exploiter. Ils nous exploitent c'est tout. [...] On peut demander de l'aide au gouvernement mais il n'accepte pas.** Parce qu'ici, c'est dans la forêt. C'est pour ça qu'on nous met un centre ici. **Dans la ville, les détenus dérangeraient, mais ici c'est dans la forêt** ».

Entretien dans un des villages près du centre, 18/05/2017

Ces évènements s'inscrivent dans un contexte où les habitants ont le sentiment d'avoir été oubliés par leurs représentants. Ils ne voient plus arriver les projets, ni les techniciens de

---

<sup>665</sup> Entretiens dans la zone de Kharamu, avril 2015.

l'agriculture. Ils voient au contraire des élites du parti et des fonctionnaires qui parviennent à capter des ressources qui leurs sont refusées. Ils se sentent méprisés et leurs plaintes sont discréditées par les administrations. Ils refusent alors de se soumettre à l'administration étatique. Cette histoire fait écho à de nombreux autres cas. Les lynchages populaires se sont multipliés au Mozambique<sup>666</sup>. Ces cas de privatisation de la justice se combinent souvent avec à une critique du dysfonctionnement des autorités locales et provinciales. De nombreux habitants des différents sites expliquent que « quand on emmène un bandit en prison, il paye et le même jour il est libre ». Dans ces conditions, il peut apparaître profitable de ne pas passer par la justice formelle.

Les cas de M. et de Kharamu détaillés dans cette section rejoignent la situation de Wotha, où les habitants, devant le manque de réactivité des secrétaires de parti, punissent eux même les voleurs<sup>667</sup>. Ils font aussi écho au discours d'un secrétaire de la communauté de Muita, dans le district de Malema, qui après avoir perdu ses terres au profit d'un investisseur, se disait prêt à faire « sécession » de son Etat<sup>668</sup>. Ces discours sont révélateurs d'un fort mécontentement dans l'espace rural du corridor de Nacala.

L'augmentation des tensions dans les espaces gris n'est pas uniquement liée aux manques d'interventions dans l'agriculture. Comme le cas de Kharamu l'illustre, la combinaison de discours de « corruption », de l'instrumentalisation du « Fonds des 7 Millions », de déceptions vis-à-vis de la justice étatique, et de frustrations diverses, aboutit à des résolutions violentes. L'absence de projets et de d'investissements agricoles contribue à ces tensions. En réduisant les fonds disponibles pour les habitants au profit des investisseurs et des élites, en reposant sur des procédures qui semblent arbitraires aux yeux des villageois, en discréditant les violences vécues et les critiques émises, le discours du Développement et ses nouvelles modalités participent à fragiliser la paix et la construction de l'Etat mozambicain à sa marge. La transformation de la frustration en violence directe n'est cependant pas automatique. Dans de nombreux cas, les critiques restent discursives ou aboutissent à une politisation des habitants au profit de la RENAMO. A Khapa par exemple, un ancien m'explique que

« Le [Fonds des 7 Millions] c'est une campagne pour l'opposition. C'est la RENAMO qui vient et qui nous aide alors que le FRELIMO nous prend des choses. Le FRELIMO disait que l'opposition n'avait pas d'argent, de plans ni de capacités. Mais c'est la RENAMO

---

<sup>666</sup> Voir les travaux sur les lynchages au Mozambique (Serra 2015) et (Bertelsen 2016)

<sup>667</sup> Voir le chapitre 9, section 2

<sup>668</sup> Voir le chapitre 8 pour des éléments sur la situation de Muita.

## Partie IV – Chapitre 10

qui entre et qui est capitalisée. Elle a des capacités et du capital. [...] Si le gouvernement avait cédé les 6 provinces ce serait le développement. Tout aurait changé ».

Entretien à Mutuali, 13/05/2017

Cet habitant fait le lien entre l'échec du « Fonds des 7 Millions », le renforcement de l'opposition politique et l'adhésion au programme politique d'autonomisation des provinces. Dans ce cas, le « Fonds des 7 Millions » renforce l'engagement des habitants avec des enjeux et des procédures démocratiques. Mon argument ne consiste pas à dire que la violence directe est généralisée. Au contraire les effets de l'interaction entre abandon des espaces gris, politique de décentralisation, et frustrations vis-à-vis des autorités, sont différenciés selon les contextes.

### Conclusion du Chapitre 10

Sans dire son nom, la nouvelle politique agricole rétablit le dualisme de la politique agricole coloniale et la politique postindépendance. Elle sépare des zones très prometteuses d'un côté et des zones grises de l'autre et reproduit ainsi la dichotomie coloniale « Afrique utile/Afrique inutile » (Ferguson 2005; Giraut 2009b). Ce chapitre centré sur les espaces gris, marqués par une faible intervention, a souligné que la situation était mal vécue par les habitants. Pour ces derniers, l'inflation des prix, la mise en place d'infrastructures qui ne servent pas leurs intérêts, ainsi que la réduction des opportunités, sont des sources de frustrations. Ce chapitre a montré que ces frustrations s'exprimaient par un discours dénonçant la corruption et le régionalisme de l'Etat mozambicain. Par endroit, il augmente la politisation des habitants. Dans d'autres, il fragilise l'ordre social et accroît la violence directe. Les exemples mobilisés ici n'ont pas vocation à être généralisés. Ils illustrent la pluralité des effets de la politique agricole, ou plutôt de l'absence d'interventions dans l'agriculture.

Le cas du « Fonds des 7 Millions » permet d'aborder l'intervention de l'Etat dans les espaces gris à partir des politiques de décentralisation. Ces dernières ne sont pas conventionnellement considérées comme des politiques agricoles mais elles ont *de facto* un impact sur l'agriculture puisqu'une partie des projets sont agricoles et une partie des récipiendaires sont producteurs. Ce chapitre montre que le clientélisme entourant le « Fonds des 7 Millions » se combine avec l'absence de ressources pour l'agriculture dans les espaces gris pour accroître les tensions. Des discours d'exclusion résultent ainsi de l'interaction entre

une « politique par le haut » qui mise sur les investisseurs (Chapitre 9) et une « politique par le bas » qui renforce les élites locales (Chapitre 10). Ce chapitre analyse cette interaction au prisme des structures de signification qu'elle alimente et des relations sociales qu'elle reconfigure. Il montre que dans les espaces gris, la confiance dans l'Etat mozambicain s'effrite, les conversions à la RENAMO se multiplient, et les tensions au sein de la constellation agropolitique s'accroissent.

Paradoxalement, les politiques qui font la promotion du Développement et de l'investissement, fragilisent les systèmes productifs au Nord du Mozambique. Dans un contexte où les prix des produits agricoles sont faibles, les habitants n'ont pas intérêt à produire des surplus. Au contraire ils cherchent à diversifier leurs activités pour s'assurer d'autres sources de revenus. Par ailleurs les mécanismes de « co-participation », qui s'inscrivent en porte-à-faux avec les pratiques de partage des dons et de contre-dons, découragent une partie des habitants à participer au Développement. Ce sont en particulier les plus précaires qui se retrouvent exclus par ces mécanismes. En retour, ceci accroît les frustrations. Ce chapitre appelle donc à une étude plus poussée de la politisation et des interactions entre Développement et violence dans les espaces gris. Les critiques des habitants sont facilement balayées par les autorités locales et provinciales, comme en atteste le cas de M. Cela constitue une violence culturelle qui masque la violence structurelle dont les habitants des espaces gris font l'objet. L'ignorance de ces mécanismes contribue au maintien de la violence et fait des partenaires de Développements, chercheurs y compris, des complices (Uvin 1998).





## Conclusion

Cette thèse en géographie interrogeait la circulation et la matérialisation du discours promouvant l'augmentation de la productivité de l'agriculture africaine et des investissements privés dans les terres agricoles mozambicaines. Ce discours est devenu dominant à la fin des années 2000. Il a été porté par des institutions internationales, des agences de développement, des ministères de l'agriculture, et des entreprises privées. Il est notamment reproduit par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et le *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme* (CAADP). Ce dernier est présenté comme la réforme agricole « la plus ambitieuse et la plus complète » jamais entreprise en Afrique<sup>669</sup>. Cette thèse a exploré le cas d'une politique agricole adoptée au Mozambique dans ce cadre, le Plan pour le Développement Stratégique du Secteur Agricole (PEDSA), à partir d'une de ses zones cibles : le corridor de Nacala.

Mon objectif était d'analyser la circulation d'un discours, ses transformations et ses effets à différentes échelles. Il m'a conduit à explorer l'appropriation de ressources et d'espaces, les mécanismes de violence, ainsi que l'*épistémologie civique*, c'est-à-dire l'ensemble des processus institutionnalisés par lesquels une société sélectionne un énoncé scientifique afin de parvenir à un choix collectif (Jasanoff 2005). Je me suis en particulier intéressée au PEDSA, adopté par le gouvernement mozambicain en 2011, aux projets proposant de développer et d'investir dans le corridor de Nacala ainsi qu'aux vécus des habitants dans des zones investies et non investies. Ces différentes entrées ont été documentées à partir d'analyses de la littérature scientifique et grise, de données de télédétection des feux, d'entretiens qualitatifs et d'immersions dans les sociétés Makhuwa.

La multiplicité des acteurs aux poids variables et aux ressources inégales et la polysémie de l'agriculture m'ont conduit à adapter la notion de *constellation hydropolitique* (Trottier 1999, 2007b) pour introduire celle de *constellation agropolitique*. Cette notion permet d'explorer la diversité des interactions sociales au sujet de l'appropriation de la production agricole. La focalisation des discours sur certains sites restreints au détriment de la majorité de l'espace rural m'ont également amenée à introduire la notion d'*espaces gris*. Ces derniers renvoient aux espaces non-investis, occultés par le cadrage productionniste qui attire

---

<sup>669</sup> Voir par exemple (consulté le 12/09/2017) : <http://www.future-agricultures.org/policy-engagement/caadp/547-what-is-caadp>

l'attention et les capitaux sur certains espaces cibles. Le prisme théorique et méthodologique adopté dans cette thèse a permis d'explorer les interventions dans l'agriculture au-delà des enjeux de production. Il a également contribué à l'analyse des interactions entre ces interventions et les affrontements entre le parti-Etat du FRELIMO et le parti de la RENAMO<sup>670</sup>, et avec les oppositions à l'accaparement des terres.

## 1. Des discours globaux à la transformation des territoires au Nord du Mozambique : circulation d'un discours productionniste, appropriations de ressources, et violences

L'étude du contenu du PEDSA et sa remise en contexte à partir de l'histoire du Nord du Mozambique a permis de le penser comme un instrument d'extraversion. Cette politique agricole, comme les précédentes, s'inscrit dans une économie politique de captation de ressources du régime de l'aide au développement et de reproduction des élites mozambicaines (D. Rosário 2012; Carlos Nunes Castel-Branco 2013; Mogues et do Rosario 2016). Le PEDSA constitue une façade qui permet à différents acteurs (élites mozambicaines, experts étrangers, investisseurs privés, secteurs agro-industriels, agences de développement) de poursuivre une diversité de stratégies tout en affichant des objectifs consensuels d'augmentation de la sécurité alimentaire et de Développement socioéconomique. La perspective historique souligne la récurrence de l'appel aux investisseurs privés et de la forme spatiale des couloirs de transport dans la trajectoire du Nord du Mozambique. L'instrumentation du PEDSA naturalise et dépolitise ces éléments, en particulier *via* le recours à la modélisation économique et à des cartographies attrayantes des terres mozambicaines. Elle permet de catalyser des ressources et des interventions dans les espaces ruraux. Simultanément, elle restreint les effets qui peuvent être pris en compte et occulte les contradictions que ces interventions véhiculent et reproduisent.

Cette thèse est une contribution à l'analyse des instruments d'action publique dans le contexte d'appropriation [*ownership*] et de rationalisation des politiques [*evidence-based policies*] (Vlassenbroek 2005; Fouilleux et Balié 2009; Brüntrup 2011). Elle montre comment les procédures participatives, inclusives et prospectives permettent de reproduire des rapports

---

<sup>670</sup> Résistance Nationale du Mozambique, parti politique armé qui était au centre de la guerre civile mozambicaine (1976-1992). Il entretient depuis, dans des proportions variables, des relations parlementaires et des affrontements directs, avec l'armée officielle et le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) au pouvoir depuis 1974. Voir (Cahen 2000, 2012; Morier-Genoud 2017).

de pouvoir et de limiter les critiques. Mon étude située du dispositif conceptuel et institutionnel du PEDSA éclaire en retour l'épistémologie civique mozambicaine. Elle montre le fort poids des experts étrangers et des bailleurs de fonds dans la constellation agropolitique. Ils influencent en particulier le cadrage des politiques publiques (Rozenn N. Diallo 2014). Différentes institutions étrangères, comme l'*International Food Policy Research Institute* (IFPRI), l'Université d'Etat du Michigan (MSU), ou encore la Banque mondiale, ont façonné l'expertise mozambicaine en offrant des formations à l'étranger et en implantant des instruments de gouvernement au Mozambique. Elles participent à stabiliser des experts à l'interface entre haute fonction publique et régime de l'aide au développement. En retour ces experts articulent cadrages, ressources exogènes, et contraintes internes pour stabiliser leur position. Cela contribue à une circulation et une reproduction des cadrages des discours internationaux dans une politique nationale.

Légitimés et financés par le régime de l'aide au développement, les experts mozambicains privilégient les interventions technologiques et institutionnelles centrées sur l'accroissement de la production et de la productivité pour, *in fine*, marginaliser les questions d'accès à l'alimentation. Les processus de rédaction de la politique publique, avec des ébauches qui circulent entre les experts et les agences, des étapes de validation par modélisation économique, ou des mises en débat avec des partenaires sélectionnés, ne laissent pas de place aux énoncés concurrents. Ils facilitent la reproduction discursive de l'Etat mozambicain et l'appropriation des ressources de l'aide par les élites nationales, les secteurs agro-industriels, les experts, et les investisseurs privés. Ces derniers bénéficient largement des nouveaux projets de Développement qui demandent des co-financements et des contreparties élevés.

L'analyse du discours des projets de Développement déployés dans le corridor de Nacala a montré la reproduction du cadrage de la politique agricole nationale par une diversité d'acteurs. Au début de mon travail, j'émettais l'hypothèse selon laquelle les représentations de l'espace rural sont centrales dans la circulation et la matérialisation des discours<sup>671</sup>. Je supposais que les formes spatiales façonnaient les stratégies d'investissement et la réception des projets. Le cas du corridor de Nacala a montré que les représentations spatiales ne « performant » pas l'agriculture (Didier 2007a). Les projets de Développement et d'investissement n'ont pas été guidés par des promesses de terres vacantes et fertiles.

---

<sup>671</sup> Voir le chapitre 6.

Certaines cartes et bases de données ont davantage été produites à l'issue de collaborations entre les experts étrangers et les experts et les administrations mozambicains. Les représentations constituent ainsi des « objets frontières », qui ont permis à différents groupes d'acteurs de travailler ensemble (Star 2010). Elles peuvent être brandies pour attirer des capitaux, ou pour légitimer des interventions dans des zones « dépeuplées », mais elles ne sont pas à l'origine de la stratégie même d'investissement.

Les représentations contribuent rarement à transformer l'espace rural et l'agriculture conformément à leurs suggestions. L'étude du programme ProSAVANA a permis d'explorer une contre-performance du discours et des représentations sur l'accroissement de la production agricole et l'investissement privé. Ce projet a activé des mécanismes qui correspondent à une économie d'apparences (A. Tsing 2004). Cette dernière, tournée vers les investisseurs privés brésiliens, a rencontré une mobilisation contre l'accapement des terres. La constellation agropolitique a ainsi inclus des mouvements sociaux brésiliens, des chercheurs japonais, et des ONG étrangères et nationales qui se sont opposés au déroulement du projet. Les porteurs de ProSAVANA sont toutefois parvenus à imposer leur intervention en transformant leur discours, en infiltrant le corridor, en mettant en scène une approbation, et en remodelant la « société civile ». Mon étude de l'épistémologie civique dans les espaces ruraux postcoloniaux démontre qu'elle implique donc à la fois des processus de mise en scène de la preuve et de l'objectivité, et des processus de violence structurelle pour contraindre les opposants, les réduire au silence, et passer outre leurs critiques.

Cette thèse contribue ainsi à documenter des mécanismes de dé-crédibilisation et d'intimidation révélateurs de l'autoritarisme du gouvernement et des agences de développement. L'Etat mozambicain a été réduit en termes de ressources et de compétences, démocratisé, et ouvert à la critique et au compromis. Le cas de ProSAVANA a montré que les acteurs étatiques entendent malgré tout décider du sort des espaces et des populations tant au niveau central qu'au niveau provincial. Les habitants des espaces ruraux se sont peu mobilisés lors des réunions d'information ou des manifestations publiques d'opposition. Le retour sur l'histoire du Mozambique, le contexte économique et politique, ainsi que les relations entre les autorités communautaires et l'Etat ont souligné la faiblesse des marges de manœuvre formelles des habitants. Les oppositions et les désaccords ne passent pas par des dénonciations frontales. Elles s'inscrivent dans des mécanismes de contournement et de détournement inscrits dans la longue durée, qui permettent simultanément d'éviter les contraintes et d'en tirer des ressources (Fernandez-Fernandez 1976; J. C. Scott 1987). Ces

mécanismes sont cruciaux pour comprendre la sélection des discours et leur matérialisation. Cette thèse montre ainsi l'importance de la ruse et de l'ignorance dans l'épistémologie civique.

L'exploration de la constellation agropolitique à partir des sociétés Makhuwa a apporté une perspective ancrée sur l'agriculture et les investissements privés dans la terre. L'analyse du type idéal des sociétés Makhuwa a souligné leur faible centralisation, leur forte mobilité, et la coexistence de traits d'économie humaine et d'économie marchande (Graeber 2013). Les interventions coloniales et postcoloniales dans l'espace rural ont fragmenté ces sociétés et contribué à leur hétérogénéité. Les sociétés Makhuwa déploient des mécanismes de fuite, d'ignorance stratégique (Proctor 2008), de pression ou encore de dénonciation qui leurs permettent de préserver leurs structures sociales et de tirer profit des ressources extérieures. Elles ne se considèrent pas faibles, mais, fortes. C'est à la lumière de ces éléments et de certaines interventions passées que les habitants sélectionnent et transforment les énoncés et les projets qui circulent jusqu'à eux. Mon approche par le bas de la constellation agropolitique a donc apporté un éclairage original sur les asymétries de pouvoir et de savoir dans l'espace rural Nord mozambicain.

Cette thèse enrichit les travaux sur la géographie du pouvoir dans les espaces ruraux. L'analyse des consultations comme des dispositifs (Delgado-Pugley 2014) et comme des situations sociales polysémiques (Gluckman 1940; Nadasdy 2010) a démontré que les asymétries de savoir et de pouvoir sont nécessaires à l'ancrage du discours pro-investissement. Les acteurs présents lors des consultations possèdent des représentations différentes de la terre et de l'investissement. Cette polysémie facilite l'accord entre les acteurs. Chacun pense qu'il peut sortir gagnant et déploie des ruses et des ignorances stratégiques afin de faciliter la signature des documents. Cependant, les relations de pouvoir et le fonctionnement de ce dispositif sont défavorables aux habitants. Elles réduisent les intermédiaires au silence. Par ailleurs, les habitants ne peuvent pas s'opposer frontalement aux demandes des investisseurs soutenues par les administrations locales et ne peuvent pas renégocier les accords. Cette approche du fonctionnement du pouvoir complète les analyses légalistes, et souligne l'importance des trajectoires socio-spatiales et des lieux de décision dans l'étude de l'épistémologie civique.

L'étude de sites en cours d'investissement ainsi que d'espaces gris a permis de documenter les effets du discours sur l'accroissement de la production agricole et de

l'investissement privé. Elle confirme la nature duale des nouvelles politiques agricoles. Elles ciblent certains espaces où se concentrent interventions publiques, privées, et de Développement, et en abandonnent d'autres. Paradoxalement, bien que les mécanismes diffèrent sur les sites, des discours similaires de frustration, d'abandon et d'opposition politique émergent de ces cas d'étude. L'un des investissements a été approprié par les habitants d'un quartier « d'opposition » qui y voyaient un moyen d'autonomisation par rapport aux autorités administratives locales. Les ressources fournies par l'entreprise et leurs modalités d'utilisation ne correspondaient cependant pas aux attentes des producteurs participants et ils n'ont pas pu obtenir les effets souhaités. L'autre cas a profité aux élites du FRELIMO et à certains membres de la chefferie mais ont simultanément érodé leur légitimité au sein du village. L'investissement a ainsi accru les tensions et conduit à la destitution du chef local [*regulo*]. En parallèle, les ressources allouées aux districts et aux localités dans le cadre de la décentralisation du budget étatique ont essentiellement bénéficié aux membres du FRELIMO et aux élites économiques (Sande 2011; Orre et Forquilha 2012). Une partie des habitants considère qu'elle est injustement exclue de ces fonds. Dans un contexte de crise économique et de crise politique, les conversions à la RENAMO se sont multipliées sur les différents sites. En passant sous silence les enjeux politiques au Mozambique, la machine antipolitique du Développement (Ferguson 1990) n'a pas érodé ces derniers mais accru les violences directes et indirectes dans l'espace rural.

Les différentes entrées dans la constellation agropolitique qui se déploie au Nord du Mozambique ont mis en lumière des mécanismes de production, de circulation et de transformation de discours sur l'agriculture. Les asymétries de pouvoir en jeu donnent un poids majeur aux acteurs étatiques nationaux ou provinciaux, et aux acteurs du Développement, qu'il s'agisse de bailleurs de fonds ou de porteurs de projets. Les habitants interviennent peu dans la fabrique des politiques publiques ou dans la sélection des interventions. Ils ont toutefois des attentes importantes vis-à-vis de ces dernières. Ces attentes sont cependant souvent déçues. Dans un contexte de crise économique et politique, les interventions génèrent une violence structurelle, qui précarise un peu plus les habitants. Le régime de l'aide participe ainsi à reproduire et à catalyser de nouvelles violences au sein de la société (Uvin 1998). Les images lisses et attractives produites et reproduites par les institutions internationales, les institutions nationales, et les acteurs privés, ne génèrent pas une homogénéisation de l'espace et de la société mais une fragmentation spatiale et des tensions sociales au Nord du Mozambique.

Cette thèse contribue ainsi à l'analyse des transformations socio-spatiales dans les espaces ruraux et des effets de la reconfiguration du régime de l'aide en faveur des acteurs privés. Elle montre, que le cadrage par l'augmentation de la production et de la productivité, et le soutien aux acteurs les mieux dotés en capitaux, n'est pas hégémonique. Une idée est hégémonique lorsqu'elle est ancrée dans la société comme un sens commun qui apparaît naturel pour tous (Trottier 2003). Or au Mozambique, le cadrage productiviste et sélectif est contesté « par le bas ». Bien que ces frustrations et ces oppositions soient peu relayées, elles se maintiennent. Les investisseurs et les agences de développement analysent parfois les effets de leurs projets au prisme de l'échec, de la corruption, ou de « l'arriération » des sociétés ciblées. Une approche émique souligne des processus différents. Pour les sociétés Makhuwa du corridor de Nacala, les projets conduisent à une fragmentation de leur espace de vie, marquée par le passage des trains de charbons, la mise en place de clôtures ou encore leur exclusion de certaines terres.

Les projets ne se déploient pas selon les principes du communisme<sup>672</sup> et des « bonnes relations »<sup>673</sup> auxquels les habitants s'attendent. Les recours possibles sont très limités. Les nouvelles interventions promues constituent des formes de violences et contribuent à dégrader les relations sociales entre habitants et entre habitants et institutions étatiques. Ces relations sociales assuraient la sécurité alimentaire des habitants. Elles permettaient l'accès à des ressources au travers de processus non monétarisés. Les interventions accroissent au contraire le recours aux processus monétarisés, et déstabilisent les solidarités familiales et de voisinage. Seules les élites économiques et politiques locales parviennent à tirer des bénéfices des nouvelles interventions dans l'espace rural, augmentant sa stratification. Cette thèse documente ces mécanismes. Ils ne sont pas spécifiques au cas mozambicain (Negi 2014; Cioffo, Ansoms, et Murison 2016; R. Hall, Scoones, et Tsikata 2017). A terme, et en interaction avec des contextes spécifiques, ces mécanismes peuvent modifier la position des espaces ruraux le long du continuum guerre-paix (Cramer et Richards 2011). Cette thèse ouvre alors différentes perspectives de recherche.

---

<sup>672</sup> Au sens de Graeber, « chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » (Graeber 2011)

<sup>673</sup> Voir (Christopher Tanner et Baleira 2006)



## 2. Ouvrir de nouvelles pistes de recherche

Premièrement, cette thèse appelle à une analyse approfondie des interactions entre le continuum guerre-paix et la politique agricole. Des études ont montré que l'Etat et le FRELIMO instrumentalisent les politiques agricoles à leur profit (D. Rosário 2012; Mogues et do Rosario 2016). Cette thèse a montré que le dispositif du PEDSA permet de reproduire cette instrumentalisation. Elle a également souligné que ceci contribue à générer des tensions dans les espaces ruraux. Dès lors, ma thèse invite à explorer le discours de la RENAMO relatif à l'agriculture, et la manière dont ce parti armé est transformé par le PEDSA ainsi que sa mise en œuvre. L'analyse de ces interactions est particulièrement importante dans le contexte où certains auteurs décrivent une « proto-guerre » se déployant inégalement au Mozambique (Morier-Genoud 2017). Comment la RENAMO bénéficie-t-elle des détournements et des enclaves bureaucratiques mises en place par le régime de l'aide au Mozambique ? Comment la RENAMO gère-t-elle les frustrations ? Que promet-elle à ses membres ? Va-t-elle construire un discours alternatif au sujet de l'agriculture ou reproduire le cadrage dominant et les mécanismes de détournement des ressources ? Si la RENAMO ne parvient pas à gouverner et/ou à modifier l'allocation des ressources, pourra-t-elle contrôler l'opposition politique ?

La notion de « proto-guerre » entre élites permettant de renverser le rapport de force est séduisante. Mais les membres à la base de la RENAMO partagent-ils cette lecture ? Qu'advient-il dans les espaces ruraux s'ils n'obtiennent pas les bénéfices et les transformations escomptés ? Ces questions sont d'autant plus pressantes que les prochaines élections auront lieu en 2019. Cette thèse appelle à une analyse approfondie de la politisation dans les espaces ruraux. Il s'agit en particulier de documenter l'origine des membres de la RENAMO, leur position sociale, et les raisons de leur engagement politique. Ces études ont été entreprises au lendemain de la guerre civile (Cahen 2002). Il serait intéressant de les actualiser pour saisir les points communs et les différences des engagements contemporains.

Deuxièmement, cette thèse a démontré l'importance des représentations et des cadrages exogènes de l'agriculture et de l'alimentation ainsi que des ignorances et des occultations. Il peut être stratégique pour des experts et des élites nationales de maintenir certains éléments inconnus afin de réaffirmer leur rôle et leur accès à des ressources. La représentation d'une paysannerie homogène a permis de légitimer le secteur des fermes d'Etat (O'Laughlin 1996; Bowen 2000). Des élites locales peuvent entretenir des ignorances vis-à-vis des investisseurs

et des habitants afin de faciliter leurs activités de représentants étatiques et d'intermédiaires. Cette thèse invite ainsi à approfondir les études sur le rôle de l'ignorance dans le gouvernement des populations et des espaces (Proctor 2008; Gramaglia et Babut 2014; Garb 2016; Lavigne Delville 2016). Comment les élites mozambicaines réconcilient-elles des savoirs et des pratiques contradictoires ? Comment les administrations locales font-elles face à des attentes potentiellement conflictuelles ? Quel gouvernement de l'agriculture et de l'alimentation les ignorances et les non-dits façonnent-ils ? Rozenn Diallo (2014) a exploré les loyautés multiples des fonctionnaires mozambicains impliqués dans la mise en œuvre des projets de conservation de la nature, et la capacité de l'Etat à effectuer des ajustements non pas sur les cadrages mais sur leurs modalités de mise en œuvre. Appliquer cette approche en considérant les mécanismes d'ignorance et de conciliation permettrait d'explorer plus finement la politisation des questions agricoles. Couplée à des entretiens avec des fonctionnaires locaux, elle permettrait d'approfondir la compréhension de la nature de l'Etat dans les espaces ruraux.

Troisièmement, ma recherche appelle à analyser de manière ancrée les processus de sécurisation alimentaire. La sécurité alimentaire est au centre des discours internationaux et nationaux. Cette thèse démontre cependant qu'elle n'oriente pas les budgets et les pratiques. Au contraire, ces derniers sont centrés sur des interventions productivistes et productionnistes qui peuvent avoir des effets contradictoires aux objectifs annoncés. Analyser la circulation des discours dominants et de leurs effets conduit à reproduire ce biais et à délaissier les questions alimentaires. Comment les habitants font-ils face à la soudure ? Quels sont les mécanismes qui permettent de redistribuer les récoltes ? Christian Geffray a documenté ces éléments dans les années 1980 (Geffray 1989a, 1989b, 1991). Comment les transformations des sociétés Makhuwa et des interventions dans l'agriculture ont-elles affecté les relations alimentaires ? Compte tenu de la focalisation des discours sur la production agricole et l'abandon de la question alimentaire, il importe de produire des études détachées des discours dominants.

Documenter ce que mangent les habitants, leurs accès à différentes ressources alimentaires et les moyens qu'ils déploient pour sécuriser ces accès implique des approches interdisciplinaires et des dispositifs d'enquête lourds (Janin 2007; Janin et Dury 2012; É. Garine, Langlois, et Raimond 2013). Ils sont toutefois nécessaires pour documenter finement les enjeux alimentaires. Au Nord du Mozambique, il importe en particulier de prendre en compte la forte mobilité des Makhuwa, la diversification des systèmes d'activités, ainsi que la forte hétérogénéité des « communautés ». Les travaux sur les circulations, particulièrement

développés pour les espaces ruraux sud-américains (Fréguin-Gresh et al. 2015; Trousselle 2016), pourraient fournir des pistes. Ils permettent d'explorer les circulations de personnes, d'argent, de ressources matérielles, les différents ancrages spatiaux des acteurs, ainsi que l'importance des relations sociales dans l'accès aux ressources et aux activités.

Quatrièmement mon entrée par la constellation agropolitique *via* la circulation de représentations produites par les institutions internationales et inscrites dans une politique nationale m'a conduite à mettre l'accent sur les acteurs étatiques et du régime de l'aide. Les réseaux marchands déjà établis au Nord du Mozambique ont été moins explorés. L'espace Nord du Mozambique est pourtant fortement intégré dans les échanges marchands de l'Océan Indien, vers l'Inde, mais aussi vers la Chine, et le Moyen Orient, depuis des siècles. La question du fonctionnement de ces réseaux et de leurs interactions avec l'islamisation et avec les acteurs étatiques et du régime de l'aide mérite d'être explorée. Cela permettrait d'une part de réintégrer plus finement les questions de l'exploitation des ressources forestières, particulièrement investie par des entreprises chinoises, et d'autre part d'étudier l'afflux de capitaux dans l'agriculture, en provenance de grandes familles indo-pakistanaïses.

Cette perspective décentrerait également l'analyse des *food regimes* de l'Europe et des Etats-Unis (Philip McMichael 2009). L'étude des *food regimes* place l'Europe et des Etats-Unis au centre de l'élaboration des règles formelles et informelles qui encadrent la production, les échanges, et la consommation alimentaire à l'échelle mondiale (Friedmann et McMichael 1989; Friedmann 2000). Ces études placent le Mozambique à la marge du système, comme un espace de réception de discours et d'acteurs. Au contraire, intégrer le Nord du Mozambique dans une économie-monde centrée sur l'Océan Indien ferait apparaître d'autres rapports de pouvoir et d'autres mécanismes qui façonnent les espaces ruraux. Cette démarche participerait au renouvellement des analyses sur l'espace austral.

Enfin, ma thèse appelle à conduire une étude ancrée des relations des sociétés Makhuwa à l'espace et à leur environnement. J'ai souligné l'importance de dépasser le prisme fonctionnaliste qui réduit l'espace rural à un espace de production agricole. J'ai montré que les ancrages spatiaux des habitants se construisent dans la longue durée et ne reposent pas que sur des activités productives mais également sur des liens symboliques. Les missionnaires ont conduit de nombreuses études sur la cosmogonie Makhuwa (Filippi et Frizzi 2005; Frizzi 2008). Cependant, il importerait de documenter de manière non téléologique leur relation à l'espace et à l'environnement. Ceci permettrait d'approfondir la compréhension des effets des

interventions dans l'espace rural d'une part et de documenter les enjeux de protection et de conservation de l'environnement hors des zones spécifiquement dédiées à ces usages d'autre part.

Le Nord du Mozambique fait en particulier l'objet de discours qui proposent d'intensifier les usages de l'eau (Veldwisch, Beekman, et Bolding 2013) et de réduire ceux du feu (A. Hoffmann 2009; A. A. Hoffmann et al. 2009). Il apparaît alors crucial de documenter la manière dont l'eau et le feu sont socialement appropriés et encadrés. Il serait en particulier intéressant de situer les discours dominants qui : (1) occultent les pratiques d'irrigation africaine (Woodhouse 2012c), (2) promeuvent l'intégration des usages à l'échelle des bassins versants sans prendre en compte l'incompatibilité des usages et les rapports de pouvoirs entre acteurs (Trottier 2011), (3) reproduisent les discours anti-feu et promeuvent l'exclusion du brûlis des pratiques pastorales, agricoles, et cynégétiques au nom d'une vision « moderniste » de la société et de la nature (Kull 2002; Kull et Laris 2009). Les interactions entre experts et utilisateurs de l'eau et du feu sont souvent des lieux de dé-légitimation des seconds (Mathews 2005; Kosek 2006; Sletto 2008; Eloy et al. 2016). L'analyse des asymétries de savoir et de pouvoir, des ignorances stratégiques, ainsi que des ruses est donc particulièrement importante.

Des immersions dans les espaces ruraux permettraient également de comprendre les relations des habitants à l'eau, au feu, et plus largement à leur environnement. Il s'agit en particulier de dépasser le « manque de discours officiel » auquel l'observateur est confronté lorsqu'il interroge des habitants sur des pratiques, qui à la différence des pratiques foncières, ont fait l'objet de moins d'interventions et sont moins oralisées. Les études des zones humides et irriguées qui ont été réalisées dans d'autres parties du monde s'en verraient enrichies (Woodhouse et al. 2000; Koppen et al. 2008; Van der Zaag et al. 2010; Trottier 2015b; Fernandez et Muñoz 2015; Candau, Valadaud, et Aubriot 2015; Gay et Torretti 2015). Une étude des discours et des politiques de gestion des feux, à l'image de ce qui a été fait à Madagascar (Kull 2002; Kull et Laris 2009) ou au Brésil (Eloy et al. 2016) serait également un apport important à la compréhension des dynamiques rurales en Afrique australe.



## Bibliographie

- AC4TR4. 2014. « Development of a strategy to address the threat of Foc TR4 in Africa ». Workshop Report. Stellenbosch University, South Africa.
- ACIS. 2012. « O Quadro Legal Para o Reconhecimento e a Obtenção de Direitos de Terra em Áreas Rurais em Moçambique – Um Guia para a Legalização da Ocupação ». Edição III. DNTF, USAID, SAL & Caldeira Advogados.
- Adam, Yussuf. 1996. « Trick or Treat. The Relationship Between Destabilisation, Aid and Government Development Policies in Mozambique. 1975-1990 ». Phd in Development Studies, Roskilde University, International Development studies.
- Adam, Yussuf, et Sweden, éd. 1991. *Aid under fire: an evaluation of the Mozambique-Nordic Agricultural Programme (MONAP)*. SIDA evaluation report, 1991/1. Stockholm: SIDA.
- Adamczewski, Amandine, Jean-Yves Jamin, Benoît Lallau, et Jean-Philippe Tonneau. 2012. « Investissements ou accaparements fonciers en Afrique ? Les visions des paysans et de la société civile au Mali ». *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, n° Vol. 3, n° 3 (octobre).
- Adamczewski-Hertzog, Amandine. 2014. « Qui prendra ma terre?: l'office du Niger, des investissements internationaux aux arrangements fonciers locaux ». Université Paul Valéry-Montpellier III.
- ADRA. 2004. « Sistemas de uso da terra agrícola em Angola. estudos de caso nas provincias do Huambo, Luanda Sul e Uije. » Relatório final. REDE TERRA. Luanda: Angola: ADRA.
- Akesson, Gunilla, André Calengo, et Christopher Tanner. 2009. « It's not a question of doing or not doing it-it's a question of how to do it ». <http://pub.epsilon.slu.se/9437/>.
- Akesson, Gunilla, et Anders Nilsson. 2006. « "National Governance and Local Chieftancy" a multi-Level Power Assessment of Mozambique from a niassa Perspective. » Power Assessment carried out at the request of Sida and the Swedish Embassy in Maputo.
- Albaladejo, Christophe, Xavier Arnauld de Sartre, et Pierre Gasselín. 2012. « Agriculture entrepreneuriale et destruction du travail dans la pampa argentine ». *Études rurales*, n° 190 (janvier): 177-92.
- Alcock, Rupert; 2009. « Speaking Food: A discourse Analytic Study of Food Security ». *School of Sociology, Politics, and International Studies, University of Bristol Working Paper N°07-09*, 67.
- Alden, Chris. 2001. *Mozambique and the Construction of the New African State*. London: Palgrave Macmillan UK. <http://link.springer.com/10.1057/9780230500945>.
- Alexopoulou, Kleoniki, et Dacil Juif. 2015. « Colonial origins of the threefold reality of Mozambique: fiscal capacity and labour systems ». In . Wageningen University.
- Allina, Eric. 2012. *Slavery by Any Other Name: African Life under Company Rule in Colonial Mozambique*. University of Virginia Press.
- Alpers, Edward A. 1969. « Trade, State, and Society among the Yao in the Nineteenth Century ». *The Journal of African History* 10 (3): 405-20.
- . 1970. « The French Slave Trade in East Africa (1721-1810) ». *Cahiers d'études africaines* 10 (37): 80-124.
- . 1975a. « War and Culture in Pre-Colonial Mozambique: the Makua of Macuana ». *accessible sur CasaComum.org, fond António Rita-Ferreira*, 34.
- . 1975b. *Ivory and Slaves: Changing Pattern of International Trade in East Central Africa to the Later Nineteenth Century*. University of California Press.

- . 1984. « “To Seek a Better Life:” The Implications of Migration from Mozambique to Tanganyika for Class Formation and Political Behavior ». *Canadian Journal of African Studies* 18 (2): 367-88.
- Alvarez, Sílvia. 2008. « Entrevista com Ismael Ossemame : Não se pergunta a um escravo se ele quer ser livre. » Via Campesina Africa, <http://viacampesinaafrica.blogspot.fr>.
- Amin, Samir. 1979. « Les perspectives de l’Afrique australe ». *Tiers-Monde* 20 (77): 7-24.
- Anderson, Ben, Matthew Kearnes, Colin McFarlane, et Dan Swanton. 2012. « On Assemblages and Geography ». *Dialogues in Human Geography* 2 (2): 171-89.
- Anderson, Ben, et Colin McFarlane. 2011. « Assemblage and Geography ». *Area* 43 (2): 124-27.
- Andriamanalina, Beby Seheny, et Rivo Andrianirina Ratsialonana. 2015. « De la crise politique aux échecs des projets d’investissements agricoles à grande échelle ». *Afrique contemporaine*, n° 251 (mars): 152-54.
- Anseeuw, Ward, et Chris Alden, éd. 2010. *The struggle over land in africa: Conflicts, Politics and Change*. HSRC Press.
- Anseeuw, Ward, Mathieu Boche, Thomas Breu, Markus Giger, Jann Lay, Peter Messerli, et Kerstin Nolte. 2012. « Transnational land deals for agriculture in the global South ». *Analytical Report based on the Land Matrix Database*, n° 1.
- Ansoms, An. 2013. « Dislodging Power Structures in Rural Rwanda: From ‘Disaster Tourist’ to ‘Transfer Gate’ ». In *Emotional and Ethical Challenges for Field Research in Africa*, 42-56. Palgrave Macmillan, London.
- Araghi, Farshad. 2009. « Accumulation by Displacement: Global Enclosures, Food Crisis, and the Ecological Contradictions of Capitalism ». *Review (Fernand Braudel Center)* 32 (1): 113-46.
- Araujo, Manuel. 1983. « As aldeias comunais e o seu papel na distribuição territorial da população rural na república popular de Moçambique ». *Finisterra* XVIII (36): 365-77.
- Araujo, Manuel de. 2016. « Promoting Employment Through Foreign Direct Investment-The Case of the Cotton Sector (Dunavant) in Morrumbala District ». Consulté le août 23.
- Archibald, Sally, David P. Roy, Brian W. Van WILGEN, et Robert J. Scholes. 2009. « What Limits Fire? An Examination of Drivers of Burnt Area in Southern Africa ». *Global Change Biology* 15 (3): 613-30.
- Arditi, Claude. 2012. « Les violences ordinaires ont une histoire : le cas du Tchad, Everyday Violence has a History : the Case of Chad ». *Politique africaine*, n° 91 (novembre): 51-67.
- Armatte, Michel; 2010. *La science économique comme ingénierie - Quantification et Modélisation*. Collection Sciences Sociales. Paris: Presses des Mines.
- Arrous, Michel Ben. 2009a. « La géographie par le bas, et après? » *African Studies in Geography from Below*, 344-49.
- . 2009b. « La géographie par le bas: Introduction à une aventure collective ». In *Etudes africaines de géographie par le bas - African Studies in Geography from Below*, édité par Michel Ben Arrous et Lazare Ki-Zerbo, 2-38. CODESRIA.
- Artigas, Alvaro. 2010. *Politiques publiques « ailleurs »*. Vol. 3e éd. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
- Austen, Ralph, Frederik Cooper, Jean Copans, Marianne Ferme, et Mahmood Mamdani. 1991. « Autour d’un livre : Mamdani (Mahmood), Citizen and subject. Contemporary

- Africa and the Legacy of Late Colonialism, Princeton, Princeton University Press, 1996, 253 pages. » *Politique africaine*, n° 73: 193-211.
- Ayelazuno, Jasper Abembia. 2014. « The 'new extractivism' in Ghana: A critical review of its development prospects ». *The Extractive Industries and Society* 1 (2): 292-302.
- Aykut, Stefan, et Amy Dahan. 2015. *Gouverner le climat ? : Vingt ans de négociations internationales*. Paris: Les Presses de Sciences Po.
- Azevedo, Ario Lobo. 2010. *Ario Lobo Azevedo (Depoimento 2009)*. IICT, Disponible sur : <http://actd.iict.pt/view/actd:MOALA>. Lisboa: Portugal.
- Balié, Jean, et Eve Fouilleux. 2008. « Enjeux et défis des politiques agricoles communes en Afrique ». *Autrepart*, 149-63.
- Barker, Jonathan. 1985. « Gaps in the debates about agriculture in Senegal, Tanzania and Mozambique ». *World Development* 13 (1): 59-76.
- Barnes, Sam. 1998. *Humanitarian Aid Coordination During War and Peace in Mozambique, 1985-1995*. Nordic Africa Institute.
- Barral, Stéphanie. 2012. « Plantations de palmiers à huile en Indonésie et déprolétarianisation ». *Études rurales*, n° 190 (janvier): 63-75.
- Batistella, Mateus, et E. L. Bolfe. 2010. *Paralelos: Corredor de Nacala*. Campinas, SP: Embrapa Monitoramento por Satélite.
- Bayart, Jean-François. 1981. « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode ». *Politique Africaine*, n° 1: 53-82.
- . 1989. *L'Etat en Afrique : La politique du ventre*. Paris: Fayard.
- . 1999. « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion ». *Critique internationale* 5 (1): 97-120.
- . 2008. *Le politique par le bas en Afrique noire*. KARTHALA Editions.
- . 2012. « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne ». *Politique africaine*, n° 110 (novembre): 123-52.
- Bayart, Jean-François, A. Mbembe, et C. Toulabor. 2008. *Le politique par le bas en Afrique noire*. KARTHALA Editions.
- Beaud, Stéphane, et Florence Weber. 2010. *Guide de l'enquête de terrain*. 4e édition. Paris: La Découverte.
- Becher, et Trowler. 2001. *Academic Tribes and Territories: Intellectual Enquiry and the Cultures of Discipline*. 2 edition. Philadelphia, PA: Open University Press.
- Becker, Howard Saul. 2002. *Les ficelles du métier: comment conduire sa recherche en sciences sociales*. La Découverte.
- Bell, Pam. 2001. « The Ethics of Conducting Psychiatric Research in War-Torn Contexts ». In *Researching violently divided societies: ethical and methodological issues*, édité par Marie Smyth et Gillian Robinson, 184-92. Tokyo ; New York : London: United Nations University Press ; Pluto Press.
- Ben Arrous, Michel, et Lazare Ki-Zerbo. 2009. *Etudes africaines de géographie de géographie par le bas*. CODESRIA. CODESRIA.
- Benedictis, Michele de;, Fabrizio de; Filippis, et Luca; Salvatici. 1991. « Entre Charybde et scylla: La navigation des économistes agricoles entre le protectionnisme et le libre-échange ». Traduit par J.C.; Bureau. *Economie Rurale* 205 (1): 16-27.
- Benfica, Rui MS. 2006. « An analysis of income poverty effects in cash cropping economies in rural Mozambique: Blending econometric and economy-wide models ». Michigan State University.



- Benin, Sam, Michael; Johnson, et Babatunde; Omilola. 2010. « Monitoring and Evaluation System for the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) ». *ReSAKSS Working Paper N°6*.
- Benjaminsen, Tor A., Jens B. Aune, et Daouda Sidibé. 2010. « A critical political ecology of cotton and soil fertility in Mali ». *Geoforum*, Themed Issue: Geographies of Peak Oil, 41 (4): 647-56.
- Béranger, C. 2004. « Mozambique: La ligne ferroviaire de Nacala et le développement durable ». *La Géographie Acta geographica*, 1513 édition.
- . 2012. « Le rôle du chemin de fer en Afrique. les cas du Mozambique et du Kenya ». Thèse de doctorat, Université du Havre.
- Bergius, Mikael. 2016. « Expanding the Corporate Food Regime in Africa through Agricultural Growth Corridors: The Case of Tanzania ».
- Bernstein, Henry. 2015. « Food Regimes and Food Regime Analysis: A Selective Survey ». In *Conference Paper N°1*. Chiang Mai University, Thailand.
- Bertelsen, Bjørn Enge. 2016. *Violent Becomings: State Formation, Sociality, and Power in Mozambique*. 1 edition. New York: Berghahn Books.
- Bierschenk, Thomas, Jean-Pierre Chauveau, et Jean-Pierre Olivier de Sardan. 2000. *Courtiers en développement: les villages africains en quête de projets*. Karthala.
- Bierschenk, Thomas, et Jean-Pierre Olivier de Sardan. 1997. « Local Powers and a Distant State in Rural Central African Republic ». *The Journal of Modern African Studies* 35 (3): 441-68.
- Binet, Nora. 2014. « Le rôle des entreprises et des fondations privées dans la gouvernance mondiale agricole et alimentaire ». *Mondes en développement*, n° 165 (avril): 23-36.
- Blais, H., F. Deprest, et P. Singaravélou. 2011. *Territoires impériaux, Une histoire spatiale du fait colonial*. Paris: Publications de la Sorbonne.
- Blundo, Giorgio. 1998. « Décentralisation et pouvoirs locaux. Registres traditionnels du pouvoir et nouvelles formes locales de légitimité (Atelier : II) ». *Bulletin de l'APAD*, n° 16 (décembre).
- Blundo, Giorgio, et Jean-Pierre Olivier de Sardan. 2012a. « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest, Everyday Corruption in West Africa ». *Politique africaine*, n° 83 (novembre): 8-37.
- . 2012b. « Sémiologie populaire de la corruption, A Popular Semiology of Corruption ». *Politique africaine*, n° 83 (novembre): 98-114.
- Boche, M., et Ward Anseeuw. 2013. « Unraveling "land grabbing" Different models of large-scale land acquisition in Southern Africa ». In , 25. Land Deal Politics Initiative (LDPI).
- Boche, Mathieu. 2014a. « contrôle du foncier, agricultures d'entreprise et restructurations agraires: une perspective critique des investissements fonciers à grande échelle. Le cas de la partie centrale du Mozambique ». Thèse de doctorat en Economie, Université Paris Sud XI.
- . 2014b. *Contrôle du foncier, agricultures d'entreprise et restructurations agraires : une perspective critique des investissements fonciers à grande échelle : Le cas de la partie centrale du Mozambique*. Paris 11. <http://www.theses.fr/2014PA111018>.
- Boche, Mathieu, et W. Anseeuw. 2014. « Déconstruire le "Land Grabbing": Plusieurs modalités d'acquisitions foncières à grande échelle au Mozambique ». In . Lyon: Colloque SFER.

- Boche, Mathieu, Christopher Tanner, E. Zimba, et W. Anseeuw. 2013. « Community-Investor partnerships: lessons from Pro-Parcerias in Mozambique ». In *Annual World Bank Conference on Land and Poverty 2013*.
- Bolwig, Simon; 2000. « IFPRI Research and Training Activities in Eastern Africa ». *IFPRI*.
- Bonne, Rigobert. 1791. « Partie de la cote orientale d’Afrique avec l’Isle de Madagascar et les cartes particulieres des Isles de France et de Bourbon. Projette et assujetie aux observations astronomiques ». Atlas. Atlas moderne ou collection de cartes sur toutes les parties du globe terrestre par plusieurs auteurs. Paris: Latr e Graveur Ordinaire du Roy et de Mr. Le Duc d’Orleans et de la Ville.
- Bonneuil, Christophe. 1990. « Des Savants pour l’Empire, les origines de l’ORSTOM ». *Cahiers pour l’histoire du CNRS* 10: 83–102.
- . 2000. « Development as Experiment: Science and State Building in Late Colonial and Postcolonial Africa, 1930-1970 ». *Osiris* 15: 258-81.
- Bonneuil, Christophe, et François Hochereau. 2009. « Gouverner le « progrès génétique » ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 63e année (6): 1305-40.
- Borowczak, Winfried, Edda Collier, Dermot O’Sullivan, Aslak Orre, et Gaye Thompson. 2004. « Projecto de ‘Apoio   Planifica o e Finan as Descentralizadas nas Prov ncias de Nampula e Cabo Delgado / Moçambique’ ». Relatório de Avalia o de Meio-termo. UNDP.
- Borras, S.M., et J. Franco. 2010. « Towards a Broader View of the Politics of Global Land Grabs ». ICAS Working Paper Series 001.
- Boschetti, Luigi, David Roy, Anja Hoffmann, et Michael Humber. 2013. « MODIS Collection 5.1 Burned Area Product - MCD45 ». *User’s Guide*, 35.
- Boudia, Soraya, et Nathalie Jas. 2014. *Powerless Science?: Science and Politics in a Toxic World*. Berghahn Books.
- Bowen, Merle L. 1992. « Beyond Reform: Adjustment and Political Power in Contemporary Mozambique ». *The Journal of Modern African Studies* 30 (2): 255-79.
- . 2000. *The State against the Peasantry: Rural Struggles in Colonial and Postcolonial Mozambique*. Charlottesville: University of Virginia Press.
- Bricas, Nicolas;, et Benoît; Daviron. 2008. « De la hausse des prix au retour du “productionnisme” agricole: Les enjeux du sommet sur la sécurité alimentaire de Juin 2008   Rome ». *La Découverte Hérodote* 131 (4): 31-39.
- Brüntrup, Michael. 2011. « The Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP). An Assessment of a Pan-African Attempt to Revitalise Agriculture. » *Quarterly Journal of International Agriculture* 50 (1): 79-106.
- Buckley, Lila. 2013. « Chinese Land-Based Interventions in Senegal ». *Development and Change* 44 (2): 429-50. doi:10.1111/dech.12016.
- B hler, Ève Anne, et Valter Lucio de Oliveira. 2013. « La localisation des entreprises agricoles dans l’ouest de l’état de Bahia au Brésil ». * tudes rurales*, né 191 (juillet): 91-113.
- Burnod, Perrine, Hermine Papazian, Amandine Adamczewski, Pierre-Marie Bosc, Jean-Philippe Tonneau, et Jean-Yves Jamin. 2011. « Régulations des investissements agricoles   grande échelle ». *Afrique contemporaine*, né 237 (octobre): 111-29.
- Buur, Lars, et Helene Maria Kyed. 2005. *State Recognition of Traditional Authority in Mozambique: The Nexus of Community Representation and State Assistance*. Nordic Africa Institute.

- Byiers, Bruce, et Francesco Rampa. 2013. « Corridors of power or plenty? Lessons from Tanzania and Mozambique and implications for CAADP ». *ECDPM Discussion Paper* 138: 48.
- CAADP. 2011. « Highlighting the successes ».
- Cabaço, José Louis de Oliveira. 2007. « Moçambique: identidades, colonialismo e libertação ». São Paulo: Universidade de Sao Paulo, Brasil.
- Cabral, Lídia. 2010. « Sector-based approaches in agriculture ». *ODI Briefing Paper*. <http://www.odi.org/resources/docs/5768.pdf>.
- Cabral, Lídia, Alex Shankland, Anna Locke, et J. Duran. 2012. « Mozambique's Agriculture and Brazil's Cerrado 'Model' : Miracle or Mirage ? » European Center for development Policy Management.
- Cabral, Lídia, Animesh Shrivastava, et Cardoso Muendane. 2007. « Formulating and Implementing Sector-wide Approaches in Agriculture and Rural Development: The National Programme of Agrarian Development (PROAGRI) – Mozambique ». ODI Research reports and studies. ODI.
- Cahen, Michel. 1982. « Publications du centro de estudos africanos de l'université Eduardo Mondlane (Maputo, Mozambique) ». *Politique Africaine* 5: 113-15.
- . 1987. *Mozambique - La révolution implosée*. Editions L'Harmattan.
- . 1994. « Mozambique, histoire geopolitique d'un pays sans nation. » *Lusotopie*, n° 1-2: 213-66.
- . 2000. « Mozambique: l'instabilité comme gouvernance? » *Politique africaine* 80 (4): 111-35.
- . 2002. *Les bandits : un historien au Mozambique, 1994*. Publications du Centre culturel Calouste Gulbenkian. Paris: Centre culturel Calouste Gulbenkian.
- . 2008. « Pedro Cardoso (ed.), Atlas da lusofonia. Moçambique ». *Lusotopie. Recherches politiques internationales sur les espaces issus de l'histoire et de la colonisation portugaises*, n° XV(1) (juin): 232-33.
- . 2012. « "Resistência Nacional Moçambicana", de la victoire à la déroute, Resistência Nacional Moçambicana : from the victory to the crushing defeat ». *Politique africaine*, n° 117 (novembre): 23-43.
- . 2016. Mozambique is suffering a military expression of a political problem Entretien réalisé par Fredson Guilengue. International Politics 01/2016 Rosa Luxemburg Foundation Southern Africa.
- . 2017. « Mozambique : néolibéralisme et guerre civile. Entretien avec Michel Cahen ». *CONTRETEMPS*. janvier 3.
- Cailly, Laurent. 2009. « Des territorialités aux spatialités, pourquoi, changer de concepts? » In *Territoires, territorialité, territorialisation*, 151-56. Rennes: PUR.
- Cambaco, Simeao. 2014. « Zoneamento Agroecológico. Resultados do País, excepto Maputo ». présenté à Semana de Bioenergia, Maputo, mai 6.
- Campbell, Susanna P. 2010. « Ethics of Research in Conflict and Post-Conflict Environments ». *Literature Review prepared for the Program on States and Security, the Graduate Center, city University New York*.
- . 2017. « Ethics of Research in Conflict Environments ». *Journal of Global Security Studies* 2 (1): 89-101.
- Candau, Marie-Amélie, Romain Valadaud, et Olivia Aubriot. 2015. « Construction de la plaine rizicole du Népal : sous le prisme de la gestion de l'eau et des processus de territorialisation dans le Sunsari ». *L'Espace géographique* Tome 45 (2): 160-73.

- Capela, José, et Eduardo da Conceição Medeiros. 1995. « La traite au départ du Mozambique vers les îles françaises de l’Océan Indien - 1720 et 1904 ». In .
- Cardoso, Pedro. 2005. *Atlas da Lusofonia - Moçambique*. Lisboa: Instituto Português da Conjuntura Estratégica e Editora Prefácio.
- Carpio, Marie-amélie. 2014. « Le retour des colons ». *Polka magazine*.
- Castel-Branco, Carlos Nunes. 2007. « Aid Dependency and Development: a Question of Ownership? A critical view ». In . New-York.
- . 2010. *Economia extractiva e desafios de industrialização em Moçambique*. Maputo, Mocambique: Instituto de Estudos Sociais e Económicos.
- . 2013. « CAADP and agrarian options for Mozambique: contribution for a political economy analysis ». présenté à International Conference on the Political Economy of Agricultural Policy in Africa, Pretoria, South Africa, mars 18.
- Castel-Branco, C.N. 2012. « “Paradoxos” da Economia de Moçambique - modo de acumulação extractivo como método de explicação ». présenté à Conferencia Preparatoria da VII Sessão do Plenário da Academia de Ciências de Moçambique.
- Castelo, Cláudia. 2012. « Scientific research and Portuguese colonial policy: developments and articulations, 1936-1974 ». *História, Ciências, Saúde-Manguinhos* 19 (2): 391-408.
- . 2014. « “Não tem a classificação americana, não existe!”: História oral, ciência do solo tropical e imperialismo(s) ». *História Unisinos* 18 (1): 136-45.
- . 2016. « Reproducing Portuguese Villages in Africa: Agricultural Science, Ideology and Empire ». *Journal of Southern African Studies* 42 (2): 267-81.
- Castree, Noel. 2005. *Nature*. Taylor & Francis.
- Cattan, Nadine. 2006. « Centre-Périphérie ». In *Dictionnaire des mondialisations*, édité par Cynthia Ghorra-Gobin, 47-49.
- Cawston, George. 1889. « Africa South of the Equator ». London: E. Stanford.
- Chami, Felix A. 1998. « A review of Swahili archaeology ». *African Archaeological Review* 15 (3): 199–218.
- Charvet, Jean-Paul (1942- ) Auteur du texte. 1985. *Les Greniers du monde / Jean-Paul Charvet*. Paris: Economica.
- Chauveau, Jean-Pierre, Jean-Pierre Jacob, et Pierre-Yves Le Meur, éd. 2004. *Gouverner les hommes et les ressources. Dynamiques de la frontière interne*. Autrepart. 30. Armand Colin.
- Chauveau, Jean-Pierre, M. Le Pape, et Jean-Pierre Olivier de Sardan. 2001. « La pluralité des normes et leurs dynamiques en Afrique : implications pour les politiques publiques ». In *Inégalités et politiques publiques en Afrique : pluralité des normes et jeux d’acteurs*, édité par Gérard Winter, 145-62. Economie et Développement. Paris: IRD.
- Chauvier, Eric. 2011. *Anthropologie de l’ordinaire. Une conversion du regard*. Essais. Toulouse: Anacharsis.
- Cheyns, Emmanuelle. 2010. « Technical rationality and (de) politicisation of standards Multi-stakeholder initiatives in sustainable agriculture ».
- Chichava, Sérgio, et Jimena Durán. 2016. « Civil society organisations’ political control over Brazil and Japan’s development cooperation in Mozambique: more than a mere whim? »
- Chichava, Sergio Inacio. 2007. « Le "vieux Mozambique : étude sur l’identité politique de la Zambézie ». Thèse de doctorat en Science Politique, Bordeaux : France: Bordeaux 4.

- Chichava, Sérgio, et Jonas Pohlmann. 2010. « Uma breve análise da imprensa moçambicana ». *Desafios para Moçambique*, 127.
- Chilonda, Pius, Victorino Xavier, Lucia Luciano, Helder Gemo, Adriano Chamusso, Precious Zikhali, Angela Faria, et al. 2011. « Monitoring Agriculture Sector Performance, Growth and Poverty Trends in Mozambique ». MINAG, Directorate of Economics, Mozambique SAKSS.
- Chossudovsky, Michel. 1997. « Quand l'apartheid s'exporte au sud du continent », n° Avril 1997: 4-5.
- . 2013. « Exporting Apartheid to Sub-Saharan Africa. The Legacy of Nelson Mandela ». *Global Research*. décembre 13.
- Chouquer, Gérard. 2010. *Mozambique : Loi des terres n°19/97 du 1 er octobre 1997*. <http://www.formesdufoncier.org/>.
- . 2011a. « Aspects et particularités de la domanialité en Afrique de l'Ouest ». *fiche technique du Comité technique « Foncier et développement »*.
- . 2011b. « Carte de la domanialité en Afrique ».
- . 2011c. « Le nouveau commerce triangulaire mondial ou les analogies du foncier contemporain ». *Etudes rurales*, n° 187.
- . 2012a. « Glossaire des acquisitions massives de terres (ou land grabbing) ».
- . 2012b. *Terres porteuses. entre faim de terres et appétit d'espace*. Errance. Actes Sud.
- . 2012c. « Comprendre les acquisitions massives de terres dans le monde aujourd'hui ». FIG Working Week 2012 présenté à Knowing to manage the territory, protect the environment, evaluate the cultural heritage, Rome, Italy, mai 6.
- . 2013. « Vivre dans les interstices de la firme ». *Etudes rurales* 191 (1): 149-68.
- Cioffo, Giuseppe Davide, An Ansoms, et Jude Murison. 2016. « Modernising agriculture through a 'new' Green Revolution: the limits of the Crop Intensification Programme in Rwanda ». *Review of African Political Economy* 43 (148): 277-93.
- Clarence-Smith, W. G. 1979. « The Myth of Uneconomic Imperialism: The Portuguese in Angola, 1836-1926 ». *Journal of Southern African Studies* 5 (2): 165-80.
- Clarence-Smith, William Gervase. 1994. « The Dynamics of the African Slave Trade ». Édité par Joseph C. Miller, Robin Law, John Thornton, Elizabeth Savage, Barbara L. Solow, Joseph E. Inikori, Stanley E. Engerman, Patrick Manning, Marcia Wright, et Claude Meillassoux. *Africa: Journal of the International African Institute* 64 (2): 275-86.
- Claudot-Hawad, Hélène. 2006. *Marginale l'étude des marges? Parcours en " terrain " touareg*. Non Lieu, Paris. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00316151/>.
- Clements, E.A., et Bernardo Mancano; Fernandes. 2012. « Land Grabbing, Agribusiness and the Peasantry in Brazil and Mozambique ». In , 1-29. Cornell University, Ithaca, NY: Land Deal Politics Initiative (LDPI).
- Clements, Elizabeth Alice. 2015. « Brazilian policies and strategies for rural territorial development in Mozambique: South-South cooperation and the case of ProSAVANA and PAA ». São Paulo: Faculty of Science and Technology of the São Paulo State University.
- Club of Mozambique. 2016. « Metical depreciation worsens Mozambique's economic situation - EIU analyst ». *Club of Mozambique*. août 8. <http://clubofmozambique.com/news/metical-depreciation-worsens-mozambiques-economic-situation-eiu-analyst/>.
- Cochet, Hubert. 2011. « Origine et actualité du « Système Agraire » : retour sur un concept ». *Tiers Monde* 207 (3): 97. doi:10.3917/rtm.207.0097.

- Cochet, Hubert, Éric Léonard, et Bernard Tallet. 2011. « Le métayage d'élevage au Mexique. Colonisations foncières et dynamiques d'une institution agraire dans l'histoire contemporaine ». *Annales de géographie*, n° 676 (février): 617-38.
- Coissoró, Narana. 1965. *O regime das terras em Moçambique*. Lisboa: Instituto Superior de Ciências Sociais e Política Ultramarina.
- Colin, Jean-Philippe. 2015. « La concentration foncière par la tenure inversée (reverse tenancy) ». *Etudes rurales*, n° 194 (mars): 203-18.
- Compact. 2011. « Compact for Development of Agriculture Sector in Mozambique in the context of CAADP ». Compact signed in Maputo on 09 December 2011.
- Companhia de Moçambique. 1899. « Regulamento para a concessão de terrenos e sobre a ocupação provisória dos mesmos ». Lisboa: Typ. Companhia Nacional Editora.
- Condominas, G., et Yves Goudineau. 1993. « La contestation ethnologique : entretien de Yves Goudineau avec Georges Condominas ». Édité par Jean-Louis Boutillier et Yves Goudineau. *Cahiers des Sciences Humaines*, n° h.s.: 37-42.
- Cooley, William Desborough. 1845. « The Geography of N'yassi, or the Great Lake of Southern Africa, Investigated; With an Account of the Overland Route from the Quanza in Angola to the Zambézi in the Government of Mozambique ». *Journal of the Royal Geographical Society of London* 15 (janvier): 185-235.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. 1976. « La mise en dépendance de l'Afrique noire. Essai de périodisation, 1800-1970 ». *Cahiers d'études africaines* 16 (61): 7-58.
- Corbin, Juliet M., et Anselm Strauss. 1990. « Grounded Theory Research: Procedures, Canons, and Evaluative Criteria ». *Qualitative Sociology* 13 (1): 3-21.
- Cornilleau, Lise. 2016. « La modélisation économique mondiale, une technologie de gouvernement à distance? Généalogies, circulations et traductions d'un modèle de la sécurité alimentaire globale de l'IFPRI. » *Revue d'Anthropologie des Connaissances* 10 (2): 171-96.
- Cornilleau, Lise, et Pierre-Benoît Joly. 2014. « La révolution verte, un instrument de gouvernement de la "faim dans le monde". Une histoire de la recherche agricole internationale ». In *Le gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945*, par Dominique Pestre, 171-201. Recherches. Paris: La Découverte.
- Cortes, Geneviève. 2000. *Partir pour rester: survie et mutations de sociétés paysannes andines, Bolivie*. Paris: Éd. de l'IRD.
- Cortes, Geneviève, et Denis Pesche. 2013. « Territoire multisitué ». *L'Espace géographique* Tome 42 (4): 289-92.
- Costa, Eduardo da. 1939. *Eduardo da Costa. Colectânea das suas principais obras militares e coloniais*. Biblioteca Colonial Portuguesa. Vol. II. Divisao de Publicações e biblioteca. agencia geral das colonias, XIV.
- Coulon, Christian. 1972. « Système politique et société dans les États d'Afrique noire ». *Revue française de science politique* 22 (5): 1049-73.
- Cramer, Christopher, et Nicola Pontara. 1997. *Rural Poverty and Poverty Alleviation in Mozambique: What's Missing from the Debate?* Department of Economics, School of Oriental and African Studies, University of London.
- Cramer, Christopher, et Paul Richards. 2011. « Violence and War in Agrarian Perspective ». *Journal of Agrarian Change* 11 (3): 277-97.
- Cravinho, João. 1998. « Frelimo and the politics of agricultural marketing in Mozambique ». *Journal of Southern African Studies* 24 (1): 93-113.

- Darch, Colin. 2016. « Separatist Tensions and Violence in the 'Model Post-Conflict State': Mozambique since the 1990s ». *Review of African Political Economy* 43 (148): 320-27.
- Dauvin, Pascal, et Johanna Siméant. 2001. « Travailler sur l'humanitaire par entretiens — Retour sur une « méthode » ». *Mots* 65 (1): 117-33.
- De Blij, Harm. 1962. « The functional Structure and Central Business District of Lourenço Marques, Moçambique ». *Economic Geography*.
- Debarbieux, Bernard. 2009. « Territoire-Territorialité-Territorialisation ». In *Territoires, territorialité, territorialisation*, 19-30. Rennes: PUR.
- Decualanga, Tomás. 2006. « A crise do Programa MOSAGRIUS na Província do Niassa e as suas consequências sócio-económicas, 1996-2004 ». Maputo, Moçambique: Universidade Eduardo Mondlane, Departement d'Histoire.
- Deininger, Klaus; Derek; Byerlee, Jonathan; Lindsay, Andrew; Norton, Harris; Selod, et Mercedes; Stickler. 2011. « Rising Global Interest in Farmland - Can it yield sustainable and equitable benefits? » *Agriculture and rural development*.
- Delgado-Pugley, Déborah. 2014. « La consultation contestée. Perspectives des peuples autochtones en Bolivie et au Pérou ». In *Au-delà de l'accaparement. Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles*, 22:165-88. EcoPolis. Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt, New York, Oxford, Wien: Peter Lang.
- Demeritt, David. 1996. « Social Theory and the Reconstruction of Science and Geography ». *Transactions of the Institute of British Geographers* 21 (3): 484-503.
- Demeulenaere, Elise, et Christophe Bonneuil. 2011. « Des Semences en partage ». *Techniques & Culture. Revue semestrielle d'anthropologie des techniques*, n° 57 (décembre): 202-21.
- Desrosières, Alain; 2003. « Managing the economy ». In *The Modern Social Science*, édité par Théodore Porter et Dorothy; Ross.
- Di Méo, Guy. 1990. « De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe ». *Espace géographique* 19 (4): 359-73. doi:10.3406/spgeo.1990.3020.
- . 2015. « Territorialisation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté : jeux d'acteurs, jeux d'échelles ». Séminaire ART-Dev cooronné par G. Cortès et P. Bonnal.
- Diallo, Rozenn. 2012. « Elites administratives, aide internationale et fabrique de l'action publique de la conservation au Mozambique ». *Politique africaine* 126.
- Diallo, Rozenn N. 2014. « Les paradoxes du régime de l'aide, entre injonctions internationales et logiques nationales. Le cas d'une enclave bureaucratique au Mozambique, The aid regime paradoxes, between international demands and domestic logics. The case of a bureaucratic enclave in Mozambique ». *Mondes en développement*, n° 165 (avril): 51-63.
- Diallo, Rozenn Nakanabo. 2013. « Politiques de la nature et nature de l'État.(Re) déploiement de la souveraineté de l'État et action publique transnationale au Mozambique ». Thèse de doctorat en Science Politique, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Didier, Emmanuel. 2007a. « Do Statistics "Perform" the Economy? » In *Do Economists Make Markets? On the Performativity of Economics*, édité par Donald MacKenzie, Fabian Muniesa, et Lucia Siu, 276-310. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- . 2007b. « Quelles cartes pour le New Deal ? De la différence entre gouverner et discipliner ». *Genèses*, n° 68 (octobre): 48-74.

- . 2011. « La statistique ou une autre façon de représenter une nation ». In *Humains, Non-Humains*. La Découverte.
- . 2012a. « Cunning Observation: US Agricultural Statistics in the Time of Laissez-Faire ». *History of Political Economy* 44 (suppl 1): 27-45.
- . 2012b. « La consistance du futur. La prévision statistique aux États-Unis et la Grande Dépression ». *Raisons politiques*, n° 48 (décembre): 65-83.
- Direito, Bárbara. 2014. « African access to land in early 20th century Portuguese colonial thought ». In *Property Rights, Land and Territory in the European Overseas Empires*, édité par José Vicente Serrão, Bárbara Direito, Eugénia Rodrigues, et Susana Münch Miranda, CEHC, 255-63. Lisboa, Portugal: CEHC-IUL.
- Direito, Bárbara Pinto Teixeira. 2013. « Políticas coloniais de terras em moçambique: o caso de Manica e Sofala sob a Companhia de Moçambique ». Universidade de Lisboa.
- Donovan, Cynthia, et Emilio Tostão. 2010. « Staple food prices in Mozambique ». In . Maputo, Mozambique: Comesa - MSU - IFPRI African Agricultural Marketing Project (AAMP).
- Du Castel, Antoine. 2016. « Cultiver le capital. Une analyse de la financiarisation de l'agriculture en Afrique du sud par les « filières agro-financières » du private equity. » Thèse de doctorat, France: Université Paris-Saclay.
- Duarte, Sandra. 2010. « Entre évangélisation et lutte politique : les missionnaires comboniens au Portugal et au Mozambique dans le panorama historique de l'état nouveau (1947-1974) ». *Histoire et missions chrétiennes*, n° 14 (juin): 83-101.
- Ducastel, Antoine. 2017. « Le capital-investissement comme instrument de l'action publique ou la financiarisation du développement en Afrique subsaharienne ». *Politique africaine* n° 144 (4): 135-55.
- Ducastel, Antoine, et Ward Anseeuw. 2011. « Le “production grabbing” et la transnationalisation de l'agriculture (sud-)africaine ». *Transcontinentales*.
- Durán, Jimena, et Sérgio Chichava. 2012. « Centro de investigação e transferências de tecnologias agrarias de Umbelúzi. a história de um ‘presente’ Chinês a Moçambique ». *A Mamba e o Dragão: Relações Moçambique-China em Perspectiva*, 125–141.
- Durnova, Anna, et Philippe Zittoun. 2013. « Les approches discursives des politiques publiques: Introduction ». *Revue française de science politique* Vol.63 (3): 569.
- Ecofin, Agence. 2017. « Mozambique : la dette publique a atteint un niveau effarant (Banque centrale) ». Consulté le juin 19. <http://www.afriqueexpansion.com/economie-2/5376-mozambique-la-dette-publique-a-atteint-un-niveau-effarant-banque-centrale.html>.
- Edelman, Marc. 2013. « Messy hectares: questions about the epistemology of land grabbing data ». *Journal of Peasant Studies* 40 (3): 485-501.
- Edwards, Paul N.; 1999. « Global Climate science, uncertainty and politics: Data-Laden Models, Model-Filtered data ». *Science as culture* 8 (4): 437-72.
- Ekman, S.-M. S., et C. S. Macamo. 2014. « Brazilian Development Cooperation in Agriculture: A Scoping Study on ProSavana in Mozambique, with Implications for Forests ». *Center for International Forestry Research*.
- Elden, Stuart. 2007. « Governmentality, Calculation, Territory ». *Environment and Planning D: Society and Space* 25 (3): 562-80. doi:10.1068/d428t.
- Ellis, Frank, et Stephen Biggs. 2001. « Evolving Themes in Rural Development 1950s-2000s ». *Development Policy Review* 19 (4): 437-48.



- Eloy, Ludivine, Catherine Aubertin, Fabiano Toni, Silvia Laine Borges Lúcio, et Marion Bosgiraud. 2016. « On the margins of soy farms: traditional populations and selective environmental policies in the Brazilian Cerrado ». *The Journal of Peasant Studies* 43 (2): 494-516.
- Enders, Armelle. 1994. *Histoire de l'Afrique lusophone*. Paris: Chandeigne.
- Ennes, António José. 1893. « Moçambique, Relatório apresentado ao governo ». Relatório apresentado ao governo. Lisboa: Portugal: Imprensa Nacional.
- Epstein, Renaud. 2009. « Après la territorialisation, le gouvernement à distance ». In *Territoires, territorialité, territorialisation*, 131-40. Rennes: PUR.
- Esisapo. 2003. « Boletim semanal do sistema de informação de mercados agrícolas da provincia de Nampula. » *Esisapo*, n° 030 (janvier): 4.
- . 2006. « Boletim semanal do sistema de informação de mercados agrícolas da provincia de Nampula ». *Esisapo*, octobre 3, 213 édition.
- Espeland, Wendy; 1998. *The struggle for water: Politics, Rationality and Identity in the American SouthWest*. The University of Chicago Press.
- Espeland, Wendy Nelson, et Mitchell L. Stevens. 1998. « Commensuration as a social process ». *Annual review of sociology*, 313-343.
- Eva, H., et E. F. Lambin. 1998. « Burnt area mapping in Central Africa using ATSR data ». *International Journal of Remote Sensing* 19 (18): 3473-97.
- Faggi, Pierpaolo. 1990. « Les développements de l'irrigation dans la diagonale aride entre logique productive et logique stratégique ». *Revue de géographie de Lyon* 65 (1): 21-26.
- Fairbairn, Madeleine. 2013. « Indirect Dispossession: Domestic Power Imbalances and Foreign Access to Land in Mozambique ». *Development and Change* 44 (2): 335-356.
- . 2014. « 'Like gold with yield': evolving intersections between farmland and finance ». *The Journal of Peasant Studies* 41 (5): 777-95.
- FAÍSCA. 2012. « Os nossos Administradores Distritais! » *Moçambique para todos*. août 17. <http://macua.blogs.com>.
- FAO. 1996. « Agro-ecological Zoning. Guidelines ». *FAO Soils bulletin*.
- . 2010a. « Global Forest Resources Assessment 2010 - Country report Mozambique ». FRA 2010/140. FAO Forestry Department.
- . 2010b. « How to feed the world in 2050 ».
- Farmlandgrab.org. 2014. « Japan's Nitori postpones construction of textile complex in Mozambique ». *Farmlandgrab.org*. juillet 21. <http://farmlandgrab.org/post/view/23742>.
- Farrar, Curtis; 2000. « IFPRI's first 10 years ».
- Faure, Alain. 2010. « Territoires/Territorialisation ». In *Dictionnaire des politiques publiques*, 3e éd.:623-32. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
- Favret-Saada, Jeanne. 1985. *Les mots, la mort, les sorts*. Paris: Gallimard.
- Ferguson, James. 1985. « The Bovine Mystique: Power, Property and Livestock in Rural Lesotho ». *Man* 20 (4): 647-74. doi:10.2307/2802755.
- . 1990. *The Anti-Politics Machine: « Development, » Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. Minneapolis, MN.: University of Minnesota Press.
- . 2005. « Seeing Like an Oil Company: Space, Security, and Global Capital in Neoliberal Africa ». *American Anthropologist* 107 (3): 377-82.
- . 2013. « How to Do Things with Land: A Distributive Perspective on Rural Livelihoods in Southern Africa ». *Journal of Agrarian Change* 13 (1): 166-74.

- Ferguson, James, et Akhil Gupta. 2002. « Spatializing States: Toward an Ethnography of Neoliberal Governmentality ». *American Ethnologist* 29 (4): 981-1002. doi:10.1525/ae.2002.29.4.981.
- Fernandez, Sara. 2014a. « Gouverner les eaux depuis 1945. Internationalisation et intensification des flux de capitaux, de techniques et de modèles ». In *Le gouvernement des technosciences*, 203-30. Recherches.
- . 2014b. « L'approche Critical Political Ecology ». présenté à Séminaire du projet ANR Terre-Eau, Montpellier, février 14.
- Fernandez, Sara, et María Jesús Beltrán Muñoz. 2015. « Du riz dans les marismas du Guadalquivir : une note salée ? » *L'Espace géographique* Tome 45 (2): 115-30.
- Fernandez-Fernandez, Manuel. 1976. « La Résistance socio-culturelle des Amakhuwa à la colonisation portugaise ». Paris, France: Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).
- Ferreira, Eduardo de Sousa. 1974. *Portuguese colonialism in Africa: the end of an era: the effects of Portuguese colonialism on education, science, culture and information*. Paris: Unesco Press.
- FEWS. 2004. « FEWS Mozambique Food Security Update 23 Jul 2004 - Imports Needed to Fill Food Gaps ». Text. *ReliefWeb*. juillet 23.
- FIAN. 2010. « Land Grabbing in Kenya and Mozambique - A report on two research missions and a human rights analysis of land grabbing ».
- Filippi, M.F., et G. Frizzi. 2005. *Dicionário Xirima-Português e Português-Xirima: gramática e alfabetização*. Maua, Niassa, Moçambique: Centro de Investigação Xirima.
- Finlay, Mark R. 1988. « The German Agricultural Experiment Stations and the Beginnings of American Agricultural Research ». *Agricultural History* 62 (2): 41-50.
- Fischer, Gunther. 2013. « AEZ Land Assessments and Applications in Global/Regional/National Analyses ». présenté à Joint ICTP-IAEA Workshop, Trieste, octobre 8.
- Fitzgerald, Deborah. 1991. « Beyond Tractors: The History of Technology in American Agriculture ». *Technology and Culture* 32 (1): 114-26.
- . 1996a. « Blinded by Technology: American Agriculture in the Soviet Union, 1928-1932 ». *Agricultural History* 70 (3): 459-86.
- . 1996b. « Who Is Developing Whom ? Reflections on American Science Abroad ». In *20th Century Sciences : Beyond the Metropolis*, édité par Roland Waast, M. Barrère, et Les Sciences hors d'Occident au 20ème Siècle : Colloque = 20th Century Sciences : beyond the Metropolis : Colloquium, Paris (FRA), 1994/09, 131-38. Paris: ORSTOM.
- Fonseca, Madalena Pires da. 2003. « Os corredores de desenvolvimento em Moçambique ». *Africana Studia*, n° 6: 201-30.
- Forquilha, Salvador Cadete. 2006. « Des "autoridades gentílicas" aux "autoridades comunitárias". Le processus de mobilisation de la chefferie comme ressource politique : Le cas du district de Cheringoma ». Thèse de doctorat, Bordeaux : France: Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- . 2009. « O Paradoxo da Articulação dos Órgãos Locais do Estado com as Autoridades Comunitárias em Moçambique: Do discurso sobre a descentralização à conquista dos espaços políticos a nível local ». *Cadernos de Estudos Africanos*, n° 16/17 (juillet): 89-114.
- . 2010. « Reformas de descentralização e redução da pobreza num contexto de Estado neo-patrimonial. Um olhar a partir dos Conselhos Locais e OIIL em Moçambique ». *Pobreza, Desigualdade e Vulnerabilidade em Moçambique, Maputo, IESE*, 19-48.

- Forquilha, Salvador Cadete, et Brigitte Lacharte. 2010. « Chefferie traditionnelle et décentralisation au Mozambique : discours, pratiques, dynamiques locales ». *Politique africaine* 117 (1): 45-61. doi:10.3917/polaf.117.0045.
- Forquilha, Salvador Cadete, et Aslak Orre. 2012. « Conselhos locais e institucionalização democrática em Moçambique ». *Descentralização centralizada em Moçambique: Um balance—Economia Política, Recursos, Resultados*, 287–301.
- Forsyth, Timothy. 2002. *Critical Political Ecology: The Politics of Environmental Science*. London ; New York: Routledge.
- Forum de haut niveau, et OCDE. 2005. *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'Aide au Développement*.
- Foster, Mick, Adrienne Brown, et Felix Naschold. 2001. « Sector Programme Approaches: Will They Work in Agriculture? » *Development Policy Review* 19 (3): 321-38. doi:10.1111/1467-7679.00137.
- Foucault, Michel. 1976. « Questions à Michel Foucault sur la géographie ». *Hérodote*, n° 1: 71-85.
- . 1994. « “Le jeu de Michel foucault” (entretien avec O. Colas, A. Grosrichard, G. Le Gaufey, J. Livi, G. Miller, J. Miller, J.-A. Miller, C. Millot, G. Wajernan), Ornicar?, Bulletin périodique du champ freudien, n° 10, juillet 1977, pp. 62-93. » In *Dits et écrits 1954 -1988*. Vol. III, 1976-1979. Gallimard.
- . 2004. *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977 - 1978*. Gallimard-Le Seuil. Paris.
- Foucher, Michel, et Dominique Darbon. 2001. *L'Afrique du Sud, puissance utile?* Belin.
- Fouilleux, Eve. 2000. « Entre production et institutionnalisation des idées: La réforme de la politique agricole commune ». *Revue française de science politique* 50 (2): 277-306.
- Fouilleux, Eve, et Jean Balié. 2009. « Le double paradoxe de la mise en place de politiques agricoles communes en Afrique. Un cas improbable de transfert de politique publique ». *Pôle Sud* 31 (2): 129-49.
- Fouilleux, Eve, et Frédéric Goulet. 2013. « Firms et développement durable : le nouvel esprit du productivisme ». *Etudes rurales*, n° 190 (janvier): 131-46.
- Fouilleux, Eve, et Allison; Loconto. 2012. « L'Alliance ISEAL, ambassadeur des standards volontaires. Émergence et affirmation d'un acteur politique transnational ». In *Normaliser au nom du développement durable*, édité par Pierre Alphanéry, Marcel Djama, Agnès Fortier, et Eve Fouilleux, 200. Quae.
- Fox, Karl A. 1986. « Agricultural economists as world leaders in applied econometrics, 1917–33 ». *American Journal of Agricultural Economics* 68 (2): 381–386.
- . 1989. « Agricultural economists in the econometric revolution: institutional background, literature and leading figures ». *Oxford Economic Papers* 41 (1): 53–70.
- Fréguin-Gresh, Sandrine, Geneviève Cortes, Anaïs Trousselle, Jean-Michel Sourisseau, et Hélène Guétat-Bernard. 2015. « Le système familial multilocalisé. Proposition analytique et méthodologique pour interroger les liens entre migrations et développement rural au Sud ». *Mondes en développement*, n° 172 (décembre): 13-32.
- Friedmann, Harriet. 1982. « The Political Economy of Food: The Rise and Fall of the Postwar International Food Order ». *American Journal of Sociology* 88: S248-86.
- . 2000. « What on earth is the modern World-system? Foodgetting and territory in the Modern Era and Beyond ». *Journal of World-Systems Research* XI.

- Friedmann, Harriet, et Philip McMichael. 1989. « Agriculture and the state system: The rise and decline of national agricultures, 1870 to present ». *Sociologia Ruralis* XXIX-2: 26.
- Frizzi, Giuseppe. 2008. *Murima ni ewani exirima. Biosofia e Biosfera Xirima. Antologia e Gramatica Xirima*. Maua, Niassa, Moçambique: Centro de Investigaçao Macua-Xirima.
- FTF. 2016. « Feed the Future Innovation Lab for Food Security Policy - Semi-Annual Report: October 1, 2015 - March 31, 2016 ». MSU, IFPRI, University of Pretoria.
- Funada-Classen, Sayaka. 2013a. « Analysis of the discourse and Background of the ProSAVANA Programme in Mozambique - focusing on Japan's role ».
- . 2013b. *The Origins of War in Mozambique. a History of Unity and Division*. Oxford: African Minds.
- Fustec, Klervi. 2014. *Processus multi-échelles, enjeux environnementaux et construction étatique : le cas de l'autorité palestinienne, des politiques de gestion de l'eau et du changement climatique*. Montpellier 3.
- Galeano, Eduardo. 2001. *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*. Traduit par Claude Couffon. Ed. augm. d'une postf. et d'une annexe statistique. Paris: Pocket.
- Galli, Rosemary. 2003. *Peoples' Spaces and State Spaces: Land and Governance in Mozambique*. Lexington Books.
- Galtung, Johan; 1969. « Violence, Peace, and Peace Research ». *Journal of peace research* 6 (1).
- . 1990. « Cultural Violence ». *Journal of Peace Research* 27 (3).
- Galvão, Inês Neto. 2013. « Sisal em carne viva: poder, ciência e o problema do trabalho numa economia de plantação (Moçambique, c. 1930-1960) ».
- Gálvez Nogales, Eva, et Food and Agriculture Organization of the United Nations. 2014. *Making Economic Corridors Work for the Agricultural Sector*.
- Garb, Yaakov. 2016. « Porosity, Fragmentation, and Ignorance: Insights from a Study of Freight Traffic ». In *Israelis and Palestinians in the Shadows of the Wall: Spaces of Separation and Occupation*, édité par Stéphanie Latte Abdallah et Cédric Parizot, Routledge, 89-107. Border Regions Series. Routledge.
- Garcia, Ana, Karina Kato, Ana Garcia, et Karina Kato. 2016. « Public policies and private interests : an analysis from the Nacala corridor in Mozambique ». *Caderno CRH* 29 (76): 69-86.
- Garçon, Lucile. 2015. *Réinventer les pommes et les pommes de terre : une géographie de la qualité à l'épreuve des produits ordinaires*. Lyon 2.
- Garine, E. 2005. « Evolution des ressources en matières grasses chez les Duupa (Massif de Poli, Nord-Cameroun) ». In *Ressources vivrières et choix alimentaires dans le bassin du lac Tchad*, édité par C. Raimond, E. Garine, O. Langlois, et Colloque International Méga-Tchad : Ressources Vivrières et Choix Alimentaires dans le Bassin du Lac Tchad, 11., Paris (FRA), 2002/11/20-22, 133-51. Colloques et Séminaires. Paris: IRD.
- Garine, Éric, Olivier Langlois, et Christine Raimond, éd. 2013. *Ressources vivrières et choix alimentaires dans le bassin du lac Tchad*. Colloques et séminaires. Marseille: IRD Éditions.
- Gavare, Kristina, et Linn Ohlsson. 2005. « The Liberal Director's Cut ». Göteborg University.
- Gay, Lauriane. 2016. « A la recherche de l'hégémonie: La fabrique très politique des politiques publiques foncières en Ouganda sous le régime du National Resistance Movement (NRM). Entre changement et inertie ». Montpellier, France: Université de Montpellier.

- Gay, Lauriane, et Charlotte Torretti. 2015. « Territorialisation des marais d’Olweny en Ouganda : luttes de pouvoir, politiques agricoles et environnementales ». *L’Espace géographique* Tome 45 (2): 147-59.
- Geertz, Clifford. 1960. « The Javanese Kijaji: The changing role of a cultural broker ». *Comparative Studies in society and history* 2 (02): 228–249.
- . 1974. « “From the Native’s Point of View”: On the Nature of Anthropological Understanding ». *Bulletin of the American Academy of Arts and Sciences* 28 (1): 26-45.
- Geffray, Christian. 1985a. « La condition servile en pays makhuwa. » *Cahiers d’études africaines* 25 (100): 505-35.
- . 1985b. « La condition servile en pays makhuwa (Servile Condition in Makhuwaland) ». *Cahiers d’Études Africaines* 25 (100): 505-35.
- . 1987. « Travail et symbole dans la société des Makhuwa ». Thèse de Doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).
- . 1988. « Fragments d’un discours du pouvoir (1975-1985): du bon usage d’une méconnaissance scientifique ». *Politique africaine* 29: 71–85.
- . 1989a. « Hommes pique-assiettes et femmes amoureuses ». *Cah. Sci. Hum* 25 (3): 325–337.
- . 1989b. « Les hommes au travail, les femmes au grenier ». *Cah. Sci. Hum* 25 (3): 313–324.
- . 1990a. *La cause des armes au Mozambique : anthropologie d’une guerre civile*. Les Afriques. Paris: Karthala.
- . 1990b. *Ni père ni mère : critique de la parenté le cas makhuwa*. Anthropologie. Paris: Éd. du Seuil.
- . 1990c. *La cause des armes au Mozambique: anthropologie d’une guerre civile*. KARTHALA Editions.
- . 1991. « Vivre et manger en guerre au Mozambique ». In *Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*, Editions de l’Atelier, 297-314. Gendreau F. et al.
- Geffray, Christian, et Mögens Pedersen. 1988. « Nampula en guerre ». *Politique africaine* 29: 28-40.
- Gêmo, H., et Pius Chilonda. 2013. *Why did Mozambique’s public extension halt the implementation of the National Agrarian Extension Program (PRONEA)*. International Water Management Institute.
- George, Susan; 1981. *Les stratèges de la faim*. Édité par Editions Grounauer.
- Gervais-Lambony, Ph. 1999. « L’Afrique australe au singulier et au pluriel : éléments de réflexion sur une sous-région continentale ». *L’information géographique* 63 (5): 195-206.
- Ghiotti, Stéphane. 2006. « Les Territoires de l’eau et la décentralisation. La gouvernance de bassin versant ou les limites d’une évidence ». *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, n° Dossier 6 (février).
- Giraut, Frédéric. 2009a. « Innovation and Territories: The Contradictory Effects of Marginality. Preface ». *Journal of Alpine Research | Revue de Géographie Alpine*, n° 97-1 (mai).
- . 2009b. « Les ambiguïtés de la nouvelle doctrine spatiale de la Banque mondiale ». *Cybergeo : European Journal of Geography*, octobre.

- . 2013. « Territoire multisitué, complexité territoriale et postmodernité territoriale : des concepts opératoires pour rendre compte des territorialités contemporaines ? » *L'Espace géographique* 42 (4): 293-305.
- Giraut, Frédéric, et Martin Vanier. 2006. *Etude comparée des politiques d'aménagement du territoire et de développement régional dans les pays du Sud*. Ministère des Affaires étrangères.
- Glaser, Barney G., et Anselm L. Strauss. 1967. *La découverte de la théorie ancrée: Stratégies pour la recherche qualitative*. Traduit par Marc-Henry Soulet et Kerralie OEuvray. Paris: Armand Colin, 2010, pour la traduction française.
- Glover, Steven. 2014. « Large Scale Farming in Mozambique: Location, Location, Location ». <http://www.dagliano.unimi.it/20140805/farmozambique/>.
- Glover, Steven, et Sam Jones. 2016. « Can commercial farming promote rural dynamism in sub-Saharan Africa? Evidence from Mozambique ». In *WIDER Working Paper 120/2016*, 28. Washington D.C.: UNU-WIDER.
- Gluckman, Max. 1940. « Analysis of a social situation in modern Zululand ». *Bantu Studies* 14 (1): 1-30.
- Goldman, Mara. 2010. « The Politics of Connectivity across Human-Occupied Landscapes: A Look at Corridors near Nairobi National Park, Kenya ». In *Knowing Nature*, édité par Mara Goldman, Paul Nadasdy, et Matthew Turner. The University of Chicago Press.
- Goldman, Mara, Paul Nadasdy, et Matthew Turner, éd. 2010. *Knowing Nature. Conversations at the Intersection of Political Ecology and Science Studies*. The University of Chicago Press.
- Goldman, Michael; 1997. *Imperial Nature The world bank and struggles for social justice in the age of globalization*. Édité par C. Scott. Yale Agrarian Studies Series. New Haven and London: Yale University Press.
- Goodman, David; 1999. « Agro-Food Studies in the "Age of Ecology": Nature, Corporeality, Bio-Politics ». *Sociologia Ruralis* 39 (1): 22.
- Govere, Jones, Steven Haggblade, Hunter Nielson, et David Tschirley. 2008. « Maize Market Sheds in Eastern and Southern Africa ». Report prepared by Michigan State University for the World Bank under contract No. 7144132 1. Michigan State University/World Bank.
- Grabowski, Philip, et Bordalo Mouzinho. 2013. « Relatório do Inventário de Agricultura de Conservação em Moçambique ». Relatório Preliminar de Pesquisa 6P. IIAM.
- Graeber, David. 2011. « Les fondements moraux des relations économiques. » *Revue du MAUSS*, n° 36 (janvier): 51-70.
- . 2013. *Dettes, 5000 ans d'histoire*. Traduit par Françoise et Paul Chemla. Les Liens qui Libèrent.
- GRAIN. 2012a. « Squeezing Africa Dry: Behind every land grab is a water grab ».
- . 2012b. « Un investissement agricole responsable? Les efforts actuels visant à réglementer les accaparements de terres ne font qu'empirer la situation ».
- Gramaglia, Christelle, et Marc Babut. 2014. « L'expertise à l'épreuve d'une controverse environnementale et sanitaire : la production des savoirs et des ignorances à propos des PCB du Rhône (France) ». *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, n° Volume 14 Numéro 2 (septembre).
- Green, Reginald H. 1990. « Poverty, Rehabilitation and Economic Transformation: The Case of Mozambique ». <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/123456789/5809>.

- . 1996. « Mozambique ». <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/123456789/6268>.
- Gregory, Derek, Ron Johnston, Geraldine Pratt, Michael Watts, et Sarah Whatmore. 2011. *The Dictionary of Human Geography*. John Wiley & Sons.
- Greiner, Clemens. 2012. « Can Households be Multilocal? Conceptual and Methodological Considerations based on a Namibian Case Study ». *DIE ERDE—Journal of the Geographical Society of Berlin* 143 (3): 195–212.
- Grossetti, Michel. 2007. « Les limites de la symétrie ». *SociologieS*, octobre.
- Guébourg, J.L., et R. Brunet. 1997. « Le Mozambique à reconstruire ». *Mappemonde*, 1/97 édition.
- Guerreiro Martins, Luísa Fernanda. 2011. « Os Namarrais e a reacção à instalação colonial (1895-1913) ». *blogue de História Lusófona*, IICT édition, sect. Ano VI.
- Gueunier, Noël Jean. 2008. « Questions de parenté - Cours de Licence (semestre 5) à l'Université Marc Bloch de Strasbourg, Institut d'Ethnologie. »
- Guthrie, William. 1817. *Abrégé de la nouvelle géographie universelle, physique, politique et historique*. H. Langlois.
- Guyot, Sylvain. 2011. « The eco-frontier paradigm: rethinking the links between space, nature and politics », août. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00520673>.
- Guyot, Sylvain, et Julien Dellier. 2008. « La conquête du littoral « indien » d'Afrique du Sud ». *EchoGéo*, n° 7 (octobre).
- Guyot, Sylvain, et Frédéric Richard. 2010. « Les fronts écologiques - Une clef de lecture socio-territoriale des enjeux environnementaux ? » *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 9 (janvier).
- Hafkin, Nancy Jane. 1973. « Trade, Society, and Politics in Northern Mozambique, c. 1753–1913 ». Boston: Boston University.
- Hall, Derek. 2013. « Primitive Accumulation, Accumulation by Dispossession and the Global Land Grab ». *Third World Quarterly* 34 (9): 1582-1604.
- Hall, Margaret. 1990. « The Mozambican National Resistance Movement (renamo): A Study in the Destruction of an African Country ». *Le Mouvement National de Résistance au Mozambique (RENAMO): une étude de la destruction d'un pays africain*. 60 (1): 39-68.
- Hall, Ruth. 2012. « The next Great Trek? South African commercial farmers move north ». *Journal of Peasant Studies* 39 (3-4): 823–843.
- Hall, Ruth, et Gaynor Paradza. 2012. « Foxes Guarding the Hen-house: The Fragmentation of 'The State' in Negotiations over Land Deals in Congo and Mozambique ». *LDPI Research Paper*, 40.
- Hall, Ruth, Ian Scoones, et Dzodzi Tsikata. 2017. « Plantations, Outgrowers and Commercial Farming in Africa: Agricultural Commercialisation and Implications for Agrarian Change ». *The Journal of Peasant Studies* 44 (3): 515-37.
- Hammar, Amanda. 2010. « Ambivalent Mobilities: Zimbabwean Commercial Farmers in Mozambique ». *Journal of Southern African Studies* 36 (2): 395-416.
- Hanlon, J., et T. Smart. 2012. « Soya boom in Gurué has produced a few bigger farmers ». Small farmers or big investors? The choice for Mozambique. Research Report 1.
- Hanlon, Joseph. 1991. *Mozambique: Who Calls the Shots?* James Currey Publishers.
- . 2004. « Renewed Land Debate and the "Cargo Cult" in Mozambique ». *Journal of Southern African Studies* 30 (3): 603-25.
- . 2011. « Land Moves up the political agenda », février 22, Issue 48 édition.

- Hanlon, Joseph, et Teresa Smart. 2008. *Do Bicycles Equal Development in Mozambique?* Boydell & Brewer Ltd.
- Harvey, David. 2001. « Globalization and the “spatial fix” ». *geographische revue*, n° 2: 23-30.
- . 2003. *The New Imperialism*. Clarendon Lectures in Geography and Environmental Studies. Oxford, New York: Oxford University Press.
- . 2011. *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Editions Amsterdam.
- Harwell, Emily. 2000. « Remote Sensibilities: Discourses of Technology and the Making of Indonesia’s Natural Disaster ». *Development and Change* 31.
- Héritier, Stéphane, Xavier Arnauld de Sartre, Lionel Laslaz, et Sylvain Guyot. 2010. « Fronts écologiques : dynamiques spatio-temporelles et dominations multi-scalaires ». *L’Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 9 (janvier).
- Hervieu, Bertrand, et François Purseigle. 2009. « Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation ». *Études rurales*, n° 183 (septembre): 177-200.
- Hibou, Béatrice. 1998. « Banque mondiale: les méfaits du catéchisme économique L ‘exemple de l ‘Afrique subsaharienne ». *Politique Africaine* 71: 58-74.
- . 1999. *La privatisation des Etats*. KARTHALA Editions.
- . 2010. « Retrait ou redéploiement de l’Etat ? » *Critique internationale*, n° 1 (décembre): 151-68.
- . 2011. *Anatomie politique de la domination*. Edition la Découverte.
- Hibou, Béatrice, et Boris Samuel. 2011. « Macroéconomie et politique en Afrique ». *Politique Africaine*, n° 124: 5-27.
- Hoffmann, Anja. 2009. « Information and Communications Warning System on Wildland Fire in Mozambique ». A technical Paper prepared as part of the ACCESA project.
- Hoffmann, Anja A., Jo-Ellen Parry, Carla Cristina Dinis Cuambe, Dominick Kwesha, et Washington Zhakata. 2009. « Climate Change and Wildland Fires in Mozambique ». In *Tropical Fire Ecology*, 227-59. Springer Praxis Books. Springer.
- Hopkins, Anthony. 1976a. « Imperial Business in Africa Part I: Sources ». *The Journal of African History* 17 (01): 29-48.
- . 1976b. « Imperial business in Africa part II. interpretations ». *The Journal of African History* 17 (02): 267-290.
- . 1987. « Big business in African studies ». *The Journal of African History* 28 (01): 119-140.
- Hornberger, Julia. 2012. « «Maman bat papa», “Mama beats Papa” ». *Politique africaine*, n° 91 (novembre): 83-99.
- Hugon, Philippe. 2012. « Béatrice Hibou. Anatomie politique de la domination ». *Afrique contemporaine* 241 (1): 130-33. doi:10.3917/afco.241.0130.
- IFPRI. 2009. « IFPRI’s Strategy for Africa ». Washington D.C.: IFPRI.
- IIASA, FAO, G.; Fischer, Freddy O; Nachtergaele, Sylvia; Prieler, Edmar; Teixeira, Geza; Tothe, Harrij; van Valthuizen, Luc; Verelst, et David; Wiberg. 2012. « Global Agro-ecological Zones version 3.0, Model Documentation ».
- INE. 2010. « Censo Agro-pecuario resultados definitivos - Moçambique ». Instituto Nacional de Estatística Moçambique.
- Isaac, Chris. 2012. « Beira agricultural Growth Corridor: Delivering the potential ». Beira corrior.



- Isaacman, Allen. 1978. « Transforming Mozambique's Rural Economy ». *Issue: A Journal of Opinion* 8 (1): 17-24.
- . 1985. « Chiefs, Rural Differentiation and Peasant Protest: The Mozambican Forced Cotton Regime 1938-1961 ». *African Economic History*, n° 14: 15-56. doi:10.2307/3601112.
- Isaacman, Allen F. 1996. *Cotton is the mother of poverty : peasants, work, and rural struggle in colonial Mozambique, 1938-1961*. Heinemann. Portsmouth, N.H.
- Isaacman, Allen F., et Barbara Isaacman. 1983a. *Mozambique : From Colonialism to Revolution, 1900-1982*. Profiles. Nations of Contemporary Africa. Boulder, Colo Aldershot, G.B: Westview press Gower.
- . 1983b. *Mozambique : From Colonialism to Revolution, 1900-1982*. Profiles. Nations of Contemporary Africa. Boulder, Colo Aldershot, G.B: Westview press Gower.
- Isaacman, Allen F., et Barbara S. Isaacman. 2013. *Dams, Displacement and the Delusion of Development: Cahora Bassa and Its Legacies in Mozambique, 1965-2007*. Athens: Ohio University Press.
- Isaacman, Allen, Michael Stephen, Yussuf Adam, Maria Joao Homen, Eugenio Macamo, et Augustinho Pililao. 1980. « "Cotton Is the Mother of Poverty": Peasant Resistance to Forced Cotton Production in Mozambique, 1938-1961 ». *The International Journal of African Historical Studies* 13 (4): 581-615. doi:10.2307/218197.
- Israel, Paolo. 2006. « Kummwangalela Guebuza ». *Lusotopie. Recherches Politiques Internationales Sur Les Espaces Issus de l'histoire et de La Colonisation Portugaises*, n° XIII(2) (novembre): 103-25.
- Ivala, Adelino Zacarias. 1993. « Transformações Sócio-Políticas no Alto-Lúrio: o caso do regulado de Umpuhua, c.1850–1933: contribuição para a pesquisa da história local ». Thèse de Licence, Maputo, Mozambique: Departamento de História, Faculdade de Ciências Sociais, Instituto Superior Pedagógico.
- Jabri, Vivienne. 1996. *Discourses on violence: Conflict analysis reconsidered*. Manchester and New York: Manchester University Press.
- Jacobs, Caroline, et Christy Schuetze. 2011. « "Justice with Our Own Hands": Lynching, Poverty, Witchcraft, and the State in Mozambique ». In *Globalizing Lynching History*, 225-41. Palgrave Macmillan, New York.
- Janin, Pierre. 2007. « La vulnérabilité alimentaire des Sahéliens : concepts, échelles et enseignements d'une recherche de terrain ». *L'Espace géographique* 35 (4): 355-66.
- Janin, Pierre, et S. Dury. 2012. « Les nouvelles frontières de la sécurité alimentaire : une réflexion prospective ». Édité par S. Dury et Pierre Janin. *Cahiers Agricultures* 21 (5): 285-92.
- Janin, Pierre, et Alain Marie. 2003. « Violences ordinaires, violences enracinées, violences matricielles ». *Politique africaine*, n° 91 (octobre): 5-12.
- Jas, Nathalie. 2004. « Deborah Fitzgerald, Every Farm A Factory: The Industrial Ideal in American Agriculture, New Haven/Londres, Yale University Press, 2003, 242 p. ». *Ruralia. Sciences sociales et mondes ruraux contemporains*, n° 14 (janvier).
- . 2005. « Déqualifier le paysan, introniser l'agronome, France 1840-1914 ». *Ecologie et Politique* 2 (31): 45-55.
- Jasanoff, Sheila. 2001. « Image and the imagination: The Formation of Global Environmental Consciousness ». In *Changing the Atmosphere: Expert Knowledge and the Environmental Governance*, édité par C.; Miller et Paul N.; Edwards, 1-37. Cambridge: MIT press.

- . 2004a. « Ordering knowledge, ordering society ». In *States of Knowledge: the co-production of science and social order*, édité par Routledge.
- . 2004b. « The idiom of co-production ». In *States of Knowledge: the co-production of science and social order*, Routledge, 1:13.
- . 2005. *Designs on Nature: Science and Democracy in Europe and the United States*. Princeton University Press.
- Jepson, Wendy; 2006. « Producing a Modern Agricultural Frontier: Firms and Cooperatives in Eastern Mato Grosso, Brazil ». *Economic Geography*; 82 (3).
- JICA. 2013. « Data Collection Survey for Economic and Industrial Development along Economic Corridors in Southern Africa - Final Report ». PADECO Co. Ltd., Nippon Koei Co. Ltd.
- Jobert, Bruno, et Pierre Muller. 1987. *L'Etat en action*. Presses Universitaires de France.
- Johnson, Michael; et Kathleen; Flaherty. 2011. « Strategic Analysis and Knowledge Support Systems for Agriculture and Rural Development in Africa. Translating Evidence into Action ». *IFPRI*.
- Jouve, P. 1988. « Quelques réflexions sur la spécificité et l'identification des systèmes agraires ». *Cahiers de la recherche développement (Les)* n. 20 (décembre): 5-16.
- Justice, C. O., Louis Giglio, S. Korontzi, J. Owens, J. T. Morissette, D. Roy, J. Descloitres, S. Alleaume, F. Petitcolin, et Y. Kaufman. 2002. « The MODIS fire products ». *Remote Sensing of Environment* 83 (1): 244–262.
- Justice, Christopher O., Louis Giglio, David Roy, Luigi Boschetti, Ivan Csiszar, Diane Davies, Stefania Korontzi, W. Schroeder, Kelley O'Neal, et Jeff Morissette. 2010. « MODIS-Derived Global Fire Products ». In *Land Remote Sensing and Global Environmental Change*, édité par Bhaskar Ramachandran, Christopher O. Justice, et Michael J. Abrams, 11:661-79. New York, NY: Springer New York.
- Kaarhus, Randi. 2011. « Agricultural Growth Corridors Equals Land Grabbing ? Models, Roles and Accountabilities in a Mozambican case ». In , 14. University of Sussex.
- Kaarhus, Randi, et Philip Woodhouse. 2012. *Development of national producer organizations and specialized business units in Mozambique: a study for the Royal Norwegian Society for Development to prepare a new phase of programme collaboration*. Noragric.
- Kalaora, Léa. 2012. « Les occupations de fermes commerciales au Zimbabwe: récits, expériences et devenirs des fermiers blancs ». Université de Montréal.
- Kana, Collins Etienne, et Joachim E. Etouna. 2006. « Apport de trois méthodes de détection des surfaces brûlées par imagerie Landsat ETM+ : application au contact forêt-savane du Cameroun ». *Cybergeo : European Journal of Geography*, octobre.
- Kassam, A. H., H. T. Van Velthuisen, G. M. Higgins, et A. Christoforides. 1982. « Assessment of land resources for rainfed crop production in Mozambique. Land Utilization Types and Ecological Adaptability of Crops ».
- Kassam, A. H., H. T. Van Velthuisen, G. M. Higgins, A. Christoforides, R. L. Voortman, et B. Spiers. 1982. *Assessment of land resources for rainfed crop production in Mozambique. Land suitability assessment Volume 1 Methodology and Country results*. Vol. MOZ/75/011. Land and Water Use Planning Project, Field document n° 37. FAO.
- Keucheyan, Razmig. 2013. *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*. Édition revue et augmentée. Paris: Zones.

- Kjerland, Kirsten Alsaker, et Bjørn Enge Bertelsen. 2014. *Navigating Colonial Orders: Norwegian Entrepreneurship in Africa and Oceania*. Berghahn Books.
- Kleibl, Tanja, et Ronaldo Munck. 2017. « Civil society in Mozambique: NGOs, religion, politics and witchcraft ». *Third World Quarterly* 38 (1): 203-18.
- Kloeck-Jenson, Scott. 1997. « Analysis of the Parliamentary Debate and New National Land Law for Mozambique ». Land Tenure Center Project -Mozambique, University of Wisconsin Madison, e, Nucleo de estudos da Terra, Universidade Eduardo Mondlane.
- . 2000. « Locating the Community: administration of natural resources in Mozambique ». Working Papers 32. Land Tenure Center, University of Wisconsin-Madison.
- Knight, R.S. 2010. *Statutory recognition of customary land rights in Africa. An investigation into best practices for lawmaking and implementation*. FAO. FAO Legislative Study 105. Rome: FAO.
- Koppen, B. van, T. Shah, R. Namara, B. Barry, P. van der Zaag, et E. Obeng Bekoe. 2008. « Water rights in informal economies in the Limpopo and Volta basins ». In *Fighting poverty through sustainable water use*, III:69-72. Addis Ababa, Ethiopia: CGIAR.
- Kopytoff, Igor. 1986. *The African Frontier: The Reproduction of Traditional African Societies*. Reprint. Indiana University Press.
- Kosek, Jake. 2006. « Smokey Bear is a white racist pig ». In *Understories. The Political Life of Forests in Northern New Mexico*, Duke University Press.
- Kouassigan, Guy Adjété. 1966. *L'Homme et la terre: droits fonciers coutumiers et droit de propriété en Afrique occidentale*. Office de la recherche scientifique et technique outre-mer, Berger-Levrault (Nancy, impr. Berger-Levrault).
- Krueger, Anne O.; 1974. « The Political Economy of the Rent-Seeking Society ». *The American Economic Review* 64 (3): 291-303.
- Kull, Christian A. 2002. « Empowering Pyromaniacs in Madagascar: Ideology and Legitimacy in Community-Based Natural Resource Management ». *Development and Change* 33 (1): 57-78.
- Kull, Christian A., et Paul Laris. 2009. « Fire Ecology and Fire Politics in Mali and Madagascar ». In *Tropical Fire Ecology*, 171-226. Springer Praxis Books. Springer, Berlin, Heidelberg.
- Lacoste, Yves. 2014. *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Edition augmentée 2012. Paris: La Découverte.
- L'Actualité FAO. 1996. « Nouvelles lois foncières au Mozambique: un gage de sécurité pour la population ». *L'Actualité FAO*. décembre 13. <http://www.fao.org/nouvelle/new96>.
- Lahiff, Edward, et Ian Scoones. 2000. « Sustainable Livelihoods in Southern Africa: Institutions, Governance, and Policy Processes. Land theme Paper, SLSA Working Paper 2 ».
- Lallemand, J. B. L. 1821. *Nouvel abrégé de géographie universelle, ancienne et moderne, physique et historique, ou sixième édition des éléments de géographie qui accompagnent l'atlas portatif de M. Hérisson, revue, corrigée, et augmentée de près de moitié; par J.B.L. Lallemand .. chez Desray, libraire, rue Hautefeuille, no. 4*.
- Lamy-Giner, Marie-Annick. 2009. « Le port mozambicain de Maputo ? la reconquête de ses arrière-pays ». *Annales de géographie* 667 (3): 247-69. doi:10.3917/ag.667.0247.
- Langlois, Hyacinthe Éloi. 1819. *Abrégé de la nouvelle géographie universelle, physique, politique et historique, d'après le plan de William Guthrie; rédigé, depuis son origine (1800), jusqu'à jour*.

- Langworthy, Harry W. 1971. « Swahili Influence in the Area between Lake Malawi and the Luangwa River ». *African Historical Studies* 4 (3): 575-602. doi:10.2307/216530.
- Lascoumes, Pierre, et Patrick; Le Galès. 2005. « Introduction: L'Action publique saisie par ses instruments ». In *Gouverner par les instruments*, édité par Pierre; Lascoumes et Patrick; Le Galès, 11-44. Presses sciences Po.
- Latour, Bruno. 1989. *La science en action*. Editions La Découverte. Paris Vème.
- . 2003. *Nous n'avons jamais été modernes - Essai d'anthropologie symétrique*. La Découverte. Paris: Poche.
- . 2006. *Changer de société, refaire de la sociologie*. Éditions La Découverte. Paris.
- Laurent, Pierre-Joseph. 1998. *Une association de développement en pays mossi : Le don comme ruse*. Paris: Karthala.
- . 2004. « Lieux et non-lieux de la ruse dans la société Mossi ». In *Les raisons de la ruse: une perspective anthropologique et psychanalytique*, édité par Serge Latouche et Michaël Singleton, 177-98. Série « économie solidaire et démocratie ». Paris: Découverte : MAUSS.
- Lavigne Delville, Philippe. 2016. « Trames territoriales, inégalités spatiales et Plans Fonciers Ruraux au Bénin : des « blancs » sur les cartes parcellaires. » présenté à Cartographier les droits sur la terre : cadastres, territoires et gouvernance, Montpellier, France, mai 25.
- LaViolette, Adria. 2008. « Swahili Cosmopolitanism in Africa and the Indian Ocean World, A.D. 600–1500 ». *Archaeologies* 4 (1): 24-49.
- Le Monde.fr*. 2016a. « Le Mozambique s'explique sur ses dettes cachées », avril 27.
- . 2016b. « Scandale des dettes cachées au Mozambique : ce que ne dit pas le rapport de la commission d'enquête », décembre 16.
- Le Roy, Etienne. 1998. « L'espace et le foncier: Trois représentations qui éclairent en Afrique l'histoire de l'humanité et la complexité des solutions juridiques ». *Intercoopérants Agridoc* 12 (5).
- . 2011. *La terre de l'autre. Une anthropologie des régimes d'appropriation foncière*. Droit et société. L.G.D.J.
- Leblond, Nelly. 2012. « Analyse des modèles alimentaires globaux ». Mémoire de Master 2 soutenu le 29 juin 2012, Paris: AgroParisTech.
- Leblond, Nelly, et Julie Trottier. 2016. « Performing an Invisibility Spell: Global Models, Food Regimes and Smallholders ». *International Journal of Sociology of Agriculture and Food* 23 (1): 21-40.
- Lenoir, Rémi. 2012. « L'État selon Pierre Bourdieu, The State According to Bourdieu ». *Sociétés contemporaines*, n° 87 (octobre): 123-54.
- Léonard, Eric. 2001. « Essor des cultures illicites et dynamique des institutions agraires dans les agricultures périphériques du Sud : une comparaison Côte d'Ivoire-Mexique ». In *Inégalités et politiques publiques en Afrique : pluralité des normes et jeux d'acteurs*, édité par Gérard Winter, 209-23. Economie et Développement. Paris: IRD.
- . 2016. « Grandes acquisition foncières dans les pays du sud. Entre expansion globale de l'agrobusiness et instrument de politique agricole ». Formation doctorale présenté à Cours dans le cadre de l'Ecole Doctorale 60, Montpellier, janvier 4.
- Li, Tania Murray. 2010. « To Make Live or Let Die? Rural Dispossession and the Protection of Surplus Populations ». *Antipode* 41 (janvier): 66-93.

- . 2014a. « A l'abri du marché: Capitalisme, petits producteurs et solution communautaire. » In *Au-delà de l'accaparement - Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles*, 197-216. Peter Lang.
- . 2014b. « What Is Land? Assembling a Resource for Global Investment ». *Transactions of the Institute of British Geographers* 39 (4): 589-602.
- . 2015a. « After the Land Grab: Infrastructural Violence and Indonesia's Oil Palm Zone ». In . Vol. Discussion Note N°10. Chiang Mai University, Thailand.
- . 2015b. *Infrastructural violence and the Monopoly system in Indonesia's Oil Palm Plantation zone*. Communication lors de la journée thématique « Les politiques de la terre dans les pays du Sud: entre Etat, marchés et dispositifs coutumiers ». Pôle Foncier, Montpellier: MSH-M. <http://www.msh-m.tv/spip.php?article642>.
- Liberti, Stefano. 2013. *Main basse sur la terre: Land grabbing et nouveau colonialisme*. 1<sup>re</sup> éd. Paris: Rue de l'échiquier.
- Licker, Rachel,; Matt; Johnston, Jonathan A.; Foley, Carol; Barford, Christopher Kucharik, Chad; Monfreda, et Navin; Ramankutty. 2010. « Mind the gap: how do climate and agricultural management explain the "yield gap" of croplands around the world? » *Global Ecology and Biogeography*.
- Liesegang, G. 2006. « Sobre as Origens e História dos Maconde (Makonde) de Moçambique », 10.
- Liesegang, G., H. Pasch, Adam Jones, et 1800-1913 Symposium on the Quantification and Structure of the Import and Export and Long Distance Trade in Africa. 1986. *Figuring African trade: proceedings of the Symposium on the Quantification and Structure of the Import and Export and Long Distance Trade in Africa, 1800-1913*. Berlin, Allemagne: D. Reimer.
- Lima, Stéphanie. 2013. « Territoires multisitués et circulation migratoire ». *L'Espace géographique* 42 (4): 340-53.
- Lindquist, Erik J., et Rémi D'Annunzio. 2016. « Assessing Global Forest Land-Use Change by Object-Based Image Analysis ». *Remote Sensing* 8 (8): 678.
- Linton, Jamie. 2006. « The social Nature of Natural Resources- the Case of Water ». *Reconstruction 6.3 studies in contemporary culture*, n° Summer 2003: 19.
- Lofgren, Hans, Rebecca Lee Harris, et Sherman Robinson. 2002. *A standard computable general equilibrium (CGE) model in GAMS*. IFPRI. Microcomputers in policy research, IFPRI 5. Washington D.C.: IFPRI.
- Löwy, Michael. 1998. *La guerre des dieux : religion et politique en Amérique latine*. Editions du Félin. Histoire et Sociétés. Paris.
- Lund, Christian. 2014. « The Ethics of Fruitful Misunderstanding ». *Journal of Research Practice* 10 (2): 4.
- Macaire, Pierre. 1996. *L'héritage Makhuwa au Mozambique*. Paris Montréal: l'Harmattan.
- Mafalacusser, Jacinto. 2013. « The Status of Soil Resources in Mozambique ». présenté à FAO's global soil partnership launch for Eastern and Southern Africa, Nairobi.
- Magaua, Mónica. 2012. « CountrySTAT para países da África Subsaariana" : Moçambique ». MTF/GLO/345/BMG Relatório Panorama I. FAO.
- Magi, B. I., S. Rabin, E. Shevliakova, et S. Pacala. 2012. « Separating agricultural and non-agricultural fire seasonality at regional scales ». *Biogeosciences* 9 (8): 3003-3012.
- Maman Moutari, Elhadji, et Frédéric Giraut. 2013. « Le corridor de transhumance au Sahel : un archétype de territoire multisitué ? » *L'Espace géographique* 42 (4): 306-23.
- Mamdani, Mahmood; 2004. « Citoyen et Sujet ».

- Manning, Carrie. 1998. « Constructing opposition in Mozambique: Renamo as political party ». *Journal of Southern African Studies* 24 (1): 161-89.
- Marchal, Roland. 1991. « Surveillance et répression en postcolonie ». *Politique Africaine*, N°42 édition.
- Marchand, Jacques. 1995. « Économie et société dans la transition libérale au Mozambique ». *Lusotopie. Recherches politiques internationales sur les espaces issus de l'histoire et de la colonisation portugaises*, n° II (juin): 105-36.
- . 1996. *L'économie minière en Afrique australe*. Karthala.
- Marriott, Sarah. 2015. « “We Are Crying for Cotton”: Recalling Colonial Development in South Sudan ». présenté à ECAS 6th European conference on African Studies, Paris, juillet 8. <http://www.ecas2015.fr/analyzing-the-memory-of-aid-projects/>.
- Martinez, Esmeralda Simões. 2008. « O trabalho forçado na legislação colonial portuguesa: o caso de Moçambique: 1899-1926 ». Trabalho para a obtenção do Grau de Mestre em Historia, Lisboa: Portugal: Universidade de Lisboa, Faculdade de Letras, Departamento de História. <https://repositorio.ul.pt/handle/10451/434>.
- Martínez, Francisco Lerma. 1989. *O povo macua e a sua cultura*. 3rd edition 2009. Ministério da Educação, Instituto de Investigação Científica Tropical.
- Mathews, Andrew S.; 2005. « Power/Knowledge, Power/Ignorance: Forest Fires and the State in Mexico ». *Human Ecology* 33 (6): 26.
- Matteo, Filipe Di, Kei Otsuki, et George Schoneveld. 2016. « Soya bean expansion in Mozambique: exploring the inclusiveness and viability of soya business models as an alternative to the land grab ». *The public sphere*, n° 2016 issue: 63-86.
- Mauricio dos Santos, Francisco. 1996. « Passado e presente do papel da articulação do sector privado e o sector familiar no acesso a terra em Moçambique - Estudo cas no distrito do Moanpo ». Trabalho para a obtenção do Grau de Licenciatura em Historia, Maputo, Moçambique: Universidade Eduardo Mondlane, Faculdade de Letras, Departamento de Historia.
- Mbembe, Achille. 1990. « Pouvoir, violence et accumulation ». *Politique Africaine*, n° 39: 7-24.
- McKeon, Nora. 2014. « The New Alliance for Food Security and Nutrition: a coup for corporate capital? » *Terra Nuova & TNI, Agrarian Justice*.
- McMichael, Philip; 1991. « Food, the State and The World Economy ». *International Journal of Sociology of Agriculture and Food* 1.
- . 2005. « Global Development and the Corporate food regime ». *Research in Rural Sociology and Development* 11: 269-303.
- McMichael, Philip. 2009. « A food regime genealogy ». *Journal of Peasant Studies* 36 (1): 139-69.
- . 2010. « Agrofuels in the food regime ». *The Journal of Peasant Studies* 37 (4): 609-29.
- McMichael, Philip; 2011. « The Food Regime in the Land Grab: Articulating “Global Ecology” and Political Economy ». *Land Deal politics Initiative*.
- Médard, Henri. 2013. « La plus ancienne et la plus récente des traites: panorama de la traite et de l'esclavage en Afrique Orientale et dans l'Océan Indien ». In *Traites et Esclavages en Afrique orientale et dans l'océan Indien*, Karthala, 65-118. H. Médard et al.
- Medeiros, Eduardo da Conceição. 1997. *História de Cabo Delgado e do Niassa (c. 1836-1929)*. Central Impressora.

- Mehos, Donna C., et Suzanne M. Moon. 2011. « The Uses of Portability: Circulating Experts in the Technopolitics of Cold War and Decolonization ». In *Entangled Geographies*, édité par Gabrielle Hecht, 42-69. The MIT Press.
- Mei, G., et M. Alabrese. 2013. « Communities' Ability in consultations and Land Transactions: Improving the "empowering Effect" of Tenure Security Initiatives in Rural Mozambique ». *Annual World Bank conference on Land and Poverty*.
- Mélice, Anne. 2006. « Un terrain fragmenté ». *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, n° 54 (avril): 67-76.
- Mercandalli, Sara. 2013. « Le rôle complexe des migrations dans les reconfigurations des systèmes d'activités des familles rurales: La circulation comme ressource ? » Université de Montpellier 3.
- Miettinen, Jukka. 2007. « Burnt area mapping in insular Southeast Asia using medium resolution satellite imagery ». *Dissertationes Forestales 45*, Department of Forest Resource Management Faculty of Agriculture and Forestry University of Helsinki Academic dissertation. <https://helda.helsinki.fi/handle/10138/20617>.
- Migdal, Joel S. 2001. *State in Society: Studying How States and Societies Transform and Constitute One Another*. Cambridge University Press.
- Milhorance de Castro, Carolina. 2016. « Le rôle du Sud dans la fabrique du développement : l'internationalisation des instruments des politiques publiques brésiliennes pour le secteur rural - le cas du Mozambique et des arènes multilatérales ». Thèse de doctorat en Science Politique, Paris Saclay.
- Milhorance De Castro, Carolina, et Jean-Jacques Gabas. 2015. « Reframing development from the south? A debate on the internationalization of Brazil's rural policies ». In . Milan: Italie: ICPP.
- MINAG. 2010. « Balanço dos 10 anos de delimitação de terras comunitárias ». présenté à Direção Nacional de Terras e Florestas, MINAG, Nampula, mars 9.
- . 2012. « Resultados do Inquérito Agrário Integrado (IAI) 2012 – Fase II ».
- MINAG, MSU, et USAID. 2010a. « Strengthening Mozambican Capacity for Agricultural Productivity Growth, Policy Analysis, and Poverty Reduction ». Annual Project Narrative Report – FY10 September 2010.
- . 2010b. « Strengthening Mozambican Capacity for Agricultural Productivity Growth, Policy Analysis, and Poverty Reduction ». Mozambique Associate Award / Food Security III LWA CA (656-A-00-04-00058-00).
- . 2012. « Strengthening Mozambican Capacity for Agricultural Productivity Growth, Policy Analysis, and Poverty Reduction ». 656-A-00-04-00058-00.
- Mitchell, Don. 2003. « Dead Labor and the Political Economy of Landscape - California Living, California Dying ». In *Handbook of Cultural Geography*, 233-48. London: SAGE Publications Ltd.
- Mogues, Tewodaj, et Domingos do Rosario. 2016. « The Political Economy of Public Expenditures in Agriculture: Applications of Concepts to Mozambique ». *South African Journal of Economics* 84 (1): 20-39.
- Momméja, Adèle. 2016. « Les enfants de l'immigration au Centre Pompidou ». *Hommes & Migrations*, n° 1313 (juillet): 97-102.
- Monnet, Jérôme. 1998. « La symbolique des lieux : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité ». *Cybergeo : European Journal of Geography*, avril. doi:10.4000/cybergeo.5316.

- Montel, Nathalie. 2004. « L'administration de la preuve : des sciences expérimentales à l'histoire des sciences ». *Genèses* no56 (3): 148-62.
- Morier-Genoud, Éric. 2017. « Proto-guerre et négociations. Le Mozambique en crise, 2013-2016, Proto-War and Negotiations: Mozambique in Crisis (2013-2016) ». *Politique africaine*, n° 145 (juillet): 153-75.
- Morrell, Erica. 2016. « Cultivating Local Food: Knowledge, Power, and (Trans)Formations in American Policy and Society ». Ph.D. Thesis, University of Michigan, Public Policy and Sociology.  
[http://archive.lib.msu.edu/dinfo/KFM\\_2015/papers/Morrell\\_Civic\\_Epistemologies.pdf](http://archive.lib.msu.edu/dinfo/KFM_2015/papers/Morrell_Civic_Epistemologies.pdf).
- Mosca, João, Natacha Bruna, et Uacitissa Mandamule. 2015. « A economia política da agricultura. Ênfase para o agronegócio ». *Observatorio do Meio Rural*.
- Mouzinho, Bordalo, Benedito Cunguara, et Cynthia Donovan. 2013. « Uso de Agricultura de Conservação pelos pequenos produtores no Centro e Norte de Moçambique, 2010/11 ». *Flash, Resultados de Pesquisa da Direcção de Economia, Ministério da Agricultura*, n° 67P (septembre): 5.
- MSU Food Security Group. 2012. « Mozambique Policy analysis and Planning Capacity for Improved food Security and Nutrition Outcomes (MOZCAPAN). » Proposal for a five-year plan of action submitted to the USAID/Mozambique Mission. submitted august 30, 2012.
- Muller, P. 2015. *Les politiques publiques*. Que sais-Je? 11ème édition mise à jour : 2015, octobre. Paris: Presses Universitaires de France.
- Muller, Pierre. 2000. « La politique agricole française: l'État et les organisations professionnelles ». *Économie rurale* 255 (1): 33-39.
- Murdoch, Jonathan, et Nkil Ward. 1997. « Governmentality and territoriality. The statistical manufacture of Britain's "national farm" ». *Political Geography* 16 (4): 307-24.
- Mutiua, Chapane. 2014. « Ajami literacy, "class", and Portuguese Pre-colonial administration in northern Mozambique ». Masters of Arts in Historical Studies, Cape Town: South Africa: University of Cape Town.
- Myers, Gregory W. 1994a. « Competitive Rights, Competitive Claims: Land Access in Post-War Mozambique ». *Journal of Southern African Studies* 20 (4): 603-32.
- . 1994b. « Competitive rights, competitive claims: land access in post-war Mozambique ». *Journal of Southern African Studies* 20 (4): 603-632.
- Myers, Gregory W., Julieta Eliseu, et Erasmo Nhachungue. 1994. « Security, conflict, and Reintegration in Mozambique: Case Studies of Land Access in the Postwar Period ». *LTC Research Paper*.
- Myers, Gregory W., et Harry G. West. 1993. « Land Tenure Security and State Farm Divestiture in Mozambique: Case studies in Nhamatanda, Manica, and Montepuez Districts ». LTC Research Paper 110. Land tenure center, University of Wisconsin-Madison.
- Nadasdy, Paul. 2010. « "we don't harvest animals; we kill them". Agricultural metaphors and the politics of wildlife management in the yukon ». In *Knowing Nature. Conversations at the intersection of Political Ecology and Science Studies*, The University of Chicago Press. M.J. Goldman, P. Nadasdy, M.D. Turner.
- Nassar, André, Marcelo Moreira, Moisés Salgado, Joel Risso, et Willian Kimura. 2013. « Land Use and Land Use Change in Mozambique ». présenté à Sugarcane ethanol potential in Mozambique, Atibaia, novembre 12.



- Nasuti, Stéphanie, Ludivine Eloy, et François-Michel Le Tourneau. 2013. « La construction de territoires multisitués en Amazonie ». *L'Espace géographique* 42 (4): 324-39.
- Navohola, E.A. 2010. « Forced labour and rural resistance in the tobacco farms in Nampula province: A history of rural change in Mozambique, 1961 - 1975 ». Thesis for the degree of Master of Arts of the History Department, Johannesburg: University of the Witwatersrand.
- Nay, Olivier, et Andy Smith. 2002. *Le gouvernement du compromis: courtiers et généralistes dans l'action politique*. Economica.
- Negi, Rohit. 2011. « The Mining Boom, Capital, and Chiefs in the "New Copperbelt" ». In *Zambia, Mining and Neoliberalism: Boom and Bust on the Globalized Copperbelt*, Palgrave-McMillan, 209-36. New York: A. Fraser and M. Larmer.
- . 2014. « 'Solwezi Mabanga': Ambivalent Developments on Zambia's New Mining Frontier ». *Journal of Southern African Studies* 40 (5): 999-1013.
- Negrão, José. 2002. « A indispensável terra africana para o aumento da riqueza dos pobres ». *Oficina do Centro*, 1-21.
- Negreiros, Antonio Almada. 1904. *Le Mozambique*. Paris: Hachette Livre BNF, réédition de la version de 1904 en 2013.
- Neil-Tomlinson, Barry. 1977. « The Nyassa Chartered Company: 1891-1929 ». *The Journal of African History* 18 (1): 109-28.
- Nepstad, Daniel, S.; Schwartzman, B.; Bamberger, M.; Santilli, D.; Ray, P.; Schlesinger, P.; Lefebvre, et al. 2005. « Inhibition of Amazon Deforestation and Fire by Parks and Indigenous Lands ». *Conservation Biology* 20 (1): 65-73.
- Neumann, K., P.H.; Verburg, E.; Stehfest, et C.; Muller. 2010. « The yield gap of global grain production: a spatial analysis ». *Agricultural Systems* 103 (5): 316-26.
- Neves, Joel Mauricio das. 1998. « Economy, Society and Labour Migration in Central Mozambique, 1930-c.1965 : A Case Study of Manica Province. » Ph.D., School of Oriental and African Studies (University of London).
- Newitt, M. D. D. 1982. « The Early History of the Maravi ». *The Journal of African History* 23 (2): 145-62.
- Newitt, Malyn. 1995. *A History of Mozambique*. C. Hurst & Co. Publishers.
- Nguyen, Geneviève, et François Purseigle. 2012. « Les exploitations agricoles à l'épreuve de la firme ». *Études rurales*, n° 190 (janvier): 99-118.
- Nhantumbo, Isilda, et Alda Salomão. 2010. *Biofuels, land access and rural livelihoods in Mozambique*. London: IIED.
- Niang, Marème. 2014. *L'habiter en migration : sénégalais et gambiens à Barcelone*. Montpellier 3. <http://www.theses.fr/2014MON30044>.
- Nixon, Rob. 2011. *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*. Harvard University Press.
- Nogueira, I. 2013. « Agricultural systems with pro-poor orientation in Mozambique? ProSAVANA and the forgotten risks of contract farming ». In *Inclusive Growth in Africa: Measurements, Causes, and Consequences*. Helsinki, Finland.
- Nogueira, I., et O. Ollinaho. 2013. « From Rhetoric to Practice in South - South Development Cooperation: A case study of Brazilian interventions in the Nacala corridor development program ». *Working Paper, Institute of Socioeconomics University of Geneva*.
- Norfolk, Simon, et Christopher Tanner. 2007. « Improving tenure security for the rural poor ». *Rome: FAO*. <ftp://193.43.36.92/SD/SDA/SDAR/sard/Mozambiquecase.pdf>.

- Nubukpo, Kako. 2012. Les macroéconomistes africains : entre opportunisme théorique et improvisation empirique Entretien réalisé par Béatrice Hibou et Boris Samuel. *Politique Africaine* N°124.
- OECD. 2006. *Survey on Harmonisation and Alignment of Donor Practices*. Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development. [http://www.oecd-ilibrary.org/content/book/journal\\_dev-v6-sup1-en](http://www.oecd-ilibrary.org/content/book/journal_dev-v6-sup1-en).
- O’Laughlin, Bridget. 1996. « Through a divided glass: Dualism, class and the Agrarian question in Mozambique ». *Journal of Peasant Studies* 23 (4): 1-39.
- Oleson, Alexandra, et John Voss. 1979. « The Organization of Knowledge in Modern America, 1860-1920 ». *Bulletin of the American Academy of Arts and Sciences* 32 (8): 10-31. doi:10.2307/.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1996. « L’économie morale de la corruption en Afrique ». *Politique Africaine*, n° 63: 97-116.
- . 2001a. « Les trois approches en anthropologie du développement ». *Tiers-Monde* 42 (168): 729–754.
- . 2001b. « Populisme méthodologique et populisme idéologique en anthropologie ». In *Le goût de l’enquête. Pour Jean Claude Passeron*, L’Harmattan, 195-246. J.L. Fabiani.
- . 2010. « De la nouvelle anthropologie du développement à la socio-anthropologie des espaces publics africains, From a new anthropology of development to a socio-anthropology of African public spheres ». *Revue Tiers Monde*, n° 191 (janvier): 543-52.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre, et Thomas Bierschenk. 1993. « Les courtiers locaux du développement ». *Bulletin de l’APAD*, n° 5 (juin). <https://apad.revues.org/3233>.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1995. « La politique du terrain ». *Enquête. Archives de la revue Enquête*, n° 1 (octobre): 71-109.
- O’Neill, H. E. 1884. « Journey from Mozambique to Lakes Shirwa and Amaramba. Part I ». *Proceedings of the Royal Geographical Society and Monthly Record of Geography* 6 (11): 632-55.
- O’Neill, Henri E. 1882. « A Three Months’ Journey in the Makua and Lomwe Countries ». *Proceedings of the Royal Geographical Society and Monthly Record of Geography* 4 (4): 193-213.
- O’Neill, Henry E. 1884. « Journey from Mozambique to Lakes Shirwa and Amaramba. Part II and III ». *Proceedings of the Royal Geographical Society and Monthly Record of Geography* 6 (12): 713-41.
- Oreskes, Naomi, et Erik M. Conway. 2011. *Merchants of doubt: How a handful of scientists obscured the truth on issues from tobacco smoke to global warming*. Bloomsbury Publishing USA.
- Orre, Aslak, et Salvador Cadete Forquilha. 2012. « Uma iniciativa condenada ao sucesso. O fundo distrital dos 7 milhões e suas consequências para a governação em Moçambique ». *Moçambique-Descentralizar o Centralismo. Economia Política, Processos, Resultados*. Maputo: Instituto de Estudos Sociais e Económicos.
- Oya, Carlos. 2009. « The World Development Report 2008: inconsistencies, silences, and the myth of ‘win-win’ scenarios ». *The Journal of Peasant Studies* 36 (3): 593-601.
- . 2013. « Methodological reflections on ‘land grab’ databases and the ‘land grab’ literature ‘rush’ ». *The Journal of Peasant Studies* 40 (3): 503-20.

- Paarlberg, Robert. 1999. « External Impact Assessment of IFRPI's 2020 Vision for food, agriculture and the environment initiative ».
- Pabiou-Duchamp, Florence. 2008. « La « nation portugaise » du Sud-Est africain à la fin du xvie et au début du xviii siècle : entre diaspora et métissage ». *Hypothèses* 8 (1): 157-68.
- Pakendorf, Brigitte, Koen Bostoen, et Cesare de Filippo. 2011. « Molecular perspectives on the Bantu expansion: a synthesis ». *Language Dynamics and Change* 1 (1): 50-88.
- Patrick, Domingues. 2011. « A Database on the Mozambican Civil War ». *Peace Economics, Peace Science, and Public Policy* 17 (1): 1-32.
- Paul, Helena, et Ricarda Steinbrecher. 2013. « African Agricultural Growth Corridors and the New Alliance for Food Security and Nutrition. Who benefits, who loses? » *EcoNexus*.
- Paul, Jean-Luc. 1993. « Avant les paysans : agriculture et écologie dans une société agraire de Tanzanie ». *Tiers-Monde* 34 (134): 263-80. doi:10.3406/tiers.1993.4752.
- . 2009. « Les structures alimentaires de la parenté de Meillassoux ». *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues*, n° 118-119 (décembre): 113-30.
- . 2013. « L'improbable continuum parenté-esclavage au sein des populations bantu matrilineaires est-africaines ». In *Traites et esclavages en Afrique orientale et dans l'océan Indien*, Editions Karthala, 357-70. Esclavages. Paris, France.
- PEDSA. 2010. « Strategic Plan for agricultural development 2010-2019 ». Gouvernement du Mozambique.
- Pélissier, René. 1984. *Naissance du Mozambique : résistance et révoltes anticoloniales, 1854-1918*. Collection Ibero-africana 4. Orgeval: Pélissier.
- . 1993. « La colonisation portugaise en Afrique. Aperçus sur quelques mythes et certaines réalités ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 32 (1): 2-9.
- Pels, Peter. 1994. « The Construction of Ethnographic Occasions in Late Colonial Uluguru ». *History and Anthropology* 8 (1-4): 321-51.
- Pels, Peter, et Oscar Salemink. 1994. « Introduction: Five theses on ethnography as colonial practice ». *History and Anthropology* 8 (1-4): 1-34.
- Peluso, Nancy Lee, et Christian Lund. 2011. « New frontiers of land control: Introduction ». *Journal of Peasant Studies* 38 (4): 667-81.
- Penning de Vries, F.W.T.; R.; Rabbinge, et J.J.R.; Groot. 1997. « Potential and attainable food production and food security in different regions ». *Philosophical transactions of The Royal Society* 352 (1356): 917-28.
- Pereira, L., V. Macaulay, A. Torroni, R. Scozzari, M.-J. Prata, et A. Amorim. 2001. « Prehistoric and Historic Traces in the MtDNA of Mozambique: Insights into the Bantu Expansions and the Slave Trade ». *Annals of Human Genetics* 65 (5): 439-58.
- Perez-Niño, Helena. 2014. « O Crescimento da Cultura do Tabaco em Moçambique: Questões e Desafios para um Sector em Transformação. » In *Desafios para Moçambique, 2014<sup>e</sup> éd.*, 101-36. Maputo, Moçambique: IESE.
- Perez-Niño, Helena, et Philippe Le Billon. 2013. « Foreign aid, resource rents and institution-building in Mozambique and Angola ». *WIDER Working Paper*, n° 2013/102: 33.
- Pinto Teixeira, Luisa. 2008. « Partners in Business ». *Lusotopie. Recherches Politiques Internationales Sur Les Espaces Issus de l'histoire et de La Colonisation Portugaises*, n° XV(1) (juin): 39-58.

- Pires, Júlio Augusto. 1944. « Cultura do algodão em Moçambique: sua história ». *Moçambique: documentário trimestral*, nº 37: 87-96.
- Pitcher, M. Anne. 1991. « Sowing the Seeds of Failure: Early Portuguese Cotton Cultivation in Angola and Mozambique, 1820-1926 ». *Journal of Southern African Studies* 17 (1): 43-70.
- . 1993. *Politics in the Portuguese Empire: the state, industry, and cotton, 1926-1974*. Oxford, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Clarendon Press.
- . 1995. « From Coercion to Incentives: the Portuguese colonial cotton regime in Angola and Mozambique, 1946-1974 ». In *Cotton, Colonialism and Social History in sub-Saharan Africa*, 119-43. Portsmouth : Heinemann: Allen Isaacman and Richard Roberts.
- . 1998. « Disruption without Transformation: Agrarian Relations and Livelihoods in Nampula Province, Mozambique 1975-1995 ». *Journal of Southern African Studies* 24 (1): 115-40.
- . 2002. *Transforming Mozambique: the politics of privatization, 1975-2000*. New York, Etats-Unis d'Amérique: Cambridge University Press.
- . 2003. « Sobreviver à transição: o legado das antigas empresas coloniais em Moçambique ». *Análise social* 38 (168): 793-820.
- Plet, Françoise. 1984. « Les territoires des firmes de production de semences ». *Économie rurale* 162 (1): 38-38.
- . 2003. « La géographie rurale française : quelques jalons ». *Sociétés contemporaines* no 49-50 (1): 85-106.
- Premawardhana, Devaka. 2014. « Continuities of Change: Conversion and Convertibility in Northern Mozambique ». Doctoral Dissertation, Cambridge, Massachusetts: Harvard University.
- ProAgri II. 2004. *Documento Estratégico, O ProAgri II*.
- Proctor, Robert N. 2008. « A missing term to describe the cultural production of ignorance (and its study) ». *Agnotology: The Making & Unmaking of Ignorance*, edited by RN Proctor and L. Schiebinger, 1-33.
- Programa Malonda. 2005. « Summary Achievements in 2005 and Plans for 2006 - 2008 ».
- PROMER. 2008. « Rural Markets Promotion Programme - Programa de Promoção de Mercados Rurais (PROMER) ». Programme Design Document, Final Design Volume 1- Main Report. IFAD.
- . 2015. « Rural Markets Promotion Project (PROMER) ». Supervision report 3857-MZ. IFAD.
- PRO-Parcerias. 2013. « Projeto parcerias entre comunidades e investidores (PRO-Parcerias) ». Relatório Técnico Final nas províncias de Manica, Gaza e Sofala. DNPDR, LUPA, Magariro, ORAM.
- ProSAVANA, et MASA. 2016. « Plano director para o Desenvolvimento Agrícola do Corredor de Nacala - Versão Provisória ». Ministério da Agricultura e Segurança Alimentar - Versão Nov. 2016.
- ProSAVANA-PD. 2013. « Planning Quick Impact Projects - Support of Agriculture Development Master Plan for Nacala Corridor in Mozambique (Chapter 4) ».
- Prunier, Gérard. 1991. « Violence et histoire ». *Politique Africaine*.
- Purseigle, François. 2012. « Introduction Les agricultures de firme ». *Études rurales*, nº 190 (janvier): 19-23.

- Purseigle, François, et Gérard Chouquer. 2013. « Les territoires saisis par la firme ». *Etudes rurales* n°191 (1): 9-18.
- Raffestin, Claude. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris: Librairies techniques.
- — —. 1985. « Territorialité et torture », 37-45.
- Raffestin, Claude, et Angelo Barampama. 1998. « Espace et pouvoir ». In *Les concepts de la géographie humaine*, 63-71. Paris: Armand Colin.
- Raikes, Philip. 1984. « Food Policy and Production in Mozambique since Independence ». *Review of African Political Economy*, n° 29: 95-107.
- Raison, Jean Pierre, et Ph. Gervais-Lambony. 1994. « L’Afrique australe ». In *Les Afriques au sud du Sahara*, par Alain Dubresson, Jean-Yves Marchal, et Jean Pierre Raison. Belin Editions.
- RFI. 2013. « Hollande, Guebuza see work start on big Mozambique ship order ». *RFI*. septembre 30.
- Rieutort, Laurent. 2016. « La géographie française et la question rurale ». In *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, 17-45. Armand Colin.
- Rioufreyt, Thibaut. 2013. « Les passeurs de la « Troisième Voie ». Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées ». *Critique internationale*, n° 59 (mai): 33-46.
- Ripoll, Fabrice, et Vincent Veschambre. 2002. « Face à l’hégémonie du territoire, éléments pour une réflexion critique ». In *Lire les territoires*, 261-87.
- — —. 2004. « Appropriation (de l’espace) ». *Hypergéo*. <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article602>.
- — —. 2005. « Introduction: L’appropriation de l’espace comme problématique ». *Norois. Environnement, aménagement, société*, n° 195 (juin): 115-16.
- Rist, Gilbert; 2007. *Le développement, naissance d’une croyance occidentale*. Édité par Sciences Po. Monde et Sociétés. Presses de Sciences Po.
- Rita-Ferreira, Antonio. 1982. *Fixação portuguesa e história pré-colonial de Moçambique*. Vol. 142. Estudos, Ensaio e Documentos. Lisboa: Instituto de investigação científica tropical/ junta de investigações científicas do ultramar.
- Robbins, Paul; 2004. *Political Ecology Critical introduction*. Édité par Blackwell publishers. Blackwell Publishing.
- Robic, Marie-Claire, Cyril Gosme, Didier Mendibil, Olivier Orain, et Jean-Louis Tissier. 2006. *Couvrir le monde : Un grand XXe siècle de géographie française*. Paris: Association pour la diffusion de la pensée française.
- Robin, Marie-Monique. 2008. *Le monde selon Monsanto*. Paris, France: La Découverte.
- Rocca, Roberto Morozzo Della. 1998. *Mozambique de la guerre à la paix. Histoire d’une médiation insolite*. Paris; Montréal: Editions L’Harmattan.
- Rochegude, Alain, et Caroline Plançon. 2009. « Cadre législatif et réglementaire du Mozambique ». In *Décentralisation, acteurs locaux et foncier: Fiches pays*. Vol. 445. Paris: Comité Technique Foncier et Développement.
- Roda, Jean-Marc. 2010. « On the Nature of Intergenerational and Social Networks in the African Forest Sector: The Case of Chinese, Lebanese, Indian and Italian Business Networks ». In *Governing Africa’s forests in a globalized world*, édité par Laura A. German, Alain Karsenty, et Anne-Marie Tiani, 335-53. The Earthscan forestry library. London ; Sterling, VA: Earthscan.
- Rogers, Alisdair, Noel Castree, et Rob Kitchin. 2013. *A Dictionary of Human Geography*. Oxford University Press.

- Rosário, Domingos. 2012. « From negligence to populism: An analysis of Mozambique's agricultural political Economy ». *Future Agricultures*, n° 034: 23.
- Rosário, Domingos Manuel do. 2009. « Les mairies des “autres” : une analyse politique, socio-historique et culturelle des trajectoires locales : le cas d’Angoche, de l’Île de Moçambique et de Nacala Porto ». Bordeaux 4.
- . 2015. « Os Municípios dos “Outros”. Alternância do poder local em Moçambique? O caso de Angoche ». *Cadernos de Estudos Africanos*, n° 30 (décembre): 135-65.
- Rosière, Stéphane. 2006. « La géographie face au nettoyage ethnique - vers une géographie inhumaine (Geography facing ethnic cleansing - Toward a geography of violence) ». *Bulletin de l’Association de géographes français* 83 (4): 448-60.
- . 2007. « Comprendre l’espace politique ». *L’Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 1 (janvier).
- Ross, Doris C., éd. 2014. *Mozambique Rising: Building a New Tomorrow*. African Department, 14/4. Washington, DC: IMF.
- Rostow, Walt Whitman. 1963. *Les étapes de la croissance économique*. Éditions du Seuil.
- Rouillé, Gaële, David Blanchon, Bernard Calas, et Élise Temple-Boyer. 2015. « Environnement, écologisation du politique et territorialisations : les nouvelles politiques de l’eau (gire et pse) au Kenya ». *L’Espace géographique* Tome 45 (2): 131-46.
- Roy, D. P., Y. Jin, P. E. Lewis, et C. O. Justice. 2005. « Prototyping a global algorithm for systematic fire-affected area mapping using MODIS time series data ». *Remote sensing of environment* 97 (2): 137–162.
- Roy, David, et Luigi Boschetti. 2009. « Southern Africa Validation of the MODIS, L3JRC, and Globcarbon Burned-Area Products ». *IEEE transactions on geoscience and remote sensing* 47 (4): 13.
- SADC. 2013. « Regional Agricultural Policy ». Gaborone : Botswana: SADC, Food, Agriculture and Natural Resources Directorate.
- Salcedo-La Viña, Celine. 2015. « An Assessment of Community Participation in Land Acquisitions in Mozambique and Tanzania ». USAID ABCG.
- Salemink, Oscar. 2003. « Introduction: Ethnography, anthropology and colonial discourse ». In .
- Samuel, Boris. 2012. « Calcul macroéconomique et modes de gouvernement : les cas de la Mauritanie et du Burkina Faso, Macroeconomic calculation and modes of government: the cases of Mauritania and Burkina Faso ». *Politique africaine*, n° 124 (novembre): 101-26.
- Sande, Zaqueo. 2011. « “7 Milhões” - Revisão do Debate e Desafios para a Diversificação da Base Produtiva ». In *Desafios para Moçambique 2011*, 2011<sup>e</sup> éd., 207-28. Maputo, Moçambique: IESE.
- Santos, Maciel. 2015. « The Peasant Tax in Northern Mozambique (1929-1939): Forced Cultivation, a Growth Factor? » In *Administration and Taxation in Former Portuguese Africa, 1900-1945*, Cambridge Scholars Publishing, 138-66.
- Santos, Maciel Morais, et Ana Guedes. 2012. « O imposto camponês no Norte de Moçambique (1929-1939)-um cultivo forçado, factor de crescimento? » In *Atas do congresso internacional « Saber tropical em Moçambique, historia, memoria et ciência »*, 1-23. Lisboa, Portugal: IICT-JBT.
- Sardan, Jean-Pierre Olivier De. 1998. « Émique ». *L’Homme* 38 (147): 151-66. doi:10.3406/hom.1998.370510.

- Sartre, Xavier Arnauld de. 2016. *Agriculture et changements globaux : Expertises globales et situations locales*. New. Peter Lang.
- Sartre, Xavier Arnauld de, et Pascal Sebille. 2008. « Diversité des itinéraires migratoires des colons d'un front pionnier amazonien ». *Confins. Revue franco-brésilienne de géographie / Revista franco-brasileira de geografia*, n° 4 (novembre).
- Sassen, Saskia. 2006. *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*. Princeton University Press.
- . 2013. « Land Grabs Today: Feeding the Disassembling of National Territory ». *Globalizations* 10 (1): 25-46.
- Schlimmer, Sina. 2016. « Bureaucracy versus Land Grabbing? Replacing the State in a Fashionable Debate in Tanzania ». <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01344468/document>.
- Schoeman, Maxi. 2002. « From SADCC to SADC and beyond: The politics of economic integration ». In *Congress of the International Economic History Organisation, Buenos Aires*.
- schut, Marc, Maja slingerland, et Anna Locke. 2010. « Biofuel developments in Mozambique. Update and analysis of policy, potential and reality ».
- Scott, James. 1998. *Seeing like a state- How certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Édité par Yale university. Yale Agrarian Studies. Yale.
- Scott, James C. 1987. *Weapons of the Weak - Everyday Forms of Peasant Resistance*. New edition. Yale University Press.
- Sen, Amartya; 1981. *Poverty and Famines, An Essay on Entitlement and Deprivation*.
- Serra, Carlos. 2015. *Linchamentos em Moçambique - 2a edição*. Centro de Estudos Africanos.
- Severino, Jean-Michel, et Olivier Ray. 2011. « La fin de l'aide publique au développement : mort et renaissance d'une politique publique globale ». *Revue d'économie du développement* 19 (1): 5-44.
- Shankland, Alex, et Euclides Gonçalves. 2016. « Imagining Agricultural Development in South-South Cooperation: The Contestation and Transformation of ProSAVANA ». *World Development* 81 (C): 35-46.
- Sidaway, James D. 1993. « Urban and Regional Planning in Post-independence Mozambique ». *International Journal of Urban & Regional Research* 17 (2): 241-59.
- Silva-Castaneda, Laura, E. Verhaegen, Sophie Charlier, et An Ansoms. 2014. *Au-delà de l'accaparement*. EcoPolis 22. P.I.E. Peter Lang.
- Siméant, Johanna. 2010. « « Économie morale » et protestation – détours africains ». *Genèses*, n° 81: 142-60.
- . 2017. « Ce que les politiques de l'environnement disent de l'Etat et du gouvernement en Afrique ». présenté à Séminaire dans le cadre du projet POST : Penser les sorties de guerre au prisme des politiques des ressources et des crises naturelles, Montpellier, France, juin 15.
- Sletto, Bjorn. 2008. « The Knowledge that counts: Institutional Identities, Policy Science, and the Conflict Over Fire Management in the Gran Sabana, Venezuela ». *World Development* 36 (10): 18.
- Smalley, Rebecca. 2013. « Plantations, contract farming and commercial farming areas in Africa: A comparative review ». *Future Agricultures Working Paper* 55.
- Smart, Teresa, et Joseph Hanlon. 2014. *Chickens and Beer: A Recipe for Agricultural Growth in Mozambique*. Bicycles+Development Lrd.

- Smith, Alan K. 1974. « António Salazar and the Reversal of Portuguese Colonial Policy ». *The Journal of African History* 15 (04): 653–667.
- Smyth, Marie, et Gillian Robinson, éd. 2001. *Researching violently divided societies: ethical and methodological issues*. INCORE. Tokyo ; New York : London: United Nations University Press ; Pluto Press.
- Sneyd, Adam. 2014. « When Governance Gets Going: Certifying ‘Better Cotton’ and ‘Better Sugarcane’: Certifying ‘Better Cotton’ and ‘Better Sugarcane’ ». *Development and Change* 45 (2): 231-56.
- Sodeik, Eva. 2000. « Interface sans courtiers: conditions d’émergence du courtage et conséquences de son absence ». In *Courtiers en développement: les villages africains en quête de projets*, Karthala. Paris: Karthala.
- Söderbaum, Fredrik, et Ian Taylor. 2001. « Transmission Belt for Transnational Capital or Facilitator for Development? Problematising the Role of the State in the Maputo Development Corridor ». SSRN Scholarly Paper ID 2400887. Rochester, NY: Social Science Research Network.
- Sorrensen, Cynthia; 2009. « Potential hazards of land policy: Conservation, rural development and fire use in the Brazilian Amazon ». *Land use Policy* 26.
- Soto, Bartolomeu. 2009. « Protected areas in Mozambique ». *Evolution and innovation in wildlife conservation: Parks and game ranches to Transfrontier conservation areas*, 85–111.
- Souza Cruz, de, Joao José. 2009. « O Rio Rovuma ». *Revista Militar*, n° 2494.
- Star, Susan Leigh; 2010. « Ceci n’est pas un objet frontière! Réflexions sur l’origine d’un concept ». *Revue d’anthropologie des connaissances* 4 (1): 18-35.
- Steck, Benjamin. 2015. « Introduction à l’Afrique des ports et des corridors : comment formuler l’interaction entre logistique et développement ». *Cahiers de géographie du Québec* 59 (168): 447-67.
- Street, Anne. 2007. « The Cluster Approach in Mozambique 2007: Is it improving emergency response? An NGO perspective ». ActionAid report. ActionAid International.
- Sumberg, James. 2012. « Mind the (Yield) Gap(S) ». *Food Security* 4 (4): 509-18.
- Sumberg, James, Robin Irving, Elisabeth Adams, et John Thompson. 2012. « Succes Making and Success Stories: Agronomic Research in the Spotlight ». In *Contested Agronomy: Agricultural Research in a Changing World*, édité par James Sumberg et John Thompson, 186-203. Routledge.
- Sumberg, James, et John Thompson, éd. 2012. *Contested Agronomy: Agricultural Research in a Changing World*. Routledge. Earthscan.
- Sumberg, James, John Thompson, et Philip Woodhouse. 2013. « The Changing Politics of Agronomy Research ».
- . 2014. « Political Agronomy ». In *Encyclopedia of Food and Agricultural Ethics*, édité par Paul B. Thompson et David M. Kaplan, 1502-8. Springer Netherlands.
- Suremain, Marie-Albane de. 2011. « Découper des objets de recherche en Afrique : circonscriptions, zones, régions ou terroirs ? » In *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*. Paris: Publications de la Sorbonne.
- Tanner, C. 2010. « Land rights and enclosures: Implementing the Mozambican Land Law in practice ». In *the struggle over land in Africa. Conflicts, politics and change*, édité par W. Anseeuw et C. Alden, HSRC Press, 304.
- Tanner, Christopher. 2002. « Law-making in an african context: The 1997 Mozambican Land Law ». *FAO Legal Papers*, FAO Legal Papers, , n° 26.



- Tanner, Christopher, et Sergio Baleira. 2006. « Mozambique's legal framework for access to natural resources: The impact of new legal rights and community consultations on local livelihoods ». *Rome, FAO, FAO LSP Working Paper 28*.
- Tanner, Christopher, Marianna Bicchieri, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Legal Office, et Food and Agriculture Organization of the United Nations. 2014. *When the Law Is Not Enough: Paralegals and Natural Resources Governance in Mozambique*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- Taylor, Peter, et Frederick Buttel. 1992. « How Do we know We Have Global Environmental Problems? Science and the Globalization of Environmental Discourse ». In *The Environment in Anthropology A reader in Ecology, Culture, and Sustainable Living*, édité par Nora; Haenn et Richard; Wilk.
- Tembe, Carlos. 2014. « Monapo: Relançada produção de sisal ». *Jornal Noticias*, septembre 24.
- Thloniat, Yann, et Benoît de l'Estoile. 2008. « Max Gluckman (1940) : "Analysis of a social situation in modern Zululand" ». *Genèses* 72 (3): 119-55.
- Thomson, Susan. 2013. « Academic Integrity and Ethical Responsibilities in Post-Genocide Rwanda: Working with Research Ethics Boards to Prepare for Fieldwork with 'Human Subjects' ». In *Emotional and Ethical Challenges for Field Research in Africa*, 139-54. Palgrave Macmillan, London.
- Thomson, Susan, An Ansoms, et Jude Murison. 2012. *Emotional and Ethical Challenges for Field Research in Africa - The Story Behind the Findings*. Palgrave Macmillan.
- Thurlow, James. 2013. « Evaluating Mozambique's Agricultural Investment Plan ». présenté à IFPRI/MSU/MINAG Workshop, Washington D.C., décembre 9.
- Thurlow, James, Rui; Benfica, et Benedito Cunguara. 2014. « Evaluating Mozambique's Agricultural Investment Plan: Round Two ». présenté à Research Workshop: Agricultural Public Investments, Policies, and Markets for Mozambique's Food Security and Economic Transformation, Maputo, Mozambique, novembre 14.
- Tomlinson, Isobel; 2011. « Doubling food production to feed the 9 billion: A critical perspective on a key discourse of food security in the UK ». *Journal of Rural Studies*, 1-10.
- Toulabor, Comi. 1982. « La violence à l'école: le cas d'un village au Togo ». *Politique Africaine*, n° 7: 43-49.
- Trottier, Julie. 1999. *Hydropolitics in the West Bank and Gaza strip*. Jerusalem: PASSIA.
- . 2003. « Water wars: The Rise of a Hegemonic Concept. Exploring the Making of the Water War and Water Peace Belief within the Israeli-Palestinian Conflict ».
- . 2006. « Donors, Modellers and Development Brokers: The Pork Barrel of Water Management Research ». *Reconstruction: studies in contemporary culture* 6 (3).
- . 2007a. « A Wall, Water and Power: The Israeli "Separation Fence" ». *Review of International Studies* 33 (1): 105-27.
- . 2007b. « Eau, Pouvoir et Société ». Thèse d'Habilitation à diriger des Recherches, Bordeaux : France: Université Montesquieu-Bordeaux. Institut d'Etudes Politiques.
- . 2007c. « Second Order Water Scarcity in Southern Africa ». Technical Report DfiD.
- . 2008. « Water crises: political construction or physical reality? » *Contemporary politics* 14 (2): 17.
- . 2011. « L'avènement de la gestion intégrée des ressources en eau ». In *Gestion de l'eau. Approche territoriale et institutionnelle*, 179-98. Presses de l'Université du Québec.

- . 2015a. « Les trajectoires de l'eau et de la terre dans la construction des territoires ». *L'Espace géographique* Tome 45 (2): 97-102.
- . 2015b. « Le rapport à l'eau et à la terre dans la construction de territoires multisitués : le cas palestinien ». *L'Espace géographique* Tome 45 (2): 103-14.
- . 2016. « Harnessing the commons to govern water as a flow ». In *12ème conférence internationale de l'AFD « Communs et Développement »*. Paris. [communsetdeveloppement-afd2016.com/](http://communsetdeveloppement-afd2016.com/).
- Trottier, Julie, et Jeanne Perrier. 2017a. « Challenging the coproduction of virtual water and Palestinian agriculture from the ground up ». *En cours de Publication*.
- . 2017b. « Water Driven Palestinian Agricultural Frontiers: The Global Ramifications of Social change ».
- Trousselle, Anaïs. 2016. « Mobilités et immobilités des femmes qui « restent » dans la vallée du Rio Negro (Nicaragua) ». *EchoGéo*, n° 37 (septembre).
- Tschirley, David, Danilo Abdula, et Michael T. Weber. 2006. « Toward Improved Maize Marketing and Trade Policies to Promote Household Food Security in Central and Southern Mozambique ». Research Paper Series, Ministry of Agriculture and Rural Development, Economics Directorate Research Report N° 60 E.
- Tschirley, David L., Colin Poulton, et Patrick Labaste, éd. 2009. *Organization and performance of cotton sectors in Africa: learning from reform experience*. Agriculture and rural development. Washington, D.C: World Bank.
- Tsela, Philemon, Konrad Wessels, Joel Botai, Sally Archibald, Derick Swanepoel, Karen Steenkamp, et Philip Frost. 2014. « Validation of the Two Standard MODIS Satellite Burned-Area Products and an Empirically-Derived Merged Product in South Africa ». *Remote Sensing* 6 (2): 1275-93.
- Tsie, Balefi. 1996. « States and Markets in the Southern African Development Community (SADC): Beyond the Neo-Liberal Paradigm ». *Journal of Southern African Studies* 22 (1): 75-98.
- Tsing, Anna. 2004. « Inside the Economy of Appearances ». In *The Blackwell Cultural Economy Reader*, édité par Ash Amin et Nigel Thrift, 81-100. Blackwell Publishing Ltd.
- Tsing, Anna Lowenhaupt. 2005. *Friction: An Ethnography of Global Connection*. Princeton, N.J: Princeton University Press.
- Tumusiime, Emmanuel, et Marc J. Cohen. 2017. « Promoting country ownership and inclusive growth? An assessment of Feed the Future ». *Development in Practice* 27 (1): 4-15.
- Tvedten, Inge, Margarida Paulo, et Carmeliza Rosário. 2006. « "Opitanha" Social Relations of Rural Poverty in Northern Mozambique ». R2006:16. Bergen: CHR. Michelsen Institute (CMI).
- . 2010. « 'Opitanha' revisited. Assessing the implications of PARPA II in rural northern Mozambique 2006-2009 ». *CMI Report*, n° 2010:3: 82.
- UNAC, et GRAIN. 2015. « The land grabbers of the Nacala Corridor ». <https://www.grain.org/article/entries/5137-the-land-grabbers-of-the-nacala-corridor>.
- Unruh, Jon D., Nikolas C. Heynen, et Peter Hossler. 2003. « The political ecology of recovery from armed conflict: the case of landmines in Mozambique ». *Political Geography* 22 (8): 841-61.
- Unruh, Jon Darrel. 1997. « Land tenure and the peace process in Mozambique: The role of land dispute resolution in "critical resource" areas ».

- USAID. 2013a. « Institutional architecture for Food Security Policy change: Mozambique ». Africa Leadership Training and Capacity Building Program. USAID.
- . 2013b. « Performance evaluation of the Usaid/Mozambique agriculture portfolio ». Prepared under Task Order No: AID-656-TO-12-00003.
- USAID/MSU. 2002. « Fact Sheet : Mozambique Project, Policy Analysis and Research Support ». Food Security Cooperative Agreement, period November 1997 - June 2002.
- . 2004. « Fact Sheet : Mozambique Project, Policy Analysis and Research Support ». Food Security Cooperative Agreement, July 2002- September 2004.
- Uvin, Peter. 1998. *Aiding Violence: The Development Enterprise in Rwanda*. Kumarian Press.
- Vail, Leroy. 1975. « The Making of an Imperial Slum: Nyasaland and Its Railways, 1895-1935 ». *The Journal of African History* 16 (1): 89-112.
- . 1976. « Mozambique's Chartered Companies: The Rule of the Feeble ». *The Journal of African History* 17 (3): 389-416.
- Van der Zaag, Pieter, Dinis Juizo, Agostinho Vilanculos, Alex Bolding, et Nynke Post Uiterweer. 2010. « Does the Limpopo River Basin have sufficient water for massive irrigation development in the plains of Mozambique? » *Physics and Chemistry of the Earth, Parts A/B/C* 35 (13): 832-837.
- Vancutsem, Christelle, Eduardo Marinho, François Kayitakire, Linda See, et Steffen Fritz. 2012. « Harmonizing and Combining Existing Land Cover/Land Use Datasets for Cropland Area Monitoring at the African Continental Scale ». *Remote Sensing* 5 (1): 19-41.
- Vanier, M. 2009. *Territoires territorialités, territorialisation. Controverses et perspectives*. Espace et Territoires. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Vanier, Martin. 2000. « Qu'est-ce que le tiers espace ? Territorialités complexes et construction politique ». *Revue de géographie alpine* 88 (1): 105-13.
- Veldwisch, Gert Jan, Wouter Beekman, et Alex Bolding. 2013. « Smallholder irrigators, water rights and investments in agriculture: Three cases from rural Mozambique ». *Water Alternatives* 6 (1): 125-141.
- Verhaegen, Etienne. 2012. « Les paysanneries et territoires ruraux face à la globalisation: les limites de l'approche par les régimes agroalimentaire ». Thèse de doctorat, Louvain-la-Neuve: Université catholique de Louvain.
- Vermeulen, Sonja, et Lorenzo Cotula. 2010. « Over the heads of local people: consultation, consent, and recompense in large-scale land deals for biofuels projects in Africa ». *The Journal of Peasant Studies* 37 (4): 899-916.
- Vernet, Thomas. 2009. « Slave Trade and Slavery on the Swahili Coast (1500-1750) ». In *Slavery, Islam and Diaspora*, Africa World Press, 37-76. B.A. Mirzai, I.M. Montana et P. Lovejoy.
- Vidal, Maïa Marjolaine. 2008. « Os produtores de algodão no noroeste de Moçambique ». Universidade Técnica de Lisboa Lisboa.
- Vivet, Jeanne. 2012. « Déplacés de guerre dans la ville : la citadinisation des deslocados à Maputo ». Paris Johannesburg: Karthala IFAS.
- Vlassenbroek, Julien; 2005. « Le NEPAD ou l'ère de la conditionnalité intériorisée ». Diplôme d'études spécialisées en étude du développement. Université de Louvain-La-Neuve (UCL).

- Vuattoux, Arthur. 2010. « Gouvernamentalités contemporaines et territoires. Une étude des usages géographiques de Michel Foucault ». Mémoire de Master 2, Paris: Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, UFR de Philosophie.
- Wacquant, Loïc J. D. 1992. « Au chevet de la modernité: le diagnostic du docteur Giddens ». *Cahiers Internationaux de Sociologie* 93: 389-97.
- Walker, Robert, Stephen Perz, Eugenio Arima, et Cynthia Simmons. 2011. « The Transamazon Highway: Past, Present, Future ». In *Engineering Earth*, édité par Stanley D. Brunn, 569-99. Dordrecht: Springer Netherlands.
- Walker, Tom, Said Silim, Benedito Cunguara, Cynthia Donovan, P. Parthasarathy Rao, Manuel Amane, et Moses Siambi. 2015. « Pigeonpea in Mozambique: An Emerging Success Story of Crop Expansion in Smallholder Agriculture ». *International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics, Telangana, India*, 35pp.
- Weber, Florence. 2013. « De l'ethnologie de la France à l'ethnographie réflexive, From the Ethnology of France to Reflexive Ethnography ». *Genèses*, n° 89 (avril): 44-60.
- Weber, Jacques. 1995. « Gestion des ressources renouvelables: fondements théoriques d'un programme de recherche ». *CIRAD-GREEN, Paris*.
- West, H.G., et G.W. Myers. 1996. « A Piece of Land in a Land of Peace? State Farm Divestiture in Mozambique ». *The Journal of Modern African Studies*, 34 édition.
- Whatmore, Sarah, et Lorraine Thorne. 2004. « Nourishing Networks: Alternative Geographies of Food ». In *Reading Economic Geography*, édité par Trevor J. Barnes, Jamie Peck, Eric Sheppard, et Adam Tickell, 235-48. Blackwell Publishing Ltd.
- Whiteside, Martin. 2002. « Neighbors in development: Livelihood interactions between Northern Mozambique and Southern Malawi ». *Maputo. DFID, January*.
- Whitman, Darrell; 2003. « Locating Stakeholders in Environmental Policy-Making ».
- Wilson, Ken B. 1992. « Cults of violence and counter-violence in Mozambique ». *Journal of Southern African Studies* 18 (3): 527-582.
- Wolf, Eric R. 1956. « Aspects of Group Relations in a Complex Society: Mexico ». *American Anthropologist* 58 (6): 1065-78.
- Wolford, Wendy. 2012. « Contesting Global Landscapes: O Brasil Gigante: Bringing the Brazilian Miracle to African Soil ».
- . 2015. « From Pangaea to Partnership ». *Sociology of Development* 1 (2): 210-32.
- Wolford, Wendy, Saturnino M. Borrás, Ruth Hall, Ian Scoones, et Ben White. 2013. « Governing Global Land Deals: The Role of the State in the Rush for Land ». *Development and Change* 44 (2): 189-210.
- Wood, Elisabeth Jean. 2007. « Field Research During War: Ethical Dilemmas ». In *New Perspectives in Political Ethnography*, 205-23. Springer, New York, NY.
- Woodhouse, Philip. 2012a. « Agricultura, pobreza e a receita do PARP ». In *Desafios para Moçambique 2012*. Maputo: IESE.
- . 2012b. « Raising agricultural productivity ». In . Vol. Conference Paper n°12. Maputo, Moçambique: IESE.
- . 2012c. « Water in African Agronomy ». In *Contested Agronomy*, 102-15. Earthscan. Routledge.
- Woodhouse, Philip, Henry Bernstein, et Hulme David, éd. 2000. *African Enclosures?: The Social Dynamics of Wetlands in Drylands*. Oxford: James Currey.
- Woodhouse, Philip, Henry Bernstein, David Hulme, et others. 2000. « Africa's' wetlands in drylands' from commons to enclosures? » *African enclosures? The social dynamics of wetlands in drylands*, 1-28.

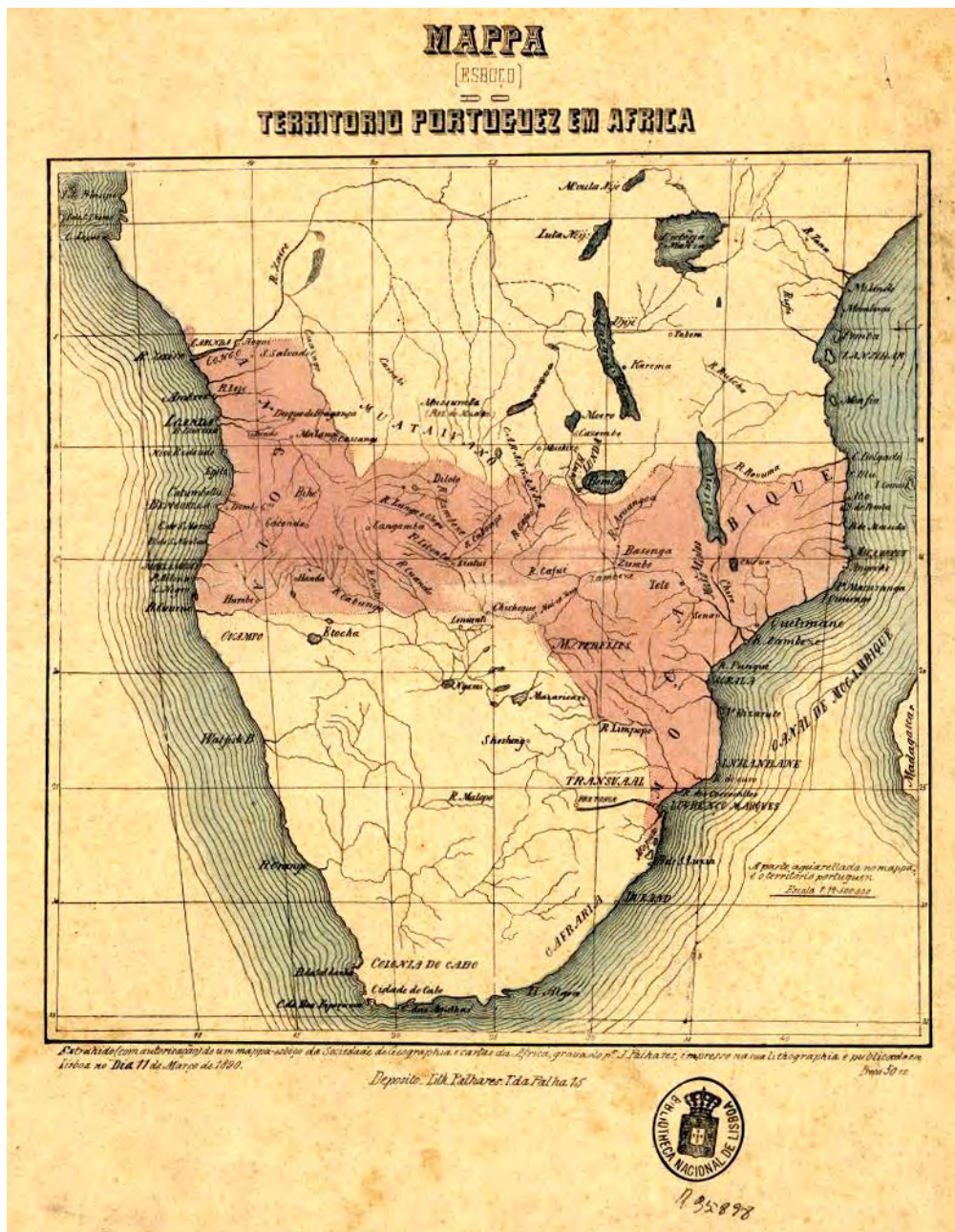
- World Bank. 2009. « World Bank Development Report 2009: Reshaping Economic Geography Spatial Disparities and Development Policy ». *WDR 2009 (Outline)*.
- Wrangham, Rachel. 2010. « À la recherche du «développement» en Zambézie rurale ». Traduit par Hélène Quénot. *Politique africaine* 117 (1): 63-82.
- Wuyts, Marc. 2001. « The Agrarian Question in Mozambique's Transition and reconstruction ». Discussion Paper N°2001/14. UNU/WIDER.
- Wynne, Brian. 1989. « Sheepfarming after Chernobyl: A Case Study in Communicating Scientific Information ». *Environment: Science and Policy for Sustainable Development* 31 (2): 10-39.
- Zimmerer, Karl. 2010. « Spatial-Geographic Models of Water Scarcity and Supply in Irrigation Engineering and Management: Bolivia, 1952–2009 ». In *Knowing Nature*, édité par Mara Goldman, Paul Nadasdy, et Matthew Turner. The University of Chicago Press.

# Annexes

## Table des Annexes

Annexe 4.1. Carte des « Territoire Portugais en Afrique », 1890	646
Annexe 5.1. Eléments de méthode relatifs à la télédétection et à la cartographie des surfaces brûlées	647
Annexe 6.1. Une superposition de projets dans le corridor de Nacala	648
Annexe 6.2. Analyse textuelle des projets de Développement dans le corridor de Nacala grâce au logiciel Iramuteq	656
Annexe 6.3. Extraits d'entretiens relatifs au projet ProSAVANA	668
Annexe 6.4. Documents cités dans le chapitre 6	675
Annexe 7.1. Le déplacement d'un foyer pour fuir un conflit	681
Annexe 7.2. Un déplacement groupé pour échapper à une attaque en sorcellerie	681
Annexe 7.3. Tensions entre chefferies et instrumentalisations de l'administration coloniale	682
Annexe 7.4. Origines et alliances confuses des habitants de Kharamu	683
Annexe 7.5. L'économie de Kharamu en période coloniale	687
Annexe 7.6. Reproduction sociale à Kharamu après l'indépendance	688
Annexe 7.7. Les écueils de l'associativisme	689
Annexe 7.8. La commercialisation à Kharamu	690
Annexe 7.9. Inégale territorialisation de l'Etat et du FRELIMO à Kharamu	691
Annexe 7.10. Trajectoires d'accumulation à Mecanhelas	692
Annexe 7.11. Déconstruire les succès à Ipalame	695
Annexe 7.12. Accumulation et production maraîchère dans le district de Malema	699
Annexe 7.13. Exemples d'accumulation à Kharamu	699
Annexe 7.14. Des activités marqueurs d'une précarité sociale et économique	702
Annexe 7.15. Séparation d'un foyer et déclin	704
Annexe 7.16. Le piège des cultures de rentes	706
Annexe 7.17. Le statut changeant de la terre à Kharamu	709
Annexe 7.18. La cérémonie de <i>Makeya</i> et l'appropriation spatiale	711
Annexe 7.19. Cas d'interactions entre systèmes normatifs au sujet de la terre	713
Annexe 7.20. Le système de fixation des prix du coton au Mozambique	715
Annexe 8.1. Eléments de droit foncier colonial relatif à la consultation	716
Annexe 8.2. Discours du directeur régional de la SAN-JFS lors de la consultation communautaire d'Ipalame pour un bloc cotonnier (2014).	719

Annexe 4.1. Carte des « Territoire Portugais en Afrique », 1890



Carte des territoires africains convoités par les portugais à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, réalisée par la Société de Géographie de Lisbonne et connue sous le nom de « Mapa cor de rosa »

## Annexe 5.1. Eléments de méthode relatifs à la télédétection et à la cartographie des surfaces brûlées

La télédétection des feux est une manière alternative de détecter les surfaces anthropisées. En effet, le feu est un élément central dans la gestion de l'agriculture au Nord du Mozambique. Il est utilisé pour brûler les résidus de cultures en fin de saison agricole (Juillet - Septembre), ainsi que pour ouvrir de nouvelles parcelles (Juillet - Octobre). Il est également utilisé dans les activités de chasse et de régénération des pâtures.

Les satellites Terra et Aqua de la NASA sont équipés d'un radiomètre spectrale appelé *MODIS (Moderate Resolution Imaging Spectroradiometer)*. Ce dernier peut détecter des changements de réflectance à la surface de la terre, c'est-à-dire des variations de la proportion de lumière réfléchiée par la surface d'un matériau. Les feux de végétation sont un des phénomènes qui génèrent un changement de réflectance détectable. Les surfaces brûlées sont en effet caractérisées par une réflectance faible en raison de l'absorption des radiations par les cendres (Eva et Lambin 1998; cité dans Kana et Etouna 2006). Pour chaque pixel de 500 m par 500 m, les réflectances enregistrées par MODIS sont analysées pour discriminer d'autres facteurs (ex. ombres, nuages, confusion avec des surfaces humides) et générer une base de donnée des surfaces brûlées mensuelles (*MODIS burned area*).

La base de données *MODIS burned-area* contient pour chaque pixel de 500m par 500m le jour approximatif du premier feu détecté de l'année, avec une précision de plus ou moins huit jours liée à la temporalité de la détection (Figure A5.1). Une comparaison à l'échelle de l'Afrique australe de plusieurs produits de télédétection utilisés pour analyser les feux a montré que le produit MODIS était le plus précis, notamment au Mozambique (D. Roy et Boschetti 2009). Sa résolution plus fine - 500 m x 500m au lieu de 1 km x 1 km - lui permet de détecter des surfaces brûlées plus petites et spatialement fragmentées. Les produits *MODIS burnt areas* détectent plus de feux en Afrique que les produits *active fire*, qui enregistrent des différentiels de température. En effet, *MODIS burnt areas* peut détecter la persistance temporelle de l'effet des feux sur la réflectance alors que les produits actifs ne peuvent détecter que les feux qui coïncident avec leur passage (Christopher O. Justice et al. 2010).

J'ai téléchargé les données de surfaces brûlées annuelles (produit MODIS MCD45A1) entre 2000 et 2008 pour la zone couvrant la région nord du Mozambique et je les ai superposées (Boschetti et al. 2013). Avec un codage simple (1 = pixel brûlé dans l'année, 0 = pixel non brûlé) ; il est possible de cartographier le nombre d'années où un pixel a été brûlé entre 2000 et 2008. J'ai considéré que la récurrence de surfaces brûlées sur un même pixel était associée à la présence d'une utilisation anthropique du feu. Ainsi la cartographie des occurrences de surfaces brûlées permet d'identifier des zones qui ne sont pas classées comme anthropisées mais qui sont néanmoins enchâssées dans des activités d'abattis brûlis, de chasse ou encore de régénération de pâtures.

Plusieurs éléments limitent la télédétection des feux et la mise en relation des feux et des activités anthropiques au Nord du Mozambique. Il est difficile de discriminer les feux agricoles et non agricoles en Afrique australe car les deux ont la même saisonnalité, entre août et septembre où la flammabilité est maximale (Magi et al. 2012). De plus, dans les écosystèmes humides, comme ceux du Nord du Mozambique, les feux de petite taille sont importants. 70% des surfaces brûlées font moins de 1 km<sup>2</sup> (C. O. Justice et al. 2002). Or la détection des surfaces brûlées fragmentées est plus difficile (Archibald et al. 2009). En effet, les feux de petite taille sont sous-détectés (Miettinen 2007). Le changement de réflectance de



surface - base de détection d'un feu par *MODIS burnt area* - diminue proportionnellement avec la fraction du pixel qui est brûlée (D. P. Roy et al. 2005). Donc plus cette fraction est faible moins la probabilité de détection est grande. Ainsi, 100% des feux de plus de 19 ha sont détectés, 40% des feux entre 6,25 et 12,5 ha sont détectés et moins de 17% des feux inférieurs à 6,25 ha sont détectés (Tsela et al. 2014). Les petits feux agricoles sont donc particulièrement peu détectés. La combinaison de données de surfaces brûlées et de feux actifs permettrait d'améliorer la cartographie des feux anthropiques. Dans l'état, la cartographie de la récurrence des surfaces brûlées permet déjà d'identifier des usages des sols anthropiques non pris en compte dans la plupart des cartographies d'usage des sols réalisées à partir des couverts végétaux.

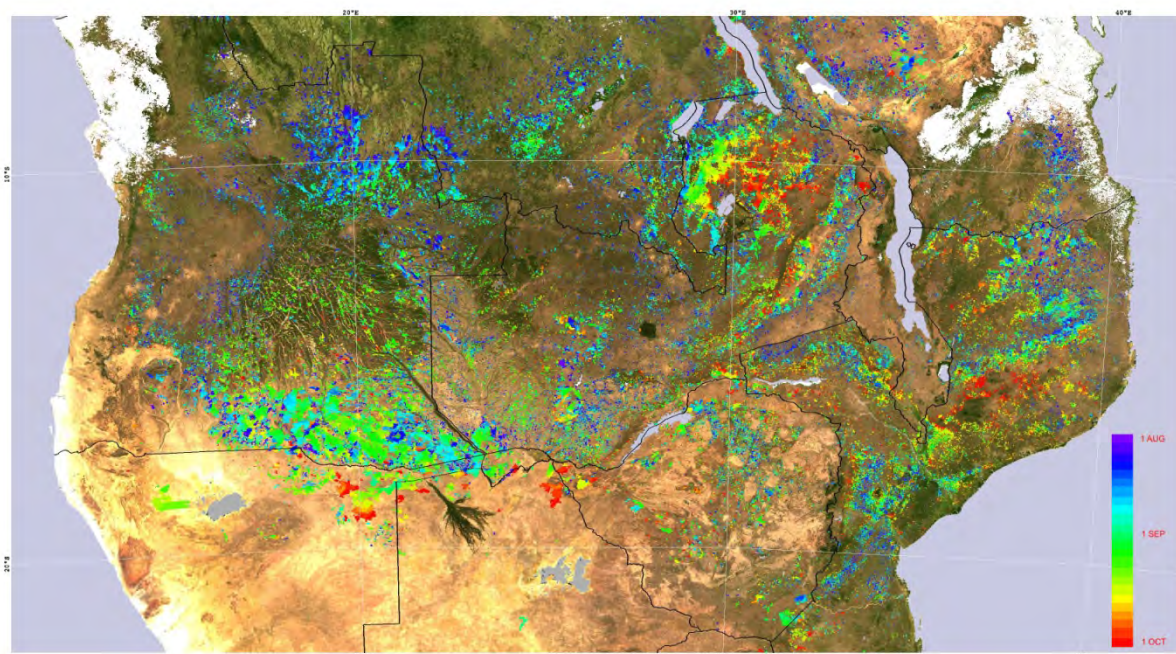


Figure A5.1 : Carte des surfaces brûlées entre Août et Octobre 2000 d'après le produit MODIS 500m burned area. Les différentes couleurs indiquent le jour approximatif du feu, les couleurs de fond correspondent à des fausses couleurs construites à partir des bandes spectrales 1, 3 et 4 de MODIS. Source : <http://modis-fire.umd.edu>

## Annexe 6.1. Une superposition de projets dans le corridor de Nacala

### 6.1.1. Le Programme de Promotion des Marchés Ruraux (PROMER).

Le programme de Promotion des Marchés Ruraux (PROMER, de 2008 à 2018 ou 2019) est un partenariat entre le Gouvernement du Mozambique et le Fond International pour le Développement de l'Agriculture<sup>674</sup> (FIDA). L'objectif du programme PROMER est de faciliter l'accès aux marchés pour les petits producteurs et d'augmenter leurs rendements et la commercialisation des excédents. Comme dans le programme précédent, le but est de « transformer les petits producteurs en entrepreneurs » [*small scale farmers become entrepreneurs*]<sup>675</sup>. PROMER est avant tout financé par un prêt du FIDA (31,1 millions USD en 2008 d'après le document de prêt), par l'Union Européenne et par le Gouvernement du

<sup>674</sup> Le FIDA est une institution financière internationale établie en 1977 suite à la Conférence Alimentaire Mondiale de 1974.

<sup>675</sup> Expression du FIDA pour résumer le Projet d'Aide aux Marchés Agricoles (PAMA), financé par le FIDA de 1999 à 2008.

Mozambique. Des fonds additionnels et une prolongation du projet ont été demandés en 2015<sup>676</sup>.

Théoriquement, le programme PROMER repose sur quatre composantes : (1) développer des intermédiaires de marchés plus dynamiques (renforcement des associations, des coopératives, et des commerçants), (2) mettre en place des chaînes de valeurs pilotés par des entreprises. PROMER a en particulier identifié les chaînes du manioc, du sésame, des haricots et des cacahuètes, (3) améliorer les conditions de marché (infrastructures d'accès au marché, informations, accès aux financements), et (4) augmenter la gestion des connaissances et l'aide institutionnelle. PROMER propose d'aider le gouvernement à superviser le lien entre marché et développement des chaînes de valeurs. Le programme PROMER a ciblé 15 districts qui entourent le corridor de Nacala et construit sur les précédents projets financés par le FIDA<sup>677</sup>. PROMER met en avant les réseaux routiers et ferroviaires ainsi qu'un port en eau profonde qui facilitent le mouvement des biens et l'accès aux marchés domestiques et internationaux (PROMER 2008, 7). En pratique, la zone cible du projet a été divisée entre différentes organisations : les districts de Cabo Delgado sont sous la responsabilité d'OIKOS, ceux de Niassa sous celle du GAPI, et ceux de Zambézia, ont été attribués au consortium SNV/UATAF/OLIPA. Elles doivent identifier les associations, les intermédiaires, ainsi que les marchés à soutenir. Elles ont ensuite à charge de les renforcer et de les financer.

#### 6.1.2. Le PEDEC : Projet de Stratégies Economiques de Développement du Corridor de Nacala

Le projet de Stratégies Economiques de Développement pour le Corridor de Nacala (PEDEC) a débuté en 2011. Il est porté par le ministère de la planification du Mozambique (MPD), le Cabinet des Zones économiques et de Développement Accéléré du Mozambique (*Gabinete Das Zonas Económicas de Desenvolvimento Acelerado*, GAZEDA) et par l'Agence de Coopération Internationale du Japon, la JICA<sup>678</sup>. Le projet a pour objectif de coordonner les initiatives de développement dans le corridor de Nacala en formulant différentes stratégies de développement. Le PEDEC apparaît dans le contexte où la Zone Economique Spéciale de Nacala a été créée en décembre 2007, où la JICA a investi dans la réhabilitation du port de Nacala ainsi et dans celle des routes Nampula-cuamba et Lichinga-Montepuez, et où il est attendu que les mines de charbon de la province de Tete génèrent 50 millions de tonnes de matière à exporter par an. En élaborant des projections de trafic et d'investissement agricoles, miniers, forestiers, touristiques, ou encore logistiques, le PEDEC espère ainsi participer au développement durable du corridor et attirer de nouveaux investissements.

Concrètement le PEDEC repose sur un recensement des différents projets en cours dans le corridor et la préparation d'un système d'information géo-référencé avec des

---

<sup>676</sup> Originellement, le projet est financé à crédit par l'IFAD (prêt de 31,1 millions USD en 2008), par l'Alliance pour la Révolution Verte en Afrique (AGRA, 3,5 millions USD, d'après le site de l'IFAD) et par le Gouvernement du Mozambique (2,9 millions USD). AGRA s'est retiré, et l'Union Européenne a contribué à PROMER en réhabilitant des routes et des infrastructures de marché (0,9 millions d'euros puis 11,3 millions USD en 2013) (PROMER 2015).

<sup>677</sup> Notamment sur le Projet PAMA, qui était centré sur une zone au sud de Maputo et un ensemble de districts dans la province de Niassa et de Cabo Delgado. Les 15 districts ciblés par PROMER sont répartis dans 4 provinces : Cabo Delgado (Ancuabe, Balama, Chiúre, Montepuez, Namuno), Niassa (Cuamba, Mandimba, Marrupa, Maúia, Mecanhelas, Metarica), Nampula (Malema, Ribáuè) et au nord de la province de Zambézia (Alto Molócuè, Gurué).

<sup>678</sup> L'accord a été signé le 18 novembre 2011. Voir notamment le site de la JICA (consulté le 30/01/2017) : <https://www.jica.go.jp/project/english/mozambique/002/outline/index.html>

informations topographiques, socioéconomiques et environnementales. Pour formuler les scénarios et créer une vision partagée, le PEDEC organise également des réunions avec les fonctionnaires et les experts mozambicains, ainsi que des voyages au Japon et en Asie, pour visiter des zones industrialo-portuaires. En 2014, des versions provisoires des stratégies ont commencé à être diffusées.

### 6.1.3. ProSAVANA : une coopération triangulaire pour le Développement de la Savane

Le Projet ProSAVANA fait suite à un accord entre le Brésil et le Japon, le *Japan-Brazil Partnership (JBPP)*, signé en avril 2009. Ces deux pays souhaitent promouvoir le développement agricole dans un pays d'Afrique en s'inspirant des projets qui ont eu lieu au Brésil dans les années 1970. En septembre 2009, c'est finalement le Mozambique, et plus précisément le corridor de Nacala, qui est choisi comme cible. Le projet prend le nom de Coopération Trilatérale pour le Développement du Corridor de Nacala, dit ProSAVANA. Il est organisé autour de trois volets : (1) l'amélioration des capacités de recherche et le transfert de technologies pour le Développement de l'Agriculture (ProSAVANA-PI), (2) la rédaction d'un plan directeur pour l'agriculture dans le corridor de Nacala (ProSAVANA-PD) et (3) le renforcement des services d'extension et l'implémentation de Modèles de Développement Agricole au niveau des communautés (ProSAVANA-PEM).

ProSAVANA cible 12 puis 19 districts dans le corridor de Nacala<sup>679</sup>. La JICA, l'Agence de Coopération Brésilienne (ABC), l'Agence pour la Recherche Agricole du Brésil (EMBRAPA) et le Gouvernement du Mozambique financent les différentes activités du projet. Le fond de contrepartie, élaboré à partir des bénéfices de l'aide alimentaire fournie par le Japon au Mozambique, est transféré dans le Fond pour les Initiatives de Développement de ProSAVANA (le PDIF). Doté de 750 000 USD, le PDIF doit financer des « projets à impact rapide » (*Quick Impact Projects*, QIP) dans le corridor. Un fond d'investissement est également ouvert en juillet 2012, le Nacala Fund<sup>680</sup>. Le Nacala Fund prévoit de lever 500 millions USD pour investir dans des projets agricoles privés et soutenir les producteurs mozambicains. L'objectif de ces différents volets est de catalyser une augmentation de la production et de la productivité dans le corridor de Nacala et d'intégrer cette région dans les marchés régionaux et internationaux.

### 6.1.4. L'initiative Feed the Future, menée par l'USAID

L'initiative Feed The future (FtF) a été lancée par les Etats unis d'Amérique dans 19 pays en 2010 pour répondre à la crise alimentaire de 2008 et aux engagements du G8 pour la sécurité alimentaire pris au sommet de l'Aquila en 2009. L'initiative FtF est opérationnalisée par l'Agence d'Aide des Etats Unis d'Amérique (USAID). L'USAID a reçu 3,5 milliards de dollars, pour l'ensemble des pays visés, afin d'identifier des zones cibles particulièrement fertiles, d'accroître la production et les marchés, et d'encourager les entreprises privées à

---

<sup>679</sup> En 2011, le premier ministre du Mozambique lance le programme pour 12 districts: Malema, Ribáuè, Murrupula, Nampula, Meconta, Muecate, Mogovolas et Monapo (province de Nampula); Mandimba et Cuamba (province de Niassa), Guruè et Alto Molocué (province de Zambezie). En 2012, les documents de projets mentionnent 14 districts : les 12 précédents ainsi que Ngauma et Lichinga (dans la province de Niassa). En 2013, le projet comprend finalement 19 districts : les 14 précédents, ainsi que Lalaua et Mecuburi (province de Nampula), Sanga, Majune et Mecanhelas (province de Niassa).

<sup>680</sup> Le fond est porté par FGV projetos, « le cabinet technique » de la Fondation Getulio Vargas (FGV) en charge de la rédaction du Plan Directeur de ProSAVANA en 2012.

investir dans les zones et les thèmes d'intérêt de l'initiative FtF (Tumusiime et Cohen 2017). Au Mozambique, l'initiative FtF a débuté en 2011 et a défini une Zone d'Influence (ZOI) de 23 puis 20 districts, dans le corridor de Nacala et de Beira<sup>681</sup>. Au Mozambique, l'initiative regroupe plusieurs projets, dont AgriFUTURO, centré sur l'investissement dans l'agriculture<sup>682</sup>. AgriFUTURO est opérationnalisé par un consortium composé de Abt Associates, Technoserve<sup>683</sup>, la *Cooperative League of USA* (CLUSA<sup>684</sup>) et Wingerts Consults.

Le projet AgriFUTURO a été lancé en mai 2009, avant l'initiative FtF, et a pour objectif l'augmentation de la compétitivité du secteur privé au Mozambique en renforçant des chaînes de valeurs agricoles spécifiques. Les chaînes de valeurs identifiées sont les fruits et les noix (mangue, ananas, banane, et noix de cajou), la foresterie (plantations), et les oléagineux et les céréales (cacaahuètes, sésame, maïs et soja entre autres). Dans le corridor de Nacala il s'agit en particulier de soutenir la production et de connecter différents acteurs pour qu'ils accèdent à des financements et au marché le long des chaînes de valeurs. Bien que le discours de l'USAID et de l'initiative FtF mette l'accent sur le financement d'organisations locales et l'implantation de leurs projets par des acteurs locaux, au Mozambique, ce sont essentiellement des partenaires étrangers qui implémentent les projets<sup>685</sup>. Concrètement, AgriFUTURO interagit avec les autres programmes de l'USAID et ses partenaires, notamment avec la CLUSA pour les céréales et les oléagineux<sup>686</sup>, avec Technoserve pour les chaînes de valeurs fruitières et forestières ou encore avec le projet ADIPSA pour les coopérations avec les « groupes d'agriculteurs émergents »<sup>687</sup>.

---

<sup>681</sup> Dans le corridor de Nacala, cela correspond aux districts de Malema, Mecuburi, Rapale (Nampula), Monapo, Meconta, Angoche, Murrupula, Mogovolas et Moma (province de Nampula) et Gurué, Alto Molocué et Gile (Province de Zambézia).

<sup>682</sup> L'Alliance Globale pour une Nutrition Améliorée (Global Alliance for Improved Nutrition, GAIN) aborde essentiellement des questions de fortification alimentaire (céréales et oléagineux). GAIN est conduit en partenariat avec le Ministère de la santé du Mozambique, le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Mozambique et le Comité National pour la Fortification des Aliments (CONFAM). Ce projet mériterait une étude en lui-même, hors de portée ici. Le projet Renforcement des Communautés à travers une Programmation Intégrée (*Strengthening Communities Through Integrated Programming*, SCIP) a ciblé 14 districts dans la province de Nampula et 16 districts dans la province de Zambézia. Abordant initialement la santé et l'agriculture, les fonds alloués au développement de chaînes de valeurs ont finalement été transférés à AGRIFUTURO pour harmoniser les activités dans le cadre de l'initiative FtF.

<sup>683</sup> Technoserve, abréviation de Technologie au service de l'humanité est une ONG américaine fondée par l'homme d'affaire et le philanthrope Ed Bullard en 1968. Elle conduit de nombreux projets dans plusieurs pays africains, en collaboration avec des agences de développement, des fondations nord-américaines et des entreprises privées.

<sup>684</sup> La Ligue des Coopératives des Etats-Unis (CLUSA) est la branche internationale de la National Cooperative Business Association (NCBA), qui fournit une assistance technique pour développer les coopératives agricoles aux Etats Unis et à l'international. Elle intervient dans de nombreux pays pour former des associations et des coopératives de producteurs, notamment avec les financements de l'USAID.

<sup>685</sup> Le financement de l'USAID aux organisations locales pour l'implémentation de ses projets est passé de 9,7% (en 2010) à 19,7 % (en 2015). Au Mozambique cependant, ce taux est inférieur et les organisations mozambicaines reçoivent en moyenne 5,9% des fonds alloués par l'USAID (2,2% en 2012, 3,6% en 2013, 13,0% en 2014 et 4,7% en 2015). Voir les données « USAID Forward » mises en ligne sur le site, accédé le 24/02/2017 : [www.usaid.gov/usaidforward](http://www.usaid.gov/usaidforward).

<sup>686</sup> Notamment avec le projet PROSOYA. PROSOYA a pour objectif l'augmentation de la production et de la commercialisation du soja au Nord du Mozambique. Le projet est financé par l'Agence Norvégienne pour le Développement International (NORAD) et implémenté par la CLUSA.

<sup>687</sup> Le projet ADIPSA (*Development Assistance for Private Sector Agriculture Initiative*), a été financé par l'ambassade du Danemark et implémenté par la CLUSA de 2008 à 2011 afin de renforcer les chaînes de valeur du soja et du sésame en soutenant les producteurs et les associations.

### 6.1.5. Les projets d'investissement privés dans l'agriculture du corridor de Nacala.

Il est moins facile d'établir une liste des projets d'investissement privés qui participent à la mise en œuvre de la politique agricole dans le corridor de Nacala. D'abord parce que les différents projets d'investissements sont rarement rendus publics<sup>688</sup>. Ensuite parce qu'il existe un écart entre les annonces faites et les projets mis en œuvre, tant en terme de surfaces que, de capitaux investis, d'emplois créés ou encore de cultures plantées (Chouquer 2012b; Andriamanalina et Ratsialonana 2015). Enfin, les recensements sont souvent biaisés en faveur des investissements étrangers, plus visibles, et souvent plus à même d'interagir avec les porteurs du recensement. Les bases de données ignorent ainsi les investissements de grande taille réalisés par des acteurs intérieurs.

Les consultants embauchés par la JICA dans le cadre du PEDEC ont fait un recensement en 2012 et identifié 14 projets de foresterie dans le corridor de Nacala portant au total sur 1,4 millions d'hectares (Tableau 6.1.5.2). Ils ont également identifié 29 projets agricoles portant sur une surface totale de 227 000 ha (Tableau 6.1.5.1)<sup>689</sup>. D'après les documents fournis par le CEPAGRI<sup>690</sup> à ces consultants, les projets agricoles totaliseraient à terme un investissement de 386 millions USD et une création de 13 800 emplois. Bien que les caractéristiques de ces emplois ne soient pas précisés (ex. emplois saisonniers, annuels, transitoires), le ratio de « 1 emploi pour un peu plus de 16 hectares » est caractéristique d'une agriculture fortement mécanisée. L'ONG GRAIN, avec l'aide de l'UNAC a quant à elle recensé 25 projets dans le corridor de Nacala représentant un total de 355 000 ha (UNAC et GRAIN 2015), (Tableau 6.1.5.3). Il est difficile de recouper la liste du PEDEC et celle de GRAIN : la première comprend une localisation au niveau de la province voir du district mais pas de liste d'entreprises, tandis que la seconde est nominative mais pas localisée. Par ailleurs, certains projets classés en « agricoles » pour GRAIN, comme la plantation de palmier à huile de MedEnergy, sont classés en « forestiers » pour l'équipe du PEDEC. Enfin les listes ont été élaborées en 2012 et en 2015, un décalage suffisant pour que de nouveaux investisseurs soient intervenus ou que des projets soient abandonnés.

---

<sup>688</sup> En théorie ils devraient être accessibles dans les différentes administrations (cadastre, départements d'agriculture) mais les fichiers sont rarement présents et encore plus rarement complets.

<sup>689</sup> Le détail n'est pas présent dans les rapports finaux publiés en 2015 mais dans un rapport intermédiaire de 2012, qui n'a pas été rendu publique. Les tableaux détaillant les projets forestiers et agricoles ont cependant été reproduits dans un autre document de la JICA sur les corridors économiques en Afrique australe (JICA 2013, voir pages 4-40 et 4-41).

<sup>690</sup> Le Centre de Promotion de l'Agriculture (CEPAGRI), qui faisait la liaison entre le ministère de l'agriculture du Mozambique et le secteur privé a été fermé en octobre 2016. Il facilitait l'investissement dans l'agriculture et avait donc des informations relatives aux projets agricoles.

catégorie	Province	Nb de projets	Investissement (USD)	Emploi	Surface (ha)	Culture (District)
Agriculture	Niassa	1	4 050 000	100	14	Industrie (Coton)
	Zambézia	1	1 000 000	179	5000	Coton
Agriculture - Aliments	Nampula	2	500 000	126	4300	
	Niassa	1	331 195	114	650	
	Tete	4	210 400 000	1305	36000	Canne à sucre, coton (Mutarara)
Agriculture - Elevage	Cabo Delgado	3	2 180 250	313	15414	
	Nampula	1	2 816 487	265	580	
	Niassa	2	7 496 200	116	8015	Mandimba
Biocarburants	Cabo Delgado	5	11 490 000	210	23821	Palmier à huile (Nangade)
	Nampula	2	20 191 369	405	25050	Jatrofa (Nacala Velha)
	Niassa	1	400 000	384	8789	Jatrofa (Majune)
	Zambézia	4	42 059 296	8503	36000	Jatrofa (Lugela)
Industrie	Nampula	1			5000	Sisal (Mecuri, Monapo)
Huile	Nampula	2	65 850 000	674	35000	(Ricin, soja, tournesol, sésame, etc. (Ribaué, Malema, Murrupula, Muecate, Meconta)
	Zambézia	1	17 439 440	1148	23000	Tournesol, soja (Gurué)
Sericiculture	Zambézia	1			500	étude de faisabilité (Gurué)
<b>Total</b>		<b>32</b>	<b>386 204 237</b>	<b>13 842</b>	<b>227 133</b>	

Tableau 6.1.5.1: Liste des investissements dans le secteur agricole le long du corridor de Nacala. Extrait de JICA (2013), d'après JICA, Project for Nacala Corridor Economic Development Strategies in the Republic of Mozambique progress Report (PEDEC, Revised Edition), November 2012, Table 4.1.8 p4-9.

Province	Compagnie	surface (ha)	Essence	Investisseurs
Cabo Delgado	MedEnergy	10 000	Palmier	MedEnergy (Italie)
Nampula	Lurio Green Resource	126 000	Eucalyptus, pin, acacia	Green Resources (Norvège) et Norwegian Fund
Niassa	Chikweti	140 000	Eucalyptus, espèces natives	DITH (USA), GSFF (Suède), Fondation Universitaire, Société de Meubles de Licungo, Diocese de Niassa
	Florestas de Niasa	210 000	Eucalyptus, pin	Rift Valley Forestry, Malonda Foundation
	Florestal de Messangulo	100 000	Eucalyptus, pin	GSFF
	New Forests	87 000	Eucalyptus, pin	New Forests Company (UK)
	Green Resources Niassa	42 330	Eucalyptus, pin	Green Resources (Norway)
	Florestas do Planalto	165 700	Eucalyptus, pin	UPM (Finland)
	Malonda Foundation	80 000	Eucalyptus, pin	Suède et Mozambique
Zambézia	Portucel	173 327	Eucalyptus	Grupo Portucel Soporcel (Portugal)
	Ntacula Florestas	57 485	Eucalyptus, pin	GSFF, DITH, Diocese de Niassa, other small-scale
	Tectona Forests	117 874	Teck	GSFF, DITH, Diocese de Niassa, other small-scale
	Winnua Lda	1 000	NA	NA
	ATFC Madeiras et Agriculture	116 074	NA	NA
<b>Total</b>		<b>1 426 790</b>		

Tableau 6.1.5.2 : Liste des investissements dans le secteur forestier. DITH = Diversified International Timber Holdings, GSFF = Global Solidarity Forest Fund. Adapté d'après JICA (2013) et JICA, Project for Nacala Corridor Economic Development Strategies in the Republic of Mozambique, Progress Report (Revised Edition), November 2012, Table 4.4.13, .4-15.

	<b>Empresa</b>	<b>Hectares</b>	<b>Production</b>	<b>Localisation</b>
1	African Century Agriculture	3800		Lichinga (Province de Niassa)
2	African Century Agriculture	1 000	Soja	Gurué (Province de Zambézia)
3	Alfa Agricultura Lda	3 000	Soja	District de Monapo (Province de Nampula)
4	AgroMoz	10 000	Soja et Riz	District de Gurué (Province de Zambézia)
5	Calmwind Pty Ltd	9 000	Riz	?
6	Cha de Zambesia, Lda	7 200	Thé	District de Gurué (Province de Zambézia)
7	Corredor Agro, Limitada	8 200	Maïs, soja, semences de sésame, haricots, manioc et banane	District de Monapo (Province de Nampula)
8	EcoEnergia de Moçambique Lda	1 000	Canne à sucre et éthanol	District de Chiure (Province de Cabo Delgado)
9	Episteme Mozambique Lda	20 293	Canne à sucre, coton, tournesol et soja	District de Mutarara (Province de Tete)
10	Grupo Madal S.A.R.L	97 000	Noix de coco, élevage, silviculture de feuillus	Provinces de Zambézia et Nampula
11	Hoyo Hoyo	28 000	Soja et maïs	District de Gurué (Zambézia)
12	Indinvest Limitada	30 000	Soja et maïs pour rations animales	Districts de Lalaua et Ribaué (Province de Nampula)
13	Matanuska Mozambique	16 000	Banane	District de Monapo (Province de Nampula)
14	MedEnergy Global (Projet Approuvé)	10 000	Huile de palme	Province de Cabo Delgado
15	Montara Continental Inc (Obtala Resources)	9 875	Cacahuètes et tournesol	District de Namuno (Province de Nampula)
16	Mozaco	2 389	Soja, coton, maïs et tournesol	District de Malema (Province de Nampula)
17	Mozambique Biofuel Industries	11 000		District de Mocuba (province de Zambézie)
18	Murrimo Farming Lda	3 200	Noix de macadâmia, maïs et pomme de terre	District de Gurué, Province de Zambézia
19	Olam Mozambique Lda	9 530	riz et canne à sucre	District de Mopeia (province de Zambézia)
20	Rajarambapu Patil Sahakari Sakhar Karkhana Ltd	17 000	Canne à sucre, manioc, riz	Province de Zambézia (?)
21	Regional Development Company (Moçambique) Lda	19 000		District de Monapo (province de Nampula)
22	Rei do Agro	2 500	Soja	District de Guruè (Zambézia)
23	Sena Holdings Ltd	14 000	Canne à sucre	Chinde (Province de Zambézia)
24	Socialende De Zambezia Cha Sarl	7 385	Thé	District de Guruè (Zambezia)
25	Trigon Mozagri Spv	18 800	Coton, soja, maïs	District de Mocuba (province de Zambézia)
	<b>TOTAL</b>	<b>355 372</b>		

Table 6.1.5.3: Liste d'investissements dans le corridor de Nacala établi par l'ONG GRAIN et l'UNAC (2015). Traduction et localisation de l'auteur. Les projets non localisés dans les provinces de Tete, Nampula, Niassa, Cabo Delgado ou Zambézia ont été exclus de la liste.



Ces deux recensements montrent une multiplicité d'acteurs, privés ou non, qui se lancent dans des investissements agricoles d'une taille moyenne de 15 000 ha (d'après les chiffres de GRAIN) et des investissements forestiers d'une taille moyenne de 100 000 ha (d'après les chiffres du PEDEC). Les montages financiers de ces investissements sont très diversifiés et reposent sur des apports familiaux (dans le cas d'exploitations familiales), d'entreprises (cas de diversification), de fonds de pensions ou encore de banques<sup>691</sup>. Ces projets bénéficient également de l'aide au développement. Par exemple le projet INOVAGRO, financé par l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération (SDC), a soutenu African Century Agriculture, pour qu'elle intègre les producteurs mozambicains. L'USAID, via le programme FINAGRO, a soutenu l'équipement de plusieurs exploitations dans le corridor, dont celle d'Alfa Agricultura<sup>692</sup>. De nombreux projets de développement considèrent que le co-financement d'investissements privés contribue à accroître ces derniers. Ils comptabilisent ainsi l'investissement privé comme une conséquence ou un résultat de leur intervention.

Il faut toutefois souligner que ces recensements mettent l'accent sur les surfaces annoncées. Ils ne permettent pas d'estimer les surfaces et l'argent réellement investis. Souvent ces quantités sont bien inférieures à celles annoncées. Par ailleurs ces listes remontent au début des années 2010, or les projets évoluent rapidement du fait des faillites, des blocages financiers, des reventes ou encore des conflits avec les communautés voisines. Nous abordons l'ancrage spatial réel de ces projets dans la section 3 du chapitre 6.

## Annexe 6.2. Analyse textuelle des projets de Développement dans le corridor de Nacala grâce au logiciel Iramuteq

Pour explorer la similitude de cadrage entre les différents projets de Développement du corridor de Nacala, j'ai construit un corpus de textes de projets et l'ai analysé avec le logiciel Iramuteq<sup>693</sup>. Le corpus comprend 22 textes (cf. tableau ci-dessous), issus des projets PEDEC, PROMER, ProSAVANA, Feed The Future, AgriFUTURO, FINAGRO et du Nacala Fund.

N°	Projet	Variabiles	Référence
1	PEDEC	*source_JICA *date_2013	JICA (2013) <a href="https://www.jica.go.jp/project/english/mozambique/002/outline/index.html">https://www.jica.go.jp/project/english/mozambique/002/outline/index.html</a>
2	PEDEC	*source_JICA *date_2015	JICA (2015) "PEDEC-NACALA Final Study Report, Analysis Report: Strategic Master Plan on Strengthening of Nacala Corridor Region-Wide Freight Network for Agricultural and Mining Sectors." Chapitres 1 à 8
3	PEDEC	*source_JICA *date_2015	JICA (2015) "PEDEC-NACALA Final Study Report", Partie du chapitre 14 sur l'Agriculture

<sup>691</sup> Voir le travail de Mathieu Boche sur les différents types d'investissements dans la région centre du Mozambique.

<sup>692</sup> Finagro a été lancé par l'USAID en mai 2013, et doit s'étendre jusqu'en mars 2017. Implémenté par Technoserve, Finagro dispose de 166 millions de MZN pour co-financer des projets privés. A l'issue des trois premiers appels, 74 projets avaient été cofinancés dans les corridors de Beira, du Zambèze et de Nacala.

<sup>693</sup> Iramuteq ou IRaMuTeQ, pour « Interface de R pour les Analyses Multidimensionnelles de Textes et de Questionnaires » est un logiciel libre développé par Pierre Ratinaud. <http://www.iramuteq.org/>

4	PROMER	*source_IFAD *date_2016	IFAD (2016) Document "Investing In rural people in Mozambique", section centrée sur PROMER
5	PROMER	*source_IFAD *date_2008	IFAD (2008) PROMER, Programme Design Document Final design - Volume I - main report. Report n°2003-MZ, May [document reproduit partiellement: du paragraphe 1 jusqu'au paragraphe 120 (page 1 à 29)]
6	PROMER	*source_IFAD *date_2015	IFAD (2015) PROMER, Additional Financing Report, Main report and appendices, 20 octobre 2015 [document reproduit partiellement, des paragraphes 1 au paragraphe 79. (exclusion de la partie budget).]
7	PROMER	*source_IFAD *date_2012	IFAD (2012) report 2784-MZ, PROMER and ProParcerias Supervision Report [reproduction partielle: uniquement la partie sur PROMER]
8	FTF	*source_FTF *date_2014	USAID (2014) Feed the Future Mozambique Zone of Influence Baseline Report [reproduction partielle, partie introduction et parties B2, B3 et B5]
9	FTF	*source_FTF *date_2012	USAID (2012) Mozambique Fact sheet
10	FTF	*source_FTF *date_2011	USAID (2011) Mozambique FY 2011-2015 Multi-Year Strategy [reproduction partielle, introductions et parties 1,2, 3 et 4 (exclusion de la partie évaluation financement et gestion). ]
11	FTF (AGRIFUTURO)	*source_Agrifuturo *date_2011	Abt (2011) Mozambique Agribusiness and Trade Competitiveness Program [juste la première page sur AgriFUTURO (exclusion des éléments centrés sur Abt)]
12	FTF (AGRIFUTURO)	*source_Agrifuturo *date_2014	Abt (2014) AgriFUTURO Agribusiness and Trade Competitiveness Program
13	FTF (AGRIFUTURO)	*source_Agrifuturo *date_2011	USAID (2011) USAID Agrifuturo project quarterly performance monitoring report (octobre -décembre 2010) [reproduction partielle (seulement les parties qui expliquent le projet)]
14	FTF (AGRIFUTURO)	*source_Agrifuturo *date_2010	USAID (2010) USAID Agrifuturo Program Mozambique Agribusiness Competitiveness, workplan may-september 2010
15	FTF (AGRIFUTURO)	*source_Agrifuturo *date_2014	USAID (2014) USAID AGRIFUTURO Program Work Plan (march 2014-february 2015)
16	PROSAVANA	*source_ProSAVANA *date_2009	document 209, Minutes of Meeting on Triangular Cooperation for Agricultural Development of the Tropical Savannah in Mozambique
17	PROSAVANA	*source_ProSAVANA *date_2012	document 277 Triangular Work Plan ProSAVANA PD
18	PROSAVANA	*source_ProSAVANA *date_2013	document 273, note conceptuelle ProSAVANA
19	NACALA FUND	*source_NACALAFUND *date_2013	document 248, brochure de présentation du Nacala Fund
20	FINAGRO	*source_FINAGRO *date_2015	<a href="http://www.technoserve.org/our-work/projects/promoting-investment-and-competitiveness-for-agribusinesses">http://www.technoserve.org/our-work/projects/promoting-investment-and-competitiveness-for-agribusinesses</a>
21	FINAGRO	*source_FINAGRO *date_2015	Macahauhub, 2015, <a href="http://www.macaclub.com.mo/en/2015/02/05/united-states-supports-agricultural-sector-in-mozambique/">http://www.macaclub.com.mo/en/2015/02/05/united-states-supports-agricultural-sector-in-mozambique/</a>
22	FINAGRO	*source_FINAGRO *date_2015	FINAGRO, website

Les documents d'AgriFUTURO, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative Feed The Future, ont été introduits pour rajouter des éléments relatifs à l'implémentation de l'initiative. De la même manière le Nacala Fund est un fond d'investissement qui a été ouvert pour attirer des investissements privés dans le corridor de Nacala. Il fait explicitement référence à ProSAVANA. Réciproquement, les porteurs de ProSAVANA étaient présents lors du lancement du fond<sup>694</sup>. Les documents du Nacala Fund ont donc été ajoutés pour compléter ceux de ProSAVANA. Pour ce qui est de ProSAVANA, le discours du projet a évolué au cours du temps (voir section 2 et (Funada-Classen 2013a; Shankland et Gonçalves 2016)). Pour cette analyse je n'ai conservé que des documents antérieurs à 2013, c'est-à-dire avant le changement de rhétorique et la prise en compte des critiques. Enfin les documents de FINAGRO ont été introduits comme exemple de projet de soutien aux investisseurs privés. Ces derniers en effet ne peuvent pas être inclus dans le corpus car ils ne produisent pas ou très peu de documents écrits présentant leur investissement. Les entretiens conduits avec des investisseurs ne sont pas équivalents à des documents officiels car ils n'ont pas été relus et mis en forme par les intéressés. Le corpus sous-représente donc le discours des investisseurs privés et considère essentiellement celui des projets de développement.

Le Logiciel Iramuteq permet d'analyser un corpus en travaillant sur la distribution des mots dans des segments de textes de même longueur, issus du corpus. Dans le cas présent, nous avons conservé la longueur standard de 40 occurrences, c'est-à-dire d'environ 40 mots par segment de texte. Cela conduit à découper les 22 textes du corpus en 3050 segments. Une analyse de similitudes permet de représenter les mots les plus fréquents et leur cooccurrence<sup>695</sup>. La taille des mots est proportionnelle à leur fréquence et celle des arrêtes entre deux mots à leur cooccurrence. La Figure 2 montre que les thèmes de Développement (augmentation de la production agricole, développement du corridor de Nacala, développement du Mozambique), de soutien aux marchés (soutien technique, financements, services, amélioration du marché), et de chaîne de valeur sont dominants.

---

<sup>694</sup> Comme l'ouverture du Fond, sa rhétorique pro-investissement, et les liens entre administrateurs du fonds et ProSAVANA ont été controversés par la suite, les porteurs de ProSAVANA ont cherché à se distancier de ce dernier et à déclinier toute relation entre le Nacala Fund et ProSAVANA.

<sup>695</sup> Analyse du réseau formé par les mots fondé sur un indice de co-occurrence (méthode Fruchterman Reingold de présentation) à partir de 127 mots sélectionnés (mots les plus importants, entre 792 et 57 occurrences, sélection pour faire apparaître le nom des projets et les mots porteurs de sens).

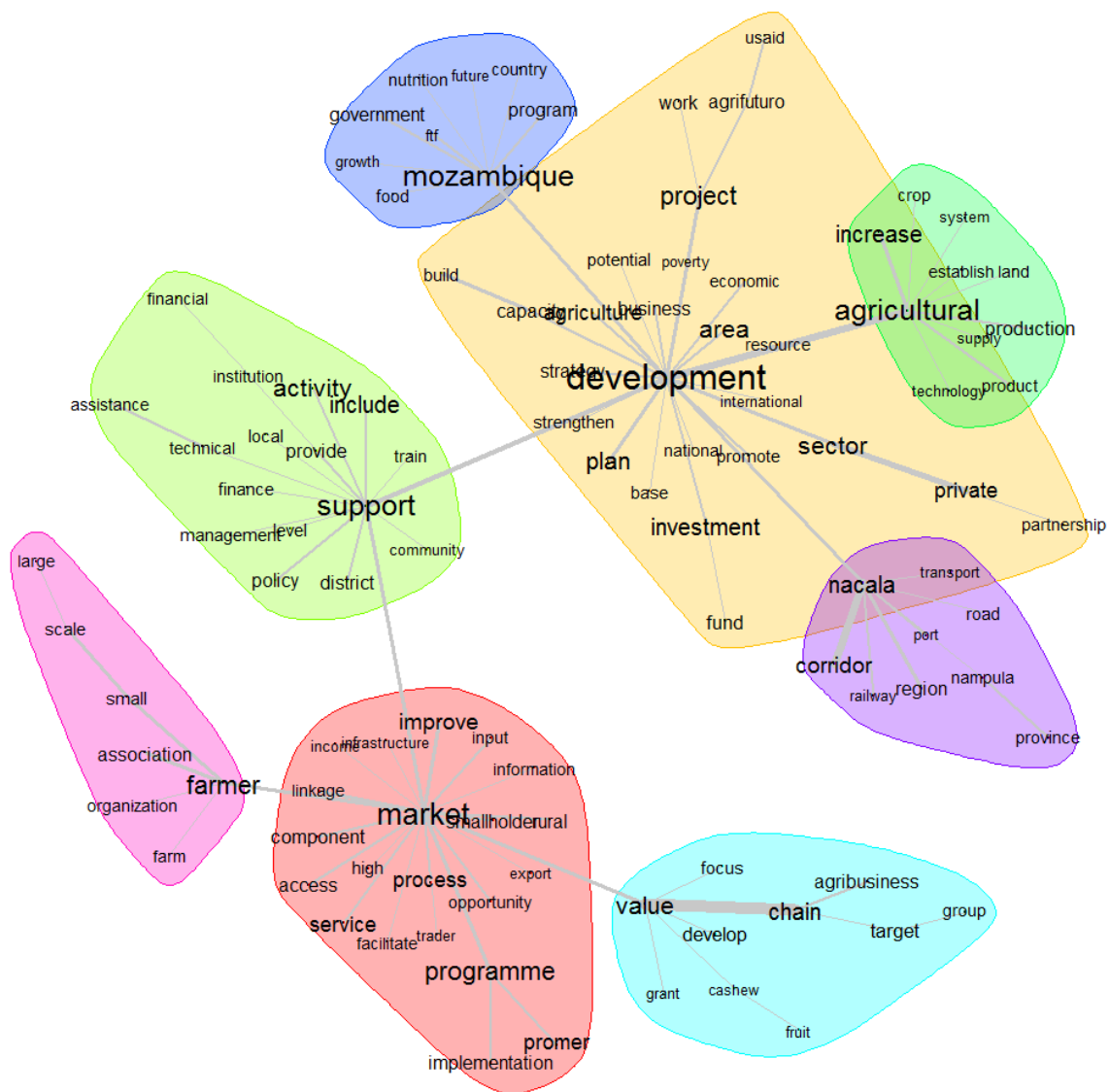


Figure 1: Graphique de similitude réalisé sur un corpus de projets de développement dans le corridor de Nacala. Graphique réalisé grâce au logiciel Iramuteq.

Le fait que l'analyse de similitude mette en avant les mots clés d'un cadrage ne suffit pas à conclure que ce dernier est partagé par tous les projets. On peut imaginer que chaque projet occupe une partie spécifique du graphique et qu'il y ait une complémentarité, plus qu'une redondance. Une classification selon la méthode Reinert (Classification Descendante Hiérarchique) des segments de textes permet de grouper les segments selon la proximité de leur contenu. Les classes obtenues peuvent ensuite être analysées selon la variable « source », pour identifier quel projet contribue à quelle classe. La classification réalisée sur l'ensemble des 3050 segments permet d'en classer 2286 (soit 74,9% des segments)<sup>696</sup>. Elle conduit à distinguer cinq classes thématiques (Figures 3 et 5). Trois ensembles de classes se différencient particulièrement : (1) la classe 5 centré sur les enjeux logistiques du corridor (2) la classe 2 qui aborde la productivité agricole (3) l'ensemble formé par les classes 1, 3 et 4,

<sup>696</sup> La classification est réalisée en conservant les paramètres par défaut.

qui porte sur les questions d'implémentations, d'agribusiness et de renforcement des chaînes de valeurs.

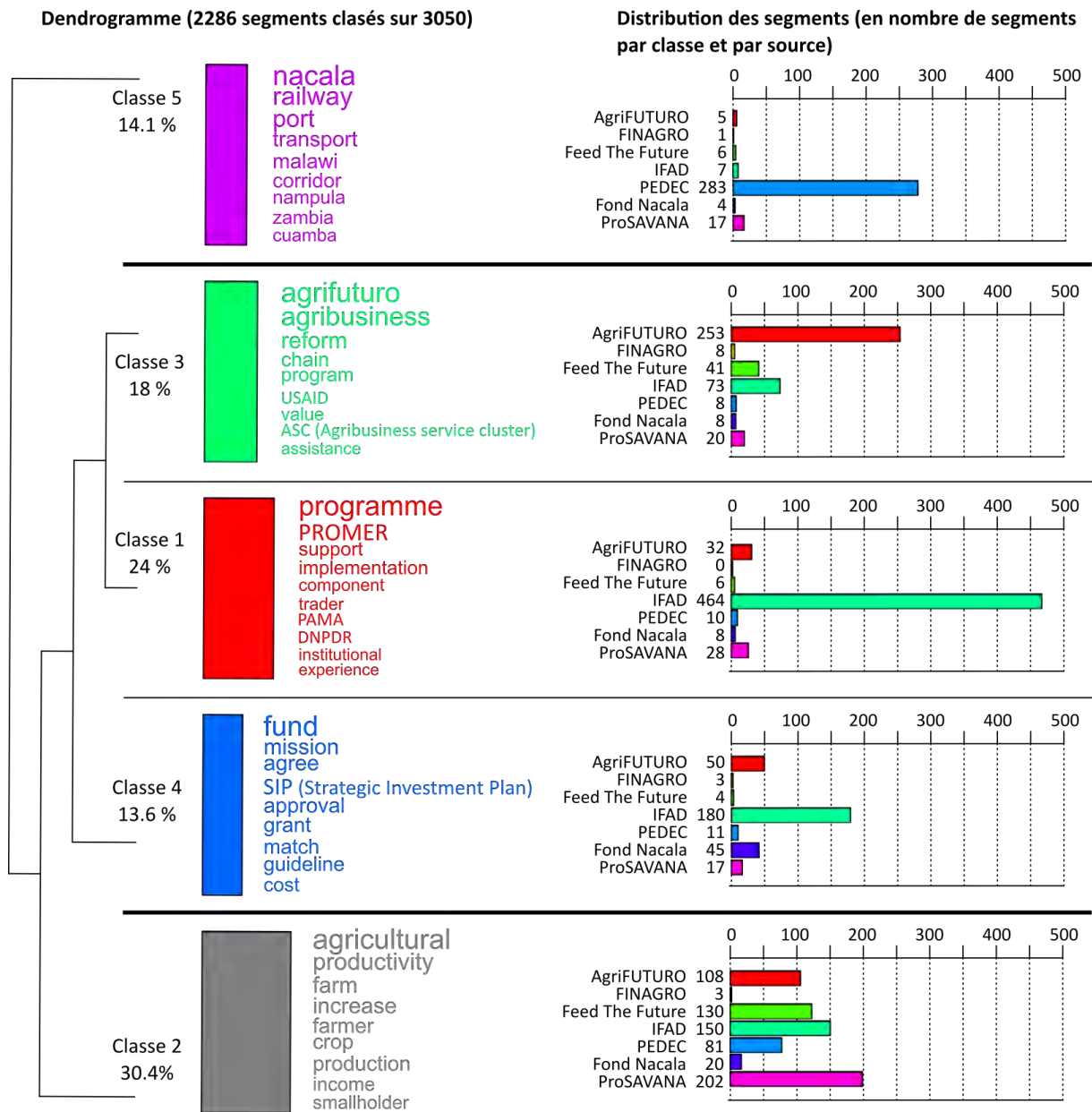


Figure 2 : Résultats de la classification du corpus de texte formé par les documents de projets dans le corridor de Nacala.



**Small scale farmers who practice family farming are dominant** in the Nacala corridor region. Their **agricultural productivity** is relatively **low** and their **production volume per family** is not substantially **large** although the **soils** and **rainfall** in the region are favorable for **agriculture**.

**\*source\_PEDEC \*date\_2015, score : 1358.00**

[Shifting cultivation and its low productivity] causes **farmers difficulty** in securing a **stable market** and **higher selling price**. As a **result**, **farmers** in the **area** are not able to **increase** their **agricultural income** due to **low productivity**, **low selling price** and **lack of market**.

**\*source\_ProSAVANA \*date\_2013, score 1186.73**

[...] 85 of the **labor force** is **employed** in **rural** activities, mostly **family farmers** with **cultivation areas** of up to 2 **hectares**. The **combination** of **smallholders** and the use of **low technology** result in **low agricultural productivity**.

**\*source\_Nacala Fund \*date\_2013, score : 1077.39**

At present **production** is **small scale** and **significant** investment is needed to **increase** and **improve production** in line with **market** requirements.

**source\_Agrifuturo \*date\_2010, score : 1058.09**

Although **agriculture** has **grown** at 8 **percent** since 2001, this **growth** is almost entirely from **increases** in **land** use rather than **productivity**. **Food** availability is **limited** by **yields** that are on **average** one third of their **potential** with **improved inputs** and **practices**.

**\*source\_FTF \*date\_2011, score : 1036.40**

Les solutions promues sont parfaitement symétriques avec ce diagnostic, c'est pourquoi elles sont classées avec les problèmes :

[ProSAVANA] aims to **increase** and stabilize the **farmers profit** through **increase of productivity** of **agricultural products**.

**\*source\_ProSAVANA \*date\_2013, score 1507.81**

---

Le score indiqué correspond à la somme des chi2 des formes actives du segment. Plus il est élevé, plus les formes actives sont récurrentes dans la classe et caractéristiques de cette dernière.

[The objectives of the agricultural sector in the Nacala Corridor Region are] fund for assisting **small scale farmers** to **increase agricultural production** and its **diversification** and **improvement** of **productivity**.

\*source\_PEDEC \*date\_2015, score : 1416.59

Transforming **agricultural value** chains. The **oilseed** pulse **grain** legume **cashew** and **fruit value** chains are the **focus** due to their **high income generating potential** for **smallholder farmers** and nutrition supplementation for **vulnerable households**.

\*source\_FTF \*date\_2014 ,score : 1309.30

[Developing More Dynamic Market Intermediaries] with the aim to provide **smallholders** with **increased options** for **selling** their **crops** and getting **access** to **improved agricultural inputs**

\*source\_PROMER\*date\_2008, score : 1266.37

**Mozambique** has tremendous **potential** to **produce highly productive** and globally **competitive agricultural products** from both **smallholder farms** and **large scale commercial farms** for **food** and **cash crops** **livestock** and **forest products**.

\*source\_Agrifuturo \*date\_2010, score score : 1205.87

**La classe 5** (323 segments, 14% des segments de texte) s'organise **autour des questions d'infrastructures et de transport dans le corridor de Nacala**. Les expressions « voie ferrée » ; « port », « transport », « corridor », « connecter », « mettre à niveau » dominant cette classe. Presque tous les segments de cette classe sont issus du PEDEC et correspondent aux thématiques de réhabilitation des infrastructures, en lien avec les investissements miniers dans le corridor de Nacala.

Although **Tete** and **Malawi** are not **part** of the conventional **route** of the **Nacala corridor**, **Tete's coal mining** and **export** is **expected** to revitalise the **northern railway (Lichinga - Cuamba - Nampula - Nacala port)** so as to **transport** not only **coal** but also general **cargo** and **containers**.

\*source\_PEDEC \*date\_2015, score : 4507.99

When its **transport infrastructures railways** and **trunk roads** are **upgraded** the **areas** to be **influenced** by the **Nacala corridor** would **cover large part** of the **five provinces**



namely **Nampula province, Niassa province, Cabo Delgado province, Zambezia province and Tete province.**

**source\_PEDEC \*date\_2013, score : 3476.29**

The **nacala corridor** will become a very **important international transport corridor** for **inland areas of northern Mozambique** as well as **Malawi and Zambia**, while **Nacala port**, a **natural deep seaport**, which is **located closer to Asia** than other **Southern African ports** would become the **gateway** for the **Nacala corridor region.**

**\*source\_PEDEC \*date\_2015, score : 3290.36**

L'analyse par classe montre donc que l'approche du PEDEC, centrée sur les infrastructures de transport se distingue des autres projets. Même si des routes sont réhabilitées dans le cadre du programme PROMER, le discours fait beaucoup moins référence à ces questions logistiques

**Les classes 1 (24% des segments de texte), 3 (18% des segment de texte) et 4 (13,6% des segments de texte)** sont relativement proches. Elles abordent les **questions de « fonds », de « financements », de « bourses », c'est-à-dire d'implémentation et de financements des acteurs.** Ces classes regroupent des segments issus de AgriFUTURO, de PROMER, de FINAGRO et du Nacala Fund. Ils sont révélateurs des différents mécanismes de financement dont les projets sont porteurs. La sous-division entre les classes distingue les approches des projets PROMER (classe 1), PROSAVANA dans le cadre du Nacala Fund (classe 4) et AgriFUTURO et FINAGRO (classe 3).

La classe 1 est essentiellement composée de segments issus du programme PROMER. Elle se centre sur la mise en place d'institution de financement pour soutenir les associations de producteurs et les entreprises de commercialisation et de transformation de la production.

[the sub-component] **includes** four **activities** (i) technical assistance to improve bankability of value chain **participants** (ii) **rural finance training** to farmers associations and **traders** (iii) **short term institutional support** to development **finance institutions** and (iv) **support to financial institution outreach** in **PROMER** area

**\*source\_PROMER \*date\_2008, score : 1293.50**

**Service providers** will be advised to strongly promote savings among the **target group.** **PROMER** will need to recruit a **rural finance expert** to **oversee implementation** of this **subcomponent.** Finally **PROMER** will consider **providing institutional support** to some **credit institutions operating** in the **programme** area.

**\*source\_PROMER \*date\_2015, score : 1261.80**

[PROMER will build on the success of PAMA] by **actively facilitating** partnerships between agribusinesses and smallholders and small scale **traders**. The ongoing **implementation** of **complementary IFAD-financed programmes - RFSP and PRONEA** in particular - present unique opportunities for **synergies** that could benefit **PROMER** while at the same time strengthen these **programmes**.

\*source\_PROMER \*date\_2008, score : 988.94

La classe 3 comprend des segments de textes centrés le soutien à l'Agribusiness. Les segments sont essentiellement issus du programme AGRIFUTURO, mais ils renvoient également aux activités de FINAGRO et de Feed The Futur. L'accent est mis sur les institutions de crédit et de financement pour les Agribusiness. Les bénéficiaires potentiels sont donc avant tout des entreprises d'une taille conséquente, capables de produire des Business plan, de justifier de ressources, et d'interagir avec des banques.

The **project** will **support** the advancement of **select policy** issues **identified** by the **Value Chain Competitiveness Strategies and Action Plans** by: **Working** with **private agribusinesses, entrepreneurs, private sector associations and organizations**.

\*source\_Agrifuturo \*date\_2010, score : 1881.47

The **USAID AgriFUTURO project** will **develop** a network of **partner financial institutions** mostly commercial **banks** but also **potentially** with microfinance **institutions** that will receive **technical assistance** in **agribusiness credit and finance**.

\*source\_Agrifuturo \*date\_2010, score : 1774.48

The **AgriFUTURO projects** primary objective is to increase **Mozambique's private sector competitiveness** by **strengthening targeted** agricultural **value chains**, in order to bring changes in the overall **business environment, agribusiness development services**, in access to **finance** for **agribusiness development** and in **relation** between **public and private partnership**.

\*source\_Agrifuturo \*date\_2011, score : 1568.37

The four finalist **clients** in this pilot phase are currently receiving **assistance** from an **AgriFUTURO funded consultant** to **finalize** their **business plans** and **related support documents**. **AgriFUTURO** will **invest** significant resources in this **component** to **continue** its **AgroCredito program** and **support** our subcontract **partner Technoserve** and its **FINAGRO program**

\*source\_Agrifuturo \*date\_2014, score : 916.46

La classe 4 comprend des segments de textes des différents projets mais en particulier du Nacala Fund et du projet PROMER. Elle est particulièrement technique et porte sur la question des plans d'investissements, des bourses et des financements des projets en eux même.

[OLAM's concept note on sesame] key shortfall relative to the **VC Guidelines [Value Chain Guidelines]** is that it **requests PROMER funding for recurrent costs** and credit rather than for **investments**.

**\*source\_PROMER \*date\_2012, score : 651.29**

The **fund administrator** and the **fund manager** will be **appointed** by the NACALA CORRIDOR FUND's **Board of Directors** to administrate and manage the NACALA CORRIDOR FUND in **accordance** to the **fund** policy and the **investment regulations** of the Grand Duchy of **Luxembourg**.

**\*source\_NACALAFUND \*date\_2013, score : 621.67**

In **June 2013** an **amendment** to the **IFAD** financing **agreement** was **undertaken** to include 8. 34 **million** [euros] (**USD 11 3 million**) as **additional funds** from an **EU grant** under the **MDG [Millenium Development Goals] 1c** programme.

**\*source\_PROMER \*date\_2015, score : 582.38**

Les apports de cette analyse, comparée à une étude du discours qui en resterait aux éléments de cadrage, sont triples. Premièrement, l'étude via les segments de textes met en avant la place prépondérante des questions de financement des projets, à la fois en tant que récepteurs de fonds et en tant que distributeurs. La mesure d'implémentation phare des différents projets est l'ouverture de lignes de crédits, la distribution de bourses, et le financement d'entreprises privées et de producteurs ruraux. Il s'agit bien moins d'une coopération technique, qui serait centré sur des questions de semences, de pratiques agricoles ou de modernisation des outils, que d'une coopération financière. Les projets visent avant tout à redistribuer des fonds à des acteurs qui doivent avec cet argent œuvrer à la transformation de l'agriculture. On peut se dire que la sélection des documents, essentiellement des textes de présentation et d'évaluation des projets, biaise l'analyse dans cette direction. Mais cela ne saurait tout expliquer. Les parties « bilans financiers », essentiellement composés de tableaux, n'ont pas été introduits dans le corpus. Deuxièmement, cette analyse montre qu'il y a une relative déconnexion entre ces questions de financement (classes 1, 3 et 4) et le cadrage centré sur la production (classe 2). Le cadrage commun d'augmentation de la productivité est dissocié des différentes actions promues. Il y a peu de segments de textes qui articulent les deux et donc plus largement, il n'y a pas de lien dans le discours entre les financements et les effets escomptés. Cette observation renforce la précédente et souligne le fait qu'il s'agit avant tout de renforcer la monétarisation et la marchandisation dans le corridor de Nacala. Enfin, cette analyse montre que les interactions entre les « investisseurs privés », les « producteurs émergents », et les « petits producteurs » sont toujours représentées comme positives. Les

enjeux fonciers que nous avons relevés dans le PEDEC<sup>698</sup>, dans le projet PROSAVANA ou encore dans le projet FINAGRO ne sont pas des thématiques récurrentes. Au contraire l'accent est systématiquement mis sur la complémentarité, l'intégration, et les arrangements positifs. Les projets proposent donc de soutenir les investisseurs privés et les partenariats privés/petits-producteurs, qui sont tous deux présentés comme incontournables pour transformer le corridor.

The project will promote **win-win business** arrangements between smallholder farmers or associations and private sector operators. The project will finance such investments as necessary to facilitate the participation of smallholder farmers.

PROMER (IFAD, 2015, page 17)

**To reduce hunger and poverty** in Mozambique, Feed the Future is addressing major constraints to agriculture development. This includes focusing on key value chains and promoting core investments committed to building market linkages, increasing agricultural productivity, and improving infrastructure and nutrition. **Core investments are coupled with capacity building and strengthening the policy environment to facilitate expansion of the private sector** and its contribution to the **overall growth of the economy**.

USAID FTF (ZOI document, 2014, page 5)

Under **special linkage arrangements, rural communities** will be able to produce and supply agricultural products, mostly food crops and fruits, to **mining companies**. The number of kinds of and the volume of agricultural products to be produced and sold by rural communities to mining companies will increase gradually, and eventually without such special arrangements, local rural communities will be able to have a **strong linkage with mining companies** through market places or through more competitive and contractual relationship.

PEDEC (2015, chapitre 14, section 14-4, page 90)

AgriFUTURO's dual approach to value chain development focuses on private sector-owned and -operated Agribusiness Service Clusters (ASCs) to boost the availability and accessibility of business services for rural agribusinesses while rolling out Farmer Owned Service Centers (FOSCs) to help smallholders become competitive through access to improved seeds, targeted technical training and mechanization.

AgriFUTURO (Abt, 2014, page 1)

---

<sup>698</sup> La problématique est également abordée par ProSAVANA et par AgriFUTURO; mais c'est le PEDEC qui revient le plus sur les enjeux fonciers. Voir par exemple (PEDEC, 2015, chapitre 10, section 10-11) « Farm lands and community lands are neither formally registered nor managed. In this situation, there is an increase in land disputes between local farmers and incoming investors, as well as those among villagers.»

L'analyse des différents textes de projets via le logiciel Iramuteq permet de conclure à un cadrage commun et à des solutions tournées vers des mécanismes de financement. A part le PEDEC et sa focale logistique, il n'y a pas de projet dont la rhétorique se distingue radicalement des autres.

### Annexe 6.3. Extraits d'entretiens relatifs au projet ProSAVANA

N°	Entretien	Date	Lieu	Objet/Extraits d'après des notes manuscrites
3	Père d'une paroisse	13/04/2015 et 11/05/2015	Monapo	Les missionnaires ont formé un réseau d'activistes qui informent dans les villages au sujet de ProSAVANA. Les relations sont tendues avec les administrations locales qui les accusent d'être des "perturbateurs", des "anti-Développement". Le père explique que les administrations sont très gentilles quand on discute mais lorsqu'il s'agit d'obtenir des résultats ou des actions, rien ne se passe. "Le problème c'est que les chefs reçoivent [un salaire], ils agissent par intérêt personnel et ils ne pensent pas à la communauté. Ils signent les documents." Les missionnaires étaient à la consultation de ProSAVANA « c'était mauvais. D'abord ils ont dit des choses agréables. On va tous vous aider, même les petits producteurs qui n'ont qu'un hectare. On va amener des semences, des machines, aider à commercialiser, aider les plus pauvres. Alors c'est certain, tout le monde est d'accord avec ça. <b>Le document est tout beau. Mais le plan est caché derrière. Et puis il n'y avait qu'une possibilité de prendre la parole. Toutes les questions ont été posées en même temps.</b> Ils ont répondu et nous ne pouvions pas contredire, rectifier ou intervenir à nouveau. <b>C'est comme un théâtre, tout a déjà été décidé avec le gouvernement. c'est juste un théâtre pour dire qu'on a été consultés, que les communautés ont été incluses alors qu'ils ne modifient pas leurs plans.</b> " "Il y a un vrai problème de corruption des chefs. Ils ne devraient pas signer sans avoir une carte précise de la zone qui va être occupée. Ils ne devraient pas signer le jour même. Ils pourraient ainsi se réunir et discuter entre eux. Ce processus n'est pas du tout démocratique parce qu'il y a toujours 10 personnes pour signer un papier. Avec la pauvreté ils voient de l'argent... ils veulent une moto, une bicyclette, ils veulent un salaire, c'est difficile de nier tout cela.. »
4	Habitant/animateur religieux	14/04/15	Kharamu, Monapo	A l'approche d'un village, un jeune m'arrête "tu es de la coopération triangulaire? [Non] Parce que je suis éduqué, si c'est ça, il vaut mieux faire marche arrière. [non je suis française] Je t'aurais prévenue, ProSAVANA on n'en veut pas ici." [il s'agit en fait d'un activiste et alphabétiseur, formé à la paroisse locale, qui informe les habitants contre ProSAVANA]
5	Discussion avec un secrétaire et des habitants	14/04/15	Kharamu, Monapo	Ils ont reçu une visite de 3 brésiliennes en octobre [2014], avec des représentants de l'union de paysans du district de Monapo, pour leur dire de ne pas laisser entrer ProSAVANA. Mais la première chose que le secrétaire me dit c'est « nous voulons une entreprise, avec des patrons, et des emplois. On veut recevoir des salaires a la fin de tous les mois. Pour acheter du savon, du sucre ». Puis le discours se brouille avec le message des ONGs: « mais nous ne pouvons pas céder notre terre parce qu'il n'y a plus d'espace ». Un homme qui est venu nous écouter rajoute qu'il veut un parrain pour sa zone, pour qu'ils puissent se développer. Un peu plus tard une femme lance une remarque inverse « Maman, ne nous vend pas. Ne prends pas notre terre. Sans terre, nous ne sommes plus rien ».
6	Leader d'un village	20/04/2015	Kharamu, Monapo	« L'union des paysans du district est venue nous voir. Ils nous ont dit de faire attention. Puis ils nous ont dit que c'est eux qui avaient envoyé les brésiliens et les japonais pour nous informer sur la loi foncière. »
7	Habitant d'un village	23/04/2015 24/04/2015	Kharamu, Monapo	« Pardon Madame, je ne veux pas vous offenser mais nous sommes mal ici. Nous voulons des blancs ici. Les blancs ont plus de capacité. [...] Mais pas ceux de ProSAVANA. On est mal avec cette histoire de ProSAVANA. Ils veulent occuper toute notre zone et ce sont des blancs qui travaillent tous seuls, avec leurs machines. Il n'y aura pas d'emploi, il n'y aura pas de travail pour nous. Nous devons quitter la terre. Et il y aura une grande faim. [Où à tu entendu ça?] une réunion avec la communauté... [avec qui?] avec le gouvernement [?] Oui avec le gouvernement. [Ça m'étonnerait...] [avec l'église?] non [avec l'union des paysans?] oui avec l'union.... Désolé mais tu ne vas pas prendre nos terres? [non pas du tout, je travaille à l'université, je ne veux pas de terre] Mais tu dois bien avoir un objectif pour venir dormir comme ça par terre? [rire non juste étudier votre histoire] je suis désolé si je t'ai offensée [non non c'est bon, tu as bien fait, il faut être curieux] Désolé mais on veut des blancs ici. On veut qu'ils apportent

				des choses. On en a besoin. »
9	Jeunes d'un village	30/04/2015	Kharamu, Monapo	« Il y a eu un projet l'année dernière, PROSAVANA. Ils en parlent dans les journaux, à la radio, à l'église. Il va arriver à Nampula. C'est très négatif, nous n'avons pas besoin de ce projet. Il va exploiter les terres et on repartira comme au temps colonial. Mais ce temps est déjà dépassé.... Un des problèmes c'est que nous sommes du Nord du Mozambique. Ils sont tous du Sud alors rien n'arrive au nord. »
10	Membre d'une association de producteurs	04/05/2015	Kharamu, Monapo	« Ici nous étions des pilotes sur les projets fonciers. Nous avons légalisé pour défendre notre base, la famille et la communauté. La CLUSA nous a expliqué comment légaliser. Nos pères étaient analphabètes, ils ne savaient pas légaliser. Mais nous.... Nous savons que le temps de l'ancien patron portugais est passé. Nous avons légalisé. Et puis il y a la bataille ProSAVANA. Jamais nous n'accepterons qu'ils n'occupent notre terre. C'est pour cela que nous organisons ce mouvement. Nous avons encore de l'aide à travers les entités religieuses. Nous qui avons fait la légalisation nous avons les yeux très vifs. »
11	Habitant d'un village	05/05/15	Kharamu, Monapo	[alors que je suis assise sous un arbre, attendant le chef qui n'est pas là, un homme qui s'avèrera être son frère s'approche et me met en garde] « Qu'est-ce que tu veux? Parce que si c'est la terre.... ProSAVANA est un projet de beaucoup d'argent, mais c'est un problème. Ce projet prétend occuper nos terres. Il a déjà été implémenté au Brésil et au Japon. Si on accepte on va passer des moments difficiles. On n'aura plus de terre. C'est un projet qui a beaucoup d'argent et c'est l'autre race [signe de tête, la tienne] qui a beaucoup de stratégies pour convaincre le peuple. Une stratégie c'est d'aider les pauvres puis les occuper et les laisser souffrir. Ils parlent d'emplois puis ils n'utilisent que des machines. » [je lui présente mes documents de l'université pour lui montrer que je ne suis pas de ProSAVANA.]
12	Observations visite du secrétaire provincial du FRELIMO	08/05/2015	Itukulo, Monapo	[...] "Il y a des gens qui agitent, qui passent leur vie à faire des problèmes, qui ne veulent pas de solutions, qui ont pour projet d'agiter nos populations. Ce sont des personnes extérieures qui veulent agiter notre population. [...] Les étrangers doivent travailler avec nous pour atteindre nos objectifs. Aider à travailler pour la paix et l'unité nationale. Donc on va accepter et respecter les étrangers venus ici pour aider les mozambicains." [Il fait référence à la fois aux membres de la RENAMO qui contestent l'élection et aux organisations qui construisent l'opposition contre ProSAVANA]
13	Président du forum des producteurs	09/05/2015	Kharamu, Monapo	[il était à la réunion de ProSAVANA du district il y a 15 jours] "Ils ont dit que ProSAVANA doit travailler selon les orientations du gouvernement. Qu'il ne peut pas tous nous expulser. Les habitants vont produire eux même et vendre au projet. Les habitants vont rester... Mais c'était très compliqué, il y avait trois langues, du Japonais, du portugais, du Makhwa, parce que les japonais ne comprennent pas le portugais... Donc maintenant ils ne vont pas faire leur parcelle mais diviser en projets. Parce qu'avant ils voulaient unifier tout en une grande parcelle et nous aurions du partir. maintenant, avec les orientations du gouvernement c'est différent. »
14	Président de l'union des producteurs	11/05/2015	Monapo	Il prépare la prochaine réunion contre ProSAVANA: « Le nouveau plan directeur c'est que des mensonges. C'est écrit dans un beau portugais, mais nous savons qu'ils ont encore cette idée d'accaparer toutes les terres et d'expulser les personnes. [...] A la dernière réunion ProSAVANA, ils étaient tous du gouvernement et nous n'étions que 6 de l'union des paysans. J'ai posé une question "Est-ce que tout ça c'est vrai? Est-ce que cela est vraiment ce qui va être fait?" Et personne ne m'a répondu. Parce que leur vrai projet ils ne l'ont pas abandonné. [il reprend la brochure "Mais au final qu'est-ce que ProSAVANA" et me montre le chiffre d'occupation d'entre 10 et 14 millions d'hectares]. C'est ça le vrai message, occuper des millions d'hectares. [...] Le gouvernement est contre la société civile. Il dit que nous sommes en train d'empêcher, d'agiter, de compliquer leurs plans. Mais pourquoi est-ce qu'il est contre le peuple? » Pour la réunion provinciale qui aura lieu le 13/05/2015, il compte prendre la parole pour dire « Ce plan, qui l'a signé? C'est un plan sans signature. Nous les paysans de Monapo, en leur nom, nous n'avons pas besoin de ProSAVANA. Nous n'en voulons pas car nous avons vu ce qui s'est passé à Malema où le projet a commencé [cas de Mozaco]. Il a déplacé de nombreux paysans je ne sais où. [Ailleurs], il les a tous expulsés, ils sont restés sans terres [cas de Agromoz, à Lioma] Je les ai visités l'année dernière, nous ne voulons pas de ça ici. »
16	Chef traditionnel d'un des	10/06/2015	Ipalame, Cuamba	Il était à la réunion de consultation de ProSAVANA dans la capitale du district en mai 2015. "J'étais là-bas avec les chefs de Ipalame, de Mucathare, de la localité. Je suis allé en moto, ils me payaient le transport. J'ai bien aimé la

	villages			réunion. Les choses qu'ils disaient, qu'ils vont aider la population, qu'ils vont aider à cultiver, à vendre les produits, donner de l'aide en argent. Ils vont travailler avec les grands producteurs, ceux qui ont au moins 4 ha, pas ceux qui ont 2 ha. alors la majorité des personnes ne vont pas réussir mais cela va nous aider. Cela va aider les privés. [Ils vont prendre des terres?] Non pas du tout, cela ne va pas arriver, ils veulent rester près de la voie de chemin de fer. donc ils ne prendront pas nos terres ici, c'est trop loin".
17	Missionnaire catholique	21/05/2015	Monapo	« Les consultations sont un théâtre. Tout est déjà décidé, c'est juste pour dire qu'ils incluent les communautés... mais ils ne répondent pas aux critiques ... et ils ne les incluent pas, tout est déjà écrit. »
18	Membre d'une association de producteurs	16/06/2015	Khapa	« Le peuple de [Khapa] refuse ProSAVANA. Il y a deux entreprises ici et dans la province de Zambézie [Mozaco et Agromoz] qui nous ont donné des leçons. Elles sont venues, elles ont été accueillies, c'était pour faire des parcelles écoles, il y a eu une consultation et puis elles ont occupé beaucoup plus et des familles ont été déplacées. elles ont été indemnisées. Mozaco a déplacé 10 familles. AGROMOZ 1000 familles. Ce sont des exemples, en les regardant le peuple n'accepte pas [ProSAVANA]. [...] ProSAVANA nous regarde comme si nous étions un ennemi, mais c'est juste que le peuple n'en veut pas. Avant le gouvernement était du côté du peuple, il connaissait les fils de la terre. Mais maintenant il y a un groupe de personnes avec des intérêts, ils défendent leurs intérêts personnels." [...] "Maintenant le gouvernement nous menace. Il dit que je vais être prisonnier parce que ProSAVANA est un programme du gouvernement et que le gouvernement c'est le Dieu de la terre". "La Force du peuple de Khapa c'est qu'on a des exemples, qu'on a entendu parler de ProSAVANA. Dès 2009, on a été informés du cas du Cerrado du Brésil et comment cela a nuit au peuple brésilien. On nous a dit que ProSAVANA allait venir ici pour nous nuire. [On?] C'était deux personnes. En 2010, une équipe des services de l'agriculture est venue pour la construction des silos et nous a dit que ProSAVANA allait arriver. Alors on a délimité deux associations avec l'ORAM. Des compagnons sont allés filmer la-bas et nous ont dit que c'était un programme qui nous causerait du tort." [...] "Il faudrait que tu leur explique que quand le peuple dit non, c'est mieux d'accepter. Quand le peuple refuse, il refuse. »
19	Membre d'une association	17/06/2015	Khapa	"cinq personnes ont été sélectionnées pour participer à la consultation provinciale. Mais au dernier moment, le gouvernement a annulé le transport et seulement deux personnes ont pu partir, le propriétaire de l'hôtel et le directeur de l'école. Les deux qui avaient dit bienvenue à ProSAVANA. Alors on a été à Nampula par nos propres moyens pour rétablir la vérité. Ils étaient très surpris de nous voir arriver... Dans la salle le patron [de l'hôtel] a dit que ProSAVANA était bienvenu à Khapa. Nous avons répondu que non, nous ne voulions pas de ProSAVANA et que ce patron n'était pas paysan. Ils étaient furieux".
20	Observation participante du nouveau gouverneur de Nampula	17/06/2015	Khapa, Malema	J'attends le long de la route l'arrivée du gouverneur provincial, avec un membre des associations. Le commandant de la Police vient se renseigner sur mon compte. Je dis que je travaille avec la Faculté d'Agriculture de Cuamba. En parallèle le représentant des producteurs reçoit un appel de Maputo. Son président a été contacté par la police locale qui cherche à savoir ce que fait « la blanche » à Khapa. Il a dit qu'il ne savait pas parce qu'il était à Maputo. Il a appelé le représentant qui est avec moi. Nous savons donc que ma présence dérange fortement. Le gouverneur se présente, réaffirme son engagement pour la lutte contre la pauvreté et le développement. Il invite les habitants à prendre la parole. Ils ont en fait été sélectionnés à l'avance et attendent derrière la tribune. Le dernier à prendre la parole est le propriétaire d'un des hôtels de Khapa, et il se lance dans une attaque contre les associations de producteurs qui se sont opposés à ProSAVANA: « <b>Il nous manque des tracteurs pour cultiver nos terres. Il y a des personnes qui disent qu'on ne peut pas accepter le programme du gouvernement, mais c'est un mensonge. La population a été envoyée pour bloquer le programme [ProSAVANA].</b> Ce n'est pas bon. Nous voulons une bonne production ici pour avoir de l'argent pour nos enfants. ProSAVANA ne nous interdit pas nos terres natives. Quand le travail est mécanisé, est ce que cela va abîmer notre terrain? On veut de l'aide ou pas? Oui on veut de l'aide. Celui qui dit que le gouvernement est un menteur, qu'il se lève maintenant. [il interrompt son discours et nous cherche du regard] Qui fait cette <b>perturbation</b> ? Dans la démocratie il y a du financement pour les associations, alors? [Il regarde avec insistance dans la direction du représentant à mes côtés, qui est assis, le dos tourné à la tribune et qui dit que dans ces conditions, il ne prendra pas la parole]." Le gouverneur répond aux différentes sollicitations et termine sur le discours du propriétaire: « Pour ce qui est du Développement, il y a deux grands programmes qui doivent avancer. Le programme du corridor de

				<p>Nacala, qui est un programme du gouvernement financé par des partenaires mais souhaité et conçu par le gouvernement. C'est pour avoir des routes, de l'eau, du Développement et beaucoup d'autres choses. Et ProSAVANA, pour augmenter la productivité agricole en agissant sur les producteurs nationaux. Ce n'est pas arracher les terres, c'est apporter des machines, investir, renforcer toutes les chaînes de valeur. Le ministre des terres va donner des DUAT [titres] à tous les producteurs. La terre est à celui qui produit et à personne d'autre. ProSAVANA s'intègre dans le PEDSA de 10 ans, qui a débuté en 2011 et qui se concentre sur les corridors. A Angoche on a un centre de transfert technologique soutenu par l'Inde. Ils ont amené des tracteurs et on fait 1,5 t/ha de riz. C'est cela qu'on veut pour augmenter la production et diminuer la faim. Ici aussi, on veut la même chose, des tracteurs, augmenter la productivité. C'est ça qui va augmenter les recettes [de l'Etat] pour tout le reste; Avec peu de production, il y a peu de recettes et peu de choses. C'est comme ça qu'on peut progresser. On va produire plus et mieux pour résoudre nos difficultés. »</p>
21	Observation participante réunion forum/GAPI	18/06/2015 et 19/06/2015	Khapa, Malema	<p>J'ai demandé aux associations si je peux assister à la réunion avec le GAPI, qui est en train de leur prêter de l'argent pour la commercialisation des cultures. J'attends avec eux quand arrive une voiture estampillée "JICA". « C'est eux, c'est ProSAVANA me glisse un des présidents d'association ». [Je ne comprends pas, je pensais qu'ils étaient fortement opposés à ProSAVANA]. Le soir, dans les archives des associations je trouve une présentation imprimée de ProSAVANA. Le document mentionne le financement du forum de Khapa dans le cadre de ProSAVANA PEM. Ils sont candidats pour recevoir de l'argent du PDIF, ProSAVANA Development Initiative Fund. Le lendemain je demande à un des membres du forum. « Oui il y a ProSAVANA derrière, mais on ne savait pas. On est membre du GAPI depuis 2000... on a déjà eu beaucoup de prêts de leur part. Mais on était limités parce qu'on n'avait pas de contreparties. Et puis il y a eu cette proposition. On ne savait pas que c'était ProSAVANA. On a découvert après le premier emprunt qui permettait de légaliser les entrepôts. On voulait abandonner mais avec les 250 000 MZN prêtés, on était coincés. Personne ne voulait nous aider à rembourser l'argent. Alors on a continué. Mais l'année prochaine on arrête. On ne peut pas lutter contre eux et accepter leur argent. »</p>
22	Focus groupe avec les présidents des associations	18/06/2015	Khapa, Malema	<p>Après le départ de la JICA, ils restent pour discuter avec moi de ProSAVANA sur la demande d'un membre du Forum. "Au Brésil, les paysans ont été expulsés alors nous avons analysé qu'il n'y avait pas d'avantages pour nous. C'est comme ça que nous sommes forts. Les colons ont acheté des terres où il y avait des gens. après il fallait faire des petits boulots pour eux. Mais le risque c'est que maintenant nous sommes tous ici. Si le gouvernement pense que c'est pour développer le pays, il a bien pensé. Mais il a signé le contrat avant de nous consulter. Et à la fin il nous apporte un plan directeur. ce sont les paysans qui devraient élaborer ce plan." [un autre] "notre lutte principale c'est contre le gouvernement. Les japonais ne viennent pas ici sans le gouvernement. Nous demandons au gouvernement de reconnaître notre valeur. Nous sommes ici pour libérer la terre et les hommes. Comment est-ce que nous allons vivre?"</p>
23	Chef du poste administratif de Khapa	19/06/2015	Khapa, Malema	<p>Il commence par me faire une leçon de morale "Tu ne devrais pas rester avec les associations parce que c'est de là que part la mauvaise interprétation de ProSAVANA. C'est pourri ce qu'ils disent. Sans crédibilité. Tu aurais du nous contacter en premier, nous sommes responsables de ta présence. [je lui demande alors son avis sur ProSAVANA] Pour moi ProSAVANA c'est un programme qui surgit à cause du charbon à Moatize. Il y a eu la nécessité de rénover la voie de chemin de fer. Pour que ce soit une coopération ils ont vu la nécessité d'aider les petits et moyens producteurs. Mais cela a été mal interprété il n'y a pas eu assez d'explications pour dire que l'objectif n'était pas de prendre les terres. Maintenant il y a des organisations de la société civile qui viennent dire des choses, sans se présenter ici, ils parlent du Brésil, les gens disent qu'ils ont vu un film sur le Brésil. Quand le ministère a envoyé une brigade, ces groupes avaient déjà créé une polémique. Ils ont emmené les gens à Lioma voir Agromoz. Mais Agromoz n'a rien à voir avec ProSAVANA. c'est un accord entre l'entreprise et le gouvernement de Zambézie. [...] Dans le plan il n'y a pas une ligne qui parle d'occupation de terres. Mais les organisations s'infiltrèrent et politisent les personnes. Ils devraient juste faire de la divulgation de la loi des terres et parler des faits légaux et pas de sujets politiques. Par exemple c'est un acte politique ces pagnes avec écrit "N'arrachez pas notre terre". Qui a fait ces pagnes? En Makhuwa en plus. Ils font référence à qui? Au gouvernement? Au Japon? Au Brésil? Indirectement ces pagnes s'opposent au programme. Ce sont des stratégies pour porter le message aux producteurs et pour le rendre indécis"</p>



25	Chef communautaire d'un village de Khapa	20/06/2015	Khapa, Malema	Visite de ce chef avec un activiste de la lutte contre ProSAVANA. "Quand on entend une bonne chose on la suit, sinon... Nous avons déjà participé à une réunion dans la localité, avec un livre pour expliquer que des personnes allaient venir du Brésil et du Japon. Il y avait tous les chefs communautaires.... Mais on a aussi reçu des personnes avec de la vision, des forums, des formations avec des ONG, et avec des blancs. Ils ont expliqué d'où naissait ProSAVANA. Alors quelle est la vérité? Nous sommes comme des poules, ne sachant pas quelle décision prendre".
28	Chef communautaire d'un village de Khapa	23/06/2015	Khapa, Malema	« Nous les personnes, nous sommes comme des mouches. C'est difficile pour nous de savoir quel chemin suivre. Nous ne savons pas si ce sont des bonnes choses qui vont être apportées ou des mauvaises choses. Nous sommes au milieu, ni devant, ni derrière. Nous ne savons pas ce qui est la vérité. ProSAVANA est devenu une véritable guerre [...] Cette situation est un casse-tête. Si nous refusons, nous nous mettons contre le gouvernement. Si nous acceptons, nous nous plaçons contre le peuple. »
30	Professeur d'une institution d'enseignement supérieur	30/01/14		"ProSAVANA c'est un projet avec de nombreux problèmes... Ils veulent transformer l'agriculture vivrière en agriculture commerciale à grande échelle, comme au Brésil. Comme le gouvernement n'a pas d'argent il a commencé des partenariats avec des agences compétentes comme la JICA et l'ABC. Sauf que c'est l'EMBRAPA qui est venue, avec l'IAM. Entre ces partenaires ils ont formé une équipe qui est venue concevoir des politiques dans le Nord. Et il a été dit tout et n'importe quoi. Qu'ils allaient arracher des terres [...] quand le président était au Japon l'année dernière pour signer un accord avec ce pays, il y a des représentants des organisations paysannes du Nord qui ont surgi. [...] Cela a surpris l'Etat. Après ils ont mis en place l'extension pour clarifier la situation. <b>Ca a même conduit à la démission du ministre des transports parce qu'il a dit que les agriculteurs ne pouvaient pas avoir écrit ça, "ils sont analphabètes". Alors le ministre des transports a été démis. Parce que cela voulait dire qu'on est tellement arriérés qu'ils peuvent dessiner tous les projets qu'ils veulent, nous les implanter, sans participation, sans processus inclusif. Il y avait beaucoup de choses dans l'ombre avec ProSAVANA.</b> [...] Ici, l'Etat s'intéresse plus aux fonds qu'au Développement. Pour eux c'est une possibilité de faire des voyages, d'avoir de l'argent."
33	Directeur d'une entreprise privée	05/06/2014	Monapo	"Je crois que c'est important de mettre la main sur la terre maintenant parce que ce sera de plus en plus difficile dans le futur. On ne pourra plus avoir de terre parce que les gars sautent dans le pays pour avoir des fermes.
34	Président de l'Union Provinciale des Paysans de Nampula	13/04/2014	Nampula	« Le gouvernement dit que ProSAVANA c'est pour apporter de nouvelles technologies. Mais si c'est pour apporter des étrangers avec, à quoi ça sert? Pour nous la solution c'est de former des mozambicains à l'étranger et de les rapatrier avec les techniques. ProSAVANA a changé de chemise. Ils veulent nous rouler avec des entreprises privées. Ils viennent derrière les entreprises privées. Elles se présentent sous un autre nom, comme Matanuska par exemple, elles en disent pas qu'elles sont de ProSAVANA. Elles disent qu'elles veulent 50 ha, et que les personnes doivent partir. C'est ça qui se passe. » [...] « Le problème c'est qu'il y a très peu d'information sur l'UNAC, voir de la désinformation. On forme les paysans à ne pas remettre leur terre, parce que la terre c'est la vie. On peut avoir beaucoup d'argent dans sa poche, mais sans terre, on est mal. » Il explique que c'est l'ONG CARE qui a financé la plateforme provinciale qui a permis de financer le voyage d'Antonio Muagerene au Japon. <b>« C'est lui qui a lu la lettre et qui a conduit à démettre le ministre des transports, après qu'il ait dit que nous étions des analphabètes ».</b>
36	Sœur d'une paroisse catholique	16/04/2014	Monapo	[sœur qui a travaillé au Brésil pour défendre les droits fonciers des Indiens Guarani]. « Je vois ce qui va se passer ici. A long terme c'est ce que j'ai vu au Brésil il y a 19 ans. [...] Ce qui se passe en ce moment, c'est que le gouvernement est en train de changer la loi de la terre. Mes communautés ont des droits traditionnels de bonne foi. Même sans titres ils peuvent être inscrits dans le registre. Dans la province on a obtenu environ 20 titres. Mais le processus a été suspendu en 2010. J'ai été au cadastre de Nampula et on a m'a dit que l'octroi de titres étaient suspendus car si les paysans ont des titres il y aura des difficultés pour les investisseurs. Ils m'ont dit : « Notre pays a besoin de Développement ma sœur, si les communautés ont un titre ce sera difficile pour les investisseurs de rentrer. Donc on a arrêté avec la délimitation et la démarcation et on n'a plus qu'un processus de certificat ». Et c'est à double tranchant parce que cela permet aux investisseurs de repérer les terres. Et les populations ici sont différentes des indigènes du Brésil. Elles cèdent avec

				<p>facilité. C'est un peuple très bon qui a une estime de soi très basse. C'est aussi un héritage du colonialisme, c'est le blanc qui a de la valeur. Nous on dit qu'avec de l'expérience le peuple éveillé peut faire beaucoup de choses. Il faut la tête [l'éducation] et l'Union. Il faut faire un grand travail de prise de conscience mais la difficulté c'est qu'ils ont peur. Ils disent qu'ils ont peur. C'est parce qu'il n'y a pas d'éducation. c'est un <b>analphabétisme institutionnalisé</b>. »</p>
41	Point Focal provincial ProSAVANA	06/05/2014	Lichinga	<p>Prends de grande précautions pour ne pas répondre à mes questions et en dire le moins possible. Il faut attendre la publication du plan directeur. Il réaffirme que ProSAVANA n'occupera que les espaces vacants.</p>
42	Ancien directeur provincial de l'agriculture	08/05/2014	Lichinga	<p>Ancien directeur provincial de l'agriculture, agriculteur mozambicain de Mosagrius. « J'ai toujours ma zone de 1500 ha de Mosagrius. C'est à 100 km d'ici. J'espère demander un DUAT et faire légaliser la zone pour quand ProSAVANA viendra. Alors les engrais seront moins chers. Il y a la mine de phosphate qui a été trouvée près de Nacala et avec l'aide des brésiliens se serait une opportunité pour produire des engrais pas cher. [...] Niassa est le grenier du Mozambique et c'est une terre encore vierge, les portugais n'ont pas réussi à l'explorer. Si elle est investie, elle sera le grenier du pays ». La terre existe. Le processus n'est pas compliqué [...] il manque juste des voies d'accès. La guerre c'est celle-là »</p>
43	Technicien de l'ORAM	18/05/14	Malema	<p>« ProSAVANA c'est un défi dans la ligne politique de l'ORAM. On démarque des associations pour protéger leurs terres. [...] quand tu démarques une association c'est comme une île dans une zone. Quand un investisseur apparaît, par exemple ProSAVANA, cette association a une terre démarquée. Et c'est une protection pour toute la communauté. [Mais sur ProSAVANA? ] Il faut en discuter avec le président des associations. Il connaît bien le conflit. Parce que personne, même dans le gouvernement ne sait ce que fait ProSAVANA. Le gouvernement veut juste que cela amène le Développement. Mais comment? Maintenant ils entrent avec des naturels, avec un producteur par exemple, comme si c'était lui qui cultivait la terre et ils font des <i>joint ventures</i>. [...] Le problème c'est le manque de clarté de la politique de ProSAVANA. <b>Ils avancent masqués avec le Fond de Développement de Nacala.</b> »</p>
48	Représentant du service de l'agriculture	09/02/2014	Cuamba	<p>ProSAVANA, je ne sais pas trop si cela va se réaliser parce que le gouvernement va changer. Et aussi parce que les brésiliens et les japonais ont vu qu'il n'y avait pas de terres disponibles. Il n'y a pas de terres, c'est ça le vrai problème. Ce n'est pas difficile de faire venir des investisseurs mais quand ils voient qu'il n'y a pas de terrain, ils ne restent pas. Et puis ce n'est pas ce que le peuple veut. Il y a des Boers qui sont venus s'installer dans la province de Niassa, avec le gouvernement qui leur a donné de grandes terres. Mais ils n'ont pas réussi. Pourtant ils avaient des tracteurs, des techniques modernes, mais cela n'a pas marché.</p>
50	Membre de l'UNAC	14/02/2014	Mecanhelas	<p>Me raconte l'histoire de la vidéo contre ProSAVANA. C'est l'ancienne présidente de l'union du district qui a participé à sa réalisation: « C'était une tête dure. Une grande personne. C'est à elle que l'UNAC a payé un billet pour aller jusqu'au Brésil et qui a fait la vidéo sur la production [agricole] au Brésil. Elle a pris plein de photos. Puis elle est allée faire le tour des districts pour dire qu'elle ne voulait pas de ProSAVANA et qu'ils voulaient un autre modèle. Elle emmenait les photos, elle était forte. Pour moi elle avait raison. Ceux de ProSAVANA n'ont pas les idées claires, ils sont venus faire leurs relevés le long de la voie ferrée. Ici ils voulaient faire une grande rizière, une production énorme avec des pompes dans le lac et un transport de l'eau sur 2 ou 3 km. Je ne sais pas où en est ce projet mais ils risquent d'assécher le lac. Or pour la pêche, le lac est vital. »</p>
51	Employé d'une institution d'enseignement supérieur	16/02/2014		<p>Il a été aux consultations de ProSAVANA à Cuamba et à Lichinga. Pour lui c'était de la « divulgation d'information. Ils voulaient les signatures des leaders communautaires. C'est une façon de les rouler. Ce ne sont pas les paysans qui sont à ces réunions, juste les représentants de la société civile. je n'ai pas vu un seul producteur. Il y avait le directeur de l'agriculture du district, mais c'est un membre du gouvernement. Qu'est-ce qu'il peut dire contre ProSAVANA? Il doit surtout défendre son salaire. [Et de la société civile?] Il y avait le forum des associations de Cuamba, la Faculté d'Agriculture, et beaucoup de fonctionnaires du ministère de l'agriculture qui sont en train de défendre leur pain. c'est pour ça que c'est bien que l'UNAC, qui est indépendant, parle. [...] Dans ProSAVANA, les brésiliens ont été très malins. Ils mettent toujours les mozambicains devant. Ce ne sont pas les brésiliens et les japonais qui sont mis face aux paysans. [...] Les paysans mozambicains acceptent mieux les mozambicains. Alors ce sont les mozambicains qui se retrouvent à faire la divulgation. »</p>

52	Membre d'une organisation de coopération	17/02/2014	Cuamba	ProSAVANA voulait financer la coopérative ALIMI en 2013 dans le cadre de prêts à 10%. Ils proposaient 2 millions MZN, à rembourser 6 mois après le début du prêt, ce qui aurait permis de financer une usine pour fabriquer des rations animales. Mais ils ont dû décliner car les conditions étaient trop lourdes. ProSAVANA voulait pouvoir utiliser toutes leurs voitures et le délai de remboursement était trop court. A Cuamba en 6 mois, l'usine de ration ne serait même pas construite. Ils ont eu trois réunions avec ProSAVANA, et <b>une réunion avec des anti-ProSAVANA, venus directement du Japon. Ils leur ont dit de ne pas accepter l'argent, car cet argent c'était pour que ProSAVANA se rachète une image.</b> Comme ALIMI est un beau projet qui aide des centaines de pauvres agriculteurs, s'ils participaient à ProSAVANA, ce serait un gros coup de pub pour le projet.
54	Technicien du cadastre de Cuamba	29/04/2014	Cuamba	Ils ont eu la visite de ProSAVANA et d'investisseurs associés au projet mais pour l'instant les terres n'ont pas encore été identifiées. Il m'explique qu'il y a de plus en plus de demandes de titres "Ils légalisent en vue de ProSAVANA" [Comment?] "Oui ils voient que si investisseur arrive, il pourra arracher la terre et qu'ils peuvent bénéficier de ProSAVANA s'ils ont déjà le droit sur la terre." [stratégie de sécurisation foncière des entreprises ou des privés déjà présents dans la province de Niassa].
56	Représentants de l'Union des Paysans de Lichinga	07/05/2014	Lichinga	« ProSAVANA c'est très confus. Ils font des essais sur deux associations, mais c'est un peu ridicule. Ils auraient pu prendre 10 associations au moins. Pourquoi tout un discours pour ne financer que deux associations? ». Les représentants racontent qu'ils ne savaient pas que c'était ProSAVANA au début, car ils n'étaient en contact qu'avec les services de l'agriculture de la province. Lors de la première réunion, ce sont des japonais qui sont sortis de la voiture et ils ont compris que c'était ProSAVANA qui arrivait dissimulé derrière les "partenaires" mozambicains. Cela a compliqué leurs rapports avec l'UNAC et l'Union Provinciale.
57	Président d'une association de producteurs	04/03/2014	Mecanhelas	« On a été conviés à une rencontre à Cuamba, de ProSAVANA même. On a participé [qui?] Moi j'ai participé en tant que président de l'union des paysans. Dans cette rencontre on a vu beaucoup de choses. Il y avait beaucoup de discussions sur comment ce projet va travailler. La discussion c'était que nous avons la loi des terres au Mozambique, alors ProSAVANA a dit qu'ils avaient entendu et qu'ils allaient respecter la loi. Alors nous avons accepté qu'ils respectent la loi. Parce que s'ils ne la respectent pas nous n'allons pas accepter. C'était ça, une présentation générale. ... On va voir ce qui va se passer. Parce que ce qu'on voit c'est que les personnes près de la voie de chemin de fer sont toujours expulsés après avoir reçu de l'argent. C'est une chose qu'on connaît. Est-ce que quand ProSAVANA va s'implanter ici avec des machines se sera la même chose, expulser les gens après les avoir payés ? C'est ça qu'on discutait parce qu'ici il y a des parties de terres occupées et des terres non occupées. On ne comprend pas pourquoi ils ne veulent pas des terres non occupées. »
58	Président d'une association de producteurs	13/05/2017	Khapa	« [ProSAVANA] a créé un mécanisme, pour essayer de nous convaincre. Certains ont changé de chemise pour nous plaire. [...] Le président [Mutoua] a les yeux rouges maintenant parce qu'il n'arrive pas à nous convaincre. Nous savons que nous dépendons de la terre. Mutoua est de l'UNAC mais il a retourné sa chemise parce qu'il a poursuivi l'argent. Et parce qu'ils se font rouler par le gouvernement. On leur dit qu'ils deviendront fonctionnaires alors ils disent qu'ils vont nous convaincre. Mais ce n'est pas possible de nous convaincre. Et maintenant nous pouvons expliquer que tout le monde veut le Développement, il n'y a personne ici qui ne veut pas le Développement. Nous luttons pour développer notre pays. Le gouvernement doit entrer en partenariat avec les communautés et attribuer des DUAT définitifs aux communautés. »
59	Ancien membre du forum de Khapa (idem n°18)	13/05/2017	Khapa	« Il y a eu une rencontre de ProSAVANA en Avril. Il y avait des personnes impliquées dans ProSAVANA et d'autres qui disaient non. Il y a eu beaucoup de discussions, les personnes luttaiement entre elles. Ceux qui disaient non, les membres de l'UNAC ont été mal traités et le 2 <sup>ème</sup> jour ils ne sont pas revenus. L'union provinciale est restée toute seule à dire non. Nous étions arrivés unis et nous sommes repartis divisés.... Moi j'ai été exclu de l'organisation. Le groupe a été divisé. Certains avaient de l'intérêt pour l'argent. Ils se sont réunis et ont dit que moi et un compagnon nous devions partir. On est sorti mais on continue à travailler avec l'ORAM et le <i>Forum Terra</i> et l'ADECRU. [...] <b>L'Union Provinciale a été divisée, certains ont la main dans le programme ProSAVANA, d'autres non, c'est une désorganisation.</b> Il n'y a pas que nous; Jeremias aussi a été écarté au niveau provincial et national. C'est parce qu'il y en a qui veulent cet argent et rester à le gérer. Mais c'est un mensonge. Le peuple du Nord ne veut pas entendre parler de ProSAVANA. Nous avons beaucoup de

				méga projets qui usurpent des terres et apportent la honte... AGROMOZ, MOZACO, MATARIA, MATANUSKA, LURIO GREEN, tout ça alerte les communautés du Nord à dire non. Le problème c'est que la plupart des personnes qui aident les paysans sont à Maputo et que c'est loin. »
60	Membre d'une association de producteurs	15/05/2017	Whota, Monapo	"Après toi, c'est ProSAVANA qui est venu. Ils nous aident à élever des poulets. On pensait qu'ils allaient prendre nos terres mais le docteur de ProSAVANA a dit que non, ce n'était pas pour prendre nos terres, c'était pour nous aider. Ils ont apporté des semences de haricot, nous avons multiplié un hectare. Puis nous les avons vendues et ProSAVANA en a acheté une partie pour une autre communauté. Ils ont acheté les poussins pour le premier cycle de poulets. Ils nous ont aidés avec une formation. avant on ne voulait pas de ProSAVANA, mais maintenant nous sommes tous en train d'en profiter. C'est parce que ça a été mal expliqué au début. Ceux du Brésil pensaient que c'était la même chose alors que non, c'est leur faute à mon avis.
61	Habitant de Whota	15/05/2017	Whota, Monapo	"PROSAVANA? Il n'y aucune concrétisation, ce sont toujours les mêmes qui profitent. Il y a un petit groupe qui est devant. Elles bénéficient. Les autres non.
62	Chef communautaire d'un village de Kharamu	16/05/2017	Kharamu, Monapo	« Il y a des japonais qui sont venus. Une japonaise qui nous donnait de l'information sur ProSAVANA et qui nous a expliqué qu'on ne pouvait pas donner notre terre. Elle a travaillé dans les différentes communautés. »
63	Leader d'un village de Kharamu (idem n°6)	17/05/2017	Kharamu, Monapo	Des japonais sont venus pour nous défendre. On leur a montré où l'investisseur avait foré des puits. Ils nous ont dit qu'on ne pouvait pas laisser nos zones. Ils nous ont dit que l'investisseur était du groupe de ProSAVANA et qu'il n'avait pas réussi. Qu'ils avaient laissé cette zone parce que nous avions confiance dans cette zone et que nous n'avions pas d'autre terre. C'était il y a presque 1 an cette formation.

#### Annexe 6.4. Documents cités dans le chapitre 6

N°	Auteurs/Source	Type	Titre	Date
1	HANLON, Joseph	Mozambique News Reports & Clippings, n° 329	Comment on "No to ProSavana" Victory. What does a successful campaign do after it wins?	26/06/2016
4	DURAN, Jimena, et CHICHAVA, Sergio	chapitre d'ouvrage, IESE, Desafios para Moçambique	O Brasil na Agricultura Moçambicana: Parceiro de Desenvolvimento ou usurpador de Terra?	2013
5	CLEMENTS, Elizabeth Alice, et FERNANDES, Bernardo Mançano	article scientifique, <i>Agrarian South: Journal of Political Economy</i> 2(1) 41-69	Land Grabbing, Agribusiness and the Peasantry in Brazil and Mozambique	2013
7	HANLON, Joseph	Mozambique News Reports & Clippings, n°354	Nampula-Maputo civil society battle over ProSAVANA continues	11/01/2017
8	CALDEIRA, Adérito	article de journal, A Verdade	Organizações da Sociedade Civil do Niassa, Nampula e Zambézia "libertam-se" de Maputo graças aos dólares do ProSavana	23/12/2016
9	Não ao ProSAVANA	Communiqué	Campanha considera fraudulento o processo de Redesenho e de auscultações públicas do Plano Director do ProSAVANA	09/11/2016
10	Não ao ProSAVANA	Communiqué	Joint statement and open questions on ProSAVANA by the civil society of Mozambique, Brazil and Japan in response to newly leaked government documents	27/08/2016
11	Não ao ProSAVANA	Communiqué	DENÚNCIA DA PARCERIA ENTRE A WWF E O PROSAVANA	07/03/2016

15	CHICHAVA S., DURAN J., CABRAL L., SHANKLAND A., BUCKLEY L., LIXIA T., YUE Z.	article scientifique, publié dans IDS Bulletin, 44.4	Brazil and China in Mozambican Agriculture: Emerging Insights from the Field	2013
22	MELLO, Fatima (FASE)	article de journal	Les intérêts multiples et contradictoires du projet PROSAVANA	13/10/2013
23	SCHLESINGER, Sergio (FASE)	Rapport	Cooperação e investimentos do Brasil na África: O caso do ProSAVANA em Moçambique	2013
25	ADECRU, JA, UNAC, JVC et 67 ONG	Communiqué	Chamada dos povos para invalidação imediata da "auscultação publica do plano director do Prosavana"	04/06/2015
27	FINGERMANN, Natalia	article scientifique, Boletim IDEIAS n°49	Os mitos por trás do PROSAVANA	29/05/2013
28	JA, FOE, GRAIN, et 23 ONG au total	Communiqué	Leaked Copy of the Master Plan for the ProSAVANA programme in Northern Mozambique confirms the worst	29/04/2013
30	MAJOL	Rapport pour la JICA	Stakeholder Engagement, ProSAVANA Master Plan	01/03/2016
31	ONG + MAJOL +PROSAVANA	Acte de rencontre	Acta encontro da Sociedade Civil sobre ProSAVANA, Rascunho Final	17/01/2016
32	MCSC + PROSAVANA	Acte de rencontre	Acta da reuniao de formalização do mecanismo de coordenação da sociedade ciil para o Desenvolvimento do Corredor de Nacala	18 et 19/02/2016
37	EKMAN Sigrid, et MACAMO Carmen	Working Paper CIFOR n°138	Brazilian Development Cooperation in Agriculture. A scoping study on ProSAVANA in Mozambique with implications for FORESTS	2014
39	PROSAVANA	Document	Formulação do Plano Director de Desenvolvimento Agrícola no Corredor de Nacala: Comentários obtidos nas reuniões sobre a Nota Conceitual e Correspondência	avr-14
40	MASA + PROSAVANA	Ebauche du plan directeur	Plano Director - Esboço Versao 0	mars-15
43	PROSAVANA	Document	PROSAVANA-PD, Report n°2, QIP, Chapitres 1, 2 et 3	mars-13
49	UNAC	Communiqué	Declaração de Guiúá-Inhambane sobre o PNISA e o Programa Prosavana	07/05/2013
50	FINGERMANN, Natalia	Thèse, CDAPG	A cooperação Trilateral Brasileira em Moçambique - Um estudo de caso comparado: o ProALIMENTOS e o ProSAVANA	2014
53	Não ao ProSAVANA	Communiqué	No to ProSAVANA Campaign denounces irregularities in ProSAVANA dialogue	19/02/2016
54	ADECRU	Communiqué	Depois de desperdiçados maid de 560 milhoes de Ienes para Elaboração do Plano Directo di ProSAVANA, os governos optam pela cooptação da Sociedade Civil	11/01/2016
56	Não ao ProSAVANA	Communiqué	Lançada Campanha Nao Ao ProSAVANA em Moçambique	02/06/2014
59	MONJANE, Boaventura	article de journal	Auscultação pública sobre o ProSAVANA: Ministro exige intervenções "patrióticas" e activistas abandonam a sala	15/06/2015
60	68 ONG signataires	Communiqué	CHAMADA DOS POVOS PARA INVALIDAÇÃO IMEDIATA DA "AUSCULTAÇÃO PÚBLICA DO PLANO	04/06/2015

DIRECTOR DO PROSAVANA"				
61	Comissão Justiça e Paz	billet de blog ADECRU	Pão e circo para o ProSAVANA	25/05/2015
62	Comissão Justiça e Paz et ADECRU	Communiqué	Exigimos a Suspensão e Invalidação Imediata da "Auscultação Pública do Plano Director do ProSavana"	11/05/2015
63	ADECRU	Communiqué	Governo do Distrito de Malema Persegue e ameaça camponeses que rejeitaram o ProSAVANA	11/05/2015
65	ADECRU	billet de blog ADECRU	Associações de camponeses em Nampula agastadas com a implementação do Modelo II do ProSAVANA	03/12/2014
68	ADECRU (+ autres partenaires)	Communiqué	Declaração do II Encontro Unitário das Comunidades Rurais	30/09/2016
69	ADECRU (+ autres partenaires)	Communiqué	Comunidades camponesas e rurais jutam-se na caravana de solidariedade as vitimas dos megaprojectos no Corredor de Nacala	20/09/2016
70	ADECRU	Communiqué	Comunidades rurais reúnem-se em defesa da terra e construção de alternativas de desenvolvimento	19/09/2016
71	CaJuPaNa e ADECRU	article	Corredor de Nacala: comunidades se mobilizam em defesa da terra e combate ao trafico humano	29/08/2016
75	WISE, Timothy	article de journal, Dollars&Sense	The Great Land Giveaway in Mozambique	mars-15
77	Missionnaires Comboniens	Communiqué	Moçambique : Nao aos açambarcadores de terras	15/04/2015
79	ADECRU	Communiqué	Posição da ADECRU sobre a Nova Aliança para a Segurança Alimentar	06/04/2013
82	VUNJANHE, Jeremias (UNAC)	billet de blog, ADECRU	As Vésperas de uma Visita Imperial	11/01/2014
85	ADECRU	Communiqué	Posição da ADECRU sobre a Visita do Primeiro-Ministro Japonês à Moçambique	09/01/2014
86	ADECRU	Communiqué	Carta Política da V Assembleia Geral da ADECRU sobre a Realidade das Comunidades Rurais e do País	30/12/2013
89	No! to landgrab, Japan	Rapport	Analysis of ProSAVANA' Social Communication Strategy: Focusing on JICA's Primary Sources	22/08/2016
92	FUNADA CLASSEN, Sayaka	Rapport	Analysis of the Discourse and Background of the ProSAVANA Programme in Mozambique - focusing on Japan"s role	20/01/2013
93	FUNADA CLASSEN, Sayaka	Publication scientifique, 国際関係論叢第2巻第2号	Fukushima, ProSAVANA and Ruth First: Examining Natalia Fingerma's "Myths behind ProSAVANA"	2013
94	WISE, Timothy	billet de blog, foodtank	What Happened to the Biggest Land Grab in Africa? Searching for ProSavana in Mozambique	déc-14
97	UNAC et GRAIN	Rapport	The Land grabbers of the Nacala Corridor. A new era of struggle against colonial plantations in Northern Mozambique	févr-15
98	UNAC, Via Campesina Africa, GRAIN	article de journal, Brasil de Fato	Brazilian megaprojects in Mozambique set to displace millions of Peasants	29-nov-12
99	PPOSC-Nampula	Communiqué	Mozambique: Nampula Civil society Reaffirms call to halt ProSAVANA	30-sept

100	GRAIN (KUYEK Devlin, interviewed by Firoze MANJI for EJOLT)	Interview	Interview with GRAIN on the ProSAVANA Project	14/12/2012
115	UNAC	Communiqué	Land Grabbing for Agribusiness in Mozambique: UNAC statement on the ProSAVANA programme	11/10/2012
116	UNAC + OARM + FASE	Film	ProSAVANA aface oculta do ProDECER	déc-12
117	UNAC + Nao ao ProSAVANA	Film	Nao ao ProSAVANA - A luta Continua!	04/06/2014
118	Plusieurs ONG	Film	Somos Carvao - Are We coal ?	01/09/2015
140	ESTARQUE, Marina	article de journal, DW	Projeto ProSavana em Moçambique visa garantir segurança alimentar do Japão, diz especialista	30/09/2013
159	CPT, entretien avec Devlin KUYEK (GRAIN),	article de journal, IHU On-Line	Após estragos no Cerrado brasileiro, agronegócio avança sobre terras moçambicanas	12/03/2015
160	IHU	article de journal, IHU On-Line	Cooperação Moçambique-Brasil-Japão: Interesses que movem o ProSavana	08/04/2013
162	IHU	article de journal, IHU On-Line	A recolonização de Moçambique pelas mãos do agronegócio. Entrevista especial com Vicente Adriano	02/03/2015
163	CAMPOS MELLO, Patricia	article de journal, Folha de Sao Paulo	Moçambique oferece terra à soja brasileira	14/08/2011
166	PROSAVANA - MASA	Communiqué	Comunicado de imprensa sobre a auscultação publica a volta da versao inicial do PD do RPSAVANA	31/03/2015
169	CALDEIRA, Adérito	article de journal, A Verdade	Análise de solos e plantas custa uma pequena fortuna em Moçambique	16/01/2017
171	JA!	article de journal, A Verdade	ProSAVANA: continuamos a dizer Nao!	16/04/2016
177	CALDEIRA, Adérito	article de journal, A Verdade	"Os camponeses estão a dizer não" ao ProSAVANA, "qualquer obstáculo que apareça vamos atropelar", responde o Governo de Moçambique	21/06/2015
181	Plusieurs ONG	article de journal	Aparente auscultação pública sobre o ProSavana: Mais um diálogo fantoche - por Organizações da Sociedade Civil	30/06/2015
193	AIM	article de journal, AIM	Governo apresenta publicamente projecto Prosavana	16/10/2013
194	JA!	article de journal, A Verdade	ProSavana: Manipulações, Mentiras e Meias Verdades	08/11/2013
195	JA!	article de journal, A Verdade	Prosavana - Mudança de estratégia	05/12/2013
197	Não ao ProSAVANA	Communiqué	Comentários ao Plano Director Versão Draft Zero, Março de 2015 No contexto da campanha não ao ProSAVANA	18/12/2015
198	No to landgrab, Japan	Rapport	Análise Preliminar dos Documentos Primarios da JICA sobre os contratos da JICA com os Consultores para "Estrategia de Comunicacao" e os Relatorios dos Consultores Japoneses do PD	17/11/2016
202	PINTO, Arlindo	Article de journal et entretien radiophonique	ProSAVANA, um presente envenenado para os moçambicanos? O P. Arlindo Pinto	02/05/2015
205	PROSAVANA	Compte rendu	Minutes of Meeting JICA/ABC	03/04/2009

223	PROSAVANA	Rapport	Joint terminal evaluation report for ProSAVANA PI	déc-15
227	MAJOL	Rapport pour la JICA	Inception report	janv-16
228	MAJOL	Rapport pour la JICA	Stakeholder Mapping PROSAVANA	janv-16
229	MAJOL	Rapport pour la JICA	PROSAVANA Master Plan, stakeholder Mapping	janv-16
230	MAJOL	Rapport pour la JICA	PROSAVANA Master Plan, stakeholder Mapping discussion	févr-16
231	NOGUEIRA DE MORAIS, Isabela	Article de conférence, draft, UNU-WIDER Conference	Agricultural systems with pro-poor orientation in Mozambique? ProSAVANA and the forgotten risks of contract farming	20/09/2013
234	DREUX, Richard	Article de journal, publié dans <i>Japan Today</i>	At TICAD, clumsy diplomacy mars controversial Japanese aid project in Mozambique	03/06/2013
241	MOSCA Joao, et, BRUNA Natacha	Article scientifique, Observador Rural, n°31	PROSAVANA: Discursos, praticas e Realidades	août-15
245	Plusieurs ONG	Communiqué	Carta aberta a sua excelencia presidente da republica de Moçambique- 40 anos volvidos, tememos que o Programa ProSAVANA venha extorquir ao Povo moçambicano o que a Independencia lhe restituiu	24/06/2015
248	FGV projetos	Brochure de présentation	Nacala corridor Fund	17/04/2013
252	PROSAVANA	Document	Estrategia de comunicacao ProSAVANA	2013
256	PROSAVANA, MAJOL	Contrat	Form of Contract: consultant Stakeholder engagement	02/11/2015
257	CV&A Consultores	Rapport pour ProSAVANA	Relatorio de actividade ProSAVANA	juil-14
258	EWING, Reese	Article de journal, Reuters	Interview - Mozambique offers Brazilian farmers land to plant	août-11
260	ANGIBAUD, Norbert	Document	La plus grande injustice: l'accaparement des terres: (Le cas du Mozambique)	21/02/2016
261	ANGIBAUD, Norbert	Article de journal, publié dans <i>Voix d'Afrique</i> , n°57	La terre est à tous	déc-02
262	ANGIBAUD, Norbert	Témoignage, publié dans <i>Voix d'Afrique</i> , n°101	Au Mozambique, en défendant leur terre, ils ont fait valoir leurs droits et reconnaitre leur dignité	déc-13
263	ANGIBAUD, Norbert	Billet de Blog, <i>Missionaries of Africa - SAP Province</i>	Justice and Peace in Mozambique	03/02/2013
273	PROSAVANA	Document	Nota Conceitual - Elaboração do Plano Director do Desenvolvimento Agrícola no Corredor de Nacala	sept-13
284	Não ao ProSAVANA	Communiqué	The seemingly public hearing of the ProSavana Program: Yet another phoney dialogue process	17/06/2015
285	Não ao ProSAVANA	Communiqué	Summary of the No to ProSavana Campaign's meeting for convergence and resistance	
292	JA! et UNAC	Rapport	Lords of the land. Preliminary Analysis of the Phenomenon of Land Grabbing in Mozambique	mars-11



294	MercoPress	Article de journal, <i>MercoPress</i> .	Mozambique offers Brazilian farmers 6 million hectares to develop agriculture	16/08/2011
295	instituto Ethos	Article de blog, <i>Instituto Ethos</i>	Expertise brasileira para alavancar agronegócio em Moçambique	15/08/2011
296	NHANTUMBO, Isilda	Billet de blog, <i>International Institute for Environment and Development</i>	REDD+ in Mozambique: new opportunity for land grabbers?	15/09/2011
297	OVERBEEK, Winfridus	Rapport	The Expansion of Tree Monocultures in Mozambique. Impacts on Local Peasant Communities in the Province of Niassa	avr-10
298	RODRIGUES, Raju	Présentation, conférence <i>The Voice of China in Africa</i>	A cobertura jornalística do investimento agrícola brasileiro e chinês em Moçambique: Prosavana e Wanbao (2012 –2013)	20/02/2014
300	The Oakland Institute	Rapport	Understanding Land Investment Deals in Africa. Country report Mozambique	2011
311	Noticias	Article de Journal, <i>Noticias</i>	Entendimento sobre PROSAVANA	23/11/2013
313	SHIGUTI, Aldo	Article de Journal, <i>Jornal Nippak</i> , n°2368	Após viagem de reconhecimento, Luiz Nishimori retorna ‘otimista’	10/05/2012
316	FIAN	Rapport	Land grabbing in kenya and Mozambique	avr-10
317	MONJANE, Boaventura	Article de blog, <i>Critica Alternativa Moçambique</i>	ProSavana: Japonesa chora em público, envergonhada pela atitude do seu governo	08/08/2013
318	SAUTE, Claudio	Article de Journal, <i>Canal de Moçambique</i>	Porquê a sociedade civil odeia o ProSAVANA	14/08/2013
321	THETING Hans, et, BREKKE Brita	Rapport pour Spire	Land investments or land grab? A critical view from Tanzania and Mozambique	2010
323	JICA	Article en ligne, JICA	Eventos internacionais marcam o início do PROSAVANA-JBM (Programa de Cooperação Triangular para o Desenvolvimento Agrícola da Savana Tropical de Moçambique - Japão / Brasil / Moçambique)	23/05/2010
324	CALICA, Francila	Article en ligne, FAEG	Moçambicanos e japoneses conhecem trabalho do Senar em Goiás	07/11/2009
325	CALICA, Francila	Article de journal, <i>Jornal da FAEG</i>	Troca de experiências: Moçambicanos e japoneses buscam experiência no trabalho de qualificação profissional desenvolvido pelo Senar em Goiás	janv-10
334	Japanese Experts' analysis	Article en ligne	Japanese Experts' Analysis : "The Concept Note for Formulation of Agricultural Development Master Plan in the Nacala Corridor"	20/12/2013
338	ProSAVANA	Document	Synthèse des 8 consultations publiques de ProSAVANA en février-juin 2013	juin-13
342	PROSAVANA	Document	Mozambican Provincial and district authorities meet and discuss ProSAVANA	12/09/2013
343	BECKR PECANHA, Carolina	Thèse de licence en Sciences Sociales, <i>Université Fédérale de</i>	O debate nos jornais moçambicanos sobre a presença das empresas Brasileiras em Moçambique entre os anos 2008 et 2013	2013

Santa Catarina				
344	UNAC	Communiqué	Povos de Moçambique, Brasil e Japão discutem em Maputo formas de resistência, detenção e reflexão do Prosavana	07/08/2013
345	MELLO, Fatima	article de journal, <i>Brasil de Fato</i>	Camponeses erguem suas vozes e mudam o jogo no ProSavana	13/08/2013
346	ZANOTELLI, Alex	Communiqué	Arrêtez les arrachements des terres	08/11/2012
347	Comboni JPIC Network Newsletter	<i>Newsletter</i>	Land Grabbing in Mozambique: Why Would a Country Sell a Third of its Land?:	mai-15
349	PACHECO, José	Communiqué	Pontos de resposta à "Carta aberta para Deter e Reflectir de Forma Urgente o Programa ProSAVANA	mai-14
350	PROSAVANA	Lettre de réponse aux ONG	Press releases: Esclarecer alguns aspectos relacionados ao Programa & Joint Statement on Private Investment within ProSAVANA	juil-14
351	ONG (Japon)	Requête à la JICA et au Ministère des Affaires Etrangères du Japon	Emergency Request for Re-constituting Public Consultation Process About the Formulation of the Master Plan of the ProSAVANA Program	01/05/2015
362	GUARANY Cleber (FGV Projetos)	présentation	Investimentos na África: Corredor de Nacala em Moçambique	06/05/2013

## Annexe 7.1. Le déplacement d'un foyer pour fuir un conflit

Quand je demande au *mwene* Naviri (site n° 2, voir le chapitre 2) la raison pour laquelle un groupe de cases ont été construites en périphérie de son territoire, il me répond sans hésiter que les habitants « suivent les terres fertiles » (entretien du 19/02/2015). Au bout de plusieurs discussions, l'ainé de la famille pionnière m'explique cependant que son père a quitté sa zone natale car il était en conflit avec le chef local. Ils ont ainsi choisi de s'établir quelques kilomètres plus loin, sur le territoire d'un chef voisin. Un de ses fils a par la suite épousé la fille du *mwene* Naviri, qui a ainsi quitté *l'ettoko* de son lignage pour vivre avec son nouvel époux aux côtés de son beau-père.

## Annexe 7.2. Un déplacement groupé pour échapper à une attaque en sorcellerie

Seul le *mwene* Tipo est resté dans le village éponyme de Tipo, déserté par les autres habitants. Il a accepté de me raconter l'histoire.

« Après la guerre, il y avait autour de 200 habitants ici. Peut être 380 au total en 2002, éparpillés dans la zone de Tipo... Et puis un sorcier ...

- Quel était son nom ? [question stupide puisqu'on n'énonce que très rarement le nom de son sorcier (Favret-Saada 1985)]

- c'était un homme de Metarica... Il est arrivé par mariage à S. [quartier voisin]... Il est resté ici... il poursuivait les personnes.... On a essayé de l'expulser avec le cabo M., mais il ne voulait pas sortir... Alors la population est partie.... Mais moi je n'ai pas voulu abandonner. C'est ma zone. Je suis resté seul.... C'est ça ma «mon permis de déplacement » [carta de transferencia], être chef c'est comme être chargé d'une zone... Je

ne peux pas partir..... Alors la population est partie plus loin vers M. [le centre administratif de la localité]. Maintenant le sorcier est mort l'année dernière à S. ...

- Quel était son nom ?

- ... Il venait de S. »

Entretien avec le mwene Tipo le 27/02/2015

Cet entretien documente un cas de migration collective pour fuir un sorcier alors que les tentatives de « contre-attaque » ont échoué. C'est bien ce que signifie « On a essayé de l'expulser ». Les habitants et leurs chefs ont cherché à renvoyer le mal pour le mal, à mobiliser des contre-sorts, pour forcer le sorcier présumé à partir. Ayant trouvé plus fort qu'eux, les habitants se sont déplacés.

### Annexe 7.3. Tensions entre chefferies et instrumentalisation de l'administration coloniale

Les transformations des chefferies dans la zone d'Ipalame par l'administration coloniale ont généré des tensions entre le chef Ipalame et le chef Tipo. Paco, un des homes du clan du chef Tipo, en a fait les frais. C'est le chef Tipo qui m'incite à aller le trouver pour qu'il me raconte l'histoire du coton dans la région « parce qu'il la connaît de près » me dit-il.

Quand j'arrive quelques jours plus tard devant la maison de Paco, j'y trouve un vieil homme qui ne peut plus marcher et qui ne comprends pas pourquoi je suis venue. L'histoire du coton, il ne souhaite pas la raconter. D'ailleurs, il maintient qu'il ne parle pas portugais. Une de ses filles, avec son fils en bas âge, nous rejoint sous le perron de sa case et aide à la traduction. A contrecœur Paco fait un effort et nous explique que « Oui il y a avait un bloc [de production de coton] ici ». Il était *capataz* pour la SAN, une sorte de contremaître qui mobilisait la main d'œuvre et contrôlait la production. « C'était très peu d'argent » [*vakane mussuruku*, en Makhuwa, puis il reprend en portugais], les pesticides étaient pulvérisés par avion.... C'était un blanc qui avait fait ouvrir le bloc.... Mon petit déjeuner à l'époque, c'était la bicyclette... ». Dès l'aube il devait pédaler pour rejoindre le bloc et travailler. Alors qu'il détail les duretés du travail, il nous annonce qu'« il y avait une lutte. Ce *cabo* luttait avec son nouvel oncle » Je lève la tête de mon carnet de note pour essayer de comprendre de quoi il parle. Quelle lutte ? Quel oncle ? « Le cabo Ipalame [luttait] contre cet autre chef qui est mort avec sa famille ». Il saisit que je ne comprends rien. Il reprend « Ils se sont plaints que je distribuais de la nourriture dans la forêt ». Sentant que je ne comprends toujours pas le lien entre lui, la lutte, la nourriture, les chefs, et la SAN, la fille de Paco intervient « Mensonges. C'étaient des mensonges pour lui porter tort » m'explique-t-elle. Des habitants avaient dénoncés Paco auprès de la SAN et des autorités coloniales. Ces dernières l'avaient fait emprisonner lui, ainsi qu'un des chefs accusé et sa famille.

Paco reprend « J'ai beaucoup souffert... La prison... le chef et sa famille sont morts à Nampula, au fond de la prison... Après 5 ans de prison, je suis revenu ici... je suis allé remettre un papier que j'avais ramené de la-bas qui disait que les autres avaient menti au sujet de ces bandits... Après je n'ai plus travaillé... Je suis resté à cultiver la terre avec mon épouse ». Je commence à comprendre pourquoi Paco ne voulait pas me parler. Après 5 ans de prison, même si c'était il y a plus de 40 ans, il ne souhaite pas raconter cette histoire. J'essaye de le rassurer, de lui dire que j'écris l'histoire de la zone, que je ne suis pas du gouvernement.

Sa fille comble « Oui, il a peur. Il a peur a cause des 5 ans de prison ». Paco reprend, « ma femme était seule à cultiver, seule ici. Puis le train... elle me visitait en prison ».

Qui l'a emmené en prison ? « la police ». Et qui avait dénoncé ? « Les personnes... ces temps la guerre commençait... ils luttait contre les blancs... mais ce n'était pas moi. » Paco a été accusé de nourrir les soldats du FRELIMO qui circulaient dans la région à la fin des années 1960. Bien qu'aucun des habitants ne m'ai parlé d'eux ou de leurs attaques, ils devaient être suffisamment proches pour que les colons les redoutent et cherchent à isoler la population. Je demande alors à Paco pourquoi il pense que c'est lui qui a été accusé par « les personnes » [prenant soin cette fois de ne pas nommer les accusés]. Sans hésiter, Pirci répond : l'« ambition (*ambição*) ». Signifiant littéralement « ambition », le terme est souvent employé pour décrire de la « jalousie », notamment contre un proche qui réussit ou qui a des projets. Paco complète, « Les blancs prenaient ma défense [ils ne voulaient pas croire que Paco ravitaillait l'ennemi]... ils ont appelé les chasseurs. Ils ont demandé... les chasseurs ont expliqué que c'est ce monsieur [Paco] qui donne la nourriture dans la forêt ». Paco bénéficiait de la confiance de ses employeurs. Mais devant l'accusation des « chasseurs » [et des chefs de Ipalame en poste ?] ils ont fini par le condamner à 5 ans de prison. Je demande alors si cette « ambition » [jalousie] était liée à l'emploi de Paco en tant que *capataz*. Sans hésiter Paco enchaîne : « Oui. C'est ça... après ça, la vie n'a plus été bonne... La famille de Ipalame n'a jamais demandé d'excuses... [Ils sont encore en colère ?] oui ».

Ce cas particulier montre comment les différentes interventions de l'administration, des colons, de la police portugaise, ont profondément altéré les relations entre habitants. D'après la majorité de ceux qui résident actuellement à Ipalame, la zone aurait cependant très peu été affectée par la lutte de libération du Mozambique. Ipalame est une de ces zones restée sous contrôle portugais jusque tardivement. Les derniers colons installés seraient même restés après l'indépendance, jusqu'à ce que la guerre civile s'intensifie.

#### Annexe 7.4. Origines et alliances confuses des habitants de Kharamu

Les habitants se souviennent avant tout de l'histoire de leur intégration dans le régime colonial dans les années 1910-1920 et de l'affaiblissement de la chefferie Marrua dominante. Un des secrétaires de Rainho, où habite l'actuel *regulo* Marrua raconte que :

« Le regulo [Marrua] a fait des conflits avec les colons quand ils voulaient entrer ici... Alors ils l'ont fait souffrir, lui et les clans [os tribos]. Le regulo [Marrua] venait de Cabo Delgado... Il a gouverné ici... Mais il a été capturé par les Portugais et emmené sur la forteresse de l'Ile [de Moçambique]. Il a disparu... Il a été battu [maltratado]... Ici Rainho, c'est l'endroit où [le régulo Marrua] venait boire. ... Maintenant il y a cinq regulos qui gouvernent... L'origine [foundação] de ces regulos je ne la connais pas. Je n'ai pas reçu cette information ».

Entretien avec un secrétaire du FRELIMO, Rainho, 27/03/2015

A la suite de la capture du chef Marrua « des neveux sont entrés pour substituer. Le premier est mort... Puis il y a eu deux, trois, quatre, personnes qui ont gouverné dans le régulado.... ». Un ancien dont le secrétaire tient probablement sa version explique que :

« Marrua n'aimait pas les blancs... Il s'est allié avec un autre chef, le Mocuto-Muno ... Les portugais l'ont poursuivi... Mais il n'a pas été trouvé. Les portugais ont compris qu'il y avait un regulo qui résistait... ce regulo venait se reposer près du cours d'eau du nom de Rainho.... Le nom de Rainho vient de là, il a été donné à la zone de Rainho. C'était une

zone de résistance du regulo. Un des auxiliaires c'était Namarral. Lui aussi il a résisté contre les étrangers. [...] Marrua a fini par se rendre parce que sa nièce était née dans la forêt... Alors il est allé se rendre au poste de la localité ... Son neveu l'a remplacé mais il y a eu une division administrative...d'autres regulos sont venus voler ses terres ».

Entretien avec C., 06/05/2015

Dans d'autres versions de cette même histoire, les anciens racontent que les portugais ont capturé une des nièces de Marrua. Ce dernier se serait alors rendu en échange de sa nièce et ne serait jamais revenu. Je n'ai pas trouvé de sources confirmant que Marrua se serait rendu pour épargner sa nièce. La version des habitants fait cependant écho à celle du rapt de Maquia, la « fille » de la reine Naguema, qui aurait probablement été son « héritière ». Les portugais auraient capturé Maquia, proposant de l'échanger contre le désarmement du Namarral (Guerreiro Martins 2011, 191). Pendant deux ans, de 1897 à 1899, Naguema et Mocuto-muno auraient négocié, réunissant des centaines d'armes et d'hommes pour récupérer leur parente. On peut alors penser, soit (1) que les habitants faisaient allusion à la soumission du Mocuto-Muno et non pas de Marrua, soit (2) que le rapt d'une parente, était une pratique utilisée par les portugais pour soumettre les chefs refusant de rendre les armes.

Suite à la capture de Marrua, les colons décident alors de diviser le territoire de Marrua en cinq chefferies. « Après la capture. Le chef Marrua n'est jamais revenu. Les portugais ont mis d'autres regulos à la place... Cela a été une lutte pour les terres et la population... avec des sorts... des attaques... » explique C. Les cinq regulos, Marrua, Munetaca, Tamela, Turra et Macui, et leurs chefs subordonnés sont toujours en place actuellement. Je n'ai cependant pas trouvé de traces écrites qui permettent de dater cette reconstruction de la chefferie par l'administration portugaise. On peut penser qu'elle a eu lieu dans le premier quart du 20<sup>ème</sup> siècle et qu'elle a été formalisée dans le cadre de la Réforme Administrative de 1933, qui a transformé les *regulos* en *regedor* et officialisé le gouvernement indirect du territoire.

Les sources écrites apportent simultanément des précisions et de la confusion à cette histoire orale. Plusieurs auteurs attestent de la présence d'un chef Makhuwa à Ituculo, Marrua ou Marrua-Muno, qui aurait donné du fil à retordre aux administrateurs-militaires portugais (da Costa 1939, II:373-74; Péliissier 1984, 201-3). Ayant résisté tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle Marrua aurait fini par accepter l'ouverture d'un poste militaire à Ituculo en 1897 (Péliissier, 1984, 201). Les allégeances du chef Marrua sont cependant fluctuantes selon les sources. Pour les habitants, Marrua était allié aux Mocuto-Muno, c'est-à-dire au principal chef du Namarral (Figure ). Le Namarral, situé au Sud-Ouest de Rainho et d'Ituculo, est une sorte de « nouvel Etat Makhuwa » qui aurait connu son apogée à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et dont les chefs sont issus de la dynastie de Mocuto (Guerreiro Martins 2011). Les principaux chefs Namarrais comprennent le Mocuto-Muno, *l'apuyamwene* [reine] Naguema, et le chef Matula.

Nancy Hafkin décrit Marrua comme d'un « Namarral Ruler » (Hafkin 1973, 417). Elle infirme ainsi son appartenance à la Macuana [ou Macuane]<sup>699</sup>. Pour Guerreiro Martins au

---

<sup>699</sup> La Macuana correspond à la zone intérieure du Mozambique qui fait face à Ilha de Moçambique et aux « terras firmas » où se concentre la présence portugaise. La zone est occupée dès le 16<sup>ème</sup> siècle par des populations, dont l'origine Makhuwa ou Marave fait débat, voir (Alpers 1975a; Hafkin 1973). La Macuana résiste largement aux incursions militaires portugaises en mettant en œuvre de nombreuses stratégies guerrières (Alpers 1975a). Les limites de la Macuana ne sont cependant pas fixes dans le temps (Ivala 1993, 19-24). Historiquement, l'appellation fait référence à la zone de Monapo -Mossuril. Jusqu'en 1906, Kharamu dépend du poste militaire d'Ituculo, qui avec le poste de Myali forme la capitainerie [*capitania*] du Macuana. En octobre

contraire, le chef Marrua [Marrua-Muno] est un des principaux chef de la Macuana. Il s'allierait parfois avec le Namarral pour contrer les incursions militaires portugaises. Edward Alpers(1975a), qui a en particulier étudié la stratégie militaire du Macuana ne fait cependant pas mention ni de Marrua ni de Marrua-Muno. Il évoque au contraire le chef makhuwa Mauruça [ou Maurusa], lui aussi à Ituculo, qui aurait fortement résisté aux portugais aux 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles<sup>700</sup>.

Eduardo Da Costa, en charge des opérations militaires dans la zone en 1897, présente le chef Marrua comme un ennemi du Namarral et un allié des portugais. Il aurait obtenu du chef Marrua une promesse d'intervention militaire contre le Namarral en mai 1897. Marrua aurait cependant fait faux bond aux troupes portugaises, ne se présentant pas aux dates indiquées. Pélissier, se fondant entre autre sur cette source, présente Marrua comme un « temporisateur habile » qui promet aux portugais ce qu'ils souhaitent, sans tenir sa parole par la suite.

Les cartes proposées par René Pélissier et par Christian Geffray ne permettent pas vraiment de préciser l'appartenance de Marrua à la Macuana [Macuane] ou au Namarral. La carte de Pélissier place Ituculo en zone Namarral, mais Rainho, lieu de mes entretiens et de résidence actuelle du chef Marrua, en zone Macuane (Figure 7.4.1). Geffray quant à lui interrompt le Macuane à Turra et Tamela, c'est-à-dire au Nord Ouest d'Ituculo (Figure 7.4.2). Il place ainsi Marrua hors de la Macuane. Cependant Tura et Tamela sont pour les habitants deux chefferies qui étaient anciennement dans les terres de Marrua.

En résumé, il est difficile de trancher à partir des différentes sources si Marrua est du côté Namarral, du côté Macuana, ou tout simplement de son côté, c'est-à-dire d'Ituculo. L'enjeu n'est pas anodin, car comme à Ipalame, ces alliances pré-coloniales et coloniales rejouent souvent pendant des décennies.

---

1907, la capitainerie centrale [*capitania-Mor*] est transférée à Nampula. En 1916, le Macuana désigne alors Nampula et Imala tandis qu'Ituculo est rattaché à la capitainerie de Mossuril. En 1921, Ituculo est rattaché à la circonscription civile [circunscriçao civil] de Nacala tandis que la Macuana devient une circonscription civile dont le centre est à Nampula.

<sup>700</sup> Voir aussi Pélissier (1984, 38) qui présente Maurusa comme un chef du nom dynastique de Maurusa, opposé successivement aux scheiks en 1799 puis aux portugais en 1809



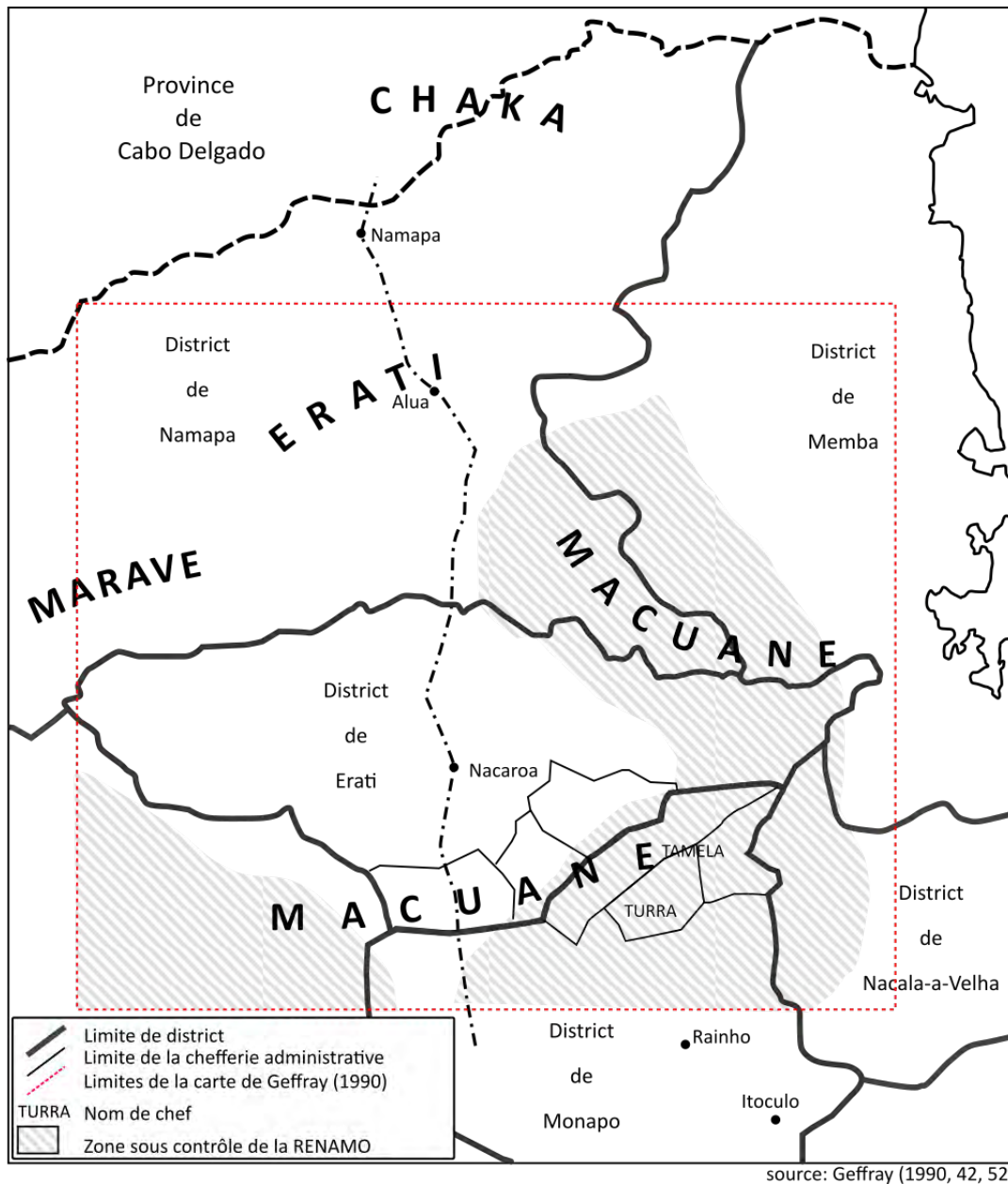


Figure 7.4.2 : Carte de la Macuane [Macuana], des zones sous contrôle de la RENAMO et des chefferies, simplifiée d'après Geffray (1990, 42, 52).

## Annexe 7.5. L'économie de Kharamu en période coloniale

Un habitant de Rainho, alors enfant à l'époque explique que :

« beaucoup étaient main d'œuvre... au salaire minimum 2,5 contos par jour... de 5h du matin à 17h... Il fallait suivre les Caterpillars, joindre les branches, les racines et les troncs en tas... Ça faisait 60 par mois... On achetait des chemises, des pantalons... Le travail était obligatoire... La cueillette c'était un ganho [un petit boulot]. C'était pour les étudiants de Rainho... Qui avait étudié le matin y allait après l'école... Le tracteur venait chercher les étudiants... avec du pain et une orange... Les autres venaient le matin... Il y avait deux ou trois tracteurs pour les charger... Ils aidaient leurs parents en gagnant un peu... ».

Entretien avec Ca., Rainho, 27/03/2015



Lui était de ces étudiants qui allaient à l'école le matin, travaillaient pour les colons l'après-midi, puis rejoignaient leur mère le soir pour travailler sur leurs parcelles vivrières. A Offensiva, un ancien travailleur se souvient :

« ... il y avait un grand entrepôt, la maison actuellement occupée par la SANAM... J'ai travaillé pour ce blanc [Diamantino Pereira] ... j'ai commencé en 1967 quand j'avais 15 ans et fais ma 4<sup>ème</sup> classe.... J'étais tout jeune.... Je travaillais à transporter de l'eau.... Je travaillais avec une houe.... De 6h à 10h je désherbaïs... pendant la cueillette, de 6h à 17h je cueillais. On laissait les autres parcelles [celles de cultures alimentaires] avec les femmes. »

Entretien avec un des chefs, Offensiva, 21/04/2015

A Offensiva, les femmes travaillaient donc sur les parcelles vivrières tandis que leurs époux, leurs fils et leurs gendres travaillent pour les colons. Dans ces conditions, les familles comptaient sur le salaire des hommes pour acheter de la nourriture et des habits. L'économie Makhuwa connaît donc une monétarisation croissante dès les années 1930. Les conditions étaient particulièrement difficiles. Les habitants se remémorent de nombreuses violences, d'avoir été battus, frappés, humiliés. Au départ des colons, beaucoup de familles sont retournées sur leurs terres précédentes, loin de celles des colons ou des villages de travailleurs.

L'exploitation coloniale a également induit une différenciation au sein des populations Makhuwa. Certains enfants et jeunes hommes ont été « éduqués aux valeurs européennes ». Ils deviennent des *assimilados* [assimilés] et sont forcés à travailler pour l'administration coloniale ou les colons. C., né en 1962 à Rainho, est un de ces *assimilados*. Il explique :

« Mon père travaillait à l'administration du poste. Puis il est mort. Moi j'avais terminé la 2<sup>ème</sup> classe en 1972. Les colons avaient un système.... Les 2<sup>ème</sup> classe avaient des taches légères. On devait compter les étudiants. Notre salaire c'était un remerciement [salario era parabens], les chaussures, les habits c'était ça notre rémunération [subsídio], parce qu'on était assimilés. Les portugais voulaient voler ceux qui avaient les meilleurs esprits [cabeças melhoradas, littéralement les têtes améliorées], ils voulaient exploiter les mozambicains. On était des enfants. On aidait les pères [missionnaires] le dimanche, on cultivait une parcelle à l'école... ce qui était produit allait aux pères [missionnaires]... On emmenait tout au centre de la mission... [...] j'ai été jusqu'à la 5<sup>ème</sup> classe... mais je n'ai pas réussi... j'avais une formation en comptabilité, niveau moyen».

Entretien avec C., 06/05/2015

N'ayant pas réussi au-delà de la 5<sup>ème</sup> classe, C. a travaillé pour les colons. Il pointait les travailleurs et faisait la comptabilité de plusieurs d'entre eux. D'autres sont partis vers les villes de Nacala, Monapo ou Nampula pour trouver des emplois.

## Annexe 7.6. Reproduction sociale à Kharamu après l'indépendance

Beaucoup des élites économiques locales, qui s'étaient renforcés auprès des colons, ont été réintégrées dans les emplois proposés par l'administration et le FRELIMO. S. était par exemple conducteur de machines agricoles pour Joaquim Logrado pendant la période coloniale, puis conducteur pour Mecanagro, après la nationalisation du matériel en 1975. Un des secrétaires actuel du FRELIMO du quartier de Mu. était chef des « ressources humaines » pour Lobes Escravo. Il contrôlait les cartes des travailleurs, marquait leur présence au travail. Puis en 1983, il s'est engagé dans l'armée du gouvernement et après la guerre il est revenu

dans son village pour devenir secrétaire du FRELIMO. Ca., avec son expérience de comptable pour plusieurs colons, devient « stagiaire » sur une des unités de production :

« J'ai commencé à travailler deux ans comme contrôleur [apontador] puis cinq ans comme comptable... jusqu'en 1988 où la guerre a empiré. L'entreprise a fermé. Je suis parti à Namialo. J'ai travaillé deux ans dans l'entrepôt d'Etat. L'entreprise a fermé. J'ai été comptable pour l'entreprise JFS à Jebba jusqu'en 1994. Je ne suis rentré qu'en 1998. Avec 8 enfants. ».

F., travaillant actuellement au poste administratif d'Ituculo, était un des employés de Manuel Logrado à l'époque coloniale. Il contrôlait la production de coton. A l'indépendance, il a été embauché à la Compagnie Industrielle de Monapo. Un des chefs de V. a travaillé en tant qu'adjudant pour un colon allemand qui plantait du coton dans la zone de Wotha. Puis, il a travaillé comme *capataz* pour la Société Cotonnière de Monapo (SAMO), après que les entreprises étatiques aient été dissoutes. Un motif général se dégage de ces cas particuliers : à Kharamu, l'administration et l'économie post-coloniale s'est largement appuyée sur ceux qui étaient les plus intégrés dans l'économie coloniale.

En contrepartie, les « marginaux » de la situation coloniale sont souvent restés en périphérie de la construction de ces nouvelles structures. Les hommes et les femmes qui parlaient peu ou ne parlaient pas portugais, qui s'étaient déplacés hors de portés des recrutements des colons et des zones de prélèvement de l'impôt, et qui avaient maintenu une économie parallèle, ont moins été intégrés dans la « socialisation » des campagnes. Il y a des contre-exemples bien-entendu. Comme le cas du secrétaire d'Offensiva, qui a choisi de se déplacer avec sa famille de la « brousse » à la coopérative. Mais dans de nombreux cas, ceux qui ne sont aujourd'hui ni du parti ni de l'Etat doivent leur présence dans les villages à la guerre ou à des migrations récentes plus qu'à un choix après l'indépendance. Il est cependant difficile de clarifier la situation des différentes chefferies de Kharamu. Elles ont été décrédibilisées après l'indépendance, mais je n'ai pas réussi à savoir comment elles avaient réussi à intégrer, ou non, l'appareil administratif aux lendemains de l'indépendance. Des proches ont-ils été élus ? Sont-elles restées en marge ? Ont-elles pris la fuite ? Les discours actuels conduisent les différents chefs à toujours affirmer leur soutien pour le FRELIMO. Par ailleurs les chefs en poste sont souvent nouveaux, et semblent mal connaître cette partie troublée des prédécesseurs qu'ils ont substitués. Il est donc difficile de saisir actuellement les dimensions et la géographie des humiliations qui ont été vécus par les chefferies aux lendemains de l'indépendance et qui ont pourtant joué de manière déterminante dans le déploiement de la guerre civile.

## Annexe 7.7. Les écueils de l'associativisme

Beaucoup des habitants de Kharamu, ne souhaitent plus s'engager dans des « projets ». Ils ont déjà travaillé pour des colons, pour des entreprises d'Etat ou encore pour des coopératives du peuple. Suite aux différentes injustices ou échecs auxquels ils ont fait face, ils préfèrent travailler pour leur propre compte. Comme l'explique l'un de ceux-là,

« l'association je n'y suis pas rentré, non. J'étais entré avant [pendant la période des coopératives du peuple], j'ai travaillé un an, mais mon président d'association a utilisé l'argent pour organiser des fêtes. Il n'avait pas de projet futur... il n'y avait pas d'avantage pour l'association... alors j'ai arrêté de faire de l'associativisme. Je ne veux pas ne pas avoir de rendement. Ils ne travaillent pas bien. Ils n'arrivent pas à travailler, ils sont désorganisés. Ce n'est pas productif. Cela ne fonctionne pas ».

Ayant vécu lui-même un détournement de fond et ayant observé de nombreux voisins échouer, cet habitant ne s'y lance plus et préfère travailler avec sa famille proche. La situation est similaire dans le village T.

« La CLUSA est entrée en 2010 mais le projet n'a jamais été très fort... Il y a avait 10 membres... 20 au plus... Je devais coordonner ça... Mais les agents voulaient de l'argent pour augmenter leurs surfaces... Quand ils ont vu que ce n'était pas le cas... Ils se sont démotivés. »

Les associations de Kharamu connaissent également un essoufflement rapide. «

Au bout de 3 ans, la SAMO ça a été terminé. Après, il y a eu la SANAM [Société Agricole de Namialo, issue de la privatisation complète de la SODAN et de la SAMO]. LA SANAM c'est Issufo. On lui a dit qu'on voulait augmenter [les prix] des mêmes pourcentages [des mêmes 12% que la SAMO accordait aux associations]. Il a refusé. Il a dit qu'ils n'augmenteraient que de 5%. A partir de là, comme il était tout seul [il était l'unique acheteur] et que nous étions habitués au coton nous avons accepté. S'il y avait eu un autre [acheteur] on aurait choisi un autre. Mais dans le coton, il est tout seul. Alors on est resté avec lui. Mais à partir de là on a vu qu'il y avait un désavantage. Il n'y a pas d'avantage dans le coton. Alors on a décidé que faisait du coton qui voulait. Dans l'associativisme, chacun produisait ce qu'il voulait. [...]Mais l'association a commencé à être faible avec la SANAM. Il existe encore des associations. On forme un forum. Le FASCIM Sul. Le FASCIM Nord c'est Kharamu. Au total on est... Il y a 18 femmes... [Il se lève pour aller chercher un grand bloc de papier format A3 dans sa maison] il y a 165 membres en tout sur les huit associations ».

Le fait que le président du forum ne connaisse pas le nombre de membres, même approximatif, indique l'affaiblissement des associations. Tous les entrepôts que j'ai pu visiter en 2014 et 2015 étaient vides, les habitants préférant désormais vendre leurs productions de leur côté.

## Annexe 7.8. La commercialisation à Kharamu

La SANAM a remplacé la SAMO et détient le monopole de la vente des intrants pour le coton, et le monopole de son achat. Cependant devant la faiblesse des prix du coton et l'existence d'autres options, les producteurs se sont détournés de cette culture. Kharamu est située près du port de Nacala, et de nombreux acheteurs viennent directement s'approvisionner auprès des producteurs. Par ailleurs, les activités sont largement diversifiées. Les jeunes hommes partent souvent travailler plusieurs mois par an dans les mines de la province de Cabo Delgado. Les femmes vendent des beignets ou des boissons lors des marchés. Les familles ont souvent un ou plusieurs de leurs proches employés en ville. Ils bénéficient ainsi d'envois d'argent qu'ils peuvent réinvestir dans la production agricole ou dans la diversification de leurs activités (achat d'une moto, achat de panneaux solaires pour vendre des services de chargeur de téléphone, revente au détail de biens alimentaires). Dans la plupart des cas, les transactions sont monétarisées et la solidarité familiale n'occupe plus qu'un rôle limité dans l'accès aux différents biens de consommation, alimentaires ou non.

Le marché de « Willy Felipe » et les réseaux d'acheteurs qui s'y croisent occupent une place importante dans la nouvelle économie marchande de la zone de Kharamu. Etabli sur le site de l'ancienne exploitation du colon éponyme, Willy Felipe est un marché agricole et de biens de consommation qui se tient tous les dimanches. Les habitants peuvent simultanément vendre leurs productions et acheter des biens de consommation alimentaires et non-alimentaires. Dans les villages, de nombreuses petites échoppes ont été ouvertes et vendent

divers biens. L'ensemble des transactions, monétarisées ou non, échappent largement aux différentes autorités. Un des secrétaires de village explique ainsi que :

« les gens ne nous consultent pas souvent. Par exemple ils devraient venir nous voir avant de mettre une balance [pour acheter des produits agricoles] mais personne ne demande l'avis du secrétaire, du *humu* ou du chef. Par exemple cette année le maïs se vend 4 MZN. J'aurais dit non [à l'achat de denrées à ce prix] parce que cette année il va y avoir la faim. Mais personne ne m'a demandé. J'aurais dit qu'il fallait que ce soit 5 ou 6 MZN parce que la production est faible et que dans quelques mois les patrons achèteront à 10 ou 15 MZN. Mais les jeunes ne viennent pas voir à nos maisons. Le patron arrive, il met une balance et le jeune commence à acheter. »

Les chefs de lignages ou de familles n'ont donc plus le monopole de l'argent ou des biens de consommation comme ils pouvaient l'avoir il y a de ça un siècle. Les jeunes couples, voir les adolescents sont ainsi largement autonomisés de leurs parents. Chacun possède ses cultures de rente et gère son argent individuellement. Ces transformations sont également accompagnées de relations matrimoniales plus labiles et moins régulées.

### Annexe 7.9. Inégale territorialisation de l'Etat et du FRELIMO à Kharamu

Les habitants se plaignent en particulier du népotisme et du clientélisme. C'est notamment le cas de ceux qui avaient été sélectionnés pour étudier et travailler à l'étranger et qui n'ont pas trouvé de poste ou de rémunération à leur retour. A.R., rapatrié en pleine guerre, laissant derrière lui une femme et une fille, explique que

« avec les conflits du pays [le début de la guerre civile]... le gouvernement nous a dit de rentrer ... [Samora] Machel est mort... on était orphelins de père... Le gouvernement ne nous a plus considérés... Il ne veut pas nous donner de sécurité sociale, d'indemnisation... rien ne l'intéresse ».

A.R. est particulièrement amer que ses compétences techniques ne soient pas mises à profit. Lui qui sait « réparer des trains » fabrique des pièges à rats avec des morceaux de câble récupérés :

« ma race est ambitieuse et sorcière. Elle ne laisse rien pour les autres.... L'administrateur peut t'ignorer parce que tu as trois chèvres. Beaucoup d'institutions sont comme ça. C'est l'oncle qui fait entrer son neveu, pas la formation de ce dernier ».

Les propos d'Ouzbekistan sont similaires :

« Maintenant ce ne sont plus que les fils de Maputo qui ont ces options pour voyager. Avec ce gouvernement, il n'y a plus rien pour nous ».

Ces cas anecdotiques alimentent une frustration plus large des habitants des villages périphériques vis-à-vis du centre de Kharamu. Le centre catalyse la plupart des nouvelles interventions et des nouveaux projets. C'est à Kharamu que les ONG ont construit le principal entrepôt pour stocker les productions des associations à la fin des années 1990. C'est à Kharamu qu'une ONG a ouvert un premier poste de médecine traditionnelle pour enseigner aux habitants comment, cueillir, conserver, préparer et utiliser certaines espèces locales. En 2014, c'est à Kharamu que le président de la république Armando Guébuza est venu faire campagne. Pour l'occasion une maison, une estrade, des gradins et un puits ont été spécialement construits. Quelques poteaux électriques et un générateur ont été mis en place, pour « faire comme si » l'électricité arrivait au village. C'est encore à Kharamu qu'en 2015,

un nouveau centre de santé a ouvert ses portes et que le siège du parti du FRELIMO a été refait. A contrario, les villages périphériques ont fait l'objet de moins d'interventions.

A Offensiva, les habitants décrivent un effondrement de l'Etat :

« L'Etat était plus fort à l'époque [de l'indépendance et du village socialiste]. On était pilote [un village pilote, modèle] et on était habitués à recevoir des visites. ... Les premiers membres sont toujours ici, six ou huit d'entre eux.... On a formé une association pour avoir un crédit du gouvernement... pour avoir un de leurs projets.... On a mis beaucoup de documents au gouvernement [déposé beaucoup de documents] beaucoup de demandes... mais le district ne nous laisse pas... il nous empêche. Il y avait beaucoup d'aide dans le temps. [...] Mais l'Etat nous a laissé.... Les visites ne sont plus venues. Seulement Guebuza dans la localité... Nous ne savons pas pourquoi le gouvernement ne nous aide plus. Ils disent de ne pas laisser les choses ainsi... De cueillir pour soi-même.... Il y a beaucoup de corruption. Le gouvernement ne prend pas soin de son peuple.... Le gouvernement prend soin oui, mais c'est ces représentants [ses mouvements de tête indiquent ceux du poste et de la localité], ils falsifient les choses. Le gouvernement amène des choses mais les autres structures falsifient. »

L'homme qui se plaint ici fait en particulier référence aux indemnités pour les inondations de 2014. À la demande des chefs de localité ou de poste administratif, les autorités locales ont recensé les familles qui ont perdu leur maison ou leurs parcelles en 2014. Considérant que la déclaration impliquait nécessaire l'indemnisation les habitants ont ensuite attendu de l'argent ou des matériaux pour reconstruire. Quand ils ont vu d'autres avoir été indemnisés, ils ont conclu qu'il y avait eu une « falsification ». Ils ont attribué la « corruption » à leurs supérieurs hiérarchiques immédiats, chefs de village, de localité ou de poste. Ces cas sont fréquents.

Le travail de terrain permet d'identifier des discours similaires de dénonciation d'une souffrance par rapport au centre administratif et politique dans de nombreux villages. Les habitants disent par exemple « souffrir de l'eau », c'est-à-dire manquer d'eau potable. Ils disent que leur école est délabrée. Leurs enfants « souffrent », alors que ceux de Kharamu ont eu une école rénovée. Pourtant disent-ils, ils ont été « fidèles au FRELIMO ». Ils ont été parmi les premiers à mettre en place des « parcelles du peuple », ils disent payer leurs impôts ou encore participer aux corvées de nettoyage des routes. A priori, le discours semble porter sur une multitude de frustrations individuelles. Les *regulos* en particulier se gardent bien d'une telle critique. Pourtant, ces critiques sont portées par des groupes familiaux entiers. La polarisation et le transfert de centralité qui se sont effectués pendant la guerre civile jouent donc encore actuellement dans le vécu des habitants. L'allocation des ressources et les rapports sociaux ont été reconfigurés au profit de Kharamu et de la chefferie Marrua. Paradoxalement, c'est la chefferie que les colons avaient cherché à affaiblir qui a bénéficié du déplacement de la centralité d'Offensiva vers le quartier de PM. [Kharamu]. Au contraire, les *regulos* Turra, Tamela, Macui et Munethaca ont été marginalisés.

## Annexe 7.10. Trajectoires d'accumulation à Mecanhelas

Dans le district de Mecanhelas, les foyers qui ont connu une amélioration de leurs conditions de vie ont articulé leurs activités agricoles, notamment la culture du tabac et des ressources fournies par des ONG. C'est notamment le cas de J.A., vice-président de l'association des producteurs de Chiposse. Originaire de Chiposse, il s'est installé en périphérie du village en 2004, après son exil au Malawi pendant la guerre civile. A son retour, le chef Chiposse lui a donné une terre pour qu'il s'installe avec sa famille. Il cultive désormais 4 ha avec les 5

membres de sa famille et des travailleurs saisonniers. En 2012 J.A. a fait construire une maison en ciment, avec un toit tôle et des fenêtres vitrées, devant son ancienne maison en briques de terre crue et au toit en chaume (Figure ). C'est grâce à l'argent de sa récolte de tabac qu'il a réussi à économiser pour construire la maison et à payer des travailleurs.



Figure 7.10.1 : Ancienne maison de J.A.. A l'arrière-plan à droite, nouvelle maison en ciment avec un toit en tôle. Photographie N. Leblond, 13/02/2014

En 2011, J.A. a rejoint l'association des producteurs. Il a reçu des plantules, des semences, des ruches améliorées et une tenue d'apiculteur. Il a ainsi commencé à vendre du miel, et à planter des fruitiers autour de sa maison. En 2013, constatant que les parcelles étaient particulièrement bien entretenues, l'Etat lui aurait prêté de l'argent pour qu'il développe ses activités agricoles. Il commence alors à produire des tomates pour approvisionner le marché qui se tient à quelques kilomètres de là. Il achète les semences au Malawi, détourne une partie des engrais du tabac, et emploie à la journée les femmes du village pour le désherbage et la cueillette. Il vend aussi des fruits et des plantules d'arbres fruitiers aux écoles des environs. J.A. a donc réussi à remobiliser les ressources du projet Agroforestier et du tabac pour capter des ressources supplémentaires.

Le cas de J.A. fait écho à de nombreux autres foyers des villages voisins que j'ai pu rencontrer. J.M. par exemple est rentré du Malawi à Chiposse il y a quatorze ans. Le chef Chiposse lui a attribué des terres sur lesquelles il a fait construire une maison pour les 6 membres de la famille, ainsi qu'un séchoir pour son tabac (Figure). Rejoignant l'association des producteurs et le projet agroforestier dès 2001 J.M. a bénéficié de nombreux arbres fruitiers ou comestibles qu'il a planté autour des terres attribuées par le chef Chiposse. Empêchant ce dernier de réattribuer les parcelles à d'autres arrivants, J.M. consacre une partie de ses terres au tabac. Cela lui permet d'obtenir une grande quantité d'argent ponctuelle et d'avoir un marché garanti au cas où les autres productions ne trouvent pas preneurs.



Figure 7.10.2 : Photographie de J.M. avec sa jeune fille, devant son séchoir à tabac et sa maison en construction  
Photographie N. Leblond, 19/02/2014

A quelques kilomètres de la, A.B. est un ancien originaire de la zone, membre de l'association des producteurs de Serra. Il a largement bénéficié des divers projets mis en place par les ONG dans le cadre de l'Union des Paysans du Sud du Niassa (UCASN). A l'entrée de sa maison on trouve ainsi un four amélioré kényan, qui a été mis en démonstration à cet endroit il y a quelques années, et qui a été détruit par la pluie. Il possède plusieurs ruches, des plants de bananiers, de papayer et de moringa, qui ont été distribués par les projets précédents. Une de ses filles a pris sa suite dans les associations paysannes et représente les groupements de producteurs locaux. La seconde est en étude à Mecanhelas, grâce à l'argent du tabac de son père et à celui d'un emploi en ville d'un autre membre de la famille.

Tous ces cas sont localement perçus comme des exemples de succès. On remarque qu'ils articulent à la fois la sécurisation d'une rente issue du travail agricole, ici celle du tabac, ainsi que des ressources issues de projets extérieurs, ici ceux des projets de développement agricole. Dans le cas du district de Mecanhelas, la culture du tabac a un poids important dans la trajectoire des foyers « à succès ». Les habitants sont ainsi des « producteurs de tabac sous contrat » plus que des « petits paysans autosuffisants ». Les systèmes d'activités correspondent à une association de cultures de rente et de cultures alimentaires. Chaque foyer cherche à accéder simultanément à des terres hautes et des terres basses pour pouvoir associer production du tabac, production de riz ou de produits maraichers et production de maïs. Ainsi là où les diagnostics de districts distinguent différentes zones de production selon leur position topographique, il est plus exact de voir des mises en réseaux de parcelles différenciées par un même foyer pour diversifier sa base productive.

En regardant de plus près les « ressources », on remarque que les foyers parviennent à les remobiliser pour en obtenir d'avantages. C'est à partir des démonstrations de fruitiers que le J.A. a obtenu un prêt. A Inshaca, les femmes de l'association ont bénéficié de formation au micro-crédit. La présidente a été la première à obtenir un prêt qui lui a permis de louer des terres et de se lancer dans la culture du tabac. Avec la rente, elle a pu acheter du bétail, payer des travailleurs et accroître d'avantage ses surfaces cultivées.

### Annexe 7.11. Déconstruire les succès à Ipalame

Comme expliqué dans la section 1.2.1, Ipalame est une zone particulièrement isolée où les possibilités de commercialisation agricole et de captation de projets sont réduites. Les rares cas d'ascension sociale méritent d'être étudiés. A.B. et sa femme F.A. sont un de ceux-là. A.B. possède actuellement deux meuneries, met en culture 9 ha et a acheté en 2015 un lopin de terre au centre du poste administratif pour y construire une nouvelle maison. Quand il était encore adolescent, A.B. a commencé par être assistant vendeur de pagnes sur le marché local. Il investissait ses revenus dans une parcelle de sésame, qu'il a progressivement étendue, puis qu'il a dédoublée pour arriver à 4 ha. Sa production de sésame était telle qu'il aurait été remarquée par le fils d'Issufo Nurmamade<sup>701</sup>. Ce dernier, acheteur de produits agricoles pour le groupe Groupe d'Entreprises Issufo Nurmamade (GEIN), rencontre A.B. à la mosquée, ils sont tous deux musulmans, et au marché. A.B. devint alors un acheteur de sésame pour GEIN. Il gagnait 1000 MZN par tonne et achetait près de 20 tonnes par an dans la zone d'Ipalame. Avec cet argent, il investit dans une première machine pour moudre le grain en 2010. Après le départ du fils d'Issufo pour la zone de Nacala en 2011, A.B. continua à produire du sésame et à en acheter pour d'autres patrons. Ayant accidentellement perdu une jambe, il décide d'investir une partie de ses revenus dans une moto et dans une deuxième machine à moudre le grain en 2013. Il accumule ainsi actuellement des revenus à partir de son moulin de Naviri, des activités de reventes de produits, et des trois travailleurs zambéziens qu'il emploie dans ses parcelles. Son épouse F.A. est de Cuamba, elle l'a rejoint à Ipalame et s'occupe de leurs trois enfants. C'est entre autre pour elle et pour développer une nouvelle activité de commerce qu'A.B. prévoit de construire une maison dans le centre d'Ipalame, à 10 km de sa maison actuelle et de sa famille.

---

<sup>701</sup> Issufo Nurmamade, né au Mozambique en 1942, a créé le *Grupo de Empresa Issufo Nurmamade* (GEIN) en 1986. GEIN comprend une grande entreprise cotonnière, la SANAM, et SANM OIL, qui détient 30% du marché de l'huile de palme au Nord du Mozambique, ainsi qu'une entreprise qui détient 25% du marché du savon en barre (SANAM SOAP). Voir notamment <http://geingroup.com>





Figure 7.11.1: Photographie d'A.B. devant sa meunerie à Naviri. Photographie N. Leblond, 17/02/2015.

Si A.B. souligne avant tout son côté autoentrepreneur, notamment parce qu'il espère que je plaide en sa faveur auprès de l'entreprise de coton, il met en retrait son appartenance à une des principales familles de la zone. A.B. est né à Ipalame. Un de ses oncles maternels n'est autre que M.C., un des plus gros producteurs de tabac et de coton de la zone. Ce dernier produit plusieurs hectares de chacune de ces cultures annuellement, employant plusieurs travailleurs, pour semer, désherber, cueillir ou encore coudre les feuilles de tabac (Figure ). M.C. possède également un moulin au centre d'Ipalame, et c'est auprès de et grâce à ce dernier qu'A.B. a pu commencer à vendre des pagnes. A.B. a par ailleurs pu accéder à de nombreuses terres grâce à son origine familiale. Pour les remercier, il a installé sa première meunerie au cœur de son *muttetthe*, c'est-à-dire de son territoire lignager. Il espérait ainsi augmenter l'activité dans sa zone en attirant les habitants des villages voisins. Ce n'est qu'après que ce premier moulin soit tombé en panne qu'il a redirigé ses activités vers la zone de Naviri. Le cas d'A.B. est intéressant car il montre l'importance de la mobilisation du réseau familial et d'une opportunité extérieure, ici les réseaux de commercialisation du groupe GEIN pour accumuler des ressources.



Figure 7.11.2 : Photographie de M., un des travailleurs de M.C., en train de mettre à sécher des feuilles de tabac qu'il a préalablement cousues à l'aide d'une baleine de parapluie et de morceaux de raphia. Photographie N.Lebond, 09/03/2015.

A Ipalame, nombreux de ceux qui affichent actuellement des « succès » économiques sont également des jeunes foyers installés récemment dans la zone mais avec des connexions familiales dans les zones urbaines voisines de Cuamba, de Mutuali, ou de Metarica. Souvent les époux ont travaillé quelques années en ville à divers emplois plus ou moins formels (ex. assistants mécaniciens, garde, coiffeur, revendeur de produits alimentaires). Le couple vient alors s'installer à Ipalame, où il possède souvent de la famille ou un proche. L'accès à la terre y est plus facile, et le foyer espère y faire fructifier ses ressources. Le jeune couple construit alors une maison proche de la route et défriche ou désherbe une parcelle dans une zone qui lui a été allouée. Il reste souvent quelques années entre la ville et Ipalame, les maris repartant pour quelques mois afin de travailler, avec ou sans leur femme.

Le foyer profite parfois de ces circulations pour développer des activités de revente d'huile, d'essence ou encore d'alcool. Ces activités reposent souvent sur un neveu, qui travaille dans les parcelles du foyer et contribue aux activités de vente. C'est par exemple le cas d'O., un jeune qui revend les biens achetés à Cuamba, avec l'argent d'un oncle et ses

revenus propres issus de sa récolte de sésame (Figure 7.11.3). Pendant quelques semaines voir quelques mois il va rester à Ipalame vendre la marchandise et occuper la maison familiale. Puis, une fois le stock écoulé, il retournera racheter des marchandises si les bénéfices sont suffisants ou chercher un petit boulot en ville ou des travaux agricoles à la journée à Ipalame. Les retombées de ces réinstallations et la capacité à dégager des ressources supplémentaires sont limitées et incertaines. Les marges sont très faibles sur ces activités de revente en milieu rural, dans un contexte où on accorde souvent un peu de sel, quelques biscuits et des piles à ses proches ou à celui avec lequel on entretenait une dette. L'accumulation est donc peu souvent pérenne et elle s'érode en quelques mois ou en quelques années.



Figure 7.11.3 : Photographie d'O., qui vient de réapprovisionner sa "boutique" le long du principal chemin d'Ipalame. Il est allé acheter des piles des biscuits, du sucre ou encore des mèches artificielles à Cuamba avec son argent et celui prêté par un proche. Photographie N. Leblond, février 2015

Les opportunités d'ascension restent assez limitées à Ipalame. Beaucoup de jeunes partent vers les villes voisines ou vers les mines informelles de Tete et de Cabo Delgado. J'ai ainsi rencontré un jeune de Cuamba dans les mines d'or informelles de Cassoca (province de Tete). Il y venait depuis plusieurs années pour essayer de gagner suffisamment d'argent afin de retourner s'établir dans son village. Les activités minières informelles sont une partie intégrante des cycles d'accumulation de nombreuses familles rurales. Elles ne sont pas spécifiques à Ipalame. C'est notamment le cas à Monapo, où beaucoup de jeunes hommes partent travailler vers les mines informelles de Montepuez.

## Annexe 7.12. Accumulation et production maraîchère dans le district de Malema

A quelque kilomètres de Mutuali, par exemple, H. fait partie d'une association de producteurs qui a bénéficié de la construction d'un petit barrage par une ONG allemande à la fin des années 1990 (Figure 7.12.1).



Figure 7.12.1 : Photographie de parcelles d'oignons et de canaux en terre pour acheminer l'eau du barrage construit par l'ONG Action Agricole Allemande (Açao Agraria Alemao). Photographie : N. Leblond, 2015

Après avoir travaillé comme technicien de l'agriculture pour l'Etat mozambicain après l'indépendance, puis avoir fui à Mutuali pendant la guerre civile, H. est revenu s'installer dans cette zone. Il a rapidement intégré les projets d'ONG. Il a été président d'une association financée par CARE. Il a été animateur de groupes d'alphabétisation. Enfin, il a été parmi les irrigants bénéficiant du barrage. Etant originaire de la zone, il bénéficie à la fois de terres bien situées par rapport au cours d'eau principal, de la main d'œuvre de ses jeunes neveux et nièces qui viennent désherber ses parcelles, ainsi que de parts de récolte des nouveaux arrivants auxquels il prête des terres. La différenciation économique peut paraître limitée si on regarde sa maison, en paille et en terre battue, mais il incarne tout de même un des exemples locaux. Il possède un téléphone portable, il siège au conseil du district, et il a une place de choix au marché de Mutuali.

La situation est très proche dans les zones maraîchères autour de Malema. Les producteurs sont organisés en associations et les plus aisés ont investi dans des motopompes qui leurs permettent d'irriguer leurs parcelles. Les productions d'oignons sont transportées en vélo ou en camion jusqu'à Malema centre, où ils sont ensuite mis dans le train en direction de Cuamba ou de Nampula. Les plus aisés sont ceux qui parviennent à sécuriser les meilleures terres et à investir dans des pompes à fuel. Souvent se sont des foyers originaires de la zone, proches des chefferies, qui à leurs tours sont les bénéficiaires directs des projets d'ONG ou du gouvernement.

## Annexe 7.13. Exemples d'accumulation à Kharamu

Par exemple, C.N., chez lequel j'ai été accueillie, possède une moto, une maison améliorée, des parcelles pour produire des cultures alimentaires et des parcelles pour produire du coton, des cacahuètes et des lentilles. Il bénéficie de revenus de son frère, fonctionnaire, parti étudiant

à l'université à Nampula. Ce dernier lui envoie de l'argent pour qu'il embauche des travailleurs dans ses champs. C.N. est chef de second ordre de la zone et bénéficie donc d'avantages diverses : une rémunération mensuelle, un petit quelque chose lorsqu'il est appelé à résoudre un conflit, des opportunités de projets car il est sollicité en tant qu'autorité. Dans ce contexte il serait tentant de supposer que « recevoir la blanche », était une stratégie pour capter des ressources supplémentaires. Mais ce serait exagérer la posture stratégique des acteurs. En réalité personne ne voulait vraiment « recevoir la blanche » chez lui (voir le chapitre 2).

La capacité à allier un revenu d'un proche en ville, l'accès à des terres et l'accès à des débouchés pour les productions agricoles sont caractéristiques des cas à « succès » de Kharamu. Les revenus sont réinvestis à la fois dans la rémunération de travailleurs agricoles, pour produire du coton, des lentilles, du sésame ou des cacahuètes. Une partie est parfois investie dans une diversification des activités. Les foyers investissent dans une moto, se lancent dans l'achat et la revente de poisson séché (Figure 7.13.1) ou encore construisent un four à pain pour approvisionner les marchés hebdomadaires.



Figure 7.13.1 : Jeune d'Offensiva devant son étale de poisson séché. Il achète un sac en vrac à Nampula ou Nacala et le revend par petits tas. Photographie, N. Leblond, 2015.

Les foyers cherchent également à attirer des « patrons » pour qu'ils mettent en place une balance devant chez eux (Figure 7.13.2). Le foyer se voit ainsi remettre une somme d'argent, qu'il doit consacrer à l'achat de produits agricoles. Il stock ces dernières chez lui, et est rémunéré lorsque le patron vient récupérer le stock en question. C'est notamment le cas d'A. qui achète annuellement plusieurs tonnes de lentilles depuis plusieurs années. Il achemine ensuite cette production vers Willy Felipe les dimanches, grâce au camion d'un voisin qu'il paye au volume. Les quantités ainsi achetées peuvent être considérables : deux jeunes du village V. expliquent ainsi qu'ils achètent environ 1,5 tonne de lentilles par semaine pendant 4

semaines, et 15 sacs de 50 kilos, soit 750 kg, tous les dimanches. Pas moins de 10 tonnes à eux deux seulement. Pendant que les aînés ont un emploi en ville où s'affairent à acheter des produits agricoles, les cadets ou leurs travailleurs effectuent les travaux des champs (Figure 7.13.3).



Figure 7.13.2: Photographie d'une balance et de sacs de produits agricoles achetés aux voisins par le propriétaire de la maison. La balance et l'argent nécessaire à l'achat sont prêtés par un « patron », qui récupère la production en fin de semaine et rémunère l'acheteur. Photographie N. Leblond, 2015.



Figure 7.13.3 : Photographie de D., un habitant du village V., qui met au travail ses neveux sur une parcelle familiale avant de retourner surveiller la balance qu'il a installée devant chez lui. Photographie N. Leblond, Avril 2015.

## Annexe 7.14. Des activités marqueurs d'une précarité sociale et économique

A Kharamu, J. fabrique par exemple des pièges à rats, qu'il pose dans les bois environnant (Figure 7.14.1). Les prises sont consommées par la famille ou vendues « en brochettes » pour générer quelques revenus. Les hommes peuvent également travailler pour des voisins à construire des briques ou à livrer des bambous et des chaumes pour couvrir leurs maisons (Figure 7.14.2Figure). Ces activités sont rémunérées en argent ou en maïs.



Figure 7.14.1 : Photographie d'un habitant de Kharamu préparant des pièges à rat avec des grains de maïs. Les rats sont ensuite destinés à l'alimentation du foyer ou à la vente locale. Photographie N. Leblond, 2015



Figure 7.14.2: Photographie d'un homme produisant des briques en terre crue pour un voisin en échange d'une rémunération. (Photographie N. Leblond Avril 2015.

Pour plusieurs hommes, le pire des cas est cependant atteint quand la personne n'a plus rien, ni terres, ni famille. Les hommes sont ainsi à la charge des différentes maisons du village. Un repas leur est servi par les différents foyers qui les accueillent. On les retrouve

souvent à tourner autour des sites de production d'alcool de canne, où ils travaillent à couper les cannes, à les presser où à les distiller (Figure 7.14.3). En échange, ils reçoivent un peu de liqueur en fin de journée.



Figure 7.14.3: Photographie d'un site de distillation de canne à sucre. La canne fermentée dans de l'eau est chauffée dans un bidon en métal placé de l'autre côté du tronc d'arbre creusé. Les vapeurs d'eau et d'alcool sont concentrées dans un tuyau de métal qui traverse le tronc. Elles sont refroidies par l'eau placée dans le tronc creusé et coulent dans des bouteilles en plastique le long de la tige en bambou. Photographie N. Leblond, 2015.

Chez les femmes en charge d'un foyer, la situation de précarité se traduit par un recours croissant à la cueillette et à l'emprunt de denrées alimentaires. Elles demandent par exemple la permission de cueillir des feuilles de courges ou des feuilles de Moringa chez leurs voisines pour confectionner des soupes ou des bouillies. Lorsque le maïs vient à manquer, il peut être remplacé par des graminées locales. Elles sont ramassées par les enfants, qui enlèvent manuellement les enveloppes externes des grains, avant que les femmes ne les pilent. Les femmes peuvent également vendre une partie de leur cueillette, notamment les fruits comme les mangues ou les citrons, pour obtenir des revenus qui leur permettront d'acheter du sel, du sucre ou de l'huile. Ces pratiques de cueillette et de revente sont souvent dissimulées. Elles sont annulées si une visite ou une voisine qui n'est pas au courant les croise. Si elles reçoivent une visite à la maison, elles demandent de l'aide aux maisons alentours pour préparer un repas qui ne soit pas issu de feuillages. Elles étaient ainsi souvent réticentes à reconnaître qu'elles consommaient telle ou telle plante. Les femmes se consacrent également aux activités de poterie, qui leurs permettent par le jeu des échanges d'obtenir des aliments contre les pots et récipients qu'elles ont produits.



Les enfants et les jeunes non mariés peuvent être placés pour travailler dans d'autres familles en échange d'un repas et d'un hébergement. Les jeunes garçons travaillent souvent comme bergers pour les familles qui ont des animaux. Ils peuvent également être placés au service de familles plus aisées qui, en échange, en prennent soin. Ceux-ci les utilisent comme domestiques, sans les scolariser.

### Annexe 7.15. Séparation d'un foyer et déclin

Les femmes peuvent souvent compter sur les solidarités familiales mais ce n'est pas toujours suffisant. Les hommes occupent des fonctions clés dans les cycles de production, notamment l'ouverture de parcelles, la construction des séchoirs à tabac, et le travail du sol avant le semis. Leur départ peut conduire à des chutes de production majeures surtout si la mère est laissée avec un enfant en bas âge ou en mauvaise santé. La situation est d'autant plus délicate pour les femmes qui se sont mariées hors du cadre familial et sans l'accord de leurs aînés et de leurs aînées. Les laisser dans la difficulté peut être une sorte « d'apprentissage » que leur inflige leurs parents et parentes.

A Kharamu, les séparations arrivent souvent au moment des récoltes, lorsque les maris gardent l'intégralité des revenus des cultures de rentes et refusent le partage. Amina m'explique ainsi « qu'ici le mari peut nous laisser sans rien... sans pague... sans argent. Il peut dire aux femmes « va là-bas, il y a un gagne-pain [ganho] à faire pour aller t'acheter des habits avec les enfants ». Les chefs locaux confirment qu'effectivement ils doivent régler de nombreux cas de divorces par an, surtout au moment des récoltes et du partage de l'argent. Trois issues sont possibles si le couple décide de se séparer. Soit le mari expulse sa femme et ses enfants (cas le plus rare). Soit le couple décide de partager les biens : les tôles sont par exemple démontées et réparties de manière équitable, si le mari garde la moto, son épouse conserve les autres biens. C'est surtout le cas dans les quartiers [bairros] où les foyers s'installent hors des territoires lignagers. « La terre n'appartient ni à la famille de la femme ni à celle de l'homme. Donc normalement il faut diviser les biens. » explique un chef de quartier. Pour éviter l'expulsion des épouses, les chefs tranchent souvent pour qu'elles conservent la maison tandis que le mari conserve les biens. Enfin, la femme peut conserver la maison et les biens (cas le plus fréquent dans les hameaux). Ce sont donc le plus souvent les épouses et leur progéniture que j'ai pu rencontrer car elles restaient dans le village. Elles décrivent des situations particulièrement critiques, liées notamment à la difficulté de mener de front des cultures de rentes et des cultures alimentaires, pour assurer simultanément l'achat de biens de base (savon, habits, sel) et la production de denrées alimentaires. La situation se complique d'autant plus que les solidarités familiales sur lesquelles elles peuvent compter sont réduites.

C'est le cas de nombreuses femmes de Kharamu où les structures lignagères ont largement éclaté et où les mariages se font en dehors des alliances traditionnelles, sans forcément mobiliser la famille. Une fois la rente des cultures arrivée, de nombreux maris s'en vont en ville, laissant leurs épouses et leurs enfants. Christina, une femme d'une cinquantaine d'années me raconte qu'elle vivait avec ses parents à Mecucu. Son père était travailleur sur la plantation de sisal. Elle étudiait à l'école de Mecucu. Puis quand son père est décédé, elle est rentrée avec sa mère dans sa zone d'origine à Offensiva. Là c'était particulièrement dur, « heureusement que les papayes sont de dieux et qu'on ne peut pas les vendre » explique-t-elle. Plus tard, elle s'est mariée avec un homme qui ne partage pas les revenus de la commercialisation des récoltes. Elle a donc sa propre culture de lentille. Avec sa récolte elle est parvenue à gagner 2000 MZN en 2015. Mais la semaine passée, son propre mari est venu

lui emprunter de l'argent [*fazer vale*] pour aller boire. Depuis, il ne veut pas la rembourser. Ses voisines racontent des histoires semblables. Elles ont toutes leurs propres parcelles de cultures de rentes. Elles s'offrent leurs propres pagens ou les reçoivent en cadeau de leurs filles. Kharamu héberge également de nombreuses femmes qui sont rentrées seules après un départ du couple en ville. Lama par exemple vit seule avec sa jeune fille Tania. Elle est restée quatre ans à Nampula où elle a étudié jusqu'à la 8<sup>ème</sup> classe. Puis il n'y avait plus d'argent, alors elle est rentrée au village. Son mari est resté en ville. Elle habite désormais une maisonnette dans la cour de ses parents. Son père lui a accordé une partie de ses terres pour qu'elle les mette en culture. La situation est particulièrement difficile car les récoltes ne sont pas encore prêtes. Elle subvient aux besoins de sa fille grâce à ses voisines, qui lui donnent selon ses besoins (Figure 7.15.1).



Figure 7.15.1 : Photographie de la préparation d'un repas. Au premier plan une voisine tamisant de la farine qu'elle a apportée pour Lama et sa fille Tania. Au deuxième plan, Tania devant sa mère. N. Leblond, 24/04/2015

A Buaira, dans le district de Cuamba, la situation de K. est autrement plus critique. K. est venue s'installer avec son mari le long de la route principale. Son mari a particulièrement bien réussi son intégration dans divers projets. Il était animateur de l'association soutenue par le projet agroforestier, producteur de contact pour l'entreprise de coton, et acheteur pour la

coopérative Alimi. Il entretenait ainsi, avec l'aide des membres de l'association, une grande parcelle de démonstration, avec des bananiers, de la canne à sucre, des ananas et du riz. En 2014, il est parti avec l'argent de la coopérative, laissant K. et les enfants seuls. Depuis le départ de son mari, K. est sans époux, sans revenus et sans famille, puisque cette dernière est restée dans sa zone d'origine. Elle ne peut pas compter sur l'aide de ses voisins car ils considèrent qu'ils ont été lésés par son mari. Elle ne peut même plus récolter dans l'ancienne parcelle de démonstration, dans laquelle tous les voisins se servent en premier. Cette trajectoire met en lumière la nature socialement construite de la souffrance et l'importance des liens avec le groupe familial dans la subsistance du foyer.

A Ipalame, le cas de L. et de ses trois enfants est proche. Laura s'est mariée avec un chauffeur de tracteur d'une entreprise privée. Ils ont eu plusieurs enfants et ont construit une maison près de l'exploitation agricole. Le revenu du mari était essentiel dans la consommation du foyer. Quand la compagnie est partie, le mari est parti avec, laissant sa femme et ses enfants dans leur domicile. Depuis ils ont eu du mal à accéder à des terres. La maison était loin du *muttetthe* de L. et les enfants trop jeunes pour être productifs. Lors des périodes de semis et de désherbage, ils allaient donc tous travailler sur les parcelles des producteurs plus aisés. Leur déménagement était aussi une difficulté majeure car une femme seule peut difficilement construire un nouveau foyer et déplacer son grenier. Par ailleurs les voisins considéraient que c'était bien fait pour elle : elle avait voulu « manger » avec le projet précédent, son tour était passé et ce n'était pas à eux de lui prêter secours. Ce mariage avec un homme de passage a donc été doublement pénalisant pour Laura. Non seulement ce dernier est parti sans donner de nouvelles, mais encore, il l'a exclue des solidarités des siens dont elle aurait normalement pu bénéficier.

## Annexe 7.16. Le piège des cultures de rentes

Une partie des foyers connaissent des années difficiles suite à l'adoption de cultures de rentes comme le tabac ou le sésame. Ils avaient souvent emprunté pour louer des terres, construire des séchoirs ou encore payer des travailleurs saisonniers ou journaliers. Les récoltes avaient été moins bonnes que prévues, ou les dépenses plus importantes que les revenus. Ils se retrouvaient alors dans une spirale de dettes dont ils ne parvenaient pas à sortir. C'est notamment le cas de Lu., dans un village de Mecanhelas qui n'était pas parvenue cette année à désherber tout son maïs (Figure 7.16.1). Elle avait privilégié la culture du tabac, particulièrement sensibles aux mauvaises herbes et avait pris du retard sur le maïs. Les pluies l'avaient ensuite empêché de travailler. Son grenier était vide et elle n'avait plus la force de désherber. Les voisins n'étaient pas venus l'aider, eux aussi coincés entre des charges de travail trop importantes et des réserves alimentaires trop faibles.

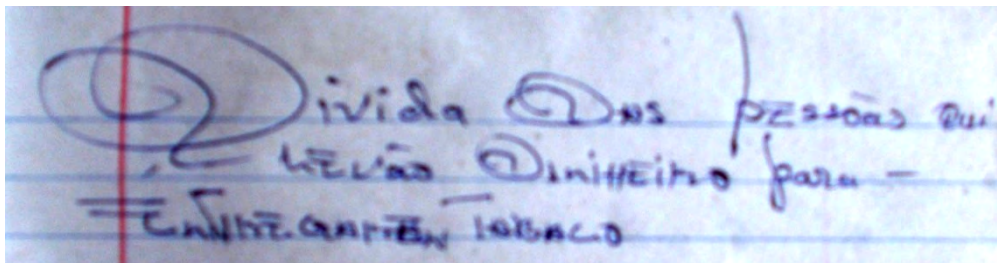


Figure 7.16.1 : Photographie de Lu. face à sa parcelle de maïs qu'elle n'est pas parvenue à désherber jusqu'au bout faute de temps et de réserves alimentaires. Photographie N. Leblond, 21/02/2014

Pour la doyenne du village, le cas de Lu. n'est pas isolé et concerne tout le village. En quelques années, elle a vu les rizières délaissées. Les habitants ont préféré se consacrer au tabac. Depuis, « la faim est revenue ». Les couples se laissent convaincre par le prix élevé des feuilles de tabac et l'important volume d'argent qu'ils pourraient obtenir. Ils pensent pouvoir acheter du maïs sur les marchés locaux avec l'argent du tabac. Mais l'argent est vite dépensé pour les enfants, la maison et l'achat de divers bien. Rapidement, il ne reste plus rien pour la période de soudure. Epuisés et engagés collectivement dans cette direction, les foyers ne parviennent plus faire de « ganhos » chez leurs voisins pour joindre les deux bouts.

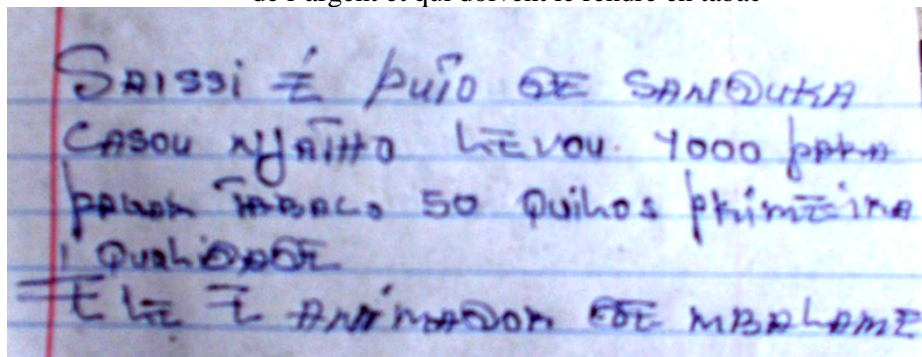
Beaucoup de foyers se tournent vers des prêts d'aliments ou d'argent pour faire face à l'épuisement des réserves alimentaires. Ces besoins sont amplifiés par la présence de travailleurs à nourrir. Au nord du Mozambique le taux du prêt est souvent de 100% : pour 10 kilos de maïs prêtés, 20 doivent être rendus au moment de la récolte. Les foyers les plus aisés se retrouvent ainsi d'une année sur l'autre à accumuler de plus en plus de réserves. Ils réinvestissent souvent une partie de ces réserves pour faire travailler les voisins sur leurs terres et accroître leurs productions. Les foyers qui se sont endettés parviennent de moins à moins à générer suffisamment de réserves pour assurer l'alimentation du foyer toute l'année.

Une des stratégies consiste également à emprunter de l'argent aux foyers plus aisés en échange d'une partie de leur future production de cultures de rentes. A. est un de ces patrons qui avance aux familles les plus démunies. Son mécanisme est simple : il avance quelques milliers de meticaïs en échange de kilos de tabac (Figure 7.16.2). Par exemple, il prête 1000 meticaïs en échange de 50 kilos de tabac de première qualité. La dette est inscrite dans un carnet et contractée devant un chef de la famille ou une autorité locale. Ces derniers se portent garants du remboursement et sont saisis en cas de défaut de paiement. A environ 40 MZN par kilo, cela représente une valeur de 2000 MZN, soit un taux d'intérêt de 100%. L'intérêt est même plus élevé pour A. si on prend en compte qu'aucun coût de production ne sera prélevé par l'entreprise de tabac. Cette dernière cherchera à récupérer le crédit des intrants auprès de la famille productrice et pas au près du vendeur final des feuilles de tabac. Pour se soustraire à ce crédit les familles auront alors tendance à fuir au moment des récoltes, plaçant quelques fardeaux de tabacs chez leurs proches et disparaissant des listes officielles des producteurs. Ces proches auront droit à une partie du revenu en échange du service rendu, ce qui amoindri d'autant plus le revenu du couple endetté.



« Dettes des personnes qui ont emprunté

de l'argent et qui doivent le rendre en tabac »



« Saissi est l'enfant de Sanuka. Il a épousé Njatho.

Il a emprunté 1000 [méticaïs]. Il doit payer 50 kilos de tabac de la première qualité.

Il est animateur de Mbalame »

Figure 7.16.2: Extraits d'un carnet de dette tenu par un commerçant de Mecanhelas dans lequel est inscrit l'ensemble des débiteurs et la valeur de leur dette, traduction de l'auteur. Photographie N. Leblond, février 2015

Les dynamiques de précarisation sont particulièrement visibles pour le tabac car les quantités de travail et d'argent investies sont importantes. Elles conduisent à de nombreuses disputes, notamment entre les travailleurs et leurs employeurs lorsque les contrats de travail ne sont pas honorés. Ces dynamiques existent également pour le coton et le sésame quand les prix ou la récolte sont inférieurs à ce que les producteurs avaient anticipés. Fe., un natif d'Ipalame s'est retrouvé devant de telles difficultés en 2015. Il était revenu au village fin 2014

avec deux jeunes de Metarica contractualisés là-bas. Son projet était d'investir son épargne dans une parcelle de sésame, et de rémunérer les deux travailleurs avec la récolte. Demandant à un chef de village une parcelle pour cultiver, il avait commencé la défriche dès que la parcelle lui avait accordée. Il s'avéra quelques semaines plus tard que la parcelle en question ne pouvait pas être attribuée à Fe. car elle se trouvait dans la zone du projet cotonnier. Fernando ne pouvait plus ouvrir une nouvelle parcelle car le temps était passé et qu'il avait déjà engagé des frais très importants dans la première défriche. Il n'avait par ailleurs plus de perspective pour rémunérer ses travailleurs maintenant que la promesse de la récolte s'était évanouie. Fernando projetait ainsi de repartir à nouveau à Metarica pour trouver une autre affaire afin de rembourser ses dettes.

### Annexe 7.17. Le statut changeant de la terre à Kharamu

Le 15 avril 2015, le lider du village V. devait résoudre un conflit foncier et attendait les membres du tribunal de la localité. L'affaire était la suivante : il y a environ dix ans, une mère du village était décédée alors que son fils aîné n'avait pas de ressources pour organiser la cérémonie. Comme il n'avait rien, et apparemment que la famille n'avait rien non plus, le fils demanda à un propriétaire de cabris de lui céder une chèvre en échange d'une parcelle de canne à sucre. Ainsi, il pourrait organiser les funérailles. Le fils et le propriétaire de cabris passèrent donc un accord ensemble. Ils échangèrent une parcelle contre une chèvre. La chèvre fut cuisinée pour la cérémonie et mangée par les proches et les voisins. Le nouveau propriétaire de la terre commença à la mettre en culture et à récolter les cannes à sucres. Deux ans plus tard, revint au village un frère cadet, lui aussi né de la mère décédée. Ce frère contesta l'échange et argumenta qu'il n'avait pas été consulté. Il ne nia pas que la chèvre ait été mangée, mais il souligna qu'il n'en n'avait pas vu la couleur et que cette terre devait donc lui être rendue. Le propriétaire du feu cabri s'opposa. Il ne voulait pas rendre la terre qu'il avait obtenue du frère aîné. Le frère cadet fit appel à un sorcier pour empêcher que la terre soit travaillée. Le nouveau propriétaire la laissa alors en friche, de peur d'être pris par les sorts. L'affaire dura dix ans. Comme les chefs des deux familles ne parvinrent pas à résoudre l'affaire, le nouveau propriétaire porta le cas devant le tribunal de la localité. Le lider et le cabo attendaient ainsi la venue des membres du tribunal de la localité ce lundi.

Lors de leur visite, les membres du tribunal de la localité, les chefs locaux, et les deux familles impliquées, décidèrent collectivement d'invalider la vente. Les deux frères devaient rendre une chèvre au propriétaire de cabris et récupérer leur parcelle. Le fait qu'une vente soit invalidée plus de dix ans après sa réalisation, alors qu'elle avait été conclue entre deux individus consentants interroge sur les relations à la terre. Elles semblent incomplètes : même des années après, les accords peuvent être annulés, alors que les conditions ont totalement changé. Il y a dix ans, personne ne voulait de la terre et les cabris étaient rares. Aujourd'hui le village manque de terres. C'est devenu un élément en échange duquel une famille peut obtenir beaucoup d'argent, beaucoup plus qu'un cabri. Ceci semble justifier l'annulation d'une vente. Par ailleurs, un individu qui était totalement absent là où il aurait dû être présent, il s'agissait d'enterrer sa mère, peut contester des choix qui ont été faits quand lui faisait défaut. Personne ne remet en cause l'arrivisme du frère cadet et tout le monde reconnaît qu'il a droit de « manger sa part ». Les éléments observés permettent de souligner le poids de la famille dans les transactions foncières. Elle semble pouvoir intervenir à tout moment pour annuler une vente, ce qui conduit à penser la terre comme un bien non marchand ou imparfaitement marchand, un élément indissociable de ses premiers occupants. Mais cette conclusion est démentie par la résolution complète de l'histoire.

Le tribunal de la localité décida que la famille de la mère décédée devait rendre une chèvre afin de récupérer sa terre. Or cette famille n'avait pas de chèvre. Les membres du tribunal leur suggèrent donc d'en acheter une ou de donner une somme de 1000 méticais à l'ancien propriétaire de cabris. La famille dit ne pas avoir d'argent. Le tribunal décida alors que la famille devait vendre la parcelle de canne à sucre à nouveau, pour donner 1000 méticais à la partie opposée. Ainsi le premier propriétaire de cabris serait dédommagé et la famille serait satisfaite. La famille se réunit après que le juge ait parlé et accepta la proposition. Le propriétaire du cabri accepta également. Paradoxalement, l'annulation de la première vente ne conduit donc pas à une récupération de la terre par la famille mais à une seconde vente de la même terre. La terre semble donc cette fois être un bien parfaitement marchand. Les relations à la terre ont un visage changeant : d'un côté elles disent « la terre ne peut pas quitter la famille. Aucun de ses membres ne peut la vendre ». Simultanément, ces relations disent « dans le besoin, la terre peut être vendue. Avec l'argent de la vente, la famille peut payer ses dettes ». La famille du trouver un acheteur au plus vite. Au passage, les membres du tribunal se virent défrayés par l'ancien propriétaire de cabris : il paya leurs frais de transport et leur versa 10% de la somme, soit 100 méticais.

Le vendredi 24 avril 2015, j'accompagnais les deux frères de la famille qui cherchaient à vendre leur terre, le *cabo*, et un acheteur potentiel sur la parcelle de canne à sucre. Ce dernier était un jeune du village, qui avait étudié ici puis était parti à Nampula. Après visite de la parcelle et négociation des prix, ce dernier accepta d'acheter la parcelle 4000 meticais. 3000 MZN seraient versés immédiatement et 1000 MZN un mois plus tard (Figure 7.17.1).



Figure 7.17.1 : Photographie de la négociation du prix de vente d'une parcelle à Vida Nova. Au premier plan à gauche, l'acheteur potentiel ; en face de lui, à droite, les deux frères vendant la parcelle ; au fond, le *cabo* et un oncle de la famille des vendeurs. (Photographie N. Leblond, 24/04/2015)

Nous rentrâmes chez le Cabo. Le jeune acheteur s'absenta et revint avec 3000 MZN qui furent comptés, par les deux frères et un neveu, devant le *cabo*. Le compte était bon. Le cabo parti chercher le Lider et lui expliquer la situation. L'argent fut recompté en sa présence. Le nouvel acheteur nous quitta alors. Les hommes qui restaient se tournent vers moi et me dirent qu'ils devaient partir pour prolonger l'affaire entre hommes. Il était à peu près 9h du matin. Je retrouve le *cabo* quelques heures plus tard qui m'explique qu'ils ont célébré la vente et qu'il a eu le droit, avec le lider, à un pourcentage de la somme. « Une bonne affaire pour

cette famille » me dit le Cabo. « Tous n'avaient pas mangé, maintenant c'est le cas ». Les reconfigurations des relations à la terre ont donc permis, dans un premier temps, à un fils d'obtenir un cabris pour une cérémonie d'enterrement et à un propriétaire de cabris d'accéder à une terre fertile. Dans un deuxième temps elles ont été altérées pour que la famille récupère sa terre et le propriétaire de cabris son argent, avec au passage un petit gain pour les membres du tribunal. Dans un troisième temps, leur reconfiguration a permis à la famille d'accéder à une somme d'argent suffisante pour payer sa dette, 4000 MZN dont une partie a été offerte aux chefs locaux, et à un jeune d'acheter une terre.

Ce cas de vente de terre pause beaucoup de questions. Pourquoi le jeune qui a grandi à Nampula a-t-il eu besoin d'acheter une terre ? N'avait-il pas de terres familiales ? Quels liens entre le lider, le *cabo*, et la famille des vendeurs ? Ils laissent ces derniers obtenir un prix très avantageux et sont invités à la fête. Est-ce qu'il y a un lien familial particulier ? Avec quelle fréquence ce genre de cas se produit-il ? Autant de questions qui restent sans réponses, sauf peut-être la dernière. Entre 4 et 5 cas par an me dit le *cabo*. Pour lui c'est assez peu car en tout il règle une soixantaine de cas de conflits divers par an. Ce cas interroge également le discours dominant sur l'impossibilité de vendre une terre. Comment tous les acteurs peuvent-ils continuer à dire que la terre ne se vend pas alors que le propre conseil de la localité vient de conseiller à une famille de vendre sa parcelle pour rembourser un propriétaire de cabris lésé ? Ce cas est intéressant car il laisse entrevoir la complexité des relations à la terre et leur nature changeante. Un jour on peut me dire que la terre ne se vend jamais et le lendemain la même personne est en pleine transaction foncière. Cette capacité des discours et des pratiques à se transformer selon le contexte, voir à se contredire d'un instant à un autre est central aux relations foncières. Il est d'autant plus important que les transactions sont souvent incomplètes et qu'il est possible de revenir en arrière sur des transactions et des modalités d'accès à la terre, même si elles ont plusieurs mois voire plusieurs années.

#### Annexe 7.18. La cérémonie de *Makeya* et l'appropriation spatiale

Les *Makeya* sont des cérémonies d'hommage aux morts et aux esprits qui contribuent à ancrer les habitants dans un espace particulier. La cérémonie de *Makeya* repose sur la distinction d'un monde visible et d'un monde invisible. Le corps (*errutho* en emakhuwa) n'est que l'habitable transitoire d'une ombre (*erruko* en emakhuwa) qui vient du *nihimo* et qui y retourne après la mort de la personne. Le monde invisible est ainsi peuplé d'esprits (*munepa* au singulier, *minepa*, pl.) qui coexistent avec les personnes vivantes. Ces esprits restent un temps auprès de la famille et de leur ancienne demeure avant de retourner vers le Mont Namuli. Ils reviennent également épisodiquement auprès des vivants. Les cérémonies d'enterrement sont particulièrement importantes pour que l'esprit du défunt puisse rejoindre paisiblement le monde des morts. Les *Makeya* permettent ensuite de rendre hommage aux morts, de les nourrir, de leur demander conseil ou encore de s'assurer de leur soutien avant une décision importante. Ces cérémonies ont lieu dans des sites précis, souvent près d'un arbre ou au pied d'une montagne. Il existe des sites propres à chaque foyer et à chaque famille. On trouve ainsi de nombreux arbres, souvent à l'écart des chemins, avec à leurs pieds des coupelles et des verres, des aliments, et parfois un pagne ou des morceaux de tissu (Figure 7.18.1).





Figure 7.18.1 : Photographie d'un arbre au pied duquel une famille réalise des cérémonies de *Makeya*. Bien qu'aucune offrande n'ait été déposée récemment, les membres viennent fréquemment nettoyer le site.

Lorsqu'un membre de la famille souhaite faire une demande aux esprits ou que ces derniers se manifestent auprès des vivants, une cérémonie de *Makeya* est préparée. Certaines sont privées et d'autres sont publiques. Leur déroulement est similaire. La doyenne de la famille ou une femme initiée au rituel prépare une farine de maïs qu'elle pile soigneusement à genoux. Une boisson alcoolisée est également préparée ou achetée selon les conditions. Les membres du foyer, de la famille ou de l'entourage, se rendent alors sur le site de l'offrande. Déchaussés et à genoux, ils entourent la maîtresse de cérémonie qui entre en dialogue avec les esprits. Elle leur fait part de la situation ou de la demande. Simultanément, elle confectionne un petit monticule avec la farine, et parfois un cercle autour de l'arbre. Les chefs de famille peuvent également se charger de la répartition de la farine. Une partie de la boisson alcoolisée est versée à côté, ou dans un verre, une autre est consommée par celles et ceux qui effectuent la cérémonie. Les membres présents remercient alors les esprits pour leur protection. Des auteurs rapportent que dans certains cas, la famille retourne sur le site le lendemain afin de voir si la farine a changé de place. Si le monticule a été perturbé, alors le projet est entrepris. Sinon, c'est que les esprits n'y sont pas favorables et le projet est ajourné.

En créant des points de contacts spatio-temporels entre le monde visible et le monde invisible, les *Makeya* constituent des pratiques d'attachement à l'espace. Peu à peu, l'arbre qui accueille les pratiques devient un « arbre sacré », de recueillement, où certains vivants peuvent communiquer avec les esprits des lieux et des défunts. La protection de ces arbres devient alors particulièrement importante pour les habitants. La terre alentour peut être travaillée, prêtée, voir vendue. Les arbres ne peuvent pas être appropriés. C'est le *humu* et la doyenne de la famille qui les identifient et qui organisent l'entretien de ces sites. Ils contribuent à ancrer la famille dans un espace particulier. C'est dans cet espace qu'il sera possible aux vivants de rester en lien avec leurs ancêtres. C'est dans cet espace que les anciens souhaitent être enterrés pour rester parmi les leurs. La partition de la cosmologie Makhuwa entre monde visible et monde invisible contribue ainsi à ancrer les vivants dans l'espace au-delà des simples aspects économiques de la fertilité de la terre et de l'opportunité d'emplois.

### Annexe 7.19. Cas d'interactions entre systèmes normatifs au sujet de la terre

La situation d'Alexandreque, un jeune d'Offensiva, dans le district de Kharamu est révélatrice des tensions entre normes familiales et normes communautaires. En 2009, le père d'Alexandreque a acheté 5 ha dans le bloc anciennement occupé par un colon, Manuel Logrado, pour 4000 MZN. Je m'étonne auprès d'Alexandreque et de son épouse : n'ont-ils pas peur comme les autres qu'un « blanc » revienne ?

« Si [nous avons peur] mais Allah nous a donné une idée. Nous avons choisi cette terre rouge parce qu'elle est bonne, nous faisons du maïs mais on a aussi mis 37 anacardiens, 10 bananiers, 15 papayers et 37 pieds de manioc. On a fait un papier [une documentation officielle] avec le *cabo* et le *lider* d'ici. Chaque année on met une partie de l'argent de la rente à la banque. Alors d'un blanc j'ai peur oui... Mais s'il vient il devra me payer pour autant d'anacardiens et de bananiers. C'est une sécurité. C'était ça l'idée [donnée par Allah]. Mon oncle a dit, reste ici même, quand tu gagnes de l'argent, n'achètes rien, garde le pour le futur de demain ».

L'incertitude sur la terre a donc été intégrée dans la stratégie économique de la famille, à la fois via l'épargne et via la plantation d'arbres pour l'indemnisation. La limite de cette stratégie de sécurisation par la plantation est cependant qu'elle repose sur la reconnaissance que les arbres et la terre sont à la famille. La famille dépend de la confirmation de ses propos et de la documentation qu'elle a obtenue des chefs. Or il n'est pas certain que les chefs se rangeront à ses côtés.

Quand je rencontre le *cabo* d'Offensiva peu après, je lui demande s'il intervient pour témoigner dans le cas de ventes de terres. Embarrassé par la question, puisqu'il vient d'expliquer que la terre ne se vendait pas, il finit par m'expliquer qu'il y a une différence entre la *shoshorona* [les terres «de brousse» restées aux habitants pendant la période coloniale et hors de contrôle du gouvernement après l'indépendance] et les « parcelles des blancs » [qui ont fait l'objet d'une occupation coloniale puis d'Unité de Production étatiques]. Il dit qu'il ne témoigne « que pour les ventes dans la *shoshorona* ». Comme les « blancs » peuvent revenir, il ne témoigne pas pour les « terres de blancs ». En théorie il n'a donc pas pu témoigner pour les terres d'Alexandreque, puisqu'elles sont localisées sur les anciennes terres de Manuel Logrado. J'insiste donc un peu :

- [Nelly] : Mais dans les blocs alors, vous refusez d'être témoin ?

- [Cabo] : Oui, je refuse.

- [Nelly] : Mais c'est déjà arrivé ?

- [Cabo] Mais non, c'est peu. Cela n'arrive pas souvent.

- [Nelly] Mais cela arrive donc... ces terres, elles sont à vous ou pas ? Je croyais que depuis 1976 c'était vous les « maîtres » à Offensiva ?

- [Cabo] oui mais avec ces parcelles on ne sait jamais. Ça a été légalisé, mais on ne sait jamais.

Compte tenu du refus du Cabo de reconnaître qu'il est témoin dans le cas de vente de terres d'anciens blocs coloniaux, on peut donc interroger la mesure dans laquelle il soutiendra ces occupants dans le cas d'un réinvestissement. Le discours familial et celui des autorités communautaires est compatible tant qu'il n'y a pas de projet sur les anciennes terres coloniales. Il n'est pas certain que face aux fonctionnaires cadastres et d'autres administrations le chef maintiendra sa posture de témoin. Il y aura alors une opposition entre normes familiales d'une part et norme étatique et communautaire de l'autre.

Le cas d'Eugenio Malavi souligne les tensions entre le système de normes étatiques et le système de norme communautaires. D'après les archives du cadastre de Malema, Eugenio Malavi, citoyen mozambicain, s'est installé dans un village de la zone de Murralelo en 1984. Il a fait une demande de titre formelle pour sa terre, anciennement occupée par un colon, et obtenu un Droit d'Usage et d'Exploitation de la Terre (DUAT) inscrit dans le cadastre de la province de Nampula. Il a donc eu recours aux normes étatiques pour sécuriser son accès à la terre. En 2007, Eugenio Malavi porte plainte contre 28 habitants de son hameau, qui avec l'aide des chefs locaux, occupent ses terres. Le technicien du cadastre du district enregistre alors sa déclaration : « selon les citoyens du groupe des 28, Monsieur Eugenio doit abandonner sa parcelle car il n'est pas naturel de la zone ». Le cadastre envoie une équipe en 2008 pour constater la violation et interdit aux squatteurs de semer. La brigade écrit que la situation dégénère en « discrimination ethnique » contre Eugenio, et que les squatteurs font usage de violence physique pour exiger le « retrait inconditionnel de Monsieur Eugenio pour les raisons énoncées précédemment ». D'après les comptes rendus, les représentants du cadastre et de l'administration restent cependant solidaires du plaignant. Quelle que soit l'origine d'Eugenio, quels que soient les usages de la terre précédant son arrivée, quels que soient les usages actuels, les représentants de l'administration se rangent du côté de la défense du titre.

A contrario, les 28 occupants et les chefs locaux invoquent leur relation ancestrale à la terre pour la récupérer. Ils expliquent à la brigade de fonctionnaire qui les réunit en avril 2008 que les terres d'Eugenio sont celles de leurs ancêtres. Elles ont « appartenu à un colon de race blanche, qui a retiré les populations de la zone ». Ces populations se sont réinstallées sur des terres prêtées. Mais avec la venue de nouveaux producteurs, ils « ont été forcés par les occupants des zones prêtées dans le temps colonial de retourner sur les zones d'origines de leurs ancêtres ». La communauté est donc prise dans un jeu de dominos : leurs terres ont été cédées à un colon et ils ont dû partir chez leurs voisins. Avec l'augmentation de ces derniers, les prêts sont remis en question et les familles doivent se redéployer ailleurs. Elles ont opté pour leurs terres d'origine qui ont depuis été occupées par un nouveau venu. Les familles expliquent qu'elles ont respecté les usages d'Eugenio en mettant en culture les terres qu'il n'utilisait pas. Elles disent avoir proposé de payer des taxes, de louer la terre, ou d'être employés par Eugenio sur ses terres mais que ce dernier aurait refusé.

Eugenio à son tour explique qu'effectivement il a pris pour travailleurs plusieurs membres du groupe pendant des années et que ces derniers avaient leurs propres parcelles de haricots hors de sa zone et venaient travailler pour lui quand la production n'était pas bonne. La situation aurait dégénéré à partir du moment où le *regulo* Malaia aurait visité sa propriété en son absence et incité les personnes à occuper la terre.

Dans ce cas c'est donc d'un côté le système de titre et de l'autre l'autorité coutumière qui sont en contradiction concernant l'accès à une même terre. Les habitants confiants de leurs droits et du soutien affiché du *regulo* ont coupé des clôtures installées par Eugenio et mis en culture des terres sans son accord. Le *regulo* a dit qu'il informerait par écrit le chef de la localité de sa décision. Cette information ne serait jamais parvenue au chef de la localité. D'après le rapport du technicien du cadastre, les autorités locales, notamment le secrétaire du FRELIMO du quartier, auraient été « complaisantes ». Elles auraient laissé le *regulo* agir à sa guise au lieu de rappeler à la loi foncière Mozambicaine. Le dernier document du dossier, daté d'avril 2008, réaffirme le DUAT d'Eugenio. Il est demandé aux habitants de s'excuser, de sortir de ses terres et de rendre une houe qui aurait été volée. La mise en œuvre effective de ces mesures demanderait cependant une étude spécifique. Même incomplet, ce cas reste intéressant car il montre bien la diversité d'acteurs qui peuvent intervenir pour légitimer ou délégitimer le droit à une terre.

## Annexe 7.20. Le système de fixation des prix du coton au Mozambique

Les prix d'achat du coton sont encadrés par un prix minimal fixé au niveau national. La direction de l'Institut du Coton du Mozambique (IAM) et les représentants des compagnies cotonnières choisissent et annoncent un prix provisoire ou indicatif en Octobre-Novembre, au moment du semis. Puis un « prix minimum » est fixé en Mai-Juin selon un processus « de négociation et participatif »<sup>702</sup>. Des représentants du Ministère de l'Agriculture, de l'IAM, des compagnies, regroupées dans l'Association Cotonnière du Mozambique (*Associação Algodoeira de Moçambique, AAM*), et des producteurs, représentés par des élus au sein du Forum national des Producteurs de Coton (*Fórum Nacional de Produtores de Algodão, FONPA*), élaborent le prix minimum. Ce dernier ne peut être inférieur au prix indicatif et est fondé sur « des indicateurs mathématiques objectifs » et des « critères subjectifs ». L'examen de ces « indicateurs mathématiques objectifs » est révélateur de l'essence du régime cotonnier. Ces indicateurs sont reliés dans une formule de calcul du prix minimum:

$$\text{Prix Minimum} = \{[\text{Index A} - (\text{Ct} + \Delta q) \times \text{Fc} \times \text{TC}] \times \text{Re} + \text{Vs}\} \times \text{PP}$$

avec, *Index A* : Indice A de Cotlook en US Cents par livre de coton

*Ct* : coûts du fret et d'assurance

*Δq* : Différentiel de qualité de la fibre, moyenné sur les 3 dernières années

*Fc* : Facteur de conversion kg en livre

<sup>702</sup> voir le document "Processus d'approbation du prix minimum du coton-graine" (*Processo de aprovação do preço mínimo do algodão caroço*) en ligne sur le site de l'IAM, <http://www.iam.gov.mz>, consulté le 10/01/2017.

*TC : Taux de change moyen du MZN en USD, d'après la Banque Centrale*

*Re : Rendement moyen de l'égrénage industriel, entre 33 et 41%*

*Vs: Valeur de la semence de coton achetée, moins 12%, correspondant à la partie de la semence redistribuée gratuitement aux producteurs*

*PP : Partage de la valeur avec le producteur, variant de 50 à 55%*

Littéralement, ce calcul signifie que le prix minimum reçu par les producteurs est la variable d'ajustement d'un partage qui vise avant tout à maintenir les marges des entreprises. Peu importe si ce prix minimum correspond aux coûts engagés par les producteurs, peu importe si la culture du coton est effectivement viable, tant que les entreprises peuvent dégager un profit. Les producteurs de coton mozambicains partagent de plus les coûts de production liés au transport du coton jusqu'aux marchés internationaux, à la fluctuation du taux de conversion du métical, ainsi qu'à l'égrénage industriel. Le prix qu'ils reçoivent est diminué à mesure que ces différents coûts augmentent. Enfin, les entreprises sont prêtes à partager leur profit selon un « taux de partage » qu'elles jugent acceptable, mais qui est particulièrement bas<sup>703</sup>. La partie « subjective » correspond à une négociation entre les parties présentes et permet de rehausser le prix calculé par la formule précédente. En pratique les compagnies s'entendent entre elles pour fixer un prix, souvent le plus proche possible du prix provisoire et du prix calculé. Ce sont notamment les compagnies les plus importantes qui tirent à la baisse les négociations pour ensuite faire bonne figure dans leur concession territoriale en annonçant un « bonus » de quelques centimes de métical par kilo. Comme l'explique un patron d'une entreprise concurrente « ils [les directeurs d'une compagnie de coton importante] disent que c'est le gouvernement qui a choisi les prix mais concrètement ce sont eux qui ont voulu que ce soit 11 metical et pas plus... »<sup>704</sup>. Les prix du coton au Mozambique est ainsi très inférieur à celui des pays producteurs voisins.

## Annexe 8.1. Éléments de droit foncier colonial relatif à la consultation

Du XVI<sup>ème</sup> au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, le régime juridique des terres au Mozambique n'implique pas une consultation des habitants occupant préalablement les terres. Le roi du Portugal, ses capitaines et ses gouverneurs allouent des baux emphytéotiques sur la terre, exerçant leur domination sur cette dernière et sur ses utilisateurs précédents. Les *regulos*, rois et autres chefs africains, doivent se soumettre à la couronne, donner des terres, ou négocier des transferts d'usages au profit des colons<sup>705</sup>. La couronne reconnaît donc la souveraineté territoriale des chefs sans pour autant accorder un statut aux droits coutumiers ou aux sujets

---

<sup>703</sup> voir notamment le rapport sur le coton de la Banque mondiale, qui compare les secteurs cotonniers du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Mali, du Mozambique, de la Tanzanie, de l'Ouganda, de la Zambie et du Zimbabwe pour la période 1990-2005 et qui concluait qu'avec une part du prix moyenne de 43%, le Mozambique était un pays où « les prix se sont améliorés mais la part du prix « Franco à Bord » [Free on Board, FOB] restent les plus bas de la région » (D. L. Tschirley, Poulton, et Labaste 2009, 70-71).

<sup>704</sup> Entretien avec un directeur d'une compagnie, réunion annuelle du secteur cotonnier, Cuamba, mars 2015.

<sup>705</sup> C'est notamment l'origine de l'institution des *prazos de la couronne*, terres données ou conquises, exploitées par les portugais, à l'origine pour une période de trois générations, dont les conditions sont entre autres fixées par le décret du 27 octobre 1880 (S. I. Chichava 2007, 52).

« libres »<sup>706</sup>. L'ensemble des terres qui ne font pas l'objet de baux sont considérées comme publiques et peuvent faire l'objet de concessions à des colons ou des compagnies, sans consultation<sup>707</sup>. D'un point de vue juridique, les régimes fonciers du XVI<sup>ème</sup> au début du XX<sup>ème</sup> siècle sont « une forme de concession de la propriété publique » marquée par un enchevêtrement de droits (Coissoró 1965, 17).

L'établissement de « réserves indigènes » en 1909<sup>708</sup> et d'un statut « indigène »<sup>709</sup> à partir des années 1930 ne modifie pas la donne. Les réserves ne correspondent à aucune circonscription administrative ou chefferie selon lesquelles les « populations indigènes » ont été regroupées (*regedorias* ou *regulado*, reconnus par la Réforme administrative d'outre-mer approuvée par le décret-loi n° 23 :229 du 15 novembre 1933). Elles n'ont donc pas de personnalité juridique et ne peuvent pas avoir de patrimoine propre (Coissoró, 1965, 65). Les « indigènes » peuvent occuper des terrains incultes et non démarqués à l'extérieur des réserves, qui peuvent donner lieu à des titres de possession s'ils occupent ces terrains pendant vingt années consécutives sans interruption de résidence, mais ils ne possèdent pas de garantie contre une éventuelle « expropriation » (Coissoró 1965; Martinez 2008, 172-74). De 1901 à

---

<sup>706</sup> Seuls les « esclaves » et les « affranchis » ont une personnalité juridique reconnue mais ils ne peuvent pas acquérir de propriété foncière, ni selon le droit coutumier, ni selon la loi portugaise. Le décret du 7 novembre 1834 assimile les africains « libres » aux européens. Ces premiers ne peuvent cependant pas accéder à la propriété privée. Le Décret n°18 de 1890 interdit officiellement la propriété parfaite aux africains. Ils n'ont donc que des droits d'usages et d'habitation. António José Ennes, Ministre de la Marine et de l'Outre-Mer (1890-1891), gouverneur général du Mozambique (1891, 1894) écrit ainsi « L'État ne reconnaît aux *regulos* et autres chefs indigènes aucun droit de propriété sur le sol sur lequel ils exercent leur mandat qui les autorise à en disposer ou à l'aliéner par quelque titre que ce soit » (Ennes 1893, traduction de l'auteur).

<sup>707</sup> La Loi du 9 Mai 1901 déclare domaine de l'État tous les terrains qui à la date de publication de cette loi ne constituent pas une propriété acquise selon la loi portugaise. L'article 4 réaffirme la nullité de tous les actes et contrats des indigènes et de leurs chefs établis sans autorisation préalable ou confirmation des autorités administratives (Coissoró 1965, 17). Comme les indigènes n'ont pas pu accéder à la propriété précédemment, ils en sont nouvellement exclus. Les terres publiques sont divisées en trois classes : (1) celles destinées au peuplement et à l'urbanisation, qui peuvent faire l'objet de concessions, (2) les terres destinées à l'agriculture et à l'industrie, (3) les terres incultes destinées aux mêmes fins que les précédentes mais habitées par les indigènes (Coissoró 1965). Dans le cas de concessions ou de ventes de terres de 2<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> classes, les demandes sont faites auprès du gouverneur par l'intermédiaire du chef de circonscription, sans consultation des occupants. Dans le cas des terres de 3<sup>ème</sup> classe, le demandeur peut maintenir les « paillottes des indigènes » ou les déplacer dans une zone de la concession propice à la culture. Dans les deux cas, il doit maintenir une surface de 1 ha par paillotte (ex. Companhia de Moçambique 1899, article 26).

<sup>708</sup> Les « réserves indigènes » sont établies par le *Regime provisório para a concessão de terrenos do estado na província de Moçambique* approuvé par décret le 9 juillet 1909 et la Constitution de 1911. Ces réserves ont notamment pour objectif de protéger l'agriculture africaine face à la forte demande de terres de colons privés conformément à la doctrine protectionniste (B. Direito 2014). Elles constituent également une base pour le maintien et la reproduction des familles dont la force de travail des hommes est mobilisée par les colons (Negrão 2002). Dans ces réserves les terrains destinés à « l'utilisation exclusive de la population indigène » ne donnent jamais lieu à l'obtention d'un titre de propriété. C'est ce que précise l'article 35 du décret n° 39 666 du 20 mai 1954 : « Est garanti, en commun, aux indigènes qui vivent en organisations tribales, l'usage et l'usufruit, selon une forme coutumière, des terres nécessaires à l'établissement de leurs villages, de leurs cultures et leurs pâtures pour leur bétail. Cette occupation ne confère pas des droits de propriété individuels et est régulée entre les indigènes par les us et coutumes respectifs » (traduction de l'auteur). L'article 36 précise que les terrains où sont établis des indigènes ne peuvent pas faire l'objet de concessions sans que la situation des indigènes ne soit protégée. Ils sont compensés avec d'autres terrains ou indemnisés. Ils n'ont cependant pas leur mot à dire.

<sup>709</sup> Est considéré comme indigène « l'individu de race nègre ou qui en est descendant et qui par ses us et coutumes ne se distingue pas du commun de cette race » (décret n° 12 :533 du 23 octobre 1926, et décret n° 16473 du 6 février 1929, traduction de l'auteur). L'article 2 du décret n° 39666 du 20 mai 1954 réaffirme cette catégorisation : « sont considérés comme indigènes des provinces référées ci-dessus [Guinée, Angola et Mozambique] les individus de race nègre ou ses descendants qui, y étant nés ou y vivant habituellement, ne possèdent pas encore les us et les coutumes individuels et publics nécessaires pour l'application intégrale du droit public et privé des citoyens portugais » (traduction de l'auteur).

1961, la consultation n'aurait aucun sens car les habitants bénéficient à peine de droits d'usage sur un patrimoine public qui peuvent être révoqués unilatéralement.

La fin du régime de l'indigénat en 1961 voit l'accession des *regedorias* (*regulados* au Mozambique) à un véritable statut de circonscription territoriale<sup>710</sup>. D'après le décret n° 43894 du 6 septembre 1961, afin de « défendre avec intransigeance les intérêts et les droits des populations sur les terres qu'elles occupent ou exploitent » (traduction de l'auteur), les terres des *regedorias* sont catégorisées en « classe 2 » et ne peuvent pas faire l'objet d'aliénation ou d'une concession<sup>711</sup>. Une personne qui souhaiterait obtenir une concession sur des « terres vacantes » ne peut donc ni empiéter sur les terres de classe 2, ni sur le quintuple de la surface occupée par les membres de la *regedoria*, elles aussi reconnues comme de classe 2 (article 88), ni déplacer les cultures, les pâtures ou les habitations des populations. L'application du décret est cependant ambiguë : il n'est pas précisé qui prendra en charge la démarcation des « terres vacantes », fondement du changement de statut de la terre « vacante » à la terre de « classe 2 » « attribuée en commun aux populations » (article 43). En l'absence de démarcation, les terres restent donc entièrement « vacantes » et sous contrôle des autorités coloniales. La loi foncière n°6/73 du 13 août 1973 confirme cette classification<sup>712</sup>. Cette législation est à double tranchant : elle protège les habitants et reconnaît un statut collectif aux *regedorias* tout en laissant à l'administration coloniale la possibilité de déclarer les terres « inoccupées » et donc de les aliéner (Christopher Tanner 2002, 6; ADRA 2004, 8).

---

<sup>710</sup> Adriano Moreira, ministre de l'outre-mer d'avril 1961 à décembre 1962, révoque l'Indigénat par le décret-loi n° 43893 du 6 septembre 1961. Il promet ainsi la participation des populations dans la gestion de leurs intérêts et limite la « protection » qui prédominait. Le décret n°43896 du 6 septembre 1961 considérant que la « formule municipale » n'est pas conseillée et qu'il faut respecter les traditions et les habitudes des populations organise ces dernières en *regedorias*, intégrées dans les divisions administratives des provinces d'outre-mer en tant que collectivités territoriales (*autarquias locais*). Alors que le régime juridique sous l'indigénat ne permettait pas d'intégrer les indigènes et les réserves dans le droit commun, les nouveaux statuts attribués aux *regedorias* permet l'intégration dans le droit portugais (Coissoró 1965, 73).

<sup>711</sup> Le décret 43894 distingue le domaine public de l'État (article 1), les terres relevant du régime de propriété privé, le domaine public des collectivités territoriales (désignant plus spécifiquement les municipalités) et le reste des terres dites « terres vacantes » (*terrenos vagos*) qui constituent le patrimoine des provinces (article 2). Ces « terres vacantes » sont classifiées en 3 catégories (article 41) : la classe 1 correspond aux terres de villages (*povoações*) et leurs périphéries (correspondant aux principales zones de peuplement, voir les articles 27 à 38) ; la classe 2 correspond aux « terres démarquées pour l'attribution en commun aux population, afin qu'elles les occupent et les utilisent en accord avec leurs us et coutumes » ; la classe 3 correspond aux « terres vacantes » qui ne relèvent ni de la classe 1 ni de la classe 2. Si les habitants de la *regedoria* ont l'usage et l'usufruit des terres de classe 2, ils ne possèdent pas de droits de propriété individuels sur ces terres (Article 224). Les terres de classe 2 peuvent faire l'objet d'une individualisation de droits d'usage au profit d'habitants de la *regedoria* à la demande du *regedor* (article 226) mais toute aliénation ou concession à un particulier extérieur est interdite (article 52) et peut faire l'objet d'une sanction pénale (article 225).

<sup>712</sup> La Base I de la loi n°6/73 réaffirme que toutes les terres qui ne sont pas rentrées dans le régime de propriété privé, ni dans le domaine public sont considérées comme des « terres vacantes » qui s'intègrent dans le patrimoine des provinces d'outre-mer ou des municipalités. Parmi ces terres, celles qui font l'objet d'une occupation traditionnelle ne peuvent être concédées ou aliénées (Base VIII et Base XXVII). Les « terres vacantes » qui ne font pas l'objet d'une telle occupation peuvent être concédées pour développer des activités économiques (Base XVII, Base XVIII). Comme la distinction entre « vacante » et « nécessaire à l'économie traditionnelle » reste à l'appréciation des autorités coloniales, la situation est similaire à celle de 1961.

## Annexe 8.2. Discours du directeur régional de la SAN-JFS lors de la consultation communautaire d'Ipalame pour un bloc cotonnier (2014).

[*En emakhuwa*] « Bonjour à tous. Mon nom est [*Paulo Maputo, nom factice ici*]; je suis le directeur de la SAN, Société Cotonnière du Niassa. » [*A la suite de cette présentation, tous les membres assis sur des chaises se présentent brièvement, moi y compris. Une cinquantaine d'habitants sont assis en face de nous, à même le sol. Le directeur reprend en portugais cette fois*]

« Aujourd'hui, **nous sommes ici comme pour une partie de foot. Nous allons essayer de donner le premier coup d'envoi dans un ballon.** [*Il mime le geste d'un coup de pied dans un ballon, rires de l'assemblée.*]

Pour jouer au foot, **il faut un terrain**, il faut des joueurs, il faut de la pratique. Aujourd'hui, **nous sommes ici car nous voulons le terrain.** [*Je le regarde médusée, il ne s'en est pas rendu compte, il enchaine.*] Nous voulons des joueurs, nous voulons de l'entraînement. Nous avons le ballon. Nous avons un avantage. Qui est le plus ancien des anciens ici? » (*Le chef Moringa répond que s'est lui*).

« Papa, je vais te poser une question. Papa, connais tu Geba? Tu as déjà entendu parler de lui là-bas à Nacala, à Nacala-Velha? (*le chef Moringa valide en hochant de la tête*)

J'étais là-bas la semaine dernière. J'étais aux côtés d'un régulo très ancien. Je me suis présenté et j'ai dit: je suis de la JFS. Le vieux a souri. Il a dit « je les connais très bien, parce qu'ils sont aussi anciens que moi. » Et ici, connais-tu la JFS? (*Le chef Moringa répond en pointant le bâtiment en ruine derrière lui. « Oui, leur maison c'est celle-là »*).

« Très bien. » (*En s'adressant à l'assemblée*) « Vous connaissez Joao Ferreira dos Santos ? (*Oui Oui répond l'assemblée en cœur*). Très bien. **Nous sommes ici depuis plus de cent ans.** Nous avons déjà été dans des situations difficiles, nous avons déjà souffert, nous sommes déjà tombées, nous avons aussi eu des succès. Aujourd'hui nous sommes ici, nous sommes avec des jeunes, nous sommes ici. Qui connaît la SAN aujourd'hui? Il y a des activistes ici, ils ont déjà vu. Nous avions une ancienne usine, aujourd'hui nous avons une nouvelle usine. Avant nous venions en bicyclette, aujourd'hui nous venons en moto. Avant de vous en dire plus je vais vous poser une question :

« Qui connaît Malema ici? » (*beaucoup de réponses « je connais »*).

« Qui connaît Maponda ? » (*beaucoup de réponses « je connais »*).

« A qui appartient Maponda? » (« A la JFS » disent-ils en cœur. « A la JFS » reprend le directeur).

« Si nous allions tous à Malema, visiter Maponda, vous verriez tous ce que je veux faire ici. Mais Malema et Maponda, cela va être différent de ce qui va se passer ici. Là-bas le terrain, il n'y avait personne dedans. Nous avons de grandes machines. Très grandes, comme les machines de Miranda. Nous travaillons seuls. Ce n'est pas ce que je veux ici. »

« Ici, j'ai besoin de vous. **Pas de tous. Je veux les forts. Les concentrés. Les forts, ceux qui ont bon cœur, ceux qui croient en la JFS.** Je veux une population qui grandisse avec nous.



Qui cette année fait un hectare. Qui l'année prochaine en fait cinq, et d'ici trois ans en fait vingt. Et qui reste avec vingt hectares. Qui a une parcelle de vingt hectares. Et qui est le patron [*o dono*] de cette parcelle. Il va faire du coton. Il va faire du maïs. Des Cacahuètes. Du soja. La JFS va acheter. Certains dirons « je n'ai pas la force, je n'ai pas d'argent, je ne vais pas réussir. » Cela va être difficile. Je vais leur répondre « Nous allons mettre des machines ici. Nous allons mettre des techniciens ici. Nous allons mettre une banque ici. Nous allons réussir. » Vous me suivez? On est ensemble? » (*il fait signe qu'il faut applaudir, cela ne venant pas spontanément. Il demande à son traducteur le mot Makhuwa pour applaudir, « Makuphi » lui dit ce dernier. Il répète à haute voix « Makuphi! »*).

« Nous en sommes ici à la première étape. J'ai déjà demandé la présence des deux *cabo* d'ici (*ce sont en fait deux mwene*). **Par e qu'ils connaissaient l'ancien bloc de la JFS.** Ensuite nous allons demander à des personnes de s'inscrire dans une liste. Nous allons devoir nettoyer le terrain. Premièrement, nous devons vous demander si vous êtes d'accord. » (*a peine traduit, l'assemblée applaudit et des youyou retentissent. Le directeur manifeste sa joie*). « C'est le premier coup de pied dans le ballon. Avant que nous marquions un but, il va falloir que nous parlions beaucoup, que nous discutons beaucoup, que nous travaillions beaucoup. Mais vous comprenez le principe non? » (*Des « oui oui, merci merci » fusent de l'assemblée*).

« Ce n'est pas difficile. Je vais vous donner un exemple. Le tracteur est ici, stationné devant la maison. Un papa arrive devant la maison et dit: « Ingénieur, je te demande de l'aide. Je vais faire mon programme, 5ha de coton et 1 ha de maïs. » Le tracteur va aller là bas. Les mauvaises herbes? Le tracteur va venir pulvériser des herbicides. Pour désherber le papa va dire qu'il a besoin d'argent (*applaudissements de l'assemblée*). Pour pulvériser les pesticides, des machines vont arriver. Vous pourrez dire « Non, j'ai de la famille, je n'ai pas besoin de machines ». Alors vous direz non. Pour que cela fonctionne, il faut comprendre. **Il faut avoir un programme sérieux.** Je ne veux pas de personne ici avec 3 femmes. Je ne veux pas d'une personne qui est ici aujourd'hui et qui demain est à Cuamba, et qui après demain est à Métarica. (*rires de l'assemblée*). Il faut que ce soit des personnes qui n'ont pas de femmes à Métarica, qui ont des femmes ici. Parce que quand le producteur est à Métarica, la chenille elle est ici. Et nous ne pouvons pas nous permettre cela. **Nous devons être des personnes sérieuses.** »

« Vous connaissez **tous le régulo Mukwapa ici ?** » (*Oui opine du chef l'assemblée*).

« Le régulo a un tracteur, il a 20 ha. Du coton. Ce que je veux ici, **c'est cinquante régulos,** tous ensemble, travaillant dans le bloc de la JFS. Tous ensemble. Si aujourd'hui l'un d'entre eux a besoin de pesticides, nous y allons tous ensemble. Quand le tracteur arrive, il dit "aujourd'hui nous allons semer", alors nous irons tous semer ensemble. C'est pour cela que c'est différent de Maponda. A Maponda je n'envoie pas la population semer. Je prends le tracteur et je vais semer. A Maponda quand je vois une chenille, je prends le tracteur et je pulvérise. Ici non. Dès la première année ce sont vous qui allez faire cela. Quelle est la différence alors? Là bas il y a un tracteur. Ici aussi. Là-bas il y a de l'argent et tout le bénéfice reste avec la JFS. **Ici, le bénéfice est pour vous. Moi, je veux juste beaucoup de coton.** Parce qu'ici, si je parviens à avoir 50 familles avec 20 hectares, qui produisent beaucoup de coton et de maïs, alors au final nous allons tous être contents. »

« **Cette année nous allons venir ici avec membres du gouvernement pour faire une consultation communautaire.** Nous allons demander si nous sommes ensemble, d'accord, avec ce projet de bloc. Alors nous allons commencer à déraciner des arbres. Et nous allons

commencer « *vakani vakani* » (*petit à petit en Makuwa*). Nous allons faire 100 ha, 200 ha peut être, au maximum. Nous voulons déjà choisir des personnes pour nettoyer le terrain avec nous. Le tracteur va venir. Nous allons labourer le terrain, nous allons commencer à semer. Comme ça nous saurons que telle parcelle est à telle personne. Nous allons écrire une carte, un document, qui précise, cette personne travaille dans le bloc de Joao, a 5 ha, a besoin du tracteur, d'argent, de pesticides - il suffit de demander- nous allons tout inscrire sur le papier. Avec cela, nous allons avoir plus de rendements. Plus de coton. L'année prochaine nous augmenterons la surface. Nous avancerons un peu de ce côté (*en direction de Mputo*). Nous sommes ensemble? » (*Oui dit l'assemblée, « Nous sommes ensemble »*)

« Il faut que vous commenciez à faire votre programme. Qui aime la femme de Métarica et ne veut pas la laisser, c'est meilleur de ne pas entrer. **Ici, nous voulons des personnes sérieuses.** Parce que nous n'allons pas gaspiller de l'argent pour le tracteur, pour des crédits, pour des pesticides. Ce n'est pas pour chercher après que ces dépenses aient été faites, où se trouve le patron (*o dono*) de la parcelle. Il est ici? « Non il est à Métarica ». Nous ne pouvons pas nous permettre cela. Vous allez vous asseoir, vous allez réfléchir et poser des questions au sujet de vos doutes. » (*Le traducteur fait signe au directeur qu'il peut s'asseoir. Des discussions discrètes commencent entre les membres de l'assemblée. L'un des hommes demande s'ils peuvent poser des questions en restant assis. Le traducteur leur dit que oui. S'en suit une période de question réponses sur lesquelles nous revenons plus bas*).

Discours retranscrit à partir de notes et d'un enregistrement, 07/03/2014